Comment va la vie ? 2017

MESURER LE BIEN-ÊTRE



OCDE

OECD
Better Life
Initiative

Comment va la vie ? 2017

MESURER LE BIEN-ÊTRE

OCDE
DES POLITIQUES MEILLEURES
POUR UNE VIE MEILLEURE

Cet ouvrage est publié sous la responsabilité du Secrétaire général de l'OCDE. Les opinions et les interprétations exprimées ne reflètent pas nécessairement les vues officielles des pays membres de l'OCDE.

Ce document, ainsi que les données et cartes qu'il peut comprendre, sont sans préjudice du statut de tout territoire, de la souveraineté s'exerçant sur ce dernier, du tracé des frontières et limites internationales, et du nom de tout territoire, ville ou région.

Merci de citer cet ouvrage comme suit :
OCDE (2018), *Comment va la vie ? 2017 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris.
http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2017-fr

ISBN 978-92-64-29183-6 (imprimé)
ISBN 978-92-64-29184-3 (PDF)
ISBN 978-92-64-29200-0 (ePub)

Annuel :
ISSN 2308-9687 (imprimé)
ISSN 2308-9695 (en ligne)

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Les corrigenda des publications de l'OCDE sont disponibles sur : *www.oecd.org/about/publishing/corrigenda.htm*.

© OCDE 2018

La copie, le téléchargement ou l'impression du contenu OCDE pour une utilisation personnelle sont autorisés. Il est possible d'inclure des extraits de publications, de bases de données et de produits multimédia de l'OCDE dans des documents, présentations, blogs, sites Internet et matériel pédagogique, sous réserve de faire mention de la source et du copyright. Toute demande en vue d'un usage public ou commercial ou concernant les droits de traduction devra être adressée à *rights@oecd.org*. Toute demande d'autorisation de photocopier une partie de ce contenu à des fins publiques ou commerciales devra être soumise au Copyright Clearance Center (CCC), *info@copyright.com*, ou au Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC), *contact@cfcopies.com*.

Avant-propos

Le rapport Comment va la vie ? *s'inscrit dans le cadre de l'Initiative du vivre mieux de l'OCDE, qui vise à promouvoir des « Politiques meilleures pour une vie meilleure », conformément à la mission première de l'OCDE. Il s'agit d'un rapport statistique publié tous les deux ans qui présente un vaste éventail de résultats sur le plan du bien-être, ainsi que leurs variations dans le temps, entre les catégories de population et entre les pays. Cette évaluation s'appuie sur un cadre pluridimensionnel couvrant 11 dimensions du bien-être actuel et 4 types de ressources propices à un bien-être durable. Chaque édition inclut également des chapitres thématiques proposant une analyse en profondeur de certaines dimensions du bien-être. L'édition 2017 accorde ainsi une attention particulière aux inégalités de bien-être, à la situation des migrants au regard du bien-être, ainsi qu'au rôle de la gouvernance par rapport au bien-être.*

Ce rapport est l'œuvre de la Division des Statistiques auprès des ménages et de la mesure du progrès, de la Direction des statistiques de l'OCDE, avec des contributions de la Division de la réforme du secteur public, de la Direction de la gouvernance publique (chapitre 4). Les principaux auteurs de chaque chapitre sont les suivants : Carrie Exton (chapitre 1); Carlotta Balestra (chapitre 2); Kate Scrivens et David Marguerit (chapitre 3); Santiago Gonzalez (chapitre 4); et Joshua Monje-Jelfs et Elena Tosetto (chapitre 5). Les deux annexes en ligne ont été rédigées principalement par Elena Tosetto. Carrie Exton a chapeauté le projet, dont la supervision a été assurée par Romina Boarini, Marco Mira d'Ercole et Martine Durand. Nous exprimons notre gratitude à Lara Fleischer et Giampaolo Bonomi pour leurs contributions aux analyses qui figurent dans le rapport et les notes-médias. Martine Zaïda, responsable de la communication de Comment va la vie ?*, a apporté une aide essentielle tout au long du projet.*

Nous adressons nos remerciements aux nombreux collègues de l'OCDE pour leur aide, leurs commentaires et leur éclairage, que ce soit sur le projet de texte ou sur des questions spécifiques. Cela inclut entre autres : Rolf Alter, Anil Alpman, Yves Breem, Francesca Borgonovi, Marie-Clémence Canaud, Orsetta Causa, Jean-Christophe Dumont, Michael Förster et l'équipe de la Distribution des revenus, Mikkel Hermansen, Chris James, Gaetan Lafortune, Zsuzsanna Lonti, Edwin Lau, Luiz de Mello, Fabrice Murtin, Matthew de Queljoe, Jennifer Ribarsky, Nicolas Ruiz, Sonia Primot, Miguel Cardenas Rodriguez, Markus Schwabe, Sarah Sentier, Cécile Thoreau, Bettina Wistrom et Isabelle Ynesta. L'équipe interne des publications et de la production était composée de Cicely Dupont-Nivore, Vincent Finat-Duclos, Audrey Garrigoux, Kate Lancaster et Julia Stockdale-Otarola, qui ont bénéficié de l'assistance éditoriale et des conseils de Patrick Hamm. Virginie Elgrably et Anne-Lise Faron ont prêté leurs concours pour la mise en forme du texte. Nous tenons à les remercier tous pour leur collaboration et leur aide précieuses.

Enfin, le rapport a bénéficié des commentaires utiles fournis sur les versions préparatoires des chapitres par les délégués auprès du Comité des statistiques et de la politique statistique de l'OCDE, et du Comité de la gouvernance publique (chapitre 4) de l'OCDE. Le chapitre 3 a également été présenté au Groupe de travail sur les migrations de l'OCDE. Nous leurs exprimons notre gratitude pour leurs contributions et leurs conseils.

Editorial : Promouvoir le bien-être pour tous

Le bien-être ne peut pas prospérer dans des sociétés divisées. Près de dix ans après le début de la crise financière mondiale, la croissance économique est à nouveau au rendez-vous. Mais la crise a laissé des traces : les inégalités de revenu ont continué de se creuser et dans plusieurs pays de l'OCDE, trop de personnes ont été laissées de côté, avec tous les risques que cela comporte pour le futur. Pour juger du bien-être actuel et futur des citoyens, le mouvement en faveur de la mesure du progrès « au-delà du PIB » a attiré l'attention sur les limites des statistiques économiques traditionnelles et sur l'importance de se fier à d'autres indicateurs qui puissent mieux appréhender les *catégories* de personnes et les *aspects* importants de la vie, qui sont trop souvent ignorés. En ligne avec cette approche, l'OCDE a adopté un cadre pour la mesure du bien-être et depuis 2011 compile des statistiques publiées dans *Comment va la vie ?* qui répondent à cette exigence et contribuent au débat politique sur l'économie inclusive et soutenable.

Maintenant que les économies reprennent de la vigueur, le bien-être doit aussi s'améliorer

Après une décennie de turbulences dans de nombreux pays de l'OCDE, la vie s'est-elle améliorée par rapport à ce qu'elle était en 2005, bien avant le début de la crise ? Le bilan n'est que partiellement positif. Dans la plupart des pays de l'OCDE, le revenu moyen des ménages, le salaire annuel moyen et l'espérance de vie ont progressé, et pour environ la moitié d'entre eux, le taux d'emploi a augmenté, le temps de travail a diminué, le nombre de personnes qui déclarent se sentir en sécurité est plus élevé et les homicides sont moins nombreux. Cela étant, dans plusieurs de ces domaines, les progrès ont souvent été lents, instables ou inégalement répartis. En outre, concernant plusieurs autres dimensions du bien-être, la situation s'est détériorée: la participation électorale, le chômage de longue durée et l'accès financier au logement se sont dégradés dans la moitié environ des pays de l'OCDE depuis 2005, tandis que l'insécurité sur le marché du travail est en hausse dans 80 pour cent d'entre eux. La satisfaction à l'égard de la vie et le niveau de soutien social ont également reculé dans au moins un quart des pays de l'OCDE. Ainsi, si les économies commencent à se remettre de la crise, à plusieurs égards, nombreuses sont les personnes qui ne ressentent pas encore une amélioration de leur qualité de vie.

Les inégalités vont au-delà des aspects monétaires

La moyenne de l'OCDE est un piètre indicateur pour décrire le bien-être des individus, des familles et des collectivités – dans la mesure où les gains et les pertes de bien-être sont souvent inégalement répartis tant à l'intérieur des pays que d'un pays à l'autre. Le chapitre spécial consacré aux inégalités dans cette édition de *Comment va la vie ?* permet de mieux cerner le profil de ceux qui restent à la traîne. Alors que le débat récent sur les inégalités a principalement tourné autour du revenu, le chapitre 2 met en évidence de nombreuses

autres lignes de fracture dans différents domaines du bien-être et entre différents groupes de population – entre les hommes et les femmes, les jeunes et les vieux, les diplômés et les non-diplômés. Dans des pays où les écarts sont relativement faibles selon certains critères (par exemple, entre les hommes et les femmes ou en termes d'inégalités de revenu), les disparités peuvent être bien plus importantes à d'autres égards (entre les jeunes et les vieux ou en matière de santé). Il est donc important d'analyser les inégalités sous plus d'un angle et plus d'un éclairage. En s'intéressant à la situation des migrants dans les pays de l'OCDE, le chapitre 3 étend encore le champ de l'analyse. Par rapport aux autochtones, les immigrés souffrent de plusieurs handicaps allant de conditions de travail médiocres à des niveaux d'exposition plus élevés à la pollution atmosphérique et au bruit dans les quartiers où ils vivent. L'immigration a aussi des incidences sur le bien-être subjectif : dans plus des deux tiers des pays européens membres de l'OCDE, les immigrés se disent moins satisfaits de leur vie que les autochtones et sont plus susceptibles d'être déprimés ou dépressifs.

Les obstacles à la mobilité sociale risquent de creuser les inégalités de bien-être dans l'avenir

Les inégalités sont particulièrement préoccupantes lorsqu'elles reflètent ou entraînent une inégalité des chances. Plusieurs obstacles freinent la mobilité sociale dans les pays de l'OCDE. Cela commence très tôt puisque les enfants de familles pauvres sont déjà bien plus susceptibles que les autres de basculer plus tard dans la pauvreté. Ces inégalités s'aggravent ensuite avec la formation des familles car, si les contraires s'attirent, c'est encore avec son semblable que l'on se marie : plus d'un tiers des salariés vivent avec des conjoints appartenant au même quintile de revenu qu'eux. En outre, les règles successorales ne font que renforcer les clivages existants : si environ 10 % des ménages situés dans le premier quintile de patrimoine bénéficient d'héritages ou de donations, la proportion passe à plus de la moitié dans le quintile supérieur. Par ailleurs, de nos jours, tout le monde n'est pas en mesure de valoriser au mieux ses compétences sur le marché du travail. Ainsi, la probabilité d'être surqualifié pour son emploi est plus élevée chez les immigrés diplômés de l'enseignement supérieur que chez les autochtones. Et bien qu'ils aient un meilleur niveau de formation que celle des générations précédentes, les jeunes adultes sont nettement moins bien lotis que leurs aînés en matière d'emploi.

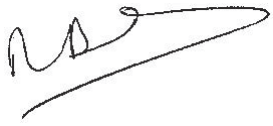
Remettre les citoyens au centre des institutions publiques

Des sociétés divisées sont source de problèmes pour la démocratie et la confiance du corps social. Dans les pays de l'OCDE, beaucoup de citoyens se sentent éloignés de leurs institutions publiques. En moyenne, seules 33 % des personnes estiment pouvoir faire entendre leur voix auprès des autorités, et dans plus de la moitié des pays de l'OCDE, la confiance envers les institutions publiques a reculé depuis 2005. Si les Européens se disent généralement satisfaits du processus électoral dans leur pays, ils le sont beaucoup moins des mesures prises pour réduire les inégalités. Par ailleurs, les données d'une enquête sur les antécédents professionnels des parlementaires de 11 pays montrent qu'ils ne sont pas très « représentatifs » de leurs électeurs – ce sont généralement d'anciens membres de professions libérales ou d'anciens cadres supérieurs. En outre, l'engagement civique diminue : la participation électorale est en recul et certaines catégories les moins bien représentées (les jeunes, les salariés modestes et les personnes les moins instruites) sont moins susceptibles de voter alors que la majorité estime qu'elles n'ont pas leur mot à dire dans les décisions publiques. De plus en plus, les pouvoirs publics risquent donc de

« gouverner dans le vide ». Il faut trouver de nouveaux moyens de mobiliser les citoyens, surtout les plus marginalisés, afin de rétablir la confiance et d'empêcher les clivages de s'aggraver.

Des données de meilleure qualité pour une vie meilleure

Six ans après le lancement de l'*Initiative du vivre mieux* de l'OCDE, la base de données sur le bien-être s'est considérablement enrichie, nous donnant ainsi une meilleure idée des multiples facettes des conditions de vie des individus et par là de ce qui devrait être fait pour améliorer la qualité de la vie dans les différents pays. Cependant, notre travail est loin d'être achevé. Nous manquons cruellement d'informations, en particulier, sur les évolutions temporelles des inégalités dans des dimensions importantes du bien-être, qui nous permettraient de savoir si celles-ci diminuent ou non dans la société. Mais le plus urgent, au-delà de l'effort de longue haleine que nécessite la mesure statistique du bien-être, c'est de faire en sorte que ces nouvelles données soient effectivement utilisées par les décideurs politiques. En effet, le problème n'est pas simplement d'ordre statistique : il faut que les nouvelles données dont on dispose sur le bien-être et sa répartition servent d'évidence concrète pour concevoir des politiques publiques visant à améliorer les conditions matérielles et la qualité de la vie des populations. En d'autres termes, il ne suffit pas de savoir quels sont le niveau de bien-être et l'ampleur des inégalités, il faut aussi agir pour corriger celles qui comptent le plus aux yeux des citoyens, afin de promouvoir le bien-être de tous.



Martine Durand
Chef statisticienne de l'OCDE
Directrice de la Direction des statistiques de l'OCDE

Table des matières

Guide du lecteur 19
Résumé 21

Chapitre 1. **Comment va la vie en 2017 ?** 25
Introduction : la méthode utilisée par l'OCDE pour mesurer le bien-être 26
Bien-être actuel : Comment va la vie en 2017 ? 31
Bien-être actuel et inégalité 36
Évolution du bien-être actuel : la vie s'améliore-t-elle ? 38
Ressources pour le bien-être futur : bilan en 2017 50
Évolution des ressources et des risques pour le bien-être futur au cours des dix dernières années 53
Programme statistique à venir 62
Notes 64
Références 65
Bases de données 66
Annexe 1.A. 67

Chapitre 2. **Mesurer les inégalités de bien-être** 73
Introduction : pourquoi les inégalités de bien-être sont-elles importantes ? 74
Mesurer les inégalités de bien-être 77
Données sur les inégalités de résultats en matière de bien-être 86
Le programme statistique à venir en matière d'inégalités de bien-être 112
Notes 113
Références 116
Bases de données : 119
Annexe 2.A. Statistiques supplémentaires 121

Chapitre 3. **Bien-être des immigrés : partir pour une vie meilleure ?** 139
Introduction : définir le bien-être des immigrés et mesurer son importance 140
Comprendre le bien-être des immigrés 140
Mesurer le bien-être des immigrés 142
Données relatives au bien-être des immigrés 151
Travaux statistiques à venir pour mesurer le bien-être des immigrés 171
Notes 173
Références 175
Enquêtes et bases de données spécialement consacrées aux résultats des immigrés 178
Annexe 3.A. Graphiques supplémentaires sur la mesure du bien-être des immigrés . . 179

Chapitre 4. **La gouvernance et le bien-être** 181
Introduction : l'importance de la gouvernance pour le bien-être 182
Définir et mesurer la gouvernance 184
Données sur la gouvernance et le bien-être 188
L'avenir des statistiques de gouvernance : tout un programme 214
Notes 215
Références 221
Bases de données : 225

Chapitre 5. **Profils par pays** 227
Guide de lecture des profils par pays 228
Comment va la vie en Allemagne ? 237
Comment va la vie en Australie ? 240
Comment va la vie en Autriche ? 243
Comment va la vie en Belgique ? 246
Comment va la vie au Canada ? 249
Comment va la vie au Chili ? 252
Comment va la vie en Corée ? 255
Comment va la vie au Danemark ? 258
Comment va la vie en Espagne ? 261
Comment va la vie en Estonie ? 264
Comment va la vie aux États-Unis ? 267
Comment va la vie en Finlande ? 270
Comment va la vie en France ? 273
Comment va la vie en Grèce ? 276
Comment va la vie en Hongrie ? 279
Comment va la vie en Irlande ? 282
Comment va la vie en Islande ? 285
Comment va la vie en Israël ? 288
Comment va la vie en Italie ? 291
Comment va la vie au Japon ? 294
Comment va la vie en Lettonie ? 297
Comment va la vie au Luxembourg ? 300
Comment va la vie au Mexique ? 303
Comment va la vie en Norvège ? 306
Comment va la vie en Nouvelle-Zélande ? 309
Comment va la vie aux Pays-Bas ? 312
Comment va la vie en Pologne ? 315
Comment va la vie au Portugal ? 318
Comment va la vie en République slovaque ? 321
Comment va la vie en République tchèque ? 324
Comment va la vie au Royaume-uni ? 327
Comment va la vie en Slovénie ? 330
Comment va la vie en Suède ? 333
Comment va la vie en Suisse ? 336
Comment va la vie en Turquie ? 339

Profils par pays : pays partenaires de l'OCDE 343
Comment va la vie en Afrique du sud ? 344
Comment va la vie au Brésil ? 347
Comment va la vie en Colombie ? 350
Comment va la vie au Costa rica ? 353
Comment va la vie dans la Fédération de russie ? 356
Comment va la vie en Lituanie ? 359
Notes 362
Références 362
Bases de données 362
Annexe 5.A. Évaluation de l'évolution dans le temps dans les profils par pays 364

Annexe en ligne : Bien-être actuel 367

Annexe en ligne : Ressources nécessaires au bien-être futur 433

Tableaux

1.1. Comparaison des forces et faiblesses au regard des conditions matérielles, pays de l'OCDE 33
1.2. Comparaison des forces et faiblesses au regard de la qualité de vie, pays de l'OCDE 34
1.3. Comparaison des forces et faiblesses au regard du bien-être actuel, pays partenaires 35
1.4. Indicateurs de bien-être actuel permettant de mesurer à la fois la performance moyenne et les inégalités 37
1.5. Indicateurs des ressources pour le bien-être futur examinés dans ce chapitre . . 51
2.1. Dimensions et indicateurs retenus pour mesurer les inégalités de bien-être 85
2.A.1. Indicateurs d'inégalités et de privations utilisés dans le présent chapitre 122
2.A.2. Inégalités verticales en matière de bien-être, dernière année disponible 126
2.A.3. Inégalités horizontales en matière de bien-être par sexe, dernière année disponible 128
2.A.4. Inégalités horizontales en matière de bien-être par groupe d'âge, comparaison entre les jeunes adultes et les personnes d'âge mûr, dernière année disponible 130
2.A.5. Inégalités horizontales en matière de bien-être par groupe d'âge, comparaison entre les plus de 50 ans et les 25-50 ans, dernière année disponible 132
2.A.6. Inégalités horizontales en matière de bien-être en fonction du niveau d'études, comparaison entre les personnes n'ayant pas dépassé le niveau d'instruction de l'enseignement primaire et celles diplômées de l'enseignement supérieur, dernière année disponible 134
2.A.7. Inégalités horizontales en matière de bien-être en fonction du niveau d'études, comparaison entre les personnes diplômées de l'enseignement secondaire et celles diplômées de l'enseignement supérieur, dernière année disponible 136
2.A.8. Privations de bien-être, dernière année disponible 138
3.1. Dimensions et indicateurs du bien-être des immigrés 146
4.1. Quelques domaines et aspects des statistiques de gouvernance 185

4.2. Sources statistiques pour les aspects de la gouvernance abordés dans ce chapitre 187
4.3. Satisfaction des Européens à l'égard d'éléments de la démocratie, par caractéristiques démographiques et socioéconomiques, 2012 196
4.4. Satisfaction à l'égard des services publics, selon l'expérience directe, moyennes des pays de l'UE, 2013. 206
5.1. Indicateurs phares du bien-être actuel. 228
5.2. Sélection d'indicateurs du capital naturel 233
5.3. Sélection d'indicateurs du capital humain 234
5.4. Sélection d'indicateurs du capital économique 235
5.5. Sélection d'indicateurs du capital social 235

Graphiques

1.1. Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE. 26
1.2. Comparaison du cadre de mesure du bien-être de l'OCDE et de l'Agenda 2030 30
1.3. Comparaison des performances en matière de conditions matérielles (en abscisse) et de qualité de vie (en ordonnée) 36
1.4. Rapport entre la performance moyenne et les inégalités dans neuf indicateurs de bien-être actuels déterminés 38
1.5. Moyenne OCDE du revenu des ménages et des salaires, depuis 2005 40
1.6. Moyenne OCDE du taux d'emploi et du stress au travail, depuis 2005 41
1.7. Moyenne OCDE de l'insécurité sur le marché du travail et du taux de chômage de longue durée, depuis 2005. 42
1.8. Moyenne OCDE de l'accessibilité financière du logement, depuis 2005 42
1.9. Indicateurs de l'évolution des conditions matérielles, relativement à 2005. . . 43
1.10. Évolution des pays dans certains indicateurs de conditions matérielles, relativement à 2005 44
1.11. Moyenne OCDE des salariés ayant une durée de travail très longue, depuis 2005 45
1.12. Moyenne OCDE de l'espérance de vie et de la santé perçue, depuis 2005. 46
1.13. Soutien social et taux de participation électorale, depuis 2005 46
1.14. Moyenne OCDE de l'exposition à la pollution de l'air et de la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau, depuis 2005. 47
1.15. Moyenne OCDE du sentiment de sécurité et de la satisfaction à l'égard de la vie, depuis 2005. 47
1.16. Évolution de certains indicateurs de la qualité de l'existence, relativement à 2005 48
1.17. Évolution des pays dans certains indicateurs de qualité de l'existence, relativement à 2005 49
1.18. Améliorations des pays en matière de bien-être actuel, relativement à 2005 50
1.19. Performance relative des pays en matière de ressources pour le bien-être futur. 52
1.20. Moyenne OCDE dans certains indicateurs du capital naturel, depuis 2005 . . . 54
1.21. Évolution de certains indicateurs du capital naturel, relativement à 2005 (ou année la plus proche disponible) 55

1.22. Moyenne OCDE de la prévalence du tabagisme et de l'obésité, depuis 2005 . . 56
1.23. Évolution de certains indicateurs du capital humain relativement à 2005 (ou année la plus proche disponible) 56
1.24. Moyenne OCDE des actifs fixes nets et de la formation brute de capital fixe, depuis 2005 57
1.25. Moyenne OCDE des droits de propriété intellectuelle et de l'investissement dans la recherche-développement, depuis 2005 58
1.26. Moyenne OCDE de la valeur financière nette de l'économie totale et de la valeur financière nette des administrations publiques, depuis 2005 59
1.27. Moyenne OCDE de la dette des ménages et du levier du secteur bancaire, depuis 2005 59
1.28. Évolution des indicateurs du capital économique relativement à 2005 (ou année la plus proche disponible) 60
1.29. Moyenne OCDE de la participation électorale et de la confiance envers l'administration nationale, depuis 2005 61
1.30. Évolution de certains indicateurs du capital social relativement à 2005, (ou année la plus proche disponible) 61
1.A.1. Évolution des pays dans certains indicateurs du capital naturel, relativement à 2005 68
1.A.2. Évolution des pays dans certains indicateurs du capital humain, relativement à 2005 69
1.A.3. Évolution des pays dans certains indicateurs du capital économique, relativement à 2005 70
1.A.4. Évolution des pays dans certains indicateurs du capital social, relativement à 2005 71
2.1. Cadre de mesure des inégalités de bien-être 83
2.2. Inégalités de bien-être verticales 88
2.3. Degré de coïncidence entre les inégalités de revenu et les inégalités verticales dans d'autres dimensions du bien-être, par pays 89
2.4. Degré de coïncidence entre les inégalités de revenu et les inégalités verticales dans d'autres dimensions du bien-être, par indicateur 90
2.5. Distribution des inégalités verticales observées dans les pays par indicateur de bien-être 90
2.6. Évolution des inégalités verticales pour quelques indicateurs de bien-être . . . 92
2.7. Les inégalités horizontales en fonction du sexe 93
2.8. Les inégalités horizontales en fonction de l'âge 95
2.9. Les inégalités horizontales en fonction du niveau d'études 97
2.10. Les privations en matière de bien-être 98
2.11. La pauvreté monétaire et la pauvreté en termes d'actifs 99
2.12. Corrélation entre les salaires et les revenus du capital dans certains pays de l'OCDE 101
2.13. Corrélations entre diverses dimensions du bien-être dans certains pays de l'OCDE 102
2.14. Proportion de personnes qui se situent dans le même quintile dans la distribution des revenus, de l'état de santé et du nombre d'années d'études dans certains pays de l'OCDE 104
2.15. L'homogamie selon les revenus personnels 106

2.16. L'homogamie selon le niveau d'études : tendances dans certains pays de l'OCDE . . . 107
2.17. Héritages et dons, par quintile de richesse nette . . . 109
2.18. La prévalence de la pauvreté monétaire due aux difficultés économiques vécues avant l'âge adulte . . . 110
2.19. Prévalence d'un mauvais état de santé chez les personnes de 50 ans ou plus en raison de la promiscuité du ménage à l'âge de 11 ans . . . 111
3.1. Proportion d'immigrés dans la population, par sexe . . . 147
3.2. Population âgée de 0 à 14 ans et de 65 ans et plus, selon le lieu de naissance . . . 147
3.3. La représentativité de la population immigrée dans les sources de données sélectionnées . . . 150
3.4. Revenu disponible médian équivalent, selon la situation du ménage au regard de l'immigration . . . 152
3.5. Patrimoine net moyen par ménage, selon le statut du ménage au regard de l'immigration . . . 153
3.6. Taux de déclassement chez les 15-64 ans qui ne sont pas scolarisés, selon le lieu de naissance . . . 155
3.7. Travailleurs exerçant un emploi risqué pour la santé physique, selon le lieu de naissance . . . 156
3.8. Salariés aux horaires atypiques de travail, selon le lieu de naissance . . . 156
3.9. Scores en littératie, selon le lieu de naissance et la langue parlée à la maison . . . 158
3.10. Résultats des élèves en sciences, en compréhension de l'écrit et en mathématiques, selon le statut au regard de l'immigration . . . 159
3.11. Satisfaction à l'égard de son état de santé, selon le lieu de naissance . . . 159
3.12. Soutien social, selon le lieu de naissance . . . 162
3.13. Proportion d'immigrés déclarant appartenir à un groupe victime de discrimination, sélection de pays européens . . . 163
3.14. Proportion d'immigrés déclarant appartenir à un groupe victime de discrimination, selon diverses caractéristiques, sélection de pays européens . . . 163
3.15. La plupart des personnes nées dans le pays d'accueil et appartenant à l'UE considèrent que les immigrés profitent davantage de la société qu'ils n'y contribuent . . . 164
3.16. Proportion de la population vivant dans des logements indécents et/ou surpeuplés, selon le statut du ménage au regard de l'immigration . . . 165
3.17. Proportion de personnes exposées à de mauvaises conditions environnementales, selon le statut du ménage au regard de l'immigration . . . 166
3.18. Sentiment de sécurité la nuit en marchant seul dans la rue, selon le lieu de naissance . . . 166
3.19. Confiance dans le système politique, selon le lieu de naissance . . . 167
3.20. Avoir son mot à dire concernant l'action des pouvoirs publics, selon le lieu de naissance . . . 168
3.21. Satisfaction à l'égard de la vie, selon le lieu de naissance . . . 169

3.22. Satisfaction à l'égard de la vie des immigrés et des populations présentant les mêmes caractéristiques restées dans le pays d'origine, selon le niveau de revenu et la région du pays d'origine . . . 170
3.23. Personnes déclarant se sentir découragées ou déprimées, selon le lieu de naissance . . . 171
3.A.1. Niveaux d'études des 15-64 ans, selon le lieu de naissance . . . 179
3.A.2. Répartition des immigrés âgés de 15 à 64 ans, selon la durée du séjour . . . 180
3.A.3. Entrées annuelles d'immigrés . . . 180
4.1. Le taux de participation aux élections nationales est en déclin constant dans la majorité des pays de l'OCDE . . . 190
4.2. Les personnes qui ont fait peu d'études, les jeunes et les bas salaires ont moins tendance à voter . . . 191
4.3. Personnes ayant participé à des formes manifestes d'activité politique dans les 12 derniers mois . . . 192
4.4. Satisfaction des Européens à l'égard de la démocratie et confiance accordée au parlement, 2012 . . . 197
4.5. Différences de profil professionnel entre les parlementaires et la population générale . . . 199
4.6. Indicateur composite de l'OCDE sur la participation des parties prenantes à l'élaboration des réglementations, 2014 . . . 201
4.7. Proportion d'individus pensant que la corruption est répandue dans les administrations publiques . . . 203
4.8. Pourcentage d'individus déclarant avoir versé un pot-de-vin dans les pays européens, par secteur, 2013 . . . 204
4.9. Proportion de la population satisfaite des principaux services publics, 2016 . . . 205
4.10. Pourcentage de la population ayant connu des litiges, par type . . . 207
4.11. Avoir son mot à dire concernant l'action des pouvoirs publics . . . 209
4.12. Avoir son mot à dire concernant l'action publique, par caractéristiques individuelles et socioéconomiques . . . 210
4.13. Confiance moyenne dans l'administration nationale en 2014-16, et évolution depuis 2005-07 . . . 212
4.14. Tendances en longue période de la confiance des citoyens dans l'administration nationale, États-Unis . . . 212
5.1. Niveau moyen de bien-être actuel de l'Allemagne : forces et faiblesses relatives . . . 237
5.2. Niveau moyen de bien-être actuel de l'Australie : forces et faiblesses relatives . . . 240
5.3. Niveau moyen de bien-être actuel de l'Autriche : forces et faiblesses relatives . . . 243
5.4. Niveau moyen de bien-être actuel de la Belgique : forces et faiblesses relatives . . . 246
5.5. Niveau moyen de bien-être actuel du Canada : forces et faiblesses relatives . . . 249
5.6. Niveau moyen de bien-être actuel du Chili : forces et faiblesses relatives . . . 252
5.7. Niveau moyen de bien-être actuel de la Corée : forces et faiblesses relatives . . . 255

5.8. Niveau moyen de bien-être actuel du Danemark : forces et faiblesses relatives . . . 258
5.9. Niveau moyen de bien-être actuel de l'Espagne : forces et faiblesses relatives . . . 261
5.10. Niveau moyen de bien-être actuel de l'Estonie : forces et faiblesses relatives . . . 264
5.11. Niveau moyen de bien-être actuel des États-Unis : forces et faiblesses relatives . . . 267
5.12. Niveau moyen de bien-être actuel de la Finlande : forces et faiblesses relatives . . . 270
5.13. Niveau moyen de bien-être actuel de la France : forces et faiblesses relatives . . . 273
5.14. Niveau moyen de bien-être actuel de la Grèce : forces et faiblesses relatives . . . 276
5.15. Niveau moyen de bien-être actuel de la Hongrie : forces et faiblesses relatives . . . 279
5.16. Niveau moyen de bien-être actuel de l'Irlande : forces et faiblesses relatives . . . 282
5.17. Niveau moyen de bien-être actuel de l'Islande : forces et faiblesses relatives . . . 285
5.18. Niveau moyen de bien-être actuel d'Israël : forces et faiblesses relatives . . . 288
5.19. Niveau moyen de bien-être actuel de l'Italie : forces et faiblesses relatives . . . 291
5.20. Niveau moyen de bien-être actuel du Japon : forces et faiblesses relatives . . . 294
5.21. Niveau moyen de bien-être actuel de la Lettonie : forces et faiblesses relatives . . . 297
5.22. Niveau moyen de bien-être actuel du Luxembourg : forces et faiblesses relatives . . . 300
5.23. Niveau moyen de bien-être actuel du Mexique : forces et faiblesses relatives . . . 303
5.24. Niveau moyen de bien-être actuel de la Norvège : forces et faiblesses relatives . . . 306
5.25. Niveau moyen de bien-être actuel de la Nouvelle-Zélande : forces et faiblesses relatives . . . 309
5.26. Niveau moyen de bien-être actuel des Pays-Bas : forces et faiblesses relatives . . . 312
5.27. Niveau moyen de bien-être actuel de la Pologne : forces et faiblesses relatives . . . 315
5.28. Niveau moyen de bien-être actuel du Portugal : forces et faiblesses relatives . . . 318
5.29. Niveau moyen de bien-être actuel de la République slovaque : forces et faiblesses relatives . . . 321
5.30. Niveau moyen de bien-être actuel de la République tchèque : forces et faiblesses relatives . . . 324
5.31. Niveau moyen de bien-être actuel du Royaume-Uni : forces et faiblesses relatives . . . 327
5.32. Niveau moyen de bien-être actuel de la Slovénie : forces et faiblesses relatives . . . 330
5.33. Niveau moyen de bien-être actuel de la Suède : forces et faiblesses relatives . . . 333

5.34. Niveau moyen de bien-être actuel de la Suisse : forces et faiblesses relatives 336
5.35. Niveau moyen de bien-être actuel de la Turquie : forces et faiblesses relatives 339
5.36. Forces et faiblesses actuelles de l'Afrique du Sud en matière de bien-être . . . 344
5.37. Forces et faiblesses actuelles du Brésil en matière de bien-être 348
5.38. Forces et faiblesses actuelles de la Colombie en matière de bien-être 351
5.39. Forces et faiblesses actuelles du Costa Rica en matière de bien-être. 354
5.40. Forces et faiblesses actuelles de la Fédération de Russie en matière de bien-être 357
5.41. Forces et faiblesses actuelles de la Lituanie en matière de bien-être 360

Suivez les publications de l'OCDE sur :

http://twitter.com/OECD_Pubs
http://www.facebook.com/OECDPublications
http://www.linkedin.com/groups/OECD-Publications-4645871
http://www.youtube.com/oecdilibrary
http://www.oecd.org/oecddirect/

Ce livre contient des...

StatLinks
Accédez aux fichiers Excel® à partir des livres imprimés !

En bas des tableaux ou graphiques de cet ouvrage, vous trouverez des *StatLinks*. Pour télécharger le fichier Excel® correspondant, il vous suffit de retranscrire dans votre navigateur Internet le lien commençant par : *http://dx.doi.org*, ou de cliquer sur le lien depuis la version PDF de l'ouvrage.

Guide du lecteur

Conventions

- Dans chaque graphique, les données fournies pour l'OCDE sont les moyennes simples des pays de l'OCDE présentés, sauf indication contraire. En l'absence de données couvrant les 35 pays membres de l'OCDE, le nombre de pays inclus dans le calcul est précisé (OCDE 33, par exemple). Lorsqu'un graphique montre les variations dans le temps, les moyennes OCDE n'englobent que les pays pour lesquels on dispose de données sur l'ensemble de la période considérée.
- L'utilisation de moyennes OCDE pondérées par la population est précisée dans les notes des graphiques. Ces chiffres correspondent à la moyenne arithmétique, pondérée par la taille de la population des différents pays, en proportion de la population totale de l'OCDE. Cela permet d'accorder davantage de poids aux pays plus peuplés qu'à ceux dont la population est plus restreinte, ainsi que de faire référence à « l'habitant moyen de l'OCDE » (plutôt que de se concentrer sur le « pays moyen de l'OCDE »).
- La période à laquelle se rapportent les données présentées est indiquée pour chaque graphique, tandis que les notes des graphiques apportent des précisions lorsque les données couvrent des années différentes selon les pays.
- Les données relatives aux pays partenaires clés, lorsqu'elles sont disponibles, sont présentées séparément dans les graphiques.

Dans tous les graphiques, les codes ISO sont utilisés pour les pays et les régions du monde :

AUS	Australie	FIN	Finlande	MEX	Mexique
AUT	Autriche	FRA	France	NLD	Pays-Bas
BEL	Belgique	GBR	Royaume-Uni	NOR	Norvège
BRA	Brésil	GRC	Grèce	NZL	Nouvelle-Zélande
CAN	Canada	HUN	Hongrie	OCDE	Moyenne OCDE
CHE	Suisse	IRL	Irlande	POL	Pologne
CHL	Chili	ISL	Islande	PRT	Portugal
COL	Colombie	ISR	Israël	RUS	Fédération de Russie
CRI	Costa Rica	ITA	Italie	SVK	République slovaque
CZE	République tchèque	JPN	Japon	SVN	Slovénie
DEU	Allemagne	KOR	Corée	SWE	Suède
DNK	Danemark	LTU	Lituanie	TUR	Turquie
ESP	Espagne	LUX	Luxembourg	USA	États-Unis
EST	Estonie	LVA	Lettonie	ZAF	Afrique du Sud

Résumé

Comment va la vie en 2017 ?

Qu'est-ce qu'une vie satisfaisante ? Si les chiffres ne sauraient rendre compte à eux seuls de la richesse de l'expérience humaine, il importe cependant que les statistiques qui déterminent les politiques publiques reflètent à la fois les conditions matérielles des citoyens et la qualité de leur vie. Il s'agit notamment de mieux cerner comment la situation des personnes évolue au fil du temps, en quoi elle est différente selon les catégories de population, et si le bien-être d'aujourd'hui est atteint aux dépens de l'épuisement des ressources dans l'avenir. Cette quatrième édition du rapport *Comment va la vie ?* a pour objectif de répondre à ce besoin d'informations et de brosser ainsi un tableau du bien-être dans les pays de l'OCDE et les pays partenaires.

La vie s'améliore pour certains mais plusieurs aspects du bien-être sont à la traîne

La crise financière a eu un impact profond et durable sur la vie des citoyens, en particulier sur leurs emplois. À travers l'étude de l'évolution du bien-être depuis 2005, le chapitre 1 montre que si certains aspects se sont améliorés, les progrès sont cependant lents depuis la crise et plusieurs dimensions du bien-être restent à la traîne. Le revenu des ménages et le salaire annuel moyen ont augmenté en termes cumulés de, respectivement, 8 % et 7 % depuis 2005 ; toutefois, ces chiffres représentent seulement la moitié environ du taux de progression enregistré entre 1995 et 2005. La proportion de ménages dépourvus d'équipements sanitaires de base (déjà faible dans la plupart des pays de l'OCDE) a encore diminué d'un tiers, et le nombre de personnes qui déclarent se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit est plus élevé. En outre, l'espérance de vie moyenne dans la zone OCDE, même si elle a stagné en 2015, s'est allongée globalement de près de deux ans au cours des dix dernières années.

Malgré ces progrès, d'autres aspects du bien-être ne s'améliorent pas. Dans près de la moitié des pays de l'OCDE, le chômage de longue durée reste plus élevé qu'en 2005, tandis que le niveau moyen de l'insécurité sur le marché du travail dans la zone OCDE est environ un tiers plus élevé que lors de la première évaluation, en 2007. Par rapport aux années antérieures à la crise, la participation électorale a baissé, la satisfaction moyenne à l'égard de la vie dans la zone OCDE a légèrement diminué et le pourcentage de personnes qui se sentent soutenues par leurs amis et leur famille a reculé de 3 points. Le tableau reste contrasté s'agissant des ressources qui contribuent à préserver le bien-être dans le temps. Là encore, des progrès accomplis au regard de certains indicateurs (par exemple, la diminution des émissions de gaz à effet de serre par habitant, la réduction du tabagisme, l'augmentation de l'investissement dans la R-D et l'accroissement des actifs économiques produits) sont à mettre en regard des reculs qui en concernent d'autres (par exemple,

l'augmentation de la dette des ménages dans une majorité de pays, la baisse de la valeur financière nette des administrations publiques, la progression de l'obésité et l'érosion de la confiance envers l'État).

Les multiples facettes des inégalités

Les inégalités peuvent toucher tous les aspects de la vie. Le chapitre 2 étudie les inégalités en matière de bien-être sous divers angles : depuis les écarts entre les extrémités supérieure et inférieure de l'échelle de distribution des revenus jusqu'aux différences de bien-être selon le sexe, l'âge et le niveau de formation. Il en ressort que, même si certaines sociétés sont moins touchées par les inégalités, des disparités existent dans tous les pays de l'OCDE. Par ailleurs, les inégalités interagissent et s'aggravent mutuellement. Ainsi, les 20 % les plus riches sont deux fois plus susceptibles d'exprimer un niveau élevé de satisfaction à l'égard de la vie que les 20 % les plus pauvres. Et les personnes qui se disent satisfaites de leur vie sont quatre fois plus susceptibles de se déclarer en bonne santé que celles dont le niveau de satisfaction à l'égard de la vie est faible. De nombreux habitants des pays de l'OCDE ne disposent pas du matelas financier nécessaire pour les préserver de chocs affectant négativement leur revenu. D'après des données portant sur 25 pays de l'OCDE, s'ils devaient subir une amputation de trois mois de leur revenu, plus d'un tiers des individus tomberaient dans la pauvreté.

Les difficultés des immigrés en matière de bien-être sont nombreuses

En moyenne, 13 % des habitants de la zone OCDE sont nés à l'étranger. La population immigrée est très diverse, tant à l'intérieur des pays membres qu'entre eux : il peut s'agir de professionnels hautement qualifiés cherchant de nouvelles opportunités comme de personnes fuyant la guerre et la misère. Le chapitre 3 montre que la vie dans leur nouveau pays peut engendrer de multiples difficultés. Par rapport aux personnes nées dans le pays hôte, le revenu médian des immigrés est inférieur de 25 % et leur patrimoine net médian est inférieur de 50 %. Bien que les chances des immigrés d'avoir un emploi soient analogues à celles des personnes nées dans le pays, ils sont plus susceptibles d'avoir des horaires de travail atypiques, d'occuper des emplois à bas salaire et d'être exposés à des conditions de travail dangereuses. Dans bien des cas, les immigrés ne sont pas non plus en mesure de valoriser leurs compétences : près de 30 % des immigrés diplômés de l'enseignement supérieur sont surqualifiés pour leur emploi, contre 20 % des personnes nées dans le pays. Outre des conditions de travail plus difficiles, les immigrés connaissent également des conditions de vie moins satisfaisantes : 1 sur 4 déclare être exposé à la pollution atmosphérique et/ou sonore sur son lieu d'habitation, contre 1 sur 5 de la population née dans le pays ; et 41 % des immigrés vivent dans des logements de qualité médiocre ou surpeuplés, contre 27 % des personnes nées dans le pays. Dans la plupart des pays de l'OCDE, les immigrés signalent également une moins bonne santé, des liens sociaux moins solides et des niveaux de bien-être subjectif inférieurs à ceux des personnes nées dans le pays. Cependant, de nombreux progrès restent à faire pour mieux appréhender le bien-être des immigrés, notamment dans la mesure où les enquêtes réalisées auprès des ménages peinent souvent à atteindre les immigrés et les autres groupes les plus vulnérables.

Un fossé entre les citoyens et leurs institutions

La baisse constante de la participation électorale dans les pays de l'OCDE constitue une préoccupation depuis de nombreuses années. Le chapitre 4 présente d'autres indicateurs

montrant combien les citoyens se sentent éloignés de leurs institutions publiques. Dans la zone OCDE, plus de la moitié des citoyens estiment que la corruption est largement répandue au sein de l'administration de leur pays. Depuis 2005, la confiance envers les institutions publiques a reculé et seuls 33 % des personnes interrogées ont le sentiment d'avoir leur mot à dire quant à l'action publique. Le fossé se creuse avec les individus les moins bien représentés dans la vie publique : les personnes non diplômées du deuxième cycle de l'enseignement secondaire sont moins susceptibles d'estimer qu'elles ont voix au chapitre dans les décisions de politiques publiques que les diplômés du supérieur. La participation électorale autodéclarée est inférieure de 13 points de pourcentage chez les 20 % des plus pauvres par rapport aux 20 % les plus riches. Les Européens sont généralement satisfaits des procédures électorales, mais beaucoup moins de l'action publique visant à réduire les inégalités. La satisfaction à l'égard des services publics d'éducation et de santé varie considérablement d'un pays à l'autre, mais elle est généralement plus forte chez ceux qui ont eu recours récemment à ces services, indiquant que l'expérience vécue est importante lorsqu'il s'agit de se forger une opinion sur la qualité des services publics.

Chapitre 1

Comment va la vie en 2017 ?

Mesurer le bien-être d'une population permet notamment de déterminer si celui-ci s'améliore, où et sur quels plans. Ce chapitre présente une vue d'ensemble de la situation des pays de l'OCDE au regard du bien-être, selon 11 dimensions du bien-être actuel et quatre « stocks de capital » différents qui contribuent à la préservation du bien-être dans la durée. On y trouvera une série de statistiques aussi variée que le patrimoine des ménages, le temps consacré aux loisirs, la pollution de l'air, ou le sentiment de sécurité des personnes lorsqu'elles marchent seules la nuit. Étant donné que les dix dernières années ont été mouvementées dans la plupart des pays de l'OCDE, ce chapitre fait une place importante à l'évolution du bien-être, en cherchant à répondre à la simple question suivante : la vie est-elle meilleure ou pire aujourd'hui qu'en 2005, c'est-à-dire avant l'éclatement de la crise financière ? Cette vue d'ensemble est complétée par le chapitre 2, qui examine les inégalités de la situation actuelle au regard du bien-être, et le chapitre 5, qui dresse à cet égard le profil de chaque pays de l'OCDE et de six pays partenaires de l'Organisation.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Introduction : la méthode utilisée par l'OCDE pour mesurer le bien-être

Pouvoirs publics, organisations caritatives, entreprises, nombreux sont les acteurs qui se donnent pour mission d'améliorer la vie des gens. Mais comment savoir s'ils atteignent leur but ? L'objectif de la mesure du bien-être est justement d'aider à déterminer si la vie de nos concitoyens s'améliore – de façon à pouvoir mieux cerner les facteurs d'évolution favorable ou défavorable de la vie des gens. La notion de bien-être fait l'objet d'un intérêt croissant depuis une dizaine d'années, même si l'on entend souvent dire qu'elle « *recouvre des choses différentes selon les gens* » – d'où la difficulté de l'évaluer. Afin qu'il ait un impact valable, que ce soit dans la sphère publique, dans l'entreprise ou le secteur associatif, le concept de bien-être doit être rattaché à quelque chose de concret et de mesurable. Si l'on s'accorde désormais assez largement à penser qu'une « vie meilleure » ne se limite pas à une hausse du produit intérieur brut (PIB), ses autres aspects font encore l'objet d'un vif débat. La distribution des résultats en termes de bien-être dans la société est également une question primordiale – car il importe de savoir non seulement si la vie s'améliore en moyenne, mais également pour qui.

Graphique 1.1. **Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE**



Source : OCDE (2015), *Comment va la vie ?* : Mesurer le bien-être, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/23089695*.

Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE (graphique 1.1) englobe une série de résultats recueillis au niveau des individus, des ménages et de la société dans son ensemble, ainsi que les stocks de ressources qui sont importants pour pérenniser ces résultats. Ce cadre a été présenté la première fois en 2011 et constitue l'élément central de toutes les éditions antérieures de *Comment va la vie ?* Le cadre de l'OCDE ne précise pas la combinaison de résultats correspondant à une « vie satisfaisante », mais met plutôt l'accent sur certains des éléments clés auxquels chacun devrait avoir accès. Il s'appuie sur un corpus d'études et un large éventail d'exemples relevés dans divers pays, d'où se dégage un consensus sur plusieurs résultats qui contribuent au bien-être (encadré 1.1) : revenu, emploi, logement, état de santé, compétences, environnement, gouvernance et sécurité personnelle. L'importance d'éléments de la vie davantage liés au ressenti, comme les relations sociales, l'équilibre vie professionnelle-vie privée et le bien-être subjectif est également de plus en plus prise en compte.

Encadré 1.1. **Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE**

Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE a été présenté pour la première fois dans l'édition 2011 de *Comment va la vie ?* Il repose sur diverses initiatives prises à l'échelon national ou international pour mesurer le progrès des sociétés à l'aide d'une batterie d'indicateurs, ainsi que sur les recommandations du rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi (2009) et la contribution des offices nationaux de la statistique représentés au sein du Comité des statistiques et de la politique statistique de l'OCDE. D'un point de vue conceptuel, il s'inspire de l'*approche fondée sur les capacités* (Sen, 1985 ; Alkire et Sarwar, 2009 ; Anand, Durand et Heckman, 2011), nombre de ses dimensions portant sur les facteurs qui permettent à chacun d'avoir à sa disposition davantage de choix et de possibilités pour vivre la vie à laquelle il aspire – notamment la santé, l'éducation et le revenu (voir OCDE, 2013a).

La méthode retenue pour mesurer le bien-être actuel présente plusieurs caractéristiques importantes :

- Elle place **l'humain** (les individus et les ménages) au cœur de l'évaluation, portant sur les conditions de vie des personnes et leur expérience en matière de bien-être.
- Elle est axée sur les **résultats** en matière de bien-être – sur les aspects qui ont, en eux-mêmes, une importance directe pour les individus – plutôt que sur les intrants et les extrants qui permettent d'obtenir ces résultats. Par exemple, s'agissant de l'éducation, les indicateurs rendent compte des qualifications et compétences acquises plutôt que des fonds consacrés aux établissements scolaires ou du nombre d'enseignants formés.
- Elle mesure aussi bien des résultats **objectifs** (observables par un tiers) que des résultats par définition **subjectifs** (dont seule la personne concernée peut rendre compte à partir de ce qu'elle ressent et éprouve intérieurement), reconnaissant ainsi que les données objectives sur les conditions de vie peuvent être utilement complétées par des informations sur le ressenti des individus au sujet de leur existence.
- Elle repose sur l'idée que la **répartition** du bien-être au sein de la population, notamment les différences liées à l'âge, au sexe, à l'éducation et au revenu, constitue un aspect important à prendre en compte dans la mesure du bien-être. La raison étant que les moyennes nationales masquent d'importantes variations dans l'expérience des gens *à l'intérieur* des pays et qu'il est important de déterminer si la vie s'améliore, pas seulement en moyenne, mais pour toutes les catégories de la société.

La méthode retenue par l'OCDE pour mesurer les ressources dont dépend le bien-être futur s'appuie sur les *systèmes* naturel, économique, humain et social sur lesquels reposent le bien-être et sa préservation dans le temps. Ces systèmes reposent sur des stocks de « capital » ou de ressources. Bien que le terme « capital » soit utilisé pour désigner une réserve de valeur future, cette valeur n'est pas nécessairement mesurée en termes monétaires : la plupart du temps, il s'agit de stocks matériels, et non d'une quelconque valeur monétaire qui y serait rattachée, évalués dans la série d'indicateurs proposée dans le présent rapport. Le choix de retenir ces stocks comme principale base de mesure est conforme aux recommandations du rapport *Stiglitz-Sen-Fitoussi* (2009) et à plusieurs projets récents sur la mesure du bien-être, notamment le Groupe de travail CEE-ONU/

Encadré 1.1. **Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE** *(suite)*

Eurostat/OCDE sur les statistiques du développement durable (Nations Unies, 2009), le rapport *Inclusive Wealth Report* publié par le programme IHDP de l'Université des Nations Unies (UNU) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (UNU-IHDP et PNUE, 2012), les *Recommandations de la Conférence des statisticiens européens sur la mesure du développement durable* (CEE-ONU, 2014), ainsi que plusieurs initiatives nationales (OFS, 2013 ; Statistics New Zealand, 2011, par exemple). Ces différents systèmes de mesure se caractérisent notamment par la distinction qu'ils font entre le bien-être « ici et maintenant » et le stock de ressources qui aura une incidence sur le bien-être des générations futures « plus tard ». Plusieurs d'entre eux vont au-delà d'une simple mesure du niveau des stocks pour évaluer la manière dont ceux-ci sont gérés et entretenus ou dans quelle mesure ils sont menacés (voir aussi l'encadré 1.2).

Source : OCDE (2015), *Comment va la vie ? : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/23089695*.

Les progrès réalisés dans la mesure du bien-être sont étroitement liés aux concepts du développement durable, comme en témoigne tout particulièrement l'accent que la Conférence « Rio+20 » sur le développement durable a mis sur « *L'avenir que nous voulons* » (Nations Unies, Département des Affaires économiques et sociales, 2012). Dans le prolongement de Rio+20, tous les États membres des Nations Unies ont adopté un ensemble d'objectifs universels de développement durable (ODD). Ces objectifs inscrivent les concepts de bien-être et de développement durable dans la pratique par une série d'engagements convenus au plan international. Ils définissent un programme ambitieux de 17 objectifs à atteindre d'ici à 2030, adossés à 169 cibles et 232 indicateurs proposés par un groupe d'experts interinstitutions (Division statistique des Nations Unies, 2017). Comme le souligne la nouvelle étude de l'OCDE intitulée *Measuring Distance to the SDG Targets* (OCDE, 2017a), il existe un net recoupement entre les ODD et le cadre de l'OCDE pour le bien-être, malgré certaines différences du point de vue de l'objectif général et de la méthode de mesure adoptée (encadré 1.2).

Les données présentées dans *Comment va la vie en 2017 ?* composent un panorama international du bien-être. Elles décrivent non seulement les tendances internationales et les expériences communes, mais fournissent également aux pays de l'OCDE et aux pays partenaires des éléments de réflexion sur leurs points forts et leurs points faibles les uns par rapport aux autres. La nécessité de disposer de données comparables au plan international limite forcément les indicateurs qui peuvent être utilisés, et malgré des progrès récents, d'importantes lacunes restent à combler en matière de mesure. Les travaux de l'OCDE dans ce domaine visent cependant à compléter à la fois l'information plus détaillée que les pays collectent sur le bien-être aux niveaux national et infranational, et les données concrètes à caractère plus qualitatif sur le bien-être au niveau local.

Le présent chapitre de *Comment va la vie ?* propose une vue d'ensemble de la situation des pays de l'OCDE au regard du bien-être, et de l'évolution de la qualité de l'existence depuis 2005. Il synthétise les données les plus récentes sur le bien-être actuel, les ressources nécessaires au bien-être futur et les évolutions dans le temps. Suit un bref aperçu des travaux statistiques à venir. Ce premier chapitre, qui porte sur les niveaux moyens de bien-être atteints dans les pays de l'OCDE, est complété par le chapitre 2, qui examine les inégalités au regard du bien-être – c'est-à-dire la distribution de ces inégalités *au sein* des pays de l'OCDE. Le chapitre 3 passe ensuite en revue l'expérience d'une importante minorité présente dans beaucoup de pays de l'OCDE, en décrivant la situation des migrants au regard du bien-être. Le chapitre 4 examine les questions de gouvernance et de bien-être, et s'attache particulièrement à l'expérience que les individus ont des institutions publiques et à leurs interactions avec celles-ci. Le cinquième

et dernier chapitre présente les profils de bien-être des pays de l'OCDE, de trois pays en voie d'adhésion à l'OCDE (Colombie, Costa Rica et Lituanie) et de trois pays partenaires figurant dans l'Indice du vivre mieux de l'OCDE (Brésil, Fédération de Russie et Afrique du Sud)[1]. Ces profils, qui font état des résultats moyens de chaque pays, récapitulent les forces et les faiblesses de chacun en matière de bien-être actuel et de ressources nécessaires au bien-être futur, ainsi que les évolutions correspondantes depuis 2005.

Encadré 1.2. **Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE et les Objectifs de développement durable des Nations Unies**

Le cadre de mesure de l'OCDE est un outil d'analyse et de diagnostic devant permettre d'évaluer les conditions de vie des individus et des collectivités, tandis que l'Agenda 2030 est une liste d'engagements pris par les dirigeants mondiaux. Néanmoins, l'Agenda 2030 recoupe pratiquement *toutes* les dimensions retenues dans le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE, comme le montre le graphique 1.2 ci-dessous :

- Huit des 17 ODD recoupent 9 des 11 dimensions du cadre de mesure du bien-être actuel de l'OCDE. Dans la plupart des cas, il y a correspondance biunivoque – par exemple, l'ODD 3 sur la santé correspond aux dimensions de l'« état de santé ». Il arrive toutefois que plusieurs ODD s'apparentent à une seule et même dimension du bien-être – par exemple, divers aspects des ODD 1 et 2, qui concernent respectivement la pauvreté et l'alimentation, correspondent à la dimension « revenu et patrimoine » du cadre de l'OCDE. Par ailleurs, un seul ODD peut rejoindre plusieurs dimensions du cadre OCDE – comme les aspects de l'ODD 8 relatifs au travail décent, qui ont pour équivalents les dimensions OCDE « emplois et salaires » et « équilibre vie professionnelle-vie privée ».
- Trois des 17 ODD sont étroitement liés à l'aspect « inégalités», commun à l'ensemble du cadre de l'OCDE. La relation est en effet directe en ce qui concerne l'ODD 10 sur la réduction des inégalités, mais l'ODD 1 sur l'élimination de la pauvreté cible aussi les inégalités, et l'ODD 5, sur l'égalité des sexes, concerne les inégalités ressenties par un groupe spécifique de la population. Plus généralement, le fait que les ODD insistent sur le principe de « ne laisser personne de côté » souligne l'importance de s'intéresser aux résultats en fonction de diverses caractéristiques de la population, comme l'âge, le sexe, le handicap et la situation socio-économique.
- Les quatre types de « stocks de capital » qui fournissent les ressources nécessaires au bien-être futur, retenus dans le cadre de mesure de l'OCDE, trouvent clairement leur correspondance dans 11 des 17 ODD. Le capital naturel figure dans les ODD 12, sur la production durable ; 13, sur le climat ; 14, sur les océans ; et 15, sur la biodiversité. Le capital économique est concerné par les ODD 7, sur l'énergie ; 8, sur l'emploi décent et l'économie ; et 9, sur les infrastructures. Le capital humain fait l'objet des ODD 3, sur la santé ; 4, sur l'éducation ; et le capital social, de l'ODD 16, sur les institutions. Dans certains cas, un même ODD peut recouper à la fois le bien-être et la durabilité : par exemple, l'ODD 3, sur la santé, qui consiste à faire baisser la mortalité maintenant et, en même temps, à encourager la mise au point de vaccins pour l'avenir.

Seules deux dimensions du cadre de mesure du bien-être actuel sont absentes des ODD : les « liens sociaux » et le « bien-être subjectif » (bien que l'ODD 3, sur la santé, mentionne « promouvoir le bien-être de tous »). Inversement, deux aspects de l'Agenda 2030 ne sont pas présents dans le cadre OCDE. Le premier est l'ODD 17 (moyens de mettre en œuvre) ; cela reflète le choix fait dans *Comment va la vie ?* de privilégier les résultats présentant un intérêt universel plutôt que les politiques nationales visant à les atteindre. Le second aspect de l'Agenda 2030 absent du cadre OCDE est le « partage des responsabilités » entre tous les pays pour la mise à disposition des biens publics mondiaux et les mesures visant à éviter des retombées négatives à l'échelle mondiale. D'un point de vue théorique, il s'agit là d'un élément clé des ressources nécessaires au bien-être futur (OCDE, 2015a ; OCDE, 2013a), mais jusqu'à présent *Comment va la vie ?* s'intéressait à la situation prévalant dans chaque pays de l'OCDE plutôt qu'aux relations qui existent entre les pays et leurs résultats en matière de bien-être. Il y a lieu de se féliciter du regain d'attention dont font l'objet les biens publics mondiaux dans l'Agenda 2030, et les politiques et habitudes de consommation nationales susceptibles de les affecter, car il confère tout son sens à l'« ailleurs » sur lequel insistent les *Recommandations de la Conférence des statisticiens européens sur la mesure du développement durable* (CEE-ONU, 2014).

Encadré 1.2. **Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE et les Objectifs de développement durable des Nations Unies** *(suite)*

Graphique 1.2. **Comparaison du cadre de mesure du bien-être de l'OCDE et de l'Agenda 2030**

Cadre de mesure du bien-être de l'OCDE		Objectifs de développement durable
Bien-être actuel	Revenu et patrimoine	ODD 1 (pauvreté); ODD 2 (alimentation)
	Emplois et salaires	ODD 8 (emplois décents et économie)
	Logement	ODD 11 (villes)
	Etat de santé	ODD 3 (santé)
	Equilibre vie professionnelle-vie privée	ODD 8 (emplois décents et économie)
	Education et compétences	ODD 4 (éducation)
	Engagement civique et gouvernance	ODD 16 (institutions)
	Qualité de l'environnement	ODD 6 (eau); ODD 11 (villes)
	Sécurité personnelle	ODD 16 (institutions)
Inégalités au regard du bien-être		ODD 1 (pauvreté); ODD 5 (femmes); ODD 10 (inégalités)
Ressources nécessaires au bien-être futur	Capital naturel	ODD 13 (climat); ODD 14 (océans); ODD 15 (biodiversité); ODD 12 (production durable)
	Capital économique	ODD 7 (énergie); ODD 8 (emplois décents et économie); ODD 9 (infrastructure); ODD 12 (production durable)
	Capital humain	ODD 3 (santé); ODD 4 (éducation)
	Capital social	ODD 16 (institutions)
Dimensions OCDE du bien-être absentes des ODD	Bien-être subjectif	
	Liens sociaux	
Eléments des ODD absents du cadre OCDE de mesure du bien-être		ODD 17 (mise en oeuvre) "Contributions mondiales, effets transfrontières, initiatives internationales"

Source : OCDE (2017a), *Measuring Distance to the SDG Targets: An Assessment of Where OECD Countries Stand*, Éditions OCDE, Paris, *www.oecd.org/std/measuring-distance-to-the-sdgs-targets.htm*.

Bien-être actuel : Comment va la vie en 2017 ?

Selon les dernières données disponibles, l'habitant moyen de la zone OCDE[2] dispose d'un revenu disponible ajusté net d'un peu moins de 31 000 USD, fait partie d'un ménage dont le patrimoine net est légèrement supérieur à 330 000 USD et (s'il a entre 15 et 64 ans) a 67 % de chances d'avoir un emploi. Ceux qui sont titulaires d'un emploi touchent en moyenne un salaire annuel brut d'environ 44 000 USD. Plus du tiers des travailleurs de la zone OCDE ressentent du stress au travail – autrement dit, les exigences de leur travail (effort physique, intensité, rigidité des horaires) dépassent les moyens mis à leur disposition (latitude dans le choix des tâches, autonomie, possibilités de formation et d'apprentissage, et perspectives d'avancement). En 2016, 2 % de la main-d'œuvre totale de la zone OCDE avaient été au chômage pendant une année ou plus. Le foyer moyen de la zone OCDE compte 1.8 pièce par personne, mais 2.1 % de la population vivent dans un logement dépourvu d'équipements sanitaires de base (accès à des WC intérieurs réservés au seul usage du ménage). En moyenne, les ménages des pays de l'OCDE consacrent 19 % de leur revenu disponible à leurs dépenses de logement, hors intérêts sur le remboursement de leur prêt immobilier.

Un salarié sur huit travaille régulièrement 50 heures par semaine voire plus. Les travailleurs qui occupent un emploi à temps plein consacrent en moyenne un peu moins de 15 heures par jour aux loisirs et aux activités personnelles, heures de sommeil comprises. S'agissant de l'état de santé, un nouveau-né peut espérer vivre en moyenne jusqu'à un peu plus de 80 ans, mais seulement 69 % des individus s'estiment en bonne santé. Près des trois quarts de la population ont un niveau d'études au moins égal au deuxième cycle du secondaire. En termes de soutien social, près de 89 % des individus déclarent avoir un ami ou un proche sur qui compter en cas de problème. Si les deux tiers des citoyens inscrits sur les listes électorales ont voté à l'occasion de l'élection nationale la plus récente, seul un tiers des habitants de la zone OCDE estiment avoir leur mot à dire sur l'action des pouvoirs publics dans leur pays. Les habitants des pays de l'OCDE sont en moyenne exposés à un degré de pollution de l'air extérieur par les particules fines ($PM_{2.5}$) supérieur d'environ 40 % au seuil de 10 microgrammes par mètre cube défini par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Environ 80 % de la population des pays de l'OCDE se disent satisfaits de la qualité de l'eau dans la région où ils vivent. Le taux d'homicides est actuellement de 3.6 en moyenne pour 100 000 habitants, et un peu plus des deux tiers des citoyens de la zone OCDE indiquent se sentir en sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit dans leur quartier. Enfin, invité à évaluer sa satisfaction globale à l'égard de la vie, l'habitant moyen de l'OCDE choisit une note de 7.3, sur une échelle de 0 à 10.

Malgré tout, comme le montre le présent rapport, le ressenti des individus en matière de bien-être varie largement, que ce soit à l'intérieur des pays de l'OCDE (chapitre 2) ou entre eux (chapitre 5). Pour faciliter la présentation de l'analyse qui suit, l'indicateur principal du bien-être actuel est subdivisé en « conditions matérielles » et « qualité de vie » dans le graphique 1.1. Les tableaux 1.1 et 1.2 récapitulent les forces et les faiblesses des pays, selon un classement simple qui les place dans le tiers supérieur (1), médian (2) ou inférieur (3) des pays de l'OCDE[3]. S'y ajoute, en ce qui concerne les pays partenaires (tableaux 1.4 et 1.5), le rang « équivalent OCDE » – c'est-à-dire le niveau atteint par rapport aux tiers supérieur, médian et inférieur des pays de l'OCDE. Autrement dit, un (1) indique que le pays partenaire se situe à égalité avec le tiers supérieur de tous les pays de l'OCDE, un (2) qu'il correspond au tiers médian et un (3) qu'il ferait partie du tiers inférieur de tous les pays de l'OCDE.

S'agissant des niveaux actuels de conditions matérielles (tableau 1.1), certains pays de l'OCDE sont mieux lotis que d'autres, mais rares sont ceux qui se classent bien (ou mal) à l'égard de l'ensemble des 10 indicateurs. Le Canada, les États-Unis et la Norvège possèdent des forces relatives au regard d'au moins les quatre cinquièmes des indicateurs couvrant le revenu et le patrimoine, les emplois et salaires, et le logement. En outre, l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, le Canada, les États-Unis, le Luxembourg et la Norvège, s'ils affichent à certains égards des résultats moyens, ne révèlent en revanche aucune faiblesse relative au regard des indicateurs disponibles.

Parmi les résultats concernant la qualité de vie des individus (qui recouvre les dimensions équilibre vie professionnelle-vie privée, santé, éducation, liens sociaux, engagement civique et gouvernance, qualité de l'environnement, sécurité personnelle et bien-être subjectif), on ne dénombre pas non plus de pays possédant des points forts au regard des 15 indicateurs (tableau 1.2). La Finlande, l'Islande, la Norvège, la Suède et la Suisse obtiennent les meilleurs chiffres pour au moins les deux tiers des résultats concernant la qualité de vie. En termes de faiblesses, le Danemark, la Norvège et la Suède sont les trois seuls pays dont aucun résultat ne les classe dans le tiers inférieur des pays de l'OCDE.

En ce qui concerne les pays partenaires de l'OCDE, le corpus de données disponible pour évaluer le bien-être actuel est beaucoup plus limité. Le tableau 1.3 indique les forces et faiblesses en « équivalent OCDE » – autrement dit, compte tenu de leurs résultats, les pays partenaires se classeraient-ils dans le tiers supérieur, le tiers médian ou le tiers inférieur des pays de l'OCDE ? La constatation la plus notable est peut-être que tous les pays partenaires se classeraient bien en matière d'accessibilité financière du logement (la part du revenu disponible des ménages consacrée aux dépenses de logement étant relativement faible), alors que tous présentent des faiblesses relatives en termes d'espérance de vie, de taux d'homicides et de sentiment de sécurité. Les performances des pays partenaires sont plus contrastées en ce qui concerne le chômage de longue durée, la durée de travail, le niveau d'études, la participation électorale et la qualité de l'air – certains d'entre eux se situant à égalité avec le tiers supérieur des pays de l'OCDE, d'autres au niveau du tiers inférieur.

De façon générale, on constate une forte relation entre les performances comparatives en matière de conditions matérielles et les résultats concernant la qualité de vie (graphique 1.3). La Norvège, la Suède, le Canada et la Suisse possèdent de nombreuses forces relatives en ce qui concerne les conditions matérielles et la qualité de vie (en haut à droite), tandis que le Chili, la Turquie, la Hongrie, le Mexique et la Lettonie (en bas à gauche) en présentent peu. Les pays qui figurent au-dessus de la diagonale bleue obtiennent en général de meilleurs résultats en matière de qualité de vie qu'au regard des conditions matérielles ; c'est l'inverse pour les pays qui se situent en-dessous de la diagonale. La Finlande et le Danemark, par exemple, atteignent des scores très élevés pour la qualité de vie, alors qu'ils se classent moyennement en ce qui concerne les conditions matérielles. En revanche, les États-Unis, l'Australie, le Luxembourg, le Royaume-Uni et l'Allemagne possèdent un grand nombre de forces relatives au regard des conditions matérielles, comparé à leur position relative quant aux indicateurs de la qualité de vie. Néanmoins, les quarts supérieur gauche et inférieur droit du graphique 1.3 ne sont guère peuplés : aucun pays de l'OCDE n'affiche de bons résultats pour la qualité de vie sans avoir atteint un niveau modéré de conditions matérielles, et inversement.

Tableau 1.1. **Comparaison des forces et faiblesses au regard des conditions matérielles, pays de l'OCDE**

	Revenu et patrimoine		Emplois et salaires					Logement		
	Revenu disponible ajusté net des ménages	Patrimoine net des ménages	Taux d'emploi	Salaire annuel brut moyen par salarié à temps plein	Insécurité sur le marché du travail	Taux de chômage de longue durée	stress au travail	Nombre de pièces par personne	Accessibilité financière du logement	Équipements sanitaires de base
Allemagne	1	2	1	2	1	2	2	2	2	1
Australie	1	1	1	1	2	2	2	1	1	..
Autriche	1	1	2	1	2	2	2	2	2	2
Belgique	1	1	3	1	3	3	1	1	2	2
Canada	1	1	1	1	2	1	1	1	2	1
Chili	1	3	3	3	3	..	3	2	1	3
Corée	1	2	2	3	1	1	3	3	1	3
Danemark	1	3	1	1	1	1	1	2	3	2
Espagne	2	1	3	2	3	3	2	2	2	1
Estonie	1	3	2	3	2	2	2	2	1	3
États-Unis	1	1	2	1	2	1	1	1	1	1
Finlande	1	2	2	2	2	2	1	2	3	1
France	1	2	3	2	3	3	1	2	2	2
Grèce	1	3	3	3	3	3	3	3	3	2
Hongrie	1	3	2	3	3	2	3	3	1	3
Irlande	1	2	3	1	1	3	1	1	2	1
Islande	1	..	1	1	1	1	2	2	3	1
Israël	1	..	2	2	1	1	2	3	..	..
Italie	1	2	3	2	3	3	2	3	3	2
Japon	1	..	1	2	1	1	3	2	2	3
Lettonie	1	3	2	3	..	3	2	3	3	3
Luxembourg	1	1	2	1	2	2	1	1	..	1
Mexique	1	..	3	3	2	1	3	3	2	3
Norvège	1	2	1	1	2	1	1	1	1	1
Nouvelle-Zélande	1	1	1	2	3	1	1	1	3	..
Pays-Bas	1	3	1	1	1	3	1	2	1	1
Pologne	1	3	3	3	2	2	3	3	3	3
Portugal	3	2	2	3	3	3	2	2	2	2
République slovaque	3	3	3	3	3	3	3	3	3	2
République tchèque	1	..	2	3	1	2	3	3	3	2
Royaume-Uni	2	1	1	2	1	1	2	1	3	1
Slovénie	3	2	2	2	2	3	2	2	1	1
Suède	1	..	1	2	3	1	1	2	1	1
Suisse	1	..	1	1	1	2	3	2	2	1
Turquie	..	..	3	..	3	2	3	3	1	3

Note : D'après un classement simple des pays dans le tiers supérieur (1), médian (2) ou inférieur (3) de l'OCDE. Voir la définition des indicateurs dans le tableau 5.1 du chapitre 5. Toutes les données source figurent dans l'annexe en ligne sur le bien-être actuel qui accompagne la présente publication (*www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*).

Tableau 1.2. **Comparaison des forces et faiblesses au regard de la qualité de vie, pays de l'OCDE**

	Équilibre vie professionnelle-vie privée		Santé		Éducation			Liens sociaux	Engagement civique et gouvernance		Qualité de l'environnement		Sécurité personnelle		Bien-être subjectif
	Durée de travail	Temps de loisir	Espérance de vie	Santé perçue	Niveau d'études	Compétences des adultes	Compétences cognitives des élèves de 15 ans	Soutien social	Avoir son mot à dire sur l'action publique	Participation électorale	Qualité de l'eau	Qualité de l'air	Homicides	Sentiment de sécurité	Satisfaction dans la vie
Allemagne	2	1	3	3	2	2	1	1	3	2	1	2	1	2	2
Australie	3	3	1	1	2	2	2	1	2	1	1	1	2	3	2
Autriche	2	3	2	2	2	2	2	2	2	2	1	3	1	1	1
Belgique	2	1	2	1	3	1	2	2	2	1	2	2	2	2	2
Canada	1	3	2	1	1	2	1	1	2	2	1	1	3	1	1
Chili	3	..	3	3	3	3	3	3	1	3	3	3	3	3	..
Corée	..	3	1	3	1	2	1	3	1	1	3	3	2	3	3
Danemark	1	1	2	2	2	2	2	1	1	1	1	1	2	1	2
Espagne	2	1	1	2	3	3	2	1	3	2	3	2	1	1	3
Estonie	1	2	3	3	1	2	1	2	2	2	2	1	3	2	3
États-Unis	3	3	3	1	1	3	2	2	1	2	2	1	3	2	..
Finlande	1	1	2	2	1	1	1	1	1	2	1	1	3	1	1
France	3	1	1	2	2	3	2	3	3	2	2	2	1	2	2
Grèce	2	..	2	1	3	3	3	3	1	2	3	3	2	3	3
Hongrie	1	..	3	3	2	..	3	3	..	3	3	3	3	3	3
Irlande	2	..	2	1	2	3	1	1	2	2	2	1	1	2	2
Islande	..	..	1	1	3	..	3	1	..	1	1	1	2	1	1
Israël	3	..	1	1	1	3	3	3	2	2	3	3	3	2	..
Italie	1	2	1	2	3	3	3	2	3	1	3	3	2	3	3
Japon	..	2	1	3	..	1	1	2	3	3	2	2	1	2	..
Lettonie	1	3	3	3	1	..	3	3	..	3	3	2	3	3	3
Luxembourg	1	..	1	2	2	..	3	2	..	1	2	2	1	2	2
Mexique	3	..	3	2	3	..	3	3	..	3	3	2	3	3	1
Norvège	1	1	1	1	2	1	2	1	1	1	1	1	1	1	1
Nouvelle-Zélande	3	2	2	1	3	1	1	1	1	1	1	1	3	3	1
Pays-Bas	1	..	2	1	2	1	1	2	1	1	1	2	1	1	2
Pologne	2	3	3	3	1	2	2	3	2	3	3	3	2	2	2
Portugal	3	..	2	3	3	..	2	3	..	3	2	1	2	2	3
République slovaque	2	..	3	2	1	2	3	2	3	3	2	3	2	3	3
République tchèque	2	..	3	3	1	2	2	2	3	3	2	3	2	2	3
Royaume-Uni	3	2	2	2	2	2	2	1	2	2	2	2	1	1	1
Slovénie	2	2	2	3	1	3	1	2	3	3	2	3	1	1	2
Suède	1	1	1	1	2	1	2	2	1	1	1	1	2	2	1
Suisse	..	..	1	1	1	..	1	1	..	3	1	2	1	1	1
Turquie	3	..	3	2	3	3	3	3	3	1	3	3	3	3	..

Note : D'après un classement simple des pays dans le tiers supérieur (1), médian (2) ou inférieur (3) de l'OCDE. Voir la définition des indicateurs dans le tableau 5.1 du chapitre 5. Toutes les données source figurent dans l'annexe en ligne sur le bien-être actuel qui accompagne la présente publication (*www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*).

Tableau 1.3. **Comparaison des forces et faiblesses au regard du bien-être actuel, pays partenaires**

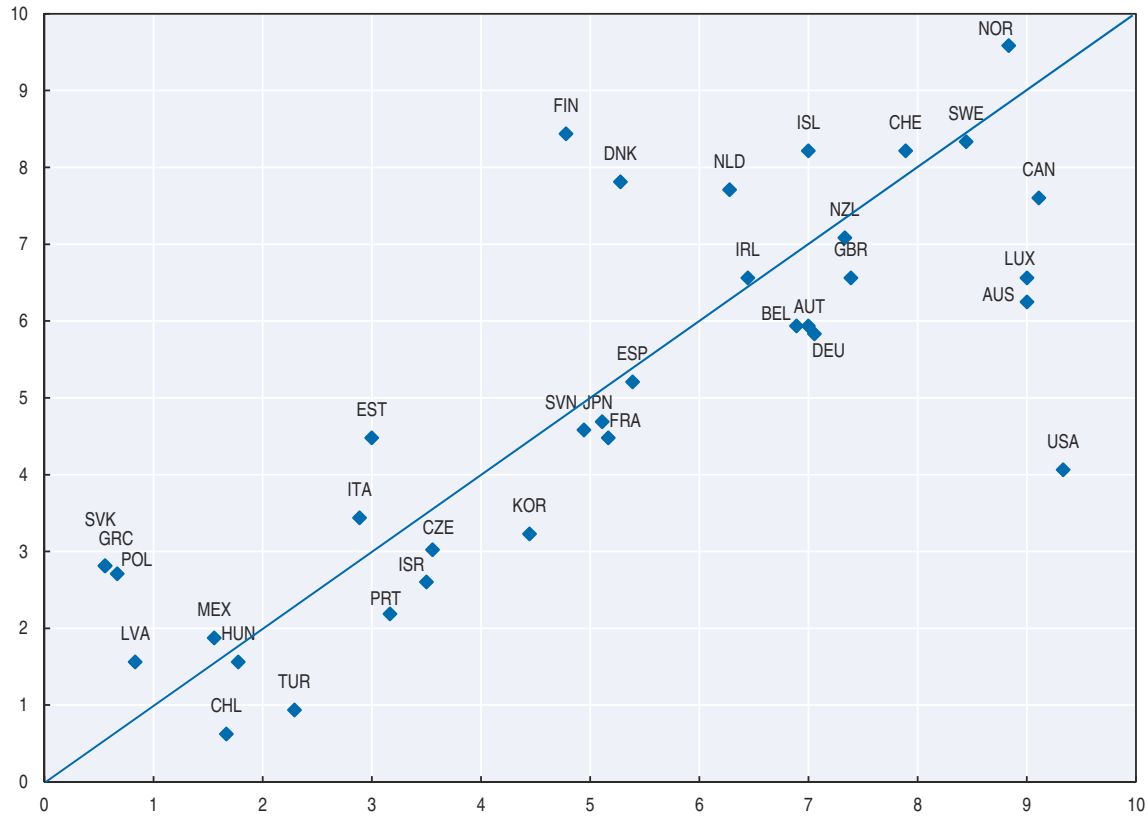
	Revenu et patrimoine		Emplois et salaires					Logement		
	Revenu disponible ajusté net des ménages	Patrimoine net des ménages	Taux d'emploi	Salaire annuel brut moyen par salarié à temps plein	Insécurité sur le marché du travail	Taux de chômage de longue durée	stress au travail	Nombre de pièces par personne	Accessibilité financière du logement	Équipements sanitaires de base
Afrique du Sud	..	..	3	..	..	3	2	..	1	3
Brésil	..	..	3	..	..	..	..	..	..	3
Colombie	..	..	2	..	..	1	..	3	1	..
Costa Rica	..	..	3	..	..	2	..	3	1	2
Fédération de Russie	..	..	2	..	..	2	3	3	1	3
Lituanie	3	..	2	3	..	3	3	2	1	3

	Équilibre vie professionnelle-vie privée		Santé		Éducation			Liens sociaux	Engagement civique et gouvernance		Qualité de l'environnement		Sécurité personnelle		Bien-être subjectif
	Durée de travail	Temps de loisir	Espérance de vie	Santé perçue	Niveau d'études	Compétences des adultes	Compétences cognitives des élèves de 15 ans	Soutien social	Avoir son mot à dire sur l'action publique	Participation électorale	Qualité de l'eau	Qualité de l'air	Homicides	Sentiment de sécurité	Satisfaction dans la vie
Afrique du Sud	3	2	3	..	3	..	..	3	..	2	3	3	3	3	..
Brésil	2	..	3	..	3	..	3	2	..	1	3	2	3	3	..
Colombie	3	..	3	..	3	..	3	2	..	3	3	1	3	3	..
Costa Rica	3	..	3	..	3	..	3	2	..	2	2	1	3	3	..
Fédération de Russie	1	..	3	3	1	2	2	2	1	2	3	2	3	3	..
Lituanie	1	..	3	3	1	2	3	3	1	3	3	2	3	3	3

Note : Le rang indiqué dans le tableau représente le rang « équivalent OCDE » ; autrement dit, les résultats des pays partenaires sont comparés aux tiers supérieur (1), médian (2) et inférieur (3) des pays de l'OCDE. Voir la définition des indicateurs dans le tableau 5.1 du chapitre 5. Toutes les données source figurent dans l'annexe en ligne sur le bien-être actuel qui accompagne la présente publication (*www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*).

Graphique 1.3. **Comparaison des performances en matière de conditions matérielles (en abscisse) et de qualité de vie (en ordonnée)**

Pays de l'OCDE, dernières données disponibles



Note : Les conditions matérielles comprennent 10 indicateurs sur 3 dimensions : revenu et patrimoine, emplois et salaires, et logement. La qualité de vie est mesurée par 15 indicateurs qui couvrent 8 dimensions : équilibre vie professionnelle-vie privée, état de santé, éducation et compétences, liens sociaux, engagement civique et gouvernance, qualité de l'environnement, sécurité personnelle et bien-être subjectif. Pour chaque indicateur, les pays sont affectés d'une valeur en fonction de leurs performances relatives (0 = tiers inférieur des pays de l'OCDE, 5 = tiers médian, 10 = tiers supérieur). On fait ensuite la moyenne de ces valeurs à l'intérieur de chaque dimension (en appliquant un coefficient de pondération égal à chaque indicateur), avant de faire la moyenne à travers les différentes dimensions (en appliquant des coefficients de pondération égaux à chaque dimension des catégories conditions matérielles et qualité de vie). Les points de données manquants sont exclus de la valeur de chaque pays, de sorte que les valeurs peuvent être fortement sous-estimées ou surestimées en cas de vide important dans les données. La diagonale bleue indique où les pays se situeraient s'il y avait correspondance parfaite entre leurs performances en matière de conditions matérielles et celles concernant la qualité de vie.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933674491

Bien-être actuel et inégalité

Le chapitre 2 propose une vue d'ensemble des inégalités en matière de bien-être dans les pays de l'OCDE. La question de savoir « qui reçoit quoi » permettant plusieurs interprétations différentes, ce chapitre présente les différentes approches possibles d'évaluation des inégalités. Elles comprennent les « inégalités verticales », qui s'intéressent en priorité à l'importance de l'écart entre les personnes situées en haut de l'échelle et celles situées en bas de l'échelle (par exemple, le score moyen des 20 % de personnes les plus satisfaites à l'égard de l'existence et celui des 20 % les moins satisfaites) ; « les inégalités horizontales » qui font référence aux écarts de performance moyenne entre différents groupes de populations (comme les hommes et les femmes, les jeunes et les plus âgés) ; et la « privation » qui s'intéresse à la proportion de personnes situées en-dessous du seuil de base de niveau d'études.

Existe-t-il un rapport entre les niveaux de performance moyens en matière de bien-être actuel et la distribution de cette performance dans la population ? Pour le savoir, nous examinons les indicateurs des « inégalités verticales » présentés au chapitre 2 car ils synthétisent la distribution globale des scores en matière de bien-être (c'est-à-dire l'importance de l'écart entre les personnes des extrémités supérieure et inférieure de l'échelle de distribution). Le tableau 1.4 présente neuf résultats en matière de bien-être actuel, qui permettent d'examiner ces inégalités verticales. De manière générale, les inégalités relatives à ces indicateurs sont plus élevées aux États-Unis, en Israël et au Mexique et moins élevées en Suède, en Norvège et en Finlande (pour plus de précisions, voir le chapitre 2).

Tableau 1.4. **Indicateurs de bien-être actuel permettant de mesurer à la fois la performance moyenne et les inégalités**

Dimension	Concept	Indicateur de niveau	Indicateur d'inégalité (inégalité verticale)
Revenu et patrimoine	Revenu disponible des ménages	Revenu disponible ajusté net des ménages	Rapport interquintile de revenu disponible des ménages
	Patrimoine net des ménages	Patrimoine net des ménages	Rapport interdécile du patrimoine net des ménages
Emplois et salaires	Salaire	Salaire annuel brut moyen par salarié à temps plein	Rapport interdécile de salaire brut
Équilibre vie professionnelle/ vie privée	Durée du travail	Pourcentage de salariés travaillant habituellement 50 heures ou plus par semaine	Rapport interquintile de durée du travail
État de santé	Espérance de vie	Espérance de vie à la naissance	Écart-type d'âge au décès
Éducation et compétences	Compétences des adultes	Compétence moyenne en littératie et numératie mesurée dans le cadre du PIAAC	Rapport interdécile de compétence moyenne en littératie et numératie
	Compétences cognitives des élèves de 15 ans	PISA désigne le score en compréhension de l'écrit, mathématiques et sciences	Le rapport interdécile désigne le score en compréhension de l'écrit, mathématiques et sciences
Engagement civique et gouvernance	Avoir son mot à dire quant à l'action publique	Pourcentage d'individus de 16 à 65 ans qui ont le sentiment d'avoir leur mot à dire quant à l'action publique	Rapport interquintile d'individus déclarant avoir leur mot à dire quant à l'action publique
Bien-être subjectif	Satisfaction à l'égard de la vie	Valeur moyenne sur une échelle graduée de 0 à 10	Rapport interquintile de la satisfaction à l'égard de la vie

Note : Le chapitre 2 donne des précisions complémentaires relatives à l'interprétation des indicateurs d'inégalités. Le chapitre 5 contient plus de précisions sur les définitions et les unités de mesures des indicateurs principaux. Le rapport interquintile désigne le rapport entre le résultat moyen obtenu par les 20 % des personnes situées à l'extrémité supérieure et les 20 % de l'extrémité inférieure de l'échelle. Le rapport interdécile désigne le rapport entre le résultat obtenu au 90e percentile et le résultat obtenu au 10e percentile.

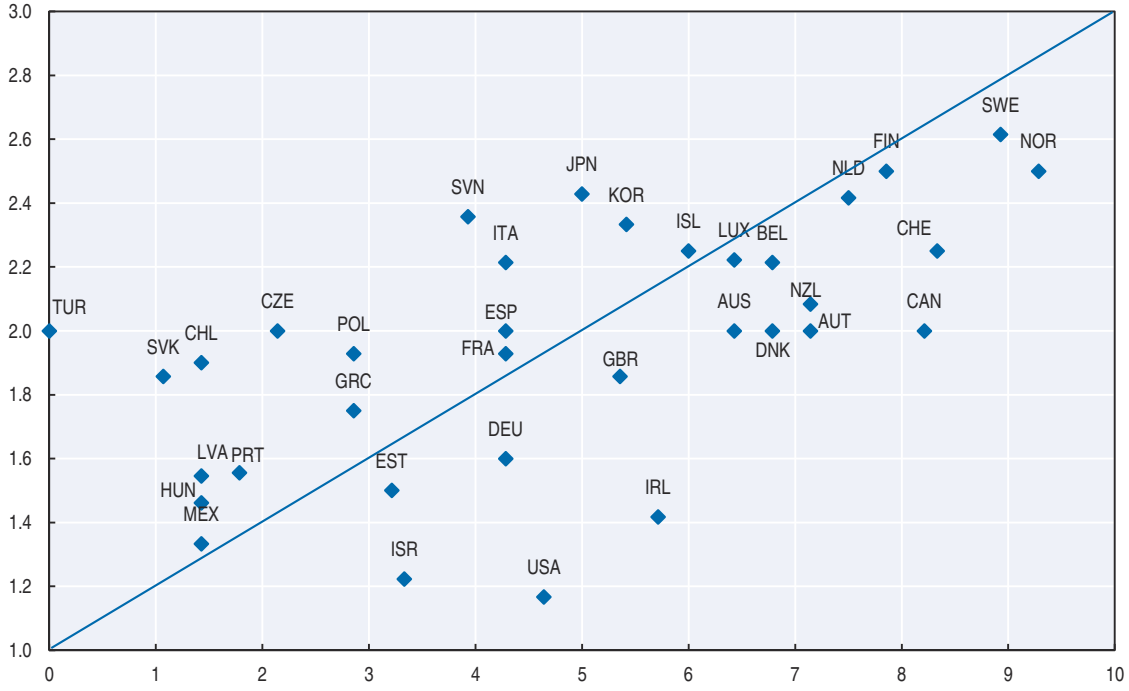
Le tableau 1.4 résume le rapport entre les *niveaux* de performance moyenne obtenus par les pays dans ces neuf indicateurs et *la distribution* de ces résultats parmi la population. À l'instar des autres analyses présentées dans ce chapitre, la performance moyenne dépend de la question de savoir si un pays donné se situe dans le tiers supérieur, intermédiaire ou inférieur pour chaque indicateur de l'OCDE tandis que les inégalités correspondent aux pays situés dans le tiers supérieur, intermédiaire ou inférieur du classement de l'OCDE[4].

Le tracé des résultats du graphique 1.4 indique qu'une performance moyenne supérieure est généralement associée à des inégalités inférieures. Les pays qui combinent un niveau élevé de bien-être moyen et un faible niveau d'inégalité verticale dans l'ensemble de ces neuf indicateurs sont la Norvège, la Suède et la Finlande (en haut à

droite). En revanche, les pays qui affichent à la fois un faible niveau de bien-être moyen et des niveaux d'inégalité verticale relativement élevés comprennent le Mexique, la Hongrie, la Lettonie et le Portugal (en bas à gauche). Les pays situés au-dessus de la ligne diagonale bleue présentent généralement davantage de forces en termes d'égalité qu'en termes de résultats moyens : le Japon, la Slovénie et l'Italie, par exemple, se situent vers le milieu du classement de l'OCDE en termes de performance moyenne globale mais font légèrement mieux en termes d'inégalités. En revanche, les pays situés au-dessous de la diagonale

Graphique 1.4. **Rapport entre la performance moyenne et les inégalités dans neuf indicateurs de bien-être actuels déterminés**

Performance moyenne (en abscisse) sur une échelle graduée de 0 à 10 par rapport aux inégalités moyennes (en ordonné) sur une échelle graduée de 1 à 3



Note : Pour chacun des neuf indicateurs, les pays sont « notés » en tenant compte à la fois de leur niveau en matière d'égalité (1 = tiers inférieur du classement de l'OCDE, 2 = tiers intermédiaire du classement de l'OCDE, 3 = tiers supérieur du classement de l'OCDE) et de leur niveau de performance moyenne (0 = tiers inférieur du classement de l'OCDE, 5 = tiers intermédiaire du classement de l'OCDE, 10 = tiers supérieur du classement de l'OCDE). Lorsqu'une dimension comprend plusieurs indicateurs, ils sont additionnés en utilisant des pondérations identiques et les résultats globaux sont calculés en faisant la moyenne simple des différentes dimensions. La ligne diagonale bleue indique où se situeraient les pays s'il existait une correspondance parfaite entre leur niveau moyen de performance et leur niveau moyen en matière d'égalité.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933674510

obtiennent une performance moyenne supérieure en termes d'inégalités : les États-Unis et l'Irlande, par exemple, combinent des niveaux de performance moyenne intermédiaire et des niveaux d'inégalité relativement élevés. Les résultats de cette analyse sont cependant sensibles à la proportion de valeurs manquantes, qui est relativement élevée dans les cas de l'Islande, du Mexique, de la Turquie et du Japon.

Évolution du bien-être actuel : la vie s'améliore-t-elle ?

Au cours des dix dernières années, plusieurs pays de l'OCDE ont fait face à des crises économiques et politiques majeures. Qu'en a-t-il été du bien-être des populations durant cette période ? L'analyse suivante examine les évolutions récentes des indicateurs

principaux du bien-être actuel et s'attache, en particulier, à déterminer si l'existence est meilleure ou pire qu'en 2005, avant la crise financière. L'examen de l'évolution du bien-être au fil du temps dans l'ensemble des pays de l'OCDE est un exercice rendu compliqué par plusieurs facteurs, notamment la collecte peu fréquente de données et les ruptures méthodologiques qui interrompent les séries de données chronologiques. L'encadré 1.3 (ci-dessous) décrit l'approche d'ensemble adoptée.

Encadré 1.3. **Évaluation des évolutions en matière de bien-être actuel**

Les évolutions dans le temps peuvent être évaluées à partir de 10 indicateurs de conditions matérielles[1], et de 11 indicateurs de qualité de vie sur 15. Néanmoins, compte tenu de la couverture géographique limitée, des ruptures méthodologiques et des séries de données chronologiques incomplètes, la moyenne OCDE renvoie souvent à un ensemble restreint de pays. Dans les graphiques et tableaux ci-après, le nombre de pays compris dans la moyenne OCDE est indiqué entre parenthèses dans les légendes des graphiques (par exemple, OCDE 33) et la moyenne est généralement pondérée par la population (comme indiqué dans les notes des graphiques). Cette méthode accorde davantage de poids aux pays plus peuplés qu'à ceux dont la population est plus restreinte et elle est appliquée afin de décrire l'expérience de « l'habitant moyen de l'OCDE » (plutôt que de s'intéresser au « pays moyen de l'OCDE »). Compte tenu du grand nombre de données manquantes, les évolutions du bien-être actuel des pays partenaires de l'OCDE ne sont pas prises en compte ci-après. Les profils des pays présentés au chapitre 5 procurent cependant des informations détaillées relatives aux évolutions du bien-être moyen dans l'ensemble des 35 pays de l'OCDE et dans 6 pays partenaires.

Les années prises en compte couvrent en principe, lorsque c'est possible, la période de 2005 à 2015/16. En ce qui concerne les indicateurs, dont les données ne sont pas recueillies régulièrement dans la plupart des pays (par exemple, patrimoine net des ménages, nombre de pièces par personne, équipements sanitaires de base) ou qui rendent compte de phénomènes peu fréquents (par exemple, participation électorale), la moyenne OCDE est calculée sur une période pluriannuelle (comme trois ou cinq ans) afin d'inclure le plus grand nombre de pays possible dans le calcul. En ce qui concerne les données provenant du sondage *Gallup World Poll*, une moyenne triennale est utilisée de manière à augmenter la taille de l'échantillon (en principe limité à 1 000 personnes par pays et par an) et de réduire la volatilité des données à court terme. De même, l'exposition à la pollution de l'air extérieur par les particules fines ($PM_{2.5}$), qui sert à mesurer la qualité de l'air, est calculée selon une moyenne mobile sur trois ans, conformément à l'approche adoptée pour les indicateurs de croissance verte de l'OCDE (OCDE, 2017b).

Des informations complètes sur les séries de données chronologiques de la moyenne OCDE et des différents pays sont décrites dans les annexes *Annexe en ligne : Bien-être actuel* et *Annexe en ligne : Ressources nécessaires au bien-être futur*, jointes à cette publication (*www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*). Lorsque la série chronologique disponible pour un pays donné couvre une période inférieure à neuf ans, ce pays est exclu des analyses présentées dans les graphiques 1.9 et 1.6 et figure dans les « données manquantes » aux graphiques 1.10, 1.17 et 1.18. Les deux exceptions à cette règle sont le patrimoine net des ménages, pour lequel seuls deux points de référence sont disponibles dans l'ensemble des pays ; et l'obtention d'un diplôme du deuxième cycle d'enseignement secondaire, pour lequel seules les trois dernières années sont prises en compte, en raison d'une rupture importante dans la série de données qui concerne la plupart des pays de l'OCDE.

Encadré 1.3. **Évaluation des évolutions en matière de bien-être actuel** *(suite)*

Dans les graphiques récapitulatifs qui décrivent les résultats des pays (graphiques 1.9, 1.10, 1.16, 1.17 et 1.18), les évolutions sont calculées comme étant l'écart simple entre 2015 et 2005 (ou les dernières années disponibles). Les catégories « amélioration », « évolution minime ou nulle » et « dégradation » sont établies à partir des seuils décrits dans les notes des graphiques et sont examinées à l'annexe 5.A du chapitre 5. S'agissant d'un petit nombre d'indicateurs (en particulier, l'accès aux équipements sanitaires de base, le chômage de longue durée, l'incidence de la durée du travail et le taux d'homicides), les pays en tête du classement de l'OCDE disposent d'une marge d'amélioration relativement faible. Ce facteur peut donc avoir un impact évident sur le nombre total d'améliorations observées dans ces pays (par exemple, graphiques 1.10, 1.17 et 1.18).

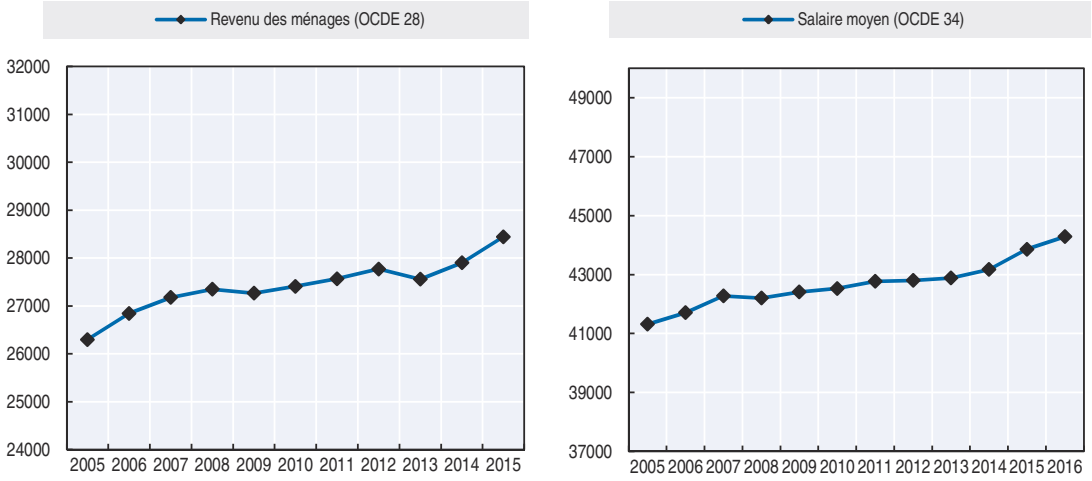
1. Il est difficile de déterminer l'évolution de la moyenne OCDE en matière de patrimoine net des ménages en raison de la rareté des données, tant au niveau des pays que dans la durée. Des estimations sont toutefois disponibles pour 16 pays et pour deux années de la période 2008-2016, les résultats étant résumés au graphique 1.9.

Évolution des conditions matérielles

La décennie 2005-15 fut une période chaotique en matière de conditions matérielles dans les pays de l'OCDE – en particulier dans le domaine de l'emploi. En 2015, la moyenne OCDE du revenu disponible ajusté net des ménages a été supérieure, en termes réels, de 8 % à celle de 2005 et le salaire annuel brut moyen par salarié à temps plein (en 2016) a été supérieur de 7 % (graphique 1.5). Cependant, si l'on replace ces chiffres dans leur contexte, ils ne représentent que la moitié environ du taux de croissance cumulé observé entre 1995 et 2005 : s'il aurait fallu environ 40 ans au revenu moyen de l'OCDE pour être multiplié par deux, selon le taux de croissance observé sur la période 1995-2005, il lui en faudrait désormais 85 si le revenu continuait à progresser selon le taux enregistré sur la période 2005-15[5].

Graphique 1.5. **Moyenne OCDE du revenu des ménages et des salaires, depuis 2005**

USD aux PPA de 2010 par habitant, OCDE 28 (gauche) et USD aux PPA de 2016, OCDE 34 (droite)



Note : La moyenne OCDE du revenu disponible ajusté net des ménages est pondérée par la population et exclut le Chili, l'Islande, Israël, la Corée, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande et la Turquie, en raison de séries de données incomplètes. En ce qui concerne les salaires, la moyenne OCDE est pondérée par le nombre de salariés dans chaque pays et exclut la Turquie.

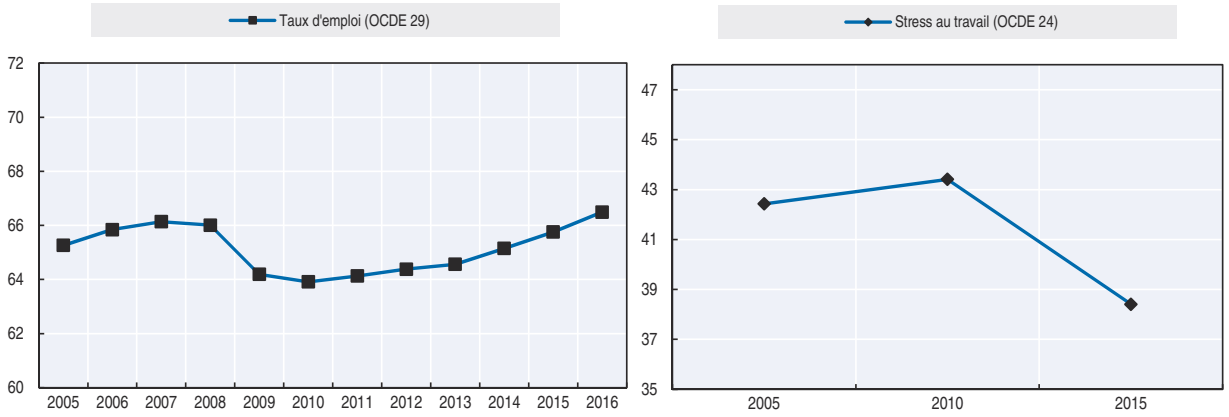
Sources : Revenu des ménages : calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques des comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-en*. Salaires des ménages : Salaires annuels moyens – OCDE.Stat, *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=AV_AN_WAGE&Lang=FR*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933674529

Le taux d'emploi a été fortement ébranlé pendant les premières années de la crise et la reprise a été relativement lente. Il a fallu 10 ans pour que l'emploi retrouve son niveau de 2005 et le pic de 2007 n'a été dépassé qu'en 2016 (graphique 1.6). En matière de qualité des emplois, et non de quantité, la proportion de salariés des pays européens de l'OCDE subissant du stress au travail est passée de 42 % en 2005 à 43 % en 2010, avant un recul à 38 % en 2015 (graphique 1.6).

Graphique 1.6. **Moyenne OCDE du taux d'emploi et du stress au travail, depuis 2005**

Salariés de 15 à 64 ans en pourcentage de la population (gauche), proportion de salariés subissant du stress au travail (droite)



Note : La moyenne OCDE de l'emploi est pondérée par la population et exclut le Chili, l'Allemagne, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal et la Suisse, en raison de rupture dans les séries chronologiques de données. La moyenne OCDE du stress au travail est pondérée par la population et exclut l'Australie, le Canada, le Chili, l'Islande, Israël, le Japon, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et les États-Unis, en raison de séries de données chronologiques incomplètes.

Sources : Pour l'emploi : « Statistiques de la population active », Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/lfs-lfs-data-en*. Pour le stress au travail : estimations provisoires (septembre 2017) calculées pour la base de données OCDE « Qualité de l'emploi », *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=JOBQ*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933674548*

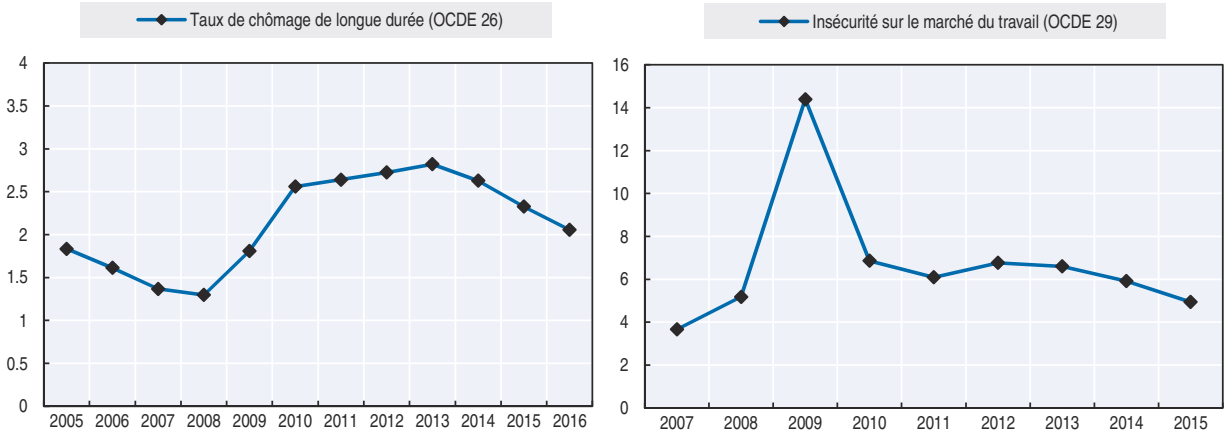
La moyenne OCDE de l'insécurité sur le marché du travail liée au chômage a quadruplé entre 2007 et 2009, légèrement baissé en 2010 puis elle a régulièrement diminué au cours des dernières années – bien que son niveau en 2015 soit encore supérieur d'un tiers à celui de 2007. La moyenne OCDE du taux de chômage de longue durée est passée de 2.1 % à 1.5 % entre 2005 et 2008 puis elle a plus que doublé pour atteindre son pic de 2.8 % en 2013 ; elle est ensuite retombée à son niveau de 2005 mais n'a pas encore retrouvé son faible taux de 2008, antérieur à la crise (graphique 1.7).

Les résultats en matière de logement se sont améliorés pour l'habitant moyen de l'OCDE, les progrès les plus marqués ayant été réalisés dans l'accès aux équipements sanitaires de base : la proportion moyenne de personnes vivant dans un logement dépourvu de WC intérieurs réservés au seul usage du ménage a reculé d'un tiers environ[6]. La part de revenu consacrée aux dépenses de logement a reculé d'un point de pourcentage environ depuis 2005 (graphique 1.8) et dans les pays dans lesquels cette évolution est mesurée, le nombre de pièces par personne du logement moyen dans l'OCDE a également enregistré une légère hausse, passant de 1.8 à 1.9.

La moyenne OCDE masque cependant la diversité des expériences nationales (graphique 1.9). Plus de la moitié des pays de l'OCDE ont progressé depuis 2005 en termes de salaires moyens, de revenu des ménages et de taux d'emploi mais une proportion significative d'entre eux a enregistré des évolutions minimes ou nulles, voire une

Graphique 1.7. **Moyenne OCDE de l'insécurité sur le marché du travail et du taux de chômage de longue durée, depuis 2005**

Pourcentage de la population active au chômage depuis un an ou plus (gauche), perte financière moyenne attendue des salariés qui se trouvent et restent au chômage, en pourcentage des salaires précédents (droite)



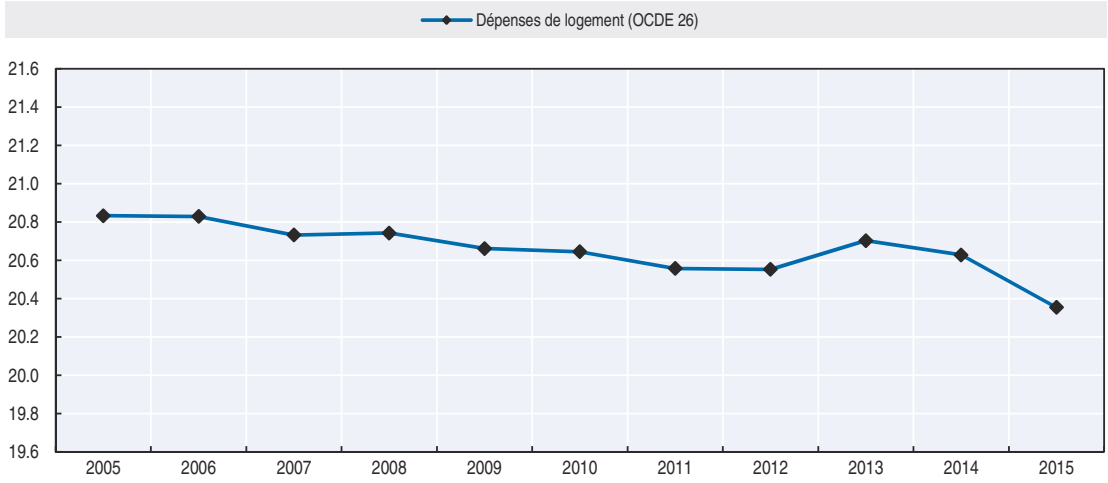
Note : S'agissant du taux de chômage de longue durée, la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, l'Allemagne, Israël, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal, la Suède et la Suisse, en raison de séries de données chronologiques incomplètes. En ce qui concerne l'insécurité sur le marché du travail, la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, la Corée, la Lettonie, le Portugal, la République slovaque et la Suède, en raison de séries de données chronologiques incomplètes.

Sources : Pour le chômage de longue durée : « Statistiques de la population active », Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/lfs-lfs-data-en*. Pour l'insécurité sur le marché du travail : Base de données OCDE « Qualité de l'emploi », *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=JOBQ*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933674567*

Graphique 1.8. **Moyenne OCDE de l'accessibilité financière du logement, depuis 2005**

Dépenses moyennes de logement en pourcentage du revenu ajusté brut des ménages



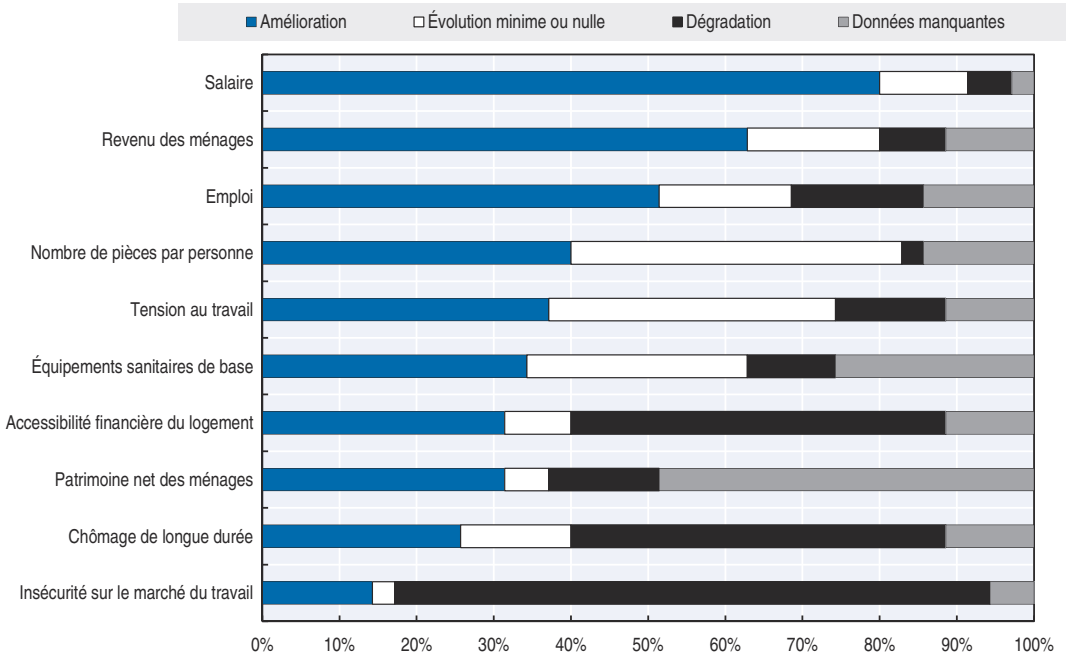
Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, l'Islande, Israël, l'Italie, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse et la Turquie, en raison de séries de données incomplètes.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques des comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-en*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933674586*

Graphique 1.9. **Indicateurs de l'évolution des conditions matérielles, relativement à 2005**

Proportion de pays de l'OCDE



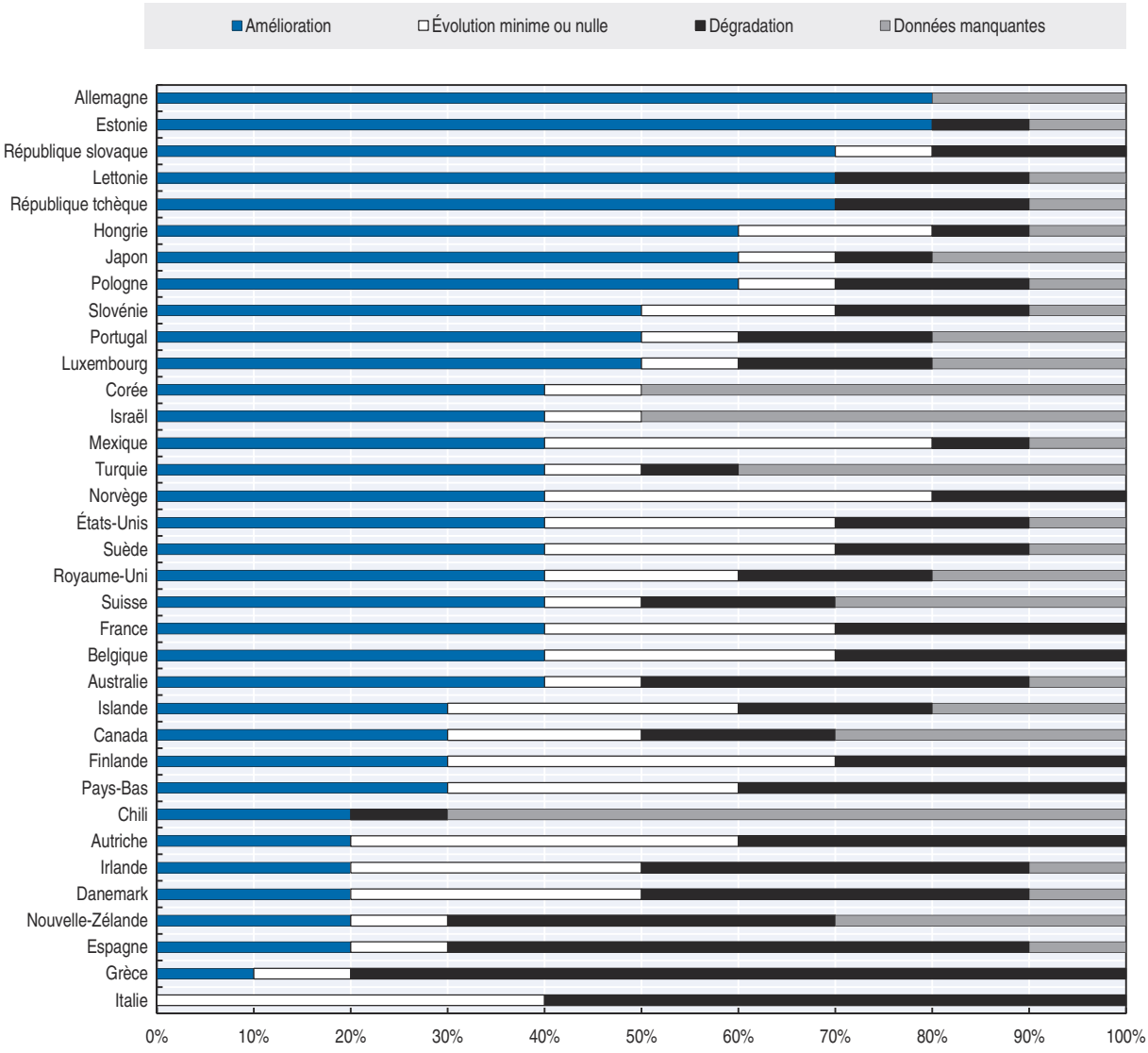
Note : Les pays dont les séries de données sont inférieures à neuf ans sont exclus de cette analyse, à l'exception du patrimoine net des ménages pour lequel seuls deux points de référence sont disponibles dans l'ensemble des pays. Les évolutions sont calculées comme étant l'écart simple entre 2015 et 2005 (ou les dernières années disponibles) et elles sont définies comme des valeurs supérieures ou égales aux seuils suivants : salaires +/- 1 000 USD ; revenu des ménages +/- 1 000 USD ; emploi +/- 1.0 % ; nombre de pièces par personne +/- 0.1 ; stress au travail +/- 3.0 % ; équipements sanitaires de base +/- 0.4 % ; accessibilité financière au logement +/- 0.4 % ; patrimoine net +/- 9 000 USD ; taux de chômage de longue durée +/- 0.2 ; et insécurité sur le marché du travail +/- 0.3. Pour toute information complémentaire, veuillez consulter l'annexe 5a, du chapitre 5. Des informations complémentaires sont disponibles dans les profils par pays du chapitre 5 et les séries de données complètes sont consultables dans l'annexe en ligne, jointe à cette publication (*www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*).

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933674605*

dégradation de ces indicateurs. Le revenu des ménages a par exemple nettement baissé par rapport à 2005 en Espagne (6 %), en Italie (10 %) et en Grèce (27 %). La moitié des pays de l'OCDE enregistrent désormais de moins bons résultats en matière d'accessibilité financière du logement et de chômage de longue durée qu'en 2005. La proportion de salariés subissant une pression au travail a connu une amélioration dans environ un tiers des pays mais elle a empiré en Suisse, en Grèce, en Nouvelle-Zélande, au Royaume-Uni et en Australie. Si l'insécurité sur le marché du travail est généralement plus élevée en 2015 (dernière année d'évaluation) qu'en 2007, elle a diminué dans un groupe très restreint de pays. Dans l'ensemble, les pays dans lesquels l'amélioration des conditions matérielles est la plus sensible sont l'Allemagne, l'Estonie, la République slovaque, la Lettonie et la République tchèque (graphique 1.10).

Graphique 1.10. **Évolution des pays dans certains indicateurs de conditions matérielles, relativement à 2005**

Proportion d'indicateurs (sur un total de dix indicateurs)



Note : L'évolution est indiquée comme « données manquantes » pour les pays dont les séries de données chronologiques sont inférieures à neuf ans, à l'exception du patrimoine net des ménages pour lequel on ne dispose que de deux points de référence pour l'ensemble des pays. S'agissant d'un petit nombre d'indicateurs (en particulier, l'accès aux équipements sanitaires de base et le chômage de longue durée), les pays en tête du classement de l'OCDE disposent d'une marge d'amélioration significative relativement faible. Ce facteur peut donc avoir un impact évident sur le nombre total d'améliorations observées dans ces pays. Des informations complémentaires sont disponibles dans les profils par pays du chapitre 5 et les séries de données complètes sont consultables dans l'annexe en ligne, jointe à cette publication (*www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*).

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933674624*

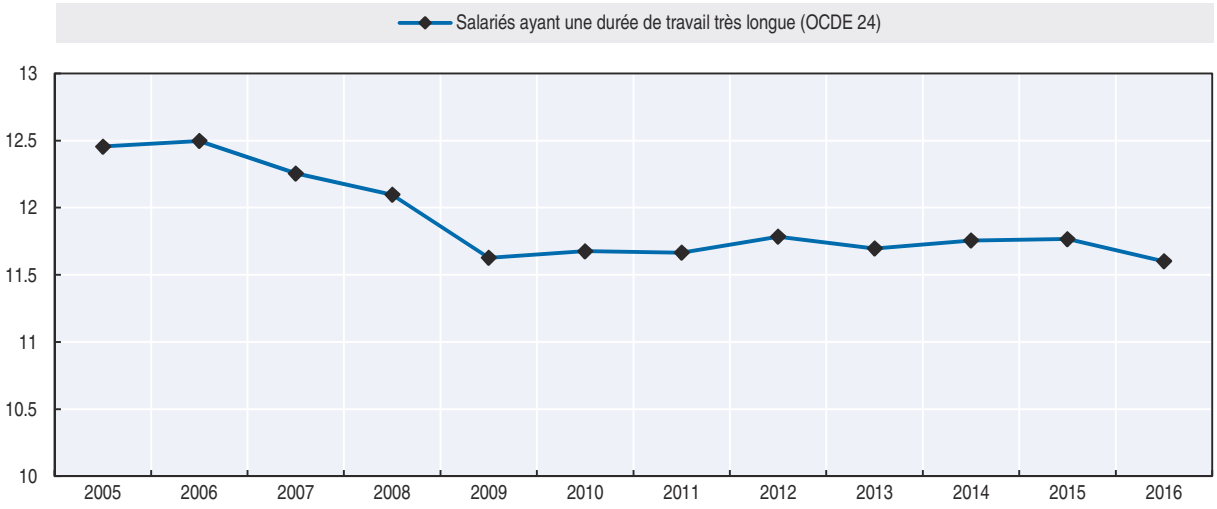
Évolution de la qualité de vie

La moyenne OCDE de salariés ayant une durée de travail très longue (50 heures ou plus par semaine) a reculé de près d'un point de pourcentage entre 2005 et 2009 et elle est restée relativement stable depuis cette date (graphique 1.11).

Pour l'habitant moyen de l'OCDE, l'espérance de vie à la naissance a augmenté de deux ans entre 2005 et 2014. Cette amélioration a cependant marqué le pas en 2015, tant pour la

Graphique 1.11. **Moyenne OCDE des salariés ayant une durée de travail très longue, depuis 2005**

Pourcentage de salariés travaillant habituellement 50 heures ou plus par semaine



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, l'Allemagne, l'Islande, Israël, le Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal, la Suisse et la Turquie, en raison de séries de données chronologiques incomplètes ou de ruptures dans les données de ces pays.

Source : « Statistiques de la population active », Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/lfs-lfs-data-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933674643*

moyenne OCDE (pondérée par la population) que pour plus de la moitié des pays de l'OCDE. La légère amélioration de la santé perçue entre 2005 et 2008 ne s'est pas confirmée depuis cette date (graphique 1.12).

Il n'est pas possible de mesurer l'évolution à dix ans du niveau d'études en raison d'une rupture récente des données qui affecte la plupart des pays de l'OCDE. Néanmoins, entre 2013 et 2016, le pourcentage d'adultes ayant au moins suivi le deuxième cycle du secondaire a augmenté d'à peine un point de pourcentage, passant de 73.5 à 74.5 %. Le soutien social (correspondant au pourcentage de personnes déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter) a reculé de 92 % en 2005-07 à 88 % en 2014-16. Sur la même période, le taux de participation électorale (pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales) a également opéré un repli de 72 % à 69 % (graphique 1.13).

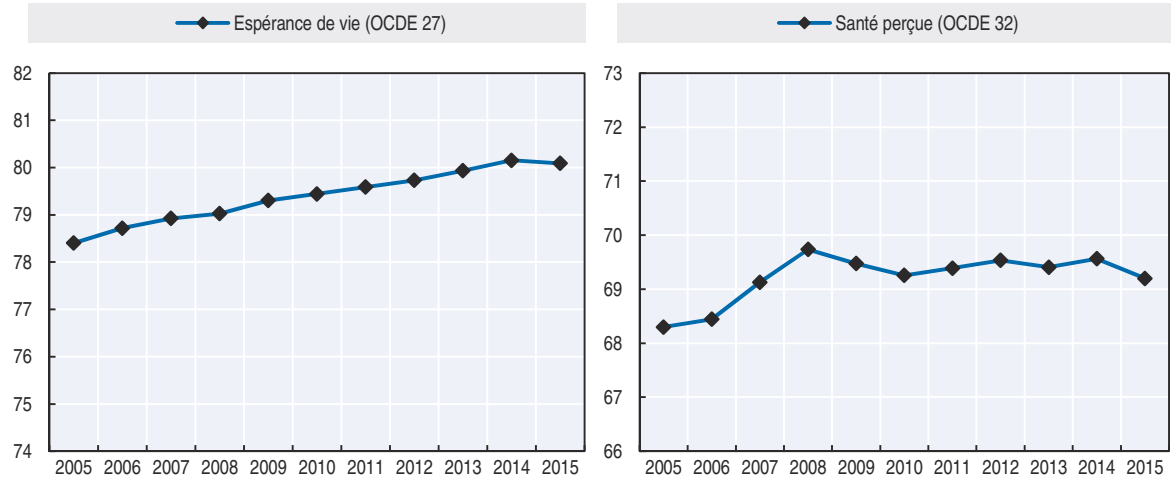
Les moyennes OCDE de l'exposition à la pollution de l'air et de la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau se sont améliorées au cours de la première moitié de la décennie mais elles se sont dégradées par la suite et ont finalement retrouvé des niveaux proches de ceux de 2005 (graphique 1.14).

En matière de sécurité des personnes, le pourcentage de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit dans la ville ou le quartier où elles vivent, est passé de 66 % en 2005-07 à 69 % en 2014-16 (graphique 1.15). La moyenne OCDE du taux de mortalité par agression a toutefois augmenté, passant de 3.4 à 3.9 pour 100 000 personnes[7]. Depuis 2005, la satisfaction à l'égard de la vie a légèrement diminué, le score moyen (sur une échelle graduée de 0 = « pas du tout satisfait » à 10 = « totalement satisfait ») passant de 6.7 en 2005-07 à 6.5 en 2014-16 (graphique 1.15).

Néanmoins, de même que pour les conditions matérielles, la courbe d'évolution des résultats en matière de qualité de l'existence varie selon les pays (graphique 1.16). Sur l'ensemble des indicateurs principaux de bien-être actuel, l'espérance de vie à la naissance

Graphique 1.12. **Moyenne OCDE de l'espérance de vie et de la santé perçue, depuis 2005**

Années (gauche) et pourcentages d'adultes déclarant être en « bonne » ou « très bonne santé » (droite)



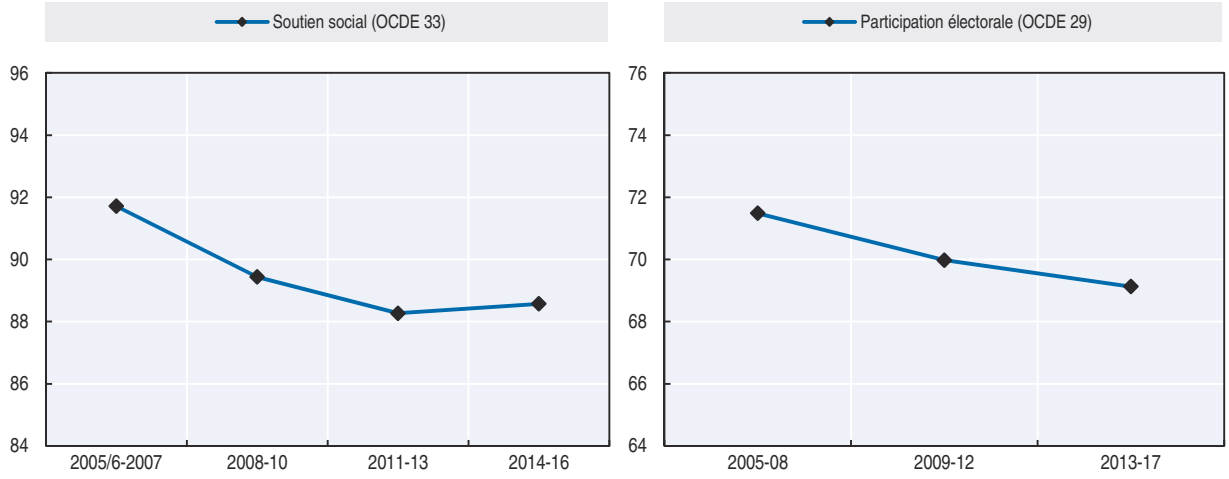
Note : Pour l'espérance de vie, la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut la Belgique, le Canada, la Hongrie, Israël, le Luxembourg, la Pologne, la Slovénie et la Turquie, en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays. En ce qui concerne la santé perçue, les séries chronologiques de l'OCDE ont été estimées par l'interpolation des points de données manquants dans les séries chronologiques de certains pays. Pour chaque pays, les données manquantes ont été remplacées par la moyenne de l'année immédiatement précédente ou suivante. Les pays ont été inclus dans la moyenne OCDE uniquement lorsque la série chronologique contenait au moins trois points de données et lorsque l'un d'entre eux faisait référence à 2014 ou 2015. La moyenne de l'OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili et la Suisse (en raison d'une rupture dans la série chronologique) et le Mexique (pour lequel seuls deux points de référence étaient disponibles).

Sources : Pour l'espérance de vie : « État de santé », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT*. Pour la santé perçue : « État de santé », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/data-00540-en*, et calculs INEC basés sur l'enquête nationale sur la santé au Costa Rica.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933674662

Graphique 1.13. **Soutien social et taux de participation électorale, depuis 2005**

Pourcentage de personnes déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter (gauche), pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales (droite)



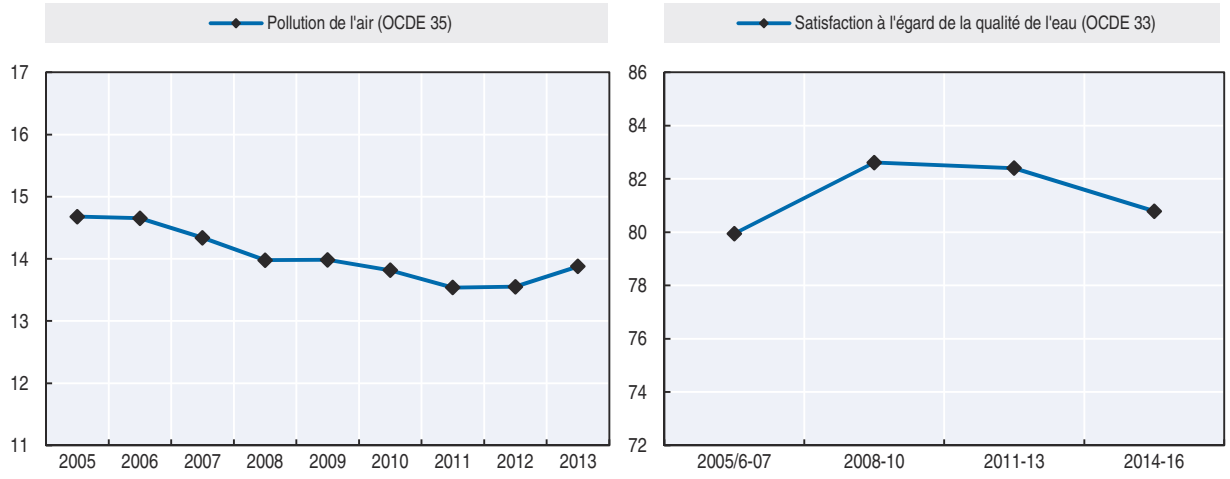
Note : S'agissant du soutien social, la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Islande et le Luxembourg, en raison de séries de données chronologiques incomplètes. En ce qui concerne la participation électorale, la moyenne OCDE a été calculée sur des périodes quadriennales. Cela a impliqué l'exclusion de l'Autriche, la Finlande, l'Italie, le Luxembourg et le Mexique. Le Chili est également exclu depuis la suppression du vote obligatoire en 2012, ce qui a introduit une rupture dans la série de données.

Sources : Pour le soutien social : Calculs réalisés par l'OCDE à partir du sondage Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*. Pour la participation électorale : Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) (2017), *www.idea.int/*, registre du Tribunal électoral suprême du Costa Rica et Office fédéral de la statistique (OSF) de la Suisse.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933674681

Graphique 1.14. **Moyenne OCDE de l'exposition à la pollution de l'air et de la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau, depuis 2005**

Exposition aux $PM_{2.5}$ pondérée par la population, en microgrammes par mètre cube, moyenne mobile sur 3 ans (gauche), pourcentage d'individus satisfaits par rapport à la population globale (droite)



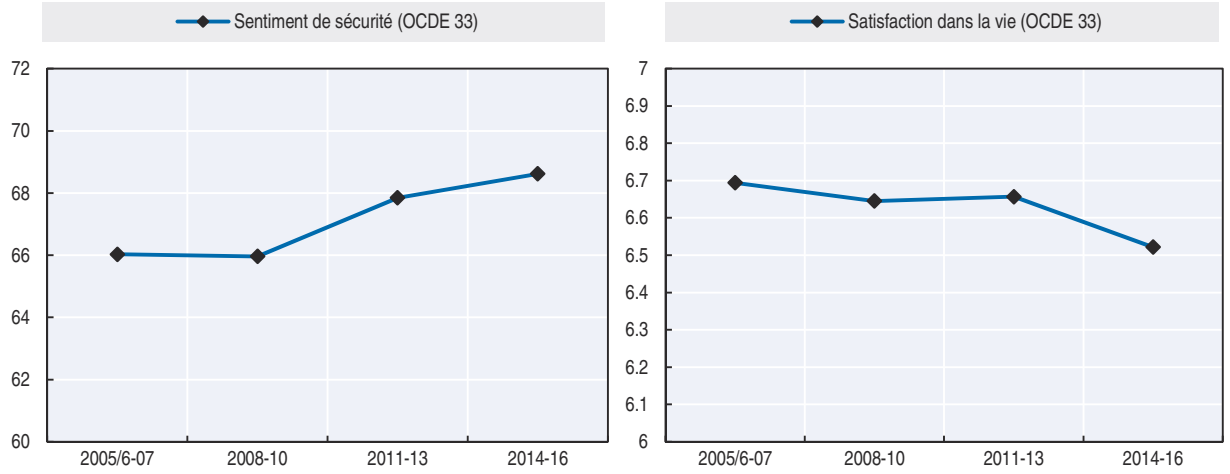
Note : En matière de pollution de l'air, les valeurs sont des moyennes mobiles sur trois ans. Les valeurs de 2013 sont calculées par interpolation à partir de 2012, 2013 et 2015 car il n'existe pas d'estimations pour 2014. La moyenne OCDE est pondérée par la population. En ce qui concerne la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau, la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Islande et le Luxembourg, en raison de séries de données chronologiques incomplètes.

Sources : Pour la pollution de l'air : les calculs de l'OCDE utilisent la Base de données de l'OCDE sur l'exposition à la pollution de l'air, *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EXP_PM2_5*. Pour la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau : calculs réalisés par l'OCDE à partir du sondage Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933674700

Graphique 1.15. **Moyenne OCDE du sentiment de sécurité et de la satisfaction à l'égard de la vie, depuis 2005**

Pourcentage de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit dans la ville ou le quartier où elles vivent (gauche), valeurs moyennes de la satisfaction à l'égard de la vie sur une échelle graduée de 0 à 10 (droite)



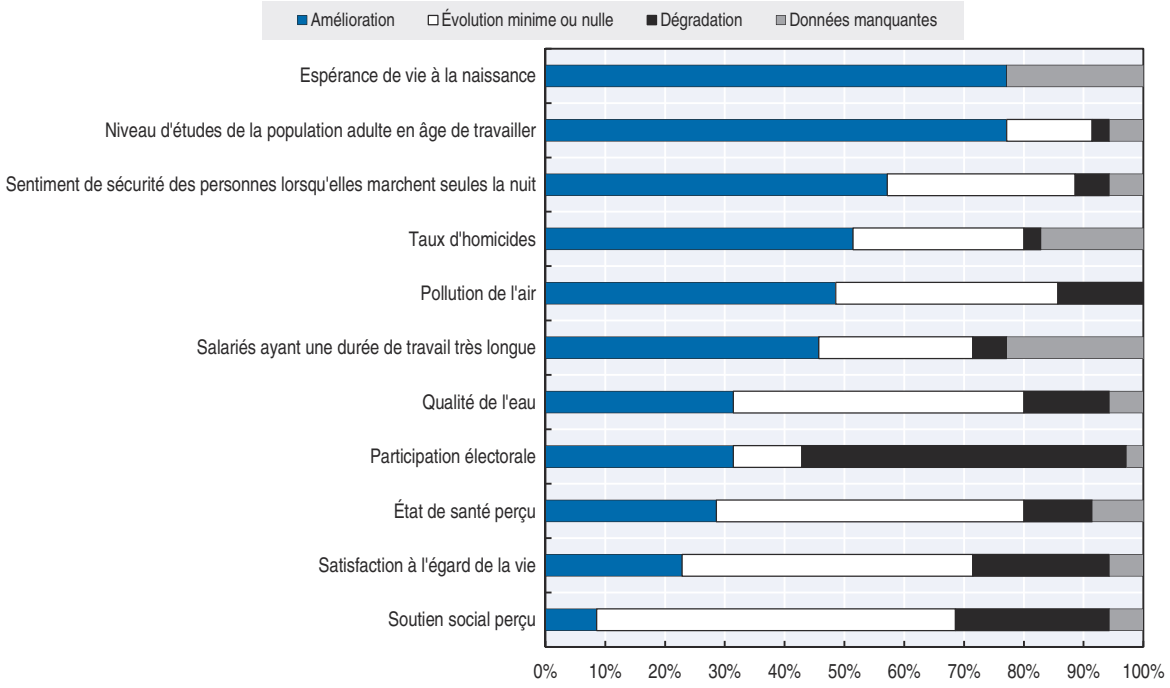
Note : Les moyennes OCDE sont pondérées par la population et excluent l'Islande et le Luxembourg, en raison de séries de données chronologiques incomplètes.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir du sondage Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933674719

Graphique 1.16. **Évolution de certains indicateurs de la qualité de l'existence, relativement à 2005**

Proportion de pays de l'OCDE



Note : Les pays dont les séries de données chronologiques sont inférieures à neuf ans sont exclus de cette analyse, à l'exception du niveau d'éducation pour lequel seules les trois dernières années sont prises en compte, en raison d'une rupture dans les séries de données de la plupart des pays. Les évolutions sont calculées comme étant l'écart simple entre 2015 et 2005 (ou les dernières années disponibles) et sont définies comme des valeurs supérieures ou égales aux seuils suivants : espérance de vie +/- 0.5 ans ; niveau d'études +/- 0.5 %; durée du travail +/- 0.6 %; homicides +/- 0.3 pour 100 000 ; sentiment de sécurité la nuit +/- 3.0 ; participation électorale +/- 1.0 % ; satisfaction à l'égard de la vie selon des intervalles de confiance de 95 %, qui correspondent approximativement à une variation de 0.2 à 0.3 points sur une échelle graduée de 0 à 10 ; qualité de l'eau +/- 3.0 % ; santé perçue +/- 3.5 % ; et soutien social +/- 3.0 %. Pour toute information complémentaire, veuillez consulter l'annexe 5.A, du chapitre 5. Des informations complémentaires sont disponibles dans les profils par pays du chapitre 5 et les séries de données complètes sont consultables dans l'annexe en ligne jointe à cette publication (*www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*.

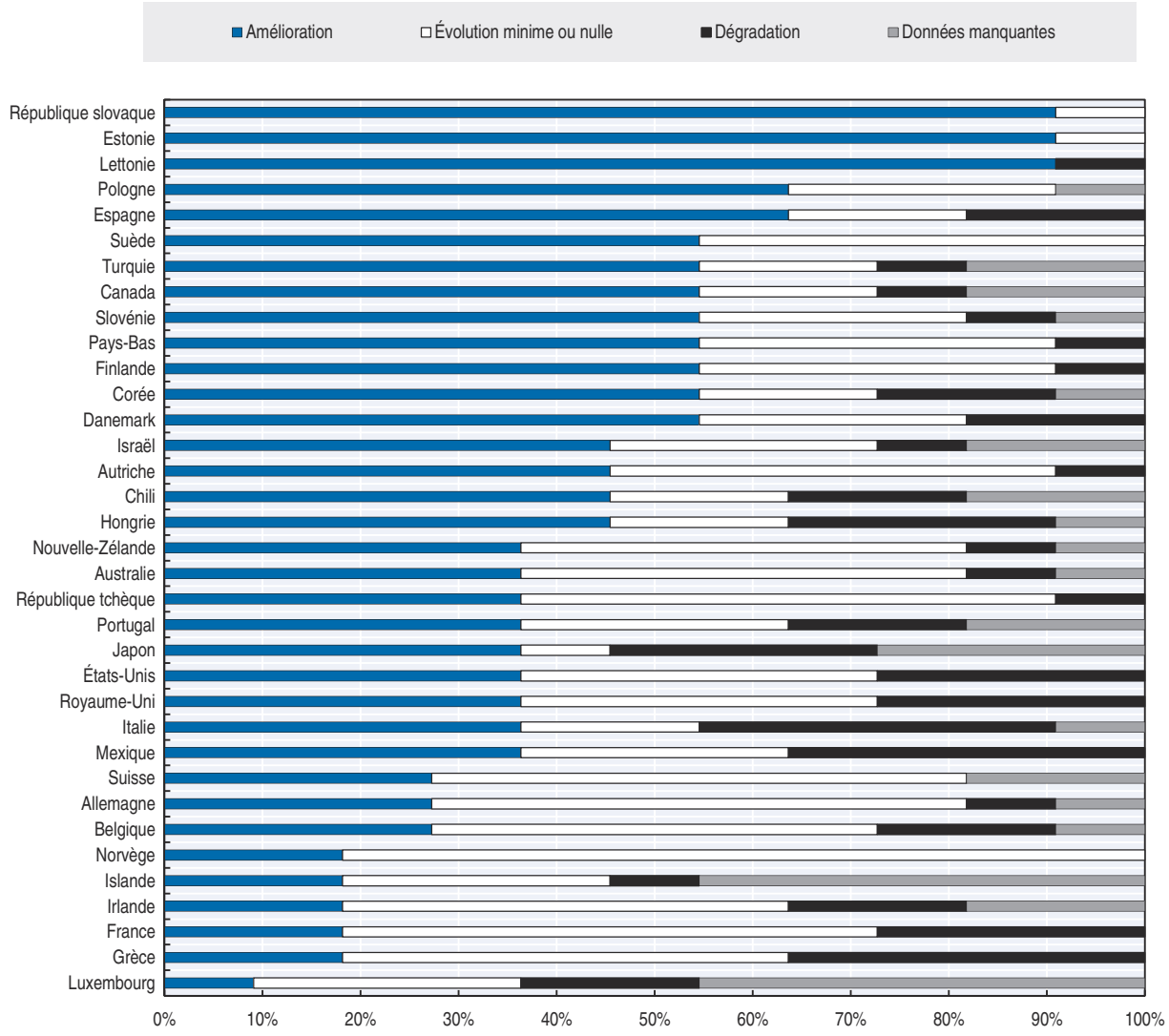
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933674738

est la seule dimension qui obtient un résultat supérieur à celui de 2005 dans tous les pays de l'OCDE dans lesquels des données sont disponibles (en dépit de la récente baisse de 2015). Le niveau d'études a également progressé dans les trois quarts des pays – même si cette analyse ne prend en compte que les trois dernières années, l'évolution à 10 ans ne pouvant être mesurée en raison d'une rupture importante de données. Près de la moitié des pays de l'OCDE ont progressé en matière de sentiment de sécurité et de taux d'homicides, tandis qu'à peine la moitié a enregistré une amélioration de la qualité de l'air et de la durée du travail depuis 2005. En revanche, la participation électorale est actuellement inférieure dans un peu plus de la moitié des pays de l'OCDE et la satisfaction à l'égard de la vie et le soutien social ont tous deux reculé dans environ un quart des pays. Un petit nombre de pays (environ cinq) ont enregistré une dégradation de la qualité de l'air et de l'eau. L'analyse par pays (graphique 1.17) montre que la plupart des indicateurs de qualité de l'existence se sont améliorés en République slovaque, Lettonie, Estonie, Espagne et Pologne.

Il ressort clairement de l'examen des améliorations globales de l'ensemble des indicateurs de bien-être actuels que si certains pays enregistrent des résultats équilibrés en matière de conditions matérielles et de qualité de vie, d'autres ont davantage progressé

Graphique 1.17. **Évolution des pays dans certains indicateurs de qualité de l'existence, relativement à 2005**

Proportion d'indicateurs (sur un total de 11 indicateurs)



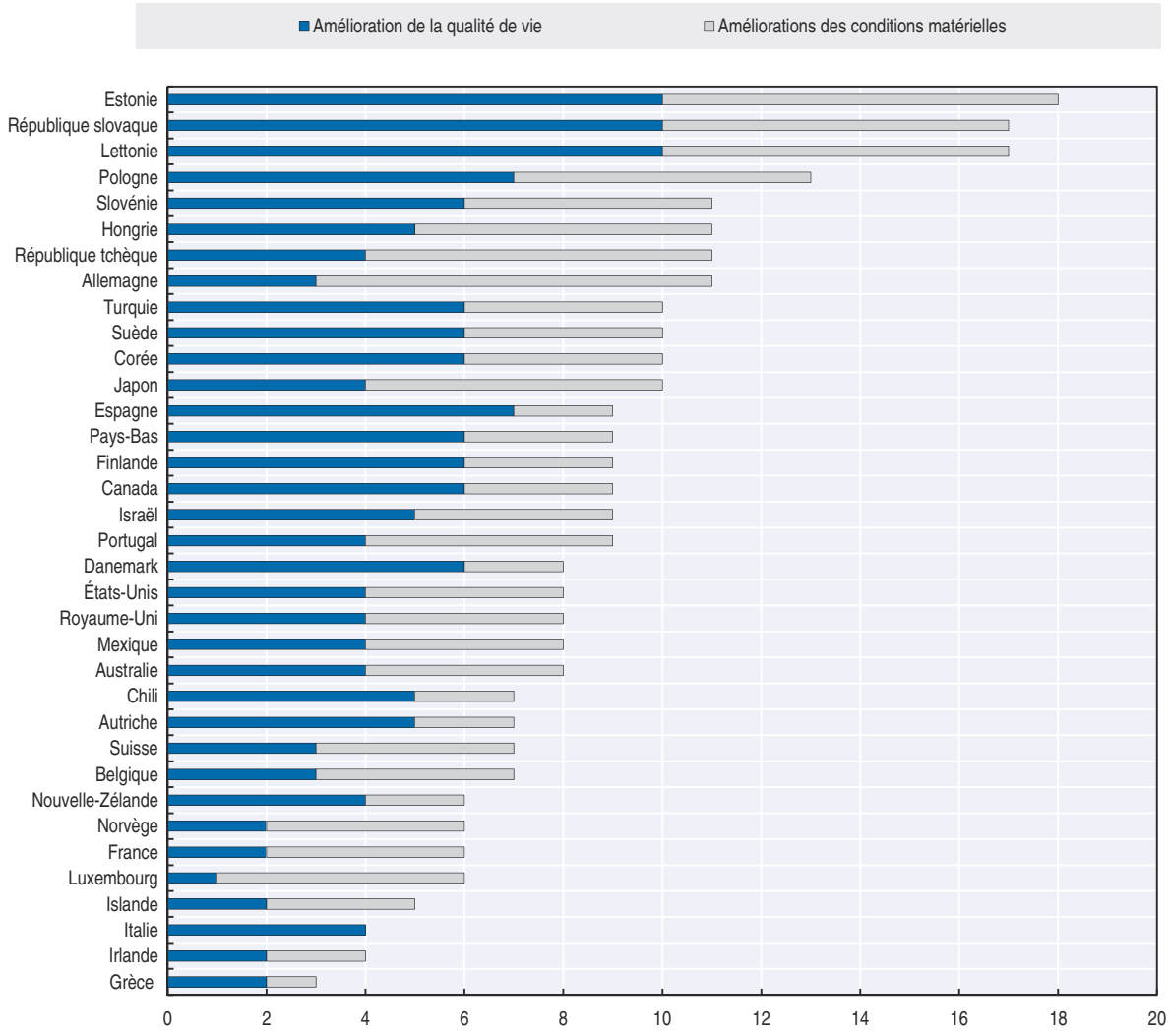
Note : L'évolution indique « données manquantes » pour les pays dont les séries de données chronologiques sont inférieures à neuf ans, à l'exception du niveau d'éducation pour lequel seules les trois dernières années sont prises en compte, en raison d'une rupture dans les séries de données de la plupart des pays. En ce qui concerne un petit nombre d'indicateurs (en particulier, l'incidence de la durée du travail et le taux d'homicides), les pays en tête du classement de l'OCDE disposent d'une marge d'amélioration significative relativement faible. Ce facteur peut donc avoir un impact évident sur le nombre total d'améliorations observées dans ces pays. Des informations complémentaires sont disponibles dans les profils par pays du chapitre 5 et les séries de données complètes sont consultables dans l'annexe en ligne jointe à cette publication (*www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933674757

dans l'une des dimensions (graphique 1.18). L'Estonie, la République slovaque et la Lettonie, par exemple, ont beaucoup progressé tant en matière de conditions matérielles que de qualité de vie. En revanche, les améliorations des conditions matérielles sont au moins deux fois plus élevées que celles de la qualité de vie au Luxembourg, en Allemagne, France, Norvège et République tchèque. L'inverse est également vrai dans certains pays : en Italie, en Espagne, au Danemark et au Chili, au moins deux tiers des améliorations ont concerné les indicateurs de la qualité de vie et non ceux des conditions matérielles. Ces profils d'évolution dans le temps reflètent, en partie, les différents points de départ de ces

Graphique 1.18. **Améliorations des pays en matière de bien-être actuel, relativement à 2005**

Nombre d'indicateurs dans lesquels des améliorations sensibles ont été enregistrées depuis 2005



Note : Ce graphique montre le nombre total d'indicateurs dans lesquels des améliorations ont été enregistrées depuis 2005 Les données manquantes ne sont pas prises en compte. Les pays pour lesquels il manque plus de deux indicateurs de conditions matérielles sont : le Chili (sept indicateurs manquants), Israël et la Corée (cinq), la Turquie (quatre), le Canada, la Nouvelle-Zélande et la Suisse (trois). Les pays pour lesquels il manque plus de deux indicateurs de conditions matérielles sont : le Luxembourg, l'Islande (cinq indicateurs manquants) et le Japon (trois).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933674776

indicateurs. En effet, pour un petit nombre d'indicateurs (par exemple, l'accès aux équipements sanitaires de base), les pays qui obtiennent les meilleurs résultats disposent d'une marge d'amélioration relativement limitée.

Ressources pour le bien-être futur : bilan en 2017

Parallèlement aux indicateurs de bien-être actuel (qui s'intéressent aux résultats affectant l'existence des personnes aujourd'hui), il convient d'examiner ce qu'il adviendra des stocks de ressources qui contribueront au maintien du bien-être des générations futures. L'édition 2015 de *Comment va la vie ?* introduit un nouveau jeu d'indicateurs représentant certains stocks (décrits comme faisant partie du capital naturel, humain, économique et

social), un certain nombre de flux (notamment les investissements dans ces stocks, leur épuisement et leurs émissions) ainsi que les facteurs de risque pouvant influer sur leur évolution dans le temps (tableau 1.5). Cette édition présente ces indicateurs dans un tableau de bord, à la page trois de chaque profil par pays du chapitre 5. Les tableaux de bord contiennent un résumé par pays indiquant si un indicateur donné se situe dans le tiers supérieur, intermédiaire ou inférieur des pays de l'OCDE et (dans la mesure du possible) si le niveau de chaque indicateur s'est amélioré ou dégradé depuis 2005.

Tableau 1.5. **Indicateurs des ressources pour le bien-être futur examinés dans ce chapitre**

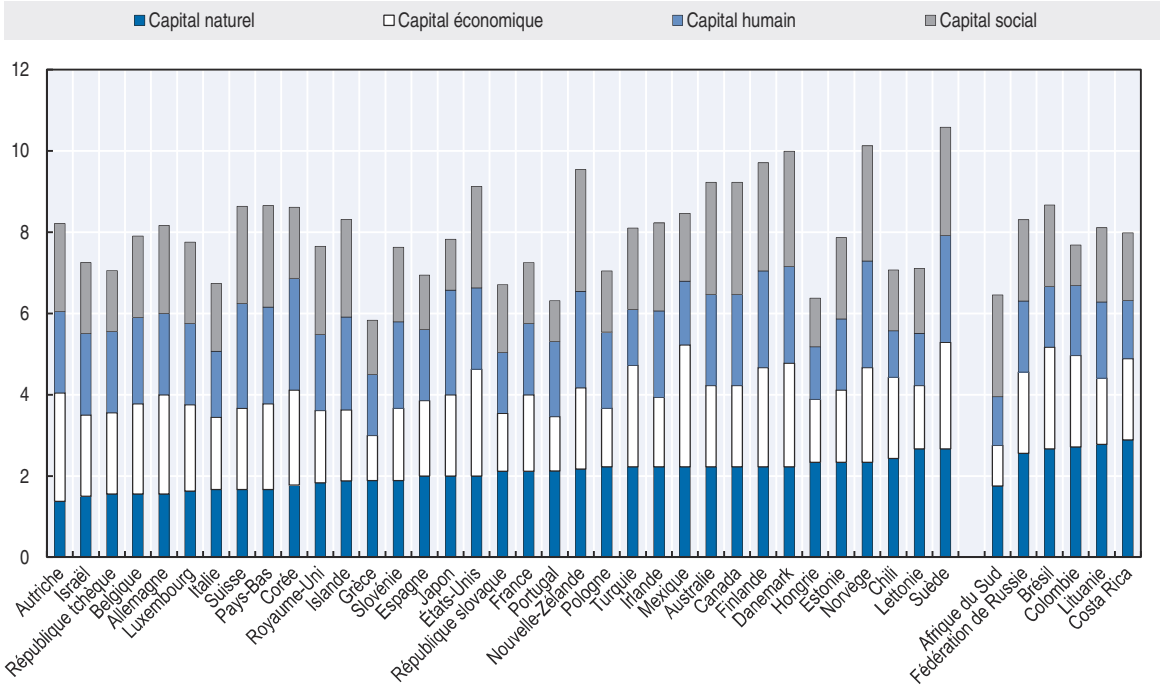
Type de capital	Indicateurs liés au « stock » de capital	Investissements liés aux flux (investissements dans les stocks de capital et épuisement de ces derniers)	Indicateurs liés aux facteurs de risque
Capital naturel	Exposition à la pollution de l'air par les particules fines $PM_{2.5}$*	Émissions de gaz à effet de serre dues à la production intérieure	
	Superficie forestière	Émissions de CO_2 dues à la production intérieure	
	Ressources en eau douce renouvelables	Prélèvements d'eau douce	
	Mammifères menacés		
	Oiseaux menacés		
	Plantes menacées		
Capital humain	Niveau d'études des jeunes adultes (25-34 ans)	Espérance de scolarisation	Chômage de longue durée*
	Compétences cognitives à 15 ans		Prévalence du tabagisme
	Compétences des adultes*		Prévalence de l'obésité
	Espérance de vie à la naissance*		
Capital économique	Actifs fixes nets	Formation brute de capital fixe	Valeur financière nette de l'économie totale
	Droits de propriété intellectuelle	Investissement dans la recherche-développement	Levier du secteur bancaire
	Patrimoine net des ménages*		Dette des ménages
	Valeur financière nette des administrations publiques		
Capital social	Confiance envers autrui	Bénévolat dans des organisations	
	Confiance envers la police	Participation électorale*	
	Confiance envers l'administration nationale	Participation des parties prenantes à la gouvernance	

* Fait référence aux indicateurs qui font également partie des indicateurs de bien-être dans la mesure où ils concernent à la fois le bien-être actuel et les stocks de ressources déterminants pour le bien-être à venir.

Certains de ces indicateurs servent à la fois à mesurer le bien-être actuel et sa durabilité – en effet, dans de nombreux cas, les résultats qui concernent le bien-être « ici et maintenant » peuvent également servir de réserve de valeur (et/ou être un facteur de risque) pour le bien-être futur. Plus précisément, les dimensions communes aux deux jeux d'indicateurs sont les suivantes : exposition à la pollution de l'air par les particules fines $PM_{2.5}$; compétences cognitives à 15 ans ; compétences des adultes ; espérance de vie à la naissance ; chômage de longue durée ; patrimoine net des ménages et participation électorale. En outre, si les indicateurs principaux du bien-être actuel examinent le niveau d'études de la population totale en âge de travailler, les taux d'obtention d'un diplôme du deuxième cycle d'enseignement secondaire des jeunes adultes (âgés de 25 à 24 ans) sont considérés comme particulièrement pertinents pour le stock de capital humain qui sera maintenu à l'avenir.

Le graphique 1.19 compare un certain nombre de forces et faiblesses des différents pays pour chacun des quatre types de capital. De manière générale, la Suède, la Norvège, le Danemark, la Finlande et la Nouvelle-Zélande présentent le nombre le plus élevé de forces dans tous les indicateurs de ressources pour le bien-être à venir, les quatre dimensions étant relativement équilibrées. En revanche, la Grèce, le Portugal, la République slovaque et l'Italie enregistrent, comparativement, le nombre de forces le moins élevé et présentent de fréquents déséquilibres entre les différents types de ressources (par exemple, le Portugal et la Hongrie obtiennent de bons résultats dans les indicateurs de capital naturel mais présentent plus de faiblesses en matière de capital social). La performance relative des différents pays partenaires de l'OCDE est également relativement élevée, en particulier en matière de capital naturel.

Graphique 1.19. **Performance relative des pays en matière de ressources pour le bien-être futur**



Note : Les pays sont classés selon leur performance relative en matière de capital naturel. Pour calculer les niveaux de performance relative, une « note » a été attribuée à la position des pays dans chaque indicateur (1 = tiers inférieur des pays de l'OCDE, 2 = tiers intermédiaire des pays de l'OCDE, 3 = tiers supérieur des pays de l'OCDE) et la moyenne simple a été calculée pour chaque capital (avec des pondérations identiques pour chaque indicateur). Le score minimum s'élève donc à 4 et le score maximum à 12. Les indicateurs de chaque dimension ont des pondérations identiques, les données manquantes étant exclues de l'analyse.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933674795

Néanmoins, les forces et faiblesses relatives ne représentent qu'un aspect de la mesure des ressources pour le bien-être futur : si tous les pays de l'OCDE obtiennent de mauvais résultats, être « le meilleur des plus mauvais » est une maigre consolation. De la même façon, si tous les pays de l'OCDE obtiennent de bons résultats dans un indicateur donné, le fait d'être le moins performant n'est pas nécessairement très préoccupant. Il convient d'adopter une approche plus nuancée des ressources, axée sur les niveaux visés et les seuils critiques, plutôt que d'attacher trop d'importance à la position relative d'un pays par rapport au reste de l'OCDE. Cela souligne également l'importance d'une approche dynamique, s'intéressant à la manière dont les stocks de capital, les flux et les facteurs de risque évoluent dans le temps plutôt qu'à leurs niveaux initiaux.

Évolution des ressources et des risques pour le bien-être futur au cours des dix dernières années

Les données relatives à l'évolution du capital naturel, humain, économique et social sont plus limitées que celles du bien-être actuel mais les méthodes adoptées pour évaluer le changement demeurent identiques à celles utilisées précédemment (encadré 1.4).

Encadré 1.4. **Évaluation de l'évolution des ressources pour le bien-être futur**

En matière de ressources pour le bien-être futur, certaines données relatives à l'évolution sont disponibles dans les neuf indicateurs du capital économique mais seulement dans quatre des neuf indicateurs du capital naturel, cinq des huit indicateurs du capital humain et deux des six indicateurs du capital social. Néanmoins, comme pour le bien-être actuel, en raison de la couverture géographique limitée ou de séries de données chronologiques incomplètes, la moyenne OCDE renvoie à un ensemble restreint de pays – indiqués entre parenthèses dans la légende de chaque graphique (par exemple, OCDE 33). La moyenne OCDE est généralement pondérée par la population, à quelques exceptions près indiquées dans les notes des graphiques, afin de rendre compte de l'expérience du citoyen moyen de l'OCDE (plutôt que du pays moyen de l'OCDE). Compte tenu du grand nombre de données manquantes, les évolutions des ressources pour le bien-être futur des pays partenaires de l'OCDE ne sont pas prises en compte ci-après. Les profils des pays présentés au chapitre 5 procurent cependant des informations détaillées relatives aux 35 pays de l'OCDE et aux six pays partenaires.

Les années prises en compte couvrent généralement, lorsque c'est possible, la période de 2005 à 2015/16. En ce qui concerne les indicateurs, pour lesquelles la collecte de données est peu fréquente (patrimoine net des ménages, prévalence de l'obésité, prévalence du tabagisme) ou qui rendent compte de phénomènes peu fréquents (par exemple, participation électorale), la moyenne OCDE est calculée sur une période pluriannuelle afin d'inclure le plus grand nombre de pays possible dans le calcul. S'agissant des données relatives à la confiance envers l'administration nationale, qui proviennent du sondage *Gallup World Poll*, une moyenne triennale est utilisée pour augmenter la taille de l'échantillon (en principe limité à 1 000 personnes par pays et par an) et pour réduire la volatilité des données à court terme.

S'agissant des indicateurs communs au jeu d'indicateurs principaux du bien-être actuel *et* aux ressources pour le bien-être futur (exposition à la pollution de l'air par les particules fines $PM_{2.5}$; compétences cognitives à 15 ans ; compétences des adultes ; espérance de vie à la naissance ; chômage de longue durée ; patrimoine net des ménages et participation électorale), les informations relatives à l'évolution depuis 2005 ne sont généralement pas reprises dans l'analyse suivante. Ces indicateurs sont néanmoins inclus dans les résumés à la fin de chaque section.

Dans les graphiques récapitulatifs qui décrivent les résultats des pays (graphiques 1.21, 1.23, 1.28, 1.30 et 1.A.1 à 1.A.4), les évolutions sont calculées comme étant l'écart simple entre 2015 et 2005 (ou les dernières années disponibles). Les catégories « amélioration », « évolution minime ou nulle » et « dégradation » sont établies à partir des seuils décrits dans les notes des graphiques et sont examinées à l'annexe 5.A du chapitre 5.

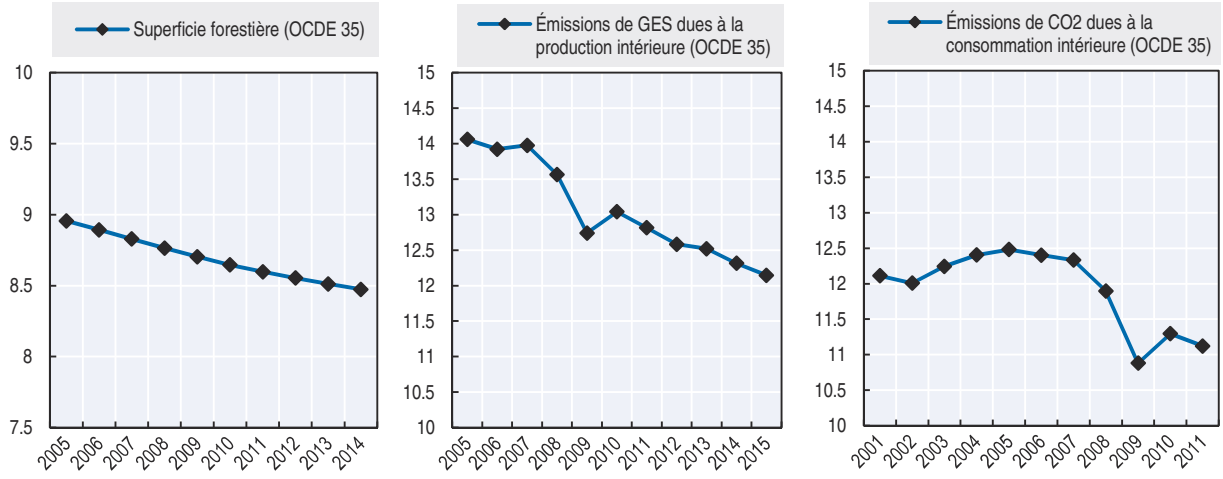
Des informations complètes sur les séries de données chronologiques de la moyenne OCDE et des différents pays sont décrites dans les annexes *Annexe en ligne : Bien-être actuel* et *Annexe en ligne : Ressources nécessaires au bien-être futur*, jointes à cette publication (*www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*).

Capital naturel

Le stock total de superficie forestière dans les pays de l'OCDE, mesuré par millier d'habitants, a diminué d'environ 5 % depuis 2005 (graphique 1.20). Ce chiffre s'explique par des baisses dans environ un pays de l'OCDE sur cinq tandis que la majorité n'enregistrait qu'une évolution minime ou nulle (graphique 1.21). La moyenne OCDE des émissions de gaz à effet de serre dues à la production intérieure a baissé de 14 % entre 2005 et 2015 mais elle a augmenté dans cinq pays de l'OCDE. Des indicateurs plus expérimentaux sur les émissions de dioxyde de carbone dues à la *consommation* intérieure (qui tiennent compte des conséquences des échanges internationaux) ont enregistré une moindre baisse, située autour de 8 % entre 2001 et 2011 (dernières années disponibles) – et une hausse dans huit pays au total. Enfin, la moyenne OCDE de l'exposition à la pollution de l'air extérieur par les particules fines ($PM_{2.5}$) – qui influe sur le bien-être actuel par la qualité de l'air respiré aujourd'hui ainsi que sur le bien-être futur en raison des risques liés à une exposition durable – a connu une amélioration jusqu'en 2011 mais elle a retrouvé depuis ses niveaux de 2005 (graphique 1.14 ci-dessus). Sur une base pays par pays (graphique 1.21 et graphique 1.A.1 à l'annexe 1.A), la pollution de l'air est en hausse dans environ la moitié des pays de l'OCDE et elle est restée stable ou s'est détériorée dans l'autre moitié.

Graphique 1.20. **Moyenne OCDE dans certains indicateurs du capital naturel, depuis 2005**

Superficie forestière en kilomètres carrés par millier d'habitants (gauche), émissions de gaz à effet de serre en tonnes équivalent CO_2 par habitant (milieu) et émissions de CO_2 en tonnes par habitant (droite)



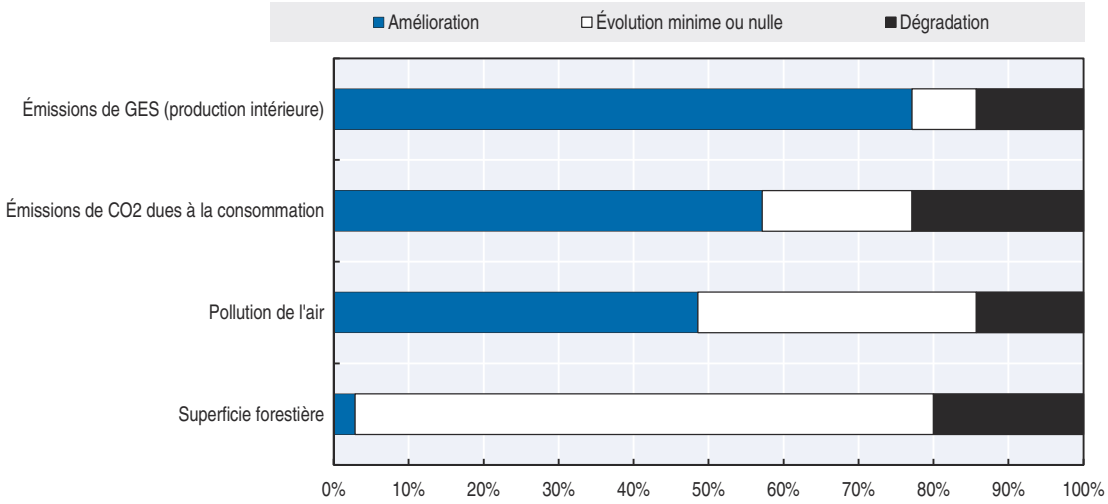
Note : Pour des notes détaillées sur les graphiques, voir l'annexe en ligne, *www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*.

Sources : Pour la superficie forestière : calculs réalisés par l'OCDE à partir de « Ressources en sols », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=LAND_USE*. Pour les émissions de gaz à effet de serre dues à la production intérieure : « Émissions de gaz à effet de serre par source », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/data-00594-en*. Pour les émissions de CO_2 dues à la consommation intérieure : « Contenu en émissions de dioxyde de carbone dans les échanges internationaux », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), Base de données pour l'analyse structurelle (STAN).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933674814

Graphique 1.21. **Évolution de certains indicateurs du capital naturel, relativement à 2005 (ou année la plus proche disponible)**

Proportion de pays de l'OCDE



Note : Les évolutions sont calculées comme étant l'écart simple entre 2015 et 2005 (ou les dernières années disponibles) et sont définies comme des valeurs supérieures ou égales aux seuils suivants : émissions de gaz à effet de serre dues à la production intérieure +/- 0.5 tonne par habitant ; émissions de CO_2 dues à la consommation +/- 0.5 tonne par habitant ; exposition à la pollution de l'air par les particules fines $PM_{2.5}$ +/- 1.0 microgramme par mètre cube ; et superficie forestière +/- 0.5 kilomètre carré par millier d'habitants. Pour toute information complémentaire, voir l'annexe 5.A du chapitre 5 et pour consulter les séries chronologiques complètes, voir l'annexe en ligne, jointe à cette publication (*www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*).

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933674833*

Capital humain

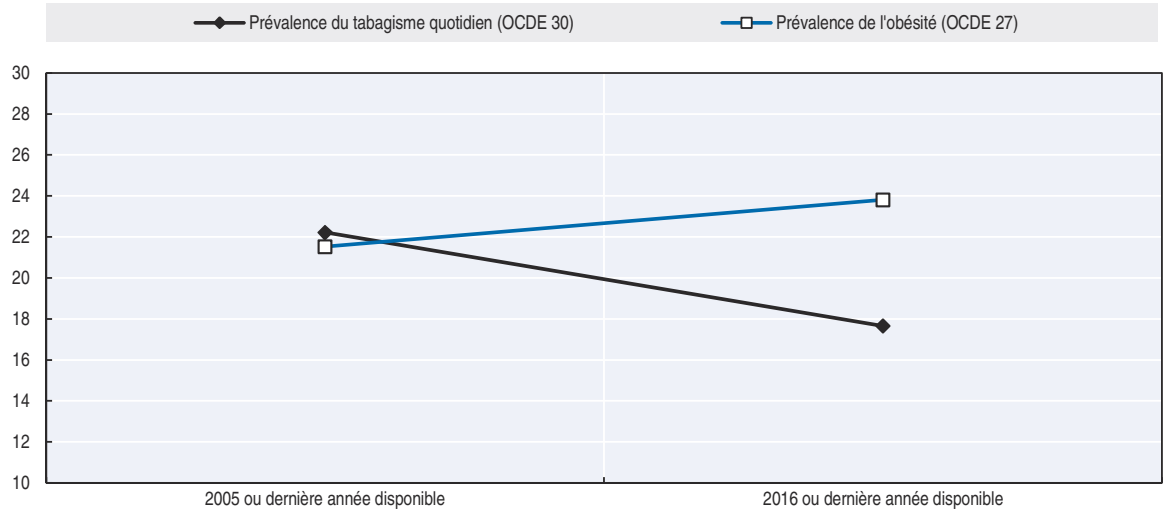
Plusieurs indicateurs utilisés pour évaluer le bien-être actuel font également partie intégrante du jeu d'indicateurs de capital humain : compétences des adultes, compétences cognitives à l'âge de 15 ans, espérance de vie à la naissance et chômage de longue durée. Parmi les indicateurs spécifiques aux ressources pour le bien-être futur, l'évolution à 10 ans du niveau d'études des adultes âgés de 25 à 34 ans ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture importante des données dans la plupart des pays de l'OCDE en 2013. Néanmoins, entre 2013 et 2016, le pourcentage de jeunes adultes ayant suivi au moins le deuxième cycle du secondaire a augmenté, passant de 79.4 à 80.7 %. Les informations sur l'espérance de scolarisation ne sont disponibles que pour 2015.

Le tabagisme et l'obésité sont des facteurs de risque du capital humain puisqu'ils peuvent influer sur l'état de santé à venir des individus. Le pourcentage d'habitants de l'OCDE qui déclarent fumer quotidiennement a reculé, passant de 22.2 % en 2005 à un peu moins de 17.7 % en 2016 (graphique 1.22). Par ailleurs, l'obésité a augmenté, la proportion d'habitants de l'OCDE obèses étant passée de 21.5 % à 23.8 %.

Si l'on considère l'ensemble des indicateurs du capital humain, c'est en matière de prévalence du tabagisme et d'espérance de vie à la naissance que le plus grand nombre de pays progressent, quatre pays de l'OCDE sur cinq ayant enregistré une amélioration depuis 2005. En revanche, le chômage de longue durée s'est aggravé dans près de la moitié des pays de l'OCDE et l'obésité a augmenté dans 60 % d'entre eux (graphiques 1.23 et 1.A.2 de l'annexe 1.A).

Graphique 1.22. **Moyenne OCDE de la prévalence du tabagisme et de l'obésité, depuis 2005**

Proportion de la population de 15 ans et plus



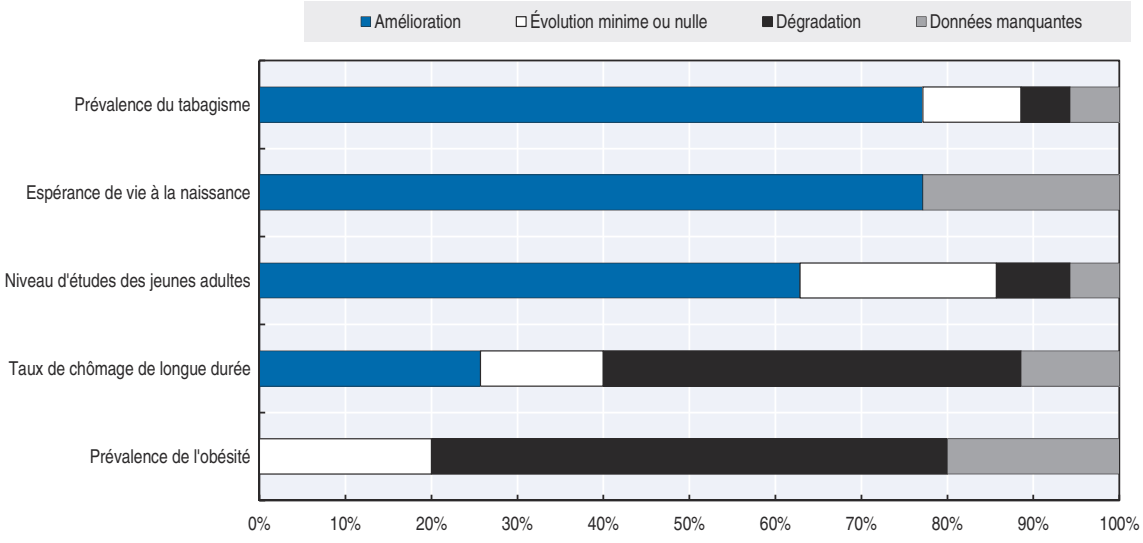
Note : En ce qui concerne la prévalence du tabagisme, la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, la Finlande, l'Irlande, le Mexique et les Pays-Bas, en raison de séries de données chronologiques incomplètes. En ce qui concerne la prévalence de l'obésité, la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, la Finlande, l'Allemagne, l'Islande, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la République slovaque et la Turquie.

Source : « Déterminants non médicaux de la santé », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_LVNG*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933674852*

Graphique 1.23. **Évolution de certains indicateurs du capital humain relativement à 2005 (ou année la plus proche disponible)**

Proportion de pays de l'OCDE



Note : Les pays dont les séries de données chronologiques sont inférieures à neuf ans sont exclus de cette analyse, à l'exception du niveau d'éducation pour lequel seules les trois dernières années sont prises en compte, en raison d'une rupture dans les séries de données de la plupart des pays. Les évolutions sont calculées comme étant l'écart simple entre 2015 et 2005 (ou les dernières années disponibles) et sont définies comme des valeurs supérieures ou égales aux seuils suivants : espérance de vie à la naissance +/- 0.5 an ; niveau d'études des jeunes adultes +/- 0.5 point de pourcentage ; chômage de longue durée +/- 0.2 point de pourcentage ; obésité +/- 1.0 point de pourcentage ; tabagisme +/- 1.0 point de pourcentage. Pour toute information complémentaire, voir l'annexe 5.A du chapitre 5 et pour consulter des séries chronologiques complètes, voir l'annexe en ligne, jointe à cette publication (*www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*).

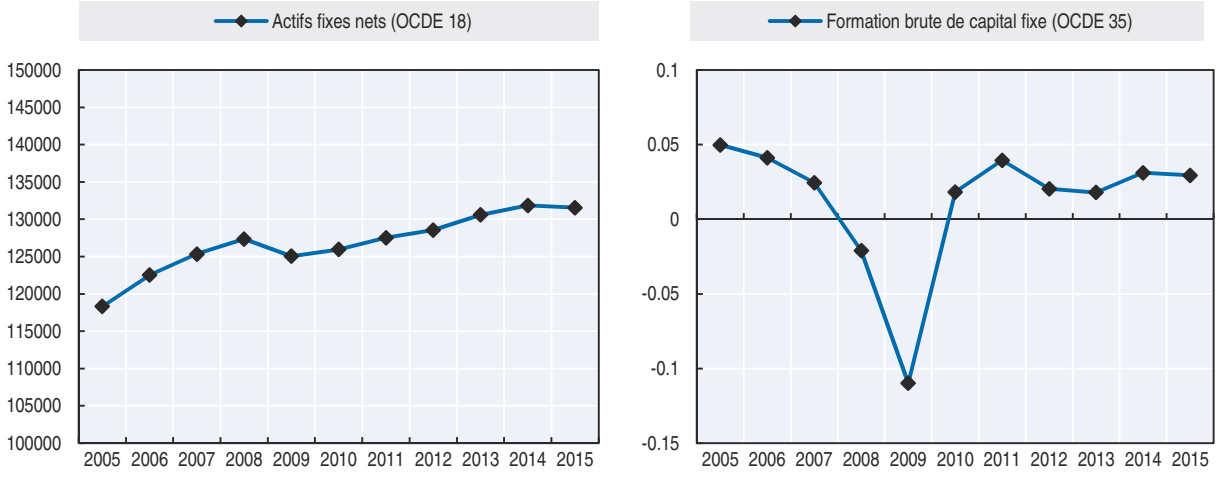
StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933674871*

Capital économique

Des informations relatives à l'évolution du capital économique depuis 2005 ne sont disponibles, pour l'ensemble des indicateurs examinés dans le présent rapport, que pour une petite majorité de pays de l'OCDE (principalement européens). En moyenne, le volume d'actifs fixes nets, la valeur des droits de propriété intellectuelle et la part du PIB investie dans la recherche-développement ont augmenté dans ces pays entre 2005 et 2015 (graphiques 1.24 et 1.25). Les actifs fixes nets ont cependant diminué en 2008-09, leur croissance ayant été relativement faible depuis cette date – comme le montre la forte diminution de la formation brute de capital fixe (seul indicateur de cette catégorie pour lequel des informations sont disponibles dans tous les pays de l'OCDE), particulièrement marquée entre 2007 et 2009 et dont le niveau de 2015 demeurait inférieur de deux points de pourcentage à celui de 2005.

Graphique 1.24. **Moyenne OCDE des actifs fixes nets et de la formation brute de capital fixe, depuis 2005**

USD aux PPA de 2010 par habitant (gauche) et taux de croissance en glissement annuel (droite)



Note : Pour les actifs fixes nets, les parités de pouvoir d'achat (PPP) sont celles du PIB. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut la Belgique, le Chili, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, la Lettonie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, l'Espagne, la Suisse et la Turquie, en raison de séries de données chronologiques incomplètes.
Source : Pour les actifs fixes nets : calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques des comptes nationaux (base de données), « 9B. Comptes de patrimoine des actifs non financiers » *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE9B*. Pour la formation brute de capital fixe : calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques des comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-en*.

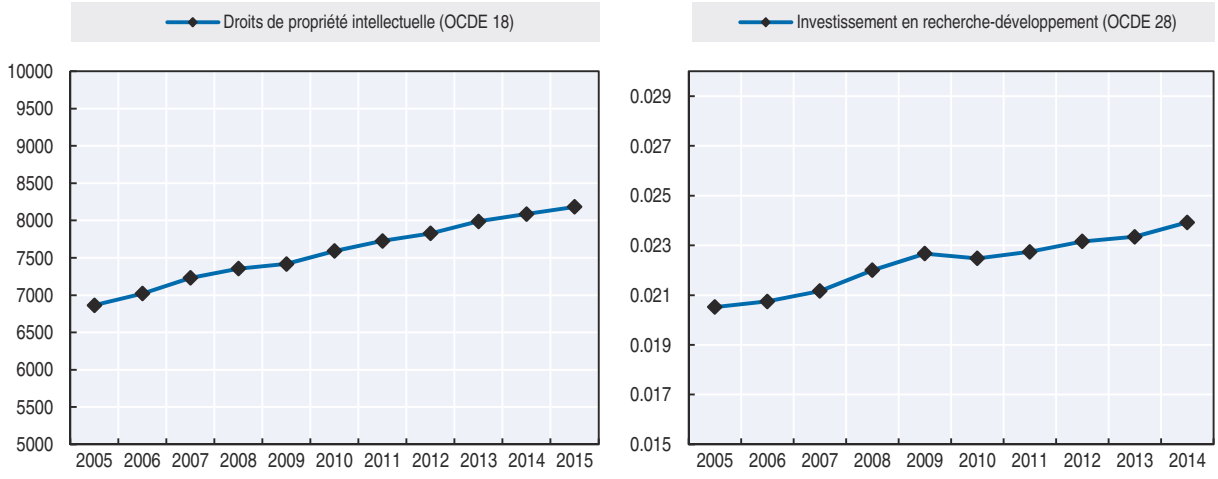
StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933674890*

La position extérieure nette d'un pays par rapport au reste du monde est également pertinente pour la stabilité du système économique. La valeur financière nette de l'économie totale, exprimée par habitant, est passée de valeurs négatives à des valeurs positives à partir de 2013 (graphique 1.26), les États-Unis étant principalement responsables de cette embellie. En revanche, entre 2005 et 2015, la valeur financière nette des administrations publiques a diminué en moyenne dans l'OCDE, passant d'environ -42 % du PIB en 2005 à -72 % en 2015. Ce recul s'explique principalement par l'impact de la récession sur les recettes fiscales et les déficits budgétaires, et par l'aide publique au secteur bancaire en difficulté.

Des niveaux de dette élevés sur de longues périodes compromettent également la viabilité économique. La moyenne OCDE de la dette des ménages, en pourcentage du revenu

Graphique 1.25. **Moyenne OCDE des droits de propriété intellectuelle et de l'investissement dans la recherche-développement, depuis 2005**

USD aux PPA de 2010 par habitant (gauche) et en pourcentage du PIB (droite)



Note : S'agissant des droits de propriété intellectuelle, les parités de pouvoir d'achat (PPP) sont celles du PIB ; la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut la Belgique, le Chili, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, la Lettonie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, l'Espagne, la Suisse et la Turquie, en raison de séries de données chronologiques incomplètes. En ce qui concerne l'investissement en recherche-développement, la moyenne OCDE est pondérée par les parts du PIB ; elle exclut le Chili, l'Islande, l'Italie, le Mexique, la Suisse, la Turquie et les États-Unis en raison de séries de données chronologiques incomplètes.

Sources : Pour les droits de propriété intellectuelle : calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques des comptes nationaux, *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-en*. Investissement dans la recherche-développement : calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques des comptes nationaux (base de données), « 8A. Formation de capital par activité ISIC », *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE8A* et Service fédéral de la statistique de la Fédération de Russie.

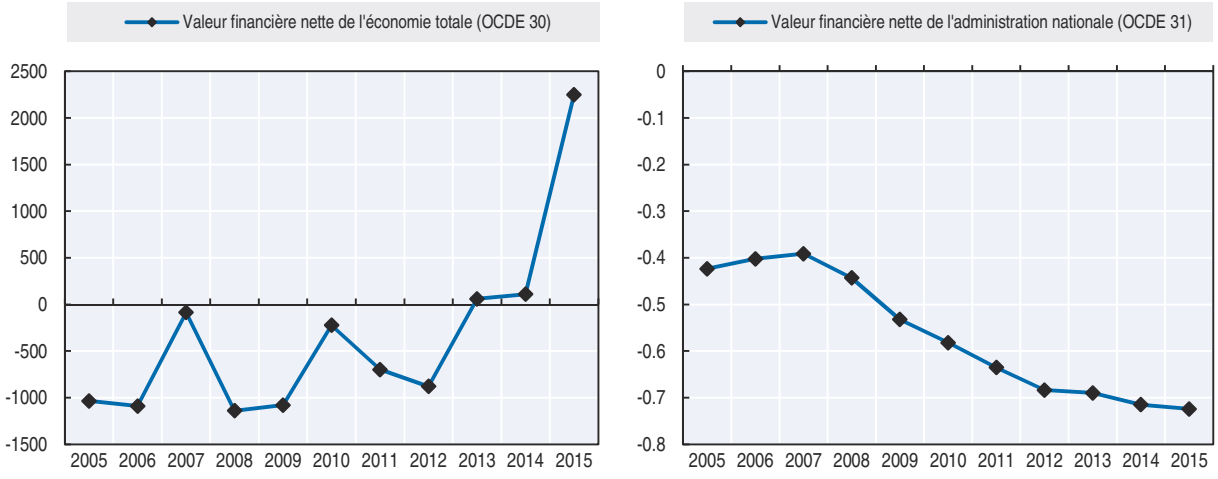
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933674909

disponible net, a enregistré une hausse en 2005-07, suivie d'une baisse jusqu'en 2012 avant de se stabiliser par la suite (graphique 1.27). Atteignant un pic en 2008 puis en 2011, le levier du secteur bancaire a été plus instable sur la période, et il est actuellement estimé supérieur de 17 % à son niveau de 2005.

Le graphique 1.28 indique dans quelle mesure les expériences des pays de l'OCDE diffèrent dans les divers indicateurs du capital économique. Tous les pays pour lesquels les données étaient disponibles ont enregistré une hausse des actifs fixes nets entre 2005 et 2015, bien que le taux de croissance annuel de la formation brute de capital fixe ait reculé dans 60 % des pays. Dans plus de la moitié des pays de l'OCDE, le stock de droits de propriété intellectuelle est en hausse, un nombre identique de pays consacrant une part accrue du PIB aux dépenses de recherche-développement. La valeur financière nette des administrations publiques a diminué dans près des deux tiers des pays de l'OCDE et la dette des ménages s'est accrue dans les deux tiers (malgré l'amélioration de la situation globale de l'OCDE qui résulte principalement de la diminution de la dette des ménages aux États-Unis et en Allemagne). Le graphique 1.A.3 à l'annexe 1.A présente une analyse par pays.

Graphique 1.26. **Moyenne OCDE de la valeur financière nette de l'économie totale et de la valeur financière nette des administrations publiques, depuis 2005**

USD aux PPA courants par habitant (gauche) et en pourcentage du PIB (droite)



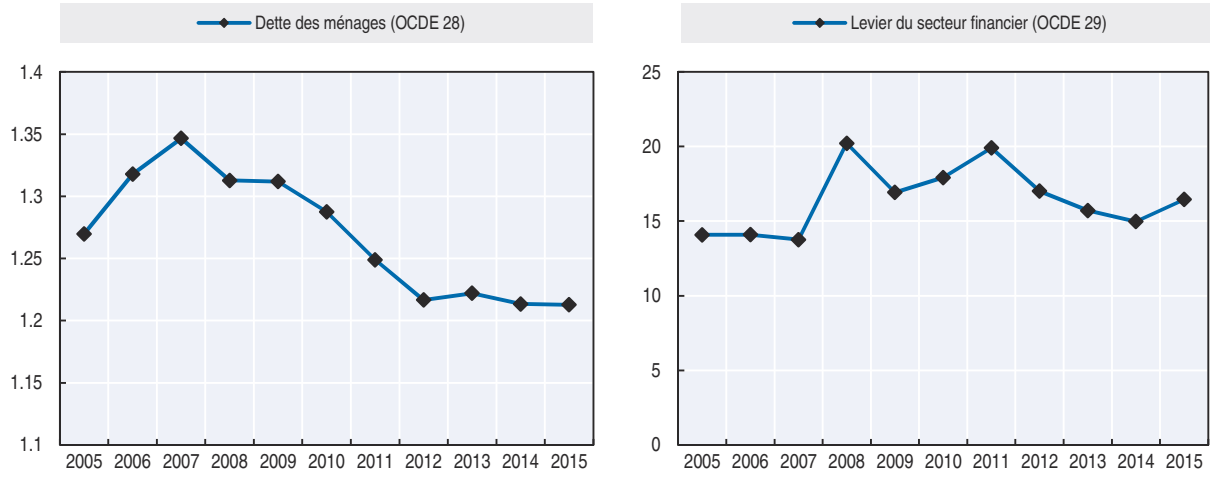
Note : S'agissant de la valeur financière nette de l'économie totale, les parités de pouvoir d'achat (PPP) sont celles du PIB ; la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Japon, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Turquie, en raison de séries de données chronologiques incomplètes. En ce qui concerne la valeur financière nette des administrations publiques, la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Turquie, en raison de séries de données chronologiques incomplètes.

Source : Pour la valeur financière nette de l'économie totale : calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques des comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-en*. Pour la valeur financière nette des administrations publiques : tableau de bord financier de l'OCDE (base de données), *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933674928*

Graphique 1.27. **Moyenne OCDE de la dette des ménages et du levier du secteur bancaire, depuis 2005**

En pourcentage du revenu disponible net (gauche), rapport entre certains actifs et les fonds propres (droite)



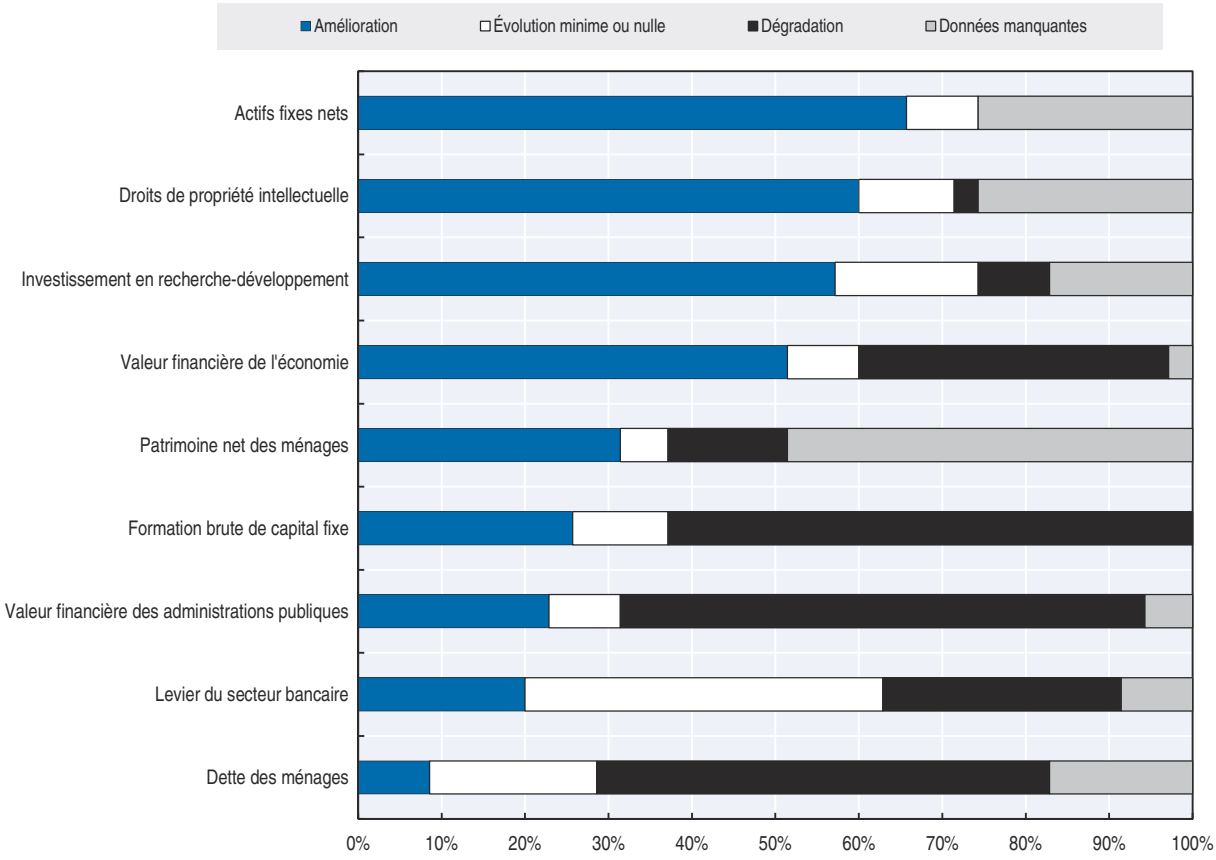
Note : En ce qui concerne la dette des ménages, la moyenne de l'OCDE est pondérée par le revenu disponible net et exclut l'Islande, Israël, le Luxembourg, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Turquie, en raison de séries de données chronologiques incomplètes. S'agissant du levier du secteur bancaire, la moyenne de l'OCDE est pondérée par la population et exclut la République tchèque, l'Islande, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et la Turquie, en raison de séries de données chronologiques incomplètes.

Source : Tableau de bord financier de l'OCDE (base de données), *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933674947*

Graphique 1.28. **Évolution des indicateurs du capital économique relativement à 2005 (ou année la plus proche disponible)**

Proportion de pays de l'OCDE



Note : Les évolutions sont calculées comme étant l'écart simple entre 2015 et 2005 (ou les dernières années disponibles) et sont définies comme des valeurs supérieures ou égales aux seuils suivants : actifs fixes nets +/- 4 500 USD par habitant ; droits de propriété intellectuelle +/- 200 USD par habitant ; investissement en recherche-développement +/- 0.2 point de pourcentage du PIB; Valeur financière nette de l'économie totale +/- 1 000 USD par habitant ; patrimoine net des ménages +/- 9 000 USD ; formation brute de capital fixe +/- 1.0 point de pourcentage ; valeur financière nette des administrations publiques +/- 3.0 points de pourcentage du PIB ; levier du secteur bancaire +/- 3.0 points de variation du rapport entre les actifs et les fonds propres de la banque +/- 10 points de pourcentage du revenu disponible net des ménages. Pour toute information complémentaire, voir l'annexe 5.A du chapitre 5 et pour consulter des séries chronologiques complètes, voir l'annexe en ligne, jointe à cette publication (*www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*).

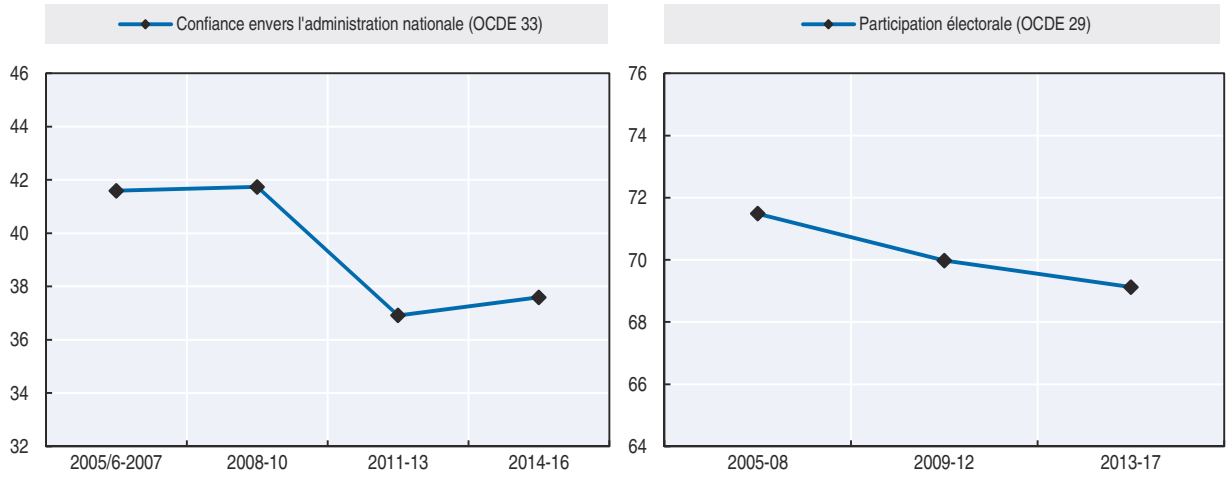
StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933674966*

Capital social

L'évolution dans le temps du capital social ne peut être évaluée que pour deux des six indicateurs de capital social examinés dans ce rapport : la confiance envers l'administration nationale et la participation électorale. Dans ces deux indicateurs, la moyenne de l'OCDE a baissé depuis 2005 (graphique 1.29). Néanmoins, tous les pays n'observent pas cette tendance – la participation électorale augmentant dans près d'un tiers des pays de l'OCDE et la confiance envers l'administration nationale dans près d'un quart des pays de l'OCDE (graphique 1.30). L'évolution de la confiance envers d'autres indicateurs – qui sont probablement les meilleurs indicateurs du capital social – ne peut pas être évaluée à partir des indicateurs utilisés pour ce rapport. Les données des enquêtes World Values Survey dressent cependant un tableau mitigé, caractérisé par une baisse dans environ la moitié des pays de l'OCDE sélectionnés sur la période 2005-14, par rapport aux niveaux relevés pour la période 1981-94 (Halpern, 2015).

Graphique 1.29. **Moyenne OCDE de la participation électorale et de la confiance envers l'administration nationale, depuis 2005**

Pourcentage de la population répondant par l'affirmative à la question sur la confiance envers l'administration nationale (gauche) ; et participation électorale en pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales (droite)



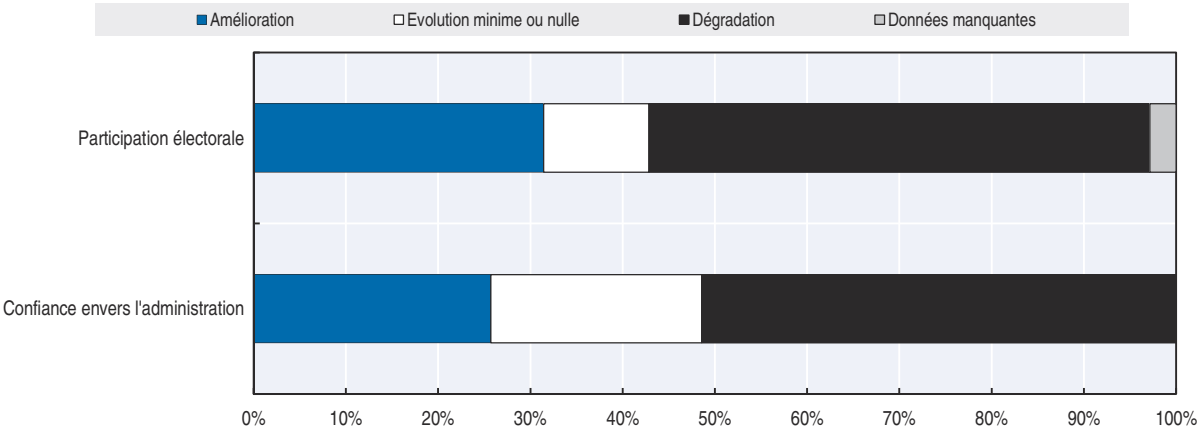
Note : S'agissant de la confiance envers l'administration nationale, la moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Islande et le Luxembourg, en raison de séries de données chronologiques incomplètes. En ce qui concerne la participation électorale, la moyenne OCDE a été calculée sur des périodes quadriennales. Cela a impliqué l'exclusion de l'Autriche, la Finlande, l'Italie, le Luxembourg et le Mexique. Le Chili est également exclu depuis la suppression du vote obligatoire en 2012, ce qui a introduit une rupture dans la série de données.

Sources : Pour la confiance envers l'administration nationale : calculs réalisés par l'OCDE à partir du sondage Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*. Pour la participation électorale : Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) (2017), *www.idea.int*, registre du Tribunal électoral suprême du Costa Rica et Office fédéral de la statistique (OSF) de la Suisse.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933674985

Graphique 1.30. **Évolution de certains indicateurs du capital social relativement à 2005, (ou année la plus proche disponible)**

Proportion de pays de l'OCDE



Note : Les évolutions sont calculées comme étant l'écart simple entre 2015 et 2005 (ou les dernières années disponibles) et sont définies comme des valeurs supérieures ou égales aux seuils suivants : participation électorale +/- 1.0 point de pourcentage ; confiance envers l'administration nationale +/- 3.0 points de pourcentage. Pour toute information complémentaire, voir l'annexe 5.A du chapitre 5 et pour consulter des séries chronologiques complètes, voir l'annexe en ligne, jointe à cette publication (*www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675004

Programme statistique à venir

Ce chapitre montre la richesse des statistiques sur le bien-être qui sont désormais disponibles dans les pays de l'OCDE, notamment les nouvelles données concernant le patrimoine des ménages, le stress au travail, le sentiment d'avoir son mot à dire quant à l'action publique, l'exposition à la pollution de l'air et le bien-être subjectif. Les travaux de l'OCDE ont continué à soutenir le programme statistique de mesure du bien-être (encadré 1.5) et plusieurs offices nationaux de statistiques prennent de sérieuses mesures pour améliorer la disponibilité des données (pour des exemples, voir OCDE, 2015a). Il subsiste néanmoins un certain nombre de lacunes significatives en matière de mesure de données en termes de mesure précise du bien-être et de sa durabilité dans les pays de l'OCDE et les pays partenaires :

- Premièrement, la couverture géographique de l'OCDE est incomplète en ce qui concerne plusieurs indicateurs principaux. Les lacunes majeures relatives au bien-être actuel comprennent le temps consacré aux loisirs et aux activités personnelles (données manquantes pour 14 pays de l'OCDE pour la dernière année disponible), le patrimoine net des ménages (données manquantes pour 8 pays), les compétences des adultes et avoir son mot à dire quant à l'action publique (données manquantes dans 7 pays pour les deux dimensions), et la satisfaction à l'égard de la vie (données manquantes pour 5 pays). En ce qui concerne les ressources pour le bien-être futur, des lacunes importantes subsistent en matière d'actifs fixes nets et de droits de propriété intellectuelle (données manquantes pour 9 pays de l'OCDE), de confiance envers autrui et de confiance envers la police (données manquantes pour 8 pays), de dette des ménages (données manquantes pour 5 pays) et d'espèces menacées (données manquantes dans 3-5 pays).
- Deuxièmement, plusieurs indicateurs ne sont pas collectés sur une base régulière (par exemple, la confiance envers autrui ; la confiance envers la police ; les espèces menacées) ou sont rarement collectés (par exemple, le temps consacré aux loisirs et aux activités personnelles ; les compétences des adultes ; avoir son mot à dire quant à l'action publique ; le bénévolat). Par ailleurs, dans un nombre non négligeable de pays, les ruptures méthodologiques interrompent parfois les séries de données chronologiques (par exemple, niveau d'études ; espérance de scolarisation ; chômage de longue durée ; espérance de vie). Compte tenu de ces facteurs, il est difficile de dresser un bilan complet permettant de dire si la vie est meilleure. Si l'évolution depuis 2005 peut être évaluée dans 21 des 25 indicateurs principaux du bien-être actuel présentés dans cette édition et dans 20 des 32 indicateurs des ressources pour le bien-être futur, la couverture géographique de ces analyses est souvent réduite. Cela limite, par conséquent, la portée des conclusions que l'on peut tirer à propos des tendances dans l'OCDE et de la performance relative.
- Troisièmement, depuis la première édition de *Comment va la vie ?* (OCDE, 2011), plusieurs indicateurs tirés de sources non officielles ont été utilisés comme « solutions de substitution » en attendant que d'autres données harmonisées au niveau international soient disponibles. Ils comprennent notamment le soutien social, la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau, le sentiment de sécurité et la satisfaction à l'égard de la vie. Les nouvelles données provenant des offices statistiques nationaux ont permis de remplacer l'indicateur de substitution concernant la satisfaction à l'égard de la vie (pour une vue d'ensemble, voir Exton, Siegerink et Smith, à paraître). Les sources de données non officielles continuent à procurer un grand nombre d'informations relatives à plusieurs dimensions du bien-être.

- Quatrièmement, plusieurs dimensions ne comprennent pas suffisamment d'éléments d'appréciation comparables au niveau international. Les différents capitaux (naturel, humain, économique et surtout social) présentent d'importantes lacunes en matière de concepts pris en compte – et les questions concernant les biens publics mondiaux et les impacts transfrontaliers (voir encadré 1.2) nécessitent des travaux conceptuels et statistiques complémentaires. Le chapitre 4 de cette publication examine de plus près certains progrès nécessaires dans la mesure du capital social (notamment en matière de confiance et de gouvernance), qui sont également abordés dans de récents travaux de l'OCDE (encadré 1.5). Dans le domaine du bien-être actuel, la mesure des *liens sociaux* laisse toujours à désirer : il n'existe qu'un indicateur principal, reposant sur la simple réponse affirmative ou négative à la question de savoir si on a des proches sur qui compter, qui est soumis à un effet de plafonnement dans certains pays de l'OCDE. En ce qui concerne la *sécurité des personnes*, une mesure de substitution relative aux agressions déclarées a été supprimée de l'indicateur principal car les données n'étaient plus collectées régulièrement. Il devrait être prioritaire, à l'avenir, de collecter des données comparables au niveau international, relatives à l'incidence des crimes autres que les homicides. Il existe des lacunes importantes à combler en matière de *qualité de l'environnement,* notamment en ce qui concerne l'accès aux espaces verts et les indicateurs objectifs de la qualité de l'eau. Il n'a pas encore été possible de définir un indicateur approprié de santé mentale pour la dimension relative à l'*état de santé*, ce qui représente également une lacune majeure.
- Cinquièmement, les inégalités en matière de bien-être sont souvent difficiles à mesurer. La distribution des résultats relatifs au bien-être est au cœur de l'approche d'évaluation de Comment va la vie ? (voir encadré 1.1) et du Programme des Nations Unies à l'horizon 2030 « Ne laisser personne de côté ». Le chapitre 2 de ce rapport rend compte, de manière détaillée, des inégalités qu'il est *possible* de mesurer à l'aide des indicateurs principaux du bien-être actuel. Il s'intéresse notamment à l'importance de l'écart entre les extrémités supérieure et inférieure de l'échelle de distribution et aux différences de résultats entre les groupes (par sexe, âge, niveau d'études). Le chapitre 3 (consacré au bien-être des immigrés) porte sur les expériences d'une minorité relativement importante dans de nombreux pays de l'OCDE. Ces deux chapitres examinent en détail le programme statistique à venir, pour dresser un tableau plus complet.

Encadré 1.5. **Contributions de l'OCDE au programme statistique et stratégique relatif au bien-être**

Cela fait maintenant six ans que l'OCDE a lancé son « Initiative du vivre mieux ». Des statistiques et analyses sur le bien-être sont désormais publiées régulièrement, aussi bien dans le cadre des publications *Comment va la vie ?* que dans plusieurs formats web différents comme l'*Indicateur du vivre mieux* (*www.oecdbetterlifeindex.org*) ; un site interactif sur le bien-être régional (*www.oecdregionalwellbeing.org*) ; le portail sur le bien-être des enfants (*www.oecd.org/social/child-well-being*) ; et le portail de données OCDE sur l'égalité femmes-hommes (*www.oecd.org/statistics/datalab/gender-data-portal.htm*). Diverses études ont été consacrées à une analyse plus approfondie du bien-être dans certains pays, notamment en Israël (OCDE, 2016a), au Mexique (OCDE, 2015b), au Danemark (OCDE, 2016b) et en Slovénie (dans le cadre de travaux soutenant la stratégie de développement du pays). Les Études économiques de l'OCDE (*www.oecd.org/economy/surveys*), la Série Politiques meilleures (*www.oecd.org/about/publishing/betterpoliciesseries.htm*) et les Examens multidimensionnels par pays (*www.oecd.org/development/mdcr/*) utilisent désormais régulièrement des données sur le bien-être dans les analyses présentées. Deux des principaux programmes de collecte de données de l'OCDE, le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA, *www.oecd.org/pisa*)

Encadré 1.5. **Contributions de l'OCDE au programme statistique et stratégique relatif au bien-être** *(suite)*

et l'enquête sur les compétences des adultes (ou Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes, PIAAC, *www.oecd.org/skills/piaac*) comprennent une série d'indicateurs utiles à l'évaluation des différentes dimensions du bien-être, au-delà de l'éducation et des compétences. L'enquête PISA 2015 comprenait également un volet spécial consacré au bien-être des élèves, sous l'angle psychologique, physique, cognitif et social (OCDE, 2017c).

Plusieurs projets méthodologiques de l'OCDE ont contribué au programme statistique de mesure du bien-être. Ils comprennent des lignes directrices internationales, notamment les suivantes: *Lignes directrices sur la mesure du bien-être subjectif* (OCDE, 2013b) ; *Guidelines for Micro Statistics on Household Wealth* (OCDE, 2013c) ; *OECD Framework for Statistics on the Distribution of Household Income, Consumption and Wealth* (OCDE, 2013d), *Guidelines on measuring trust* (OCDE, 2017d) ; et *Guidelines on Measuring the Quality of the Working Environment* (OCDE, 2017e). Plusieurs bases de données ont été également créées ou complétées au cours des dernières années, notamment les bases de données sur la distribution des revenus, la distribution du patrimoine et sur la qualité de l'emploi (voir les références des bases de données ci-après). Les projets à venir comprennent des travaux conceptuels sur la mesure de l'impact des entreprises sur le bien-être ; la numérisation et le bien-être ; la mesure des expériences des différents groupes ethniques en termes de bien-être ; et l'exploitation du potentiel des données sur l'utilisation du temps pour mesurer le bien-être.

Les 17 objectifs de développement durable des Nations Unies, assortis de 169 cibles et d'une liste (évoluant encore) de 232 indicateurs, représentent de redoutables défis en matière de mesure pour les systèmes statistiques de tous les pays. Compte tenu des nombreux chevauchements entre les ODD et le cadre du bien-être de l'OCDE (graphique 1.2), le programme statistique présente de nombreux points communs. L'OCDE participe au Groupe inter-agences et d'experts sur les indicateurs des objectifs de développement durable (Division de la statistique de l'ONU, 2017) et soutient le Cadre mondial de suivi de l'ONU à plusieurs niveaux (OCDE, 2016c). L'organisation lui fournit directement des indicateurs (comme des données sur l'aide publique au développement), collabore avec d'autres institutions (notamment avec l'UNESCO en ce qui concerne les indicateurs liés à l'éducation) et contribue à combler les lacunes dans des domaines clés comme les statistiques de gouvernance, dans le cadre des travaux du groupe Praia (Instituto Nacional de Estatística, Cap-Vert, 2017). Enfin, elle contribue au renforcement des capacités statistiques dans le cadre de son partenariat avec PARIS21, une organisation qui promeut une meilleure production et utilisation des statistiques dans les pays développés.

Notes

1. L'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE (*www.oecdbetterlifeindex.org/fr*) est un site web où l'on peut consulter les statistiques de l'OCDE sur le bien-être sous la forme d'une série de visualisations de données interactives. Ce site a pour particularité de permettre au visiteur de construire son propre indicateur personnalisé du bien-être global, en indiquant l'importance qu'il attribue aux 11 dimensions de la vie recensées dans le cadre de l'OCDE. Le visiteur peut ensuite constater la performance globale des pays selon son propre indicateur personnalisé.
2. Dans l'annexe en ligne qui accompagne cette publication, le nombre de pays pris en compte dans la moyenne OCDE est indiqué entre parenthèses dans la légende (par exemple, OCDE 33). Les résultats dont il est fait état dans la présente section renvoient aux moyennes pondérées par la population afin de cerner l'expérience de l'*habitant* moyen de la zone OCDE (plutôt que du pays moyen de l'OCDE). Cette procédure donne proportionnellement, dans le calcul de la moyenne, plus de poids aux pays très peuplés et moins à ceux qui le sont moins.
3. Les forces relatives correspondent au tiers supérieur des pays de l'OCDE, tandis que les faiblesses relatives correspondent au tiers inférieur. Les tiers ont été déterminés par classement des pays, de celui qui affiche les plus mauvais résultats (1) à celui qui obtient les meilleurs (35), divisé par le nombre total de pays de l'OCDE de l'échantillon. Les valeurs qui s'en dégagent (de 0 à 1) sont ensuite caractérisées comme suit : les pays dont les valeurs se situent entre zéro et 1/3 sont classés dans le tiers inférieur ; ceux dont les valeurs varient entre 1/3 et 2/3, dans le tiers médian ; et ceux dont les valeurs se situent entre 2/3 et 1, dans le tiers supérieur. Pour les pays partenaires de l'OCDE, on

indique le rang « équivalent OCDE », c'est-à-dire le rang que le pays occuperait s'il était comparé uniquement aux pays de l'OCDE.

4. La méthodologie de répartition des pays dans le tiers supérieur, intermédiaire ou inférieur du classement des pays de l'OCDE est identique à celle appliquée aux profils des pays présentés au chapitre 5. En effet, les pays ont été classés du résultat le pire (1) au résultat le meilleur (35) et ce classement a été ensuite divisé par le nombre total de pays de l'OCDE de l'échantillon. Les valeurs obtenues (allant de 0 à 1) ont ensuite été classées de la manière suivante : les pays qui ont des valeurs comprises entre 0 et 1/3 sont classés au niveau inférieur ; des valeurs supérieures à 1/3 et inférieures ou égales à 2/3 au niveau intermédiaire et des valeurs supérieures à 2/3 et inférieures ou égales à 1.0 au niveau supérieur. En ce qui concerne les pays partenaires de l'OCDE, le rang « équivalent OCDE » est indiqué – à savoir, le rang que le pays atteindrait s'il n'était comparé qu'à des pays de l'OCDE.
5. Entre 1995 et 2005, le taux de croissance cumulé du revenu disponible ajusté net des ménages a atteint 18.7 % mais, compte tenu des données disponibles, le nombre de pays de l'OCDE pris en compte dans l'analyse de la période 2005-15 est légèrement inférieur (25 pays et non 28). Pour la période 2005-15, le taux de croissance cumulé de ces 25 pays s'élève à 8.5 %. Entre 1995 et 2005, le taux de croissance cumulé des salaires atteint 14 %. Cette estimation est basée sur le même échantillon de 34 pays de l'OCDE que pour le calcul du taux de croissance pour la période 2005-16.
6. Le calcul prend en compte 26 pays de l'OCDE pour lesquels il existe au moins deux points de référence et indique un recul de 2.1 % en 2005-10 à 1.3 % pour 2011-15. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Australie, le Canada, le Chili, Israël, le Japon, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni, en raison de séries de données chronologiques incomplètes.
7. Cela s'explique principalement par la hausse significative du taux d'homicides au Mexique, qui a fait monter la moyenne globale de l'OCDE malgré les baisses enregistrées dans la quasi-totalité des autres pays.

Références

Alkire, S. et M.B. Sarwar (2009), *Multidimensional Measures of Poverty and Well-being,* Oxford Poverty and Human Development Initiative, Oxford Department of International Development, University of Oxford.

Anand, P., M. Durand et J. Heckman (2011), « Editorial: The Measurement of Progress – some achievements and challenges », *Journal of the Royal Statistical Society,* vol. 174, pp. 851-855.

CEE-ONU (2014), *Conference of European Statisticians Recommendations on Measuring Sustainable Development*, Organisation des Nations Unies, New York et Genève, *www.unece.org/fileadmin/DAM/stats/publications/2013/CES_SD_web.pdf* .

DAES (2012), *Future We Want – Outcome Document* (site web), *https://sustainabledevelopment.un.org/index.php?menu=1298* (consulté le 24 septembre 2017).

Division de statistique des Nations Unies (2017), « Inter-Agency Expert Group on SDG Indicators » (site web), *https://unstats.un.org/sdgs/iaeg-sdgs/* (consulté le 10 septembre 2017).

Exton, C., V. Siegerink et C. Smith (à paraître), *Measuring subjective well-being in national statistics: taking stock of recent OECD activities*, Éditions OCDE, Paris.

Halpern, D. (2015), « Social trust is one of the most important measures that most people have never heard of – and it's moving », Behavioural Insights Team blog, 12 novembre, *www.behaviouralinsights.co.uk/uncategorized/social-trust-is-one-of-the-most-important-measures-that-most-people-have-never-heard-of-and-its-moving/*.

Instituto Nacional de Estatística, Cape Verde (2017), « Praia Group on Governance Statistics » (site web), *www.ine.cv/praiagroup/* (consulté le 29 septembre 2017).

OCDE (2017a), *Measuring Distance to the SDG Targets: An Assessment of Where OECD Countries Stand*, Éditions OCDE, Paris, *www.oecd.org/fr/std/measuring-distance-to-the-sdgs-targets.htm*.

OCDE (2017b), *Green Growth Indicators 2017*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264268586-en*.

OCDE (2017c), *PISA 2015 Results (Volume III): Students' Well-Being*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264273856-en*.

OCDE (2017d), *OECD Guidelines on Measuring Trust*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264278219-en*.

OCDE (2017e), *OECD Guidelines on Measuring the Quality of the Working Environment*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264278240-en*.

OCDE (2016a), *Measuring and Assessing Well-being in Israel*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264246034-en*.

OCDE (2016b), *Well-being in Danish Cities*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264265240-en*.

OCDE (2016c), « Des politiques meilleures à l'horizon 2030 : un plan d'action de l'OCDE à l'appui des objectifs de développement durable », Semaine de l'OCDE 2016, *www.oecd.org/fr/cad/Des%20politiques%20meilleures%20à%20l'horizon%202030.pdf*.

OCDE (2015a), *Comment va la vie ? 2015*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2015-fr*.

OCDE (2015b), *Measuring Well-being in Mexican States*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264246072-en*.

OCDE (2013a), *Comment va la vie ? 2013 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2013-fr*.

OCDE (2013b), *OECD Guidelines on Measuring Subjective Well-being*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264191655-en*.

OCDE (2013c), *OECD Guidelines for Micro Statistics on Household Wealth*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264194878-en*.

OCDE (2013d), *OECD Framework for Statistics on the Distribution of Household Income, Consumption and Wealth*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264194830-en*.

OCDE (2011), *Comment va la vie ? Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264121195-fr*.

OFS (2015), *Le développement durable en bref 2015 : 17 indicateurs-clés pour mesurer le progrès*, Office fédéral de la statistique, Neuchâtel, *www.bfs.admin.ch/bfsstatic/dam/assets/349917/master* (consulté le 28 septembre 2017).

ONU (2009), « Measuring Sustainable Development, prepared in cooperation with the OECD and the Statistical Office for European Communities (Eurostat) », New York et Genève.

Sen, A. (1985), *Commodities and Capabilities*, North-Holland Publishing, Amsterdam.

Statistics New Zealand (2011), *Key findings on New Zealand's progress using a sustainable development approach: 2010*, Statistics New Zealand, Wellington, *http://archive.stats.govt.nz/browse_for_stats/snapshots-of-nz/Measuring-NZ-progress-sustainable-dev-%20approach/key-findings-2010.aspx* (consulté le 28 septembre 2017).

Stiglitz, J.E., A. Sen et J.-P. Fitoussi (2009), « Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social », *www.insee.fr/fr/information/2550927*.

UNU-IHDP et PNUE (2012) *Inclusive Wealth Report 2012: Measuring progress towards sustainability,* Cambridge, Cambridge University Press.

Bases de données

Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) (2017), *www.idea.int/*.

OCDE Salaires annuels moyens, *http://dx.doi.org/10.1787/data-00571-fr*.

OCDE Statistiques sur l'emploi et le marché du travail, *http://dx.doi.org/10.1787/data-00286-fr*.

OCDE Statistiques sur l'environnement, *http://dx.doi.org/10.1787/c56cd294-fr*.

OCDE Exposition à la pollution de l'air, *http://dx.doi.org/10.1787/ba4edead-fr*.

OCDE Tableau de bord financier, *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS*.

OCDE Statistiques sur la santé, *http://dx.doi.org/10.1787/data-00540-fr*.

OCDE Distribution des revenus, *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD*.

OCDE Qualité de l'emploi, *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=JOBQ*.

OCDE Statistiques sur les comptes nationaux, *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr*.

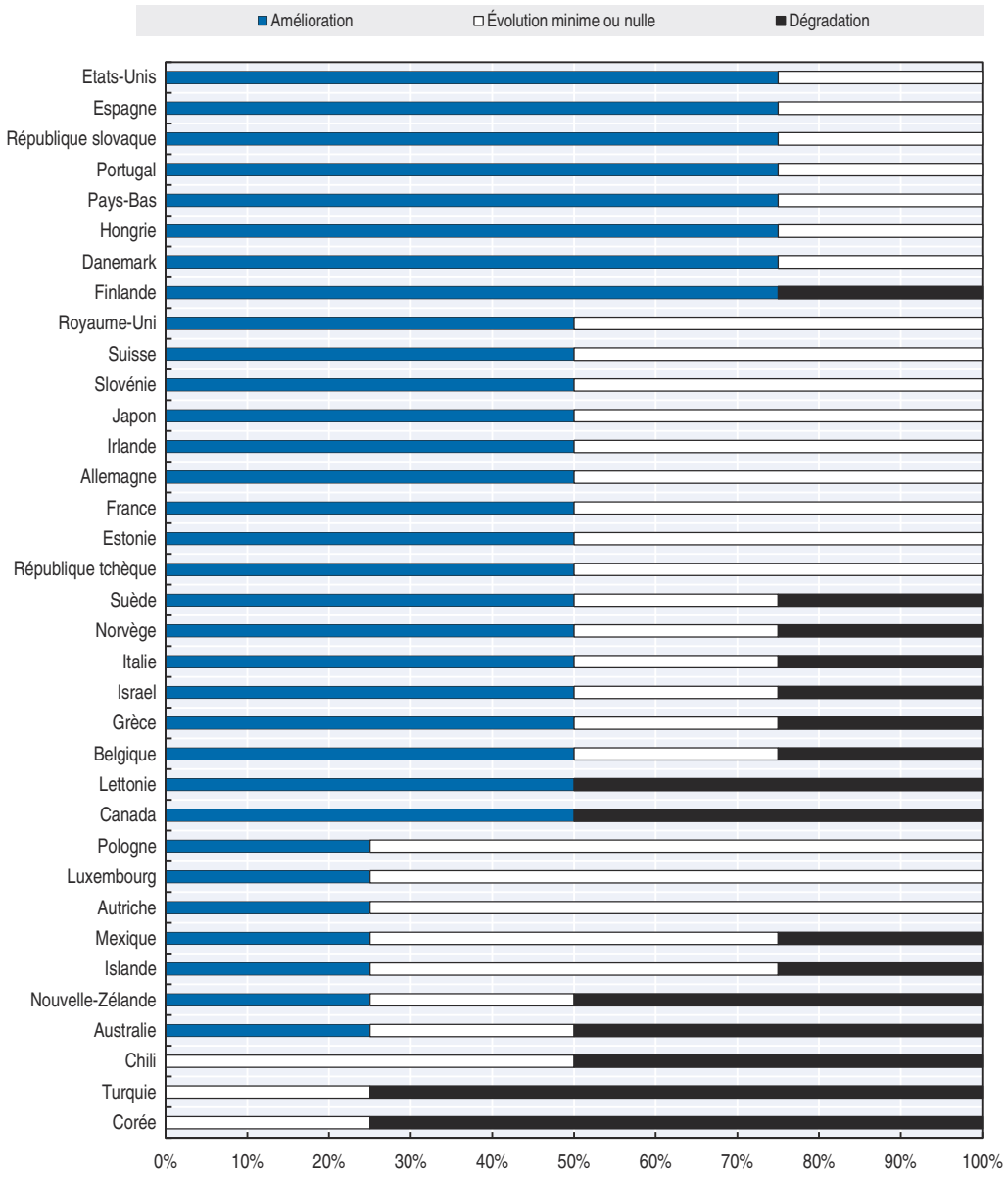
OCDE Analyse structurelle, *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IO_GHG_2015*.

OCDE Distribution des richesses, *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=WEALTH*.

ANNEXE 1.A

Graphique 1.A.1. **Évolution des pays dans certains indicateurs du capital naturel, relativement à 2005**

Proportion d'indicateurs (sur un total de quatre indicateurs)

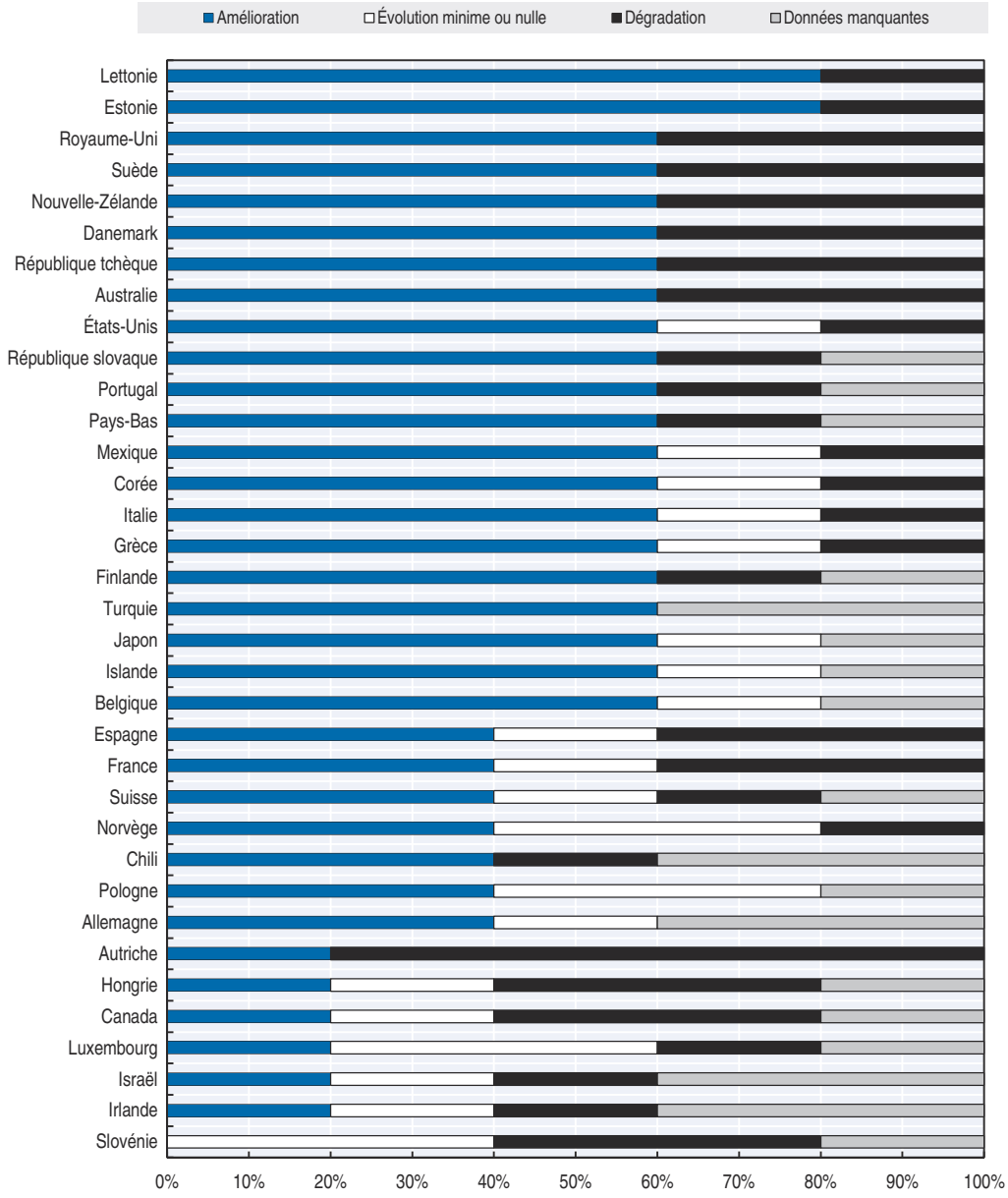


Note : Des informations complémentaires sur les indicateurs qui ont enregistré une amélioration, une évolution minime ou nulle ou une dégradation sont disponibles dans les profils par pays du chapitre 5 et les séries de données complètes sont consultables dans l'annexe en, jointe à cette publication (*www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675023

Graphique 1.A.2. **Évolution des pays dans certains indicateurs du capital humain, relativement à 2005**

Proportion d'indicateurs (sur un total de cinq indicateurs)

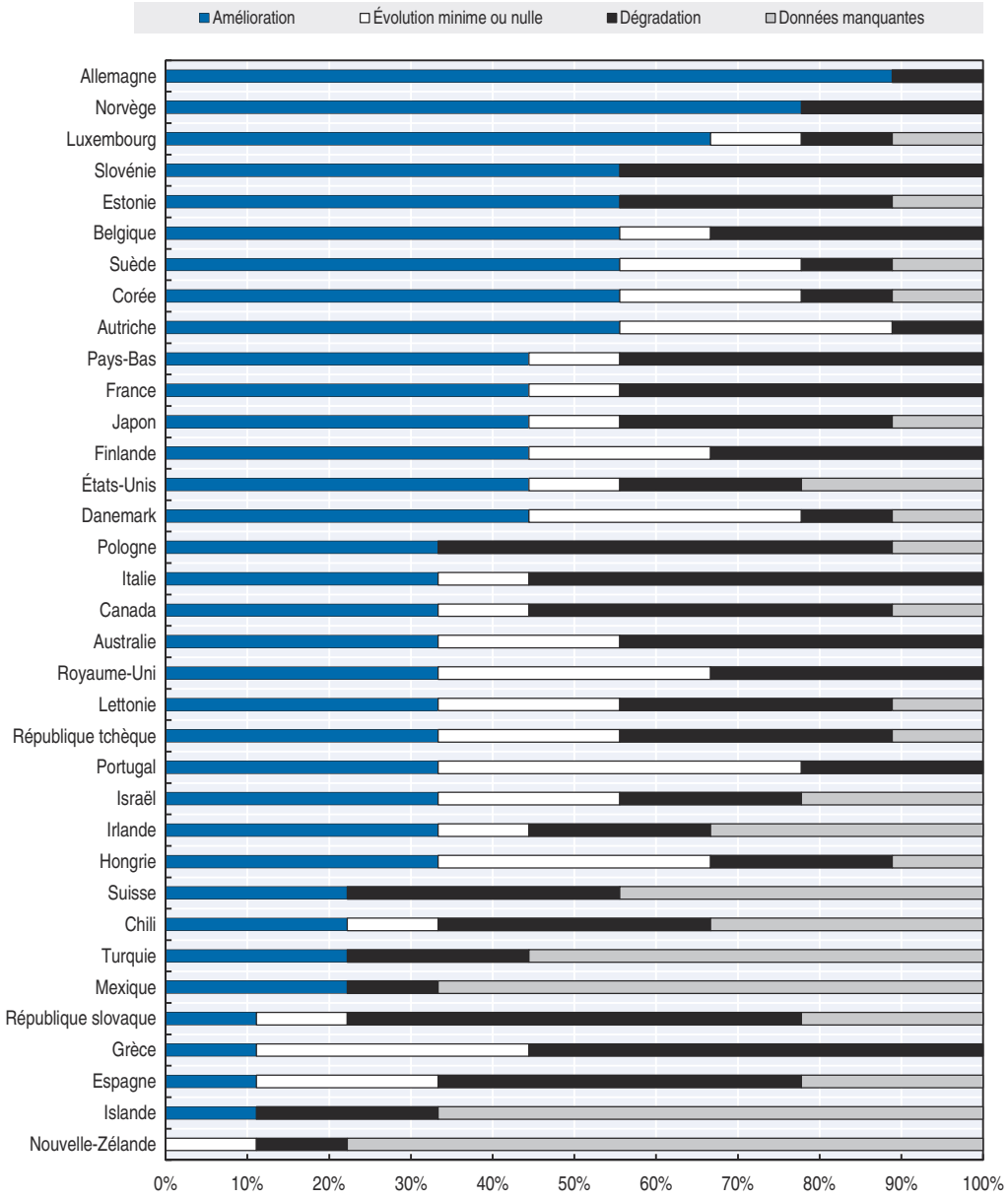


Note : Les pays dont les séries de données chronologiques sont inférieures à neuf ans sont exclus de cette analyse, à l'exception du niveau d'éducation pour lequel seules les trois dernières années sont prises en compte en raison d'une rupture dans les séries de données. Des informations complémentaires sur les indicateurs qui ont enregistré une amélioration, une évolution minime ou nulle ou une dégradation sont disponibles dans les profils par pays du chapitre 5 et les séries de données complètes sont consultables dans l'annexe en ligne, jointe à cette publication (*www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675042

Graphique 1.A.3. **Évolution des pays dans certains indicateurs du capital économique, relativement à 2005**

Proportion d'indicateurs (sur un total de neuf indicateurs)

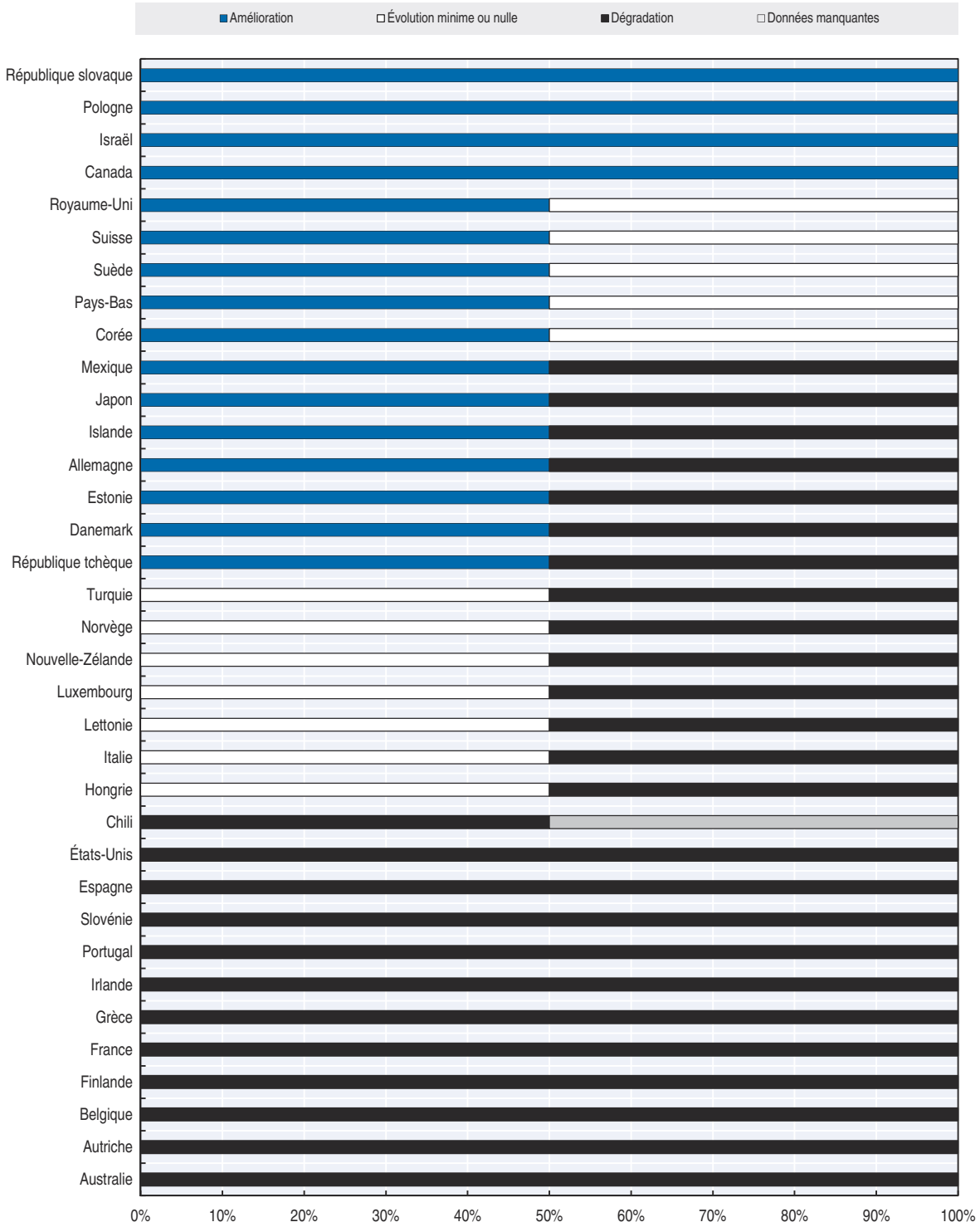


Note : Les pays dont les séries de données sont inférieures à neuf ans sont exclus de cette analyse, à l'exception du patrimoine net des ménages pour lequel seuls deux points de référence sont disponibles dans l'ensemble des pays. Des informations complémentaires sur les indicateurs qui ont enregistré une amélioration, une évolution minime ou nulle ou une dégradation sont disponibles dans les profils par pays du chapitre 5 et les séries de données complètes sont consultables dans l'annexe en ligne, jointe à cette publication (*www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675061

Graphique 1.A.4. **Évolution des pays dans certains indicateurs du capital social, relativement à 2005**

Proportion d'indicateurs (sur un total de deux indicateurs)



Note : Des informations complémentaires sur les indicateurs qui ont enregistré une amélioration, une évolution minime ou nulle ou une dégradation sont disponibles dans les profils par pays du chapitre 5 et les séries de données chronologiques complètes sont consultables dans l'annexe en ligne, jointe à cette publication (*www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*).

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933675080*

© OCDE 2018

Chapitre 2

Mesurer les inégalités de bien-être

Décrire comment les résultats sont répartis au sein même d'une société constitue une dimension importante de la mesure du bien-être. Bien que les récents débats sur les inégalités se soient concentrés sur le revenu et le patrimoine, les inégalités peuvent concerner tous les aspects de la vie d'une personne. Ce chapitre fournit un cadre et une batterie d'indicateurs permettant d'évaluer un large éventail de dimensions du bien-être, les unes relevant des conditions matérielles et les autres de la qualité de vie. Comme il existe plusieurs manières de répondre à la question « qui reçoit quoi ? », le chapitre présente différentes méthodes de mesure des inégalités. L'analyse montre qu'il existe des inégalités dans tous les pays de l'OCDE. En d'autres termes, bien que certaines sociétés soient plus égalitaires que d'autres, aucune ne l'est parfaitement. La question des progrès à faire pour améliorer la mesure des inégalités de bien-être est également abordée.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Introduction : pourquoi les inégalités de bien-être sont-elles importantes ?

La montée des inégalités et la recherche de solutions pour l'endiguer occupent une place prépondérante dans les préoccupations des pouvoirs publics, de la société civile, des entreprises et des citoyens du monde entier. La récente crise financière et ses conséquences, la stagnation du salaire médian et la transformation structurelle du marché du travail induites par la mondialisation et la numérisation, se sont conjuguées pour faire des inégalités une priorité des responsables publics. De récentes études confirment que les inégalités de revenu se sont nettement creusées dans plusieurs pays de l'OCDE ces 30 dernières années (OCDE, 2016b ; 2015b)[1]. En adoptant les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies en septembre 2015, les pays du monde entier se sont engagés à agir contre les inégalités à travers une série d'objectifs liés les uns aux autres et requérant l'adoption d'un ensemble de mesures afin de ne « laisser personne de côté » (encadré 2.1 ; Assemblée générale des Nations Unies, 2015).

Les inégalités peuvent avoir diverses origines et ne requièrent pas toutes des mesures correctives (Milanovic, 2010). Certaines naissent de la volonté de récompenser le travail, la prise de risques ou l'investissement des personnes dans l'amélioration de leurs qualifications ou l'acquisition d'expérience (Salverda, Nolan et Smeeding, 2009). D'autres disparités résultent d'un processus historique qui voit certaines personnes sortir de la pauvreté avant les autres grâce à l'amélioration des technologies, du niveau de vie et des politiques profitant d'abord à certaines personnes avant de ruisseler sur le reste de la population (Deaton, 2013). En outre, l'aggravation des inégalités peut également provenir de la tendance à l'homogamie, c'est-à-dire le mariage entre personnes ayant un revenu et un niveau d'études similaires. Néanmoins, certaines disparités sont causées par une inégalité des chances et peuvent se transmettre de génération en génération pour des raisons étrangères à l'individu. Il arrive de surcroît que les classes supérieures captent une partie des fruits de la croissance, leur conférant des avantages qu'elles utilisent pour influencer le processus politique dans un sens qui empêche le partage de la prospérité (Stiglitz, 2012). Lorsque les pouvoirs publics prennent des mesures pour remédier aux inégalités, ils doivent soupeser soigneusement chacun de ces facteurs. Il n'en demeure pas moins que, quelles que soient les causes profondes des inégalités, des sociétés trop divisées sont exposées à un risque d'instabilité et d'échec.

Les personnes qui restent en marge du progrès sont celles qui pâtissent le plus visiblement des inégalités. En plus de rencontrer davantage de difficultés que les autres pour accéder à des emplois et services publics de qualité (écoles et établissements de santé de bon niveau par exemple), elles exercent une moindre influence sur la décision publique et se heurtent à des obstacles plus importants en matière d'accès à la justice. Comme les différentes formes d'inégalités se cumulent et s'aggravent souvent mutuellement, elles peuvent engendrer un ensemble d'obstacles qui freine l'ascension sur l'échelle sociale. Les inégalités exercent aussi une influence sur l'image que les individus ont d'eux-mêmes et sur leurs relations avec la société : elles influent parfois sur l'estime de soi et l'ambition,

conduisant à la résignation – en particulier chez les jeunes – et à l'apparition de problèmes de santé mentale et de comportements antisociaux (Sheehy-Skeffington, 2017). La montée des inégalités ne touche cependant pas que les plus défavorisés : elle concerne aussi la classe moyenne au sens large, qui commence à voir les disparités croissantes peser sur son niveau de vie et sur les perspectives qui s'offrent à elle (OCDE, à paraître).

Au-delà de ces effets les plus visibles sur la situation des personnes situées en bas ou au milieu de l'échelle des revenus, les inégalités peuvent avoir des conséquences sur la société dans son ensemble (OCDE, à paraître). Elles risquent par exemple d'entraver la croissance économique si elles réduisent le pouvoir d'achat d'une forte proportion de la population et limitent les investissements des ménages pauvres ou appartenant à la classe moyenne dans l'éducation de leurs enfants (OCDE, 2015b). De fortes inégalités sont aussi de nature à affaiblir la confiance du public dans les institutions et à alimenter l'instabilité politique et sociale. En effet, elles érigent tout d'abord des « barrières sociales » qui séparent les groupes et limitent les relations sociales, elles créent ensuite un sentiment d'injustice qui affaiblit la confiance à l'égard des individus perçus comme bénéficiant d'avantages indus, enfin elles font naître des désaccords sur les modalités de partage (et de financement) des biens publics. Or, la rupture de la confiance risque de favoriser l'intolérance, la discrimination et l'instabilité politique (Stiglitz, 2012). Enfin, les inégalités ne constituent pas seulement un problème pour la société actuelle : elles risquent aussi de limiter les perspectives des générations futures, de freiner la mobilité sociale ascendante et d'empêcher la juste rétribution du talent et du travail (OCDE, 2011a). L'idée que le milieu familial dont une personne est issue joue un rôle déterminant dans ses perspectives d'avenir peut accroître les préférences pour la redistribution, mais aussi nourrir le populisme (OCDE, à paraître).

Il est très important d'élargir la mesure des inégalités en tenant compte d'un ensemble complet d'aspects économiques et sociaux. Les inégalités sont en effet trop souvent analysées sous le seul angle de la répartition du revenu des ménages, notamment parce que l'on dispose dans ce domaine d'outils de mesure et d'études comparatives fiables. Or, si le revenu est déterminant pour le bien-être et peut influer sur la qualité de vie de multiples manières, il ne constitue pas le seul ingrédient d'une vie réussie. Tenir compte d'indicateurs tels que l'espérance de vie ou l'exposition à la pollution de l'air pour mesurer les inégalités permet de mieux comprendre les interactions entre de multiples avantages et handicaps, et ainsi d'obtenir un éclairage sur l'ensemble de mesures coordonnées et de portée générale à adopter pour remédier aux inégalités.

Même si les pouvoirs publics nationaux et les organisations internationales se sont engagés à lutter contre les inégalités (encadré 2.1), il existe peu de données sur l'évolution dans le temps des inégalités de bien-être. Depuis sa première édition, *Comment va la vie ?* décrit l'importance de ces inégalités, mettant en évidence l'inégale répartition des résultats en matière de conditions matérielles et de qualité de vie (état de santé, éducation, emploi, etc.). L'analyse présentée dans ce chapitre porte plus particulièrement sur deux questions : 1) quelle est l'ampleur des inégalités de bien-être ? et 2) certains groupes risquent-ils plus que d'autres de cumuler plusieurs formes d'inégalités de bien-être ? Le chapitre fournit également un cadre cohérent et de nouvelles méthodes pour analyser ces questions à partir de diverses séries de données.

Ce chapitre s'inscrit dans le cadre d'un ensemble plus large d'initiatives prises par l'OCDE dans le domaine du bien-être, de l'inclusivité et de l'égalité, telles que l'élaboration du *Cadre de l'OCDE pour une croissance inclusive* (OCDE, 2014a) et la prise en compte récente

Encadré 2.1. **Les inégalités et les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030**

Le 25 septembre 2015, les Nations Unies ont adopté les Objectifs de développement durable (ODD) qui ont pour but d'éradiquer la pauvreté, de lutter contre le changement climatique et de combattre l'injustice. L'un des objectifs (ODD 10) ambitionne de « réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre ». Il se décompose en dix cibles, allant de faire en sorte que les revenus des 40 % les plus pauvres de la population augmentent plus rapidement que le revenu moyen national (cible 1) jusqu'à favoriser l'intégration sociale, économique et politique de tous, indépendamment de l'âge, du sexe, du handicap, de la race, de l'appartenance ethnique, des origines, de la religion ou du statut économique ou autre (cible 2).

En dehors de l'ODD 10, plusieurs autres ODD portent sur la nécessité de réduire les inégalités et de favoriser l'inclusion à l'horizon 2030, notamment :

- Objectif 1 (Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde) ;
- Objectif 2 (Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable) ;
- Objectif 3 (Permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge) ;
- Objectif 4 (Assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie) ;
- Objectif 5 (Parvenir à l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles) ;
- Objectif 6 (Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau) ;
- Objectif 7 (Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes à un coût abordable) ;
- Objectif 8 (Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous) ;
- Objectif 11 (Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables) ; et
- Objectif 16 (Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous).

Plus généralement, l'engagement à lutter contre les inégalités que constituent les Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 est exprimé par la promesse de ne « laisser personne de côté ». Un ODD ne pourra pas être considéré comme réalisé si les cibles ne sont pas atteintes pour toutes les catégories de la population, définies sur la base de l'âge, du sexe, du handicap, de la race, de l'appartenance ethnique, du pays d'origine, de l'origine sociale, de la religion, du statut économique ou d'autres caractéristiques. Cela montre à quel point les inégalités sont analysées comme un problème transversal, comportant de multiples facettes et concernant tous les aspects du bien-être.

des inégalités dans l'évaluation des retombées des politiques publiques sur la croissance des pays membres (version enrichie de « Objectif croissance », OCDE, 2017a). Ces initiatives témoignent de l'importance grandissante pour les pouvoirs publics des pays membres de l'OCDE de regarder à la fois « au-delà du PIB » et « au-delà de la moyenne » pour mesurer les résultats des politiques publiques, quelles qu'elles soient.

Le chapitre est organisé comme suit. La section suivante décrit les principaux problèmes conceptuels et méthodologiques posés par la définition et la mesure des inégalités de bien-être. Les thèmes abordés étant nombreux, l'éclairage qu'apporte le chapitre est nécessairement partiel – les choix effectués et le cadre employé pour l'analyse empirique présentée sont également examinés. Le chapitre présente ensuite des données sur différents types d'inégalités observées dans les pays de l'OCDE. Enfin, il s'achève par une présentation des travaux statistiques à entreprendre en priorité dans le domaine des inégalités.

Mesurer les inégalités de bien-être

Mesurer les inégalités consiste à décrire dans quelle mesure certains résultats sont inégalement répartis au sein de la société. Il n'est pas possible de mesurer à travers un seul indicateur les différents aspects de vie d'une personne, et plusieurs indices sont nécessaires pour rendre compte des différents types d'inégalités. Les mesures d'inégalités ***« verticales »*** renseignent sur la répartition des résultats au sein d'une société dans son ensemble – il s'agit par exemple de mesurer l'écart entre les personnes qui se situent en bas de l'échelle et celles qui sont au sommet. À l'inverse, les mesures d'inégalités ***« horizontales »*** évaluent les écarts entre des catégories de populations définies par une caractéristique particulière (entre les hommes et les femmes, les jeunes et les personnes âgées, les personnes qui ont un niveau d'études élevé et celles qui ont un niveau d'études faible). Les indicateurs de ***« privations »*** informent sur la proportion de la population dont le bien-être est inférieur à un certain niveau ou à une certaine norme (par exemple les personnes qui vivent dans des logements surpeuplés). Les indicateurs de ***« mobilité sociale »*** ont trait aux aspects dynamiques des inégalités – ils permettent d'apprécier si les personnes qui se trouvent à l'extrémité inférieure de l'échelle sociale ont la possibilité d'accéder aux échelons supérieurs. Enfin, certaines méthodes de mesure tentent de distinguer les inégalités dues à des circonstances sur lesquelles les individus ne peuvent pas agir de celles liées aux efforts et initiatives individuels (McKay, 2002 ; Bourguignon, à paraître). Le choix des outils de mesure dépend pour partie de l'objectif de l'analyse (encadré 2.2). Associer ces différents outils est nécessaire pour obtenir un panorama complet des inégalités.

Encadré 2.2. **Conceptualiser les inégalités**

Il existe de nombreuses manières de conceptualiser les inégalités. Il importe notamment de définir quels résultats (inégalités dans quel domaine ?) et catégories de personnes sont étudiés (inégalités entre qui et qui ?), de délimiter la période sur laquelle porte l'évaluation des résultats (indicateurs statiques ou dynamiques ?), de définir les liens entre inégalités et privations, et de déterminer si les inégalités sont dues à des circonstances sur lesquelles les individus peuvent agir ou non. L'approche adoptée vis-à-vis de ces différents aspects a des conséquences sur la manière dont les inégalités sont mesurées.

Inégalités dans quel domaine ?

Dans toute étude des inégalités, il faut définir les dimensions de la vie des individus sur lesquelles porte l'analyse. Les inégalités ne sont souvent mesurées qu'en termes de répartition du revenu des ménages. Toutefois, depuis peu, de nouveaux axes d'analyse font leur apparition, notamment grâce à l'émergence des données sur la répartition de dimensions du bien-être autres que le revenu, par exemple l'état de santé, le patrimoine, le niveau d'études et les qualifications (Murtin et al., 2017 ; OCDE, 2012).

Encadré 2.2. **Conceptualiser les inégalités** *(suite)*

Inégalités entre qui et qui ?

Mesurer les inégalités consiste essentiellement à répondre à la question « qui reçoit quoi ? ». Les outils de mesure des *inégalités verticales* permettent d'apprécier la dispersion d'un indicateur entre les membres d'une société, tandis que les outils de mesure des *inégalités horizontales* renseignent sur les différences entre des groupes définis sur la base d'une caractéristique commune telle que l'appartenance ethnique ou religieuse, la région, l'âge ou le sexe (Stewart, 2009). Chacune de ces deux approches est plus ou moins pertinente selon le contexte. Par exemple, si l'objectif est d'apprécier si un niveau de revenu donné est synonyme de pauvreté, mieux vaut mesurer les inégalités verticales. La mesure des inégalités horizontales met en lumière les obstacles auxquels sont confrontés certains groupes (migrants, jeunes ou femmes, par exemple)[1]. Les inégalités horizontales sont aussi utiles pour mesurer l'inégalité des chances. Ainsi, en supposant que le sexe soit le seul facteur sur lequel un individu ne peut pas agir, la différence de salaire moyen entre hommes et femmes peut être analysée comme un indicateur de l'inégalité des chances sur le marché du travail, tandis que la répartition du revenu parmi les hommes d'une part et parmi les femmes d'autre part peut être interprétée comme un indicateur des inégalités de résultats (Bourguignon, à paraître).

Il est également important de déterminer si l'unité d'analyse à retenir est le ménage ou l'individu. Étant axé sur l'humain, le cadre de mesure de *Comment va la vie ?* tend à privilégier les mesures au niveau individuel ; cependant, bien souvent, différents résultats et expériences sont partagés entre les membres d'un même ménage. Il en va ainsi s'agissant des ressources financières, généralement communes à l'ensemble du ménage ou de la famille. Toutefois, même dans ce cas, il importe de tenir compte des fortes inégalités qui existent parfois au sein d'un même ménage et que méconnaît totalement l'hypothèse conventionnelle selon laquelle tous les membres d'un ménage mettent en commun et partagent de manière égalitaire leurs ressources financières (Chiappori et Meghir, 2015 ; Kanbur et al., à paraître).

Enfin, il est aussi possible de mesurer les inégalités à différents niveaux géographiques : on peut les mesurer entre pays, au sein d'un même pays ou à l'échelle mondiale, c'est-à-dire entre tous les « citoyens du monde », indépendamment du pays où ils vivent (Milanovic, 2016 ; 2012). Ces « inégalités mondiales » ne sont pas évaluées dans ce chapitre, mais leur analyse est intéressante dans certains cas, par exemple pour identifier les gagnants et les perdants de la mondialisation. De même, les inégalités géographiques ne sont pas étudiées dans ce chapitre parce qu'elles font l'objet d'une analyse approfondie dans l'édition 2015 de *Comment va la vie ?* (OCDE, 2015a), dans *Comment va la vie dans votre région ?* (OCDE, 2014b) et dans l'édition 2016 de *Panorama des régions* (OCDE, 2016c).

Quelle période d'analyse retenir ?

Les inégalités étant souvent persistantes, en particulier dans certaines dimensions du bien-être, il est intéressant de les étudier dans la durée. Cela peut être appréhendé de deux manières : en analysant la persistance des inégalités au sein de la société pour une période donnée, ou en étudiant la persistance des avantages ou handicaps d'un individu ou d'un groupe particulier au fil du temps. Le premier angle d'analyse permet d'avoir une vision globale de ce qui se produit au niveau de la société dans son ensemble, mais ne tient pas toujours compte de la mobilité, c'est-à-dire du changement de position, dans un sens ou dans l'autre, d'un individu sur l'échelle de distribution de l'indicateur étudié, même si les inégalités globales demeurent inchangées. La deuxième approche permet de déterminer si la mobilité ascendante ou descendante est plus faible pour les membres d'un groupe que pour ceux d'autres groupes. Il est également important d'analyser les inégalités dans la durée car de nouvelles lignes de clivage peuvent apparaître tandis que les anciennes peuvent s'estomper.

Encadré 2.2. **Conceptualiser les inégalités** *(suite)*

La plupart des études comparatives évaluent les inégalités à partir d'une image ponctuelle de la distribution de divers résultats au cours d'une année donnée. Ces analyses transversales devraient cependant être complétées par des études longitudinales permettant d'analyser les aspects dynamiques des inégalités, par exemple la mobilité au fil des étapes de la vie d'une personne ou d'une génération à l'autre (Atkinson, 1997 ; Blanden, Gregg et Macmillan, 2013 ; OCDE, à paraître).

Inégalités et privations

Le concept de privation est lié à celui d'inégalité, bien qu'ils désignent tous les deux des notions distinctes (Atkinson, 1987 ; Haughton et Khandker, 2009). Alors que le concept d'inégalité a trait à l'échelle de distribution d'un résultat donné dans son ensemble, celui de privation ne concerne que l'extrémité inférieure de cette distribution (autrement dit les personnes qui se trouvent au-dessous d'un seuil de privation donné) (McKay, 2002). Bien qu'il soit possible d'étudier les privations sans s'intéresser aux inégalités et inversement, les deux concepts sont étroitement liés et apportent des informations complémentaires. Les privations et les inégalités augmentent ou diminuent souvent de façon concomitante, mais cette simultanéité n'est pas systématique : les inégalités peuvent être fortes au sein d'une société malgré un faible taux de privations s'il existe un écart important entre le sommet et le milieu de la distribution.

Le concept de privation peut être défini en valeur absolue ou relative. Dans le premier cas, il correspond à la proportion d'individus dont le niveau de vie est inférieur à un certain seuil, correspondant au niveau de vie jugé nécessaire à la satisfaction des besoins élémentaires ; dans le second cas, la comparaison est faite par rapport au niveau de vie caractéristique d'un pays à un moment donné (par exemple, 50 % du revenu médian). Ces deux indicateurs de privations (absolu et relatif) sont très différents l'un de l'autre et servent à analyser des problématiques différentes : par exemple, la pauvreté absolue renseigne sur les moyens de subsistance ou la satisfaction des besoins élémentaires, tandis que la pauvreté relative donne une indication sur l'écart par rapport au niveau de vie caractéristique d'un pays (Atkinson et Bourguignon, 2000). Les seuils de pauvreté relative sont obtenus par construction et sont propres à un pays, tandis que les seuils de pauvreté absolue peuvent se rapporter à un pays précis ou être communs à plusieurs pays ; c'est par exemple le cas des indicateurs de « pauvreté extrême de la Banque mondiale » (Ferreira et al., 2015) et de « privation matérielle » d'Eurostat (Guio, Gordon et Marlier, 2012).

Mesure des résultats ou des chances ?

Les inégalités de résultats peuvent être dues aussi bien aux efforts d'une personne qu'aux circonstances particulières dans lesquelles elle réalise ces efforts. En revanche, l'inégalité des chances est due à des facteurs sur lesquels les individus ne peuvent pas agir (par exemple l'appartenance raciale, le sexe, le lieu de naissance, le lieu de naissance ou l'origine familiale), mais qui exercent une forte influence sur les résultats et parfois l'ampleur de leurs efforts (Roemer, 1998). Il est particulièrement important de savoir quelle fraction d'une inégalité de résultats observée peut être imputée à certaines circonstances, par exemple le milieu familial, pour élaborer les politiques publiques visant à favoriser l'égalité des chances – par exemple en garantissant l'égalité d'accès à des services de qualité dans le domaine de l'éducation et de la santé, à la représentation politique ou encore à l'emploi – même s'il faut accepter les inégalités de résultats dues à des facteurs sur lesquels les individus peuvent agir. En pratique cependant, la ligne de démarcation entre inégalité des résultats et inégalité des chances n'est pas nette, comme le montre Bourguignon (à paraître) :

Encadré 2.2. **Conceptualiser les inégalités** *(suite)*

- Premièrement, certains des facteurs à l'origine des inégalités de résultats, par exemple la chance, ne relèvent pas de la dichotomie simple entre efforts et circonstances, ce qui pose des problèmes délicats pour toute évaluation normative des inégalités (Frank, 2016).
- Deuxièmement, la distinction entre efforts et circonstances est souvent floue du fait que tous les aspects des efforts et des circonstances ne sont pas totalement observables (par exemple, le temps qu'un enfant consacre aux activités extrascolaires dépend de ses choix et de ses goûts, mais aussi des ressources et valeurs de ses parents). Ainsi, même lorsque l'influence d'une circonstance donnée (le sexe par exemple) sur les résultats individuels a diminué, il n'est pas possible de déterminer si cette diminution a été ou non annulée par l'influence croissante d'un facteur qui n'est pas directement observable.
- Enfin, le lien entre résultats et chances est dynamique et bidirectionnel : dans un contexte multigénérationnel, les inégalités de résultats entre adultes (par exemple les écarts de niveau d'études au sein de la génération des parents) peuvent se répercuter sur les perspectives qui s'offrent aux enfants. Les parents transmettent à leurs enfants du capital social, humain et financier à travers les choix qu'ils font en matière de lieu de vie, de scolarisation, de répartition de leur temps, de legs matériel, etc. et influent donc sur les chances qui s'offrent à leurs descendants (et sur les résultats) (OCDE, à paraître)[2].

Du fait de ces problèmes théoriques et de mesure, peu de travaux empiriques ont été consacrés à l'inégalité des chances. Alors que les comparaisons entre pays portant sur les résultats sont bien comprises et reposent sur un ensemble solide de données, tel n'est pas le cas de celles qui portent sur l'inégalité des chances.

1. Ces deux formes d'inégalités sont à l'évidence liées : pour un type d'indicateurs des inégalités (par exemple l'écart logarithmique moyen), les inégalités verticales globales au sein d'une société peuvent être décomposées en inégalités intergroupes (en d'autres termes horizontales) et intragroupes. En principe, il est possible que les résultats soient répartis de manière égalitaire entre les groupes, si bien que les inégalités horizontales peuvent être très faibles (voire nulles) et les inégalités verticales très fortes.
2. Lorsque l'analyse porte sur l'inégalité des chances et des résultats chez les enfants, la distinction entre inégalités « acceptables » et « inacceptables » devient plus difficile à défendre. Une inégalité de résultats qui peut sembler acceptable pour un adulte – elle est imputable à ses efforts ou choix personnels – risque de l'être moins concernant ses enfants, qui ne peuvent pas agir sur ces résultats.

Difficultés de mesure et limites des données

Outre les considérations conceptuelles présentées dans l'encadré 2.2, l'évaluation des inégalités requiert d'autres choix, notamment :

- *Choix de l'indicateur*. Pour mesurer les **inégalités verticales** (qui rendent compte de la répartition des résultats au sein de la société dans son ensemble), il est possible de comparer différents niveaux de la distribution (par exemple en rapportant les résultats moyens des personnes appartenant au quintile ou centile supérieur à ceux des membres du quintile ou centile inférieur) ou de faire appel à des indicateurs qui mesurent la dispersion de la distribution dans son ensemble (par exemple la variance ou l'indice de Gini). Chacun de ces outils de mesure synthétiques renseigne sur différents aspects de la distribution, possède ses forces et faiblesses méthodologiques, et comporte une part de subjectivité[2]. En outre, les indicateurs conçus pour mesurer les inégalités de revenu (variable continue) ne sont pas nécessairement adaptés à l'analyse de résultats comme le niveau d'études, l'état de santé ou le bien-être subjectif, en principe présentés sous la forme de catégories ordinales. à titre d'illustration, alors que chacun reconnaît qu'un diplômé d'université a un niveau d'études supérieur à celui d'une personne qui a quitté

le système scolaire avant la fin de sa scolarité secondaire, il n'est pas possible de *quantifier* cet écart. Les chercheurs surmontent les problèmes liés à l'ordinalité en faisant appel à des valeurs médianes (Allison et Foster, 2004) ou à des rapports interquintiles ou interdéciles (Kalmijn et Veenhoven, 2005).

- *Le choix du groupe de référence*. Pour mesurer les **inégalités horizontales** (écarts entre certaines catégories de la population), il est nécessaire de choisir un groupe de référence qui sert de base de comparaison (en général, les résultats observés pour les femmes sont comparés à ceux observés pour les hommes, par exemple). Le choix de ce groupe a toutefois une incidence sur les inégalités décrites. Dans le cas des groupes ethniques par exemple, la situation « normale » est généralement représentée par le groupe dominant, auquel les groupes minoritaires sont comparés. Le choix peut cependant être moins simple (dans le cas des classes d'âge, par exemple) et dépend pour beaucoup de l'objectif de l'analyse.
- *Le niveau d'agrégation*. L'examen des inégalités pour les 11 dimensions du bien-être actuel que comprend le cadre de mesure de *Comment va la vie ?* pose la question de savoir s'il faut élaborer un indice synthétique rendant compte de toutes ces dimensions ou d'un sous-ensemble de dimensions. Un tel indice peut certes être utile pour obtenir une image globale de la situation, mais sa construction est délicate d'un point de vue conceptuel parce qu'elle suppose de faire des choix en matière d'agrégation et de pondération[3]. À cela s'ajoute que pour définir des politiques publiques précises, il est nécessaire de décomposer l'indice en ses éléments constitutifs.

Comme le montrent les données présentées plus loin dans le chapitre, l'étendue et la profondeur d'une analyse des inégalités de bien-être sont toujours limitées par le manque de statistiques comparables et par le niveau de détail auquel il est possible de décomposer les divers indicateurs. Plus précisément :

- Les enquêtes auprès des ménages constituent la principale source de données utilisée pour analyser les inégalités de bien-être. Toutefois, les enquêtes ne portant que sur un petit nombre d'aspects du bien-être ou sur une seule dimension ne permettent pas de mesurer plusieurs résultats au niveau individuel, puisqu'il n'est pas possible de calculer des corrélations entre diverses dimensions ou d'évaluer le cumul d'avantages et de handicaps au niveau individuel. Certaines enquêtes auprès des ménages recueillent des données sur les résultats individuels dans divers domaines, depuis les conditions matérielles jusqu'à l'état de santé en passant par la qualité de vie dans le quartier ; ces enquêtes fournissent de nombreuses informations sur la situation des individus et des familles, mais sont peu utilisables à des fins de comparaison entre pays. De plus, il est fréquent que les enquêtes auprès des ménages ne tiennent pas compte de l'extrémité supérieure de la distribution des ressources économiques, ce qui fausse la mesure des inégalités (encadré 2.3).
- Pour beaucoup de dimensions du bien-être, notamment le logement, l'équilibre vie professionnelle-vie privée, les liens sociaux, la sécurité personnelle, la qualité de l'environnement et le bien-être subjectif, étudier l'évolution des inégalités dans le temps est limité parce qu'il n'existe des données comparables que pour un petit nombre d'années.
- Pour effectuer des comparaisons du bien-être entre plusieurs groupes, il faut disposer d'échantillons de grande taille ou de sous-échantillons spécialisés ; or, pour certains des groupes les plus vulnérables – par exemple les familles avec de jeunes enfants, les personnes âgées à bas revenu ou les migrants – les échantillons sont souvent de trop petite taille pour permettre ces comparaisons.

Encadré 2.3. **Réaliser des mesures au sommet de la distribution des revenus**

Les hauts revenus suscitent un vif intérêt depuis le déclenchement de la crise financière mondiale, en 2007/2008. Les chercheurs en économie avaient d'une manière ou d'une autre prévu cet intérêt, comme en témoigne la parution d'un ensemble d'études sur l'évolution à long terme des hauts revenus (Atkinson, Piketty et Saez, 2011). Ces études montrent que les revenus les plus élevés ont augmenté beaucoup plus vite que les autres ces dernières décennies, dans les pays développés comme dans les pays émergents (Burkhauser et al., 2012 ; Förster, Llena-Nozal et Nafilyan, 2014). Ce phénomène pose des problèmes non négligeables pour la mesure des inégalités de revenu et des difficultés encore plus grandes pour la mesure des inégalités de patrimoine, lequel se caractérise par une concentration beaucoup plus forte.

Les estimations des inégalités de revenu sont généralement établies à partir d'enquêtes relatives aux revenus et dépenses des ménages. Or, ces enquêtes présentent certaines limites en termes de représentation et de précision des plus hauts revenus. Ces limites sont notamment dues aux échantillons utilisés (sous-représentation des plus riches), à la collecte des données (non-réponse totale, non-réponse partielle, sous-déclaration et autres erreurs de mesure) et à la préparation des données (codage supérieur, censure des valeurs extrêmes, constitution de sous-échantillons ; Atkinson, Piketty et Saez, 2011). Ces enquêtes permettent une mesure fiable du revenu médian et de la pauvreté, même si les données relatives aux revenus supérieurs sont peu nombreuses, voire manquantes. Toutefois, pour estimer les inégalités de revenu, il est important de disposer de suffisamment de données sur l'extrémité supérieure de la distribution.

Les données issues des dossiers fiscaux se prêtent mieux à l'estimation des revenus des ménages très aisés, même si elles ne sont pas sans limites. Premièrement, la fraude et l'évasion fiscales, qui existent dans beaucoup de pays, conduisent à une sous-déclaration des revenus. Deuxièmement, le revenu non imposable, par exemple les avantages accessoires au salaire ou les loyers imputés, n'est pas pris en compte dans les analyses qui reposent sur les données fiscales (ainsi, lorsqu'une part croissante du revenu du capital est non imposable ou fait l'objet d'un prélèvement à la source, l'analyse des revenus situés au sommet de la distribution peut en être faussée). Troisièmement, les données issues des déclarations de revenus peuvent fournir des informations exactes sur les revenus les plus élevés sans pour autant renseigner sur la manière dont ils se situent par rapport à l'ensemble de la distribution.

Une autre méthode suscite depuis peu un intérêt considérable. Elle consiste à estimer les revenus de l'extrémité supérieure de la distribution à partir de données issues des fichiers fiscaux, puis à coupler ces calculs avec une estimation des inégalités réalisée à partir d'enquêtes auprès des ménages afin d'obtenir une estimation de la distribution du revenu « dans son ensemble » (Jenkins, 2017). Toutefois, coupler les données issues des enquêtes auprès des ménages et celles provenant des dossiers fiscaux n'est pas une tâche aisée, ces deux sources ne retenant ni la même définition du revenu (revenu disponible dans un cas, imposable dans l'autre) ni la même unité d'analyse (ménage dans un cas, foyer fiscal dans l'autre, étant entendu que le foyer fiscal peut être un individu). Il faut donc être prudent lorsque l'on compare ces estimations entre pays et entre périodes.

D'après Ruiz et Woloszko (2016), la prise en compte des plus hauts revenus pourrait se traduire par une forte hausse des inégalités de revenu mesurées à partir des enquêtes auprès des ménages. Selon leurs estimations, en 2011, la prise en compte des revenus les plus élevés entraînait une hausse moyenne de six points de pourcentage du coefficient de Gini, qui passait, en moyenne pour les pays de l'OCDE, de 0.31 avant correction pour prendre en compte ces revenus à 0.37 après ; de même, le rapport entre le revenu moyen des 10 % les plus riches et celui des 10 % les plus pauvres passait de 10 à 15.

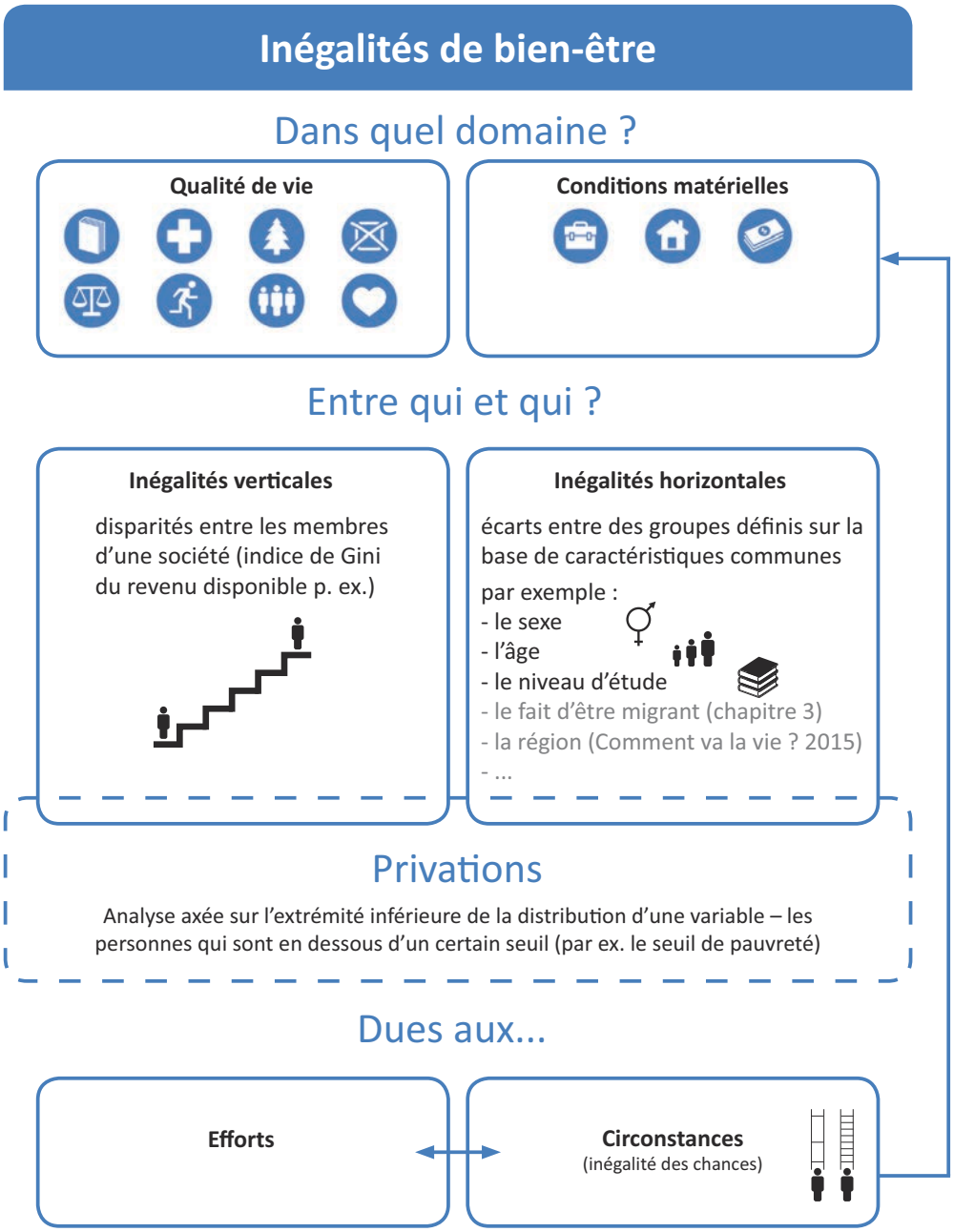
- Alors que dans la majorité des cas, les données d'enquête peuvent être décomposées par âge, par sexe et en fonction d'un indicateur quelconque du milieu socioéconomique (niveau d'études, profession ou, plus rarement, revenu), les données relatives à d'autres « marqueurs » sociaux (origine ethnique, handicap, orientation sexuelle par exemple) sont plus rares parce que les enquêtes ne couvrent pas toujours ces caractéristiques ou parce que ces groupes sont sous-représentés dans l'échantillon.

- Pour analyser les relations causales entre les différents types d'handicaps susceptibles de se cumuler, il faudrait disposer de données longitudinales sur une longue période, permettant de suivre une même personne à travers les différentes étapes de sa vie. Or, seuls quelques pays réalisent ce type d'enquêtes (Allemagne, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni et États-Unis, par exemple).

Proposition de cadre de mesure des inégalités de bien-être

Le graphique 2.1 représente le cadre de mesure des inégalités de bien-être utilisé dans ce chapitre. Il répond à la question « *qui reçoit quoi ?* » au moyen d'une analyse des indicateurs

Graphique 2.1. **Cadre de mesure des inégalités de bien-être**



d'inégalité des résultats en matière de conditions matérielles et de qualité de vie. Les 11 dimensions du bien-être actuel retenues dans le cadre de mesure de *Comment va la vie ?* sont toutes examinées dans le chapitre, quoique de manière plus ou moins approfondie (encadré 2.4). L'analyse prend en compte les « inégalités verticales » (répartition des résultats au sein de la population, du bas au sommet de la distribution) et les « inégalités horizontales » (taille de l'écart entre certaines catégories de la population). Comme les personnes dont le bien-être est le plus faible revêtent un intérêt particulier, les indicateurs de privations, axés sur l'extrémité inférieure de la distribution, sont également pris en compte dans le cadre.

Encadré 2.4. **Choix des indicateurs retenus pour mesurer les inégalités de bien-être**

Dans la mesure du possible, les indicateurs principaux du bien-être actuel utilisés dans les autres parties de *Comment va la vie ? 2017* (chapitres 1 et 5) sont également employés dans ce chapitre. Cependant, dans certains cas, ces indicateurs ne sont pas idéaux pour mettre en lumière la dispersion des résultats en matière de bien-être. C'est pourquoi d'autres outils de mesure sont aussi utilisés (par exemple l'écart-type d'âge au décès). Les indicateurs retenus rendent compte de la dispersion globale (inégalités « verticales ») et des différences entre groupes pour chaque dimension (inégalités « horizontales »). Chaque indicateur ne rend cependant pas toujours compte de ces deux types d'inégalités, car l'évaluation des **inégalités verticales** nécessite davantage de données que celle des inégalités horizontales. Par ailleurs, dans certains cas, les comparaisons horizontales sont plus instructives que les comparaisons verticales (par exemple, les écarts d'espérance de vie doivent être évalués séparément pour les hommes et pour les femmes).

L'analyse qui suit décrit l'*ampleur* des inégalités de résultats en matière de bien-être, quelle qu'en soit la cause. Les caractéristiques retenues dans le chapitre pour analyser les **inégalités horizontales** sont l'âge, le sexe et le niveau d'études. De nombreuses autres caractéristiques démographiques et socioéconomiques exercent aussi une influence sur les résultats en matière de bien-être (handicap, appartenance ethnique, lieu de vie, par exemple). Certaines d'entre elles sont prises en compte dans d'autres parties du rapport (le chapitre 3 évalue les inégalités de bien-être entre les personnes issues de l'immigration et les autres) ou dans les éditions précédentes (le chapitre 5 de OCDE, 2015a présente un panorama des inégalités régionales en matière de bien-être). Pour d'autres caractéristiques (handicap, appartenance ethnique, orientation sexuelle), les données comparatives sont malheureusement insuffisantes. En outre, le plus souvent, la taille des échantillons ne permet pas d'examiner plusieurs caractéristiques simultanément (par exemple le fait d'être une femme âgée ayant un faible niveau d'études).

L'inégalité des chances est partiellement évaluée par un indicateur portant sur les écarts de compétences des élèves de 15 ans (d'après l'enquête PISA) en fonction du niveau d'études de leurs parents. Des informations sur la transmission du patrimoine d'une génération à l'autre sont fournies pour quelques pays pour lesquels des données sont disponibles. Il existe d'autres indicateurs de l'inégalité des chances que ceux présentés dans ce chapitre (l'élasticité intergénérationnelle du revenu, par exemple), mais leur comparabilité est limitée (OCDE, à paraître).

Des données sur la **persistance des inégalités** au cours de la vie sont fournies pour certains résultats en matière de bien-être et quelques pays. En l'absence d'études de cohorte ou d'enquêtes longitudinales sur longue période, l'analyse s'appuie sur des informations rétrospectives issues d'enquêtes transversales. Des informations sur la probabilité des individus de se marier avec des personnes ayant des caractéristiques similaires aux leurs (par exemple un niveau élevé d'études ou de revenu) sont également fournies, ce phénomène (connu sous le nom d'homogamie) creusant les inégalités entre les ménages et pouvant influer sur les perspectives qui s'offrent aux enfants.

Les **inégalités verticales** sont généralement évaluées au moyen de rapports (par exemple le rapport du résultat moyen du quintile supérieur de la distribution au résultat moyen du quintile inférieur). Par définition, ces rapports renseignent sur certaines parties de la distribution et non sur la forme de la distribution

Encadré 2.4. **Choix des indicateurs retenus pour mesurer les inégalités de bien-être** *(suite)*

dans son ensemble. Toutefois, ils présentent l'avantage de pouvoir être utilisés pour mesurer des variables cardinales (comme le revenu) ou ordinales (comme l'efficacité politique). Ils ont aussi l'intérêt d'être relativement faciles à interpréter et à faire comprendre, puisqu'ils mesurent la distance qui sépare les individus qui obtiennent de bons résultats de ceux qui obtiennent de mauvais résultats. Les rapports interquintiles (le plus souvent S80/S20) sont le plus souvent préférés aux rapports interdéciles (D9/D1 par exemple), parce qu'ils sont moins sensibles aux valeurs extrêmes et tiennent compte d'une fraction plus grande de la distribution. Il y a cependant des exceptions : le rapport interdécile D9/D1 est utilisé pour mesurer la dispersion du salaire brut (en raison de contraintes liées à la disponibilité des données) et la dispersion des compétences des élèves et des adultes (à cause des méthodes de calibrage et de mise à l'échelle utilisées dans les enquêtes PISA et PIAAC) ; pour mesurer les inégalités en matière de longévité, l'indicateur couramment utilisé est l'écart-type d'âge au décès. Enfin, les inégalités verticales de patrimoine net ne sont évaluées qu'au moyen de la part du patrimoine que possèdent les 10 % de ménages situés au sommet de la distribution. La raison de ce choix est qu'en bas de la distribution, la part de patrimoine est souvent négative ou très faible (ce qui signifie que le rapport S80/S20 obtenu pour le patrimoine aurait une valeur très élevée, voire négative). Le tableau 2.1 présente la liste des indicateurs du cadre par dimension du bien-être et type d'inégalités.

Tableau 2.1. **Dimensions et indicateurs retenus pour mesurer les inégalités de bien-être**

Dimensions du bien-être	Indicateurs		
	Inégalités verticales	Inégalités horizontales (selon l'âge, le sexe, le niveau d'études)	Privations
Revenu et patrimoine	Rapport interquintile S80/S20 de revenu disponible des ménages Part du patrimoine net des ménages détenue par les 10 % de ménages les plus riches	Écart de revenu disponible des ménages Écart de patrimoine net des ménages moyen	Taux de pauvreté relative Pauvreté patrimoniale
Emplois et salaires	Rapport interdécile D9/D1 de salaire brut	Écart de durée du travail moyenne Écart de taux d'emploi Écart de taux de chômage Risque de bas salaire	Risque de percevoir une faible rémunération Taux de chômage
Conditions de logement			Part des personnes consacrant plus de 40 % de leur revenu disponible au logement Part des ménages vivant dans un logement surpeuplé
État de santé	Écart-type d'âge au décès	Écart en matière d'état de santé auto-déclaré Difference d'espérance de vie (en années) à 25 ans par niveau d'études, calculée séparément pour les hommes et les femmes	Part des personnes estimant que leur état de santé est moyen, mauvais ou très mauvais
Équilibre vie professionnelle-vie privée	Rapport interquintile S80/S20 de durée du travail Rapport interquintile S80/S20 de temps consacré à soi et aux loisirs	Écart de temps moyen consacré à soi et aux loisirs Écart au niveau du pourcentage de personnes ayant une durée de travail longue	Part des salariés travaillant habituellement 50 heures ou plus par semaine
Éducation et compétences	Rapport interdécile D9/D1 de score PISA Rapport interdécile D9/D1 de score PIAAC	Écart de part des adultes de 25 à 64 ans ayant suivi le deuxième cycle du secondaire ou des études supérieures Écart de score PISA moyen dans toutes les disciplines Écart de score PISA moyen dans toutes les disciplines selon le niveau d'études des parents Écart de score PIAAC moyen en numéracie et littéracie	Part des adultes de 25 à 64 ans ayant un niveau d'études inférieur au deuxième cycle du secondaire Part des élèves de 15 ans obtenant un score inférieur ou égal au niveau 2 en sciences, compréhension de l'écrit et mathématiques (PISA) Part des adultes qui obtiennent un score inférieur ou égal au niveau 1 en littéracie et en numéracie (PIAAC)

Encadré 2.4. **Choix des indicateurs retenus pour mesurer les inégalités de bien-être** *(suite)*

Tableau 2.1. **Dimensions et indicateurs retenus pour mesurer les inégalités de bien-être** *(suite)*

Dimensions du bien-être	Indicateurs		
	Inégalités verticales	Inégalités horizontales (selon l'âge, le sexe, le niveau d'études)	Privations
Liens sociaux	Rapport interquintile S80/S20 de temps consacré aux activités sociales (parmi les participants seulement)	Écart de temps moyen consacré aux activités sociales Écart en matière de qualité du soutien social	Part des personnes qui déclarent d'avoir ni proches ni amis sur lesquels compter
Engagement civique et gouvernance	Rapport interquintile S80/S20 d'efficacité politique	Écart d'efficacité politique Écart de participation électorale auto-déclarée	Part des personnes qui estiment n'avoir aucune influence sur le gouvernement national Part des personnes qui se sont abstenues aux élections nationales
Qualité de l'environnement		Écart de satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau locale	Part des personnes exposées à une concentration de particules fines ($PM_{2,5}$) supérieure à 15 µg/m^3 Part des personnes déclarant ne pas être satisfaites de la qualité de l'eau dans leur région
Sécurité personnelle		Écart de décès par agression pour 100 000 habitants Écart en matière de sentiment de sécurité des personnes lorsqu'elles marchent seules la nuit	Décès par agression pour 100 000 habitants Part des personnes déclarant ne pas se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit
Bien-être subjectif	Rapport interquintile S80/S20 de la satisfaction à l'égard de la vie	Écart de niveau moyen de satisfaction à l'égard de la vie	Part des personnes se déclarant peu satisfaites de leur vie Part des personnes déclarant avoir un bilan des affects négatif

La partie inférieure du graphique 2.1 correspond aux causes des inégalités – différences au niveau des efforts, différences au niveau de circonstances sur lesquelles les personnes ne peuvent pas agir (inégalité des chances) et interaction entre ces efforts et ces circonstances (matérialisée par la flèche bidirectionnelle entre efforts et circonstances) (encadré 2.2)[4]. L'encadré 2.4 porte sur le choix des 42 indicateurs inclus dans le cadre et le tableau 2.A.1 en annexe 2.A fournit des informations plus détaillées sur les sources de données, les pays étudiés et les années pour lesquelles des données sont disponibles.

Données sur les inégalités de résultats en matière de bien-être

Les graphiques 2.2 à 2.10 (ci-après) fournissent une analyse de la performance des pays de l'OCDE en matière d'inégalités pour différentes dimensions du bien-être. Ils présentent de manière synthétique les informations contenues dans le tableau de bord des indicateurs qui figure en annexe (tableau 2.A.1). Il convient, pour les interpréter, de garder à l'esprit les réserves et limites suivantes :

- D'abord et surtout, pour certains pays, les données relatives à un ou plusieurs indicateurs font défaut. Le patrimoine des ménages, l'écart-type d'âge au décès, le temps consacré aux loisirs et à soi et le temps consacré aux relations sociales sont les indicateurs les plus concernés par ce manque de données. C'est pourquoi l'analyse des performances relatives ne porte que sur certains des indicateurs recensés dans le tableau 2.A.1 et

l'encadré 2.4 – à savoir ceux pour lesquels il existe des données pour les deux tiers des pays de l'OCDE au moins[5]. L'analyse présentée par les graphiques 2.2 à 2.10 repose donc sur un nombre variable d'indicateurs, et des précisions sont données dans les notes.

- Ensuite, l'analyse permet d'obtenir un panorama d'ensemble des inégalités globales dans différents pays, indépendamment des dimensions et indicateurs pour lesquels les performances relatives sont calculées. Elle montre par exemple que la Norvège se caractérise par de faibles inégalités dans plusieurs domaines, sans préciser lesquels. C'est pourquoi l'annexe 2.A fournit des données sur les performances relatives en matière d'inégalités pays par pays et indicateur par indicateur, ce qui permet de compléter et d'approfondir l'analyse.
- Enfin, l'analyse ne permet pas de déterminer la distance qui sépare les pays les plus égalitaires des pays les plus inégalitaires (graphique 2.5).

Les résultats de l'analyse sont commentés en détail ci-après, mais la conclusion la plus évidente qui s'en dégage est que même si certains pays sont plus égalitaires que d'autres en ce qui concerne les divers résultats en matière de bien-être, aucun ne l'est parfaitement. En d'autres termes, lorsqu'un grand nombre d'indicateurs est pris en compte, il existe dans tous les pays des domaines où les inégalités relatives sont faibles et d'autres où elles sont fortes.

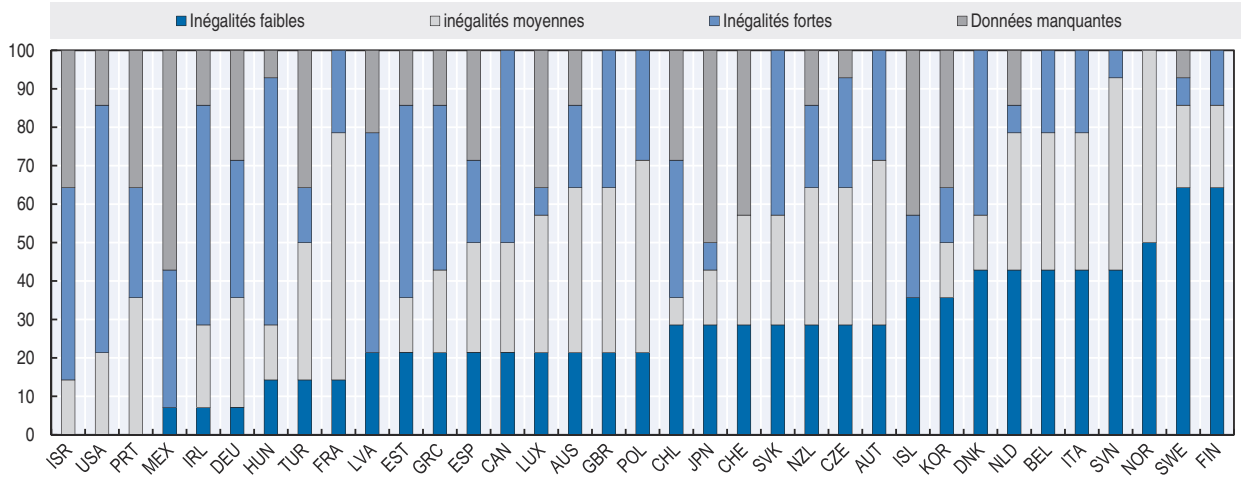
Inégalités verticales

La répartition des résultats au sein de la population dans son ensemble, du sommet au bas de la distribution (inégalités verticales), diffère considérablement d'un pays de l'OCDE à l'autre. Comme le montre le tableau 2.1, les inégalités dans chaque dimension du bien-être sont appréciées au moyen d'un nombre d'indicateurs variable. Pour que chaque dimension ait la même importance, tous les indicateurs mesurant les inégalités au sein de chaque dimension reçoivent la même pondération, de telle manière que la somme des pondérations soit égale à 1. Par exemple, si une dimension est mesurée par trois indicateurs différents, chacun reçoit une pondération égale à un tiers. Le graphique 2.2 indique dans quelle proportion des indicateurs pondérés chaque pays affiche des inégalités faibles ou fortes ou une performance « intermédiaire ». La Finlande, par exemple, affiche de faibles inégalités pour 64 % des indicateurs pondérés pour lesquels des données sont disponibles (revenu disponible des ménages ; patrimoine net des ménages ; salaire brut ; compétences des élèves ; efficacité politique et satisfaction à l'égard de la vie), une performance intermédiaire pour 21 % des indicateurs pondérés (durée de travail et compétences des adultes) et de fortes inégalités pour les 15 % restants (écart-type d'âge au décès). À l'autre extrémité du spectre, Israël se caractérise par de fortes inégalités pour 50 % des indicateurs pondérés et une performance intermédiaire pour 14 % ; les données sont manquantes pour 36 % des indicateurs.

Comme on pouvait s'y attendre, les pays nordiques sont parmi les sociétés les plus égalitaires de l'OCDE du point de vue des inégalités verticales. De nombreuses études ont déjà démontré qu'ils étaient égalitaires sur le plan du revenu, et le graphique 2.2 montre qu'ils le sont également en termes d'inégalités verticales dans des dimensions autres qu'économiques. En revanche, la corrélation entre inégalités de revenu et inégalités dans d'autres dimensions est moins forte pour d'autres pays : ainsi, l'Italie et la Belgique se situent au milieu du classement des pays de l'OCDE en termes d'inégalités de revenu, mais font partie des pays où les inégalités verticales sont les plus faibles (ils se situent à droite sur l'axe horizontal) lorsqu'un éventail de dimensions plus large est pris en compte. À l'autre extrémité du spectre, les États-Unis, l'Estonie, la Lettonie, le Mexique, Israël et le Chili font partie des pays qui cumulent de fortes inégalités de revenu et des inégalités verticales

Graphique 2.2. **Inégalités de bien-être verticales**

Pourcentage des indicateurs pondérés pour lesquels un pays affiche des inégalités faibles, moyennes et fortes, dernière année pour laquelle des données sont disponibles



Note : Pour chaque dimension, les indicateurs reçoivent des pondérations dont la somme est égale à 1. Les pays sont classés dans l'ordre croissant selon la proportion des indicateurs pondérés pour lesquels les inégalités sont faibles. Pour chaque pays, « inégalités faibles » renvoie au nombre de résultats en matière de bien-être pour lesquels les performances en matière d'inégalités se situent dans le tiers inférieur du classement des pays de l'OCDE et « inégalités fortes » correspond au tiers supérieur du classement. Seuls les indicateurs pour lesquels des données sont disponibles pour au moins deux tiers des pays de l'OCDE sont pris en compte. En l'occurrence, sept dimensions sont évaluées au moyen des neuf indicateurs pondérés suivants : rapport S80/S20 de revenu disponible équivalent des ménages et part du patrimoine détenue par les 10 % de ménages les plus riches pour « revenu et patrimoine » ; rapport D9/D1 de salaire brut pour « emplois et salaires » ; écart-type d'âge au décès pour « état de santé » ; rapport S80/S20 de durée du travail pour « équilibre vie professionnelle-vie privée » ; rapports D9/D1 des scores PISA et PIAAC pour « éducation et compétences » ; rapport S80/S20 d'efficacité politique pour « engagement civique et gouvernance » ; rapport S80/S20 de satisfaction à l'égard de la vie pour « bien-être subjectif ».
Source : Bases de données diverses, citées dans le tableau 2.A.1 de l'annexe 2.A.

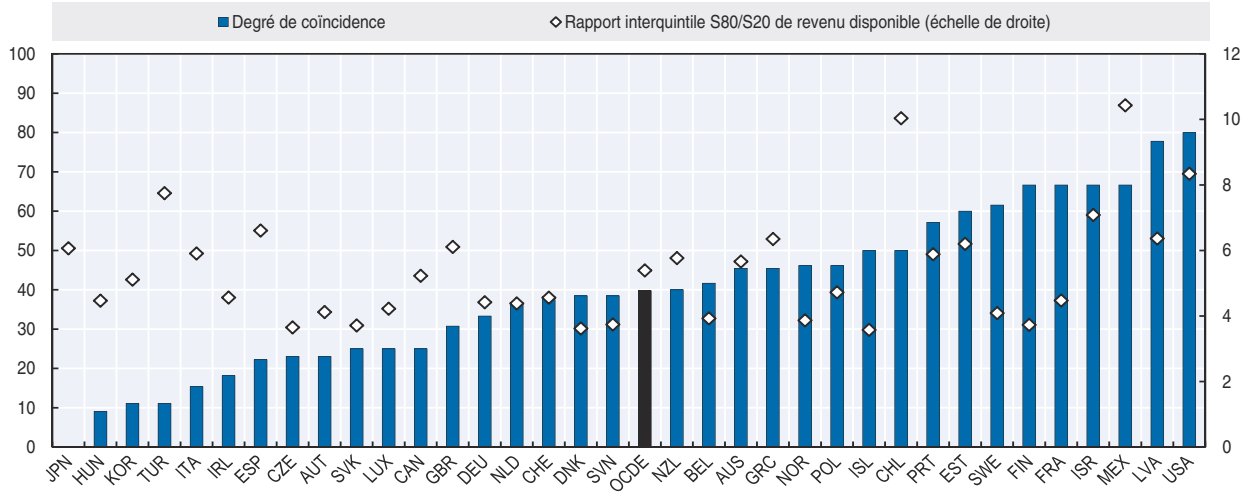
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675118

importantes en ce qui concerne de nombreux autres aspects du bien-être. La France affiche une performance intermédiaire dans la plupart des dimensions. À noter que le graphique 2.2 présente le niveau relatif des inégalités, *quel que soit le bien-être moyen atteint*. En conséquence, des pays peuvent très bien afficher de faibles inégalités pour de nombreux résultats tout en ayant un niveau de bien-être moyen faible (voir les analyses présentées dans le chapitre 1).

Le graphique 2.3 rappelle combien il est important de ne pas examiner les inégalités sous le seul angle du revenu, puisqu'il présente pour chaque pays le lien entre le niveau des inégalités de revenu et les inégalités verticales constatées dans d'autres dimensions du bien-être. Plus précisément, les barres représentent la proportion des indicateurs pondérés appartenant à la même catégorie (inégalités faibles, performance intermédiaire ou inégalités fortes) que le rapport S80/S20 de revenu dans un pays donné. Ainsi, les États-Unis cumulent des inégalités de revenu fortes et une proportion élevée (80 %) d'inégalités verticales fortes également dans les autres dimensions. En Finlande, les inégalités de revenu sont faibles et une forte proportion des indicateurs d'inégalités verticales le sont également. En revanche, dans d'autres pays, les inégalités de revenu et les autres inégalités de bien-être coïncident beaucoup moins : en Hongrie et au Japon, moins de 10 % des inégalités verticales appartiennent à la même catégorie que le rapport S80/S20 de revenu. Au Mexique et au Chili, deux pays de l'OCDE où les inégalités de revenu sont fortes, les différents indicateurs des inégalités verticales se recoupent largement. L'inverse est cependant vrai pour d'autres pays où les inégalités de revenu sont relativement élevées, comme la Turquie, l'Espagne et le Japon (axe des ordonnées de droite)[6]. Bien qu'elle ne décrive pas la corrélation des résultats au *niveau individuel* (c'est-à-dire qu'elle ne permet pas de déterminer si les personnes qui ont

Graphique 2.3. **Degré de coïncidence entre les inégalités de revenu et les inégalités verticales dans d'autres dimensions du bien-être, par pays**

Pourcentage d'indicateurs pondérés pour lesquels les inégalités verticales en matière de revenu et dans d'autres dimensions du bien-être appartiennent au même tiers de la distribution dans un pays donné, dernière année pour laquelle des données sont disponibles



Note : Les pays sont classés dans l'ordre croissant selon le degré de coïncidence entre les inégalités de revenu et les inégalités verticales dans d'autres dimensions du bien-être. Pour chaque dimension, les indicateurs reçoivent des pondérations dont la somme est égale à 1. Pour chaque pays, on considère que les performances en matière d'inégalités de revenu et d'inégalités verticales dans d'autres dimensions du bien-être coïncident si elles font partie du même tiers du classement des pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles. Seuls les indicateurs pour lesquels des données sont disponibles pour au moins deux tiers des pays de l'OCDE sont pris en compte. En l'occurrence, les indicateurs suivants sont examinés : rapport S80/S20 de revenu ; rapport D9/D1 de salaire brut ; écart-type d'âge au décès ; rapport S80/S20 de durée du travail ; rapport D9/D1 des scores PISA ; rapport D9/D1 des scores PIAAC ; rapport S80/S20 d'efficacité politique ; et rapport S80/S20 de satisfaction à l'égard de la vie.

Source : Bases de données diverses, citées dans le tableau 2.A.1 de l'annexe 2.A.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675137

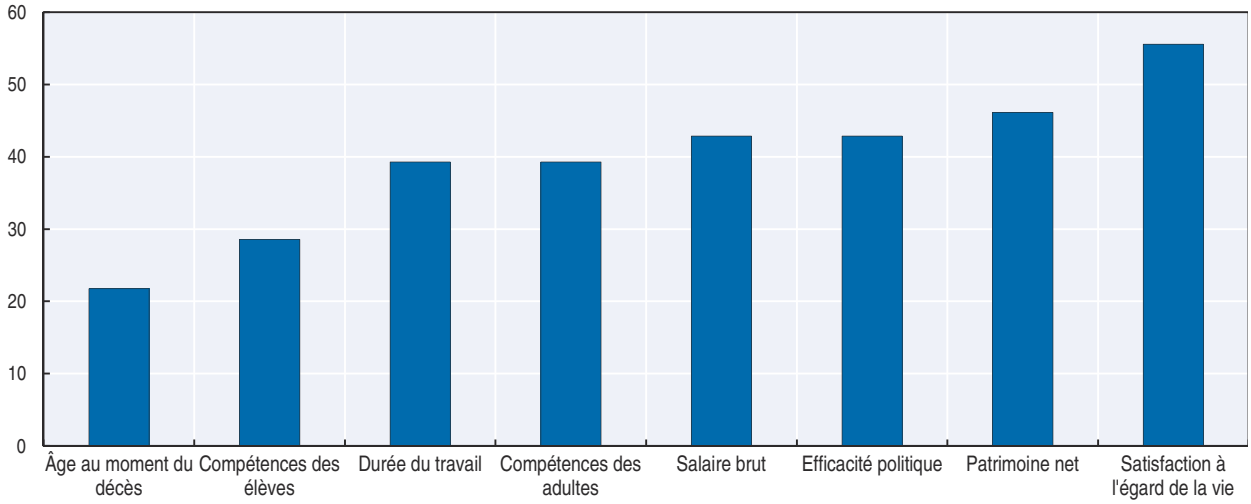
un revenu faible, par exemple, sont également en mauvaise santé – aspect évoqué plus loin dans cette partie), l'analyse présentée par le graphique 2.3 montre qu'au niveau national, de fortes inégalités de revenu vont parfois de pair avec de fortes inégalités verticales de bien-être, mais que tel n'est pas toujours le cas.

Lorsque la similarité des performances des pays en matière d'inégalités est évaluée sous l'angle d'une comparaison des indicateurs plutôt que des pays (graphique 2.4), les indicateurs pour lesquels la coïncidence avec les inégalités de revenu est la plus grande sont la satisfaction à l'égard de la vie, le patrimoine net, le salaire brut et l'efficacité politique (40 à 60 % des pays se classent dans le même tiers de la distribution pour chacune des paires d'indicateurs). Le degré de coïncidence est aussi relativement grand (concerne plus d'un pays sur trois) pour la durée de travail et les compétences des adultes. Le lien entre les inégalités de revenu et les inégalités verticales en matière de compétences des élèves et d'âge au décès est plus faible.

Toutefois, l'évaluation des inégalités verticales à partir des performances relatives masque en grande partie les écarts de niveau de ces inégalités entre les pays. Le graphique 2.5 montre l'écart entre les pays de l'OCDE qui affichent les meilleures et les plus mauvaises performances. L'écart le plus grand entre pays concerne le revenu disponible des ménages (pour lequel les inégalités sont près de trois plus fortes au Mexique qu'en Islande), le salaire brut, le patrimoine net des ménages et la satisfaction à l'égard de la vie. L'écart le plus petit est observé pour la durée du travail, l'âge au décès, les compétences des adultes et des élèves (pour ce dernier indicateur, les inégalités sont à peine 20 % plus élevées en Israël qu'en Estonie).

Graphique 2.4. **Degré de coïncidence entre les inégalités de revenu et les inégalités verticales dans d'autres dimensions du bien-être, par indicateur**

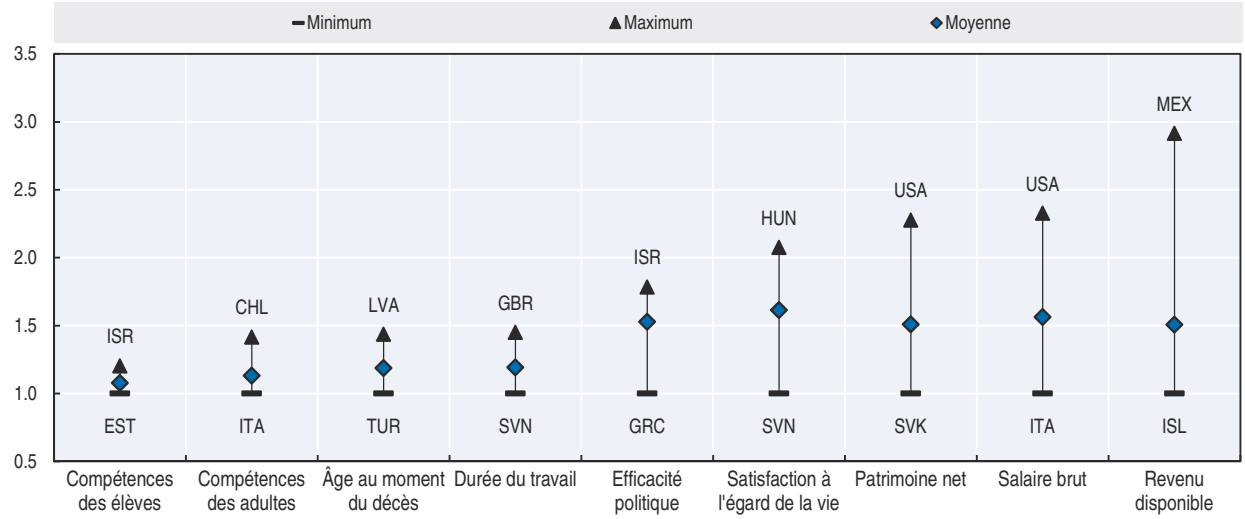
Pourcentage de pays dans lesquels les inégalités verticales en matière de revenu et dans d'autres dimensions du bien-être coïncident, dernière année pour laquelle des données sont disponibles



Note : Pour un pays donné, on considère que les performances en matière d'inégalités de revenu et d'inégalités verticales dans d'autres dimensions du bien-être coïncident si elles font partie du même tiers de la distribution des performances (par exemple, la première barre signifie que dans 22 % des pays pour lesquels des données sont disponibles, les inégalités de revenu et l'écart-type d'âge au décès appartiennent au même tiers de la distribution des performances – inégalités fortes, performance intermédiaire, inégalités faibles). Seuls les indicateurs pour lesquels des données sont disponibles pour au moins deux tiers des pays de l'OCDE sont pris en compte.
Source : Bases de données diverses, citées dans le tableau 2.A.1 de l'annexe 2.A.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675156

Graphique 2.5. **Distribution des inégalités verticales observées dans les pays par indicateur de bien-être**



Note : La performance du pays qui affiche le niveau d'inégalités le plus élevé (maximum) pour un indicateur de bien-être donné est exprimée sous la forme d'un multiple de celle du pays qui affiche le niveau d'inégalités le plus faible (minimum) pour le même indicateur. La « moyenne » correspond aux performances en matière d'inégalités de la moyenne des pays. Seuls les indicateurs pour lesquels des données sont disponibles pour au moins deux tiers des pays de l'OCDE sont pris en compte.
Source : Bases de données diverses, citées dans le tableau 2.A.1 de l'annexe 2.A.

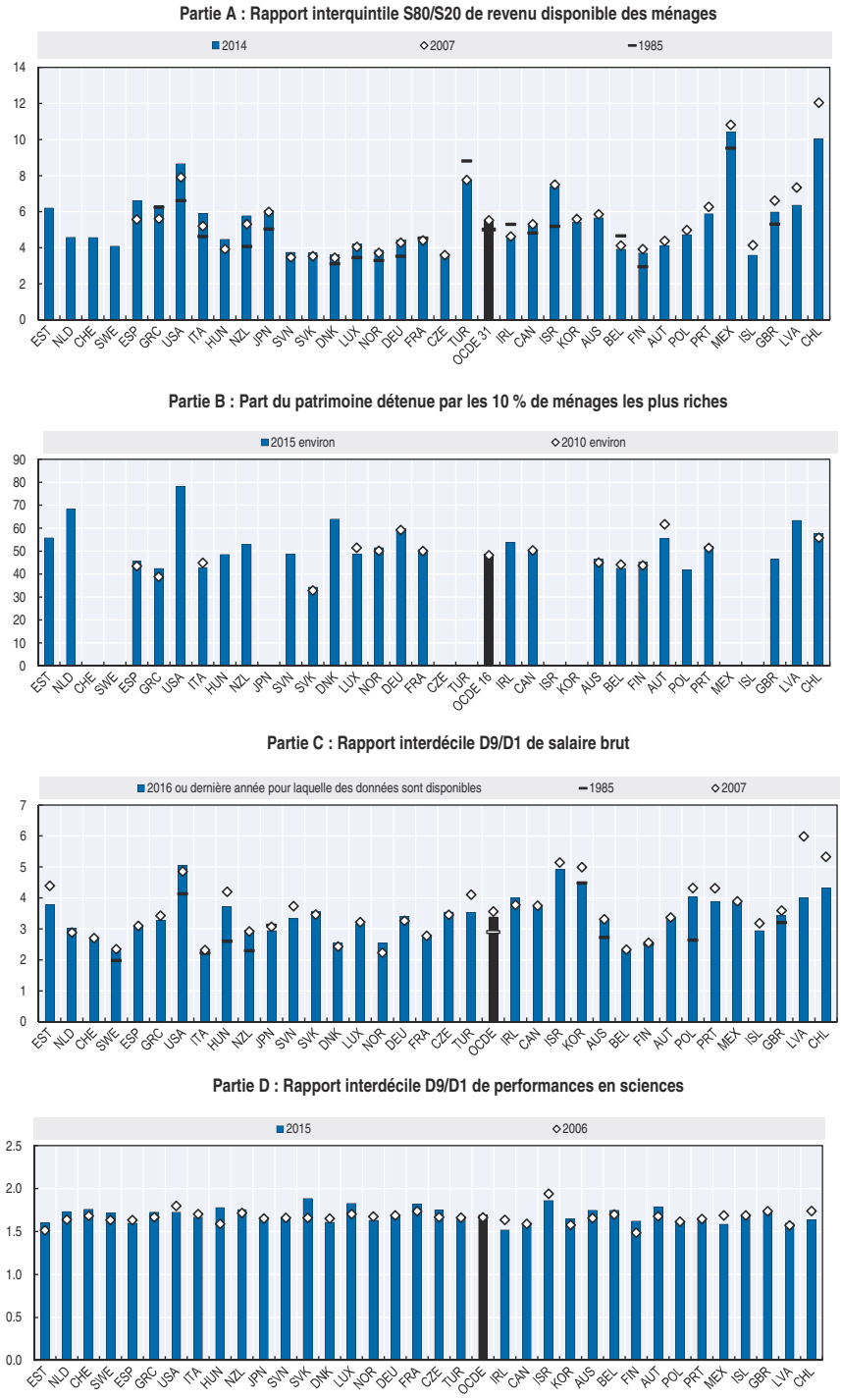
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675175

L'évolution dans le temps des inégalités verticales ne peut être évaluée que pour quelques indicateurs : revenu disponible des ménages, patrimoine net des ménages, salaire brut et compétences cognitives des élèves. Les indicateurs examinés ici sont les mêmes que ceux utilisés pour construire le graphique 2.2, à ceci près que les compétences cognitives des élèves sont évaluées au moyen du rapport D9/D1 de performances en sciences et non du rapport D9/D1 de la moyenne des scores PISA dans l'ensemble des disciplines comme dans le graphique 2.2[7]. Plusieurs tendances se dégagent du graphique 2.6 :

- Depuis le début de la crise financière, les inégalités de revenu restent beaucoup plus fortes qu'elles ne l'étaient au milieu des années 80. En moyenne pour les 31 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de séries chronologiques cohérentes, le rapport interquintile S80/S20 de revenu disponible est passé de 5.51 à 5.54 entre 2007 et 2013, avant de diminuer en 2014 (pour s'établir à 5.49 ; graphique 2.6, partie A)[8]. Il existe cependant d'importants écarts entre pays : les pays dans lesquels les inégalités de revenu se sont le plus creusées sont ceux qui ont été le plus durement frappés par la crise (Espagne, Grèce et Italie) et les États-Unis ; parallèlement, les inégalités de revenu ont régressé dans certains pays qui affichaient les inégalités les plus fortes en 2007, comme le Chili, la Lettonie et le Royaume-Uni.
- En moyenne pour les 16 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, entre 2010 et 2015, la part du patrimoine détenue par les 10 % de ménages les plus riches a légèrement augmenté (passant de 48.2 % à 48.7 %, graphique 2.6, partie B). Elle a diminué de 2 points de pourcentage au Luxembourg et en Italie, tandis qu'elle a augmenté de 2 points en Espagne et au Chili et de plus de 3 points en Grèce (passant de 38.8 % à 42.4 %)[9].
- Au niveau de l'OCDE, les inégalités de salaire brut – mesurées par le rapport interdécile D9/D1 – ont diminué de 5 % entre 2007 et 2016, le rapport étant passé de 3.56 à 3.39, mais elles sont restées fortes dans la plupart des pays pour lesquels il existe des données se rapportant aux 30 dernières années (graphique 2.6, partie C). La baisse la plus marquée a eu lieu dans les pays où les inégalités étaient les plus fortes au début de la période considérée – tels que le Chili, la Lettonie et la Corée – tandis que l'augmentation la plus importante s'est produite en Norvège (+14 %), pays qui affichait la plus faible dispersion du salaire brut en 2007.
- Depuis 2006, les inégalités en matière de compétences cognitives des élèves se sont creusées dans la zone OCDE. La hausse la plus forte a été enregistrée en Hongrie et en République slovaque (+12 % et +14 % respectivement), tandis que les inégalités ont régressé de 6 % ou plus en Irlande, au Chili et au Mexique (graphique 2.6, partie D)[10].

Aucune tendance commune ne se dégage d'une comparaison de l'évolution des inégalités verticales en matière de revenu disponible des ménages, de patrimoine, de salaire brut et de compétences des élèves ces dix dernières années dans la zone OCDE, mais les inégalités ont reculé dans toutes les dimensions pour lesquelles des informations sont disponibles en Israël et en Islande, tandis que l'inverse est vrai en République tchèque et en République slovaque. Au Canada et en France, les inégalités verticales sont restées relativement stables pour tous les indicateurs au cours de cette période. Durant la dernière année pour laquelle des données sont disponibles, certains des pays les plus inégalitaires en 2007 (Mexique, Chili et Portugal) ont vu les inégalités verticales diminuer dans presque toutes les dimensions pour lesquelles il existe des données, même si leurs performances restent médiocres. En Allemagne, en Grèce, aux Pays-Bas et en Nouvelle-Zélande, les inégalités verticales se sont accentuées pour la majorité des indicateurs examinés durant la période considérée.

Graphique 2.6. **Évolution des inégalités verticales pour quelques indicateurs de bien-être**



Note : Dans chaque partie, la valeur OCDE correspond à la moyenne simple des pays pour lesquels des données sont disponibles pour les deux années les plus récentes indiquées sur le graphique. Les pays sont classés dans l'ordre croissant selon l'évolution des inégalités de revenu entre 2007 et 2014. Partie A : la valeur OCDE pour 1985 correspond à la moyenne simple des pays suivants : Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, Grèce, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Mexique, Norvège, Nouvelle-Zélande, Turquie, Royaume-Uni et États-Unis. Partie C : la valeur OCDE pour 1985 correspond à la moyenne simple des pays suivants : Australie, Finlande, Hongrie, Italie, Japon, Corée, Nouvelle-Zélande, Pologne, Suède, Royaume-Uni et États-Unis. Pour des détails sur les années auxquelles se rapportent les données pour les différents pays, voir StatLink ci-après.

Source : Bases de données diverses, citées dans le tableau 2.A.1 de l'annexe 2.A.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675194

Les inégalités horizontales

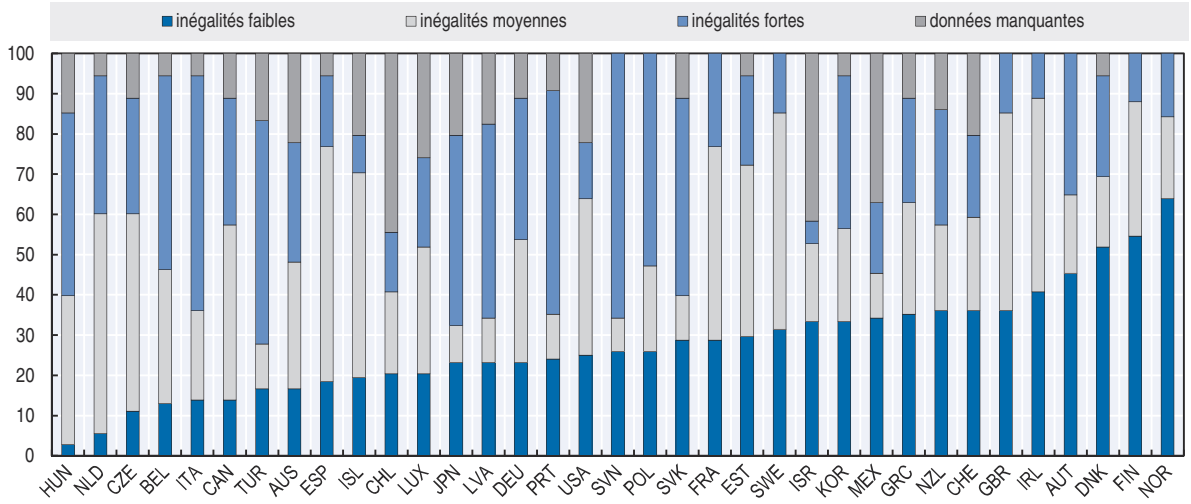
La présente section décrit les résultats des groupes les plus exposés au risque d'avoir un faible niveau de bien-être au sein des pays de l'OCDE, les résultats du groupe peu performant étant évalués par rapport à ceux du groupe très performant. L'analyse se limite donc une fois encore aux disparités relatives entre les pays, quel que soit le niveau moyen de bien-être atteint par chaque pays. Les « groupes défavorisés » considérés sont les femmes, les jeunes et les personnes âgées, ainsi que les personnes n'ayant pas dépassé le niveau d'instruction de l'enseignement primaire ou secondaire. Le niveau de bien-être de ces groupes est comparé à celui des hommes, des personnes d'âge mûr et des personnes ayant fait des études supérieures, respectivement.

Les inégalités horizontales en fonction du sexe

Le graphique 2.7 illustre le pourcentage d'indicateurs pondérés où chaque pays affiche des inégalités en fonction du sexe qui sont « fortes », « faibles » et « moyennes ». Les pays sont classés en fonction des inégalités moyennes de bien-être entre les femmes et les hommes au sein de la société. Ainsi, la Norvège enregistre de faibles inégalités entre les sexes ou en faveur des femmes dans 64 % des 18 indicateurs pondérés considérés, de fortes

Graphique 2.7. **Les inégalités horizontales en fonction du sexe**

Pourcentage d'indicateurs pondérés où chaque pays affiche des inégalités faibles, moyennes et fortes, comparaison entre le niveau moyen de bien-être des femmes et celui des hommes, dernière année disponible



Note : Les indicateurs à l'intérieur de chaque dimension se voient attribuer des pondérations équivalentes dont la somme est égale à 1. Les pays sont classés par ordre croissant en fonction du pourcentage d'indicateurs pondérés où ils enregistrent de faibles inégalités. Pour chaque pays, il s'agit des inégalités horizontales classées dans le tiers inférieur des pays de l'OCDE ; les « fortes inégalités » désignent les inégalités horizontales classées dans le tiers supérieur des pays de l'OCDE. Seuls les indicateurs pour lesquels les données disponibles couvrent au moins les deux tiers des pays de l'OCDE sont pris en compte. En particulier, neuf dimensions sont couvertes par 18 indicateurs pondérés qui comparent le niveau moyen de bien-être des femmes et celui des hommes : le salaire horaire, le taux d'emploi et de chômage et l'incidence des bas salaires en ce qui concerne la dimension « emplois et salaires » ; l'incidence de la bonne ou très bonne santé en ce qui concerne la dimension « état de santé » ; le temps consacré aux loisirs et à soi ainsi que l'incidence du nombre élevé d'heures travaillées en ce qui concerne la dimension « équilibre entre vie professionnelle et vie privée » ; l'incidence du niveau d'études (enseignement secondaire du deuxième cycle, enseignement supérieur) et les résultats obtenus au PISA et au PIAAC en ce qui concerne la dimension « éducation et compétences » ; la qualité du réseau social et le temps consacré à la vie sociale en ce qui concerne la dimension « liens sociaux » ; l'efficacité politique et le taux de participation électorale auto-déclaré en ce qui concerne la dimension « engagement civique et gouvernance » ; la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau en ce qui concerne la dimension « qualité de l'environnement » ; le sentiment de sécurité et le taux d'homicides en ce qui concerne la dimension « sécurité personnelle » ; la satisfaction à l'égard de la vie en ce qui concerne la dimension « bien-être subjectif ». Pour un indicateur donné, plus les femmes obtiennent de bons (mauvais) résultats par rapport aux hommes, plus les résultats du pays dans le domaine considéré sont bons (mauvais).

Source : Diverses bases de données, comme indiqué dans le tableau 2.A.1 de l'annexe 2.A.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675213

inégalités dans 16 % d'entre eux et des inégalités moyennes dans 20 % d'entre eux. Dans le même temps, la Slovénie, l'Italie, le Portugal et la Turquie enregistrent de fortes inégalités entre les femmes et les hommes dans la plupart des 18 indicateurs pondérés. Curieusement, la Suède enregistre de faibles inégalités entre les sexes dans seulement 31 % des indicateurs pondérés, des inégalités moyennes dans 54 % d'entre eux et de fortes inégalités dans 15 % d'entre eux ; ces résultats plutôt médiocres de la part d'un pays qui d'ordinaire fait figure d'exemple en matière d'égalité entre les sexes s'expliquent par le fait que l'analyse porte uniquement sur les inégalités qui existent à l'intérieur du pays, les résultats des femmes suédoises étant comparés à ceux des hommes suédois, et non à ceux des femmes des autres pays de l'OCDE. En fait, si les Suédoises obtiennent de meilleurs résultats que les femmes des autres pays de l'OCDE dans la plupart des dimensions du bien-être, la Suède affiche des inégalités entre femmes et hommes plus importantes que celles de la plupart des pays de l'OCDE dans certaines dimensions. Ainsi, alors que les Suédoises ont davantage tendance que les Britanniques à déclarer que leur santé est bonne, voire très bonne (77 % contre 70 %), les inégalités entre les sexes en matière d'état de santé perçu sont importantes en Suède (6 %) et presque inexistantes au Royaume-Uni.

Les inégalités horizontales en fonction de l'âge

Le graphique 2.8 illustre le nombre de dimensions où chaque pays affiche des inégalités en fonction de l'âge qui sont « faibles », « fortes » et « moyennes ». Aucune distinction n'est faite entre les différences liées à l'âge (les différences dues au vieillissement ou les changements qui se produisent aux différentes étapes de la vie, par exemple) et les effets de cohorte (qui sont liés au vécu des personnes nées telle ou telle année, par exemple). En outre, la situation des personnes évolue généralement tout au long de la vie (niveau de richesse, relations sociales et état de santé, par exemple). Par conséquent, les différences liées à l'âge ne tiennent pas toujours nécessairement à l'âge uniquement, mais à une série d'autres facteurs qui varient avec l'âge ; de plus, elles ne constituent pas toujours un inconvénient appelant des mesures correctives. Ainsi, dans les pays nordiques, le faible taux de chômage, le bon fonctionnement du marché du crédit hypothécaire et la générosité des prêts subventionnés par l'État permettent aux jeunes de prendre rapidement leur autonomie, bien que cela implique également des taux relativement élevés de pauvreté chez les jeunes.

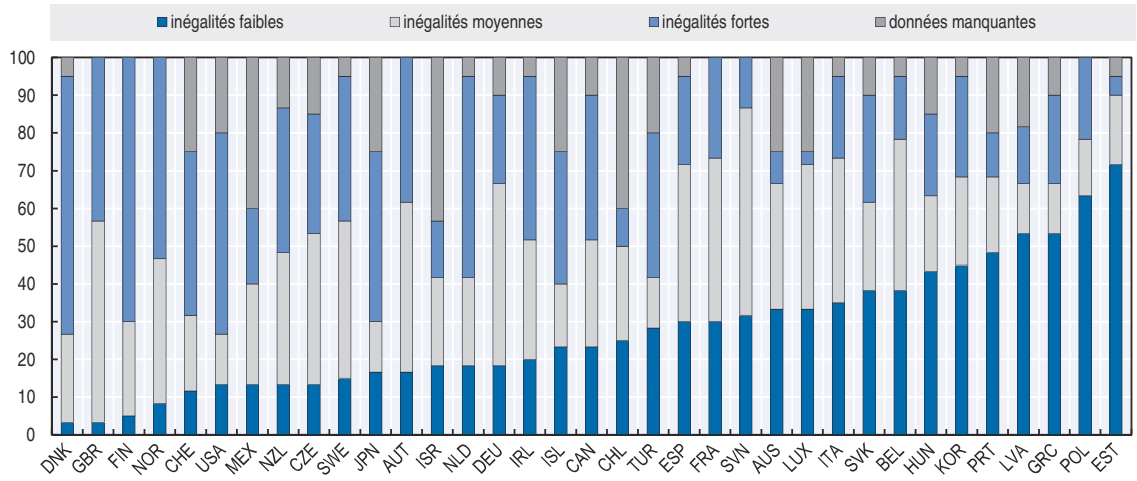
Le classement des pays illustré dans la partie A du graphique 2.8 représente les inégalités moyennes de bien-être entre les jeunes et les personnes d'âge mûr. L'Estonie enregistre de faibles inégalités relatives dans 72 % des 17 indicateurs pondérés considérés, des inégalités moyennes dans 18 % d'entre eux et de fortes inégalités relatives dans 5 % d'entre eux (avec des données manquantes dans 5 % des indicateurs pondérés). La Pologne, la Grèce, le Portugal et la Lettonie enregistrent également de bons résultats. En revanche, la Norvège, la Finlande, le Danemark et le Royaume-Uni figurent parmi les pays avec le plus bas niveau de faibles inégalités, avec moins de 10 % des indicateurs pondérés.

Si l'on prend en considération les résultats relatifs des aînés (graphique 2.8, partie B), la position relative de certains pays dans le classement change complètement. Ainsi, l'Estonie affiche alors de faibles inégalités relatives dans seulement 25 % des indicateurs pondérés considérés et la Norvège dans 62 % d'entre eux (contre 72 % et 8 % respectivement dans la partie A). Cela tend à montrer que le niveau de bien-être a tendance à baisser avec l'âge dans certains pays et à augmenter avec l'âge dans d'autres : le niveau de bien-être dans les pays moins bien classés dans la partie B que dans la partie A (l'Estonie, la Pologne, la Lettonie et la Slovénie, par exemple) a tendance à baisser avec l'âge, alors qu'il a tendance à augmenter

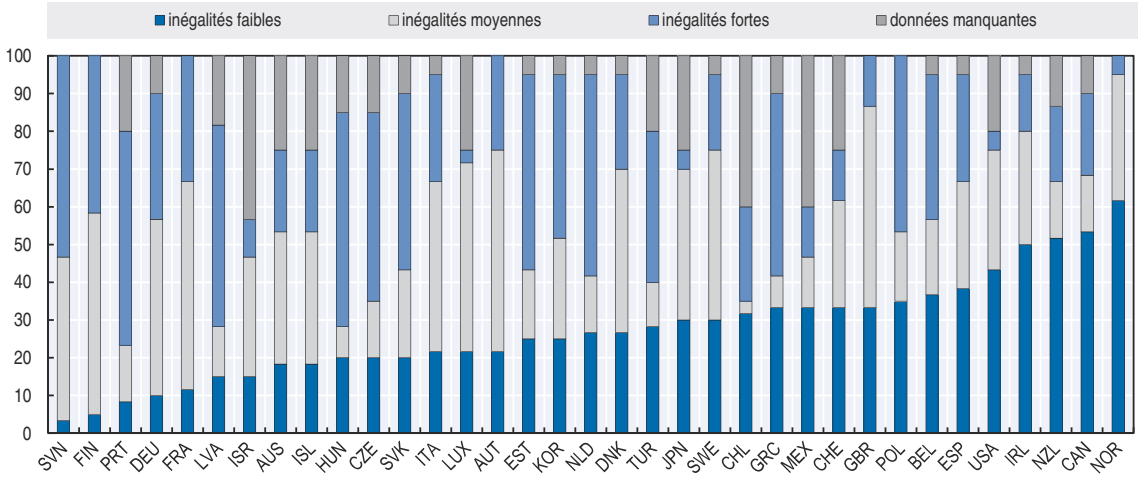
Graphique 2.8. **Les inégalités horizontales en fonction de l'âge**

Pourcentage d'indicateurs pondérés où chaque pays affiche des inégalités faibles, moyennes et fortes, dernière année disponible

Partie A : Comparaison entre le niveau moyen de bien-être des jeunes et celui des personnes d'âge mûr



Partie B : Comparaison entre le niveau moyen de bien-être des aînés et celui des personnes d'âge mûr



Note : Les indicateurs à l'intérieur de chaque dimension se voient attribuer des pondérations équivalentes dont la somme est égale à 1. Les pays sont classés par ordre croissant en fonction du pourcentage d'indicateurs pondérés où ils enregistrent de faibles inégalités. Il s'agit des inégalités horizontales classées dans le tiers inférieur des pays de l'OCDE ; les « fortes inégalités » désignent les inégalités horizontales classées dans le tiers supérieur des pays de l'OCDE. Seuls les indicateurs pour lesquels les données disponibles couvrent au moins les deux tiers des pays de l'OCDE sont pris en compte. En particulier, 10 dimensions sont couvertes par 17 indicateurs pondérés qui comparent le niveau moyen de bien-être des jeunes et celui des personnes d'âge mûr (partie A) ainsi que le niveau moyen de bien-être des aînés et celui des personnes d'âge mûr (partie B) : le revenu disponible des ménages et le patrimoine net en ce qui concerne la dimension « revenu et patrimoine » ; le salaire horaire, le taux d'emploi et le taux de chômage en ce qui concerne la dimension « emplois et salaires » ; l'incidence de la bonne ou très bonne santé en ce qui concerne la dimension « état de santé » ; l'incidence du nombre élevé d'heures travaillées et le temps consacré aux loisirs et à soi en ce qui concerne la dimension « équilibre entre vie professionnelle et vie privée » ; l'incidence du niveau d'études (enseignement secondaire du deuxième cycle, enseignement supérieur) et les résultats obtenus au PISA et au PIAAC en ce qui concerne la dimension « éducation et compétences » ; la qualité du réseau de soutien et le temps consacré à la vie sociale en ce qui concerne la dimension « liens sociaux » ; le taux de participation électorale auto-déclaré et l'efficacité politique en ce qui concerne la dimension « engagement civique et gouvernance » ; la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau en ce qui concerne la dimension « qualité de l'environnement » ; le sentiment de sécurité en ce qui concerne la dimension « sécurité personnelle » ; la satisfaction à l'égard de la vie en ce qui concerne la dimension « bien-être subjectif ». Pour un indicateur donné, plus le premier groupe obtient de bons (mauvais) résultats par rapport au second groupe, plus les résultats du pays dans le domaine considéré sont bons (mauvais). Pour une description détaillée des groupes d'âge précis pris en compte pour chaque indicateur, se reporter aux tableaux 2.A.4 et 2.A.5.

Source : Diverses bases de données, comme indiqué dans le tableau 2.A.1 de l'annexe 2.A.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675232

avec l'âge dans les pays mieux classés dans la partie B que dans la partie A (la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les États-Unis et le Danemark, par exemple). Enfin, dans les pays qui occupent la même place du classement dans les deux parties du graphique 2.8 (la Turquie et les Pays-Bas, par exemple), les résultats tendent à être assez bien répartis entre les trois groupes d'âge ou à suivre une courbe en forme de U (ou de U inversé).

Les inégalités horizontales en fonction du niveau d'études

Si le fait d'avoir fait des études présente souvent des avantages en matière d'emploi et de niveau de salaire, les personnes ayant un certain niveau d'instruction sont également en meilleure santé, ont davantage tendance à s'engager civiquement (voir le chapitre 4), déclarent pouvoir compter davantage sur leurs amis, et leurs proches et eux-mêmes ont davantage tendance à être globalement satisfaites de leur vie. Toutefois, comme pour les autres formes d'inégalités de bien-être, l'ampleur des inégalités liées au niveau d'études varie d'un pays à l'autre.

Le classement des pays illustré dans la partie A du graphique 2.9 montre la comparaison entre le niveau de bien-être des personnes ayant fait des études primaires et celui des personnes ayant fait des études supérieures dans chaque pays. L'Irlande affiche de faibles inégalités relatives dans 55 % des 14 indicateurs pondérés considérés, des inégalités moyennes dans 28 % d'entre eux et de fortes inégalités relatives dans 17 % d'entre eux. La Suisse, la Finlande et la Suède enregistrent de faibles inégalités relatives dans plus de 40 % des indicateurs pondérés considérés. La France, l'Italie, la Slovénie, la République slovaque et Israël sont parmi les pays avec le niveau le plus bas de faibles inégalités relatives (moins de 10 % des indicateurs pondérés considérés), occupant ainsi les dernières places du classement.

De même, le classement des pays illustré dans la partie B du graphique 2.9 présente la comparaison entre le niveau de bien-être des personnes ayant fait des études secondaires et celui des personnes ayant fait des études supérieures dans chaque pays. La Suède arrive en tête du classement, avec de faibles inégalités relatives dans 60 % des 14 indicateurs pondérés considérés, suivie de la Suisse et de l'Espagne. Le Luxembourg, qui est l'un des pays les mieux classés dans la partie A du graphique 2.9, est nettement moins bien classé dans la partie B, enregistrant de faibles inégalités relatives dans seulement 13 % des indicateurs pondérés. La Finlande, l'Irlande, les Pays-Bas et le Mexique affichent de faibles inégalités relatives dans moins de domaines dans la partie B (où le niveau moyen de bien-être des personnes ayant fait des études secondaires est comparé à celui des personnes ayant fait des études supérieures) que dans la partie A (où le niveau moyen de bien-être des personnes ayant fait des études primaires est comparé à celui des personnes ayant fait des études supérieures), tandis que l'inverse est vrai pour l'Australie, l'Italie et l'Espagne. Cette observation tend à montrer que le gradient d'éducation en matière de bien-être est plus marqué en Australie, en Italie et en Espagne.

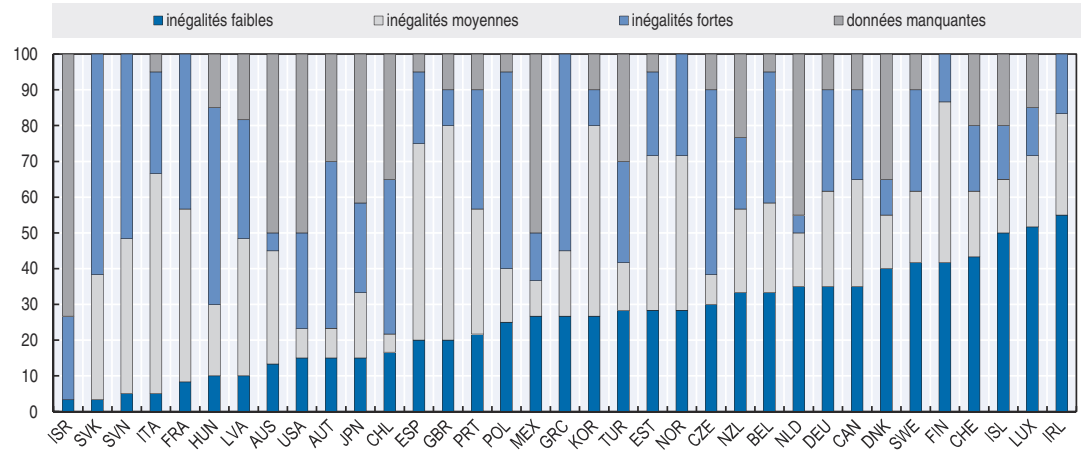
Les privations

Il existe d'innombrables façons de définir la privation, que ce soit au niveau des individus ou des ménages. Les indicateurs classiques portent généralement sur le revenu ou les dépenses de consommation, les seuils de privation étant fixés soit en fonction de considérations biologiques (le coût du panier de produits alimentaires de base plus une certaine somme réservée aux besoins non alimentaires de base, par exemple), soit en fonction des normes sociales en vigueur dans une société donnée à un moment donné. Pourtant, la privation va au-delà du niveau insuffisant de revenus. Récemment, de nouveaux

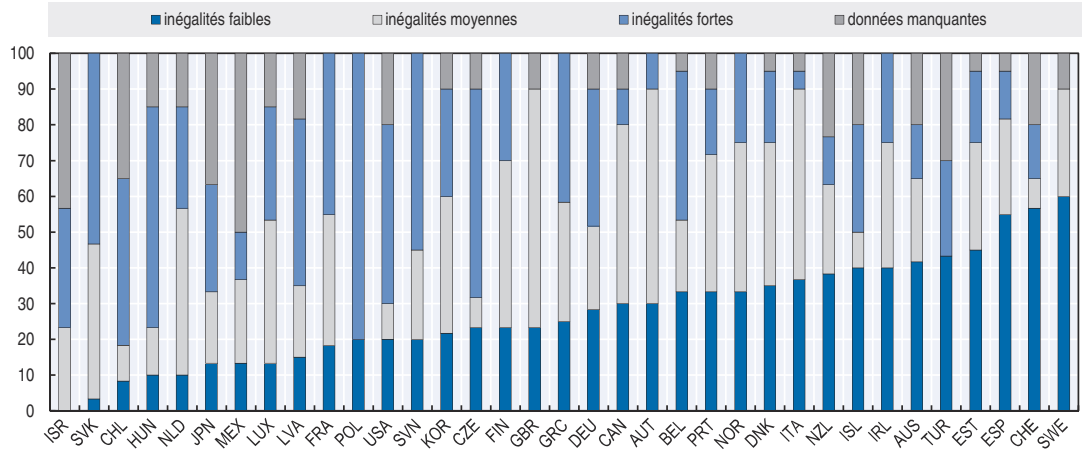
Graphique 2.9. **Les inégalités horizontales en fonction du niveau d'études**

Pourcentage d'indicateurs pondérés où chaque pays affiche des inégalités faibles, moyennes et fortes, dernière année disponible.

Partie A : Comparaison entre le niveau moyen de bien-être des personnes ayant fait des études primaires et celui des personnes ayant fait des études supérieures



Partie B : Comparaison entre le niveau moyen de bien-être des personnes ayant fait des études secondaires et celui des personnes ayant fait des études supérieures



Note : Les indicateurs à l'intérieur de chaque dimension se voient attribuer des pondérations équivalentes dont la somme est égale à 1. Les pays sont classés par ordre croissant en fonction du pourcentage d'indicateurs pondérés où ils enregistrent de faibles inégalités. Il s'agit des inégalités horizontales classées dans le tiers inférieur des pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données ; les « fortes inégalités » désignent les niveaux d'inégalités classés dans le tiers supérieur des pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données. Seuls les indicateurs pour lesquels les données disponibles couvrent au moins les deux tiers des pays de l'OCDE sont pris en compte. En particulier, 10 dimensions sont couvertes par 14 indicateurs pondérés qui comparent le niveau moyen de bien-être des personnes ayant fait des études primaires et celui des personnes ayant fait des études supérieures (partie A) ainsi que le niveau moyen de bien-être des personnes ayant fait des études secondaires et celui des personnes ayant fait des études supérieures (partie B) : le patrimoine net en ce qui concerne la dimension « revenu et patrimoine » ; le salaire horaire, le taux d'emploi et le taux de chômage en ce qui concerne la dimension « emplois et salaires » ; l'incidence de la bonne ou très bonne santé en ce qui concerne la dimension « état de santé » ; l'incidence du nombre élevé d'heures travaillées en ce qui concerne la dimension « équilibre entre vie professionnelle et vie privée » ; les résultats obtenus au PISA et au PIAAC en fonction du niveau d'études des parents en ce qui concerne la dimension « éducation et compétences » ; la qualité du réseau de soutien en ce qui concerne la dimension « liens sociaux » ; le taux de participation électorale auto-déclaré et l'efficacité politique en ce qui concerne la dimension « engagement civique et gouvernance » ; la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau en ce qui concerne la dimension « qualité de l'environnement » ; le sentiment de sécurité en ce qui concerne la dimension « sécurité personnelle » ; la satisfaction à l'égard de la vie en ce qui concerne la dimension « bien-être subjectif ». Pour un indicateur donné, plus le premier groupe obtient de bons (mauvais) résultats par rapport au second groupe, plus les résultats du pays dans le domaine considéré sont bons (mauvais).

Source : Diverses bases de données, comme indiqué dans le tableau 2.A.1 de l'annexe 2.A.

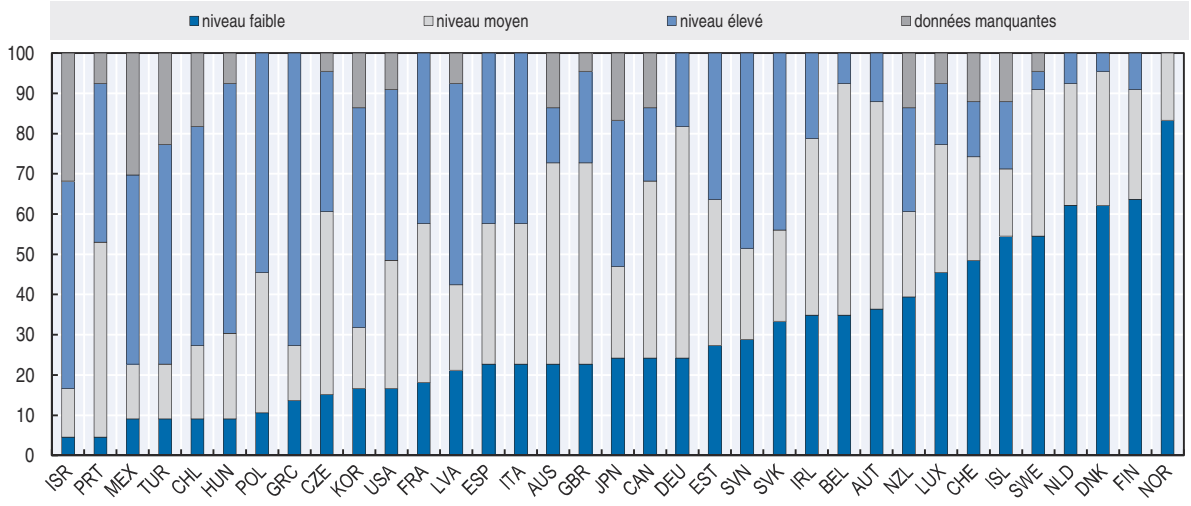
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675251

indicateurs de privation qui tiennent compte des divers résultats en matière de bien-être ont été élaborés (voir le chapitre 5 de la publication *Guide on Poverty Measurement* de la CEE-ONU, à paraître). Plus largement, on constate qu'en moyenne, dans certains pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, une personne sur six manque de temps (OCDE, 2013), et plus d'une personne sur deux ne dispose pas des liquidités suffisantes pour parer à une insuffisance temporaire de revenus (encadré 2.5)[11].

De même que pour les inégalités verticales et horizontales, les résultats en matière de privation varient d'un pays à l'autre au sein de la zone OCDE. Le graphique 2.10 illustre le pourcentage d'indicateurs pondérés où chaque pays enregistre des niveaux de privation faibles, élevés et moyens. Dans l'ensemble, les résultats des pays en matière d'inégalités verticales et de privations sont similaires. Ainsi, pour plusieurs dimensions, les pays nordiques affichent de faibles niveaux d'inégalités verticales et de privations, tandis que l'inverse est vrai pour le Portugal, Israël et le Mexique. L'Italie fait figure d'exception : le niveau relativement faible d'inégalités verticales (graphique 2.2) s'accompagne généralement de résultats moyens, voire faibles, en ce qui concerne la privation (graphique 2.10).

Graphique 2.10. **Les privations en matière de bien-être**

Pourcentage d'indicateurs pondérés où chaque pays affiche des niveaux de privation faibles, moyens et élevés, dernière année disponible



Note : Les indicateurs à l'intérieur de chaque dimension se voient attribuer des pondérations équivalentes dont la somme est égale à 1. Les pays sont classés par ordre croissant en fonction du pourcentage d'indicateurs pondérés où ils enregistrent de faibles niveaux de privation. Il s'agit des niveaux de privation classés dans le tiers inférieur des pays de l'OCDE ; les « niveaux élevés » désignent les niveaux de privation classés dans le tiers supérieur des pays de l'OCDE. Seuls les indicateurs pour lesquels les données disponibles couvrent au moins les deux tiers des pays de l'OCDE sont pris en compte. En particulier, 11 dimensions sont évaluées par le biais de 20 indicateurs pondérés : la pauvreté monétaire relative et la pauvreté en termes d'actifs en ce qui concerne la dimension « revenu et patrimoine » ; le taux de chômage et le risque de bas salaire en ce qui concerne la dimension « emplois et salaires » ; les prix du logement trop élevés et la promiscuité en ce qui concerne la dimension « conditions de logement » ; l'incidence d'une santé correcte, mauvaise ou très mauvaise en ce qui concerne la dimension « état de santé » ; l'incidence du nombre élevé d'heures travaillées en ce qui concerne la dimension « équilibre entre vie professionnelle et vie privée » ; la proportion d'adultes âgés de 25 à 64 ans ayant un niveau d'études inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire, la proportion d'élèves de 15 ans dont le niveau de compétences est inférieur ou égal au niveau 2 en sciences, en lecture et en mathématiques, et la proportion d'adultes dont le niveau de compétences est inférieur ou égal au niveau 1 à la fois en littératie et en numératie au PIAAC en ce qui concerne la dimension « éducation et compétences » ; le manque de réseau de soutien en ce qui concerne la dimension « liens sociaux » ; le taux d'abstention aux dernières élections nationales et la proportion de personnes qui déclarent ne pas influer sur l'action gouvernementale en ce qui concerne la dimension « engagement civique et gouvernance » ; la part de la population exposée à plus de 15 microgrammes/m^3 de particules fines ($PM_{2.5}$) et le mécontentement à l'égard de la qualité de l'eau en ce qui concerne la dimension « qualité de l'environnement » ; la peur de la criminalité et le taux d'homicides en ce qui concerne la dimension « sécurité personnelle » ; la proportion de personnes très faiblement satisfaites à l'égard de la vie et dont le bilan émotionnel est négatif en ce qui concerne la dimension « bien-être subjectif ».
Source : Diverses bases de données, comme indiqué dans le tableau 2.A.1 de l'annexe 2.A.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675270

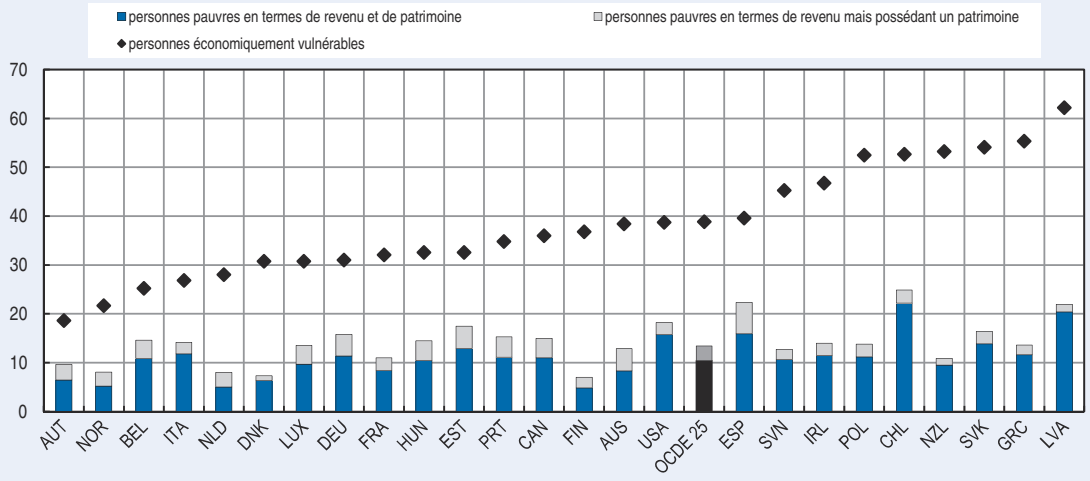
Encadré 2.5. **Observations sur la pauvreté en termes d'actifs dans les pays de l'OCDE**

Bien que le revenu permette aux gens de satisfaire leurs besoins et de se fixer de nombreux objectifs qu'ils jugent important d'atteindre dans leur vie, le patrimoine permet de faire perdurer ces choix. Les données de l'OCDE montrent que la corrélation, au niveau microéconomique, entre le revenu et le patrimoine est loin d'être parfaite : ainsi, moins de la moitié des ménages qui appartiennent au quintile de revenu le plus bas appartiennent également au quintile de valeur nette le plus bas, et près d'un quart appartient au troisième quintile de patrimoine ou à un quintile supérieur (Murtin et Mira d'Ercole, 2015), une tendance qui reflète en partie la concentration du patrimoine chez les personnes âgées, qui ont généralement des revenus plus faibles. Étant donné que les données sur les flux de revenus ne renseignent pas sur la capacité des ménages de maintenir un niveau de vie décent pendant les périodes de faible revenu, l'analyse conjointe du revenu et du patrimoine améliore clairement les connaissances sur le bien-être économique des ménages et permet d'étudier la correspondance entre le niveau de vie actuel des ménages et leur vulnérabilité aux chocs de revenus.

De nouvelles données de l'OCDE permettent d'examiner si les ménages disposent d'un patrimoine suffisant pour lisser leur consommation en cas de choc négatif – soit une absence de revenu pendant trois mois. Ces données permettent d'identifier trois groupes de personnes particulièrement intéressants pour l'étude des inégalités. Tout d'abord, les personnes pauvres en termes de revenu, mais possédant un patrimoine ; celles-ci

Graphique 2.11. **La pauvreté monétaire et la pauvreté en termes d'actifs**

Pourcentage de personnes pauvres en termes de revenu, de patrimoine ou économiquement vulnérables, par pays, dernière année disponible



Note : Les pays sont classés par ordre croissant en fonction du pourcentage de personnes « économiquement vulnérables ». La définition du revenu utilisée a été calquée autant que possible sur celle utilisée pour rendre compte de la pauvreté monétaire, c'est-à-dire sur celle du revenu disponible des ménages. Toutefois, dans bien des cas, les sources de données utilisées pour le calcul des statistiques sur la richesse ne contiennent pas d'informations sur le revenu disponible des ménages ; c'est pourquoi le choix a été fait ici de se référer à la notion de revenu brut (c'est-à-dire la somme totale des salaires et traitements, des revenus du travail indépendant, des revenus de la propriété et des transferts courants reçus, avant impôts) en cas d'absence de données sur le revenu disponible. Les taux de pauvreté monétaire se rapportent au revenu disponible des ménages pour l'Australie, le Canada, le Chili, le Danemark, la Finlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et les États-Unis, et au revenu brut des ménages pour les autres pays. Le patrimoine est défini en termes de liquidités financières (espèces, actions cotées, fonds communs de placement et obligations, déduction faite du passif des entreprises non constituées en société). Les personnes pauvres en termes de revenu ont un revenu équivalent inférieur à 50 % du revenu médian dans chaque pays. Les personnes pauvres en termes de revenu et de patrimoine ont un revenu équivalent inférieur à 50 % du revenu médian et disposent de liquidités financières inférieures à 25 % du seuil de pauvreté monétaire (matelas de trois mois). Les personnes « économiquement vulnérables » désignent les personnes qui ne sont pas pauvres en termes de revenu pour l'instant, mais qui disposent de liquidités financières inférieures à 25 % du seuil de pauvreté monétaire. La moyenne de l'OCDE est la moyenne simple des pays. Étant donné la diversité des sources de revenus et des définitions du revenu, les taux de pauvreté monétaire indiqués dans ce graphique diffèrent de ceux qui sont rapportés dans d'autres sections du présent chapitre.
Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses, https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=6881a0ae-9623-41a9-82da-92741649b4cf&themetreeid=-200.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675289

Encadré 2.5. **Observations sur la pauvreté en termes d'actifs dans les pays de l'OCDE** *(suite)*

ont un revenu inférieur au seuil de pauvreté, mais disposent d'un patrimoine financier suffisant pour se protéger contre un choc correspondant à une absence de revenu pendant trois mois. Ensuite, les personnes pauvres en termes de revenu et de patrimoine, qui ne disposent pas de ce matelas. Enfin, celles économiquement vulnérables, dont le revenu est supérieur au seuil de pauvreté, mais qui risquent de tomber dans la pauvreté en cas d'absence de revenu pendant trois mois par manque de ressources financières.

Le graphique 2.11 tend à montrer que dans les 25 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, environ 75 % des personnes pauvres en termes de revenu sont également pauvres en termes de patrimoine. En outre, plus d'une personne sur trois est vulnérable à la pauvreté monétaire, ce qui signifie que même si elle a actuellement un revenu supérieur au seuil de pauvreté, elle ne dispose pas de suffisamment de liquidités financières pour faire face à une absence de revenu pendant trois mois. L'Autriche et la Norvège enregistrent le plus faible pourcentage de personnes économiquement vulnérables, tandis que la Lettonie, la Grèce, la République slovaque et la Nouvelle-Zélande enregistrent le pourcentage le plus élevé, plus d'une personne sur deux ne disposant pas d'un matelas financier de trois mois.

Les corrélations entre les résultats sur le plan du bien-être et les dimensions du bien-être

Les corrélations par paires entre les différents résultats sur le plan du bien-être

L'approche dimensionnelle adoptée pour la mesure des inégalités en matière de bien-être ne tient pas compte de l'interaction entre les différentes dimensions du bien-être chez les individus. Or ces corrélations sont importantes, parce qu'une société où « le premier remporte la mise » et donc où telle personne est classée première dans toutes les dimensions du bien-être, telle autre deuxième, etc., est incontestablement plus inégalitaire qu'une société où le degré d'inégalité est identique dans chaque dimension, mais où telles personnes sont classées premières dans certaines dimensions et telles autres dans d'autres dimensions[12].

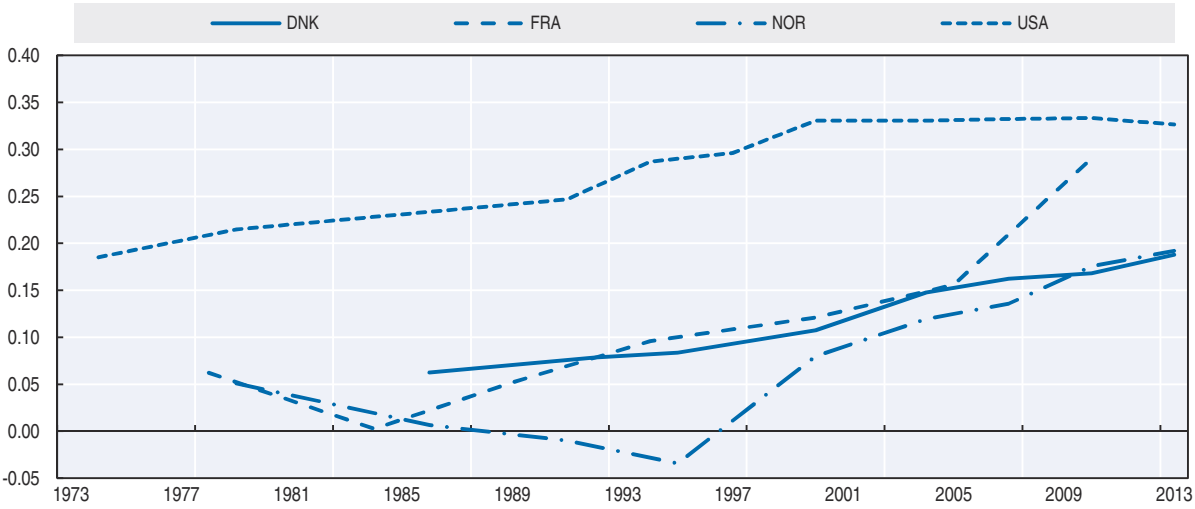
L'évaluation de la distribution conjointe des résultats implique de respecter plusieurs conditions strictes en matière de données. Idéalement, l'ensemble de données doit non seulement comprendre des informations microéconomiques sur la distribution de chaque dimension prise séparément, mais aussi fournir des informations sur la manière dont les résultats sont corrélés entre eux (par exemple, il doit fournir non seulement des informations sur la proportion de personnes qui déclarent être en mauvaise santé *ou* avoir un faible niveau d'instruction, mais aussi permettre d'identifier les personnes qui déclarent être en mauvaise santé *et* avoir un faible niveau d'instruction). Autrement dit, dans l'idéal, toutes les informations doivent provenir d'un seul et même ensemble de données microéconomiques couvrant toutes les dimensions et toutes les personnes d'un même pays. Les données doivent également être comparables et couvrir tous les pays de l'OCDE. Dans la pratique, cet ensemble de données idéal n'existe pas pour l'instant. C'est pourquoi la présente section se limite à une sélection de dimensions du bien-être et de pays pour lesquels on dispose de données largement comparables.

Les corrélations sont au cœur de toute analyse des inégalités, sachant que la dispersion de la distribution d'un résultat donné dépend, entre autres, de l'interaction entre ses différentes composantes. Ainsi, la distribution du revenu dépend de trois éléments : 1) la part des diverses composantes du revenu (le salaire, les revenus du capital, par exemple) dans le revenu des ménages ; 2) la distribution de chacune des composantes (la distribution des salaires, par exemple) ; 3) la corrélation au niveau individuel entre les distributions de chaque composante

du revenu. Si les deux premiers éléments ont été amplement étudiés, le troisième mécanisme (à savoir la structure de l'association) a moins retenu l'attention (OCDE, 2011a), malgré l'existence de données montrant que les plus fortes inégalités de revenu observées dans certains pays de l'OCDE au cours des 40 dernières années pourraient résulter, entre autres, de corrélations plus étroites entre les salaires et les revenus du capital (les mêmes personnes se retrouvent de plus en plus au sommet de l'échelle de distribution des salaires et des revenus du capital) (Aaberge et al., 2013 ; Milanovic, 2016 ; Piketty, 2014)[13]. Le graphique 2.12 montre que la corrélation des rangs entre les salaires et les revenus du capital a augmenté au cours des 40 dernières années dans certains pays de l'OCDE, mais pas dans d'autres[14].

Graphique 2.12. **Corrélation entre les salaires et les revenus du capital dans certains pays de l'OCDE**

Coefficient de corrélation des rangs de Spearman entre les salaires équivalents et les revenus du capital équivalents



Note : Les salaires et les revenus du capital sont calculés selon le champ couvert par la base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus (*www.oecd.org/fr/social/donnees-distribution-revenus.htm*).

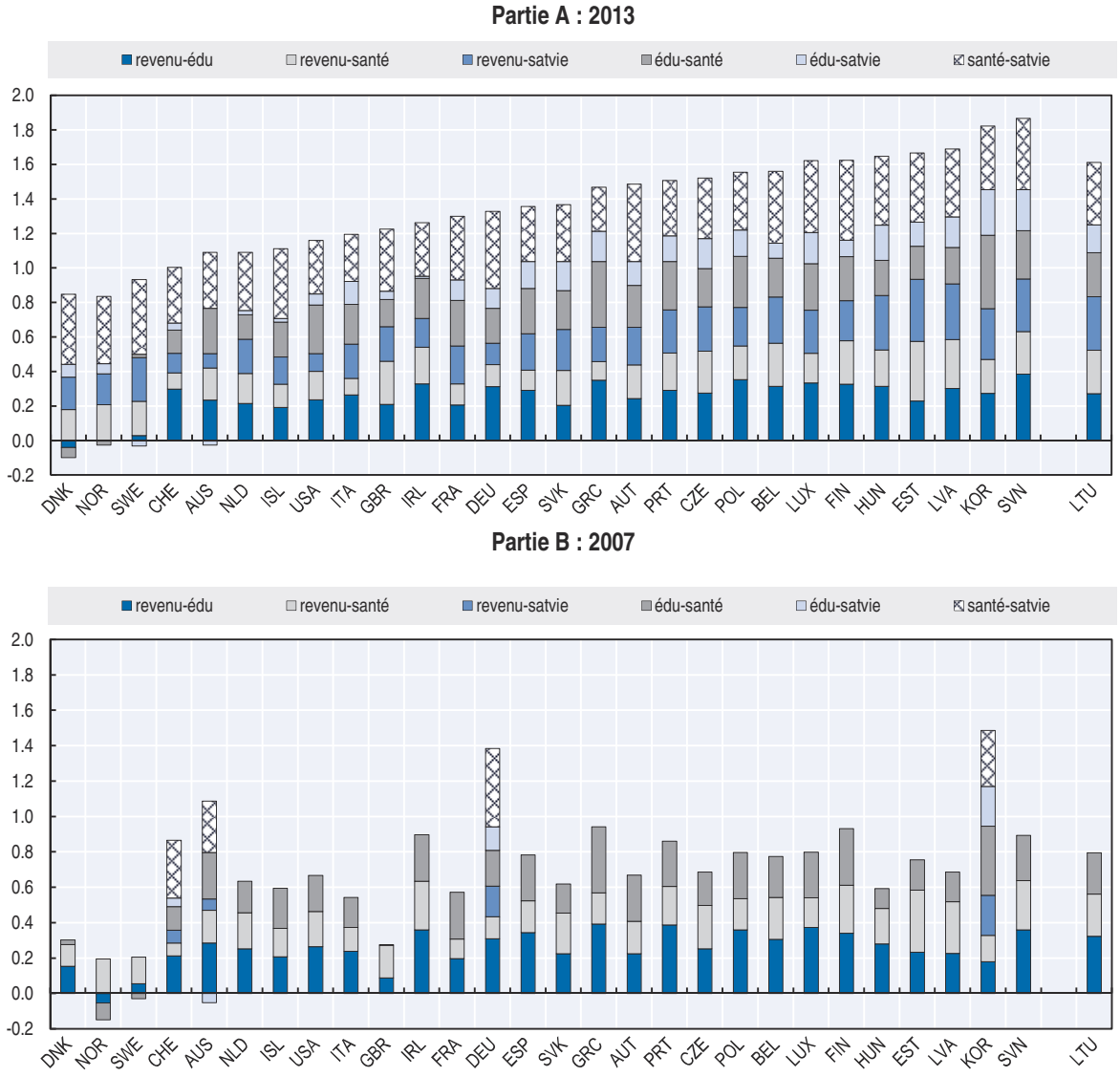
Source : Calculs de l'OCDE effectués d'après les données au niveau individuel issues de la base de données Luxembourg Income Study (LIS), *www.lisdatacenter.org/our-data/lis-database/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675308

Il est également possible d'avoir recours à l'analyse des corrélations pour évaluer la distribution conjointe de différents résultats sur le plan du bien-être. Le graphique 2.13 illustre les corrélations par paires au niveau individuel qui existent entre les quatre variables suivantes dans les 28 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données : revenu disponible des ménages (équivalent), état de santé perçu, nombre d'années d'études et satisfaction à l'égard de la vie. Les corrélations se rapportent à l'année 2013 (partie A) et à l'année 2007 (partie B), ce qui permet d'évaluer les éventuelles évolutions au fil du temps. L'échantillon est limité aux adultes de plus de 24 ans pour lesquels on dispose d'informations complètes sur les quatre variables ; les données sur la satisfaction à l'égard de la vie ne sont disponibles que pour 2013 pour tous les pays européens, hormis l'Allemagne et la Suisse[15].

Avec une corrélation au niveau de l'OCDE de 0.25, les résultats « revenu des ménages » et « années d'études » sont généralement étroitement corrélés, malgré d'importantes variations d'un pays à l'autre[16]. Au Danemark, en Norvège et en Suède, où la corrélation entre ces deux résultats est proche de zéro, les personnes du quintile de revenu le plus élevé consacrent en moyenne le même nombre d'années aux études que celles des quintiles

Graphique 2.13. **Corrélations entre diverses dimensions du bien-être dans certains pays de l'OCDE**



Note : Le classement de la partie B est calqué sur le classement de la partie A. Les corrélations sont présentées sous forme de colonnes empilées pour des raisons de lisibilité uniquement ; cela ne signifie pas qu'elles sont cumulables. Dans la légende, « satvie » désigne la satisfaction à l'égard de la vie ; « édu » désigne le nombre d'années d'études ; « revenu » désigne le revenu disponible des ménages équivalent ; « santé » désigne l'état de santé perçu. Les données sur le revenu disponible des ménages équivalent se rapportent à l'année 2013 dans la partie A et à l'année 2007 dans la partie B.

Source : Calculs de l'OCDE basés sur Eurostat (2017), Statistiques de l'UE sur le revenu et les conditions de vie (base de données), *http://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions/data/database* et sur *Cross-national Equivalent File* (base de données), *https://cnef.ehe.osu.edu/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675327

inférieurs. Les personnes appartenant au quintile de revenu le plus élevé dans les pays présentant une corrélation moyenne (la France et la République slovaque, par exemple) étudient en moyenne 2 à 3 années de plus que les personnes se situant au bas de l'échelle de distribution des revenus. L'écart se creuse jusqu'à 5-6 ans dans les pays présentant une corrélation plus élevée (la Slovénie et la Grèce, par exemple) (graphique 2.13, partie A). Entre 2007 et 2013, la corrélation entre le revenu des ménages et le nombre d'années d'études a augmenté de manière significative au Royaume-Uni et en Lettonie : dans les deux

cas, les distributions marginales (c'est-à-dire la distribution des deux variables prises séparément) ne sont pas devenues plus inégales, mais une corrélation plus forte entre ces deux dimensions a engendré une augmentation de l'inégalité de leur distribution conjointe. En revanche, au Portugal, la corrélation (élevée) entre le revenu des ménages et le nombre d'années d'études a diminué de près de 10 points de pourcentage entre 2007 et 2013 ; sachant que les distributions marginales du revenu des ménages et du nombre d'années d'études n'ont pratiquement pas changé, cela implique que l'inégalité de leur distribution conjointe a diminué au Portugal entre 2007 et 2013. Les tendances sont similaires en Australie, où la corrélation entre le revenu des ménages et le nombre d'années d'études a diminué d'environ 5 points de pourcentage ; sachant que l'inégalité des distributions marginales n'a pas changé, la distribution conjointe du nombre d'années d'études et du revenu des ménages a indubitablement diminué (partie B).

Les estimations du graphique 2.13 tendent également à montrer qu'il existe une relation positive importante entre le revenu des ménages et l'état de santé perçu, à quelques exceptions près (graphique 2.13, partie A). L'une de ces exceptions est l'Italie, qui enregistre l'une des corrélations les plus faibles des pays de l'OCDE (0.10) et où la probabilité de déclarer un très bon état de santé général est presque la même, quels que soient les quintiles de revenu. Toutefois, au Royaume-Uni et en Estonie, le revenu des ménages est beaucoup plus fortement corrélé à l'état de santé perçu, les personnes appartenant au quintile de revenu supérieur ayant deux à trois fois plus tendance que les personnes du quintile de revenu inférieur à s'estimer en très bonne santé. La corrélation entre le revenu des ménages et l'état de santé perçu est devenue plus étroite au Royaume-Uni et au Danemark ; sachant que la distribution de ces deux variables prises séparément n'a pas évolué de manière significative dans ces deux pays, on peut conclure que la distribution conjointe du revenu des ménages et de l'état de santé perçu est devenue moins uniforme (partie B).

En 2013, la dimension « état de santé perçu » était fortement corrélée à la dimension « nombre d'années d'études » dans un tiers des pays considérés, à savoir la Corée, la Grèce, l'Espagne, la Finlande, la France, le Luxembourg, la Pologne, les États-Unis, le Portugal, la Slovénie et l'Australie (graphique 2.13, partie A). En moyenne, dans les pays considérés, les personnes qui se déclarent en très bonne santé ont fait 4 années d'études de plus que celles qui se déclarent en très mauvaise santé, mais les différences sont importantes d'un pays à l'autre. En Corée et en Grèce, les personnes qui se déclarent en très bonne santé ont fait en moyenne 6 à 7 années d'études de plus que celles qui se déclarent en très mauvaise santé. Cette différence n'est que de 2 ans environ en Suisse, où la corrélation entre la dimension « état de santé perçu » et la dimension « nombre d'années d'études » (0.14) représente près d'un tiers de celle observée en Corée ou en Grèce (0.42 et 0.38 respectivement). Entre 2007 et 2013, une augmentation des corrélations par paires au Royaume-Uni et aux États-Unis s'est accompagnée de distributions marginales stables ou davantage inégales, ce qui signifie que l'inégalité dans la distribution conjointe des deux composantes s'est accrue au fil du temps. Inversement, la corrélation entre le nombre d'années d'études et l'état de santé perçu a diminué en Finlande, où les distributions marginales sont restées stables, ce qui signifie que l'inégalité dans la distribution conjointe des deux résultats a diminué (graphique 2.13, partie B).

Dans tous les pays, la corrélation entre les dimensions « satisfaction à l'égard de la vie » et « revenu des ménages » est positive et significative, allant de 0.08 en Australie à 0.35 en Estonie (graphique 2.13, partie A). En moyenne, dans l'ensemble des pays considérés, les personnes du quintile de revenu supérieur ont deux fois plus tendance que celles du quintile inférieur à se déclarer très satisfaites à l'égard de la vie (ce qui correspond à un niveau de

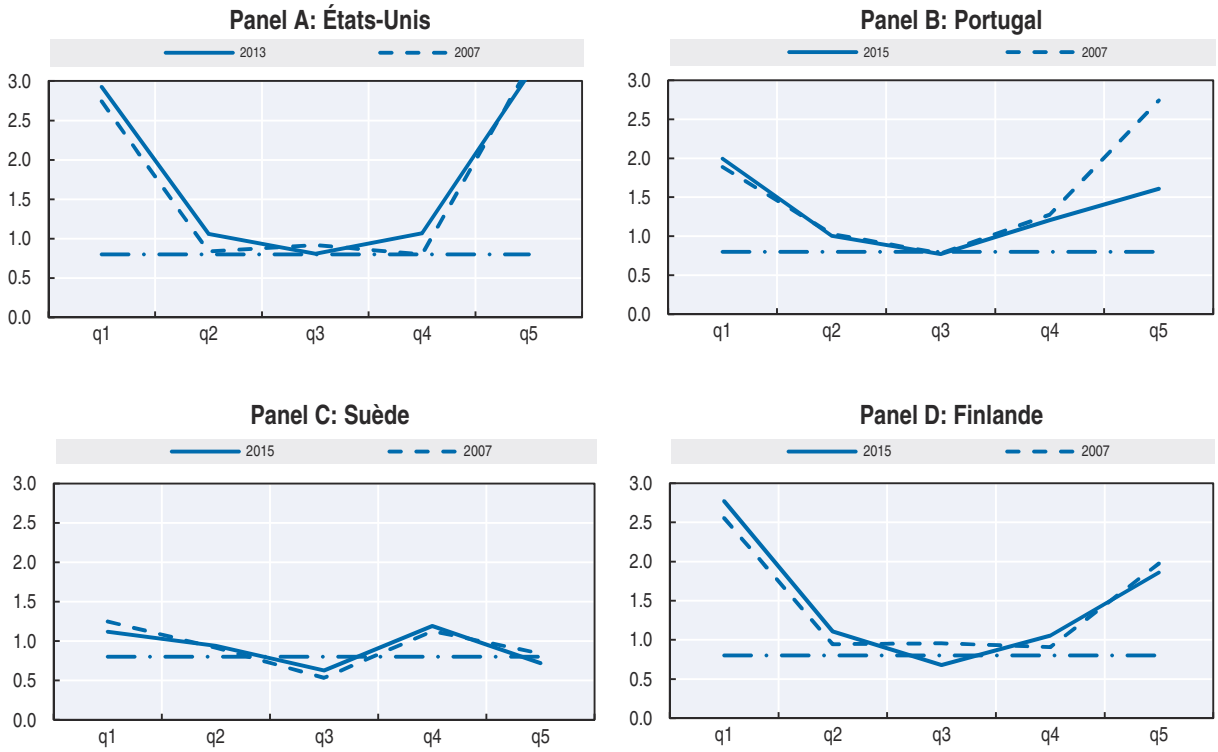
satisfaction supérieur ou égal à 8 sur une échelle de 0 à 10). La corrélation entre les dimensions « satisfaction à l'égard de la vie » et « état de santé perçu » est positive ; elle est comprise entre 0.25 en Grèce et 0.46 en Finlande. En moyenne, les personnes qui se déclarent très satisfaites à l'égard de la vie (ce qui correspond à un niveau de satisfaction supérieur ou égal à 8) ont quatre fois plus tendance à se déclarer en très bonne santé que celles dont le niveau de satisfaction à l'égard de la vie est inférieur à 3. Enfin, la corrélation entre les dimensions « satisfaction à l'égard de la vie » et « nombre d'années d'études » varie de « non significative » en Australie et en Suède à « positive » (0.26) en Corée. Les personnes dont le niveau de satisfaction à l'égard de la vie est élevé ont fait en moyenne 3 années d'études de plus que celles dont le niveau de satisfaction à l'égard de la vie est faible.

La distribution conjointe des résultats sur le plan du bien-être

Il est également possible de passer d'une approche bidimensionnelle, telle qu'illustrée dans le graphique 2.13, à une approche multidimensionnelle. Le graphique 2.14 donne une vue d'ensemble des inégalités multidimensionnelles en examinant la distribution conjointe

Graphique 2.14. **Proportion de personnes qui se situent dans le même quintile dans la distribution des revenus, de l'état de santé et du nombre d'années d'études dans certains pays de l'OCDE**

Pourcentages, personnes âgées de 25 ans et plus, 2007 et dernière année disponible



Note : La ligne horizontale à 0.8 dans chaque partie représente le cas où les personnes sont distribuées de façon homogène au sein de la distribution conjointe du revenu des ménages, de l'état de santé et du nombre d'années d'études. Pour chaque pays considéré, les lignes représentent la proportion de personnes qui se situent dans le même quintile dans chacune des trois distributions. Les axes des abscisses correspondent aux triplés de quintiles identiques définis sur les trois distributions de résultats ; ainsi, les éléments du triplé « q1 » sont les premiers quintiles de chacune des trois distributions de résultats. Dans chaque partie, les données sur le revenu disponible des ménages équivalent se rapportent à l'année précédant l'année de référence de l'enquête.

Source : Calculs de l'OCDE basés sur Eurostat (2017), Statistiques de l'UE sur le revenu et les conditions de vie (base de données), *http://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions/data/database* et sur *Cross-national Equivalent File* (base de données), *https://cnef.ehe.osu.edu/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675346

des trois dimensions du bien-être suivantes : le revenu des ménages, l'état de santé perçu et le nombre d'années d'études[17]. Le degré de corrélation entre ces trois résultats sur le plan du bien-être est évalué en fonction de la proportion de personnes qui se situent dans le même quintile dans chacune des trois distributions. La ligne horizontale à 0.8 dans chaque partie du graphique 2.14 représente le cas où les personnes sont réparties de façon homogène au sein de la distribution conjointe du revenu des ménages, de l'état de santé et du nombre d'années d'études[18]. Pour chaque pays considéré, les lignes qui se situent au-dessus (en deçà) de cette ligne horizontale signifient que les personnes sont surreprésentées (sous-représentées) dans certaines parties de la distribution conjointe.

Le graphique 2.14 montre qu'aux États-Unis, il y a davantage de viscosité aux extrémités supérieure et inférieure de la distribution qu'au milieu de la distribution en ce qui concerne les trois résultats sur le plan du bien-être considérés : plus d'une personne sur six appartenant au quintile de revenu supérieur (inférieur) se situe également dans le quintile supérieur (inférieur) en ce qui concerne l'état de santé et le nombre d'années d'études (soit 3.1 % des personnes, comme le montre la partie A du graphique 2.14). Des résultats similaires sont observés au Portugal en 2007 ; en 2015, ce rapport tombe à une personne sur treize pour le quintile supérieur, mais reste quasiment inchangé pour les quintiles inférieurs (partie B). Cela donne à penser que la baisse vertigineuse de la corrélation entre le revenu des ménages et le nombre d'années d'études observée pour le Portugal dans le graphique 2.13 pourrait avoir concerné essentiellement l'extrémité supérieure de la distribution des revenus. La distribution conjointe est beaucoup plus homogène en Suède, où les résultats d'une personne en ce qui concerne l'état de santé ou le nombre d'années d'études sont presque indépendants de sa position sur l'échelle des revenus (partie C). Le cas de la Finlande est particulièrement intéressant (partie D). La viscosité à l'extrémité inférieure de la distribution conjointe des revenus, de l'état de santé et du nombre d'années d'études mise en évidence dans le graphique 2.14 concorde avec les niveaux élevés de corrélations par paires signalés dans le graphique 2.13, mais contraste avec les très faibles inégalités verticales illustrées dans le graphique 2.2. Cela tend à montrer que, si l'écart entre les personnes obtenant des résultats élevés (faibles) est peu important en Finlande pour la plupart des dimensions du bien-être (comme tend à le montrer l'analyse à une seule variable), les personnes qui obtiennent des résultats élevés (faibles) dans une dimension donnée obtiendront probablement les mêmes résultats dans les autres dimensions. Ce résultat souligne la nécessité d'aller au-delà d'une analyse à une seule variable des inégalités de résultats en matière de bien-être et d'examiner comment ces inégalités interagissent au niveau individuel.

Inégalités et fondation d'une famille

Le terme « homogamie » est utilisé par les chercheurs pour décrire la tendance à suivre l'adage « qui se ressemble s'assemble » lorsqu'il s'agit d'établir des relations à long terme et de fonder une famille. Il importe de tenir compte de cet aspect dans toute évaluation des inégalités pour au moins trois raisons (OCDE, 2011a ; 2015b) :

- Tout d'abord, les personnes qui se mettent en couple avec une personne dont le niveau de bien-être est similaire au leur peuvent amplifier les inégalités existantes. Ainsi, si les personnes à faible revenu épousent surtout des personnes à faible revenu, et que les personnes à revenu élevé épousent surtout des personnes à revenu élevé, cela aggrave l'écart de revenu entre les ménages qu'elles forment.
- Ensuite, l'homogamie, dans la mesure où elle détermine les ressources du ménage, a également un impact sur la situation des enfants élevés au sein de ces ménages –

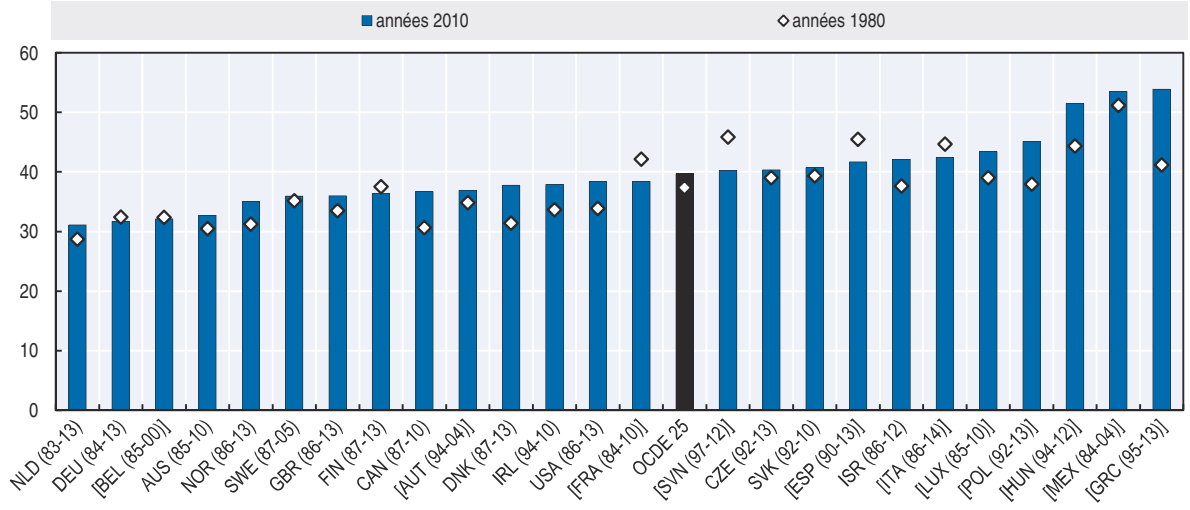
sachant qu'elle contribue à la transmission intergénérationnelle des inégalités (Becker et Tomes, 1979 ; Black et Devereux, 2011).

- Enfin, les types d'homogamie peuvent éclairer sur la nature des décisions prises au sein du ménage en matière de production et d'allocation (Becker, 1973 ; Zhang et Liu, 2003)[19].

Il est possible d'étudier l'homogamie en examinant les corrélations entre les résultats individuels au sein des couples. Le graphique 2.15 illustre la probabilité qu'une personne appartenant à un décile de revenu donné se mette en couple avec un adulte dont les revenus se situent dans le même décile ou dans un décile adjacent. Ce graphique montre qu'avec la généralisation des couples à deux revenus, l'homogamie est désormais largement répandue dans tous les pays de l'OCDE : en moyenne, deux personnes sur cinq vivent avec un conjoint actif appartenant au même décile de revenu ou à un décile de revenu adjacent, et cette proportion a augmenté au fil du temps, notamment en Grèce, en Hongrie et en Pologne ainsi qu'au Danemark et au Canada. En Grèce, par exemple, la part des ménages composés de couples actifs appartenant au même décile de revenu ou à un décile adjacent a augmenté de près de 15 points de pourcentage au cours des 20 dernières années. Néanmoins, la tendance inverse a été observée dans d'autres pays : en Belgique, en Allemagne, en Finlande et en Suède, l'homogamie n'a pas augmenté, elle a même baissé en France, en Italie, en Slovénie et en Espagne.

Graphique 2.15. **L'homogamie selon les revenus personnels**

Pourcentage de travailleurs appartenant à un décile de revenu donné dont le conjoint appartient au même décile de revenu ou à un décile de revenu adjacent, ménages composés de couples actifs, milieu des années 80 et milieu des années 2010



Note : Les données se rapportent aux couples mariés et en union libre où les deux conjoints travaillent et sont âgés de 25-64 ans. Les revenus désignent les revenus nets pour les pays entre crochets et les revenus bruts pour les autres pays. La moyenne de l'OCDE est la moyenne simple des pays.

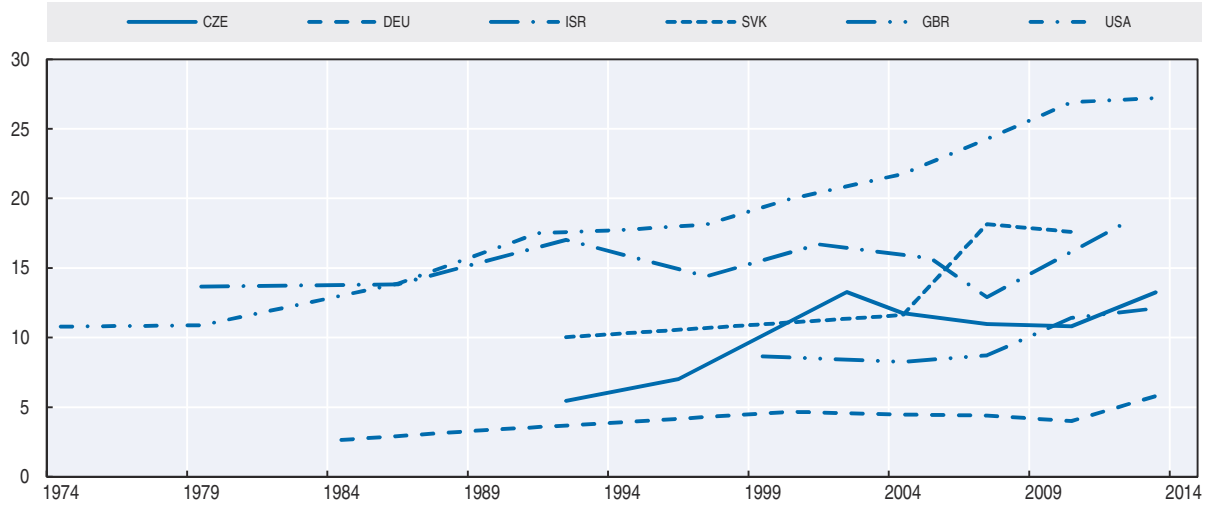
Source : Calculs de l'OCDE effectués d'après la base de données Luxembourg Income Study (LIS), *www.lisdatacenter.org/our-data/lis-database/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675365

L'augmentation de l'homogamie selon le niveau d'études a été encore plus prononcée (Blossfeld et Timm, 2003). Le graphique 2.16 illustre la probabilité qu'une personne n'ayant pas dépassé le niveau d'instruction de l'enseignement primaire ou qu'une personne ayant fait des études supérieures se mette en couple avec une personne n'ayant pas dépassé le niveau d'instruction de l'enseignement primaire[20]. Dans tous les pays considérés dans le

Graphique 2.16. **L'homogamie selon le niveau d'études : tendances dans certains pays de l'OCDE**

Probabilité qu'une personne n'ayant pas dépassé le niveau d'instruction de l'enseignement primaire vive avec un conjoint ayant le même niveau d'instruction



Note : Les données se rapportent aux couples mariés et en union libre où les deux conjoints travaillent et sont âgés de 25-64 ans. Les rapports de cotes traduisent la probabilité relative qu'un événement se produise dans un groupe particulier par rapport à un groupe de référence. Un rapport de cotes de 1 signifie qu'un événement a les mêmes chances de se produire dans un groupe particulier et dans le groupe de référence. Les coefficients dont la valeur est inférieure à 1 indiquent qu'un événement a moins de chances de se produire dans un groupe particulier que dans le groupe de référence ; les coefficients supérieurs à 1 indiquent qu'un événement a davantage de chances de se produire dans un groupe particulier que dans le groupe de référence.

Source : Calculs de l'OCDE effectués d'après la base de données *Luxembourg Income Study (LIS)*, *www.lisdatacenter.org/our-data/lis-database/*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933675384*

graphique 2.16, les personnes n'ayant pas dépassé le niveau d'instruction de l'enseignement primaire ont davantage tendance que celles qui ont fait des études supérieures à vivre avec un conjoint n'ayant pas dépassé le niveau d'instruction de l'enseignement primaire. En 2013, l'Allemagne enregistre le plus faible pourcentage d'homogamie (la probabilité de vivre avec un conjoint n'ayant pas dépassé le niveau d'instruction de l'enseignement primaire est cinq fois plus élevée chez les personnes peu instruites que chez les personnes ayant fait des études secondaires ou supérieures) tandis que les États-Unis affichent le plus fort pourcentage d'homogamie (le rapport de cotes y est proche de 30) (graphique 2.16). De même que l'homogamie selon les revenus, l'homogamie qui concerne les personnes n'ayant pas dépassé le niveau d'instruction de l'enseignement primaire a augmenté au cours des 40 dernières années, notamment aux États-Unis, où le rapport de cotes a plus que doublé.

Les inégalités intergénérationnelles

L'inégalité des chances peut être caractérisée soit par des mesures directes fondées sur les résultats, (les différences de poids à la naissance ou de résultats aux tests obtenus par les élèves selon le milieu familial, par exemple), soit par des mesures indirectes de la mobilité intergénérationnelle (la persistance des salaires d'une génération à l'autre, par exemple) (Bourguignon, à paraître ; Causa et Johansson, 2011). La mobilité intergénérationnelle, c'est-à-dire la mesure dans laquelle le milieu familial (le niveau de revenus ou d'études des parents) influe sur la situation socio-économique d'une personne à l'âge adulte, constitue l'un des facteurs de l'(in)égalité des chances, car une faible mobilité intergénérationnelle implique que le milieu familial joue un rôle important dans la situation d'une personne à l'âge adulte[21]. La question de savoir dans quelle mesure les résultats d'une personne sur le plan du bien-être dépendent de la situation des parents – autrement dit de savoir si la « mobilité sociale » est

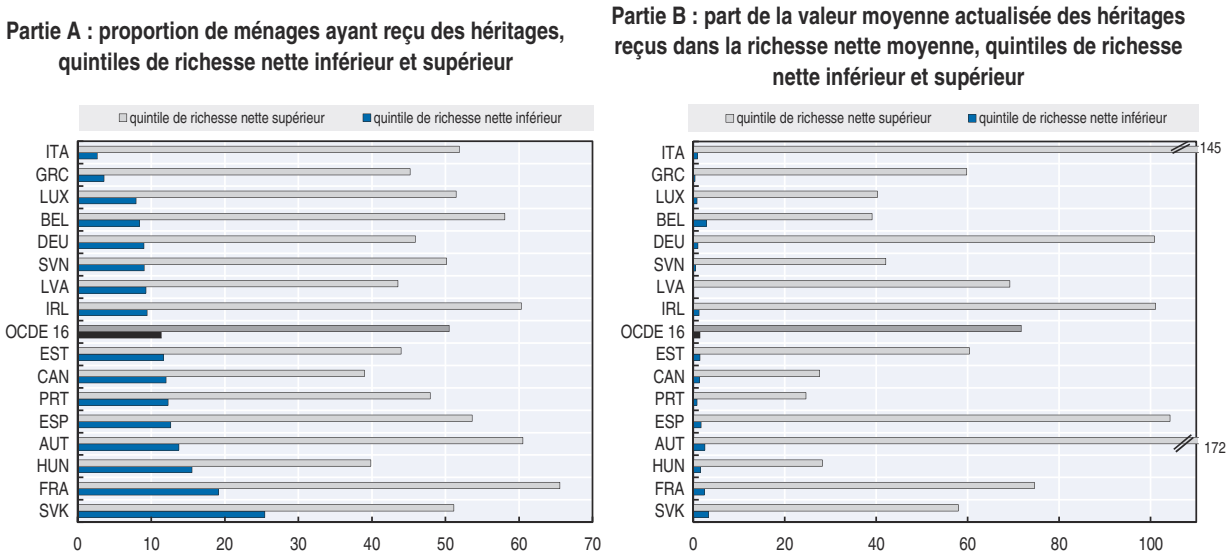
forte ou faible – est controversée et difficile à traiter, en raison du manque de données pertinentes. L'ensemble de données qui permettrait de répondre à cette question aurait idéalement deux caractéristiques. Tout d'abord, il serait constitué de données de panel sur les revenus des parents et des enfants au même âge. Ensuite, les ensembles de données seraient comparables d'un pays à l'autre, de sorte que les différences entre les pays en matière de mobilité intergénérationnelle estimée seraient significatives et ne découleraient pas d'une construction des données différente d'un pays à l'autre. Malheureusement, aucun ensemble de données ne satisfait pour l'instant à ces deux exigences. Ainsi, les études spécialisées à long terme menées à l'échelle des pays (le panel socioéconomique allemand (SOEP) et l'*American Panel Study of Income Dynamics (PSID)*, par exemple) contiennent des informations détaillées sur les revenus des parents et des enfants à différents âges, mais leur comparabilité d'un pays à l'autre est limitée, car les questions posées et les concepts utilisés sont différents d'un pays à l'autre.

Les comparaisons internationales des inégalités intergénérationnelles portent essentiellement sur l'impact du milieu familial sur les revenus et les résultats scolaires. L'Évaluation des compétences des adultes (PIAAC) menée par l'OCDE, qui répond au deuxième critère énoncé ci-dessus – dans la mesure où elle contient des informations recueillies de façon homogène sur des personnes originaires d'un grand nombre de pays – est une source d'information appropriée pour ce type d'analyse. L'enquête PIAAC a permis de recueillir des informations sur le niveau d'études et de revenus des parents des personnes interrogées, et ces informations permettent de mesurer indirectement la situation réelle des parents et d'estimer un « gradient de niveau d'études ou de revenus des parents ». Les données de l'enquête PIAAC tendent à montrer que la situation socio-économique des parents influe sur les résultats scolaires et les revenus des enfants dans pratiquement tous les pays pour lesquels on dispose de données, bien qu'il existe des variations d'un pays à l'autre. Ainsi, la mobilité des revenus d'un couple père-fils à l'autre est particulièrement faible en France, en Italie, au Royaume-Uni et aux États-Unis, alors qu'elle est plus élevée dans les pays nordiques, en Australie et au Canada (OCDE, à paraître).

Si les données empiriques sur la mobilité intergénérationnelle du niveau de revenus et d'études sont nombreuses, les informations sur la transmission de patrimoine des parents aux enfants et sur ses mécanismes sous-jacents sont plus rares. De nouvelles données de l'OCDE mettent en lumière l'importance de l'héritage (et des transferts entre vifs) comme source de richesse. Dans les 16 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, un ménage sur trois en moyenne déclare avoir reçu des dons ou des legs au cours de sa vie. Cependant, les variations sont importantes d'un pays à l'autre : en Lettonie, un ménage sur quatre seulement déclare avoir reçu des héritages ou des dons, tandis qu'à l'extrême inverse, cette proportion est presque deux fois plus élevée en France. Les variations sont également visibles à l'échelle des pays, lorsqu'on examine les tendances en matière de distribution des richesses (graphique 2.17). Alors que, dans tous les pays considérés, il existe un gradient positif en ce qui concerne les chances d'hériter entre les quintiles de richesse, et celui-ci est particulièrement fort en Belgique, en Grèce et en Italie (graphique 2.17, partie A)[22]. Ce gradient est encore plus prononcé si l'on considère la part du montant moyen (actualisé) des héritages reçus par les ménages des différents quintiles de richesse dans la richesse nette moyenne de l'ensemble des ménages du pays (graphique 2.17, partie B). Dans les pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, la valeur actualisée des héritages et des dons reçus par les ménages appartenant au quintile de richesse nette supérieur représente, en moyenne, 72 % de la richesse nette moyenne de la totalité des ménages, tandis que pour les

Graphique 2.17. **Héritages et dons, par quintile de richesse nette**

2015 ou dernière année disponible



Note : Les pays sont classés par ordre croissant en fonction de la proportion de ménages appartenant au quintile de richesse nette inférieur qui déclare avoir reçu des héritages ou des dons. La moyenne de l'OCDE est la moyenne simple des pays.

Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses, https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=5e416d6b-a2d7-4743-9da5-049e86127849&themetreeid=21.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675403

ménages du quintile de richesse nette inférieur, elle représente moins de 1.5 % de la richesse nette moyenne de la population totale[23].

Les parents transmettent des ressources à leur progéniture par d'autres biais également. À chaque étape, les familles instruites et aisées aident leurs enfants, par exemple en vivant dans des zones avec de meilleures écoles ou en ayant accès à un vaste réseau de contacts professionnels qui peuvent parrainer leurs enfants, alors que les familles défavorisées ne le font pas ou ne peuvent pas se le permettre. La « théorie de l'investissement familial » (Becker et Tomes, 1979 ; 1986) tend à montrer que l'association entre le statut des parents et les perspectives d'avenir des enfants est le résultat conjoint de différentes caractéristiques (facteurs génétiques, mais aussi préférences et valeurs, par exemple) que les parents transmettent à leurs enfants et des ressources (argent, logement, scolarité, alimentation, santé et temps) qu'ils investissent dans leur développement sociocognitif (Bradbury et al., 2015 ; OCDE, 2012, 2016a ; Putman, 2015 ; Thomson and McLanahan, 2012).

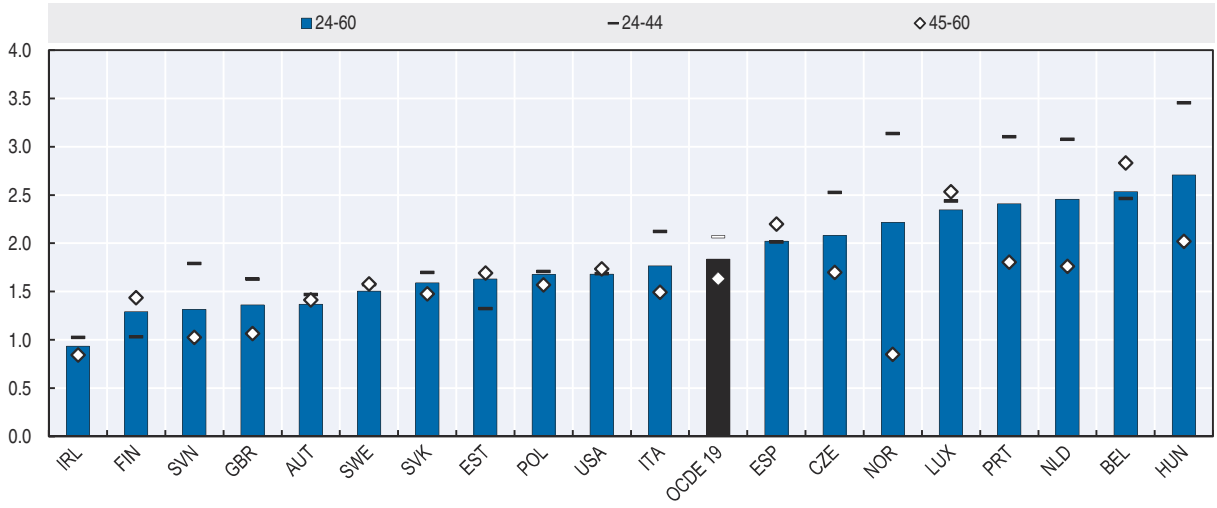
Les inégalités et privations tout au long de la vie

Les personnes ayant vécu des conditions de vie difficiles dans leur enfance risquent de se retrouver sur une trajectoire de vie où les désavantages continuent de s'accumuler au fil du temps. Pour suivre l'évolution des inégalités au fur et à mesure de l'avancée en âge des personnes, de la naissance à la retraite voire au-delà, il faudrait s'appuyer sur des études spécialisées à long terme. Toutefois, ce type d'études n'existe que dans très peu de pays, et leur comparabilité d'un pays à l'autre est limitée. À défaut, les études transversales rétrospectives peuvent fournir des informations utiles sur l'influence de l'origine des personnes sur leurs chances de réussite.

Les enfants issus de familles à faible revenu sont souvent pauvres à l'âge adulte[24]. Le graphique 2.18 illustre dans quelle mesure les difficultés financières vécues dans

Graphique 2.18. **La prévalence de la pauvreté monétaire due aux difficultés économiques vécues avant l'âge adulte**

Probabilité de tomber dans la pauvreté monétaire relative à l'âge adulte selon les difficultés économiques vécues dans l'enfance et à l'adolescence, 2011



Note : Les pays sont classés par ordre croissant de la probabilité de tomber dans la pauvreté monétaire relative à l'âge adulte (24-60 ans) selon les difficultés économiques vécues dans l'enfance et à l'adolescence. Les personnes sont considérées en situation de pauvreté relative lorsque leur niveau de revenu disponible (équivalent) est inférieur à la moitié de la médiane nationale. Les rapports de cotes traduisent la probabilité relative qu'un événement se produise dans un groupe particulier par rapport à un groupe de référence. Un rapport de cotes de 1 signifie qu'un événement a les mêmes chances de se produire dans un groupe particulier et dans le groupe de référence. Les coefficients dont la valeur est inférieure à 1 indiquent qu'un événement a moins de chances de se produire dans un groupe particulier que dans le groupe de référence ; les coefficients supérieurs à 1 indiquent qu'un événement a davantage de chances de se produire dans un groupe particulier que dans le groupe de référence. La moyenne de l'OCDE est la moyenne simple des pays.

Source : Calculs de l'OCDE basés sur Eurostat (2017), Statistiques de l'UE sur le revenu et les conditions de vie (base de données), *http://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions/data/database* et sur Université du Michigan (2017), Panel Study of Income Dynamics (ensemble de données à usage public), cycle 2011, *http://simba.isr.umich.edu/default.aspx*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675422

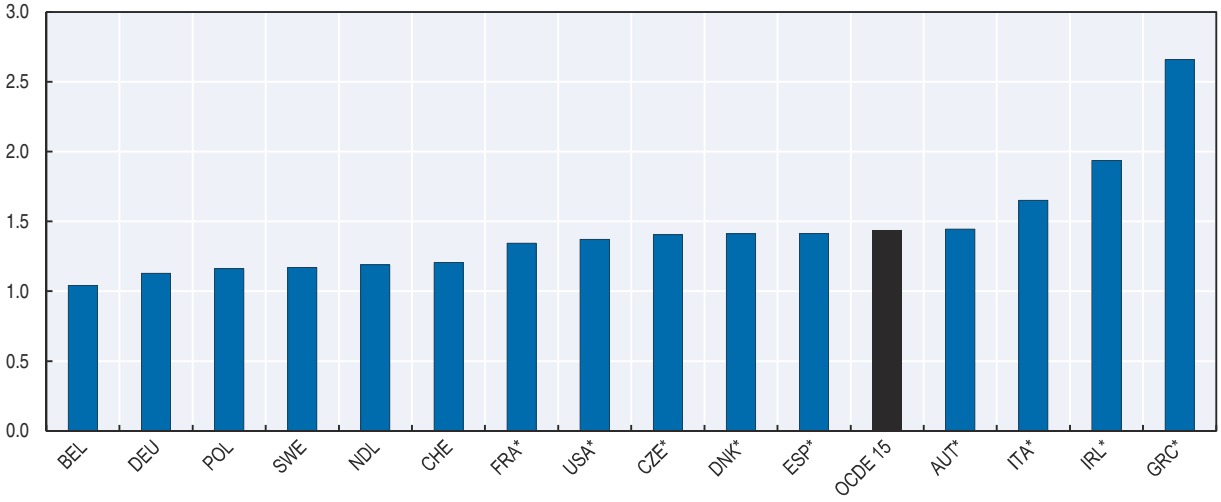
l'enfance et à l'adolescence peuvent être une variable explicative de la pauvreté à l'âge adulte aux États-Unis et dans certains pays européens. Il s'inspire respectivement[25] des données de l'*American Panel Study of Income Dynamics (PSID)* et des Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC). Afin d'examiner l'impact que les difficultés vécues dans l'enfance peuvent avoir sur les résultats à l'âge adulte dans différentes cohortes, le graphique 2.18 distingue deux groupes d'âge, à savoir les 25-44 ans et les 45-60 ans au moment de l'étude[26]. À l'exception de l'Irlande, dans tous les pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, le fait de grandir dans un milieu défavorisé augmente la probabilité d'être pauvre à l'âge adulte[27]. En Finlande et en Slovénie, la probabilité d'être pauvre en termes monétaires à l'âge adulte est 1.3 fois plus élevée chez les personnes ayant vécu des difficultés économiques à l'adolescence ; à l'inverse, aux Pays-Bas, en Belgique et en Hongrie, le fait d'avoir vécu des difficultés économiques dès le plus jeune âge augmente de 2,5 ou plus la probabilité de tomber dans la pauvreté à l'âge adulte (graphique 2.18)[28].

Les données montrent également que le fait de vivre dans la pauvreté quand on est jeune est une variable explicative de toute une série d'effets néfastes sur la santé à partir de 50 ans (Pakpahan, Hoffmann et Kröger, 2017). Les effets des difficultés vécues dans l'enfance sur la santé des personnes de 50 ans ou plus peuvent être décrits par le biais de la composante longitudinale du PSID américain et du module rétrospectif de l'enquête européenne sur la santé, le vieillissement et la retraite (SHARE), qui se concentre sur les

parcours individuels et comprend une série de questions sur l'environnement dans lequel les personnes interrogées ont grandi (logement et santé, par exemple). Bien que l'enquête européenne ne comprenne pas de questions spécifiques sur les difficultés économiques et financières que les personnes interrogées ont vécues dans l'enfance, les informations sur le nombre de personnes composant le foyer et le nombre de pièces du logement permettent une évaluation approximative. Le graphique 2.19 illustre la probabilité d'être en mauvaise santé après avoir vécu dans un ménage surpeuplé à l'âge de 11 ans[29]. En moyenne, les personnes de 50 ans ou plus qui vivaient dans un ménage surpeuplé à l'âge de 11 ans ont davantage tendance à juger leur état de santé correct ou mauvais. Tous les pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données affichent un rapport de cotes supérieur à 1, ce qui révèle des inégalités en termes de santé chez les personnes ayant vécu des difficultés pendant l'enfance, à des degrés variables toutefois. Si aux États-Unis, en République tchèque, au Danemark et en Espagne, la promiscuité vécue dans l'enfance augmente de 40 % la probabilité qu'un adulte âgé de 50 ans ou plus estime que son état de santé est correct ou mauvais, c'est en Grèce et en Irlande que l'impact de la promiscuité est la plus forte : les personnes de 50 ans ou plus qui ont vécu dans un ménage surpeuplé à l'âge de 11 ans ont deux fois plus tendance à juger leur état de santé correct ou mauvais que celles qui n'ont pas souffert d'un manque de place dans leur enfance[30].

Graphique 2.19. **Prévalence d'un mauvais état de santé chez les personnes de 50 ans ou plus en raison de la promiscuité du ménage à l'âge de 11 ans**

Rapports de cotes, personnes de 50 ans ou plus qui déclarent être en mauvaise santé, 2009



Note : La promiscuité est définie comme le fait de vivre dans une famille comptant plus d'une personne par pièce. Le mauvais état de santé est une variable indicatrice qui prend la valeur 1 lorsque la personne interrogée estime que sa santé est « correcte » ou « mauvaise ». Les rapports de cotes traduisent la probabilité relative qu'un événement se produise dans un groupe particulier par rapport à un groupe de référence. Un rapport de cotes de 1 signifie qu'un événement a les mêmes chances de se produire dans un groupe particulier et dans le groupe de référence. Les coefficients dont la valeur est inférieure à 1 indiquent qu'un événement a moins de chances de se produire dans un groupe particulier que dans le groupe de référence ; les coefficients supérieurs à 1 indiquent qu'un événement a davantage de chances de se produire dans un groupe particulier que dans le groupe de référence. (*) indique que le rapport de cotes est statistiquement significatif et différent de 1, d'après l'analyse des intervalles de confiance à 95 %. Des variables indicatrices ont été utilisées afin de prendre en compte les effets sexospécifiques et les effets de cohorte. La moyenne de l'OCDE est la moyenne simple des pays.

Source : Calculs de l'OCDE basés sur SHARE (2017), l'enquête européenne sur la santé, le vieillissement et la retraite, cycle 3 – SHARELIFE, version 6.0.0 (base de données), *http://dx.doi.org/10.6103/SHARE.w3.600* ; Université du Michigan (2017), *Panel Study of Income Dynamics* (ensemble de données à usage public), Survey Research Center, Institute for Social Research, Université du Michigan, *http://simba.isr.umich.edu/default.aspx*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933675441*

Le programme statistique à venir en matière d'inégalités de bien-être

Bien qu'elle reste limitée à plusieurs égards, l'analyse des inégalités présentée dans ce chapitre est beaucoup plus détaillée que ce qui aurait été possible il y a quelques années. Toutefois, la quantité d'informations disponibles sur l'évolution au fil du temps reste limitée (ce qui montre que les statistiques disponibles sont souvent récentes) et, comme l'exige le programme de développement durable de l'ONU à l'horizon 2030, des mesures s'imposent pour répondre à la demande d'informations de meilleure qualité sur les inégalités de bien-être :

- ***Améliorer l'étendue et la comparabilité des microdonnées disponibles :*** de nombreuses informations sur le bien-être sont actuellement disponibles grâce aux enquêtes effectuées auprès des ménages. Toutefois, certains sujets sont plus développés que d'autres, et la comparabilité d'un pays à l'autre reste limitée. Ainsi, la plupart des enquêtes comportent des questions largement comparables sur le revenu, les emplois et salaires, la santé, l'éducation, les compétences et la satisfaction à l'égard de la vie. D'autres dimensions du bien-être sont également traitées dans les enquêtes nationales (la qualité du logement, la sécurité personnelle, par exemple), mais les résultats ne sont pas mesurés de façon homogène, souvent du fait de l'absence de normes internationales. Les enquêtes auprès des ménages comportent rarement des questions sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, les liens sociaux, l'engagement civique, la gouvernance et la qualité de l'environnement et, les rares fois où ces questions sont abordées, elles le sont de façon très hétérogène.
- ***Intégrer différentes sources de données pour constituer un portefeuille de statistiques cohérentes sur le bien-être grâce à un ensemble d'indicateurs de base pour chaque domaine.*** Un moyen de concilier le besoin de statistiques cohérentes sur de multiples résultats et le besoin d'indicateurs approfondis sur des sujets spécifiques (ou sur certains groupes de population) consiste à lier les données afférentes aux résultats dans plusieurs dimensions de la vie à un niveau très large avec des sources qui fournissent des informations plus spécifiques sur chaque aspect. Il s'agit du modèle actuellement mis en œuvre au niveau de l'UE et décrit (de manière plus générale) dans Fleischer, Smith et Viac (2016). Il faudrait également que toutes les enquêtes effectuées auprès des ménages, quel que soit le sujet abordé, permettent de recueillir des données sur un ensemble de variables démographiques de base (le statut de minorité ou le handicap, par exemple), afin d'atteindre l'objectif du programme de développement durable à l'horizon 2030 qui vise à « garantir qu'il n'y aura pas de laissés-pour-compte », sans que cela implique nécessairement des échantillons de plus grande taille pour toutes les enquêtes auprès des ménages.
- ***Améliorer les indicateurs afférents aux inégalités de bien-être économique intra-ménages.*** Les données sur les inégalités matérielles (revenu et patrimoine, par exemple) sont actuellement recueillies au niveau des ménages. L'emploi d'indicateurs au niveau des ménages est problématique lorsqu'il s'agit d'évaluer les disparités intra-ménages en matière de ressources économiques, notamment lorsqu'il s'agit d'analyser le rôle de chaque sexe, car cela pourrait entraîner une sous-estimation du degré réel de pauvreté et d'inégalités. Afin de mieux évaluer la façon dont les ressources économiques sont mises en commun et partagées entre les membres d'un même ménage, il faudrait que les enquêtes comportent également les questions suivantes : qui est propriétaire des actifs ou gagne les revenus ? Est-ce qu'une partie de ces ressources ne sont pas partagées avec les autres membres du ménage ? Qui prend les principales décisions financières ? Quelles

sont les évaluations subjectives de l'adéquation des ressources économiques ? Idéalement, ces questions devraient être posées à tous les adultes faisant partie du ménage qui étaient présents au moment de l'entretien, chaque adulte étant interrogé séparément, sachant que les perceptions du centre réel de prise de décision peuvent différer.

- ***Élaborer des indicateurs dynamiques d'inégalités grâce aux données longitudinales, à l'intégration de questions rétrospectives dans les enquêtes transversales et aux données administratives.*** L'analyse de l'inégalité des chances ainsi que des inégalités dans un contexte intergénérationnel ou dynamique a ses limites, d'où l'importance de développer davantage les études longitudinales, dont celles qui suivent les personnes depuis leur naissance. Une option importante (et beaucoup moins onéreuse) consiste à inclure des questions rétrospectives sur la situation des parents (et sur les résultats sur le plan du bien-être des personnes interrogées aux précédentes étapes de leur vie) dans les enquêtes transversales : bien qu'elles soient exigeantes sur le plan cognitif et risquent d'entraîner des erreurs de rétrospection, ces questions peuvent améliorer considérablement la recherche et la conception des mesures à mettre en œuvre. Enfin, les données administratives représentent une ressource sous-exploitée (qu'elles soient exploitées seules ou en lien avec les données des enquêtes) dans laquelle il faut investir davantage aux fins de recherche comparative.

Notes

1. Ainsi, dans les pays de l'OCDE, alors que le revenu moyen des 10 % de personnes les plus riches était sept fois plus élevé que celui des 10 % de personnes les plus pauvres dans les années 80, il est environ dix fois plus élevé aujourd'hui. Les inégalités de patrimoine se sont également beaucoup creusées : dans la zone OCDE, les 10 % de ménages les plus fortunés possèdent 50 % de la richesse environ, tandis que les 40 % de ménages les moins fortunés en possèdent quelque 3 % (OCDE, 2016b et 2015b).
2. Par exemple, l'indice de Gini (souvent utilisé pour mesurer les inégalités de revenu) fournit une vision synthétique de la distribution globale d'une variable continue et non négative au sein de la société. Il est cependant très sensible aux changements qui se produisent au milieu de la distribution (Lambert, 2001) et ne permet pas de déterminer à quel niveau de la distribution les inégalités changent (par exemple, un indice de Gini plus élevé doit-il être interprété comme le signe d'un étranglement de la classe moyenne ou d'une diminution à l'extrémité inférieure de la distribution ?). À l'inverse, les rapports interquintiles ou interdéciles portent sur la valeur moyenne à différents niveaux de la distribution, mais n'informent pas sur l'ampleur globale des inégalités dans l'ensemble de la distribution. Les conclusions obtenues concernant l'ampleur des inégalités observées pour une même distribution (et leur évolution dans le temps) peuvent différer selon l'outil de mesure retenu. Il est donc généralement sage de faire appel à plusieurs indicateurs pour obtenir une vision globale de l'ampleur et de l'évolution des inégalités.
3. Il s'agit de la meilleure méthode, même s'il en existe d'autres (ensembles flous, dominance stochastique, etc.).
4. En principe, l'inégalité des chances peut être définie pour chaque dimension du bien-être, même si la plupart des études consacrées à cette question portent surtout sur le revenu et l'éducation du fait qu'il existe peu de données sur les autres aspects de la vie. Par ailleurs, dans une analyse dynamique, les inégalités de résultats au sein d'une génération donnée peuvent elles-mêmes se traduire par des inégalités liées aux circonstances au sein de la génération suivante (comme le symbolise la flèche bidirectionnelle entre inégalité des chances et inégalité des résultats sur le graphique 2.1) : les inégalités se transmettent naturellement d'une génération à l'autre dès lors que les personnes qui réussissent aujourd'hui peuvent offrir à leurs enfants de meilleures études, un accès aux soins, un accompagnement, des activités extrascolaires et de meilleures perspectives financières et professionnelles. Cependant, ce lien peut aussi exister au sein d'une même génération, lorsqu'un événement négatif dû au hasard survient à un moment quelconque de l'existence et a des retombées sur la situation de la personne à un stade ultérieur de sa vie ; on peut citer l'exemple de l'engrenage de la pauvreté (provoqué par un épisode de chômage ou de maladie par exemple).

5. Dans cette analyse, les pays ont d'abord été classés du plus au moins performant selon le degré d'inégalité observé pour chaque indicateur de bien-être. Ils ont ensuite été répartis en trois tiers ; pour définir les tiers, on a classé les pays du moins performant (1) au plus performant (35) et divisé le rang de chaque pays par le nombre total de pays de l'échantillon. Les valeurs obtenues (comprises entre 0 et 1) ont ensuite été classées comme suit : les pays pour lesquels la valeur obtenue était inférieure ou égale à 1/3 ont été affectés au tiers inférieur ; ceux pour lesquels la valeur était supérieure à 1/3 mais inférieure ou égale à 2/3 ont été affectés au tiers intermédiaire et ceux pour lesquels la valeur était supérieure à 2/3 et inférieure ou égale à 1 au tiers supérieur. Un pays est considéré comme affichant de « faibles inégalités » lorsque ses performances pour chacun des indicateurs d'inégalité appartiennent au tiers supérieur du classement des pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles ; ses performances sont « intermédiaires » lorsqu'elles appartiennent au tiers intermédiaire et ses inégalités sont « fortes » lorsque ses performances appartiennent au tiers inférieur du classement.

6. Le degré de coïncidence entre les inégalités de revenu d'un pays et ses inégalités verticales pour d'autres résultats étant calculé à partir du sous-ensemble d'indicateurs pour lesquels des données sont disponibles, les données comparatives présentées sur le graphique 2.3 sont sensibles au nombre d'indicateurs pour lesquels les données sont manquantes. En d'autres termes, lorsque les valeurs manquantes pour un pays sont nombreuses, le degré de coïncidence peut être très faible si les quelques indicateurs calculés au moyen des données disponibles se classent dans des tiers différents de la distribution des inégalités de revenu ou très élevé s'ils se classent dans le même tiers.

7. Du fait de la manière dont les scores PISA sont construits, il est plus instructif d'étudier l'évolution des inégalités de performances en ne tenant compte que d'une discipline.

8. Les données se rapportant à 2015 disponibles pour le Chili, la Finlande, Israël, la Corée, les Pays-Bas, le Royaume-Uni et les États-Unis laissent penser que la diminution du rapport S80/S20 observée en 2014 s'est poursuivie en 2015. L'évolution dans le temps du rapport S80/S20 moyen est parallèle à celle du coefficient de Gini, indicateur le plus souvent utilisé dans les autres publications de l'OCDE sur les inégalités. Comme décrit dans OCDE (2016b), la redistribution réalisée au moyen de la fiscalité et des transferts monétaires tels que les indemnités de chômage et autres prestations à atténué la forte hausse des inégalités de revenu marchand observée durant la crise économique.

9. La forte diminution observée en Autriche (de 61.7 % à 55.6 %) s'explique davantage par des incertitudes au niveau des données d'enquête que par des changements réels dans la distribution du patrimoine (Fessler, Lindner et Schürz, 2016).

10. Ces résultats ne correspondent que dans les grandes lignes à une récente étude de l'OCDE sur l'évolution de l'équité en matière d'éducation (OCDE, 2017b) examinant la proportion de la variation des performances qui s'explique par la situation socioéconomique des élèves, alors que la présente étude porte sur l'évolution de la dispersion des compétences des élèves.

11. On considère qu'une personne manque de temps si le temps consacré aux loisirs et à soi représente moins de 60 % du temps médian que la population d'un pays donné y consacre (OCDE, 2013).

12. Par exemple, si l'on examine la distribution de deux attributs (par exemple, le revenu et le niveau d'études, représentés par des lignes) entre trois personnes (représentées par des colonnes), une approche dimensionnelle ne permettrait pas de faire la distinction entre deux distributions conjointes telles que :

$$D1 = \begin{pmatrix} 1 & 2 & 3 \\ 6 & 3 & 1 \end{pmatrix} \quad et \quad D2 = \begin{pmatrix} 1 & 2 & 3 \\ 1 & 3 & 6 \end{pmatrix}$$

En fait, si l'on examine chaque rang (dimension) indépendamment l'un(e) de l'autre, les inégalités agrégées en D1 et D2 sont identiques. Cependant, si l'on considérait les deux dimensions simultanément, on considérerait intuitivement que D2 est plus inégale que D1, la troisième personne étant alors mieux lotie dans les deux dimensions, tandis que la première personne est moins bien lotie dans les deux (sans changement de la position absolue et relative de la deuxième personne). Cet exemple montre que les différences dans la distribution des résultats au niveau individuel peuvent donner lieu à des sociétés très différentes, même lorsque les distributions dimension par dimension sont identiques.

13. Le modèle classique met en relief de fortes disparités entre les travailleurs (qui perçoivent un salaire) et les rentiers (qui perçoivent uniquement des revenus du capital). Dans ce modèle, les capitalistes seraient au sommet de l'échelle de distribution des revenus du capital et au bas de l'échelle de distribution des revenus du travail, tandis que les travailleurs seraient au sommet de l'échelle de distribution des revenus du travail et au bas de l'échelle de distribution des revenus du capital, de sorte que la corrélation au niveau individuel entre les revenus du travail et ceux du capital serait négative. Les données montrent que le modèle classique a peut-être été remplacé par un modèle où

les personnes qui perçoivent des revenus du capital élevés perçoivent également des salaires plus élevés, du moins à l'extrémité supérieure de l'échelle de distribution.

14. Le coefficient de corrélation des rangs de Spearman convient mieux à l'analyse des corrélations croisées car, contrairement au coefficient de Pearson, il ne dépend pas des évolutions des distributions marginales.

15. Il ne faut pas oublier que la comparabilité d'un pays à l'autre est limitée, car les quatre indicateurs de bien-être reposent sur des enquêtes différentes.

16. Idéalement, il faudrait utiliser les coefficients de corrélation des rangs (comme dans le graphique 2.12) pour séparer les évolutions de la distribution conjointe de celles des distributions marginales. Toutefois, sachant que la plupart des variables prises en compte dans l'analyse sont discrètes et définies sur des échelles étroites, il est difficile de calculer les corrélations des rangs. Pour y remédier, les informations obtenues grâce aux coefficients de corrélation de Pearson sont complétées par l'examen des évolutions dans le temps des distributions marginales des dimensions analysées.

17. L'analyse porte uniquement sur les distributions conjointes de trois résultats. Même s'il est théoriquement possible d'élargir l'ensemble d'attributs du bien-être pris en considération, dans la pratique, cela se révèle extrêmement complexe et contraignant sur le plan des données, car cela nécessite des échantillons de très grande taille. En outre, dans une évaluation internationale, cet élargissement se ferait au détriment d'une réduction de l'ensemble de pays considérés, car les informations sont généralement tirées de différents ensembles de données couvrant différentes dimensions du bien-être, lesquels ne sont pas disponibles dans certains pays.

18. Au total, 125 triplés de quintiles caractérisent la distribution conjointe des revenus, de l'état de santé et du nombre d'années d'études ; cela signifie que, si les personnes étaient réparties de façon homogène au sein de la distribution conjointe, elles auraient chacune une probabilité de 0.8 % d'appartenir à l'un de ces triplés.

19. D'un point de vue plus technique, il importe également de tenir compte des « dépendances au sein du couple » lors du calcul des erreurs types ou des intervalles de confiance. Par exemple, l'existence d'une corrélation positive entre les revenus individuels des conjoints d'un même ménage peut accroître la variabilité de l'échantillonnage d'une statistique donnée et réduire le degré de variation indépendante dans l'échantillon (Biewen, 2002).

20. Le rapport de cotes est un outil permettant de montrer dans quelle mesure le fait qu'une population donnée ait ou non telle ou telle caractéristique est lié au fait que la population en question ait ou non telle ou telle autre caractéristique. L'évolution du niveau d'études de la population considérée n'influe pas sur les rapports de cotes.

21. Si l'égalité des chances et la mobilité intergénérationnelle ne sont pas équivalentes, les deux sont étroitement liées. Selon les termes de Corak, « si un chiffre doit résumer le degré de transmission des inégalités d'une génération à l'autre, de même qu'un chiffre tel que le coefficient de Gini est utilisé parfois pour résumer le degré d'inégalité à un moment donné, alors l'emploi de l'élasticité intergénérationnelle [en termes de revenu] à des fins statistiques est approprié » (Corak, 2013 : pp. 83).

22. Ce résultat s'explique en partie par le fait que les ménages plus aisés sont, en moyenne, plus âgés et donc plus susceptibles d'avoir hérité.

23. La valeur des héritages et dons reçus est estimée grâce à des questions posées dans les enquêtes sur la richesse de plusieurs pays de l'OCDE ; ces questions visent à savoir si les ménages ont reçu des héritages et des dons par le passé, et à connaître la valeur réelle ou historique des héritages et dons en question. La valeur historique des héritages et dons reçus par tous les membres d'un même ménage a été actualisée (c'est-à-dire convertie en valeurs actuelles) en tenant compte de l'évolution des prix des actifs entre l'année de référence de l'enquête et l'année où le transfert a eu lieu, en utilisant les indices des cours des actions et des prix des logements.

24. La recherche tend également à montrer que la durée, le degré et l'âge d'exposition aux désavantages et aux privations sont déterminants : en général, plus une personne a été exposée jeune, plus elle a vécu longtemps dans des conditions difficiles et plus ces conditions ont été extrêmes, plus les effets à l'âge adulte sont importants (Chetty, Hendren et Katz, 2016 ; Ratcliffe et McKernan, 2010). McKnight (2015) montre également qu'au Royaume-Uni, les enfants brillants issus de familles pauvres ont moins de chances de réussir à l'âge adulte que les enfants brillants (ou simplement doués) issus de familles moins défavorisées.

25. Les données du graphique 2.18 afférentes aux États-Unis et à certains pays européens de l'OCDE ne sont que largement comparables, la formulation de la question et l'échelle des réponses de l'enquêtes PSID étant différentes de celles de l'enquête EU-SILC. Dans l'enquête PSID, la question était formulée comme suit : « Lorsque vous étiez jeunes, vos parents étaient-ils pauvres, plutôt aisés,

ou sinon ? ». Dans le module ad hoc de l'enquête EU-SILC 2011 sur la transmission intergénérationnelle des désavantages, qui a permis de recueillir des informations auprès d'adultes âgés de 25-60 ans, les personnes ont été interrogées sur la situation financière de la famille dans laquelle elles vivaient à l'âge de 14 ans environ (« Quelle était la situation financière de la famille dans laquelle vous viviez à l'âge de 14 ans environ ? » (les catégories de réponses étant les suivantes : « très mauvaise/mauvaise/moyennement mauvaise/moyennement bonne/bonne/très bonne »).

26. Les résultats doivent être interprétés avec prudence, car les questions rétrospectives sur les problèmes financiers vécus dans l'enfance peuvent donner lieu à des erreurs de rétrospection.

27. Les difficultés économiques sont ici codifiées comme une variable indicatrice qui prend la valeur 1 lorsque la personne interrogée déclare que la situation financière de sa famille était « très mauvaise » ou « mauvaise », dans le cas des pays européens, et lorsque la personne interrogée déclare que ses parents étaient pauvres lorsqu'elle était enfant ou adolescente, dans le cas des États-Unis.

28. Dans la plupart des pays, la probabilité que les personnes ayant grandi dans un milieu défavorisé soient pauvres à l'âge adulte est similaire dans les deux cohortes ; cependant, au Portugal, aux Pays-Bas et en Hongrie, les difficultés économiques vécues à l'âge de 14 ans sont une variable explicative plus probante de la pauvreté à l'âge adulte chez les 24-44 ans que chez les 45-60 ans. En Norvège, les personnes âgées de 24-44 ans ayant connu des difficultés financières à l'adolescence risquent environ deux fois plus d'être pauvres en termes de revenu, alors que la situation financière à l'âge de 14 ans des personnes âgées de 45-60 ans ne constitue pas une variable explicative significative de la pauvreté monétaire à l'âge adulte.

29. De nombreux chercheurs se sont penchés sur l'impact de la promiscuité vécue dans l'enfance sur les résultats à l'âge adulte. Par exemple, Marsh et al. (1999) ont étudié l'impact des mauvaises conditions de logement vécues dans l'enfance (y compris de la promiscuité) sur la santé à l'âge adulte, et ont démontré que la promiscuité vécue dans l'enfance augmentait davantage la probabilité d'une mauvaise santé à l'âge adulte que le partage ou le manque d'équipements.

30. Il ne faut pas oublier que la comparabilité d'un pays à l'autre est limitée, car les données pour les États-Unis sont tirées de la composante longitudinale de l'enquête PSID, tandis que pour les pays européens de l'OCDE sélectionnés qui sont illustrés dans le graphique, l'analyse repose sur des questions rétrospectives, qui risquent davantage d'être sources d'erreurs de rétrospection.

Références

Aaberge, R. et al. (2013), « From classes to copulas: Wages, capital, and top incomes », document non publié, Statistics Norway.

Allison, R.A. et J. Foster (2004), « Measuring health inequality using qualitative data », *Journal of Health Economics*, vol. 23, pp. 505-524.

Assemblée générale des Nations Unies (2015), *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*, 21 octobre 2015, A/RES/70/1, *www.un.org/fr/documents/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1*.

Atkinson, A.B., T. Piketty et E. Saez (2011), « Top incomes in the long run of history », *Journal of Economic Literature*, vol. 49, n° 1, pp. 3-71.

Atkinson, A.B. et F. Bourguignon (2000), « Pauvreté et inclusion dans une perspective mondiale », *Revue d'économie du développement*, n° 1-2, pp. 13-32.

Atkinson, A.B. (1997), « Bringing income distribution in from the cold », *Economic Journal*, vol. 107, pp. 297-321.

Atkinson, A.B. (1987), « On the measurement of poverty », *Econometrica: Journal of the Econometric Society*, pp. 749-764.

Becker, G.S. et N. Tomes (1986), « Human capital and the rise and fall of families », *Journal of Labor Economics* 4, vol. 3, partie 2, pp. S1-S39.

Becker, G.S. et N. Tomes (1979), « An equilibrium theory of the distribution of income and intergenerational mobility », *Journal of Political Economy*, vol. 87, n° 6, pp. 1153-11-89.

Becker, G.S. (1973), « A Theory of marriage: Part I », *Journal of Political Economy*, vol. 81, n° 4, pp. 813-846.

Biewen, M. (2002), « Bootstrap inference for inequality, mobility and poverty measurement », *Journal of Econometrics*, vol. 108, n° 2, pp. 317-342.

Black, S.E. et P.J. Devereux (2011), « Recent developments in intergenerational mobility », *Handbook of Labor Economics*, Elsevier.

Blanden, J., P. Gregg et L. Macmillan (2013), « Intergenerational persistence in income and social class: The effect of within-group inequality », *Journal of the Royal Statistical Society: Series A (Statistics in Society)*, vol. 176, n° 2, pp. 541-563.

Blossfeld, H.P. et A. Timm (2003), *Who Marries Whom? Educational Systems as Marriage Markets in Modern Societies*, Springer.

Bourguignon, F. (à paraître), *titre à confirmer*, contribution au Groupe d'experts de haut niveau sur la mesure des performances économiques et du progrès social, *www.oecd.org/statistics/measuring-economic-social-progress/* (consulté le 31 août 2017).

Bradbury, B. et al. (2015), *Too Many Children Left Behind: The US Achievement Gap in Comparative Perspective*, Russell Sage Foundation.

Burkhauser, R.V. et al. (2012), « Recent trends in top income shares in the United States: Reconciling estimates from March CPS and IRS tax return data », *Review of Economics and Statistics*, vol. 94, n° 2, pp. 371-388.

Causa, O. et Å. Johansson (2011), « Intergenerational social mobility in OECD countries », *OECD Journal: Economic Studies*, vol. 2010, n° 1, *http://dx.doi.org/10.1787/eco_studies-2010-5km33scz5rjj*.

CEE-ONU (2017), *Guide on Poverty Measurement*, Commission économique des Nations Unies pour l'Europe, *www.unece.org/fileadmin/DAM/stats/publications/2018/ECECESSTAT20174.pdf*.

Chetty, R., N. Hendren et L. Katz (2016), « The effects of exposure to better neighborhoods on children: New evidence from the moving to opportunity experiment », *American Economic Review*, vol. 106, n° 4, pp. 855-902.

Chiappori, P.-A. et C. Meghir (2015), « Intrahousehold inequality », in A.B. Atkinson et F. Bourguignon (dir. pub.), *Handbook of Income Distribution*, vol. 2, pp. 1369-1418.

Corak, M. (2013), « Income inequality, equality of opportunity, and intergenerational mobility », *The Journal of Economic Perspectives*, vol. 27, n° 3, pp. 79-102.

Deaton, A. (2013), *The Great Escape: Health, Wealth and the Origins of Inequality*, Princeton University Press, Princeton.

Ferreira, F. et al. (2015), « A global count of the extreme poor in 2012: Data issues, methodology and initial results », *Document de travail de recherche sur les politiques*, n° WPS 7432, Groupe de la Banque mondiale, Washington, DC.

Fessler, P., P. Lindner et M. Schürz (2016), *Household Finance and Consumption Survey des Eurosystems 2014: Erste Ergebnisse für Österreich (zweite Welle)*, juin, Oesterreichische Nationalbank, *www.hfcs.at/dam/jcr:f1c6641e-f691-426b-a690-1da5cbf0203d/HFCS%20Erste%20Ergebnisse%20Juni_16-screen.pdf* (consulté le 4 août 2017).

Fleischer, L., C. Smith et C. Viac (2016), « A review of general social surveys », *OECD Statistics Working Papers*, n° 2016/09, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/bb54d16f-en*.

Förster, M., A. Llena-Nozal et V. Nafilyan (2014), « Trends in top incomes and their taxation in OECD countries », *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations*, n° 159, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5jz43jhlz87f-en*.

Frank, R.H. (2016), *Success and Luck: Good Fortune and the Myth of Meritocracy*, Princeton University Press.

Guio, A.-C., D. Gordon et E. Marlier (2012), « Measuring material deprivation in the EU: Indicators for the whole population and child-specific indicators », *Eurostat Methodologies and Working Papers*, Office des publications de l'Union européenne, Luxembourg.

Haughton, J. et S.R. Khandker (2009), *Handbook on Poverty and Inequality*, Banque mondiale, Washington, DC.

Jenkins, S.P. (2017), « Pareto models, top incomes, and recent trends in UK income inequality », *Economica*, vol. 84, pp. 261-289.

Kalmijn, W. et R. Veenhoven (2005), « Measuring inequality of happiness in nations: In search for proper statistics », *Journal of Happiness Studies*, vol. 6, n° 4, pp. 357-396.

Kanbur, R. et al. (à paraître), *titre à confirmer*, contribution au Groupe d'experts de haut niveau sur la mesure des performances économiques et du progrès social, *www.oecd.org/statistics/measuring-economic-social-progress/*, (consulté le 31 août 2017).

Lambert, P.J. (2001), *The Distribution and Redistribution of Income (3e édition)*, University Press, Manchester.

Marsh, A. et al. (1999), *Home Sweet Home?*, The Policy Press, Bristol.

McKay, A. (2002), « Defining and measuring inequality », *Inequality Briefing*, n° 1, Overseas Development Institute, Londres.

McKnight, A. (2015), « Downward mobility, opportunity hoarding and the "glass floor" », *Centre for Analysis of Social Exclusion (CASE) Report*, London School of Economics, Londres.

Milanovic, B. (2016), *Global Inequality: A New Approach for the Age of Globalization*, The Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts et Londres.

Milanovic, B. (2012), « Global inequality recalculated and updated: The effect of new PPP estimates on global inequality and 2005 estimates », *Journal of Economic Inequality*, vol. 10, n° 1, pp. 1-18.

Milanovic, B. (2010), *The Haves and the Have-Nots: A Brief and Idiosyncratic History of Global Inequality*, Basic books, New York.

Murtin, F. et al. (2017), « Inequalities in longevity by education in OECD countries: Insights from new OECD estimates », *OECD Statistics Working Papers*, n° 2017/02, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/6b64d9cf-en*.

Murtin, F. et M. Mira d'Ercole (2015), « Household wealth inequality across OECD countries: New OECD evidence », *OECD Statistics Brief*, n° 21, juin.

OCDE (à paraître), *All Different, All Equal: Levelling the Playing Fields and Addressing Social Mobility*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (à paraître), *Under Pressure – A Better Deal for the Middle Class*, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2017a), *Réformes économiques 2017 : Objectif croissance*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/growth-2017-fr*.

OCDE (2017b), « Where did equity in education improve over the past decade? », *PISA in Focus*, n° 68, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/33602e45-en*.

OCDE (2016a), *Améliorer le bien-être des enfants à l'appui d'une croissance inclusive*, Note du Secrétaire général à la Réunion du Conseil au niveau des Ministres, 1-2 juin, extrait de : *www.oecd.org/officialdocuments/publicdisplaydocumentpdf/?cote=DELSA/ELSA(2016)7/REV1&doclanguage=fr*, (consulté le 4 août 2017).

OCDE (2016b), « Income inequality remains high in the face of weak recovery », *Income Inequality Update*, novembre, Éditions OCDE, Paris.

OCDE (2016c), *OECD Regions at a Glance 2016*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/reg_glance-2016-en*.

OCDE (2015a), *Comment va la vie ? 2015 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2015-fr*.

OCDE (2015b), *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264235519-fr*.

OCDE (2014a), *All on Board: Making Inclusive Growth Happen*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264218512-en*.

OCDE (2014b), *Comment va la vie dans votre région ? : Mesurer le bien-être régional et local pour les politiques publiques*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264223981-fr*.

OCDE (2013), *Comment va la vie ? 2013 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2013-fr*.

OCDE (2012), *Lisons-leur une histoire ! : Le facteur parental dans l'éducation, PISA*, Éditions OCDE, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264179981-fr*.

OCDE (2011a), *Toujours plus d'inégalité : Pourquoi les écarts de revenus se creusent*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264119550-fr*.

OCDE (2011b), *Comment va la vie ? : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264121195-fr*.

Pakpahan, E., R. Hoffmann et H. Kröger (2017), « The long arm of childhood circumstances on health in old age: Evidence from SHARELIFE », *Advances in Life Course Research*, vol. 31, pp. 1-10.

Piketty, T. (2014), *Capital in the 21st Century*, Harvard University Press, Cambridge.

Putnam, R.D. (2015), *Our Kids: The American Dream in Crisis*, Simon and Schuster, New York.

Ratcliffe, C. et S.M. McKernan (2010), *Childhood Poverty Persistence: Facts and Consequences*, Urban Institute, Washington, DC.

Roemer, J.E. (1998), *Equality of Opportunity*, Harvard University Press, Cambridge.

Ruiz, N. et N. Woloszko (2016), « What do household surveys suggest about the top 1% incomes and inequality in OECD countries? », *Documents de travail du Département des affaires économiques de l'OCDE*, n° 1265, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5jrs556f36zt-en*.

Salverda, W., B. Nolan et T.M. Smeeding (2009), *The Oxford Handbook of Economic Inequality*, Oxford University Press, Oxford.

Sheehy-Skeffington, J. (2017), « Decision-making up against the wall: A framework for understanding the behavioural dimension of low socioeconomic status », in S. Oishi et A. Uskul (dir. pub.), *The Socioeconomic Environment and Human Psychology*, Oxford University Press, Oxford.

Stewart, F. (2009), « Horizontal inequality: Two types of trap », *Journal of Human Development and Capabilities*, vol. 10, n° 3, pp. 315-340.

Stiglitz, J.E. (2012), *The Price of Inequality: How Today's Divided Society Endangers our Future*, WW Norton & Company, New York.

Thomson, E. et S.S. McLanahan (2012), « Reflections on "family structure and child well-being: Economic resources vs. parental socialization" », *Social Forces*, vol. 91, n° 1, pp. 45-53.

Zhang, J. et P.W. Liu (2003), « Testing Becker's prediction on assortative mating on spouses' wages », *The Journal of Human Resources*, vol. 38, n° 1, pp. 99-110.

Bases de données :

Base de données de l'OCDE sur l'emploi du temps, *www.oecd.org/gender/data/OECD_1564_TUSupdatePortal.xls* (consulté le 24 juillet 2017).

Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses, https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=WEALTH (consulté le 24 juillet 2017).

Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus, *https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IDD* (consulté le 24 juillet 2017).

Base de données de l'OCDE sur le logement abordable, *www.oecd.org/fr/social/base-de-donnees-logement-abordable.htm* (consulté le 24 juillet 2017).

Comparative Study of Electoral Systems (base de données), *www.cses.org/* (consulté le 24 juillet 2017).

Cross-National Equivalent File (base de données), *https://cnef.ehe.osu.edu/* (consulté le 24 juillet 2017).

Enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes (base de données PIAAC), *www.oecd.org/skills/piaac/publicdataandanalysis/* (consulté le 24 juillet 2017).

Eurostat (2017), *Statistiques de l'Union Européenne sur le revenu et les conditions de vie* (base de données), *http://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions/data/database* (consulté le 24 juillet 2017).

Gallup Analytics, *www.gallup.com/products/170987/gallup-analytics.aspx* (consulté le 24 juillet 2017).

Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx* (consulté le 24 juillet 2017).

IDEA (Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale) *Voter Turnout Database* (2017), *www.idea.int/data-tools/data/voter-turnout* (consulté le 24 juillet 2017).

Luxembourg Income Study Database, *www.lisdatacenter.org/our-data/lis-database/* (consultéle 24 juillet 2017).

OCDE, base de données PISA, *www.oecd.org/pisa/data/* (consulté le 24 juillet 2017).

OCDE, bien-être régional (Base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=RWB* (consulté le 30 août 2017).

OCDE, Panorama de l'éducation (base de données), *https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EAG_NEAC* (consulté le 24 juillet 2017).

SHARE (2017), *Survey of Health, Ageing and Retirement in Europe*, Wave 3 – SHARELIFE, Release 6.0.0 (base de données), *www.share-project.org/data-documentation/waves-overview/wave-3-sharelife.html* (consulté le 24 juillet 2017).

Statistiques de l'OCDE de la population active (base de données), *https://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=LFS_SEXAGE_I_C* (consulté le 24 juillet 2017).

Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), *http://stats.oecd.org/index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT* (consulté le 24 juillet 2017).

University of Michigan (2017), *Panel Study of Income Dynamics* (public use dataset): 2011 wave, Survey Research Center, Institute for Social Research, *http://simba.isr.umich.edu/default.aspx* (consulté le 24 juillet 2017).

ANNEXE 2.A

Statistiques supplémentaires

Tableau 2.A.1. **Indicateurs d'inégalités et de privations utilisés dans le présent chapitre**

Dimension du bien-être	Aspect	Indicateur	Dernière année disponible	Source	Type d'inégalités prises en compte				
					Verticales	Horizontales			Privations
						Sexospécifiques	En fonction de l'âge	En fonction du niveau d'études	
Revenu et patrimoine	**Revenu**	Rapport interquintile (S80/S20) pour le revenu disponible des ménages	2015	Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus	X (35)				
		Écarts de revenu moyen disponible entre les ménages	2015	Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus			X (35)		
		Pauvreté monétaire relative	2015	Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus					X (35)
	Patrimoine	Proportion du patrimoine net des ménages appartenant aux 10 % de ménages les plus aisés	2015	Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses	X (26)				
		Écarts de patrimoine net moyen entre les ménages	2015	Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses			X (26)	X (25)	
		Pauvreté en termes d'actifs	2015	Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses					X (25)
Emplois et salaires	**Salaires**	Rapport intercentile (P90/P10) pour les salaires bruts (salariés à temps plein)	2016	Base de données statistiques de l'OCDE sur la population active	X (35)				
		Écarts de salaire horaire moyen	2013	Base de données statistiques de l'OCDE sur la population active		X (32)	X (32)	X (32)	
		Risque de bas salaire	2016	Base de données statistiques de l'OCDE sur la population active		X (35)			X (35)
	Taux d'emploi	Taux d'emploi	2016	Base de données statistiques de l'OCDE sur la population active		X (35)	X (35)	X (34)	
	Taux de chômage	Taux de chômage	2016	Base de données statistiques de l'OCDE sur la population active		X (35)	X (35)	X (34)	X (35)
Conditions de logement	**Coût du logement**	Proportion de personnes qui consacrent plus de 40 % de leur revenu disponible au logement	2014	Base de données de l'OCDE sur le logement abordable					X (32)
	Promiscuité	Proportion de ménages vivant dans des logements surpeuplés	2014	Base de données de l'OCDE sur le logement abordable					X (31)
Etat de santé	**Âge au moment du décès**	Écart type d'âge au moment du décès	2013	Calculs de l'OCDE effectués d'après Murtin et al. (2017)	X (23)				
	État de santé perçu	Écarts en matière de proportion de personnes qui s'estiment en bonne ou très bonne santé	2015	Statistiques de l'OCDE sur la santé		X (28)	X (28)	X (28)	
		Proportion de personnes qui s'estiment en relativement bonne santé, en mauvaise santé ou en très mauvaise santé	2015	Statistiques de l'OCDE sur la santé					X (28)
	Espérance de vie	Différence d'espérance de vie (en nombre d'année) à l'âge de 25 ans entre les femmes et les hommes, en fonction du niveau d'études	2014	Calculs de l'OCDE effectués d'après Murtin et al. (2017)				X (22)	

Tableau 2.A.1. **Indicateurs d'inégalités et de privations utilisés dans le présent chapitre** *(suite)*

Dimension du bien-être	Aspect	Indicateur	Dernière année disponible	Source	Type d'inégalités prises en compte				Privations
					Verticales	Horizontales			
						Sexospécifiques	En fonction de l'âge	En fonction du niveau d'études	
Equilibre entre vie professionnelle et vie privée	**Nombre d'heures travaillées**	Rapport interquintile (S80/S20) pour les heures travaillées	2014	Base de données statistiques de l'OCDE sur la population active	X (28)				
		Proportion de salariés travaillant habituellement 50 heures ou plus par semaine	2014	Base de données statistiques de l'OCDE sur la population active		X (29)	X (29)	X (29)	X (29)
	Temps de loisir	Rapport interquintile (S80/S20) pour le temps consacré aux loisirs et à soi	2014	Base de données de l'OCDE sur l'emploi du temps	X (14)				
		Écarts de temps moyen consacré aux loisirs et à soi	2014	Base de données de l'OCDE sur l'emploi du temps		X (27)	X (26)		
Education et compétences	**Niveau d'études**	Écarts en matière de proportion d'adultes âgés de 25 à 64 ans diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement supérieur	2015	Regards sur l'éducation/ Les indicateurs de l'OCDE		X (34)	X (34)		
		Proportion d'adultes âgés de 25 à 64 ans ayant un niveau d'études inférieur au deuxième cycle de l'enseignement secondaire	2015	Regards sur l'éducation/ Les indicateurs de l'OCDE					X (34)
	Compétences des élèves	Rapport intercentile (P90/P10) pour les résultats au PISA	2015	Base de données sur le PISA de l'OCDE	X (35)				
		Écarts de résultats moyens obtenus au PISA dans toutes les disciplines	2015	Base de données sur le PISA de l'OCDE		X (35)		X (35)	
		Proportion d'élèves de 15 ans dont le niveau de compétences est inférieur ou égal au niveau 2 en sciences, en lecture et en mathématiques (PISA)	2015	Base de données sur le PISA de l'OCDE					X (35)
	Compétences des adultes	Rapport intercentile (P90/P10) pour les résultats au PIAAC	2016	Évaluation des compétences des adultes (PIAAC) menée par l'OCDE	X (28)				
		Écarts de résultats moyens obtenus au PIAAC dans les deux disciplines	2016	Évaluation des compétences des adultes (PIAAC) menée par l'OCDE		X (28)	X (28)	X (28)	
		Proportion d'adultes dont le niveau de compétences est inférieur ou égal au niveau 1 à la fois en littératie et en numératie (PIAAC)	2016	Évaluation des compétences des adultes (PIAAC) menée par l'OCDE					X (28)
Liens sociaux	**Réseau social**	Rapport interquintile (S80/S20) pour le temps consacré à des activités sociales (uniquement en ce qui concerne les participants)	2014	Base de données de l'OCDE sur l'emploi du temps	X (14)				
		Écarts de temps moyen consacré à des activités sociales	2014	Base de données de l'OCDE sur l'emploi du temps		X (27)	X (25)		
	Qualité du réseau social	Écarts de qualité du réseau social	2006-17	Gallup Analytics		X (35)	X (35)	X (35)	
		Proportion de personnes déclarant ne pas avoir de proches ou d'amis sur qui compter	2006-17	Gallup Analytics					X (35)

Tableau 2.A.1. **Indicateurs d'inégalités et de privations utilisés dans le présent chapitre** *(suite)*

Dimension du bien-être	Aspect	Indicateur	Dernière année disponible	Source	Type d'inégalités prises en compte				Privations
					Verticales	Horizontales			
						Sexospécifiques	En fonction de l'âge	En fonction du niveau d'études	
Engagement civique et gouvernance	**Engagement civique**	Écarts de taux de participation électorale auto-déclaré	2016	Étude comparative des systèmes électoraux		X (25)	X (25)	X (25)	
		Taux d'abstention aux élections nationales	2017	Base de données de l'IDEA sur le taux de participation électorale					X (35)
	Efficacité politique	Rapport interquintile (S80/S20) pour l'efficacité politique	2016	Évaluation des compétences des adultes (PIAAC) menée par l'OCDE	X (28)				
		Écarts d'efficacité politique	2016	Évaluation des compétences des adultes (PIAAC) menée par l'OCDE		X (28)	X (28)	X (28)	
		Porportion de personnes qui considèrent ne pas influer sur l'action gouvernementale	2016	Évaluation des compétences des adultes (PIAAC) menée par l'OCDE					X (28)
Qualité de l'environnement	**Pollution de l'air**	Proportion de personnes exposées à plus de 15 microgrammes/m3 de particules fines (PM2.5)	2013	Statistiques de l'OCDE sur le bien-être régional					X (35)
	Qualité de l'eau	Écarts de satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau dans la région	2006-17	Gallup Analytics		X (35)	X (35)	X (35)	
		Proportion de personnes se déclarant non satisfaites de la qualité de l'eau dans leur région	2006-17	Gallup Analytics					X (35)
Sécurité personnelle	**Taux d'homicides**	Nombre de décès par coups et blessures pour 100 000 habitants	2015	Statistiques de l'OCDE sur la santé		X (35)			X (35)
	Sentiments de sécurité	Écarts en matière de sentiment de sécurité des personnes lorsqu'elles se promènent seules la nuit	2006-17	Gallup Analytics		X (35)	X (35)	X (35)	
		Proportion de personnes déclarant qu'elles ne se sentent pas en sécurité lorsqu'elles se promènent seules la nuit	2006-17	Gallup Analytics					X (35)
Bien-être subjectif	**Satisfaction à l'égard de la vie**	Rapport interquintile (S80/S20) pour le niveau de satisfaction à l'égard de la vie	2016	EU-SILC et calculs de l'OSN	X (27)				
		Écarts de niveau moyen de satisfaction à l'égard de la vie	2016	EU-SILC et calculs de l'OSN		X (27)	X (27)	X (26)	
		Proportion de personnes se déclarant faiblement satisfaites à l'égard de la vie	2006-16	Gallup World Poll					X (35)
	Bilan émotionnel	Proportion de personnes déclarant un bilan émotionnel négatif	2006-16	Gallup World Poll					X (35)

Tableau 2.A.1. **Indicateurs d'inégalités et de privations utilisés dans le présent chapitre** *(suite)*

Note : Pour chaque indicateur d'inégalités, les chiffres entre parenthèses correspondent au nombre de pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données. Les données sur le **revenu disponible des ménages** se rapportent à 2015 pour le Chili, la Finlande, Israël, la Corée, le Royaume-Uni et les États-Unis, 2012 pour le Japon et 2014 pour les autres pays. Les données sur le **patrimoine net des ménages** se rapportent à 2015 pour l'Australie, le Chili, le Danemark, l'Italie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège et les Pays-Bas, 2014 pour l'Autriche, la Belgique, la Finlande, la France, l'Allemagne, la Grèce, la Hongrie, la Lettonie, le Luxembourg, la Pologne, la République slovaque et la Slovénie, 2013 pour l'Estonie, l'Irlande, le Portugal, le Royaume-Uni et les États-Unis, 2012 pour le Canada et 2011 pour l'Espagne. Les données sur les **salaires bruts** se rapportent à 2016 pour la République tchèque, la Corée, le Royaume-Uni et les États-Unis, 2015 pour l'Australie, l'Autriche, le Canada, le Chili, le Danemark, la Finlande, la Hongrie, l'Irlande, le Japon, le Mexique, la Norvège et la République slovaque, 2013 pour la Suède, 2011 pour Israël et 2014 pour les autres pays. Les données sur les **salaires horaires** se rapportent à 2012 pour l'Australie, la France, l'Italie, la Corée, le Mexique, l'Espagne, la Suède et la Suisse, 2011 pour le Chili et la Pologne, 2010 pour l'Estonie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Slovénie et la Turquie et 2013 pour les autres pays. Les données sur le **risque de bas salaire** se rapportent à 2016 pour la République tchèque, la Corée, le Royaume-Uni et les États-Unis, 2015 pour l'Autriche, le Canada, le Chili, le Danemark, la Finlande, la Hongrie, l'Irlande, le Japon, le Mexique et la République slovaque, 2012 pour la France, l'Espagne et la Suède, 2011 pour Israël, 2010 pour l'Estonie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Slovénie et la Turquie et 2014 pour les autres pays. Les données sur le **coût du logement** et la **promiscuité** se rapportent à 2016 pour la Nouvelle-Zélande, 2013 pour le Chili, 2011 pour le Canada et 2014 pour les autres pays. Les données sur **l'état de santé perçu** se rapportent à 2014 pour la Turquie, 2013 pour le Japon et 2015 pour les autres pays. Les données sur le **nombre d'heures travaillées** prennent en compte les salariés dont le nombre habituel d'heures hebdomadaires travaillées varie d'une semaine sur l'autre ; les données se rapportent à 2013 pour l'Allemagne. Les données sur le **temps consacré aux loisirs et à soi** (temps libre, par exemple) et le **temps consacré à des activités sociales** se rapportent à 2016 pour les États-Unis, 20014-15 pour le Royaume-Uni, 2011 pour le Japon, 2010 pour le Canada, 2009-10 pour l'Estonie, la Finlande, la Nouvelle-Zélande et l'Espagne, 2009 pour la Corée et le Mexique, 2008-09 pour l'Autriche, la France et l'Italie, 2006 pour l'Australie et la Turquie, 2005-06 pour les Pays-Bas, 2005 pour la Belgique et l'Irlande, 2003-04 pour la Pologne, 2003 pour la Lettonie, 2001-02 pour l'Allemagne, 2001 pour le Danemark, 2000-01 pour la Norvège, la Slovénie et la Suède, 1999-2000 pour la Hongrie et 1999 pour le Portugal. Les données sur le **niveau d'études** se rapportent à 2014 pour la France, 2013 pour le Chili et 2015 pour les autres pays. Les données sur le **taux de participation électorale (privation)** se rapportent à 2017 pour la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni, 2016 pour l'Australie, l'Islande, l'Irlande, la Corée, la République slovaque, l'Espagne et les États-Unis, 2014 pour la Belgique, la Hongrie, le Japon, la Lettonie, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie et la Suède, 2013 pour l'Autriche, le Chili, la République tchèque, l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg et la Norvège, 2012 pour le Mexique et 2015 pour les autres pays. Les données sur le **taux de participation électorale auto-déclaré (inégalités horizontales)** se rapportent à 2016 pour la République slovaque, 2015 pour la Finlande, le Portugal, la Turquie et le Royaume-Uni, 2014 pour la Nouvelle-Zélande et la Turquie, 2012 pour la France, la Grèce, la Corée, le Mexique et les États-Unis, 2011 pour le Canada, la Suisse, l'Irlande, la Pologne et la Slovénie et 2013 pour les autres pays. Les données sur **l'espérance de vie en fonction du niveau d'études** se rapportent à 2013 pour le Danemark, la Hongrie, la Norvège, la Pologne, la Slovénie et la Turquie, 2012 pour l'Autriche, la Belgique, la France, Israël, l'Italie, la Lettonie et les États-Unis, 2011 pour l'Australie, le Canada et le Royaume-Uni, 2010 pour la Finlande et le Mexique, 2006 pour la Nouvelle-Zélande et 2004 pour le Chili. Les données sur **le taux d'homicides** se rapportent à 2015 pour la République tchèque, la Hongrie, l'Islande, les Pays-Bas, la Slovénie et la Suède, 2013 pour la France, l'Irlande, la Corée, la Suisse, la Turquie et le Royaume-Uni, 2012 pour le Canada, l'Italie et la Nouvelle-Zélande et 2014 pour les autres pays. Les données sur **l'exposition aux particules fines $PM_{2.5}$** sont des moyennes mobiles triennales ; les estimations pour 2013 sont interpolées à partir de 2012, 2013 et 2015, les estimations n'étant pas disponibles pour 2014. Les données sur la **satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau dans la région**, sur le **sentiment de sécurité des personnes lorsqu'elles se promènent seules la nuit** et sur la **qualité du réseau social** sont regroupées pour toutes les années disponibles de 2006 à 2017. Les données sur la **satisfaction à l'égard de la vie (privation)** et sur le **bilan émotionnel négatif** sont regroupées pour toutes les années disponibles de 2006 à 2016. Les données sur la **satisfaction à l'égard de la vie (inégalités verticales et horizontales)** se rapportent à 2016 pour l'Autriche, la Hongrie, l'Italie, la Corée, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie et le Royaume-Uni, 2015 pour le Danemark, la France, la Pologne et la Suisse, 2014 pour le Canada et 2013 pour les autres pays.

Tableau 2.A.2. **Inégalités verticales en matière de bien-être, dernière année disponible**

DIMENSION DU BIEN-ÊTRE	Revenu et patrimoine		Emplois et salaires	Etat de santé	Equilibre entre vie professionnelle et vie privée		Education et compétences		Liens sociaux	Engagement civique et gouvernance	Satisfaction à l'égard de la vie
ASPECT	Revenu disponible des ménages	Patrimoine net des ménages	Salaires bruts	Âge au moment du décès	Nombre d'heures travaillées	Temps consacré aux loisirs et à soi	Compétences des élèves	Compétences des adultes	Temps consacré à des activités sociales	Efficacité politique	Satisfaction à l'égard de la vie
INDICATEUR	Rapport interquintile (S80/S20)	Proportion du patrimoine appartenant aux 10 % de ménages les plus aisés	Rapport intercentile (P90/P10)	Ecart type	Rapport interquintile (S80/S20)	Rapport interquintile (S80/S20)	Rapport intercentile (P90/P10) pour les résultats au PISA, moyenne toutes disciplines confondues	Rapport intercentile (P90/P10) pour les résultats au PIAAC, moyenne dans les deux disciplines	Rapport interquintile (S80/S20)	Rapport interquintile (S80/S20)	Rapport interquintile (S80/S20)
PAYS											
Allemagne	4.42	59.72	3.41	..	1.54	..	1.66	1.57	..	4.31	..
Australie	5.66	46.47	3.29	12.54	1.72	..	1.70	1.62	..	4.04	..
Autriche	4.12	55.59	3.33	12.28	1.36	1.92	1.71	1.54	13.90	4.40	2.02
Belgique	3.93	42.50	2.33	12.79	1.48	..	1.71	1.58	..	4.06	1.62
Canada	5.23	50.31	3.71	12.15	1.53	2.13	1.58	1.66	18.84	3.78	2.29
Chili	10.03	57.71	4.32	12.23	..	..	1.68	2.04	..	3.09	..
Corée	5.11	..	4.50	..	..	..	1.65	1.53	..	3.17	1.82
Danemark	3.62	63.98	2.56	13.89	1.37	1.81	1.57	1.65	12.57	3.16	2.36
Espagne	6.61	45.66	3.12	..	1.42	1.24	1.60	1.57	11.18	..	2.33
Estonie	6.20	55.71	3.78	..	1.27	..	1.54	1.71	..	4.32	2.24
États-Unis	8.34	78.19	5.04	13.80	1.51	2.13	1.69	1.71	11.43	3.68	..
Finlande	3.73	45.23	2.56	14.36	1.35	1.79	1.58	1.62	15.91	2.98	1.66
France	4.47	50.62	2.81	13.53	1.50	1.73	1.77	1.62	9.87	3.62	1.99
Grèce	6.35	42.42	3.27	..	1.69	..	1.73	1.62	..	2.46	2.61
Hongrie	4.47	48.48	3.72	14.15	1.21	..	1.73	..	..	4.31	2.61
Irlande	4.56	53.79	3.99	..	1.60	1.81	1.55	1.84	5.50	4.25	2.17
Islande	3.58	..	2.94	..	1.66	..	1.69	..	..	..	1.33
Israël	7.08	..	4.91	12.62	..	..	1.86	1.64	..	4.40	..
Italie	5.91	42.77	2.17	11.10	1.41	1.84	1.67	1.44	11.54	4.25	2.07
Japon	6.07	..	2.94	..	..	..	1.58	1.52	..	4.09	..
Lettonie	6.36	63.38	4.00	15.83	1.25	..	1.56	..	..	..	2.30
Luxembourg	4.22	48.67	3.15	..	1.34	..	1.75	..	..	..	2.14
Mexique	10.43	..	3.88	13.94	..	1.94	1.60	..	11.96	..	..
Norvège	3.87	51.48	2.55	13.00	1.44	1.83	1.63	1.58	9.17	3.36	1.71
Nouvelle-Zélande	5.77	52.94	2.95	14.42	..	..	1.70	1.62	..	3.37	1.90
Pays-Bas	4.38	68.35	3.02	..	1.24	1.94	1.68	1.61	5.65	2.97	1.64
Pologne	4.72	41.82	4.03	14.31	1.41	..	1.59	1.49	..	3.71	1.93
Portugal	5.88	52.13	3.89	..	1.45	..	1.65	..	..	..	2.55
République slovaque	3.71	34.33	3.56	12.82	1.28	..	1.78	1.68	..	4.18	2.48
République tchèque	3.65	..	3.54	12.97	1.32	..	1.68	1.49	..	4.17	2.35
Royaume-Uni	6.11	46.59	3.42	11.19	1.74	1.85	1.67	1.57	16.50	4.23	1.98
Slovénie	3.74	48.62	3.33	12.74	1.20	..	1.62	1.69	..	3.78	1.26
Suède	4.09	..	2.28	13.26	1.31	..	1.70	1.60	..	3.33	1.67
Suisse	4.56	..	2.72	..	1.40	..	1.68	..	..	..	1.86
Turquie	7.75	..	3.53	11.02	..	1.82	1.65	1.81	8.22	4.01	..
moyenne OCDE	5.39	51.82	3.39	13.08	1.52	1.84	1.66	1.63	11.59	3.77	2.03
Afrique du Sud	37.60	..	..	..	..	1.89	..	..	9.78	..	..
Brésil	12.50	..	..	..	..	..	1.86	..	..	..	..
Colombie	..	..	5.21	..	..	..	1.70	..	..	..	..
Costa Rica	14.70	..	5.17	..	..	..	1.57	..	..	..	..
Fédération de Russie	..	..	..	..	..	..	1.57	1.49	..	3.20	..
Lituanie	7.40	..	3.78	..	1.23	..	1.66	1.49	..	2.29	2.83

Tableau 2.A.2. **Inégalités verticales en matière de bien-être, dernière année disponible** *(suite)*

Note : Les données sur le patrimoine afférentes au Royaume-Uni se limitent à la Grande-Bretagne. Les données sur les compétences des adultes concernent la Flandre pour la Belgique, et l'Angleterre et l'Irlande du Nord pour le Royaume-Uni. Les pays sont classés par ordre croissant en fonction des résultats (de 1 à 35) ; le rang est ensuite divisé par le nombre total de pays de l'OCDE qui composent l'échantillon. Les valeurs qui en résultent (allant de 0 à 1) sont ensuite classées comme suit : les pays dont les valeurs vont de zéro à 1/3 sont classés dans le niveau supérieur ; les valeurs supérieures à 1/3 mais inférieures ou égales à 2/3 sont classées dans le niveau intermédiaire ; les valeurs supérieures à 2/3 mais inférieures ou égales à 1.0 sont classées dans le niveau inférieur. S'agissant des pays partenaires de l'OCDE, le rang « équivalent OCDE » est indiqué – c'est-à-dire le rang que le pays atteindrait s'il était comparé uniquement aux pays de l'OCDE. Les valeurs sont ombrées en fonction du niveau de performances relatives des pays : plus le niveau est élevé, plus la nuance est foncée. La valeur de l'OCDE est la moyenne simple des pays pour lesquels on dispose de données. « .. » signifie « données non disponibles ». Tous les indicateurs sont codés dans le même sens, ce qui signifie que les valeurs plus importantes indiquent toujours des inégalités plus grandes. Pour les sources de données et les dernières années disponibles, on se reportera au tableau 2.A.1.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675479

Tableau 2.A.3. **Inégalités horizontales en matière de bien-être par sexe, dernière année disponible**

Rapport entre les performances des femmes et celles des hommes

DIMENSION DU BIEN-ÊTRE	Emplois et salaires				Etat de santé	Equilibre entre vie professionnelle et vie privée		Education et compétences			Liens sociaux		Egagement civique et gouvernance		Qualité de l'environnement	Sécurité personnelle		Satisfaction à l'égard de la vie
ASPECT	Salaires horaires	Bas salaires	Emploi	Chômage	Etat de santé auto-déclaré	Nombre d'heures travaillées	Temps consacré aux loisirs et à soi	Niveau d'études	Compétences des élèves	Compétences des adultes	Qualité du réseau social	Temps consacré à des activités sociales	Taux de participation électorale	Efficacité politique	Qualité de l'eau	Taux d'homicides	Sentiments de sécurité	Satisfaction à l'égard de la vie
INDICATEUR	Salaires horaires moyens	Proportion de salariés à temps plein qui gagnent moins de deux tiers du salaire brut médian de tous les travailleurs à temps plein (P)	Taux d'emploi	Taux de chômage(P)	Proportion de personnes qui s'estiment en bonne santé ou en très bonne santé	Proportion de salariés travaillant habituellement 50 heures ou plus par semaine (P)	Moyenne d'heures par jour	Proportion d'adultes âgés de 25 à 64 ans diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement supérieur	Résultats au PISA, moyenne toutes disciplines confondues	Résultats au PIAAC, moyenne dans les deux disciplines	Proportion de personnes déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter	Moyenne d'heures par jour	Proportion de personnes déclarant avoir voté aux dernières élections nationales	Porportion de personnes qui pensent influer sur l'action gouvernementale	Proportion de personnes satisfaites de la qualité de l'eau dans leur région	Nombre de décès par coups et blessures (P)	Proportion de personnes se sentant en sécurité lorsqu'elles se promènent seules la nuit	valeurs arithmétiques sur une échelle de 0 à 10
PAYS																		
Allemagne	0.82	0.55	0.90	1.20	0.96	2.23	0.99	0.96	1.00	0.96	1.00	1.09	0.92	0.88	0.98	1.00	0.77	..
Australie	0.87	0.70	0.86	0.98	..	3.03	0.99	0.97	0.98	0.97	1.01	1.06	1.01	1.01	0.97	1.86	0.64	..
Autriche	0.82	0.42	0.89	1.17	0.95	1.66	0.98	0.91	1.02	0.97	1.01	1.02	0.99	1.01	1.00	1.25	0.94	1.01
Belgique	0.93	0.64	0.89	1.07	0.92	2.08	0.98	1.03	1.01	0.96	1.00	1.11	..	0.91	0.97	1.63	0.73	0.99
Canada	0.86	1.06	0.92	1.23	..	2.87	0.98	1.03	0.99	0.97	1.00	1.13	1.00	1.04	0.96	2.86	0.77	1.00
Chili	0.79	0.47	0.71	0.88	..	..	..	0.99	1.02	0.94	1.01	..	..	1.07	0.99	7.18	0.80	..
Corée	0.63	0.41	0.74	1.04	0.75	..	0.96	0.93	0.96	0.97	1.05	1.14	0.98	1.12	1.00	1.20	0.73	1.02
Danemark	0.93	0.58	0.92	0.88	0.96	2.38	1.01	1.03	0.99	0.98	1.00	1.17	..	1.12	0.98	1.00	0.79	1.00
Espagne	0.89	0.54	0.84	0.85	0.92	2.27	0.98	1.08	1.00	0.97	0.99	1.18	..	1.00	0.99	2.00	0.83	1.00
Estonie	0.78	0.44	0.91	1.19	0.93	1.43	0.93	1.05	0.99	0.99	1.01	1.11	..	0.95	0.98	5.10	0.77	1.01
États-Unis	0.85	0.72	0.85	1.04	..	1.91	0.99	1.02	1.00	0.97	1.03	1.13	1.03	1.15	0.96	3.67	0.75	..
Finlande	0.87	0.51	0.97	1.05	0.99	2.58	0.97	1.07	0.95	0.99	1.03	1.20	0.96	1.06	0.99	1.80	0.76	1.03
France	0.89	0.54	0.91	1.05	0.93	1.50	0.97	0.97	0.99	0.98	1.01	1.07	1.02	1.08	1.00	2.00	0.73	0.99
Grèce	0.89	0.76	0.72	0.70	0.93	1.88	..	1.05	0.97	1.00	1.02	..	1.01	1.00	0.97	4.00	0.72	1.01
Hongrie	0.89	0.81	0.82	1.01	0.89	2.04	0.95	0.96	0.99	..	1.02	0.74	..	..	0.98	1.67	0.69	0.98
Irlande	0.91	0.67	0.84	1.40	0.98	1.98	0.97	1.07	1.01	0.97	1.02	0.98	1.00	1.07	0.98	5.00	0.72	1.00
Islande	0.86	0.65	0.95	0.97	0.91	1.86	..	1.01	0.97	..	1.01	..	0.98	..	1.00	3.00	0.81	1.00
Israël	..	0.59	0.89	0.95	..	..	..	1.02	0.99	0.98	1.03	..	1.01	0.97	1.00	3.86	0.83	..
Italie	0.90	0.57	0.72	0.86	0.91	1.58	0.91	1.07	1.01	0.98	1.01	0.78	..	0.98	0.96	2.75	0.68	0.99
Japon	0.62	0.33	0.79	1.12	0.89	..	1.03	..	1.01	0.97	1.07	1.51	0.97	0.82	0.96	1.50	0.73	..
Lettonie	..	0.79	0.95	1.29	0.82	1.40	0.97	1.09	0.96	..	1.03	1.03	..	..	0.95	3.22	0.71	1.00
Luxembourg	0.87	0.42	0.85	0.91	0.95	1.34	..	0.98	1.00	..	0.99	..	..	..	0.99	0.86	0.78	1.00
Mexique	1.02	0.62	0.57	0.98	..	..	0.97	0.96	1.00	..	1.03	1.04	1.00	..	1.01	7.98	0.89	..
Norvège	0.83	0.79	0.95	1.37	0.95	3.14	1.02	1.01	0.97	0.97	1.00	1.29	1.02	1.08	0.99	2.00	0.82	1.01
Nouvelle-Zélande	..	0.77	0.87	0.88	..	2.69	1.01	0.97	0.99	0.98	1.02	1.29	1.10	1.06	0.95	1.36	0.61	1.03
Pays-Bas	0.87	0.62	0.88	0.86	0.91	1.43	1.03	0.98	0.99	0.96	0.99	1.11	..	1.01	0.98	1.60	0.73	1.00
Pologne	0.97	0.85	0.82	0.99	0.89	2.45	0.96	1.00	0.99	1.01	1.02	1.00	0.96	1.04	0.94	3.25	0.78	0.99
Portugal	0.91	0.63	0.91	1.01	0.81	1.99	0.90	1.17	1.00	..	0.97	0.68	0.94	..	1.00	1.00	0.71	0.99
République slovaque	0.85	0.74	0.81	0.82	0.89	2.85	..	0.97	0.98	1.00	1.01	..	1.02	0.91	0.99	1.67	0.69	0.99
République tchèque	0.81	0.64	0.80	0.73	0.94	2.81	..	0.96	0.99	0.98	1.02	..	0.97	0.84	0.98	1.67	0.71	1.00
Royaume-Uni	0.86	0.58	0.88	1.06	1.00	1.79	0.98	0.98	0.99	0.97	1.01	1.24	0.96	1.04	0.99	4.00	0.78	1.01
Slovénie	0.98	0.72	0.88	0.87	0.90	2.34	0.94	0.97	0.97	1.00	0.99	0.95	0.95	0.99	0.97	0.71	0.80	1.01
Suède	0.87	0.68	0.96	1.13	0.94	1.75	1.00	1.03	0.97	0.97	1.01	1.09	1.00	1.16	0.99	3.00	0.70	1.01
Suisse	0.82	0.40	0.90	0.98	0.94	2.36	..	0.97	1.00	..	1.02	..	0.90	..	0.98	0.67	0.82	1.01
Turquie	1.06	1.03	0.44	0.70	0.87	..	0.97	0.79	0.98	0.92	0.99	1.15	1.00	0.92	0.97	4.67	0.76	..
moyenne OCDE	0.87	0.64	0.84	1.01	0.92	2.12	0.98	1.00	0.99	0.97	1.01	1.08	0.99	1.01	0.98	2.63	0.75	1.00
Afrique du Sud	..	..	0.75	0.85	..	..	0.95	0.97	..	..	1.00	0.81	1.07	..	0.96	6.67	0.72	..
Brésil	..	..	0.71	0.68	..	..	..	1.14	1.00	..	0.99	..	1.02	..	0.95	11.49	0.70	..
Colombie	..	1.08	0.70	0.58	..	..	..	1.06	1.00	..	1.00	..	..	..	0.97	11.44	0.87	..
Costa Rica	..	0.56	0.61	0.66	..	..	..	1.04	1.02	..	1.01	..	..	..	0.97	7.89	0.78	..
Fédération de Russie	..	..	0.87	1.08	..	..	..	1.02	0.99	1.01	1.00	..	..	0.88	0.89	3.82	0.68	1.01
Lituanie	..	0.75	0.98	1.36	0.78	1.47	..	1.07	0.97	1.00	1.01	1.05	..	0.92	0.98	2.57	0.77	0.98

Tableau 2.A.3. **Inégalités horizontales en matière de bien-être par sexe, dernière année disponible** *(suite)*

Rapport entre les performances des femmes et celles des hommes

Note : Les données sur les compétences des adultes concernent la Flandre pour la Belgique, et l'Angleterre et l'Irlande du Nord pour le Royaume-Uni. Les pays sont classés par ordre croissant en fonction des résultats (de 1 à 35) ; le rang est ensuite divisé par le nombre total de pays de l'OCDE qui composent l'échantillon. Les valeurs qui en résultent (allant de 0 à 1) sont ensuite classées comme suit : les pays dont les valeurs vont de zéro à 1/3 sont classés dans le niveau inférieur ; les valeurs supérieures à 1/3 mais inférieures ou égales à 2/3 sont classées dans le niveau intermédiaire ; les valeurs supérieures à 2/3 mais inférieures ou égales à 1.0 sont classées dans le niveau supérieur. S'agissant des pays partenaires de l'OCDE, le rang « équivalent OCDE » est indiqué – c'est-à-dire le rang que le pays atteindrait s'il était comparé uniquement aux pays de l'OCDE. Les valeurs sont ombrées en fonction du niveau de performances relatives des pays : plus le niveau est élevé, plus la nuance est foncée. La valeur de l'OCDE est la moyenne simple des pays pour lesquels on dispose de données. « P » signifie « indicateur de privation » et « .. » signifie « données non disponibles ». Pour une meilleure compréhension, tous les indicateurs sont codés dans le même sens : plus le rapport est élevé, meilleures sont les performances relatives des femmes. Pour les sources de données et les dernières années disponibles, on se reportera au tableau 2.A.1.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675498

Tableau 2.A.4. **Inégalités horizontales en matière de bien-être par groupe d'âge, comparaison entre les jeunes adultes et les personnes d'âge mûr, dernière année disponible**

Rapport entre les performances des jeunes adultes et celles des personnes d'âge mûr

DIMENSION DU BIEN-ÊTRE	Revenu et patrimoine		Emplois et salaires			Etat de santé	Equilibre entre vie professionnelle et vie privée		Education et compétences		Liens sociaux		Engagement civique et gouvernance		Qualité de l'environnement	Sécurité personnelle	Satisfaction à l'égard de la vie
ASPECT	Revenu disponible des ménages	Patrimoine net des ménages	Salaires horaires	Emploi	Chômage	Etat de santé auto-déclaré	Nombre d'heures travaillées	Temps consacré aux loisirs et à soi	Niveau d'études	Compétences des adultes	Qualité du réseau social	Temps consacré à des activités sociales	Taux de participation électorale	Efficacité politique	Qualité de l'eau	Sentiments de sécurité	Satisfaction à l'égard de la vie
INDICATEUR	Revenu disponible équivalent moyen des ménages	Patrimoine net moyen	Salaires horaires moyens	Taux d'emploi	Taux de chômage (P)	Proportion de personnes qui s'estiment en bonne santé ou en très bonne santé	Proportion de salariés travaillant habituellement 50 heures ou plus par semaine (P)	Moyenne d'heures par jour	Proportion d'adultes âgés de 25 à 64 ans diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement supérieur	Résultats au PISA, moyenne toutes disciplines confondues	Proportion de personnes déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter	Moyenne d'heures par jour	Proportion de personnes qui déclarent avoir voté aux dernières élections nationales	Proportion de personnes qui pensent influer sur l'action gouvernementale	Proportion de personnes satisfaites de la qualité de l'eau dans leur région	Proportion de personnes se sentant en sécurité lorsqu'elles se promènent seules la nuit	valeurs arithmétiques sur une échelle de 0 à 10
GROUPE DE REFERENCE	les 0-25 ans	les chefs de famille de 0-34 ans	les 15-29 ans	les 15-24 ans	les 15-24 ans	les 15-24 ans	les 15-24 ans	les 15-24 ans	les 25-34 ans	les16-24 ans	les 15-29 ans	les 15-24 ans	les 18-29 ans	les 16-24 ans	les 15-29 ans	les 15-29 ans	les 15-29 ans
EN COMPARAISON AVEC	les 26-50 ans	les chefs de famille de 35-54 ans	les 30-49 ans	les 25-54 ans	les 25-54 ans	les 25-44 ans	les 25-54 ans	les 25-64 ans	les 35-54 ans	les 25-44 ans	les 30-49 ans	les 25-64 ans	les 30-49 ans	les 25-44 ans	les 30-49 ans	les 30-49 ans	les 30-49 ans
PAYS																	
Allemagne	0.89	0.21	0.63	0.55	0.55	1.13	1.77	1.09	1.01	0.99	1.03	1.52	0.89	1.12	1.00	0.97	..
Australie	0.91	0.32	0.71	0.73	0.36	..	2.29	1.11	1.11	0.98	1.03	..	0.95	0.87	1.05	0.99	..
Autriche	0.90	0.20	0.63	0.61	0.48	1.11	3.23	1.06	1.05	1.00	1.03	1.37	0.88	1.13	0.99	0.93	1.05
Belgique	0.92	0.49	0.74	0.29	0.35	1.09	0.94	1.07	1.06	0.98	1.05	1.37	..	1.14	1.05	1.00	1.03
Canada	0.94	0.30	0.65	0.68	0.45	..	1.42	1.11	1.02	0.98	1.04	1.68	0.92	0.94	1.02	0.96	1.00
Chili	0.81	0.43	0.69	0.39	0.39	..	..	..	1.34	1.03	1.14	..	..	0.90	1.00	1.05	..
Corée	0.77	0.46	0.65	0.36	0.32	1.49	..	0.97	1.07	1.03	1.18	1.03	0.81	1.27	1.08	1.02	1.03
Danemark	0.91	0.22	0.64	0.71	0.46	1.09	0.79	1.08	1.01	0.96	1.02	1.30	..	0.95	0.99	0.93	1.01
Espagne	0.92	0.49	0.67	0.29	0.41	1.07	1.01	1.10	1.09	1.00	1.03	1.92	..	0.95	1.09	0.99	1.05
Estonie	0.91	0.36	0.89	0.47	0.46	1.13	1.44	1.11	0.97	1.01	1.08	2.19	..	1.19	1.07	1.00	1.07
États-Unis	0.84	0.18	0.62	0.63	0.40	..	2.05	1.08	1.02	0.98	1.05	1.24	0.77	0.92	1.06	0.93	..
Finlande	0.90	0.25	0.69	0.54	0.39	1.04	1.89	1.11	1.00	0.97	1.03	1.50	0.76	0.83	0.97	0.97	1.01
France	0.94	0.29	0.71	0.35	0.36	1.11	2.49	1.11	1.09	1.00	1.02	1.82	0.89	1.20	1.04	0.92	1.06
Grèce	0.92	0.47	0.66	0.20	0.48	1.05	1.11	..	1.16	1.00	1.11	..	0.88	0.86	1.07	1.02	1.07
Hongrie	0.89	0.53	0.78	0.34	0.35	1.12	1.38	1.10	1.02	..	1.08	1.47	..	..	0.99	1.02	1.08
Irlande	0.89	..	0.65	0.44	0.42	1.06	1.23	1.09	1.12	0.99	1.01	1.81	0.87	0.94	1.06	0.98	1.02
Islande	0.98	..	0.66	0.86	0.38	0.98	0.82	..	0.97	..	1.02	..	0.92	..	1.00	1.02	1.02
Israël	0.88	..	..	0.56	0.49	..	..	..	1.07	0.98	1.05	..	0.92	0.91	1.09	0.99	..
Italie	0.92	0.39	0.69	0.24	0.29	1.09	0.91	1.12	1.24	1.00	1.03	1.90	..	1.26	1.09	1.00	1.01
Japon	0.91	..	0.86	0.51	0.61	1.25	..	1.06	..	0.96	1.05	1.25	0.71	0.85	0.92	0.97	..
Lettonie	0.88	0.66	..	0.41	0.57	1.22	2.77	1.07	0.96	..	1.09	1.75	..	..	1.04	1.11	1.09
Luxembourg	0.92	0.39	0.65	0.31	0.53	1.09	4.92	..	1.16	..	1.05	..	..	..	1.09	0.98	1.04
Mexique	0.83	..	0.81	0.57	0.44	..	..	1.11	1.35	..	1.05	1.17	0.92	..	0.99	0.99	..
Norvège	0.93	0.24	0.65	0.59	0.40	1.02	1.32	1.10	0.97	0.95	1.03	1.21	0.90	0.90	1.02	0.96	1.03
Nouvelle-Zélande	0.85	0.33	..	0.65	0.29	..	2.40	1.12	1.07	0.96	1.02	1.55	0.56	0.74	1.02	0.99	1.00
Pays-Bas	0.92	0.10	0.63	0.73	0.43	1.03	1.26	1.10	1.10	0.99	1.01	1.16	..	0.93	0.98	1.04	1.01
Pologne	0.91	0.51	0.76	0.35	0.31	1.12	1.16	1.12	1.02	1.02	1.05	1.81	0.95	1.03	0.98	1.04	1.07
Portugal	0.92	0.53	0.73	0.30	0.36	1.17	2.32	..	1.47	..	1.10	..	0.78	..	1.03	0.98	1.13
République slovaque	0.89	0.63	0.87	0.32	0.39	1.09	3.68	..	1.00	0.99	1.04	..	0.82	1.18	1.00	1.01	1.08
République tchèque	0.91	..	0.82	0.33	0.34	0.91	1.28	..	0.98	0.99	1.05	..	0.91	0.98	0.98	0.98	1.07
Royaume-Uni	0.85	0.31	0.68	0.65	0.28	1.08	2.12	1.11	1.07	0.97	1.01	1.32	0.81	0.84	1.00	0.98	1.02
Slovénie	0.98	0.37	0.76	0.34	0.51	1.11	1.82	1.12	1.07	1.02	1.05	1.66	0.93	1.60	1.04	0.95	1.05
Suède	0.94	..	0.66	0.52	0.29	1.03	1.01	1.10	0.97	0.97	1.06	1.41	0.99	0.94	1.01	1.00	1.00
Suisse	0.90	..	0.53	0.72	0.55	1.02	3.05	..	1.04	..	1.02	..	0.74	..	1.01	0.96	1.01
Turquie	0.80	..	0.65	0.57	0.50	1.17	..	1.06	1.69	1.04	1.11	0.89	0.84	1.09	0.99	0.95	..
moyenne OCDE	0.90	0.38	0.70	0.49	0.42	1.10	1.86	1.09	1.10	0.99	1.05	1.49	0.86	1.02	1.02	0.99	1.04
Afrique du Sud	0.69	..	..	0.21	0.45	..	..	1.02	1.22	..	1.02	0.92	0.69	..	1.01	0.97	..
Brésil	0.77	..	..	0.58	0.32	..	..	..	1.37	..	1.06	..	0.99	..	0.97	0.96	..
Colombie	..	..	..	0.56	0.42	..	..	..	1.44	..	1.08	..	..	..	1.00	0.97	..
Costa Rica	0.78	..	..	0.46	0.30	..	..	..	1.37	..	1.06	..	..	..	1.00	1.08	..
Fédération de Russie	0.88	..	..	0.37	0.29	..	..	..	0.99	1.00	1.08	..	..	0.97	1.10	1.14	1.18
Lituanie	0.88	..	..	0.37	0.51	1.18	3.14	..	0.98	1.03	1.07	..	..	0.84	1.10	1.06	1.13

Tableau 2.A.4. **Inégalités horizontales en matière de bien-être par groupe d'âge, comparaison entre les jeunes adultes et les personnes d'âge mûr, dernière année disponible** *(suite)*

Rapport entre les performances des jeunes adultes et celles des personnes d'âge mûr

Note : Les données sur le patrimoine afférentes au Royaume-Uni se limitent à la Grande-Bretagne. Les données sur les compétences des adultes concernent la Flandre pour la Belgique, et l'Angleterre et l'Irlande du Nord pour le Royaume-Uni. Les pays sont classés par ordre croissant en fonction des résultats (de 1 à 35) ; le rang est ensuite divisé par le nombre total de pays de l'OCDE qui composent l'échantillon. Les valeurs qui en résultent (allant de 0 à 1) sont ensuite classées comme suit : les pays dont les valeurs vont de zéro à 1/3 sont classés dans le niveau inférieur ; les valeurs supérieures à 1/3 mais inférieures ou égales à 2/3 sont classées dans le niveau intermédiaire ; les valeurs supérieures à 2/3 mais inférieures ou égales à 1.0 sont classées dans le niveau supérieur. S'agissant des pays partenaires de l'OCDE, le rang « équivalent OCDE » est indiqué – c'est-à-dire le rang que le pays atteindrait s'il était comparé uniquement aux pays de l'OCDE. Les valeurs sont ombrées en fonction du niveau de performances relatives des pays : plus le niveau est élevé, plus la nuance est foncée. La valeur de l'OCDE est la moyenne simple des pays pour lesquels on dispose de données. « P » signifie « indicateur de privation » et « .. » signifie « données non disponibles ». Pour une meilleure compréhension, tous les indicateurs sont codés dans le même sens : plus le rapport est élevé, meilleures sont les performances relatives des jeunes adultes. Pour les sources de données et les dernières années disponibles, on se reportera au tableau 2.A.1.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675517

Tableau 2.A.5. **Inégalités horizontales en matière de bien-être par groupe d'âge, comparaison entre les plus de 50 ans et les 25-50 ans, dernière année disponible**

Rapport entre les performances des plus de 50 ans et celles des 25-50 ans

DIMENSION DU BIEN-ÊTRE	Revenu et patrimoine		Emplois et salaires			Etat de santé	Equilibre entre vie professionnelle et vie privée		Education et compétences		Liens sociaux		Engagement civique et gouvernance		Qualité de l'environnement	Sécurité personnelle	Satisfaction à l'égard de la vie
ASPECT	Revenu disponible des ménages	Patrimoine net des ménages	Salaires horaires	Emploi	Chômage	Etat de santé auto-déclaré	Nombre d'heures travaillées	Temps consacré aux loisirs et à soi	Niveau d'études	Compétences des adultes	Qualité du réseau social	Temps consacré à des activités sociales	Taux de participation électorale	Efficacité politique	Qualité de l'eau	Sentiments de sécurité	Satisfaction à l'égard de la vie
INDICATEUR	Revenu disponible équivalent moyen des ménages	Patrimoine net moyen	Salaires horaires moyens	Taux d'emploi	Taux de chômage (P)	Proportion de personnes qui s'estiment en bonne santé ou en très bonne santé	Proportion de salariés travaillant habituellement 50 heures ou plus par semaine (P)	Moyenne d'heures par jour	Proportion d'adultes âgés de 25 à 64 ans diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ou de l'enseignement supérieur	Résultats au PIAAC dans les deux disciplines	Proportion de personnes qui déclarent avoir des proches ou des amis sur qui compter	Moyenne d'heures par jour	Proportion de personnes qui déclarent avoir voté aux dernières élections nationales	Proportion de personnes qui pensent influer sur l'action gouvernementale	Proportion de personnes satisfaites de la qualité de l'eau dans leur région	Proportion de personnes se sentant en sécurité lorsqu'elles se promènent seules la nuit	valeurs arithmétiques sur une échelle de 0 à 10
GROUPE DE REFERENCE	les plus de 51 ans	les chefs de famille de plus de 55 ans	les plus de 50 ans	les 55-64 ans	les 55-64 ans	les 45-64 ans	les 55-64 ans	les plus de 65 ans	les 55-64 ans	les 45-64 ans	les plus de 50 ans	les plus de 65 ans	les plus de 50 ans	les 45-64 ans	les plus de 50 ans	les plus de 50 ans	les plus de 50 ans
GROUPE TEMOIN	les 26-50 ans	les chefs de famille de 35-54 ans	les 30-49 ans	les 25-54 ans	les 25-54 ans	les 25-44 ans	les 25-54 ans	les 25-64 ans	les 35-54 ans	les 25-44 ans	les 30-49 ans	les 25-64 ans	les 30-49 ans	les 25-44 ans	les 30-49 ans	les 30-49 ans	les 30-49 ans
PAYS																	
Allemagne	0.97	1.17	1.02	0.55	0.93	0.73	1.05	1.17	0.99	0.94	0.96	0.91	1.15	0.95	1.03	0.84	..
Australie	0.86	1.45	0.98	0.73	1.06	..	1.10	1.24	0.84	0.94	0.99	..	1.04	1.08	1.02	0.87	..
Autriche	1.01	0.93	1.14	0.61	1.10	0.78	0.87	1.25	0.90	0.94	0.97	0.99	1.01	0.94	1.01	0.88	0.98
Belgique	0.92	1.40	1.11	0.29	1.36	0.83	1.11	1.18	0.78	0.92	0.98	0.97	..	0.99	1.05	0.78	0.99
Canada	1.00	1.29	1.00	0.68	0.94	..	0.80	1.30	0.92	0.94	1.00	1.14	1.10	1.02	1.00	0.91	1.01
Chili	0.93	1.63	1.12	0.39	1.86	..	..	..	0.70	0.86	0.93	..	..	0.85	1.06	0.95	..
Corée	0.74	1.19	0.92	0.36	1.23	0.95	..	1.22	0.62	0.89	0.78	1.30	1.01	0.73	1.01	1.15	1.00
Danemark	0.96	2.24	1.04	0.71	1.32	0.80	0.73	1.11	0.87	0.93	0.98	0.92	..	1.02	1.00	0.90	1.05
Espagne	1.09	1.59	1.21	0.29	1.10	0.80	1.17	1.26	0.68	0.91	0.98	0.94	..	0.99	1.08	0.88	0.96
Estonie	0.75	0.62	0.83	0.47	0.92	0.56	1.37	1.22	1.00	0.94	0.98	0.97	..	0.58	1.05	0.84	0.90
États-Unis	1.02	2.04	1.05	0.63	1.17	..	0.94	1.21	1.01	0.96	1.01	1.08	1.19	1.14	1.04	0.91	..
Finlande	0.96	1.15	0.99	0.54	0.96	0.81	1.23	1.21	0.89	0.90	0.95	1.00	1.06	0.95	1.01	0.85	0.97
France	1.13	1.29	1.08	0.35	1.26	0.79	1.01	1.21	0.81	0.91	0.97	0.91	1.02	0.97	1.03	0.84	0.96
Grèce	1.01	0.95	1.06	0.20	1.40	0.83	0.90	..	0.72	0.98	0.90	..	0.83	1.04	1.08	0.87	0.92
Hongrie	0.87	0.85	1.00	0.34	1.04	0.54	1.05	1.17	0.92	..	1.00	0.90	..	..	1.05	0.82	0.90
Irlande	0.92	..	1.01	0.44	1.15	0.88	0.83	1.23	0.76	0.93	1.00	1.00	1.03	0.96	1.05	0.93	1.04
Islande	1.05	..	0.99	0.86	0.97	0.87	1.03	..	0.87	..	0.98	..	0.99	..	1.00	0.87	0.99
Israël	1.12	..	..	0.56	1.19	..	..	..	0.92	0.90	0.98	..	1.09	0.92	1.04	0.99	..
Italie	1.08	1.22	1.16	0.24	2.02	0.78	0.79	1.14	0.79	0.93	0.95	0.94	..	0.95	1.06	0.88	0.97
Japon	0.96	..	1.00	0.51	1.10	0.76	..	1.26	..	0.93	0.99	0.88	1.09	0.98	1.09	1.12	..
Lettonie	0.75	0.76	..	0.41	1.03	0.49	1.34	1.20	1.00	..	0.91	1.14	..	..	1.03	0.83	0.93
Luxembourg	1.05	1.60	1.18	0.31	1.25	0.76	1.06	..	0.91	..	1.01	..	..	..	1.04	0.88	0.98
Mexique	1.05	..	0.98	0.57	1.53	..	..	1.30	0.74	..	1.03	1.08	1.00	..	1.02	0.96	..
Norvège	1.07	1.72	1.05	0.59	2.48	0.89	1.20	1.20	0.97	0.94	0.96	1.00	1.08	0.94	1.02	0.95	1.03
Nouvelle-Zélande	1.05	1.56	..	0.65	1.24	..	0.96	1.23	0.87	0.96	0.99	1.03	0.99	1.06	0.99	0.92	1.03
Pays-Bas	0.97	1.95	1.10	0.73	0.70	0.85	0.81	1.19	0.83	0.92	0.93	1.09	..	0.88	1.02	0.87	0.99
Pologne	0.92	0.76	0.95	0.35	1.21	0.55	1.05	1.21	0.92	0.93	0.96	1.11	1.19	0.73	1.04	0.93	0.93
Portugal	0.99	1.23	1.09	0.30	0.90	0.50	1.29	..	0.54	..	0.93	..	1.08	..	1.00	0.76	0.89
République slovaque	0.95	0.88	0.95	0.32	1.12	0.63	1.16	..	0.92	0.96	0.97	..	1.20	0.80	1.02	0.85	0.93
République tchèque	0.85	..	0.94	0.33	1.06	0.67	1.25	..	0.92	0.94	0.96	..	1.18	0.85	1.00	0.89	0.93
Royaume-Uni	0.89	1.52	0.94	0.65	1.16	0.82	1.06	1.18	0.90	0.95	1.00	1.08	1.11	1.10	1.03	0.89	1.02
Slovénie	0.95	0.71	1.03	0.34	1.12	0.68	0.96	1.22	0.87	0.90	0.93	0.93	1.07	0.83	1.04	0.88	0.90
Suède	0.99	..	1.07	0.52	1.09	0.93	1.14	1.24	0.88	0.94	0.97	0.97	1.02	0.87	1.01	0.88	1.03
Suisse	0.96	..	1.06	0.72	1.03	0.88	1.01	..	0.96	..	0.97	..	1.43	..	1.01	0.88	1.04
Turquie	0.93	..	1.00	0.57	1.35	0.63	..	1.14	0.71	0.92	0.93	1.20	0.98	0.97	1.11	1.10	..
moyenne OCDE	0.96	1.30	1.03	0.49	1.21	0.75	1.04	1.21	0.85	0.93	0.96	1.02	1.08	0.93	1.03	0.90	0.97
Afrique du Sud	1.13	..	..	0.69	2.67	..	..	1.23	0.66		0.99	1.37	1.07	..	0.97	0.93	..
Brésil	1.15	..	..	0.70	2.03	..	..	..	0.66		0.97	..	0.99	..	1.09	0.89	..
Colombie	..	..	..	0.80	1.39	..	..	..	0.65		0.98	..	..	..	1.05	0.98	..
Costa Rica	1.00	..	..	0.71	1.53	..	..	..	0.94		0.97	..	..	..	1.03	0.81	..
Fédération de Russie	0.87	..	..	0.56	1.30	..	..	..	0.96	1.00	0.97	..	..	0.94	1.04	0.85	0.92
Lituanie	0.77	..	..	0.78	0.96	0.43	0.89	..	1.01	0.94	0.96	..	..	1.10	1.06	0.75	0.92

Tableau 2.A.5. **Inégalités horizontales en matière de bien-être par groupe d'âge, comparaison entre les plus de 50 ans et les 25-50 ans, dernière année disponible** *(suite)*

Rapport entre les performances des plus de 50 ans et celles des 25-50 ans

Note : Les données sur le patrimoine afférentes au Royaume-Uni se limitent à la Grande-Bretagne. Les données sur les compétences des adultes concernent la Flandre pour la Belgique, et l'Angleterre et l'Irlande du Nord pour le Royaume-Uni. Les pays sont classés par ordre croissant en fonction des résultats (de 1 à 35) ; le rang est ensuite divisé par le nombre total de pays de l'OCDE qui composent l'échantillon. Les valeurs qui en résultent (allant de 0 à 1) sont ensuite classées comme suit : les pays dont les valeurs vont de zéro à 1/3 sont classés dans le niveau inférieur ; les valeurs supérieures à 1/3 mais inférieures ou égales à 2/3 sont classées dans le niveau intermédiaire ; les valeurs supérieures à 2/3 mais inférieures ou égales à 1.0 sont classées dans le niveau supérieur. S'agissant des pays partenaires de l'OCDE, le rang « équivalent OCDE » est indiqué – c'est-à-dire le rang que le pays atteindrait s'il était comparé uniquement aux pays de l'OCDE. Les valeurs sont ombrées en fonction du niveau de performances relatives des pays : plus le niveau est élevé, plus la nuance est foncée. La valeur de l'OCDE est la moyenne simple des pays pour lesquels on dispose de données. « P » signifie « indicateur de privation » et « .. » signifie « données non disponibles ». Pour une meilleure compréhension, tous les indicateurs sont codés dans le même sens : plus le rapport est élevé, meilleures sont les performances relatives des plus de 50 ans. Pour les sources de données et les dernières années disponibles, on se reportera au tableau 2.A.1.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675536

Tableau 2.A.6. **Inégalités horizontales en matière de bien-être en fonction du niveau d'études, comparaison entre les personnes n'ayant pas dépassé le niveau d'instruction de l'enseignement primaire et celles diplômées de l'enseignement supérieur, dernière année disponible**

Rapport entre les performances des personnes n'ayant pas dépassé le niveau d'instruction de l'enseignement primaire et celles des personnes diplômées de l'enseignement supérieur

DIMENSION DU BIEN-ÊTRE	Revenu et patrimoine	Emplois et salaires			Etat de santé			Equilibre entre vie professionnelle et vie privée	Education et compétences		Liens sociaux	Engagement civique et gouvernance		Qualité de l'environnement	Sécurité personnelle	Satisfaction à l'égard de la vie
ASPECT	Patrimoine net des ménages	Salaires horaires	Emploi	Chômage	Espérance de vie		Etat de santé auto-déclaré	Nombre d'heures travaillées	Compétences des élèves	Compétences des adultes	Qualité du réseau social	Taux de participation électorale	Efficacité politique	Qualité de l'eau	Sentiments de sécurité	Satisfaction à l'égard de la vie
INDICATEUR	Patrimoine net moyen	Salaires horaires moyens	Taux d'emploi	Taux de chômage (P)	Différence d'espérance de vie (en nombre d'années) à l'âge de 25 ans entre les femmes n'ayant pas dépassé le niveau d'instruction de l'enseignement primaire et celles diplômées de l'enseignement supérieur	Différence d'espérance de vie (en nombre d'années) à l'âge de 25 ans entre les hommes n'ayant pas dépassé le niveau d'instruction de l'enseignement primaire et ceux diplômés de l'enseignement supérieur	Proportion de personnes qui s'estiment en bonne santé ou en très bonne santé	Proportion de salariés travaillant habituellement 50 heures ou plus par semaine (P)	Résultats au PISA en fonction du niveau d'études des parents, moyenne toutes disciplines confondues	Résultats au PIAAC, moyenne dans les deux disciplines	Proportion de personnes qui déclarent avoir des proches ou des amis sur qui compter	Proportion de personnes qui déclarent avoir voté aux dernières élections nationales	Proportion de personnes qui pensent influer sur l'action gouvernementale	Proportion de personnes satisfaites de la qualité de l'eau dans leur région	Proportion de personnes se sentant en sécurité lorsqu'elles se promènent seules la nuit	valeurs arithmétiques sur une échelle de 0 à 10
PAYS																
Allemagne	0.14	0.52	0.67	0.20	..	..	0.76	1.75	0.77	0.81	0.92	0.99	0.62	1.70	0.82	..
Australie	0.67	0.65	0.70	0.45	-3.69	-6.64	..	1.31	0.83	0.82	..	0.97	0.44	..	..	..
Autriche	0.25	0.48	0.62	0.34	-3.05	-6.43	0.60	3.22	0.75	0.81	..	1.01	0.51	..	..	0.73
Belgique	0.51	0.69	0.55	0.28	-6.81	-9.86	0.67	2.75	0.77	0.79	0.97	..	0.58	0.74	0.75	0.93
Canada	0.43	0.54	0.68	0.45	-2.78	-4.09	..	0.59	0.88	0.79	0.99	0.92	0.62	1.48	0.84	0.99
Chili	0.33	0.28	0.73	0.95	-7.62	-10.94	..	..	0.80	0.69	0.81	..	0.61	0.65	0.97	..
Corée	0.44	0.49	0.85	1.17	..	..	0.62	..	0.82	0.82	0.70	1.00	0.79	1.12	0.95	0.90
Danemark	0.42	0.68	0.70	0.56	-5.15	-6.84	0.81	0.66	0.81	0.83	..	..	0.71	..	..	0.99
Espagne	0.47	0.60	0.66	0.43	..	..	0.69	0.72	0.87	0.80	0.96	..	0.65	0.82	0.93	0.92
Estonie	0.32	0.63	0.67	0.30	..	..	0.58	1.34	0.87	0.87	0.96	..	0.71	0.96	1.12	0.92
États-Unis	0.16	0.43	0.67	0.29	-3.92	-7.32	..	2.35	0.88	0.74	..	0.69	0.57	..	..	..
Finlande	0.54	0.68	0.65	0.53	-4.76	-7.58	0.65	1.85	0.78	0.84	0.93	0.86	0.50	1.05	0.89	0.95
France	0.48	0.72	0.65	0.41	-2.65	-6.76	0.68	1.04	0.78	0.76	0.87	0.94	0.74	0.88	0.74	0.90
Grèce	0.71	0.50	0.71	0.72	..	..	0.61	0.69	0.83	0.84	0.83	0.74	0.82	1.03	0.82	0.88
Hongrie	0.19	0.44	0.58	0.14	-5.75	-13.94	0.55	1.12	0.66	..	0.91	..	..	0.81	0.96	0.79
Irlande	1.06	0.58	0.59	0.32	..	..	0.79	1.18	0.82	0.80	0.96	1.00	0.46	1.42	0.98	0.97
Islande	..	0.67	0.85	0.70	..	..	0.78	0.94	0.72	..	0.99	0.92	..	1.00	0.99	0.96
Israël	..	..	0.56	0.56	-3.84	-5.61	..	..	0.78	0.79	..	0.74	0.53	..	..	..
Italie	0.36	0.61	0.64	0.48	-2.00	-3.80	0.62	0.89	0.82	0.83	0.93	..	0.47	0.99	0.87	0.90
Japon	..	0.58	..	..	..	..	0.56	..	..	0.84	0.96	0.76	0.58	0.71	0.85	..
Lettonie	0.16	..	0.66	0.23	-8.28	-11.55	0.66	1.43	0.81	..	0.86	..	..	1.01	1.07	0.86
Luxembourg	0.42	0.46	0.73	0.55	..	..	0.74	4.59	0.85	..	0.97	..	..	1.13	0.85	0.90
Mexique	..	0.45	0.80	1.38	-2.66	-4.80	..	..	0.88	..	0.90	0.98	..	0.94	1.04	..
Norvège	0.44	0.67	0.68	0.33	-4.81	-6.83	0.81	0.96	0.78	0.83	0.95	0.78	0.56	0.94	0.94	0.97
Nouvelle-Zélande	0.55	..	0.79	0.44	-4.42	-4.62	..	1.01	0.80	0.82	0.99	0.96	0.60	1.34	0.85	..
Pays-Bas	..	0.61	0.68	0.40	..	..	0.74	1.97	0.85	0.81	..	..	0.51	..	..	0.98
Pologne	0.56	0.46	0.47	0.23	-6.19	-12.63	0.50	0.61	..	0.82	0.92	0.82	0.56	0.73	0.99	0.89
Portugal	0.49	0.48	0.77	0.63	..	..	0.46	1.17	0.88	..	0.86	0.92	..	0.91	0.82	0.93
République slovaque	0.30	0.62	0.43	0.16	..	..	0.57	1.18	0.60	0.81	0.92	0.52	0.47	0.78	0.86	0.87
République tchèque	..	0.52	0.49	0.11	-4.79	-13.05	0.55	4.30	0.81	0.93	0.89	0.59	0.69	1.44	0.75	0.82
Royaume-Uni	..	0.57	0.68	0.39	-3.99	-4.35	0.70	1.41	0.85	0.80	0.96	0.98	0.54	1.30	0.90	0.91
Slovénie	0.47	0.49	0.58	0.42	-4.65	-8.27	0.58	1.53	0.83	0.79	0.90	0.84	0.64	0.52	0.94	0.81
Suède	..	0.81	0.74	0.30	-4.98	-5.86	0.80	1.64	0.76	0.80	0.99	1.00	0.64	0.50	0.75	1.00
Suisse	..	0.47	0.77	0.33	..	..	0.80	2.31	0.84	..	0.99	0.69	..	1.72	0.81	0.95
Turquie	..	0.36	0.67	0.93	-3.95	-4.15	0.68	..	0.94	0.80	0.78	1.03	0.87	0.81	1.05	..
moyenne OCDE	0.44	0.56	0.67	0.47	-4.58	-7.54	0.66	1.60	0.81	0.81	0.92	0.87	0.61	1.02	0.90	0.91
Afrique du Sud	..	..	0.63	0.35	..	..	..	..	..	..	0.90	1.11	..	2.21	0.67	..
Brésil	..	..	0.80	0.79	..	..	..	..	0.87	..	0.94	0.94	..	..	0.95	..
Colombie	..	..	0.79	1.30	..	..	..	..	0.90	..	0.87	..	..	0.90	1.25	..
Costa Rica	..	..	..	0.77	..	..	..	..	0.91	..	0.90	..	..	0.74	0.89	..
Fédération de Russie	..	..	0.80	0.25	..	..	..	..	0.92	0.96	0.95	..	0.74	0.73	1.16	0.77
Lituanie	..	..	0.60	0.14	..	..	0.46	0.58	0.85	0.89	0.89	..	0.72	0.71	1.05	0.86

Tableau 2.A.6. **Inégalités horizontales en matière de bien-être en fonction du niveau d'études, comparaison entre les personnes n'ayant pas dépassé le niveau d'instruction de l'enseignement primaire et celles diplômées de l'enseignement supérieur, dernière année disponible** *(suite)*

Rapport entre les performances des personnes n'ayant pas dépassé le niveau d'instruction de l'enseignement primaire et celles des personnes diplômées de l'enseignement supérieur

Note : Les données sur le patrimoine afférentes au Royaume-Uni se limitent à la Grande-Bretagne. Les données sur les compétences des adultes concernent la Flandre pour la Belgique, et l'Angleterre et l'Irlande du Nord pour le Royaume-Uni. Les pays sont classés par ordre croissant en fonction des résultats (de 1 à 35) ; le rang est ensuite divisé par le nombre total de pays de l'OCDE qui composent l'échantillon. Les valeurs qui en résultent (allant de 0 à 1) sont ensuite classées comme suit : les pays dont les valeurs vont de zéro à 1/3 sont classés dans le niveau inférieur ; les valeurs supérieures à 1/3 mais inférieures ou égales à 2/3 sont classées dans le niveau intermédiaire ; les valeurs supérieures à 2/3 mais inférieures ou égales à 1.0 sont classées dans le niveau supérieur. S'agissant des pays partenaires de l'OCDE, le rang « équivalent OCDE » est indiqué – c'est-à-dire le rang que le pays atteindrait s'il était comparé uniquement aux pays de l'OCDE. Les valeurs sont ombrées en fonction du niveau de performances relatives des pays : plus le niveau est élevé, plus la nuance est foncée. La valeur de l'OCDE est la moyenne simple des pays pour lesquels on dispose de données. « P » signifie « indicateur de privation » et « .. » signifie « données non disponibles ». Pour une meilleure compréhension, tous les indicateurs sont codés dans le même sens : plus le rapport est élevé, meilleures sont les performances relatives des adultes n'ayant pas dépassé le niveau d'instruction de l'enseignement primaire. Pour les sources de données et les dernières années disponibles, on se reportera au tableau 2.A.1.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675555

Tableau 2.A.7. **Inégalités horizontales en matière de bien-être en fonction du niveau d'études, comparaison entre les personnes diplômées de l'enseignement secondaire et celles diplômées de l'enseignement supérieur, dernière année disponible**

Rapport entre les performances des personnes diplômées de l'enseignement secondaire et celles diplômées de l'enseignement supérieur

DIMENSION DU BIEN-ÊTRE	Revenu et patrimoine	Emplois et salaires			Etat de santé			Equilibre entre vie professionnelle et vie privée	Education et compétences		Liens sociaux	Engagement civique et gouvernance		Qualité de l'environnement	Sérurité personnelle	Satisfaction à l'égard de la vie
ASPECT	Patrimoine net des ménages	Salaires horaires	Emploi	Chômage	Espérance de vie		Etat de santé auto-déclaré	Nombre d'heures travaillées	Compétences des élèves	Compétences des adultes	Qualité du réseau social	Taux de participation électorale	Efficacité politique	Qualité de l'eau	Sentiments de sécurité	Satisfaction à l'égard de la vie
INDICATEUR	Patrimmoine net moyen	Salaires horaires moyens	Taux d'emploi	Taux de chômage (P)	Différence d'espérance de vie (en nombre d'années) à l'âge de 25 ans entre les femmes diplômées de l'enseignement secondaire et celles diplômées de l'enseignement supérieur	Différence d'espérance de vie (en nombre d'années) à l'âge de 25 ans entre les hommes diplômés de l'enseignement secondaire et ceux diplômés de l'enseignement supérieur	Proportion de personnes qui s'estiment en bonne santé ou en très bonne santé	Proportion de salariés travaillant habituellement 50 heures ou plus par semaine (P)	Résultats au PISA en fonction du niveau d'études des parents, moyenne toutes disciplines confondues	Résultats au PIAAC, moyenne dans les deux disciplines	Proportion de personnes qui déclarent avoir des proches ou des amis sur qui compter	Proportion de personnes qui déclarent avoir voté aux dernières élections nationales	Proportion de personnes qui pensent influer sur l'action gouvernementale	Proportion de personnes satisfaites de la qualité de l'eau dans leur région	Proportion de personnes se sentant en sécurité lorsqu'elles se promènent seules la nuit	valeurs arithmétiques sur une échelle de 0 à 10
PAYS																
Allemagne	0.41	0.67	0.91	0.54	..	..	0.86	1.55	0.94	0.90	0.98	0.83	0.68	1.11	0.92	..
Australie	0.67	0.77	0.94	0.76	-1.45	-3.34	..	1.24	0.91	0.93	0.99	1.03	0.77	1.38	0.86	..
Autriche	0.35	0.73	0.89	0.73	-1.34	-3.80	0.88	1.59	0.94	0.91	0.98	0.99	0.72	1.07	0.92	0.97
Belgique	0.68	0.76	0.85	0.55	-3.68	-6.13	0.91	1.56	0.91	0.89	0.98	..	0.68	0.87	0.91	0.97
Canada	0.59	0.71	0.90	0.69	-1.64	-2.90	..	0.96	0.94	0.92	0.99	0.94	0.76	1.35	0.93	0.99
Chili	0.41	0.39	0.85	0.88	-2.69	-6.87	..	..	0.92	0.87	0.95	..	0.81	0.92	0.93	..
Corée	0.61	0.67	0.94	0.97	..	..	0.84	..	0.92	0.93	0.93	1.06	0.83	1.06	0.89	0.98
Danemark	0.56	0.81	0.93	1.01	-1.79	-2.96	0.88	0.99	0.93	0.92	1.00	..	0.82	0.95	0.93	0.99
Espagne	0.61	0.70	0.86	0.64	..	..	0.95	1.09	0.94	0.93	1.01	..	0.80	0.93	1.02	1.00
Estonie	0.68	0.70	0.90	0.61	..	..	0.80	1.53	0.96	0.93	0.98	..	0.79	1.20	1.01	0.92
États-Unis	0.27	0.60	0.85	0.45	-1.64	-4.21	..	1.65	0.93	0.86	0.95	0.79	0.76	1.35	0.89	..
Finlande	0.50	0.71	0.88	0.76	-1.88	-4.05	0.86	0.99	0.92	0.91	0.98	0.83	0.72	1.20	0.99	0.97
France	0.57	0.75	0.87	0.66	-0.43	-3.12	0.88	1.58	0.91	0.87	0.97	0.96	0.63	0.92	0.89	0.95
Grèce	0.79	0.66	0.82	0.75	..	..	0.95	0.89	0.92	0.92	0.96	0.95	0.93	1.06	0.90	0.97
Hongrie	0.42	0.62	0.89	0.38	-0.70	-5.55	0.81	1.17	0.92	..	0.96	..	..	0.94	1.08	0.89
Irlande	0.86	0.63	0.84	0.52	..	..	0.95	1.13	0.93	0.91	0.99	0.95	0.70	1.02	0.91	0.98
Islande	..	0.79	0.96	0.89	..	..	0.89	0.99	0.94	..	0.99	0.97	..	0.82	1.00	0.96
Israël	..	..	0.85	0.67	-0.93	-2.30	..	..	0.89	0.89	0.97	0.89	0.69	0.87	0.93	..
Italie	0.56	0.74	0.89	0.76	-0.60	-1.50	0.95	1.20	0.97	0.94	0.98	..	0.70	0.99	1.00	0.97
Japon	..	0.78	..	..	..	..	0.79	..	0.91	0.92	1.00	0.92	0.65	0.94	0.85	..
Lettonie	0.33	..	0.84	0.42	-3.16	-6.65	0.72	1.22	0.94	..	0.92	..	..	0.98	1.04	0.90
Luxembourg	0.63	0.67	0.85	0.84	..	..	0.89	2.03	0.91	..	0.99	..	..	0.92	0.90	0.96
Mexique	..	0.54	0.88	1.06	-0.20	-3.86	..	..	0.96	..	0.95	0.98	..	1.02	0.98	..
Norvège	0.72	0.88	0.90	0.76	-1.51	-3.14	0.88	0.88	0.94	0.91	0.98	0.91	0.71	0.83	0.99	1.00
Nouvelle-Zélande	0.79	..	0.93	0.57	-1.21	-1.19	..	1.07	0.94	0.93	1.01	0.93	0.76	1.22	0.93	..
Pays-Bas	..	0.73	0.89	0.54	..	..	0.90	0.94	0.94	0.92	0.98	..	0.67	1.04	0.91	0.98
Pologne	0.85	0.62	0.77	0.49	-3.87	-7.81	0.74	0.76	0.90	0.87	0.95	0.76	0.63	0.89	1.00	0.93
Portugal	0.55	0.60	0.94	0.72	..	..	0.95	1.88	0.93	..	0.97	0.86	..	0.97	0.97	1.05
République slovaque	0.59	0.79	0.90	0.56	..	..	0.79	1.00	0.93	0.92	0.96	0.82	0.62	0.98	0.97	0.89
République tchèque	..	0.69	0.93	0.50	-4.11	-5.46	0.77	1.79	0.92	0.89	0.96	0.78	0.72	1.17	0.86	0.88
Royaume-Uni	..	0.67	0.94	0.73	-1.10	-1.55	0.90	1.26	0.96	0.92	0.99	0.95	0.71	1.04	0.93	0.98
Slovénie	0.81	0.60	0.83	0.61	-2.25	-4.03	0.82	1.18	0.93	0.89	0.95	0.92	0.71	0.64	1.02	0.91
Suède	..	0.86	0.95	0.86	-2.39	-2.74	0.93	1.15	0.93	0.91	1.00	0.98	0.77	1.26	0.97	0.98
Suisse	..	0.67	0.93	0.87	..	..	0.93	1.75	0.93	..	1.00	0.71	..	1.50	0.92	0.99
Turquie	..	0.55	0.81	0.92	-1.38	-2.22	0.95	..	0.96	0.94	0.92	0.97	1.04	0.93	0.99	..
moyenne OCDE	0.59	0.69	0.89	0.70	-1.82	-3.88	0.87	1.28	0.93	0.91	0.97	0.91	0.74	1.04	0.95	0.96
Afrique du Sud	..	..	0.76	0.44	..	..	..	..	..	..	0.96	0.99	..	1.65	0.77	..
Brésil	..	..	0.90	0.61	..	..	..	..	0.93	..	1.00	0.97	..	..	0.87	..
Colombie	..	..	0.92	0.95	..	..	..	..	0.93	..	0.96	..	..	0.94	1.10	..
Costa Rica	..	..	0.88	0.75	..	..	..	..	0.94	..	0.97	..	..	0.83	0.99	..
Fédération de Russie	..	..	0.88	0.50	..	..	..	..	0.92	0.96	0.96	..	0.79	0.91	1.06	0.88
Lituanie	..	..	0.79	0.28	..	..	0.60	0.93	0.91	0.89	0.92	..	0.89	1.02	1.07	0.87

Tableau 2.A.7. **Inégalités horizontales en matière de bien-être en fonction du niveau d'études, comparaison entre les personnes diplômées de l'enseignement secondaire et celles diplômées de l'enseignement supérieur, dernière année disponible** *(suite)*

Rapport entre les performances des personnes diplômées de l'enseignement secondaire et celles diplômées de l'enseignement supérieur

Note : Les données sur le patrimoine afférentes au Royaume-Uni se limitent à la Grande-Bretagne. Les données sur les compétences des adultes concernent la Flandre pour la Belgique, et l'Angleterre et l'Irlande du Nord pour le Royaume-Uni. Les pays sont classés par ordre croissant en fonction des résultats (de 1 à 35) ; le rang est ensuite divisé par le nombre total de pays de l'OCDE qui composent l'échantillon. Les valeurs qui en résultent (allant de 0 à 1) sont ensuite classées comme suit : les pays dont les valeurs vont de zéro à 1/3 sont classés dans le niveau inférieur ; les valeurs supérieures à 1/3 mais inférieures ou égales à 2/3 sont classées dans le niveau intermédiaire ; les valeurs supérieures à 2/3 mais inférieures ou égales à 1.0 sont classées dans le niveau supérieur. S'agissant des pays partenaires de l'OCDE, le rang « équivalent OCDE » est indiqué – c'est-à-dire le rang que le pays atteindrait s'il était comparé uniquement aux pays de l'OCDE. Les valeurs sont ombrées en fonction du niveau de performances relatives des pays : plus le niveau est élevé, plus la nuance est foncée. La valeur de l'OCDE est la moyenne simple des pays pour lesquels on dispose de données. « P » signifie « indicateur de privation » et « .. » signifie « données non disponibles ». Pour une meilleure compréhension, tous les indicateurs sont codés dans le même sens : plus le rapport est élevé, meilleures sont les performances relatives des personnes diplômées de l'enseignement secondaire. Pour les sources de données et les dernières années disponibles, on se reportera au tableau 2.A.1.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675574

Tableau 2.A.8. **Privations de bien-être, dernière année disponible**

DIMENSION DU BIEN-ÊTRE	Revenu et patrimoine		Emplois et salaires		Logement		Etat de santé	Equilibre entre vie professionnelle et vie privée	Education et compétences			Liens sociaux	Engagement civique et gouvernance		Qualité de l'environnement		Sécurité personnelle		Bien-être subjectif	
ASPECT	pauvreté monétaire relative	pauvreté en termes d'actifs	Incidence des bas salaires	Chômage	Logements trop onéreux	Promiscuité	Etat de santé auto-déclaré	Nombre d'heures travaillées	Niveau d'études	Compétences des élèves	Compétences des adultes	Qualité du réseau social	Taux de participation électorale	Efficacité politique	Pollution de l'air	Pollution de l'eau	Sentiments de sécurité	Taux d'homicides	Bilan émotionnel négatif	Satisfaction à l'égard de la vie
INDICATEUR	Proportion de personnes dont le revenu est inférieur à 50 % du revenu médian de la population totale	Proportion de personnes dont le patrimoine financier est inférieur à 25% du seuil de pauvreté monétaire	Proportion de salariés à temps plein dont le revenu est inférieur à deux tiers du revenu médian brut de tous les travailleurs à temps plein	Taux de chômage	Proportion de personnes qui consacrent plus de 40 % de leur revenu disponible à leur prêt hypothécaire et à leur loyer	Proportion de ménages vivant dans des logements surpeuplés	Proportion de personnes qui jugent leur état de santé correct, mauvais ou très mauvais	Proportion de salariés travaillant habituellement 50 heures ou plus par semaine	Proportion d'adultes de 25-64 ans n'ayant pas dépassé le niveau d'instruction de l'enseignement secondaire du deuxième cycle	Proportion d'élèves de 15 ans dont le niveau de compétences est inférieur ou égal au niveau 2 en sciences, en lecture et en mathématiques au PISA	Proportion d'adultes dont le niveau de compétences est inférieur ou égal au niveau 1 à la fois en littératie et en numératie au PIAAC	Pourcentage de personnes qui déclarent ne pas avoir de proches ou d'amis sur qui compter	Proportion de personnes qui n'ont pas voté aux dernières élections nationales	Proportion de personnes qui ne pensent pas influer sur l'action gouvernementale	Part de la population exposée à plus de 15 microgrammes/m3 de particules fines (PM2.5)	Proportion de personnes non satisfaites de la qualité de l'eau dans leur région	Proportion de personnes ne se sentant pas en sécurité lorsqu'elles se promènent seules la nuit	Nombre de décès par homicide pour 100 000 habitants	Proportion de personnes dont le bilan émotionnel est négatif	Porportion de personnes qui déclarent un niveau de satisfaction à l'égard de la vie inférieur à 4 (sur une échelle de 0 à 10)
PAYS																				
Allemagne	9.50	42.44	18.37	4.20	5.12	6.15	35.50	14.63	13.21	9.82	13.34	9.00	28.47	43.47	34.92	7.00	26.00	0.40	10.46	3.25
Australie	12.80	46.70	15.72	5.88	9.99	..	..	11.45	20.98	11.11	11.12	6.00	5.93	45.39	0.00	8.00	31.00	1.00	10.74	3.63
Autriche	9.00	25.05	15.86	6.11	6.38	12.69	30.20	6.48	15.35	13.50	10.46	7.00	25.09	58.22	52.66	8.00	20.00	0.40	8.87	3.02
Belgique	9.10	36.14	3.40	7.89	9.92	1.84	25.40	6.43	25.32	12.67	10.06	7.00	10.63	50.16	48.56	16.00	29.00	1.00	13.54	2.16
Canada	12.60	47.00	22.18	7.10	10.21	..	..	9.49	9.60	5.94	13.61	8.00	31.72	43.57	0.39	8.00	18.00	1.40	11.67	2.19
Chili	16.10	74.84	11.92	6.80	23.43	9.25	..	..	38.59	23.26	48.23	16.00	50.65	21.07	51.89	31.00	50.00	4.50	17.11	5.08
Corée	13.80	..	23.50	3.84	3.46	5.75	67.50	..	14.20	7.67	11.19	19.00	41.97	38.57	99.81	16.00	32.00	1.10	18.66	13.51
Danemark	5.50	37.10	8.24	6.34	18.01	7.43	28.40	4.17	19.63	7.47	10.84	5.00	14.11	30.94	1.18	6.00	16.00	0.70	10.04	2.37
Espagne	15.30	55.48	14.59	19.75	17.41	2.95	27.60	4.79	42.57	10.33	22.47	10.00	30.16	61.08	18.39	29.00	18.00	0.60	13.55	5.52
Estonie	15.50	45.47	22.10	6.94	6.25	9.67	48.60	5.23	9.05	4.74	9.09	6.00	35.77	53.18	0.00	17.00	23.00	3.10	12.98	13.28
États-Unis	16.80	54.45	24.91	4.93	15.81	3.78	..	14.17	10.46	13.56	16.15	10.00	31.71	36.46	8.21	16.00	23.00	4.90	14.03	5.78
Finlande	6.30	41.65	7.77	8.95	8.40	9.26	30.20	3.31	12.85	6.27	8.05	5.00	33.15	30.77	0.00	5.00	16.00	1.40	7.73	3.00
France	8.20	40.48	9.09	9.84	12.43	6.32	32.20	5.36	22.68	14.78	18.13	12.00	25.44	67.38	23.45	21.00	30.00	0.60	11.40	7.63
Grèce	14.80	66.99	17.87	23.70	25.60	18.66	25.60	9.24	29.78	20.69	19.52	20.00	36.06	15.77	69.96	30.00	38.00	1.00	17.47	16.45
Hongrie	10.10	42.98	19.78	5.15	10.18	29.60	43.70	2.37	16.78	18.52	..	10.00	38.16	..	99.96	22.00	40.00	1.20	17.74	16.46
Irlande	9.20	58.24	24.00	8.75	11.11	2.47	17.70	4.70	20.18	6.76	14.87	4.00	34.91	58.21	0.00	14.00	24.00	0.60	11.36	4.07
Islande	6.50	..	15.72	3.12	19.47	6.02	23.70	15.77	25.30	13.18	..	2.00	20.82	..	0.00	2.00	9.00	0.90	8.44	1.55
Israël	19.50	..	22.15	4.89	..	..	..	..	14.46	20.18	21.69	11.00	27.66	55.8	99.43	30.00	30.00	1.70	15.78	3.68
Italie	13.70	38.68	7.63	11.89	11.41	18.58	34.40	2.98	40.11	12.24	21.34	8.00	24.81	70.26	64.40	28.00	41.00	0.80	18.98	7.62
Japon	16.10	..	13.46	3.27	15.95	1.60	64.60	..	..	5.59	3.93	10.00	47.34	49.87	61.40	9.00	24.00	0.30	7.48	7.58
Lettonie	16.20	82.61	26.04	9.90	5.49	31.10	53.80	3.96	12.22	10.45	..	8.00	41.20	..	0.00	15.00	27.00	6.60	17.11	9.04
Luxembourg	8.10	40.45	12.16	6.31	17.26	6.25	29.60	5.77	25.39	16.99	..	6.00	8.85	..	0.06	17.00	21.00	0.60	8.45	2.80
Mexique	16.70	..	17.25	4.04	7.72	33.27	..	..	64.48	33.78	..	11.00	36.86	..	34.72	33.00	51.00	17.90	12.92	11.37
Norvège	8.10	26.86	7.12	4.89	10.64	5.44	21.70	4.68	17.63	8.95	9.97	4.00	21.77	34.34	0.00	2.00	12.00	0.60	8.17	2.48
Nouvelle-Zélande	10.90	62.70	13.86	5.35	..	4.20	..	18.30	25.28	10.59	10.13	6.00	23.05	36.83	0.00	11.00	32.00	1.30	7.86	1.29
Pays-Bas	7.90	33.00	14.50	6.06	9.30	3.61	23.80	2.48	23.60	10.90	9.29	7.00	18.07	38.89	54.62	6.00	17.00	0.60	8.78	2.97
Pologne	10.40	63.67	22.60	6.24	8.04	35.36	42.20	8.16	9.22	8.27	14.87	8.00	49.08	48.55	95.24	17.00	23.00	0.80	15.74	9.62
Portugal	13.50	45.90	20.33	11.50	11.77	5.52	53.60	8.07	54.88	10.74	..	9.00	44.16	..	2.49	11.00	20.00	1.00	23.98	23.61
République slovaque	8.70	67.93	19.00	9.70	5.21	28.06	34.10	2.94	8.71	20.11	8.93	5.00	40.18	67.11	100.00	13.00	31.00	0.80	14.97	10.59
République tchèque	5.90	..	20.29	4.03	11.55	15.20	38.80	4.69	6.84	13.66	7.74	7.00	40.52	62.54	90.27	10.00	23.00	0.80	12.45	5.36
Royaume-Uni	10.90	..	19.28	4.98	12.18	5.45	30.20	12.83	20.93	10.06	14.35	5.00	31.07	48.11	0.75	18.00	24.00	0.20	11.56	5.92
Slovénie	9.40	55.95	19.23	8.10	5.91	11.70	35.20	3.66	13.21	8.20	19.51	7.00	48.27	74.92	75.74	11.00	13.00	0.60	17.72	14.79
Suède	9.00	..	2.66	7.11	9.06	12.59	20.30	4.26	18.02	11.37	10.44	9.00	14.19	31.66	0.10	4.00	21.00	1.00	8.45	3.10
Suisse	9.90	..	10.15	5.09	6.26	5.28	20.70	9.94	11.84	10.06	..	7.00	51.60	..	16.31	5.00	15.00	0.50	8.47	3.27
Turquie	17.30	..	0.78	11.11	..	..	33.60	..	63.01	31.19	39.00	12.00	14.82	51.41	91.02	31.00	35.00	1.70	32.86	18.59
Moyenne OCDE	11.52	49.31	15.53	7.54	11.34	11.45	34.75	7.25	22.83	12.96	15.30	8.46	30.89	47.3	37.03	15.06	25.80	1.79	13.36	7.22
Afrique du Sud	26.60	..	..	26.72	..	..	..	..	57.63	..	..	12.00	26.52	..	69.43	33.00	62.00	10.00	..	..
Brésil	20.00	..	..	9.84	..	..	..	..	52.64	44.05	..	9.00	21.10	..	30.63	29.00	63.00	27.60	..	..
Colombie	..	..	25.27	9.53	..	..	..	..	49.59	38.21	..	12.00	52.10	..	0.11	27.00	52.00	30.20	..	..
Costa Rica	21.50	..	15.24	9.70	..	..	..	..	60.63	33.05	..	10.00	31.62	..	0.00	15.00	51.00	8.50	..	..
Fédération de Russie	14.60	..	..	5.57	..	..	..	..	5.32	7.70	8.49	9.00	34.73	28.81	54.00	41.00	40.00	11.30	..	..
Lituanie	15.70	..	21.28	8.10	4.74	20.59	42.60	3.70	8.64	15.33	11.30	6.00	49.36	12.29	26.77	21.00	37.00	4.10	20.70	13.72

Note : Les données sur les compétences des adultes concernent la Flandre pour la Belgique, et l'Angleterre et l'Irlande du Nord pour le Royaume-Uni. Les pays sont classés par ordre croissant en fonction des résultats (de 1 à 35) ; le rang est ensuite divisé par le nombre total de pays de l'OCDE qui composent l'échantillon. Les valeurs qui en résultent (allant de 0 à 1) sont ensuite classées comme suit : les pays dont les valeurs vont de zéro à 1/3 sont classés dans le niveau supérieur ; les valeurs supérieures à 1/3 mais inférieures ou égales à 2/3 sont classées dans le niveau intermédiaire ; les valeurs supérieures à 2/3 mais inférieures ou égales à 1.0 sont classées dans le niveau inférieur. S'agissant des pays partenaires de l'OCDE, le rang « équivalent OCDE » est indiqué – c'est-à-dire le rang que le pays atteindrait s'il était comparé uniquement aux pays de l'OCDE. Les valeurs sont ombrées en fonction du niveau de performances relatives des pays : plus le niveau est élevé, plus la nuance est foncée. La valeur de l'OCDE est la moyenne simple des pays pour lesquels on dispose de données. « .. » signifie « données non disponibles ». Tous les indicateurs sont codés dans le même sens : plus le rapport est élevé, plus les privations sont fortes. Pour les sources de données et les dernières années disponibles, on se reportera au tableau 2.A.1.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675593

© OCDE 2018

Chapitre 3

Bien-être des immigrés : partir pour une vie meilleure ?

Il est crucial de mieux connaître les conditions de vie des immigrés afin d'assurer leur bien-être et leur intégration au sein du pays d'accueil. Le présent chapitre s'attache à définir et à mesurer le bien-être des immigrés en s'appuyant sur de précédents travaux réalisés par l'OCDE. En moyenne, les populations immigrées sont plus pauvres que les personnes nées dans le pays hôte, ont des revenus et un patrimoine moins élevés et sont exposées à un environnement et à des conditions de logement plus détériorés. Les immigrés peinent aussi davantage à accéder à un travail décent : ils sont plus nombreux à être surqualifiés par rapport à l'emploi qu'ils occupent, ils représentent une plus forte proportion des travailleurs pauvres et ont plus souvent des horaires atypiques de travail. Dans les pays de l'OCDE, les immigrés ont en général un moindre niveau de satisfaction à l'égard de la vie, bien que ce dernier demeure supérieur à celui des populations résidant dans le pays d'origine. Le chapitre présente également des données sur la santé, les liens sociaux, la confiance envers l'État et l'attitude à l'égard des immigrés. Pour autant, d'importantes lacunes subsistent, c'est pourquoi il est nécessaire de recueillir des données plus précises, plus régulières et plus détaillées sur le bien-être des immigrés.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Introduction : définir le bien-être des immigrés et mesurer son importance

Le monde dans lequel nous vivons est de plus en plus défini par la mobilité des populations. Dans la zone OCDE, plus de 120 millions de personnes résident dans un pays différent de celui où elles sont nées, représentant 13 % de la population totale des pays de l'OCDE (OCDE, 2017a). Dans la plus grande partie des pays de l'OCDE, la part des immigrés représente au moins 10 % de la population totale. Celle-ci s'élève à 20-30 % en Australie, au Canada, en Israël, en Nouvelle-Zélande et en Suisse, et atteint même 46 % au Luxembourg d'après les estimations (OCDE, 2017a). Étant donné qu'une personne sur huit résidant dans un pays de l'OCDE est immigrée, il est crucial de réunir des informations sur le bien-être de cette population pour avoir une image plus complète des conditions d'existence et déterminer si elles sont les mêmes pour tous les membres de la société.

Dans de nombreux pays de l'OCDE, ces dernières années ont été marquées par une montée en puissance du rejet de l'immigration dans l'opinion publique. Loin d'être un cas isolé, les craintes liées à l'immigration se sont fortement exacerbées en Europe suite à la crise des réfugiés[1]. Compte tenu de l'hostilité à l'égard des populations immigrées, chercheurs et experts de l'action publique ont axé leurs travaux sur l'impact des migrations dans les pays d'accueil (voir OCDE 2016a, par exemple). En revanche, beaucoup moins d'attention a été accordée au bien-être des immigrés. En fait, ces deux problématiques ne s'excluent pas l'une l'autre, mais, au contraire, vont de pair. Améliorer l'intégration des immigrés constitue un enjeu majeur pour les pouvoirs publics des pays de l'OCDE désireux de renverser l'opinion publique négative et de tirer le meilleur parti des effets bénéfiques potentiels des migrations sur le plan économique et social. Il est essentiel, pour élaborer des politiques efficaces d'intégration, de mieux comprendre le vécu des immigrés et de disposer d'une vue plus complète de leurs conditions de vie. La mesure et l'analyse des politiques migratoires constituent l'un des domaines de travail traditionnels de l'OCDE, comme en témoignent de nombreuses publications ponctuelles et régulières présentant une série d'indicateurs de résultats pour les immigrés[2].

En s'appuyant sur les travaux antérieurs de l'OCDE, le présent chapitre vise à approfondir la définition du bien-être pour les immigrés et à en rendre compte. Il présente les principaux constats relatifs au bien-être des immigrés, tout en mettant en évidence les limites et les lacunes des données disponibles. Le chapitre se décompose comme suit : après un tour d'horizon du bien-être des immigrés, il examine les problèmes de mesure et les données disponibles. Les informations relatives au bien-être des immigrés sont ensuite présentées au moyen d'une sélection d'indicateurs. Le chapitre s'achève sur la formulation de conclusions et de recommandations pour les travaux statistiques à venir.

Comprendre le bien-être des immigrés

Une personne est dite « immigrée » si elle réside dans un pays différent de son pays de naissance. Malgré les stéréotypes et les préjugés qui sont souvent associés au terme d'immigré, il n'existe pas de « profil type » de ces populations. La population immigrée

comprend des personnes de tous horizons, y compris des étudiants internationaux, des travailleurs plus ou moins qualifiés, des membres de la famille accompagnants ou des retraités, ainsi que des individus qui ont vécu le pire, comme la guerre, la torture, l'esclavage ou une catastrophe écologique. Si les motifs d'émigration sont nombreux (encadré 3.1), les plus fréquents restent le travail, le fait de rejoindre un membre de la famille déjà installé à l'étranger ou la possibilité d'échapper à des situations de souffrance extrême dans le pays de naissance (migrations pour raisons humanitaires)[3].

Encadré 3.1. **Pourquoi émigre-t-on ?**

Il n'existe pas de théorie universelle sur les motifs qui poussent les individus à émigrer. La décision est complexe et influencée par la connaissance qu'ont les personnes de la situation dans leur pays de naissance (« facteurs d'incitation ») et leur perception de la vie dans le pays de destination (« facteurs d'attraction ») (Lee, 1966). Ces décisions sont déterminées par la situation qui prévaut à l'échelon individuel, local et national (Faist, 2000). Pour une grande part, les analyses tendent à se concentrer sur les motivations économiques qui poussent les personnes à émigrer (Sjaastad, 1962 ; Borjas, 1987). Cependant, les recherches menées dans d'autres domaines des sciences sociales montrent que l'émigration est conditionnée par de nombreux autres facteurs allant au-delà de l'aspiration à des revenus plus élevés. Cela comprend le désir d'offrir de meilleures chances à ses enfants et aux membres de sa famille, la volonté de rejoindre des proches ou des membres de sa communauté qui ont déjà émigré, ou la possibilité d'accéder à un environnement (comme un air pur ou un climat agréable) mieux adapté à ses préférences en termes de mode de vie (Bodvarsson et Van den Berg, 2013 ; Statistique Canada, 2007). Les facteurs liés au cycle de vie peuvent également jouer un rôle, les jeunes étant plus enclins à privilégier les destinations offrant des emplois bien rémunérés, tandis que les personnes qui approchent de la retraite affichent une forte préférence pour des conditions climatiques agréables et des soins de santé de qualité (Polachek et Horvath, 1977). Par ailleurs, la décision d'émigrer étant souvent familiale plutôt qu'individuelle, la migration peut améliorer le bien-être de certains membres de la famille au détriment de celui des autres (Mincer, 1978 ; voir OCDE 2017a pour un examen détaillé des migrations familiales). Enfin, l'émigration n'est pas toujours un choix, comme l'illustre l'exemple des réfugiés contraints de quitter leur pays par peur de mourir ou de subir des violences (encadré 3.2).

Les motifs qui conduisent les individus à émigrer sont susceptibles d'influer sur leur bien-être. Par exemple, les résultats de l'enquête *Longitudinal Immigration Survey* réalisée en Nouvelle-Zélande montrent que la satisfaction à l'égard de la vie dépend du motif d'immigration (opportunités, mode de vie, famille, études), les étudiants étant les moins satisfaits de leur existence (Bryant et Merwood, 2008). Les circonstances dans lesquelles les personnes prennent la décision d'émigrer comptent aussi et influent à la fois sur les attentes qu'elles ont au regard de leur avenir et sur le stress ou le traumatisme provoqué par la migration elle-même.

Le fait de quitter un pays pour repartir de zéro dans un autre est un évènement marquant qui bouleverse complètement chacun des aspects de la vie des immigrés. L'émigration peut permettre d'accéder à une vie meilleure, mais elle peut aussi exposer les immigrés à des difficultés auxquelles ils n'auraient pas été confrontés s'ils étaient restés dans leur pays de naissance, comme le fait de vivre loin de leurs amis ou de leur famille, et le sentiment d'être chez soi. Pour analyser le bien-être des immigrés, il est également

crucial d'étudier les ressources qu'ils apportent dans leur pays d'accueil, notamment en termes d'éducation, de compétences, d'état de santé, de liens sociaux et de ressources économiques. Le bien-être des immigrés est aussi profondément influencé par la situation du pays d'accueil. Une personne immigrée instruite, disposant d'un solide réseau social et ayant une excellente santé, peut constater une diminution d'une ou plusieurs dimensions de son bien-être si le pays d'accueil ne fournit pas les conditions nécessaires à son épanouissement. Les facteurs contextuels, comme l'accès à des emplois de qualité, un logement décent, un environnement sain, une gouvernance efficiente, et un enseignement et des soins de santé de qualité, sont déterminants pour le bien-être des immigrés. Outre ces éléments objectifs, les comportements à l'égard des immigrés dans le pays d'accueil peuvent influencer le bien-être dans un sens ou dans l'autre. Lorsque l'intolérance et les préjugés dominent, les immigrés sont plus susceptibles de souffrir de discrimination, de mauvais traitements et d'exclusion sociale.

La population immigrée est hétérogène et ses caractéristiques peuvent varier de celles des personnes restées dans le pays d'origine ou nées dans le pays hôte. Certains pays cherchent à influencer, selon leurs besoins, la composition de leur population immigrée en appliquant des critères de sélection à l'entrée et pouvant avoir trait, par exemple, à l'éducation, aux compétences, à l'âge ou encore à l'état de santé. Par ailleurs, les personnes qui décident d'émigrer sont aussi plus susceptibles d'avoir certaines caractéristiques qui les distinguent de celles qui choisissent de rester dans leur pays de naissance. Il peut s'agir d'attributs observables (comme le niveau d'études), mais aussi de traits de caractère ou de compétences non cognitives (comme la persévérance ou l'optimisme).

Enfin, le temps que passe un immigré dans son nouveau pays de résidence peut jouer un rôle déterminant sur son bien-être. L'expérience de l'émigration est porteuse de transformations : elle permet à ceux qui partent de redémarrer de zéro, en favorisant ou au contraire en entravant certaines dimensions du bien-être d'une manière différente par rapport à leurs homologues qui n'émigrent pas. Selon l'hypothèse la plus courante, plus un immigré réside longtemps dans son pays d'accueil, plus son quotidien devient facile, à mesure qu'il s'intègre sur le marché du travail, maîtrise la langue du pays (le cas échéant) et se familiarise avec le mode de fonctionnement de son nouveau pays. Par exemple, il semble que, par rapport à ceux qui sont arrivés plus récemment, les immigrés qui résident depuis plus de 10 ans dans un pays de l'OCDE affichent un taux d'emploi légèrement plus élevé et sont moins susceptibles d'être surqualifiés par rapport à l'emploi qu'ils occupent, d'exercer un emploi temporaire ou peu qualifié, de se situer dans le décile inférieur de revenu ou de vivre dans un logement surpeuplé (OCDE/UE, 2015). Néanmoins, si les conditions de vie matérielles des immigrés s'améliorent avec le temps, l'évolution d'autres aspects de leurs vies, comme leur santé, leur sentiment d'appartenance, leurs droits ou leur vécu sur le plan de la discrimination, peut se révéler plus complexe (Neuman, 2014 ; Stillman et al., 2012).

Mesurer le bien-être des immigrés

Difficultés liées à la mesure

Idéalement, les indicateurs relatifs au bien-être des immigrés doivent couvrir toutes les dimensions du cadre de *Comment va la vie ?*, et être décomposable par sexe, âge, niveau d'études, motif de l'émigration, pays d'origine et tout autre élément contextuel pertinent. Ces indicateurs devraient également montrer comment les résultats individuels évoluent au fil du temps. Or d'importantes difficultés se posent au regard de la disponibilité des données.

Tout d'abord, les sources d'informations les plus fiables à l'heure actuelle pour mesurer le bien-être – à savoir les enquêtes réalisées auprès des ménages[4] – sont rarement conçues en tenant compte des besoins spécifiques de la population immigrée. Par conséquent, les échantillons d'immigrés sont souvent trop restreints pour analyser en détail leurs résultats en matière de bien-être, et ils peuvent ne pas inclure d'importantes variables contextuelles spécifiques aux immigrés, comme le pays d'origine, la durée du séjour ou les raisons de leur émigration. Compte tenu des variations importantes observées entre les différentes catégories d'immigrés sur le plan du bien-être, les résultats portant sur la moyenne de la population sont parfois insuffisamment détaillés pour étayer l'action publique. Par ailleurs, la composition des échantillons d'immigrés n'est, parfois, pas pleinement représentative des populations immigrées réelles en termes de sexe, d'âge, de pays d'origine, de niveau d'études et d'autres variables essentielles. Même pour les enquêtes visant explicitement à mesurer les résultats enregistrés par les immigrés, il peut être difficile d'assurer la représentativité des échantillons et la collecte des données. Les cadres d'échantillonnage qui fournissent des informations précises sur la population immigrée peuvent faire défaut ou ne pas être à jour (comme ceux qui s'appuient sur un recensement réalisé tous les dix ans).

Ensuite, il est généralement plus difficile d'atteindre les immigrés et leurs taux de non-réponse sont souvent plus élevés que pour le reste de la population. Ils peuvent déménager plus fréquemment ou être plus réticents à participer à des enquêtes en raison du caractère sensible de leur propre situation (notamment vis-à-vis de la loi) ou d'une expérience antérieure de discrimination ou d'exclusion (Font et Méndez, 2013). Les problèmes linguistiques représentent aussi un obstacle : une personne immigrée peut ne pas parler couramment la langue utilisée dans le questionnaire de l'enquête, sans qu'une traduction dans sa langue natale soit disponible. Selon une étude réalisée auprès d'enfants scolarisés en Angleterre, 14 % d'entre eux avaient une langue maternelle autre que l'anglais et 240 langues différentes avaient été dénombrées (Erens, 2013). Surtout, les immigrés les plus vulnérables ont moins de chances d'être représentés dans les données officielles, soit parce que les procédures d'enregistrement qui s'appliquent à eux diffèrent des procédures ordinaires (réfugiés, demandeurs d'asile ; voir encadré 3.2 pour un examen des efforts déployés pour mesurer le bien-être de cette catégorie d'immigrés), soit parce que leur situation revêt un caractère moins officiel (comme pour les migrations de courte durée ou pendulaires), soit parce que leur présence elle-même représente une infraction à la loi (comme les immigrés en situation irrégulière ou victimes de la traite des personnes) (CEE-ONU, 2012)[5]. Par ailleurs, les immigrés sont moins susceptibles que les personnes nées dans le pays hôte d'être couverts par les enquêtes réalisées auprès des ménages, puisqu'ils sont plus nombreux à vivre dans des logements atypiques rarement pris en compte dans les échantillons des enquêtes (hébergements temporaires, centres d'accueil ou résidences spécifiques).

Par ailleurs, la majorité des données disponibles sur les résultats enregistrés par les immigrés ne sont pas adaptées pour suivre l'évolution de leur bien-être à long terme. La plupart de ces données proviennent en effet de sources transversales, qui fournissent des informations sur les immigrés à un moment donné, une fois qu'ils sont arrivés dans le pays d'accueil. Pour mesurer pleinement l'impact de l'émigration sur le bien-être, il convient d'évaluer les résultats individuels avant, pendant et à différents moments après l'émigration. Or il n'existe pas de données de ce type portant sur un large échantillon de population et pouvant être comparées à l'échelle internationale. On recense quelques rares exemples d'enquêtes qui mesurent les résultats dans deux pays ou plus, à la fois pour ceux qui émigrent et pour ceux qui restent dans leur pays de naissance[6]. Toutefois, ces enquêtes

Encadré 3.2. **Migration forcée : un enjeu complexe en termes de mesure**

En 2016, plus de 68 millions de personnes à travers le monde ont été contraintes de quitter leur pays ; parmi elles, 17 millions ont obtenu le statut légal de réfugiés et 3 millions celui de demandeurs d'asile (HCR, 2017). En 2015-16, les migrations pour raisons humanitaires ont occupé une place très importante dans l'ensemble des migrations vers les pays de l'OCDE (et vers l'Europe en particulier), les demandes d'asile ayant atteint leur plus haut niveau depuis la Seconde Guerre mondiale à cette période (OCDE, 2017a). Les migrations forcées sont différentes des autres formes de migration : elles sont plus coûteuses et plus risquées. Les immigrés pour raisons humanitaires tendent également à enregistrer des résultats en termes de bien-être largement inférieurs à ceux des autres catégories d'immigrés à leur arrivée dans le pays d'accueil (Brücker et al., 2017). Toutefois, il est, en général, impossible d'isoler ce type d'immigration dans les enquêtes réalisées auprès des ménages, car le motif d'émigration est rarement pris en compte parmi les variables contextuelles. Des enquêtes spécifiques ont été conduites par certains pays pour mesurer le bien-être des personnes victimes de migration forcée et leurs résultats divergent des autres types de migrations. Ainsi, l'Australie a lancé l'enquête *Building a New Life in Australia*, une étude longitudinale sur cinq ans réalisée par l'Australian Bureau of Statistics entre 2013 et 2018, et comptant plus de 1 500 participants et leurs familles pour la première vague ; en 2016, l'Allemagne a lancé l'enquête longitudinale IAB-BAMF-SOEP sur les réfugiés, conduite sur trois ans et portant sur plus de 4 500 personnes. Ces enquêtes se heurtent à plusieurs obstacles particuliers, dont des problèmes de traduction et d'interprétation (par exemple, au cours du premier cycle de l'enquête allemande, 90 % des répondants ont indiqué qu'ils ne parlaient pas du tout allemand avant d'arriver dans le pays ; Brücker et al., 2017), ainsi que d'échantillonnage (compte tenu de la conception de l'échantillonnage et de la collecte de données, ces enquêtes ne peuvent généralement couvrir que les demandeurs d'asile et les immigrés pour raisons humanitaires qui sont officiellement enregistrés auprès des autorités nationales).

Les résultats de ces enquêtes fournissent des informations importantes sur le vécu et la situation de ce groupe d'immigrés particulièrement vulnérable. Par exemple, le premier cycle de l'enquête de l'Allemagne montre qu'un quart des répondants avaient survécu à un naufrage, 2/5e avaient été victimes de violences physiques, 1/5e avaient été victimes de vols, plus de la moitié avaient été victimes de fraude, plus d'un quart avaient subi du chantage, et 15 % des réfugiées déclaraient avoir subi une agression sexuelle. L'enquête australienne met aussi en évidence à quel point les réfugiés sont nombreux à avoir subi des évènements traumatiques. Elle montre que la fréquence d'un niveau modéré à élevé de détresse psychologique est plus élevée chez les participants à l'enquête qu'au sein de l'ensemble de la population (35 % des répondants et 45 % des répondantes se caractérisaient par un risque de détresse psychologique modéré à élevé au cours des quatre semaines ayant précédé l'enquête, contre 7 % des Australiens et 14 % des Australiennes ; Jenkinson et al., 2016). Néanmoins, les participants à l'enquête australienne indiquent aussi qu'ils s'adaptent bien à leur nouveau pays : 84 % d'entre eux font état d'une expérience globale bonne, voire très bonne, et citent parmi les principaux facteurs favorisant leur adaptation, le sentiment de sécurité qu'ils éprouvent et le bonheur de leurs enfants (Jenkinson et al., 2016).

impliquent aussi des difficultés méthodologiques (Beauchemin et González-Ferrer, 2011). Plusieurs pays dont l'Australie, le Canada, les États-Unis, la France et la Nouvelle-Zélande ont récemment mis au point des enquêtes longitudinales portant sur les résultats des immigrés[7]. Ces enquêtes ont pour objet de comprendre comment se déroule l'installation et l'adaptation des immigrés arrivés récemment dans leur pays d'accueil, en suivant les

mêmes individus pendant plusieurs années. Ces enquêtes peuvent apporter un éclairage précieux sur l'évolution du bien-être des immigrés.

De surcroît, il est aussi difficile de dépasser l'analyse individuelle pour examiner les tendances globales des personnes nées hors de leur pays de résidence, en raison de l'évolution des caractéristiques des immigrés au fil du temps. Les pays n'enregistrent pas nécessairement des flux entrants constants (ni des flux sortants constants) de migrants provenant du même groupe de pays d'origine et présentant les mêmes caractéristiques : les schémas historiques peuvent être remis en cause par la réorientation des politiques migratoires et les retombées des chocs économiques, géopolitiques et environnementaux. Cela implique que les caractéristiques des personnes immigrant dans un pays peuvent évoluer avec le temps : les résultats moyens des immigrés en matière de bien-être vont alors varier pour des raisons autres que l'amélioration ou la dégradation des conditions de vie des immigrés déjà installés dans le pays d'accueil.

Enfin, le recours à des données subjectives (comme la satisfaction à l'égard du revenu ou du logement, ou le sentiment de sécurité personnelle) peut aboutir à des résultats inattendus en raison d'attentes différentes entre la population immigrée et les personnes nées dans le pays d'accueil. Les réponses aux questions subjectives sont influencées par le vécu des répondants et leur culture, ce qui constitue le cadre de référence conditionnant notre analyse et nos jugements. Il peut donc se révéler problématique d'interpréter les différences entre immigrés et personnes nées dans le pays hôte s'agissant des indicateurs subjectifs : par exemple, les immigrés peuvent aborder une même situation objective sous un angle plus favorable que les personnes nées dans le pays d'accueil, simplement parce qu'elle est meilleure que ce qu'ils ont connu dans leur pays d'origine. Cela ne remet pas en cause l'utilité de ces données (étant donné que le fait de savoir si une personne est satisfaite ou non est instructif en lui-même, que ce sentiment soit considéré comme « correct » ou non par quelqu'un d'autre) ; toutefois, il faut en tenir compte pour l'interprétation des résultats.

Dimensions du bien-être des immigrés et sélection des indicateurs

Ce chapitre présente une vue d'ensemble du bien-être des immigrés, fondée sur les dimensions du cadre de *Comment va la vie ?*. Il couvre aussi bien les conditions matérielles (revenu et patrimoine, emploi et salaires, logement) que la qualité de vie (équilibre vie professionnelle-vie privée, éducation et compétences, santé, bien-être subjectif, engagement civique et gouvernance, sécurité personnelle, qualité de l'environnement et liens sociaux). La sélection des indicateurs répertoriés dans le tableau 3.1 s'appuie sur les mêmes critères que ceux utilisés pour *Comment va la vie ?* : les indicateurs retenus doivent être valides, porter sur des résultats synthétiques, être susceptibles d'évoluer, être sensibles aux interventions publiques et être couramment utilisés et acceptés dans les travaux spécialisés. Ils doivent également permettre des comparaisons entre pays en couvrant le plus grand nombre de pays possible et être recueillis au moyen d'un instrument régulier. Toutefois, le choix des indicateurs retenus a également été déterminé par des facteurs propres à la mesure du bien-être des immigrés. Comme indiqué plus haut, la disponibilité des données est une problématique clé, et pour certains indicateurs importants du bien-être, on ne dispose tout simplement pas de ventilations de données comparables au niveau international, ce qui limite les indicateurs disponibles dans certains domaines essentiels, comme la santé.

En raison de la taille et des caractéristiques de la population immigrée qui peuvent varier sensiblement d'un pays à l'autre, les comparaisons internationales portant sur le bien-être des immigrés ont certaines limites (encadré 3.3). Il convient d'interpréter les

résultats de ces comparaisons avec prudence, en tenant compte à la fois des différences dans la composition des populations immigrées et des divergences dans l'impact historique des politiques migratoires des différents pays.

Tableau 3.1. **Dimensions et indicateurs du bien-être des immigrés**

Dimension	Indicateur
Revenu et patrimoine	Revenu des ménages Taux de pauvreté Patrimoine net des ménages
Emplois et salaires	Taux d'emploi Taux de chômage Taux de déclassement Risques pour la santé physique Taux de travailleurs pauvres
Équilibre vie professionnelle-vie privée	Horaires atypiques de travail
Éducation et compétences	Niveau d'études Compétences en littératie Compétences cognitives
État de santé	Santé perçue
Liens sociaux	Soutien social
Logement	Logement indécent et/ou surpeuplé
Qualité de l'environnement	Exposition à de mauvaises conditions environnementales
Sécurité personnelle	Sentiment de sécurité
Engagement civique et gouvernance	Confiance dans le système politique Avoir son mot à dire sur l'action publique
Bien-être subjectif	Satisfaction dans la vie Sentiments positifs et négatifs

Encadré 3.3. **Différences entre les pays de l'OCDE en termes de taille et de composition de la population immigrée**

La taille de la population immigrée en proportion de la population totale varie considérablement d'un pays de l'OCDE à l'autre, allant de moins de 1 % au Mexique à 46 % au Luxembourg en 2015 d'après les estimations (OCDE, 2017a). Dans la majorité des pays de l'OCDE, les femmes sont légèrement plus nombreuses que les hommes, représentant 51 % de la population immigrée totale dans la zone OCDE (graphique 3.1).

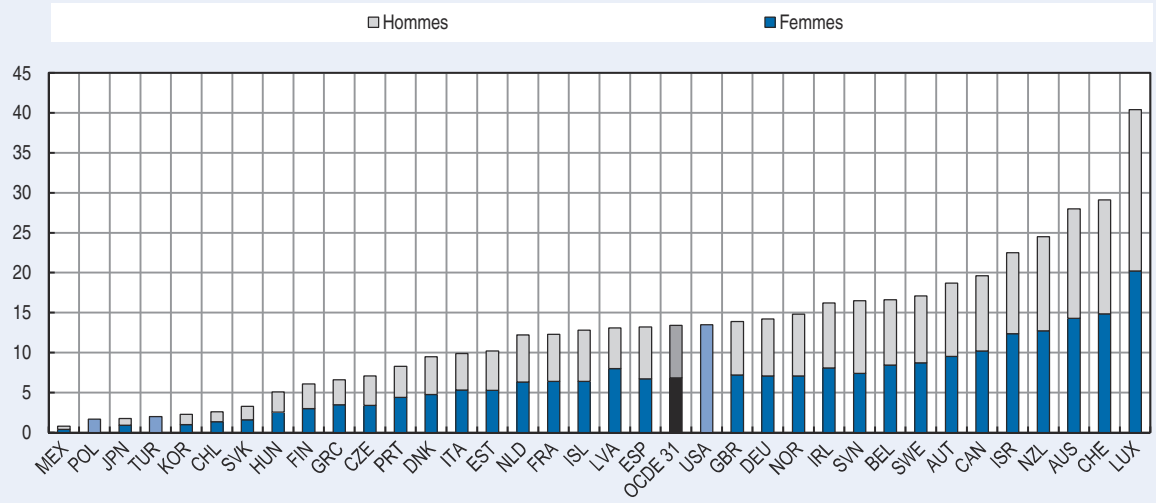
La population immigrée dans les différents pays varie également en fonction d'autres caractéristiques, telles que l'âge (graphique 3.2), le niveau d'études, la durée du séjour dans le pays, et le taux de variation de la taille de la population immigrée (voir annexe 3.A pour des informations supplémentaires quant à la part des immigrés peu et hautement qualifiés dans les pays de l'OCDE, la durée de séjour et les flux d'immigration).

De précédents travaux de l'OCDE ont permis de définir des groupes de pays en fonction de l'évolution actuelle et historique des migrations (OCDE, 2012 ; OCDE et UE, 2015). Par exemple, en Australie, au Canada, en Israël et en Nouvelle-Zélande, l'immigration constitue un élément fondateur de la nation de longue date, les immigrés étant traditionnellement instruits et bien intégrés. D'autres pays sont confrontés depuis peu seulement à une immigration massive pour motifs humanitaires (Danemark, Finlande, Norvège et Suède), tandis que d'autres attirent plus particulièrement une population immigrée hautement qualifiée (États-Unis, Luxembourg, Royaume-Uni et Suisse). Certains pays représentent des pays de destination historiques qui accueillent de nombreux immigrés peu qualifiés (Allemagne, Autriche, Belgique, France et Pays-Bas), d'autres se caractérisent par une immigration très limitée et récente (Chili, Corée, Japon, Mexique et Turquie), d'autres encore constituent des destinations relativement nouvelles avec de nombreuses arrivées récentes d'immigrés peu qualifiés (Espagne, Grèce, Italie et Portugal), d'autres enfin sont aussi des destinations

Encadré 3.3. **Différences entre les pays de l'OCDE en termes de taille et de composition de la population immigrée** *(suite)*

Graphique 3.1. **Proportion d'immigrés dans la population, par sexe**

En pourcentage de la population totale, 2015 ou dernière année disponible



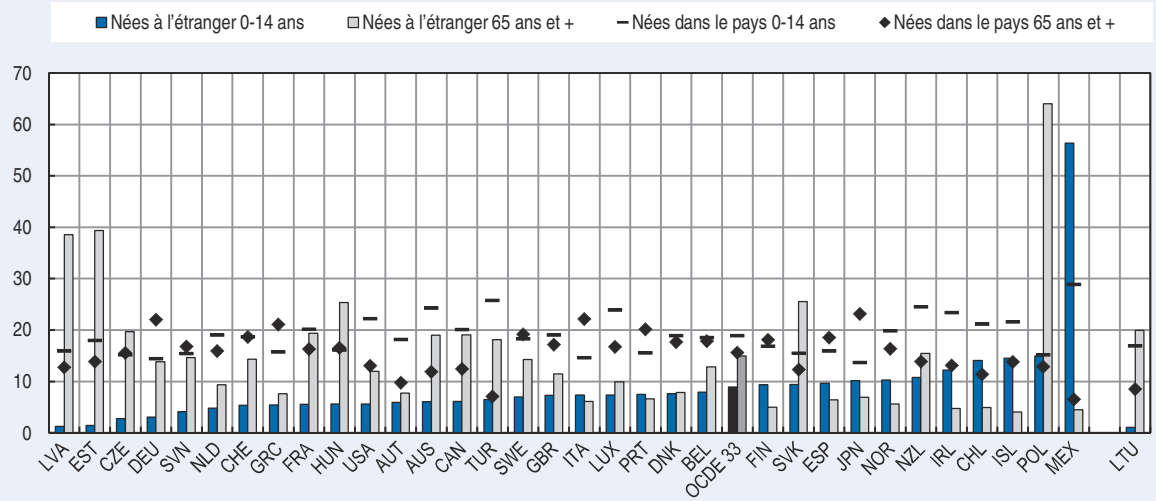
Note : La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple. Les données portent sur 2014 pour le Chili et la Grèce, 2011 pour le Canada, l'Irlande, le Portugal, la République tchèque et la Suisse, et 2010 pour le Luxembourg. Pour les pays indiqués en bleu ciel, on ne dispose pas de données ventilées par sexe. Les données japonaises et coréennes pour la population immigrée font référence aux non-ressortissants plutôt qu'aux personnes nées à l'étranger.

Source : Base de données de l'OCDE sur les migrations internationales (OCDE, 2017c), *www.oecd.org/els/mig/oecdmigrationdatabases.htm.*

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933675612*

Graphique 3.2. **Population âgée de 0 à 14 ans et de 65 ans et plus, selon le lieu de naissance**

Proportions, en pourcentage, des populations immigrées et nées dans le pays hôte, 2012



Note : La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple. Les données japonaises concernant la population immigrée font référence aux non-ressortissants plutôt qu'aux personnes nées à l'étranger. Les pays sont classés selon la proportion de la population immigrée âgée de 0 à 14 ans.

Sources : OCDE/UE (2015), *Base de données sur les immigrés dans les pays de l'OCDE* (DIOC) 2010-11, *www.oecd.org/els/mig/oecdmigrationdatabases.htm* ; Enquête sur les forces de travail de l'Union européenne (EU-LFS) 2012-13 pour la Turquie, *http://ec.europa.eu/eurostat/web/microdata/european-union-labour-force-survey*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933675631*

Encadré 3.3. **Différences entre les pays de l'OCDE en termes de taille et de composition de la population immigrée** *(suite)*

nouvelles, mais accueillent une forte proportion d'immigrés très qualifiés (Irlande, Islande et Malte). Enfin, dans certains pays, la population immigrée évolue principalement en fonction des modifications du tracé des frontières et/ou des mouvements de minorités nationales (Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République slovaque, République tchèque et Slovénie).

Ces regroupements aident à comprendre certaines des principales caractéristiques des migrations dans différents pays, mais des descriptions synthétiques de ce type ne fournissent qu'une vue partielle de la situation. Dans la plupart des pays de l'OCDE, les populations immigrées sont très hétérogènes en termes de pays d'origine, de structure démographique, de modes d'installation et d'autres facteurs. Si les informations relatives à la composition de la population immigrée peuvent contribuer à améliorer notre compréhension des facteurs à l'origine des différences entre pays en termes de bien-être des immigrés, une analyse plus poussée est nécessaire dans chaque contexte pour comprendre comment l'interaction entre le parcours des immigrés et la situation du pays d'accueil agit sur les différences observées[1].

1. Par exemple, le pays d'origine des immigrés est un déterminant important du niveau d'études et de la reprise de la scolarité des enfants issus de l'immigration dans le pays d'accueil (Picot et Hou, 2013 ; Kanas et Tubergen, 2009). Néanmoins, les données laissent aussi à penser que les enfants immigrés provenant du même pays peuvent avoir des résultats scolaires très différents selon les pays d'accueil (PISA, 2015).

Définition des immigrés

Tout au long de ce chapitre, les immigrés sont définis comme les personnes nées dans un pays différent de celui où elles résident habituellement. S'il ne s'agit pas de l'unique façon de définir la population immigrée[8], cette définition permet une classification cohérente et objective, correspondant à celle habituellement utilisée dans les travaux de l'OCDE consacrés aux migrations internationales.

Il pourrait être justifié d'évaluer les résultats non seulement pour les immigrés de première génération, mais aussi pour leurs enfants nés dans le pays d'accueil (immigrés de deuxième génération). C'est l'approche retenue par certains travaux de l'OCDE axés sur l'intégration des immigrés, comme la publication *Trouver ses marques* (OCDE, 2012 ; OCDE/UE, 2015), ou par les analyses menées sur les enfants et les jeunes, comme le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA). Les immigrés de deuxième génération, même s'ils sont nés dans le pays où ils résident, se heurtent souvent à des obstacles par rapport aux enfants de parents nés dans le pays hôte. Ces difficultés peuvent se perpétuer tout au long de leur vie et conduire, entre autres, à des résultats scolaires inférieurs (OCDE, 2016b) ainsi qu'à un risque accru de chômage (Liebig et Widmaier, 2009). Néanmoins, le présent chapitre se concentre uniquement sur les immigrés de première génération, puisqu'il a pour objet leur bien-être et pas leur intégration en tant que telle (même si ces deux concepts sont certainement étroitement liés).

Enfin, le présent chapitre ne vise pas à « faire correspondre » la population immigrée et la population née dans le pays d'accueil (par exemple en tenant compte de certaines variables contextuelles clés). Les facteurs de l'âge, du sexe et du niveau d'études peuvent exercer une forte influence sur le bien-être des immigrés comme des personnes nées dans le pays hôte. Cela signifie que, lorsque ces caractéristiques diffèrent entre ces deux populations, cela peut expliquer l'existence de certaines variations en matière de bien-être. Pour autant, le présent chapitre ayant pour objet les *résultats* des immigrés en matière de bien-être (qui sont intéressants en soi, quels que soient les facteurs susceptibles de les expliquer), les données relatives aux immigrés sont présentées telles qu'elles sont observées, sans être ajustées. Il est

toutefois fait mention dans le texte des différences spécifiques connues entre les populations immigrées et les personnes nées dans le pays d'accueil, le cas échéant.

Sources des données

Les données utilisées dans le présent chapitre proviennent de diverses sources, et d'importants efforts ont été déployés pour assurer la qualité des données et la comparabilité à l'échelle internationale (encadré 3.4). Pour les pays européens, les sources de données comprennent : l'enquête conduite par le Réseau de l'Eurosystème sur les finances et la consommation des ménages, l'Enquête sur les forces de travail de l'Union européenne (EU-LFS), l'Enquête européenne sur les conditions de travail (EWCS), l'Enquête de l'Union européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC), l'Enquête sociale européenne (ESS), et l'Enquête sur la santé, le vieillissement et la retraite en Europe (SHARE). Pour les pays de l'Union européenne et d'autres, les sources de données comprennent : l'Évaluation des compétences des adultes (dans le cadre du Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes – PIAAC) et le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), le sondage Gallup World Poll, et diverses enquêtes sur les ménages et la main-d'œuvre dans des pays non européens. Pour refléter le fait que la taille des échantillons est généralement limitée pour la population immigrée, ce qui peut influer sur la précision des résultats, les différences entre la population immigrée et les personnes nées dans le pays d'accueil sont présentées chaque fois que cela est possible, en indiquant si elles sont statistiquement significatives.

Encadré 3.4. **Sélection des sources de données pour le présent chapitre**

Il existe peu de sources de données explicitement conçues pour mesurer les résultats enregistrés par les immigrés sur le plan du bien-être. Quelques pays de l'OCDE ont mis au point des enquêtes spéciales (comme « Trajectoires et Origines » en France, l'enquête nationale sur les immigrés en Espagne, et les enquêtes longitudinales sur les immigrés en Nouvelle-Zélande et au Canada), mais elles sont ponctuelles, et les questions relatives au bien-être ne sont que rarement comparables au niveau international. Compte tenu de la nature exhaustive des recensements nationaux, il est possible de fournir des informations détaillées sur un certain nombre de résultats enregistrés par les immigrés (de première et de deuxième génération). Certaines données issues de recensements et harmonisées au niveau international sont disponibles dans le cadre du projet IPUMS (Integrated Public-Use Microdata Series), coordonné par l'université du Minnesota. Néanmoins, si les données issues de recensements fournissent des informations très détaillées qui permettent aux utilisateurs d'analyser les résultats de la population immigrée à l'aune d'un certain nombre de caractéristiques contextuelles (y compris l'appartenance déclarée à un groupe ethnique ou le pays d'origine), la couverture des résultats en matière de bien-être est généralement très limitée.

À l'heure actuelle, les meilleures sources de données comparables à l'échelle internationale sur les résultats des immigrés en matière de bien-être sont les enquêtes sociales internationales, comprenant une question relative au pays de naissance et permettant d'identifier la population immigrée. Cependant, comme ces enquêtes ne suréchantillonnent pas la population immigrée, condition nécessaire pour assurer sa représentativité, des évaluations ont été conduites pour garantir la qualité des sources utilisées. Une évaluation de la représentativité de l'échantillon d'immigrés a été réalisée pour quatre enquêtes sociales internationales : l'Enquête de l'Union européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC), l'Enquête sociale européenne (ESS), l'Évaluation des compétences des adultes de l'OCDE (PIAAC) et le sondage Gallup World Poll. Cette évaluation a été restreinte à 10 pays présents dans les quatre enquêtes (à savoir l'Autriche, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la France, la Grèce, la Norvège, les Pays-Bas, la Slovénie et la Suède). Pour la plupart des sources, la taille limitée de l'échantillon d'immigrés est très handicapante ; pour remédier en

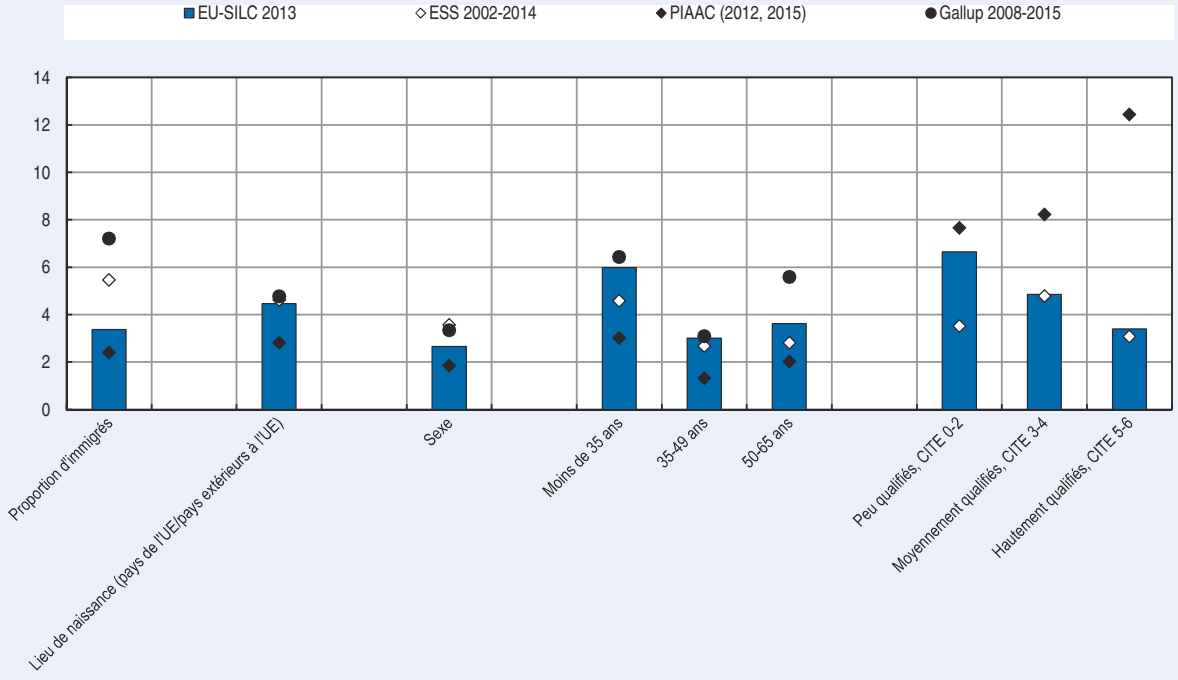
Encadré 3.4. **Sélection des sources de données pour le présent chapitre** *(suite)*

partie à ce problème, on a procédé, pour l'ESS, l'enquête PIAAC et le sondage Gallup World Poll, à une mutualisation des différentes vagues réalisées au fil des années, afin de parvenir à un nombre d'observations suffisant. À l'issue de cette mutualisation des données, le nombre moyen d'observations pour les immigrés par pays s'élève à 900 pour l'ESS (regroupement des vagues de 2002 à 2014), 750 pour l'enquête PIAAC (vagues de 2012 et 2015) et 500 pour le sondage Gallup World Poll. L'enquête EU-SILC est celle qui compte le plus grand nombre d'immigrés, avec une moyenne de 1 200 observations par pays en 2013, soit la dernière année pour laquelle on dispose d'indicateurs pertinents du bien-être.

Les échantillons nationaux portant sur les immigrés dans les enquêtes sélectionnées ont été comparés aux populations immigrées existantes dans les différents pays, telles que décrites dans les sources officielles. Ces comparaisons portent sur la proportion d'immigrés dans la population totale et la composition de la population immigrée en termes de lieu de naissance (pays de l'Union européenne ou non), de sexe, d'âge, et de niveau d'études. Le graphique 3.3 montre l'écart moyen en points de pourcentage entre l'échantillon de l'enquête et les valeurs de référence pour 10 pays européens (voir la note du graphique) : plus le score est bas, plus la population immigrée est bien représentée.

Graphique 3.3. **La représentativité de la population immigrée dans les sources de données sélectionnées**

Écart moyen entre l'échantillon de l'enquête et la population de référence, en points de pourcentage



Notes : Le graphique représente l'écart moyen, mesuré en points de pourcentage, entre la population immigrée comme indiqué par Eurostat et la population de l'échantillon dans les quatre enquêtes présentées, selon différents critères : la proportion d'immigrés dans la population totale, et la répartition des immigrés selon leur lieu de naissance (c'est-à-dire le rapport entre les immigrés nés dans un pays de l'Union européenne et ceux qui sont nés dans un pays extérieur à l'Union européenne), le sexe, l'âge et le niveau d'études. L'analyse porte sur les pays suivants : Autriche, Danemark, Espagne, Estonie, France, Grèce, Pays-Bas, Norvège, Slovénie et Suède. Les valeurs de référence proviennent d'Eurostat (tableau [migr_pop3ctb]) concernant la proportion d'immigrés, leur répartition selon le pays de naissance, le sexe et l'âge. Concernant la répartition par niveau d'études, la base de données de référence est OCDE/UE (2015). La question relative au niveau d'études dans le sondage Gallup World Poll est posée de manière différente par rapport aux autres enquêtes, ce qui ne permet pas de prendre en compte les données de cette catégorie.
Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'EU-SILC (2013), l'Enquête sociale européenne (2002 à 2014), l'enquête PIAAC (2012, 2015) et le sondage Gallup World Poll (2008-2015).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675650

Encadré 3.4. **Sélection des sources de données pour le présent chapitre** *(suite)*

Les résultats de ce test de qualité sont relativement comparables pour les quatre enquêtes et, d'une manière générale, donnent à penser que le niveau de représentativité de la population immigrée est acceptable pour la mesure des résultats globaux. Néanmoins, compte tenu de la petite taille des échantillons, il est impossible de procéder à des ventilations plus détaillées (par sexe ou par âge par exemple) en se fondant sur ces sources. Parmi les différentes sources de données, l'enquête EU-SILC et le sondage Gallup World Poll se distinguent par le plus vaste éventail de questions liées au bien-être, et ils recueillent tous les deux des données pour un certain nombre des indicateurs présentés dans ce chapitre. Étant donné que l'EU-SILC offre, pour les indicateurs concernés, un nombre d'observations pour les immigrés beaucoup plus important que le sondage Gallup World Poll (qui assure une couverture internationale), les données issues de l'EU-SILC sont présentées pour les pays européens, tandis que ce sont les données du sondage Gallup qui sont présentées pour les pays non européens choisis. Lorsque les données du sondage Gallup sont utilisées, les estimations par pays ne sont présentées que si l'écart entre la proportion totale d'immigrés constatée dans l'échantillon Gallup et la valeur de référence est inférieur à 50 % de la valeur de référence elle-même (par exemple, si la valeur de référence est de 8, la valeur de l'échantillon Gallup doit être comprise entre + et -4 par rapport à cette valeur de référence), et si l'écart concernant la proportion de femmes ou de personnes âgées de 15 à 64 ans dans la population immigrée est inférieur à 10 % (si la valeur de référence est de 50, alors la valeur de l'échantillon Gallup doit être comprise entre + et -5 par rapport à cette valeur de référence). Le graphique 3.3 montre les résultats de cette analyse pour la zone OCDE dans son ensemble, mais l'analyse a bien été réalisée individuellement pour chaque pays afin de déterminer s'il fallait inclure les données.

Enfin, même si la publication *Comment va la vie ?* vise à assurer la couverture internationale la plus vaste possible, en présentant autant que faire se peut des données pour tous les pays membres et partenaires de l'OCDE, il s'est révélé difficile d'assurer une couverture complète des données pour le présent chapitre. En effet, pour plusieurs indicateurs, seules des données relatives aux pays européens sont disponibles (extraites de l'EU-SILC ou d'autres sources). Ensuite, pour assurer la précision des estimations, ne sont présentées des données que pour les pays pour lesquels on dispose de 150 observations au minimum. Cela signifie que, même pour les sources ayant une bonne couverture internationale, de nombreux pays n'ont pas suffisamment de données sur les immigrés pour être inclus dans le présent chapitre. Il est notamment plus difficile d'obtenir des données concernant les pays ne comptant qu'une faible population immigrée (Chili, Corée, Japon et Mexique par exemple).

Données relatives au bien-être des immigrés

Cette section présente des données sur le bien-être des immigrés, conformément aux dimensions listées dans le tableau 3.1 ci-dessus. Certaines dimensions sont analysées de manière plus approfondie que d'autres, en fonction de leur influence sur le vécu des immigrés, de la disponibilité des données et du degré de couverture des résultats relatifs à une dimension donnée dans d'autres publications de l'OCDE.

Revenu et patrimoine

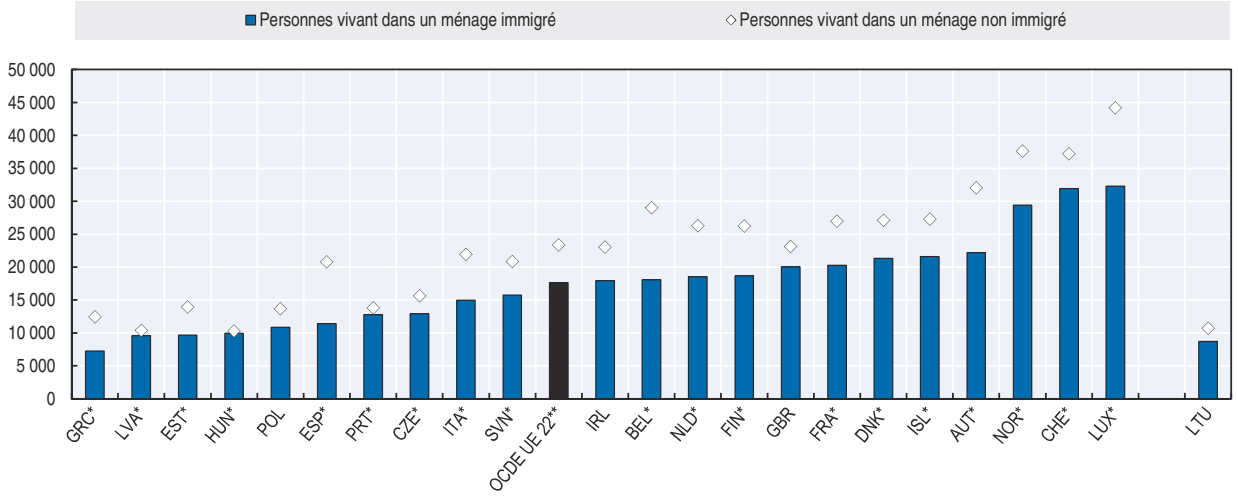
Les ressources économiques sous la forme du revenu et du patrimoine jouent un rôle essentiel pour comprendre le bien-être des immigrés. D'un côté, la possibilité d'améliorer ses revenus peut constituer un facteur décisif d'incitation à émigrer. Mais de l'autre, la migration en elle-même peut être coûteuse en termes de frais de transport et d'installation, de même que la nécessité de compenser l'absence éventuelle de revenus pendant la réinstallation. Les immigrés peuvent également envoyer une partie de leurs revenus aux membres de leur famille restés dans leur pays d'origine sous forme de transferts de fonds plutôt que de les dépenser pour leur propre compte ou pour celui de leur famille dans le pays d'accueil. Il est

difficile d'estimer la part des envois de fonds dans le revenu des ménages au sein de la population immigrée, car ils ne sont pas toujours mentionnés dans les enquêtes réalisées sur le revenu des ménages. Toutefois, au niveau global, les flux représentés par les transferts de fonds sont considérables : en 2016, les transferts de fonds des pays à revenus élevés vers les pays en développement s'élevaient à 429 milliards USD au total (Banque mondiale, 2017), soit le triple du montant total alloué à l'aide publique au développement (APD) par les 30 pays de l'OCDE membres du Comité d'aide au développement cette même année (OCDE, 2017d).

Dans la plupart des pays, le ***revenu médian des ménages*** de la population immigrée est inférieur à celui des personnes nées dans le pays d'accueil : ainsi, dans les 22 pays européens pour lesquels on dispose de données, le revenu médian des personnes vivant dans un ménage immigré est inférieur de 25 % environ en moyenne à celui des personnes appartenant à un ménage non immigré (respectivement 17 609 USD et 23 353 USD en 2014, voir graphique 3.4). Il n'y a qu'en Lettonie, en Hongrie et au Portugal que le revenu médian est comparable entre les deux populations.

Graphique 3.4. **Revenu disponible médian équivalent, selon la situation du ménage au regard de l'immigration**

En USD par habitant à PPA courantes, 2014



Notes : Le revenu disponible équivalent annuel des ménages est défini comme le revenu de chaque ménage ajusté en fonction de la racine carrée de la taille du ménage, puis attribué à chaque membre du ménage. Le revenu est exprimé en dollars américains (USD) à parités de pouvoir d'achat (PPA). Il comprend les revenus du travail, le revenu du capital et les transferts courants, déduction faite de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales versées par les salariés. Le revenu médian divise la population en deux : la première moitié reçoit moins de la médiane et l'autre plus. Un ménage est considéré comme immigré si le chef de famille et son conjoint/sa conjointe sont tous deux immigrés. La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple. * désigne un écart statistiquement significatif entre les personnes vivant dans un ménage immigré et celles dans un ménage non immigré selon l'analyse des intervalles de confiance à 90 %. ** indique l'absence d'intervalles de confiance.

Source : Statistiques de l'Union européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC) 2014, *http://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions/overview*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675669

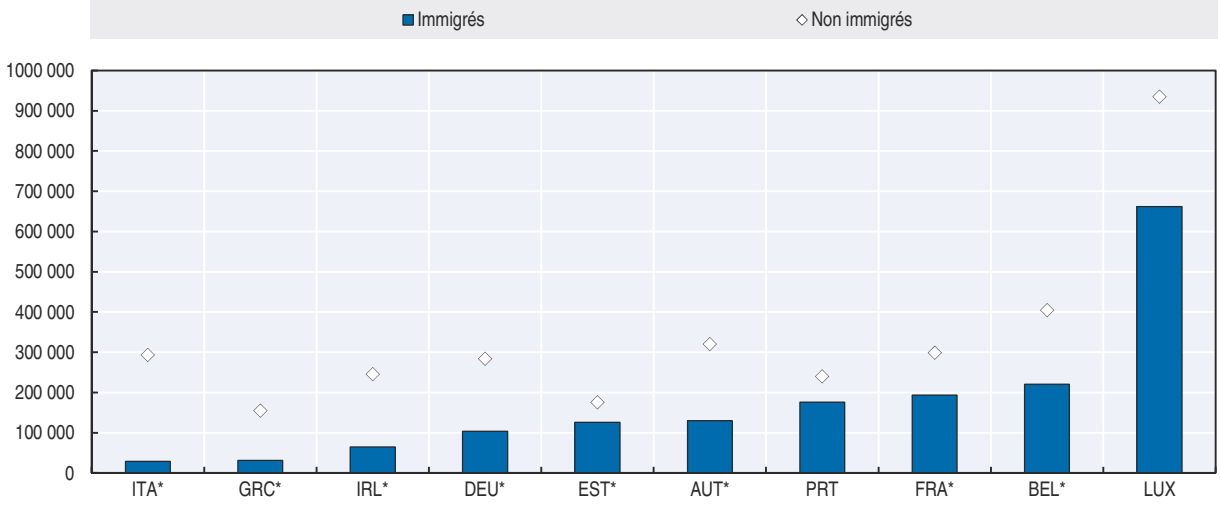
Dans les pays européens, les immigrés ont aussi une probabilité plus forte d'avoir de faibles revenus : en 2012, dans 29 pays de l'OCDE, 28 % des personnes vivant dans des ménages immigrés étaient en situation de ***pauvreté monétaire relative*** (c'est-à-dire vivaient dans un ménage ayant un revenu inférieur au seuil de 60 % du revenu médian national défini par l'Union européenne), contre 16 % des personnes vivant dans des ménages non immigrés (OCDE/UE, 2015)[9]. Cet écart est particulièrement marqué en Islande, en République tchèque,

en Norvège, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en France, au Danemark, en Finlande, en Belgique, en Espagne et en Grèce, où les personnes vivant dans un ménage immigré ont plus de deux fois plus de risques d'être en situation de pauvreté relative que celles dans un ménage non immigré.

Les données portant sur le patrimoine sont encore plus rares que celles sur le revenu. Néanmoins, dans les pays européens pour lesquels on dispose de données, le ***patrimoine net moyen*** des ménages non immigrés est deux fois plus élevé que celui des ménages immigrés (graphique 3.5).

Graphique 3.5. **Patrimoine net moyen par ménage, selon le statut du ménage au regard de l'immigration**

2014 ou dernière année disponible, en USD à PPA



Notes : Le patrimoine net des ménages englobe les actifs et passifs réels et financiers détenus par les ménages privés résidant dans le pays, tels qu'ils sont mesurés par l'enquête Eurosystème sur les finances et la consommation des ménages. Un ménage est considéré comme immigré si le chef de famille et son conjoint/sa conjointe sont tous deux immigrés. * désigne un écart statistiquement significatif entre les ménages immigrés et ceux non immigrés selon l'analyse des intervalles de confiance à 90 %. Les données portent sur 2013 pour l'Estonie, l'Irlande et le Portugal.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur les enquêtes du réseau de l'Eurosystème sur les finances et la consommation des ménages, *www.ecb.europa.eu/pub/economic-research/research-networks/html/researcher_hfcn.en.html*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675688

Emplois et salaires

Pour de nombreux immigrés, la possibilité d'accéder à de meilleurs emplois constitue le principal facteur dans la décision d'émigrer. Si l'émigration peut ouvrir un champ de possibilités plus vaste sur le plan professionnel et permettre aux immigrés de faire fructifier leur capital humain de manière plus performante qu'ils ne pourraient le faire dans leur pays d'origine, elle pose aussi un certain nombre de difficultés. En effet, les immigrés peuvent être victimes de discrimination sur le marché du travail ou leur lieu de travail, et peuvent avoir du mal à faire reconnaître les diplômes et l'expérience acquis à l'étranger. Le chômage a une incidence négative sur le bien-être de toutes les populations (Dolan et al., 2008), mais il peut se révéler particulièrement néfaste pour les immigrés, dont beaucoup ont quitté leur foyer et bouleversé leur vie dans l'espoir d'avoir accès à de meilleurs emplois.

En 2016 dans 31 pays de l'OCDE, le ***taux d'emploi*** des immigrés et celui des personnes nées dans le pays hôte étaient globalement comparables, à 67 % (OCDE, 2017c). Néanmoins,

dans une majorité de pays de l'OCDE, les immigrés ont moins de chances d'occuper un emploi que les personnes nées dans le pays d'accueil, même si cet écart varie considérablement d'un pays à l'autre et si, dans certains pays, la situation inverse existe. Ainsi, en Belgique, en France, au Danemark, aux Pays-Bas et en Suède, le taux d'emploi des immigrés est inférieur d'au moins 10 points de pourcentage à celui des personnes nées dans le pays hôte, alors qu'en Israël, en Hongrie et au Luxembourg, l'écart est en faveur des immigrés et est supérieur d'au moins 7 points de pourcentage. Dans la plupart des pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données récentes, le ***taux de chômage*** des immigrés est aussi supérieur à celui des personnes nées dans le pays hôte (8.3 % en moyenne pour les immigrés, contre 6.5 % pour les personnes nées dans le pays d'accueil; OCDE, 2017a).

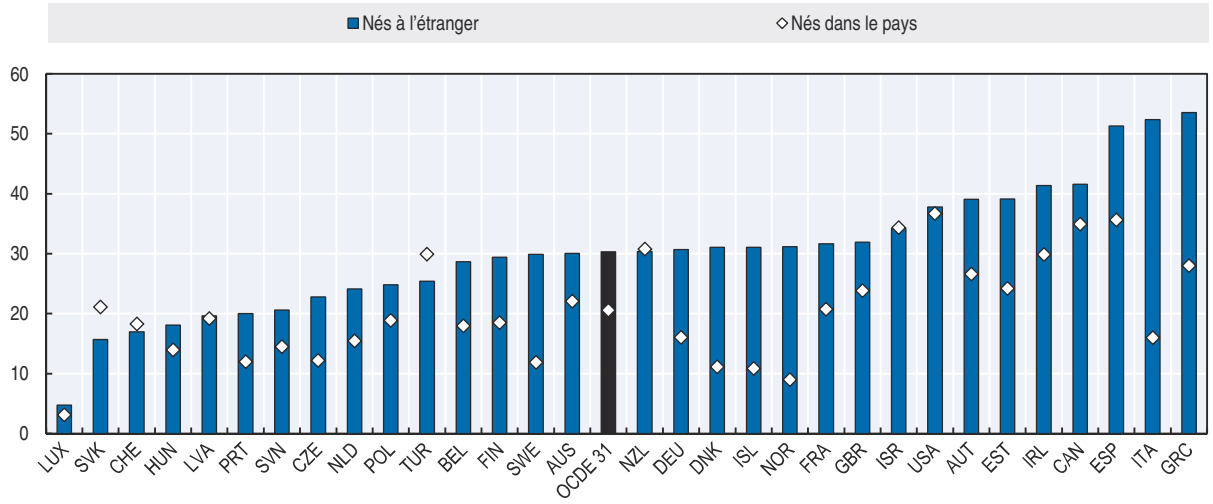
Quelle que soit la population considérée, les hommes sont plus susceptibles d'occuper un emploi que les femmes dans les 31 pays de l'OCDE pour lesquels on dispose de données récentes. Toutefois, l'écart entre hommes et femmes est plus prononcé au sein de la population immigrée : en moyenne, le taux d'emploi des femmes nées à l'étranger est inférieur de 15 points de pourcentage à celui de leurs homologues masculins, tandis que l'écart s'établit à 10 points de pourcentage au sein des personnes nées dans le pays hôte, en moyenne (OCDE, 2017c). On constate aussi un écart entre les deux populations pour les emplois hautement qualifiés. Si le fait d'être titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur accroît les chances des immigrés de trouver un emploi, il ne leur garantit pas l'accès aux mêmes débouchés professionnels que les personnes nées dans le pays hôte : en moyenne dans la zone OCDE, le taux d'emploi des immigrés hautement qualifiés (c'est-à-dire diplômés de l'enseignement supérieur, voire plus) était inférieur de 9 points de pourcentage à celui des personnes nées dans le pays d'accueil et hautement qualifiées en 2015 (respectivement 76 % et 85 % ; OCDE, 2017c). Néanmoins, les immigrés peu qualifiés (par exemple non diplômés de l'enseignement secondaire, voire en deçà) affichent un taux d'emploi comparable à celui de leurs homologues nés dans le pays hôte (à 56 % et 55 %, respectivement, en moyenne dans 30 pays de l'OCDE ; OCDE, 2017c).

Au vu des obstacles auxquels se heurtent les immigrés pour faire reconnaître leurs diplômes – parmi lesquels des procédures de demande d'équivalence complexes, une maîtrise insuffisante de la langue ou des restrictions concernant l'autorisation d'exercer un emploi – nombre d'entre eux sont surqualifiés par rapport à l'emploi qu'ils occupent[10]. Le ***déclassement*** (défini ici comme la proportion de personnes hautement qualifiées occupant des emplois peu à moyennement qualifiés) peut avoir des répercussions négatives sur le bien-être des individus en diminuant leurs revenus, leur satisfaction professionnelle et leur attachement à leur travail (Maynard et al., 2006). Certaines données montrent même que l'état de santé mentale des immigrés trop qualifiés par rapport à leur emploi est plus mauvais que celui des autres immigrés (Chen et al., 2010). Dans 23 des 31 pays présentés dans le graphique 3.6, les immigrés sont plus susceptibles d'être déclassés que les personnes nées dans le pays hôte. À l'échelle de l'OCDE, près d'un tiers des immigrés diplômés de l'enseignement supérieur sont surqualifiés par rapport à l'emploi qu'ils occupent, contre 1/5e pour leurs homologues nés dans le pays d'accueil.

Les immigrés sont surreprésentés dans les emplois faiblement rémunérés et ils ont une probabilité plus importante d'être classés parmi les ***travailleurs pauvres*** (OCDE/UE, 2015). En 2012 en Europe, la proportion d'immigrés occupant un emploi et vivant sous le seuil de pauvreté était, en moyenne, le double de celle des personnes nées dans le pays hôte (à 17 % et 8 % respectivement ; OCDE/UE, 2015).

Graphique 3.6. **Taux de déclassement chez les 15-64 ans qui ne sont pas scolarisés, selon le lieu de naissance**

Proportion de travailleurs hautement qualifiés occupant des emplois peu à moyennement qualifiés, 2015 ou dernière année disponible



Note : Le taux de déclassement correspond à la proportion de travailleurs hautement qualifiés occupant des emplois peu à moyennement qualifiés par rapport à l'ensemble des actifs occupés. La classification des emplois peu à moyennement qualifiés est issue de la Classification internationale type des professions (CITP) élaborée par l'Organisation internationale du travail (OIT, *www.ilo.org/public/english/bureau/stat/isco/*). Elle classe les emplois en trois catégories, selon les qualifications qu'ils requièrent : emplois hautement qualifiés – Directeurs, cadres de direction et gérants, Professions intellectuelles et scientifiques et Professions intermédiaires (CITP 1-3) ; emplois peu qualifiés – Professions élémentaires (CITP 9) ; et emplois moyennement qualifiés (CITP 4-8). Les données des États-Unis englobent les personnes de plus de 25 ans qui sont encore scolarisées. Les données portant sur le Canada, Israël, la Norvège, l'Allemagne, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et la Turquie correspondent à 2012-13. La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple.

Sources : OCDE/UE (2015) ; Enquête de l'Union européenne sur les forces de travail (EU-LFS) 2012-13 et 2015 ; États-Unis : Current Population Survey (CPS) 2012-13 ; Australie : Australian Survey of Education and Work (ASEW) 2013 ; Canada et Nouvelle-Zélande : enquêtes sur la population active 2012-13 ; Israël : enquête sur la population active de 2011.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933675707*

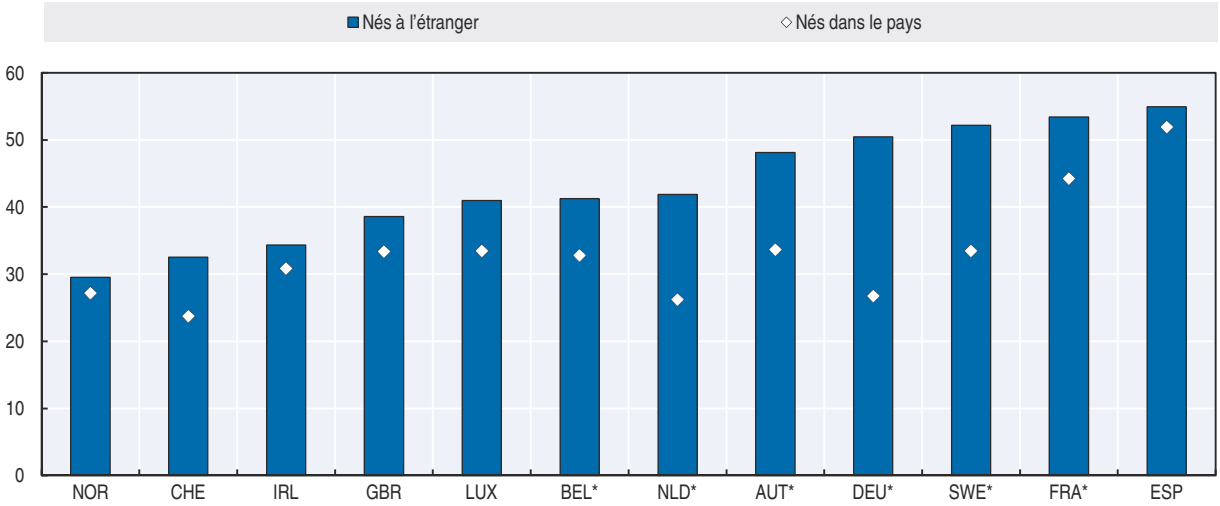
Les immigrés sont également plus exposés à des conditions de travail dangereuses ou nuisibles, ce qui peut avoir des retombées négatives sur le plan de la santé (OCDE, 2013). Le graphique 3.7 présente des résultats relatifs aux employés exerçant un travail ***risqué pour leur santé physique***, en s'appuyant sur des données issues de l'Enquête européenne sur les conditions de travail (EWCS). Plus le score est élevé et plus la part des personnes ayant un emploi risqué pour la santé physique est importante. Dans tous les pays européens figurant au graphique 3.7, les immigrés sont exposés à des conditions de travail plus dangereuses que celles des personnes nées dans le pays hôte. En Suède, en France et en Espagne, plus de la moitié des travailleurs immigrés occupent un emploi qui comporte un ou plusieurs risques pour leur santé physique.

Équilibre vie professionnelle-vie privée

Aucune tendance évidente ne se dégage permettant de penser que les immigrés travaillent plus longtemps que les personnes nées dans le pays d'accueil, selon les données disponibles issues de l'enquête de l'OCDE sur la population active. Pour autant, les données relatives aux ***horaires atypiques de travail*** montrent que, dans les pays européens, les immigrés sont plus susceptibles que leurs homologues nés dans le pays hôte d'être concernés par le travail posté ou de travailler le soir ou le weekend (graphique 3.8), une tendance qui est statistiquement significative dans 16 pays. Cela peut avoir des implications importantes sur le bien-être des immigrés, dans la mesure où le travail posté

Graphique 3.7. **Travailleurs exerçant un emploi risqué pour la santé physique, selon le lieu de naissance**

Proportion de travailleurs occupant un emploi où ils sont exposés à des risques pour leur santé physique, 2015



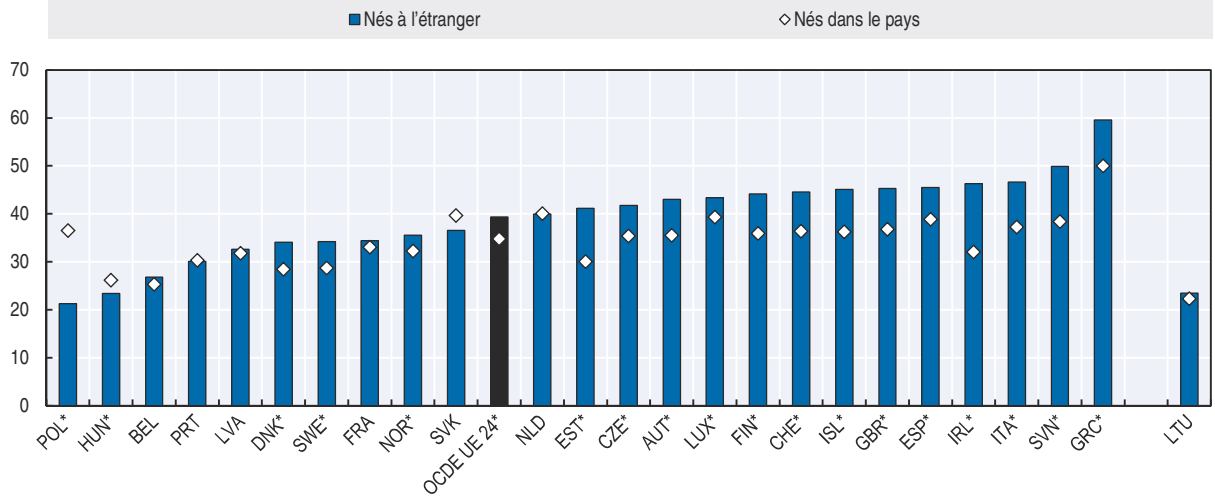
Notes : Les risques pour la santé physique sont évalués au moyen de questions visant à déterminer si le travailleur a rencontré l'un ou plusieurs des problèmes suivants : exposition à un niveau sonore élevé ; exposition à des températures élevées ; exposition à des températures basses ; exposition à des vibrations ; travail dans des positions fatigantes et douloureuses ; transport ou déplacement de charges lourdes ; manipulation ou contact avec des produits chimiques ; exposition à des vapeurs, fumées, gaz, poudres ou poussières. Chaque question est évaluée au moyen d'une échelle oui/non. On considère qu'un travailleur est exposé à des risques pour sa santé physique s'il/elle répond « oui » à au moins une de ces questions. * désigne un écart statistiquement significatif entre la population immigrée et les personnes nées dans le pays hôte selon l'analyse des intervalles de confiance à 90 %. La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple. Ne sont présentés que les pays dont l'échantillon comprend au moins 100 travailleurs nés à l'étranger.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur le cycle 6 de l'Enquête européenne sur les conditions de travail (EWCS), *www.eurofound.europa.eu/surveys*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675726

Graphique 3.8. **Salariés aux horaires atypiques de travail, selon le lieu de naissance**

Part des salariés, 2015



Notes : Un salarié est considéré comme ayant des horaires atypiques de travail s'il ou elle travaille par roulement et/ou travaille habituellement le soir ou la nuit et/ou le samedi ou le dimanche. * désigne un écart statistiquement significatif entre la population immigrée et les personnes nées dans le pays hôte selon l'analyse des intervalles de confiance à 90 %. La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple.

Source : Calculs de l'OCDE basés sur l'enquête EU-LFS de 2015, *http://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/microdata/european-union-labour-force-survey*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675745

et le travail de nuit peuvent limiter la possibilité d'entretenir des relations familiales et sociales. Ces formes d'emploi peuvent également exercer une influence négative sur la santé en perturbant le sommeil et l'alimentation (Costa, 1996).

Éducation et compétences

L'éducation et les compétences figurent au nombre des ressources les plus importantes pour le bien-être des immigrés. Comme indiqué dans les sections précédentes, le rendement des études sur le marché du travail est généralement inférieur pour les immigrés que pour les personnes nées dans le pays hôte, dans la mesure où les qualifications acquises dans un pays ne sont pas toujours transférables dans un autre, ou reconnues. Suite au processus d'émigration et au renversement complet du contexte social qu'il induit, les immigrés peuvent ne plus avoir les compétences et les connaissances essentielles, comme la maîtrise de la langue du pays d'accueil, pour s'assurer une bonne intégration dans la société du pays de destination réduisant *de facto* leur bien-être.

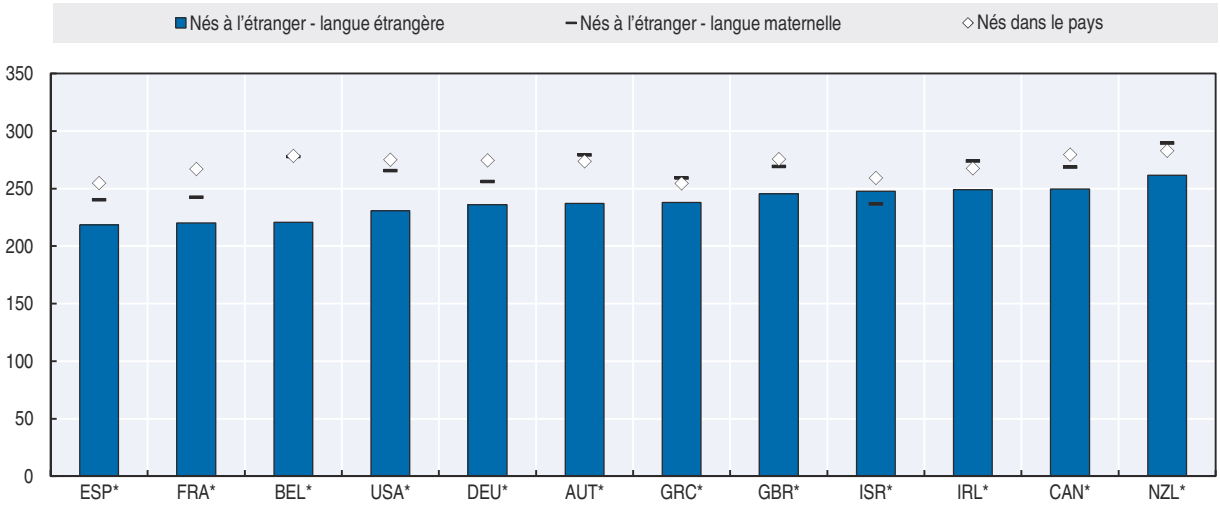
Le ***niveau d'études*** de la population immigrée varie considérablement entre les pays, ce qui tient au moins en partie aux politiques de sélection appliquées dans certains pays de l'OCDE s'agissant de l'octroi des permis de séjour et de travail. Au Canada, en Irlande, au Luxembourg, en Israël, en Australie, en Nouvelle-Zélande et au Royaume-Uni, près de la moitié des immigrés d'âge actif sont très instruits, soit une proportion beaucoup plus élevée que celle constatée pour les personnes nées dans ces pays, tandis que dans les pays d'Europe du Sud (Italie, Espagne, Portugal et Grèce) et en France, les immigrés sont généralement moins qualifiés que le reste de la population. À l'échelle de l'OCDE dans son ensemble, 34 % des immigrés sont hautement qualifiés (c'est-à-dire diplômés du supérieur), contre 29 % des personnes nées dans le pays d'accueil, alors que la part des individus moins qualifiés (c'est-à-dire diplômées du premier cycle du secondaire ou en deçà) est comparable pour les deux populations, à 29 % et 28 % respectivement (OCDE/UE, 2015).

Les compétences en langues et en ***littératie*** sont étroitement liées. Selon les résultats de l'Évaluation des compétences des adultes de l'OCDE (PIAAC), qui mesure le niveau de compétence des adultes dans différents domaines (littératie, numératie et résolution de problèmes dans des environnements technologiques), les personnes nées à l'étranger dont la première ou la deuxième langue n'est pas celle utilisée dans l'évaluation ont des résultats inférieurs à ceux des personnes nées dans le pays d'accueil en matière de littératie pour tous les pays (graphique 3.9). À titre de comparaison, les immigrés qui parlent la langue du pays d'accueil (en première ou en deuxième langue) enregistrent parfois des résultats aussi bons (voire meilleurs) que leurs homologues nés dans le pays hôte dont c'est la langue maternelle, comme c'est le cas dans la région Flandre de la Belgique, en Autriche, en Grèce, en Angleterre, en Irlande et en Nouvelle-Zélande.

Pour les immigrés qui arrivent enfants dans le pays d'accueil, l'acquisition de l'instruction et des compétences peut être interrompue par la migration en elle-même. Plus un enfant émigre jeune, moins il aura eu la possibilité d'acquérir de l'instruction et des compétences avant d'émigrer et plus il sera dépendant de la situation dans le pays d'accueil (notamment de la qualité et de l'inclusivité du système éducatif) pour développer les compétences nécessaires à son épanouissement. Le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE mesure les ***compétences cognitives*** des élèves de 15 ans dans des domaines clés (mathématiques, lecture et sciences).

Graphique 3.9. **Scores en littératie, selon le lieu de naissance et la langue parlée à la maison**

Population adulte, 2012-15



Notes : « Langue étrangère » désigne le fait que la première ou la deuxième langue apprise enfant est différente de la langue utilisée dans le questionnaire. * désigne un écart statistiquement significatif entre la population immigrée et les personnes nées dans le pays hôte selon l'analyse des intervalles de confiance à 90 %. L'écart dans les scores des immigrés – langue étrangère et des immigrés – langue maternelle est aussi statistiquement significatif à un niveau de confiance de 90 % dans tous les pays, et l'écart dans les scores des immigrés – langue maternelle et des personnes nées dans le pays hôte est statistiquement significatif à un niveau de confiance de 90 % au Canada, en Allemagne, en Espagne, en France, en Irlande, en Israël et en Nouvelle-Zélande.

Source : Évaluation des compétences des adultes (PIAAC) (2012, 2015), *www.oecd.org/skills/piaac/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675764

Dans l'évaluation 2015 du PISA, les scores moyens des élèves issus de l'immigration de première génération étaient, en moyenne, inférieurs de 49 points à ceux sans ascendance migratoire (graphique 3.10). Néanmoins, on constate d'importantes variations d'un pays à l'autre. Les disparités les plus marquées sont observées en France, en Allemagne, en Suède, en Slovénie et en Autriche, où l'écart entre les deux populations dépasse 80 points[11]. Toutefois, en Australie, au Canada, en Irlande et en Nouvelle-Zélande, les enfants issus de l'immigration enregistrent d'aussi bons résultats que ceux sans ascendance migratoire. En moyenne, 39 % des élèves issus de l'immigration enregistrent de mauvais résultats en sciences, contre 19 % des élèves dont les deux parents sont nés dans le pays hôte (OCDE, 2016b).

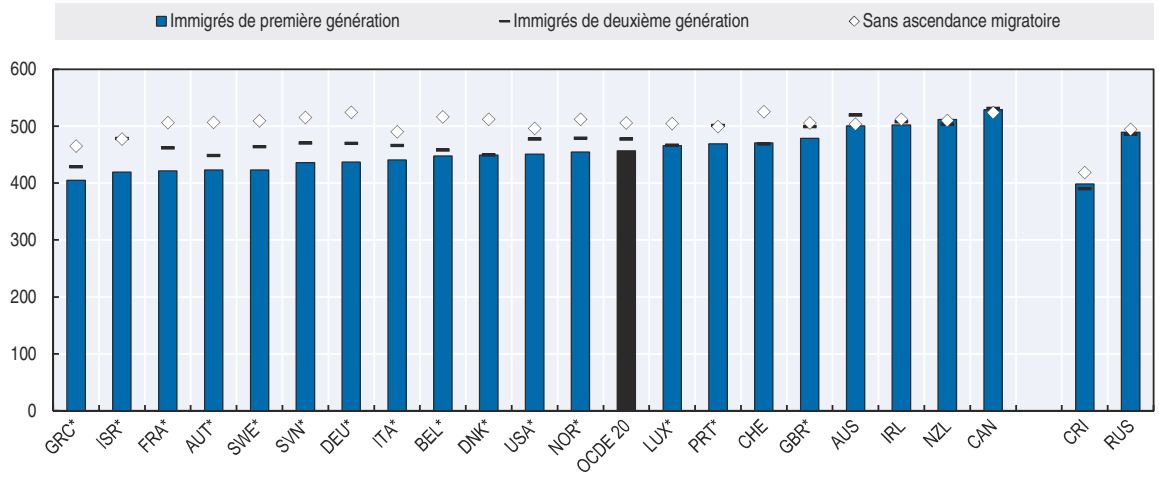
État de santé

Si les immigrés sont souvent en relativement bonne santé à leur arrivée dans le pays d'accueil – un phénomène désigné par Neuman (2014) comme « l'effet du migrant en bonne santé » – cet avantage tend à diminuer plus ils passent du temps dans le pays[12]. Les immigrés peuvent aussi rencontrer des problèmes particuliers en matière de santé physique et mentale, comme des conditions de travail dangereuses, l'incapacité à accéder à des soins adaptés en l'absence de couverture par les régimes d'assurance existants, un reste à charge élevé, des difficultés de communication ou un manque de connaissances, et une plus forte vulnérabilité face aux troubles de la santé mentale en raison du traumatisme et du stress induits par la migration en elle-même (encadré 3.5).

En moyenne, dans 24 pays européens membres de l'OCDE, les immigrés ne sont que légèrement moins susceptibles que les personnes nées dans le pays hôte de ***se déclarer en bonne santé*** (graphique 3.11). Néanmoins, on constate d'importantes variations entre les pays, qui semblent déterminées, au moins en partie, par la composition par âge de la

Graphique 3.10. **Résultats des élèves en sciences, en compréhension de l'écrit et en mathématiques, selon le statut au regard de l'immigration**

Scores moyens au PISA, élèves de 15 ans, 2015



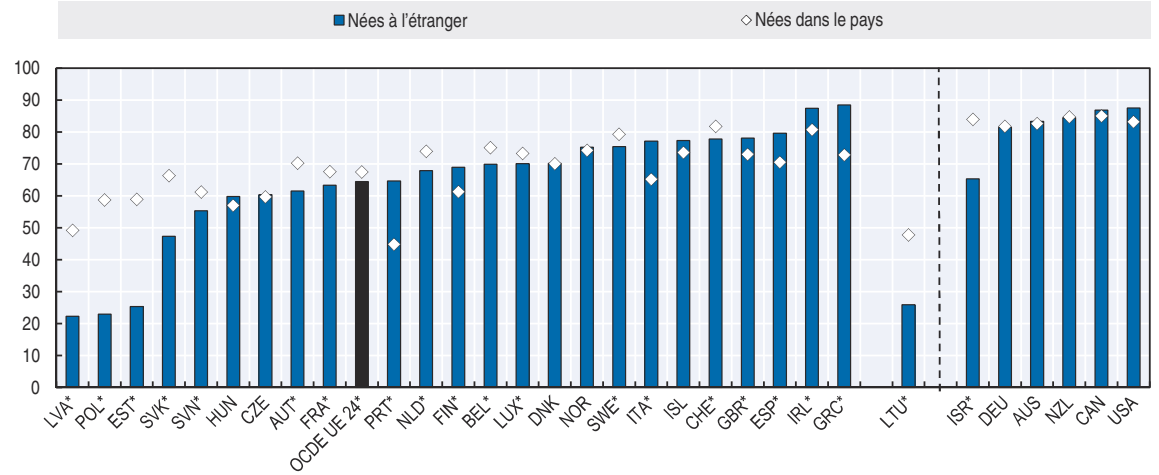
Notes : L'indicateur mesure le score moyen simple en sciences, en compréhension de l'écrit et en mathématiques. * désigne un écart statistiquement significatif entre les scores des élèves immigrés de première génération et ceux sans ascendance migratoire à un niveau de confiance de 90 %. Pour une ventilation plus détaillée de la signification statistique des scores dans différentes matières et entre différents groupes, voir les notes du Statlink. Les élèves sans ascendance migratoire sont ceux dont la mère ou le père (ou les deux) est/sont né(s) dans le pays ou l'économie dans lequel/laquelle ils ont passé le test du PISA, que l'élève lui-même soit né dans ce pays ou cette économie ou non. Les élèves immigrés de première génération sont des élèves nés à l'étranger dont les parents sont aussi nés à l'étranger. Les élèves immigrés de deuxième génération sont ceux qui sont nés dans le pays dans lequel ils ont passé le test PISA et dont les parents sont tous deux nés à l'étranger. La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur le PISA (2015), *www.oecd.org/pisa/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675783

Graphique 3.11. **Satisfaction à l'égard de son état de santé, selon le lieu de naissance**

Proportion de personnes se déclarant en bonne santé (gauche) ou satisfaites de leur état de santé (droite), vers 2013



Notes : Les données portant sur les pays européens membres de l'OCDE, présentées dans la partie gauche du graphique, sont issues de l'enquête EU-SILC et représentent la proportion de la population ayant répondu « bon » ou « très bon » à la question : « Comment jugez-vous votre état de santé général ? ». Les données relatives à l'Allemagne et à certains pays de l'OCDE non européens, présentées dans la partie droite du graphique, sont issues du sondage Gallup World Poll et représentent la proportion de la population ayant répondu « satisfait(e) » à la question : « Êtes-vous satisfait(e) ou non de votre état de santé ? ». Les questions et les méthodologies des enquêtes étant différentes, les données provenant de l'EU-SILC et du Gallup World Poll ne sont pas directement comparables. * désigne un écart statistiquement significatif entre la population immigrée et les personnes nées dans le pays d'accueil selon l'analyse des intervalles de confiance à 90 %. La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'enquête EU-SILC de 2013, *http://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions/overview*, et le sondage Gallup World Poll (2008-2012), *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675802

population immigrée, puisque l'état de santé perçu décline généralement avec l'âge pour les immigrés comme pour le reste de la population. Par exemple, en Lettonie, en Pologne et en Estonie – autant de pays ayant une population immigrée relativement âgée –, les personnes nées dans le pays d'accueil ont plus de deux fois plus de chances que les immigrés de se déclarer en bonne santé. Toutefois, dans les pays caractérisés par une population immigrée plus jeune, comme la Grèce, l'Espagne, l'Italie et le Portugal, les immigrés sont plus susceptibles de se déclarer en bonne santé que leurs homologues nés dans le pays hôte. La partie droite du graphique montre la proportion de personnes qui se déclarent satisfaites de leur état de santé dans certains pays non européens et en Allemagne[13].

Dans la plupart des pays, on ne dispose pas de données de qualité pour la population immigrée concernant les déterminants de la santé, l'état de santé et l'utilisation des services de santé. Néanmoins, au vu des informations disponibles, il semble que les immigrés – et surtout les catégories d'immigrés les plus vulnérables, comme les demandeurs d'asile – sont confrontés à plusieurs problématiques (encadré 3.5).

Encadré 3.5. **Synthèse des principales problématiques et conclusions concernant les résultats des immigrés en matière de santé**

Les systèmes d'information sanitaire ne sont généralement pas conçus pour recenser les personnes en fonction de leur statut au regard de l'immigration. Par ailleurs, même lorsqu'il existe des données sur la santé des immigrés, les résultats globaux masquent des différences importantes selon l'âge, le sexe, le pays d'origine et de destination, la situation socioéconomique et le type de migration (ce qui se vérifie aussi pour de nombreuses autres dimensions du bien-être des immigrés). Néanmoins, selon les travaux de recherche existants, on observe des différences marquées en termes d'état de santé entre la population immigrée et les personnes nées dans le pays hôte au regard de plusieurs dimensions clés. Ainsi, les immigrés paraissent plus vulnérables face au diabète, à l'obésité, à certaines maladies transmissibles, aux problèmes de santé maternelle et infantile, aux risques professionnels pour la santé, aux blessures et aux troubles de la santé mentale (Rechel et al., 2011). Ces différences tiennent, dans une certaine mesure, aux facteurs de risque et aux profils de maladies dans les pays d'origine, aux conditions de vie médiocres dans les pays d'accueil, aux emplois précaires et dangereux exercés, et à la tension psychologique associée à certains motifs et processus d'émigration.

Obstacles aux soins : Les immigrés (surtout les immigrés en situation illégale et les demandeurs d'asile) se heurtent souvent à des obstacles d'ordre juridique pour accéder aux soins de santé. Ils doivent également faire face à d'autres types de problèmes : frais à la charge des utilisateurs, barrière linguistique, manque de connaissance de ses droits et du système de santé dans son ensemble, culture insuffisante en matière de santé, obstacles administratifs, exclusion sociale, et discrimination directe et indirecte. Selon une analyse non publiée de l'OCDE portant sur les microdonnées de l'enquête EU-SILC de 2013, en moyenne dans les 24 pays européens pour lesquels on dispose de données, les immigrés sont légèrement plus susceptibles que les personnes nées dans le pays hôte de voir leurs besoins médicaux non satisfaits, avec des différences particulièrement prononcées en Pologne, en Lettonie, en Suède et en Estonie. Ces mêmes données montrent que 45 % des immigrés ayant des besoins médicaux non satisfaits déclarent ne pas pouvoir se soigner pour des raisons de coûts, contre 35 % pour le reste de la population.

Santé mentale : Le stress est un facteur de risque majeur au regard d'un éventail de pathologies, comme les troubles mentaux. Or les immigrés peuvent être exposés à différentes

Encadré 3.5. **Synthèse des principales problématiques et conclusions concernant les résultats des immigrés en matière de santé** *(suite)*

sources de stress, à la fois avant leur émigration (placement dans un camp de réfugiés ou catastrophe) et après leur émigration (séparation de leur famille, chômage, pauvreté, mal du pays, stress provoqué par l'acculturation, culpabilité, isolement, marginalisation et discrimination) (Fenta et al., 2004 ; Prilleltensky, 2008). Certains éléments peuvent atténuer le stress induit par l'adaptation à un nouveau pays et prévenir la dépression et les idées suicidaires, parmi lesquels un réseau solide de soutien social de la part de la famille et des proches, des capacités de résilience, la connaissance de la langue et de la culture du pays d'accueil, le caractère volontaire de l'émigration, l'espoir en l'avenir, des convictions religieuses solides et une tolérance élevée à l'égard des autres cultures (Bhugra et al., 2011 ; Hovey, 2000 ; Hovey et King, 1997).

Sources : Rechel et al., 2011 et 2013 ; Robert et Gilkinson, 2012.

Liens sociaux

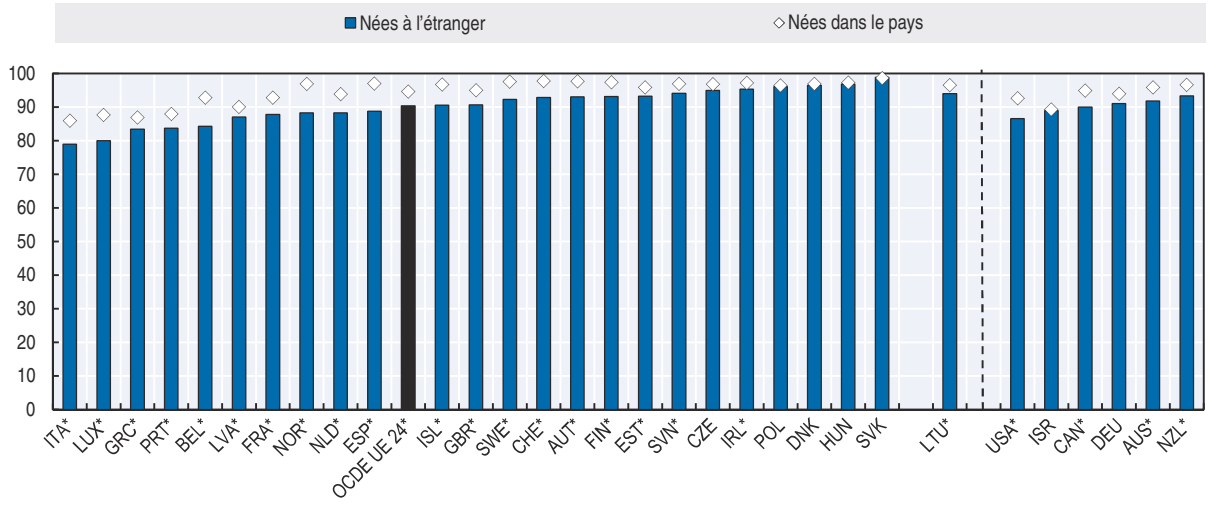
Pour les personnes qui quittent leur pays d'origine, les liens sociaux peuvent être transformés dans la mesure où leurs liens avec leurs amis, leur famille et leurs connaissances peuvent couvrir deux pays, voire plus. Pour autant, s'installer dans un nouveau pays ne signifie pas nécessairement qu'il faille redémarrer à zéro : on peut aussi émigrer pour accompagner un membre de sa famille ou retrouver quelqu'un parti plus tôt. En 2015, les immigrés pour raisons familiales étaient les plus nombreux parmi tous les nouveaux arrivants dans les pays de l'OCDE, représentant près de 40 % de toutes les migrations (OCDE, 2017a). Les réseaux sociaux permettent aux immigrés d'informer leurs proches restés dans leur pays d'origine quant aux avantages potentiels induits par une installation dans un endroit donné. Ils peuvent aussi faciliter le processus d'émigration lui-même, en permettant aux immigrés de parcourir des milliers de kilomètres et de pouvoir trouver, en l'espace de quelques jours, un hébergement, un emploi et des informations sur la vie dans le pays d'accueil (Fitzgerald, 2014).

Le ***soutien social*** est un aspect important du bien-être des immigrés, puisqu'il agit comme une protection contre les effets potentiellement stressants et isolants de l'émigration, et aide les immigrés à s'établir dans leur pays d'accueil. Dans la plupart des pays de l'OCDE, les immigrés sont moins susceptibles que les personnes nées dans le pays hôte de déclarer pouvoir compter sur quelqu'un en cas de problème (graphique 3.12). Néanmoins, l'écart n'est pas très marqué et, en général, le soutien social est élevé pour les deux catégories de population : en moyenne dans les 24 pays européens de l'OCDE pour lesquels on dispose de données, 90 % des immigrés déclarent avoir quelqu'un sur qui compter, contre 95 % des personnes nées dans le pays d'accueil.

Si elles ne constituent pas des mesures directes des relations sociales entre les individus, les caractéristiques sociétales comme la tolérance ou les comportements discriminatoires renseignent sur les interactions entre immigrés et personnes nées dans le pays hôte. Elles déterminent la capacité à s'intégrer et à nouer de nouvelles relations en dehors de la population immigrée (encadré 3.6). Dans le cadre de *Comment va la vie ?*, la tolérance est une norme de coopération qui peut être considérée comme faisant partie du capital social d'une société et qui représente une ressource collective essentielle pour le bien-être futur (voir OCDE 2015, chapitre 3).

Graphique 3.12. **Soutien social, selon le lieu de naissance**

Proportion des 16 ans et plus qui déclarent avoir quelqu'un sur qui compter en période difficile, vers 2013



Notes : Les données portant sur les pays européens membres de l'OCDE, présentées dans la partie gauche du graphique, sont issues de l'enquête EU-SILC et représentent la proportion de la population ayant répondu « oui » à la question : « Est-ce que vous pouvez demander de l'aide à des proches, des amis ou des voisins ? ». Les données relatives à l'Allemagne et à certains pays de l'OCDE non européens, présentées dans la partie droite du graphique, sont issues du sondage Gallup World Poll et représentent la proportion de la population ayant répondu « oui » à la question : « En cas de problème, avez-vous des proches ou des amis sur qui vous pouvez compter si vous en avez besoin ? ». Les questions et les méthodologies des enquêtes étant différentes, les données provenant de l'EU-SILC et du Gallup World Poll ne sont pas directement comparables. * désigne un écart statistiquement significatif entre la population immigrée et les personnes nées dans le pays d'accueil selon l'analyse des intervalles de confiance à 90 %. La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'enquête EU-SILC de 2013, *http://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions/overview*, et le sondage Gallup World (2008-2015), *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675821

Encadré 3.6. **Tolérance et discrimination à l'égard des immigrés dans les pays européens**

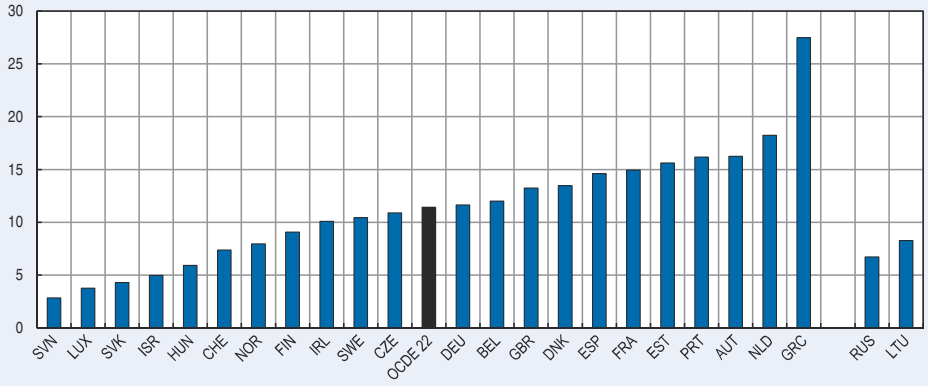
Le bien-être et l'intégration des immigrés sont déterminés par les mentalités et les comportements en vigueur à l'égard de ces populations dans le pays d'accueil. Dans les sociétés où l'intolérance et la discrimination sont très répandues, à l'égard des immigrés en général ou de certains groupes ethniques auxquels peuvent appartenir des immigrés, la population immigrée peut se heurter à des obstacles supplémentaires pour accéder à un emploi, un logement ou d'autres services. La discrimination et l'exclusion subies par les immigrés sont associées à des problèmes de détresse psychologique, de stress et de troubles graves de la santé mentale (Williams et al., 1997 ; Williams et Harris-Reid, 1999 ; Liebkind, 1996 ; Rumbaut, 1995). S'il est difficile de mesurer la discrimination (voir OCDE, 2012 pour une présentation détaillée), la tolérance et l'inclusion peuvent être mesurées au moyen des déclarations subjectives relatives au sentiment de discrimination et des comportements à l'égard des immigrés. En moyenne dans 22 pays européens membres de l'OCDE, un peu plus de 1 immigré sur 10 se considère comme appartenant à un groupe victime de discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique ou la nationalité (graphique 3.13). En Grèce, cette proportion atteint plus de 1 immigré sur 4, alors qu'elle est beaucoup plus faible en Israël, en Hongrie, en République slovaque, au Luxembourg, en Slovénie et en Pologne, à environ 1 immigré sur 20 ou moins.

Le sentiment de discrimination varie considérablement d'un immigré à l'autre, en fonction de différentes caractéristiques (graphique 3.14). Dans les pays européens, les immigrés en provenance de pays à revenu faible, ainsi que d'Afrique subsaharienne, d'Asie du Sud, d'Amérique latine et des Caraïbes, du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, sont beaucoup plus susceptibles d'avoir le sentiment d'appartenir à un groupe victime de discrimination. Les immigrés hommes, les chômeurs et ceux ne maîtrisant pas la langue du pays d'accueil sont également plus enclins à se déclarer victimes de discrimination.

Encadré 3.6. **Tolérance et discrimination à l'égard des immigrés dans les pays européens** *(suite)*

Graphique 3.13. **Proportion d'immigrés déclarant appartenir à un groupe victime de discrimination, sélection de pays européens**

Proportion d'immigrés de 15 ans et plus, résultats groupés pour les enquêtes menées entre 2004 et 2014

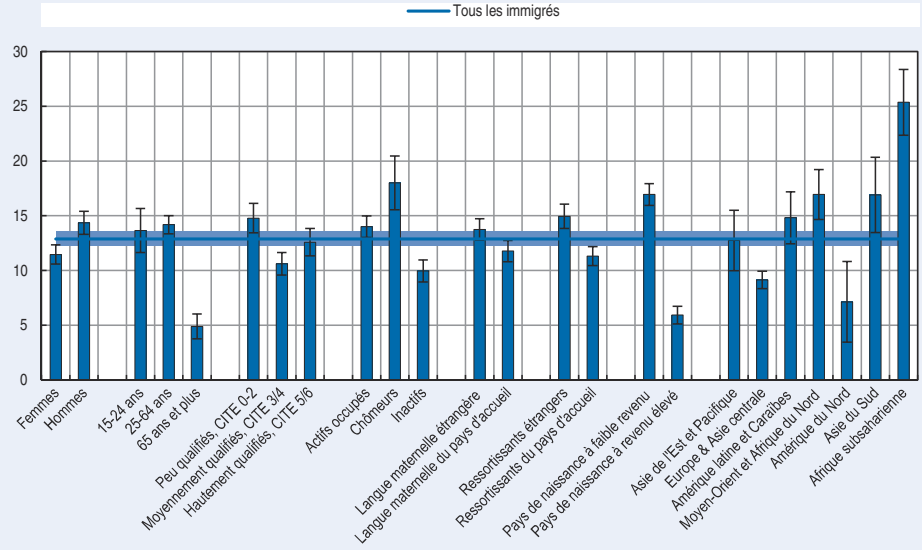


Note : La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple par pays. Le graphique illustre la proportion de la population immigrée qui : 1) a répondu par l'affirmative à la question « Est-ce que vous considérez appartenir à un groupe victime de discrimination dans ce pays ? », et 2) a aussi répondu par l'affirmative à la question « Quelles sont les raisons de cette discrimination ? Race/origine ethnique/nationalité ».
Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'Enquête sociale européenne, 2004-14, *www.europeansocialsurvey.org/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675840

Graphique 3.14. **Proportion d'immigrés déclarant appartenir à un groupe victime de discrimination, selon diverses caractéristiques, sélection de pays européens**

Proportion d'immigrés de 15 ans et plus, ventilation par sexe, âge, niveau d'études, situation au regard de l'emploi, nationalité, niveau de revenu et région du pays de naissance, résultats groupés pour les enquêtes conduites entre 2004 et 2014



Notes : Données agrégées pour l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, Israël, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède et la Suisse. Les données correspondent à la proportion de la population immigrée déclarant appartenir à un groupe victime de discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique ou la nationalité. Les intervalles d'erreur et la bande grise indiquent un intervalle de confiance de 90 %.
Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'Enquête sociale européenne, 2004-14, *www.europeansocialsurvey.org/*.

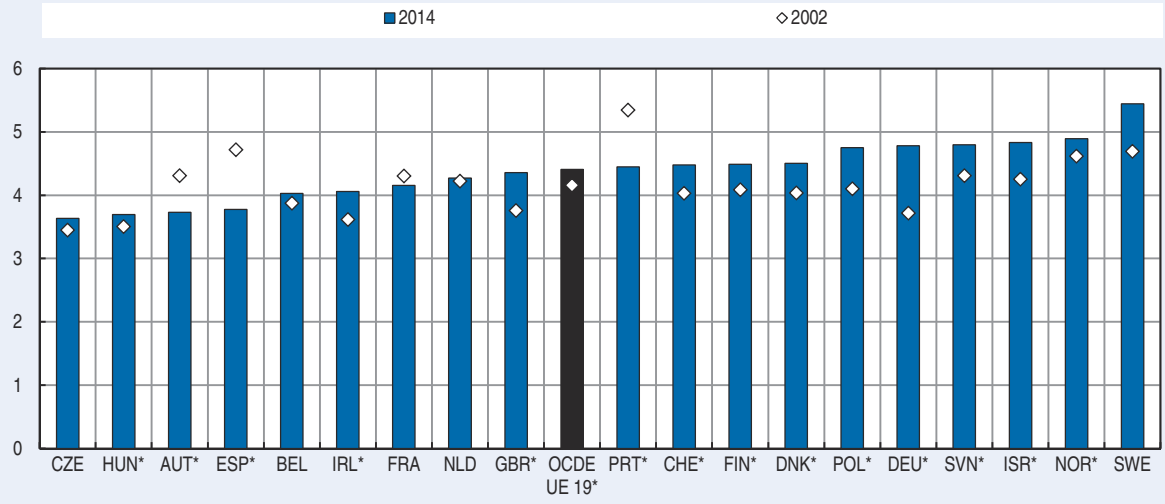
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675859

Encadré 3.6. **Tolérance et discrimination à l'égard des immigrés dans les pays européens** *(suite)*

Le graphique 3.15 montre les scores moyens, sur une échelle de 11 points, concernant les réponses à la question « Dans l'ensemble, pensez-vous que les immigrés profitent plus de la société qu'ils n'y contribuent ou l'inverse ? », en faisant référence aux impôts, à la santé et à d'autres services. Plus le score est élevé, plus les mentalités à l'égard de l'immigration sont favorables. C'est en République tchèque, en Hongrie, en Autriche et en Espagne que l'on enregistre les mentalités les plus hostiles à l'égard des immigrés, et en Suède qu'elles sont les plus favorables. Il convient de noter que, si les mentalités à l'égard des immigrés sont globalement négatives dans la plupart des pays européens pour lesquels on dispose de données, elles sont toutefois devenues légèrement plus favorables entre 2002 et 2014. Néanmoins, cette période est antérieure à la crise européenne des migrants qui a débuté en 2015.

Graphique 3.15. **La plupart des personnes nées dans le pays d'accueil et appartenant à l'UE considèrent que les immigrés profitent davantage de la société qu'ils n'y contribuent**

Valeurs moyennes sur une échelle comprise entre 0 (Profitent plus) et 10 (Contribuent plus), 2002 et 2014



Notes : La question est formulée de la manière suivante : « La plupart des immigrés qui viennent s'installer ici travaillent et paient des impôts. Ils bénéficient aussi des services de santé et de protection sociale. Dans l'ensemble, pensez-vous que les immigrés profitent plus de la société qu'ils n'y contribuent ou l'inverse ? ». La moyenne de l'OCDE englobe 19 pays européens.* indique que l'écart entre les scores de 2014 et ceux de 2002 est statistiquement significatif à un niveau de confiance de 90 %.
Source : Calculs de l'OCDE fondés sur les cycles 1 et 7 de l'Enquête sociale européenne, *www.europeansocialsurvey.org/*.

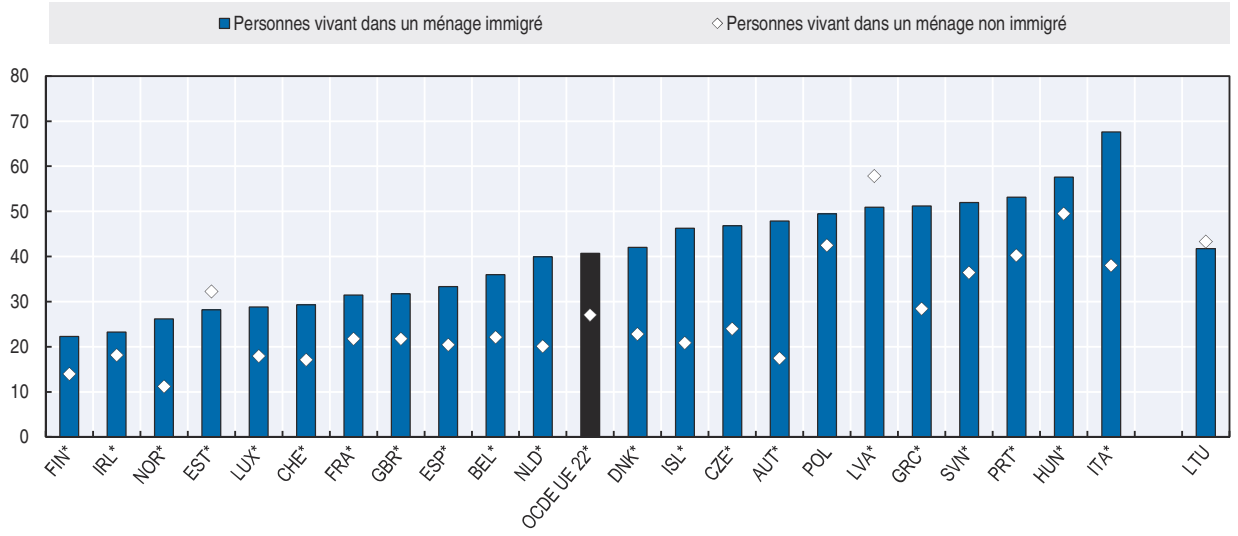
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675878

Logement

Pour se sentir chez soi dans un nouveau pays, l'une des premières étapes consiste à trouver un logement convenable. En effet, un logement décent, en satisfaisant le besoin de base qu'ont tous les individus d'être à l'abri, fournit un refuge contre le monde extérieur, permet de développer un sentiment d'identité et d'appartenance – tant pour les personnes seules que pour les familles –, et offre à chacun un espace à soi (Bonnefoy, 2007). En moyenne dans les pays de l'OCDE, 41 % des personnes vivant dans ménages immigrés habitent dans des ***logements indécents et/ou surpeuplés***, contre 27 % pour celles appartenant à des ménages non immigrés (graphique 3.16).

Graphique 3.16. **Proportion de la population vivant dans des logements indécents et/ou surpeuplés, selon le statut du ménage au regard de l'immigration**

Proportion de la population totale, 2014



Notes : Le logement est considéré comme étant indécent s'il est trop sombre, s'il ne dispose pas de salle d'eau (salle de bains ou douche, toilette avec chasse d'eau) à l'usage exclusif du ménage, ou si son toit fuit. Un logement est considéré comme surpeuplé s'il comporte moins de pièces que la somme d'une pièce de vie, d'une chambre pour le couple responsable du logement (ou deux chambres si les personnes responsables du logement ne forment pas un couple), d'une chambre tous les deux adultes supplémentaires (personnes âgées de 18 ans et plus), et d'une chambre tous les deux enfants. Un ménage est considéré comme immigré si le chef de famille et son conjoint/sa conjointe sont tous deux immigrés. * indique un écart statistiquement significatif entre les personnes vivant dans un ménage immigré et celles dans un ménage non immigré à 90 %. La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple.

Source : Enquête de l'Union européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC), 2014, *http://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions/overview*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675897

Qualité de l'environnement

Les immigrés ayant, en moyenne, des revenus inférieurs à ceux des personnes dans le pays d'accueil, ils sont plus susceptibles de s'installer dans des quartiers où le coût du logement est moins cher et où la qualité de l'environnement est moins bonne. En moyenne dans 22 pays européens, une personne sur quatre vivant dans un ménage immigré déclare habiter dans une zone où les ***conditions environnementales*** sont mauvaises (c'est-à-dire une zone fortement exposée à la pollution sonore ou atmosphérique), contre une sur cinq pour les ménages non immigrés (graphique 3.17).

Sécurité personnelle

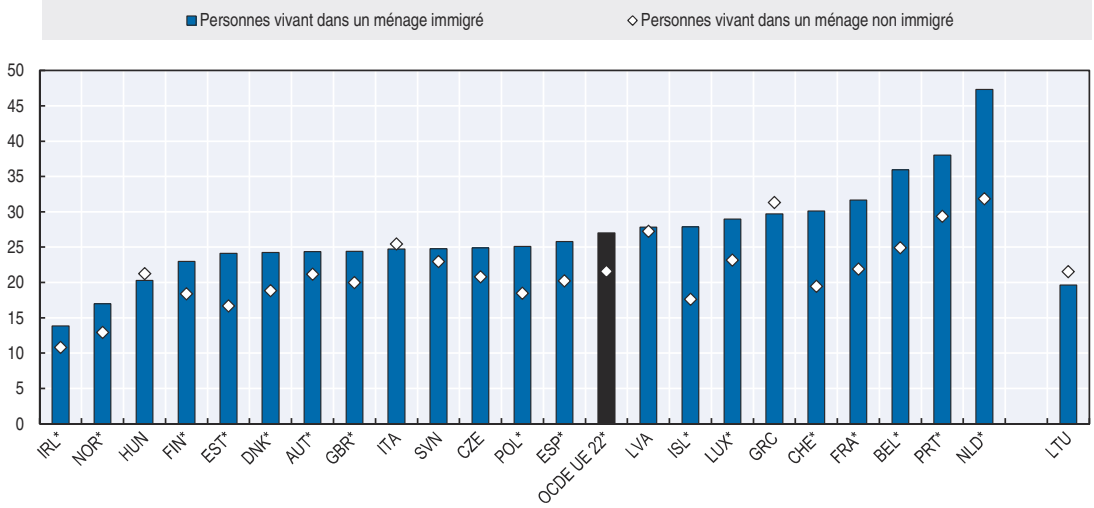
Dans 24 pays européens, les immigrés ne sont que légèrement moins susceptibles que les personnes nées dans le pays hôte de ***déclarer se sentir en sécurité*** là où ils résident (graphique 3.18). Les pays d'Europe de l'Est (Lettonie, Estonie, République slovaque et Pologne) sont ceux où l'écart entre les deux populations est le plus marqué, puisque la proportion d'immigrés déclarant ne pas se sentir en sécurité est supérieure d'au moins 12 points de pourcentage au reste de la population.

Engagement civique et gouvernance

Il est particulièrement important de comprendre le vécu des immigrés en matière d'engagement civique et de gouvernance, car ils sont souvent exclus de certaines formes d'expression civique (comme le vote) ou de certains services publics (comme les soins de

Graphique 3.17. **Proportion de personnes exposées à de mauvaises conditions environnementales, selon le statut du ménage au regard de l'immigration**

Proportion de la population déclarant vivre dans un logement offrant de mauvaises conditions environnementales, 2014



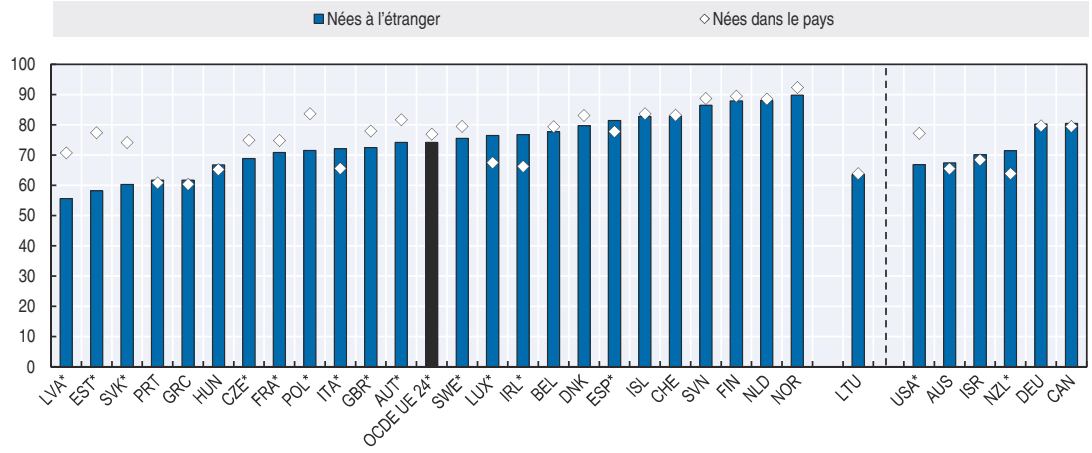
Notes : Les conditions environnementales sont évaluées en interrogeant les ménages pour déterminer s'ils rencontrent l'un des problèmes suivants : 1) trop de bruit provenant des voisins ou de l'extérieur (circulation, commerce, usine, etc.) ; ou 2) pollution, saleté ou autres problèmes environnementaux (fumée, poussière, odeurs désagréables ou eau polluée). Un ménage est considéré comme immigré si le chef de famille et son conjoint/sa conjointe sont tous deux immigrés. * désigne un écart statistiquement significatif entre les personnes vivant dans un ménage immigré et celles dans un ménage non immigré selon l'analyse des intervalles de confiance à 90 %. La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'Enquête EU-SILC de 2014, *http://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions/overview*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675916

Graphique 3.18. **Sentiment de sécurité la nuit en marchant seul dans la rue, selon le lieu de naissance**

Proportion de personnes de 16 ans et plus déclarant se sentir en sécurité quand elles marchent seules la nuit dans leur quartier, vers 2013



Notes : Les données de l'enquête EU-SILC (partie gauche du graphique) montrent la proportion de personnes ayant répondu « vraiment en sécurité » ou « relativement en sécurité » à la question : « Vous sentez-vous en sécurité quand vous marchez seul(e) dans votre quartier la nuit ? ». Les données relatives à l'Allemagne et aux pays non européens (partie droite du graphique) correspondent aux personnes ayant répondu par l'affirmative à la question : « Vous sentez-vous en sécurité quand vous marchez seul(e) dans la ville ou le quartier où vous habitez ? ». Compte tenu de la formulation différente des questions, les données de l'enquête EU-SILC et du sondage Gallup World Poll ne sont pas directement comparables. * désigne un écart statistiquement significatif entre la population immigrée et des personnes nées dans le pays hôte selon l'analyse des intervalles de confiance à 90 %. La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple.

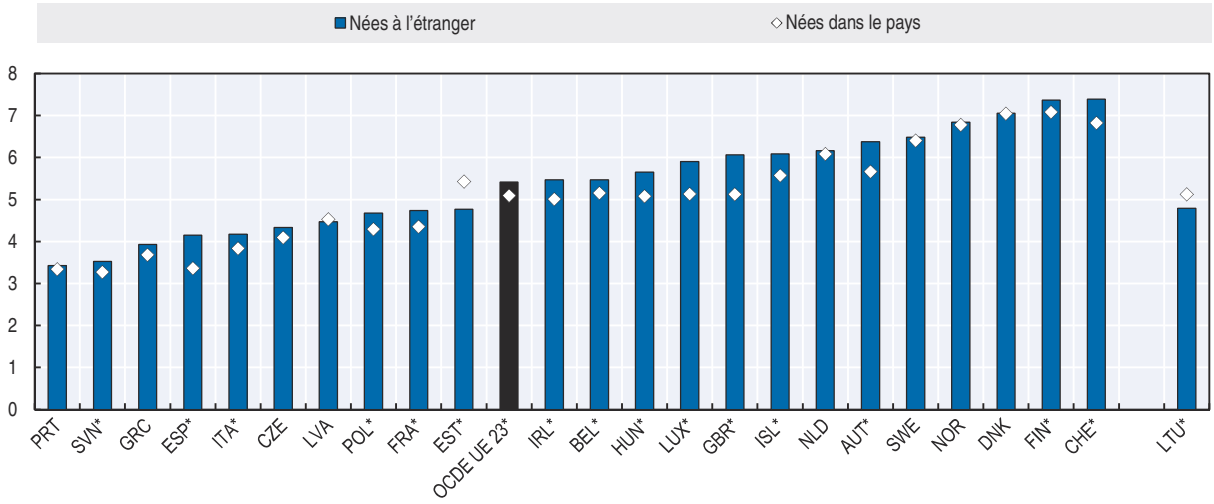
Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'enquête EU-SILC de 2013, *http://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions/overview* et le sondage Gallup World Poll (2008-2015), *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675935

santé), en raison de leur situation au regard de la loi (citoyenneté ou type de permis de séjour par exemple) et de leur aptitude à s'adapter aux formalités et procédures administratives. Dans les 23 pays européens membres de l'OCDE pour lesquels on dispose de données suffisantes, les immigrés sont généralement plus susceptibles que les personnes nées dans le pays hôte d'avoir ***confiance dans le système politique*** (graphique 3.19). Divers facteurs peuvent expliquer le niveau de confiance légèrement plus élevé des immigrés, y compris la comparaison avec la situation en vigueur dans leur pays d'origine[14].

Graphique 3.19. **Confiance dans le système politique, selon le lieu de naissance**

Valeurs moyennes sur une échelle de 0 à 10, 2013



Notes : La question posée dans l'EU-SILC est la suivante : « Quel est votre niveau de confiance à l'égard du système politique ? Veuillez répondre selon une échelle de 0 à 10, où 0 correspond à une confiance nulle et 10 correspond à une confiance totale ». La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple. * désigne un écart statistiquement significatif entre la population immigrée et les personnes nées dans le pays d'accueil selon l'analyse des intervalles de confiance à 90 %.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'enquête EU-SILC de 2013, *http://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions/overview*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933675954*

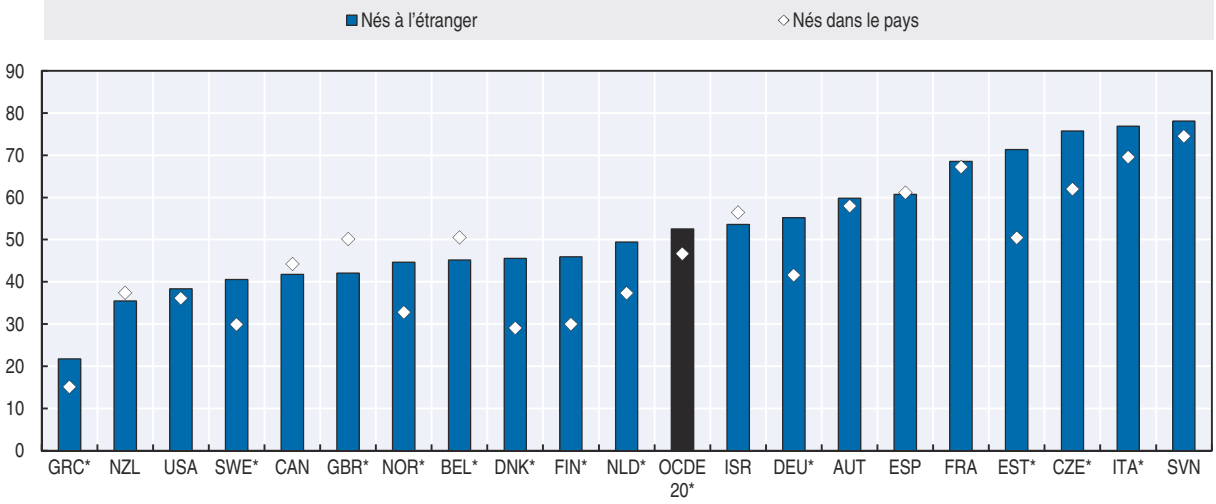
Dans la mesure où les immigrés peuvent se heurter à divers obstacles d'ordre juridique et social pour participer à la vie civique et politique dans leur pays de résidence, ils peuvent se sentir moins à même d'influencer les politiques et les mesures prises par les pouvoirs publics. Le graphique 3.20 montre la proportion de personnes qui sont d'accord avec cette déclaration : « Les personnes comme moi ***n'ont pas leur mot à dire en ce qui concerne l'action publique*** ». En moyenne dans les 21 pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles, les immigrés sont plus nombreux que les personnes nées dans le pays hôte à considérer ne pas avoir leur mot à dire quant à l'action du gouvernement. Néanmoins, on observe d'importantes variations d'un pays à l'autre. Les pays où les immigrés ont généralement moins le sentiment que le reste de la population d'avoir leur mot à dire quant aux décisions du gouvernement sont les suivants : Italie, République tchèque, Estonie, Allemagne, Pays-Bas, Finlande, Danemark, Norvège, Suède et Grèce.

Bien-être subjectif

L'influence potentielle ou effective de la migration impacte le ressenti des individus quant à leur existence via différents facteurs, y compris la facilité ou la difficulté du processus de migration en lui-même, la conformité de la situation rencontrée dans le pays d'accueil par rapport aux attentes des personnes avant l'émigration, et l'évolution de la

Graphique 3.20. **Avoir son mot à dire concernant l'action des pouvoirs publics, selon le lieu de naissance**

Proportion d'adultes qui considèrent ne pas avoir son mot à dire concernant l'action publique, 2012-15



Notes : Les données correspondent à la proportion de personnes qui sont plutôt d'accord ou tout à fait d'accord avec cette déclaration : « Les personnes comme moi n'ont pas leur mot à dire en ce qui concerne l'action publique ». Les données relatives au Royaume-Uni sont limitées à l'Angleterre et à l'Irlande du Nord ; les données relatives à la Belgique portent uniquement sur la Flandre. Dernière année disponible : 2012-2016 pour la Grèce, Israël, la Nouvelle-Zélande et la Slovénie ; 2008-2013 pour l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, l'Italie, la Norvège, les Pays-Bas, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Suède. Les adultes sont définis comme les personnes âgées de 16 à 65 ans. * désigne un écart statistiquement significatif entre la population immigrée et les personnes nées dans le pays hôte selon l'analyse des intervalles de confiance à 90 %.
Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'Évaluation des compétences des adultes (PIAAC) (2012, 2015), *www.oecd.org/fr/competences/piaac/*.
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675973

situation des immigrés et de leurs aspirations au fil du temps[15]. Dans la plupart des pays européens, la ***satisfaction à l'égard de la vie*** des immigrés est inférieure à celle des personnes nées dans le pays d'accueil, les écarts les plus marqués étant enregistrés en Estonie, en Autriche, en Pologne, en Islande, en Lituanie, au Danemark et en Slovénie. Toutefois, en dehors de l'Europe, en Australie, en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis, on ne constate pas de différence significative en termes de satisfaction à l'égard de la vie entre ces deux populations (graphique 3.21).

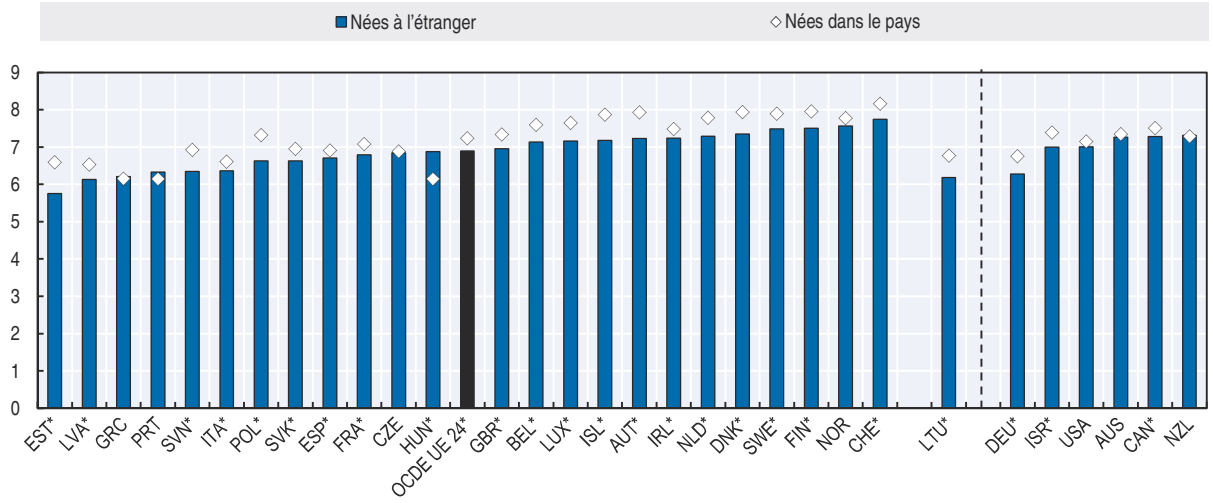
Les déterminants de la satisfaction à l'égard de la vie sont complexes, et les écarts dans les niveaux de satisfaction exprimés par la population immigrée dans les différents pays tiennent probablement à la composition de la population immigrée du pays en termes de niveau d'études, de pays d'origine, de situation au regard de l'emploi, de motifs d'émigration et des conditions en vigueur dans le pays de résidence. Par exemple, les données issues du sondage Gallup World Poll indiquent que le niveau de revenu du pays d'origine est un facteur clé pour déterminer si les immigrés sont plus satisfaits de leur existence que les personnes restées dans leur pays d'origine (encadré 3.7).

Les indicateurs relatifs aux ***émotions positives et négatives*** (ou affects) des personnes fournissent des informations complémentaires sur le ressenti qu'ont les individus de leur vie. Par ailleurs, ils sont particulièrement précieux pour les immigrés étant donné qu'ils peuvent être exposés à divers facteurs de stress tout au long de leur migration et de leur intégration (encadré 3.4). Dans la plupart des pays européens pour lesquels des données sont disponibles, les immigrés sont généralement plus susceptibles de déclarer s'être sentis découragés ou déprimés tout le temps ou la plupart du temps au cours des 4 semaines

précédentes (9 % des immigrés, contre 7 % des personnes nées dans le pays d'accueil en moyenne dans 24 pays, graphique 3.23). Les pays affichant la plus forte proportion d'immigrés déclarant se sentir découragés ou déprimés – Portugal, Grèce, France et République tchèque – enregistrent aussi souvent un niveau élevé de personnes nées dans le pays hôte et faisant état d'émotions comparables. On constate des écarts très importants entre les deux populations en Autriche, en Estonie, en Norvège, en Suède, en Pologne et en Finlande, où les immigrés sont près de deux fois plus nombreux que le reste de la population à déclarer se sentir découragés ou déprimés.

Graphique 3.21. **Satisfaction à l'égard de la vie, selon le lieu de naissance**

Personnes âgées de 16 ans et plus, valeurs moyennes sur une échelle de 0 à 10, vers 2013



Notes : L'enquête EU-SILC (partie gauche du graphique) pose la question suivante : « Dans l'ensemble, quel est votre niveau de satisfaction actuelle à l'égard de votre vie ? Où 0 correspond à la réponse « pas du tout satisfait » et 10 « tout à fait satisfait ». Le sondage Gallup World Poll (partie droite du graphique) pose la question suivante : « Veuillez imaginer une échelle comportant des barreaux numérotés de 0 à 10, 10 correspondant à la meilleure vie possible pour vous et 0 à la pire vie possible. Sur quel barreau de l'échelle est-ce que vous vous tenez aujourd'hui, dans l'hypothèse où plus vous vous situez sur un barreau élevé, plus vous êtes satisfait de votre vie, et inversement ? Quel est le barreau qui correspond le mieux à votre ressenti actuel ? ». Compte tenu de la formulation différente des questions, les données de l'enquête EU-SILC et du sondage Gallup World Poll ne sont pas directement comparables. * désigne un écart statistiquement significatif entre la population immigrée et les personnes nées dans le pays hôte selon l'analyse des intervalles de confiance à 90 %. La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'enquête EU-SILC de 2013, *http://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions/overview* et le sondage Gallup World Poll (2008-2015), *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933675992

Encadré 3.7. **Comparer la satisfaction à l'égard de la vie des immigrés à celle des populations présentant les mêmes caractéristiques restées dans le pays d'origine**

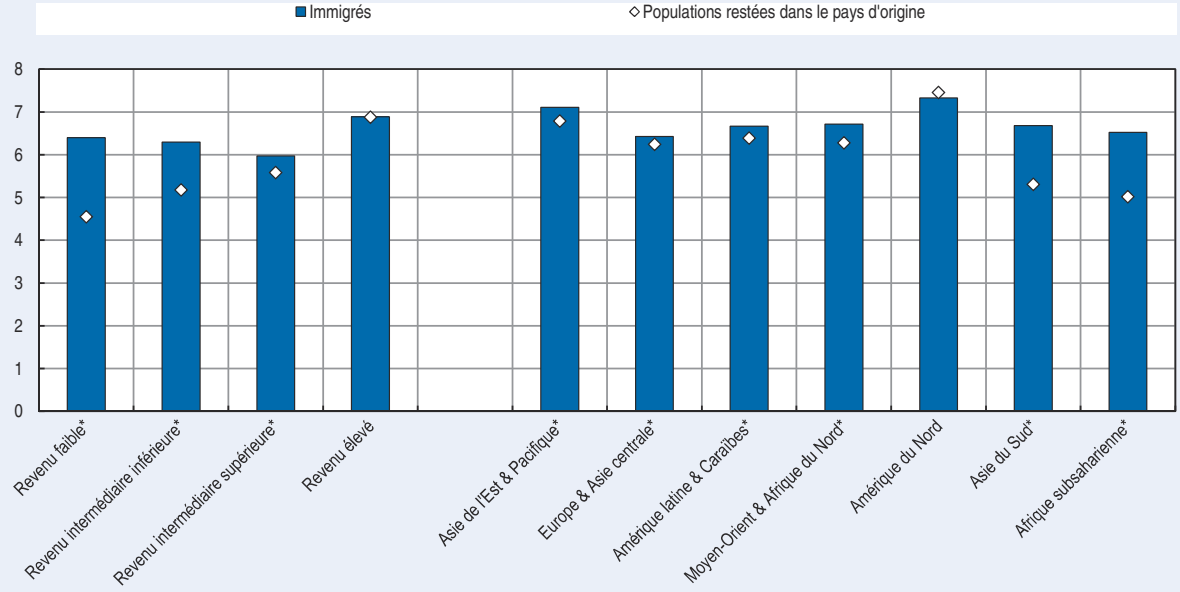
Si les immigrés sont généralement moins satisfaits de leur existence que les personnes nées dans le pays d'accueil, il est intéressant d'étudier comment se situent les immigrés par rapport à ceux qui sont restés vivre dans leur pays d'origine. À partir de données extraites du sondage Gallup World Poll, le graphique 3.22 présente la satisfaction à l'égard de la vie d'un échantillon d'immigrés de tous les pays de l'OCDE, répartis en fonction du niveau de revenu et de la région de naissance, comparée à celle d'un échantillon correspondant de personnes restées dans leur pays d'origine (présentant les mêmes caractéristiques en termes de sexe, d'âge, de niveau d'études, de pays d'origine, de convictions religieuses et d'année de participation à l'enquête). Dans l'ensemble, les immigrés des pays à faible revenu et d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud sont ceux qui enregistrent la plus forte progression de la satisfaction à l'égard de la vie par rapport aux populations correspondantes restées dans ces régions, tandis que les

Encadré 3.7. **Comparer la satisfaction à l'égard de la vie des immigrés à celle des populations présentant les mêmes caractéristiques restées dans le pays d'origine** *(suite)*

immigrés en provenance de pays à revenus élevés et d'Amérique du Nord, d'Europe et d'Asie centrale ont un niveau de satisfaction à l'égard de la vie très similaire à celui des populations correspondantes restées dans leur pays d'origine. Ces résultats corroborent les conclusions déjà formulées selon lesquelles l'écart de niveau de revenu entre le pays d'origine et le pays d'accueil des immigrés exerce une forte influence sur l'évolution de la satisfaction à l'égard de la vie des immigrés, par comparaison avec leurs homologues restés dans le pays d'origine (OIM, 2013 ; Hendriks, 2015).

Graphique 3.22. **Satisfaction à l'égard de la vie des immigrés et des populations présentant les mêmes caractéristiques restées dans le pays d'origine, selon le niveau de revenu et la région du pays d'origine**

Valeurs moyennes sur une échelle de 0 à 10, 2006-15



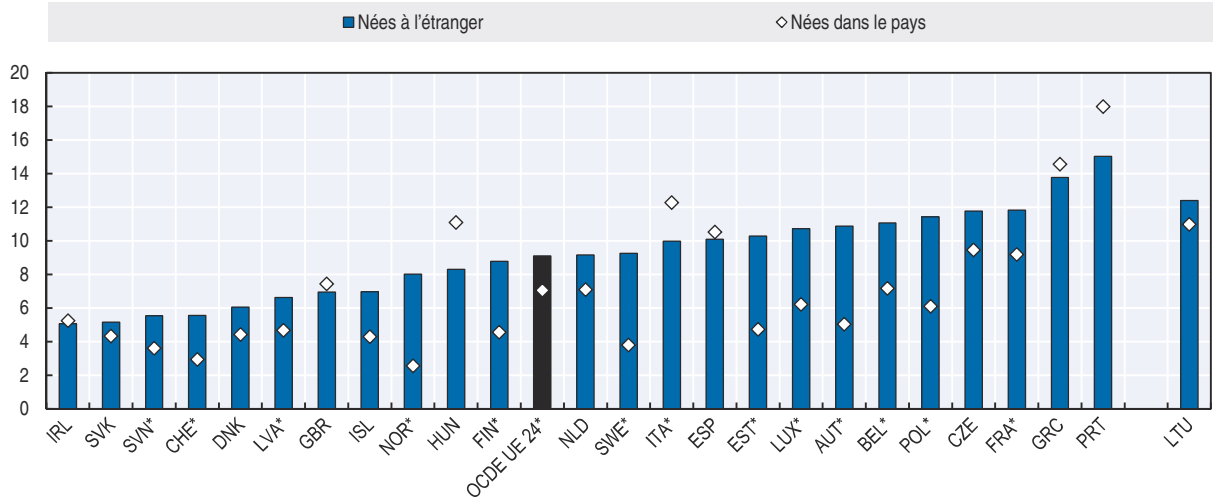
Notes : Les populations correspondantes restées dans le pays d'origine sont sélectionnées au moyen de la méthode d'appariement sur scores de propension. Il s'agit des personnes restées dans le pays d'origine et présentant les mêmes caractéristiques en termes de sexe, d'âge, de niveau d'études, de pays d'origine, de convictions religieuses et d'année de participation à l'enquête. Les résultats sont fondés sur l'analyse des données regroupées sur 2006-15 et pour tous les immigrés résidants dans un pays de l'OCDE. * indique un écart statistiquement significatif entre les immigrés et les populations correspondantes restées dans le pays d'origine à un niveau de confiance de 90 %.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur le sondage Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676011

Graphique 3.23. **Personnes déclarant se sentir découragées ou déprimées, selon le lieu de naissance**

Proportion de personnes âgées de 16 ans et plus, 2013



Notes : Les données correspondent à la proportion de personnes ayant répondu « tout le temps » ou « la plupart du temps » à la question : « Au cours des quatre dernières semaines, à quelle fréquence vous êtes-vous senti(e) découragé(e) ou déprimé(e) ? ». La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple. * désigne un écart statistiquement significatif entre la population immigrée et les personnes nées dans le pays d'accueil selon l'analyse des intervalles de confiance à 90 %.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'enquête EU-SILC de 2013, *http://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions/overview*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676030

Travaux statistiques à venir pour mesurer le bien-être des immigrés

Les migrations figurent désormais au premier rang des préoccupations de la communauté internationale. Des indicateurs plus performants du bien-être des immigrés sont indispensables pour soutenir les efforts déployés par les pouvoirs publics en vue d'assurer l'intégration de ces populations, de répondre à leurs besoins et de mettre à profit leurs capacités. Il s'agit aussi d'une ambition qui figure au premier plan des Objectifs de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, selon lesquels les pays s'engagent à coopérer pour faciliter la migration et la mobilité de façon ordonnée, sûre, régulière et responsable (Cible 10.7), et à prendre en compte les besoins des travailleurs immigrés (et d'autres catégories de population) au regard de la croissance économique et du travail décent (Objectif 8). Le statut au regard de l'immigration est également l'un des multiples sous-domaines à prendre en compte pour la ventilation des indicateurs relatifs aux ODD, selon l'Objectif 17 (Nations Unies, 2015).

La mesure des résultats en matière de bien-être selon le statut au regard de l'immigration est une véritable gageure pour les statistiques officielles. Il est en effet très difficile d'obtenir des informations précises et détaillées sur les flux entrants et sortants de migrants, et de définir et mesurer le stock d'immigrés dans un pays donné. Il est encore plus ardu de comprendre ce qui arrive aux immigrés une fois arrivés dans leur pays d'accueil, et comment les différents facteurs qui influent sur leur bien-être évoluent au fil du temps et diffèrent de ceux d'autres catégories de population (ou entre différentes catégories d'immigrés). Si les sources de données administratives sont importantes pour comprendre les flux et les stocks migratoires, elles ne peuvent généralement fournir ni un volume de données suffisant ni le niveau de détail nécessaire pour comprendre les résultats et les déterminants du bien-être. Les enquêtes réalisées auprès des ménages

constituent donc l'instrument le plus adapté pour mesurer les résultats en termes de bien-être au regard de différentes dimensions, mais elles sont souvent mal adaptées à l'évaluation des résultats de la population immigrée, pour les raisons examinées ci-après. Ainsi, un certain nombre d'actions prioritaires à mener sur le plan statistique se dégagent :

- L'un des obstacles les plus sérieux à la mesure des résultats des immigrés en matière de bien-être, ainsi qu'à la compréhension de l'influence exercée par différents facteurs et différentes caractéristiques sur ces résultats, concerne la petite taille des échantillons d'immigrés dans la plupart des enquêtes. Étant donné que les immigrés représentent généralement une faible part de la population des pays de l'OCDE et qu'ils sont souvent concernés par la ségrégation géographique, un plan d'échantillonnage adapté à la population globale peut être insuffisant pour réunir des informations sur les groupes d'immigrés. En adaptant la méthodologie utilisée pour les enquêtes existantes, par exemple en revoyant à la hausse le nombre de personnes enquêtées, les échantillons portant sur les immigrés seront plus représentatifs (Šteinbuka, 2009). Il faudra aussi envisager d'améliorer la conception des enquêtes pour réduire les taux de non-réponse. L'Enquête sur les forces de travail de l'Union européenne (EU-LFS) et l'Enquête de l'Union européenne sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC) incluent désormais des modules ad hoc sur les résultats enregistrés par les immigrés ces dernières années. Ces expériences peuvent étayer les améliorations apportées à la mesure des résultats des immigrés dans d'autres enquêtes et pour d'autres pays.
- Pour répondre au besoin de données plus détaillées sur les résultats des immigrés, il faudra également inclure dans les enquêtes des questions supplémentaires permettant d'identifier différents sous-groupes. Outre les variables démographiques et socioéconomiques importantes généralement incluses dans les enquêtes réalisées auprès des ménages (âge, sexe, niveau d'études), il faudrait envisager la possibilité d'ajouter des questions spécialement ciblées sur les immigrés, portant notamment sur le pays de naissance, la durée du séjour et les motifs de l'émigration. L'expérience des pays qui utilisent déjà ces variables – par exemple, à compter de 2017, l'enquête allemande sur la population active comprendra une question sur les motifs de l'émigration – pourrait être utile aux autres pays.
- Dans les cas où il serait simplement trop difficile de modifier la méthodologie d'une enquête existante, et sous réserve des ressources disponibles, il pourrait être envisagé de mettre au point une enquête spéciale ciblée sur les immigrés, comme l'a fait l'Italie avec l'enquête sur les conditions sociales et l'intégration des citoyens étrangers menée par l'office statistique national, Istat.
- Des efforts particuliers s'imposent pour veiller à ce que les collectes de données couvrent les immigrés les plus vulnérables, particulièrement ceux qui ne sont pas pris en compte dans les enquêtes traditionnelles réalisées auprès des ménages. Certains pays ont accompli des progrès pour cibler certaines catégories d'immigrés susceptibles d'être plus exposées à de mauvais résultats en matière de bien-être : c'est le cas de l'Australie avec l'enquête *Building a New Life in Australia*, qui porte sur le vécu des immigrés pour raisons humanitaires arrivés récemment dans le pays. Des stratégies encore plus novatrices seront nécessaires pour recenser les immigrés qui ne sont généralement pas couverts par les sources officielles, comme les immigrés sans papiers et en situation irrégulière, les personnes victimes de la traite des êtres humains, les réfugiés et les demandeurs d'asile, ainsi que les personnes concernées par les migrations de courte durée et pendulaires. Le

groupe de travail de Suitland de la Conférence des statisticiens européens a commencé à travailler au recensement de ces immigrés (CEE-ONU, 2012), mais les capacités des offices statistiques nationaux pourraient être insuffisantes pour élaborer et mettre en œuvre des enquêtes visant à recueillir des informations sur le bien-être de ces groupes.

- Un volume plus conséquent de données longitudinales est nécessaire pour comprendre l'évolution à long terme de différentes dimensions du bien-être des immigrés. Il faut donc, lorsque c'est possible, réaliser davantage d'enquêtes longitudinales nationales sur les résultats des immigrés, et déployer des efforts pour harmoniser les enquêtes nationales afin de faciliter les comparaisons des données à long terme entre les pays. De nombreux pays ont désormais l'expérience des enquêtes longitudinales sur les immigrés, comme l'Australie, le Canada, les États-Unis, la France et la Nouvelle-Zélande. Les initiatives menées en vue de recenser les meilleures pratiques et de confronter les expériences nationales pourraient aider les offices statistiques à mener ces enquêtes régulièrement, de manière à permettre les comparaisons internationales.

On manque encore de données officielles harmonisées et détaillées dans certaines dimensions clés du bien-être des immigrés. Si les données relatives à l'emploi et à l'éducation (et, dans une moindre mesure, au revenu et à la santé) permettent d'analyser un éventail assez large de résultats des immigrés, il n'existe pas de données officielles comparables au niveau international pour évaluer les dimensions relatives à l'état de santé, la sécurité personnelle, l'engagement civique et la gouvernance, la qualité de l'environnement, les liens sociaux ou le bien-être subjectif. Dans certaines de ces dimensions (liens sociaux ou bien-être subjectif par exemple), cette pénurie de données reflète un manque plus général d'indicateurs, mais dans d'autres (santé ou sécurité personnelle), elle est le fruit de l'utilisation de variables inadaptées ou non harmonisées pour recenser les immigrés dans les sources de données. Des efforts sont donc nécessaires pour améliorer la disponibilité de données officielles harmonisées et détaillées dans ces domaines.

Notes

1. Les enquêtes de l'Eurobaromètre montrent que la part de la population inquiète par l'immigration augmente de manière continue depuis 2013, et qu'elle s'est même accrue de 20 points de pourcentage entre le printemps et l'automne 2015, date à laquelle le sujet de l'immigration s'est imposé comme la préoccupation première des Européens devant le terrorisme, la situation économique, le chômage et la criminalité (CE, 2015).
2. Pour un aperçu des travaux que l'OCDE consacre aux migrations, consultez le site : *www.oecd.org/migration-insights/*. La publication *Trouver ses marques : Les indicateurs de l'OCDE sur l'intégration des immigrés* (OCDE, 2012 ; OCDE/UE, 2015), plus particulièrement, examine un éventail de résultats concernant les immigrés et leurs enfants au regard de certaines des dimensions du cadre de *Comment va la vie ?*, comme le marché du travail, la qualité des emplois, l'éducation, les revenus, le logement, la santé, l'engagement civique et la cohésion sociale. Ces dimensions correspondent au cadre européen des « indicateurs de Saragosse » portant sur l'intégration des immigrés (CE, 2013).
3. Dans de précédents travaux, l'OCDE a défini six catégories de migrations définitives : 1) migrations de travail ; 2) familles accompagnant les travailleurs ; 3) regroupement familial ; 4) migrations pour raisons humanitaires ; 5) libre circulation (par exemple à l'intérieur de l'Union européenne) ; et 6) « autres », qui comprend les retraités, les personnes disposant de ressources suffisantes, l'immigration fondée sur l'ascendance et d'autres types de migrations non inclus dans les autres catégories (Fron et al., 2008). En 2015, les catégories qui ont enregistré le plus grand nombre d'entrées de nouveaux immigrés dans les pays de l'OCDE sont le regroupement familial (32 % de tous les immigrés) et la libre circulation (32.6 %). Le tiers restant se divise entre les migrations de travail (11.2 %), les migrations pour raisons humanitaires (12.8%), les familles accompagnant les travailleurs (6.6%) et les « autres » (5.2 %, OCDE, 2017a). Par ailleurs, il existe de nombreuses catégories de

migrations temporaires, comme les travailleurs saisonniers, les mutations à l'intérieur d'une même entreprise, les vacanciers actifs et les étudiants internationaux (OCDE, 2016a).

4. Les recensements ou registres administratifs qui contiennent les informations les plus détaillées sur les immigrés en termes de pays de provenance, de motif d'émigration et de variables démographiques clés, ne comportent souvent aucune information sur les résultats en matière de bien-être au-delà du revenu, de la situation au regard de l'emploi et de l'éducation. Certains pays de l'OCDE, comme l'Australie et le Canada, utilisent des séries de données intégrées qui établissent un lien entre les données administratives et celles issues des recensements ou d'autres enquêtes, comme l'ACMID (*Australian Census and Migrants Integrated Dataset*) de 2011 en Australie, la base de données australienne PITMID (*Personal Income Tax and Migrants Integrated Dataset*) ou la Base de données longitudinales sur l'immigration au Canada (qui croise les données issues des dossiers administratifs sur la citoyenneté et l'immigration et celles extraites des registres fiscaux de l'Agence du revenu du Canada). Ces stratégies pourraient fournir des informations détaillées sur les résultats des immigrés, mais elles ne sont pas utilisées dans la majorité des pays de l'OCDE et ne couvrent actuellement qu'un éventail limité de résultats.

5. Il est très difficile d'estimer l'ampleur de la population immigrée sans papiers ou en situation irrégulière, et aucune méthodologie standard n'existe. Pour autant, la fourchette d'estimations est comprise entre 0.4 %-0.8 % de la population totale pour l'Union européenne (CLANDESTINO, 2009) et 3.5 % aux États-Unis (Pew Research Center, 2016).

6. Quelques exemples d'enquêtes : l'enquête réalisée en 1987 dans le cadre d'un projet sur l'immigration mexicaine, qui interrogeait des personnes ayant émigré et d'autres restées dans leur pays d'origine aux États-Unis et au Mexique (Massey et al., 1987) ; l'enquête REMUAO de 1993 qui portait sur 8 pays de départ et de destination en Afrique ; l'enquête sur les Facteurs d'attraction et de répulsion à l'origine des flux migratoires internationaux réalisée entre 1994 et 1999 et couvrant 5 pays de départ en Afrique et 3 pays de destination en Europe (CE, 2000) ; et le projet de recherche MAFE lancé en 2008 sur les migrations entre l'Afrique subsaharienne et l'Europe (*www.mafeproject.com*).

7. Exemples : enquête LSIA (*Longitudinal Survey of Migrants to Australia*), lancée en 1994 et réitérée en 2000 et en 2004 ; enquête BNLA (*Building a New Life in Australia*), lancée en 2013 et ciblée sur les immigrés pour raisons humanitaires ; Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada, lancée en 2001 ; enquête *New Migrant Survey* aux États-Unis, lancée en 2003 ; enquête LisNZ (*Longitudinal Immigration Survey: New Zealand*), lancée en Nouvelle-Zélande en 2004 ; et enquête ELIPA (Enquête longitudinale sur l'intégration des primo-arrivants) en France, lancée en 2010.

8. En général, il existe trois façons de recenser la population immigrée d'un pays. Ainsi, un immigré peut être : 1) une personne née dans un pays différent de celui où elle réside habituellement ; 2) une personne dont la nationalité est différente de celle du pays où elle réside habituellement ; ou 3) une personne qui change de pays de résidence habituelle pour une période d'au moins un an, ce qui signifie que son pays de destination devient son pays de résidence habituelle. Chacune de ces approches présente des avantages et des inconvénients : par exemple, la définition des immigrés comme des personnes nées à l'étranger est cohérente et objective, mais elle considère comme immigrées des personnes nées à l'étranger qui sont tout de même ressortissantes du pays dans lequel elles résident (comme les enfants nés du personnel des forces armées en poste à l'étranger). La définition des immigrés comme des non ressortissants exclut les personnes ayant changé de pays de résidence et acquis la nationalité de leur pays d'accueil. Les personnes peuvent aussi faire état de nationalités en fonction de leur affiliation culturelle plutôt que de leur situation au regard de la loi. La troisième définition (qui correspond à la définition des Nations Unies concernant l'immigration définitive) pose problème dans le sens où les intentions des personnes concernant la durée de leur séjour dans un pays peuvent changer.

9. La publication « Trouver ses marques » de 2015 s'appuyait sur la définition de la pauvreté d'Eurostat, plutôt que sur la définition de l'OCDE fondée sur un revenu du ménage inférieur à 50 % du revenu médian national.

10. L'inadéquation des compétences est une problématique complexe, étant donné qu'il est très difficile de comparer des diplômes et l'expérience professionnelle entre différents pays. La maîtrise de la langue du pays d'accueil est aussi un facteur clé, dans la mesure où les compétences et les qualifications des immigrés qui ne parlent pas couramment la langue du pays sont moins transférables et moins utiles aux yeux des employeurs.

11. À titre de comparaison, l'écart entre les pays de l'OCDE les moins performants et les pays les plus performants au regard de l'évaluation globale en mathématiques, en compréhension de l'écrit et en sciences s'établissait à 125 points en 2015 (voir l'annexe en ligne qui présente les données étayant les chapitres 1 et 5 de la présente publication, *www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-en*).

12. Les facteurs qui entrent en compte ne sont pas clairs. Les disparités entre les immigrés et les personnes nées dans le pays hôte peuvent varier selon les différentes dimensions de la santé considérées, ainsi qu'en fonction du sexe ou du pays de résidence. Par ailleurs, les analyses statistiques peuvent présenter un biais à la baisse, car elles ne prennent pas en compte les immigrés malades qui retournent dans leur pays d'origine (Neuman, 2014).

13. En l'absence de microdonnées relatives à l'Allemagne dans l'enquête EU-SILC, il n'a pas été possible de procéder à une ventilation selon le statut au regard de l'immigration en s'appuyant sur les données issues de l'enquête EU-SILC.

14. Les personnes affichant une certaine défiance vis-à-vis du gouvernement de leur pays de naissance sont plus susceptibles de décider d'émigrer (Nikolova et Graham, 2015). Les réfugiés politiques, en particulier, peuvent avoir fui une situation de violence et d'oppression cautionnée par l'État et être arrivés dans leur pays d'accueil dans l'espoir d'accéder à une plus grande liberté civique et de bénéficier de droits démocratiques, défendus par un gouvernement compétent.

15. Rares sont les enquêtes qui permettent d'étudier la complexité du bien-être subjectif des immigrés en détail, mais il existe des exceptions. Par exemple, l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada pose une série de questions sur le ressenti des immigrés une fois installés dans leur pays d'accueil. Or la vaste majorité des répondants considèrent que, malgré de nombreux obstacles à surmonter (notamment pour trouver un emploi convenable et apprendre une nouvelle langue), leur qualité de vie s'est améliorée grâce à leur émigration et qu'ils reprendraient la même décision si c'était à refaire (Statistique Canada, 2007).

Références

Banque mondiale (2017), « Migration and remittances: Recent developments and outlook special topic: Global compact on migration », *Migration and Development Briefs*, No. 27 (avril 2017), *http://pubdocs.worldbank.org/en/992371492706371662/MigrationandDevelopmentBrief27.pdf*.

Beauchemin, C. et A. González-Ferrer (2011), « Sampling international migrants with origin-based snowballing method: New evidence on biases and limitations », *Demographic Research*, Vol. 2, pp. 103-134.

Bhugra, D. et al. (2011), « WPA guidance on mental health and mental health care in migrants », *World Psychiatry*, Vol. 10, No. 1, pp. 2-10.

Bodvarsson, Ö.B. et H. Van den Berg (2013), *The Economics of Immigration: Theory and Policy*, Springer Verlag, New York.

Bonnefoy, X. (2007), « Inadequate housing and health: An overview », *International Journal of Environment and Pollution*, Vol. 30, No. 3-4, pp. 411-429, *http://dx.doi.org/10.1504/IJEP.2007.014819*.

Borjas, G. (1987), « Self-selection and the earnings of migrants », *American Economic Review*, Vol. 77, pp. 531-553.

Brücker et al. (2017), « Forced migration, arrival in Germany, and first steps toward integration », Brief Analyses of the Migration, Integration and Asylum Research Centre of the Federal Office for Migration and Refugees, No. 5/2016, *www.bamf.de/SharedDocs/Anlagen/EN/Publikationen/Kurzanalysen/kurzanalyse5_iab-bamf-soep-befragung-gefluechtete.pdf?__blob=publicationFile*.

Bryant, J. et P. Merwood (2008), « Reasons for Migrating and Settlement Outcomes: Evidence from the Longitudinal Immigration Survey New Zealand », *Labour, Employment and Work in New Zealand 2008*, Victoria University, Nouvelle-Zélande, *https://ojs.victoria.ac.nz/LEW/article/view/1628*.

CE (Commission européenne, 2015), « L'Opinion publique dans l'Union européenne », *Eurobaromètre standard*, No. 84, Automne, *https://ec.europa.eu/commfrontoffice/publicopinion/index.cfm/ResultDoc/download/DocumentKy/70152.http://ec.europa.eu/COMMFrontOffice/publicopinion/index.cfm/Survey/getSurveyDetail/instruments/STANDARD/surveyKy/2098*.

CE (Commission européenne, 2013), *Using EU Indicators of Migrant Integration: Final Report for Directorate-General for Home Affairs*, *https://ec.europa.eu/migrant-integration/index.cfm?action=media.download&uuid=FC375682-95DF-1B86-CF670D84CA41C2D6*.

CE (Commission européenne, 2000), « Push and Pull Factors of International Migration: A comparative Report », *www.nidi.nl/shared/content/output/2000/eurostat-2000-theme1-pushpull.pdf*.

CEE-ONU (Commission économique des Nations Unies pour l'Europe) (2012), « Measuring hard-to-count migrant populations: Importance, definitions, and categories », Conférence des statisticiens

européens, Groupe d'experts sur les statistiques des migrations internationales, *Working Paper,* No. 9, *www.unece.org/fileadmin/DAM/stats/documents/ece/ces/ge.10/2012/WP_9_UNECE.pdf*.

Chen, M., C. Lin et G. Lien (2011), « Modelling job stress as a mediating role in predicting turnover intention », *The Service Industries Journal*, Vol. 31, No. 8, pp. 1327-1345, *http://dx.doi.org/10.1080/02642060903437543*.

CLANDESTINO (2009), « Size of Irregular Migration », *CLANDESTINO Policy Brief*, *http://irregular-migration.net/typo3_upload/groups/31/4.Background_Information/4.2.Policy_Briefs_EN/Comparative PolicyBrief_SizeOfIrregularMigration_Clandestino_Nov09_2.pdf*.

Costa, G. (1996), « The impact of shift and night work on health », *Applied Ergonomics*, Vol. 27, No. 1, pp. 9-16.

Dolan, P., T. Peasgood et M. White (2008), « Do we really know what makes us happy? A review of the economic literature on the factors associated with subjective well-being », *Journal of Economic Psychology,* Vol. 29, No. 1, pp. 94-122.

Erens, B. (2013), « Designing high-quality surveys of ethnic minority groups in the United Kingdom » in Font, J. et M. Méndez (dir. pub.), *Surveying Ethnic Minorities and Migrant Populations: Methodological Challenges and Research Strategies*, Amsterdam University Press, Amsterdam.

Faist, T. (2000), *The Volume and Dynamics of International Migration and Transnational Social Spaces*, Clarendon Press, Oxford.

Fenta, H., I. Hyman et S. Noh (2004), « Determinants of depression among Ethiopian migrants and refugees in Toronto », *The Journal of Nervous and Mental Disease*, Vol. 192, No. 5, pp. 363-372.

Fitzgerald, D. (2014), « The sociology of international migration », in Brettell, C. et J. Hollifield (dir. pub.), *Migration Theory: Talking Across Disciplines*, Routledge.

Font, J. et M. Méndez (2013), « Introduction: The methodological challenges of surveying populations of migrant origin », in Font, J. et M. Méndez (dir. pub.), *Surveying Ethnic Minorities and Migrant Populations: Methodological Challenges and Research Strategies*, Amsterdam University Press, Amsterdam.

Fron, P. et al. (2008), « Standardised statistics on migrant inflows: Results, sources and methods », Document de l'OCDE non publié, *www.oecd.org/els/mig/41281008.pdf*.

HCR (Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés) (2017), « Global trends: Forced displacement in 2016 », *www.unhcr.org/en-ie/5943e8a34.pdf*.

Hendriks, M. (2015), « The happiness of international migrants: A review of research findings », *Migration Studies*, Vol. 3, No. 3, pp. 343-369, *https://academic.oup.com/migration/article/3/3/343/2413187/The-happiness-of-international-migrants-A-review*.

Hovey, J. (2000), « Acculturative stress, depression and suicidal ideation in Mexican migrants », *Cultural Diversity and Ethnic Minority Psychology*, Vol. 6, No. 2, pp. 134-151.

Hovey, J. et C. King (1997), « Suicidality among acculturating Mexican Americans: Current knowledge and directions for research », *Suicide and Life-Threatening Behavior*, Vol. 27, No. 1, pp. 92-103.

Jenkinson, R. et al.(2016), « Settlement experiences of recently arrived humanitarian migrants », Building a New Life in Australia Fact Sheet 2016, Australian Institute of Family Studies, *https://aifs.gov.au/publications/settlement-experiences-recently-arrived-humanitarian-migrants*.

Kanas, A. et F. Tubergen (2009), « The impact of origin- and host-country schooling on the economic performance of immigrants », *Social Forces*, *http://dx.doi.org/10.1353/sof.0.0269*.

Lee, E. (1966), « A Theory of Migration », *Demography*, Vol. 3, No. 1, pp. 47-57.

Liebig, T. et S. Widmaier (2009), « Children of immigrants in the labour markets of EU and OECD countries: An overview », *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations*, No. 97, *www.oecd.org/berlin/43880918.pdf*.

Liebkind, K. (1996), « Acculturation and stress: Vietnamese refugees in Finland », *Journal of Cross-Cultural Psychology*, Vol. 27, pp. 161-180.

Mainard, D., T. Joseph et A. Mainard (2006), « Underemployment, job attitudes, and turnover intentions », *Journal of Organizational Behaviour*, Vol. 27, No. 4, pp. 509-536, *http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/job.389/abstract;jsessionid=BF828A678A082425903603216FFC2C73.f04t01*.

Massey, D. et al. (1987), *Return to Aztlán: The Social Process of International Migration from Western Mexico*, University of California Press, Berkeley.

Mincer, J. (1978), « Family Migration Decisions », *Journal of Political Economy*, Vol. 86, No. 5, pp. 749-773.

Neuman, S. (2014), « Are immigrants healthier than native residents? », *IZA World of Labour*, *https://wol.iza.org/uploads/articles/108/pdfs/are-immigrants-healthier-than-native-residents.pdf?v=1*.

Nikolova, M. et C. Graham (2015), « Well-being and emigration intentions: New evidence from the Gallup World poll », *Document de travail*, non publié, *http://conference.iza.org/conference_files/transatlantic_2015/nikolova_m9715.pdf*.

OCDE (2017a), *Perspectives des migrations internationales 2017*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/migr_outlook-2017-fr*.

OCDE (2017b), Personnes nées à l'étranger (indicateur), *www.oecd-ilibrary.org/social-issues-migration-health/foreign-born-population/indicator/french_7f230fe7-fr* (consulté le 22 février 2017).

OCDE (2017c), « Base de données sur les migrations internationales », Statistiques de l'OCDE sur les migrations internationales (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/data-00342-fr* (consulté le 17 juillet 2017).

OCDE (2017d), APD nette (indicateur), *http://dx.doi.org/10.1787/f3ebf0f0-fr* (consulté le 6 juillet 2017).

OCDE (2016a), *Perspectives des migrations internationales 2016*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/migr_outlook-2016-fr*.

OCDE (2016b), *Résultats du PISA 2015 (volume I) : L'excellence et l'équité dans l'éducation*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264267534-fr*.

OCDE (2015), *Immigrant Students at School: Easing the Journey Towards Integration*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264249509-en*.

OCDE (2014), *Comment va la vie ? 2013 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2013-fr*.

OCDE (2012), *Les indicateurs de l'intégration des immigrés 2015 : Trouver ses marques*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264073432-fr*.

OCDE/UE (2015), *Les indicateurs de l'intégration des immigrés 2015*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264233799-fr*.

OIM (Organisation internationale pour les migrations) (2013), *État de la migration dans le monde 2013 : Le bien-être des migrants et le développement*, OIM, Genève, *www.iom.int/fr/wmr2013_fr*.

ONU (Nations Unies) (2015), *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*, *www.un.org/ga/search/view_doc.asp?symbol=A/RES/70/1&Lang=F*.

Pew Research Center (2016), « Overall number of U.S. unauthorized immigrants holds steady since 2009 », *Press Release*, 20 septembre 2016, *www.pewhispanic.org/2016/09/20/overall-number-of-u-s-unauthorized-immigrants-holds-steady-since-2009/*.

Picot, G. et F. Hou (2013), « Why immigrant background matters for university participation: A comparison of Switzerland and Canada », *International Migration Review*, Vol. 47, No. 3, pp. 612-642.

Polachek, S. et F. Horvath (1977), « A life cycle approach to migration: Analysis of the perspicacious peregrinator », in *Research in Labor Economics* (dir. pub. Ehrenberg et Ronald), JAI Press, Greenwich, Connecticut.

Prilleltensky, I. (2008), « Migrant Well-being is a Multilevel, Dynamic, Value Dependent Phenomenon », *American Journal of Community Psychology*, Vol. 42, pp. 359-364.

Rechel, B. et al. (2011), « Migration and health in the European Union: An introduction » in Rechel et al. (dir. pub.), *Migration and Health in the European Union*, Open University Press, Angleterre.

Rechel, B. et al. (2013), « Migration and health in an increasingly diverse Europe », *The Lancet*, Vol. 381, pp. 1235-1245.

Robert, A-M. et T. Gilkinson (2012), « Santé mentale et bien-être des immigrants récents au Canada : Données de l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada », Citoyenneté et Immigration Canada, *Recherche et évaluation*, *www.cic.gc.ca/francais/pdf/recherche-stats/sante-mentale.pdf?_ga=2.226728411.771363804.1513097926-55429036.1487349960*.

Rumbaut, R. (1995), « The crucible within: Ethnic identity, self-esteem and segmented assimilation among children of migrants », *International Migration Review*, Vol. 28, pp. 795-820.

Sjaastad, L. (1962), « The costs and returns of human migration », *Journal of Political Economy*, Vol. 70, No. 2, pp. 80-93.

Statistique Canada (2007), « Perspectives des immigrants sur leurs quatre premières années au Canada : Faits saillants des trois vagues de l'Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada », *Tendances sociales canadiennes*, *www5.statcan.gc.ca/olc-cel/olc?ObjId=11-008-X20070009627&ObjType=47&lang=fr&limit=0*.

Šteinbuka, I. (2009), « How to improve social surveys to provide better statistics on migrants », *DGINS Conference Paper*, *http://ec.europa.eu/eurostat/documents/1001617/4339944/Improving-survey-dataI-Steinbuka.pdf/e90f6527-af4d-4585-8f3d-d7dde093b148*.

Stillman, S. et al. (2012), « Miserable migrants? Natural experiment evidence on international migration and objective and subjective well-being », *IZA Discussion Paper Series*, n° 6871, *http://ftp.iza.org/dp6871.pdf*.

Williams, D. et al. (1997), « Racial differences in physical and mental health: Socioeconomic status, stress, and discrimination », *Journal of Health Psychology*, Vol. 2, pp. 335-351.

Williams, D. et M. Harris-Reid (1999), « Race and mental health: The African American experience », *Ethnicity and Health*, Vol. 5, pp. 243-268.

Enquêtes et bases de données spécialement consacrées aux résultats des immigrés

Australian Census and Migrants Integrated Dataset (ACMID): *www.abs.gov.au/AUSSTATS/abs@.nsf/Lookup/3417.0.55.001Main+Features12011*.

Australian Personal Income Tax and Migrants Integrated Dataset (PITMID) : *www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/mf/1351.0.55.060*.

Building a New Life in Australia (BNLA): *www.dss.gov.au/our-responsibilities/families-and-children/programmes-services/building-a-new-life-in-australia-bnla-the-longitudinal-study-of-humanitarian-migrants*.

Enquête longitudinale auprès des immigrants du Canada : *www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&SDDS=4422*.

Enquête Longitudinale sur l'Intégration des Primo-Arrivants (ELIPA), France : *www.immigration.interieur.gouv.fr/Info-ressources/Etudes-et-statistiques/Etudes/Enquete-Longitudinale-sur-l-Integration-des-Primo-Arrivants-ELIPA/Enquete-Longitudinale-sur-l-Integration-des-Primo-Arrivants-ELIPA*.

IAB-BAMF-SOEP Refugee Survey : *www.diw.de/de/diw_02.c.244287.de/ueber_uns/menschen_am_diw_berlin/mitarbeiter/innen.html?id=diw_01.c.538695.en*.

IPUMS Integrated Public-Use Microdata Series : *www.ipums.org/*.

Longitudinal Immigration Survey: New Zealand (LisNZ) : *www.stats.govt.nz/browse_for_stats/population/Migration/lisnz.aspx*.

Longitudinal Survey of Migrants to Australia (LSIA) : *www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/Lookup/3414.0main+features22011%20(Edition%202)*.

Enquête nationale sur les immigrés en Espagne (Encuesta Nacional de Inmigrantes) : *www.ine.es/en/daco/daco42/inmigrantes/inmigra_cues_en.htm*.

Enquête sur la situation et l'intégration sociales des citoyens étrangers, Italie : *www.istat.it/en/archive/191097*.

Statistique Canada, base de données longitudinales sur l'immigration : *www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&SDDS=5057*.

Trajectoires et Origines, France (Enquête sur la diversité, français uniquement) : *www.ined.fr/en/publications/grandes-enquetes/trajectoires-et-origines/*.

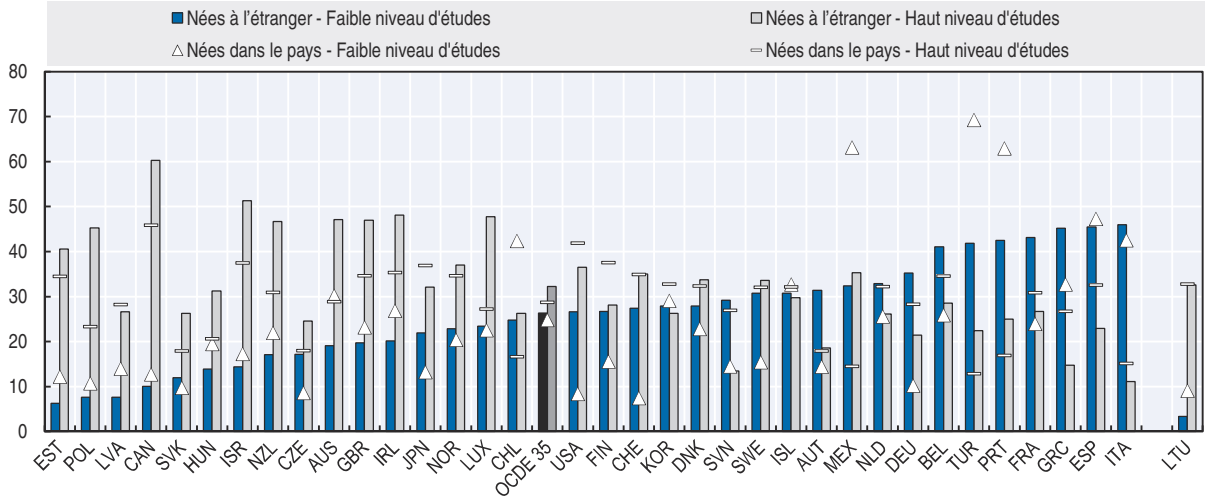
United States New Migrant Survey : *http://nis.princeton.edu/*.

ANNEXE 3.A

Graphiques supplémentaires sur la mesure du bien-être des immigrés

Graphique 3.A.1. **Niveaux d'études des 15-64 ans, selon le lieu de naissance**

Proportions, en pourcentage, des populations immigrées et nées dans le pays hôte ayant un niveau d'études bas ou élevé, 2012-13



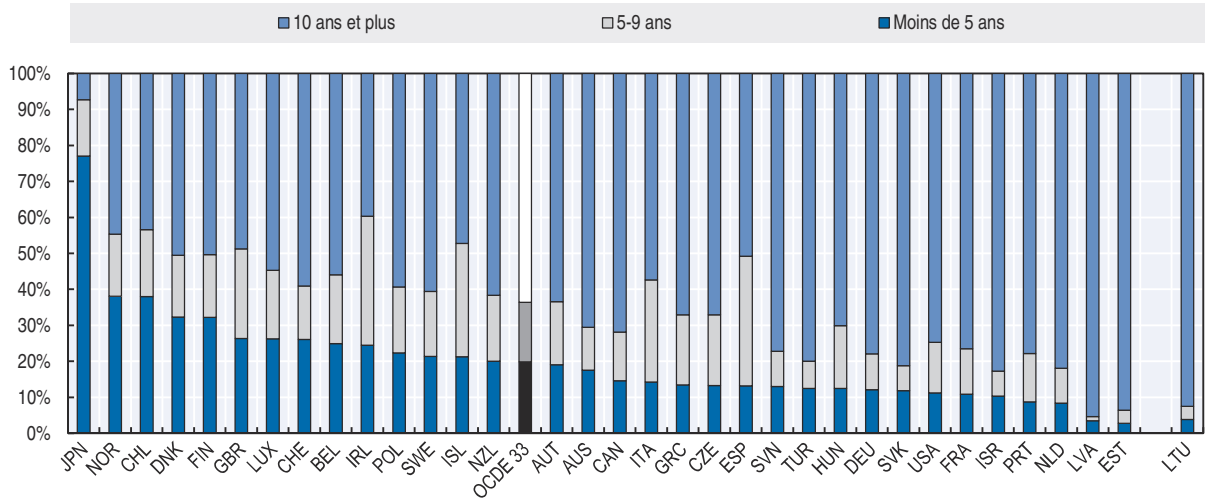
Notes : La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple. « Faible niveau d'études » désigne les personnes dont le niveau d'études correspond aux niveaux 0-2 de la CITE (soit, globalement, à l'enseignement préprimaire et primaire) ; « Haut niveau d'études » correspond aux niveaux 5-6 de la CITE (soit, globalement, à l'enseignement supérieur et au-delà). Les données du Japon pour la population immigrée font référence aux non-ressortissants plutôt qu'aux personnes nées à l'étranger. Les pays sont classés en fonction de la proportion de la population immigrée ayant un faible niveau d'études.

Sources : OCDE/UE (2015), Enquête sur les forces de travail de l'Union européenne (EU-LFS) 2012-13. États-Unis : *Current Population Survey* (CPS), 2013. Australie : *Australian Survey of Education and Work* (ASEW), 2013. Canada et Nouvelle-Zélande : enquêtes sur la population active, 2012-13. Israël : enquête sur la population active, 2011. Chili : *Encuesta de Caracterización Socioeconómica Nacional* (CASEN), 2011. Mexique : *Encuesta Nacional de Ocupación y Empleo* (ENOE), 2012. Japon : recensement de la population, 2010. Corée : enquête sur la population active immigrée 2012-13, et enquête sur la population coréenne active économiquement (EAPS) 2012-13.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676049

Graphique 3.A.2. **Répartition des immigrés âgés de 15 à 64 ans, selon la durée du séjour**

Proportion d'immigrés, en pourcentage, 2012-13



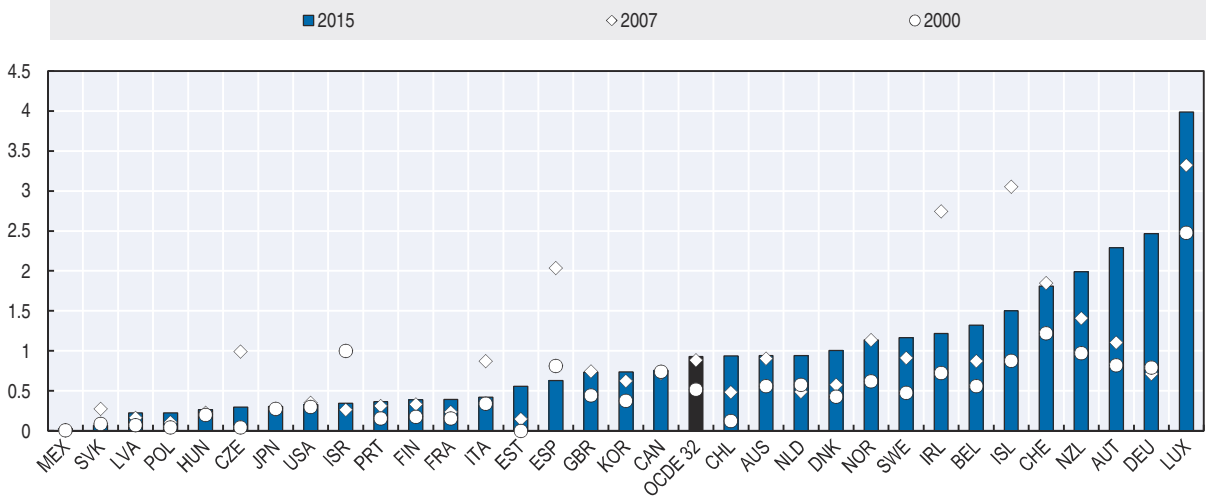
Notes : La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple. Les données du Japon pour la population immigrée font référence aux non-ressortissants plutôt qu'aux personnes nées à l'étranger.

Sources : OCDE/UE (2015), Enquête sur les forces de travail de l'Union européenne (EU-LFS) 2012-13; *American Community Survey* (ACS) 2012 ; Israël : enquête sur la population active, 2011 ; Base de données de l'OCDE sur les immigrés dans les pays de l'OCDE (DIOC), 2010-11, pour les autres pays non européens *www.oecd.org/els/mig/oecdmigrationdatabases.htm*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676068

Graphique 3.A.3. **Entrées annuelles d'immigrés**

En pourcentage de la population totale



Note : La moyenne de l'OCDE est une moyenne simple.

Sources : Base de données de l'OCDE sur les immigrés, *www.oecd.org/els/mig/oecdmigrationdatabases.htm*, et base de données des Nations Unies, World Population Prospects *https://esa.un.org/unpd/wpp/Download/Standard/Population/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676087

Chapitre 4

La gouvernance et le bien-être

Dans l'esprit des citoyens, les institutions publiques sont censées créer les conditions favorables à leur épanouissement et à leur prospérité, être réceptives à leurs besoins, les aider dans certaines situations exceptionnelles, et s'acquitter efficacement de leurs fonctions. Ce chapitre s'intéresse au rôle que joue la gouvernance dans le bien-être de la population, et plus particulièrement aux rapports entre la population et les institutions publiques nationales. S'il est vrai que la gouvernance reste un concept multidimensionnel complexe, sans définition normalisée, les éléments constitutifs d'une « bonne gouvernance » et leur lien avec le bien-être sont, quant à eux, établis dans les travaux publiés. Pour chacun de ces éléments sont analysées des données comparatives, souvent limitées, issues en grande partie d'enquêtes auprès des ménages non officielles. Les données présentées dans ce chapitre indiquent notamment que les formes de participation politique autres que le vote sont fragiles, qu'un adulte sur trois seulement pense avoir son mot à dire concernant l'action publique, et que la population est généralement insatisfaite des initiatives nationales de réduction des inégalités. Le chapitre se conclut par une réflexion sur les principales dispositions à prendre pour mieux mesurer la gouvernance.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Introduction : l'importance de la gouvernance pour le bien-être

L'action des institutions publiques influe sur la vie des personnes, directement et indirectement, d'une multitude de façons : elles fournissent des services publics, assurent la sécurité, aident en cas de chômage, d'invalidité ou de départ à la retraite, et guident les investissements dans les grands projets d'infrastructure. En 2014 au sein des États de l'OCDE, les dépenses des administrations publiques représentaient environ 40 % du PIB. Étant donné ce niveau de dépenses, le sentiment qu'ont les citoyens d'avoir leur mot à dire quant au fonctionnement des institutions publiques et aux résultats de leurs actions est d'une importance cruciale pour le bien-être de la population. Cela dit, le citoyen lambda influe lui aussi sur la qualité des institutions, quand il vote, quand il utilise les services publics et quand il participe au débat politique. Ce chapitre s'interroge sur les rapports des individus avec les institutions publiques : sur la manière dont ils les *vivent* et sur leurs *échanges* avec elles. Il met l'accent sur le poids politique des citoyens, sur leur représentation et leur pouvoir d'agir, autant de résultats utiles en eux-mêmes – au-delà de l'influence fondamentale de la gouvernance sur les résultats d'ensemble en matière de bien-être examinés dans *Comment va la vie?*

Mesurer la gouvernance n'est toutefois pas simple. Le concept est à la fois large et connoté, différentes disciplines et auteurs inventoriant plusieurs ingrédients nécessaires à une « bonne gouvernance ». Ce chapitre adopte une définition étroite de la gouvernance, axée sur les institutions publiques (les entreprises et les institutions privées en sont exclues) nationales (les institutions internationales et locales sont exclues). Il laisse ensuite entendre que la bonne gouvernance dépend du fonctionnement des institutions publiques et des résultats auxquels les citoyens attachent de l'importance[1]. À cet effet, le chapitre suit la démarche du rapport de la Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi (2009), pour qui le fonctionnement des institutions publiques compte pour beaucoup dans la représentation et la participation politiques des citoyens, et constitue un élément vital de leur bien-être général[2].

Ces dernières années se sont caractérisées par un intérêt accru des statisticiens pour la mesure de la gouvernance. Pour certains offices de la statistique (par exemple, en Australie, au Mexique et en Nouvelle-Zélande[3]), la gouvernance est un domaine important des statistiques officielles, au même titre que les statistiques économiques, sociales ou environnementales. De même, la communauté statistique internationale intervient de plus en plus dans ce domaine, notamment depuis l'inclusion du 16e Objectif de développement durable « paix, justice, et institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous » parmi les 17 ODD adoptés par l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2015[4]. Cette intervention est illustrée par la création, en 2016 sous l'impulsion de la Commission de statistique des Nations Unies, du Groupe de Praia pour l'étude des statistiques sur la gouvernance, et dont le principal objet est de préparer un manuel des statistiques de gouvernance pour 2020. Ce chapitre s'ajoute aux autres contributions de l'OCDE (par exemple, González et al., 2017) pour le Groupe de Praia.

La traduction en indicateurs quantitatifs précis est difficile pour les concepts englobés dans le 16e ODD, car ils sont très abstraits, tant sur le plan théorique que pratique. Le Groupe interinstitutions et d'experts des Nations Unies sur les indicateurs relatifs aux ODD (IAEG) a préparé et arrêté une liste de 169 cibles comprenant 232 indicateurs de suivi mondial, pour accompagner la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030. La liste comporte 23 indicateurs relatifs au concept de gouvernance au titre du 16e objectif. Cependant, environ un tiers de ces indicateurs sont de niveau III, c'est-à-dire sans méthodologie ni normes établies, et sans collectes de données régulières. Un grand nombre d'indicateurs présentés dans ce chapitre effleurent les cibles définies dans le 16e objectif et pourraient éclairer le débat sur leur mesure, notamment sur celles rencontrant les difficultés les plus saillantes. En outre, les *Lignes directrices de l'OCDE sur la mesure de la confiance* (OCDE, 2017a), publiées en automne 2017, sont indispensables à la production de statistiques de meilleure qualité dans ce domaine : elles examinent minutieusement ce que l'on sait de la qualité statistique des mesures actuelles de la confiance et proposent quelques questions-type que les offices nationaux de la statistique (ONS) sont invités à inclure dans leurs enquêtes. Ce modèle pourrait être repris dans d'autres domaines pour guider la production de statistiques officielles pertinentes pour le 16e Objectif. Ce chapitre va toutefois plus loin que les ODD : il s'intéresse aux personnes, à leurs opinions sur la gouvernance, et à l'influence des institutions publiques sur leur bien-être.

Chaque individu est en contact avec les institutions publiques tout au long de sa vie, qu'il s'agisse d'obtenir des papiers d'identité, de bénéficier de biens publics fournis par l'État, d'utiliser les services publics (écoles et hôpitaux publics), de voter, ou encore de porter plainte pour violation de droit. Dans l'esprit des citoyens, les institutions publiques sont censées créer les conditions favorables à leur épanouissement et à leur prospérité, être réceptives à leurs besoins, les aider dans certaines situations exceptionnelles, et s'acquitter efficacement de leurs fonctions. Quand les institutions ne répondent pas à ces attentes, quand elles sont perçues comme agissant dans l'intérêt d'une minorité d'individus puissants ou influents, leur légitimité est compromise, la confiance s'effondre et le bien-être des citoyens souffre. Moins bien lotie aujourd'hui qu'hier, la population voit alors s'affaiblir également la volonté collective de faire face aux enjeux de l'avenir. La défaillance de la gouvernance et la perte de confiance dans les institutions entraînent l'échec de la société tout entière.

Deux mécanismes principaux entrent en jeu dans la manière dont la gouvernance influe sur le bien-être de la population. D'une part, les institutions publiques devraient *garantir* les droits fondamentaux et les principes communs indispensables à la paix, à l'ordre social et au respect des droits de l'homme; de l'autre, ces institutions devraient *permettre* à chacun de tirer le meilleur parti de sa vie, en favorisant le développement économique et social par une prise de décision efficace et la fourniture de biens et services publics. Toutes les institutions publiques doivent leur légitimité au postulat que leurs actions garantissent les droits constitutionnels de ceux qu'elles gouvernent (Nussbaum, 2011). Le bon fonctionnement des institutions publiques renforce également le sentiment général de satisfaction des citoyens et leur confiance envers celles-ci, notamment en fournissant des services publics et en influant sur les perceptions individuelles de la qualité des processus démocratiques dans divers pays (Helliwell et al., 2014; Kim et Kim, 2012; Ott, 2010; Spence, 2011 et Dorn et al., 2007).

Ce chapitre est articulé comme suit. La prochaine section présente les enjeux conceptuels et méthodologiques posés par la définition et la mesure de la gouvernance, et

est suivie d'une synthèse des principales sources d'information actuellement disponibles dans ce domaine, ainsi que des indicateurs employés pour l'analyse empirique dont il est ici question. Pour chacun des aspects de la gouvernance sélectionnés, le chapitre présente ensuite des données sur les résultats moyens des pays de l'OCDE, sur les différences de ressenti et, dans certains cas, sur leurs rapports les uns avec les autres. Enfin, la dernière section répertorie quelques-uns des principaux déficits à combler pour produire des statistiques de gouvernance d'une qualité égale à celle d'autres données régulièrement produites par les offices de la statistique.

Définir et mesurer la gouvernance

Le concept de « gouvernance »[5] est employé dans de nombreux contextes, par différents acteurs et institutions. Plus couramment employé depuis les années 1990, le terme est souvent porteur d'un jugement normatif sur ce que signifie une « bonne gouvernance ». Par exemple, la notion de gouvernance est de plus en plus associée à la création de cadres institutionnels favorisant la croissance économique et le développement (Rothstein et Tannenberg, 2014), avec la diffusion de nouveaux modèles de gestion des affaires publiques, moins hiérarchiques et plus participatifs[6]. La notion de gouvernance a souvent été contestée, car considérée comme vague et générale (Plattner, 2013; Offe, 2009). Pourtant, chercheurs et organisations s'en sont servi pour désigner une pléthore de concepts différents et imbriqués englobant le système politique, la démocratie, l'état de droit, les droits de l'homme, les libertés, l'absence de discrimination, la transparence des procédures administratives, la participation des citoyens et des organisations de la société civile, la qualité des réglementations, l'efficacité des politiques et des mesures de lutte contre la corruption.

Les politologues ont également recensé divers critères de « bonne gouvernance », allant de notions étroites d'« impartialité » (un critère indépendant de la teneur des politiques – Rothstein et Teorell, 2008) et d'« efficacité » des décisions de l'État (la performance des pouvoirs publics en matière de fourniture de biens et services aux citoyens – Rotberg, 2014; Boardman, 2014) à des notions plus générales de « capacité de l'État » (à obtenir des résultats dans certains domaines, par exemple, politique macroéconomique, production de données de recensement, etc.), d'« autonomie bureaucratique » (par exemple, l'équilibre entre suivre la direction politique et éviter l'ingérence politique dans les détails de la gestion des affaires publiques), de qualité des procédures administratives (par exemple, personnel recruté au mérite par opposition au favoritisme – Holt et Manning, 2014), de « renforcement de l'État » (niveau d'imposition et professionnalisation de la bureaucratie), d'état de droit (les restrictions imposées au pouvoir exécutif), et de responsabilité (l'obligation des dirigeants politiques de répondre de leurs décisions lorsque les électeurs ou les organes constitutionnels le demandent – Fukuyama, 2014). Quelques politologues proposent des listes plus longues d'ingrédients précis de la bonne gouvernance[7]. Différentes organisations internationales définissent elles aussi la gouvernance, avec des points communs, mais aussi des différences (González et al., 2017). L'absence d'accord sur les définitions de la gouvernance et ses principaux ingrédients rend sa mesure très problématique.

Objectiver des concepts aussi complexes que celui de la gouvernance exige de définir un cadre de mesure clair. Pour « décortiquer » la gouvernance, González et al. (2017) proposent de distinguer trois grands domaines : 1) les « principes », qui traduisent les idéaux politiques et philosophiques définissant le mode de gouvernement de chaque société; 2) les « processus », c'est-à-dire la manière dont les ressources sont transformées en produits

(par exemple, les biens et services) par le travail des administrations publiques; et 3) les « résultats », qui expriment l'incidence des activités des institutions publiques, à tous les niveaux (politique et administratif), sur les citoyens. Ces trois grands domaines, à leur tour, englobent des aspects plus précis comme la confiance et la satisfaction à l'égard des services publics fournis dans le domaine « résultats », ou l'intégrité publique et les conditions d'association des parties prenantes dans le domaine « processus »[8].

Les différents domaines de la gouvernance doivent être théoriquement pertinents, mais aussi empiriquement mesurables. Le tableau 4.1 répertorie les aspects de la gouvernance examinés plus en détail dans ce chapitre. Toute sélection exige de limiter l'éventail des sujets abordés, et certains éléments à la fois pertinents et mesurables sont omis. Les processus administratifs (par exemple, les pratiques budgétaires ou les procédures de marchés publics), en particulier, sont peu couverts, car ils concernent le fonctionnement courant de l'administration publique plutôt que la gouvernance telle qu'elle est vécue par les citoyens, objet de ce chapitre. Qui plus est, un autre rapport phare de l'OCDE, *Panorama des administrations publiques* (OCDE, 2017c), présente une série détaillée d'indicateurs sur les processus administratifs.

Tableau 4.1. **Quelques domaines et aspects des statistiques de gouvernance**

Domaine	Question	Description	Quelques aspects
Principes	Quelles sont les valeurs qui déterminent le fonctionnement des institutions publiques ?	Le cadrage des actions de l'État selon des valeurs sociétales communes comme la démocratie (la **participation** et la **délibération**), l'action en faveur de l'**égalité** devant la loi et de la responsabilité	La participation politique (suffrage et autres formes de participation politique) La qualité de la démocratie (équité et liberté des élections, disponibilité d'information, participation directe) La représentation et l'accès à la sphère publique (composition des organes législatifs nationaux)
Processus	Comment les institutions publiques s'acquittent-elles de leur fonction ?	En prenant et en mettant en application des décisions qui engendrent la prospérité et garantissent une réglementation appropriée de la vie économique et sociale. En veillant à ce que les institutions publiques soient **cohérentes** (traitement égal de toutes les personnes, au fil du temps), **exactes** (utilisation d'informations courantes et justes), **corrigibles** (possibilité de revoir, de faire appel ou de redresser), **impartiales** (évitent les intérêts personnels ou les partis-pris idéologiques des fonctionnaires), **représentatives** (veillent à ce que tous les citoyens puissent participer à la prise de décision) et **éthiques** (les décisions doivent être conformes aux valeurs morales fondamentales et à l'éthique)	Les pratiques et procédures de budgétisation Les pratiques de gestion des ressources humaines Les marchés publics Les pratiques d'administration ouverte La planification et la coordination au Centre de gouvernement L'administration numérique **La participation des parties prenantes à l'élaboration des réglementations** **L'absence de corruption dans les institutions publiques**
Résultats	Pourquoi est-ce important ?	La fourniture de services qui améliorent la vie des gens, qui préservent la légitimité des institutions publiques et renforcent la représentation politique	La satisfaction à l'égard des services L'efficacité politique La confiance dans les institutions publiques

Certes, la relation entre les principes, les résultats et le bien-être est plus intuitive, et a été étudiée de plus près, mais certains auteurs soutiennent que les processus, notamment l'*utilité procédurale*, sont tout aussi importants pour améliorer le bien-être. Frey et al. (2004) définissent l'utilité procédurale comme *le bien-être tiré du fait de vivre et d'agir conformément à des processus institutionnalisés* qui répondent aux besoins d'autonomie (le désir de vivre sa vie en étant libre de décider de ses actes), d'affinité (le besoin de ressentir un lien avec les autres) et de compétence (la tendance naturelle à contrôler l'environnement et à se sentir capable et efficace). L'un des aspects les plus étudiés de l'utilité procédurale est l'*équité procédurale*, principe selon lequel la *manière* dont les services publics sont fournis (la procédure) est tout aussi importante que la *nature* des services (le résultat)[9]. C'est généralement aux

administrations publiques qu'il incombe d'observer des normes rigoureuses et les meilleures pratiques en matière de fourniture de services. Selon Pearce (2007), l'équité procédurale dans ce domaine influe sur l'impression qu'ont les usagers des services en question, la satisfaction qu'ils en tirent, le degré de confiance exprimé dans les institutions prestataires, et leur volonté de participer à leur amélioration. Par exemple, l'enquête 2016 sur le vécu et les impressions de la justice et des systèmes de justice en Angleterre et au pays de Galles interroge les participants sur les issues des processus juridiques et leur demande s'ils ont le sentiment que « *les cours et les tribunaux traitent toujours les deux parties équitablement, quel que soit leur milieu social, leur sexe, leur appartenance ethnique ou leur religion* »[10].

Choix des indicateurs et des sources de données pour mesurer la gouvernance

Le concept de gouvernance se prête à la production d'indicateurs selon différentes démarches. Les mesures proviennent généralement de documents administratifs, d'évaluations qualitatives d'aspects particuliers de la gouvernance fournies par des experts, ainsi que d'enquêtes auprès des ménages. Chaque source a des avantages et des inconvénients. Par exemple, s'il est vrai que les experts sont souvent les mieux placés pour évaluer divers aspects de la gouvernance demandant une connaissance approfondie du fonctionnement des institutions publiques et difficiles à mesurer par d'autres moyens, des problèmes se posent en ce qui concerne le choix des experts, l'intérêt et la légitimité des promoteurs/bailleurs des diverses initiatives de mesure, mais aussi l'accès aux méthodologies et leur description (Broome et Quirk, 2015).

Qui plus est, l'une des méthodologies couramment employées consiste à s'appuyer sur des indices composites regroupant des données diverses[11]. L'élaboration de mesures composites de la gouvernance implique de faire des choix : sur les données brutes à utiliser (par exemple, les enquêtes ou les évaluations d'experts), le type et le nombre d'experts consultés (universitaires, fonctionnaires), le poids à attacher à diverses mesures et dimensions, le traitement des données manquantes et les contrôles de la qualité à appliquer à l'indice final. Les rapports *Panorama des administrations publiques* de l'OCDE utilisent depuis longtemps des indicateurs composites pour les aspects de la gouvernance définis de façon restrictive (par exemple, la participation des parties prenantes à l'élaboration des règlements), en s'appuyant sur la méthodologie décrite dans OCDE (2017c).

Plusieurs enquêtes non officielles auprès des ménages (par exemple, l'Enquête sociale européenne, l'Enquête européenne sur la qualité de vie, l'Enquête mondiale sur les valeurs et les enquêtes Gallup World Poll) ont inclus des questions sur certains aspects particuliers de la gouvernance. Bien qu'aucune ne concerne spécialement la gouvernance, elles ont le double avantage de poser les mêmes questions dans tous les pays et de se prêter à l'analyse du lien entre la gouvernance et divers aspects du bien-être des personnes. Les récentes enquêtes comparatives analysant en profondeur des aspects particuliers de la gouvernance, sous forme d'études spéciales, témoignent de l'intérêt grandissant pour les statistiques de gouvernance fondées sur les enquêtes auprès des ménages. Par exemple, la 6e vague de l'Enquête sociale européenne, en 2012, comprenait un module spécial sur les « Compréhensions et évaluations de la démocratie par les Européens ». La Commission du développement régional de l'Union européenne a également financé l'Enquête européenne sur la qualité des administrations publiques, qui s'intéresse à la corruption et à la qualité des services (première vague conduite en 2010)[12].

Les indicateurs présentés ici ont été choisis en fonction de leur importance pour le bien-être des personnes qu'il soit théorique ou empirique. Pour éclairer les divers aspects de la

gouvernance, ce chapitre puise dans un large éventail de sources. Étant donné qu'il porte essentiellement sur les données comparatives connues d'un grand nombre de pays de l'OCDE, la plupart des informations présentées proviennent d'enquêtes auprès des ménages, notamment d'enquêtes sociales régulières ou spéciales. Elles sont complétées par des données d'évaluations d'experts (par exemple, participation des parties prenantes et divulgation des intérêts privés) et des données administratives (par exemple, participation électorale). Le tableau 4.2 décrit les sources d'information de ce chapitre et met en relief certaines caractéristiques clés de chacune : le type de données à la base des indicateurs, la

Tableau 4.2. **Sources statistiques pour les aspects de la gouvernance abordés dans ce chapitre**

Aspects	Sources	Type de données	Taille d'échantillon (enquêtes)	Population représentée	Pays de l'OCDE couverts	Fréquence	Dernière année connue
Suffrage et autres formes de participation politique	Base de données de l'IDEA	Documents administratifs	..	Population en âge de voter	35	Coïncident avec les élections nationales	2015 ou année des dernières élections
	Comparative Study of Electoral Preferences (CSEP)	Enquête post-élections	500-3 000	Population en âge de voter	22	Coïncident avec le cycle électoral de chaque pays	2011-16 selon l'année des élections
Qualité de la démocratie	Enquête sociale européenne (ESS)/ Module spécial	Enquête auprès des ménages	Entre 800 (pays de moins de 2 millions d'habitants) et 1 500	Population de 15 ans et plus	23	Semestrielle	2012
Représentation et accès à la sphère publique (composition des organes législatifs nationaux)	Comparative Candidate Survey (CCS)	Enquête auprès des candidats aux élections nationales	Pas précisée, dépend des autoréponses	Candidats ayant participé à l'enquête	11	Coïncide avec le cycle électoral de chaque pays	2014 ou dernières élections
Participation des parties prenantes à l'élaboration des réglementations	Enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS)	Enquête auprès des ménages	1 000-2 000	Personnes habituellement résidentes dans le pays	7	Tous les 4 ans	2012
	Questionnaire de l'OCDE sur les indicateurs réglementaires et les indicateurs composites	Évaluation d'expert	1 expert (coordonnateur)	...	35	Une fois sous sa forme courante	2014
Absence de corruption dans les institutions publiques	Gallup World Poll	Enquête auprès des ménages	1 000	Population de 15 ans et plus	32	Annuelle depuis 2016	2016
	Enquête de l'Indice européen sur la qualité de la gouvernance	Enquête auprès des ménages	Entre 800 et 8 500	Population de 18 ans et plus	19	2010 et 2013	2013
Satisfaction à l'égard des services	Gallup World Poll	Enquête auprès des ménages	1 000	Population de 15 ans et plus	35	Annuelle depuis 2016	2016
	Enquête de l'Indice européen sur la qualité de la gouvernance	Enquête auprès des ménages	Entre 800 et 8 500	Population de 18 ans et plus	19	2010 et 2013	2013
	World Justice Project (WJP), module de l'enquête sur la résolution des différends	Enquête auprès des ménages	1 000	Population de 18 ans et plus dans les 3 plus grandes villes de chaque pays	13	Annuelle (module spécial une fois seulement)	2016

Tableau 4.2. **Sources statistiques pour les aspects de la gouvernance abordés dans ce chapitre** *(suite)*

Aspects	Sources	Type de données	Taille d'échantillon (enquêtes)	Population représentée	Pays de l'OCDE couverts	Fréquence	Dernière année connue
Efficacité politique	Évaluation des compétences des adultes (OCDE)	Enquête auprès des ménages	5 000	Population de 16 à 65 ans	28	Une fois (chaque collecte de données incluait des pays différents)	2008-13 et 2012-16
Confiance dans les institutions publiques	Gallup World Poll	Enquête auprès des ménages	1 000	Population de 15 ans et plus	35	Annuelle depuis 2016	2006 et 2016
	Enquête sociale européenne	Enquête auprès des ménages	Entre 1 500 et 800	Population de 15 ans et plus	19	Semestrielle (enquête centrale et modules tournants spéciaux)	2002 et 2014

taille des échantillons, la population considérée et la fréquence des collectes de données. Dans quelques cas, la collecte de statistiques de gouvernance est normalisée et suit une périodicité bien établie (par exemple, les données sur la participation électorale de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale [IDEA] et les données sur la confiance de l'enquête Gallup World Poll). Dans d'autres cas, les données sont collectées à des fins d'études spéciales précises (par exemple, le module spécial de l'Enquête sociale européenne sur les « Compréhensions et évaluations de la démocratie par les Européens, l'Enquête européenne sur la qualité des administrations publiques, le module sur la résolution des différends du World Justice Project), sans garantie de continuité. La Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique (SHaSA)[13] est une importante initiative de collecte officielle de statistiques comparatives officielles sur la gouvernance, qui a conduit à l'élaboration de modules d'enquête sur la mesure de la paix, de la sécurité et de la gouvernance, et qui ont été appliqués par plus de 10 offices nationaux de la statistique africains (Razafindrakoto et Roubaud, 2015).

Les statistiques comparatives sur la gouvernance dans les pays de l'OCDE restent néanmoins limitées. Dans certains cas, différentes sources peuvent également aboutir à différentes conclusions sur les résultats des pays pour un aspect précis de la gouvernance, soulignant le manque de méthodologies établies et la nécessité d'un travail plus approfondi pour déterminer la série d'indicateurs la plus utile.

Données sur la gouvernance et le bien-être

Cette section présente le bilan des pays de l'OCDE relativement à certains aspects de la gouvernance, en puisant dans les sources indiquées au tableau 4.2. Les données présentées concernent certaines des dimensions répertoriées au tableau 4.1, relevant des trois domaines généraux que sont les « principes » (participation électorale, engagement politique, évaluations de la démocratie), les « processus » (participation des parties prenantes à l'élaboration de la législation, corruption) et les « résultats » (satisfaction à l'égard des services publics, efficacité politique, confiance dans les institutions publiques).

Principes

Participation électorale

La définition classique de la démocratie, selon la tradition athénienne, est « le gouvernement par le peuple ». Depuis sa création, la démocratie est plus facile à conceptualiser en théorie qu'à mesurer en pratique. Les théoriciens reconnaissent que le

concept est insaisissable, qu'il manque de précision et que sa signification a évolué tout au long de l'histoire (Bauman et Bordoni, 2014). En dépit de sa complexité, la démocratie est largement acceptée comme la « moins mauvaise » forme d'organisation sociale[14]; à son tour, la bonne gouvernance est reconnue comme indispensable au renforcement des principes et des institutions démocratiques (Rodrik, 2007). En outre, pour que les citoyens puissent vivre leur vie comme ils l'entendent, il faut élargir les capacités de liberté et de plein exercice de leurs droits dans la « sphère politique ». Selon le modèle du développement humain de Nussbaum, une vie digne, basée sur des droits et des garanties fondamentaux exige que les citoyens jouissent d'une latitude de choix des politiques qui les concernent (Nussbaum, 2010).

Dahl (1971) défend une conception minimaliste de la démocratie : les citoyens peuvent se gouverner eux-mêmes selon un cycle de participation et de contestation, qui implique l'organisation d'élections périodiques[15]. Dans tous les pays de l'OCDE, le droit de vote est universel, c'est-à-dire accordé à presque tous les citoyens[16]. L'exercice ou non de ce droit par les citoyens varie cependant considérablement d'un pays à l'autre. Pour certains pays où le vote est obligatoire (par exemple, l'Australie et la Belgique), la participation électorale, en proportion de la population en âge de voter, dépasse 90 %. Dans d'autres, où un large éventail de questions de société sont réglées par le biais de référendums et où les mécanismes de participation directe sont solides (par exemple, la Suisse), la participation aux élections législatives n'atteint pas 50 %.

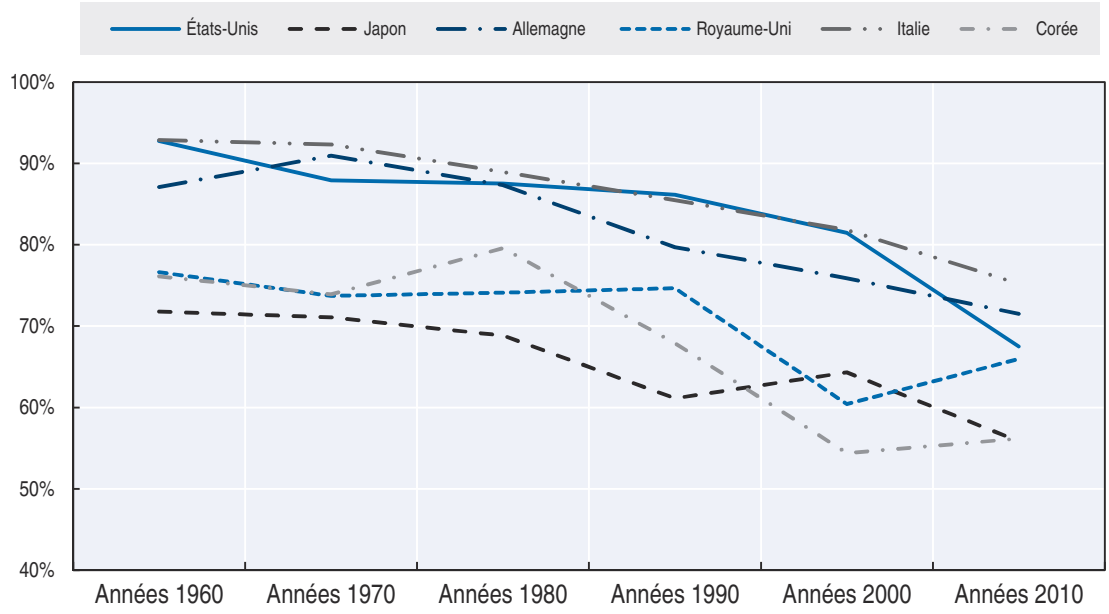
Le malaise démocratique en œuvre dans un grand nombre des démocraties établies du monde se manifeste, entre autres, par le déclin de la participation électorale sur longue durée (Bauman et Bordoni, 2014)[17]. Le graphique 4.1 illustre la participation électorale en proportion de la population en âge de voter, pour les élections législatives dans six grands pays de l'OCDE depuis les années 1960. Les données sont extraites de la base de données de l'IDEA, la plus complète collection internationale de données sur la participation électorale aux élections présidentielles et législatives. Ces données, tirées de documents administratifs, font apparaître une tendance généralisée à la baisse, qui est également établie par diverses autres études (par exemple, Delwit, 2012; IDEA, 2016). Une plus faible participation électorale révèle que moins de citoyens comptent sur le suffrage pour influencer les décisions politiques; certains chercheurs y voient l'effet combiné de déceptions vis-à-vis de la démocratie (Rothstein et Tannenberg, 2014) et d'une érosion de la confiance dans les institutions (Grönlund et Stäelä, 2007).

Le taux de participation électorale varie considérablement selon les caractéristiques des personnes. Le graphique 4.2 illustre la participation électorale autodéclarée des membres de différents groupes démographiques et socioéconomiques, dans tous les pays de l'OCDE et à deux moments (coïncidant avec les élections tenues, respectivement, pendant les périodes 2006-11 et 2011-16). Les données proviennent d'enquêtes demandant aux participants s'ils ont voté à une élection récente. Elles sont collectées par la *Comparative Study of Electoral Systems* (CSES), un programme de recherche international qui recueille des données comparables sur les élections à partir d'auto-déclarations des participants à des enquêtes menées à la suite de grandes élections.

Pour la période la plus récente, environ 80 % de la population en âge de voter dans les pays de l'OCDE déclare avoir voté à des élections tenues entre 2011 et 2016, soit un taux de participation global comparable à celui de la période entre 2006 et 2011[18]. Le taux de participation électorale augmente de façon monotone avec l'âge; il gagne environ 17 points de pourcentage entre les 18-24 ans et les 65 ans ou plus. Cependant, l'écart de participation

Graphique 4.1. **Le taux de participation aux élections nationales est en déclin constant dans la majorité des pays de l'OCDE**

Votes enregistrés, en proportion de la population en âge de voter



Note : Les données concernent les élections législatives de tous les pays à l'exception des États-Unis (élection présidentielle). Le taux de participation électorale est exprimé sous forme de rapport entre le nombre de votes enregistrés par les autorités électorales nationales et la population en âge de voter. Quand deux élections ou plus ont eu lieu dans la même décennie, les données correspondent à la moyenne de toutes les élections tenues dans cette décennie.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur les données relatives à la participation électorale de l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) (2017), *www.idea.int/data-tools/data/voter-turnout*.

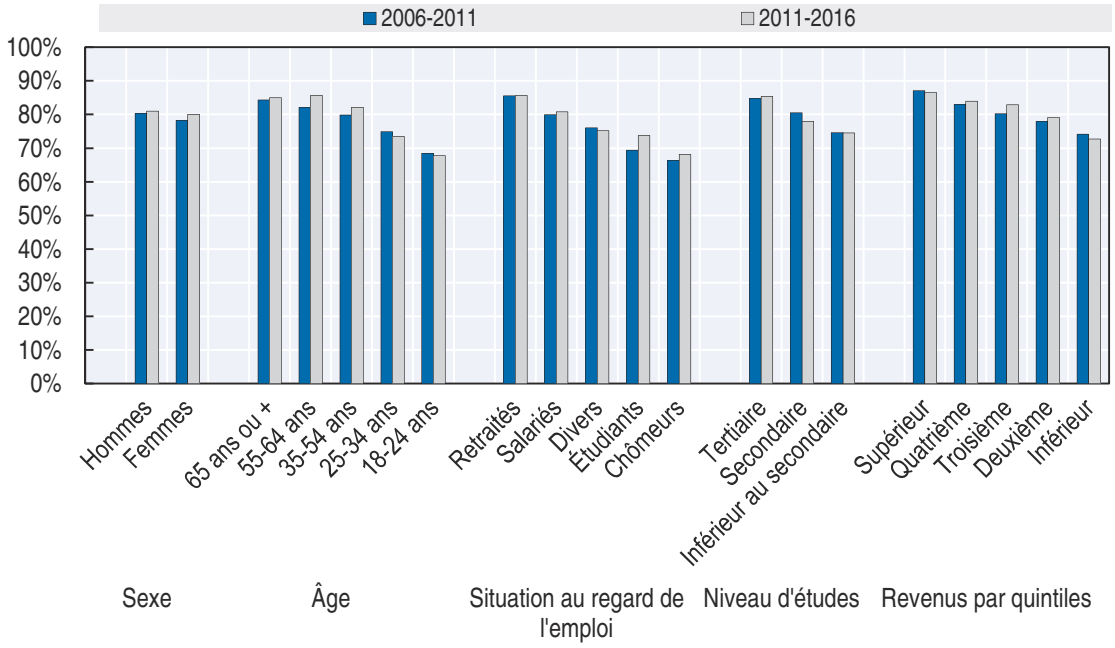
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676106

entre les hommes et les femmes s'est amoindri entre 2006 et 2011 au point que celui-ci devienne nul, en moyenne, pour les pays de l'OCDE.

On constate également d'importantes différences de taux de participation électorale en fonction de la situation socioéconomique des personnes. En règle générale, les travailleurs votent plus que les chômeurs, les étudiants et autres catégories[19] (à raison d'un écart de 13, 6 et 7 points de pourcentage, respectivement). Constat plus frappant, le taux de participation électorale des personnes appartenant au quintile supérieur de la répartition des revenus dépasse de 14 points de pourcentage celui des personnes du quintile inférieur. Ce décalage augmente en moyenne d'un point de pourcentage dans la période la plus récente et dépasse 25 points de pourcentage aux États-Unis (34 points), au Royaume-Uni (32 points) et au Portugal (29 points). Dans le même ordre d'idées, le décalage de taux de participation électorale entre les personnes qui ont fait des études supérieures et celles dont le niveau d'éducation est inférieur au secondaire est de 11 points de pourcentage en moyenne[20]; il dépasse 25 points en République slovaque (38 points), en République tchèque (34 points) et aux États-Unis (27 points). Au total, entre 2006-11 et 2011-16, le taux de participation électorale a augmenté chez les étudiants (4.4 points de pourcentage) et les personnes de 55 à 64 ans (3.6 points de pourcentage), tandis qu'il diminué dans les segments les moins instruits et les plus pauvres de la population[21].

Graphique 4.2. **Les personnes qui ont fait peu d'études, les jeunes et les bas salaires ont moins tendance à voter**

Taux de participation électorale auto-déclaré moyen de l'OCDE, en pourcentage de la population, par caractéristiques démographiques et socioéconomiques



Note : Les données sont indiquées par ordre décroissant des chiffres de la période 2006-11. La moyenne de l'OCDE est la moyenne simple obtenue à partir des données connues de 25 pays et exclut la Belgique, le Chili, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Hongrie, l'Italie, la Lettonie, le Luxembourg et les Pays-Bas. Les données sur les élections nationales concernent les élections qui attirent le plus grand nombre de votants et qui, sauf indication contraire, sont des élections législatives à la Chambre basse. Les données des États-Unis, de la France et du Mexique concernent l'élection présidentielle. Les données de l'Australie correspondent à une moyenne des élections à la Chambre haute et à la Chambre basse. En fonction de la disponibilité de données, celles du Japon correspondent aux élections à la Chambre haute.
Source : *Comparative Study of Electoral Preferences* (CSES) modules 2, 3 et 4, *www.cses.org/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676125

Autres formes de participation politique

Outre l'acte de voter, les citoyens participent à la vie de leur collectivité de diverses façons. Cette participation peut être déclinée en activités communes/civiques et en activités politiques (Uslaner et Brown, 2003); c'est-à-dire en travail bénévole et don de temps pour les premières (Barnes et Kaase, 1979) et en participation aux activités politiques pour les dernières (centre d'intérêt de cette section)[22]. L'importance de ces types d'activités pour le bien-être individuel est soulignée par Sen (1999), qui reconnaît la voix politique comme faisant partie des libertés et des droits fondamentaux qui comptent aux yeux des citoyens. Qui plus est, les individus qui participent aux décisions politiques ont plus de chances de cautionner celles qu'ils jugent justes; cela pourrait aussi contribuer directement à leur sentiment de bien-être (Frey et Stutzer, 2006) et à leur raison de vivre (Veenhoven, 1988; Inglehart, 1990; Flavin et Keane, 2011).

Boarini et Díaz (2015) emploient une typologie adaptée d'Ekman et Amna (2009) pour distinguer deux grandes formes de participation politique : les *formes manifestes*, qui impliquent une action directe visant à influencer les décisions et les actions politiques; et les *formes latentes*, qui, sans être délibérées ni explicites, aboutissent quand même à des formes observables de participation. À l'intérieur de ces catégories générales, la typologie différencie également les formes de participation individuelles et collectives; la participation

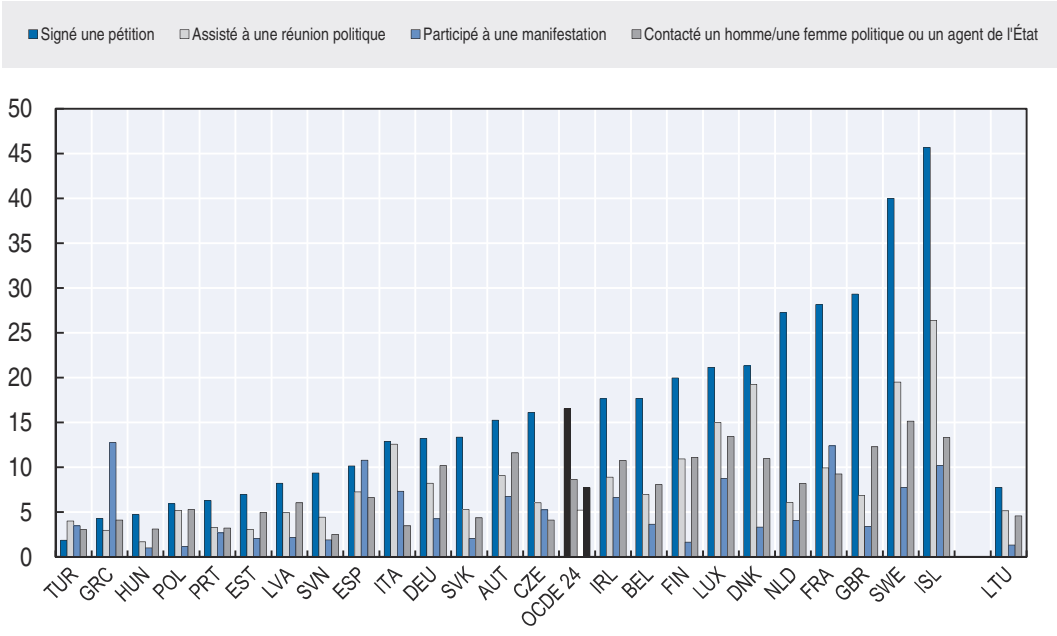
formelle et le comportement protestataire, dans le cas de la participation manifeste; la mobilisation et l'engagement, dans le cas de la participation latente.

Il serait intéressant de savoir si les différentes formes de participation politique enregistrent un déclin comparable à celui de la participation électorale, illustré par le graphique 4.2. Van Biezen, Mair et Poguntke (2012) constatent une baisse des adhésions aux partis politiques dans tous les pays européens. À partir des données des six vagues de l'Enquête sociale européenne, Boarini et Díaz (2015) font ressortir que ce déclin affecte toutes les formes de participation politique, à différents degrés, et s'explique en grande partie par le remplacement générationnel[23]. Les auteurs, cependant, soulignent aussi la nécessité d'étudier les formes plus nouvelles de participation politique, souvent latentes ou non manifestes, qui pourraient être plus répandues parmi les plus jeunes générations. De même, l'IDEA (2016) attire l'attention sur le fait que, pendant que la participation électorale diminuait, d'autres formes d'activisme citoyen s'amplifiaient; en témoignent la vague de « mouvements d'occupation » au début des années 2010 et l'utilisation accrue des réseaux sociaux comme nouveaux cadres de mobilisation politique.

Jusqu'à présent, les enquêtes auprès des ménages se sont surtout concentrées sur les formes manifestes de participation politique. En puisant dans l'Enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS), qui contient l'une des séries les plus complètes de questions sur le sujet[24], le graphique 4.3 illustre certaines formes de mobilisation politique (par exemple, la part de la population indiquant avoir récemment participé à quatre types d'activités politiques). De toutes ces formes, la plus répandue dans les pays européens est la signature de

Graphique 4.3. **Personnes ayant participé à des formes manifestes d'activité politique dans les 12 derniers mois**

Pays européens, pourcentages, 2012



Note : Les données sont classées par ordre croissant du pourcentage de la population ayant signé une pétition. La moyenne de l'OCDE est la moyenne simple obtenue à partir des données connues de 24 pays et exclut l'Australie, le Canada, le Chili, la Corée, les États-Unis, Israël, le Japon, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande et la Suisse.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur la 3e vague de l'Enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS), *www.eurofound.europa.eu/fr/surveys/european-quality-of-life-surveys*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676144

pétitions, notamment en ligne. Environ 17 % de la population signale cette activité, les chiffres variant de plus d'un tiers en Suède et en Islande, à moins de 5 % en Grèce, en Hongrie et en Turquie. D'autres formes de participation politique existent, mais elles sont moins répandues et obligent les citoyens à assumer un rôle plus actif. Seulement 5 % des habitants des pays illustrés signalent avoir participé à une manifestation; ils sont plus nombreux (plus de 10 %) en Espagne, en France, en Grèce et en Islande, mais beaucoup moins (moins de 2 %) en Finlande, en Hongrie et en Slovénie. Moins de 8 % des personnes interrogées indiquent avoir contacté un homme/une femme politique ou un fonctionnaire de l'État (outre le contact routinier dû à l'utilisation des services publics) ; ce chiffre varie de plus de 12 % en Grande-Bretagne, en Islande, au Luxembourg et en Suède, à moins de 4 % en Hongrie, en Italie, en Slovénie et en Turquie. La participation à des réunions organisées par les syndicats, les partis ou les groupes politiques est la plus forte (environ 20 % ou plus) au Danemark, en Islande et en Suède, autant de pays où une proportion importante de la population est syndiquée.

Évaluations de la démocratie

Depuis le 19e siècle et les travaux de Tocqueville, la notion de démocratie est associée aux concepts d'égalité et de jouissance générale d'un ensemble de droits et d'obligations. Dans ce contexte, l'utilité d'élections compétitives dépend de conditions complémentaires, comme l'autonomie d'association, l'existence d'autres sources d'information et la liberté d'expression (Dahl, 1971; Norris, 2012), mais aussi de notions plus générales de justice distributive (Held, 2006). Un grand nombre des conditions généralement considérées comme indispensables à des démocraties de qualité ont une longue tradition historique et sont incluses dans la Déclaration universelle des droits de l'homme[25].

Si l'idée que la démocratie englobe un ensemble d'éléments divers fait généralement l'unanimité, les opinions quant à la nature de ces éléments sont plus variées (Geissel, Kneuer et Lauth, 2016). Dans ce contexte, la mesure de la démocratie a fourni un terreau fertile aux évaluations d'experts (encadré 4.1). Par exemple, deux indices de démocratie (Polity2 et l'indice de démocratie de Vanhanen) sont employés dans *How Was Life ?* (Van Zanden et al., 2014) pour apprécier le rythme de la démocratisation dans différentes régions du monde. Les deux mesures, bien qu'elles se fondent sur des interprétations théoriques différentes de la démocratie, indiquent que le monde s'est démocratisé aux 19e et 20e siècles, mais à un rythme et à des moments différents selon les pays et les régions du monde.

Plusieurs controverses entourent les travaux de recherche sur la mesure de la démocratie, résumées par un récent numéro spécial de l'*International Political Science Review* (Geissel, Kneur et Lauth, 2016) : premièrement, le nombre d'aspects couverts par la démocratie (opposition des notions de démocratie minimale [*thin democracy*] et de démocratie générale [*thick democracy*]) et leurs interdépendances; deuxièmement, les mesures de la qualité de la démocratie devraient-elles inclure une dimension « produit » ? (selon certaines démarches, la qualité de la démocratie devrait être jugée du point de vue non seulement des règles et procédures, mais aussi de la production) ; troisièmement, faut-il prendre en considération, et comment, l'aspect des moyens numériques? (de plus en plus reconnus comme facteur déterminant des processus démocratiques); enfin, la conceptualisation et la mesure de certains aspects de la démocratie, dont l'efficacité de l'État et l'état de droit, ont été particulièrement controversées. Certains auteurs les traitent comme indispensables à la démocratie, d'autres comme des attributs.

Les mesures de la démocratie produites par le biais d'enquêtes auprès des ménages en Europe ne sont généralement pas allées plus loin que des questions sur la satisfaction

Encadré 4.1. **Mesures composites des régimes politiques**

Les mesures de la démocratie fondées sur des évaluations d'experts éclairent depuis longtemps le débat public. Elles sont employées à deux fins (Lauth, 2004) : premièrement, pour déterminer si oui ou non un pays est une démocratie; deuxièmement, pour établir le degré de vraie démocratie. Quelques exemples des principales mesures composites des régimes politiques :

- Les indices des droits politiques et des libertés civiles de **Freedom House** sont des classements numériques (accompagnés de textes descriptifs) de 195 pays et 15 territoires. Les indicateurs, produits depuis 1972, sont fondés sur les évaluations d'analystes qui effectuent des recherches sur le terrain, consultent des professionnels locaux, recueillent et analysent des informations obtenues dans des articles de presse, mais aussi auprès d'ONG, de pouvoirs publics et autres sources.
- **Polity IV** est la quatrième phase d'un projet dirigé par la Colorado State University, qui classe les systèmes politiques entre deux extrêmes : l'autocratie et la démocratie. Elle couvre 167 États indépendants entre 1800 et 2015. Les données sont générées par une codification experte fondée sur une interprétation subjective de monographies historiques et autres sources. Le projet Polity est articulé en six composantes qui enregistrent les principales qualités du recrutement au sein du pouvoir exécutif, les limites imposées à l'autonomie de l'exécutif, et la compétition politique. L'indice le plus utilisé est l'échelle Polity, qui combine les résultats sur les indices de démocratie et d'autocratie en un seul indicateur de régime.
- Le projet **Varieties of Democracy** (V-Dem), dirigé par l'Institut Kellog (Université de l'Indiana) et l'université de Göteborg (Suède), a élaboré un ensemble exhaustif d'indicateurs de la démocratie et des systèmes politiques dans divers pays. À son niveau le plus global, fondé sur les catégories proposées par Coppedge et al. (2011), V-Dem produit sept indices composites mesurant ce que la théorie considère comme les types les plus importants de démocratie : 1) électorale, 2) libérale, 3) majoritaire, 4) consensuelle, 5) participative, 6) délibérative et 7) égalitaire. Le projet s'appuie sur des experts des pays qui répondent à un questionnaire détaillé et codent plusieurs variables, donnant ainsi des classements subjectifs de caractéristiques latentes de la démocratie.
- Le **Baromètre de la démocratie** est un projet réalisé en commun par l'université de Zürich et le Centre de recherche en sciences sociales de Berlin. Il évalue la qualité de 30 démocraties établies en partant du principe qu'un système démocratique devrait créer un bon équilibre entre les valeurs normatives de liberté et d'égalité, et que cela requiert un contrôle. Pour garantir ces fonctions démocratiques, neuf principes doivent être observés : 1) l'existence de libertés individuelles (le droit à l'intégrité physique et le droit à vivre sa vie librement); 2) l'état de droit (l'égalité devant la loi et la qualité du système juridique); 3) l'existence d'une sphère publique (la liberté de réunion et la liberté d'opinion); 4) la compétition électorale (la vulnérabilité ou l'incertitude du résultat électoral et la contestabilité ou les stipulations que les candidats doivent respecter); 5) les restrictions mutuelles (les freins et contrepoids entre l'exécutif et le législatif; les contrôles judiciaires et le degré de fédéralisme et/ou d'autonomie budgétaire infranationale); 6) les capacités des pouvoirs publics (les ressources de l'État et les conditions d'une utilisation efficiente); 7) la transparence (pas de secret des représentants politiques et des dispositions en faveur d'un processus politique transparent); 8) la participation politique et 9) la représentation (la représentation concrète ou la compatibilité entre les représentés et leurs représentants, et la représentation descriptive ou la représentation des minorités). L'indice est fondé sur 105 indicateurs issus de bases de données existantes (données d'experts et enquêtes auprès des ménages) produits ou calculés par l'équipe de projet à partir de divers types de documents et d'informations.

générale de la population à l'égard de la démocratie. Un module tournant spécial sur les « Compréhensions et évaluations de la démocratie par les Européens » est toutefois inclus dans la 6e vague de l'Enquête sociale européenne (ESS). Il présente des données comparatives sur les perceptions de l'importance de chaque composante de la démocratie dans les divers pays, ainsi que sur l'idée que se font les citoyens du bilan de leur pays pour

chaque composante[26]. Cette enquête s'appuie sur une classification de la démocratie proposée par Ferrín et Kriesi (2016), qui distingue trois types théoriques : la démocratie libérale, la démocratie sociale et la démocratie directe (encadré 4.2).

Encadré 4.2. **Mesures de la qualité de la démocratie dans l'Enquête sociale européenne**

Le module tournant de l'ESS « Compréhensions et évaluations de la démocratie par les Européens » impliquait la sélection d'un grand nombre d'aspects liés à la démocratie. Suivant la typologie proposée par Ferrín et Kriesi (2016) et élaborée par Gómez et Palacios (2016), ces éléments sont regroupés en trois grandes catégories, correspondant chacune à une série précise de questions de l'enquête. Pour chacun de ces éléments, deux questions sont posées : une première sur l'importance de chaque composante pour une démocratie qui fonctionne bien, et une deuxième pour apprécier le fonctionnement de ces éléments dans chaque pays.

Les trois catégories de démocratie étudiées par l'ESS correspondent à des caractéristiques différentes théoriquement associées au concept de démocratie. La variante **libérale** de la démocratie comprend une composante électorale (les caractéristiques du processus électoral, notamment la réactivité, la responsabilité verticale et l'ouverture à tous) et une composante libérale (l'existence de libertés civiles et d'une sphère publique qui fonctionne). La variante fondée sur la **justice sociale** attribue à l'État la responsabilité de garantir non seulement l'égalité devant la loi, mais aussi les moyens matériels nécessaires à la pleine jouissance des droits accordés, ajoutant ainsi une notion de justice distributive aux droits sociaux et économiques généraux. Enfin, la **démocratie directe** concerne les mécanismes de participation directe à la prise de décision, qui s'éloignent du modèle de démocratie représentative.

Les trois types de démocratie sont évalués par le biais de questions d'enquête différentes. La **démocratie libérale** est mesurée par des questions demandant si : 1) l'opposition est libre de critiquer le gouvernement; 2) les élections sont libres et équitables; 3) les électeurs peuvent participer librement au débat politique; 4) le gouvernement tient compte des avis d'autres pays (européens); 5) les partis politiques sont différenciés; 6) les partis au pouvoir sont sanctionnés en cas de mauvais résultats; 7) les gouvernements expliquent leurs décisions aux électeurs; 8) les médias sont libres de critiquer le gouvernement; 9) les droits des groupes minoritaires sont protégés; 10) les médias donnent des informations fiables pour juger le gouvernement; et 11) les tribunaux traitent tout le monde de manière équitable. La **justice sociale** est mesurée par des questions demandant si les pouvoirs publics : 1) protègent tous les citoyens contre la pauvreté; et 2) prennent des mesures pour réduire les inégalités de revenus. Enfin, la **démocratie directe** est évaluée par des questions demandant si les citoyens ont le dernier mot sur les enjeux politiques les plus importants en votant directement par référendum sur ces questions.

La satisfaction des citoyens à l'égard du bilan des institutions démocratiques de leur pays en Europe relativement à ces aspects est présentée au tableau 4.3 pour différents groupes socioéconomiques[27]. Le groupe en caractères gras est le groupe de référence pour les comparaisons. Sur une échelle de 0 à 10 (0 correspondant à la plus faible évaluation et 10 à la plus forte), différents éléments de la démocratie sont, en moyenne, notés différemment par les habitants des pays européens, en réponse aux questions : « Dites-moi dans quelle mesure vous diriez que les propositions suivantes s'appliquent : les élections sont libres et

Tableau 4.3. **Satisfaction des Européens à l'égard d'éléments de la démocratie, par caractéristiques démographiques et socioéconomiques, 2012**

Échelle (0-10)	Les élections sont libres et équitables		Les médias donnent des informations fiables		Les différences de revenus sont réduites		Possibilités de participation directe	
	Moyenne	(ET)	Moyenne	(ET)	Moyenne	(ET)	Moyenne	(ET)
22 pays de l'OCDE (Europe seulement)	7.6	(0.01)	6.1	(0.01)	4.2	(0.01)	5.1	(0.02)
Sexe								
Hommes	**7.8**	**(0.02)**	**6.2**	**(0.02)**	**4.4**	**(0.02)**	**5.1**	**(0.02)**
Femmes	7.4**	(0.02)	6.0**	(0.02)	4.1**	(0.02)	5.1	(0.02)
Âge								
55-64 ans	**7.7**	**(0.03)**	**6.1**	**(0.03)**	**4.1**	**(0.04)**	**5.2**	**(0.04)**
18-24 ans	7.5**	(0.04)	6.0**	(0.04)	4.6**	(0.04)	5.2	(0.05)
25-34 ans	7.4**	(0.04)	5.9**	(0.03)	4.2	(0.04)	4.9**	(0.04)
35-54 ans	7.6**	(0.02)	6.1	(0.02)	4.1	(0.02)	5.0**	(0.03)
Niveau d'études								
Tertiaire	**8.1**	**(0.02)**	**6.1**	**(0.02)**	**4.5**	**(0.03)**	**4.9**	**(0.03)**
Secondaire	7.4**	(0.02)	6.1*	(0.02)	4.1**	(0.02)	5.2**	(0.02)
Inférieur au secondaire	7.3**	(0.02)	6.1	(0.02)	4.2**	(0.03)	5.3**	(0.03)
Situation au regard de l'emploi								
Salariés	**7.7**	**(0.02)**	**6.1**	**(0.02)**	**4.2**	**(0.02)**	**5.0**	**(0.02)**
Chômeurs	6.8**	(0.06)	5.9**	(0.05)	3.7	(0.06)	4.8**	(0.06)
Retraités	7.6**	(0.03)	6.2**	(0.03)	4.2	(0.03)	5.2**	(0.03)
Étudiants	7.7	(0.04)	6.1	(0.04)	4.8	(0.04)	5.4**	(0.05)
Autres	7.5**	(0.04)	6.2**	(0.04)	4.2	(0.04)	5.3**	(0.05)
Revenu								
Quintile supérieur	**8.1**	**(0.03)**	**6.2**	**(0.03)**	**4.5**	**(0.04)**	**5.0**	**(0.02)**
Quintile inférieur	7.2**	(0.03)	6.1**	(0.03)	4.1**	(0.04)	4.8**	(0.06)
Deuxième quintile	7.4**	(0.03)	6.2	(0.03)	4.2**	(0.03)	5.2**	(0.03)
Troisième quintile	7.7**	(0.03)	6.2	(0.03)	4.4**	(0.03)	5.4**	(0.05)
Quatrième quintile	8.0**	(0.03)	6.3	(0.03)	4.4**	(0.03)	5.3**	(0.05)

Note : Les catégories en caractères gras correspondent aux groupes de référence pour les comparaisons. * indique que les différences sont statistiquement significatives au seuil de 90 %; ** indique que les différences sont statistiquement significatives au seuil de 95 %. La moyenne de l'OCDE est la moyenne simple obtenue à partir des données connues des 22 pays européens de l'OCDE figurant au graphique 4.4.
Source : Calculs de l'OCDE fondés sur la 6e vague de l'Enquête sociale européenne (ESS) (module tournant spécial relatif aux évaluations par les citoyens de différents éléments de démocratie), *www.europeansocialsurvey.org/download.html?file=ESS6e02_3&y=2012*.
StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933676163*

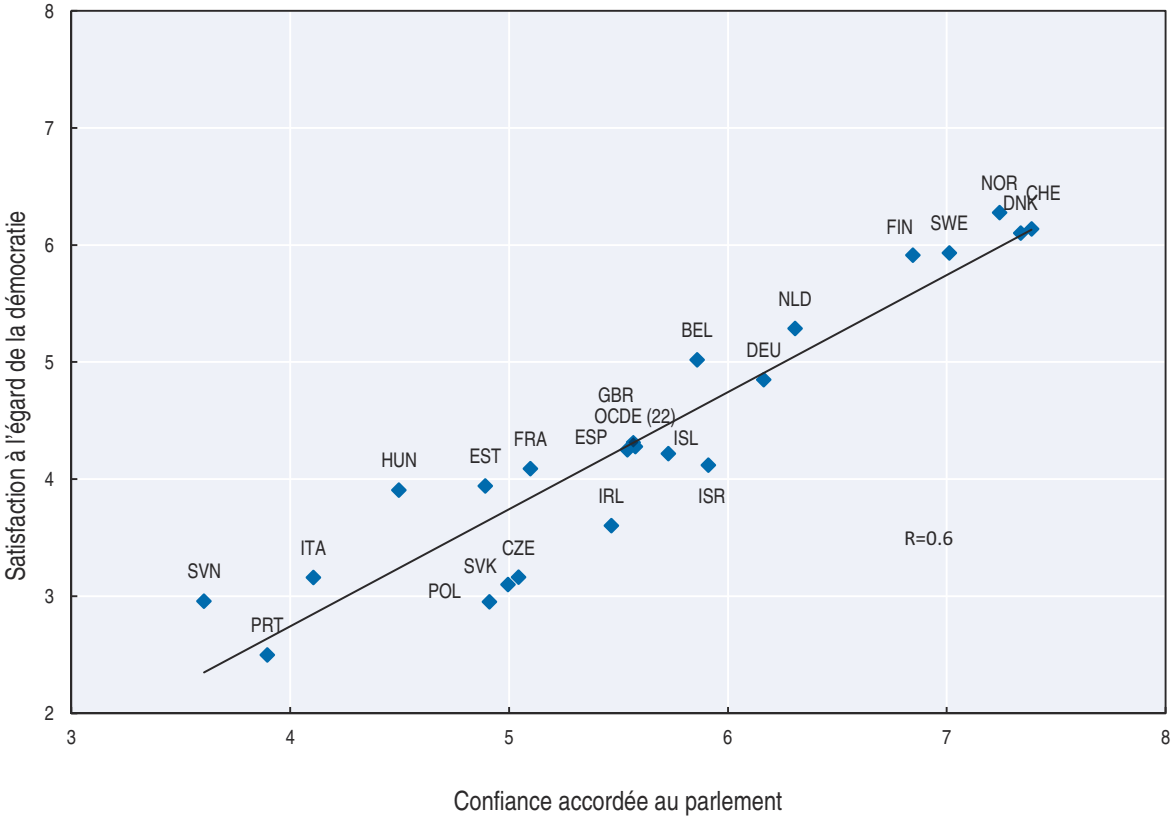
équitables/les médias sont libres de critiquer le gouvernement/le gouvernement prend des mesures pour réduire les différences de revenus/les citoyens ont le dernier mot sur les enjeux politiques les plus importants en votant directement par référendum sur ces questions ». En moyenne, dans les 23 pays considérés, le plus haut niveau de satisfaction (7.6) concerne la conduite d'élections libres et équitables, suivie par la fiabilité des informations fournies par les médias sur le gouvernement (6.1); deux ingrédients d'une conception libérale de la démocratie. Inversement, le plus faible niveau de satisfaction concerne la réalisation des objectifs de justice sociale par la démocratie dans le pays : les mesures prises par le gouvernement pour réduire les inégalités (4.2), suivies par le recours à la participation directe à la prise de décision (5.1)[28].

Le degré de satisfaction à l'égard de la démocratie varie aussi considérablement selon les caractéristiques démographiques et socioéconomiques des participants à l'enquête. À l'exception des mécanismes de participation directe, les hommes sont plus satisfaits que les femmes du fonctionnement de la démocratie et les différences moyennes sont statistiquement significatives. En moyenne, les plus riches sont plus satisfaits que les plus pauvres de la liberté et de l'équité des élections, de la fiabilité des informations fournies

par les médias pour évaluer le gouvernement, et des mesures prises par le gouvernement pour réduire les inégalités. Les 18 à 25 ans sont plus satisfaits que les 55 à 64 ans des mesures prises par le gouvernement pour réduire les différences de revenus. Les chômeurs sont invariablement moins satisfaits que les salariés pour toutes les composantes de la démocratie, à l'exception des mesures prises par le gouvernement pour réduire les différences de revenus, bien que l'écart ne soit pas statistiquement significatif.

Dans les pays européens, un lien positif existe entre la satisfaction à l'égard de la démocratie et la confiance dans le pouvoir législatif (graphique 4.4). Bien que l'on manque de données pour établir le caractère causal de cette relation, ce lien positif est important : selon Ferrín (2016), la question « dans l'ensemble, êtes-vous satisfait ou pas satisfait de la manière dont la démocratie fonctionne dans votre pays? » donne une mesure fiable de ce que pensent les participants du fonctionnement des éléments libéraux de la démocratie. Le parlement, pour sa part, est l'institution centrale de tout système démocratique et, par conséquent, maintenir la confiance dans sa capacité à adopter le comportement positif attendu de lui est essentiel pour préserver la légitimité et la durabilité des systèmes politiques.

Graphique 4.4. **Satisfaction des Européens à l'égard de la démocratie et confiance accordée au parlement, 2012**



Note : Le coefficient de corrélation de Pearson permet d'analyser la force de la relation entre deux variables ou ensembles de données. Cette méthode veut que l'on suppose une distribution normale des données et une relation attendue entre les variables linéaires. Une corrélation forte entre les deux éléments indique une relation forte entre les deux variables. Dans le cas du graphique ci-dessus, le coefficient de corrélation de Pearson est de 0.6, qui est significatif au seuil de 0.01. 22 pays européens disposant de données sont considérés dans l'échantillon. La moyenne de l'OCDE est la moyenne simple obtenue à partir des données connues des 22 pays.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur la 6e vague de l'Enquête sociale européenne (ESS) (module tournant spécial sur les évaluations par les citoyens de différents éléments de démocratie), *www.europeansocialsurvey.org/download.html?file=ESS6e02_3&y=2012*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676182

Néanmoins, en Europe, le parlement fait partie des institutions auxquelles les citoyens font le moins confiance, comparé au système judiciaire, à la police et à d'autres institutions[29]. Ce constat est aussi manifeste en dehors de l'Europe, où des enquêtes auprès des ménages recueillent des données sur la confiance (par exemple, l'enquête Gallup World Poll). À la question « sur une échelle de 0 à 10, quelle confiance vous faites, personnellement, au pouvoir législatif dans votre pays? », les participants à l'ESS donnent une réponse moyenne de 4.3 (la plus faible de toutes les institutions considérées).

Composition des organes législatifs nationaux

Plusieurs auteurs ont récemment soutenu que les inégalités de revenus engendrent des inégalités politiques pouvant se répercuter sur un plus large éventail de résultats sociaux (Deaton, 2013 ; Stiglitz, 2015). Cette influence est susceptible d'être transmise par la représentation inégale de la population en âge de voter dans les organes législatifs nationaux.

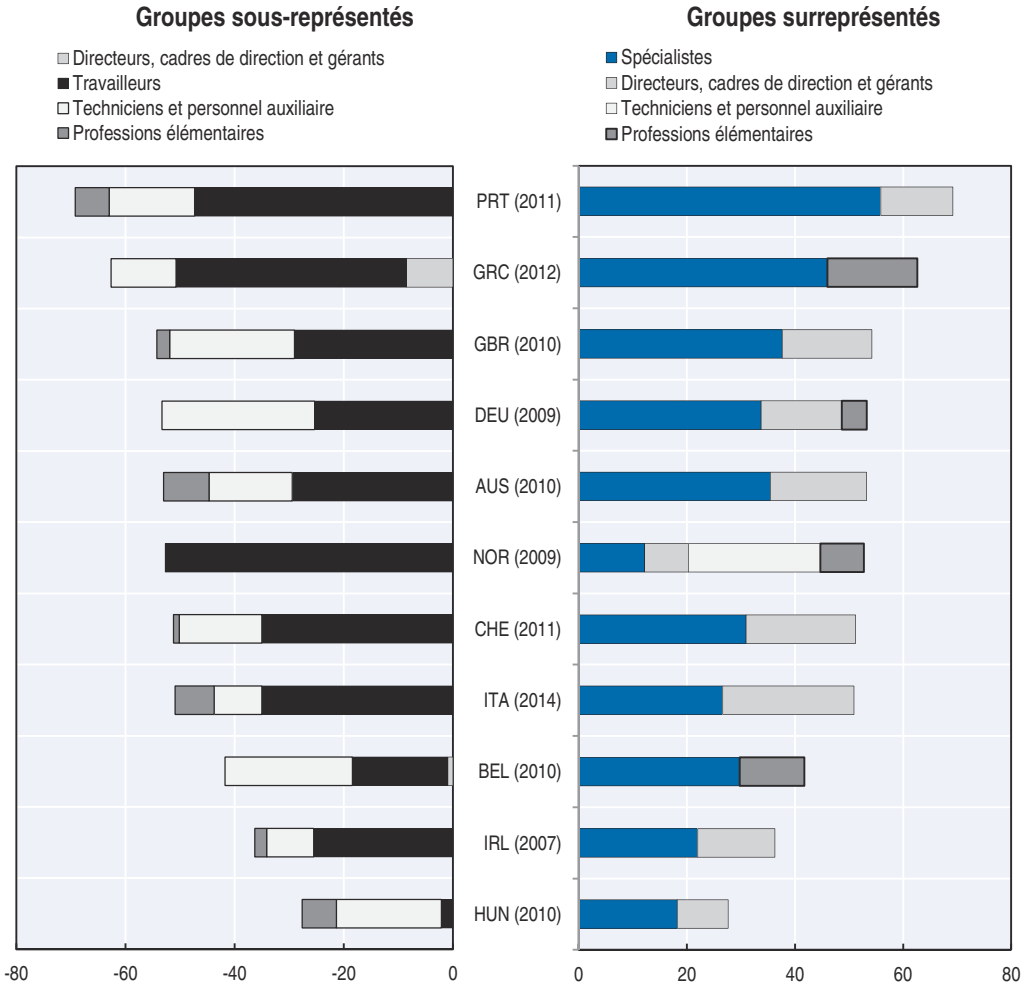
Depuis quelque temps, la représentation des femmes[30] (et des minorités) aux parlements nationaux suscite un vif intérêt, en raison d'études révélant que les écarts de représentation des femmes dans les décisions aboutissent souvent à des différences de résultats[31]. Cependant, les recherches constatent également l'existence de différences systémiques entre les caractéristiques socioéconomiques des électeurs et des élus. Certaines recherches soutiennent que les professions ont une plus grande influence sur les attitudes politiques que d'autres marqueurs socioéconomiques possibles, comme l'éducation (Barnes, 2013), et que les déséquilibres dans la composition du corps législatif (au profit des spécialistes et au détriment des travailleurs) sont chose courante dans différents systèmes politiques[32].

Le graphique 4.5 illustre la sous- ou surreprésentation des différentes catégories professionnelles entre les parlementaires et la population générale. Les données proviennent de la Comparative Candidate Survey (CCS), un projet de recherche qui recueille des données sur les caractéristiques démographiques des candidats aux élections législatives. Dans tous les pays disposant de données, les spécialistes sont surreprésentés parmi les candidats élus au parlement national, par rapport au profil professionnel de la population générale. Par exemple, au Portugal, la différence entre la proportion de spécialistes élus au parlement et la proportion de spécialistes dans la population générale est de 56 points de pourcentage. Les directeurs, cadres de direction et gérants sont eux aussi largement surreprésentés parmi les parlementaires en Italie (24 points), en Suisse (20 points), au Royaume-Uni (17 points), en Allemagne (15 points) et en Irlande (14 points). Inversement, dans tous les pays considérés par le graphique 4.5, les travailleurs sont largement sous-représentés parmi les candidats aux élections législatives, à raison de 53 points de pourcentage dans le cas de la Norvège. Les techniciens et les professions élémentaires sont presque toujours sous-représentés dans les pays disposant de données (la Norvège étant la seule exception). Les données disponibles pour les États-Unis et les pays d'Amérique latine révèlent une aggravation dans le temps de ce déséquilibre de la composition professionnelle des corps législatifs (Carnes et Lupu, 2015).

Si l'existence d'importants décalages socioéconomiques dans la composition des organes législatifs nationaux est bien établie, l'impact de ces disparités sur les décisions prises par les parlements fait moins consensus. Les premiers travaux laissaient entendre que les décideurs se comportaient plus ou moins de la même manière quand ils sont au gouvernement, quelle que soit leur classe sociale (Putnam, 1976). Néanmoins, des travaux

Graphique 4.5. **Différences de profil professionnel entre les parlementaires et la population générale**

En points de pourcentage



Note : Les données concernent uniquement les candidats élus, à l'exception de l'Australie, de l'Irlande, de l'Italie et de la Norvège dont les données concernent tous les candidats. Les professions correspondent à la Classification internationale type des professions 08. « Travailleurs » comprend le personnel des services directs aux particuliers, les commerçants et les vendeurs (groupe 5), les agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche (groupe 6), les métiers qualifiés de l'industrie et de l'artisanat (groupe 7) et les conducteurs d'installations et de machines, et ouvriers de l'assemblage (groupe 8). « Techniciens et personnel auxiliaire » comprend les techniciens (groupe 3) et les employés de type administrateur (groupe 4). « Directeurs, cadres de direction et gérants » comprend les directeurs généraux, cadres supérieurs et membres de l'Exécutif et des corps législatifs; les directeurs de services administratifs et commerciaux; les directeurs et cadres de direction, production et services spécialisés; les directeurs et gérants de l'hôtellerie, la restauration, le commerce et autres services (groupe 1). « Professions intellectuelles et scientifiques » comprend les spécialistes des sciences techniques; les spécialistes de la santé; les spécialistes de l'enseignement; les spécialistes en administration d'entreprises; les spécialistes des technologies de l'information et des communications; les spécialistes de la justice, des sciences sociales et de la culture (groupe 2). « Professions élémentaires » comprend les aides de ménage; les manœuvres de l'agriculture, de la pêche et de la sylviculture; les manœuvres des mines, du bâtiment et des travaux publics, des industries manufacturières et des transports; les assistants de fabrication de l'alimentation; les vendeurs ambulants et autres travailleurs des petits métiers des rues et assimilés; les éboueurs et autres travailleurs non qualifiés (groupe 9).

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur la Comparative Candidate Survey (CCS), *http://forscenter.ch/fr/service-de-donnees-et-d-information-sur-la-recherche/service-donnees/projets-speciaux-ccs-pow-pisa-tree-vox-voxit/comparative-candidate-survey-ccs/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676201

plus récents mettent en évidence des différences systématiques parmi les décideurs de milieux socioéconomiques différents. Elles se manifestent notamment dans le vote par scrutin nominal sur la législation économique; par une plus grande réceptivité aux

préférences des individus à revenu élevé qu'à celles des plus pauvres ou des classes moyennes parmi les membres de la Chambre des représentants aux États-Unis (Gilens, 2005 ; Carnes, 2012)[33] ; et dans l'activité préalable au vote (par exemple, soutien aux projets de loi) parmi les membres du parlement argentin (Carnes et Lupu, 2015). Certains soutiennent par ailleurs que ces décalages ont contribué à la perception d'une classe politique détachée de la réalité et principalement préoccupée par ses propres intérêts (France Stratégie, 2016).

Processus

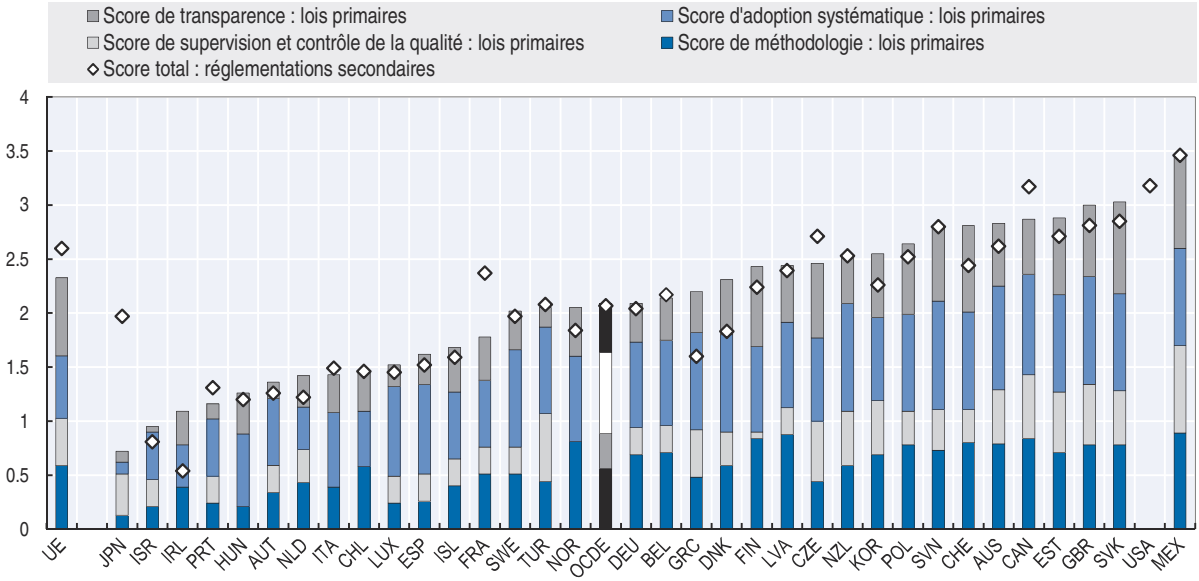
Participation des parties prenantes aux projets de loi primaire

Les conditions nécessaires à la participation des citoyens aux activités politiques sont en grande partie créées par les pouvoirs publics : en accordant aux citoyens un plus grand rôle dans les décisions qui touchent leur vie, par la consultation, la collaboration et la réflexion commune, mais aussi en prenant des dispositions pour intégrer les points de vue des plus concernés par certaines politiques (OCDE, 2015c). La participation des parties prenantes est un autre moyen important de concrétiser certaines formes de démocratie participative (OCDE, 2015c).

Généralement absentes des enquêtes auprès des ménages, les données sur la participation des citoyens au processus d'élaboration des réglementations sont mesurées à partir d'évaluations d'experts. L'OCDE a mis au point un indicateur composite de la participation de différentes parties prenantes au processus d'élaboration de lois primaires[34], à partir de données fournies par les agents de l'État[35]. Cet indice composite évalue les pays en fonction de quatre éléments de participation des parties prenantes : 1) supervision et contrôle de qualité (des mécanismes sont-ils en place pour surveiller la qualité des pratiques de participation des parties prenantes ?) ; 2) transparence (le processus de participation est-il élargi au plus grand nombre possible de parties prenantes ?) ; 3) adoption systématique (les conditions formelles de participation des parties prenantes et la mesure dans laquelle ces dernières participent aux différents stades du processus d'élaboration de la réglementation) ; et 4) méthodologie (l'existence de guides, de méthodes et d'outils employés pour chaque participation des parties prenantes). Le graphique 4.6 indique les valeurs de l'indice composite de participation des parties prenantes de l'OCDE, ventilées selon ses quatre catégories sur une échelle de 0 (valeur la plus basse possible pour chaque catégorie) à 1 (valeur la plus élevée possible pour chaque catégorie), 4 étant la valeur maximale pour l'ensemble de l'indice composite.

L'analyse de l'indice permet de mieux comprendre la diversité des pratiques habituelles en matière de participation des parties prenantes dans les pays de l'OCDE. De toutes les composantes de l'indice composite, l'« adoption systématique » affiche le score moyen le plus élevé (0.74), indiquant que la consultation est une pratique courante dans les pays de l'OCDE (à l'exception de l'Australie, du Chili, de l'Irlande et de l'Islande où la participation des parties prenantes est informelle et où la consultation intervient uniquement dans des domaines de réglementation précis). La composante « supervision et contrôle de qualité » de l'indice composite affiche, quant à elle, le score le plus bas (0.32), car peu de pays possèdent un organe indépendant chargé de vérifier la complétude et la qualité des consultations, ou d'évaluer systématiquement les processus de participation des parties prenantes employés par les pouvoirs publics (par exemple, Mexique, Slovénie).

Graphique 4.6. **Indicateur composite de l'OCDE sur la participation des parties prenantes à l'élaboration des réglementations, 2014**



Note : La mesure concerne exclusivement les processus d'élaboration des lois primaires engagés par l'exécutif. L'axe vertical représente le score global pour les quatre catégories individuelles des indicateurs composites. Le score maximum pour chaque catégorie est de 1, et le score global maximum pour l'indicateur composite est de 4. Ce chiffre exclut les lois primaires pour les États-Unis, où tous les projets de loi primaire sont introduits par le Congrès. Dans la majorité des pays, c'est à l'exécutif qu'il appartient de lancer la plupart des projets de loi primaire, à l'exception du Mexique et de la Corée, où le parlement prend l'initiative d'une plus forte proportion des projets de loi primaire (respectivement 91 % et 84 %). La moyenne de l'OCDE est la moyenne simple; elle exclut les États-Unis, à l'exception du score total pour les réglementations secondaires (les données des États-Unis sont incluses).
Source : Résultats du questionnaire de l'OCDE sur les indicateurs réglementaires, *www.oecd.org/gov/regulatory-policy/measuring-regulatory-performance.htm*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676220

La corruption dans les institutions publiques

La corruption est généralement considérée comme étant l'abus d'un pouvoir confié à des fins de gains privés (Transparency International, 2015). Cette définition est cependant très large et la corruption se manifeste sous de nombreuses formes, allant de la « petite » corruption (par exemple, pots-de-vin pour accéder à des services publics ou pour inciter des fonctionnaires à fermer les yeux sur les excès de vitesse et autres petits délits) à la corruption à grande échelle, notamment à l'abus d'influence politique pour obtenir un contrat public ou pour faire passer une loi dont certaines parties profiteraient aux dépens du bien public. Byrne (2012) distingue quatre types de corruption : 1) systémique (la corruption est un aspect intégrant et essentiel du système économique, social et politique); 2) sporadique (la corruption apparaît de manière irrégulière); 3) petite (la corruption à petite échelle, qui, en politique, se produit au niveau de l'exécution, par exemple dans la prestation de services); et 4) grande ou politique (la corruption aux échelons supérieurs du système politique).

Selon Rothstein et Tannenberg (2014), la corruption est le contraire de la bonne gouvernance; elle affecte le bien-être de plusieurs façons : allant du détournement de ressources financières (par exemple, renoncement aux revenus personnels quand des pots-de-vin sont payés, notamment dans le cas de la petite corruption sporadique ou systémique; appropriation par les fonctionnaires de ressources publiques destinées à la fourniture de biens et services publics aux citoyens, ce qui empêche ces derniers de profiter de ces biens et services ou fait augmenter le coût), à l'érosion du capital social d'un pays et de la confiance

des citoyens dans les institutions (OCDE, 2013a). S'il est vrai que, à court terme, la corruption peut « graisser les rouages du gouvernement », elle finit par nuire à la croissance économique et par aggraver les problèmes environnementaux, sociaux et sanitaires (Banque mondiale, 2017; Holmberg, Rothstein et Nasiritousi, 2009; Djankov et al., 2009; Gupta, Davoodi et Alonso-Terme, 2002; Mauro, 1995).

Mesurer la corruption suppose de dépasser plusieurs difficultés. Premièrement, les réponses aux questions d'enquête sur la corruption risquent d'être influencées par le biais de la désirabilité sociale (les participants pourraient se sentir plus à l'aise en donnant des réponses socialement acceptables). Ce biais pourrait prendre différentes formes : des participants qui ont honte ou peur pourraient avoir tendance à dissimuler la corruption; inversement, des participants qui veulent attirer l'attention sur un comportement corrompu particulier pourraient exagérer. Deuxièmement, la perception et l'interprétation de la corruption peuvent varier entre les cultures, car toutes les sociétés n'ont pas le même degré de tolérance de ce problème.

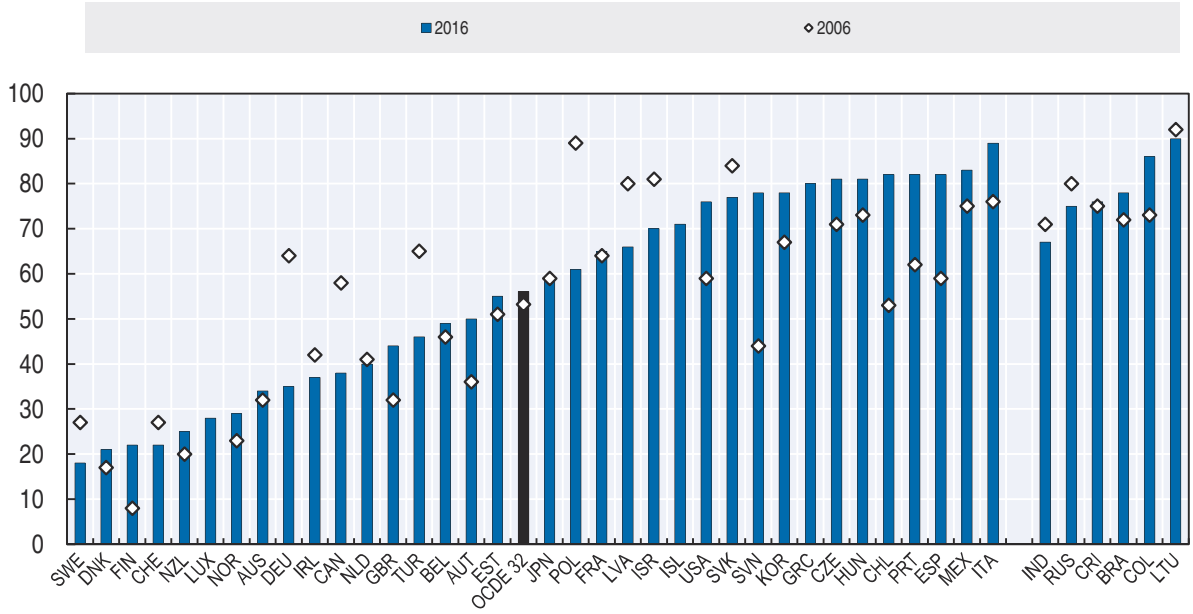
La mesure de la corruption par le biais d'enquêtes auprès des ménages[36] s'appuie sur deux types de questions : des questions sur la corruption telle qu'elle est *perçue* et des questions sur la corruption telle qu'elle est *vécue*. Selon Erlingsson et Kritinsson (2016), plusieurs facteurs interviennent dans les perceptions de la corruption, dont la disponibilité d'informations (par exemple, un scandale largement diffusé) ou des considérations idéologiques (par exemple, une aversion générale pour le gouvernement au pouvoir), ce qui correspond, plus ou moins, à la grande corruption et à la corruption politique. Les questions sur la corruption vécue, quant à elles, concernent essentiellement la petite corruption ou la corruption sporadique.

Des questions comparables sur la corruption sont incluses dans quatre enquêtes auprès des ménages non officielles[37] couvrant les pays de l'OCDE, à savoir l'Enquête mondiale sur les valeurs (WVS), l'Eurobaromètre, l'enquête Gallup World Poll (GWP) et l'Enquête européenne sur la qualité des administrations publiques[38]. La corruption a par ailleurs été mesurée par le biais d'évaluations d'experts, dont notamment l'Indice de perception de la corruption (IPC) de Transparency International, qui combine un large éventail de sources et est disponible pour 168 pays[39].

Le graphique 4.7 mesure la perception de corruption en 2006 et 2016, d'après l'enquête Gallup World Poll. En 2016, 56 % des participants des pays de l'OCDE pensent que la corruption est répandue dans les administrations publiques. Cette proportion varie de 18 % en Suède à 89 % en Italie. Depuis 2006, la perception moyenne de la corruption des administrations publiques dans l'OCDE a augmenté de 3 points de pourcentage. La plus forte hausse est enregistrée au Chili (29 points), en Espagne (23) et au Portugal (20), alors que les baisses les plus marquées sont en Allemagne (réduction de 29 points), en Pologne (28) et au Canada (20). Cependant, les questions telles que celles posées dans l'enquête Gallup World Poll (« Quelle est l'étendue de la corruption dans vos administrations publiques ? ») n'opèrent pas de distinction entre différents types de comportement corrompu, et n'informent pas non plus sur les causes possibles. Elles sont donc d'une utilité restreinte pour la conception de stratégies de lutte contre la corruption (González et Boehm, 2011). On ignore également si cet indicateur exprime la présence effective de corruption ou simplement les perceptions de corruption des individus, pouvant être influencées par les préférences politiques ou des facteurs culturels, entre autres.

Graphique 4.7. **Proportion d'individus pensant que la corruption est répandue dans les administrations publiques**

Pourcentages, 2006 et 2016



Note : La moyenne de l'OCDE est la moyenne simple obtenue à partir des données connues de 32 pays pour les deux périodes. Elle exclut la Grèce, l'Islande et le Luxembourg.

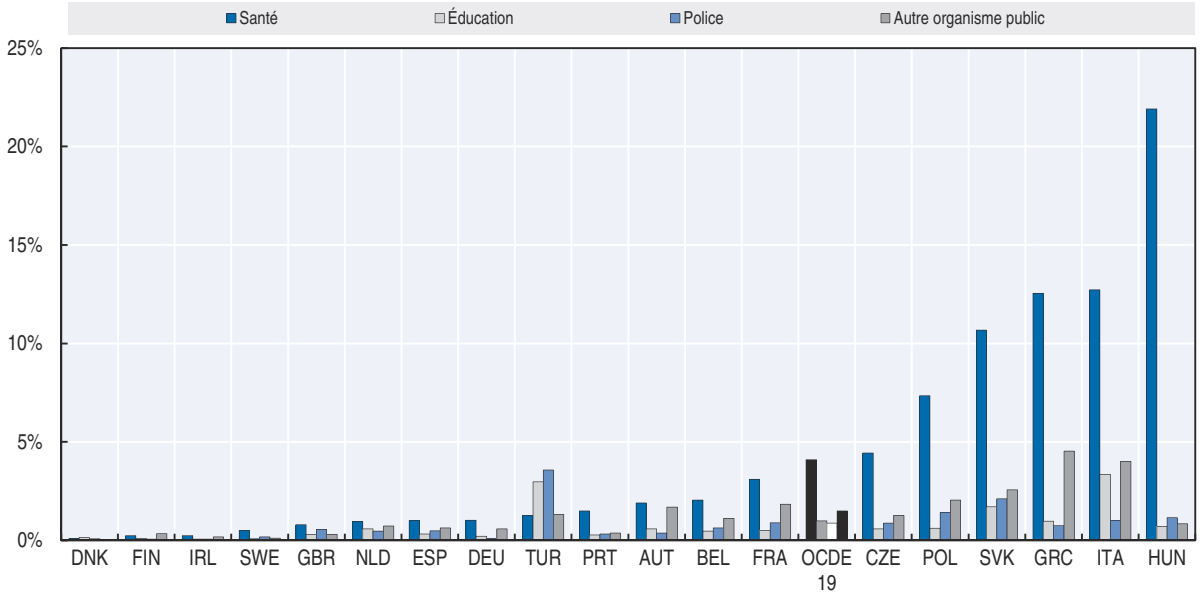
Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'enquête Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676239

Les questions sur la corruption vécue cherchent généralement à savoir si le participant ou d'autres membres du ménage ont récemment versé des pots-de-vin à des fonctionnaires. Par exemple, l'Enquête européenne sur la qualité de la gouvernance pose la question suivante : « Au cours des 12 derniers mois, avez-vous ou une autre personne de votre ménage payé un pot-de-vin quelconque ? » à propos des quatre types de services publics (santé, éducation, police et services fournis par d'autres organismes publics). En s'appuyant sur cette source, le graphique 4.8 indique que la proportion d'individus dans les pays européens signalant qu'ils (ou un membre de leur ménage) ont versé des pots-de-vin l'année précédente est faible (beaucoup plus faible que dans le cas des perceptions de la corruption). La corruption est plus fréquemment vécue dans le secteur de la santé, où 4 % des participants européens en moyenne disent avoir payé un pot-de-vin. Les chiffres varient de 20 % en Hongrie à 0.1 % au Danemark.

L'important contraste entre les mesures de l'incidence de la corruption issues des deux enquêtes indique qu'elles mesurent soit des phénomènes différents, soit des parties restreintes d'un phénomène plus global. L'Enquête européenne sur la qualité des administrations publiques fait principalement ressortir la corruption sporadique ou la petite corruption, mais ne rend pas compte de certains aspects de la corruption politique ou de la grande corruption. Cela étant dit, la gamme des comportements assimilables à de la corruption reste relativement large. La corruption est surtout associée aux pots-de-vin, à l'extorsion et aux détournements de fonds par des agents de l'État. Cependant, certains comportements corrompus, comme le favoritisme dans le recrutement de fonctionnaires ou la non-divulgation d'informations, sont plus subtils et donc plus difficiles à définir et à mesurer[40].

Graphique 4.8. **Pourcentage d'individus déclarant avoir versé un pot-de-vin dans les pays européens, par secteur, 2013**



Note : La moyenne de l'OCDE est la moyenne simple, obtenue à partir des données connues des 19 pays illustrés.
Source : Calculs de l'OCDE fondés sur les données relatives à la qualité des administrations publiques dans l'Union européenne *http://qog.pol.gu.se/data/datadownloads/qog-eqi-data*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933676258*

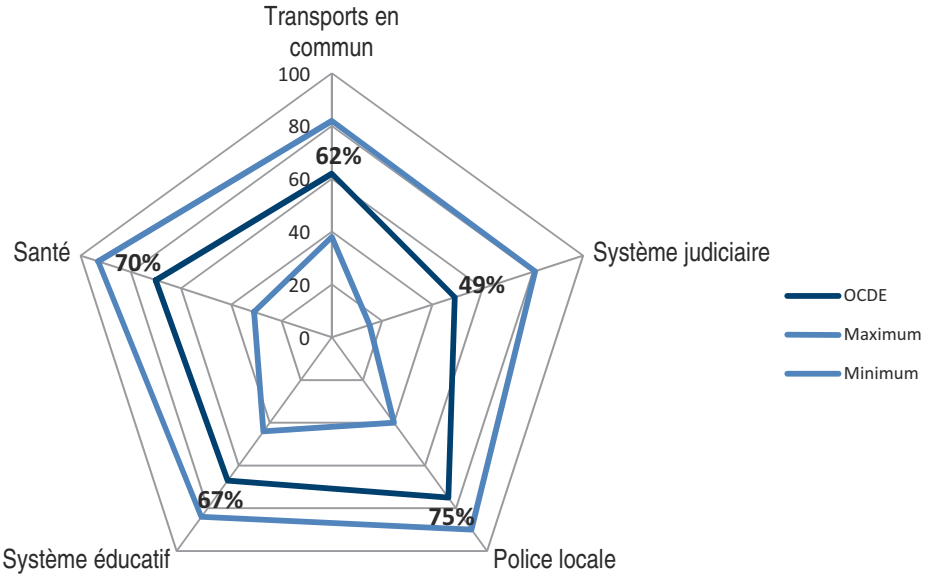
Résultats

Satisfaction à l'égard des services publics

L'accès à des services publics de bonne qualité, tels que l'éducation, la santé, les transports et la justice, est indispensable aux populations (OCDE, 2015d). Les solutions aux problèmes rencontrés dans ce domaine pourraient demander, entre autres, d'améliorer les prix, la proximité géographique et l'accessibilité des renseignements, partout et pour l'ensemble des groupes sociaux. De surcroît, l'amélioration des services publics peut se solder par une plus grande satisfaction des usagers, susceptible à son tour de renforcer la confiance dans les pouvoirs publics. Ce mécanisme de transmission est appelé « hypothèse de la micro-performance » (Van de Walle et Bouckaert, 2003; Yang et Holzer, 2006). Les indicateurs de la satisfaction signalée par les personnes à l'égard des services publics brossent un tableau général de ces services, sans évaluation de leurs caractéristiques particulières (cet aspect est détaillé dans le cadre « Au service des citoyens » de l'OCDE), qui exige une méthode plus granulaire (OCDE, 2017 c)[41].

Les données recueillies par l'enquête Gallup World Poll permettent une analyse comparative du degré de satisfaction des citoyens à l'égard des services publics locaux de santé, d'éducation et de transports en commun, mais aussi de la confiance (plutôt que de la satisfaction) dans le système judiciaire et la police[42]. Le graphique 4.9 indique les valeurs moyennes, maximales et minimales enregistrées sur l'ensemble des pays de l'OCDE pour ces cinq types de services publics. En moyenne, plus de deux tiers des participants indiquent être satisfaits de ces services, à l'exception du système judiciaire (49 %). Les différences de niveaux de satisfaction sont cependant considérables d'un pays à l'autre, les plus élevés pouvant atteindre le double ou le quadruple des plus bas.

Graphique 4.9. **Proportion de la population satisfaite des principaux services publics, 2016**



Note : Les données concernant le système judiciaire correspondent à la part d'individus ayant répondu « oui » à la question : « Dans ce pays, faites-vous confiance à chacune des entités suivantes? Le système judiciaire ou les tribunaux?». Les données relatives à la police locale correspondent à la part de participants ayant répondu « oui » à la question : « Dans la ville ou la zone que vous habitez, faites-vous confiance à la police?». Pour ce qui est du système éducatif, les données correspondent au pourcentage de participants ayant répondu « satisfait(e) » à la question : « Dans la ville ou la zone que vous habitez, êtes-vous satisfait(e) ou insatisfait(e) du système éducatif ou des établissements d'enseignement? ». Les données concernant la santé correspondent au pourcentage de participants ayant répondu « satisfait(e) » à la question : « Dans la ville ou la zone que vous habitez, êtes-vous satisfait(e) ou insatisfait(e) de l'accès à des soins de santé de qualité? ». Les données relatives aux transports correspondent au pourcentage de participants ayant répondu « satisfait(e) » à la question : « Dans la ville ou la zone que vous habitez, êtes-vous satisfait(e) ou insatisfait(e) du système de transports en commun? ». La moyenne de l'OCDE est la moyenne simple obtenue à partir des données pour tous les pays de l'OCDE.
Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'enquête Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx.*
StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933676277*

Les questions de l'enquête Gallup World Poll sont axées sur la satisfaction générale de la population à l'égard des services publics, indépendamment de leur usage dans la réalité. L'Enquête européenne sur la qualité des administrations publiques s'intéresse à la satisfaction des usagers de ces services[43]. Par exemple, avant de demander « Quel score donneriez-vous à la qualité de l'éducation publique locale? », elle pose la question suivante : « Avez-vous, ou un membre de votre famille proche, été inscrit (e) ou employé(e) dans un établissement d'enseignement public local au cours des 12 derniers mois? ». Le tableau 4.4 compare la satisfaction moyenne des usagers récents des services de santé, d'éducation ou de police aux autres citoyens. Dans le cas de la santé et de l'éducation, les usagers récents (12 derniers mois) sont plus satisfaits (de 6 % dans le cas de l'éducation, de 3 % dans celui de la santé). Les personnes ayant eu affaire à la police sont en moyenne légèrement moins satisfaites, mais sans que la différence soit significative[44].

Plusieurs initiatives récentes cherchent à élaborer des mesures comparables du vécu des usagers des services publics. Dans le cas de la santé, le ressenti des patients est un résultat important en soi : il renforce leur position et permet de les impliquer dans les décisions sur la prestation et la gouvernance des services de santé. Il est également important pour les processus, car, les patients étant les principaux producteurs de leur

Tableau 4.4. **Satisfaction à l'égard des services publics, selon l'expérience directe, moyennes des pays de l'UE, 2013**

	Enseignement				Santé				Police			
	Expérience directe		Sans expérience directe		Expérience directe		Sans expérience directe		Expérience directe		Sans expérience directe	
	Moyenne	(ET)	Moyenne	(ET)	Moyenne	(ET)	Moyenne	(ET)	Moyenne	(ET)	Moyenne	(ET)
Allemagne	6.52	(0.04)	6.11	(0.03)**	6.59	(0.03)	6.26	(0.04)**	6.72	(0.06)	6.54	(0.03)**
Autriche	6.64	(0.04)	6.20	(0,04)**	6.97	(0.04)	6.59	(0.06)**	6.74	(0.06)	6.48	(0.04)**
Belgique	7.42	(0.06)	7.01	(0.05)**	7.73	(0.05)	7.44	(0.07)**	6.71	(0.11)	6.95	(0.05)**
Danemark	6.83	(0.06)	6.38	(0.04)**	7.25	(0.04)	6.92	(0,08)**	6.89	(0.09)	6.76	(0.04)
Espagne	6.11	(0.05)	6.07	(0.04)	6.36	(0.03)	6.12	(0.09)**	5.77	(0.07)	6.32	(0.04)**
Finlande	7.74	(0.06)	7.50	(0.05)**	7.03	(0.06)	6.77	(0.17)	7.19	(0.10)	7.15	(0.06)
France	6.82	(0.03)	6.28	(0,02)**	6.95	(0.02)	6.82	(0.04)**	5.98	(0.06)	6.30	(0.02)**
Grèce	6.09	(0.10)	5.65	(0.06)**	4.75	(0.08)	4.51	(0.08)**	6.21	(0.12)	5.78	(0.06)**
Hongrie	6.42	(0.06)	6.20	(0.09)**	5.94	(0.07)	5.73	(0.12)	5.59	(0.16)	6.41	(0.06)**
Irlande	7.51	(0.12)	7.07	(0.09)**	6.69	(0.10)	5.96	(0.18)**	6.31	(0.21)	6.51	(0.10)
Italie	6.47	(0.04)	6.22	(0.03)**	6.20	(0.03)	5.79	(0.06)**	6.70	(0.06)	6.65	(0.03)
Pays-Bas	7.13	(0.05)	6.70	(0.04)**	7.49	(0.02)	7.24	(0.05)**	6.56	(0.07)	6.69	(0.03)*
Pologne	6.48	(0.04)	6.16	(0.03)**	5.04	(0.03)	4.77	(0.08)**	5.64	(0.06)	5.97	(0.03)**
Portugal	6.68	(0.06)	6.15	(0.05)**	6.07	(0.06)	5.37	(0.11)**	6.03	(0.12)	5.98	(0.05)
République slovaque	6.07	(0.07)	5.78	(0.06)**	5.34	(0.06)	5.21	(0.13)	5.47	(0.13)	5.95	(0.06)**
République tchèque	6.61	(0.05)	5.83	(0.05)**	6.47	(0.04)	5.97	(0.09)**	6.07	(0.08)	5.93	(0.04)
Royaume-Uni	7.15	(0.04)	6.61	(0.03)**	7.09	(0.03)	6.79	(0.06)**	6.56	(0.07)	6.57	(0.03)**
Suède	6.42	(0.08)	5.93	(0.05)**	6.77	(0.05)	6.27	(0.11)**	6.70	(0.11)	6.38	(0.05)**
Turquie	5.42	(0.08)	5.66	(0.05)**	6.24	(0.05)	5.89	(0.10)**	5.76	(0.10)	6.35	(0.06)**
OCDE 19	**6.58**	**(0.01)**	**6.22**	**(0.01)****	**6.40**	**(0.01)**	**6.21**	**(0.02)****	**6.26**	**(0.02)**	**6.38**	**(0.01)**

Note : **Correspond aux différences statistiquement significatives au seuil de 95 %, * correspond aux différences statistiquement significatives au seuil de 90 %. Les différences entre les groupes sont évaluées à partir d'un test de Student. La moyenne de l'OCDE est la moyenne simple obtenue à partir des données connues de 19 pays.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'enquête du Quality of Government Institute sur la qualité des administrations publiques dans l'Union européenne, *http://qog.pol.gu.se/data/datadownloads/qog-eqi-data*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676296

santé, un ressenti positif peut aboutir à de meilleurs résultats de santé. Pour les administrations qui introduisent des mesures de maîtrise des coûts, la prise en compte des avis des patients est particulièrement importante afin de garantir la qualité des soins.

Au cours des dix dernières années, plusieurs administrations ont cherché à « institutionnaliser » le travail de mesure et de suivi des expériences des patients (Fujisawa et Klazinga, 2017), tandis que l'OCDE communique régulièrement des mesures comparables du vécu des patients (*Patient-Reported Experience Measures* ou PREM – mesures de l'expérience déclarée par le patient [par exemple, le temps consacré par les médecins aux patients lors des consultations]) dans son rapport *Panorama de la santé* (OCDE, 2015b). Les *Patient-Reported Outcome Measures* (PROM – mesures des résultats déclarés par le patient) sont aussi de plus en plus employées par les pays. En Angleterre, par exemple, les PROM de certains patients opérés (par exemple, prothèses de la hanche ou du genou) sont employées pour comparer les hôpitaux[45]. La même méthode de mesure pourrait être appliquée à d'autres types de services publics. Tandis que l'on dispose de beaucoup moins de données sur le secteur judiciaire que sur celui de la santé, de nouvelles initiatives internationales visent à mettre au point des mesures comparables du ressenti des citoyens à l'égard du système judiciaire et de l'incidence des besoins non satisfaits dans ce domaine (encadré 4.3).

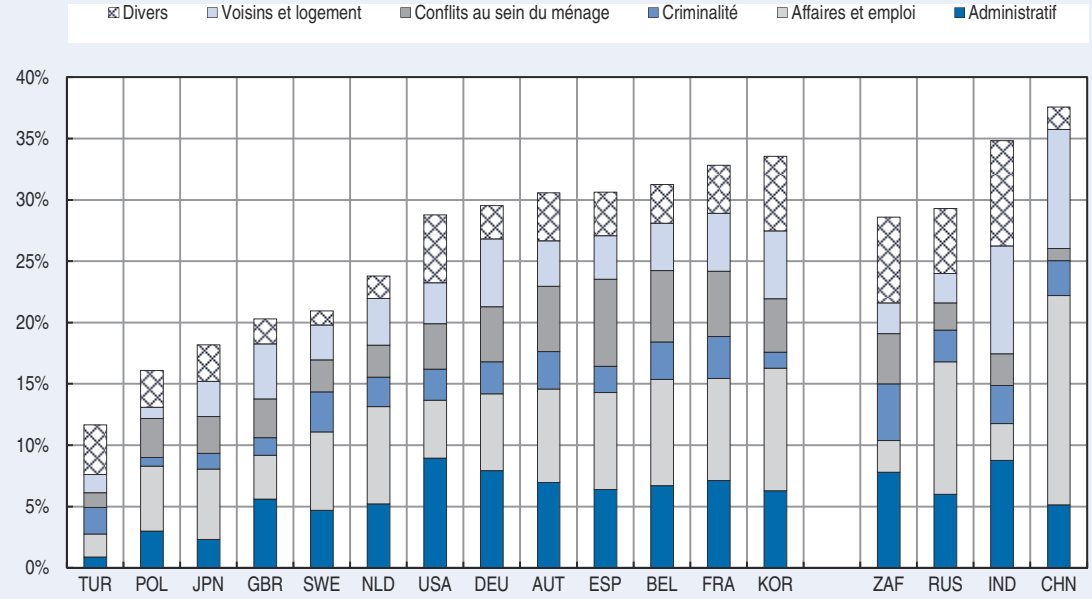
Encadré 4.3. **Mesurer l'accès des citoyens à la justice civile**

Administrer la justice selon les principes d'équité et d'impartialité est une fonction essentielle des institutions publiques, or ce domaine manque de statistiques comparatives utiles. S'il existe bien des données administratives relatives à divers aspects du système judiciaire, la plupart portent sur le fonctionnement du système de justice pénale, principalement dans les pays européens. Bien que quelques enquêtes auprès des ménages conduites par les offices nationaux de la statistique aient par le passé inclus des questions sur les systèmes judiciaires, les données ainsi obtenues ne sont pas comparables entre les pays. D'un autre côté, il existe une tradition solide d'« enquêtes sur les besoins juridiques » (non officielles pour la plupart) cherchant à mesurer : l'incidence de « problèmes justiciables » (des problèmes graves entre deux parties ou plus, dont la solution demande normalement l'intervention d'une troisième partie); si ces problèmes ont été pris en main; comment ils ont été résolus; le ressenti des personnes vis-à-vis des procédures judiciaires. Si plus de 40 enquêtes ont été conduites au cours des 25 dernières années, dans environ 30 pays ou territoires, elles diffèrent les unes des autres, qu'il s'agisse de l'éventail de problèmes étudiés, de l'unité d'analyse, de la période de référence, des échelles de réponse, de la formulation des questions, etc. Malgré ces différences, les données ainsi obtenues ont révélé plusieurs constats communs, dont la forte fréquence des problèmes justiciables, le fait que la plupart de ces problèmes ne sont pas résolus par la voie judiciaire, et que cela est particulièrement vrai pour les personnes vivant dans la pauvreté ou économiquement désavantagées. Un groupe d'experts coordonné par l'OCDE et le World Justice Project, auquel participent également des représentants de plusieurs ONS, contribue au travail du groupe de Praia en élaborant des orientations pour la production de données comparables sur l'accès à la justice (*www.oecd.org/fr/gov/access-to-justice.htm*).

Le World Justice Project 2016 contient des données comparables sur la fréquence des besoins juridiques. Cette enquête spéciale, menée auprès d'échantillons d'environ 1 000 participants dans les grandes agglomérations de 61 pays, interroge les participants sur les problèmes civils et pénaux (par exemple, violence domestique, protection des consommateurs, travail et famille, logement, papiers d'identité, propriété

Graphique 4.10. **Pourcentage de la population ayant connu des litiges, par type**

Quelques pays membres et non membres de l'OCDE au cours des 12 derniers mois, type le plus important connu



Source : Calculs de l'OCDE fondés sur les données de l'enquête du World Justice Project (WJP) sur la résolution des litiges 2016, *https://worldjusticeproject.org/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676315

Encadré 4.3. **Mesurer l'accès des citoyens à la justice civile** *(suite)*

foncière, etc.) vécus par un membre du ménage dans l'année précédant l'entretien, sur la manière dont le litige a été réglé (par exemple, au tribunal ou à l'amiable), et sur le ressenti vis-à-vis du mécanisme de résolution. Les données relatives à 13 pays de l'OCDE et quatre économies émergentes sont présentées dans le graphique 4.10. La part de la population qui déclare avoir vécu ces types de problèmes au cours de l'année précédente varie d'environ 12 % en Turquie à 30 % ou plus en Allemagne, Autriche, Belgique, Corée, Espagne et France, ainsi qu'en Inde et en Chine. Les problèmes juridiques concernent surtout les entreprises et l'emploi, puis l'administration, tandis que les problèmes liés à des infractions pénales sont plus rares.

Efficacité politique

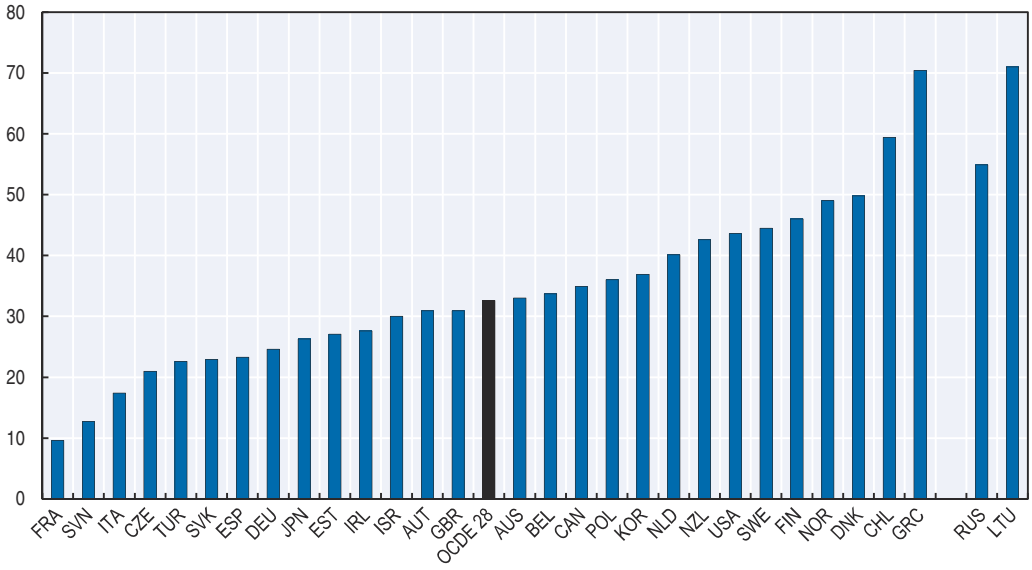
La notion d'efficacité politique (le sentiment personnel d'avoir son mot à dire concernant l'action des pouvoirs publics) renvoie au sentiment qu'ont les individus d'influencer les processus politiques par leurs opinions politiques, et donc qu'il est utile de faire leur devoir civique (Acock et al., 1985). Le concept d'efficacité politique était déjà débattu dans les années 1950, en même temps que celui de la confiance politique en tant qu'indicateur crucial de la santé globale du système démocratique (Craig et al., 1990). L'efficacité politique peut être construite et détruite par le vécu des individus et par des institutions politiques qui ne sont pas réactives aux besoins de la population (par exemple, les processus politiques et les décisions des pouvoirs publics qui ne tiennent pas compte des préférences publiques) et, de ce fait, contrarient les attentes individuelles et les résultats sociaux (Miller et Listhaug, 1990). Les niveaux d'efficacité politique sont importants, car ils déterminent la participation politique (Finkel, 1987), la satisfaction des citoyens à l'égard de la vie (Flavin et Keane, 2011), mais aussi les perceptions de la légitimité des institutions publiques (Mcevoy, 2016). Les études sur l'efficacité politique opèrent souvent une distinction entre l'efficacité interne (le sentiment d'être personnellement compétent pour participer à la politique, Hoskings et Janmaat, 2016) et l'efficacité externe (la conviction que les institutions publiques et les agents de l'État sont réceptifs aux demandes des citoyens, Borgonovi et Pokropek, 2017). Seul ce deuxième concept est analysé ici.

L'Évaluation des compétences des adultes de l'OCDE[46] (PIAAC) mesure l'efficacité politique externe d'après les réponses à la question dite NOSAY, utilisée pour la première fois dans la première édition des *National Election Studies* aux États-Unis (Lane, 1959). Cette question demande aux participants « Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec les affirmations suivantes ? Les gens comme moi n'ont pas leur mot à dire concernant les actions des pouvoirs publics » et propose une échelle de réponse de type Likert à 5 points (allant de 1 pour « entièrement d'accord » à 5 pour « pas du tout d'accord »). Comme l'indique le graphique 4.11, en moyenne, un tiers des habitants des pays de l'OCDE pensent avoir une certaine influence sur les actions des pouvoirs publics. Cette proportion varie de 20 % ou moins en Italie, France et Slovénie, à 60 % ou plus au Chili, en Grèce et en Lituanie.

La capacité des citoyens d'influencer les décisions des pouvoirs publics, telle qu'elle est perçue par les individus, dépend de leurs caractéristiques individuelles et de leur milieu socioéconomique. Le graphique 4.12 indique, sur les 28 pays de l'OCDE couverts par la PIAAC, l'efficacité politique déclarée par divers groupes. La méthode utilisée par Borgonovi et Pokropek (2017) est appliquée sur la mesure afin d'avoir un indice allant de 1 à 5, un score plus élevé indiquant une plus forte conviction de pouvoir influencer les décisions des pouvoirs publics. Cette mesure de l'efficacité politique augmente de manière

Graphique 4.11. **Avoir son mot à dire concernant l'action des pouvoirs publics**

Pourcentage de la population active pensant avoir son mot à dire concernant l'action des pouvoirs publics, autour de 2012



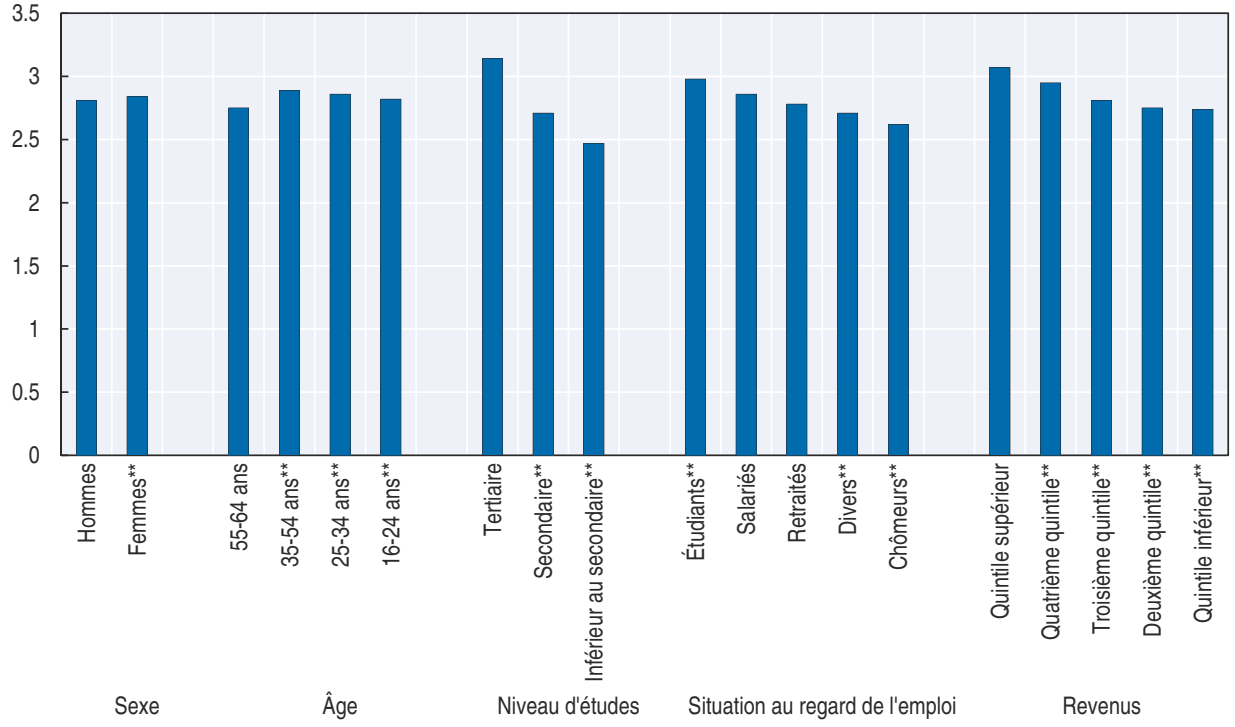
Note : Le graphique indique la part combinée de personnes qui ne sont « pas d'accord » ou « pas du tout d'accord » avec l'affirmation « Les gens comme moi n'ont pas leur mot à dire concernant l'action des pouvoirs publics ». Plus le niveau est élevé, plus les participants à l'enquête pensent avoir leur mot à dire. Les données correspondent à la période 2011-12 pour l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Fédération de Russie, la Finlande, l'Irlande, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la Pologne, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni et la Suède; à 2012 pour la France; à 2014-15 pour le Chili, la Grèce, Israël, la Lituanie, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie et la Turquie. Les données de la Belgique correspondent à la Flandre; celles du Royaume-Uni, à l'Angleterre et à l'Irlande du Nord; et les données de la Fédération de Russie n'incluent pas la municipalité de Moscou. La moyenne de l'OCDE est la moyenne simple obtenue à partir des données connues de 28 pays. Elle exclut la Hongrie, l'Islande, la Lettonie, le Luxembourg, le Mexique, le Portugal et la Suisse.
Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'Évaluation des compétences des adultes (base de données PIAAC), *www.oecd.org/site/piaac/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676334

monotone en fonction des revenus (les personnes du quintile supérieur déclarent des valeurs moyennes supérieures de 0.3 point à celles du quintile inférieur) et du niveau d'études (les personnes qui ont fait des études supérieures déclarent un niveau moyen qui dépasse de 0.7 point celui des personnes qui n'ont pas fait d'études secondaires), mais elle diminue avec l'âge. En ce qui concerne la situation au regard de l'emploi, le plus haut score est atteint par les étudiants, dépassant de loin celui des salariés, tandis que les scores correspondant aux chômeurs et aux personnes inactives non retraitées sont beaucoup plus bas. L'éducation des parents entre également en jeu : les participants dont au moins un parent est titulaire d'un diplôme de l'enseignement tertiaire déclarent un niveau d'efficacité politique invariablement plus élevé que les autres, tant en moyenne que d'un pays à l'autre (avec des différences statistiquement significatives dans la majorité des cas, Borgonovi et Pokropek, 2017).

Graphique 4.12. **Avoir son mot à dire concernant l'action publique, par caractéristiques individuelles et socioéconomiques**

Moyenne de l'OCDE sur une échelle de 1 à 5 (les scores supérieurs indiquent des niveaux plus élevés d'efficacité politique perçue)



Note : Les différences entre les groupes sont mesurées par rapport aux groupes de référence suivants : hommes, personnes de 55 à 64 ans, personnes ayant fait des études supérieures, salariés, et personnes dans le quintile de revenu supérieur. Les différences sont évaluées à partir d'un test de Student. ** indique que la différence entre cette catégorie et le groupe de référence est statistiquement significative au seuil de confiance de 95 %. La moyenne de l'OCDE est la moyenne simple obtenue à partir des données connues de 28 pays. Elle exclut la Hongrie, l'Islande, la Lettonie, le Luxembourg, le Mexique, le Portugal et la Suisse.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'Évaluation des compétences des adultes (base de données PIAAC), *www.oecd.org/site/piaac/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676353

Confiance dans les institutions publiques

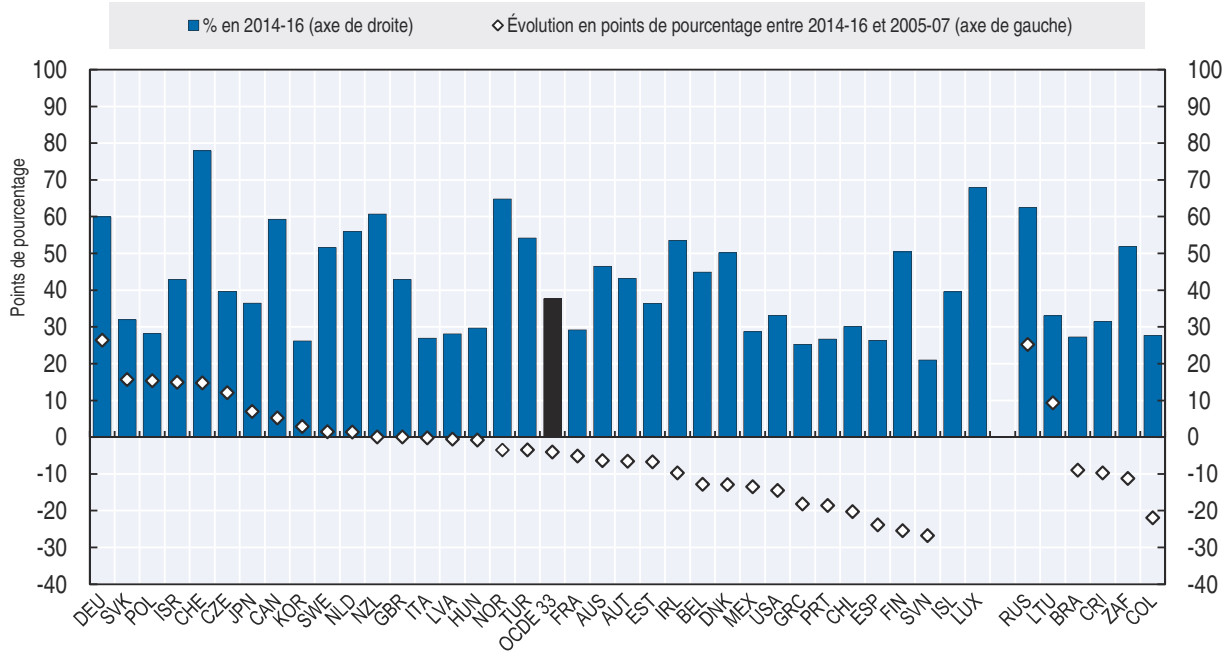
La confiance conduit à considérer que l'on peut compter sur l'autre pour agir conformément à nos attentes de comportement positif (OCDE, 2017b). Elle sous-tend un grand nombre d'échanges humains, du commerce aux marchés financiers, aux systèmes de prestations sociales et à l'éducation. Dans tous ces cas, la confiance permet aux individus de prendre des décisions sans avoir à renégocier avec leurs interlocuteurs et à les rassurer à chaque échange. La confiance fait aussi partie des bases sur lesquelles reposent la légitimité et la durabilité des systèmes politiques; elle est indispensable à la mise en œuvre d'un large éventail d'actions publiques[47]. Le déclin de la confiance dans les institutions publiques depuis la crise financière mondiale fait partie des grandes préoccupations des dernières années (OCDE, 2013a; OCDE, 2017b). L'érosion de la confiance limite la capacité des pouvoirs publics à mettre leurs politiques en application(OCDE, 2013a) ; Schäfer (2013) l'associe à une insatisfaction croissante à l'égard de la démocratie. Le manque de confiance, comme le manque de participation politique, est à la fois un symptôme de l'érosion du contrat social entre les individus et les institutions, et une source d'angoisse, de détachement et de radicalisation (France Stratégie, 2016).

Plusieurs organisations recueillent des données sur la confiance envers diverses institutions publiques depuis les années 1960 et 1970[48], pour certaines au titre des statistiques officielles établies par les offices nationaux de la statistique (par exemple, Australie, Canada et Nouvelle-Zélande), mais plus fréquemment par des instituts de recherche (par exemple, les différents « baromètres » réalisés dans divers pays) ou des fournisseurs privés (par exemple, le Pew Centre for People and the Press aux États-Unis). Plus récemment, un plus large éventail de sources non officielles a fourni des données comparatives sur la confiance[49], dont l'enquête Gallup World Poll (GWP), l'Enquête sociale européenne (ESS) et l'Enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS). En 2013, les statistiques européennes sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) ont donné les premières estimations officielles pour les pays européens. Ce chapitre présente uniquement les données du GWP (graphique 4.13) et de l'ESS (graphique 4.4), mais l'OCDE a créé une base de données qui localise systématiquement toutes les sources d'informations existantes sur la confiance et les fédère en une seule source (OCDE, 2017b)[50].

Le graphique 4.13 (basé sur l'enquête GWP, qui couvre tous les pays de l'OCDE presque chaque année depuis 2006) indique le niveau de confiance dans les pouvoirs publics du pays en 2014-16, ainsi que l'évolution depuis 2005-07, à partir de la question « avez-vous confiance en votre administration nationale? ». En 2014-16, 38 % seulement des habitants des pays de l'OCDE indiquent faire confiance à leur administration, soit une baisse de quatre points depuis 2005-07. La perte de confiance dépasse 15 points au Chili, en Espagne, en Finlande, en Grèce et au Portugal, tandis que des gains de 15 points ou plus sont enregistrés en Allemagne, en Israël, en Pologne, en République slovaque et en Suisse. La crise financière mondiale a certainement coïncidé avec une érosion de la confiance accordée aux administrations, traduite par la diminution constante de cette mesure dans les pays les plus touchés (par exemple, l'Espagne, la Grèce, le Portugal, etc.). Cependant, les séries temporelles disponibles pour certains pays (par exemple, des données sur la confiance dans l'administration fédérale sont recueillies aux États-Unis depuis 1958) indiquent en outre que la perte de confiance dans les institutions publiques est un phénomène qui s'inscrit dans la durée, laissant entrevoir une érosion du contrat social entre les individus et leurs administrations (graphique 4.14). Cette tendance concorde avec le processus séculaire de détachement civique des citoyens américains décrit par Putnam (2005).

Bien que plusieurs sources de données soient disponibles, on comprend encore mal ce que révèlent exactement les questions des enquêtes sur la confiance dans les institutions. Les facteurs possibles de l'évolution des niveaux de confiance sont nombreux, notamment la situation et les perspectives économiques, les changements à long terme dans les systèmes politiques, la popularité à court terme du gouvernement en exercice, les catastrophes naturelles et les grandes affaires de corruption, ainsi que la manière dont les institutions publiques s'acquittent de leurs fonctions[51]. Dans ce contexte, et pour éclairer les moyens d'améliorer les mesures de la confiance, l'OCDE a récemment publié ses toutes premières *Lignes directrices sur la mesure de la confiance*. Point de départ pour la production de données comparatives de qualité sur la confiance, elles mettent en exergue les instruments de mesure adaptés à cette fin (encadré 4.4). Il est essentiel que la confiance dans les institutions soit rétablie pour consolider les bases des États modernes dans leur rôle de garants et de leviers du bien-être individuel. Il faut pour cela, entre autres, mettre au point des mesures très fiables, qui soient comparables entre les pays et cohérentes dans le temps.

Graphique 4.13. **Confiance moyenne dans l'administration nationale en 2014-16, et évolution depuis 2005-07**

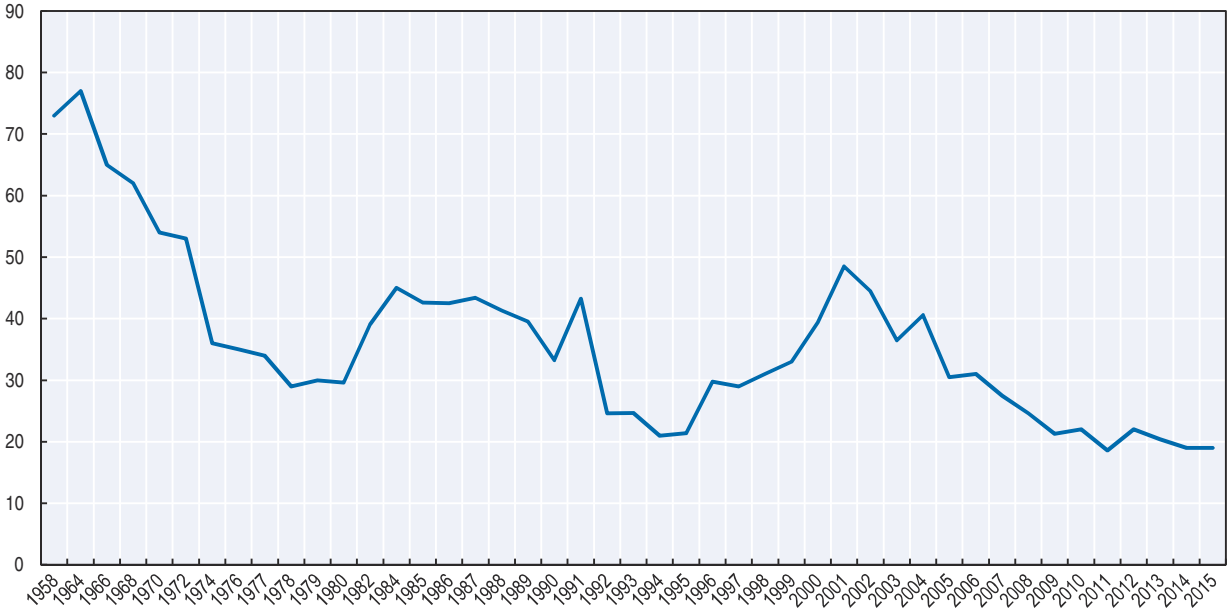


Note : La moyenne de l'OCDE est pondérée en fonction de la population et exclut l'Islande et le Luxembourg en raison de l'incomplétude des données.

Source : Calculs de l'OCDE fondés sur l'enquête Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676372

Graphique 4.14. **Tendances en longue période de la confiance des citoyens dans l'administration nationale, États-Unis**



Note : Avant 1984, les données n'étaient pas recueillies annuellement. L'axe X indique les années pour lesquelles des données sont disponibles.

Source : Calculs de l'OCDE à partir des données historiques sur la confiance du PEW Research Center (2016), *www.people-press.org/2015/11/23/1-trust-in-government-1958-2015/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676391

Encadré 4.4. **Les Lignes directrices de l'OCDE sur la mesure de la confiance**

La confiance dans les institutions publiques étant au plus bas, l'importance de mieux en comprendre les leviers a motivé la mise en place d'une série d'initiatives de l'OCDE visant à améliorer les informations disponibles. Des données de haute qualité sont indispensables pour évaluer l'état de la confiance et établir des stratégies d'amélioration.

Sur le modèle des *Lignes directrices de l'OCDE sur la mesure du bien-être subjectif* (OCDE, 2013b), l'OCDE a publié, en automne 2017, des *Lignes directrices sur la mesure de la confiance* (OCDE, 2017a) destinées à la fois aux producteurs et aux utilisateurs des données sur la confiance. Elles portent sur deux types de confiance : la confiance dans les autres (confiance interpersonnelle) et la confiance dans les institutions publiques.

Plusieurs offices nationaux de la statistique, notamment en Australie, au Canada et en Nouvelle-Zélande, mais aussi dans les pays européens sous l'EU-SILC, incluent déjà des mesures de la confiance dans les institutions dans leurs enquêtes auprès des ménages. Cependant, à l'exception de l'EU-SILC, les éléments employés diffèrent d'un pays à l'autre, à la fois dans la formulation des questions et dans le choix de l'échelle de mesure, ce qui en limite la comparabilité internationale. Qui plus est, les questions sur la confiance sont généralement incluses dans le cadre de modules spéciaux irréguliers, d'où la nécessité de s'appuyer plutôt sur des enquêtes non officielles, basées sur des échantillons de petite taille et moins représentatifs.

Les *Lignes directrices de l'OCDE sur la mesure de la confiance* sont la première tentative de diffusion de recommandations internationales sur la collecte, la publication et l'analyse de données sur la confiance, visant à encourager leur adoption par les offices nationaux de la statistique. Elles expliquent également pourquoi les mesures de la confiance sont importantes pour le suivi et l'élaboration de politiques, et pourquoi les offices nationaux de la statistique ont un rôle critique à jouer dans le renforcement de l'utilité des mesures existantes. Outre un bilan des connaissances sur la fiabilité et la validité des mesures, les Lignes directrices décrivent les meilleures méthodes à suivre pour une mesure fiable et cohérente de la confiance, puis conseillent sur la communication, l'interprétation et l'analyse.

Les *Lignes directrices* comprennent également plusieurs prototypes de modules d'enquête sur la confiance que les organismes nationaux et internationaux peuvent aisément employer dans leurs enquêtes auprès des ménages. Pour la confiance dans les institutions publiques, trois mesures de base sont recommandées, formulées comme suit :

« Les questions suivantes concernent votre confiance dans les diverses institutions [DU PAYS]. Même si vous n'avez eu aucun ou peu de contact avec ces institutions, veuillez baser votre réponse sur votre impression générale. À partir de cette fiche, dites-moi, sur une échelle de 0 à 10, le degré de confiance que vous accordez personnellement à chacune des institutions citées. 0 signifie que vous ne faites pas confiance à une institution, et 10 que vous lui faites entièrement confiance. Tout d'abord… LIRE

Le parlement [DU PAYS] ?

La police [DU PAYS] ?

La fonction civile [DU PAYS] ? »

Ces questions cernent deux des principaux aspects sous-jacents de la confiance dans les institutions (la confiance dans le système politique et la confiance dans le système de justice et de mise en application de la législation). La question concernant la fonction civile cherche à établir si les participants considèrent la fonction civile non politique différemment des institutions politiques plus généralement.

Outre les *Lignes directrices sur la mesure de la confiance*, l'OCDE élabore d'autres moyens de compléter les données auto-déclarées sur la confiance par des données fondées sur des techniques innovantes tirées de la science comportementale et de l'économie expérimentale. Trustlab est une nouvelle plateforme en ligne mise au point par l'OCDE, en association avec d'autres partenaires, pour mesurer la confiance interpersonnelle et la confiance dans les institutions en combinant enquêtes, jeux comportementaux et informations détaillées sur les préférences et expériences politiques des participants. Trustlab a jusqu'à présent utilisé des échantillons représentatifs de la nation en Allemagne, aux États-Unis, en Corée, en France, et en Slovénie. D'autres pays devraient les rejoindre.

L'avenir des statistiques de gouvernance : tout un programme

Le programme de mesure de la gouvernance qui se présente aux offices nationaux de la statistique et autres producteurs de statistiques officielles est énorme : comparé à la plupart des autres aspects du bien-être analysés dans les éditions successives de *Comment va la vie?*, la plupart des données comparatives sur la gouvernance actuellement disponibles proviennent d'enquêtes auprès des ménages à petite échelle et non officielles, ou d'initiatives de mesure conduites par des organisations internationales, des équipes de chercheurs et des organisations de la société civile, à partir d'« évaluations qualitatives » par des experts, plutôt que de données quantitatives « avérées ». Pour répondre à la forte demande de statistiques de qualité sur les différents aspects de la gouvernance et élaborer des indicateurs de niveau III pour le 16e Objectif de développement durable, des dispositions doivent être prises dans les domaines suivants :

- Premièrement, il manque encore un cadre conceptuel pour les statistiques sur la gouvernance. En raison de l'absence d'une définition universelle de la gouvernance, divers organismes et chercheurs utilisent leur propre interprétation de ce terme, renvoyant à des concepts variés (qui se chevauchent partiellement) comme l'efficacité, l'impartialité, la responsabilité, la qualité démocratique, la non-discrimination, la capacité de l'État, etc. Même quand le même terme est employé par différents acteurs, son sens peut varier. Inversement, plusieurs acteurs peuvent utiliser différents termes pour décrire le même phénomène. La communauté statistique est invitée, à titre de priorité, à s'accorder sur la portée conceptuelle des statistiques de gouvernance, à établir ses principaux domaines et aspects, et à définir ce qui entre ou non dans le périmètre des statistiques de gouvernance. Le Groupe de Praia sur les statistiques de gouvernance, récemment créé par les Nations Unies, pourrait apporter une contribution capitale à cet égard.
- Deuxièmement, le concept général de gouvernance, même quand il est limité aux institutions publiques au sein d'un pays, englobe un large éventail de fonctions, toutes à des stades différents de maturité en ce qui concerne leur « mesurabilité ». Ce chapitre s'est plus particulièrement intéressé à la manière dont les institutions publiques sont perçues par les citoyens et aux échanges entre les deux, à partir des quelques aspects pour lesquels des données comparatives sont déjà disponibles, bien que provenant rarement de sources officielles. Différents aspects de la gouvernance (y compris certains qui ne sont pas examinés dans ce chapitre) sont à différents stades des critères de « mesurabilité » traités dans les sections précédentes. Par exemple, les indicateurs de niveau III sélectionnés pour le suivi du 16e Objectif de développement durable sont les plus éloignés de ces critères. Il faudra parvenir à un certain degré de consensus sur les priorités de mesure et sur la répartition des tâches parmi les nombreux organismes actifs dans ce domaine, pour faire avancer le programme à long terme afin d'améliorer la qualité des statistiques de gouvernance.
- Troisièmement, même pour les aspects examinés dans ce chapitre, des difficultés de mesure persistent. Par exemple, il a été montré qu'il existe un décalage entre la corruption dans les institutions publiques telle qu'elle est perçue et telle qu'elle est vécue par les citoyens, d'où l'importance de ne pas mesurer uniquement la « petite corruption ». De même, la manière dont les services publics sont vécus par chacun est influencée par différents facteurs (par exemple, accessibilité financière, adaptation aux besoins, proximité, etc.) qui devraient être mesurés de manière cohérente d'un service public à l'autre, en combinant des données d'enquêtes générales (avec échantillons représentatifs)

et des données d'usagers de services particuliers (par exemple, expériences et résultats déclarés par les patients des services de santé). En outre, la comparaison avec d'autres services publics (par exemple, la santé et l'éducation) révèle la nécessité flagrante de meilleures statistiques sur l'accès des personnes à la justice et sur leurs expériences de la justice. Les mesures de l'efficacité politique ne sont généralement pas incluses dans les enquêtes auprès des ménages, même si l'on sait que la voix politique des citoyens (et la réactivité des institutions à cette voix) est un levier important de leur engagement civique et de leur confiance dans les institutions, mais aussi du bien-être personnel de chacun. Des difficultés de mesure semblables se posent lorsqu'il s'agit de mesurer de nouvelles formes de participation politique ou d'évaluer les inégalités de participation et de représentation politiques.

- Quatrièmement, l'OCDE a analysé l'exactitude statistique de certains indicateurs de gouvernance présentés dans ce chapitre (González, Fleischer, et Mira d'Ercole, 2017). Cependant, dans de nombreux cas, d'autres analyses empiriques seront nécessaires pour déterminer si les mesures existantes cernent exactement le concept qu'elles sont censées mesurer. Les *Lignes directrices de l'OCDE sur la mesure de la confiance* donnent un exemple exhaustif du type de programme de recherche qui serait nécessaire pour évaluer la qualité statistique de certaines dimensions de la gouvernance.
- Enfin, la préparation d'une série de questions comparables sur la gouvernance et la voix politique, qui pourrait être incluse dans les enquêtes officielles, demande la collaboration de toutes les parties prenantes concernées. Par exemple, les organisations internationales peuvent fournir une aide et des conseils méthodologiques. Les offices de la statistique pourraient, eux, aider à établir les principales difficultés de mesure et les données requises pour tester les hypothèses intéressantes et produire des statistiques pertinentes et de qualité. À cet égard, les mesures de la confiance des citoyens dans les institutions ont un rôle crucial à jouer : en dépit de leur nature expérimentale, les trois questions sur la confiance des citoyens dans les institutions incluses dans les *Lignes directrices de l'OCDE sur la mesure de la confiance* (ainsi que les mesures primaires de la confiance envers les autres recommandées par les *Lignes directrices*) fourniraient, à condition d'être systématiquement appliquées dans les enquêtes officielles, une base solide pour l'analyse comparative dans le domaine des statistiques de gouvernance.

Notes

1. Adam Smith (1776) est l'un des premiers à formuler ce qu'apportent les institutions aux individus sous leur autorité et distingue trois fonctions du souverain : « protéger la société contre la violence et l'invasion d'autres sociétés indépendantes », « établir une administration exacte de la justice (parmi tous les membres de la société) » et « entretenir certains ouvrages publics et certaines institutions que l'intérêt privé d'un particulier ou de quelques particuliers ne pourrait jamais les porter à ériger ou à entretenir ».
2. Le cadre de mesure du bien-être de *Comment la vie?* comprend actuellement une dimension du bien-être présent, « engagement civique et gouvernance », mesurée (en 2015) par les indicateurs de participation électorale et d'association des parties prenantes aux affaires publiques. En même temps, la confiance dans les institutions et la confiance envers les autres ont servi à illustrer la notion de « capital social », l'un des quatre types de ressources importantes pour entretenir le bien-être dans la durée. Cette édition de *Comment va la vie ?* emploie une mesure de l'« efficacité politique » (avoir son mot à dire concernant l'action publique), présentée dans ce chapitre, comme indicateur principal de l'engagement civique et de la gouvernance, en même temps que la participation électorale. L'association des parties prenantes aux affaires publiques est conservée comme mesure de la composante institutionnelle du capital social, parallèlement aux deux mesures de la confiance envers les autres et de la confiance dans les pouvoirs publics.

3. L'Enquête sociale générale de la Nouvelle-Zélande comprend des modules sur la confiance, le vote et la participation politique. Au Mexique, l'Enquête nationale sur la qualité et l'impact des pouvoirs publics (ENCIG) recueille des données sur la satisfaction et le ressenti des citoyens vis-à-vis des services publics, sur la corruption perçue et la corruption vécue, ainsi que sur les échanges entre la population et les pouvoirs publics par voie électronique. Les « Mesures des progrès de l'Australie » (*Measures of Australia's Progress* – MAP), publiées par le Bureau australien de statistique, comprennent un volet gouvernance constitué de statistiques sur la confiance dans les pouvoirs publics et la participation. La publication reconnaît l'existence de déficits de données pour d'autres sous-dimensions de la gouvernance, notamment la gouvernance efficace et les droits et responsabilités des personnes.

4. Le 16e objectif veut « promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes à tous aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous » (*www.un.org/sustainabledevelopment/fr/peace-justice/*). Il comprend les cibles suivantes : 1) réduire la corruption et la pratique des pots-de-vin; 2) mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes; 3) faire en sorte que le dynamisme, l'ouverture, la participation et la représentation à tous les niveaux caractérisent la prise de décisions; 4) renforcer la participation des pays en développement aux institutions chargées de la gouvernance au niveau mondial; 5) garantir à tous une identité juridique; 6) garantir l'accès public à l'information et protéger les libertés fondamentales; 7) appuyer les institutions nationales, en particulier dans les pays en développement, pour prévenir la violence et lutter contre le terrorisme et la criminalité; et 8) promouvoir et appliquer des lois et politiques non discriminatoires. Certains aspects de la gouvernance sont également présents dans le 17e objectif, « Renforcer les moyens de mettre en œuvre le Partenariat mondial pour le développement durable et le revitaliser », où un rôle-clé leur est attribué dans la réalisation d'autres objectifs et cibles (*https://sustainabledevelopment.un.org/sdg17*).

5. Le terme « gouvernance » vient du latin signifiant « piloter un navire ».

6. Notamment, la nouvelle méthode de gestion publique (Gruening, 2001) insiste sur l'importance de laisser la liberté d'une gestion horizontale (plutôt que verticale), de la décentralisation (plutôt que la centralisation), de la participation démocratique (de préférence aux règles fondées sur l'autorité), de l'ouverture et de la transparence (au lieu du secret), de la séparation de la politique et de l'administration (de préférence aux systèmes des dépouilles), de la planification stratégique et des styles de gestion flexibles (au lieu de la gestion bureaucratique) et de la légitimité (au lieu de la légalité).

7. Dans le cas de Smouts (1998), la bonne gouvernance implique « la régularité de la procédure, la réconciliation, le rassemblement des acteurs et l'interactivité permanente ». Pour Diamond et Morlino (2004), elle comprend « les libertés, l'état de droit, la responsabilité verticale (de l'État envers les citoyens), la responsabilité horizontale (entre les institutions d'État), la réactivité, l'égalité, la participation et la concurrence ».

8. Ces trois domaines ne sont pas totalement indépendants. Dans certains cas, les lignes de démarcation peuvent être brouillées (par exemple, les principes déterminent les processus qui, à leur tour, influent sur les résultats). Par exemple, la protection des minorités est un principe qui devrait aboutir à l'équité de traitement et à l'absence de discrimination dans la fourniture de services. De même, le traitement des personnes et la qualité du service qu'elles reçoivent devraient influencer leur appréciation des institutions publiques, ainsi que garantir la capacité des institutions à fournir les éléments nécessaires pour que chaque personne puisse avoir la vie qu'il désire.

9. La théorie juridique est un terreau fertile pour la recherche sur l'importance du processus. Celle de la centralité du processus est un élément important de l'ouvrage influent de Hart et Sack *The Legal Process* (1994). Selon cette théorie, en présence de points de vue divers (par exemple, dans le contexte d'un gouvernement) la substance des décisions ne peut pas être prévue, contrairement à la procédure de prise de décision. Par conséquent, des procédures de qualité devraient aboutir à des décisions éclairées et sages. Par ailleurs, les procédures sont les mécanismes qui actionnent les rouages du système institutionnel en définissant les responsabilités et les attributions de chaque institution. Les processus institutionnalisés fournissent également des garde-fous contre le pouvoir discrétionnaire et donnent la possibilité de corriger les erreurs possibles en précisant les informations qui doivent être obtenues; les personnes dont les avis doivent être pris en compte; le mode de prise de décision et de justification, et les conditions formelles à observer pour toute action (Eskridge et Frickey, 1993).

10. De même, le module consacré à la résolution des différends du *World Justice Project* demande l'avis de tous les participants sur l'équité des procédures judiciaires vécues. Selon Pleasence et Balmer (à paraître), au moins 50 évaluations à grande échelle des besoins juridiques nationaux (enquêtes

sur le vécu du public et ses réactions face aux questions juridiques) ont été menées dans plus de 30 pays depuis le milieu des années 90.

11. Les Indicateurs de gouvernance mondiaux (*Worldwide Governance Indicators* – WGI) de la Banque mondiale constituent une base de données internationale exhaustive, avec des indicateurs composites pour six aspects de la gouvernance : voix et responsabilité; stabilité politique et absence de violence; efficacité du gouvernement; qualité de la réglementation; état de droit; lutte contre la corruption et transparence. Ces indicateurs reposent sur des centaines de variables issues de 31 sources de données différentes, allant des enquêtes auprès des ménages aux évaluations d'experts, mais aussi de données fournies par des organisations non gouvernementales, des fournisseurs commerciaux de statistiques et des organisations du secteur public.

12. Une deuxième vague de cette enquête a été publiée en 2013 dans le cadre du projet européen ANTICORRP. La prochaine vague de l'Enquête européenne sur la qualité de vie (EQLS), qui sera publiée avant la fin de 2017, aura comme point de mire l'utilisation et la qualité des services publics.

13. La Stratégie pour l'harmonisation des statistiques en Afrique (SHaSA) rassemble la Commission de l'Union africaine (CUA), le Groupe de la Banque africaine de développement (BAD) et la Commission économique pour l'Afrique (CEA) sous l'égide du Comité africain de coordination des statistiques (ASCC). La SHaSA a pour objectif, dans un cadre harmonisé, de guider et de coordonner la production de statistiques de qualité, de contribuer au renforcement des capacités en matière de statistiques continentales et d'encourager l'utilisation des statistiques dans la prise de décision.

14. Pour reprendre la citation célèbre de Winston Churchill : « *En effet, il a été dit que la démocratie est la pire forme de gouvernement, à l'exception de toutes les autres qui ont été essayées de temps à autre*. »

15. Schumpeter (1950) présente lui aussi une définition procédurale de la démocratie, selon laquelle la compétition électorale, concrétisée par les élections, est nécessaire pour parvenir aux décisions politiques.

16. Dans la majorité des pays de l'OCDE, les non-citoyens résidents (et dans certains pays, les personnes en prison et en établissement psychiatrique) n'ont pas le droit de voter aux élections nationales. Certains n'accordent pas non plus le droit de vote aux personnes sous liberté conditionnelle ou surveillée, ou encore aux individus ayant commis un délit grave par le passé (par exemple, dans certains États des États-Unis). Aussi, d'importantes différences dans les mesures de la participation électorale sont possibles selon si elles sont exprimées en proportion de la population en âge de voter (comme au graphique 4.1) ou de la population inscrite sur les listes électorales; les précédentes éditions de *Comment va la vie?* incluent les deux mesures de la participation électorale, tandis que la proportion de la population inscrite sur les listes électorales est employée pour l'Indicateur du vivre mieux de l'OCDE. Dans la plupart des pays de l'OCDE, la responsabilité des inscriptions revient aux autorités publiques, qui sont chargées de tenir les listes électorales. Aux États-Unis, cependant, la responsabilité de l'inscription appartient entièrement à l'individu. De ce fait, une importante proportion des personnes pouvant voter ne sont pas inscrites (Mahler, Jesuit et Paradowski, 2016).

17. Le choix du dénominateur le plus approprié pour mesurer la participation électorale, à savoir la population en âge de voter ou la population inscrite sur les listes électorales, est un problème de longue date. Le choix de dénominateur se répercute sur le classement des pays de l'OCDE en fonction de la participation électorale, en raison des différences de règles d'inscription sur les listes électorales, de la manière dont les listes électorales sont tenues, des règles concernant le vote des non-résidents, et du nombre de résidents qui n'ont pas le droit de voter aux élections nationales. Néanmoins, les deux mesures indiquent une tendance à la baisse de la participation électorale sur les quelques dernières années, dans l'ensemble la zone OCDE (OCDE 2015a).

18. Le taux de participation électorale indiqué dans les enquêtes post-élections est généralement supérieur à celui fondé sur les données électorales des archives administratives.

19. La catégorie « autres » de la classification de la CSES comprend les femmes au foyer, les personnes en situation de handicap permanent et les autres personnes ne faisant pas partie de la population active.

20. Une augmentation légèrement plus forte (5 points de pourcentage) est constatée lorsque les personnes ayant fait des études supérieures sont comparées à celles qui ont fait des études secondaires.

21. Maher, Jesuit et Paradowski (2016) examinent l'effet du taux de participation électorale différentiel par quintiles de revenus sur l'ampleur de la redistribution des revenus par le biais des transferts sociaux. Ils concluent que, lorsque plusieurs autres variables sont prises en compte, la courbe de revenus de la participation électorale est négativement corrélée avec la redistribution par les transferts, et que le plus faible taux de participation des personnes appartenant à la moitié inférieure de la distribution des revenus est lié au fait que ce groupe reçoit moins de transferts publics.

22. L'édition 2015 de *Comment va la vie?* (OCDE, 2015a) contient un chapitre sur le bénévolat et le bien-être.

23. Pour définir la participation politique manifeste formelle et extra-parlementaire, Boarini et Díaz (2015) s'appuient sur les éléments suivants énoncés dans l'ESS : 1) vote; 2) adhésion à un parti politique ou un syndicat; 3) prise de contact avec un homme/une femme politique ou avec un fonctionnaire de l'État; 4) travail pour un parti, une organisation ou une association politique; 5) port d'un badge ou d'une vignette de campagne; 6) signature d'une pétition dans les 12 derniers mois; 7) participation à une manifestation publique autorisée; et 8) boycott de certains produits.

24. Par exemple, pour la question concernant le contact avec des hommes/femmes politiques ou des fonctionnaires, l'EQLS précise « outre le contact routinier dû à l'utilisation des services publics ». D'autres enquêtes formulent ces questions en termes plus généraux (par exemple, l'enquête Gallup World Poll demande aux participants s'ils ont exprimé leur opinion à un fonctionnaire de l'État dans le mois précédent).

25. Selon la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations Unies (1948), les pays signataires doivent respecter certaines conditions minimales, dont : 1) des élections honnêtes qui doivent avoir lieu périodiquement, au suffrage universel égal et au vote secret ou suivant une procédure équivalente assurant la liberté du vote; 2) le droit de tout individu à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit; 3) le droit à la liberté de réunion et d'association pacifiques; et 4) le droit de prendre part à la direction des affaires publiques de son pays, soit directement, soit par l'intermédiaire de représentants librement choisis.

26. L'Enquête sociale européenne demande également aux participants d'évaluer l'importance de divers aspects dans ce qui serait pour eux le fonctionnement « idéal » d'un système démocratique. Ces données montrent que les citoyens européens accordent généralement une importance égale aux différents éléments de la démocratie. Par exemple, l'importance d'« élections libres et équitables » est évaluée à 8.9 en moyenne, la « fiabilité des médias » à 8.1, la « réduction des inégalités » à 8.1, et les mécanismes directs (référendums) pour trancher les questions cruciales, à 8.2. Dans tous les cas, l'importance moyenne attribuée à divers aspects de la démocratie est supérieure au degré de satisfaction des participants à leur égard, ce qui laisse entrevoir un décalage entre les attentes et la réalité. Les différences d'importance accordée à divers aspects de la démocratie d'un pays à l'autre sont aussi moins marquées que les différences de satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie dans le pays.

27. Les éléments de la démocratie indiqués au tableau 4.3 ont été sélectionnés par le biais d'une analyse factorielle fondée sur les diverses composantes du modèle théorique. Seule la question avec le plus haut coefficient de saturation, représentant fortement le facteur, a été retenue.

28. En Suisse, cependant, cette composante enregistre le plus haut niveau de satisfaction des participants. Un tel résultat est cohérent avec le système suisse, qui recourt régulièrement aux référendums pour trancher les questions sociales, économiques et politiques.

29. L'Enquête sociale européenne (ESS) interroge les participants sur leur confiance dans les institutions suivantes : les hommes/femmes politiques, le système juridique, le parlement, la police, le Parlement européen et l'Union européenne.

30. Selon les données les plus récentes de l'Union interparlementaire (UIP), en 2017, en moyenne dans les pays de l'OCDE, 28.8 % des parlementaires étaient des femmes, soit une hausse de 1 point de pourcentage par rapport à 2015 (27.8 %). S'il est vrai que ces chiffres ne sont que légèrement inférieurs à la cible de 30 % fixée par la Plateforme d'action de Beijing établie à la Quatrième Conférence mondiale sur les femmes des Nations Unies en 1995, ils sont loin de la parité.

31. Par exemple, Chattopadhyay et Duflo (2001) se servent d'une expérience randomisée pour montrer que, dans les États indiens où un tiers des positions de chef de village sont réservées aux femmes, ce sont les villages dirigés par des femmes qui investissent le plus dans les équipements collectifs en rapport direct avec les besoins des femmes.

32. Matthews (1985) généralise en concluant que « presque partout, les législateurs sont mieux éduqués, ont des professions plus valorisées et sont issus de milieux plus privilégiés que ceux et celles qu'ils représentent ».

33. Carnes (2012) résume son analyse en observant que « *Les représentants qui entrent dans la politique après des carrières dans des professions commerciales… sont beaucoup plus conservateurs que les autres dans leurs votes. Les représentants issus de la classe ouvrière… sont plus libéraux. Et les représentants qui sont dans la politique depuis plus longtemps, issus du milieu professionnel des services (à but non lucratif)*

et… les juristes… se situent entre les deux ». L'analyse à plusieurs variables de Carnes révèle d'importantes différences de vote en matière de politique économique en fonction des professions précédentes des législateurs. Or, ces différences sont insignifiantes si l'on se base sur leur niveau d'études, leur revenu et leur patrimoine.

34. L'indicateur de participation des parties prenantes existe également pour les réglementations secondaires. Tandis que les lois primaires sont des réglementations qui doivent être approuvées par le parlement, les réglementations secondaires peuvent être approuvées par le chef du gouvernement, par un ministre individuel ou par le conseil des ministres, c'est-à-dire par une autorité autre que le parlement. L'Indicateur du vivre mieux (IVM) de l'OCDE considère une moyenne des deux mesures (les lois primaires et les réglementations secondaires). Les indicateurs seront actualisés en 2017/18 et publiés dans les *Perspectives de l'OCDE sur la politique de la réglementation* 2018.

35. Pour réduire le risque de biais dus aux évaluations fournies par des agents de l'État, l'OCDE intègre plusieurs mécanismes de validation. Une description détaillée de l'enquête et de la méthodologie est donnée dans *Perspectives de l'OCDE sur la politique de la réglementation 2015*.

36. La mesure de la corruption au niveau des entreprises n'entre pas dans le périmètre de ce chapitre et reste généralement un phénomène moins étudié. Cependant, quelques enquêtes internationales comparatives (par exemple, la *Business Environment Survey* de la Banque mondiale) posent aux chefs d'entreprises des questions liées à la corruption. La plupart ne portent pas sur la corruption telle qu'elle est vécue par l'entreprise interrogée, mais plutôt sur un prototype d'entreprise « qui lui ressemble », encouragée à verser des dessous de table, entre autres. Ces questions sont un moyen indirect d'obtenir des informations sur leur climat économique (Andvig, 2005). Exemple : « *On dit que les entreprises doivent parfois faire des cadeaux ou effectuer des versements informels à des fonctionnaires pour 'faire avancer les choses' dans le domaine des douanes, des impôts, des permis, de la réglementation, des services, etc. En moyenne, quel pourcentage du chiffre d'affaire annuel, ou de la valeur totale annuelle estimée, représente ce type de versements informels ou de cadeaux à des fonctionnaires pour les entreprises comme la vôtre?* »

37. Quelques ONG, dans des pays membres (par exemple, Mexique) et non-membres (par exemple, Indonésie et Nigéria) de l'OCDE, ont créé des modules d'enquête spéciaux visant à mesurer l'incidence de la corruption résultant des relations entre les citoyens et les fonctionnaires au niveau national. D'autres offices nationaux de la statistique, dont l'Institut national français de la statistique et des études économiques (INSEE), prévoient une enquête sur la corruption.

38. Un projet international de *Manuel sur la mesure de la corruption au moyen d'enquêtes auprès de la population et des entreprises* est en cours, sous l'égide de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) et du Centre d'excellence de statistiques sur la gouvernance, la sécurité publique, la victimisation et la justice UNODC-INEGI. Le manuel se veut un guide méthodologique pour la préparation d'exemples d'enquêtes auprès de particuliers et d'entreprises, destinées à mesurer l'incidence de la corruption au niveau national. Il devrait aussi éclairer la mise au point d'indicateurs pour les cibles 16.5.1 des Objectifs de développement durable (Proportion de personnes ayant eu, au moins une fois, affaire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents) et 16.5.2 (Proportion d'entreprises ayant eu au moins une fois affaire à un agent public auquel elles ont versé un pot-de-vin ou qui leur a demandé un pot-de-vin au cours des 12 mois précédents). Pour élaborer ce manuel, un groupe de travail a été créé, constitué de représentants d'organisations internationales, d'offices nationaux de la statistique, de chercheurs et de représentants d'organismes d'audit et de conseil. La publication est prévue pour la fin 2017.

39. Pour qu'un score soit attribué à un pays, celui-ci doit disposer d'au moins trois sources de données à partir desquelles calculer une moyenne. Selon Transparency International, une source est considérée de qualité acceptable pour la construction de l'indice quand les données : 1) reposent sur une méthodologie fiable d'une institution crédible ; 2) concernent la corruption dans le secteur public ; 3) sont granulaires (l'échelle utilisée permet une différenciation suffisante) ; 4) sont comparables entre les pays ; et 5) sont disponibles sur plusieurs années.

40. Les groupes d'intérêts particuliers sont un autre phénomène digne d'attention. Ils exercent leur influence par le biais du lobbying, ainsi qu'en fournissant des ressources financières aux partis politiques et aux campagnes électorales. Ils sont eux aussi omis des mesures des enquêtes du type décrit ci-dessus. S'il est vrai que le lobbying mobilise une attention grandissante dans les pays de l'OCDE, traduite par l'accélération de la réglementation en faveur de la transparence au cours des dernières années, aucune mesure adéquate de ce phénomène n'existe, en particulier pour le financement politique (OCDE, 2015d). La mesure de ces aspects, ainsi que la représentation déséquilibrée dans les comités consultatifs publics et les « portes tournantes » (pantouflage) entre les organismes publics et les entreprises privées, exigent une étude plus poussée des outils de mesure possibles.

41. Le cadre « au service des citoyens » de l'OCDE est un outil analytique destiné à une évaluation exhaustive de la qualité des services publics, au-delà du coût et de la satisfaction signalée par les usagers. Le cadre part du principe que l'évaluation de la qualité des principaux services (santé, éducation et justice) exige de s'intéresser à l'« accès » (l'accessibilité financière, la proximité géographique et l'accessibilité des renseignements), à la « réactivité » (l'existence d'une approche axée sur les citoyens, l'adaptation des services aux besoins particuliers et la rapidité d'exécution) et à la « fiabilité » (la prestation effective des services et les réalisations, la cohérence dans la prestation des services et les réalisations, la sécurité). Depuis la présentation initiale du cadre dans l'édition 2011 de *Panorama des administrations publiques*, de nouveaux indicateurs ont été ajoutés pour chaque domaine d'action et dimension.

42. L'enquête Gallup World Poll pose la question suivante : « Dans la ville ou la zone que vous habitez, êtes-vous satisfait(e) ou insatisfait(e) du système de transports en commun/du système éducatif ou des établissements d'enseignement/de l'accès à des soins de santé de qualité ? » Concernant le système judiciaire et la police, la question posée par l'enquête Gallup World Poll est la suivante : « Dans ce pays, avez-vous confiance dans chacune des entités suivantes ? Et dans le système judiciaire ou les tribunaux ? Et dans la police ? »

43. Outre les questions sur la satisfaction générale des usagers à l'égard des services publics, il est également possible d'interroger sur la satisfaction à l'égard de certains aspects précis. Par exemple, la satisfaction à l'égard de l'accueil et des renseignements reçus, des équipements (dans le cas de la santé et de l'éducation), des délais d'accès au service, etc. L'enquête nationale mexicaine sur la qualité et l'impact de la gouvernance (ENCIG), par exemple, mesure la satisfaction à l'égard de ce type d'aspects de la qualité.

44. Dans le cas de l'éducation, la différence est statistiquement significative dans tous les pays sauf l'Espagne. En ce qui concerne la santé, la différence est statistiquement significative dans tous les pays sauf la Finlande, la Hongrie et la République slovaque. Pour la police, les différences de satisfaction sont également statistiquement significatives, mais dans le sens inverse. Dans quatre des 12 pays où la différence est statistiquement significative, l'expérience directe de la police entraîne une satisfaction moyenne inférieure.

45. À leur réunion du 17 janvier 2017, les ministres de la Santé des pays de l'OCDE ont chargé la Direction de l'Emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE d'élaborer des outils statistiques d'analyse comparative du vécu et des résultats des patients dans les pays de l'OCDE. Dans ce contexte, l'Enquête sur les indicateurs déclarés par les patients (PaRIS) est en chantier pour combler ce déficit critique d'informations et dresser un panorama des systèmes de santé articulé autour du patient.

46. L'efficacité politique est mesurée par le biais de données tirées de l'Évaluation des compétences des adultes (PIAAC) de l'OCDE. La première vague de la PIAAC couvrait 20 pays et trois entités infranationales de l'OCDE (la Flandre en Belgique ; l'Angleterre et l'Irlande du Nord au Royaume-Uni) ainsi que la Fédération de Russie, tandis que la deuxième vague couvrait six autres pays de l'OCDE ainsi que la Lituanie (un pays candidat à l'adhésion à l'OCDE).

47. L'une des premières expressions de l'importance de la confiance pour les gouvernements et les systèmes politiques est attribuée à Confucius, qui vécut en Chine aux alentours de l'an 500 av. J.-C. : « *Trois conditions sont nécessaires pour gouverner : des armes en suffisance, des vivres en suffisance, un peuple qui a la foi. S'il fallait renoncer à l'une de ces trois choses, mieux vaut sacrifier les armes et les vivres avant de renoncer à la foi du peuple, car un peuple sans foi ne saurait se tenir debout.* »

48. Pendant de nombreuses années, la principale source de données internationalement comparables sur la confiance fut l'Enquête mondiale sur les valeurs, qui commença à recueillir ces données en 1981.

49. Le périmètre géographique et la fréquence des différentes enquêtes varient. Dans le cas de l'enquête Gallup World Poll, les données sont recueillies annuellement dans le monde entier, tandis que les autres enquêtes, notamment l'Enquête mondiale sur les valeurs, l'Enquête sociale européenne et l'Enquête européenne sur la qualité de vie, couvrent un nombre plus restreint de pays. La collecte de données a lieu tous les deux ans pour l'Enquête sociale européenne, tous les trois ans pour l'Enquête européenne sur la qualité de vie et environ tous les cinq ans pour l'Enquête mondiale sur les valeurs. Dans le cas de l'EU-SILC, ces données n'ont jusqu'à présent été collectées que dans un module spécial en 2013.

50. L'importance des indicateurs de confiance est de plus en plus acceptée par la communauté statistique, car cette « confiance dans les différentes institutions publiques » a été suggérée comme un indicateur qui pourrait être utilisé à l'avenir pour le suivi de la cible 16.6 (« Mettre en place des institutions efficaces, responsables et transparentes à tous les niveaux ») du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies (*https://unstats.un.org/unsd/statcom/48th-session/documents/2017-2-IAEG-SDGs-E.pdf*).

51. Les premières données de Trustlab – la nouvelle plateforme en ligne élaborée par l'OCDE pour mesurer la confiance interpersonnelle et la confiance dans les institutions en combinant des questions d'enquêtes et des jeux comportementaux – indiquent que la bonne gouvernance a des retombées sur la confiance dans les institutions : en particulier, l'amélioration de la qualité des services publics, de l'ouverture et de la transparence perçues des institutions publiques, ainsi que de l'équité perçue par les citoyens dans la manière dont ils sont traités par les institutions publiques, influence le plus la confiance des individus dans les pouvoirs publics.

Références

Acock, A., H.D. Clarke et M.C. Stewart (1985), « A new model for old measures: A covariance structure analysis of political efficacy », *The Journal of Politics*, vol. 47, No. 4, pp. 1062-1084.

Andvig, J. (2005), « A house of straw sticks or bricks'? Some notes on corruption empirics », *NUPI Working Paper,* No. 678.

Banque mondiale (2017), *World Development Report 2017: Governance and the Law*, World Bank Publishing, Washington, DC.

Barnes, L. (2013), « The political economy of working time and redistribution », in A. Wren (dir. pub.), *The Political Economy of the Service Transition,* Oxford: Oxford University Press, pp. 282-305.

Barnes, S.H. et M. Kaase (dir. pub.) (1979), *Political Action: Mass Participation in Five Western Democracies,* Beverley Hills et Londres: Sage Publications.

Bauman, Z. et C. Bordoni (2014), *State of Crisis*, Polity Press, Cambridge.

Boardman, C. (2014), « Assessing governance: The importance of evaluating policy outcomes in national mission areas », *International Journal of Policy Administration and Institutions*, vol. 27, n° 3, pp. 519-526.

Boarini, R. et M. Díaz (2015), « Cast a Ballot or Protest in the Street – Did our Grandparents Do More of Both? An Age-Period-Cohort Analysis in Political Participation », *OECD Statistics Working Papers*, n° 2015/02, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5js636gn50jb-en*.

Borgonovi, F. et A. Pokropek (2017), « Mind the gap: The mediating role of literacy and education in explaining disparities in external political efficacy in 22 countries », *Intelligence* (2017), vol. 62, *http://dx.doi.org/10.1016/j.intell.2017.03.006*.

Broome, A. et J. Quirk (2015), « Governing the world at a distance: The practice of global benchmarking », *Review of International Studies*, vol. 41, n° 5, pp. 819-841, *https://doi.org/10.1017/S0260210515000340*.

Byrne, E. (2012), *Political Corruption in Ireland: 1922-2012, A Crooked Harp*, Manchester University Press, Manchester.

Carnes, N. (2012), « Does the numerical underrepresentation of the working class in Congress matter? », *Legislative Studies Quarterly,* vol. 37, pp. 5-34.

Carnes, N. et N. Lupu (2015), « Rethinking the comparative perspective on class and representation: Evidence from Latin America », *American Journal of Political Science*, vol. 59, pp. 1-18.

Chattopadhyay, R. et E. Duflo (2004), « Women as policy makers: Evidence from a randomized policy experiment in India », *Econometrica,* vol. 72, n° 5, pp. 1409-1443.

Coppedge, M. et al. (2011), « Conceptualizing and measuring democracy: A new approach », *Perspectives on Politics,* vol. 9, pp. 247-267.

Craig, S. et al. (1990), « Political efficacy and trust: A report on the NES pilot study items », *Political Behavior*, vol. 12, pp. 289-314.

Dahl, R. (1971), Polyarchy: Participation and Opposition, Yale University Press, New Haven.

Deaton, A. (2013), The Great Escape: Health, Wealth and the Origins of Inequality, Princeton University Press, Princeton, New Jersey.

Delwit, P. (2012), « The end of voters in Europe? Electoral turnout in Europe since WWII », *Open Journal of Political Science,* vol. 3, n° 1, pp. 44-52.

Diamond, L. et L. Morlino (2004), « The quality of democracy: An overview », *Journal of Democracy*, vol. 15, n° 4, pp. 20-30.

Djankov, S. et al. (2009), « Disclosure by politicians », *American Economic Journal: Applied Economics,* vol. 2, pp. 179-209.

Dorn, D. et al. (2007), « Is it culture or democracy? The impact of democracy and culture on happiness », *Social Indicators Research*, vol. 82, pp. 505-526.

Ekman, J. et E. Amna (2009), *Political Participation and Civic Engagement: Towards a New Typology*, Youth and Society, Orebro University.

Erlingsson, G. et G. Kristinsson (2016), « Making sense of corruption perceptions: Who to ask (and about what?) », Working paper series 2016:13, The Quality of Government Institute (QoG), University of Gothenburg, Göteborg.

Eskridge, W. et P Frickey (1993), « Making of the Legal Process », *Harvard Legal Review* 107, pp. 2037-2055, Cambridge, Massachusetts.

Ferrín, M. (2016), « An empirical assessment of satisfaction with democracy », *How Europeans View Democracy,* Oxford: Oxford University Press.

Ferrín, M. et H. Kriesi (2016), « Introduction: Democracy – the European verdict », *How Europeans View Democracy,* Oxford: Oxford University Press.

Finkel, S.E. (1987), « The effects of participation on political efficacy and political support: Evidence from a West German panel », *Journal of Politics*, vol. 49, n° 2, pp. 441-464.

Flavin, P. et M.J. Keane (2011), « Life satisfaction and political participation: Evidence from the United States », *Journal of Happiness Studies,* vol. 13, n° 1, pp. 63-76.

France Stratégie (2016), *Lignes de Faille : Une Société à Réunifier*, Paris, *www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/dp_-_lignes_de_faille_0.pdf* (consulté le 17 mars 2017).

Frey, A. et B. Stutzer (2006), « Political participation and procedural utility: An empirical study », *European Journal of Political Research*, n° 45, pp. 391-418.

Frey, A. et B. Stutzer (2004), « Introducing procedural utility: Not only what but also how matters », *Journal of Institutional and Theoretical Economics* (JITE), vol. 160, pp. 377-401.

Fujisawa, R. et N. Klazinga (2017), « Measuring patient experiences (PREMs): Progress made by the OECD and its member countries 2006-2015 », *Documents de travail de l'OCDE sur la santé*, Paris.

Fukuyama, F. (2014), *Political Order and Political Decay,* Farrar, Straus and Giroux, New York.

Geissel, B., M. Kneuer et H.J. Lauth (2016), « Measuring the quality of democracy: Introduction », *International Political Science Review*, vol. 37, n° 5, pp. 571-579.

Gilens, M. (2005), « Inequality and Democratic Responsiveness », *Public Opinion Quarterly*, vol. 69, n° 5, Special Issue 2005, pp. 778-796.

Gómez, B. et I. Palacios (2016), « Citizens evaluations of democracy, A microscope with quality seal », *How Europeans View Democracy,* Oxford University Press.

González, A. et F. Boehm (2011), « Medir la corrupción: De la generación de conciencia a los peligros de la mala interpretación » (Mesurer la corruption : de la sensibilisation aux dangers de la mauvaise interprétation), *Revista Opera*, n° 11, pp. 259-275.

González, S., L. Fleischer et M. Mira d'Ercole (2017), « Governance statistics in OECD countries and beyond: What exists, and what would be required to assess their quality? », *OECD Statistics Working Papers*, n° 2017/03, Éditions OCDE, Paris.

Grönlund, K. et M. Stäelä (2007), « Political trust, satisfaction and voter turnout », *Comparative European Politics*, No. 5, pp. 400-422.

Gruening, G. (2001), « Origin and theoretical basis of new public management », *International Public Management Journa*l, vol. 4, pp. 1-25.

Gupta, S., H. Davoodi et R. Alonso-Terme (2002), « Does Corruption Affect Income Inequality and Poverty? », *Economics of Governance*, vol. 3, n° 1, pp. 23-45.

Hart, H. et A. Sacks (1994), « The legal process: Basic problems in the making and application of law », Foundation Press, Eagan, Minnesota.

Held, D. (2006), *Models of Democracy*, Stanford University Press, Stanford, Californie.

Helliwell, J. et al. (2014), « Good Governance and National Well-being: What Are the Linkages? », *Documents de travail de l'OCDE sur la gouvernance publique*, n° 25, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5jxv9f651hvj-en*.

Holmberg, S., B. Rothstein et N. Nasiritousi (2009), « Quality of government: What you get », *Annual Review of Political Science,* vol. 12, pp. 135-161, *www.ethz.ch/content/dam/ethz/special-interest/gess/cis/international-relations-dam/Teaching/pwgrundlagenopenaccess/Weitere/Quality_government.pdf* (consulté le 20 février 2017).

Holt, J. et N. Manning (2014), « Fukuyama is right about measuring state quality: Now what? », *Governance Review*, vol. 27, n° 4, pp. 717-728, octobre, Washington, DC.

Hoskins, B. et J.G. Janmaat (2016), « Educational trajectories and inequalities of political engagement among adolescents in England », *Social Science Research*, vol. 56, pp. 73-89, *http://dx.doi.org/10.1016/j.ssresearch.2015.11.005* (consulté le 20 février 2017).

IDEA (Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale) (2016), *Voter Turnout Trends around the World*, IDEA Publishing, Stockholm.

Inglehart, R. (1990), *Culture Shift in Advanced Industrial Society*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey.

Kim, S. et D. Kim (2012), « Does Government Make People Happy? Exploring New Research Directions for Government's Roles in Happiness », *Journal of Happiness Studies*, vol. 13, n° 5, pp. 875-899, *http://link.springer.com/article/10.1007%2Fs10902-011-9296-0*.

Lane, R. (1959), *Political Life: Why and How People Get Involved in Politics*, Free Press, New York.

Lauth, H. (2004), *Demokratie und Demokratiemessung: Eine Konzeptionelle Grundlegung für den Interkulturellen Vergleich* (*Démocratie et mesure de la démocratie : base conceptuelle de comparaison interculturelle*), Wiesbaden, Allemagne, VS Verlag für Sozialwissenschaften.

Mahler, V., D. Jesuit et P. Paradowski (2016), « Electoral turnout and state redistribution: A cross-national study of 14 developed countries », *Luxembourg Income Study (LIS)*, No. 633, Luxembourg.

Matthews, D. (1985), « Legislative Recruitment and Legislative Careers », *Handbook of Legislative Research*, Harvard University Press.

Mauro, P. (1995), « Corruption and growth », *The Quarterly Journal of Economics*, vol. 110, n° 3, pp. 681-712.

Mcevoy, C. (2016), « The Role of Political Efficacy on Public Opinion in the European Union », *Journal of Common Market Studies*, vol. 54, n° 5, pp. 1159-1174.

Miller, A. et O. Listhaug (1990), « Political Parties and Confidence in Government: A Comparison of Norway, Sweden and the United States », *British Journal of Political Science*, vol. 20, No. 3, pp. 357-386.

Norris, P. (2012), *Making Democratic Governance Work – The Impact of Regimes on Prosperity, Welfare and Peace,* Cambridge University Press, New York.

Nussbaum, M. (2011), *Creating Capabilities – The Human Development Approach*, Harvard University Press, Cambridge Massachusetts.

Nussbaum, M. (2010), *Not for Profit: Why Democracy Needs Humanities*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey.

OCDE (2017a), *Guidelines on Measuring Trust*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264278219-en*.

OCDE (2017b), *Panorama des administrations publiques 2017*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/*.

OCDE (2015a), *Comment va la vie ? 2015 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2015-fr*.

OCDE (2015b), *Panorama de la santé 2015 : Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/health_glance-2015-fr*.

OCDE (2015c), *Perspectives de l'OCDE sur la politique de la réglementation*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264245235-fr*.

OCDE (2015d), *Panorama des administrations publiques 2015*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/gov_glance-2015-fr*.

OCDE (2013a), *Panorama des administrations publiques 2013*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/gov_glance-2013-fr*.

OCDE (2013b), *OECD Guidelines on Measuring Subjective Well-being*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264191655-en*.

Offe, C. (2009), « Governance: An 'empty signifier'? », *Constellations,* vol. 16, No. 4, Blackwell Publishing.

Ott, J.C. (2010), « Good Governance and Happiness in Nations: Technical Quality Precedes Democracy and Quality Beats Size », *Journal of Happiness Studies*, vol. 11, n° 3, pp. 353-368, *http://link.springer.com/article/10.1007%2Fs10902-009-9144-7*.

Pearce, N. (2007), « Fair Rules, Rethinking Fairness », *Public Policy Research*, mars-mai 2007, The Author Journal Compilation.

Plattner, M.F. (2013), « Reflections on 'Governance' », *Journal of Democracy,* vol. 24, n° 4, pp. 17-28, The Johns Hopkins University Press.

Pleasence, P. et N.J. Balmer (à paraître), « Legal Confidence and Attitudes to Law: Developing Standardised Measures of Legal Capability », *Legal Education Foundation*, Londres.

Putnam, R. (2005), *Bowling Alone, the Collapse and Revival of American Community*, Simon and Schuster, New York.

Putnam, R. (1976), *The Comparative Study of Political Elites*, Prentice-Hall, Englewood Cliffs, New Jersey.

Razafindrakoto, M. et F. Roubaud (2015), « Les modules Gouvernance Paix et Sécurité dans un cadre harmonisé au niveau de l'Afrique (GPS SHaSA) : Développement d'une méthodologie d'enquête statistique innovante », *Revue Méthodologique Statéco,* n° 109, pp. 122-158, INSEE.

Rodrik, D. (2007), *One Economics, Many Recipes: Globalization, Institutions and Economic Growth*, Princeton University Press, Princeton, New Jersey.

Rotberg, I.R. (2014), « Good governance means performance and results », *Governance: An International Journal of Policy, Administration, and Institutions*, vol. 27, n° 3, pp. 511-518, juillet.

Rothstein, B. et M. Tannenberg (2014), « The quality of government and development policy », A Report to the Swedish Government's Expert Group for Aid Studies, The Quality of Government Institute, University of Gothenburg, Göteborg, *http://qog.pol.gu.se/digitalAssets/1549/1549815_the-quality-of-government-and-development-policy.pdf* (consulté le 20 février 2017).

Rothstein, B. et J. Teorell (2008), « What is Quality of Government? A Theory of Impartial Government Institutions », *Governance*, vol. 21, pp. 165-190.

Schäfer, A. (2013), « Affluence inequality and satisfaction with democracy », in S.I. Keil et O.W. Gabriel (dir. pub.), *Society and Democracy in Europe,* Routledge, Londres, pp. 139-161.

Schumpeter, J.A. (1950), *Capitalism, Socialism and Democracy,* Harper and Brothers, New York.

Sen, A. (1999), *Development as Freedom*, Oxford University Press, Oxford.

Smith, A. (1776), *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations,* Forgotten Books.

Smouts, M.-C. (1998), « The proper use of governance in international relations », *International Social Science Journal*, vol. 50, n° 155, mars.

Spence, M.A. (2011), *The Next Convergence: The Future of Economic Growth in a Multispeed World*, Farrar, Straus and Giroux, New York.

Stiglitz, J.E. (2015), « The origins of inequality, and policies to contain it », *National Tax Journal*, vol. 68, n° 2, pp. 425-448.

Stiglitz, J.E., A. Sen et J.-P. Fitoussi (2009), *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social*, *www.insee.fr/fr/information/2550927*.

Transparency International (2015), *Corruption Perceptions Index 2015: Technical Methodology Note*, Berlin, *www.transparency.it/wp-content/uploads/2016/01/Technical-Methodology-Note-Corruption-Perceptions-Index-2015.pdf* (consulté le 20 février 2017).

Uslaner, E. et M. Brown (2003), « Inequality, Trust and Civic Engagement », *American Politics Research*, vol. 31, n° 10, pp. 1-28.

Van Biezen, I., P. Mair et T. Poguntke (2012), « Going, going… gone? The decline of party membership in contemporary Europe », *European Journal of Political Research*, vol. 51, pp. 24-56.

Van de Walle, S. et G. Bouckaert (2003), « Public service performance and trust in government: The problem of causality », *International Journal of Public Administration*, vol. 26, n° 8-9, pp. 891-913.

Van Zanden, J. et al. (dir. pub.) (2014), *How Was Life?: Global Well-being since 1820*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264214262-en*.

Veenhoven, R. (1988), « The Utility of Happiness », *Social Indicators Research*, vol. 20, n° 4, pp. 333-354.

Yang, K. et Holzer, M. (2006), « The Performance-Trust Link: Implications for Performance Measurement », *Public Administration Review*, vol. 66, pp. 114-126.

Bases de données :

Comparative Candidate Survey, *www.comparativecandidates.org/* (dernière consultation le 15 mai 2017).

Comparative Study of Electoral Systems (CSES), *www.cses.org/* (dernière consultation le 30 juin 2017).

Enquête européenne sur la qualité de vie (2012), cycle 3, *www.eurofound.europa.eu/fr/surveys/european-quality-of-life-surveys/european-quality-of-life-survey-2012/eqls-2012-questionnaire* (dernière consultation le 31 mars 2017).

Enquête européenne sur la qualité de la gouvernance, *https://nicholascharron.wordpress.com/european-quality-of-government-index-eqi/* (dernière consultation le 31 mars 2017).

Enquête sociale européenne (2012), Round 6 special rotating module on citizens' valuations of different elements of democracy, *www.europeansocialsurvey.org/data/themes.html?t=udemocracy* (dernière consultation le 31 mars 2017).

Gallup Analytics, *www.gallup.com/products/170987/gallup-analytics.aspx* (dernière consultation le 28 avril 2017).

Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA), *www.idea.int* (dernière consultation le 31 mars 2017).

OCDE (2016), *Enquête sur les compétences des adultes* (base de données PIAAC), *www.oecd.org/skills/piaac/publicdataandanalysis/* (dernière consultation le 28 avril 2017).

OCDE (2014), résultats du Questionnaire sur les indicateurs réglementaires, *www.oecd.org/gov/regulatory-policy/measuring-regulatory-performance.htm* (dernière consultation le 31 mars 2017).

PEW Research Centre, Historic trends of public trust, *www.people-press.org/2015/11/23/1-trust-in-government-1958-2015/* (dernière consultation le 30 mai 2017).

World Justice Project (2016), Dispute resolution survey module, *https://worldjusticeproject.org/our-work/wjp-rule-law-index/wjp-rule-law-index-2016* (dernière consultation le 30 mai 2017).

Chapitre 5

Profils par pays

Le cadre de mesure du bien-être de l'OCDE englobe un large éventail d'indicateurs comparables portant sur différents aspects du progrès social, économique et environnemental. L'un des principaux avantages de ce cadre est qu'il permet de comparer les forces et faiblesses de chaque pays dans différents domaines qui comptent dans la vie des citoyens. Ce chapitre, sous la forme d'une série de profils par pays de trois pages, présente les résultats moyens des pays de l'OCDE et de six pays partenaires. Chaque profil résume les performances comparatives des pays en termes de niveaux moyens de bien-être, et décrit brièvement les changements survenus au cours de la dernière décennie. Les ressources nécessaires au bien-être futur sont examinées au moyen d'une sélection d'indicateurs présentés dans un tableau de bord indiquant à la fois les niveaux relatifs et l'évolution sur dix ans des mesures des stocks de capital naturel, économique, humain et social. Cette vue d'ensemble permet de mettre en évidence les similarités et les différences entre les pays, mais également les principales tendances qui ont émergé dans le temps. Les indicateurs relatifs aux inégalités en matière de bien-être ne figurent pas dans ces profils par pays ; pour un examen des résultats des pays dans ce domaine, voir le chapitre 2.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Guide de lecture des profils par pays

Indicateurs principaux du bien-être actuel

Dans les profils par pays ci-après, les niveaux moyens de bien-être sont évalués à l'aide d'un ensemble standard d'indicateurs phares (tableau 5.1) élaboré au fil des éditions précédentes de *Comment va la vie ?*. Ces indicateurs ont été évalués par rapport à différents critères de qualité, utilisés pour la première fois dans l'édition 2011 de *Comment va la vie ?*. Cet ensemble continue d'évoluer à mesure que de nouvelles sources de données de meilleure qualité sont disponibles (encadré 5.1). Les définitions, les valeurs observées, les séries chronologiques et les informations sources sont détaillées dans l'*Annexe en ligne : Bien-être actuel* (*www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*). Les inégalités en matière de bien-être sont décrites dans le chapitre 2.

Tableau 5.1. **Indicateurs phares du bien-être actuel**

Catégorie	Indicateur	Unité de mesure	Année(s)*	Pays concernés (OCDE et pays partenaires)‡	Source
Revenu et patrimoine					
Revenu des ménages	Revenu disponible ajusté net des ménages	USD aux PPA courantes, moyenne par habitant (dernière année connue) ; et USD aux PPA de 2010, moyenne par habitant (pour les séries chronologiques)	2005-15	OCDE 30 + 3	Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux
Patrimoine net des ménages	Patrimoine net des ménages	USD aux PPA courantes, moyenne par ménage	Plusieurs entre 2008-15	OCDE 27	Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses
Emploi et salaires					
Emploi	Taux d'emploi	Salariés de 15 à 64 ans, en pourcentage de la population du même âge	2005-16	OCDE 35 + 6	Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail
Salaires	Salaire annuel brut moyen par salarié à temps plein	USD aux PPA de la dernière année connue	2005-16	OCDE 34 + 1	Base de données de l'OCDE sur les salaires annuels moyens
Insécurité sur le marché du travail	Insécurité sur le marché du travail due au chômage	Perte moyenne de revenu d'activité liée au chômage en pourcentage du salaire antérieur	2007-15	OCDE 34	Base de données de l'OCDE sur la qualité de l'emploi
Stress au travail	Fréquence du stress au travail	Pourcentage de salariés confrontés à des exigences élevées conjuguées à des ressources professionnelles faibles	2005, 2010, 2015	OCDE 35 + 3	Estimations provisoires (septembre 2017) préparées pour la Base de données de l'OCDE sur la qualité de l'emploi
Chômage de longue durée	Taux de chômage de longue durée	Pourcentage de la population active au chômage depuis un an ou plus	2005-16	OCDE 34 + 5	Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail

Tableau 5.1. **Indicateurs phares du bien-être actuel** *(suite)*

Catégorie	Indicateur	Unité de mesure	Année(s)*	Pays concernés (OCDE et pays partenaires)‡	Source
Logement					
Pièces par personne	Pièces par personne	Nombre moyen de pièces par personne (hors salle de bain, toilettes, cuisine, arrière-cuisine/buanderie et garages)	2005-15	OCDE 35 + 4	Compilé aux fins de ce rapport sur la base de l'EU-SILC** et d'autres sources des offices nationaux de la statistique
Accessibilité financière du logement	Dépenses de logement des ménages	Pourcentage du revenu disponible ajusté brut des ménages consacré au logement et à son entretien	2005-15	OCDE 33 + 5	Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux
Équipements sanitaires de base	Logements dépourvus d'équipements sanitaires de base	Pourcentage de personnes vivant dans un logement dépourvu de WC intérieurs réservés au seul usage du ménage	2005-15	OCDE 32 + 5	Compilé aux fins de ce rapport sur la base de l'EU-SILC** et d'autres sources des offices nationaux de la statistique
Équilibre vie professionnelle-vie privée					
Durée de travail	Salariés ayant une durée de travail très longue	Pourcentage de salariés travaillant habituellement 50 heures ou plus par semaine	2005-16	OCDE 31 + 6	Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail
Temps de loisir	Temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles	Heures par jour, personnes occupant un emploi à temps plein	~ 2010 uniquement	OCDE 21 + 1	Base de données de l'OCDE sur l'emploi du temps
État de santé					
Espérance de vie	Espérance de vie à la naissance	Nombre d'années pendant lesquelles un nouveau-né peut espérer vivre	2005-15	OCDE 35 + 6	Base de données de l'OCDE sur la santé
Santé perçue	État de santé perçu	Pourcentage d'adultes s'estimant en « bonne » ou « très bonne » santé	2005-15	OCDE 35 + 3	Base de données de l'OCDE sur la santé
Éducation et compétences					
Niveau d'études	Adultes en âge de travailler titulaires d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire au minimum	Pourcentage d'adultes de 24 à 64 ans titulaires d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire au minimum	2005-16	OCDE 34 + 6	Base de données de Regards sur l'éducation, OCDE
Compétences des adultes	Compétences de la population adulte âgée de 16 à 65 ans	Scores moyens en littératie et en numératie	~ 2012 uniquement	OCDE 28 + 2	Programme international pour l'évaluation des compétences des adultes (PIAAC) de l'OCDE
Compétences cognitives à 15 ans	Compétences cognitives des élèves de 15 ans	Scores moyens en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences	2015 uniquement	OCDE 35 + 5	Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE
Liens sociaux					
Soutien social	Soutien social	Pourcentage de personnes déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter en période difficile	2005/6-16	OCDE 35 + 6	Gallup World Poll

Tableau 5.1. **Indicateurs phares du bien-être actuel** *(suite)*

Catégorie	Indicateur	Unité de mesure	Année(s)*	Pays concernés (OCDE et pays partenaires)‡	Source
Engagement civique et gouvernance					
Participation électorale	Participation électorale	Pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales	2005-17	OCDE 35 + 6	IDEA
Avoir son mot à dire concernant l'action des pouvoirs publics	Avoir son mot à dire concernant l'action des pouvoirs publics	Pourcentage de personnes âgées de 16 à 65 ans qui ont le sentiment d'avoir leur mot à dire concernant l'action des pouvoirs publics	~ 2012 uniquement	OCDE 28 + 2	Compilé aux fins de ce rapport sur la base du Programme international pour l'évaluation des compétences des adultes (PIAAC)
Qualité de l'environnement					
Qualité de l'eau	Satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau	Pourcentage de personnes satisfaites au sein de la population totale	2005/6-16	OCDE 35 + 6	Gallup World Poll
Qualité de l'air	Exposition à la pollution de l'air par les particules fines ($PM_{2.5}$)	Exposition aux concentrations de $PM_{2.5}$ pondérée par la population, microgrammes par mètre cube, moyenne mobile sur 3 ans	2005-13 (moyenne mobile sur 3 ans)	OCDE 35 + 6	Compilé aux fins de ce rapport à partir de la base de données de l'OCDE sur l'exposition à la pollution de l'air
Sécurité personnelle					
Homicides	Mortalité par agression	Taux normalisé selon l'âge, pour 100 000 habitants	2005-14	OCDE 35 + 6	Base de données de l'OCDE sur la santé
Se sentir en sécurité la nuit	Sentiment de sécurité éprouvé en marchant seul la nuit	Pourcentage de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules le soir dans la ville ou le quartier où elles vivent	2006-16	OCDE 35 + 6	Gallup World Poll
Bien-être subjectif					
Satisfaction à l'égard de la vie	Satisfaction à l'égard de la vie	Valeurs moyennes sur une échelle à 11 niveaux, graduée de 0 (pas du tout satisfait) à 10 (tout à fait satisfait).	2013, 2014, 2015 (en fonction de la source)	OCDE 30	Compilé aux fins de ce rapport sur la base de l'EU-SILC** et d'autres sources des offices nationaux de la statistique

‡ L'indication des pays concernés se rapporte uniquement à la dernière année connue ; en ce qui concerne l'évolution dans le temps, la moyenne de l'OCDE s'appuie souvent sur un ensemble plus restreint de pays, du fait que les séries sont incomplètes ou comportent des ruptures.

* Se rapporte à la série chronologique la plus longue examinée ; les pays ne disposent pas tous de séries chronologiques complètes.

** Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC).

† On utilise les données du Gallup World Poll pour évaluer l'évolution dans le temps de la satisfaction à l'égard de la vie, puisqu'elles comportent une longue série chronologique. La mesure utilisée est l'échelle de Cantril, et l'unité de mesure est le score moyen sur une échelle de 0 à 10.

Encadré 5.1. **Mises à jour de l'ensemble d'indicateurs phares du bien-être actuel**

Le tableau 5.1 inclut un petit nombre de modifications apportées à l'ensemble d'indicateurs phares depuis l'édition 2015 de *Comment va la vie ?* (OCDE, 2015a), et traduisant plusieurs progrès récents en matière de mesure :

- Dans la dimension **revenu et patrimoine**, le *patrimoine financier net des ménages* par habitant (tiré de la Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux) a été remplacé par le *patrimoine net des ménages* par ménage (tiré de la Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses). Le patrimoine net est plus proche de la notion visée d'un point de vue conceptuel, étant donné que le patrimoine financier exclut les principaux actifs non financiers qui occupent une place centrale dans les ménages, comme la propriété du logement. Les récentes collectes de données ont permis d'accroître le nombre de pays couverts par la mesure du patrimoine net.
- Dans la dimension **emploi et salaires**, l'indicateur *probabilité d'entrer dans le chômage* a été remplacé par une mesure de l'*insécurité sur le marché du travail*, issue du cadre de l'OCDE pour la qualité de l'emploi (Cazes, Hijzen et Saint-Martin, 2015 ; OCDE 2017a). Cette mesure est fondée sur les informations relatives à la probabilité qu'un chômeur se retrouve au chômage, la durée moyenne du chômage, et les prestations de chômage perçues dans chaque pays de l'OCDE. Cet indicateur donne une mesure de la perte monétaire attendue en moyenne à la suite d'une entrée et d'un maintien au chômage, et est exprimé en pourcentage du salaire antérieur.
- Toujours dans le contexte de l'**emploi et des salaires**, le nouvel indicateur de *stress au travail* (tiré de la base de données de l'OCDE sur la qualité de l'emploi) a été intégré à l'ensemble d'indicateurs phares, afin de mesurer la qualité de l'environnement professionnel. Il indique la part de salariés confrontés à des exigences professionnelles (à savoir exigences physiques, intensité de travail, rigidité du temps de travail et insécurité perçue de l'emploi) supérieures aux ressources professionnelles dont ils disposent (à savoir autonomie au travail, possibilités de formation et d'apprentissage, possibilité perçue d'avancement professionnel, motivations intrinsèques de l'emploi).
- Dans la dimension **engagement civique et gouvernance**, une nouvelle mesure a été ajoutée, indiquant si les citoyens estiment *avoir leur mot à dire quant à l'action publique*. Elle est tirée du Programme international pour l'évaluation des compétences des adultes (PIAAC) de l'OCDE, et présentée dans le chapitre 4, « Gouvernance et bien-être ». L'indicateur *association des parties prenantes aux affaires publiques* utilisé précédemment pour mesurer le bien-être actuel, a été conservé comme mesure du capital social dans la section sur les ressources nécessaires au bien-être futur (voir tableau 5.5).
- En ce qui concerne la **qualité de l'environnement**, la mesure de la qualité de l'air (exposition annuelle à la pollution de l'air par les particules fines, $PM_{2.5}$) s'appuie désormais sur les nouvelles estimations de la Direction de l'environnement de l'OCDE, conçues pour être utilisées comme mesure phare dans le projet sur les *Indicateurs de croissance verte* (OCDE, 2017b). Elle se présente sous la forme d'une moyenne mobile sur trois ans, en raison du caractère fluctuant des estimations.
- En outre, dans la dimension **sécurité personnelle**, un indicateur relatif à la *victimisation autodéclarée,* fondé sur une question du Gallup World Poll portant sur les agressions subies au cours des 12 derniers mois, a été supprimé de l'ensemble d'indicateurs phares. En effet, les données ne sont plus collectées régulièrement dans le cadre de l'enquête principale Gallup World Poll.

Évaluation des forces et des faiblesses en ce qui concerne les niveaux moyens de bien-être actuel

La première page de chaque profil donne un aperçu des forces et faiblesses relatives du pays en ce qui concerne les niveaux moyens de bien-être actuel. Les résultats des pays de l'OCDE sont présentés sous la forme d'un diagramme circulaire dans lequel les valeurs ont été normalisées suivant une procédure min-max afin de faire la synthèse des indicateurs

exprimés dans différentes unités. Cette normalisation est effectuée selon une formule standard qui convertit les valeurs originales des indicateurs en un nombre compris entre 0 (qui correspond au pire résultat possible) et 100 (qui correspond au meilleur résultat possible)[1]. Dans le diagramme, le cercle blanc central est une base correspondant au niveau minimum (0), alors que la bordure blanche interne correspond au niveau maximum de chaque indicateur (100)[2]. Les performances relatives de chaque pays sont représentées par des barres bleues, une pour chaque indicateur : tant pour les indicateurs positifs que négatifs, une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Exemple : le temps de loisir de l'Australie, proche de 0, est l'un des plus faibles de la zone OCDE, alors que le patrimoine net des ménages et le taux de participation électorale sont proches du maximum. Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche. Pour les pays partenaires de l'OCDE, les indicateurs du bien-être sont présentés dans un tableau, et regroupés en fonction des résultats de chaque pays par rapport à la moyenne de l'OCDE et à la moyenne de l'ensemble des pays partenaires.

Évaluation de l'évolution du niveau moyen de bien-être au cours des 10 dernières années

La deuxième page de chaque profil évalue l'évolution dans le temps des indicateurs phares du bien-être actuel. Elle repose sur une simple comparaison des valeurs observées lors de l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). Elle exclut les indicateurs pour lesquels on ne dispose que d'une seule année, et/ou les pays disposant uniquement de séries chronologiques courtes. Lorsqu'en raison de ruptures dans les séries chronologiques, l'évolution ne peut être évaluée sur une période de 10 années pleines, l'évolution antérieure à ces interruptions (par exemple, entre 2005 et 2013) est parfois évoquée en indiquant clairement les années concernées. Pour donner une idée immédiate du sens de l'évolution, il est représenté sous forme de flèches (amélioration ↗, dégradation ↘ et stabilité ⇔). Elles sont déterminées en fonction des seuils détaillés dans l'annexe 5.A.

Évaluation des ressources nécessaires et des risques pour le bien-être futur

La troisième et dernière page de chaque profil aborde la question de la pérennisation du bien-être dans le temps. À cette fin, elle s'appuie sur l'ensemble d'indicateurs introduit dans *Comment va la vie ? 2013* (OCDE, 2013) et présenté dans *Comment va la vie ? 2015* (OCDE, 2015b), en tenant compte des quelques mises à jour décrites dans l'encadré 5.2 ci-dessous. Cette page, qui prend la forme d'un tableau de bord indiquant à la fois les niveaux de chaque indicateur et leur évolution par rapport à 2005, présente un ensemble de mesures des ressources (ou « capital ») naturelles, humaines, sociales et économiques, à vocation illustrative. Outre les indicateurs portant sur les « stocks » de ressources (comme la superficie boisée), les investissements (comme les dépenses au titre de la recherche et du développement), les dégradations (comme les émissions de gaz à effet de serre) et les facteurs de risque (comme la prévalence du tabagisme et de l'obésité) sont également pris en compte. Les données sont généralement présentées par habitant (voir tableaux 5.2 à 5.5 ci-dessous), et les définitions, valeurs observées, séries chronologiques et sources sont détaillées dans les deux *Annexes en ligne* (Bien-être actuel et Ressources nécessaires au bien-être futur) *www.oecd-ilibrary.org/economics/comment-va-la-vie-2017_how_life-2017-fr*.

Les « tableaux de bord » figurant en troisième page des profils par pays se lisent comme suit :

- la colonne **rang** du tableau de bord indique si le pays se classe dans le tiers supérieur, médian ou inférieur des pays de l'OCDE[3]. Pour les pays partenaires de l'OCDE, ce rang est remplacé par un rang « équivalent OCDE » – qui évalue les résultats atteints par rapport au tiers supérieur, médian ou inférieur des pays de l'OCDE. Ainsi, « 1 » signifie que les résultats obtenus par le pays partenaire correspondent à ceux atteints par le tiers supérieur des pays de l'OCDE, « 2 » qu'ils correspondent à ceux atteints par le tiers médian, et « 3 » qu'ils correspondent à ceux atteints par le tiers inférieur. Cette caractérisation des niveaux de ressources met nécessairement l'accent sur la comparaison des performances (plutôt que sur les performances absolues) et comporte des limites évidentes, comme l'introduction d'une certaine distorsion lorsque des valeurs très proches dans la pratique sont affectées à des rangs différents sur une base purement mathématique (plutôt qu'en fonction de leur importance pratique dans le monde réel). Toutefois, cette méthode contribue à simplifier un tableau sinon très complexe, et présente l'avantage de permettre l'application de la même méthode à tous les indicateurs.
- La colonne **évolution** du tableau de bord se fonde sur l'écart de points entre la valeur de 2005 (ou de l'année la plus proche connue), et la valeur actuelle (ou de la dernière année connue). Les fluctuations de cet écart au cours des années intermédiaires ne sont pas prises en compte. Pour donner une idée immédiate du sens de l'évolution, il est représenté sous forme de flèches (amélioration ⇗, dégradation ⇘ et stabilité ⇔). Elles sont déterminées en fonction des seuils détaillés dans l'annexe 5.A. Les années prises en compte pour déterminer l'évolution sont indiquées dans le tableau de bord. La période prise en compte est spécifique au pays, puisque les pays ne disposent pas tous de séries chronologiques complètes. Lorsque l'on ne dispose d'aucune information sur l'évolution dans le temps, ou que la série chronologique disponible est très courte, la colonne évolution indique « .. ».

Lorsque des données **manquent** (et que ni le rang ni l'évolution ne peuvent être déterminés), l'indicateur est signalé dans une ligne à part à la fin du tableau de bord. Cela permet de mettre en évidence les principales données manquantes.

Tableau 5.2. **Sélection d'indicateurs du capital naturel**

Catégorie	Indicateur	Unité de mesure	Année(s)	Pays concernés (OCDE et pays partenaires) ‡	Source
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production	Tonnes par habitant, équivalent CO_2	2005-15	OCDE 35 + 4	Base de données de l'OCDE sur les statistiques de l'environnement
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	Émissions de dioxyde de carbone incorporées à la demande intérieure finale	Tonnes par habitant	2001-11	OCDE 35 + 6	Bases de données d'analyse structurelle (STAN) de l'OCDE
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	Exposition à la pollution de l'air par les particules fines ($PM_{2.5}$)	Exposition aux concentrations de $PM_{2.5}$ pondérée par la population, microgrammes par mètre cube, moyenne mobile sur 3 ans	2005-13 (moyenne mobile sur 3 ans)	OCDE 35 + 6	Compilé aux fins de ce rapport à partir de la base de données de l'OCDE sur l'exposition à la pollution de l'air
Superficie boisée	Superficie boisée	Superficie boisée en kilomètres carrés, par millier d'habitants	2005-14	OCDE 35 + 6	Compilé aux fins de ce rapport à partir de la base de données de l'OCDE des indicateurs de la croissance verte

Tableau 5.2. **Sélection d'indicateurs du capital naturel** *(suite)*

Catégorie	Indicateur	Unité de mesure	Année(s)	Pays concernés (OCDE et pays partenaires) ‡	Source
Ressources renouvelables en eau douce	Ressources renouvelables en eau douce	Ressources renouvelables en eau douce, en milliers de mètres cubes par habitant	Moyenne annuelle de longue période	OCDE 35 + 5	Base de données de l'OCDE des indicateurs de la croissance verte
Prélèvements d'eau douce	Prélèvements d'eau douce	Prélèvements bruts d'eau souterraine ou de surface, en mètres cubes par habitant	2015 ou dernière année connue	OCDE 34 + 5	Base de données de l'OCDE des indicateurs de la croissance verte
Oiseaux menacés	Oiseaux menacés	Espèces menacées, en % de l'ensemble des espèces connues	Dernière année connue	OCDE 32 + 4	Base de données de l'OCDE sur les statistiques de l'environnement
Mammifères menacés	Mammifères menacés	Espèces menacées, en % de l'ensemble des espèces connues	Dernière année connue	OCDE 30 + 4	Base de données de l'OCDE sur les statistiques de l'environnement
Plantes menacées	Plantes vasculaires menacées	Espèces menacées, en % de l'ensemble des espèces connues	Dernière année connue	OCDE 30 + 4	Base de données de l'OCDE sur les statistiques de l'environnement

‡ L'indication des pays concernés se rapporte uniquement à la dernière année connue.

Tableau 5.3. **Sélection d'indicateurs du capital humain**

Catégorie	Indicateur	Unité de mesure	Année(s)	Pays concernés (OCDE et pays partenaires) ‡	Source
Niveau d'études des jeunes adultes	Pourcentage de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire parmi les jeunes adultes âgés de 25 à 34 ans	Pourcentage de personnes titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum	2005-16	OCDE 34 + 6	Base de données de Regards sur l'éducation, OCDE
Espérance de scolarisation	Nombre attendu d'années dans l'enseignement	Nombre moyen d'années qu'un enfant âgé de 5 ans peut espérer passer dans l'enseignement (avant l'âge de 39 ans)	2015 uniquement	OCDE 35 + 5	Base de données de Regards sur l'éducation, OCDE
Compétences cognitives à 15 ans	Compétences cognitives des élèves de 15 ans	Scores moyens en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences	2015 uniquement	OCDE 35 + 5	Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) de l'OCDE
Compétences des adultes	Compétences de la population adulte âgée de 16 à 65 ans	Scores moyens en littératie et en numératie	~ 2012 uniquement	OCDE 28 + 2	Programme international pour l'évaluation des compétences des adultes (PIAAC) de l'OCDE
Chômage de longue durée	Taux de chômage de longue durée	Pourcentage de la population active au chômage depuis un an ou plus	2005-16	OCDE 34 + 5	Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail
Espérance de vie à la naissance	Espérance de vie à la naissance	Nombre d'années pendant lesquelles un nouveau-né peut espérer vivre	2005-15	OCDE 35 + 6	Base de données de l'OCDE sur la santé
Prévalence du tabagisme	Proportion d'adultes fumant quotidiennement	Pourcentage de personnes âgées de 15 ans et plus déclarant fumer quotidiennement	2005-16	OCDE 35 + 6	Base de données de l'OCDE sur la santé
Prévalence de l'obésité	Prévalence de l'obésité	Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus	2005-16	OCDE 35 + 6	Base de données de l'OCDE sur la santé

‡ L'indication des pays concernés se rapporte uniquement à la dernière année connue.

Tableau 5.4. **Sélection d'indicateurs du capital économique**

Catégorie	Indicateur	Unité de mesure	Année(s)	Pays concernés (OCDE et pays partenaires) ‡	Source
Actifs fixes produits	Actifs fixes produits	USD par habitant aux PPA de 2010	2005-15	OCDE 26 + 2	Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux
Formation brute de capital fixe	Formation brute de capital fixe	Taux de croissance annuels	2005-16	OCDE 35 + 6	Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	USD par habitant aux PPA courantes	2005-16	OCDE 33 + 4	Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux
Actifs de propriété intellectuelle	Actifs de propriété intellectuelle	USD par habitant aux PPA de 2010	2005-15	OCDE 26 + 1	Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	Investissement dans la recherche-développement (R-D)	En pourcentage du PIB	2005-15	OCDE 29 + 3	Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux
Dette des ménages	Dette des ménages	Pourcentage du revenu disponible net des ménages	2005-15	OCDE 30 + 3	Tableau de bord financier de l'OCDE (base de données)
Patrimoine net des ménages	Patrimoine net des ménages	USD aux PPA courantes, par ménage	2014 (2012 ou 13 ou 15)	OCDE 27	Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses
Valeur financière nette des administrations publiques	Valeur financière nette ajustée de l'administration générale	En pourcentage du PIB	2005-16	OCDE 33 + 4	Tableau de bord financier de l'OCDE (base de données)
Levier financier du secteur bancaire	Levier financier du secteur bancaire	Rapport entre certains actifs et les fonds propres des banques	2005-15 (16)	OCDE 31 + 2	Tableau de bord financier de l'OCDE (base de données)

‡ L'indication des pays concernés se rapporte uniquement à la dernière année connue.

Tableau 5.5. Sélection d'indicateurs du capital social

Catégorie	Indicateur	Unité de mesure	Année(s)	Pays concernés (OCDE et pays partenaires) ‡	Source
Confiance envers autrui	Confiance interpersonnelle	Moyenne arithmétique des réponses, échelle de 0 (vous ne faites confiance à personne) à 10 (la plupart des gens sont dignes de confiance)	2013 uniquement	OCDE 27 + 1	Compilé aux fins de ce rapport sur la base de l'EU-SILC** + Statistique Nouvelle-Zélande
Confiance dans la police	Confiance dans la police	Moyenne arithmétique des réponses, échelle de 0 (aucune confiance) à 10 (confiance totale)	2013 uniquement	OCDE 27 + 1	Compilé aux fins de ce rapport sur la base de l'EU-SILC** + Statistique Nouvelle-Zélande
Confiance dans l'administration nationale	Confiance dans l'administration nationale	Proportion de la population ayant répondu « oui » à une question relative à la confiance dans l'administration nationale	2005/6-16	OCDE 35 + 6	Gallup World Poll
Participation électorale	Participation électorale	Pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales	2005-17	OCDE 35 + 6	IDEA
Association des parties prenantes aux affaires publiques	Association des parties prenantes à l'élaboration des textes législatifs et des textes d'application	Échelle de 0 à 4, fondée sur l'analyse des réponses des pays à l'édition 2014 de l'enquête sur les indicateurs de la réglementation conduite par l'OCDE	2014 uniquement	OCDE 35 + 4	Base de données de l'OCDE sur les indicateurs en matière de politique et de gouvernance réglementaires (iREG)
Bénévolat dans des organisations	Participation au bénévolat formel	Pourcentage de la population d'âge actif déclarant avoir fait du bénévolat dans une organisation au moins une fois par mois au cours de l'année précédente	~ 2012 uniquement	OCDE 28 + 2	Programme international pour l'évaluation des compétences des adultes (PIAAC) de l'OCDE

‡ L'indication des pays concernés se rapporte uniquement à la dernière année connue.

Encadré 5.2. **Mises à jour de l'ensemble d'indicateurs sur les ressources nécessaires au bien-être futur**

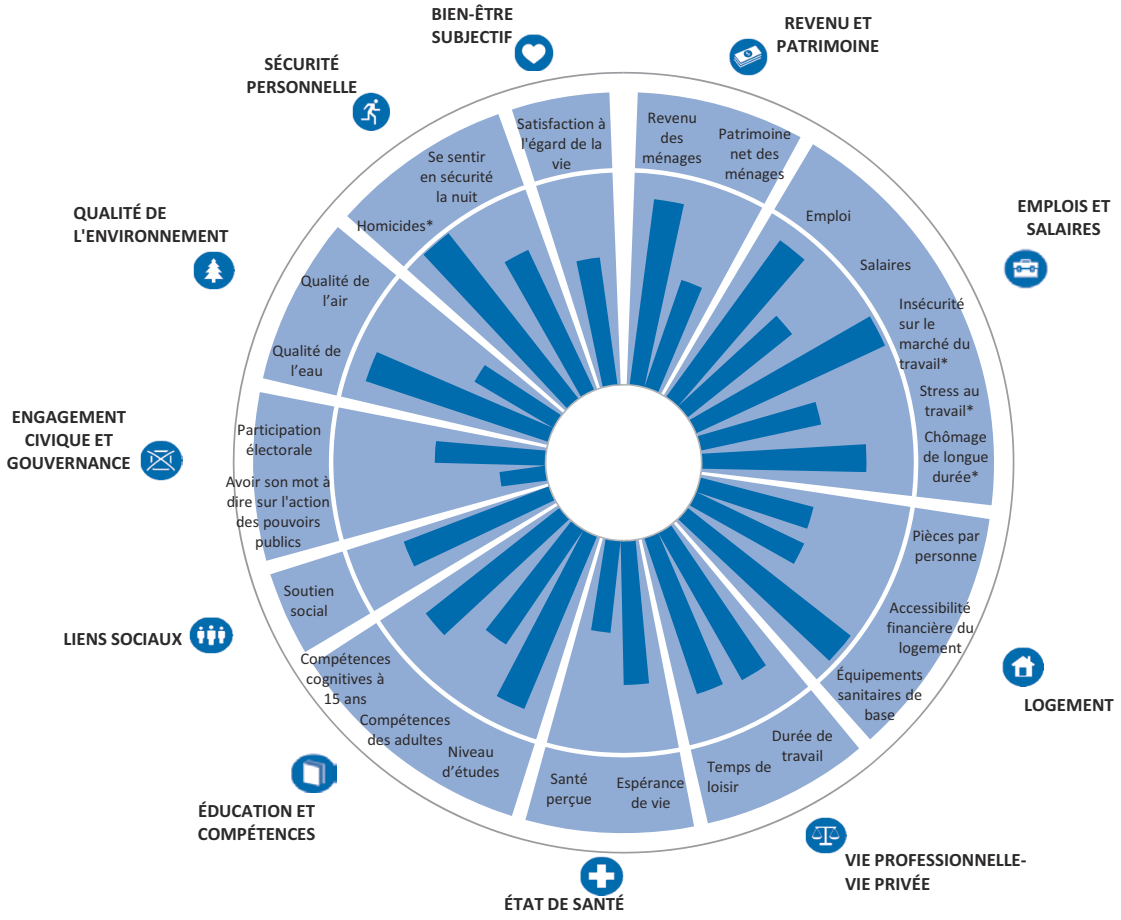
Les tableaux 5.2 à 5.5 intègrent un petit nombre de modifications apportées à l'ensemble d'indicateurs sur les ressources nécessaires au bien-être futur depuis l'édition 2015 de *Comment va la vie ?* :

- dans la catégorie **capital naturel**, les *émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure* (tirées de la Base de données STAN de l'OCDE sur les indicateurs structurels) ont été ajoutées au tableau de bord, en complément des *émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure*. Lues conjointement, ces deux mesures permettent d'évaluer si un pays parvient à réduire à la fois ses émissions intérieures imputables à la production intérieure de biens et services (quel que soit l'endroit où ils sont consommés), et ses émissions imputables à ses habitudes de consommation globales (qui peuvent intégrer à la fois les émissions produites sur son territoire et à l'étranger, comme dans le cas des biens importés).
- Également dans la catégorie **capital naturel**, la mesure de la qualité de l'air (*exposition annuelle à la pollution de l'air par les particules fines, $PM_{2.5}$*) s'appuie désormais sur les nouvelles estimations de la Direction de l'environnement de l'OCDE, conçues pour être utilisées comme mesure phare dans le projet sur les *Indicateurs de croissance verte* (OCDE, 2017b). Elle se présente sous la forme d'une moyenne mobile sur trois ans, en raison du caractère fluctuant des estimations. La même modification a été apportée aux indicateurs phares du bien-être actuel.
- Parmi les indicateurs du **capital économique**, le *patrimoine financier net des ménages* par habitant (tiré de la Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux) a été remplacé par le *patrimoine net des ménages* par ménage (tiré de la Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses). Cette modification est conforme au changement apporté aux indicateurs phares du bien-être actuel.
- En ce qui concerne le **capital social**, le *bénévolat dans des organisations* (tiré du Programme international de l'OCDE pour l'évaluation des compétences des adultes) a été ajouté comme facteur d'investissement. Cela s'inscrit dans le cadre des travaux de développement du programme statistique relatif aux mesures du bénévolat, évoqué dans le chapitre 5de *Comment va la vie ? 2015* (OCDE, 2015c), « L'importance de donner : bénévolat et bien-être. »

COMMENT VA LA VIE EN ALLEMAGNE ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, l'Allemagne obtient de bons résultats dans la plupart des dimensions du bien-être. Le **revenu disponible ajusté net des ménages** est supérieur à la moyenne de l'OCDE, mais le **patrimoine net des ménages** se situe juste en deçà. Le **taux d'emploi** (75 %) est très supérieur à la moyenne de l'OCDE (67 %), et les **salaires** ainsi que le **chômage de longue durée** sont proches des niveaux moyens relevés dans la zone OCDE. L'Allemagne affiche l'un des plus bas niveaux d'**insécurité sur le marché du travail** de l'OCDE, et même si un tiers des salariés allemands subissaient du **stress au travail** en 2015, cette proportion demeure inférieure au niveau moyen de l'OCDE (38 %). L'**espérance de vie** atteint 81 ans, ce qui est proche de la moyenne de l'OCDE, mais la part des adultes allemands **percevant leur santé** comme « bonne » ou « très bonne » (65 %) est légèrement inférieure à la moyenne de l'OCDE (69 %). La **sécurité personnelle**, les **liens sociaux** et **l'éducation et les compétences** sont des domaines où l'Allemagne obtient généralement de bons résultats, contrairement à l'engagement civique et à la gouvernance – un quart seulement des Allemands estimant **avoir son mot à dire quant à l'action publique.**

Graphique 5.1. **Niveau moyen de bien-être actuel de l'Allemagne : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de l'Allemagne en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676410

Évolution du niveau moyen de bien-être en Allemagne au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net des ménages allemands a augmenté régulièrement au cours des dix dernières années, et est actuellement supérieur de 9 % à son niveau de 2005. En 2014, le patrimoine net des ménages avait progressé de 22 % par rapport à 2010 en termes réels.	⇗ ⇗
Emploi et salaires	Le taux d'emploi a augmenté (de 2 points) et le taux de chômage de longue durée a diminué (d'un peu moins d'un point) depuis 2011, la première année pour laquelle des données comparables sont disponibles pour ces deux indicateurs. Après une période de croissance lente, le salaire moyen a fortement progressé en 2010 ; il est aujourd'hui supérieur de 11 % à son niveau d'il y a 10 ans. L'insécurité sur le marché du travail s'est également améliorée ; après avoir atteint son point culminant en 2009, elle est actuellement inférieure à son niveau d'avant la crise. Enfin, la part des salariés subissant du stress au travail a reculé de 15 points entre 2005 et 2015, la plus forte baisse de l'ensemble des pays de l'OCDE sur les dix dernières années.	⇗ ⇗ ⇗ ⇗ ⇗
Conditions de logement	Le nombre de pièces par personne a peu progressé depuis 2005, mais demeure tout juste inférieur à la moyenne de l'OCDE. L'accessibilité financière du logement s'est légèrement améliorée, la part du revenu des ménages consacrée aux dépenses de logement ayant diminué d'environ 1 point depuis 2005. Le pourcentage de personnes vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base a été réduit de deux tiers au cours des dix dernières années.	⇗ ⇗ ⇗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	En 2016, la part des salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine (5 %) était légèrement inférieure au niveau observé en 2011 (première année pour laquelle des données comparables sont disponibles).	⇗
État de santé	Malgré un recul de 6 mois entre 2014 et 2015, l'espérance de vie à la naissance a globalement progressé d'un an et demi depuis 2005. Parallèlement, le pourcentage d'adultes se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé a gagné 4 points depuis 2005.	⇗ ⇗
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2016, ce taux est resté relativement stable en Allemagne.	⇔
Liens sociaux	Les liens sociaux déclarés ont peu évolué depuis 2005.	⇔
Engagement civique	Le taux de participation aux élections fédérales de 2013 a très légèrement augmenté par rapport aux élections de 2009, mais demeure inférieur au taux de 2005, qui s'établissait à 78 %. Cette tendance est conforme à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, où la participation électorale a reculé de 2.4 points depuis 2005.	⇘
Qualité de l'environnement	La satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local et l'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ sont restées globalement stables en Allemagne par rapport aux niveaux de 2005.	⇔ ⇔
Sécurité personnelle	La mortalité par homicide est restée relativement faible au cours des 10 dernières années. Le sentiment de sécurité lorsque l'on marche seul la nuit est également resté relativement stable, ce qui n'a été le cas que dans environ un tiers des pays de l'OCDE.	⇔ ⇔
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie a augmenté progressivement depuis 2005, passant de 6.5 à 7 en moyenne (sur une échelle de 0 à 10).	⇗

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Allemagne : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❷	↗ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❷	↗ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❷	⇔ 2005-2013
Superficie boisée	❸	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❸	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❷	.. 2013
Oiseaux menacés	❸	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	❸	.. Dernière année connue
Plantes menacées	❸	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	❷	⇔ 2014-2016
Espérance de scolarisation	❶	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	❶	.. 2015
Compétences des adultes	❷	.. 2011/2012
Chômage de longue durée	❷	↗ 2011-2016
Espérance de vie à la naissance	❸	.. 2005-2015
Prévalence du tabagisme	❷	↗ 2005-2013
Prévalence de l'obésité	❸	.. 2012

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	❶	↗ 2005-2015
Formation brute de capital fixe	❷	↗ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❶	↗ 2005-2016
Actifs de propriété intellectuelle	❶	↗ 2005-2015
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❶	↗ 2005-2014
Dette des ménages	❶	↗ 2005-2015
Patrimoine net des ménages	❷	↗ 2010-2014
Valeur financière nette des administrations publiques	❷	↗ 2005-2015
Levier financier du secteur bancaire	❸	↘ 2005-2015

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance envers autrui	❸	.. 2013
Confiance dans la police	❷	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	❶	↗ 2005-2016
Participation électorale	❷	↘ 2005-2013
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❷	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	❶	.. 2011/2012

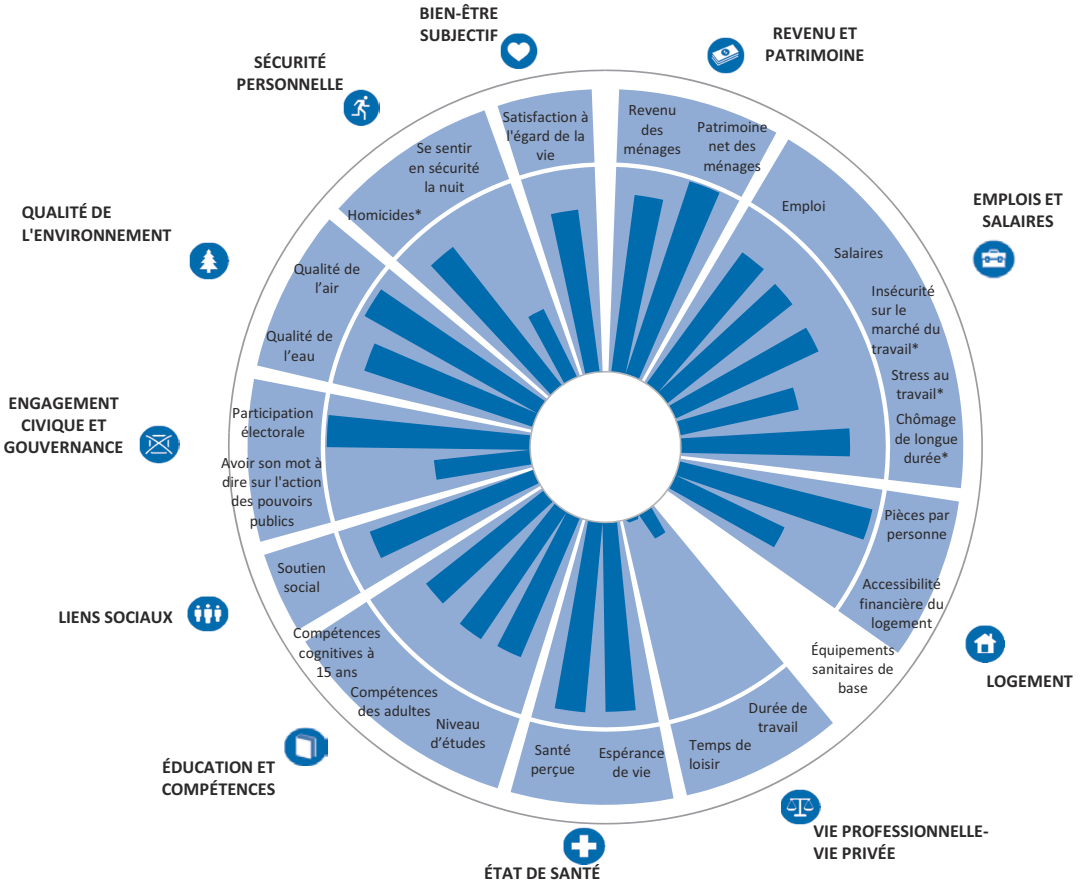
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN AUSTRALIE ?

En général, l'Australie obtient de bons résultats par rapport aux autres pays de l'OCDE dans les différentes dimensions du bien-être. Elle fait partie des pays de l'OCDE dont la **qualité de l'air** est la meilleure, et elle affichait un **revenu disponible ajusté net** et un **patrimoine net moyens des ménages** parmi les plus élevés de l'OCDE en 2015 et 2014 respectivement. Malgré de bons résultats dans la dimension « Emploi et salaires », l'Australie se situe en deçà de la moyenne de l'OCDE s'agissant de l'équilibre vie professionnelle-vie privée : selon les informations recueillies, les travailleurs à temps plein ont 30 minutes de temps de loisir (temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles) en moins que ceux des autres pays de l'OCDE, et plus de 13 % des salariés ont **travaillé régulièrement 50 heures ou plus par semaine** en 2016. S'agissant de la sécurité personnelle, malgré un taux d'**homicides** relativement faible, seuls 64 % des Australiens déclaraient **se sentir en sécurité lorsqu'ils marchent seuls à la nuit tombée,** contre 69 % des habitants de la zone OCDE en moyenne sur la période 2014-16. Une forte proportion d'Australiens fait état de bons niveaux de **santé perçue**, même si ces données ne sont pas directement comparables avec celles des autres pays de l'OCDE car l'échelle de déclaration est différente.

Graphique 5.2. **Niveau moyen de bien-être actuel de l'Australie : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de l'Australie en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676429

Évolution du niveau moyen de bien-être en Australie au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net des ménages a considérablement augmenté en Australie au cours des dix dernières années. Après une forte progression entre 2005 et 2008, il a diminué pendant la première année de la crise financière avant de repartir à la hausse jusqu'en 2011, où la croissance a de nouveau marqué un coup d'arrêt. Il s'est stabilisé depuis à un niveau parmi les plus élevés de l'OCDE. Parallèlement, le patrimoine net des ménages a augmenté de 10 % en termes cumulés entre 2012 et 2014.	⇗ ⇗
Emploi et salaires	En Australie, les salaires sont actuellement supérieurs de 10 % (en termes réels) à ceux de 2005, mais ont enregistré un léger recul ces dernières années, après avoir atteint un point culminant en 2011-12. Bien que le taux d'emploi soit resté relativement stable, d'autres indicateurs de l'emploi se sont dégradés depuis 2008 : la part des personnes subissant du stress au travail a augmenté de 3 points ; l'insécurité sur le marché du travail demeure aussi élevée qu'au plus fort de la crise ; et le chômage de longue durée a été multiplié par deux depuis 2007.	⇗ ⇔ ⇘ ⇘ ⇘
Conditions de logement	Malgré une forte baisse en 2008, les dépenses de logement (en part du revenu disponible) ont augmenté et ont gagné 1 point en dix ans. Le nombre de pièces par personnes est resté relativement stable à 2.3, ce qui place l'Australie au quatrième rang des pays de l'OCDE.	⇘ ⇔
Équilibre vie professionnelle-vie privée	En Australie, la part des salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine a diminué de 2.1 points au cours de la dernière décennie, une baisse plus importante que la baisse moyenne enregistrée dans l'OCDE.	⇗
État de santé	Bien que l'espérance de vie à la naissance ait augmenté régulièrement en Australie depuis 2005, son gain de 1.6 an est légèrement inférieur à la hausse moyenne enregistrée dans l'OCDE. L'état de santé perçu est resté relativement stable, 85 % des adultes se déclarant en « bonne » ou en « très bonne » santé entre 2007 et 2014.	⇗ ⇔
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2016, ce taux a augmenté de 2.8 points en Australie.	⇗
Liens sociaux	La part des personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin est restée relativement stable au cours des 10 dernières années.	⇔
Engagement civique	Malgré le vote obligatoire, le taux de participation électorale (parmi la population inscrite sur les listes) a diminué de 4 points entre les élections législatives de 2007 et celles de 2016.	⇘
Qualité de l'environnement	La part de la population exposée à la pollution de l'air par les particules fines ($PM_{2.5}$) est restée stable en Australie depuis 2009, après une légère amélioration entre 2005 et 2009. La satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local a augmenté de 5.6 points depuis 2005.	⇔ ⇗
Sécurité personnelle	La mortalité par homicide est restée faible en Australie entre 2006 et 2014. La part des personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit est également restée relativement stable.	⇔ ⇔
Bien-être subjectif	En Australie, la satisfaction à l'égard de la vie est restée peu ou prou stable à un niveau relativement élevé au cours des dix dernières années.	⇔

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Australie : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❸	↗ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❸	↘ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ W	❶	⇔ 2005-2013
Superficie boisée	❶	↘ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❶	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❷	.. 2011
Oiseaux menacés	❶	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	❸	.. Dernière année connue
Plantes menacées	❶	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	❷	↗ 2014-2016
Espérance de scolarisation	❶	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	❷	.. 2015
Compétences des adultes	❷	.. 2011/2012
Chômage de longue durée	❷	↘ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❶	↗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	❶	↗ 2007-2016
Prévalence de l'obésité	❸	↘ 2007-2014

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	❶	↗ 2005-2015
Formation brute de capital fixe	❸	↘ 2005-2015
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❸	↘ 2005-2015
Actifs de propriété intellectuelle	❷	↗ 2005-2015
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❸	⇔ 2005-2015
Dette des ménages	❸	↘ 2005-2015
Patrimoine net des ménages	❶	↗ 2012-2014
Valeur financière nette des administrations publiques	❶	↘ 2005-2016
Levier financier du secteur bancaire	❶	⇔ 2005-2016

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance dans l'administration nationale	❷	↘ 2005-2016
Participation électorale	❶	↘ 2007-2016
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❶	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	❶	.. 2011/2012

Pas de données disponibles sur la confiance envers autrui et la confiance dans la police.

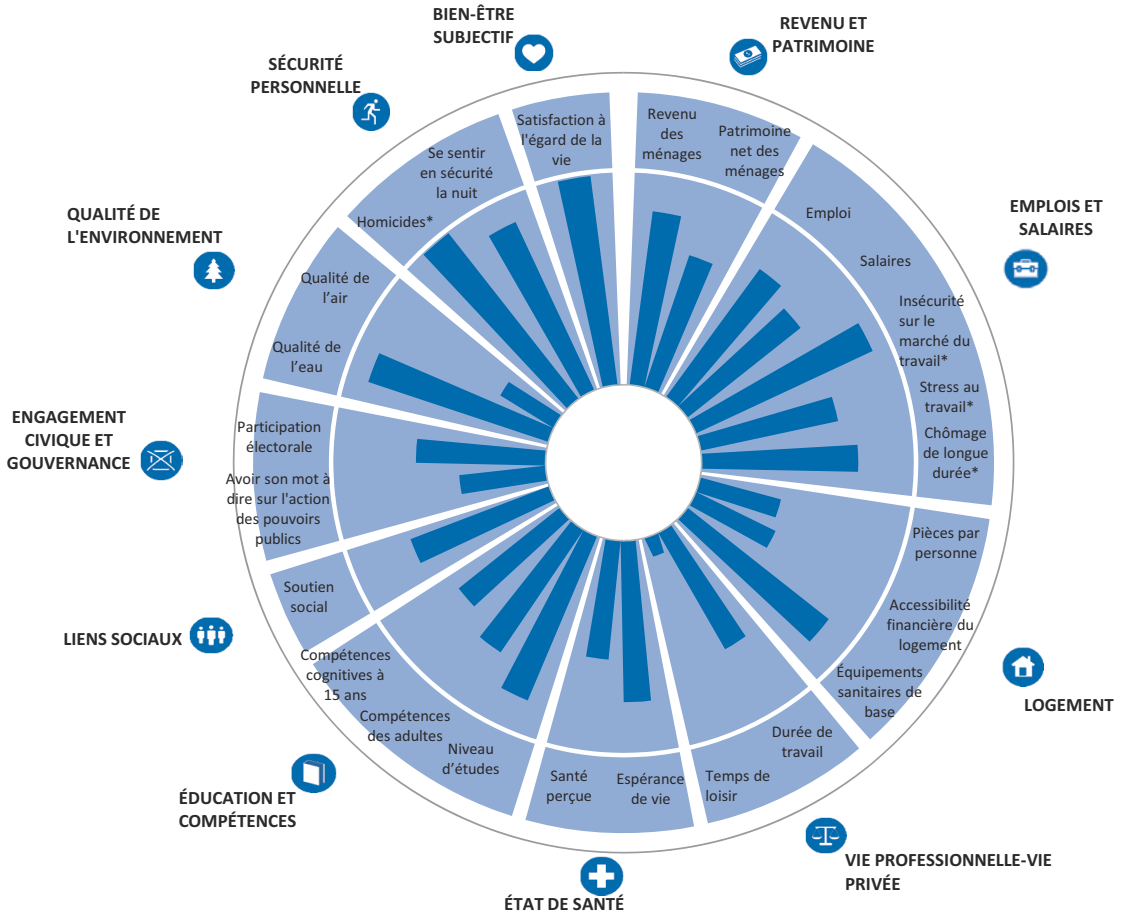
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN AUTRICHE ?

L'Autriche s'approche de la moyenne de l'OCDE dans de nombreuses dimensions du bien-être, et la dépasse dans plusieurs cas. Par exemple, en 2015, le **revenu disponible ajusté net des ménages** était l'un des plus élevés de l'OCDE, et l'**insécurité sur le marché du travail** était relativement faible. Cela étant, selon les informations recueillies, les travailleurs à temps plein ont en moyenne moins de **temps de loisir** (temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles) que dans la plupart des autres pays de l'OCDE. Alors qu'en moyenne, 93 % des Autrichiens étaient satisfaits de la **qualité de l'eau** sur la période 2014-16, la **qualité de l'air** (évaluée en termes de pollution de l'air par les particules fines, $PM_{2.5}$) était l'une des plus mauvaises de la zone OCDE. Sur le plan de la santé, 70 % des Autrichiens **perçoivent leur santé** comme « bonne » ou « très bonne », un chiffre proche de la moyenne de l'OCDE, et l'**espérance de vie à la naissance** s'établit à 81 ans, soit un an de plus que la moyenne de l'OCDE. La **sécurité personnelle** et la **satisfaction à l'égard de la vie** sont également des domaines où l'Autriche obtient de bons résultats par rapport aux autres pays. Ces mesures la classent en effet dans le tiers supérieur des pays de l'OCDE.

Graphique 5.3. **Niveau moyen de bien-être actuel de l'Autriche : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de l'Autriche en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676448

Évolution du niveau moyen de bien-être en Autriche au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	En Autriche, le revenu disponible ajusté net des ménages se situe, en termes réels, à un niveau similaire à celui de 2005. Au cours de dix dernières années, il a atteint son point culminant en 2008 avant de diminuer progressivement depuis, malgré une légère hausse en 2012. Le patrimoine net des ménages autrichiens est resté relativement stable entre 2010 et 2014.	⇔ ⇔
Emploi et salaires	Après une forte hausse entre 2005 et 2008, le taux d'emploi a augmenté régulièrement depuis 2009, et dépasse actuellement de 4 points celui de 2005. Bien que les salaires aient également augmenté, ils ont atteint leur point culminant en 2009, ont légèrement diminué pendant la crise, et sont repartis à la hausse en 2012. L'insécurité sur le marché du travail et le taux de chômage de longue durée ont augmenté depuis 2005. Si la première a quelque peu progressé ces dernières années, le second s'est accru de plus de 50 % après avoir atteint son plus bas niveau de la décennie en 2008. La part des salariés subissant du stress au travail est restée relativement stable en dix ans.	⇗ ⇗ ⇘ ⇘ ⇔
Conditions de logement	Le nombre de pièces par personne a très légèrement diminué en Autriche depuis 2005-10, et se situe juste en deçà de la moyenne de l'OCDE. Le coût relatif du logement a augmenté depuis 2005, la part du revenu disponible des ménages consacrée aux dépenses de logement ayant progressé d'un point. Dans le même temps, le pourcentage de personnes vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base est resté faible, à tout juste 1 %.	⇘ ⇘ ⇔
Équilibre vie professionnelle-vie privée	Le pourcentage de salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine a considérablement diminué ces dix dernières années, passant de 11 % en 2005 à 6.8 % en 2016.	⇗
État de santé	Malgré une légère baisse entre 2014 et 2015, l'espérance de vie à la naissance a globalement augmenté de 1.9 an depuis 2005. D'autre part, l'état de santé perçu est resté relativement stable en dix ans.	⇗ ⇔
Éducation et compétences	La part des adultes titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum a augmenté à un rythme régulier, et dépasse actuellement de 7.6 points celle de 2005.	⇗
Liens sociaux	Le pourcentage de personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin se situe au même niveau qu'il y a 10 ans, à 91 %.	⇔
Engagement civique	Le taux de participation électorale de la population inscrite sur les listes a reculé de près de 4 points en Autriche entre les élections législatives de 2006 et celles de 2013.	⇘
Qualité de l'environnement	Le pourcentage de personnes satisfaites de la qualité de l'eau au niveau local en Autriche a compté parmi les plus élevés de l'OCDE ces dix dernières années, et a très peu évolué depuis 2005. Entre 2005 et 2011, la pollution de l'air a montré des signes d'amélioration durable, les niveaux d'exposition aux $PM_{2.5}$ ayant diminué de 8 %. Toutefois, ils sont repartis à la hausse depuis, pour quasiment atteindre leur précédent pic (de 2005).	⇔ ⇔
Sécurité personnelle	La mortalité par homicide a diminué de moitié en Autriche par rapport à 2005. La proportion de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit a augmenté progressivement, passant de 75 % en 2005-2007 à 81 % en 2014-16.	⇗ ⇗
Bien-être subjectif	En Autriche, les taux de satisfaction à l'égard de la vie sont très similaires à ceux enregistrés une décennie plus tôt. Malgré une hausse cumulée de 0.4 point (sur une échelle de 0 à 10) jusqu'en 2013, cet indicateur est retombé en 3 ans à son niveau de 2005.	⇔

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Autriche : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	2	↗ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	3	⇔ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	3	⇔ 2005-2013
Superficie boisée	2	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	2	.. Moyenne annuelle de longue période
Oiseaux menacés	3	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	3	.. Dernière année connue
Plantes menacées	3	.. Dernière année connue
Pas de données disponibles sur les prélèvements d'eau douce.		

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	2	↗ 2005-2016
Espérance de scolarisation	2	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	2	.. 2015
Compétences des adultes	2	.. 2011/2012
Chômage de longue durée	2	↘ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	2	↗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	3	↘ 2006-2014
Prévalence de l'obésité	1	↘ 2006-2014

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	1	↗ 2005-2015
Formation brute de capital fixe	1	↗ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	2	↗ 2005-2016
Actifs de propriété intellectuelle	1	↗ 2005-2015
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	1	↗ 2005-2015
Dette des ménages	2	⇔ 2005-2015
Patrimoine net des ménages	1	⇔ 2010-2014
Valeur financière nette des administrations publiques	2	↘ 2005-2015
Levier financier du secteur bancaire	1	⇔ 2005-2015

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance envers autrui	2	.. 2013
Confiance dans la police	1	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	2	↘ 2005-2016
Participation électorale	2	↘ 2006-2013
Association des parties prenantes aux affaires publiques	3	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	1	.. 2011/2012

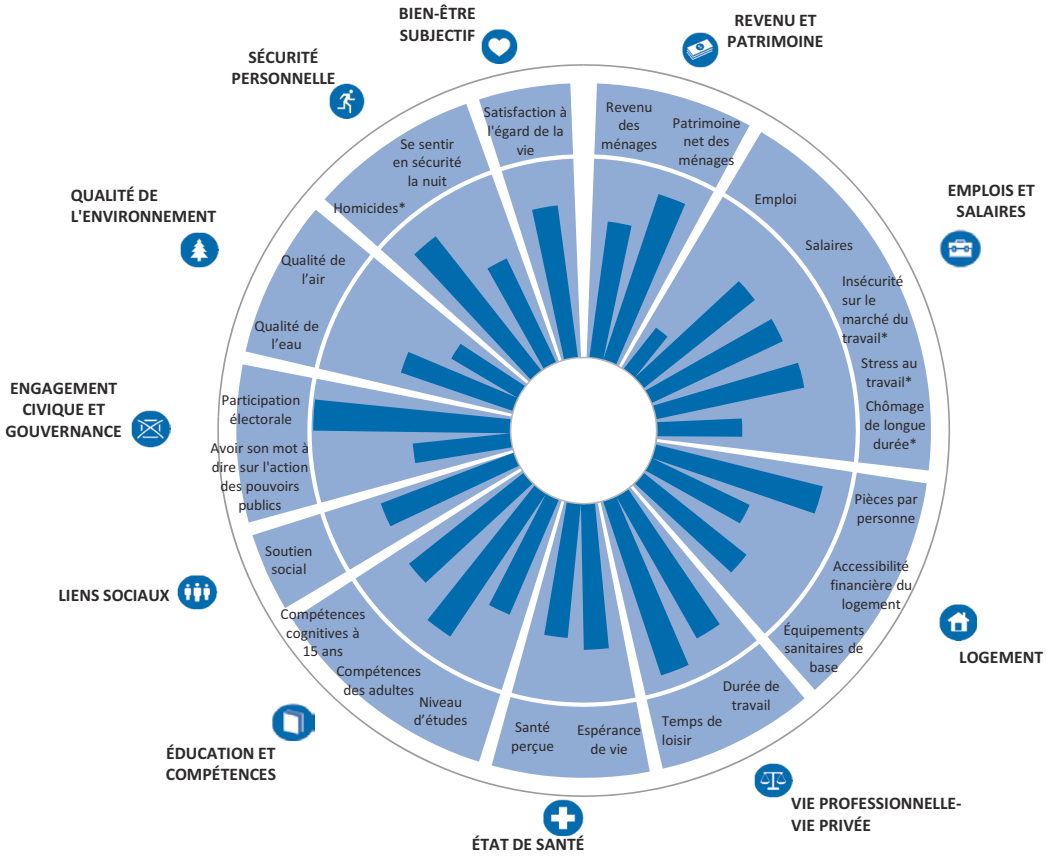
1	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
2	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
3	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN BELGIQUE ?

Par rapport aux autres pays, la Belgique dépasse ou s'approche de la moyenne de l'OCDE sur les diverses dimensions du bien-être. Le **revenu disponible ajusté net** et le **patrimoine net des ménages** figuraient parmi le tiers supérieur de la zone OCDE, respectivement en 2015 et 2014. Si le **stress au travail** et **l'insécurité sur le marché du travail** sont relativement faibles en Belgique, le **taux d'emploi** s'établissait à 62 % en 2016, soit 5 points de moins que la moyenne de l'OCDE, et le **taux de chômage de longue durée** était de 4 %, soit le double du taux moyen dans l'OCDE. S'agissant de l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée, le **temps de loisir** (autrement dit, le temps consacré aux loisirs et aux activités personnelles) des salariés à temps plein est l'un des plus conséquents de la zone OCDE, et seuls 4 % des salariés **travaillaient régulièrement 50 heures ou plus par semaine** en 2016, ce qui correspond à moins d'un tiers de la moyenne de l'OCDE. La **qualité de l'air** en Belgique est proche de la moyenne de l'OCDE, et 84 % des Belges se disent satisfaits de la **qualité de l'eau** sur la période 2014-16, un pourcentage légèrement supérieur à la moyenne dans l'OCDE (79 %). Les chiffres de la Belgique concernant la **sécurité personnelle**, les **liens sociaux** et la **satisfaction à l'égard de la vie** sont également légèrement supérieurs à la moyenne de l'OCDE.

Graphique 5.4. **Niveau moyen de bien-être actuel de la Belgique : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de la Belgique en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676467

Évolution du niveau moyen de bien-être en Belgique au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net des ménages a connu une hausse constante, de 5 %, entre 2005 et 2009, en cohérence avec la hausse cumulée moyenne dans l'OCDE pendant la même période. Depuis lors, il a progressivement reculé, jusqu'à atteindre un niveau supérieur de 2 % (en termes réels) à celui de 2005. Le patrimoine net des ménages était, en 2014, supérieur de 7 % à celui de 2010 (en termes réels).	⇔ ⇗
Emploi et salaires	Le taux d'emploi est supérieur de 1.2 point à celui de 2005, juste en dessous de son pic de 2008. Malgré une hausse globale de 2 % (en termes réels) au cours des 10 dernières années, le salaire moyen a diminué légèrement entre 2015 et 2016. L'insécurité sur le marché du travail était en 2015 supérieure à son niveau de 2007, mais inférieure à celui de 2009. À 28 %, le pourcentage de salariés qui connaissent du stress au travail est analogue à celui de 2005 (après un pic à 36 % en 2010). En revanche, le chômage de longue durée s'est amélioré, passant de 4.4 % à 4 % sur la période.	⇗ ⇗ ⇘ ⇔ ⇗
Conditions de logement	En Belgique, le nombre de pièces par personne est resté stable sur les dix dernières années, à un niveau légèrement supérieur au niveau moyen dans l'OCDE. Cependant, le coût relatif du logement a augmenté, la part du revenu disponible consacrée au logement étant passée de 19.7 % en 2005 à 20.5 % en 2015. La Belgique est l'un des rares pays membres où le pourcentage d'habitants vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base a augmenté depuis 2005.	⇔ ⇘ ⇘
Équilibre vie professionnelle-vie privée	À 4.3 %, la part des salariés qui travaillaient 50 heures ou plus par semaine en 2016 était très proche du niveau signalé en 2005.	⇔
État de santé	L'évolution sur 10 ans de l'espérance de vie à la naissance en Belgique ne peut être évaluée en raison d'une rupture de série récente. Toutefois, entre 2011 et 2015, elle est restée relativement stable (en légère hausse jusqu'en 2014, puis en baisse en 2015). Le pourcentage d'adultes indiquant être en « bonne » ou « très bonne » santé est également resté stable entre 2005 et 2015.	⇔ ⇔
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de réussite dans le deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut être évaluée en raison d'une rupture de série récente. Cependant, entre 2014 et 2016, ce taux a progressé de 1.5 point en Belgique.	⇗
Liens sociaux	En Belgique, il y a eu très peu de changement au cours des dix dernières années sur le pourcentage de personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de nécessité, contrairement à la moyenne dans l'OCDE, qui a légèrement reculé (3.1 points) sur la même période.	⇔
Engagement civique	À 89 %, le taux de participation aux élections fédérales de 2014 a augmenté très légèrement par rapport à 2010, mais était encore très légèrement inférieur aux 91 % enregistrés en 2007. Cela correspond à l'évolution générale dans l'OCDE, où l'on constate une baisse du taux de participation électorale de 2.4 points sur les dix dernières années.	⇘
Qualité de l'environnement	En Belgique, la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local ces dernières années est très proche des niveaux enregistrés dix ans plus tôt. L'exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ s'est améliorée globalement de 7 % depuis 2005, malgré une nette hausse entre 2008 et 2009.	⇔ ⇗
Sécurité personnelle	Bien que le nombre de décès par agression ait progressivement diminué au cours des dix dernières années, le sentiment de sécurité la nuit en marchant seul dans la rue est resté relativement stable en Belgique.	⇗ ⇔
Bien-être subjectif	En Belgique, il semble que le degré de satisfaction à l'égard de la vie ait légèrement baissé depuis 2005, mais les niveaux actuels sont toujours supérieurs à la moyenne de l'OCDE.	⇘

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Belgique : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution	
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❷	↗	2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❸	↘	2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❷	↗	2005-2013
Superficie boisée	❸	⇔	2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❸	..	Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❷	..	2013
Oiseaux menacés	❷	..	Dernière année connue
Mammifères menacés	❷	..	Dernière année connue
Plantes menacées	❸	..	Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution	
Niveau d'études des jeunes adultes	❸	↗	2014-2016
Espérance de scolarisation	❶	..	2015
Compétences cognitives à 15 ans	❷	..	2015
Compétences des adultes	❶	..	2011/2012
Chômage de longue durée	❸	↗	2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❷	⇔	2011-2015
Prévalence du tabagisme	❷	↗	2008-2014
Prévalence de l'obésité	❶	⇔	2008-2014

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution	
Actifs fixes produits	❷	↗	2005-2014
Formation brute de capital fixe	❷	↘	2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❶	↗	2005-2016
Actifs de propriété intellectuelle	❷	↗	2005-2014
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❶	↗	2005-2015
Dette des ménages	❷	↘	2005-2015
Patrimoine net des ménages	❶	↗	2010-2014
Valeur financière nette des administrations publiques	❸	↘	2005-2016
Levier financier du secteur bancaire	❷	⇔	2005-2016

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution	
Confiance envers autrui	❸	..	2013
Confiance dans la police	❷	..	2013
Confiance dans l'administration nationale	❷	↘	2005-2016
Participation électorale	❶	↘	2007-2014
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❷	..	2014
Bénévolat dans des organisations	❷	..	2011/2012

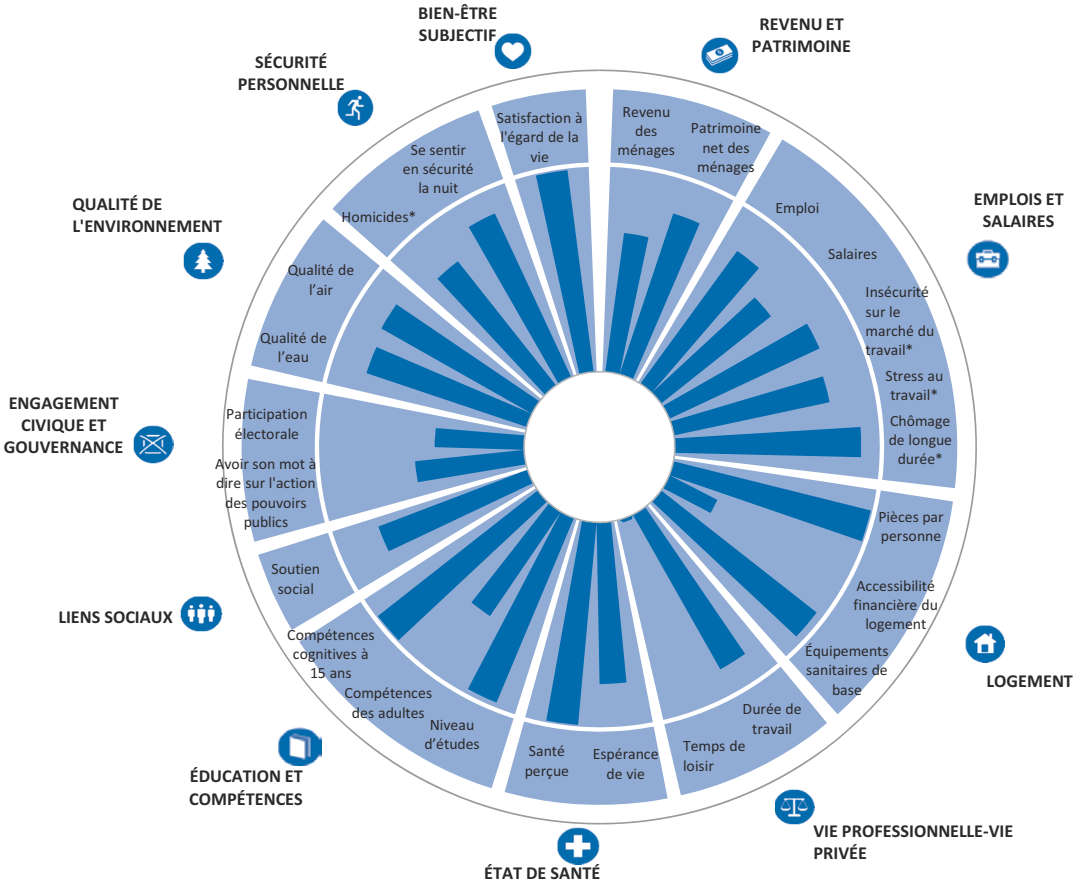
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE AU CANADA ?

De manière générale, le Canada obtient des résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE sur la plupart des indicateurs du bien-être ci-après. Il se situe aux premiers rangs des pays de l'OCDE pour ce qui est du **patrimoine net des ménages**, le **taux d'emploi** est élevé (73 % en 2016), le **taux de chômage de longue durée** est faible (0.8 % en 2016) et moins de 4 % des salariés **travaillent régulièrement 50 heures ou plus par semaine**, soit moins d'un tiers de la moyenne de l'OCDE. Cela étant, selon les informations recueillies, les travailleurs à temps plein ont en moyenne moins de **temps de loisir** (temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles) que dans la plupart des autres pays de l'OCDE. Les conditions de logement sont globalement satisfaisantes, mais l'**accessibilité financière du logement** était inférieure à la moyenne de l'OCDE en 2016. En moyenne, les Canadiens bénéficient d'une **qualité de l'air** et **de l'eau** relativement bonne, et affichent un **sentiment de sécurité** et un **degré de satisfaction à l'égard de la vie** parmi les plus élevés de la zone OCDE. Une forte proportion de Canadiens fait état de bons niveaux de **santé perçue**, même si ces données ne sont pas directement comparables avec celles des autres pays de l'OCDE car l'échelle de déclaration est différente.

Graphique 5.5. **Niveau moyen de bien-être actuel du Canada : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses du Canada en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676486

Évolution du niveau moyen de bien-être au Canada au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Au Canada, le revenu disponible ajusté net des ménages a augmenté de 20 % en données cumulées au cours de la dernière décennie, et a dépassé la moyenne de l'OCDE en 2013-2014.	⇗
Emploi et salaires	Après une forte baisse en 2009, le taux d'emploi au Canada s'est redressé progressivement pour ressortir en 2016 à un niveau proche de celui de 2005. Le revenu moyen a fortement augmenté et est aujourd'hui supérieur de 18 %, en termes réels, à son niveau de 2005. Comme dans la plupart des pays de l'OCDE, l'insécurité sur le marché du travail canadien était plus élevée en 2015 qu'en 2007, même si on observe une amélioration depuis le pic de 2009. Partant il est vrai d'un niveau assez bas, le chômage de longue durée a été multiplié par deux entre 2008 et 2016, et a dépassé son niveau de 2005.	⇔ ⇗ ⇘ ⇘
Conditions de logement	Le nombre de pièces par personne, qui est resté stable au cours de la décennie écoulée, est le plus élevé des pays de l'OCDE. L'accessibilité financière du logement connaît une légère amélioration depuis 2005.	⇔ ⇗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	La proportion de salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine a diminué progressivement au cours des 10 dernières années, passant de 4.7 % en 2005 à 3.7 % en 2016.	⇗
État de santé	L'espérance de vie à la naissance au Canada est passée de 80.5 ans en 2007 à 81.5 ans en 2012 (il n'existe pas de données comparables pour 2005 et 2015). La proportion d'adultes se déclarant en bonne santé reste relativement stable depuis 2005, et se situe autour de 88 %.	⇗ ⇔
Éducation et compétences	Conformément à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, la proportion d'adultes ayant atteint au moins le deuxième cycle de l'enseignement secondaire a augmenté, passant de 85 % en 2005 à 91 % en 2016.	⇗
Liens sociaux	Le pourcentage de personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin a légèrement diminué en 10 ans au Canada (93 % contre 96 %).	⇘
Engagement civique	Le taux de participation électorale a augmenté de près de 4 points au cours des 10 dernières années au Canada. Cette évolution a été particulièrement marquée entre l'élection fédérale de 2011 et celle de 2015, année où le pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorale est passé de 61 % à 68 %.	⇗
Qualité de l'environnement	La proportion de Canadiens satisfaits de la qualité de l'eau au niveau local a augmenté au cours de la décennie écoulée (91 % contre 87 %) et se situe actuellement parmi les plus élevée des pays de l'OCDE. En ce qui concerne l'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$, les résultats se sont nettement améliorés entre 2005 et 2008, et restent relativement stables depuis quelques années.	⇗ ⇗
Sécurité personnelle	La mortalité par homicide a reculé entre 2005 et 2012, et la proportion de personnes déclarant se sentir en sécurité quand elles marchent seules la nuit a augmenté de 4 points en 10 ans – conformément à l'évolution observée dans plus de la moitié des pays de l'OCDE pour lesquels des données sont disponibles.	⇗ ⇗
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie est globalement constante depuis 10 ans.	⇔

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur au Canada : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❸	↗ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❸	↘ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❶	↗ 2005-2013
Superficie boisée	❶	↘ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❶	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❸	.. 2013
Oiseaux menacés	❶	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	❷	.. Dernière année connue
Plantes menacées	❶	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	❶	↗ 2005-2016
Espérance de scolarisation	❸	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	❶	.. 2015
Compétences des adultes	❷	.. 2011/2012
Chômage de longue durée	❶	↘ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❷	↗ 2007-2012
Prévalence du tabagisme	❶	↗ 2005-2014
Prévalence de l'obésité	❸	↘ 2005-2013

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	❷	↗ 2005-2016
Formation brute de capital fixe	❸	↘ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❶	↗ 2005-2015
Actifs de propriété intellectuelle	❷	↗ 2005-2016
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❸	↘ 2005-2015
Dette des ménages	❸	↘ 2005-2016
Patrimoine net des ménages	❶	.. 2012
Valeur financière nette des administrations publiques	❷	↘ 2005-2016
Levier financier du secteur bancaire	❶	⇔ 2005-2016

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance dans l'administration nationale	❶	↗ 2005-2016
Participation électorale	❷	↗ 2006-2015
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❶	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	❶	.. 2011/2012
Pas de données disponibles sur la confiance envers autrui et la confiance dans la police.		

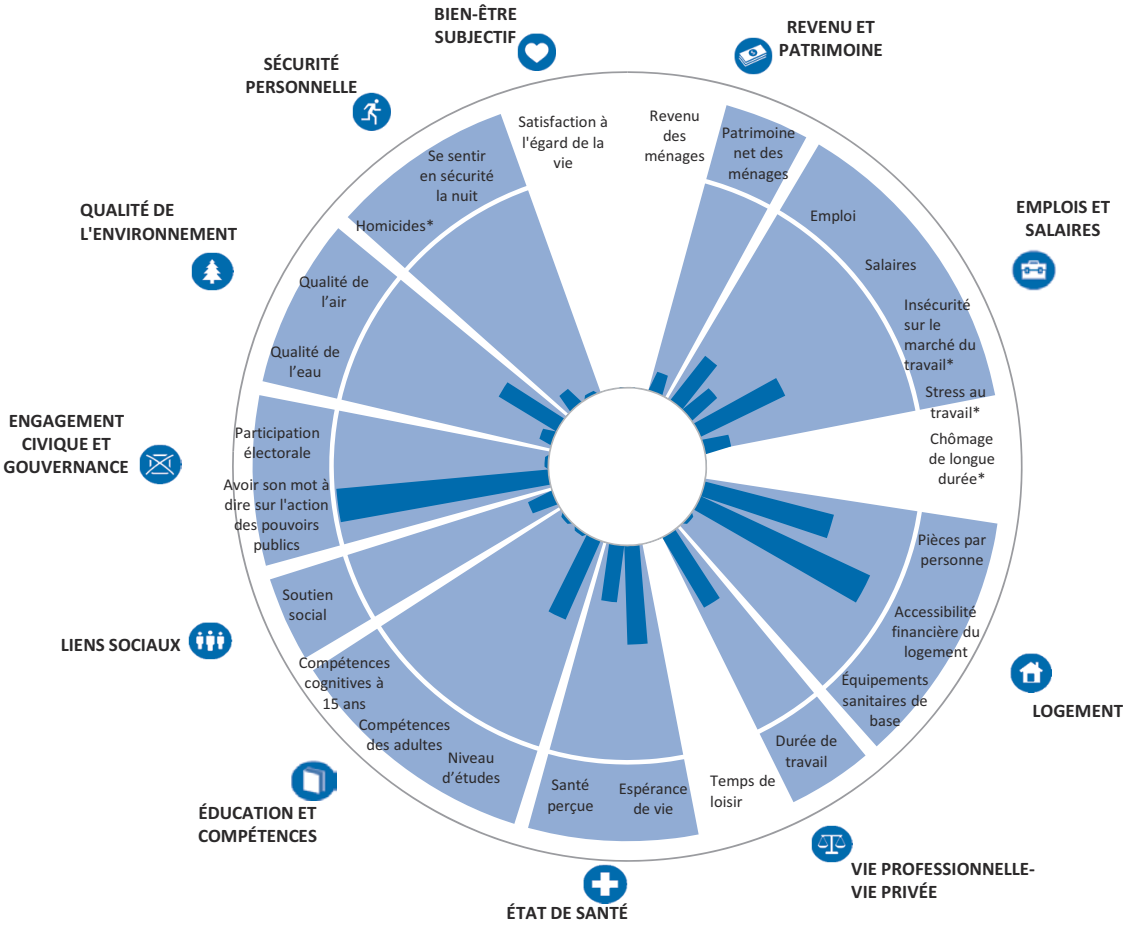
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE AU CHILI ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, le Chili affiche des résultats contrastés dans les différentes dimensions du bien-être. Bien que ce pays enregistre de bons résultats en termes d'**accessibilité financière du logement** et de nombre de **pièces par personne**, une proportion relativement élevée de Chiliens (9.4 % en 2011) vit dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base. Seuls 69 % sont satisfaits de la **qualité de l'eau** au niveau local, l'un des taux les plus faibles de l'OCDE, et la **qualité de l'air** au Chili est inférieure à la moyenne de l'OCDE. Bien que le vote ne soit plus obligatoire depuis 2012, la **participation électorale** a considérablement diminué lors des élections législatives de 2013, seules 49.4 % des personnes inscrites sur les listes ayant déposé un bulletin dans les urnes, le deuxième taux le plus faible de l'OCDE. Toutefois, près de 60 % des Chiliens estiment **avoir son mot à dire quant à l'action publique**, l'une des parts les plus élevées de l'OCDE. Le Chili affiche de mauvais résultats sur le plan de sécurité personnelle : le **taux d'homicides** est l'un des plus élevés de l'OCDE, et seuls 51 % des Chiliens se sentent **en sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit**, l'un des taux les plus faibles de l'OCDE.

Graphique 5.6. **Niveau moyen de bien-être actuel du Chili : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses du Chili en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676505

Évolution du niveau moyen de bien-être au Chili au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le patrimoine net des ménages a augmenté de 41 % en termes cumulés entre 2011 et 2014.	⇗
Emploi et salaires	Les salaires ont augmenté de manière constante, et étaient supérieurs de 25 % à ceux de 2005 en 2016 (en termes réels). Le taux d'emploi a augmenté de 3 points en 2010, avant de se stabiliser à partir de 2011.	⇗ ⇗
Conditions de logement	Le coût relatif du logement a légèrement augmenté au Chili ces dernières années, la part du revenu disponible des ménages consacrée aux dépenses de logement étant passée de 18.1 % en 2013 à 18.5 % en 2015 (il n'existe pas de données comparables pour la période comprise entre 2005 et 2012).	⇘
Équilibre vie professionnelle-vie privée	Le pourcentage de salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine au Chili a diminué, passant de 17 % en 2010 à environ 10 % en 2016.	⇗
État de santé	Bien qu'elle ait perdu plus de 6 mois entre 2014 et 2015, l'espérance de vie à la naissance demeure supérieure d'un an et demi à celle enregistrée il y a 10 ans. La proportion d'adultes se déclarant en « bonne »ou « très bonne » santé a diminué de 7 points entre 2013 et 2015 (les deux seules années pour lesquelles des données comparables sont disponibles).	⇗ ⇘
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2013 et 2015, ce taux a augmenté de 3.5 points au Chili.	⇗
Liens sociaux	Au Chili, la part des personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin est restée relativement stable depuis 2005, alors que la moyenne de l'OCDE a perdu un peu plus de 3 points.	⇔
Engagement civique	Le taux de participation électorale est resté stable au Chili entre les élections présidentielles de 2005 et celles de 2009. En 2013, le vote n'étant plus obligatoire, la part des votants a reculé de près de 40 points.	⇘
Qualité de l'environnement	La part des personnes satisfaites de la qualité de l'eau au niveau local a perdu près de 15 points au Chili depuis le début de la dernière décennie. L'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ est analogue à celle de 2005, et supérieure à la moyenne de l'OCDE.	⇘ ⇔
Sécurité personnelle	Par rapport à 2005, la mortalité par homicide a diminué d'un cinquième au Chili. La part de la population se sentant en sécurité lorsqu'elle marche seule à la nuit tombée a augmenté de 12 points par rapport à 2005 – soit l'une des hausses les plus importantes enregistrée dans la zone OCDE.	⇗ ⇗
Bien-être subjectif	Les niveaux moyens de satisfaction à l'égard de la vie sont passés de 5.9 (sur une échelle de 0 à 10) à 6.7 au cours des 10 dernières années.	⇗

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur au Chili : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	1	↘ 2005-2013
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	1	↘ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	3	⇔ 2005-2013
Superficie boisée	1	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	1	.. Moyenne annuelle de longue période
Oiseaux menacés	1	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	3	.. Dernière année connue

Pas de données disponibles sur les prélèvements d'eau douce et les plantes menacées.

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	3	↗ 2013-2015
Espérance de scolarisation	2	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	3	.. 2015
Compétences des adultes	3	.. 2014/2015
Espérance de vie à la naissance	3	↗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	3	.. 2009
Prévalence de l'obésité	3	.. 2009

Pas de données disponibles sur le chômage de longue durée.

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Formation brute de capital fixe	3	↘ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	2	↘ 2005-2015
Dette des ménages	1	↘ 2005-2015
Patrimoine net des ménages	3	↗ 2011-2014
Valeur financière nette des administrations publiques	1	↗ 2005-2016
Levier du secteur bancaire	2	⇔ 2005-2016

Pas de données disponibles sur les actifs fixes produits, les actifs de propriété intellectuelle et l'investissement dans la recherche-développement (R-D).

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance dans l'administration nationale	2	↘ 2005-2016
Participation électorale	3	.. 2013
Association des parties prenantes aux affaires publiques	3	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	2	.. 2014/2015

Pas de données disponibles sur la confiance envers autrui et la confiance dans la police.

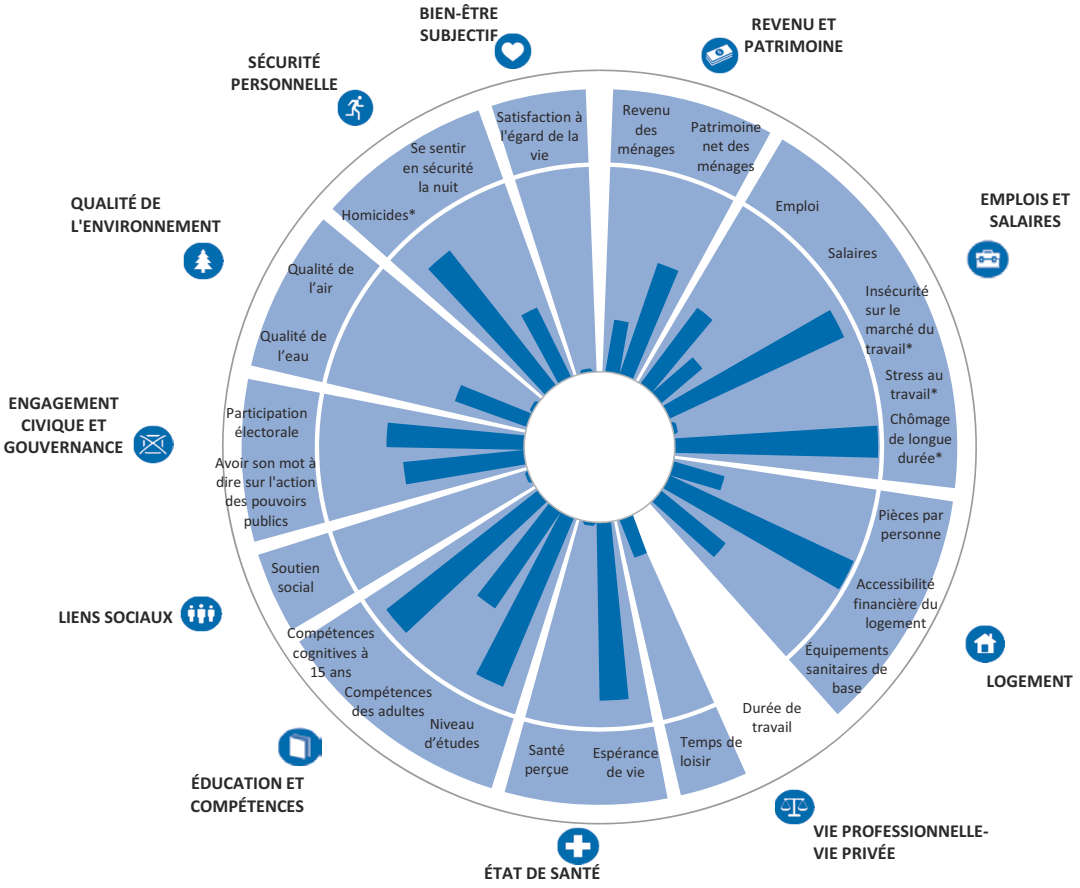
1	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
2	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
3	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN CORÉE ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, la Corée affiche un bilan mitigé au regard de ses résultats moyens dans les différentes dimensions du bien-être. Bien que les **revenus** et le **patrimoine** soient inférieurs à la moyenne de l'OCDE, le **taux de chômage de longue durée** est le plus bas de l'OCDE (quasiment nul en 2016) et l'**insécurité sur le marché du travail** est également faible. Néanmoins, la fréquence du **stress au travail** est l'une des plus élevées de l'OCDE, et les **salaires** comme le **taux d'emploi** sont inférieurs à la moyenne de l'OCDE. En ce qui concerne le logement, bien que le **nombre moyen de pièces par personne** et **l'accès aux équipements sanitaires de base** soient inférieurs à la moyenne de l'OCDE, l'**accessibilité financière du logement** est l'une des meilleures de l'OCDE. L'**espérance de vie** à la naissance, qui atteint 82 ans, est supérieure à la moyenne de l'OCDE, mais seuls 32 % des Coréens **perçoivent leur santé** comme « bonne » ou « très bonne » (bien que 50 % de la population coréenne déclare être en « assez bonne » santé, une part plus importante que dans la plupart des autres pays de l'OCDE). La Corée affiche de bons résultats dans le domaine de **l'éducation et des compétences**, mais elle fait partie des plus mauvais élèves en ce qui concerne les **liens sociaux** et la **qualité de l'environnement** (notamment la **qualité de l'air**).

Graphique 5.7. **Niveau moyen de bien-être actuel de la Corée : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de la Corée en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676524

Évolution du niveau moyen de bien-être en Corée au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net des ménages a régulièrement augmenté en Corée au cours de la dernière décennie, et est actuellement supérieur de 23 % (en termes réels) à son niveau de 2005.	⇗
Emploi et salaires	Après avoir baissé entre 2007 et 2009, le taux d'emploi a augmenté régulièrement ces dernières années, et dépasse actuellement de plus de 2 points son niveau de 2005. Malgré quelques périodes de tassement, le salaire moyen s'est progressivement amélioré en 10 ans, avec une hausse cumulée de 9 % depuis 2005. L'insécurité sur le marché du travail et le chômage de longue durée sont restés globalement stables.	⇗ ⇗ ⇔ ⇔
Conditions de logement	Le coût relatif du logement a diminué depuis 2005, la part du revenu disponible des ménages consacrée aux dépenses de logement ayant reculé de 2.1 points.	⇗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	[Pas de série chronologique disponible]	..
État de santé	L'espérance de vie à la naissance a progressé près de 4 ans depuis 2005 et dépasse désormais de 2 ans la moyenne de l'OCDE. La Corée est toutefois l'un des rares pays de l'OCDE où la part des personnes qualifiant leur santé de « bonne » ou « très bonne » a diminué (de 11 points) au cours de la dernière décennie.	⇗ ⇘
Éducation et compétences	Entre 2005 et 2015, la part des adultes d'âge actif titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum a augmenté de 11 points.	⇗
Liens sociaux	Le pourcentage de personnes déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin est resté relativement stable au cours de la décennie.	⇔
Engagement civique	Contrairement à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, le taux de participation électorale a progressé de 14 points en Corée depuis 2007, pour s'établir à 77 % aux élections présidentielles de 2017.	⇗
Qualité de l'environnement	Le pourcentage de Coréens satisfaits de la qualité de l'eau au niveau local est resté globalement stable au cours de la dernière décennie. Toutefois, l'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ a augmenté de 4 % entre 2005 et 2013, et cette aggravation s'est accélérée ces dernières années.	⇔ ⇘
Sécurité personnelle	La mortalité par homicide a reculé de près de 40 % en Corée par rapport à 2005. Le sentiment de sécurité est légèrement meilleur qu'il y a 10 ans, et se situe aujourd'hui juste au-dessus de la moyenne de l'OCDE, qui atteint 69 %.	⇗ ⇗
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie s'est légèrement améliorée en Corée ces dix dernières années, mais demeure inférieure à la moyenne de l'OCDE.	⇗

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Cette indication repose sur une comparaison de l'année de départ (2005 dans la plupart des cas) et de la dernière année connue (2015 ou 2016 généralement). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Corée : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution	
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❸	↘	2005-2013
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❸	↘	2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❸	↘	2005-2013
Superficie boisée	❷	⇔	2005-2014
Ressources renouvelable en eau douce	❸	..	Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❷	..	2014
Oiseaux menacés	❶	..	Dernière année connue
Mammifères menacés	❶	..	Dernière année connue
Plantes menacées	❶	..	Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution	
Niveau d'études des jeunes adultes	❶	↗	2005-2016
Espérance de scolarisation	❷	..	2015
Compétences cognitives à 15 ans	❶	..	2015
Compétences des adultes	❷	..	2011/2012
Chômage de longue durée	❶	⇔	2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❶	↗	2005-2015
Prévalence du tabagisme	❶	↗	2005-2015
Prévalence de l'obésité	❶	↘	2005-2015

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution	
Actifs fixes produits	❷	↗	2005-2015
Formation brute de capital fixe	❶	↗	2005-2015
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❶	↗	2008-2015
Actifs de propriété intellectuelle	❶	↗	2005-2015
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❶	↗	2005-2015
Dette des ménages	❸	↘	2008-2015
Patrimoine net des ménages	❷	..	2013
Valeur financière nette des administrations publiques	❶	⇔	2008-2016
Levier financier du secteur bancaire	❸	⇔	2008-2015

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution	
Confiance dans l'administration nationale	❸	⇔	2006-2016
Participation électorale	❶	↗	2007-2017
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❷	..	2014
Bénévolat dans des organisations	❸	..	2011/2012

Pas de données disponibles sur la confiance envers autrui et la confiance dans la police.

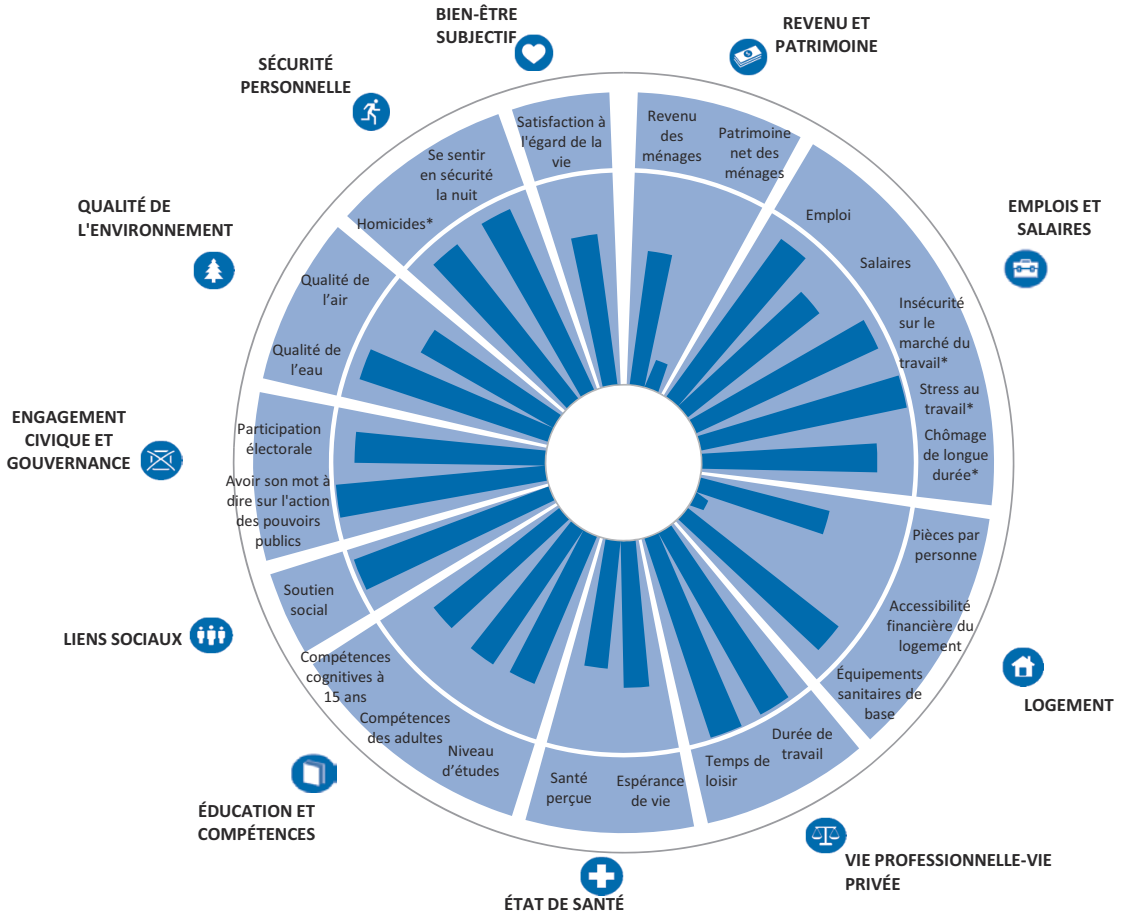
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE AU DANEMARK ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, le Danemark obtient généralement de très bons résultats dans les différentes dimensions du bien-être. Bien que le **revenu disponible ajusté net** moyen soit tout juste inférieur à la moyenne de l'OCDE, le Danemark se situe dans le haut du classement en termes de **salaires** et de taux d'**emploi**. Les niveaux d'**insécurité sur le marché du travail** et de **stress au travail** sont également bas, et seuls 2 % des salariés **travaillent régulièrement 50 heures ou plus par semaine**, l'un des pourcentages les plus faibles de l'OCDE. L'engagement civique et la gouvernance sont également des points forts du Danemark : il enregistre un fort **taux de participation électorale,** et une part importante de la population estime **avoir son mot à dire quant à l'action publique.** Les **liens sociaux** sont également très importants, 95 % des personnes déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter en période difficile, contre 89 % en moyenne dans l'OCDE. Toutefois, le Danemark affiche de mauvais résultats sur le plan de l'**accessibilité financière du logement** : un ménage consacre en moyenne 24 % de son revenu disponible aux dépenses de logement, soit bien plus que la moyenne de l'OCDE (21 %).

Graphique 5.8. **Niveau moyen de bien-être actuel du Danemark : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses du Danemark en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676543

Évolution du niveau moyen de bien-être au Danemark au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net des ménages est actuellement supérieur de 11 %, en termes réels, à celui de 2005, soit 3 points de plus que la hausse cumulée moyenne enregistrée dans l'OCDE au cours des 10 dernières années. Toutefois, sa croissance s'est interrompue de 2006 à 2008, puis de 2011 à 2013.	⇗
Emploi et salaires	Le taux d'emploi au Danemark est inférieur d'un point par rapport à celui de 2005 ; après une période de hausse, il s'est effondré en 2008, et n'a montré des signes de reprise qu'à partir de 2014. Les salaires ont régulièrement augmenté au cours des 10 dernières années, enregistrant une croissance cumulée de 13 %. À l'inverse, l'insécurité sur le marché du travail et le chômage de longue durée se sont aggravés : ils ont enregistré une forte hausse pendant la crise, et n'ont pas encore regagné leur niveau antérieur. Le stress au travail est resté relativement stable depuis 2005, avec environ 21 % de salariés concernés en 2015.	⇘ ⇗ ⇘ ⇘ ⇔
Conditions de logement	Le nombre moyen de pièces par personne est resté résolument élevé au Danemark (1.9 en 2011-2015), mais la part des ménages vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base s'est hissée de 0 à 0.5 %. L'accessibilité financière du logement a également peu évolué au cours des 10 dernières années, la part du revenu consacrée aux dépenses de logement n'étant actuellement supérieure que de 0.2 point à celle de 2005.	⇔ ⇘ ⇔
Équilibre vie professionnelle-vie privée	La part des Danois ayant une durée de travail très longue (2 %) est actuellement inférieure de plus de moitié à son niveau de 2005 (6 %). Cela est dû à une forte baisse pendant la première moitié de la décennie, les niveaux étant restés relativement stables depuis 2010.	⇗
État de santé	L'espérance de vie à la naissance a dépassé la moyenne de l'OCDE en 2011, et a gagné deux ans et demi depuis 2005. En revanche, la part des personnes se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé a reculé de 5 points.	⇗ ⇘
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2016, ce taux a augmenté de 1.2 point au Danemark.	⇗
Liens sociaux	Le pourcentage de personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin a peu évolué depuis 2005-07.	⇔
Engagement civique	Le pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales a légèrement augmenté depuis le début de la décennie, passant de 85 % aux élections législatives de 2005 à 86 % en 2015.	⇗
Qualité de l'environnement	Conformément à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local n'a pas connu d'évolution majeure depuis 2005. L'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ s'est améliorée au cours de la dernière décennie, et était inférieure d'un tiers à la moyenne de l'OCDE en 2013.	⇔ ⇗
Sécurité personnelle	Le taux d'homicides au Danemark a diminué de près d'un tiers par rapport à son niveau de 2005, alors que le sentiment de sécurité est largement similaire à ce qu'il était il y a 10 ans.	⇗ ⇔
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie a progressivement diminué au cours des 10 dernières années, passant de 7.9 à 7.5 en moyenne (sur une échelle de 0 à 10). Cette baisse est deux fois plus importante que l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE.	⇘

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur au Danemark : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❷	⬀ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❷	⬀ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❶	⬀ 2005-2013
Superficie boisée	❸	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❸	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❶	.. 2014
Oiseaux menacés	❷	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	❶	.. Dernière année connue
Plantes menacées	❶	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	❸	⬀ 2014-2016
Espérance de scolarisation	❶	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	❷	.. 2015
Compétences des adultes	❷	.. 2011/2012
Chômage de longue durée	❶	⬂ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❷	⬀ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	❶	⬀ 2010-2015
Prévalence de l'obésité	❶	⬂ 2005-2014

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	❶	⇔ 2005-2015
Formation brute de capital fixe	❶	⇔ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❶	⬀ 2005-2016
Actifs de propriété intellectuelle	❶	⬀ 2005-2015
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❶	⬀ 2005-2014
Dette des ménages	❸	⬂ 2005-2016
Patrimoine net des ménages	❸	.. 2015
Valeur financière nette des administrations publiques	❶	⬀ 2005-2016
Levier financier du secteur bancaire	❶	⇔ 2005-2016

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance envers autrui	❶	.. 2013
Confiance dans la police	❶	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	❶	⬂ 2005-2016
Participation électorale	❶	⬀ 2005-2015
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❷	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	❶	.. 2011/2012

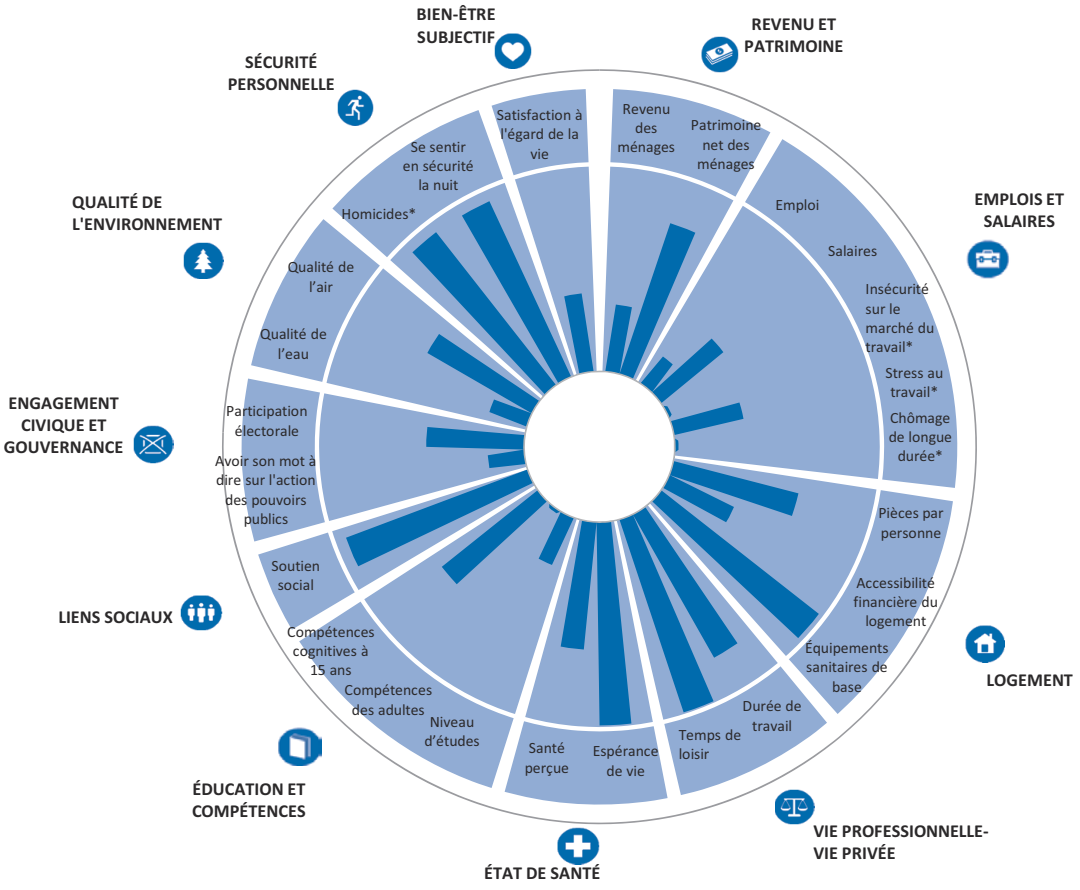
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

⬀	Amélioration dans le temps
⬂	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN ESPAGNE ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, l'Espagne affiche un bilan mitigé au regard de ses résultats moyens dans les différentes dimensions du bien-être. Malgré un **revenu disponible ajusté net** moyen relativement faible en 2015, le **patrimoine net des ménages** était supérieur à la moyenne de l'OCDE en 2011 (dernière année connue). Les résultats de l'Espagne en termes d'emploi et de salaires sont particulièrement mauvais : l'**insécurité sur le marché du travail** et le **taux de chômage de longue durée,** par exemple, comptent parmi les plus élevés de l'OCDE. Toutefois, l'équilibre vie professionnelle-vie privée est un domaine où elle obtient de bons résultats : seuls 5 % des salariés **travaillent régulièrement 50 heures ou plus par semaine**, soit moitié moins que la moyenne de l'OCDE, et le **temps de loisir** (temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles) des travailleurs à temps plein est l'un des plus longs de l'OCDE. L'**espérance de vie** à la naissance (83 ans) est supérieure de près de 3 ans à la moyenne de l'OCDE, et les **liens sociaux** sont également relativement importants. En revanche, seuls 58 % de la population adulte d'âge actif est titulaire d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum, soit bien moins que la moyenne de l'OCDE (75 %), et les **compétences des adultes** sont également inférieures à la moyenne.

Graphique 5.9. **Niveau moyen de bien-être actuel de l'Espagne : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de l'Espagne en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676562

Évolution du niveau moyen de bien-être en Espagne au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	En 2015, le revenu disponible ajusté net des ménages était inférieur de 6 % à celui de 2005, soit l'une des baisses les plus importantes enregistrées dans la zone de l'OCDE au cours de la décennie. Le patrimoine net des ménages a enregistré une baisse cumulée de 3 % entre 2008 et 2011 (en termes réels).	↘ ↘
Emploi et salaires	Le taux d'emploi a diminué au cours des 10 dernières années, malgré une légère amélioration en 2014. Bien qu'ils aient baissé entre 2009 et 2014, les salaires réels ont globalement augmenté en 10 ans, et sont actuellement supérieurs de 7 % à ceux de 2005. L'insécurité sur le marché du travail a atteint un point culminant en 2012 ; malgré la légère baisse enregistrée depuis, elle demeure 3 fois supérieure à son niveau de 2007. Le chômage de longue durée a augmenté depuis 2007, culminant à 13 % en 2013. En revanche, la fréquence du stress au travail a diminué, passant de 49 % en 2005 à 41 % en 2015.	↘ ↗ ↘ ↘ ↗
Conditions de logement	Les dépenses de logement (en part du revenu disponible des ménages) ont augmenté, passant de 18.2 % en 2005 à 21.8 % en 2015 – soit l'une des plus fortes hausses de l'OCDE. D'autre part, la part des personnes vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base est restée faible depuis 2005-10.	↘ ⇔
Équilibre vie professionnelle-vie privée	La part des salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine a diminué de 4 points en 10 ans, une baisse supérieure à la diminution de 0.9 point enregistrée par la moyenne de l'OCDE.	↗
État de santé	Malgré une légère baisse entre 2014 et 2015, l'espérance de vie à la naissance a progressé de près de 3 ans depuis 2005 – une hausse supérieure à la moyenne de l'OCDE. Le pourcentage d'adultes se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé a augmenté de 6 points depuis 2005, pour s'établir juste au-dessus de la moyenne de l'OCDE.	↗ ↗
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2016, ce taux a augmenté de 1.7 point en Espagne.	↗
Liens sociaux	La part des personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin est restée globalement stable depuis 2005-07, alors que la moyenne de l'OCDE a légèrement diminué.	⇔
Engagement civique	Conformément à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, le taux de participation électorale a diminué en Espagne au cours de la dernière décennie. Lors des élections générales de 2016, la part de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales se montait à 70 %, soit 5 points de moins qu'en 2008 et 3 points de moins qu'en 2015, mais 1 point de plus qu'en 2011.	↘
Qualité de l'environnement	La satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local est restée relativement stable depuis 2005-07, et est légèrement inférieure à la moyenne de l'OCDE. Malgré une légère hausse entre 2010 et 2011, l'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ a globalement diminué de 9 % depuis 2005.	⇔ ↗
Sécurité personnelle	La mortalité par homicide a progressivement diminué au cours des 10 dernières années, tandis que la part des personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit s'est améliorée, passant de 65 % à 83 %.	↗ ↗
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie a diminué progressivement au cours des 10 dernières années, passant de 7.1 à 6.4 en moyenne (sur une échelle de 0 à 10). Cette baisse est trois fois plus importante que la baisse moyenne enregistrée dans la zone OCDE.	↘

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ↗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ↘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Espagne : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	1	↗ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	1	↗ 2001-2011
Exposition à la pollution de² l'air par les $PM_{2.5}$	2	↗ 2005-2013
Superficie boisée	2	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	3	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	3	.. 2014
Oiseaux menacés	2	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	2	.. Dernière année connue
Plantes menacées	2	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	3	⇔ 2014-2016
Espérance de scolarisation	2	.. 2014
Compétences cognitives à 15 ans	2	.. 2015
Compétences des adultes	3	.. 2011/2012
Chômage de longue durée	3	↘ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	1	↗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	3	↗ 2006-2014
Prévalence de l'obésité	1	↘ 2006-2014

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Formation brute de capital fixe	1	↘ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	3	↘ 2005-2016
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	3	↗ 2005-2014
Dette des ménages	2	⇔ 2005-2015
Patrimoine net des ménages	1	↘ 2008-2011
Valeur financière nette des administrations publiques	3	↘ 2005-2016
Levier financier du secteur bancaire	2	⇔ 2005-2016

Pas de données disponibles sur les actifs fixes produits et les actifs de propriété intellectuelle.

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance envers autrui	2	.. 2013
Confiance dans la police	3	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	3	↘ 2005-2016
Participation électorale	2	↘ 2008-2016
Association des parties prenantes aux affaires publiques	3	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	3	.. 2011/2012

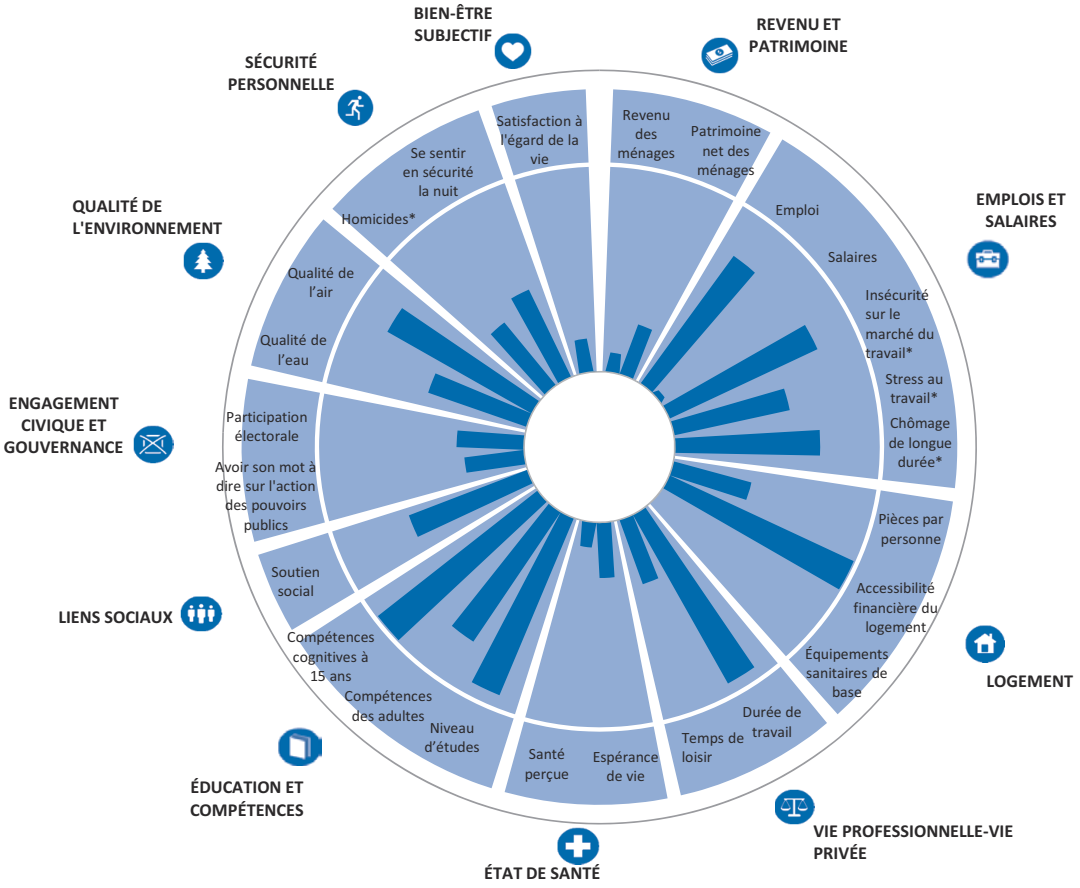
1	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
2	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
3	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN ESTONIE ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, l'Estonie affiche un bilan mitigé au regard de ses résultats moyens dans les différentes dimensions du bien-être. Bien qu'elle situe au bas du classement en termes de **revenu disponible ajusté net des ménages**, le **taux d'emploi** atteint 72 % (contre 67 % en moyenne dans l'OCDE), et seuls 3 % des salariés **travaillent régulièrement 50 heures ou plus par semaine** (soit mois d'un quart du taux moyen de l'OCDE). L'**accessibilité financière du logement** fait partie des points forts de l'Estonie, mais près de 7 % des personnes vivent dans des logements dépourvus d'**équipements sanitaires de base** (définis comme des logements dotés de WC intérieurs réservés au seul usage du ménage), un taux supérieur à celui enregistré dans la plupart des pays de l'OCDE. L'**espérance de vie** à la naissance (78 ans) est inférieure à la moyenne de l'OCDE, et seule la moitié de la population environ (51 %) se déclare en « bonne » ou « très bonne » santé. Toutefois, l'Estonie se situe dans le haut du classement des pays de l'OCDE en termes de **pourcentage de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire** et de **compétences cognitives des élèves**. À l'inverse, en 2013, l'Estonie se classait dans le tiers inférieur des pays de l'OCDE en termes de **satisfaction à l'égard de la vie**.

Graphique 5.10. **Niveau moyen de bien-être actuel de l'Estonie : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de l'Estonie en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676581

Évolution du niveau moyen de bien-être en Estonie au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Au cours des dix dernières années, l'Estonie a enregistré la plus forte hausse du revenu disponible ajusté net des ménages au sein de l'OCDE, avec une hausse cumulée de plus d'un tiers depuis 2005.	↗
Emploi et salaires	Bien que la crise ait eu un impact important sur l'emploi et les salaires, ses effets commencent à s'estomper. En 2016, le taux d'emploi a dépassé son niveau de 2008 (s'établissant à 72 %, contre 64 % en 2005), à l'instar du salaire annuel moyen par salarié à temps plein. L'insécurité sur le marché du travail s'est beaucoup aggravée en 2009, et n'a pas encore retrouvé son niveau antérieur, tandis que le chômage de longue durée a atteint son point culminant en 2009, avant de s'améliorer considérablement au cours des dernières années. La fréquence du stress au travail a diminué en 10 ans : quelque 34 % des salariés subissaient du stress au travail en 2015, contre 40 % en 2015.	↗ ↗ ↘ ↗ ↗
Conditions de logement	Au cours des 10 dernières années, le nombre de pièces par personne a augmenté de 35 % en Estonie – la plus forte hausse de l'OCDE. De même, l'accessibilité financière du logement s'est considérablement améliorée. Enfin, la part des personnes vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base a diminué de 5 points en 10 ans.	↗ ↗ ↗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	La part des salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine est inférieure à celle de la plupart des pays de l'OCDE, et a reculé de 5.1 % en 2005 à 2.7 % en 2016.	↗
État de santé	C'est en Estonie que l'espérance de vie à la naissance a le plus augmenté entre 2005 et 2015, avec un gain de près de 5 ans. Toutefois, l'état de santé perçu est resté relativement stable.	↗ ⇔
Éducation et compétences	La part des adultes titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum est élevée en Estonie, mais a peu évolué en dix ans.	⇔
Liens sociaux	Les liens sociaux se sont améliorés en Estonie, la part de la population déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin étant passée de 85.4 % à 90.5 %, l'une des plus fortes hausses enregistrées dans la zone OCDE.	↗
Engagement civique	Contrairement à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, le taux de participation électorale a augmenté de 2.3 points depuis 2007, pour s'établir à 64.2 % aux élections législatives de 2015.	↗
Qualité de l'environnement	En 2013, les niveaux de pollution de l'air étaient légèrement inférieurs à ceux de 2005. L'Estonie est l'un des rares pays de l'OCDE où la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local s'est considérablement améliorée au cours des dix dernières années.	↗ ↗
Sécurité personnelle	La sécurité personnelle a montré de nets signes d'amélioration depuis 2005 : le taux d'homicides a été réduit de deux tiers, et la part des personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit a gagné 11 points.	↗ ↗
Bien-être subjectif	Partant il est vrai d'un niveau relativement bas, la satisfaction à l'égard de la vie en Estonie est actuellement supérieure à son niveau de 2005.	↗

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ↗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ↘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Estonie : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❸	⇔ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❷	⇗ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❶	⇗ 2005-2015
Superficie boisée	❶	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❷	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❸	.. 2015
Oiseaux menacés	❶	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	❶	.. Dernière année connue
Plantes menacées	❶	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	❷	⇔ 2005-2016
Espérance de scolarisation	❸	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	❶	.. 2015
Compétences des adultes	❷	.. 2011/2012
Chômage de longue durée	❷	⇗ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❸	⇗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	❸	⇗ 2006-2016
Prévalence de l'obésité	❷	⇘ 2006-2016

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	❸	⇗ 2005-2014
Formation brute de capital fixe	❸	⇘ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❷	⇗ 2005-2016
Actifs de propriété intellectuelle	❸	⇗ 2005-2014
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❸	⇗ 2005-2014
Dette des ménages	❶	⇘ 2005-2015
Patrimoine net des ménages	❸	.. 2013
Valeur financière nette des administrations publiques	❶	⇗ 2005-2015
Levier financier du secteur bancaire	❶	⇘ 2005-2015

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance envers autrui	❷	.. 2013
Confiance dans la police	❷	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	❷	⇘ 2005-2016
Participation électorale	❷	⇗ 2007-2015
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❶	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	❸	.. 2011/2012

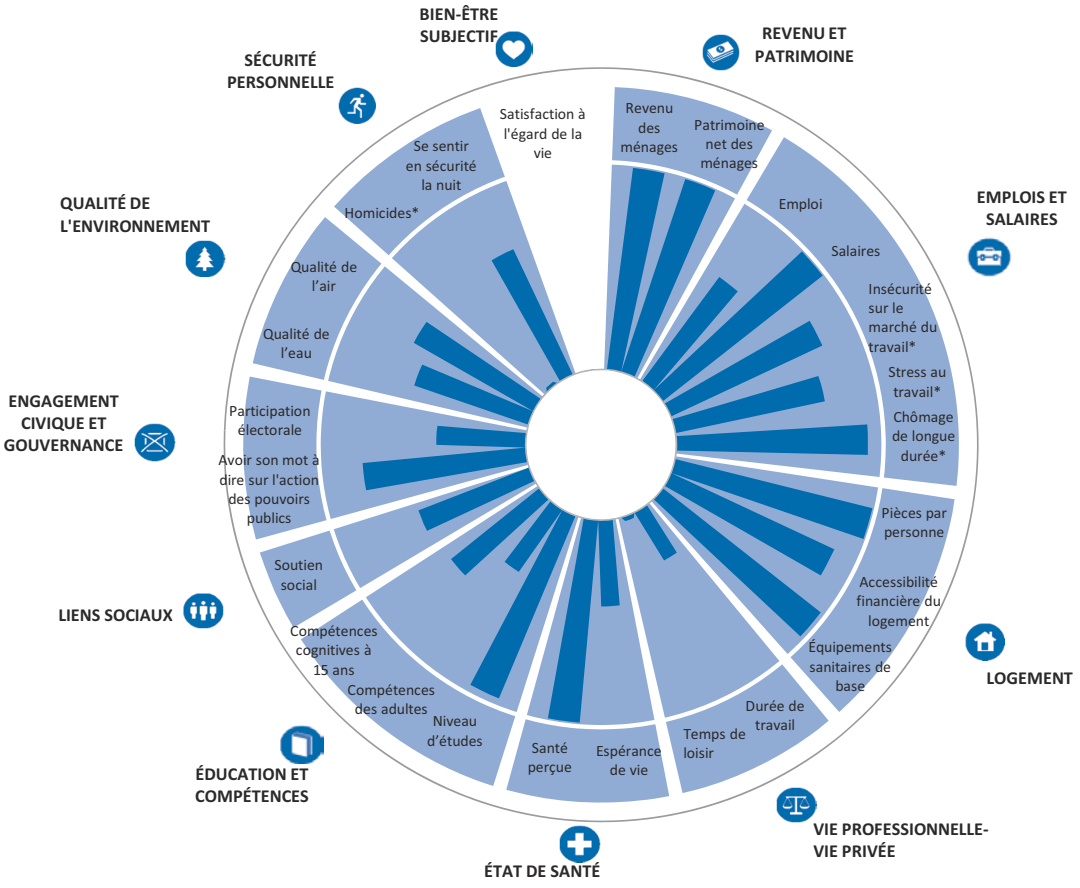
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

⇗	Amélioration dans le temps
⇘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE AUX ÉTATS-UNIS ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, les États-Unis obtiennent de bons résultats sur le plan des conditions matérielles : le **revenu disponible ajusté net** moyen était le plus élevé de la zone OCDE en 2015, et un habitant moyen bénéficie de bonnes **conditions de logement** et d'un faible **taux de chômage de longue durée**. Toutefois, ils affichent des résultats relativement mauvais en termes d'équilibre vie professionnelle-vie privée : plus de 11 % des salariés **travaillent régulièrement 50 heures ou plus par semaine**, et selon les informations recueillies, les travailleurs à temps plein ont moins de **temps de loisir** que leurs homologues dans la plupart des autres pays de l'OCDE. Les États-Unis se situent au bas du classement des pays de l'OCDE en ce qui concerne l'**espérance de vie** (79 ans). Une forte proportion d'Américains fait état de bons niveaux de **santé perçue**, même si ces données ne sont pas directement comparables avec celles des autres pays de l'OCDE car l'échelle de déclaration est différente. En outre, près de 90 % des adultes d'âge actif sont titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur au minimum. Toutefois, les **compétences** des adultes et des élèves de 15 ans sont inférieures à la moyenne de l'OCDE. En outre, les États-Unis affichent le troisième **taux d'homicides** le plus élevé de la zone OCDE.

Graphique 5.11. **Niveau moyen de bien-être actuel des États-Unis : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses des États-Unis en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676600

Évolution du niveau moyen de bien-être aux États-Unis au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net des ménages a enregistré une hausse cumulée de 11 % au cours de la dernière décennie, en termes réels, malgré deux périodes de stagnation en 2008-09 et 2012-13.	⇗
Emploi et salaires	Bien que le taux d'emploi se soit progressivement rétabli depuis 2011, il demeure inférieur à son niveau de 2006, qui était alors de 72 %. Les salaires réels ont régulièrement augmenté au cours de la dernière décennie. Toutefois, l'insécurité sur le marché du travail a également beaucoup progressé pendant la crise, et n'a pas encore regagné son niveau antérieur. Le chômage de longue durée et le stress au travail se situent à des niveaux similaires à ceux d'il y a 10 ans.	⇘ ⇗ ⇘ ⇔ ⇔
Conditions de logement	Le nombre moyen de pièces par personne a augmenté, passant de 2.3 en 2005-10 à 2.4 en 2011-15, et l'accès aux équipements sanitaires de base est resté élevé. L'accessibilité financière du logement s'est améliorée au cours de la dernière décennie, la part du revenu disponible consacrée aux dépenses de logement étant passée de 19.5 % en 2005 à 18.4 % en 2015.	⇗ ⇔ ⇗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	À 11.4 %, la part des salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine en 2016 est analogue à celle de 2005.	⇔
État de santé	Malgré une amélioration globale depuis 2005, l'espérance de vie aux ÉtatsUnis reste inférieure à la moyenne de l'OCDE, et l'écart s'est creusé, passant de 0.8 an en 2005 à 1.3 en 2015. L'état de santé perçu est resté relativement stable.	⇗ ⇔
Éducation et compétences	Depuis 2005, les États-Unis affichent l'un des taux les plus élevés d'adultes titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum. Ce niveau étant déjà élevé, le taux de croissance cumulée n'a atteint que 3 % au cours de la dernière décennie.	⇗
Liens sociaux	La part de la population déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin a diminué ces 10 dernières années, passant de 96 % à 90 %.	⇘
Engagement civique	Le taux de participation électorale aux élections présidentielles de 2016 a légèrement progressé par rapport aux élections de 2012, mais demeure inférieur au taux de 2008, qui atteignait 70.3 %. Cette tendance est conforme à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, où la participation électorale a reculé de 2.4 % depuis 2005.	⇘
Qualité de l'environnement	La satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local est restée stable ces quelques dernières années. Toutefois, l'exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ s'est améliorée au cours de la dernière décennie : en 2013, elle était inférieure de 14 % à son niveau de 2005.	⇔ ⇗
Sécurité personnelle	Bien que le taux d'homicides ait diminué de 18 % en 10 ans, il demeure l'un des plus élevés de l'OCDE. Le sentiment de sécurité est globalement similaire à celui observé il y a 10 ans.	⇗ ⇔
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie s'est progressivement dégradée au cours des 10 dernières années, passant de 7.3 à 6.9 en moyenne (sur une échelle de 0 à 10). Cette baisse est deux fois plus importante que la baisse moyenne enregistrée dans la zone OCDE.	⇘

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur aux États-Unis : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❸	↗ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❸	↗ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❶	↗ 2005-2013
Superficie boisée	❶	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❷	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❸	.. 2010
Oiseaux menacés	❶	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	❶	.. Dernière année connue
Plantes menacées	❸	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	❶	↗ 2005-2016
Espérance de scolarisation	❷	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	❷	.. 2015
Compétences des adultes	❸	.. 2011/2012
Chômage de longue durée	❶	⇔ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❸	↗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	❶	↗ 2005-2015
Prévalence de l'obésité	❸	↘ 2006-2014

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	❶	↗ 2005-2015
Formation brute de capital fixe	❶	↘ 2005-2015
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❶	↗ 2005-2015
Actifs de propriété intellectuelle	❶	↗ 2005-2015
Dette des ménages	❷	↗ 2005-2015
Patrimoine net des ménages	❶	.. 2010
Valeur financière nette des administrations publiques	❸	↘ 2005-2016
Levier financier du secteur bancaire	❶	⇔ 2005-2016
Pas de données disponibles sur l'investissement dans la recherche-développement (R-D).		

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance dans l'administration nationale	❷	↘ 2005-2016
Participation électorale	❷	↘ 2008-2016
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❶	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	❶	.. 2011/2012
Pas de données disponibles sur la confiance envers autrui et la confiance dans la police.		

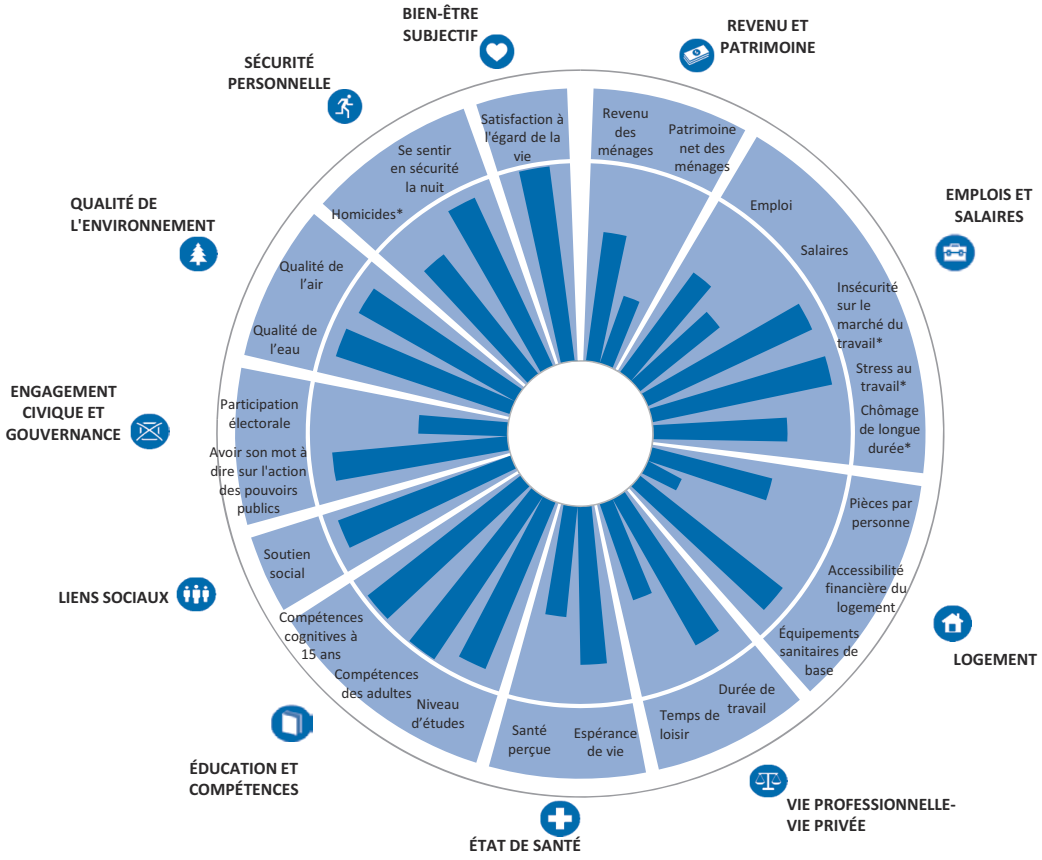
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN FINLANDE ?

En général, la Finlande obtient de bons résultats par rapport aux autres pays de l'OCDE dans les différentes dimensions du bien-être. Si le **revenu disponible ajusté net** et le **patrimoine net des ménages** finlandais sont inférieurs à la moyenne de l'OCDE, la Finlande affiche des niveaux relativement bas de **stress au travail** et d'**insécurité sur le marché du travail**. Seuls 4 % environ des salariés finlandais **travaillent régulièrement 50 heures ou plus par semaine**, ce qui correspond à environ un tiers de la moyenne de l'OCDE, mais le **temps de loisir** (à savoir le temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles) est proche de la moyenne. La Finlande obtient de très bons résultats sur le plan de **l'éducation et des compétences** ainsi que des **liens sociaux** : 95 % des Finlandais déclarent avoir des proches ou des amis sur qui compter en période difficile, contre 89 % en moyenne dans l'OCDE. La **qualité de l'air** et de l'**eau** sont deux domaines où la Finlande obtient de bons résultats, et la **satisfaction à l'égard de la vie** comptait également parmi les plus élevées de l'OCDE en 2013. Toutefois, l'**accessibilité financière du logement** est inférieure à la moyenne de l'OCDE, et malgré une part relativement élevée de personnes **estimant avoir son mot à dire quant à l'action publique** (47 % contre 33 % en moyenne dans l'OCDE), la Finlande se place en milieu de classement en termes de **participation électorale**.

Graphique 5.12. **Niveau moyen de bien-être actuel de la Finlande : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de la Finlande en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676619

Évolution du niveau moyen de bien-être en Finlande au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net des ménages a augmenté de 8 % en 10 ans, en termes réels. Toutefois, la croissance, stable depuis 2005, a atteint son point culminant en 2011, et a été suivie d'une baisse modérée. En 2013, le patrimoine net des ménages finlandais était supérieur de 15 % à celui de 2010 en termes réels.	⇗ ⇗
Emploi et salaires	Le taux d'emploi est reparti progressivement à la hausse depuis 2011, et est actuellement proche de son niveau de 2005, mais demeure inférieur de 2 points à son pic de 2008. Les salaires moyens ont régulièrement augmenté au cours de la dernière décennie (enregistrant une hausse cumulée de 8 %). Néanmoins, l'insécurité sur le marché du travail a également enregistré une légère hausse. Après une période d'amélioration, le chômage de longue durée a considérablement augmenté pendant la crise, avant de diminuer entre 2010 et 2012, mais a dépassé son niveau de 2005 depuis. En 2015, la fréquence du stress au travail était analogue à celle de 2005.	⇔ ⇗ ⇘ ⇘ ⇔
Conditions de logement	Le nombre moyen de pièces par personne est resté stable tout au long de la décennie, tout comme l'accès aux équipements sanitaires de base. L'accessibilité financière du logement s'est dégradée au cours de cette même période, la part du revenu disponible consacrée aux dépenses de logement étant passée de 20.9 % en 2005 à 22.7 % en 2015.	⇔ ⇔ ⇘
Équilibre vie professionnelle-vie privée	La part des personnes travaillant régulièrement 50 heures ou plus par semaine a légèrement diminué en 10 ans. À 3.9 %, elle est actuellement inférieure de 9 points à la moyenne de l'OCDE.	⇗
État de santé	L'espérance de vie à la naissance a progressé de 2.5 ans en Finlande depuis 2005, contre 1.7 an en moyenne dans la zone OCDE. L'état de santé perçu est resté relativement stable au cours des dix dernières années.	⇗ ⇔
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2016, ce taux a augmenté de 1.4 point.	⇗
Liens sociaux	Le pourcentage de personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin a peu évolué en Finlande au cours des dix dernières années.	⇔
Engagement civique	Le taux de participation électorale de la population inscrite sur les listes a reculé de 5 points entre les élections présidentielles de 2006 et celles de 2012 – soit légèrement plus que la moyenne de l'OCDE (2.4 points).	⇘
Qualité de l'environnement	Conformément à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local n'a pas connu d'évolution majeure depuis 2005. L'exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ s'est toutefois améliorée au cours de la dernière décennie, et était inférieure de 55 % à la moyenne de l'OCDE en 2013.	⇔ ⇗
Sécurité personnelle	La part de Finlandais déclarant se sentir en sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit (83 %) a progressé de 4 points en 10 ans. De même, la mortalité par homicide a baissé de 25 % au cours de la décennie.	⇗ ⇗
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie est restée relativement stable en Finlande au cours des 10 dernières années.	⇔

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Finlande : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution	
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❷	↗	2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❸	↗	2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❶	⇔	2005-2013
Superficie boisée	❶	↘	2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❶	..	Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❸	..	2006
Oiseaux menacés	❷	..	Dernière année connue
Mammifères menacés	❶	..	Dernière année connue
Plantes menacées	❷	..	Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution	
Niveau d'études des jeunes adultes	❶	⇔	2014-2016
Espérance de scolarisation	❶	..	2015
Compétences cognitives à 15 ans	❶	..	2015
Compétences des adultes	❶	..	2011/2012
Chômage de longue durée	❷	↘	2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❷	↗	2005-2015
Prévalence du tabagisme	❷	↗	2005-2014
Prévalence de l'obésité	❸	..	2011

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution	
Actifs fixes produits	❷	↗	2005-2016
Formation brute de capital fixe	❶	↗	2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❷	↗	2005-2016
Actifs de propriété intellectuelle	❷	⇔	2005-2016
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❶	↘	2005-2016
Dette des ménages	❷	↘	2005-2016
Patrimoine net des ménages	❸	↗	2010-2013
Valeur financière nette des administrations publiques	❶	↘	2005-2016
Levier financier du secteur bancaire	❶	⇔	2005-2016

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution	
Confiance envers autrui	❶	..	2013
Confiance dans la police	❶	..	2013
Confiance dans l'administration nationale	❶	↘	2005-2016
Participation électorale	❷	↗	2006-2012
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❷	..	2014
Bénévolat dans des organisations	❶	..	2011/2012

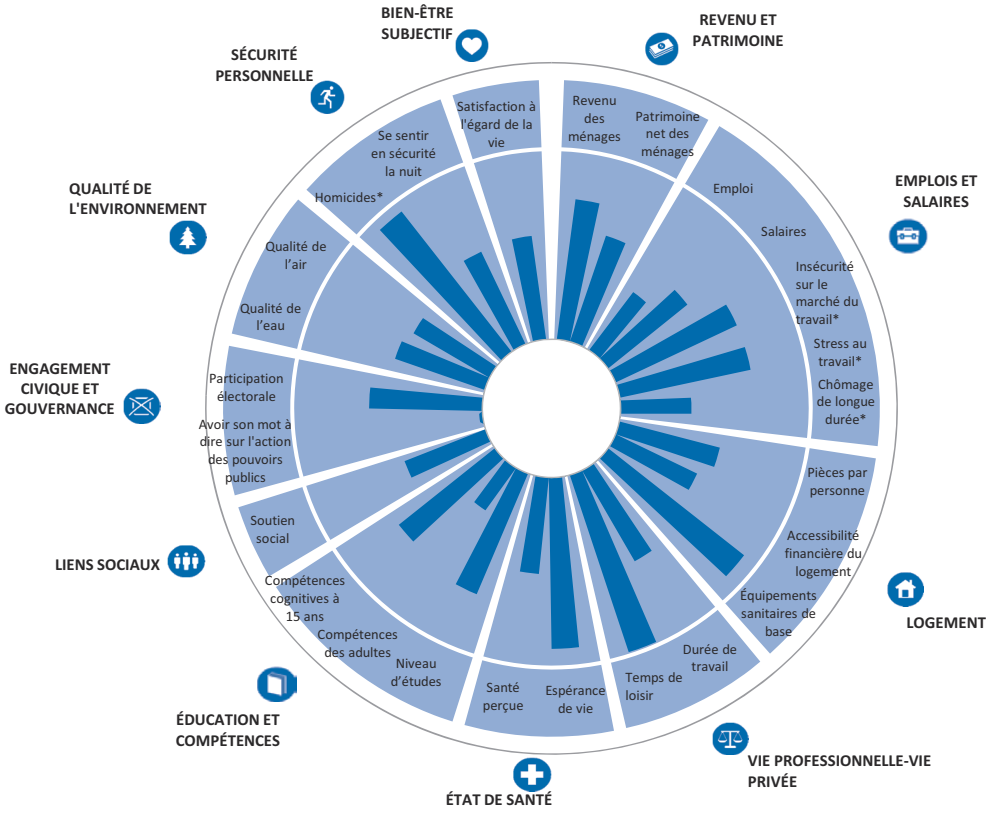
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN FRANCE ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, la France affiche un bilan mitigé au regard de ses résultats moyens dans les différentes dimensions du bien-être. Alors que le **revenu disponible ajusté net des ménages** s'établit juste au-dessus de la moyenne de l'OCDE, la France présente plusieurs points faibles dans la dimension « Emploi et salaires » : ainsi, à 65 %, le **taux d'emploi** est inférieur de 2 points à la moyenne de l'OCDE, et le **taux de chômage de longue durée** est plus de deux fois supérieur à la moyenne de l'OCDE. Néanmoins, l'équilibre vie professionnelle-vie privée est relativement bon en France : 8 % des salariés **travaillent régulièrement 50 heures ou plus par semaine**, soit une proportion inférieure à la moyenne de l'OCDE, proche de 13 %, et le **temps de loisir** déclaré par les travailleurs Français à temps plein (temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles) est, en moyenne, supérieur à celui dont disposent leurs homologues dans tous les autres pays de l'OCDE. En 2015, l'**espérance de vie** moyenne à la naissance s'établissait à 82 ans, ce qui plaçait la France dans le peloton de tête de la zone OCDE, mais elle se situait juste en deçà de la moyenne de l'OCDE s'agissant de l'**état de santé perçu**. Si la France affiche un **taux de participation électorale** (de l'ordre de 75 % en 2017) supérieur à la moyenne de l'OCDE, en 2012, 10 % seulement des adultes français indiquaient avoir le sentiment **qu'ils avaient leur mot à dire concernant l'action des pouvoirs publics**, soit le pourcentage le plus faible de la zone OCDE.

Graphique 5.13. **Niveau moyen de bien-être actuel de la France : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de la France en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676638

Évolution du niveau moyen de bien-être en France au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net des ménages est aujourd'hui supérieur de 6 %, en termes réels, à son niveau de 2005. Après une période de croissance relativement soutenue, son niveau a légèrement diminué entre 2010 et 2013, avant de repartir à la hausse ensuite. Entre 2009 et 2014, le patrimoine net des ménages a augmenté de 19 %, en termes cumulés.	⇗ ⇗
Emploi et salaires	En 2016, le taux d'emploi était très similaire à celui de 2005. Bien que les salaires aient régulièrement augmenté et qu'ils soient aujourd'hui supérieurs de 11 % à leur niveau de 2005 (en termes réels). L'insécurité sur le marché du travail comme le chômage de longue durée ont augmenté au cours des dernières années : l'insécurité sur le marché du travail reste supérieure à ses niveaux d'avant la crise, tandis que le chômage de longue durée a augmenté d'un quart en dix ans. Enfin, après avoir atteint un point culminant en 2010, la fréquence du stress au travail est revenue en 2015 au niveau observé en 2005.	⇔ ⇗ ⇘ ⇘ ⇔
Conditions de logement	Le nombre de pièces par personne s'est légèrement amélioré depuis 2005, mais il reste juste en deçà de la moyenne de l'OCDE. L'accessibilité financière du logement s'est dégradée : la proportion du revenu disponible des ménages consacrée au logement s'est hissée de 20.2 % en 2005 à 20.9 % en 2015. Cela dit, le pourcentage de personnes vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base a sensiblement diminué au cours des dix dernières années, et reste nettement inférieur à la moyenne de l'OCDE.	⇗ ⇘ ⇗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	Après avoir augmenté entre 2006 et 2011, la proportion de salariés travaillant régulièrement 50 heures ou plus par semaine est maintenant revenue au niveau de 2005.	⇔
État de santé	Bien qu'elle ait diminué de 0.4 année entre 2014 et 2015, l'espérance de vie à la naissance a globalement augmenté de 2 ans depuis 2005. L'état de santé perçu est resté peu ou prou stable.	⇗ ⇔
Éducation et compétences	Entre 2005 et 2016, le taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire a augmenté de 11.3 points.	⇗
Liens sociaux	La France figure parmi les 9 pays de l'OCDE où le pourcentage de personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en période difficile a diminué (de 94 % à 88 %) au cours des dix dernières années.	⇘
Engagement civique	Le pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales a reculé de 9 points entre l'élection présidentielle de 2007 et celle de 2017.	⇘
Qualité de l'environnement	Le pourcentage de personnes satisfaites de la qualité de l'eau au niveau local est resté relativement stable au cours des dix dernières années, juste au-dessus de la moyenne de l'OCDE. L'exposition annuelle à la pollution de l'air n'a guère changé entre 2005 et 2013, demeurant proche de la moyenne de l'OCDE.	⇔ ⇔
Sécurité personnelle	La mortalité par homicide est demeurée stable à un niveau relativement bas au cours des 10 dernières années. La proportion de personnes qui se sentent en sécurité quand elles marchent seules la nuit est également restée peu ou prou la même.	⇔ ⇔
Bien-être subjectif	La satisfaction des individus à l'égard de la vie a diminué progressivement depuis 2005, passant d'un niveau moyen de 6.8 à 6.4 (sur une échelle allant de 0 à 10), ce qui représente une baisse deux fois plus importante que la diminution moyenne observée dans l'ensemble de la zone OCDE.	⇘

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en France : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	1	↗ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	1	↗ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	2	⇔ 2005-2013
Superficie boisée	2	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	2	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	2	.. 2013
Oiseaux menacés	3	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	1	.. Dernière année connue
Plantes menacées	3	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	2	⇔ 2014-2016
Espérance de scolarisation	3	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	2	.. 2015
Compétences des adultes	3	.. 2012
Chômage de longue durée	3	↘ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	1	↗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	3	↗ 2006-2014
Prévalence de l'obésité	1	↘ 2006-2014

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	2	↗ 2005-2016
Formation brute de capital fixe	2	⇔ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	2	↘ 2005-2016
Actifs de propriété intellectuelle	2	↗ 2005-2016
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	1	↗ 2005-2015
Dette des ménages	2	↘ 2005-2015
Patrimoine net des ménages	2	↗ 2009-2014
Valeur financière nette des administrations publiques	3	↘ 2005-2015
Levier financier du secteur bancaire	3	↘ 2005-2015

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance envers autrui	3	.. 2013
Confiance dans la police	3	.. 2013
Confiance dans l'administrationnationale	3	↘ 2005-2016
Participation électorale	2	↘ 2007-2017
Association des parties prenantes aux affaires publiques	2	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	2	.. 2012

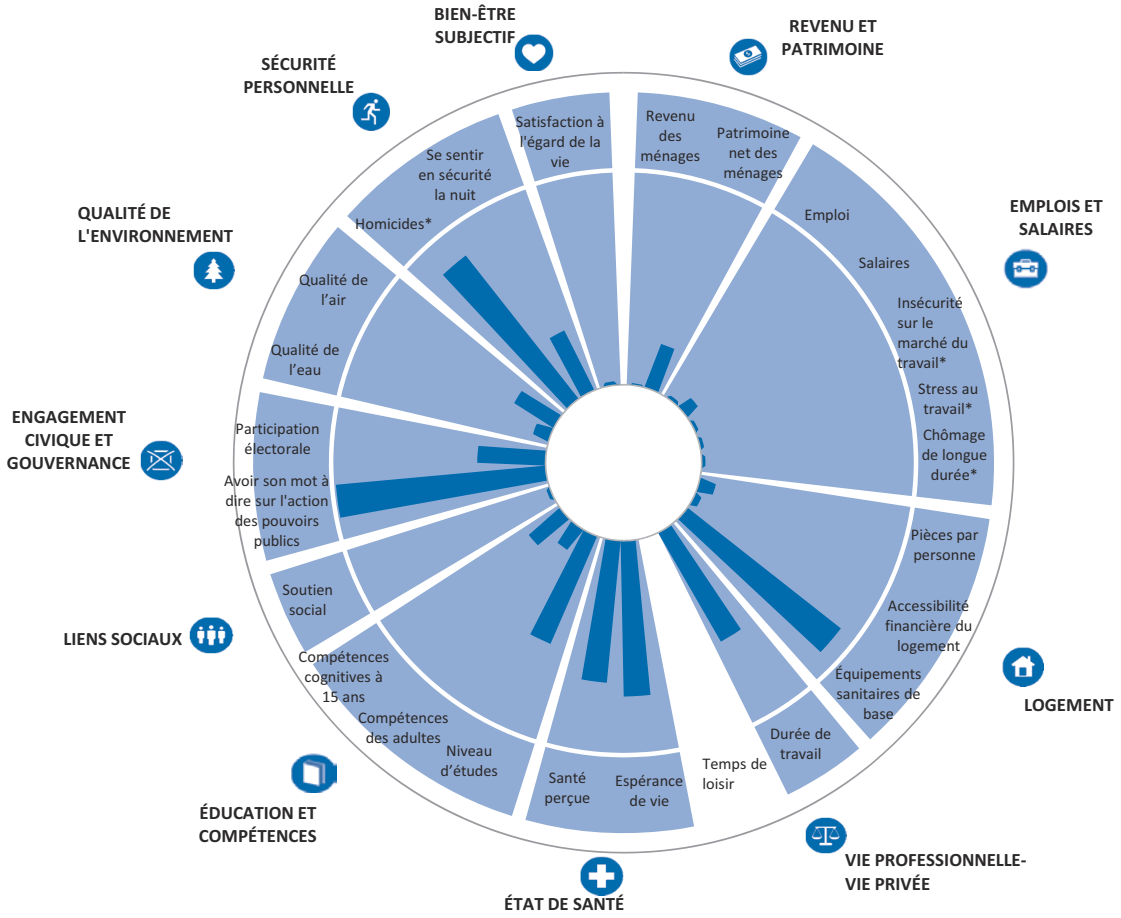
1	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
2	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
3	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN GRÈCE ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, la Grèce affiche des résultats contrastés dans les différentes dimensions du bien-être. Les conditions matérielles sont généralement inférieures à la moyenne de l'OCDE : le **revenu disponible ajusté net des ménages** était inférieur d'un peu moins de moitié à la moyenne de l'OCDE en 2015, et le **taux d'emploi** s'établissait à 52 % en 2016, contre 67 % en moyenne dans la zone OCDE. La Grèce affiche l'un des niveaux les plus élevés d'**insécurité sur le marché du travail**, de **stress au travail** et de **chômage de longue durée** de la zone OCDE, mais la part des Grecs **travaillant régulièrement 50 heures ou plus par semaine** (7 %) est inférieure à la moyenne de l'OCDE (13 %). Bien que l'**accessibilité financière du logement** et le **nombre de pièces par personne** soient inférieurs à la moyenne de l'OCDE, l'accès aux **équipements sanitaires de base** est relativement élevé. Les résultats en matière de santé sont également supérieurs à la moyenne. En 2015, le **taux de participation électorale** (64 %) était inférieur à la moyenne de l'OCDE (69 %) ; toutefois, en 2014/15, près de 71 % des adultes grecs estimaient **avoir son mot à dire quant à l'action publique**, le pourcentage le plus élevé de l'OCDE.

Graphique 5.14. **Niveau moyen de bien-être actuel de la Grèce : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de la Grèce en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676657

Évolution du niveau moyen de bien-être en Grèce au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	En 2014, le revenu disponible ajusté net des ménages était inférieur de 27 % à celui de 2005, soit la baisse la plus importante enregistrée dans la zone OCDE en 10 ans. Après avoir augmenté de 9 % entre 2005 et 2009 en termes cumulés, il s'est effondré pendant les premières années de crise et n'a cessé de diminuer depuis. Le patrimoine net des ménages grecs a enregistré une baisse cumulée de 22 % entre 2009 et 2014.	↘ ↘
Emploi et salaires	Le taux d'emploi et les salaires ont considérablement diminué entre 2008 et 2013, et n'ont progressé que modérément ces dernières années. L'insécurité sur le marché du travail culminait à 44 % en 2012 (alors que la moyenne de l'OCDE s'établissait à 7 % cette même année) – et bien qu'elle ait baissé de 27 points depuis, elle demeure plus de trois fois supérieure à la moyenne de l'OCDE. Le chômage de longue durée a explosé à partir de 2009, culminant à 20 % en 2014, soit un taux près de 4 fois supérieur à celui de 2005. Enfin, la part des salariés subissant du stress au travail a également considérablement augmenté en 10 ans, passant de 50 % en 2005 à près de 59 % en 2015.	↘ ↘ ↘ ↘ ↘
Conditions de logement	Bien que le nombre moyen de pièces par personne soit resté relativement stable ces 10 dernières années, les dépenses de logement (en part du revenu moyen disponible) sont passées de 19.7 % en 2005 à 23.7 % en 2015, l'une des hausses les plus importantes de la zone OCDE. Cela dit, le pourcentage de personnes vivant dans des habitations dépourvues d'équipements sanitaires de base a reculé de plus de deux tiers, et est actuellement inférieur de 50 % à la moyenne de l'OCDE.	⇔ ↘ ↗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	La part des salariés travaillant régulièrement 50 heures ou plus par semaine (7 %) a gagné près d'un point en 10 ans. Ce taux a considérablement diminué entre 2005 et 2011, mais est reparti à la hausse ces dernières années.	↘
État de santé	Bien qu'elle ait marqué le pas en 2007, 2012 et 2015, l'espérance de vie à la naissance a gagné plus d'un an en 10 ans, soit moins que la hausse moyenne enregistrée dans l'OCDE (1.7 an). La part des personnes se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé est restée globalement stable depuis 2005.	↗ ⇔
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2016, ce taux a gagné 3.4 points.	↗
Liens sociaux	En Grèce, les liens sociaux n'ont pas évolué de manière significative en 10 ans. Toutefois, ils ont reculé de 5 points entre 2008-2010 et 2011-13, avant de repartir à la hausse en 2014-16.	⇔
Engagement civique	Conformément à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, le taux de participation électorale a diminué en Grèce au cours des dix dernières années. Lors des élections législatives de 2015, le pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales s'est établi à 64 %, soit 11 points de moins qu'en 2007, mais plus d'un point de plus qu'en 2012.	↘
Qualité de l'environnement	La satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local est restée relativement stable depuis 2005-2007, et demeure inférieure à la moyenne de l'OCDE. L'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ a augmenté de 10 % depuis 2005, malgré une baisse récente par rapport à son pic de 2009.	⇔ ↘
Sécurité personnelle	Le taux d'homicides et la part des personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit sont restés globalement stables par rapport à 2005.	⇔ ⇔
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie a reculé de plus d'un point (sur une échelle de 0 à 10), la plus forte baisse de l'ensemble des pays de l'OCDE.	↘

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ↗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ↘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Grèce : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	2	↗ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	2	↗ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	3	↘ 2005-2013
Superficie boisée	2	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	2	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	3	.. 2015
Oiseaux menacés	1	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	3	.. Dernière année connue
Plantes menacées	1	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	2	↗ 2014-2016
Espérance de scolarisation	2	.. 2014
Compétences cognitives à 15 ans	3	.. 2015
Compétences des adultes	3	.. 2014/2015
Chômage de longue durée	3	↘ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	2	↗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	3	↗ 2009-2014
Prévalence de l'obésité	2	⇔ 2006-2014

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	3	⇔ 2005-2014
Formation brute de capital fixe	3	↗ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	3	↘ 2005-2015
Actifs de propriété intellectuelle	3	⇔ 2005-2014
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	3	⇔ 2005-2015
Dette des ménages	2	↘ 2005-2015
Patrimoine net des ménages	3	↘ 2009-2014
Valeur financière nette des administrations publiques	3	↘ 2005-2016
Levier financier du secteur bancaire	3	↘ 2005-2015

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance envers autrui	3	.. 2013
Confiance dans la police	3	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	3	↘ 2005-2016
Participation électorale	2	↘ 2007-2015
Association des parties prenantes aux affaires publiques	2	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	3	.. 2014/2015

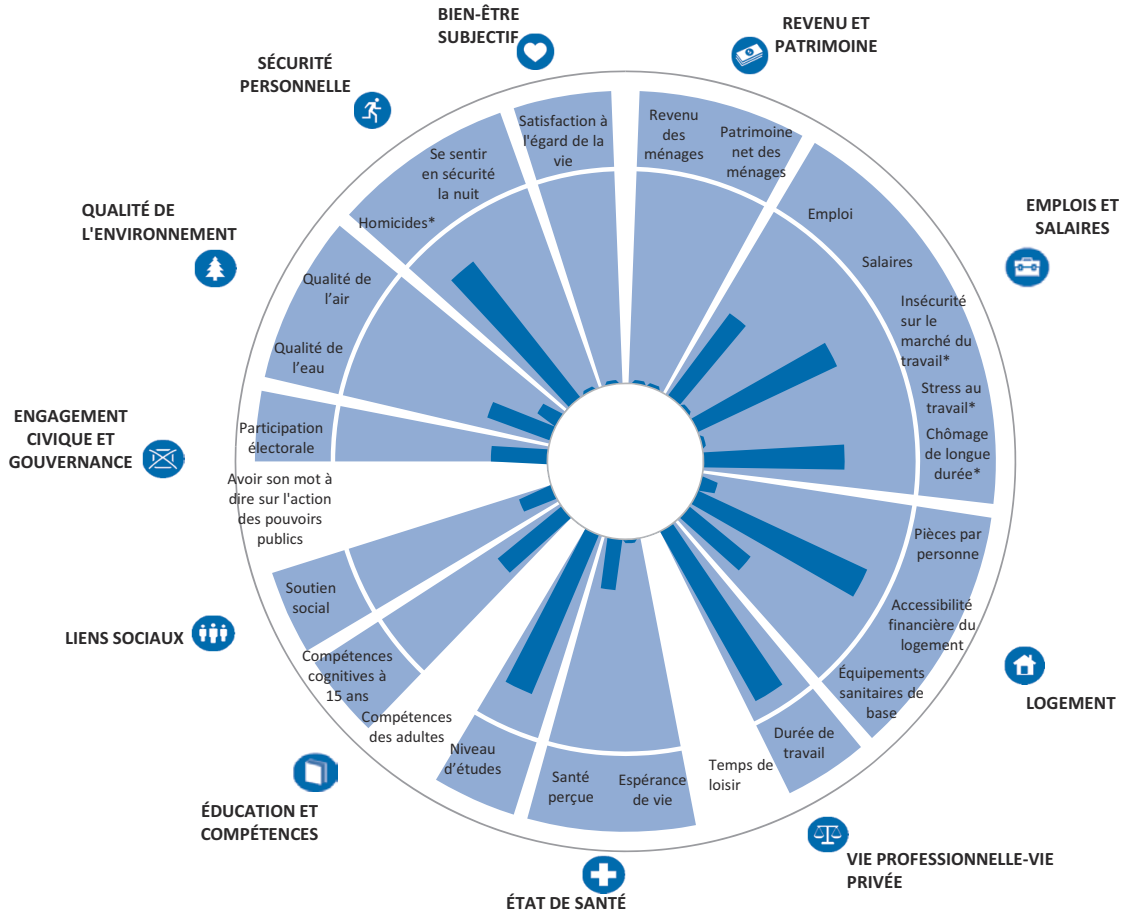
1	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
2	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
3	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN HONGRIE ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, la Hongrie affiche des résultats contrastés dans les différentes dimensions du bien-être. Le **revenu disponible ajusté net des ménages** hongrois est l'un des plus faibles de l'OCDE, à l'instar du **salaire moyen**. La Hongrie affiche également l'un des niveaux les plus élevés de **stress au travail**, alors que le **taux de chômage de longue durée**, l'**insécurité sur le marché du travail** et le **taux d'emploi** sont tous proches de la moyenne de l'OCDE. Seuls 3 % environ des salariés hongrois **travaillent régulièrement 50 heures ou plus par semaine**, contre 13 % en moyenne dans l'OCDE. L'**accessibilité financière du logement** est également un domaine dans lequel la Hongrie obtient de bons résultats : elle se classe dans le dernier tiers des pays de l'OCDE en termes de part du revenu disponible des ménages consacrée aux dépenses de logement. Le **niveau d'études** est relativement élevé en Hongrie : 83 % de la population adulte d'âge actif est titulaire d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum, contre 75 % en moyenne dans l'OCDE. Toutefois, **l'état de santé** et le **sentiment de sécurité** sont des domaines où la Hongrie enregistre de mauvais résultats par rapport aux autres pays.

Graphique 5.15. **Niveau moyen de bien-être actuel de la Hongrie : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de la Hongrie en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676676

Évolution du niveau moyen de bien-être en Hongrie au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Après avoir baissé entre 2006 et 2010, le revenu disponible ajusté net des ménages a aujourd'hui regagné son niveau de 2005.	⇔
Emploi et salaires	Après un creux en 2009-10, le taux d'emploi est reparti à la hausse et est aujourd'hui supérieur de près de 10 points à celui d'il y a 10 ans. Les salaires ont diminué entre 2008 et 2014, et n'ont que légèrement augmenté depuis 2015 – et se situent aujourd'hui au même niveau qu'en 2005. L'insécurité sur le marché du travail a culminé à 11 % en 2012, et malgré la baisse enregistrée depuis, elle demeure supérieure d'un point à son niveau de 2007. Le chômage de longue durée s'est amélioré relativement vite après la crise ; il s'établit aujourd'hui à environ 2 %, un taux inférieur à celui de 2005. Le stress au travail s'est également amélioré au cours des 10 dernières années, la part des salariés concernés passant de 57 % en 2005 à 52 % en 2015.	⇗ ⇔ ⇘ ⇗ ⇗
Conditions de logement	Le nombre moyen de pièces par personne s'est légèrement amélioré en 10 ans, à l'instar de l'accessibilité financière du logement. Le pourcentage de personnes vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base a reculé de 2 points depuis 2005, mais demeure 2 fois supérieur à la moyenne de l'OCDE.	⇗ ⇗ ⇗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	La part des salariés travaillant régulièrement 50 heures ou plus par semaine (3 %) a perdu un peu moins de 2 points en 10 ans. Ce taux a considérablement diminué entre 2005 et 2012, avant de repartir à la hausse jusqu'en 2015.	⇗
État de santé	Malgré une légère baisse entre 2014 et 2015, l'espérance de vie à la naissance a gagné six mois depuis 2012 (première année pour laquelle des données comparables sont disponibles). La part des Hongrois déclarant que leur santé est « bonne » ou « très bonne » a augmenté, passant de 45 % à 56 % en 10 ans.	⇗ ⇗
Éducation et compétences	Entre 2005 et 2016, la part des adultes d'âge actif titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum a régulièrement augmenté : elle s'établissait à 83.4 % en 2015, soit 7 points de plus qu'en 2005.	⇗
Liens sociaux	Ces 10 dernières années, la Hongrie a enregistré le plus fort recul des liens sociaux de la zone OCDE, la part des personnes estimant avoir quelqu'un sur qui compter étant passée de 93 % à 84 %.	⇘
Engagement civique	Le taux de participation électorale a diminué progressivement au cours de la dernière décennie. Aux élections législatives de 2014, le pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales s'est établi à 62 %, soit 6 points de moins qu'en 2006, et 3 points de moins qu'en 2010.	⇘
Qualité de l'environnement	La satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local est restée relativement stable depuis 2005-2007, et demeure inférieure à la moyenne de l'OCDE. Parallèlement, l'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ est restée stable au cours de la décennie, à un niveau supérieur d'environ un tiers à la moyenne de l'OCDE.	⇔ ⇔
Sécurité personnelle	La mortalité par homicide a considérablement diminué en 10 ans. Toutefois, le pourcentage de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit a également diminué ; il s'agit actuellement du deuxième taux le plus faible de l'OCDE (51 %).	⇗ ⇘
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie s'est légèrement améliorée au cours de dix dernières années, mais elle demeure très inférieure à la moyenne de l'OCDE.	⇗

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Hongrie : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❶	↗ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❶	↗ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❸	↗ 2005-2013
Superficie boisée	❷	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❶	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❷	.. 2012
Oiseaux menacés	❶	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	❸	.. Dernière année connue
Plantes menacées	❶	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	❷	↘ 2014-2016
Espérance de scolarisation	❸	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	❸	.. 2015
Chômage de longue durée	❷	↗ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❸	↗ 2012-2015
Prévalence du tabagisme	❸	⇔ 2009-2014
Prévalence de l'obésité	❸	↘ 2009-2014

Pas de données disponibles sur les compétences des adultes.

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	❸	↗ 2005-2014
Formation brute de capital fixe	❸	↘ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❸	⇔ 2005-2016
Actifs de propriété intellectuelle	❸	↗ 2005-2014
Investissement dans la recherche-développement (R D)	❷	↗ 2005-2015
Dette des ménages	❶	⇔ 2005-2015
Patrimoine net des ménages	❸	.. 2014
Valeur financière nette des administrations publiques	❸	↘ 2005-2016
Levier financier du secteur bancaire	❶	⇔ 2005-2015

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance envers autrui	❸	.. 2013
Confiance dans la police	❷	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	❸	⇔ 2005-2016
Participation électorale	❸	↘ 2006-2014
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❸	.. 2014

Pas de données disponibles sur le bénévolat dans des organisations.

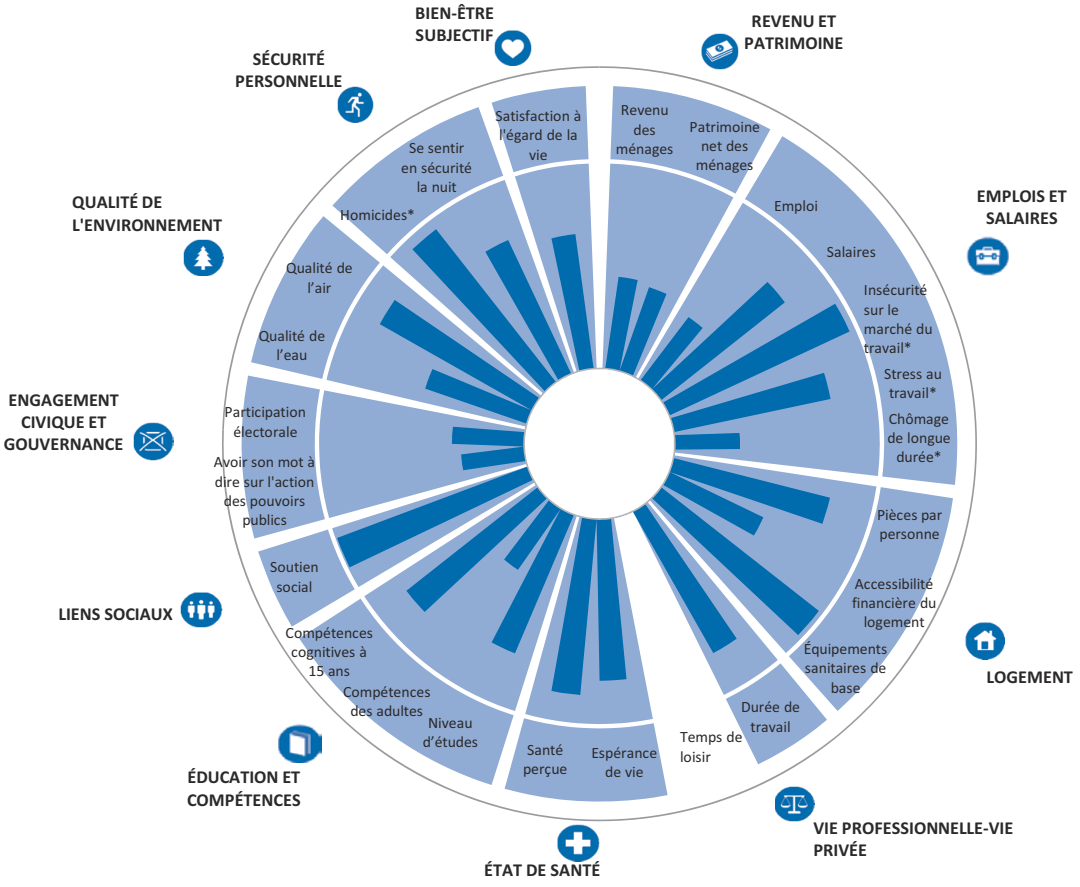
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN IRLANDE ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, l'Irlande affiche des résultats contrastés dans les différentes dimensions du bien-être. Alors que le **revenu disponible ajusté net des ménages** irlandais était inférieur à la moyenne de l'OCDE en 2015, le **salaire moyen** comptait parmi les plus élevés de l'OCDE (environ 52 000 USD, contre 44 000 en moyenne). Le taux de **chômage de longue durée** (environ 5 %) est plus de deux fois supérieur à la moyenne de l'OCDE, mais l'**insécurité sur le marché du travail** et le **stress au travail** sont inférieures à la moyenne. Les **conditions de logement**, **l'état de santé** et la **qualité environnementale** sont des domaines où l'Irlande obtient généralement de bons résultats par rapport aux autres pays, alors que l'**engagement civique et la gouvernance** font partie de ses points faibles. 80 % des Irlandais adultes sont titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum, soit plus que la moyenne de l'OCDE (75 %) ; toutefois, l'Irlande se situe dans le bas du classement en termes de compétences des adultes en littératie et en numératie. Les **liens sociaux** perçus sont également un domaine dans lequel l'Irlande obtient clairement de bons résultats : près de 96% des Irlandais déclarent **avoir des proches ou des amis sur qui compter** en période difficile, contre 89 % en moyenne dans l'OCDE.

Graphique 5.16. **Niveau moyen de bien-être actuel de l'Irlande : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de l'Irlande en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676695

Évolution du niveau moyen de bien-être en Irlande au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net des ménages est actuellement supérieur de 4 %, en termes réels, à celui de 2005. Après une période de croissance soutenue, le revenu des ménages a diminué entre 2009 et 2013, et n'est reparti à la hausse qu'à compter de 2014.	↗
Emploi et salaires	Le taux d'emploi est aujourd'hui inférieur de 2.8 points à celui de 2005 : après avoir considérablement diminué entre 2007 et 2012, il n'a augmenté que modérément ces dernières années. En revanche, les salaires ont augmenté et sont actuellement supérieurs de 15 % (en termes réels) à leur niveau de 2005 – bien qu'ils demeurent juste en deçà de leur pic de 2009. Après une très forte hausse entre 2007 et 2008, l'insécurité sur le marché du travail est aujourd'hui retombée à son niveau de 2005 (2 %). Le chômage de longue durée a culminé à 9.2 % en 2012, et bien qu'il soit retombé à 4.7 % depuis, il demeure trois fois supérieur à son niveau de 2005. Après avoir culminé à 35 % en 2010, la part des salariés irlandais souffrant de stress au travail est retombée à 27 %, un niveau proche de celui de 2005.	↘ ↗ ⇔ ↘ ⇔
Conditions de logement	Le nombre de pièces par personne est resté relativement stable depuis 2005, juste au-dessus de la moyenne de l'OCDE. L'accessibilité financière du logement s'est dégradée : la part du revenu disponible consacrée aux dépenses de logement s'est hissée de 19.3 % en 2005 à 20.8 % en 2015. L'Irlande est l'un des rares pays membres où le pourcentage d'habitants vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base a augmenté depuis 2005.	⇔ ↘ ↘
Équilibre vie professionnelle-vie privée	Après avoir atteint un creux (3.4 %) en 2009, la part des salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine est repassée à 4.7 % en 2016, soit son niveau de 2005.	⇔
État de santé	L'espérance de vie à la naissance a gagné deux ans et demi depuis 2005, et est actuellement supérieure d'un peu plus d'un an à la moyenne de l'OCDE. L'état de santé perçu est resté relativement stable, au-dessus de la moyenne de l'OCDE.	↗ ⇔
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2015, ce taux a augmenté d'un point en Irlande.	↗
Liens sociaux	Le pourcentage de personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin a peu évolué depuis 2005-2007.	⇔
Engagement civique	Le taux de participation aux élections législatives de 2011 (69.9 %) était légèrement supérieur à celui de 2007, mais est tombé à 65.1 % en 2016. Cette tendance est conforme à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, où la participation électorale a reculé de 2.4 points en 10 ans.	↘
Qualité de l'environnement	Conformément à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local a légèrement diminué ces dernières années. D'autre part, l'exposition annuelle à la pollution de l'air a très peu évolué depuis 2005, et était toujours inférieure de moitié à la moyenne de l'OCDE en 2013.	↘ ⇔
Sécurité personnelle	La sécurité personnelle a montré de nets signes d'amélioration depuis 2005 : le taux d'homicides a diminué de 40 %, et la part des personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit a augmenté de 5 points.	↗ ↗
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie est analogue à celle déclarée 10 ans plus tôt.	⇔

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ↗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ↘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Irlande : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❸	⇗ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❷	⇗ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❶	⇔ 2005-2013
Superficie boisée	❷	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❷	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❶	.. 2009
Oiseaux menacés	❷	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	❷	.. Dernière année connue
Plantes menacées	❷	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	❶	⇗ 2014-2015
Espérance de scolarisation	❶	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	❶	.. 2015
Compétences des adultes	❸	.. 2011/2012
Chômage de longue durée	❸	⇘ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❷	⇗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	❷	.. 2016
Prévalence de l'obésité	❷	⇔ 2007-2015

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Formation brute de capital fixe	❶	⇗ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❸	⇘ 2005-2016
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❶	⇗ 2005-2014
Dette des ménages	❸	⇗ 2005-2015
Patrimoine net des ménages	❷	.. 2013
Valeur financière nette des administrations publiques	❸	⇘ 2005-2015
Levier financier du secteur bancaire	❸	⇔ 2005-2015
Pas de données disponibles sur les actifs fixes produits et les actifs de propriété intellectuelle.		

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance envers autrui	❷	.. 2013
Confiance dans la police	❶	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	❶	⇘ 2005-2016
Participation électorale	❷	⇘ 2007-2016
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❸	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	❷	.. 2011/2012

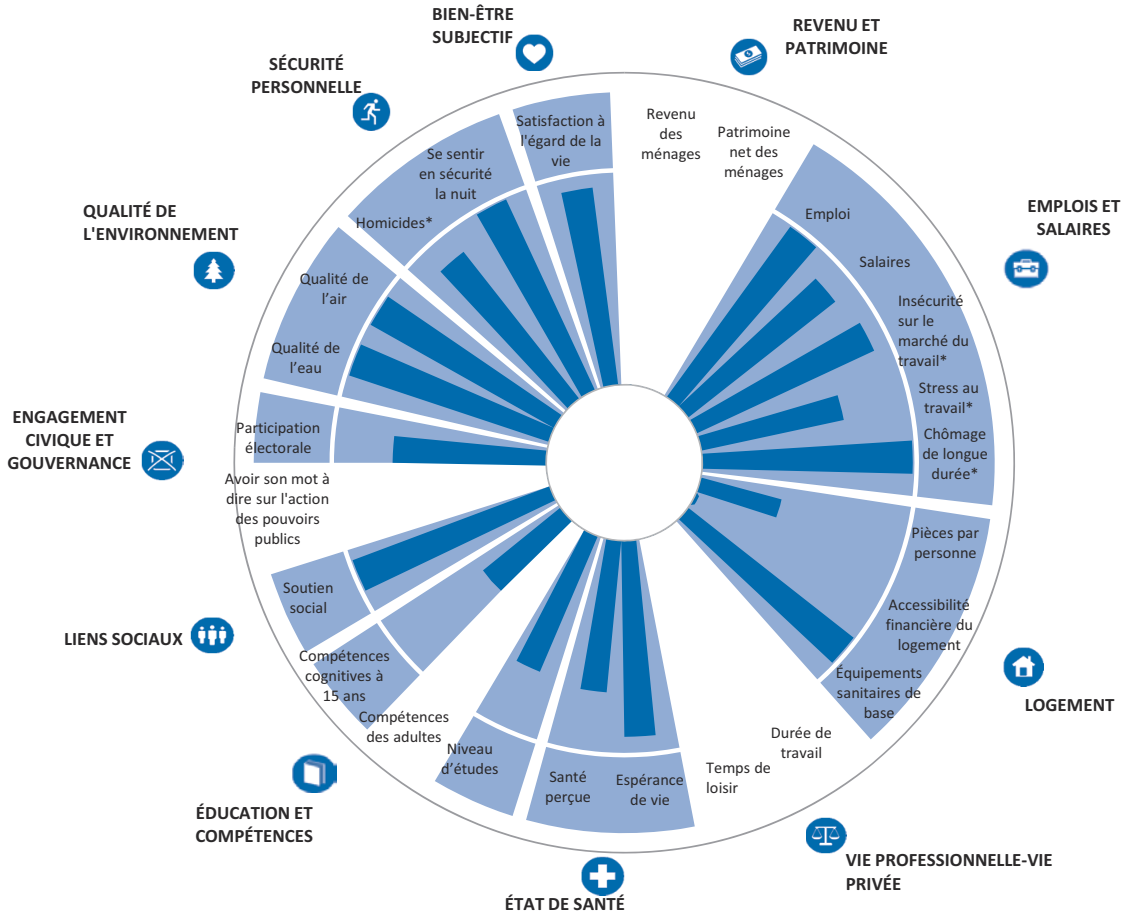
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

⇗	Amélioration dans le temps
⇘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN ISLANDE ?

En général, l'Islande obtient de bons résultats par rapport aux autres pays de l'OCDE dans les différentes dimensions du bien-être. Parmi les Islandais âgés de 15 à 64 ans, 86 % d'entre eux occupaient un **emploi** en 2016, le taux le plus élevé de l'OCDE, et le pays se situe également dans le haut du classement en termes de **salaire moyen**. L'Islande est le pays de l'OCDE qui enregistre les meilleurs résultats sur le plan de la qualité de l'environnement : la **qualité de l'air** (mesurée par l'exposition moyenne à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$) est la meilleure de toute la zone OCDE, et la quasi-totalité de la population islandaise est satisfaite de la **qualité de l'eau** au niveau local. Les Islandais sont 98 % à déclarer avoir des proches ou des amis sur qui compter en période difficile, le taux le plus élevé de l'OCDE. La sécurité personnelle et la **satisfaction à l'égard de la vie** sont également des domaines où l'Islande obtient de bons résultats. En ce qui concerne les conditions de logement, l'accès aux **équipements sanitaires de base** est élevé, mais les Islandais consacrent une part importante de leur revenu disponible (24 %) aux dépenses de logement par rapport à la moyenne de l'OCDE (21 %) ; de ce fait, l'**accessibilité financière du logement** est clairement un point faible.

Graphique 5.17. **Niveau moyen de bien-être actuel de l'Islande : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de l'Islande en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676714

Évolution du niveau moyen de bien-être en Islande au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Après une forte baisse entre 2008 et 2010, le revenu disponible ajusté net des ménages est revenu progressivement à son niveau de 2005, en termes réels, en 2014. Néanmoins, il n'a pas encore atteint de pic de 2008.	⇔
Emploi et salaires	En 2016, le taux d'emploi était supérieur de 2 points à celui de 2005, après avoir enregistré une forte baisse en 2009, suivie d'une amélioration progressive. Les salaires ont augmenté de 5 % (en termes réels) en 10 ans, mais l'insécurité sur le marché du travail a culminé à 5.7 % en 2011, et n'a pas encore regagné son niveau d'avant la crise (1 %). Le chômage de longue durée a considérablement augmenté pendant la crise, mais est retombé depuis à son niveau de 2005.	⇗ ⇗ ⇘ ⇔
Conditions de logement	Bien que le nombre moyen de pièces par personne soit resté relativement stable ces dix dernières années, les dépenses de logement (en part du revenu disponible des ménages) se sont hissées de 22.6 % en 2005 à 24.4 % en 2014. Le pourcentage de personnes vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base a diminué, passant de 0.4 à 0 % en 10 ans.	⇔ ⇘ ⇗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	[Pas de série chronologique disponible]	..
État de santé	Malgré une légère baisse entre 2014 et 2015, l'espérance de vie à la naissance a augmenté de 2 ans depuis 2005, et dépasse actuellement de plus de 2 ans la moyenne de l'OCDE. À l'inverse, la part des Islandais se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé est restée relativement stable.	⇗ ⇔
Éducation et compétences	Entre 2005 et 2015, la part des adultes d'âge actif titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum a régulièrement augmenté : elle atteignait 78 % en 2016, soit près de 10 points de plus qu'en 2005.	⇗
Liens sociaux	Les liens sociaux n'ont pas évolué de manière significative par rapport à 2008-2010, et l'Islande affiche toujours les meilleurs résultats de la zone OCDE en la matière.	⇔
Engagement civique	Le taux de participation aux élections législatives de 2016 (79.2 %) était très inférieur à celui de 2013, mais également de 2007 (83.6 %). Cette tendance est conforme à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, où la participation électorale a reculé de 2.4 points depuis 2005.	⇘
Qualité de l'environnement	La satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local est restée relativement stable, et demeure parmi les plus élevées de l'OCDE. Parallèlement, l'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ est restée faible au cours de la dernière décennie, et était inférieure de 78 % à la moyenne de l'OCDE en 2013.	⇔ ⇔
Sécurité personnelle	La mortalité par homicide a peu évolué au cours de la dernière décennie, alors que la part de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit a augmenté de 10 points.	⇔ ⇗
Bien-être subjectif	[Pas de série chronologique disponible]	..

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Cette indication repose sur une comparaison de l'année de départ (2005 dans la plupart des cas) et de la dernière année connue (2015 ou 2016 généralement). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Islande : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❸	⇘ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❶	⇗ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❶	⇔ 2005-2013
Superficie boisée	❸	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❶	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❸	.. 2014
Oiseaux menacés	❸	.. Dernière année connue
Plantes menacées	❷	.. Dernière année connue
Pas de données disponibles sur les mammifères menacés.		

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	❸	⇗ 2005-2016
Espérance de scolarisation	❶	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	❸	.. 2015
Chômage de longue durée	❶	⇔ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❶	⇗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	❶	⇗ 2014-2016
Prévalence de l'obésité	❷	.. 2015
Pas de données disponibles sur les compétences des adultes.		

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Formation brute de capital fixe	❶	⇘ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❸	⇗ 2005-2015
Dette des ménages	❸	.. 2014
Valeur financière nette des administrations publiques	❷	⇘ 2005-2015
Pas de données disponibles sur les actifs fixes produits, les actifs de propriété intellectuelle, le patrimoine net des ménages, l'investissement dans la recherche-développement (R-D) et le levier financier du secteur bancaire.		

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance envers autrui	❶	.. 2013
Confiance dans la police	❶	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	❷	⇗ 2008-2016
Participation électorale	❶	⇘ 2007-2016
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❸	.. 2014
Pas de données disponibles sur le bénévolat dans des organisations.		

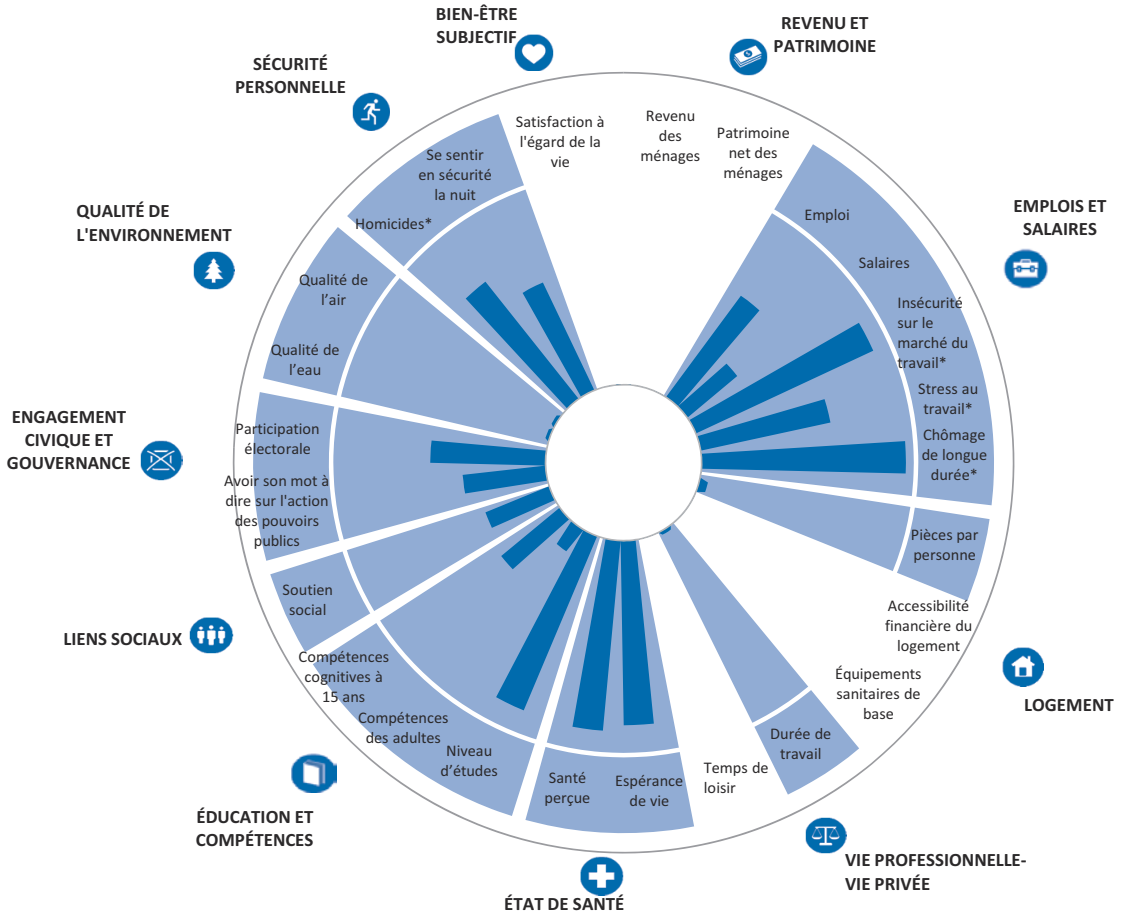
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

⇗	Amélioration dans le temps
⇘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN ISRAËL ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, Israël affiche un bilan mitigé au regard de ses résultats moyens dans les différentes dimensions du bien-être. Les **salaires moyens** sont relativement faibles, et 15 % des salariés **travaillent régulièrement 50 heures ou plus par semaine**, l'un des taux les plus élevés de l'OCDE. En 2016, 69 % de la population israélienne âgée de 15 à 64 ans occupait un emploi, soit un peu plus que la moyenne de l'OCDE (67 %), alors que le **taux de chômage de longue durée** était l'un des plus faibles de l'OCDE (0.5 % en 2016, contre environ 2 % en moyenne dans l'OCDE). L'**insécurité sur le marché du travail** et le **stress au travail** sont également inférieures à la moyenne de l'OCDE. En Israël, **l'espérance de vie à la naissance** (82 ans) est supérieure de 2 ans à la moyenne de l'OCDE. Une forte proportion d'Israéliens fait état de bons niveaux de **santé perçue**, même si ces données ne sont pas directement comparables avec celles des autres pays de l'OCDE car l'échelle de déclaration est différente. La qualité de l'environnement est un domaine dans lequel Israël obtient de moins bons résultats que les autres pays, tant sur le plan de **pollution de l'air** que de la **qualité de l'eau**. Les **liens sociaux** sont également inférieurs à la moyenne de l'OCDE.

Graphique 5.18. **Niveau moyen de bien-être actuel d'Israël : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses d'Israël en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676733

Évolution du niveau moyen de bien-être en Israël au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	[Pas de série chronologique disponible]	..
Emploi et salaires	Le taux d'emploi a augmenté de 6.3 points depuis 2005. Les salaires réels ont régulièrement diminué entre 2007 et 2010, mais se sont considérablement améliorés depuis, et sont actuellement supérieurs de 10 % à leur niveau d'avant la crise. L'insécurité sur le marché du travail a progressivement diminué au cours de la dernière décennie, et est aujourd'hui inférieure de plus de moitié à son niveau de 2005. Le taux de chômage de longue durée a légèrement diminué par rapport à son niveau de 2012 (dernière année pour laquelle des données comparables sont disponibles), tandis que le stress au travail s'est également amélioré, avec 32 % de personnes concernées en 2015, contre 39 % en 2005.	⇗ ⇗ ⇗ ⇗ ⇗
Conditions de logement	Le nombre moyen de pièces par personne est resté relativement stable au cours de la dernière décennie, autour de 1.1.	⇔
Équilibre vie professionnelle-vie privée	La fréquence de la durée de travail longue a diminué, le pourcentage de salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine étant passé de 19 % en 2012 à 15 % en 2016 (pas de données comparables disponibles avant 2012).	⇗
État de santé	L'espérance de vie à la naissance a progressé d'un peu moins d'un an depuis 2009 (première année pour laquelle des données comparables sont disponibles). Le pourcentage d'adultes se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé a également augmenté, gagnant 7 points depuis 2005.	⇗ ⇗
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2016, ce taux a progressé d'un peu plus d'un point en Israël.	⇗
Liens sociaux	La part des personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin a peu évolué ces dix dernières années.	⇔
Engagement civique	Contrairement à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, le taux de participation électorale a augmenté de 9 points en Israël depuis 2006, pour s'établir à 72 % aux élections législatives de 2015.	⇗
Qualité de l'environnement	Le pourcentage d'Israéliens satisfaits de la qualité de l'eau au niveau local a gagné 9 points en 10 ans. Toutefois, l'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie ; en 2013, elle était supérieure de près d'un tiers à son niveau de 2005.	⇗ ⇘
Sécurité personnelle	La mortalité par homicide a diminué, passant de 3.3 pour 100 000 habitants en 2005 à 1.7 en 2014. D'autre part, le sentiment de sécurité lorsque l'on marche seul à la nuit tombée est resté globalement stable au cours de la décennie, à un niveau proche de la moyenne de l'OCDE (69 %.)	⇗ ⇔
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie est restée relativement stable au cours de la dernière décennie en Israël.	⇔

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Israël : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❷	↗ 2005-2014
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❸	↗ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❸	↘ 2005-2013
Superficie boisée	❸	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❸	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❶	.. 2014
Pas de données disponibles sur les espèces menacées.		

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	❶	↗ 2014-2016
Espérance de scolarisation	❸	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	❸	.. 2015
Compétences des adultes	❸	.. 2014/2015
Chômage de longue durée	❶	↗ 2012-2016
Espérance de vie à la naissance	❶	↗ 2009-2015
Prévalence du tabagisme	❷	⇔ 2006-2016
Prévalence de l'obésité	❷	↘ 2006-2016

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	❸	↗ 2005-2015
Formation brute de capital fixe	❸	↘ 2005-2015
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❶	↗ 2005-2015
Actifs de propriété intellectuelle	❷	⇔ 2005-2015
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❷	↘ 2005-2015
Valeur financière nette des administrations publiques	❷	⇔ 2005-2015
Levier financier du secteur bancaire	❶	↗ 2005-2015
Pas de données disponibles sur la dette et le patrimoine net des ménages.		

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance dans l'administration nationale	❷	↗ 2006-2016
Participation électorale	❷	↗ 2006-2015
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❸	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	❷	.. 2014/2015
Pas de données disponibles sur la confiance envers autrui et la confiance dans la police.		

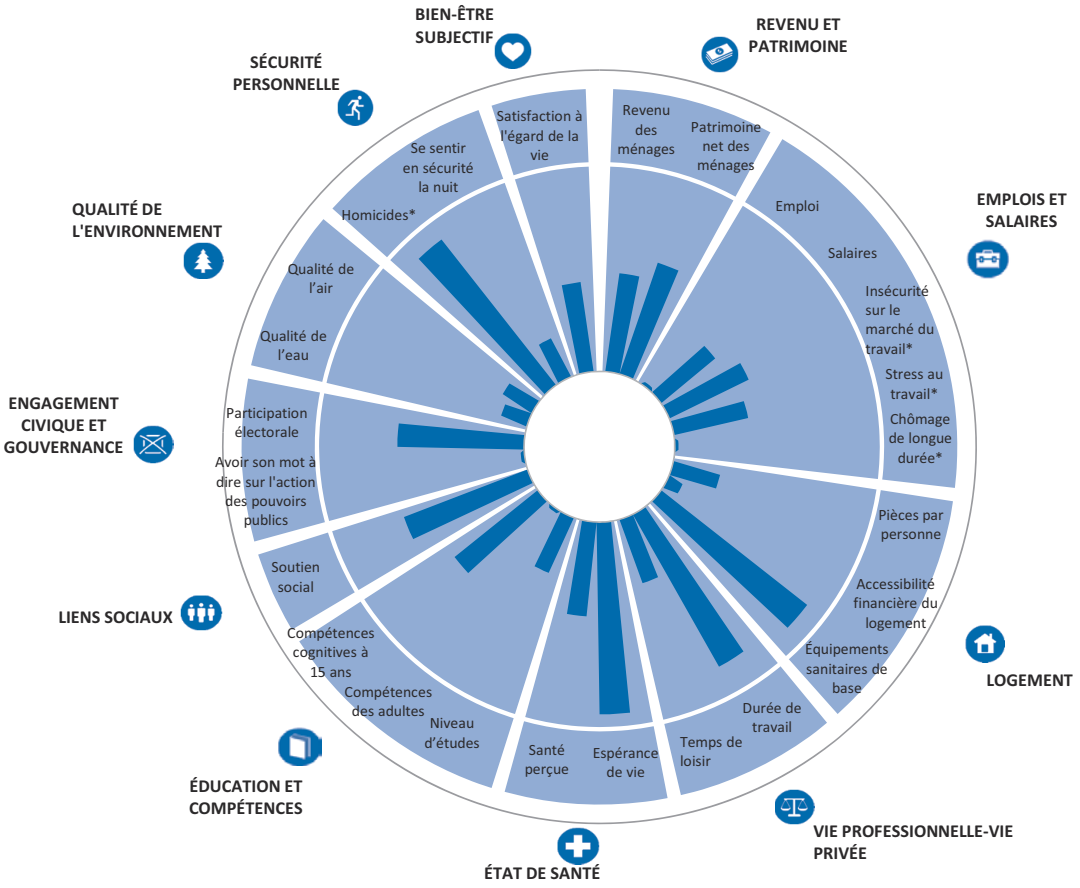
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN ITALIE ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, l'Italie affiche un bilan mitigé au regard de ses résultats moyens dans les différentes dimensions du bien-être. Le **taux d'emploi**, d'environ 57 % en 2016, était l'un des plus faibles de la zone OCDE, et l'Italie se situe dans le bas du classement en termes **d'insécurité sur le marché du travail** et de **chômage de longue durée**. Toutefois, le **patrimoine net des ménages** est assez proche de la moyenne de l'OCDE, et seuls 4 % environ des salariés travaillent régulièrement **50 heures ou plus par semaine**, soit moins d'un tiers de la moyenne de l'OCDE. L'Italie se classe dans le tiers supérieur des pays de l'OCDE en termes d'**espérance de vie** à la naissance, et 66 % des Italiens **perçoivent leur santé** comme « bonne »ou très bonne », un taux inférieur de 3 points à la moyenne de l'OCDE. En termes **d'éducation et de compétences**, de **qualité de l'environnement** et de **satisfaction à l'égard de la vie**, l'Italie obtient des résultats inférieurs à la moyenne de l'OCDE, alors qu'elle affiche des résultats mitigés en termes **d'engagement civique et de gouvernance**. En ce qui concerne les **liens sociaux**, 91 % de la population italienne déclare avoir des proches ou des amis sur qui compter en période difficile, un taux légèrement supérieur à la moyenne de l'OCDE (89 %).

Graphique 5.19. **Niveau moyen de bien-être actuel de l'Italie : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de l'Italie en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676752

Évolution du niveau moyen de bien-être en Italie au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	En 2016, le revenu disponible ajusté net des ménages était inférieur de 10 % à son niveau de 2005, l'une des baisses les plus importantes enregistrées au sein de l'OCDE. Après avoir légèrement augmenté entre 2005 et 2009, il s'est effondré pendant la crise et n'est reparti à la hausse qu'en 2015. Le patrimoine net des ménages a enregistré une baisse de 18 % en termes réels entre 2010 et 2014.	↘ ↘
Emploi et salaires	Contrairement à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, le taux d'emploi et les salaires réels ont peu augmenté depuis 2005. L'insécurité sur le marché du travail a culminé à 12.4 % en 2012, un taux qui demeure près de deux fois supérieur à la moyenne de l'OCDE, bien qu'il ait légèrement baissé depuis. Le chômage de longue durée s'est aggravé à partir de 2007, culminant à 7.8 % en 2014, soit 3 points au-dessus de son taux de 2005. Le stress au travail a peu évolué en Italie au cours des 10 dernières années, la part des salariés concernés restant stable autour de 40 %.	⇔ ⇔ ↘ ↘ ⇔
Conditions de logement	Le nombre moyen de pièces par personne est resté relativement stable au cours de la dernière décennie. À l'inverse, les dépenses de logement des ménages (en part du revenu disponible) ont augmenté, passant de 21 % en 2005 à 24 % en 2014 – l'une des plus fortes hausses de l'OCDE. La part des ménages vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base a également augmenté, passant de 0.2 à 0.7 %.	⇔ ↘ ↘
Équilibre vie professionnelle-vie privée	La part des salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine a diminué de 1.5 point en 10 ans, une baisse supérieure à la diminution de 0.9 point enregistrée par la moyenne de l'OCDE.	↗
État de santé	Bien qu'elle ait reculé de plus de six mois entre 2014 et 2015, l'espérance de vie à la naissance a gagné 1.7 an au total depuis 2005 – conformément à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE. Le pourcentage d'adultes se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé a progressé de 7.5 points au cours de cette même période, bien qu'il demeure tout juste inférieur à la moyenne de l'OCDE.	↗ ↗
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2016, ce taux a progressé d'un peu moins de 1 %.	↗
Liens sociaux	La part des personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin est restée relativement stable depuis 2005, contrairement à la moyenne de l'OCDE, qui a enregistré une légère baisse.	⇔
Engagement civique	Conformément à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, le taux de participation électorale a diminué en Italie au cours des dix dernières années. Aux élections générales de 2013, le pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales s'établissait à 75 %, soit 8 points de moins qu'en 2006, et 5 points de moins qu'en 2008.	↘
Qualité de l'environnement	La satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local a légèrement diminué ces quelques dernières années. Entre 2005 et 2013, l'exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ a modérément augmenté (de 3 %) ; elle reste supérieure à la moyenne de l'OCDE.	↘ ↘
Sécurité personnelle	La mortalité par homicide est analogue à celle de 2005, et le sentiment de sécurité lorsque l'on marche seul la nuit est également resté relativement stable.	⇔ ⇔
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie a progressivement reculé en Italie au cours des 10 dernières années, passant de 6.7 à 5.9 en moyenne (sur une échelle de 0 à 10). Cette baisse est quatre fois plus importante que la baisse moyenne enregistrée dans la zone OCDE.	↘

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ↗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ↘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Italie : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	1	↗ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	2	↗ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	3	↘ 2005-2013
Superficie boisée	3	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	3	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	3	.. 2008
Oiseaux menacés	3	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	2	.. Dernière année connue
Plantes menacées	1	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	3	⇔ 2014-2016
Espérance de scolarisation	3	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	3	.. 2015
Compétences des adultes	3	.. 2011/2012
Chômage de longue durée	3	↘ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	1	↗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	2	↗ 2005-2016
Prévalence de l'obésité	1	⇔ 2005-2015

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	2	↗ 2005-2015
Formation brute de capital fixe	2	↗ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	2	↘ 2005-2016
Actifs de propriété intellectuelle	3	⇔ 2005-2015
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	3	↗ 2005-2013
Dette des ménages	1	↘ 2005-2015
Patrimoine net des ménages	2	↘ 2010-2014
Valeur financière nette des administrations publiques	3	↘ 2005-2015
Levier financier du secteur bancaire	2	↘ 2005-2015

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance envers autrui	3	.. 2013
Confiance dans la police	2	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	3	⇔ 2005-2016
Participation électorale	1	↘ 2006-2013
Association des parties prenantes aux affaires publiques	3	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	2	.. 2011/2012

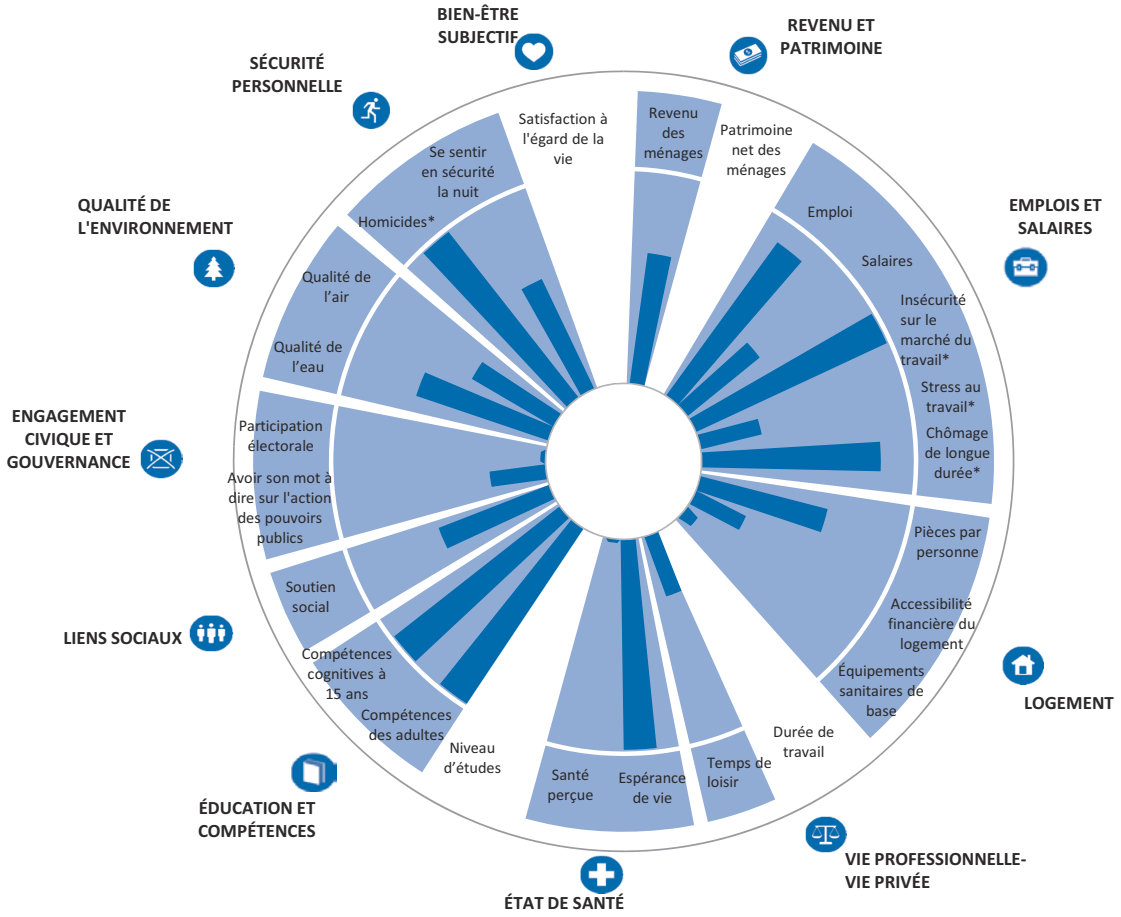
1	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
2	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
3	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE AU JAPON ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, le Japon affiche un bilan mitigé au regard de ses résultats moyens dans les différentes dimensions du bien-être. Le **taux d'emploi** (74 %) est très supérieur à la moyenne de l'OCDE (67 %), et le Japon affiche l'un des taux d'**insécurité sur le marché du travail** les plus bas de l'OCDE. Toutefois, par rapport aux autres pays de l'OCDE, le **stress au travail** est élevé au Japon, et les **salaires** moyens comme le **revenu disponible ajusté net** moyen étaient inférieurs à la moyenne de l'OCDE en 2016 et 2015 respectivement. L'**espérance de vie** à la naissance (84 ans) est la plus élevée de l'OCDE ; pourtant, seuls 35 % des Japonais **perçoivent leur santé** comme « bonne » ou « très bonne », soit près de la moitié de la moyenne de l'OCDE (toutefois, 49 % des Japonais déclarent être en « assez bonne » santé, une part plus importante que dans la plupart des pays de l'OCDE). Les **compétences des adultes** et les **compétences cognitives** des élèves de 15 ans comptent parmi les plus élevées de l'OCDE. En revanche, le pays se situe dans le bas du classement en termes de **participation électorale** et de pourcentage d'adultes estimant **avoir son mot à dire quant à l'action publique**

Graphique 5.20. **Niveau moyen de bien-être actuel du Japon : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses du Japon en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676771

Évolution du niveau moyen de bien-être au Japon au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net des ménages a régulièrement augmenté en termes réels au cours de la dernière décennie, et est actuellement supérieur de 7 % à celui de 2005.	⇗
Emploi et salaires	Après avoir baissé entre 2008 et 2009, le taux d'emploi a augmenté régulièrement ces dernières années, et dépasse actuellement de 5 points son niveau de 2005. Les salaires réels ont peu progressé en dix ans ; en 2016, leur niveau était proche de celui de 2005. Le Japon fait partie des 5 pays de l'OCDE où l'insécurité sur le marché du travail s'est améliorée au cours de la dernière décennie, et le taux de chômage de longue durée est aujourd'hui inférieur à son niveau de 2005 – après avoir atteint un point culminant en 2010. La part des Japonais subissant du stress au travail a également diminué de 5 points depuis 2005.	⇗ ⇔ ⇗ ⇗ ⇗
Conditions de logement	Le nombre de pièces par personne a légèrement augmenté depuis 2005, et se situe actuellement juste au-dessus de la moyenne de l'OCDE. Toutefois, le coût relatif du logement a augmenté depuis 2005, la part du revenu disponible des ménages consacrée aux dépenses de logement ayant augmenté de 0.8 point.	⇗ ⇘
Équilibre vie professionnelle-vie privée	[Pas de série chronologique disponible]	..
État de santé	Bien qu'elle soit déjà très haute, l'espérance de vie à la naissance a progressé de près de 2 ans depuis 2005, conformément à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE. Le pourcentage d'adultes se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé est également resté relativement stable au cours des 10 dernières années.	⇗ ⇔
Éducation et compétences	[Pas de série chronologique disponible]	..
Liens sociaux	La part des personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin a diminué, passant de 93 % à 90 % en 10 ans.	⇘
Engagement civique	Le taux de participation électorale a reculé de près de 15 points au Japon entre les élections générales de 2005 et celles de 2014.	⇘
Qualité de l'environnement	Le pourcentage de Japonais satisfaits de la qualité de l'eau au niveau local a augmenté de 11 points en 10 ans. L'exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ s'est améliorée, baissant de 10 % entre 2005 et 2013.	⇗ ⇗
Sécurité personnelle	La mortalité par homicide est restée stable au cours des 10 dernières années. Au cours de cette même période, la part des personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit s'est hissée de 63 % à 71 %.	⇔ ⇗
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie a légèrement reculé au Japon au cours des 10 dernières années, passant de 6.4 à 5.9 en moyenne (sur une échelle de 0 à 10).	⇘

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur au Japon : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❷	↗ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❷	⇔ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❷	↗ 2005-2013
Superficie boisée	❷	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❷	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❷	.. 2012
Oiseaux menacés	❶	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	❷	.. Dernière année connue
Plantes menacées	❸	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Espérance de scolarisation	❸	.. 2014
Compétences cognitives à 15 ans	❶	.. 2015
Compétences des adultes	❶	.. 2011/2012
Chômage de longue durée	❶	↗ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❶	↗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	❷	↗ 2005-2015
Prévalence de l'obésité	❶	⇔ 2005-2015
Aucune donnée disponible sur le niveau d'études des jeunes adultes.		

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	❷	↗ 2005-2015
Formation brute de capital fixe	❸	↘ 2005-2015
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❶	↗ 2005-2014
Actifs de propriété intellectuelle	❶	↗ 2005-2015
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❶	↗ 2005-2015
Dette des ménages	❷	⇔ 2005-2015
Valeur financière nette des administrations publiques	❸	↘ 2005-2016
Levier financier du secteur bancaire	❸	↘ 2005-2015
Pas de données disponibles sur le patrimoine net des ménages.		

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance dans l'administration nationale	❷	↗ 2005-2016
Participation électorale	❸	↘ 2005-2014
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❸	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	❸	.. 2011/2012
Pas de données disponibles sur la confiance envers autrui et la confiance dans la police.		

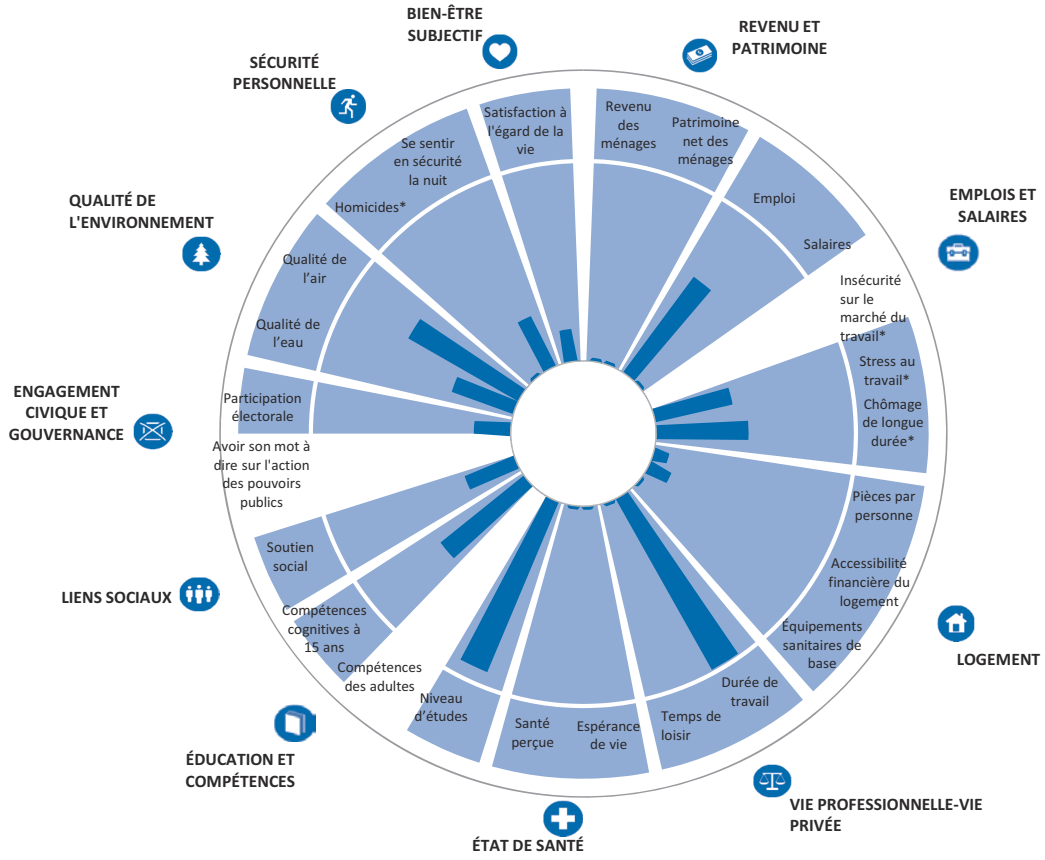
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN LETTONIE ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, la Lettonie affiche un bilan mitigé au regard de ses résultats moyens dans les différentes dimensions du bien-être. Elle affiche généralement des résultats relativement mauvais en termes de conditions matérielles : le **revenu disponible ajusté net** moyen, tout juste supérieur à 15 000 USD, était inférieur de moitié environ au niveau moyen de l'OCDE en 2015, et le **taux de chômage de longue durée** était près de deux fois supérieur à la moyenne de l'OCDE en 2016. Toutefois, le **taux d'emploi** (69 %) est supérieur à la moyenne de l'OCDE (67 %), et seuls 2 % des salariés **travaillent régulièrement 50 heures ou plus par semaine**, l'un des taux les plus faibles de l'OCDE. L'**espérance de vie à la naissance**, qui s'établit à 75 ans, est toutefois l'une des plus faibles de la zone OCDE ; elle est en effet inférieure de 5 ans à la moyenne de l'OCDE. Parmi les personnes adultes d'âge actif, 89 % d'entre eux sont titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum, ce qui place la Lettonie dans le haut du classement des pays de l'OCDE. Les **compétences cognitives** des élèves de 15 ans sont proches de la moyenne de l'OCDE. En termes de sécurité personnelle, le **taux d'homicides** de la Lettonie est le deuxième plus élevé de la zone OCDE, et 61 % des habitants seulement se sentent **en sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit**, contre 69 % en moyenne dans la zone OCDE.

Graphique 5.21. **Niveau moyen de bien-être actuel de la Lettonie : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de la Lettonie en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676790

Évolution du niveau moyen de bien-être en Lettonie au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net des ménages est actuellement supérieur de 27 %, en termes réels, à celui de 2005 – une hausse plus de trois fois supérieure à la hausse cumulée moyenne enregistrée dans la zone OCDE au cours des 10 dernières années. Toutefois, le revenu des ménages s'est effondré pendant la crise, et malgré une croissance récente, il n'a pas encore atteint son précédent pic de 2008.	⇗
Emploi et salaires	Bien que la crise ait eu un impact important sur l'emploi en Lettonie, ses effets commencent à s'estomper. Après avoir baissé entre 2008 et 2010, le taux d'emploi est résolument reparti à la hausse ces dernières années, et dépasse actuellement de 7 points (à 69 %) son niveau de 2005. Le salaire moyen a progressé 56 % en 10 ans, et le chômage de longue durée s'établit à 3.7 % – contre pas moins de 8.8 % au plus fort de la crise. La part des salariés subissant du stress au travail a également diminué au cours de la dernière décennie, passant de 43 % en 2005 à 39 % en 2015.	⇗ ⇗ ⇗ ⇗
Conditions de logement	Le nombre moyen de pièces par personne a augmenté au cours des dix dernières années, mais demeure inférieur à la moyenne de l'OCDE. Les dépenses de logement des ménages (en part du revenu disponible) ont augmenté, passant de 18.1 % en 2005 à 23.2 % en 2015 – l'une des plus fortes hausses enregistrée dans la zone OCDE. Parallèlement, le pourcentage de personnes vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base a considérablement diminué.	⇗ ⇘ ⇗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	Le pourcentage de salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine a fortement baissé au cours des 10 dernières années, passant de 11.5 % en 2005 à 2.1 % en 2016.	⇗
État de santé	L'espérance de vie à la naissance a régulièrement progressé, gagnant 4 ans depuis 2005. La part des Lettons déclarant que leur santé est « bonne » ou « très bonne » a également augmenté, passant de 35 % à 46 %, mais demeure très inférieure à la moyenne de l'OCDE.	⇗ ⇗
Éducation et compétences	La part des adultes titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum a augmenté de 3.4 points en 10 ans.	⇗
Liens sociaux	Le pourcentage de la population déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin a augmenté au cours des 10 dernières années, passant de 82.5 % à 85.8 %.	⇗
Engagement civique %	Le taux de participation aux élections législatives de 2014 (58.8 %) était très inférieur à ceux de 2006 et de 2010. Cette tendance est conforme à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, où la participation électorale a reculé de 2.4 points en 10 ans.	⇘
Qualité de l'environnement	Le pourcentage de Lettons satisfaits de la qualité de l'eau au niveau local a progressé de 13 points en 10 ans. L'exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ s'est également améliorée depuis 2005, et avait reculé de 11 % en 2013.	⇗ ⇗
Sécurité personnelle	La sécurité personnelle a montré de nets signes d'amélioration depuis 2005 : le taux d'homicides est tombé de 10.2 à 6.6 décès pour 100 000 habitants, et la part des personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit a progressé de 14 points.	⇗ ⇗
Bien-être subjectif	Les niveaux moyens de satisfaction à l'égard de la vie ont enregistré la plus forte hausse de l'ensemble des pays de l'OCDE, passant de 4.7 à 5.9 (sur une échelle de 0 à 10).	⇗

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Cette indication repose sur une comparaison de l'année de départ (2005 dans la plupart des cas) et de la dernière année connue (2015 ou 2016 généralement). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Lettonie : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	1	↘ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	1	↘ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	2	↗ 2005-2013
Superficie boisée	1	↗ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	1	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	1	.. 2015
Oiseaux menacés	2	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	1	.. Dernière année connue
Plantes menacées	2	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	2	↗ 2005-2016
Espérance de scolarisation	2	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	3	.. 2015
Chômage de longue durée	3	↗ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	3	↗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	3	↗ 2008-2014
Prévalence de l'obésité	3	↘ 2014-2016
Pas de données disponibles sur les compétences des adultes.		

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	2	↗ 2005-2014
Formation brute de capital fixe	3	↘ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	3	↘ 2005-2016
Actifs de propriété intellectuelle	3	↗ 2005-2014
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	3	⇔ 2005-2014
Dette des ménages	1	⇔ 2005-2015
Patrimoine net des ménages	3	↘ 2014
Valeur financière nette des administrations publiques	2	↘ 2005-2015
Levier financier du secteur bancaire	2	↗ 2005-2015

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance envers autrui	1	.. 2013
Confiance dans la police	3	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	3	⇔ 2005-2016
Participation électorale	3	↘ 2006-2014
Association des parties prenantes aux affaires publiques	2	.. 2014
Pas de données disponibles sur le bénévolat dans des organisations.		

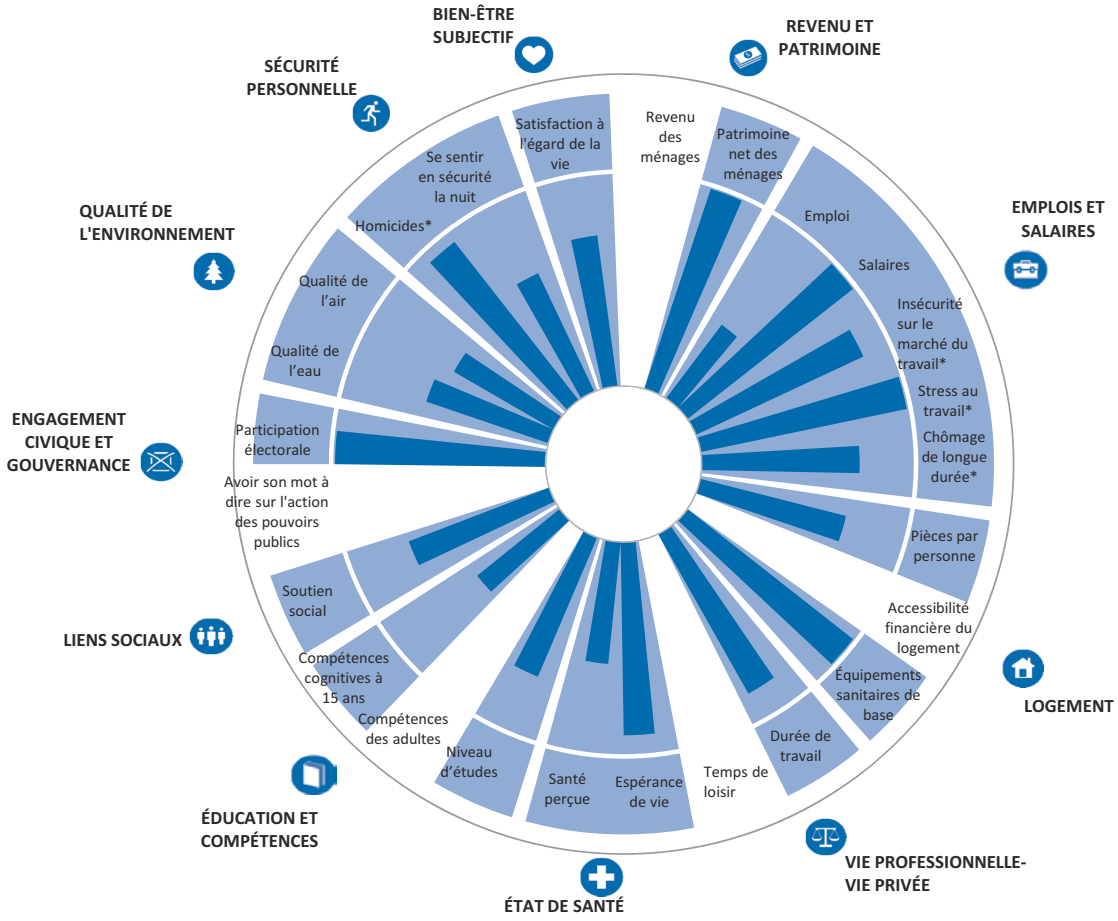
1	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
2	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
3	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE AU LUXEMBOURG ?

En général, le Luxembourg obtient de bons résultats sur le plan des conditions matérielles par rapport aux autres pays de l'OCDE. Le **patrimoine net des ménages** et le **salaire moyen** sont les plus élevés de l'OCDE (environ 790 000 USD en 2014, la dernière année connue, et 62 600 USD en 2016, respectivement). Le **stress au travail** est l'un des plus faibles de l'OCDE, et moins de 4 % des salariés **travaillent régulièrement 50 heures ou plus par semaine**, contre 13 % en moyenne dans l'OCDE. Le Luxembourg affiche également de très bons résultats en termes de **conditions de logement**. Le **taux de participation électorale** (91.2 %) est le plus élevé de l'OCDE, bien que cela puisse être imputable à la pratique du vote obligatoire. En ce qui concerne les **liens sociaux**, 92 % de la population déclare avoir des proches ou des amis sur qui compter en période difficile, un taux supérieur à la moyenne de l'OCDE (89 %). En ce qui concerne la sécurité personnelle, le **taux d'homicides** était très inférieur à la moyenne de l'OCDE en 2014 (0.6 contre 3.6 pour 100 000 habitants). La **satisfaction à l'égard de la vie** est proche de la moyenne de l'OCDE.

Graphique 5.22. **Niveau moyen de bien-être actuel du Luxembourg : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses du Luxembourg en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676809

Évolution du niveau moyen de bien-être au Luxembourg au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	En 2014, le patrimoine net des ménages luxembourgeois était supérieur de 11 % à celui de 2010 en termes réels.	⇗
Emploi et salaires	En 2016, le taux d'emploi avait gagné 2 points par rapport à 2005, mais était inférieur d'un point à son pic de 2014. Malgré des tassements mineurs en 2008 et 2011-12, les salaires réels ont augmenté au cours de la dernière décennie, et sont actuellement supérieurs de 10 % à leur niveau de 2005. L'insécurité sur le marché du travail a atteint un point culminant en 2013, et n'a pas encore retrouvé son niveau d'avant la crise. De même, le chômage de longue durée a augmenté, passant de 1.2 % en 2005 à 1.9 % en 2015. La part des salariés subissant du stress au travail a augmenté de 5.5 points entre 2005 et 2010, mais a regagné en 2015 son précédent niveau (de 2005).	⇗ ⇗ ⇘ ⇘ ⇔
Conditions de logement	Le nombre de pièces par personne a augmenté au cours de la dernière décennie, et est désormais légèrement supérieur à la moyenne de l'OCDE. Le pourcentage de personnes vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base a été réduit de deux tiers au cours de la dernière décennie.	⇗ ⇗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	Le Luxembourg est l'un des rares pays de l'OCDE où le pourcentage de salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine a augmenté en 10 ans, culminant à 3.8 % en 2016. Bien que ce taux soit supérieur de 2.5 points à son niveau de 2005, il demeure relativement bas par rapport à la moyenne de l'OCDE.	⇘
État de santé	L'espérance de vie à la naissance a progressé d'un peu moins d'un an depuis 2012 (première année pour laquelle des données comparables sont disponibles). Le pourcentage d'adultes se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé est resté relativement stable.	⇗ ⇔
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2016, ce taux a diminué de 3.2 points au Luxembourg.	⇘
Liens sociaux	La part des personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin est restée globalement stable au cours de la dernière décennie.	⇔
Engagement civique	Le taux de participation électorale est resté relativement stable au Luxembourg entre les élections générales de 2009 et celles de 2013. Cette tendance tranche avec l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, où la participation électorale a reculé 2.4 points au cours de la dernière décennie.	⇔
Qualité de l'environnement	Conformément à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local a légèrement diminué ces quelques dernières années. D'autre part, en 2013, les niveaux de pollution de l'air étaient proches de ceux de 2005.	⇘ ⇔
Sécurité personnelle	La mortalité par homicide a été réduite de plus de moitié ces dernières années, passant de 1.5 à 0.6 décès pour 100 000 habitants. Toutefois, la part de la population déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elle marche seule la nuit a légèrement diminué, passant de 76 % à 72 %.	⇗ ⇘
Bien-être subjectif	[Pas de série chronologique disponible]	..

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Cette indication repose sur une comparaison de l'année de départ (2005 dans la plupart des cas) et de la dernière année connue (2015 ou 2016 généralement). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur au Luxembourg : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❸	⇗ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❸	⇔ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❷	⇔ 2005-2013
Superficie boisée	❷	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❸	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❶	.. 2015
Oiseaux menacés	❷	.. Dernière année connue
Plantes menacées	❸	.. Dernière année connue
Pas de données disponibles sur les mammifères menacés.		

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	❷	⇔ 2014-2016
Espérance de scolarisation	❸	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	❸	.. 2015
Chômage de longue durée	❷	⇘ 2005-2015
Espérance de vie à la naissance	❶	⇗ 2012-2015
Prévalence du tabagisme	❶	⇗ 2009-2014
Prévalence de l'obésité	❷	⇔ 2009-2014
Pas de données disponibles sur les compétences des adultes.		

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	❶	⇗ 2005-2015
Formation brute de capital fixe	❷	⇗ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❷	⇘ 2005-2016
Actifs de propriété intellectuelle	❷	⇗ 2005-2015
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❸	⇗ 2005-2015
Patrimoine net des ménages	❶	⇗ 2010-2014
Valeur financière nette des administrations publiques	❶	⇔ 2005-2015
Levier financier du secteur bancaire	❸	⇗ 2005-2015
Pas de données disponibles sur la dette des ménages.		

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance envers autrui	❸	.. 2013
Confiance dans la police	❷	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	❶	⇘ 2008-2016
Participation électorale	❶	⇔ 2009-2013
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❸	.. 2014
Pas de données disponibles sur le bénévolat dans des organisations.		

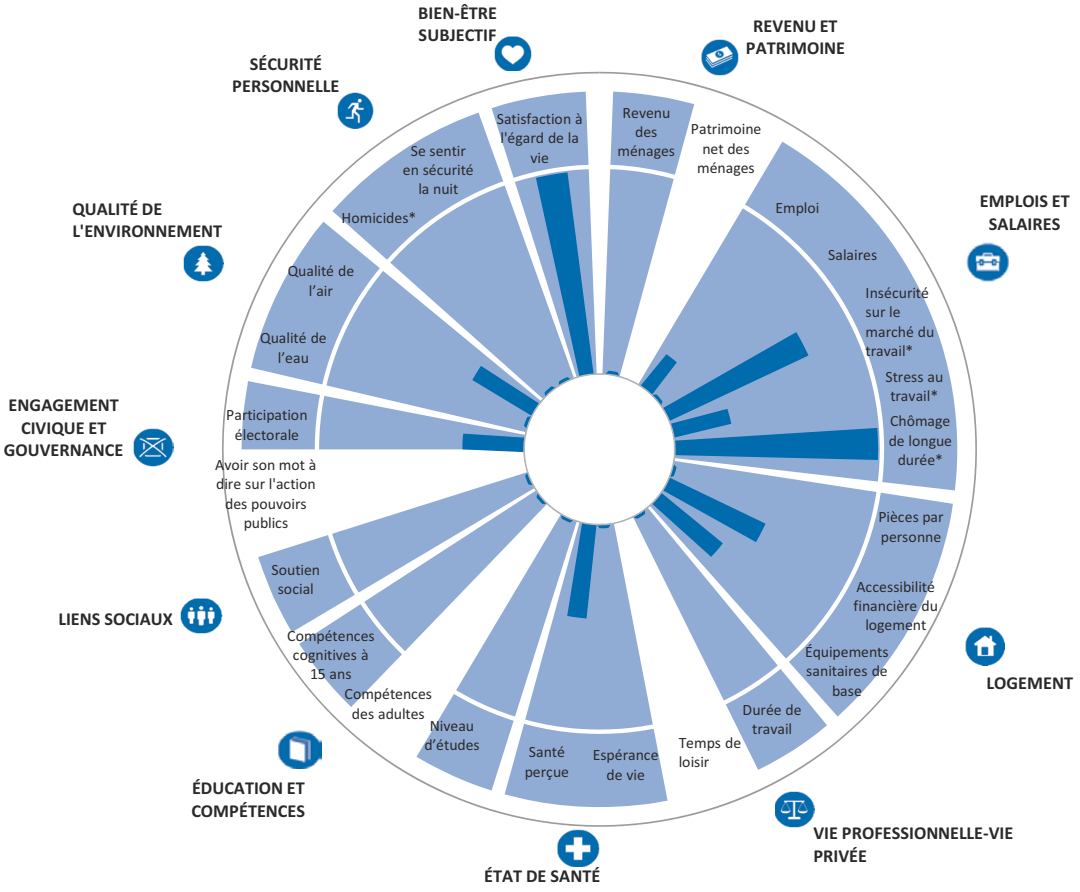
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

⇗	Amélioration dans le temps
⇘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE AU MEXIQUE ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, le Mexique affiche des résultats contrastés dans les différentes dimensions du bien-être. Le **taux d'emploi** du Mexique, qui s'établissait à 61 % en 2016, est inférieur au taux moyen de l'OCDE (67 %), mais le **taux de chômage de longue durée** est proche de zéro, soit l'un des taux les plus bas de l'OCDE. Les **conditions de logement** sont inférieures à la moyenne de l'OCDE pour les trois indicateurs, et l'**espérance de vie** moyenne à la naissance (75 ans en 2015) est inférieure de 5 ans à la moyenne de l'OCDE. Le Mexique affiche l'un des **taux d'homicides** les plus élevés de l'OCDE, avec 18 homicides pour 100 000 habitants en 2014. En outre, une part relativement faible de personnes déclare se sentir en **sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit** dans le quartier où elles résident (46 %, contre 69 % en moyenne dans la zone OCDE en 2014-16). Le Mexique obtient également des résultats parmi les plus mauvais de la zone OCDE en termes de **liens sociaux** : seuls 80 % des Mexicains déclarent avoir des proches ou des amis sur qui compter en période difficile, contre 89 % en moyenne dans l'OCDE. Enfin, le Mexique se situe dans le bas du classement des pays de l'OCDE en termes de **d'éducation et de compétences**, mais dans le haut du classement en termes de **satisfaction à l'égard de la vie**.

Graphique 5.23. **Niveau moyen de bien-être actuel du Mexique : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses du Mexique en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676828

Évolution du niveau moyen de bien-être au Mexique au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Après une période de croissance entre 2005 et 2008, le revenu disponible ajusté net des ménages a considérablement diminué en 2009. Il est depuis reparti fortement à la hausse, enregistrant un gain cumulé de 11 % au cours de la décennie, contre 8 % en moyenne dans la zone OCDE.	⇗
Emploi et salaires	Bien que le taux d'emploi ait gagné un point en dix ans, les salaires réels ne sont pas vraiment améliorés au cours de cette même période. L'insécurité sur le marché du travail a fortement augmenté en 2009, et a montré depuis des signes d'amélioration progressive, mais n'a pas encore regagné son niveau antérieur. Le chômage de longue durée est resté faible, contrairement au stress au travail qui est également stable mais compte toujours parmi les plus élevées de l'OCDE.	⇗ ⇔ ⇘ ⇔ ⇔
Conditions de logement	L'accessibilité financière du logement s'est améliorée au cours de la dernière décennie, la part du revenu disponible consacrée aux dépenses de logement étant passée de 24 % en 2005 à 20.7 % en 2015. Le nombre moyen de pièces par personne est resté relativement stable au cours de la dernière décennie.	⇗ ⇔
Équilibre vie professionnelle-vie privée	En 2016, le Mexique affichait le deuxième taux le plus élevé de salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine, à près de 30 %. Ce taux a peu évolué en dix ans.	⇔
État de santé	L'espérance de vie à la naissance a progressé moins rapidement que la moyenne de l'OCDE au cours de la dernière décennie, passant de 74 ans en 2005 à 75 ans en 2015.	⇗
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2016, ce taux a augmenté de 1.5 point au Mexique.	⇗
Liens sociaux	Les liens sociaux se sont dégradés au Mexique au cours de la dernière décennie. Alors qu'en 2005-07, 88 % des personnes déclaraient avoir des proches ou des amis sur qui compter en période difficile, ce taux était tombé à 80 % en 2014-16.	⇘
Engagement civique	Le taux de participation électorale a augmenté de 4.5 points entre les élections présidentielles de 2006 et celles de 2012.	⇗
Qualité de l'environnement	L'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ a diminué de 7 % entre 2005 et 2013, malgré une forte hausse en 2012. Conformément à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, la satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local a diminué au cours des dernières années, pour s'établir à son plus bas niveau depuis 2005 (67 %).	⇗ ⇘
Sécurité personnelle	La mortalité par homicide a augmenté de près de deux tiers ces 10 dernières années, de loin la plus forte hausse enregistrée dans la zone OCDE. Logiquement, le pourcentage de la population déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elle marche seule la nuit est tombé à 46 %, soit 11 points de moins qu'il y a 10 ans.	⇘ ⇘
Bien-être subjectif	Après s'être progressivement améliorée jusqu'en 2013, la satisfaction à l'égard de la vie diminue désormais au Mexique, revenant aux niveaux observés voici 10 ans.	⇔

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Cette indication repose sur une comparaison de l'année de départ (2005 dans la plupart des cas) et de la dernière année connue (2015 ou 2016 généralement). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur au Mexique : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution	
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❶	⇔	2005-2013
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❶	⇔	2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❷	⇗	2005-2013
Superficie boisée	❶	⇘	2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❷	..	Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❸	..	2014
Oiseaux menacés	❷	..	Dernière année connue
Mammifères menacés	❸	..	Dernière année connue
Plantes menacées	❶	..	Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution	
Niveau d'études des jeunes adultes	❸	⇗	2014-2016
Espérance de scolarisation	❸	..	2015
Compétences cognitives à 15 ans	❸	..	2015
Chômage de longue durée	❶	⇔	2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❸	⇗	2005-2015
Prévalence du tabagisme	❶	⇗	2006-2012
Prévalence de l'obésité	❸	⇘	2005-2016

Pas de données disponibles sur les compétences des adultes.

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution	
Formation brute de capital fixe	❶	⇘	2005-2015
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	..	⇗	2005-2009

Pas de données disponibles sur les actifs fixes produits, les actifs de propriété intellectuelle, l'investissement dans la recherche-développement (R-D), la dette des ménages, le patrimoine net des ménages, la valeur financière nette des administrations publiques et le levier financier du secteur bancaire.

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution	
Confiance dans l'administration nationale	❸	⇘	2005-2016
Participation électorale	❸	⇗	2006-2012
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❶	..	2014

Pas de données disponibles sur la confiance envers autrui, la confiance dans la police et le bénévolat dans des organisations.

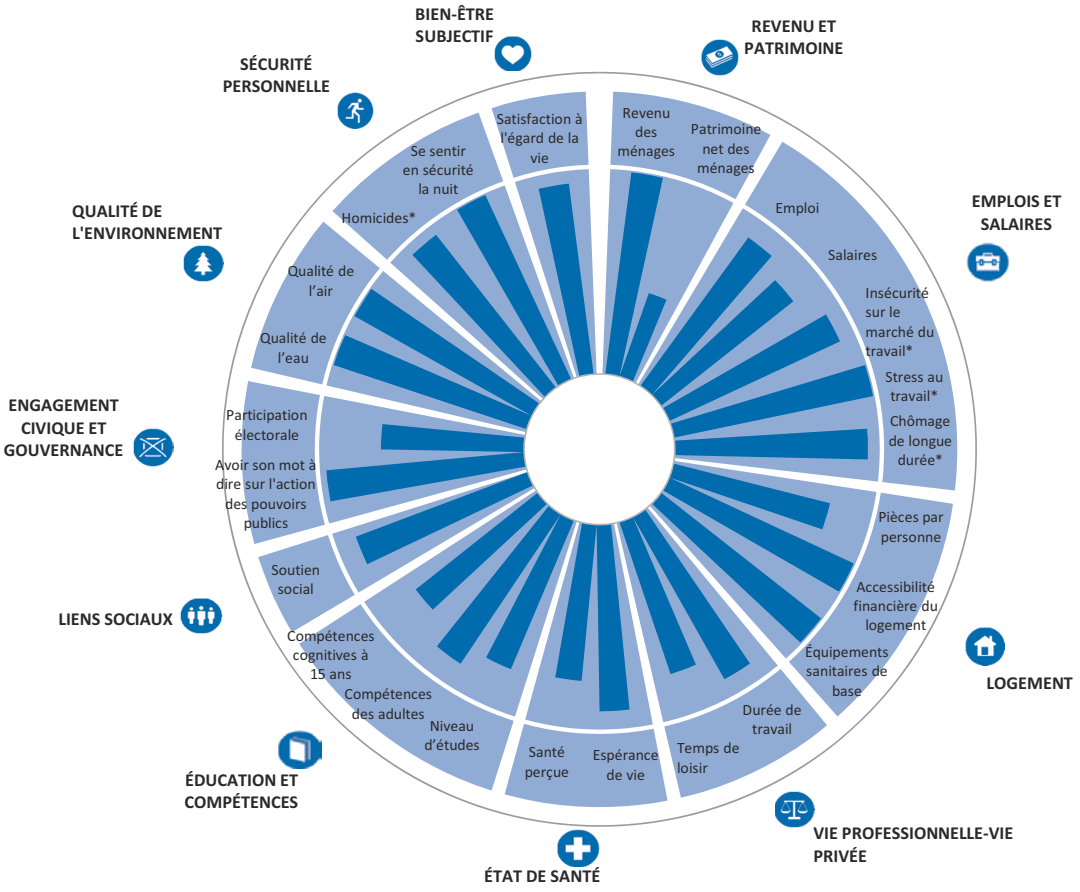
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

⇗	Amélioration dans le temps
⇘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN NORVÈGE ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, la Norvège obtient de bons résultats sur les différents indicateurs et dimensions du bien-être. Le **stress au travail** et le **chômage de longue durée** comptent parmi les plus faibles de la zone OCDE, alors que le **salaire moyen** et le **taux d'emploi** comptent parmi les plus élevés. Seuls environ 3 % des salariés **travaillent régulièrement 50 heures ou plus par semaine** en 2016, un taux très inférieur à la moyenne de l'OCDE (13 %), et selon les informations recueillies, le **temps de loisir** des travailleurs à temps plein (temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles) est supérieur à la moyenne de l'OCDE. En 2015, le **revenu disponible ajusté net** moyen était l'un des plus élevés de l'OCDE, mais le **patrimoine net des ménages** était inférieur à la moyenne de l'OCDE. La Norvège affiche de bons résultats en termes de **conditions de logement**, et dans de nombreuses dimensions de la qualité de vie. Par exemple, le **taux d'homicides** est très faible, et près de 88 % des Norvégiens déclarent se sentir **en sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit**, l'un des taux les plus élevés de l'OCDE. Parallèlement, 49 % des Norvégiens estiment **avoir son mot à dire quant à l'action publique**, soit bien plus que la moyenne de l'OCDE (33 %).

Graphique 5.24. **Niveau moyen de bien-être actuel de la Norvège : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de la Norvège en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676847

Évolution du niveau moyen de bien-être en Norvège au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net des ménages est actuellement supérieur de 15 %, en termes réels, à celui de 2005. Il a régulièrement augmenté depuis 2007, après une légère baisse en 2006. En 2015, le patrimoine net des ménages était supérieur de 16 % à celui de 2012 (en termes réels).	⇗ ⇗
Emploi et salaires	Le taux d'emploi a légèrement diminué depuis 2006. Bien que les salaires réels aient régulièrement augmenté, enregistrant une hausse cumulée de 22 % au cours de la dernière décennie, l'insécurité sur le marché du travail a fortement progressé en 2015. Le chômage de longue durée est resté globalement stable, alors que la part des salariés subissant du stress au travail a diminué, passant de 20 % en 2005 à 15 % en 2015.	⇘ ⇗ ⇘ ⇔ ⇗
Conditions de logement	Le nombre moyen de pièces par personne est resté relativement élevé (2.1 en 2011-15), et la part des ménages n'ayant pas accès à des équipements sanitaires de base n'a globalement pas évolué depuis 2005-10. La part moyenne du revenu disponible des ménages consacrée aux dépenses de logement est restée relativement stable.	⇔ ⇔ ⇔
Équilibre vie professionnelle-vie privée	La part des salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine a peu évolué depuis 2005.	⇔
État de santé	L'espérance de vie à la naissance a progressé de 2 ans depuis 2005, s'établissant à 82.4 ans en 2015, et reste supérieure de 2 ans à la moyenne de l'OCDE. Le pourcentage d'adultes se déclarant en « bonne »ou « très bonne » santé est également resté relativement stable au cours des dix dernières années.	⇗ ⇔
Éducation et compétences	Conformément à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, la part d'adultes titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum a augmenté, passant de 77.2 % en 2005 à 82.2 % en 2016.	⇗
Liens sociaux	Depuis 2005-07, le pourcentage de personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin a peu évolué.	⇔
Engagement civique	Le pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales a peu évolué en Norvège depuis le début de la décennie, passant de 77 % aux élections législatives de 2005 à 78 % en 2013.	⇔
Qualité de l'environnement	Conformément à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, la satisfaction à l'égard de la qualité locale de l'eau n'a pas enregistré de changement majeur depuis 2005. Toutefois, l'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ s'est améliorée de 22 % au cours de la dernière décennie.	⇔ ⇗
Sécurité personnelle	Le sentiment de sécurité et le taux d'homicides sont globalement similaires à leurs niveaux d'il y a 10 ans.	⇔ ⇔
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie est restée globalement stable au cours de la dernière décennie.	⇔

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Cette indication repose sur une comparaison de l'année de départ (2005 dans la plupart des cas) et de la dernière année connue (2015 ou 2016 généralement). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Norvège : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	2	↗ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	3	⇔ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	1	↗ 2005-2013
Superficie boisée	1	↘ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	1	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	2	.. 2007
Oiseaux menacés	2	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	2	.. Dernière année connue
Plantes menacées	1	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	3	⇔ 2014-2016
Espérance de scolarisation	1	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	2	.. 2015
Compétences des adultes	1	.. 2011/2012
Chômage de longue durée	1	⇔ 2006-2016
Espérance de vie à la naissance	1	↗ 2005-2016
Prévalence du tabagisme	1	↗ 2005-2016
Prévalence de l'obésité	1	↘ 2005-2015

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	1	↗ 2012-2014
Formation brute de capital fixe	2	↘ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	1	↗ 2005-2016
Actifs de propriété intellectuelle	1	↗ 2012-2014
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	2	↗ 2005-2014
Dette des ménages	3	↘ 2005-2016
Patrimoine net des ménages	2	↗ 2012-2015
Valeur financière nette des administrations publiques	1	↗ 2005-2016
Levier financier du secteur bancaire	2	↗ 2005-2016

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance envers autrui	1	.. 2013
Confiance dans la police	1	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	1	↘ 2005-2016
Participation électorale	1	⇔ 2005-2013
Association des parties prenantes aux affaires publiques	2	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	1	.. 2011/2012

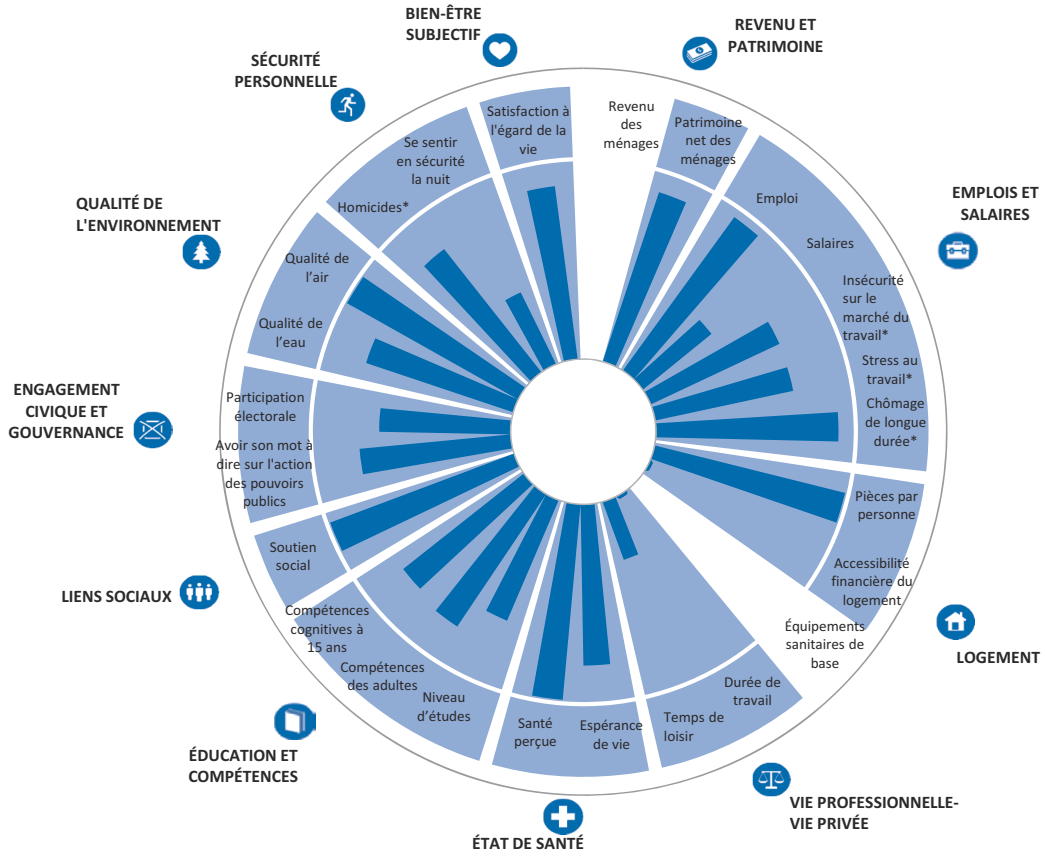
1	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
2	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
3	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN NOUVELLE-ZÉLANDE ?

En moyenne, par rapport aux autres pays de l'OCDE, la Nouvelle-Zélande obtient de bons résultats sur les différents indicateurs et dimensions du bien-être. Elle affiche un **taux d'emploi** supérieur à la moyenne de l'OCDE, et bénéficie d'un **taux de chômage de longue durée,** d'une **insécurité sur le marché du travail** et d'un **stress au travail** inférieurs à la moyenne. Les **liens sociaux** déclarés comptent également parmi les plus élevés de l'OCDE. Alors que la qualité de l'environnement est bonne en Nouvelle-Zélande, le pays obtient des résultats mitigés en termes de sécurité personnelle et de conditions de logement. Malgré un faible **taux d'homicides**, seuls 65 % des Néo-Zélandais déclarent **se sentir en sécurité lorsqu'ils marchent seuls à la nuit tombée**, contre 69 % des habitants de la zone OCDE en moyenne. Bien que le **nombre moyen de pièces par personne** dans les logements néo-zélandais soit l'un des plus élevés de l'OCDE, l'**accessibilité financière du logement** compte parmi les plus mauvaises. L'**espérance de vie** à la naissance (82 ans) est supérieure de 2 ans à la moyenne de l'OCDE. Une forte proportion de Néo-Zélandais fait état de bons niveaux de **santé perçue**, même si ces données ne sont pas directement comparables avec celles des autres pays de l'OCDE car l'échelle de déclaration est différente.

Graphique 5.25. **Niveau moyen de bien-être actuel de la Nouvelle-Zélande : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de la Nouvelle-Zélande en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676866

Évolution du niveau moyen de bien-être en Nouvelle-Zélande au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net des ménages a augmenté au cours de la dernière décennie. Après une forte hausse de 2005 à 2007, il a marqué le pas en 2008, avant de repartir à la hausse ces dernières années et d'atteindre son point culminant en 2013.	⇗
Emploi et salaires	En 2015, le taux d'emploi était très proche de son niveau de 2005, après une forte baisse de 2006 à 2010, suivie d'une amélioration progressive ces dernières années. Les salaires réels ont progressé de 14 % en 10 ans en Nouvelle-Zélande. D'autres indicateurs de l'emploi se sont dégradés ces 10 dernières années : l'insécurité sur le marché du travail demeure relativement élevée par rapport à son niveau de 2005, et la fréquence du stress au travail a augmenté de près de 7 points.	⇔ ⇗ ⇘ ⇘
Conditions de logement	Le nombre de pièces par personne est resté relativement stable depuis 2005, et est supérieur à la moyenne de l'OCDE. Parallèlement, l'accessibilité financière du logement s'est légèrement dégradée au cours de cette même période, la part du revenu disponible consacré aux dépenses de logement étant passé de 25.8 % en 2005 à 26.2 % en 2014.	⇔ ⇘
Équilibre vie professionnelle-vie privée	La part des salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine a reculé de 2 points entre 2005 et 2015, une baisse supérieure à la diminution de 0.7 point enregistrée par la moyenne de l'OCDE.	⇗
État de santé	L'espérance de vie à la naissance a progressé d'environ 2 ans depuis 2005, conformément à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE. L'état de santé perçu est resté relativement stable de 2007 à 2016.	⇗ ⇔
Éducation et compétences	La part des adultes titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum a augmenté de 2.5 points entre 2014 et 2016 (pas de données comparables disponibles avant 2014).	⇗
Liens sociaux	La part des personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin est restée relativement stable au cours des 10 dernières années.	⇔
Engagement civique	Le taux de participation électorale de la population inscrite sur les listes a reculé de 3.3 points entre les élections générales de 2005 et celles de 2014.	⇘
Qualité de l'environnement	La satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local et l'exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ sont restées relativement stables en Nouvelle-Zélande au cours de la dernière décennie.	⇔ ⇔
Sécurité personnelle	La mortalité par homicide a reculé de près de 25 % par rapport à 2005. La part des personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit a augmenté progressivement, passant de 61 % en 2005-07 à 65 % en 2014-16.	⇗ ⇗
Bien-être subjectif	En Nouvelle-Zélande, la satisfaction à l'égard de la vie s'est globalement maintenue à un niveau relativement élevé au cours de la dernière décennie.	⇔

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Nouvelle-Zélande : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution	
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❸	↗	2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❷	↘	2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❶	⇔	2005-2013
Superficie boisée	❶	↘	2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❶	..	Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❸	..	2010
Pas de données disponibles sur les espèces menacées.			

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution	
Niveau d'études des jeunes adultes	❷	↗	2014-2016
Espérance de scolarisation	❷	..	2015
Compétences cognitives à 15 ans	❶	..	2015
Compétences des adultes	❶	..	2011/2012
Chômage de longue durée	❶	↘	2005-2015
Espérance de vie à la naissance	❷	↗	2005-2015
Prévalence du tabagisme	❶	↗	2006-2015
Prévalence de l'obésité	❸	↘	2007-2016

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution	
Formation brute de capital fixe	❷	↘	2005-2015
Patrimoine net des ménages	❶	..	2015
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❸	⇔	2005-2015
Pas de données disponibles sur les actifs fixes produits, la valeur financière nette de l'ensemble de l'économie, les actifs de propriété intellectuelle, la dette des ménages, la valeur financière nette des administrations publiques et le levier financier du secteur bancaire.			

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution	
Confiance envers autrui	❶	..	2013
Confiance dans la police	❶	..	2013
Confiance dans l'administration nationale	❶	⇔	2005-2016
Participation électorale	❶	↘	2005-2014
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❶	..	2014
Bénévolat dans des organisations	❶	..	2011/2012

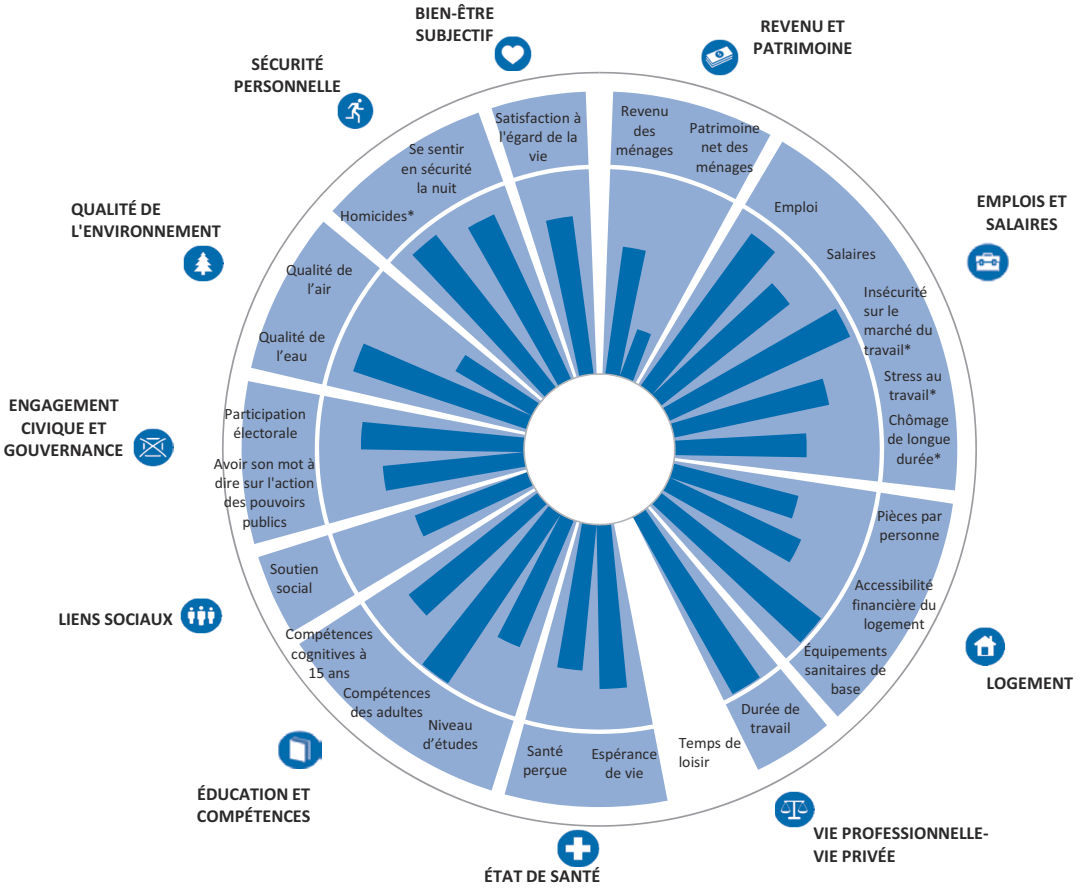
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE AUX PAYS-BAS ?

En général, par rapport aux autres pays de l'OCDE, les Pays-Bas obtiennent de bons résultats sur l'ensemble des indicateurs du bien-être définis par l'OCDE. Le **patrimoine net des ménages** était inférieur de moitié environ à la moyenne de l'OCDE en 2015, mais le **salaire moyen** (quelque 53 000 USD en 2016) était supérieur de près de 20 % à la moyenne de l'OCDE. Les Pays-Bas affichent des niveaux relativement bas d'**insécurité sur le marché du travail** et de **stress au travail**. En outre, moins de 1 % des salariés **travaillent régulièrement 50 heures ou plus par semaine,** soit la part la plus faible de l'OCDE. Toutefois, en 2016, le **taux de chômage de longue durée** était supérieur de 3 %, à la moyenne de l'OCDE (2.3 %). Les **conditions de logement** sont bonnes aux Pays-Bas, mais la **qualité de l'air** (évaluée en termes d'exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$) est proche de la moyenne de l'OCDE. Parmi les personnes adultes d'âge actif, 77 % d'entre eux sont titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum, contre 75 % en moyenne dans l'OCDE, et les **compétences** des Néerlandais adultes **en littératie et en numératie** comptent parmi les plus élevées de l'OCDE. La **sécurité personnelle** est également bonne, et la **satisfaction à l'égard de la vie** se situe juste au-dessus de la moyenne de l'OCDE.

Graphique 5.26. **Niveau moyen de bien-être actuel des Pays-Bas : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses des Pays-Bas en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676885

Évolution du niveau moyen de bien-être aux Pays-Bas au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net des ménages a enregistré une hausse de 8 % entre 2005 et 2009, avant de diminuer progressivement jusqu'en 2013, puis de repartir à la hausse en 2014. Son niveau actuel est supérieur de 8 % (en termes réels) à celui de 2005. Le patrimoine net des ménages a diminué de 16 % entre 2010 et 2015 en termes réels.*	⇗ ⇘
Emploi et salaires	En 2016, le taux d'emploi était supérieur de 3.3 points à celui de 2005, mais demeurait inférieur de plus d'un point à son pic de 2008. Malgré des tassements mineurs en 2011 et 2014, les salaires réels ont augmenté au cours de la dernière décennie, et sont actuellement supérieurs de 8 % à leur niveau de 2005. L'insécurité sur le marché du travail a progressé depuis 2010, et le chômage de longue durée a fortement augmenté ces dernières années, culminant à 3 % en 2015. La part des salariés subissant du stress au travail est restée relativement stable.	⇗ ⇗ ⇘ ⇘ ⇔
Conditions de logement	Le nombre de pièces par personne est resté stable au cours de la dernière décennie. Le coût relatif du logement a légèrement augmenté, la part du revenu disponible consacrée au logement étant passée de 19.1 % en 2005 à 19.5 % en 2015. Le pourcentage de personnes vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base est resté nul au cours de la dernière décennie.	⇔ ⇘ ⇔
Équilibre vie professionnelle-vie privée	La part des salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine a peu évolué au cours des 10 dernières années.	⇔
État de santé	Malgré une légère baisse entre 2014 et 2015, l'espérance de vie à la naissance a augmenté de 2 ans environ depuis 2005. Le pourcentage d'adultes se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé est resté stable.	⇗ ⇔
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2016, ce taux a augmenté de 1.2 point.	⇗
Liens sociaux	Le pourcentage des personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin a diminué en 10 ans, passant de 94 % à 90 %.	⇘
Engagement civique	Le taux de participation électorale a augmenté au cours de la dernière décennie. Lors des élections générales de 2017, le pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales se montait à 82 %, soit 2 points de plus qu'en 2006, et 7 points de plus qu'en 2010.	⇗
Qualité de l'environnement	La satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local est restée relativement stable aux Pays-Bas. Toutefois, l'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ s'est améliorée au cours de la dernière décennie ; en 2013, elle était inférieure de 10 % à son niveau de 2005.	⇔ ⇗
Sécurité personnelle	Par rapport à 2005, la sécurité personnelle s'est améliorée : la mortalité par homicide est passée de 1.1 à 0.6 pour 100 000 habitants, et la part de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit est passée de 73 % à 81 %.	⇗ ⇗
Bien-être subjectif	Le niveau de satisfaction à l'égard de la vie est très similaire à celui observé une décennie plus tôt.	⇔

* Les données de 2010 et 2015 relatives au patrimoine net des ménages aux Pays-Bas sont tirées de diverses sources, ce qui peut limiter leur comparabilité.

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur aux Pays-Bas : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution	
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❸	↗	2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❷	↗	2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❷	↗	2005-2013
Superficie boisée	❸	⇔	2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❷	..	Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❷	..	2012
Oiseaux menacés	❷	..	Dernière année connue
Mammifères menacés	❷	..	Dernière année connue
Plantes menacées	❸	..	Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution	
Niveau d'études des jeunes adultes	❷	↗	2014-2016
Espérance de scolarisation	❶	..	2015
Compétences cognitives à 15 ans	❶	..	2015
Compétences des adultes	❶	..	2011/2012
Chômage de longue durée	❸	↘	2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❷	↗	2005-2015
Prévalence du tabagisme	❷	↗	2005-2013
Prévalence de l'obésité	❶	..	2015

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution	
Actifs fixes produits	❶	↗	2005-2015
Formation brute de capital fixe	❶	↗	2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❶	↗	2005-2016
Actifs de propriété intellectuelle	❶	↗	2005-2015
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❷	⇔	2005-2015
Dette des ménages	❸	↘	2005-2016
Patrimoine net des ménages*	❸	↘	2010-2015
Valeur financière nette des administrations publiques	❷	↘	2005-2016
Levier financier du secteur bancaire	❸	↘	2005-2016

*Les données de 2010 et 2015 relatives au patrimoine net des ménages aux Pays-Bas sont tirées de diverses sources, ce qui peut limiter leur comparabilité.

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution	
Confiance envers autrui	❶	..	2013
Confiance dans la police	❷	..	2013
Confiance dans l'administration nationale	❶	⇔	2005-2016
Participation électorale	❶	↗	2006-2017
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❸	..	2014
Bénévolat dans des organisations	❶	..	2011/2012

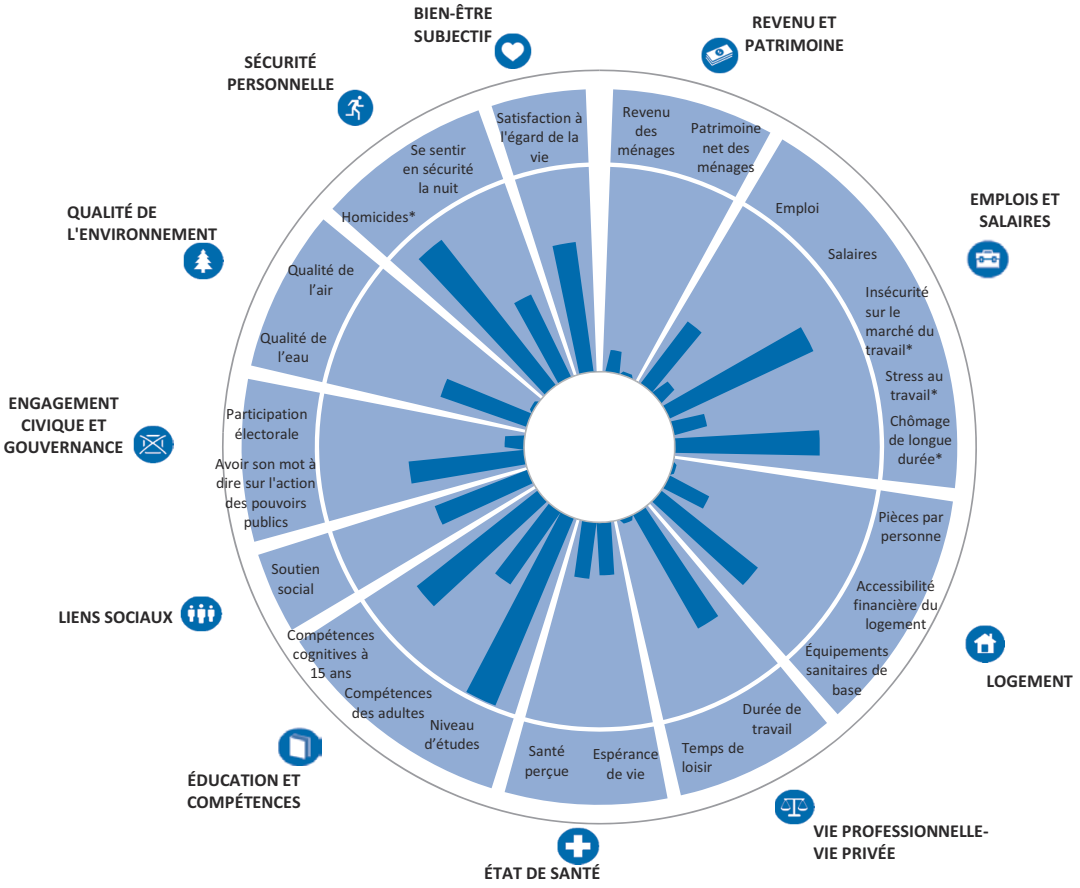
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN POLOGNE ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, la Pologne affiche un bilan mitigé au regard de ses résultats moyens dans les différentes dimensions du bien-être. Les conditions matérielles font partie de ses points faibles : le **revenu disponible ajusté net** moyen se situait autour de 19 000 USD en 2015 (60 % de la moyenne de l'OCDE) ; les **salaires** sont bas ; et la fréquence du **stress au travail** parmi les salariés polonais est relativement élevée. Selon les informations recueillies, le **temps de loisir** (temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles) des travailleurs à temps plein est inférieur à la moyenne de l'OCDE. Toutefois, seuls 7 % des salariés avaient régulièrement une **durée de travail longue** en 2015, contre 13 % en moyenne dans la zone OCDE. L'**espérance de vie**, qui s'établissait à 78 ans en Pologne en 2015, est l'une des plus faibles de l'OCDE, et seuls 58 % des Polonais adultes **perçoivent leur santé** comme « bonne » ou « très bonne », contre 69 % des habitants de la zone OCDE en moyenne. Toutefois, 91 % de la population adulte d'âge actif est titulaire d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum (contre 75 % en moyenne dans l'OCDE), et les **compétences cognitives** des élèves de 15 ans sont également supérieures à la moyenne de l'OCDE.

Graphique 5.27. **Niveau moyen de bien-être actuel de la Pologne : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de la Pologne en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676904

Évolution du niveau moyen de bien-être en Pologne au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net des ménages a augmenté 35 % en termes cumulés au cours de la dernière décennie, mais demeure très inférieur à la moyenne de l'OCDE.	⇗
Emploi et salaires	Le taux d'emploi a progressé de près de 12 points depuis 2005, la plus forte hausse de l'ensemble des pays de l'OCDE. Bien que les salaires réels aient régulièrement augmenté et soient actuellement supérieurs de 24 % à ceux de 2005, l'insécurité sur le marché du travail a également progressé. Le taux de chômage de longue durée a reculé de 7 points en 10 ans, mais la fréquence du stress au travail est analogue à celle de 2005.	⇗ ⇗ ⇘ ⇗ ⇔
Conditions de logement	Le nombre de pièces par personne s'est légèrement amélioré depuis 2005, mais reste inférieur à la moyenne de l'OCDE. Malgré une amélioration en 2005-08, l'accessibilité financière du logement s'est dégradée ces dernières années, s'établissant un peu au-dessus de la moyenne de l'OCDE. Toutefois, le pourcentage de personnes vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base a diminué de près de moitié.	⇗ ⇘ ⇗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	La part de salariés ayant une durée de travail très longue a considérablement diminué depuis 2005, et a reculé d'environ un tiers en 10 ans.	⇗
État de santé	L'espérance de vie à la naissance a augmenté de près de deux ans depuis 2009 (première année pour laquelle des données comparables sont disponibles). Le pourcentage d'adultes se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé a également augmenté, gagnant près de 4 points depuis 2005.	⇗ ⇗
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2016, ce taux a augmenté d'un peu moins de 1 % en Pologne.	⇗
Liens sociaux	Le pourcentage de personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin est resté globalement stable depuis 2005-07.	⇔
Engagement civique	Contrairement à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, le taux de participation électorale a augmenté de 4.4 points depuis 2005, pour s'établir à 55.3 % aux élections présidentielles de 2015.	⇗
Qualité de l'environnement	Le pourcentage de Polonais satisfaits de la qualité de l'eau au niveau local a augmenté de 14 points en 10 ans. L'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ est actuellement inférieure de 4 % à son niveau de 2005, et mais demeure supérieure à la moyenne de l'OCDE.	⇗ ⇗
Sécurité personnelle	La mortalité par homicide a été quasiment divisée par deux par rapport à 2005. D'autre part, le sentiment de sécurité lorsque l'on marche seul la nuit est analogue à celui observé 10 ans auparavant, et est proche de la moyenne de l'OCDE (69 %).	⇗ ⇔
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie a peu évolué en Pologne au cours de la dernière décennie.	⇔

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Pologne : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❷	⇔ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❶	⇔ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❸	⇗ 2005-2013
Superficie boisée	❷	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❸	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❶	.. 2015
Oiseaux menacés	❶	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	❶	.. Dernière année connue
Plantes menacées	❷	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	❶	⇔ 2014-2016
Espérance de scolarisation	❷	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	❷	.. 2006-2015
Compétences des adultes	❷	.. 2011/2012
Chômage de longue durée	❷	⇗ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❸	⇗ 2009-2015
Prévalence du tabagisme	❸	⇗ 2009-2014
Prévalence de l'obésité	❷	⇔ 2008-2014

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	❸	⇗ 2005-2014
Formation brute de capital fixe	❸	⇘ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❸	⇘ 2005-2015
Actifs de propriété intellectuelle	❸	⇗ 2005-2014
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❸	⇗ 2005-2014
Dette des ménages	❶	⇘ 2005-2015
Patrimoine net des ménages	❸	.. 2013
Valeur financière nette des administrations publiques	❷	⇘ 2005-2016
Levier financier du secteur bancaire	❷	⇘ 2005-2015

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance envers autrui	❷	.. 2013
Confiance dans la police	❸	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	❸	⇗ 2005-2016
Participation électorale	❸	⇗ 2005-2015
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❶	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	❸	.. 2011/2012

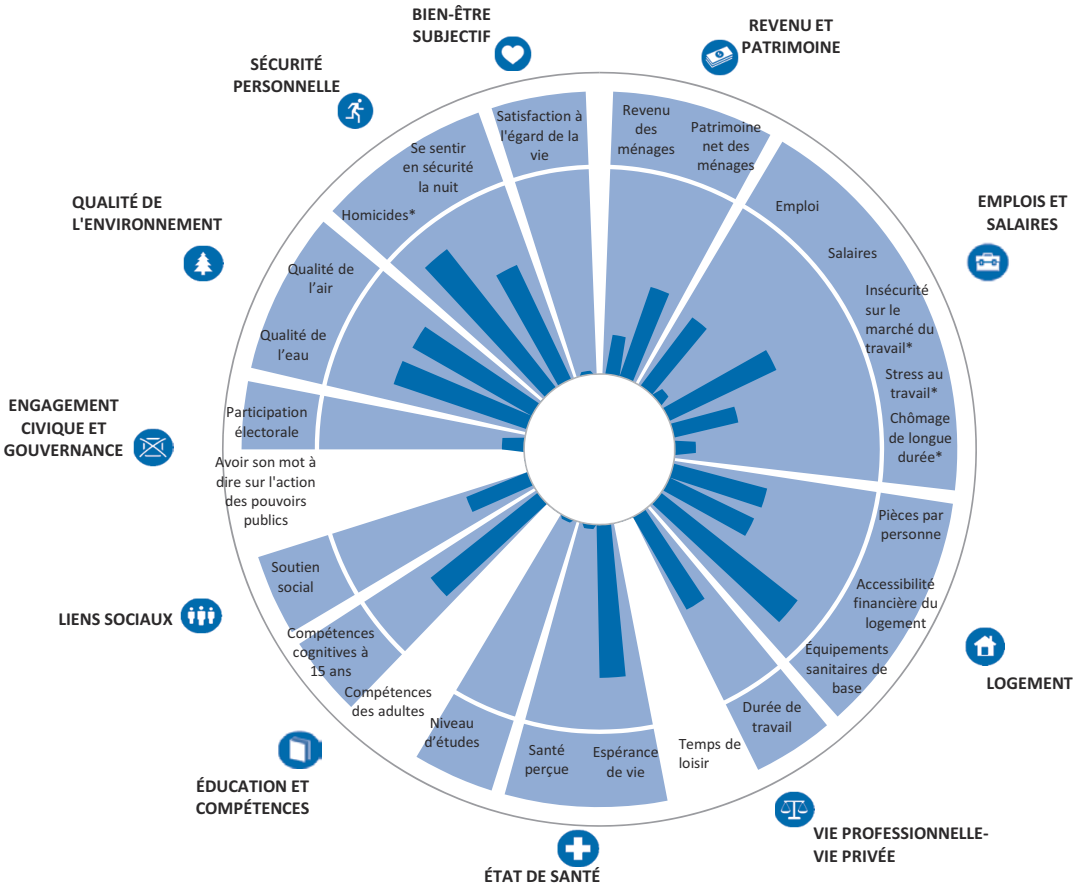
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

⇗	Amélioration dans le temps
⇘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE AU PORTUGAL ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, le Portugal affiche des résultats contrastés dans les différentes dimensions du bien-être. Par exemple, il se situe dans le tiers inférieur des pays de l'OCDE en termes de **revenu disponible ajusté net des ménages**, de **salaire moyen**, de **chômage de longue durée**, de **liens sociaux** et de **satisfaction à l'égard de la vie**. D'autre part, alors que l'**accessibilité financière du logement** et le **nombre moyen de pièces par personne** sont inférieurs à la moyenne de l'OCDE, seulement 1 % des Portugais vivent toujours dans des logements dépourvus d'**équipements sanitaires de base**, contre 2.2 % des habitants de la zone OCDE en moyenne. L'**espérance de vie** à la naissance est supérieure d'un an à la moyenne de l'OCDE, et le Portugal obtient d'assez bons résultats dans les domaines de la **qualité de l'environnement** et de la **sécurité personnelle**, où il dépasse la moyenne de l'OCDE pour l'ensemble des indicateurs disponibles. En termes d'**éducation et de compétences**, le pays affiche des résultats mitigés : seuls 47 % des adultes d'âge actif sont titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum, l'un des taux les plus faibles de l'OCDE, mais les **compétences cognitives** des élèves de 15 ans sont supérieures à la moyenne de l'OCDE.

Graphique 5.28. **Niveau moyen de bien-être actuel du Portugal : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses du Portugal en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676923

Évolution du niveau moyen de bien-être au Portugal au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	En 2016, le revenu disponible ajusté net des ménages était proche de celui de 2005. Après une légère amélioration entre 2006 et 2010, le revenu des ménages a considérablement diminué en 2011-12, et n'est reparti à la hausse qu'à compter de 2015. En 2013, le patrimoine net des ménages avait progressé de 4 % par rapport à 2010 (en termes réels).	⇔ ↗
Emploi et salaires	Contrairement à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, les salaires réels ont diminué entre 2005 et 2015. Toutefois, le taux d'emploi a légèrement augmenté, et l'insécurité sur le marché du travail a reculé. Le taux de chômage de longue durée, qui s'établissait à 6.1 % en 2016, se situe au même niveau qu'en 2011 (première année comparable disponible), après avoir culminé à 9.1 % en 2013. La part des salariés subissant du stress au travail a reculé de près de 8 points entre 2005 et 2015.	↘ ↗ ↗ ⇔ ↗
Conditions de logement	Le nombre moyen de pièces par personne a augmenté au cours de la dernière décennie, mais demeure légèrement inférieur à la moyenne de l'OCDE. L'accessibilité financière du logement s'est considérablement dégradée en 10 ans, la part du revenu disponible consacrée aux dépenses de logement étant passée de 16 % en 2005 à 21 % en 2015. D'autre part, le pourcentage de personnes vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base a été réduit de deux tiers depuis 2005.	↗ ↘ ↗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	Le pourcentage de salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine a peu évolué entre 2011 et 2016 (pas de données comparables disponibles avant 2011).	⇔
État de santé	Bien qu'elle ait marqué le pas en 2015, l'espérance de vie à la naissance a progressé 3 ans en 10 ans – une hausse supérieure à la moyenne de l'OCDE. Le pourcentage d'adultes se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé est resté relativement stable, mais demeure inférieur à la moyenne de l'OCDE.	↗ ⇔
Éducation et compétences	Depuis 2005, la part d'adultes titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire a augmenté de 20.5 points – la plus forte hausse de l'ensemble des pays de l'OCDE.	↗
Liens sociaux	Le pourcentage des personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin a diminué au cours des 10 dernières années, passant de 90 % à 87%.	↘
Engagement civique	Le taux de participation électorale a diminué au cours de la dernière décennie, conformément à la tendance observée dans les autres pays de l'OCDE. Lors des élections législatives de 2015, le pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales s'est établi à 56 %, soit 8 points de moins qu'en 2005.	↘
Qualité de l'environnement	La part des personnes satisfaites de la qualité de l'eau au niveau local est restée relativement stable depuis le début de la dernière décennie. Toutefois, la qualité de l'air s'est améliorée : en 2013, l'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ était inférieure de 18 % à son niveau de 2005.	⇔ ↗
Sécurité personnelle	Alors que la mortalité par homicide a peu varié en 10 ans, le taux de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit a augmenté de 8 points, conformément la tendance observée dans plus de la moitié des pays de l'OCDE.	⇔ ↗
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie est analogue à celle observée 10 ans auparavant.	⇔

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ↗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ↘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur au Portugal : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	1	↗ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	1	↗ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	1	↗ 2005-2013
Superficie boisée	2	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	2	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	3	.. 2007
Oiseaux menacés	3	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	2	.. Dernière année connue
Pas de données disponibles sur les plantes menacées.		

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	3	↗ 2005-2016
Espérance de scolarisation	2	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	2	.. 2015
Chômage de longue durée	3	⇔ 2011-2016
Espérance de vie à la naissance	2	↗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	1	↗ 2006-2014
Prévalence de l'obésité	2	↘ 2006-2014
Pas de données disponibles sur les compétences des adultes.		

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	3	⇔ 2005-2014
Formation brute de capital fixe	3	⇔ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	3	↘ 2005-2016
Actifs de propriété intellectuelle	3	↗ 2005-2014
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	3	↗ 2005-2014
Dette des ménages	2	⇔ 2005-2016
Patrimoine net des ménages	2	↗ 2010-2013
Valeur financière nette des administrations publiques	3	↘ 2005-2016
Levier financier du secteur bancaire	2	⇔ 2005-2016

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance envers autrui	3	.. 2013
Confiance dans la police	3	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	3	↘ 2005-2016
Participation électorale	3	↘ 2005-2015
Association des parties prenantes aux affaires publiques	3	.. 2014
Pas de données disponibles sur le bénévolat dans des organisations.		

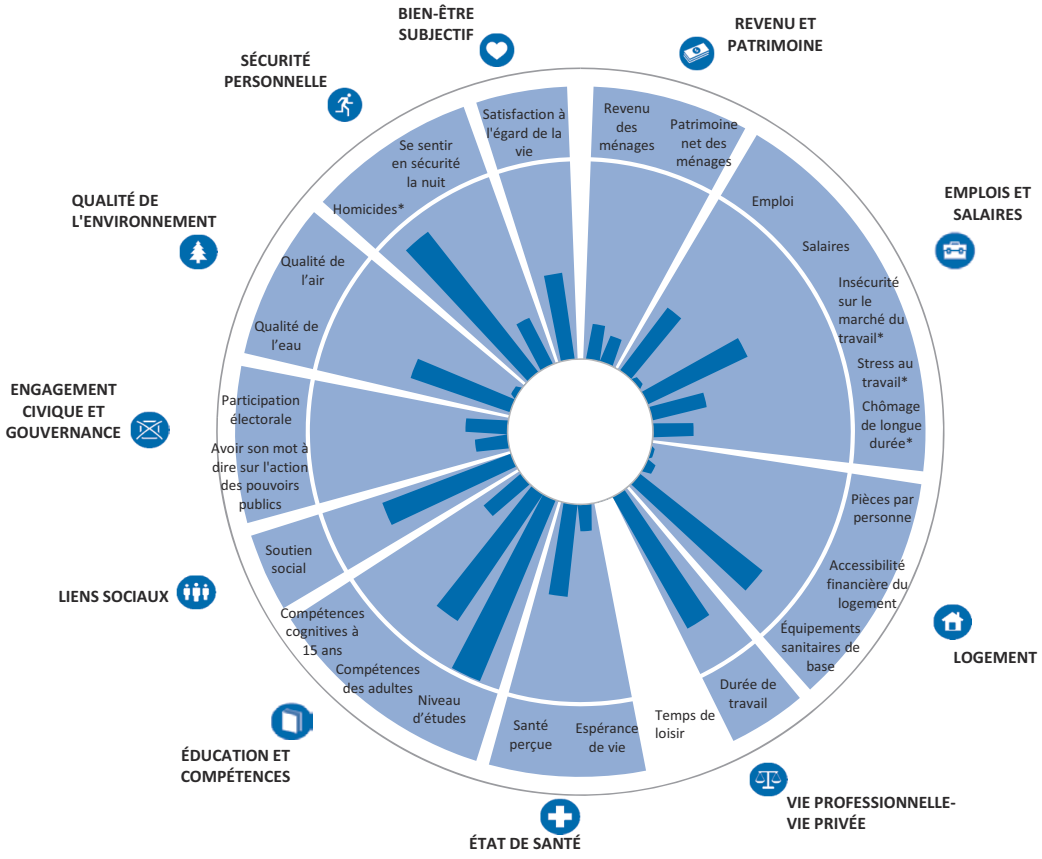
1	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
2	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
3	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN RÉPUBLIQUE SLOVAQUE ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, la République slovaque affiche un bilan très mitigé au regard de ses résultats moyens dans les différentes dimensions du bien-être. Les conditions matérielles, la **qualité de l'environnement** et **l'engagement civique et la gouvernance** font partie de ses points faibles. Le **revenu disponible ajusté net** moyen s'établissait à environ deux tiers de la moyenne de l'OCDE en 2015, tandis que le taux de chômage de longue durée, qui atteignait 5.5 % en 2016, était près de trois fois supérieur à la moyenne de l'OCDE. L'**espérance de vie** à la naissance (77 ans en 2015) est l'une des plus faibles de l'OCDE, et seuls 66% des Slovaques adultes **perçoivent leur santé** comme « bonne »ou « très bonne », soit moins que la moyenne de l'OCDE (69 %). Toutefois, la République slovaque se classe en deuxième position des pays de l'OCDE en termes de niveau d'études : 92 % de la population adulte d'âge actif est titulaire d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum, et les **compétences des adultes** sont également supérieures à la moyenne de l'OCDE. En ce qui concerne la sécurité personnelle, malgré un faible **taux d'homicides**, seuls 60 % des Slovaques déclarent **se sentir en sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit,** contre 69 % des habitants de la zone OCDE en moyenne.

Graphique 5.29. **Niveau moyen de bien-être actuel de la République slovaque : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de la République slovaque en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676942

Évolution du niveau moyen de bien-être en République slovaque au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Au cours de la dernière décennie, la République slovaque a enregistré l'une des plus fortes hausses du revenu disponible ajusté net des ménages de la zone OCDE, soit 31 % en termes cumulés depuis 2005. Le patrimoine net des ménages a enregistré une baisse cumulée de 4 % entre 2010 et 2014 (en termes réels).	⇗ ⇘
Emploi et salaires	En 2016, le taux d'emploi (65 %) était supérieur de 7 points à celui de 2005. Les salaires réels ont augmenté régulièrement au cours de la dernière décennie, enregistrant un taux de croissance cumulée de 28 %, tandis que l'insécurité sur le marché du travail a considérablement progressé pendant la crise, et n'a pas encore regagné son niveau antérieur. Le taux de chômage de longue durée a diminué de moitié par rapport à 2005, et la part des salariés subissant du stress au travail a reculé de plus de 10 points.	⇗ ⇗ ⇘ ⇗ ⇗
Conditions de logement	Le nombre de pièces par personne a légèrement augmenté depuis 2005-10, mais reste inférieur à la moyenne de l'OCDE. L'accessibilité financière du logement s'est également améliorée au cours de la dernière décennie : la part du revenu disponible consacrée aux dépenses de logement a diminué, passant de 26.1 % en 2005 à 23.6 % en 2015. Dans le même temps, le pourcentage de personnes vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base a peu évolué au cours des 10 dernières années.	⇗ ⇗ ⇔
Équilibre vie professionnelle-vie privée	À tout juste 5 %, la part des salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine était légèrement inférieure en 2016 à son niveau de 2005 (6.3 %).	⇗
État de santé	Malgré une légère baisse entre 2014 et 2015, l'espérance de vie à la naissance a progressé de près de 3 ans depuis 2005. La part des Slovaques déclarant que leur santé est « bonne » ou « très bonne » a également augmenté, passant de 52 % à 66 % en 10 ans.	⇗ ⇗
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2016, ce taux a augmenté d'un peu moins de 1 %.	⇗
Liens sociaux	La part des personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin a peu évolué au cours de la décennie, mais demeure supérieure à la moyenne de l'OCDE.	⇔
Engagement civique	Le taux de participation électorale a augmenté de 5.2 points en République slovaque depuis 2006 pour s'établir à 59.8 % aux élections législatives de 2016.	⇗
Qualité de l'environnement	La satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local s'est améliorée par rapport aux niveaux enregistrés pendant la première moitié de la décennie. L'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ a diminué de 8 % entre 2005 et 2013, malgré une forte hausse entre 2008 et 2010.	⇗ ⇗
Sécurité personnelle	La sécurité personnelle a montré de nets signes d'amélioration depuis 2005 : le taux d'homicides a été divisé par deux, et la part des personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit a augmenté de 13 points.	⇗ ⇗
Bien-être subjectif	Les niveaux moyens de satisfaction à l'égard de la vie sont passés de 5.3 à 6.1 (sur une échelle de 0 à 10) en 10 ans.	⇗

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en République slovaque : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution	
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❶	↗	2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❶	↗	2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❸	↗	2005-2013
Superficie boisée	❷	⇔	2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❶	..	Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❶	..	2015
Oiseaux menacés	❸	..	Dernière année connue
Mammifères menacés	❸	..	Dernière année connue
Plantes menacées	❷	..	Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution	
Niveau d'études des jeunes adultes	❶	↗	2014-2016
Espérance de scolarisation	❸	..	2015
Compétences cognitives à 15 ans	❸	..	2015
Compétences des adultes	❷	..	2011/2012
Chômage de longue durée	❸	↗	2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❸	↗	2005-2015
Prévalence du tabagisme	❸	↘	2009-2014
Prévalence de l'obésité	❷	..	2008

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution	
Formation brute de capital fixe	❸	↘	2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❸	↘	2005-2015
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❸	⇔	2005-2014
Dette des ménages	❶	↘	2005-2015
Patrimoine net des ménages	❸	↘	2010-2014
Valeur financière nette des administrations publiques	❷	↘	2005-2015
Levier financier du secteur bancaire	❸	↗	2005-2015

Pas de données disponibles sur les actifs fixes produits et les actifs de propriété intellectuelle.

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution	
Confiance envers autrui	❷	..	2013
Confiance dans la police	❸	..	2013
Confiance dans l'administration nationale	❷	↗	2006-2016
Participation électorale	❸	↗	2006-2016
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❶	..	2014
Bénévolat dans des organisations	❸	..	2011/2012

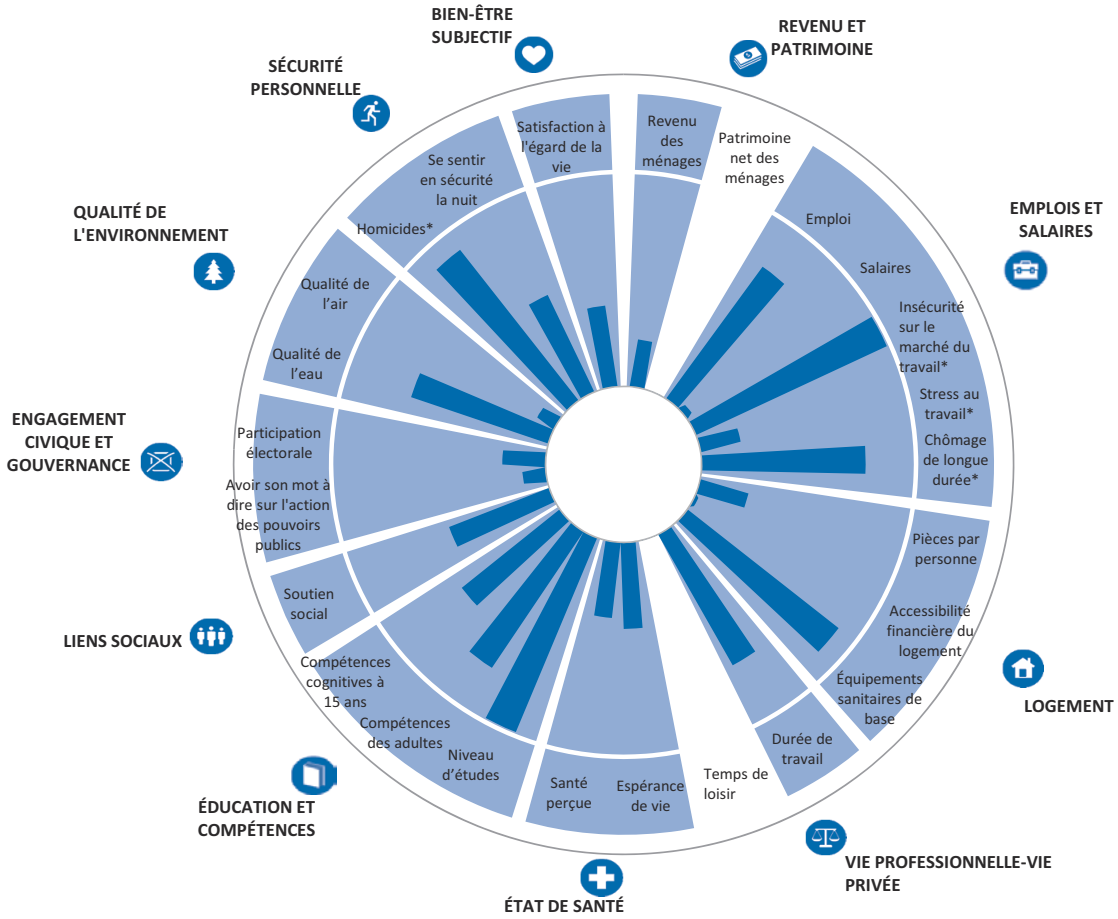
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN RÉPUBLIQUE TCHÈQUE ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, la République tchèque affiche des résultats contrastés dans les différentes dimensions du bien-être. Le **salaire moyen** est l'un des plus faibles de l'OCDE, et le **revenu disponible ajusté net** moyen demeure inférieur à la moyenne de l'OCDE. Toutefois, le **taux d'emploi** (72 %) est supérieur à la moyenne de l'OCDE (67 %), et l'**insécurité sur le marché du travail** compte parmi les plus faibles de l'OCDE. L'**espérance de vie** à la naissance (79 ans) est inférieure d'un an à la moyenne de l'OCDE, et seuls 61 % des adultes tchèques **perçoivent** leur **santé** comme « bonne » ou « très bonne », contre 69 % des habitants de la zone OCDE en moyenne. Le **niveau d'études** est le plus élevé de l'OCDE : 93 % de la population tchèque d'âge actif est titulaire d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum, contre 75 % en moyenne dans l'OCDE. La République tchèque affiche également des résultats relativement bons sur le plan de la **sécurité personnelle**. Bien qu'elle soit très inférieure à la moyenne de l'OCDE, la **satisfaction à l'égard de la vie** compte parmi les plus élevées des pays d'Europe de l'Est membres de l'OCDE.

Graphique 5.30. **Niveau moyen de bien-être actuel de la République tchèque : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de la République tchèque en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676961

Évolution du niveau moyen de bien-être en République tchèque au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	En 2015, le revenu disponible ajusté net des ménages était supérieur de 12 % à celui de 2005 – une hausse supérieure à la hausse cumulée moyenne dans l'OCDE – bien qu'il ait diminué ou soit resté stable entre 2010 et 2013.	↗
Emploi et salaires	En 2016, le taux d'emploi tchèque (72 %) était supérieur de 7 points à celui de 2005. Les salaires ont augmenté régulièrement malgré des baisses mineures en 2009 et 2012, et sont aujourd'hui supérieurs de 18 % à ceux de 2005. Toutefois, l'insécurité sur le marché du travail a également augmenté de plus d'un tiers. Le taux de chômage de longue durée s'est globalement amélioré au cours des 10 dernières années : malgré une forte hausse en 2010, il s'établit aujourd'hui à environ un tiers de son niveau de 2005. Enfin, la République tchèque a enregistré l'une des plus fortes améliorations de la zone OCDE en termes de stress au travail ; alors que 57 % des salariés subissaient du stress au travail en 2005, ils n'étaient plus que 46 % en 2015.	↗ ↗ ↘ ↗ ↗
Conditions de logement	Le nombre moyen de pièces par personne a augmenté au cours des dix dernières années, mais demeure légèrement en deçà de la moyenne de l'OCDE. L'accessibilité financière du logement s'est considérablement dégradée entre 2005 et 2010, mais s'est stabilisée ces dernières années. Le pourcentage de personnes vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base a diminué d'un tiers depuis 2005.	↗ ↘ ↗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	Le pourcentage de salariés ayant une durée de travail très longue a régulièrement baissé depuis 2008, reculant d'environ un tiers en une décennie.	↗
État de santé	Malgré une légère baisse entre 2014 et 2015, l'espérance de vie en République tchèque a gagné deux ans et demi au total depuis 2005. Le pourcentage d'adultes se déclarant en « bonne »ou « très bonne » santé a peu évolué depuis 2005.	↗ ⇔
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2016, ce taux est resté globalement stable en République tchèque, à 93 %.	⇔
Liens sociaux	En République tchèque, la part des personnes déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin a peu varié au cours des 10 dernières années, contrairement à la moyenne de l'OCDE, qui a perdu 3.1 points.	⇔
Engagement civique	Le taux de participation électorale a baissé davantage que la moyenne de l'OCDE au cours de la dernière décennie. Le pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales a diminué de 5 points entre les élections législatives de 2006 et celles de 2013.	↘
Qualité de l'environnement	Le pourcentage de Tchèques satisfaits de la qualité de l'eau au niveau local a gagné 9 points en 10 ans. En 2013, la pollution de l'air était proche de son niveau de 2005.	↗ ⇔
Sécurité personnelle	Bien que la mortalité par homicide soit restée relativement stable au cours des 10 dernières années, la part des personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit s'est considérablement améliorée, passant de 53 à 68 %.	⇔ ↗
Bien-être subjectif	La satisfaction des Tchèques à l'égard de la vie est restée globalement stable au cours des dix dernières années.	⇔

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ↗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ↘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en République tchèque : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Change
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	3	↗ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	2	↗ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	3	⇔ 2005-2013
Superficie boisée	2	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	3	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	1	.. 2015
Oiseaux menacés	3	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	2	.. Dernière année connue
Plantes menacées	3	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Change
Niveau d'études des jeunes adultes	1	↘ 2014-2016
Espérance de scolarisation	2	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	2	.. 2015
Compétences des adultes	2	.. 2011/2012
Chômage de longue durée	2	↗ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	3	↗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	2	↗ 2005-2015
Prévalence de l'obésité	2	↘ 2005-2010

Capital économique

Indicateur	Rang	Change
Actifs fixes produits	2	↗ 2005-2016
Formation brute de capital fixe	3	↘ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	2	⇔ 2005-2016
Actifs de propriété intellectuelle	2	↗ 2005-2016
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	2	↗ 2005-2016
Dette des ménages	1	↘ 2005-2015
Valeur financière nette des administrations publiques	2	↘ 2005-2015
Levier du secteur bancaire	2	⇔ 2005-2014
Pas de données disponibles sur le patrimoine net des ménages.		

Capital social

Indicateur	Rang	Change
Confiance envers autrui	3	.. 2013
Confiance dans la police	3	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	2	↗ 2005-2016
Participation électorale	3	↘ 2006-2013
Association des parties prenantes aux affaires publiques	1	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	3	.. 2011/2012

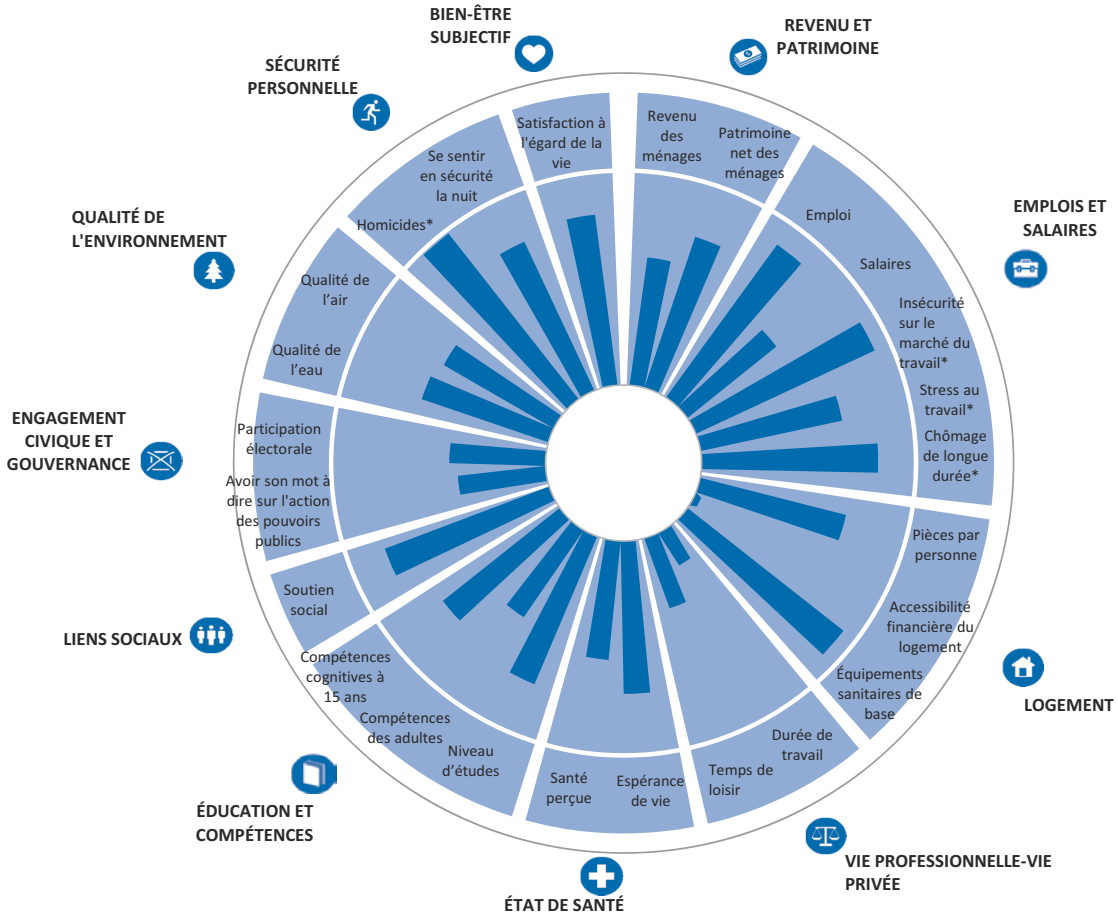
1	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
2	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
3	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE AU ROYAUME-UNI ?

En moyenne, par rapport aux autres pays de l'OCDE, le Royaume-Uni obtient de bons résultats sur un certain nombre d'indicateurs du bien-être. Le **taux d'emploi**, qui s'établissait à 74 % en 2016, est très supérieur à la moyenne de l'OCDE (67 %), alors que le **taux de chômage de longue durée** est inférieur à la moyenne (1.3 % contre 2 % en 2016). Toutefois, le **revenu disponible ajusté net des ménages** et le **salaire moyen** sont inférieurs à la moyenne de l'OCDE. L'**accessibilité financière du logement** est relativement faible : au Royaume-Uni, un ménage consacre en moyenne une part plus importante de son revenu disponible (près de 24 %) aux dépenses de logement que la moyenne de l'OCDE (près de 21 %). À l'inverse, la sécurité personnelle est relativement élevée, et le **taux d'homicides** est l'un des plus faibles de la zone OCDE. Les **liens sociaux** sont également supérieurs à la moyenne de l'OCDE : 93% des Britanniques déclarent avoir des proches ou des amis sur qui compter en période difficile, soit plus que la moyenne de l'OCDE (89 %). Au Royaume-Uni, la **satisfaction à l'égard de la vie** est également supérieure à la moyenne de l'OCDE.

Graphique 5.31. **Niveau moyen de bien-être actuel du Royaume-Uni : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses du Royaume-Uni en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676980

Évolution du niveau moyen de bien-être au Royaume-Uni au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	En 2016, le revenu disponible ajusté net des ménages était supérieur de 7 % à celui de 2005, malgré un tassement entre 2011 et 2014. Le patrimoine net des ménages a peu évolué entre 2011 et 2013.	⇗ ⇔
Emploi et salaires	Après avoir diminué entre 2008 et 2011, le taux d'emploi a augmenté régulièrement ces dernières années, et dépasse aujourd'hui de 2 % son niveau de 2005. Les salaires réels sont légèrement supérieurs à ceux de 2005 : après une forte baisse entre 2010 et 2014, ils ont légèrement progressé en 2015 et 2016. L'insécurité sur le marché du travail a considérablement augmenté pendant la crise, mais a diminué progressivement à partir de 2011 pour s'établir à 2.6 % – soit un demi-point de moins qu'en 2005. D'autre part, le taux de chômage de longue durée et la part des salariés subissant du stress au travail ont augmenté au cours de la dernière décennie.	⇗ ⇗ ⇗ ⇘ ⇘
Conditions de logement	La part du revenu disponible des ménages consacrée aux dépenses de logement est restée relativement stable au cours de la dernière décennie.	⇔
Équilibre vie professionnelle-vie privée	À près de 12.7 %, la part des salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine en 2016 est très similaire à celle de 2005.	⇔
État de santé	Malgré une légère baisse entre 2014 et 2015, l'espérance de vie à la naissance a globalement augmenté de 1.8 an depuis 2005. À l'inverse, le Royaume-Uni est l'un des rares pays de l'OCDE où l'état de santé perçu s'est dégradé au cours de la dernière décennie, la part des personnes se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé ayant reculé de près de 5 points.	⇗ ⇘
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2016, ce taux a augmenté de 1.6 point.	⇗
Liens sociaux	Le Royaume-Uni fait partie du quart des pays de l'OCDE où les liens sociaux se sont dégradés au cours de la dernière décennie. La part des personnes déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin a diminué, passant de 97 % à 93%.	⇘
Engagement civique	Le taux de participation électorale a augmenté de 7.6 points entre les élections générales de 2005 et celles de 2017 au Royaume-Uni.	⇗
Qualité de l'environnement	La part des personnes satisfaites à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local a diminué de 7 points depuis 2005-07. L'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ a peu évolué depuis 2005, et se situe juste au-dessus de la moyenne de l'OCDE.	⇘ ⇔
Sécurité personnelle	Bien que la mortalité par homicide soit restée relativement stable ces 10 dernières années, la part des personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit s'est améliorée, passant de 62 % à 77 %.	⇔ ⇗
Bien-être subjectif	La satisfaction de la population à l'égard de la vie est restée relativement stable au Royaume-Uni au cours des 10 dernières années.	⇔

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur au Royaume-Uni : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution	
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	2	↗	2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	2	↗	2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	2	⇔	2005-2013
Superficie boisée	3	⇔	2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	3	..	Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	1	..	2013
Pas de données disponibles sur les espèces menacées.			

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution	
Niveau d'études des jeunes adultes	2	↗	2014-2016
Espérance de scolarisation	3	..	2015
Compétences cognitives à 15 ans	2	..	2015
Compétences des adultes	2	..	2011/2012
Chômage de longue durée	1	↘	2005-2016
Espérance de vie à la naissance	2	↗	2005-2015
Prévalence du tabagisme	2	↗	2005-2014
Prévalence de l'obésité	3	↘	2005-2015

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution	
Actifs fixes produits	3	↗	2005-2015
Formation brute de capital fixe	2	↘	2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	2	⇔	2005-2016
Actifs de propriété intellectuelle	2	↘	2005-2015
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	2	↗	2005-2015
Dette des ménages	2	⇔	2005-2016
Patrimoine net des ménages	1	⇔	2011-2013
Valeur financière nette des administrations publiques	3	↘	2005-2016
Levier financier du secteur bancaire	3	↗	2005-2015

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution	
Confiance envers autrui	2	..	2013
Confiance dans la police	2	..	2013
Confiance dans l'administration nationale	2	⇔	2005-2016
Participation électorale	2	↗	2005-2017
Association des parties prenantes aux affaires publiques	1	..	2014
Bénévolat dans des organisations	2	..	2011/2012

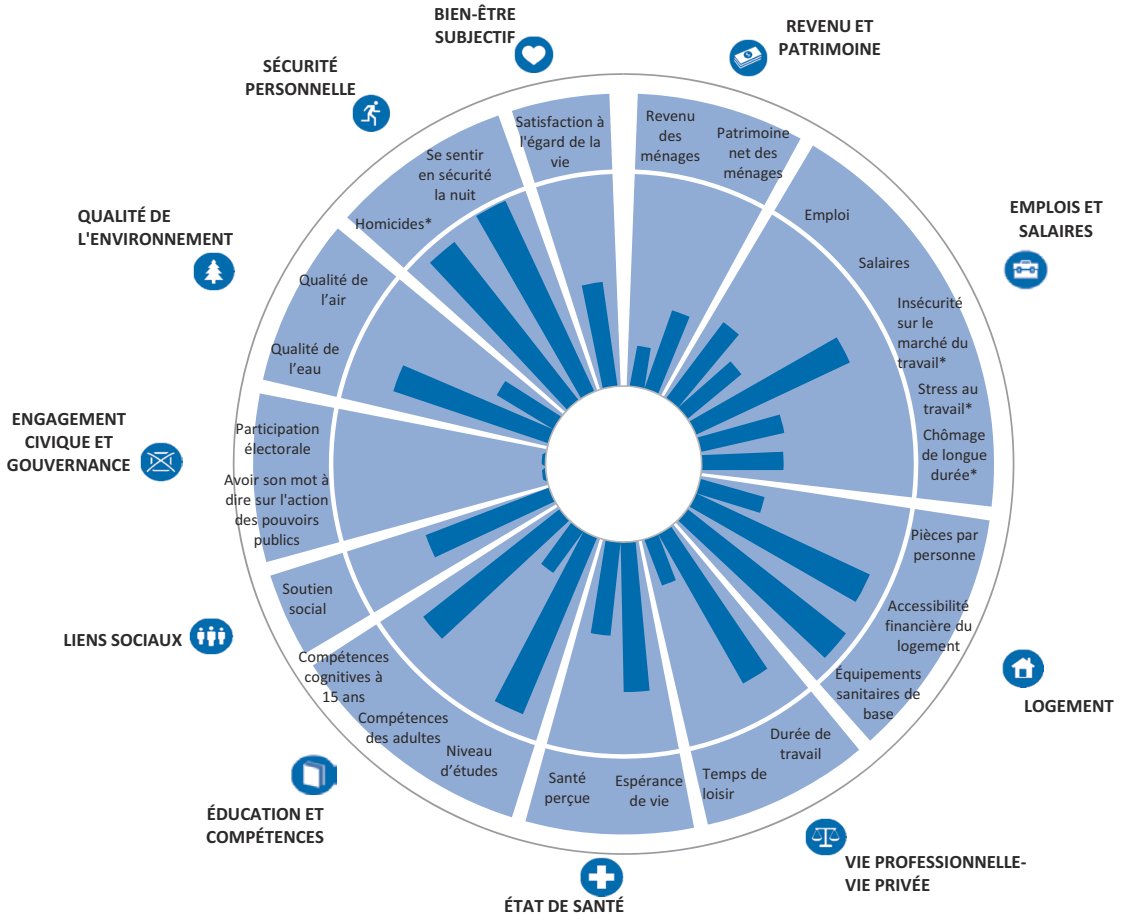
1	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
2	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
3	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN SLOVÉNIE ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, la Slovénie affiche un bilan très mitigé au regard de ses résultats moyens dans les différentes dimensions du bien-être. Le **revenu disponible ajusté net** moyen s'établissait à environ deux tiers de la moyenne de l'OCDE en 2015, tandis que le **taux de chômage de longue durée** était deux fois supérieur à la moyenne de l'OCDE en 2016. Le **niveau d'études**, en revanche, est élevé : 87 % de la population adulte d'âge actif est titulaire d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum, soit 13 points de plus que la moyenne de l'OCDE. Les **compétences cognitives** des élèves étaient supérieures à la moyenne de l'OCDE en 2015, alors que les **compétences des adultes** étaient inférieures. En revanche, le pays se situe dans le bas du classement des pays de l'OCDE en termes d'engagement civique et de gouvernance, mesurés par le taux de **participation électorale** et le pourcentage d'adultes estimant **avoir son mot à dire quant à l'action publique**. La sécurité personnelle est néanmoins élevée : le **taux d'homicides** est l'un des plus faibles de l'OCDE, et 85 % des Slovènes se sentent en **sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit**, l'un des meilleurs taux de l'OCDE.

Graphique 5.32. **Niveau moyen de bien-être actuel de la Slovénie : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de la Slovénie en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933676999

Évolution du niveau moyen de bien-être en Slovénie au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net des ménages se situe actuellement au même niveau, en termes réels, qu'en 2005.	⇔
Emploi et salaires	Malgré une hausse modérée depuis 2013, le taux d'emploi demeure proche de son niveau de 2005. D'autre part, le salaire réel a augmenté régulièrement, enregistrant une hausse de 15 % en termes cumulés. L'insécurité sur le marché du travail, qui a considérablement augmenté pendant la crise, n'est pas encore revenue à son niveau initial. Le taux de chômage de longue durée a augmenté, passant de 3.1 % en 2005 à 4.3 % en 2016, alors que la part des salariés subissant du stress au travail a diminué, passant de 45 % en 2005 à 39 % en 2015.	⇔ ⇗ ⇘ ⇘ ⇗
Conditions de logement	L'accessibilité financière du logement s'est améliorée au cours de la dernière décennie : la part du revenu disponible consacrée aux dépenses de logement est passée de 18.9 % en 2005 à 18.3 % en 2015. Les équipements sanitaires de base se sont généralisés, la part des personnes en étant dépourvues ayant été réduite de moitié au cours de la décennie.	⇗ ⇗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	La part des salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine a diminué de 4 points en 10 ans, une baisse supérieure à la diminution de 0.9 point enregistrée par la moyenne de l'OCDE.	⇗
État de santé	Malgré un tassement en 2015, l'espérance de vie à la naissance a enregistré une hausse globale de près de 2 ans depuis 2008 (première année pour laquelle des données comparables sont disponibles). La part des Slovènes déclarant que leur santé est « bonne » ou « très bonne » a également augmenté, passant de 54 % à 65 % au cours de la décennie – mais demeure inférieure à la moyenne de l'OCDE.	⇗ ⇗
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2016, ce taux a augmenté de 1.6 point en Slovénie.	⇗
Liens sociaux	Le pourcentage de personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin est resté relativement stable au cours de la décennie.	⇔
Engagement civique	Le taux de participation électorale a diminué de 11.4 points entre les élections législatives de 2008 et celles de 2014.	⇘
Qualité de l'environnement	La satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local s'est améliorée au cours de la décennie en Slovénie, mais l'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ est restée relativement stable.	⇗ ⇔
Sécurité personnelle	La sécurité personnelle a montré de nets signes d'amélioration depuis 2005 : le taux d'homicides a été quasiment divisé par deux, et la part des personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit a augmenté de 5 points.	⇗ ⇗
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie est très proche des niveaux enregistrés dix ans plus tôt.	⇔

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Slovénie : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❷	↗ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❷	↗ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❸	⇔ 2005-2013
Superficie boisée	❶	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❶	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❷	.. 2015
Oiseaux menacés	❸	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	❸	.. Dernière année connue
Plantes menacées	❷	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	❶	⇔ 2014-2016
Espérance de scolarisation	❶	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	❶	.. 2015
Compétences des adultes	❸	.. 2011/2012
Chômage de longue durée	❸	↘ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❷	↗ 2008-2015
Prévalence du tabagisme	❷	⇔ 2007-2014
Prévalence de l'obésité	❷	↘ 2007-2014

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	❸	↗ 2005-2015
Formation brute de capital fixe	❸	↘ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❸	↘ 2005-2016
Actifs de propriété intellectuelle	❸	↗ 2005-2015
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❷	↗ 2005-2015
Dette des ménages	❶	↘ 2005-2015
Patrimoine net des ménages	❷	.. 2014
Valeur financière nette des administrations publiques	❷	↘ 2005-2016
Levier financier du secteur bancaire	❶	↗ 2005-2016

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance envers autrui	❶	.. 2013
Confiance dans la police	❸	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	❸	↘ 2005-2016
Participation électorale	❸	↘ 2008-2014
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❶	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	❷	.. 2011/2012

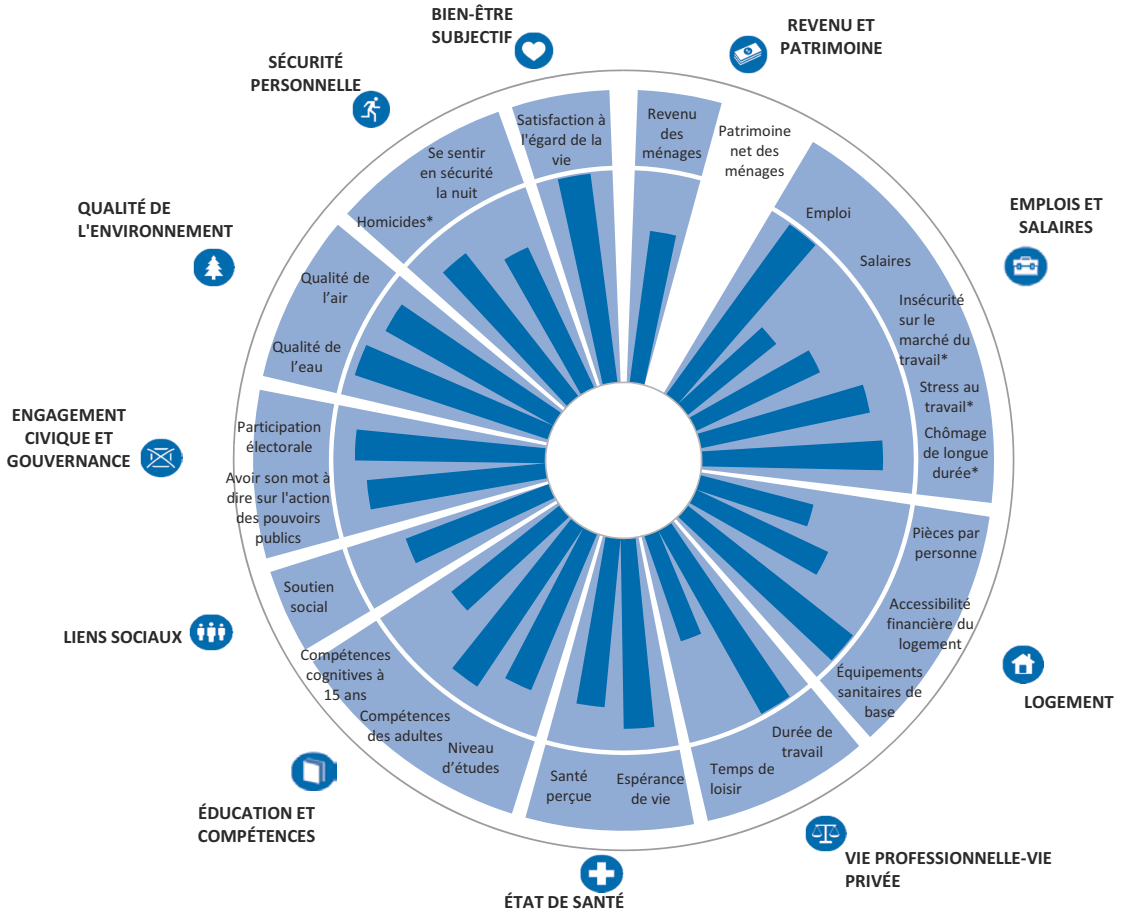
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN SUÈDE ?

En moyenne, la Suède obtient de très bons résultats par rapport aux autres pays de l'OCDE dans les différentes dimensions du bien-être. En 2016, le **taux d'emploi** était l'un des plus élevés de l'OCDE, et 1 % seulement des salariés suédois **travaillaient régulièrement 50 heures ou plus par semaine**, la deuxième part la plus faible de l'OCDE. Toutefois, le **revenu disponible ajusté net des ménages** et les **salaires** se situent juste en deçà de la moyenne de l'OCDE. En termes d'éducation et de compétences, 83 % de la population adulte d'âge actif est titulaire d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum, contre 75 % en moyenne dans l'OCDE, et les **compétences des adultes** comme les **compétences cognitives** des élèves de 15 ans sont également supérieures à la moyenne de l'OCDE. Le pays se situe dans le tiers supérieur des pays de l'OCDE en termes d'engagement civique et de gouvernance, mesurés par le taux de **participation électorale** et le pourcentage d'adultes estimant **avoir son mot à dire quant à l'action publique**. La **qualité de l'environnement et la santé** sont également bonnes en Suède, et la **satisfaction à l'égard de la vie** comptait également parmi les plus élevées de l'OCDE en 2013.

Graphique 5.33. **Niveau moyen de bien-être actuel de la Suède : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de la Suède en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677018

Évolution du niveau moyen de bien-être en Suède au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net des ménages a augmenté régulièrement au cours de la dernière décennie, et est actuellement supérieur de 20 % à celui de 2005.	⇗
Emploi et salaires	Le taux d'emploi (65 %) est aujourd'hui supérieur de 2.2 points à celui de 2005. Après une baisse entre 2006 et 2010, il a retrouvé son niveau antérieur au cours des dernières années, dépassant même son précédent pic. Les salaires réels ont augmenté régulièrement au cours de la dernière décennie, enregistrant une croissance cumulée de 19 %. Toutefois, l'insécurité sur le marché du travail et le chômage de longue durée ont tous deux considérablement augmenté durant la crise, et n'ont pas encore regagné leurs niveaux antérieurs. Enfin, la part des salariés subissant du stress au travail est restée globalement stable au cours de la dernière décennie.	⇗ ⇗ ⇘ ⇘ ⇔
Conditions de logement	Le nombre moyen de pièces par personne est resté stable au cours de la décennie, tandis que la part des ménages vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base est restée proche de 0 %. Le coût relatif du logement a diminué depuis 2005, la part du revenu disponible des ménages consacrée aux dépenses de logement ayant reculé de 2.2 points.	⇔ ⇔ ⇗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	À 1.1 %, la part des salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine en 2016 est très proche de son niveau de 2005.	⇔
État de santé	L'espérance de vie à la naissance a progressé d'un an et demi depuis 2005, pour s'établir à 82.3 ans en 2015, et reste ainsi supérieure de 2 ans à la moyenne de l'OCDE. La part des personnes se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé a augmenté de 4.1 points.	⇗ ⇗
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2016, ce taux a augmenté de 1.2 point.	⇗
Liens sociaux	Le pourcentage de personnes déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin a peu évolué depuis 2005-07.	⇔
Engagement civique	Le pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales a augmenté depuis le début de la décennie, passant de 82 % aux élections générales de 2006 à 86 % en 2014.	⇗
Qualité de l'environnement	La satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local est restée stable ces quelques dernières années. Entre 2005 et 2011, l'exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ est également restée relativement stable, mais elle a fortement baissé depuis 2012, si bien que son niveau est aujourd'hui inférieur à celui enregistré voici 10 ans.	⇔ ⇗
Sécurité personnelle	Alors que la mortalité par homicide a peu varié au cours de la dernière décennie, le taux de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit a augmenté de 5 points, conformément à la tendance observée dans plus de la moitié des pays de l'OCDE.	⇔ ⇗
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie est restée globalement stable au cours de la dernière décennie.	⇔

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Suède : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	1	↗ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	1	⇔ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	1	↗ 2005-2013
Superficie boisée	1	↘ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	1	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	1	.. 2010
Oiseaux menacés	2	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	2	.. Dernière année connue
Plantes menacées	2	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	3	↗ 2014-2016
Espérance de scolarisation	1	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	2	.. 2015
Compétences des adultes	1	.. 2011/2012
Chômage de longue durée	1	↘ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	1	↗ 2005-2016
Prévalence du tabagisme	1	↗ 2005-2015
Prévalence de l'obésité	1	↘ 2005-2015

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Actifs fixes produits	1	↗ 2005-2015
Formation brute de capital fixe	1	⇔ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	2	↗ 2005-2016
Actifs de propriété intellectuelle	1	↗ 2005-2015
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	1	↗ 2005-2014
Dette des ménages	3	↘ 2005-2016
Valeur financière nette des administrations publiques	1	↗ 2005-2016
Levier financier du secteur bancaire	1	⇔ 2005-2016
Pas de données disponibles sur le patrimoine net des ménages.		

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance envers autrui	1	.. 2013
Confiance dans la police	1	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	1	⇔ 2005-2016
Participation électorale	1	↗ 2006-2014
Association des parties prenantes aux affaires publiques	2	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	2	.. 2011/2012

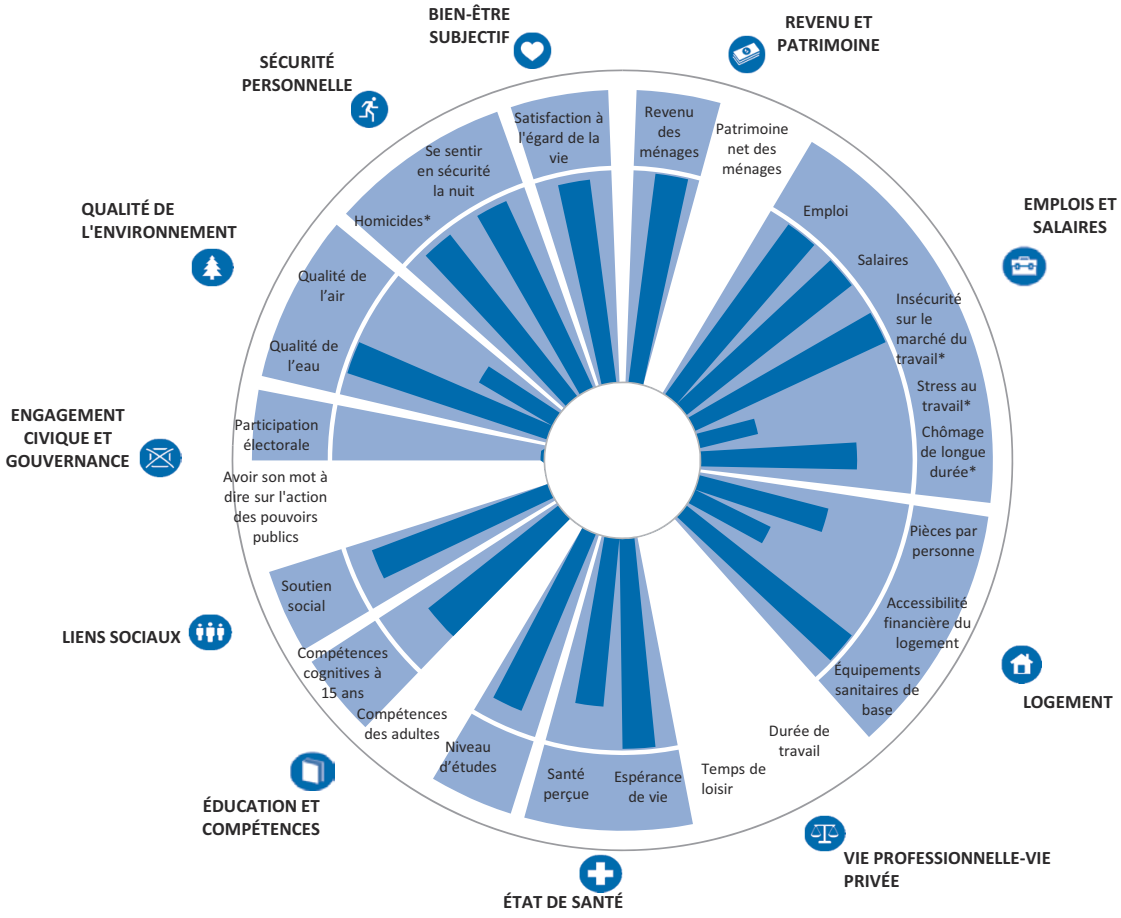
1	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
2	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
3	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN SUISSE ?

En moyenne, par rapport aux autres pays de l'OCDE, la Suisse obtient de bons résultats sur l'ensemble des indicateurs du bien-être défini par l'OCDE. Le **revenu disponible ajusté net** moyen, le **salaire moyen** et le **taux d'emploi** figurent parmi les plus élevés de l'OCDE. L'**espérance de vie** à la naissance, à 83 ans en 2015, était elle aussi l'une des plus élevée de l'OCDE, et 80 % des Suisses **s'estimaient** en « bonne » ou « très bonne » **santé**, un pourcentage supérieur de 11 points à la moyenne des pays de l'OCDE. En ce qui concerne les conditions de logement et la qualité de l'environnement, la Suisse affiche des résultats contrastés. Si l'**accès aux équipements sanitaires de base** est bon, l'**accessibilité financière du logement** était faible en 2015, et si 96 % des Suisses sont satisfaits de la **qualité de l'eau** au niveau local, la **qualité de l'air** (mesurée par la concentration moyenne des $PM_{2.5}$ dans l'air) est inférieure à la moyenne de l'OCDE. Le **taux de participation électorale** des Suisses n'était que de 49 % en 2015 aux élections parlementaires nationales, soit le plus faible taux de l'OCDE ; cet indicateur ne tient toutefois pas compte de la très forte participation des Suisses au système de démocratie directe.

Graphique 5.34. **Niveau moyen de bien-être actuel de la Suisse : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de la Suisse en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677037

Évolution du niveau moyen de bien-être en Suisse au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net moyen est actuellement supérieur de 11 %, en termes réels, à celui de 2005. Il a régulièrement augmenté depuis lors, même s'il a marqué le pas en 2008.	⇗
Emploi et salaires	Le taux d'emploi est supérieur de plus de 2 points à son niveau de 2010 (il n'existe pas de données comparables disponibles avant cette date). Les salaires réels ont régulièrement augmenté durant la décennie passée, leur croissance cumulée s'établissant à 8 %. Néanmoins, l'insécurité sur le marché du travail s'est elle aussi fortement accrue pendant la crise et demeure deux fois supérieure à son niveau de 2007. Le taux de chômage de longue durée, à 1.9 %, est actuellement légèrement supérieur à son niveau de 2010. Enfin, la fréquence du stress au travail est passée de 27 % en 2005 à 43 % en 2015 – la plus forte hausse de l'ensemble des pays de l'OCDE sur les dix dernières années.	⇗ ⇗ ⇘ ⇘ ⇘
Conditions de logement	Depuis 2005, le nombre de pièces par personne a légèrement progressé, passant de 1.8 à 1.9. L'accessibilité financière du logement s'est également améliorée durant la décennie écoulée : la part du revenu consacrée aux coûts du logement a reculé à 21.5 % en 2013, contre 22.2 % en 2005. Parallèlement, l'absence d'accès aux équipements sanitaires de base est restée relativement stable durant cette décennie, à 0.1 %.	⇗ ⇗ ⇔
Équilibre vie professionnelle-vie privée	[Pas de série chronologique disponible]	..
État de santé	Malgré une légère baisse entre 2014 et 2015, l'espérance de vie à la naissance a globalement augmenté d'un an et demi depuis 2005. La proportion d'adultes se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé n'a guère changé depuis 2008.	⇗ ⇔
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Néanmoins, ce taux est resté relativement stable en Suisse entre 2014 et 2016.	⇔
Liens sociaux	Le pourcentage d'individus déclarant avoir des proches ou des amis sur lesquels ils peuvent compter en cas de besoin a peu changé depuis 2005-07.	⇔
Engagement civique	La participation aux élections parlementaires est restée relativement stable entre les scrutins de 2007 et de 2015, à l'inverse de la tendance moyenne de l'OCDE, qui a baissé de 2.4 points au cours des dix dernières années.	⇔
Qualité de l'environnement	La satisfaction tant à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local qu'à l'égard de l'exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ est restée relativement stable en Suisse durant les dix années passées.	⇔ ⇔
Sécurité personnelle	La mortalité par homicide a diminué de près de moitié depuis 2005 et le pourcentage d'individus déclarant qu'ils se sentent en sécurité lorsqu'ils marchent seuls à la nuit tombée a augmenté de 7 points – une évolution conforme à la tendance observée dans plus de la moitié des pays de l'OCDE.	⇗ ⇗
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie est restée résolument élevé au cours des dix dernières années.	⇔

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Suisse : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❶	↗ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❸	↗ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❷	⇔ 2005-2013
Superficie boisée	❸	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❷	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❶	.. 2012
Oiseaux menacés	❸	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	❸	.. Dernière année connue
Plantes menacées	❸	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	❶	↗ 2014-2016
Espérance de scolarisation	❷	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	❶	.. 2015
Chômage de longue durée	❷	↘ 2010-2016
Espérance de vie à la naissance	❶	↗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	❷	⇔ 2007-2012
Prévalence de l'obésité	❶	↘ 2007-2012

Pas de données disponibles sur les compétences des adultes.

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution
Formation brute de capital fixe	❷	↘ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❶	↗ 2005-2015
Dette des ménages	❸	↘ 2005-2015
Valeur financière nette des administrations publiques	❶	↗ 2005-2015

Pas de données disponibles sur les actifs fixes produits, les actifs de propriété intellectuelle, l'investissement dans la recherche-développement (R-D), le patrimoine net des ménages et le levier financier du secteur bancaire.

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution
Confiance envers autrui	❷	.. 2013
Confiance dans la police	❶	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	❶	↗ 2005-2016
Participation électorale	❸	⇔ 2007-2015
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❶	.. 2014

Pas de données disponibles sur le bénévolat dans des organisations.

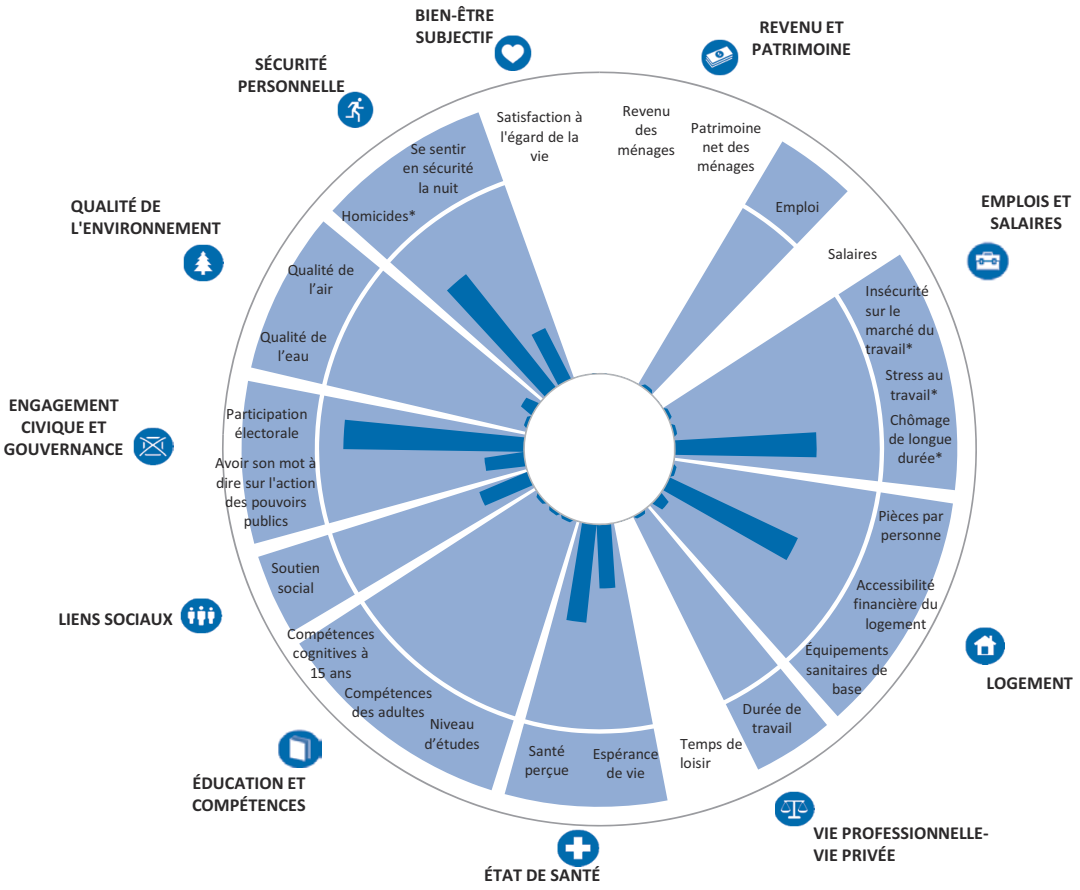
❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN TURQUIE ?

Par rapport aux autres pays de l'OCDE, la Turquie affiche des résultats contrastés dans les différentes dimensions du bien-être. Le **taux d'emploi** de la Turquie (51 % en 2016) est le plus faible de l'OCDE, tandis que le **stress au travail** et l'**insécurité sur le marché du travail** comptent parmi les plus élevés de l'OCDE. Ils étaient 34 % des salariés du pays à **travailler régulièrement 50 heures ou plus par semaine** en 2016, le taux le plus élevé de l'OCDE, et le **taux de chômage de longue durée** se situe juste au-dessus de la moyenne de l'OCDE. En termes de **santé**, **d'éducation et de compétences**, de **liens sociaux** et de **qualité de l'environnement**, la Turquie obtient des résultats inférieurs à la moyenne de l'OCDE. Les résultats de la Turquie sont mitigés dans le domaine de l'engagement civique et de la gouvernance : le **taux de participation électorale** est l'un des plus élevés de l'OCDE, bien que cela puisse être imputable à la pratique du vote obligatoire. Toutefois, seuls 24 % des Turcs estiment **avoir son mot à dire quant à l'action publique**, soit moins que la moyenne de l'OCDE (33 %). En ce qui concerne la sécurité personnelle, le **taux d'homicides** est inférieur de plus de moitié à la moyenne de l'OCDE, mais seuls 61 % des Turcs se sentent en **sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit**, un taux inférieur à la moyenne de l'OCDE (69 %).

Graphique 5.35. **Niveau moyen de bien-être actuel de la Turquie : forces et faiblesses relatives**



Note : Ce graphique met en évidence les domaines qui constituent des forces ou des faiblesses de la Turquie en matière de bien-être par rapport à l'ensemble des pays de l'OCDE. Tant pour les indicateurs positifs que négatifs (comme les homicides, signalés par un astérisque « * »), une barre plus longue indique toujours un meilleur résultat (autrement dit, un niveau de bien-être plus élevé), tandis qu'une barre plus courte correspond toujours à un résultat plus mauvais (autrement dit, à un niveau de bien-être moins élevé). Si des données manquent pour un indicateur, le segment correspondant du cercle est de couleur blanche.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677056

Évolution du niveau moyen de bien-être en Turquie au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	[Pas de série chronologique disponible]	..
Emploi et salaires	Le taux d'emploi a augmenté de 6.2 points depuis 2005, contre seulement 1.2 pour la moyenne de l'OCDE. L'insécurité sur le marché du travail a culminé à 59.4 % en 2009, et n'a pas encore regagné son niveau antérieur. Le taux de chômage de longue durée, qui s'établissait à 2.2 % en 2016, est inférieur de moitié à celui de 2015. La part des salariés turcs subissant du stress au travail a culminé à 73 % en 2010, mais est retombée à 55 % en 2015 – soit 8 points de moins qu'en 2015.	⇗ ⇘ ⇗ ⇗
Conditions de logement	Le nombre moyen de pièces par personne est resté relativement stable au cours de la dernière décennie, alors que l'accessibilité financière du logement s'est améliorée. Le pourcentage de personnes vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base a diminué six fois plus que la moyenne de l'OCDE, mais demeure relativement élevé, à 8.2 %.	⇔ ⇗ ⇗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	La part de salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine a considérablement diminué en 10 ans, passant de 49.7 % en 2006 à 33.8 % en 2016.	⇗
État de santé	L'évolution sur 10 ans de l'espérance de vie à la naissance ne peut pas être évaluée en Turquie en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, elle restée relativement stable entre 2014 et 2016, à 78 ans. Entre 2006 et 2015, le pourcentage d'adultes se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé est également resté globalement stable.	⇔ ⇔
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2016, ce taux a augmenté de près de 3 points.	⇗
Liens sociaux	Les liens sociaux se sont améliorés au cours de la dernière décennie, la part de la population déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin étant passée de 80 % à 86 %. Il s'agit de la plus forte hausse de l'OCDE.	⇗
Engagement civique	Le pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales est resté globalement stable en Turquie entre les élections générales de 2007 et celles de 2015.	⇔
Qualité de l'environnement	Le pourcentage de personnes se déclarant satisfaites de la qualité de l'eau au niveau local a progressé de 4 points en 10 ans. Toutefois, l'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ a augmenté de 12 % entre 2005 et 2013.	⇗ ⇘
Sécurité personnelle	Alors que la mortalité par homicide a peu varié au cours de la dernière décennie, le taux de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit a progressé de 10 points – conformément à la tendance observée dans plus de la moitié des pays de l'OCDE.	⇔ ⇗
Bien-être subjectif	Partant il est vrai d'un niveau relativement bas, la Turquie se situe dans le tiers des pays de l'OCDE dont les habitants ont déclaré que leur satisfaction à l'égard de la vie s'est améliorée depuis 2005.	⇗

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Turquie : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang	Évolution	
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❶	↘	2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❶	↘	2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❸	↘	2005-2013
Superficie boisée	❸	⇔	2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❷	..	Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❷	..	2014
Oiseaux menacés	❶	..	Dernière année connue
Mammifères menacés	❶	..	Dernière année connue
Plantes menacées	❷	..	Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang	Évolution	
Niveau d'études des jeunes adultes	❸	↗	2014-2016
Espérance de scolarisation	❷	..	2015
Compétences cognitives à 15 ans	❸	..	2015
Compétences des adultes	❸	..	2014/2015
Chômage de longue durée	❷	↗	2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❸	⇔	2013-2015
Prévalence du tabagisme	❸	↗	2006-2014
Prévalence de l'obésité	❷	..	2011

Capital économique

Indicateur	Rang	Évolution	
Gross fixed capital formation	❶	↘	2005-2015
Financial net worth of total economy	❷	↗	2010-2015
Financial net worth of government	❶	↗	2010-2015
Banking sector leverage	❷	↘	2005-2015

Pas de données disponibles sur les actifs fixes produits, les actifs depropriété intellectuelle, l'investissement dans la recherche-développement (R-D), la dette des ménages et le patrimoine net des ménages.

Capital social

Indicateur	Rang	Évolution	
Confiance envers autrui	❸	..	2013
Confiance dans la police	❷	..	2013
Confiance dans l'administration nationale	❶	↘	2005-2016
Participation électorale	❶	↗	2007-2015
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❷	..	2014
Bénévolat dans des organisations	❸	..	2014/2015

❶	Partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

Profils par pays : pays partenaires de l'OCDE

COMMENT VA LA VIE EN AFRIQUE DU SUD ?

Le graphique 5.36 présente les forces et les faiblesses relatives de l'Afrique du Sud en matière de bien-être, par rapport à la moyenne de l'OCDE et aux résultats moyens des pays partenaires de l'OCDE examinés dans *Comment va la vie ? 2017* (à savoir l'Afrique du Sud, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, la Fédération de Russie et la Lituanie).

L'Afrique du Sud obtient de bons résultats dans quelques domaines par rapport aux pays de l'OCDE et aux pays partenaires. L'**accessibilité financière du logement** en Afrique du Sud est proche de la moyenne des pays partenaires, et supérieure à la moyenne de l'OCDE. Le **taux de participation électorale**, qui s'établissait à près de 74 % en 2014, est supérieur à la moyenne de l'OCDE et à celle des pays partenaires.

En ce qui concerne les **liens sociaux**, 88 % des Sud-Africains déclarent avoir des amis ou des proches sur qui compter en période difficile, un taux proche de la moyenne de l'OCDE (89 %) et de celle des pays partenaires (90 %).

Il existe un domaine dans lequel l'Afrique du Sud affiche des résultats supérieurs à la moyenne des pays partenaires, mais inférieurs à la moyenne de l'OCDE : le **taux d'homicides** est inférieur de moitié à la moyenne des pays partenaires, mais demeure trois fois supérieur à la moyenne de l'OCDE.

Il existe également plusieurs domaines dans lesquels l'Afrique du Sud obtient de mauvais résultats par rapport aux pays de l'OCDE et aux autres pays partenaires : le **taux d'emploi**, **l'espérance de vie** à la naissance, la satisfaction à l'égard de la **qualité de l'eau** au niveau local et le sentiment de **sécurité lorsque l'on marche seul la nuit** comptent parmi les plus faibles de l'OCDE et des pays partenaires, et le **taux de chômage de longue durée** est l'un des plus élevés de l'OCDE et des pays partenaires. Ils sont 37 % des Sud-Africains à vivre dans des logements dépourvus d'**équipements sanitaires de base**, le taux la plus élevé de l'OCDE et des pays partenaires, et la **qualité de l'air** (mesurée en termes d'exposition moyenne à la pollution de l'air par des particules fines, $PM_{2.5}$) est très mauvaise. Concernant le **niveau d'études**, 43 % des adultes sud-africains sont titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum, un taux inférieur à la moyenne de l'OCDE et à la moyenne des pays partenaires.

Graphique 5.36. **Forces et faiblesses actuelles de l'Afrique du Sud en matière de bien-être**

Points forts	Points forts par rapport à la moyenne de l'OCDE	Points forts par rapport aux pays partenaires	Points faibles
Résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE et des pays partenaires	Résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE, mais inférieure à celle des pays partenaires	Résultats supérieurs à la moyenne des pays partenaires, mais inférieure à celle des pays de l'OCDE	Résultats inférieurs à la moyenne de l'OCDE et des pays partenaires
Accessibilité financière du logement Participation électorale		Homicides	Emploi Chômage de longue durée Équipements sanitaires de base Durée de travail Espérance de vie Niveau d'études Qualité de l'eau Qualité de l'air Se sentir en sécurité la nuit

Note : Les moyennes de l'OCDE et des pays partenaires sont généralement pondérées en fonction de la population (voir l'annexe en ligne pour plus de détails). Seuls les indicateurs principaux du bien-être couvrant la totalité ou quasi-totalité des pays partenaires de l'OCDE (un pays manquant par indicateur au maximum) sont pris en compte.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677075

Évolution du niveau moyen de bien-être en Afrique du Sud au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	En 2014, le revenu disponible ajusté net des ménages était supérieur de près de 700 USD à celui de 2008 en Afrique du Sud (aucune donnée comparable disponible avant cette période). Alors qu'il s'agirait d'une évolution relativement mineure sur une période de 10 ans pour les pays de l'OCDE, cela représente une hausse cumulée d'environ 9 % pour l'Afrique du Sud.	⇔
Emploi et salaires	Le taux d'emploi est resté relativement stable en Afrique du Sud depuis 2005, et s'établit actuellement à 43 %. Bien que le taux de chômage de longue durée ait augmenté de 0.4 point, le stress au travail s'est amélioré au cours de la dernière décennie.	⇔ ⇘ ⇗
Conditions de logement	Le coût relatif du logement a diminué depuis 2005, la part du revenu disponible des ménages consacrée aux dépenses de logement ayant diminué de 1.9 point. La part des ménages vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base a reculé, passant de 41.3 % à 38 %.	⇗ ⇗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	La part des salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine a considérablement diminué en Afrique du Sud au cours de la dernière décennie, passant de 24 % en 2008 à 19 % en 2016.	⇗
État de santé	L'espérance de vie à la naissance a gagné près de 6 ans en Afrique du Sud depuis 2005, mais demeure très inférieure à la moyenne de l'OCDE.	⇗
Éducation et compétences	La part des adultes titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum a augmenté, passant de 37 % en 2008 à 43 % en 2015.	⇗
Liens sociaux	Les liens sociaux se sont progressivement améliorés, la part de la population déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin étant passée de 84 % à 88 %.	⇗
Engagement civique	Le taux de participation électorale de la population inscrite sur les listes a diminué de 4 points entre les élections générales de 2009 et celles de 2014 en Afrique du Sud.	⇘
Qualité de l'environnement	La satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local a légèrement diminué ces 10 dernières années. L'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ a augmenté de 7 % depuis 2005, et a atteint son point culminant en 2013.	⇘ ⇘
Sécurité personnelle	Le taux d'homicides a diminué en Afrique du Sud, passant de 12 à 10 décès pour 100 000 habitants en 10 ans. D'autre part, le sentiment de sécurité lorsque l'on marche seul la nuit ne s'est pas amélioré, et demeure inférieur de près de moitié à la moyenne de l'OCDE.	⇗ ⇔
Bien-être subjectif	En Afrique du Sud, il semble que le degré de satisfaction à l'égard de la vie ait légèrement baissé depuis 2005, de 5.1 à 4.8 en moyenne (sur une échelle de 0 à 10).	⇘

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ⇗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ⇘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Afrique du Sud : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang équivalent OCDE	Évolution
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❶	↘ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❸	↘ 2005-2013
Superficie boisée	❷	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❸	.. Moyenne annuelle de longue période

Pas de données disponibles sur les émissions de gaz à effet de serre, les ressources renouvelables en eau douce et les espèces menacées.

Capital humain

Indicateur	Rang équivalent OCDE	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	❸	↗ 2008-2015
Chômage de longue durée	❸	↘ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❸	↗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	❷	↗ 2005-2015
Prévalence de l'obésité	❸	↗ 2008-2014

Pas de données disponibles sur les compétences cognitives à 15 ans, l'espérance de scolarisation et les compétences des adultes.

Capital économique

Indicateur	Rang équivalent OCDE	Évolution
Formation brute de capital fixe	❸	↘ 2005-2014

Pas de données disponibles sur les actifs fixes produits, la valeur financière nette de l'économie, les actifs de propriété intellectuelle, l'investissement dans la recherche-développement (R-D), la dette des ménages, le patrimoine net des ménages, la valeur financière nette des administrations publiques et le levier financier du secteur bancaire.

Capital social

Indicateur	Rang équivalent OCDE	Évolution
Confiance dans l'administration nationale	❶	↘ 2005-2016
Participation électorale	❷	↘ 2009-2014

Pas de données disponibles sur la confiance envers autrui, la confiance dans la police et le bénévolat dans des organisations.

❶	Équivalent à la partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Équivalent à la partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Équivalent à la partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE AU BRÉSIL ?

Le graphique 5.37 présente les forces et les faiblesses relatives du Brésil en matière de bien-être, par rapport à la moyenne de l'OCDE et aux résultats moyens des pays partenaires de l'OCDE examinés dans *Comment va la vie ? 2017* (à savoir l'Afrique du Sud, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, la Fédération de Russie et la Lituanie).

Le Brésil obtient de bons résultats dans plusieurs domaines par rapport à la moyenne de l'OCDE et des pays partenaires : seuls 7 % des salariés ont régulièrement **travaillé 50 heures ou plus par semaine** en 2016, soit moins que la moyenne de l'OCDE (13 %) et des pays partenaires (9 %). Les **liens sociaux** sont également importants : sur la période 2014-16, 90 % des Brésiliens déclaraient avoir des **proches ou des amis sur qui compter en période difficile**, un taux très proche de la moyenne de l'OCDE. Le taux de participation électorale atteignait quasiment 79 % au Brésil en 2014, soit plus que la moyenne de l'OCDE (près de 69 %) et des pays partenaires (70 %). Enfin, la qualité de l'air (mesurée en termes d'exposition annuelle moyenne à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$) est supérieure à la moyenne de l'OCDE et des pays partenaires.

Le Brésil affiche également plusieurs résultats supérieurs à la moyenne des pays partenaires, mais inférieurs à la moyenne de l'OCDE. Son **taux d'emploi**, qui s'établissait à 64.4 % en 2016, est supérieur à la moyenne des pays partenaires (63.9 %), mais inférieur à celle de l'OCDE (67 %). Une part relativement importante de Brésiliens vit dans des logements dépourvus d'**équipements sanitaires de base** (6.7 %), un taux supérieur à la moyenne de l'OCDE (2.1 %) mais inférieur à celle des pays partenaires (13.1 %). L'**espérance de vie** à la naissance atteint presque 75 ans, ce qui est supérieur à la moyenne des pays partenaires (72 ans) mais inférieur à celle de l'OCDE (80 ans). Alors que près de 72 % des Brésiliens se déclarent satisfaits de la **qualité de l'eau** au niveau local, cette part n'est que de 66 % pour l'ensemble des pays partenaires.

Il existe également quelques domaines dans lesquels le Brésil obtient de mauvais résultats par rapport aux pays de l'OCDE et aux autres pays partenaires. Le taux d'adultes **titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire** (49 %), et les **compétences cognitives des élèves de 15 ans** comptent parmi les plus faibles de l'OCDE et des pays partenaires. La sécurité personnelle est également mauvaise : le **taux d'homicides** compte parmi les plus élevés de l'OCDE et des pays partenaires, et seuls 37 % des Brésiliens déclarent se sentir en **sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit** dans le quartier où ils résident. C'est l'un des taux les plus faibles de l'OCDE et des pays partenaires.

Graphique 5.37. **Forces et faiblesses actuelles du Brésil en matière de bien-être**

Points forts	Points forts par rapport à la moyenne de l'OCDE	Points forts par rapport aux pays partenaires	Points faibles
Résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE et des pays partenaires	Résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE, mais inférieure à celle des pays partenaires	Résultats supérieurs à la moyenne des pays partenaires, mais inférieure à celle des pays de l'OCDE	Résultats inférieurs à la moyenne de l'OCDE et des pays partenaires
Durée de travail Participation électorale Qualité de l'air		Emploi Équipements sanitaires de base Espérance de vie Qualité de l'eau	Niveau d'études Compétences cognitives à 15 ans Homicides Se sentir en sécurité la nuit

Note : Les moyennes de l'OCDE et des pays partenaires sont généralement pondérées en fonction de la population (voir l'annexe en ligne pour plus de détails). Seuls les indicateurs phares du bien-être couvrant la totalité ou quasi-totalité des pays partenaires de l'OCDE (un pays manquant par indicateur au maximum) sont pris en compte.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677094

Évolution du niveau moyen de bien-être au Brésil au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	[Pas de série chronologique disponible]	..
Emploi et salaires	Le taux d'emploi a considérablement diminué en 2015, pour s'établir à un niveau inférieur de 4 % à celui de 2005.	↘
Conditions de logement	[Pas de série chronologique disponible]	..
Équilibre vie professionnelle-vie privée	Le pourcentage de salariés ayant une durée de travail longue a considérablement diminué au cours de la dernière décennie, passant de 16 % en 2005 à 7 % en 2015. Ainsi, le Brésil est passé sous la moyenne de l'OCDE (13 %).	↗
État de santé	L'espérance de vie à la naissance a gagné pas loin de 3 ans depuis 2005, mais est inférieure de près de 6 ans à la moyenne de l'OCDE.	↗
Éducation et compétences	Le pourcentage d'adultes titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum a considérablement augmenté au cours de la dernière décennie, passant de 37 % en 2007 à 49 % en 2015. Toutefois, ce taux demeure inférieur de 18 points à la moyenne de l'OCDE.	↗
Liens sociaux	La part des personnes déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin est restée relativement stable depuis 2005, contrairement à la moyenne de l'OCDE, qui a enregistré une légère baisse.	⇔
Engagement civique	Comme dans plus de la moitié des pays de l'OCDE, le taux de participation électorale a diminué au cours de la dernière décennie. Le pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales a reculé de 4 points entre les élections présidentielles de 2006 et celles de 2014.	↘
Qualité de l'environnement	Le pourcentage de personnes satisfaites de la qualité de l'eau au niveau local a diminué, passant de 78 % à 72 % en 10 ans. D'autre part, en 2013, les niveaux de pollution de l'air étaient proches de ceux de 2005.	↘ ⇔
Sécurité personnelle	Le taux d'homicides a augmenté au cours des 10 dernières années, passant 25 à 28 décès pour 100 000 habitants, ce qui contraste avec les baisses observées dans la plupart des pays de l'OCDE. Le pourcentage de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit est resté relativement stable.	↘ ⇔
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie est restée relativement stable au cours de la décennie.	⇔

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ↗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ↘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur au Brésil : sélection d'indicateurs

Capital naturel			
Indicateur	**Rang équivalent OCDE**	**Évolution**	
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❶	↘	2005-2012
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❶	↘	2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❷	⇔	2005-2013
Superficie boisée	❶	↘	2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❶	..	Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❷	..	2012
Pas de données disponibles sur les espèces menacées.			

Capital humain			
Indicateur	**Rang équivalent OCDE**	**Évolution**	
Niveau d'études des jeunes adultes	❸	↗	2007-2015
Espérance de scolarisation	❸	..	2015
Compétences cognitives à 15 ans	❸	..	2015
Espérance de vie à la naissance	❸	↗	2005-2015
Prévalence du tabagisme	❶	↗	2006-2014
Prévalence de l'obésité	❷	..	2013
Pas de données disponibles sur les compétences des adultes et le chômage de longue durée.			

Capital économique			
Indicateur	**Rang équivalent OCDE**	**Évolution**	
Formation brute de capital fixe	❶	↗	2005-2011
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❷	⇔	2005-2009
Dette des ménages	❶	↘	2010-2014
Valeur financière nette des administrations publiques	❷	↗	2009-2014
Pas de données disponibles sur actifs fixes produits, les actifs de propriété intellectuelle, l'investissement dans la recherche-développement (R-D), le patrimoine net des ménages et le levier financier du secteur bancaire.			

Capital social			
Indicateur	**Rang équivalent OCDE**	**Évolution**	
Confiance dans l'administration nationale	❸	↘	2005-2016
Participation électorale	❶	↘	2006-2014
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❷	..	2014
Pas de données disponibles sur la confiance envers autrui, la confiance dans la police et le bénévolat dans des organisations.			

❶	Équivalent à la partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Équivalent à la partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Équivalent à la partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN COLOMBIE ?

Le graphique 5.38 présente les forces et les faiblesses relatives de la Colombie en matière de bien-être, par rapport à la moyenne de l'OCDE et aux résultats moyens des pays partenaires de l'OCDE examinés dans *Comment va la vie ? 2017* (à savoir l'Afrique du Sud, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, la Fédération de Russie et la Lituanie).

La Colombie obtient de bons résultats dans plusieurs domaines par rapport aux pays de l'OCDE et aux pays partenaires. L'**accessibilité financière du logement** est bonne, et la **qualité de l'air** (mesurée en termes d'exposition moyenne à la pollution de l'air par des particules fines, $PM_{2.5}$) est supérieure à la moyenne de l'OCDE et des pays partenaires. En outre, le **taux d'emploi,** qui s'établissait à 67.2 % en 2016, était supérieur à la moyenne de l'OCDE (67 %) et des pays partenaires (63.9 %), alors que le **taux de chômage de longue durée** (inférieur à 0.6 %) est l'un des plus bas des pays partenaires, et est très inférieur à la moyenne de l'OCDE.

En ce qui concerne les **liens sociaux**, près de 89 % des Colombiens déclarent avoir des amis ou des proches sur qui compter en période difficile, un taux similaire à la moyenne de l'OCDE (89 %) et à celle des pays partenaires (90 %).

La Colombie affiche également plusieurs résultats supérieurs à la moyenne des pays partenaires, mais inférieurs à la moyenne de l'OCDE. L'**espérance de vie** à la naissance atteint 74 ans, ce qui est supérieur à la moyenne des pays partenaires (72 ans), mais inférieur à la moyenne de l'OCDE (80 ans). La satisfaction à l'égard de la **qualité de l'eau** au niveau local est également meilleure en Colombie : environ 74 % des Colombiens se déclarent satisfaits de la qualité de l'eau au niveau local, contre seulement 66 % des habitants des pays partenaires en moyenne. Enfin, 45 % des Colombiens déclarent se sentir en **sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit** dans le quartier où ils résident, un taux légèrement supérieur à la moyenne des pays partenaires (43 %) mais très inférieur à la moyenne de l'OCDE (69 %).

Il existe également quelques domaines dans lesquels la Colombie obtient de mauvais résultats par rapport aux pays de l'OCDE et aux autres pays partenaires. 28 % des salariés **travaillaient régulièrement 50 heures ou plus par semaine** en 2016, un taux très supérieur à ceux de l'OCDE (13 %) et des pays partenaires (9 %). Le taux d'adultes **titulaires d'un diplôme de l'enseignement secondaire** (52 %), et les **compétences cognitives des élèves de 15 ans** comptent parmi les plus faibles de l'OCDE et des pays partenaires. Le **taux de participation électorale** (44 % en 2014) est le plus bas et le **taux d'homicides** le plus élevé de l'ensemble de pays de l'OCDE et des pays partenaires.

Graphique 5.38. **Forces et faiblesses actuelles de la Colombie en matière de bien-être**

Points forts	Points forts par rapport à la moyenne de l'OCDE	Points forts par rapport aux pays partenaires	Points faibles
Résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE et des pays partenaires	Résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE, mais inférieure à celle des pays partenaires	Résultats supérieurs à la moyenne des pays partenaires, mais inférieure à celle des pays de l'OCDE	Résultats inférieurs à la moyenne de l'OCDE et des pays partenaires
Emploi Chômage de longue durée Accessibilité financière du logement Qualité de l'air		Espérance de vie Qualité de l'eau Se sentir en sécurité la nuit	Durée de travail Niveau d'études Compétences cognitives à 15 ans Participation électorale Homicides

Note : Les moyennes de l'OCDE et des pays partenaires sont généralement pondérées en fonction de la population (voir l'annexe en ligne pour plus de détails). Seuls les indicateurs phares du bien-être couvrant la totalité ou quasi-totalité des pays partenaires de l'OCDE (un pays manquant par indicateur au maximum) sont pris en compte.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677113

Évolution du niveau moyen de bien-être en Colombie au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	[Pas de série chronologique disponible]	..
Emploi et salaires	Le taux d'emploi a augmenté de 6 points entre 2005 et 2016. Le taux de chômage de longue durée s'est également amélioré au cours de la dernière décennie, passant de 3.3 % en 2005 à 0.7 % en 2016.	↗ ↗
Conditions de logement	Le coût relatif du logement a diminué depuis 2005, la part du revenu disponible des ménages consacrée aux dépenses de logement ayant reculé de 1.7 point. Le nombre moyen de pièces par personne est resté stable au cours de la dernière décennie, et demeure inférieur à la moyenne de l'OCDE.	↗ ⇔
Équilibre vie professionnelle-vie privée	Le pourcentage de salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine a diminué, passant de 37 % en 2005 à 28 % en 2016.	↗
État de santé	L'espérance de vie à la naissance a gagné pas loin de 2 ans depuis 2005, mais est inférieure de près de 6 ans à la moyenne de l'OCDE.	↗
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du pourcentage de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison de données manquantes. La part des adultes titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum a augmenté de 0.5 % entre 2014 et 2016.	↗
Liens sociaux	Les liens sociaux (mesurés par la part des personnes déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin) sont restés relativement stables depuis 2005, contrairement à la moyenne de l'OCDE, qui a enregistré une légère baisse.	⇔
Engagement civique	Le pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales a augmenté au cours de la dernière décennie, passant de 40.5 % aux élections présidentielles de 2006 à 43.6 % en 2014.	↗
Qualité de l'environnement	La satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local s'est légèrement dégradée ces dernières années. D'autre part, les niveaux de pollution de l'air sont restés globalement stables entre 2005 et 2013.	↘ ⇔
Sécurité personnelle	La mortalité par homicide a diminué ces dernières années, passant de près de 48 décès pour 100 000 habitants en 2005 à 30 en 2013. Toutefois, le pourcentage de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit a également diminué, passant de 54 % à 45 %.	↗ ↘
Bien-être subjectif	La satisfaction à l'égard de la vie s'est légèrement améliorée au cours de la dernière décennie, et s'établit à 6.4, juste en deçà de la moyenne de l'OCDE de 6.5 (mesurée sur une échelle de 0 à 10).	↗

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ↗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ↘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Colombie : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang équivalent OCDE	Évolution
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	1	⇔ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	1	⇔ 2005-2013
Superficie boisée	1	↘ 2005-2014
Prélèvements d'eau douce	3	.. 2012
Oiseaux menacés	1	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	1	.. Dernière année connue
Plantes menacées	1	.. Dernière année connue

Pas de données disponibles sur les émissions de gaz à effet de serre et les ressources renouvelables en eau douce.

Capital humain

Indicateur	Rang équivalent OCDE	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	3	↗ 2014-2016
Espérance de scolarisation	3	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	3	.. 2015
Chômage de longue durée	1	↗ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	3	↗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	1	↗ 2005-2015
Prévalence de l'obésité	2	↘ 2005-2014

Pas de données disponibles sur les compétences des adultes.

Capital économique

Indicateur	Rang équivalent OCDE	Évolution
Formation brute de capital fixe	2	↗ 2005-2015
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	2	↘ 2005-2015
Valeur financière nette des administrations publiques	2	⇔ 2015-2016
Levier financier du secteur bancaire	1	.. 2015

Pas de données disponibles sur les actifs fixes produits, les actifs de propriété intellectuelle, l'investissement dans la recherche-développement (R-D), la dette des ménages et le patrimoine net des ménages.

Capital social

Indicateur	Rang équivalent OCDE	Évolution
Confiance dans l'administration nationale	3	↘ 2005-2016
Participation électorale	3	↗ 2006-2014
Association des parties prenantes aux affaires publiques	3	.. 2014

Pas de données disponibles sur la confiance envers autrui, la confiance dans la police et le bénévolat dans des organisations.

1	Équivalent à la partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
2	Équivalent à la partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
3	Équivalent à la partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE AU COSTA RICA ?

Le graphique 5.39 présente les forces et les faiblesses relatives du Costa Rica en matière de bien-être, par rapport à la moyenne de l'OCDE et aux résultats moyens des pays partenaires de l'OCDE examinés dans *Comment va la vie ? 2017* (à savoir l'Afrique du Sud, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, la Fédération de Russie et la Lituanie).

Le Costa Rica obtient de bons résultats dans plusieurs domaines par rapport aux pays de l'OCDE et aux pays partenaires. Le **taux de chômage de longue durée**, qui s'établissait à 1.6 % en 2016, est inférieur à la moyenne de l'OCDE (2 %) et à celle des pays partenaires (4.5 %). Environ 85 % des Costariciens sont satisfaits de la **qualité de l'eau** au niveau local, soit plus que la moyenne de l'OCDE (79 %), et bien plus que celle des pays partenaires (66 %). La **qualité de l'air** (pollution de l'air par des particules fines, $PM_{2.5}$) est également supérieure à la moyenne de l'OCDE et à celle des pays partenaires.

Alors qu'environ 89 % de la population déclare avoir des amis ou des proches sur qui compter en cas de nécessité, les **liens sociaux** au Costa Rica sont similaires à la moyenne de l'OCDE (89 %) et des pays partenaires (90 %).

Le Costa Rica affiche également plusieurs résultats supérieurs à la moyenne des pays partenaires, mais inférieurs à la moyenne de l'OCDE. **L'espérance de vie** à la naissance s'établit à 79.6 ans, soit presque autant que la moyenne de l'OCDE, mais bien plus que celle des pays partenaires (71 ans). Une faible part des Costariciens vivent dans des logements dépourvus d'**équipements sanitaires de base** (2.2 %). Le **taux d'homicides** est presque deux fois supérieur à la moyenne de l'OCDE, mais demeure l'un des plus faibles des pays partenaires. 44 % des Costariciens déclarent se sentir en **sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit** dans le quartier où ils résident, un taux très légèrement supérieur à la moyenne des pays partenaires (43 %), mais inférieur à la moyenne de l'OCDE (près de 69 %).

Il existe également quelques domaines dans lesquels le Costa Rica obtient de mauvais résultats par rapport aux pays de l'OCDE et aux autres pays partenaires : en 2016, le **taux d'emploi** s'établissait à 58.7 %, soit moins que la moyenne de l'OCDE (67 %) et celle des pays partenaires (63.9 %), et près de 28 % des salariés **travaillaient régulièrement 50 heures ou plus par semaine**, l'un des taux les plus élevés de l'OCDE et des pays partenaires. Le pourcentage d'adultes titulaires d'un **diplôme de l'enseignement secondaire** (40 %), et les **compétences à 15 ans** comptent parmi les plus faibles de l'OCDE et des pays partenaires. Le **taux de participation électorale** (environ 68 % en 2014) est légèrement inférieur à la moyenne de l'OCDE (69 %) et à celle des pays partenaires (70 %). L'**accessibilité financière du logement** est également inférieure à la moyenne de l'OCDE et des pays partenaires.

Graphique 5.39. **Forces et faiblesses actuelles du Costa Rica en matière de bien-être**

Points forts	Points forts par rapport à la moyenne de l'OCDE	Points forts par rapport aux pays partenaires	Points faibles
Résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE et des pays partenaires	Résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE, mais inférieure à celle des pays partenaires	Résultats supérieurs à la moyenne des pays partenaires, mais inférieure à celle des pays de l'OCDE	Résultats inférieurs à la moyenne de l'OCDE et des pays partenaires
Chômage de longue durée Qualité de l'eau Qualité de l'air		Équipements sanitaires de base Espérance de vie Homicides Se sentir en sécurité la nuit	Emploi Accessibilité financière du logement Durée de travail Niveau d'études Compétences cognitives à 15 ans Participation électorale

Note : Les moyennes de l'OCDE et des pays partenaires sont généralement pondérées en fonction de la population (voir l'annexe en ligne pour plus de détails). Seuls les indicateurs phares du bien-être couvrant la totalité ou quasi-totalité des pays partenaires de l'OCDE (un pays manquant par indicateur au maximum) sont pris en compte.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677132

Évolution du niveau moyen de bien-être au Costa Rica au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	[Pas de série chronologique disponible]	..
Emploi et salaires	Contrairement à l'évolution moyenne observée dans la zone OCDE, le taux d'emploi a globalement diminué ces 10 dernières années au Costa Rica. Le chômage de longue durée s'est également dégradé, passant de 1.0 % en 2012 (première année connue) à 1.6 % en 2016.	↘ ↘
Conditions de logement	Depuis 2005, le nombre de pièces par personne a modérément augmenté au Costa Rica, passant de 1.1 à 1.2. Parallèlement, l'accessibilité financière du logement s'est légèrement améliorée ces dernières années, la part du revenu disponible consacrée aux dépenses de logement étant passée de 20.1 % en 2012 à 19.7 % en 2014. Les équipements sanitaires de base se sont généralisés, et entre 2011 et 2015, la part des personnes vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base avait reculé de plus d'un tiers par rapport à la période comprise entre 2005 et 2010.	↗ ↗ ↗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	Depuis 2010, le pourcentage de salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine a considérablement diminué au Costa Rica, passant de 32.8 % en 2010 à 27.6 % en 2016.	↘
État de santé	L'espérance de vie à la naissance a progressé d'un an et demi au Costa Rica depuis 2005.	↗
Éducation et compétences	La part d'adultes titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum a augmenté, passant de 35 % en 2005 à 39 % en 2015.	↗
Liens sociaux	La part des personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin est restée stable au Costa Rica depuis 2005, contrairement à la moyenne de l'OCDE, qui a enregistré une légère baisse.	⇔
Engagement civique	Le pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales a augmenté au cours de la dernière décennie au Costa Rica, passant de 65.2 % aux élections présidentielles de 2006 à 68.2 % en 2014.	↗
Qualité de l'environnement	La satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau au niveau local est restée stable depuis 2005-07, et demeure supérieure à la moyenne de l'OCDE. L'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ a augmenté de 23 % depuis 2005, atteignant son point culminant en 2013.	⇔ ↘
Sécurité personnelle	La mortalité par homicide a légèrement augmenté depuis 2005, d'un peu plus d'un point. La part de la population déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elle marche seule la nuit est tombée à 46 %, soit 4 points de moins qu'il y a 10 ans.	↘ ↘
Bien-être subjectif	Au Costa Rica, la satisfaction à l'égard de la vie est restée relativement stable depuis 2005, mais demeure supérieure à la moyenne de l'OCDE.	⇔

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ↗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ↘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur au Costa Rica : sélection d'indicateurs

Capital naturel		
Indicateur	**Rang équivalent OCDE**	**Évolution**
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❶	⇔ 2005-2012
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❶	⇔ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❶	↘ 2005-2013
Superficie boisée	❶	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❶	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❷	.. 2014
Oiseaux menacés	❶	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	❶	.. Dernière année connue
Plantes menacées	❶	.. Dernière année connue

Capital humain		
Indicateur	**Rang équivalent OCDE**	**Évolution**
Niveau d'études des jeunes adultes	❸	↗ 2005-2016
Espérance de scolarisation	❸	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	❸	.. 2015
Chômage de longue durée	❷	↘ 2012-2016
Espérance de vie à la naissance	❸	↗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	❶	↗ 2005-2015
Prévalence de l'obésité	❸	.. 2014
Pas de données disponibles sur les compétences des adultes.		

Capital économique		
Indicateur	**Rang équivalent OCDE**	**Évolution**
Formation brute de capital fixe	❶	↘ 2005-2015
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❸	.. 2013
Pas de données disponibles sur les actifs fixes produits, la valeur financière nette de l'ensemble de l'économie, les actifs de propriété intellectuelle, la dette des ménages, le patrimoine net des ménages, la valeur financière nette des administrations publiques et le levier financier du secteur bancaire.		

Capital social		
Indicateur	**Rang équivalent OCDE**	**Évolution**
Confiance dans l'administration nationale	❷	↘ 2005-2016
Participation électorale	❷	↗ 2006-2014
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❸	.. 2014
Pas de données disponibles sur la confiance envers autrui, la confiance dans la police et le bénévolat dans des organisations.		

❶	Équivalent à la partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Équivalent à la partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Équivalent à la partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE DANS LA FÉDÉRATION DE RUSSIE ?

Le graphique 5.40 présente les forces et les faiblesses relatives de la Fédération de Russie en matière de bien-être, par rapport à la moyenne de l'OCDE et aux résultats moyens des pays partenaires de l'OCDE examinés dans *Comment va la vie ? 2017* (à savoir l'Afrique du Sud, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, la Fédération de Russie et la Lituanie).

La Fédération de Russie obtient de bons résultats dans plusieurs domaines par rapport aux pays de l'OCDE et aux pays partenaires. Le **taux d'emploi**, qui s'établissait à 70 % en 2016, est l'un des plus élevés des pays partenaires de l'OCDE, et est supérieur à la moyenne de l'OCDE (67 %). Le taux d'adultes titulaires d'un **diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire** (près de 95 %), et les **compétences cognitives des élèves de 15 ans** sont les plus élevés des pays partenaires, et sont supérieurs à la moyenne de l'OCDE. Le **taux de chômage de longue durée** est faible par rapport à celui de plusieurs pays partenaires, et est inférieur à la moyenne de l'OCDE.

Les **liens sociaux** sont similaires à la moyenne de l'OCDE et des pays partenaires : 90 % des Russes déclarent avoir des proches ou des amis **sur qui compter** en période difficile.

La Fédération de Russie obtient des résultats supérieurs ou proches de la moyenne de l'OCDE, mais inférieurs à la moyenne des pays partenaires dans un domaine : le **coût relatif du logement** est moins élevé, en moyenne, que dans la zone OCDE, mais plus élevé que dans les pays partenaires de l'OCDE.

La Fédération de Russie affiche également plusieurs résultats supérieurs à la moyenne des pays partenaires, mais inférieurs à la moyenne de l'OCDE. Le **taux d'homicides** est inférieur à la moyenne des pays partenaires de l'OCDE, mais supérieur à la moyenne de l'OCDE. Ils sont 52% des Russes à déclarer se sentir en **sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit** dans le quartier où ils résident, un taux supérieur à la moyenne des pays partenaires (43 %), mais inférieur à la moyenne de l'OCDE (près de 69 %).

Il existe plusieurs domaines dans lesquels la Fédération de Russie obtient de mauvais résultats par rapport aux pays de l'OCDE et aux autres pays partenaires. La part des personnes vivant dans des logements dépourvus d'**équipements sanitaires de base** est élevée par rapport à la moyenne de l'OCDE et celle des pays partenaires. L'**espérance de vie** est proche de la moyenne des pays partenaires, mais inférieure de 9 ans à la moyenne de l'OCDE. Le **taux de participation électorale** (65 % en 2012) est inférieur à la moyenne de l'OCDE (69 %) et des pays partenaires (70 %). Enfin, la **qualité de l'air** et la satisfaction à l'égard de la **qualité de l'eau** au niveau local sont inférieures à la moyenne de l'OCDE et des pays partenaires.

Graphique 5.40. **Forces et faiblesses actuelles de la Fédération de Russie en matière de bien-être**

Points forts	Points forts par rapport à la moyenne de l'OCDE	Points forts par rapport aux pays partenaires	Points faibles
Résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE et des pays partenaires	Résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE, mais inférieure à celle des pays partenaires	Résultats supérieurs à la moyenne des pays partenaires, mais inférieure à celle des pays de l'OCDE	Résultats inférieurs à la moyenne de l'OCDE et des pays partenaires
Emploi Chômage de longue durée Durée de travail Niveau d'études Compétences cognitives à 15 ans	Accessibilité financière du logement	Homicides Se sentir en sécurité la nuit	Équipements sanitaires de base Espérance de vie Participation électorale Qualité de l'eau Qualité de l'air

Note : Les moyennes de l'OCDE et des pays partenaires sont généralement pondérées en fonction de la population (voir l'annexe en ligne pour plus de détails). Seuls les indicateurs phares du bien-être couvrant la totalité ou quasi-totalité des pays partenaires de l'OCDE (un pays manquant par indicateur au maximum) sont pris en compte.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677151

Évolution du niveau moyen de bien-être dans la Fédération de Russie au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net des ménages a augmenté de 11 % entre 2011 et 2014, mais demeure très inférieur à la moyenne de l'OCDE.	↗
Emploi et salaires	Le taux d'emploi a progressé de 6 points depuis 2005, contre seulement 1.2 point en moyenne dans la zone OCDE. Le taux de chômage de longue durée, qui s'établissait à 1.6 % en 2016, a été quasiment divisé par deux depuis 2005 (2.8 %), alors que le stress au travail s'est amélioré de plus de 8 points au cours de la dernière décennie.	↗ ↗ ↗
Conditions de logement	Le nombre moyen de pièces par personne est resté stable au cours de la dernière décennie. L'accès aux équipements sanitaires de base s'est amélioré : la part des logements dépourvus de WC intérieurs a diminué, passant de 18.8 % à 14.8 %. Le coût relatif du logement a diminué depuis 2011, la part moyenne du revenu disponible des ménages consacrée aux dépenses de logement ayant reculé d'un point.	⇔ ↗ ↗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	La part des salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine en 2016, tout juste inférieure à 0.2 %, est analogue à celle 2005.	⇔
État de santé	L'évolution sur 10 ans de l'espérance de vie à la naissance ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2005 et 2013, l'espérance de vie a augmenté de 5 ans. Le pourcentage d'adultes se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé a également augmenté, gagnant 6 points entre 2012 et 2016.	↗ ↗
Éducation et compétences	Au cours des 10 dernières années, le pourcentage d'adultes titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire a augmenté de plus de 4 points.	↗
Liens sociaux	Les liens sociaux se sont améliorés, la part de la population déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin étant passée de 86 % à 90 %.	↗
Engagement civique	Le taux de participation aux élections présidentielles de 2012 (65 %) était considérablement inférieur à celui de 2008 (70 %), une baisse supérieure à celle enregistrée par la moyenne l'OCDE.	↘
Qualité de l'environnement	Le pourcentage de personnes satisfaites de la qualité de l'eau au niveau local a progressé de 24 points en 10 ans. Toutefois, l'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ est restée relativement stable au cours de la dernière décennie.	↗ ⇔
Sécurité personnelle	Le taux d'homicides a diminué, passant de 25 décès pour 100 000 habitants en 2005 à 11.3 en 2011 (dernière année connue). La part des personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit a augmenté de 25 points.	↗ ↗
Bien-être subjectif	Les niveaux moyens de satisfaction à l'égard de la vie sont passés de 5.1 (sur une échelle de 0 à 10) à 6.0 au cours de la dernière décennie.	↗

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ↗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ↘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur dans la Fédération de Russie : sélection d'indicateurs

Capital naturel

Indicateur	Rang équivalent OCDE	Évolution
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❸	↘ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❶	↘ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❷	⇔ 2005-2013
Superficie boisée	❶	⇔ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❶	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❷	.. 2016
Oiseaux menacés	❶	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	❶	.. Dernière année connue
Plantes menacées	❶	.. Dernière année connue

Capital humain

Indicateur	Rang équivalent OCDE	Évolution
Niveau d'études des jeunes adultes	❶	↗ 2010-2015
Espérance de scolarisation	❸	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	❷	.. 2015
Compétences des adultes	❷	.. 2011/2012
Chômage de longue durée	❷	↗ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❸	↗ 2005-2013
Prévalence du tabagisme	❸	↗ 2009-2013
Prévalence de l'obésité	❷	.. 2016

Capital économique

Indicateur	Rang équivalent OCDE	Évolution
Actifs fixes produits	❸	↗ 2012-2016
Formation brute de capital fixe	❸	⇔ 2005-2016
Valeur financière nette de l'économie totale	❶	↗ 2011-2015
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❸	⇔ 2013-2016
Dette des ménages	❶	⇔ 2011-2015
Valeur financière nette des administrations publiques	❶	↗ 2011-2015
Pas de données disponibles sur les actifs de propriété intellectuelle, le patrimoine net des ménages et le levier financier du secteur bancaire.		

Capital social

Indicateur	Rang équivalent OCDE	Évolution
Confiance dans l'administration nationale	❶	↗ 2005-2016
Participation électorale	❷	↘ 2008-2012
Bénévolat dans des organisations	❸	.. 2012
Pas de données disponibles sur la confiance envers autrui, la confiance dans la police et l'association des parties prenantes aux affaires publiques.		

❶	Équivalent à la partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Équivalent à la partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Équivalent à la partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

COMMENT VA LA VIE EN LITUANIE ?

Le graphique 5.41 présente les forces et les faiblesses relatives de la Lituanie en matière de bien-être, par rapport à la moyenne de l'OCDE et aux résultats moyens des pays partenaires de l'OCDE examinés dans *Comment va la vie ? 2017* (à savoir l'Afrique du Sud, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, la Fédération de Russie et la Lituanie).

La Lituanie obtient de bons résultats dans plusieurs domaines par rapport aux pays de l'OCDE et aux pays partenaires. Le **taux d'emploi** s'établissait à 69 % en 2016, soit plus que la moyenne de l'OCDE (67 %) et celle des pays partenaires (64 %). Le **niveau d'études** est également très élevé : plus de 92 % des personnes âgées de 25 à 64 ans sont titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum. Moins de 1 % des salariés **travaillent régulièrement 50 heures ou plus par semaine**, l'un des pourcentages les plus faibles de l'OCDE et des pays partenaires.

En ce qui concerne la **qualité de l'air**, la Lituanie obtient des résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE, mais inférieurs à celle des pays partenaires.

La Lituanie affiche également plusieurs résultats supérieurs à la moyenne des pays partenaires, mais inférieurs à la moyenne de l'OCDE : le **taux de chômage de longue durée**, qui s'établissait à près de 2.7 % en 2016, est supérieur à la moyenne de l'OCDE (2 %), mais est inférieur à celle des pays partenaires (4.5 %). Ils sont 12.4 % des Lituaniens à vivre dans des logements dépourvus d'**équipements sanitaires de base**, un taux inférieur à la moyenne des pays partenaires (13.1 %), mais très supérieur à la moyenne de l'OCDE (2.1 %). L'**espérance de vie** à la naissance est supérieure de 3 ans à celle des pays partenaires, en moyenne, mais demeure inférieure de 5 ans à la moyenne de l'OCDE. Les **compétences cognitives à 15 ans** et la satisfaction à l'égard de la **qualité de l'eau** au niveau local comptent parmi les plus élevées des pays partenaires de l'OCDE, mais demeurent inférieures à la moyenne de l'OCDE. Ils sont 51 % des Lituaniens à déclarer se sentir en **sécurité lorsqu'ils marchent seuls la nuit** dans le quartier où ils résident, un taux supérieur à la moyenne des pays partenaires (43 %) mais inférieur à la moyenne de l'OCDE (près de 69 %). Enfin, le **taux d'homicides** de la Lituanie est inférieur à la moyenne des pays partenaires, mais légèrement supérieur à la moyenne de l'OCDE.

Il existe également quelques domaines dans lesquels la Lituanie obtient de mauvais résultats par rapport aux pays de l'OCDE et aux autres pays partenaires : les **liens sociaux** comptent parmi les plus faibles de l'OCDE et des pays partenaires, et le **taux de participation électorale** (près de 51 % en 2016) est inférieur à la moyenne de l'OCDE (69 %) et des pays partenaires (70 %). L'**accessibilité financière du logement** est également inférieure à la moyenne de l'OCDE et des pays partenaires.

Graphique 5.41. **Forces et faiblesses actuelles de la Lituanie en matière de bien-être**

Points forts	Points forts par rapport à la moyenne de l'OCDE	Points forts par rapport aux pays partenaires	Points faibles
Résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE et des pays partenaires	Résultats supérieurs à la moyenne de l'OCDE, mais inférieure à celle des pays partenaires	Résultats supérieurs à la moyenne des pays partenaires, mais inférieure à celle des pays de l'OCDE	Résultats inférieurs à la moyenne de l'OCDE et des pays partenaires
Emploi Durée de travail Niveau d'études	Qualité de l'air	Chômage de longue durée Équipements sanitaires de base Espérance de vie Compétences cognitives à 15 ans Qualité de l'eau Homicides Se sentir en sécurité la nuit	Accessibilité financière du logement Soutien social Participation électorale

Note : Les moyennes de l'OCDE et des pays partenaires sont généralement pondérées en fonction de la population (voir l'annexe en ligne pour plus de détails). Seuls les indicateurs phares du bien-être couvrant la totalité ou quasi-totalité des pays partenaires de l'OCDE (un pays manquant par indicateur au maximum) sont pris en compte.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677170

Évolution du niveau moyen de bien-être en Lituanie au cours des 10 dernières années

Dimension	Description	Évolution
Revenu et patrimoine	Le revenu disponible ajusté net des ménages a enregistré une hausse de 32 % en termes cumulés au cours de la dernière décennie, mais demeure très inférieur à la moyenne de l'OCDE.	↗
Emploi et salaires	Le taux d'emploi a progressé de 6.5 points depuis 2005 en Lituanie, contre seulement 1.2 point en moyenne dans la zone OCDE. Le taux de chômage de longue durée, qui s'établissait à 2.7 % en 2016, est légèrement inférieur à son niveau de 2005 (4.4 %), alors que la part des salariés subissant du stress au travail s'est améliorée de 13 points au cours des 10 dernières années.	↗ ↗ ↗
Conditions de logement	L'accessibilité financière du logement s'est dégradée entre 2005 et 2012, mais est restée stable ces dernières années. Le pourcentage de personnes vivant dans des logements dépourvus d'équipements sanitaires de base a diminué d'un peu moins d'un tiers depuis 2005.	↘ ↗
Équilibre vie professionnelle-vie privée	En Lituanie, le pourcentage de salariés travaillant 50 heures ou plus par semaine (0.6 %) est aujourd'hui légèrement inférieur à celui enregistré 10 ans auparavant (1.4 %). Ce taux a considérablement diminué entre 2005 et 2013, mais est reparti à la hausse ces dernières années.	↗
État de santé	L'espérance de vie à la naissance a augmenté d'un peu plus de 3 ans en Lituanie depuis 2005, alors que la part des adultes se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé est restée stable.	↗ ⇔
Éducation et compétences	L'évolution sur 10 ans du taux de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire ne peut pas être évaluée en raison d'une rupture récente dans les données. Toutefois, entre 2014 et 2016, ce taux a augmenté de 1.3 point en Lituanie.	↗
Liens sociaux	La part des personnes ayant des proches ou des amis sur qui compter en cas de besoin est restée stable en Lituanie depuis 2005, contrairement à la moyenne de l'OCDE, qui a enregistré une légère baisse.	⇔
Engagement civique	Le pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales a augmenté en Lituanie ces 10 dernières années, passant de 48.6 % aux élections législatives de 2008 à 50.6 % en 2016.	↗
Qualité de l'environnement	Le pourcentage de Lituaniens satisfaits de la qualité de l'eau au niveau local a progressé de 19 points en 10 ans. Toutefois, l'exposition annuelle à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$ est restée relativement stable depuis 2005.	↗ ⇔
Sécurité personnelle	Le taux d'homicides est tombé de 9.4 à 4.1 décès pour 100 000 habitants, et la part des personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules la nuit a augmenté de 19 points.	↗ ↗
Bien-être subjectif	La satisfaction des Lituaniens à l'égard de la vie est restée globalement stable au cours de la décennie.	⇔

Note : Pour chaque indicateur dans chaque dimension : le signe ↗ indique une amélioration ; le signe ⇔ peu ou pas de changement ; et le signe ↘ une dégradation. Ces signes caractérisent l'évolution observée entre l'année initiale (2005 dans la plupart des cas) et la dernière année connue (généralement 2015 ou 2016). L'ordre des flèches dans la troisième colonne correspond à l'ordre des indicateurs mentionnés dans la deuxième colonne.

Ressources nécessaires et risques pour le bien-être futur en Lituanie : sélection d'indicateurs

Capital naturel		
Indicateur	**Rang équivalent OCDE**	**Évolution**
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	❶	⇔ 2005-2015
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	❶	↘ 2001-2011
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	❷	⇔ 2005-2013
Superficie boisée	❶	↗ 2005-2014
Ressources renouvelables en eau douce	❷	.. Moyenne annuelle de longue période
Prélèvements d'eau douce	❶	.. 2015
Oiseaux menacés	❶	.. Dernière année connue
Mammifères menacés	❶	.. Dernière année connue
Plantes menacées	❶	.. Dernière année connue

Capital humain		
Indicateur	**Rang équivalent OCDE**	**Évolution**
Niveau d'études des jeunes adultes	❶	↗ 2014-2016
Espérance de scolarisation	❶	.. 2015
Compétences cognitives à 15 ans	❸	.. 2015
Compétences des adultes	❷	.. 2011/2012
Chômage de longue durée	❸	↗ 2005-2016
Espérance de vie à la naissance	❸	↗ 2005-2015
Prévalence du tabagisme	❷	↗ 2005-2014
Prévalence de l'obésité	❷	⇔ 2005-2014

Capital économique		
Indicateur	**Rang équivalent OCDE**	**Évolution**
Actifs fixes produits	❸	↗ 2005-2014
Formation brute de capital fixe	❸	↗ 2005-2016
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	❷	↘ 2005-2015
Actifs de propriété intellectuelle	❸	↗ 2005-2014
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	❸	↗ 2005-2013
Dette des ménages	❶	↘ 2005-2015
Valeur financière nette des administrations publiques	❷	↘ 2005-2015
Levier financier du secteur bancaire	❶	⇔ 2005-2015
Pas de données disponibles sur le patrimoine net des ménages.		

Capital social		
Indicateur	**Rang équivalent OCDE**	**Évolution**
Confiance envers autrui	❷	.. 2013
Confiance dans la police	❷	.. 2013
Confiance dans l'administration nationale	❷	↗ 2005-2016
Participation électorale	❸	↗ 2008-2016
Association des parties prenantes aux affaires publiques	❶	.. 2014
Bénévolat dans des organisations	❸	.. 2012

❶	Équivalent à la partie supérieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❷	Équivalent à la partie médiane du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue
❸	Équivalent à la partie inférieure du classement des pays de l'OCDE, dernière année connue

↗	Amélioration dans le temps
↘	Dégradation dans le temps
⇔	Stabilité
..	Aucune donnée disponible

Notes

1. Cette normalisation est effectuée selon une formule standard qui convertit les valeurs originales des indicateurs en nombre compris entre 0 (qui correspond au pire résultat possible) et 100 (qui correspond au meilleur résultat possible). Cette formule est la suivante :

   (valeur à convertir – valeur minimum)/(valeur maximum – valeur minimum)

   Lorsqu'un indicateur mesure une composante négative du bien-être (p. ex. le chômage), la formule utilisée est la suivante :

   1 – [(valeur à convertir – valeur minimum)/(valeur maximum – valeur minimum)]

2. Dans certains cas, la représentation intuitive inhérente à la visualisation utilisée pour ce diagramme peut être faussée par la présence de résultats aberrants dans certains ensembles d'indicateurs. C'est pourquoi la procédure min/max utilisée ne tient pas compte des deux premières et des deux dernières valeurs.

3. Déterminé en classant les pays du pire (1) au meilleur résultat (35), puis en divisant ce rang par le nombre total de pays de l'OCDE figurant dans l'échantillon. Les valeurs obtenues (entre 0 et 1) sont ensuite catégorisées comme suit : les pays dont les valeurs sont comprises entre 0 et 1/3 sont classés dans le tiers inférieur ; ceux dont les valeurs sont supérieures à 1/3, mais inférieures ou égales à 2/3 sont classés dans le tiers médian ; et ceux dont les valeurs sont supérieures à 2/3, mais inférieures ou égales à 1 sont classés dans le tiers supérieur.

Références

Cazes, S., A. Hijzen et A. Saint-Martin (2015), « Measuring and assessing job quality: The OECD Job Quality Framework », *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations*, n° 174, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5jrp02kjw1mr-en*.

Helliwell, J., R. Layard et J. Sachs (2017), *World Happiness Report 2017*, New York: Sustainable Development Solutions Network, *http://worldhappiness.report/ed/2017/*.

OCDE (2017a), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2017*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2017-fr*.

OCDE (2017b), *Green Growth Indicators 2017*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264268586-en*.

OCDE (2015a), *Comment va la vie ? 2015 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2015-fr*.

OCDE (2015b), « Ressources nécessaires au bien-être futur », in *Comment va la vie ? 2015 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2015-7-fr*.

OCDE (2015c), « L'importance de donner : bénévolat et bien-être », in *Comment va la vie ? 2015 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2015-9-fr*.

OCDE (2013), « Mesurer la durabilité du bien-être », in *Comment va la vie ? 2013 : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2013-10-fr*.

OCDE (2011), « *Comment va la vie ? : Mesurer le bien-être* », Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264121195-fr*.

Bases de données

Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses, *http://dx.doi.org/10.1787/af7ca91e-fr*.

Base de données de l'OCDE sur la qualité de l'emploi, *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=JOBQ*.

Base de données Eurostat Time Use, *http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=tus_00selfstat&lang=fr*.

Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

Enquêtes européennes harmonisées d'emploi du temps – application en ligne pour les pays européens, *www.h6.scb.se/tus/tus/*.

Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) (2017), *www.idea.int*.

OCDE (2017), « Indicateurs de croissance verte », *Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/data-00665-fr*.

OCDE, Analyse structurelle (STAN) (bases de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IO_GHG_2015*.

Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/data-00546-fr*.

Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/lfs-data-fr*.

Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/env-data-fr*.

Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/data-00652-fr*.

Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC), *http://appsso.eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?dataset=ilc_pw03&lang=fr*.

Tableau de bord financier de l'OCDE (base de données), *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS*.

ANNEXE 5.A

Évaluation de l'évolution dans le temps dans les profils par pays

Lors de la préparation de chaque profil par pays, l'évolution dans le temps a été évaluée comme la simple variation des valeurs observées entre 2005 (ou l'année la plus proche connue) et 2015 (ou la dernière année connue). Les données ne sont disponibles que pour un sous-ensemble d'indicateurs se rapportant au bien-être actuel et aux ressources nécessaires au bien-être futur. Une flèche ascendante ⇗ indique une amélioration par rapport à 2005, une flèche descendante ⇘ indique une dégradation par rapport à 2005, et ⇔ indique une certaine stabilité par rapport à 2005. La direction de la flèche est déterminée en fonction des seuils détaillés dans les tableaux 5.A.1 et 5.A.2 ci-après. Si une évolution donnée est **supérieure ou égale** au seuil indiqué, des flèches ascendantes ou descendantes sont appliquées en fonction.

Ces seuils tiennent compte d'un certain nombre de facteurs, comme : l'ampleur totale de l'évolution observée dans les pays de l'OCDE, tant en valeur absolue qu'en évolution du pourcentage relatif (qui caractérisent toutes deux une évolution relativement importante ou relativement faible) ; la distribution univariée des valeurs entre les pays de l'OCDE (tous les seuils sont équivalents à au moins la moitié d'un changement de décile dans la position pour la dernière année connue, à quelques exceptions près) ; et la prise en compte de la marge probable d'erreur dans les valeurs estimées.

Tableau 5.A.1. **Seuils utilisés pour évaluer l'évolution du bien-être actuel**

Catégorie	Indicateur	Unité de mesure	Seuil	Évolution moyenne dans l'OCDE
Revenu et patrimoine				
Revenu des ménages	Revenu disponible ajusté net des ménages	USD aux PPA de 2010, par habitant (pour les séries chronologiques)	+/-1 000	+2 146
Patrimoine net des ménages	Patrimoine net des ménages	USD aux PPA courantes, par ménage	+/-9 000	n/a
Emploi et salaires				
Emploi	Taux d'emploi	Salariés de 15 à 64 ans, en pourcentage de la population du même âge	+/-1.0	+1.2
Salaires	Salaire annuel brut moyen par salarié à temps plein	USD aux PPA de la dernière année connue	+/-1 000	+2 975
Insécurité sur le marché du travail	Insécurité sur le marché du travail imputable au chômage	Perte moyenne de revenu d'activité liée au chômage en pourcentage du salaire antérieur	+/-0.3	+1.2
Stress au travail	Stress au travail	Pourcentage de salariés confrontés à des exigences élevées conjuguées à des ressources professionnelles faibles	+/-3.0	-4.0

Tableau 5.A.1. **Seuils utilisés pour évaluer l'évolution du bien-être actuel** *(suite)*

Catégorie	Indicateur	Unité de mesure	Seuil	Évolution moyenne dans l'OCDE
Chômage de longue durée	Taux de chômage de longue durée	Pourcentage de la population active au chômage depuis un an ou plus	+/-0.2	+0.3
Logement				
Pièces par personne	Pièces par personne	Nombre moyen de pièces par personne (hors salle de bain, toilettes, cuisine, arrière-cuisine/buanderie et garages)	+/-0.1	+0.1
Accessibilité financière du logement	Dépenses de logement des ménages	Pourcentage du revenu disponible ajusté brut des ménages consacré au logement et à son entretien	+/-0.4	-0.4
Équipements sanitaires de base	Logements dépourvus d'équipements sanitaires de base	Pourcentage de personnes vivant dans un logement dépourvu de WC intérieurs réservés au seul usage du ménage	+/-0.4	-0.8
Équilibre vie professionnelle-vie privée				
Durée de travail	Salariés ayant une durée de travail très longue	Pourcentage de salariés travaillant habituellement 50 heures ou plus par semaine	+/-0.6	-0.9
État de santé				
Espérance de vie	Espérance de vie à la naissance	Nombre d'années pendant lesquelles un nouveau-né peut espérer vivre	+/-0.5	+1.7
Santé perçue	État de santé perçu	Pourcentage d'adultes se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé	+/-3.5	+0.6
Éducation et compétences				
Niveau d'études	Niveau d'études des adultes d'âge actif	Pourcentage d'adultes de 25 à 64 ans titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum	+/-1.0*	n/a
Liens sociaux				
Soutien social	Soutien social	Pourcentage de personnes déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter en période difficile	+/-3.0	-3.1
Engagement civique et gouvernance				
Participation électorale	Participation électorale	Pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales	+/-1.0	-2.4
Qualité de l'environnement				
Qualité de l'eau	Satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau	Pourcentage de personnes satisfaites au sein de la population totale	+/-3.0	+0.9
Qualité de l'air	Exposition à la pollution de l'air par les particules fines ($PM_{2.5}$)	Exposition aux concentrations de $PM_{2.5}$ pondérée par la population, microgrammes par mètre cube, moyenne mobile sur 3 ans	+/-1.0	-0.8
Sécurité personnelle				
Homicides	Mortalité par agression	Taux normalisé selon l'âge, pour 100 000 habitants	+/-0.3	+0.2
Se sentir en sécurité la nuit	Sentiment de sécurité éprouvé en marchant seul la nuit	Pourcentage de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules le soir dans la ville ou le quartier où elles vivent	+/-3.0	+2.6
Bien-être subjectif				
Satisfaction à l'égard de la vie	Satisfaction à l'égard de la vie	Valeurs moyennes sur une échelle à 11 niveaux, graduée de 0 (pas du tout satisfait) à 10 (tout à fait satisfait).	Basé sur des intervalles de confiance de 95 %‡	-0.2

* Un seuil de 0.5 est adopté pour les séries chronologiques courtes (moins de 5 ans).

† On utilise les données du Gallup World Poll pour évaluer l'évolution dans le temps de la satisfaction à l'égard de la vie, puisqu'elles comportent une longue série chronologique. La mesure utilisée est l'échelle de Cantril, et l'unité de mesure est le score moyen sur une échelle de 0 à 10.

‡ Intervalles de confiance de 95 % calculés des groupes de 3 années (2005-2007 et 2014-2016).

Source : World Happiness Report 2017 (Helliwell, Layard et Sachs, 2017). Les variations sont prises en compte lorsqu'elles sont supérieures ou inférieures d'au moins 0.1 point aux intervalles de confiance.

Tableau 5.A.2. **Seuils utilisés pour évaluer les ressources nécessaires au bien-être futur**

Catégorie	Indicateur	Unité de mesure	Seuil	Évolution moyenne dans l'OCDE
Capital naturel				
Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production intérieure	Émissions de gaz à effet de serre imputables à la production	Tonnes par habitant, équivalent CO_2	+/-0.5	-2.0
Émissions de CO_2 imputables à la consommation intérieure	Émissions de dioxyde de carbone incorporées à la demande intérieure finale	Tonnes par habitant	+/-0.5	-1.0
Exposition à la pollution de l'air par les $PM_{2.5}$	Exposition à la pollution de l'air par les particules fines ($PM_{2.5}$)	Exposition aux concentrations de $PM_{2.5}$ pondérée par la population, microgrammes par mètre cube, moyenne mobile sur 3 ans	+/-1.0	-0.8
Superficie boisée	Superficie boisée	Superficie boisée en kilomètres carrés, par millier d'habitants	+/-0.8	-0.5
Capital humain				
Niveau d'études des jeunes adultes	Pourcentage de diplômés du deuxième cycle de l'enseignement secondaire parmi les jeunes adultes âgés de 25 à 34 ans	Pourcentage de personnes âgées de 25 à 34 ans titulaires d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire au minimum	+/-1.0*	..
Chômage de longue durée	Taux de chômage de longue durée	Pourcentage de la population active au chômage depuis un an ou plus	+/-0.2	+0.3
Espérance de vie à la naissance	Espérance de vie à la naissance	Nombre d'années pendant lesquelles un nouveau-né peut espérer vivre	+/-0.5	1.7
Prévalence du tabagisme	Proportion d'adultes fumant quotidiennement	Pourcentage de personnes âgées de 15 ans et plus déclarant fumer quotidiennement	+/-1	-4.5
Prévalence de l'obésité	Prévalence de l'obésité	Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus souffrant d'obésité	+/-1	+2.3
Capital économique				
Actifs fixes produits	Actifs fixes produits	USD par habitant aux PPA de 2010	+/-4 500	+13 250
Formation brute de capital fixe	Formation brute de capital fixe	Taux de croissance annuels	+/-1	-2.1
Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	Valeur financière nette de l'ensemble de l'économie	USD par habitant aux PPA courantes	+/-1 000	+3 285
Actifs de propriété intellectuelle	Actifs de propriété intellectuelle	USD par habitant aux PPA de 2010	+/-200	+1 320
Investissement dans la recherche-développement (R-D)	Investissement dans la recherche-développement (R-D)	En pourcentage du PIB	+/-0.2	+0.3
Dette des ménages	Dette des ménages	Pourcentage du revenu net disponible	+/-10	-6.0
Valeur financière nette des administrations publiques	Valeur financière nette ajustée de l'administration générale	En pourcentage du PIB	+/-3	-30.0
Levier financier du secteur bancaire	Levier financier du secteur bancaire	Rapport entre certains actifs et les fonds propres des banques	+/-3	+1.2
Capital social				
Confiance dans l'administration nationale	Confiance dans l'administration nationale	Proportion de la population ayant répondu « oui » à une question relative à la confiance dans l'administration nationale	+/-3	-4.0
Participation électorale	Participation électorale	Pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales	+/-1.0	-2.4

* Un seuil de 0.5 est adopté pour les séries chronologiques courtes (moins de 5 ans).

© OCDE 2018

Annexe en ligne : Bien-être actuel

Guide du lecteur

Cette annexe uniquement en ligne donne des informations détaillées sur les définitions, les niveaux et (lorsqu'elles sont disponibles) les séries de données chronologiques depuis 2005 pour chacun des indicateurs principaux de bien-être actuel figurant dans l'édition 2017 de *Comment va la vie?*. Conjuguées aux informations fournies par l'*Annexe de données en ligne: ressources pour le bien-être futur*, ces mesures contribuent à l'analyse du chapitre 1 et aux profils nationaux présentés au chapitre 5.

Tout au long de cette annexe, lorsque les données antérieures ne peuvent être utilisées à des fins de comparaison en raison de ruptures dans les séries de données chronologiques, celles-ci sont surlignées en gris. Les données manquantes sont indiquées comme suit: « .. ». Les codes ISO3 sont employés dans les graphiques et les tableaux et, lorsque la moyenne OCDE ne peut être calculée pour tous les pays de l'OCDE, le nombre de pays compris est spécifié près de la dénomination OCDE. Tous les indicateurs sont basés sur des données qui ont été actualisées pour la dernière fois au cours de la semaine allant du 24 au 31 juillet 2017.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Table des matières

Guide du lecteur 367
REVENU ET PATRIMOINE : Revenu des ménages 370
Définition 370
Pour en savoir plus : 371
REVENU ET PATRIMOINE : Patrimoine net des ménages 372
Définition 372
Pour en savoir plus : 373
EMPLOIS ET SALAIRES : Emploi 374
Définition 374
Pour en savoir plus : 375
EMPLOIS ET SALAIRES : Salaires 376
Définition 376
Pour en savoir plus : 378
EMPLOIS ET SALAIRES : Insécurité sur le marché du travail 379
Définition 379
Pour en savoir plus : 381
EMPLOIS ET SALAIRES : Stress au travail. 382
Définition 382
Pour en savoir plus : 384
EMPLOIS ET SALAIRES : Chômage de longue durée. 385
Définition 385
Pour en savoir plus : 386
LOGEMENT : Pièces par personne 387
Définition 387
Pour en savoir plus : 388
LOGEMENT : Accessibilité financière du logement 390
Définition 390
Pour en savoir plus : 391
LOGEMENT : Équipements sanitaires de base 392
Définition 392
Pour en savoir plus : 393
ÉQUILIBRE VIE PROFESSIONNELLE- VIE PRIVÉE : Durée du travail. 395
Définition 395
ÉQUILIBRE VIE PROFESSIONNELLE-VIE PRIVÉE : Temps de loisir 398
Définition 398
ÉTAT DE SANTÉ : Espérance de vie. 400
Définition 400
Pour en savoir plus : 401
ÉTAT DE SANTÉ : État de santé perçu 402
Définition 402
Pour en savoir plus : 404
ÉDUCATION ET COMPÉTENCES : Niveau d'études 405
Définition 405

Pour en savoir plus : 406
ÉDUCATION ET COMPÉTENCES: Compétences cognitives à 15 ans 407
Définition 407
Pour en savoir plus : 408
ÉDUCATION ET COMPÉTENCES : Compétences des adultes 409
Définition 409
Pour en savoir plus : 410
LIENS SOCIAUX : Soutien social 411
Définition 411
Pour en savoir plus : 412
ENGAGEMENT CIVIQUE ET GOUVERNANCE : Avoir son mot à dire concernant l'action des pouvoirs publics 413
Définition 413
Pour en savoir plus : 414
ENGAGEMENT CIVIQUE ET GOUVERNANCE : Participation électorale 415
Définition 415
QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT : Qualité de l'eau 418
Définition 418
QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT : Qualité de l'air 420
Définition 420
Pour en savoir plus : 422
SÉCURITÉ DES PERSONNES : Homicides 423
Définition 423
Pour en savoir plus : 425
SÉCURITÉ DES PERSONNES: Se sentir en sécurité la nuit 426
Définition 426
Pour en savoir plus : 427
BIEN-ÊTRE SUBJECTIF : Satisfaction à l'égard de la vie 428
Niveaux actuels 428
Définition 428
VARIATIONS DANS LE TEMPS 431
Définition 431
Pour en savoir plus : 432

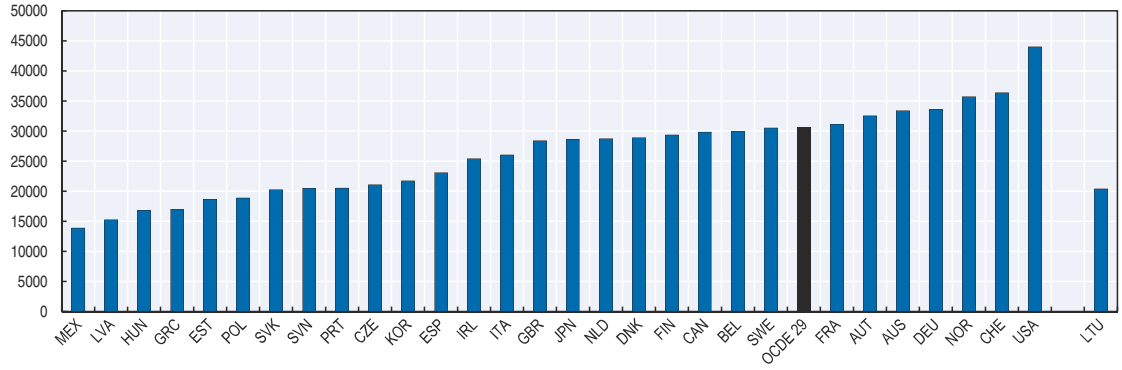
REVENU ET PATRIMOINE : Revenu des ménages

Définition

On obtient cet indicateur en additionnant le revenu brut des personnes (salaires, revenus des professions indépendantes et revenus du capital, transferts monétaires en provenance d'autres sources) et les transferts sociaux en nature que les ménages perçoivent de l'État (éducation et services de santé), puis en retranchant l'impôt sur le revenu, le patrimoine et les cotisations de sécurité sociale versées par les ménages. L'indicateur utilisé ici, qui est issu de la base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux, tient également compte de l'amortissement des biens d'équipement consommés par les ménages. Le revenu disponible ajusté net des ménages est exprimé par habitant, en dollars des États-Unis (USD), et ajusté au moyen des PPA de la consommation individuelle effective des ménages. Les séries temporelles sont exprimées en USD aux PPA de 2010, tandis que les données pour la dernière année disponible le sont en USD aux PPA courantes.

Graphique A.1. **Revenu disponible ajusté net des ménages**

USD aux PPA courantes, par habitant, 2015

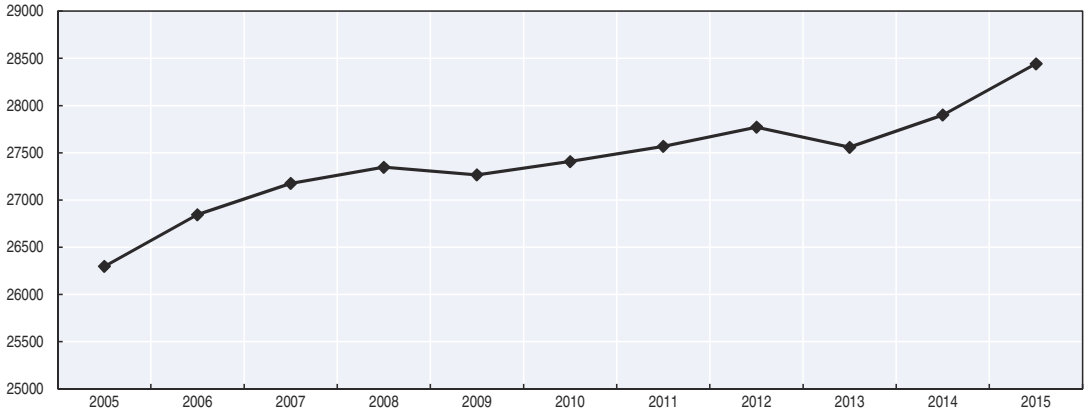


Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, l'Islande, le Luxembourg, Israël, la Nouvelle-Zélande et la Turquie.
Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677189*

Graphique A.2. **Revenu disponible ajusté net des ménages, moyenne OCDE**

USD aux PPA de 2010, par habitant, OCDE 28



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, l'Islande, Israël, la Corée, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande et la Turquie, en raison de séries de données chronologiques incomplètes.
Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677208*

Tableau A.1. **Revenu disponible ajusté net des ménages**

USD aux PPA de 2010, par habitant

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		Dernière année disponible, 2015 aux PPP courants
Allemagne	DEU	27 941	28 274	28 451	28 833	28 908	29 170	29 475	29 687	29 774	30 066	30 564	..	DEU	33 652
Australie	AUS	25 389	26 198	27 353	28 561	28 525	29 390	29 938	29 604	30 008	30 110	30 229	..	AUS	33 417
Autriche	AUT	28 457	29 136	29 716	29 946	29 872	29 519	29 418	29 646	29 070	28 895	28 762	..	AUT	32 544
Belgique	BEL	26 292	26 647	26 968	27 346	27 626	27 228	26 869	26 728	26 577	26 636	26 696	..	BEL	29 968
Canada	CAN	24 093	25 112	25 725	26 426	26 661	27 260	27 413	27 686	28 034	27 985	28 362	28 952	CAN	29 850
Chili	CHL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	CHL	..
Corée	KOR	16 152	16 690	17 120	17 283	17 508	18 053	18 350	18 605	19 257	19 878	..	..	KOR	21 723
Danemark	DNK	24 077	24 578	24 428	24 375	24 900	25 623	25 742	25 626	25 813	26 074	26 540	26 648	DNK	28 950
Espagne	ESP	21 624	21 730	21 570	21 737	22 296	21 564	21 216	20 041	19 764	19 928	20 367	..	ESP	23 129
Estonie	EST	12 217	13 487	14 956	15 759	14 558	14 122	14 599	15 003	15 134	16 085	16 795	..	EST	18 665
États-Unis	USA	36 883	37 847	38 172	38 458	38 090	38 186	38 768	39 661	38 858	39 838	40 870	..	USA	44 049
Finlande	FIN	24 246	24 697	25 329	25 775	25 918	26 406	26 548	26 415	26 377	26 068	26 237	..	FIN	29 374
France	FRA	26 605	26 962	27 551	27 494	27 833	28 095	28 070	27 842	27 713	27 839	28 072	..	FRA	31 137
Grèce	GRC	21 284	22 365	23 012	23 143	23 228	20 762	18 597	16 873	15 699	15 817	15 445	..	GRC	17 002
Hongrie	HUN	15 342	15 636	15 037	14 833	14 311	13 971	14 501	14 128	14 452	14 963	15 282	..	HUN	16 821
Irlande	IRL	22 937	23 283	24 030	24 706	24 599	24 111	23 182	23 319	22 755	23 245	23 967	..	IRL	25 439
Islande	ISL	23 088	24 096	26 514	26 521	22 792	20 358	21 118	21 413	21 740	22 395	..	..	ISL	..
Israël	ISR	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	ISR	..
Italie	ITA	27 234	27 405	27 570	27 064	26 409	25 926	25 681	24 306	24 019	24 052	24 245	24 607	ITA	26 063
Japon	JPN	23 787	23 827	24 093	23 900	24 246	24 753	24 899	25 251	25 338	25 070	25 368	..	JPN	28 641
Lettonie	LVA	11 001	12 500	13 628	14 310	12 694	12 121	11 756	12 175	12 837	13 186	14 003	..	LVA	15 269
Luxembourg	LUX	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	LUX	..
Mexique	MEX	11 391	11 969	12 100	12 181	11 186	11 711	11 949	12 116	12 387	12 395	12 694	..	MEX	13 891
Norvège	NOR	28 741	27 181	28 302	28 800	29 567	29 867	30 430	31 153	31 719	32 114	33 132	..	NOR	35 739
Nouvelle-Zélande	NZL	20 192	20 800	21 907	21 388	21 834	22 146	22 723	22 841	23 119	22 919	..	..	NZL	..
Pays-Bas	NLD	25 090	26 104	26 481	26 699	27 009	26 864	26 950	26 642	26 240	26 447	26 606	26 978	NLD	28 783
Pologne	POL	12 649	13 264	13 903	14 508	15 383	15 584	15 634	15 780	16 039	16 500	17 049	..	POL	18 906
Portugal	PRT	19 279	19 216	19 413	19 596	19 918	20 049	18 960	18 123	18 093	17 964	18 391	18 814	PRT	20 519
Rép. slovaque	SVK	14 014	14 556	16 037	16 881	17 080	17 154	16 826	16 731	16 791	17 584	18 294	..	SVK	20 265
Rép. tchèque	CZE	16 655	17 313	17 698	17 872	18 182	18 158	17 961	17 734	17 676	18 142	18 600	..	CZE	21 103
Royaume-Uni	GBR	25 099	25 249	25 632	25 630	26 161	26 227	25 598	25 970	25 792	25 986	26 668	26 925	GBR	28 408
Slovénie	SVN	17 983	18 456	19 108	19 627	19 295	19 155	19 157	18 367	18 043	18 281	18 598	..	SVN	20 505
Suède	SWE	24 455	25 174	25 989	26 360	26 721	26 853	27 474	28 030	28 186	28 566	28 962	29 355	SWE	30 553
Suisse	CHE	30 342	31 102	31 924	31 772	32 203	32 211	32 535	33 449	34 098	34 140	33 631	..	CHE	36 378
Turquie	TUR	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	TUR	..
OCDE	OECD 28	26 297	26 844	27 176	27 347	27 266	27 408	27 568	27 772	27 559	27 900	28 443	..	OCDE 29	30 620
Afrique du sud	ZAF	..	..	..	7 499	7 458	7 717	7 961	8 033	8 158	8 176	..	..	LTU	20 381
Fédération de Russie	RUS	..	..	..	..	..	..	16 088	16 842	17 499	17 797	..			
Lituanie	LTU	13 838	15 333	15 754	17 035	15 465	15 664	16 161	16 446	17 260	17 618	18 237	..		

Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et sa série de données chronologiques exclut le Chili, l'Islande, Israël, la Corée, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande et la Turquie, en raison de données incomplètes. S'agissant de la dernière année disponible, la moyenne OCDE exclut le Chili, l'Islande, Israël, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande et la Turquie. La valeur de 2015 pour la Corée n'est actuellement disponible qu'en prix courants et ne peut être calculée aux PPA de 2010.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677227

Pour en savoir plus :

Lequiller, F. et D. Blades (2014), *Understanding National Accounts: Second Edition*, Éditions OCDE, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264214637-en*.

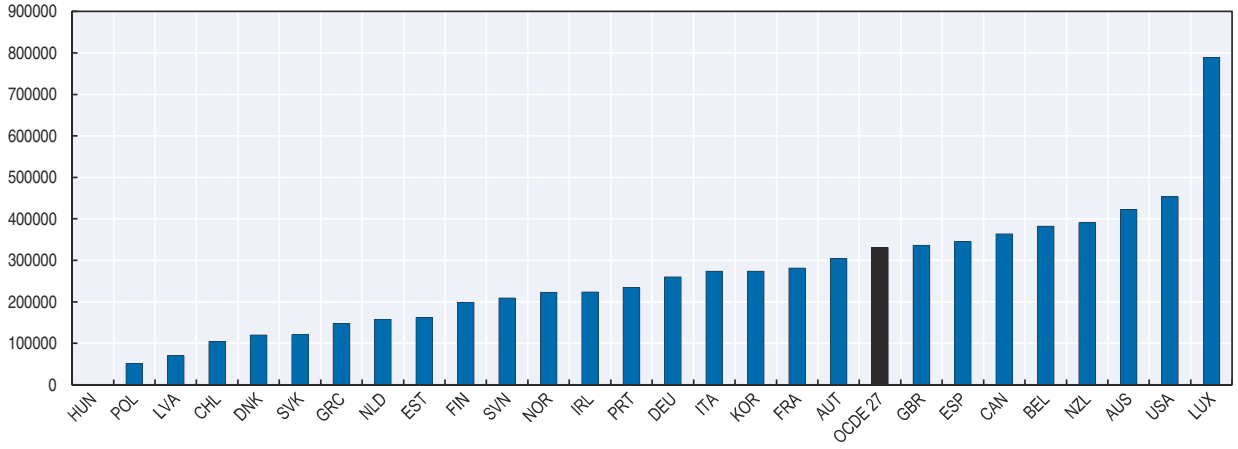
REVENU ET PATRIMOINE : Patrimoine net des ménages

Définition

Cet indicateur englobe les actifs et passifs réels et financiers détenus par les ménages privés résidant dans le pays, mesurés par les microdonnées. Il est exprimé en dollars des États-Unis aux prix courants et ajusté au moyen des PPA de la consommation individuelle effective des ménages. Le concept de patrimoine correspond à celui formulé dans les *Lignes directrices de l'OCDE en matière de microstatistiques sur le patrimoine des ménages* (OCDE, 2013). Les données portent sur les ménages (plutôt que sur les personnes ou les adultes), sans correction pour tenir compte des différences de taille. Les données sont issues de la base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses, qui contient des données fournies par les offices statistiques nationaux ou d'autres producteurs de statistiques officielles (provenant d'enquêtes auprès des ménages ou de fichiers fiscaux et administratifs), ainsi que celles recueillies par la banque centrale européenne et qui sont accessibles au public (elles portent sur les 11 pays couverts par l'enquête conduite par le réseau de l'Eurosystème sur les finances et la consommation des ménages). Ces données n'englobent pas le patrimoine-retraite, dont le montant et la répartition sont très variables d'un pays de l'OCDE à l'autre selon les caractéristiques de leur système de retraite. Il y a des différences entre les pays concernant le suréchantillonnage des ménages aisés (celui-ci peut être inexistant, comme c'est le cas pour l'Australie, ou important, comme c'est le cas pour les États-Unis).

Graphique A.3. **Patrimoine net des ménages**

USD aux PPA courantes, par ménage, 2014 ou dernière année disponible



Note : 2015 est la dernière année disponible pour le Danemak, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande et la Norvège ; 2013 pour l'Estonie, la Finlande, l'Irlande, la Corée, la Pologne, le Portugal et le Royaume-Uni ; 2012 pour l'Australie et le Canada ; 2011 pour l'Espagne ; 2010 pour les États-Unis et 2014 pour les autres pays. Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont celles de la consommation individuelle des ménages. Les données relatives au Royaume-Uni se rapportent à la Grande-Bretagne uniquement. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut la République tchèque, l'Islande, Israël, le Japon, le Mexique, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses, *http://stats.oecd.org/Index.aspx?Datasetcode=WEALTH*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677246*

Tableau A.2. **Patrimoine net des ménages**

USD aux PPA courantes, par ménage

		2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015		2014 ou dernière année disponible
Allemagne	DEU	..	..	214 092	..	..	..	260 158	..	DEU	260 158
Australie	AUS	..	..	..	..	385 344	..	422 288	..	AUS	422 288
Autriche	AUT	..	..	304 475	..	..	..	303 811	..	AUT	303 811
Belgique	BEL	..	..	358 581	..	..	..	382 124	..	BEL	382 124
Canada	CAN	..	..	..	..	363 972	..	..	..	CAN	363 972
Chili	CHL	..	..	..	73 774	..	..	103 995	..	CHL	103 995
Corée	KOR	..	..	..	..	..	273 867	..	..	KOR	273 867
Danemark	DNK	..	..	..	..	..	..	..	119 750	DNK	119 750
Espagne	ESP	356 900	..	..	345 583	..	..	..	..	ESP	345 583
Estonie	EST	..	..	..	..	..	162 151	..	..	EST	162 151
États-Unis	USA	..	..	452 900	..	..	..	..	..	USA	452 900
Finlande	FIN	..	..	172 455	..	..	198 761	..	..	FIN	198 761
France	FRA	..	235 784	..	..	..	..	281 429	..	FRA	281 429
Grèce	GRC	..	190 875	..	..	..	..	147 934	..	GRC	147 934
Hongrie	HUN	..	..	..	..	..	..	353	..	HUN	353
Irlande	IRL	..	..	..	..	..	223 894	..	..	IRL	223 894
Islande	ISL	..	..	..	..	..	..	..	..	ISL	..
Israël	ISR	..	..	..	..	..	..	..	..	ISR	..
Italie	ITA	..	..	335 419	..	..	..	273 820	..	ITA	273 820
Japon	JPN	..	..	..	..	..	..	..	..	JPN	..
Lettonie	LVA	..	..	..	..	..	..	70 158	..	LVA	70 158
Luxembourg	LUX	..	..	708 869	..	..	..	789 260	..	LUX	789 260
Mexique	MEX	..	..	..	..	..	..	..	..	MEX	..
Norvège	NOR	..	..	..	..	192 206	..	..	223 321	NOR	223 321
Nouvelle-Zélande	NZL	..	..	..	..	..	..	..	390 455	NZL	390 455
Pays-Bas	NLD	..	..	188 371	..	..	..	..	157 772	NLD	157 772
Pologne	POL	..	..	..	..	..	51 485	..	..	POL	51 485
Portugal	PRT	..	..	225 563	..	..	234 587	..	..	PRT	234 587
Rép. slovaque	SVK	..	..	138 853	..	..	..	120 428	..	SVK	120 428
Rép. tchèque	CZE	..	..	..	..	..	..	..	..	CZE	..
Royaume-Uni	GBR	..	..	..	338 958	..	336 493	..	..	GBR	336 493
Slovénie	SVN	..	..	..	..	..	..	209 366	..	SVN	209 366
Suède	SWE	..	..	..	..	..	..	..	..	SWE	..
Suisse	CHE	..	..	..	..	..	..	..	..	CHE	..
Turquie	TUR	..	..	..	..	..	..	..	..	TUR	..
OCDE	OECD	..	..	..	..	..	..	..	..	OCDE 27	331 132

Note : 2015 est la dernière année disponible pour le Danemark, les Pays-Bas, la Norvège et la Nouvelle-Zélande ; 2013 pour l'Estonie, la Finlande, l'Irlande, la Corée, la Pologne, le Portugal et le Royaume-Uni ; 2012 pour l'Australie et le Canada ; 2011 pour l'Espagne ; 2010 pour les États-Unis et 2014 pour les autres pays. S'agissant des Pays-Bas, les données sur le patrimoine pour 2010 et 2015 sont tirées de différentes sources, ce qui peut limiter leur comparabilité. Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont les PPA de la consommation individuelle des ménages. Les données relatives au Royaume-Uni se rapportent à la Grande-Bretagne. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut la République tchèque, l'Islande, Israël, le Japon, le Mexique, la Suède, la Suisse et la Turquie.

Source : Base de données de l'OCDE sur la distribution des richesses, *http://stats.oecd.org/Index.aspx?Datasetcode=WEALTH*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677265*

Pour en savoir plus :

OCDE (2013), *Lignes directrices de l'OCDE en matière de microstatistiques sur le patrimoine des ménages*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264194878-en*.

OCDE (2015), « Les inégalités de patrimoine des ménages dans les pays de l'OCDE », *Tous concernés : Pourquoi moins d'inégalité profite à tous*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264235519-9-fr*.

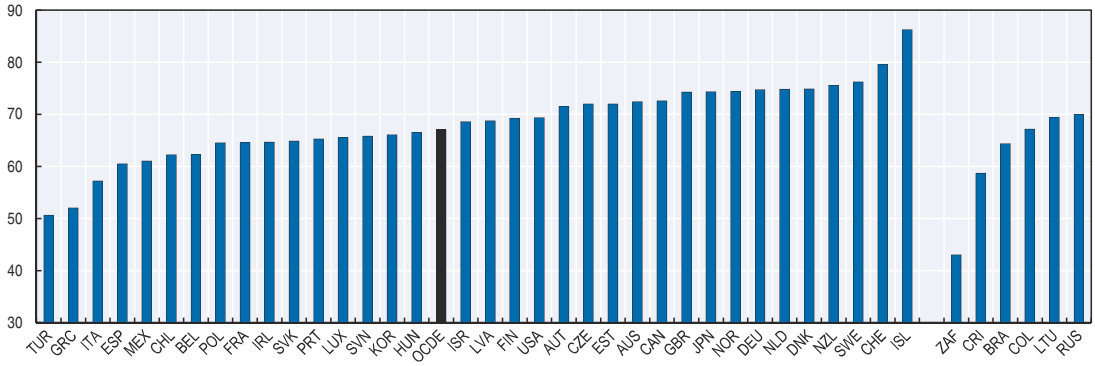
EMPLOIS ET SALAIRES : Emploi

Définition

Cet indicateur évalue la part de la population en âge de travailler (définie dans la plupart des pays de l'OCDE comme la population âgée de 15 à 64 ans) qui déclare avoir travaillé en contrepartie d'une rémunération pendant au moins une heure au cours de la semaine précédente ; sont également prises en compte les personnes qui ont déjà travaillé dans le cadre de leur emploi actuel, avec lequel elles sont encore formellement liées, mais qui étaient temporairement absentes de leur travail au cours de la période de référence (congé parental, congé de maladie, congé annuel). Les données sont tirées des enquêtes sur les forces du travail (EFT), compilées dans la Base de données sur les statistiques annuelles de population active (ALFS), et sont conformes aux standards fixés par la Conférence internationale des statisticiens du travail.

Graphique A.4. **Taux d'emploi**

Salariés de 15 à 64 ans en pourcentage de la population du même âge, 2016 ou dernière année disponible

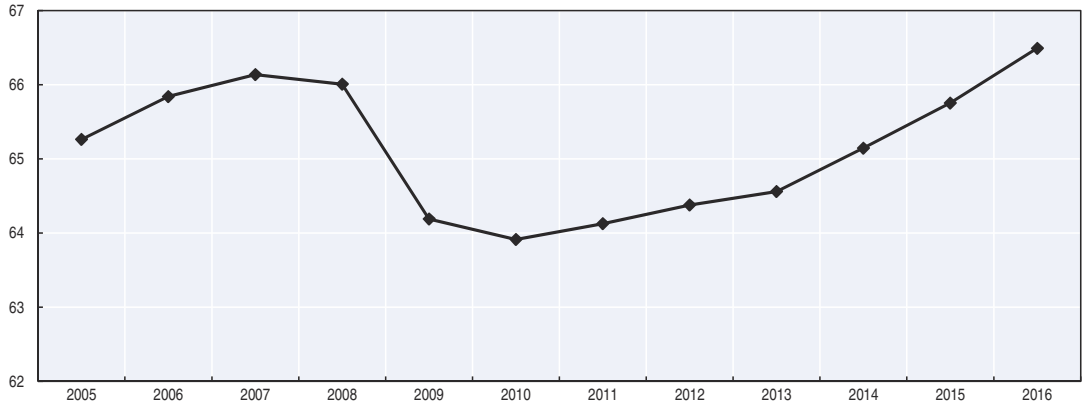


Note : Pour le Brésil, la dernière année disponible est 2015. La moyenne OCDE est pondérée par la population.
Source : « Statistiques de la population active », Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/lfs-lfs-data-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677284*

Graphique A.5. **Taux d'emploi, moyenne OCDE**

Salariés de 15 à 64 ans en pourcentage de la population du même âge, OCDE 29



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, l'Allemagne, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal et la Suisse, en raison de ruptures dans les séries de données chronologiques.
Source : « Statistiques de la population active », Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/lfs-lfs-data-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677303*

Tableau A.3. **Taux d'emploi**

Salariés de 15 à 64 ans en pourcentage de la population du même âge

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	65.5	67.2	69.0	70.2	70.4	71.2	72.7	73.0	73.5	73.8	74.0	74.7	DEU	74.7
Australie	AUS	71.5	72.1	72.8	73.2	72.1	72.4	72.7	72.3	72.0	71.6	72.2	72.4	AUS	72.4
Autriche	AUT	67.4	68.6	69.9	70.8	70.3	70.8	71.1	71.4	71.4	71.1	71.1	71.5	AUT	71.5
Belgique	BEL	61.1	61.0	62.0	62.4	61.6	62.0	61.9	61.8	61.8	61.9	61.8	62.3	BEL	62.3
Canada	CAN	72.4	72.8	73.5	73.5	71.4	71.5	71.8	72.1	72.4	72.3	72.5	72.6	CAN	72.6
Chili	CHL	55.6	56.7	57.6	58.6	57.3	59.3	61.3	61.8	62.3	62.2	62.4	62.2	CHL	62.2
Corée	KOR	63.7	63.8	63.9	63.8	62.9	63.3	63.9	64.2	64.4	65.3	65.7	66.1	KOR	66.1
Danemark	DNK	75.9	77.4	77.0	77.9	75.3	73.3	73.1	72.6	72.5	72.8	73.5	74.9	DNK	74.9
Espagne	ESP	64.5	66.0	66.8	65.4	60.8	59.7	58.8	56.5	55.6	56.8	58.7	60.5	ESP	60.5
Estonie	EST	64.4	68.2	69.6	70.0	63.7	61.2	65.3	67.2	68.5	69.6	71.8	72.0	EST	72.0
États-Unis	USA	71.5	72.0	71.8	70.9	67.6	66.7	66.6	67.1	67.4	68.1	68.7	69.4	USA	69.4
Finlande	FIN	68.5	69.6	70.5	71.3	68.4	68.3	69.2	69.5	68.5	68.9	68.7	69.2	FIN	69.2
France	FRA	63.8	63.7	64.3	64.9	64.1	64.0	63.9	64.0	64.0	64.2	64.3	64.6	FRA	64.6
Grèce	GRC	59.6	60.6	60.9	61.4	60.8	59.1	55.1	50.8	48.8	49.4	50.8	52.0	GRC	52.0
Hongrie	HUN	56.9	57.4	57.0	56.4	55.0	55.0	55.4	56.7	58.1	61.8	63.9	66.5	HUN	66.5
Irlande	IRL	67.5	68.5	69.2	67.9	62.2	60.0	59.2	58.8	60.2	61.3	63.1	64.7	IRL	64.7
Islande	ISL	84.4	85.3	85.7	84.2	78.9	78.9	79.0	80.2	81.8	82.2	84.2	86.3	ISL	86.3
Israël	ISR	62.3	63.2	64.5	65.5	64.3	65.2	65.8	66.5	67.1	67.9	68.3	68.6	ISR	68.6
Italie	ITA	57.5	58.3	58.6	58.6	57.4	56.8	56.8	56.6	55.5	55.7	56.3	57.2	ITA	57.2
Japon	JPN	69.3	70.0	70.7	70.7	70.0	70.1	70.3	70.6	71.7	72.7	73.3	74.3	JPN	74.3
Lettonie	LVA	62.1	65.9	68.1	68.2	60.3	58.5	60.8	63.0	65.0	66.3	68.1	68.7	LVA	68.7
Luxembourg	LUX	63.6	63.6	64.2	63.4	65.2	65.2	64.6	65.8	65.7	66.6	66.1	65.6	LUX	65.6
Mexique	MEX	60.1	61.0	61.0	60.7	59.8	59.7	60.0	60.9	60.8	60.4	60.7	61.0	MEX	61.0
Norvège	NOR	75.2	75.5	76.9	78.1	76.5	75.4	75.3	75.8	75.5	75.3	74.9	74.4	NOR	74.4
Nouvelle-Zélande	NZL	74.2	74.8	75.1	74.6	72.8	72.2	72.5	72.0	72.8	74.2	74.3	75.6	NZL	75.6
Pays-Bas	NLD	71.5	72.5	74.4	75.9	75.6	74.7	74.9	75.1	74.3	73.9	74.1	74.8	NLD	74.8
Pologne	POL	53.0	54.5	57.0	59.2	59.3	58.9	59.3	59.7	60.0	61.7	62.9	64.5	POL	64.5
Portugal	PRT	67.3	67.6	67.6	68.0	66.1	65.3	63.8	61.4	60.6	62.6	63.9	65.2	PRT	65.2
Rép. slovaque	SVK	57.7	59.4	60.7	62.3	60.2	58.8	59.3	59.7	59.9	61.0	62.7	64.9	SVK	64.9
Rép. tchèque	CZE	64.8	65.3	66.1	66.6	65.4	65.0	65.7	66.5	67.7	69.0	70.2	72.0	CZE	72.0
Royaume-Uni	GBR	72.7	72.6	72.4	72.7	70.6	70.2	70.2	70.7	71.1	72.6	73.2	74.3	GBR	74.3
Slovénie	SVN	66.0	66.6	67.8	68.6	67.5	66.2	64.4	64.1	63.3	63.9	65.2	65.8	SVN	65.8
Suède	SWE	74.0	74.6	74.2	74.3	72.2	72.1	73.6	73.8	74.4	74.9	75.5	76.2	SWE	76.2
Suisse	CHE	77.2	77.9	78.6	79.5	79.0	77.3	78.3	78.5	78.4	78.8	79.2	79.6	CHE	79.6
Turquie	TUR	44.4	44.6	44.6	44.9	44.3	46.3	48.4	48.9	49.5	49.5	50.2	50.6	TUR	50.6
OCDE	OCDE 29	65.3	65.8	66.1	66.0	64.2	63.9	64.1	64.4	64.6	65.1	65.8	66.5	OCDE	67.1
Afrique du sud	ZAF	43.4	44.9	44.4	45.9	43.9	41.8	41.9	42.2	42.7	42.8	43.7	43.0	ZAF	43.0
Brésil	BRA	67.0	67.4	67.4	68.3	67.7	..	66.9	67.2	66.7	67.5	64.4	..	BRA	64.4
Colombie	COL	61.4	..	60.2	60.5	62.4	63.7	65.1	66.3	66.5	67.1	67.6	67.2	COL	67.2
Costa Rica	CRI	62.0	62.2	64.1	63.6	61.3	59.6	58.1	61.8	61.8	61.7	60.7	58.7	CRI	58.7
Féd. de Russie	RUS	66.3	66.8	68.5	68.6	66.9	67.3	68.0	69.0	68.8	69.3	69.3	70.0	RUS	70.0
Lituanie	LTU	62.9	63.6	65.0	64.4	59.9	57.6	60.2	62.0	63.7	65.7	67.2	69.4	LTU	69.4

Note : Du fait de la refonte de l'enquête, il y a des ruptures dans les séries de données chronologiques du Chili et de la Suisse (2010) ainsi que de l'Allemagne et du Portugal (2011). En 2006, la Norvège a changé la définition du chômage. Les préfectures d'Iwate, de Miyagi et de Fukushima sont exclues des données japonaises portant sur 2011. En Nouvelle-Zélande, on a commencé à inclure le personnel militaire dans la population active en 2016. Les cellules précédant une rupture sont surlignées en gris et ne sont pas comparables avec les données des années suivantes. La moyenne OCDE est pondérée par la population ; sa série de données chronologiques ne comprend pas le Chili, l'Allemagne, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal et la Suisse en raison de ruptures, bien qu'elle englobe tous les pays de l'OCDE pour la dernière année disponible.

Source : « Statistiques de la population active », Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/lfs-lfs-data-fr*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677322

Pour en savoir plus :

OCDE (2017), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2017*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2017-fr* .

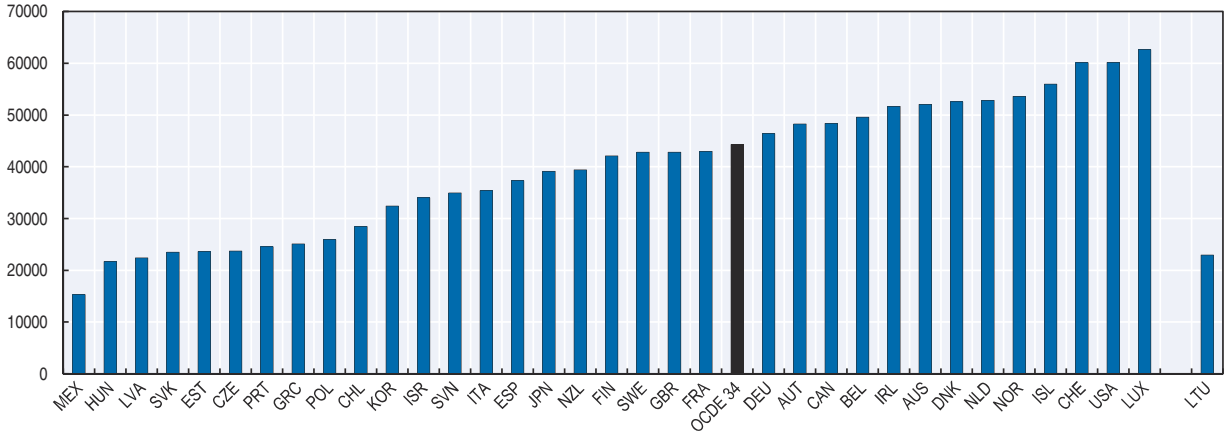
EMPLOIS ET SALAIRES : Salaires

Définition

Cet indicateur porte sur le salaire annuel moyen des salariés travaillant dans tous secteurs d'activité et types d'emploi salariés confondus ; il est exprimé en équivalent temps complet et année pleine. La moyenne OCDE est pondérée par le nombre total des salariés dans chaque pays. Le salaire correspond à la rémunération brute des salariés, compte tenu de la part patronale des cotisations de sécurité sociale et avant retenues au titre des impôts, de la part salariale des cotisations de sécurité sociale et des cotisations à un régime de retraite, des primes d'assurance-vie, des cotisations syndicales et autres sommes dues par les salariés. L'indicateur est égal à la masse salariale totale issue des comptes nationaux divisée par le nombre de salariés en équivalent temps plein dans le pays. Le nombre de salariés en équivalent temps plein s'obtient en multipliant le nombre de salariés par le rapport entre le nombre total d'heures travaillées et le nombre d'heures travaillées par les salariés à temps plein, ce qui permet de prendre en compte la fréquence du travail à temps partiel, très variable d'un pays à l'autre. Cet indicateur est obtenu à partir de données tirées de la *Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux*, de la *Base de données de l'OCDE sur la distribution des revenus* et de la *Base de données de l'OCDE sur le salaire annuel moyen par salarié en équivalent temps complet et année pleine*.

Graphique A.6. **Salaire annuel brut moyen par salarié à temps plein**

USD aux PPA courantes, 2016



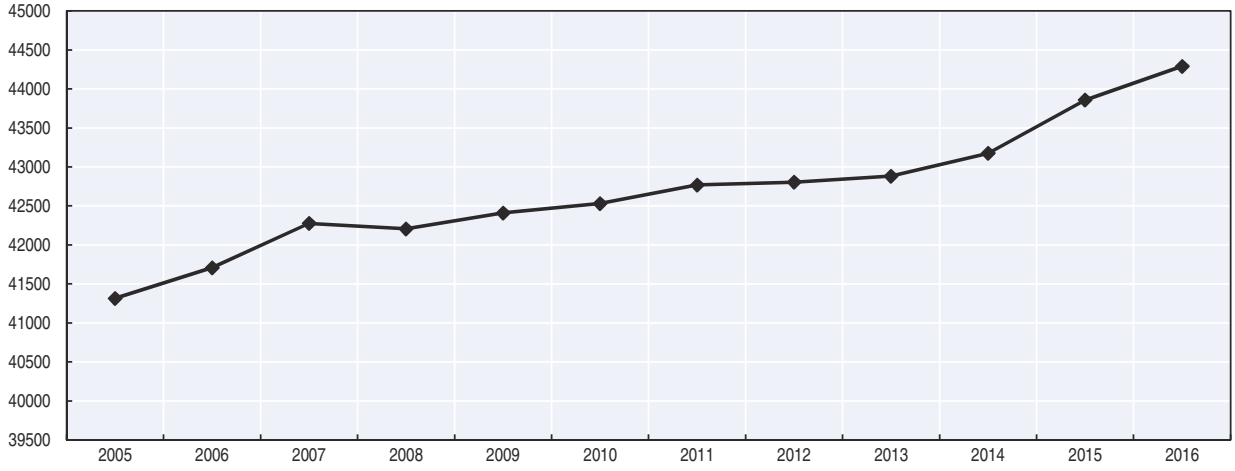
Note : La rémunération réelle par salarié (qui inclut les cotisations sociales des employeurs en plus des salaires) est prise en compte au Chili, en Islande, au Mexique et en Nouvelle-Zélande. La moyenne OCDE est pondérée par le nombre de salariés de chaque pays et exclut la Turquie.

Source : Salaires annuels moyens (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=AV_AN_WAGE*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677341*

Graphique A.7. **Salaire annuel brut moyen par salarié à temps plein, moyenne OCDE**

USD aux PPA de 2016, OCDE 34



Note : La rémunération réelle par salarié (qui inclut les cotisations sociales des employeurs en plus des salaires) est prise en compte au Chili, en Islande, au Mexique et en Nouvelle-Zélande. La moyenne OCDE est pondérée par le nombre de salariés par pays et exclut la Turquie en raison de séries de données chronologiques incomplètes.

Source : Salaires annuels moyens (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=AV_AN_WAGE*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677360*

Tableau A.4. **Salaire annuel brut moyen par salarié à temps plein**

USD aux PPA de 2016

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	41 895	41 865	41 877	42 150	42 280	42 502	43 054	43 701	44 161	44 743	45 810	46 389	DEU	46 389
Australie	AUS	47 478	47 949	49 169	49 584	49 182	50 675	52 138	52 698	52 460	52 649	51 986	52 063	AUS	52 063
Autriche	AUT	45 767	46 498	46 714	47 635	48 144	48 003	47 608	47 755	47 872	48 009	48 252	48 295	AUT	48 295
Belgique	BEL	48 431	48 499	48 414	48 562	48 974	48 699	49 104	49 395	50 014	50 020	50 098	49 587	BEL	49 587
Canada	CAN	41 105	42 385	43 350	44 209	44 677	44 802	45 483	46 561	47 385	47 931	48 213	48 403	CAN	48 403
Chili	CHL	22 734	22 323	22 519	23 164	24 859	25 959	26 197	27 064	27 790	27 964	27 628	28 434	CHL	28 434
Corée	KOR	29 785	30 254	30 886	30 695	30 630	31 192	31 668	31 283	31 745	31 688	32 062	32 399	KOR	32 399
Danemark	DNK	46 351	47 133	47 650	48 352	49 457	49 980	49 766	49 649	50 009	50 951	51 463	52 580	DNK	52 580
Espagne	ESP	35 051	34 901	35 310	36 764	39 248	38 530	37 980	36 917	36 952	36 890	37 259	37 333	ESP	37 333
Estonie	EST	16 909	18 142	20 985	21 200	20 408	20 231	19 317	19 822	19 951	20 789	22 438	23 621	EST	23 621
États-Unis	USA	54 432	55 243	56 439	56 233	56 610	57 013	57 176	57 653	57 369	58 219	59 691	60 154	USA	60 154
Finlande	FIN	38 886	39 734	40 344	40 769	41 068	41 723	41 792	41 950	41 376	41 376	41 952	42 127	FIN	42 127
France	FRA	38 743	39 189	39 266	39 214	40 423	41 182	41 127	41 363	41 703	41 848	42 455	42 992	FRA	42 992
Grèce	GRC	30 568	31 023	31 021	30 460	31 874	29 829	27 854	26 539	24 854	25 085	24 719	25 124	GRC	25 124
Hongrie	HUN	21 449	21 900	21 635	21 915	21 130	21 175	21 119	20 423	20 454	20 388	20 667	21 711	HUN	21 711
Irlande	IRL	44 992	45 578	46 666	47 883	51 749	51 287	51 156	50 528	50 185	49 971	50 866	51 681	IRL	51 681
Islande	ISL	53 194	55 615	57 356	50 753	43 166	45 052	47 363	47 252	48 517	48 415	51 405	55 984	ISL	55 984
Israël	ISR	30 990	32 032	32 610	31 814	31 087	30 773	30 974	31 469	31 816	31 713	32 729	34 023	ISR	34 023
Italie	ITA	35 372	35 648	35 640	35 669	35 868	36 219	35 710	34 539	34 616	34 781	35 117	35 397	ITA	35 397
Japon	JPN	39 307	39 146	39 055	39 083	38 574	39 277	40 243	39 528	39 409	38 763	38 660	39 113	JPN	39 113
Lettonie	LVA	14 336	15 866	19 521	20 129	18 158	17 505	16 878	17 596	18 439	19 629	21 113	22 389	LVA	22 389
Luxembourg	LUX	56 891	57 637	59 010	58 897	60 540	61 247	60 196	59 829	60 193	61 175	62 580	62 636	LUX	62 636
Mexique	MEX	15 862	16 073	16 275	16 088	15 745	14 830	15 165	15 080	15 172	15 230	15 230	15 311	MEX	15 311
Norvège	NOR	44 020	45 816	47 688	48 886	49 409	49 968	51 799	53 153	54 150	54 476	54 629	53 643	NOR	53 643
Nouvelle-Zélande	NZL	34 563	34 851	36 852	36 428	36 881	37 198	37 219	37 999	37 582	37 856	38 519	39 397	NZL	39 397
Pays-Bas	NLD	48 927	48 956	49 474	49 817	51 772	52 021	51 815	51 719	51 896	51 576	52 719	52 833	NLD	52 833
Pologne	POL	20 941	21 069	21 713	22 907	22 864	23 502	23 515	23 255	23 550	24 032	24 597	25 921	POL	25 921
Portugal	PRT	25 832	25 269	25 470	25 361	26 465	26 425	25 843	24 673	25 169	24 717	24 595	24 529	PRT	24 529
Rép. slovaque	SVK	18 405	19 017	20 203	20 424	21 117	22 036	21 814	21 566	21 759	22 153	22 924	23 508	SVK	23 508
Rép. tchèque	CZE	20 105	20 939	21 584	21 535	21 496	21 996	22 314	22 266	22 028	22 495	23 003	23 722	CZE	23 722
Royaume-Uni	GBR	41 741	42 775	43 959	42 836	43 561	43 447	42 469	42 330	42 058	41 878	42 304	42 835	GBR	42 835
Slovénie	SVN	30 516	31 642	32 341	32 719	33 057	34 047	34 002	33 040	32 888	33 439	34 153	34 965	SVN	34 965
Suède	SWE	36 113	36 924	38 205	38 643	38 948	39 231	39 626	40 526	40 931	41 461	42 190	42 816	SWE	42 816
Suisse	CHE	55 726	55 978	56 839	57 138	58 219	58 258	58 548	59 806	60 592	60 520	60 242	60 124	CHE	60 124
Turquie	TUR	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	TUR	..
OCDE	OCDE 34	41 315	41 708	42 276	42 206	42 410	42 531	42 770	42 804	42 883	43 175	43 858	44 290	OCDE 34	44 290
Lituanie	LTU	17 015	19 489	20 747	21 083	18 409	18 490	18 981	19 322	20 106	20 988	22 224	22 949	LTU	22 949

Note : La rémunération réelle par salarié (qui inclut les cotisations sociales des employeurs en plus des salaires) est prise en compte au Chili, en Islande, au Mexique et en Nouvelle-Zélande. La moyenne OCDE est pondérée par le nombre de salariés par pays et exclut la Turquie.
Source : Salaires annuels moyens (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=AV_AN_.*

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677379*

Pour en savoir plus :

OCDE (2017), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2017*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2017-fr*.

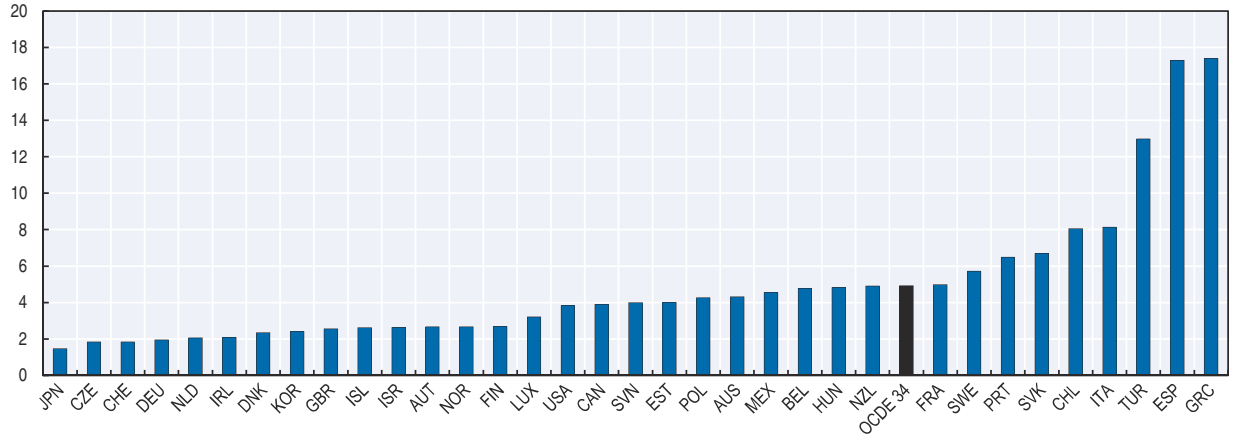
EMPLOIS ET SALAIRES : Insécurité sur le marché du travail

Définition

Cet indicateur évalue la perte monétaire que subirait un salarié s'il se retrouvait au chômage et y restait ; on l'exprime en pourcentage du salaire antérieur. Cette perte dépend du risque de se retrouver au chômage, de la durée attendue de la période de chômage et du degré d'atténuation de cette perte par l'indemnisation du chômage (assurance effective). On utilise les données sur la durée du chômage pour mesurer la probabilité mensuelle qu'une personne salariée entre dans le chômage (on suppose que les personnes ayant indiqué avoir été au chômage pendant 1 mois ou moins étaient en activité le mois précédent), ainsi que la durée moyenne attendue des épisodes de chômage en nombre de mois. L'indemnisation du chômage est calculée comme le produit de la couverture de l'assurance/de l'assistance chômage et des taux de remplacement au moyen des transferts publics perçus par les bénéficiaires d'une indemnisation ou d'une assistance chômage. Les taux moyens de remplacement pour les bénéficiaires de l'assurance et de l'assistance chômage tiennent compte des prestations sociales. L'indicateur conjugue les données tirées de la *Base de données de l'OCDE sur la durée moyenne du chômage*, de la *Base de données de l'OCDE sur les bénéficiaires de prestations sociales*, de la *Base de données de l'OCDE sur les programmes du marché du travail* et de la *Base de données de l'OCDE sur les prestations, impôts et salaires*.

Graphique A.8. **Insécurité sur le marché du travail liée au chômage**

Perte monétaire moyenne attendue résultant de la perte d'un emploi et de la période de chômage qui s'ensuit, en pourcentage du salaire antérieur, 2015 ou dernière année disponible

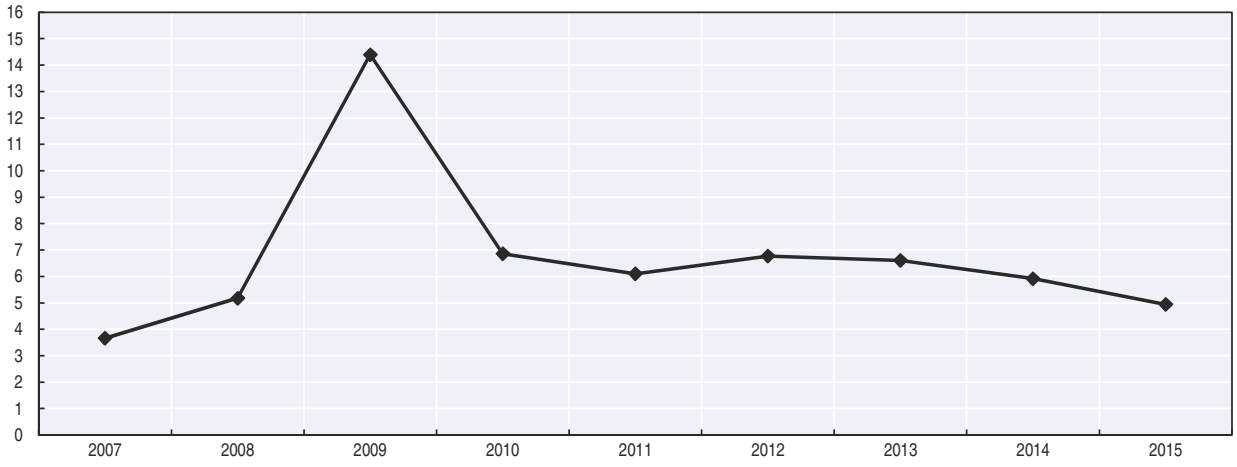


Note : 2011 est la dernière année disponible pour le Chili. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut la Lettonie.
Source : « Qualité de l'emploi », Marché du travail (base de données), *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=JOBQ*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677398*

Graphique A.9. **Insécurité sur le marché du travail liée au chômage, moyenne OCDE**

Perte monétaire moyenne attendue résultant de la perte d'un emploi et de la période de chômage qui s'ensuit, en pourcentage du salaire antérieur, OCDE 29



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, la Corée, la Lettonie, le Portugal, la République slovaque et la Suède en raison de séries de données chronologiques incomplètes.

Source : « Qualité de l'emploi », *Marché du travail* (base de données), *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=JOBQ*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677417*

Tableau A.5. **Insécurité sur le marché du travail liée au chômage**

Perte monétaire moyenne attendue résultant de la perte d'un emploi et de la période de chômage qui s'ensuit, en pourcentage du salaire antérieur

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	..	..	2.3	2.4	3.7	2.5	2.2	2.3	2.6	2.2	2.0	DEU	2.0
Australie	AUS	..	..	2.7	2.8	5.4	3.4	3.5	3.7	4.3	4.7	4.3	AUS	4.3
Autriche	AUT	..	..	2.1	1.5	5.0	1.9	1.8	2.4	2.9	2.8	2.7	AUT	2.7
Belgique	BEL	..	..	3.2	3.0	7.0	4.6	3.1	4.5	4.5	5.2	4.8	BEL	4.8
Canada	CAN	..	..	3.3	3.4	5.5	4.2	3.9	4.0	3.9	3.8	3.9	CAN	3.9
Chili	CHL	..	..	..	..	..	..	8.1	..	..	..	..	CHL	8.1
Corée	KOR	..	..	..	..	..	2.6	2.3	2.2	2.1	2.4	2.4	KOR	2.4
Danemark	DNK	..	..	1.2	1.2	6.3	3.7	2.7	2.6	2.2	2.4	2.3	DNK	2.3
Espagne	ESP	..	..	5.7	15.4	13.5	18.4	22.4	28.9	27.0	20.5	17.3	ESP	17.3
Estonie	EST	..	..	2.8	8.4	11.4	15.9	6.3	5.4	5.5	4.6	4.0	EST	4.0
États-Unis	USA	..	..	3.4	4.9	17.5	8.1	6.6	6.0	5.4	4.3	3.8	USA	3.8
Finlande	FIN	..	..	2.4	2.3	4.5	2.9	2.5	2.3	2.7	2.3	2.7	FIN	2.7
France	FRA	..	..	2.6	2.5	22.1	4.5	4.0	6.1	6.2	4.8	5.0	FRA	5.0
Grèce	GRC	7.6	5.4	6.1	5.6	34.4	18.1	31.3	44.4	36.0	21.1	17.4	GRC	17.4
Hongrie	HUN	..	..	3.7	5.4	6.9	10.1	9.7	11.4	8.9	4.2	4.8	HUN	4.8
Irlande	IRL	..	..	2.0	8.7	4.0	6.4	6.2	5.8	4.6	2.7	2.1	IRL	2.1
Islande	ISL	..	..	1.0	1.6	2.4	3.0	5.1	0.3	0.4	3.6	2.6	ISL	2.6
Israël	ISR	..	..	6.7	5.3	6.4	5.2	4.2	4.2	3.4	3.2	2.6	ISR	2.6
Italie	ITA	..	..	3.7	8.5	11.7	6.8	7.6	12.4	11.8	16.9	8.1	ITA	8.1
Japon	JPN	..	..	1.9	3.3	3.4	3.3	1.6	1.9	1.6	1.2	1.5	JPN	1.5
Lettonie	LVA	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	LVA	..
Luxembourg	LUX	..	..	1.2	2.8	2.4	1.2	2.2	2.3	3.9	2.7	3.2	LUX	3.2
Mexique	MEX	..	3.9	4.0	4.3	6.5	5.7	5.8	5.4	5.3	5.1	4.6	MEX	4.6
Norvège	NOR	..	..	0.6	1.2	1.4	1.5	1.2	1.3	1.6	1.5	2.7	NOR	2.7
Nouvelle-Zélande	NZL	..	..	2.9	3.7	7.6	5.4	4.8	5.7	4.4	4.7	4.9	NZL	4.9
Pays-Bas	NLD	..	..	0.8	0.9	3.1	1.5	1.8	2.2	3.0	2.9	2.1	NLD	2.1
Pologne	POL	..	..	4.0	4.0	9.3	15.2	8.7	10.5	9.6	6.1	4.3	POL	4.3
Portugal	PRT	..	..	7.3	5.0	..	9.9	10.4	16.0	11.7	6.2	6.5	PRT	6.5
Rép. slovaque	SVK	..	..	4.3	4.7	..	13.3	8.8	18.1	15.9	8.3	6.7	SVK	6.7
Rép. tchèque	CZE	..	..	1.3	1.4	3.3	6.5	3.4	6.4	5.3	2.6	1.8	CZE	1.8
Royaume-Uni	GBR	..	..	3.1	3.7	12.4	5.0	5.2	4.6	4.1	2.6	2.6	GBR	2.6
Slovénie	SVN	..	..	1.5	1.6	17.5	4.0	3.9	5.0	5.2	5.0	4.0	SVN	4.0
Suède	SWE	..	..	..	4.5	10.1	7.3	5.7	6.7	6.7	6.6	5.7	SWE	5.7
Suisse	CHE	..	..	0.9	0.9	3.2	2.8	1.3	1.8	2.1	2.0	1.8	CHE	1.8
Turquie	TUR	..	..	10.3	14.0	59.4	10.4	8.1	8.3	12.0	14.5	13.0	TUR	13.0
OCDE	OCDE 29	..		3.7	5.2	14.4	6.9	6.1	6.8	6.6	5.9	4.9	OCDE 34	4.9

Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population ; sa série de données chronologiques exclut le Chili, la Corée, la Lettonie, le Portugal, la République slovaque et la Suède en raison de séries de données chronologiques incomplètes. La moyenne de l'OCDE pour la dernière année disponible exclut la Lettonie.

Source : « Qualité de l'emploi », Marché du travail (base de données), *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=JOBQ.*

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677436*

Pour en savoir plus :

Cazes, S., A. Hijzen et A. Saint-Martin (2015), « Measuring and Assessing Job Quality: The OECD Job Quality Framework», *Documents de travail de l'OCDE sur les affaires sociales, l'emploi et les migrations*, No. 174, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5jrp02kjw1mr-en*.

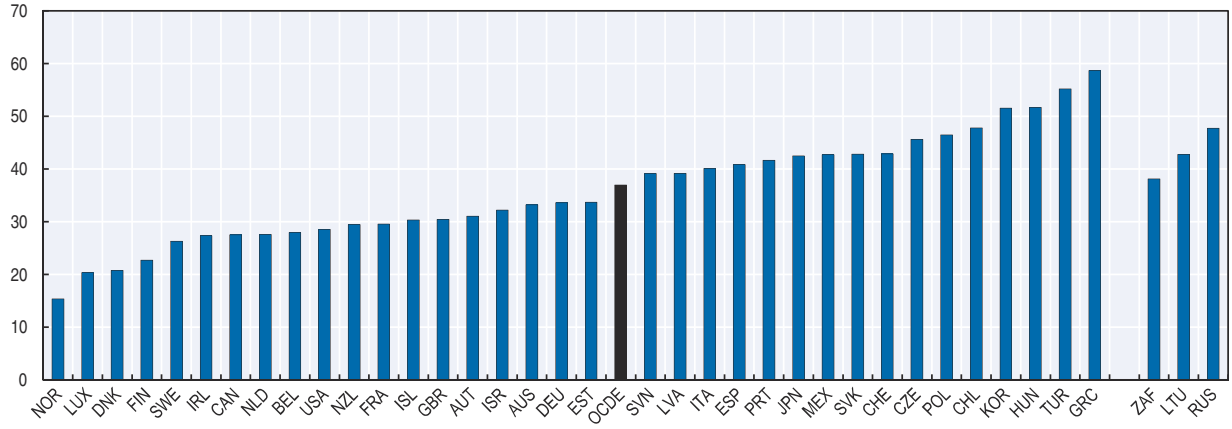
EMPLOIS ET SALAIRES : Stress au travail

Définition

Cet indicateur porte sur la fréquence de la tension au travail parmi les salariés. On définit la tension au travail comme une situation dans laquelle les exigences professionnelles indiquées par les salariés (par exemple, les contraintes de temps et l'exposition à des risques pour la santé physique) sont supérieures à leurs ressources professionnelles (par exemple autonomie au travail, possibilités d'apprentissage ou qualité des relations sur le lieu de travail). Conformément aux *Principes directeurs de mesure de la qualité de l'environnement du travail* (OECD, 2017), on recense quatre catégories d'exigences professionnelles: i) les *exigences physiques* liées à un emploi difficile d'un point de vue physique (par exemple le port et le transport de lourdes charges) ; ii) l'*intensité du travail* qui correspond à des journées de travail plus longues que la moyenne ; iii) *la flexibilité insuffisante du temps de travail* et iv) *le sentiment d'insécurité de l'emploi*, qui pèse psychologiquement sur les travailleurs. De même, on distingue quatre catégories de ressources professionnelles : i) l'*autonomie au travail* qui concerne la liberté qu'ont les travailleurs de choisir et de varier les tâches ainsi que les méthodes ; ii) les *possibilités de formation et d'apprentissage,* qui incluent les opportunités d'apprentissage formelles (c'est-à-dire la formation) et informelles au travail ; iii) *la perception de possibilités d'avancement de carrière* qui est liée à la motivation des travailleurs et iv) les *récompenses intrinsèques* du travail, qui appréhendent la satisfaction relative à l'objectif professionnel (par exemple l'impression d'effectuer un travail utile ou d'aider d'autres personnes dans leur activité). La tension au travail correspond à des cas où les personnes indiquent que les exigences professionnelles sont supérieures aux ressources professionnelles. Aucune source de données unique ne couvrant l'ensemble des pays de l'OCDE, on obtient l'indice de tension au travail en conjuguant les données de l'Enquête européenne sur les conditions de travail (EWCS) et les modules « Work Orientations » du Programme international d'enquêtes sociales (ISSP). Les données comprises dans cette annexe sont des estimations provisoires établies en septembre 2017 pour la *Base de données de l'OCDE sur la qualité de l'emploi*, *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=JOBQ*.

Graphique A.10. **Fréquence du stress au travail**

Pourcentage de salariés confrontés à des exigences élevées conjuguées à des ressources professionnelles faibles, 2015

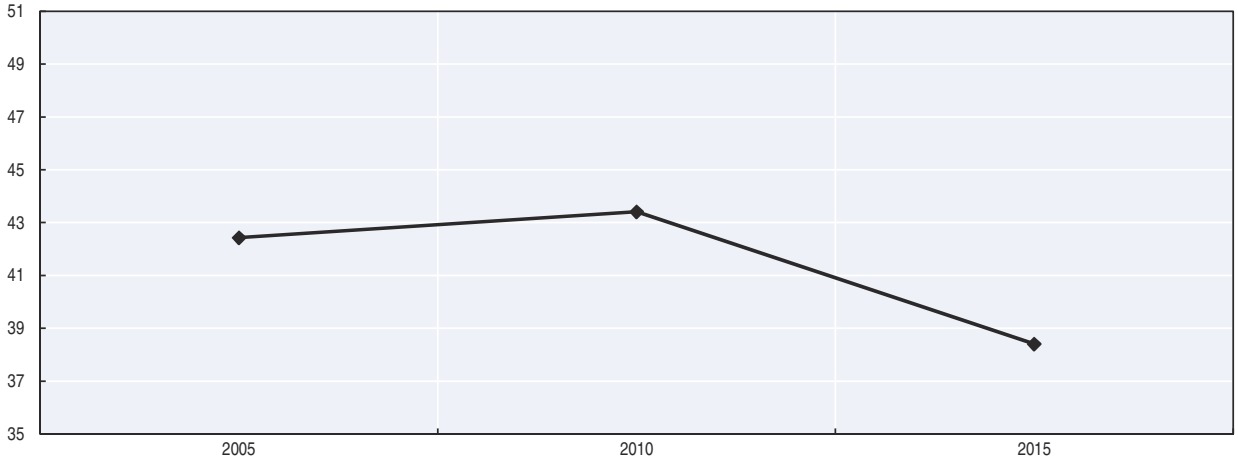


Note : 2005 est la dernière année disponible pour le Canada et la Corée. La moyenne OCDE est pondérée par la population.
Source : Estimations provisoires datant de septembre 2017 qui doivent être intégrées à la *Base de données de l'OCDE sur la qualité de l'emploi*, *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=JOBQ*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677455

Graphique A.11. **Stress au travail, moyenne OCDE**

Pourcentage de salariés confrontés à des exigences élevées conjuguées à des ressources professionnelles faibles, OCDE 24



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Australie, le Canada, le Chili, l'Islande, Israël, le Japon, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et les États-Unis en raison de séries de données chronologiques incomplètes.
Source : Calculs de l'OCDE basés sur des estimations provisoires datant de septembre 2017 qui doivent être intégrées à la *Base de données de l'OCDE sur la qualité de l'emploi*, *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=JOBQ*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677474

Tableau A.6. **Fréquence du stress au travail**

Pourcentage de salariés confrontés à des exigences élevées conjuguées à des ressources professionnelles faibles

		2005	2010	2015		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	49.0	35.7	33.6	DEU	33.6
Australie	AUS	29.9	..	33.2	AUS	33.2
Autriche	AUT	29.3	36.9	31.1	AUT	31.1
Belgique	BEL	25.8	36.3	27.9	BEL	27.9
Canada	CAN	27.5	..	..	CAN	27.5
Chili	CHL	..	..	47.8	CHL	47.8
Corée	KOR	51.6	..	..	KOR	51.6
Danemark	DNK	20.1	20.3	20.8	DNK	20.8
Espagne	ESP	49.4	46.3	40.8	ESP	40.8
Estonie	EST	40.2	39.3	33.7	EST	33.7
États-Unis	USA	26.5	..	28.5	USA	28.5
Finlande	FIN	22.2	25.0	22.7	FIN	22.7
France	FRA	30.2	36.1	29.5	FRA	29.5
Grèce	GRC	50.3	51.4	58.6	GRC	58.6
Hongrie	HUN	57.0	54.1	51.7	HUN	51.7
Irlande	IRL	25.3	35.2	27.4	IRL	27.4
Islande	ISL	..	..	30.3	ISL	30.3
Israël	ISR	39.1	..	32.2	ISR	32.2
Italie	ITA	40.2	40.6	40.1	ITA	40.1
Japon	JPN	47.5	..	42.5	JPN	42.5
Lettonie	LVA	43.1	44.9	39.2	LVA	39.2
Luxembourg	LUX	22.5	28.0	20.3	LUX	20.3
Mexique	MEX	41.3	..	42.7	MEX	42.7
Norvège	NOR	19.8	19.8	15.4	NOR	15.4
Nouvelle-Zélande	NZL	23.0	..	29.5	NZL	29.5
Pays-Bas	NLD	25.0	24.7	27.6	NLD	27.6
Pologne	POL	46.3	42.0	46.5	POL	46.5
Portugal	PRT	49.3	37.5	41.6	PRT	41.6
Rép. slovaque	SVK	53.0	52.8	42.8	SVK	42.8
Rép. tchèque	CZE	57.2	59.6	45.6	CZE	45.6
Royaume-Uni	GBR	26.5	35.3	30.4	GBR	30.4
Slovénie	SVN	45.2	43.3	39.1	SVN	39.1
Suède	SWE	23.9	29.4	26.3	SWE	26.3
Suisse	CHE	27.3	..	42.9	CHE	42.9
Turquie	TUR	63.4	73.3	55.2	TUR	55.2
OCDE	OCDE 24	42.4	43.4	38.4	OCDE	36.9
Lituanie	LTU	55.8	61.3	42.7	LTU	42.7
Fed. de Russie	RUS	55.9	..	47.7	RUS	47.7
Afrique du sud	ZAF	44.1	..	38.1	ZAF	38.1

Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et sa série de données chronologiques exclut l'Australie, le Canada, le Chili, l'Islande, Israël, le Japon, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et les États-Unis en raison de séries de données chronologiques incomplètes.

Source : Estimations provisoires datant de septembre 2017 qui doivent être intégrées à la *Base de données de l'OCDE sur la qualité de l'emploi*, *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=JOBQ*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677493

Pour en savoir plus :

Murtin, F., M. Fadic et C. Le Thi (2017), « Mesurer la tension au travail dans les pays de l'OCDE : révision de 2017 », *Document de travail sur les statistiques*, à paraître.

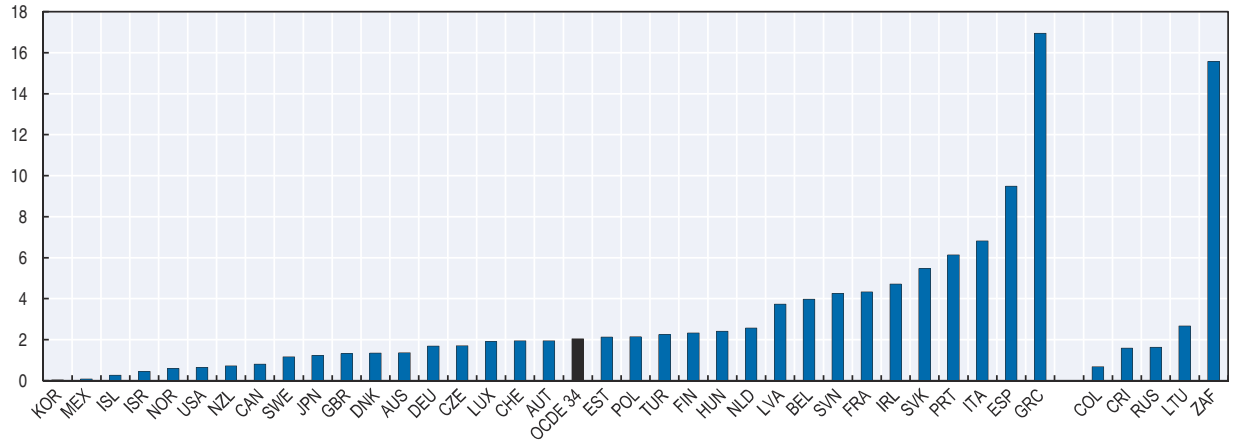
EMPLOIS ET SALAIRES : Chômage de longue durée

Définition

Cet indicateur mesure le pourcentage de la population active (c'est-à-dire la somme des actifs occupés et des personnes en recherche d'emploi) au chômage depuis au moins un an. Les chômeurs sont définis comme des personnes n'ayant pas exercé d'activités professionnelles pendant la semaine de référence de l'enquête, mais souhaitant travailler et recherchant activement un emploi. Les données proviennent des enquêtes nationales sur la population active et sont tirées de la Base de données des Perspectives de l'emploi de l'OCDE.

Graphique A.12. **Taux de chômage de longue durée**

Pourcentage de la population active au chômage depuis un an ou plus, 2016 ou dernière année disponible

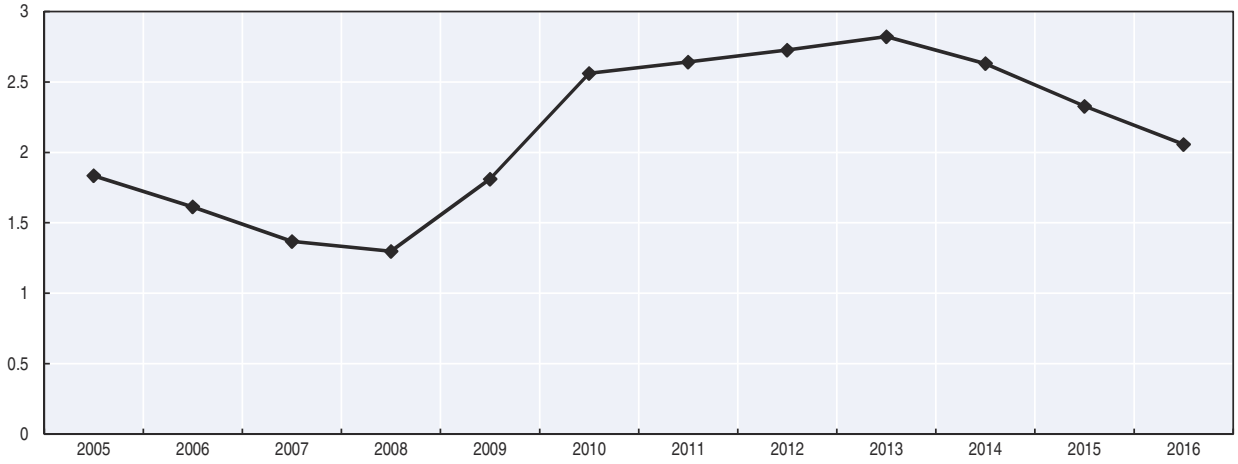


Note : 2015 est la dernière année disponible pour le Luxembourg. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili.
Source : « Statistiques de la population active », Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/lfs-lfs-data-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677512*

Graphique A.13. **Taux de chômage de longue durée, moyenne OCDE**

Pourcentage de la population active au chômage depuis un an ou plus, OCDE 26



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, l'Allemagne, Israël, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal, la Suède et la Suisse en raison de ruptures dans les séries de données chronologiques et/ou de données incomplètes pour ces pays.
Source : « Statistiques de la population active », Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/lfs-lfs-data-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677531*

Tableau A.7. **Taux de chômage de longue durée**

Pourcentage de la population active au chômage depuis un an ou plus

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	5.9	5.8	4.9	3.9	3.5	3.3	2.8	2.4	2.3	2.2	2.0	1.7	DEU	1.7
Australie	AUS	0.9	0.9	0.7	0.6	0.8	1.0	1.0	1.0	1.1	1.3	1.4	1.4	AUS	1.4
Autriche	AUT	1.4	1.5	1.3	1.0	1.1	1.2	1.2	1.2	1.3	1.5	1.7	1.9	AUT	1.9
Belgique	BEL	4.4	4.2	3.8	3.3	3.5	4.0	3.4	3.4	3.9	4.3	4.4	4.0	BEL	4.0
Canada	CAN	0.6	0.6	0.5	0.4	0.7	1.0	1.0	0.9	0.9	0.9	0.8	0.8	CAN	0.8
Chili	CHL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	CHL	..
Corée	KOR	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	KOR	0.0
Danemark	DNK	1.1	0.8	0.6	0.5	0.6	1.5	1.8	2.1	1.8	1.7	1.7	1.3	DNK	1.3
Espagne	ESP	2.2	1.8	1.7	2.0	4.2	7.3	8.9	11.0	13.0	12.9	11.4	9.5	ESP	9.5
Estonie	EST	4.3	2.9	2.3	1.7	3.7	7.5	7.0	5.4	3.8	3.3	2.4	2.1	EST	2.1
États-Unis	USA	0.6	0.5	0.5	0.6	1.5	2.8	2.8	2.4	1.9	1.4	1.0	0.6	USA	0.6
Finlande	FIN	2.1	1.9	1.6	1.1	1.4	2.0	1.8	1.6	1.7	2.0	2.3	2.3	FIN	2.3
France	FRA	3.5	3.5	3.1	2.6	3.1	3.6	3.6	3.8	4.0	4.2	4.3	4.3	FRA	4.3
Grèce	GRC	5.2	4.9	4.2	3.7	3.9	5.7	8.8	14.4	18.4	19.5	18.2	17.0	GRC	17.0
Hongrie	HUN	3.3	3.5	3.5	3.7	4.3	5.6	5.4	5.1	5.1	3.8	3.2	2.4	HUN	2.4
Irlande	IRL	1.6	1.5	1.4	1.5	3.6	6.8	8.6	9.2	8.4	7.0	5.6	4.7	IRL	4.7
Islande	ISL	0.3	0.2	0.2	0.1	0.5	1.6	2.0	1.7	1.2	0.7	0.6	0.3	ISL	0.3
Israël	ISR	2.9	2.9	2.3	1.7	1.9	1.9	1.4	0.9	0.8	0.6	0.6	0.5	ISR	0.5
Italie	ITA	3.8	3.4	2.9	3.1	3.5	4.1	4.3	5.7	6.9	7.8	7.0	6.8	ITA	6.8
Japon	JPN	1.5	1.4	1.2	1.3	1.4	1.9	1.8	1.7	1.7	1.4	1.2	1.2	JPN	1.2
Lettonie	LVA	4.5	2.4	1.6	1.9	4.5	8.8	8.8	7.8	5.8	4.7	4.5	3.7	LVA	3.7
Luxembourg	LUX	1.2	1.4	1.2	1.6	1.2	1.3	1.4	1.6	1.8	1.6	1.9	..	LUX	1.9
Mexique	MEX	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	0.1	MEX	0.1
Norvège	NOR	0.4	0.5	0.2	0.2	0.2	0.3	0.4	0.3	0.3	0.4	0.5	0.6	NOR	0.6
Nouvelle-Zélande	NZL	0.4	0.3	0.2	0.2	0.4	0.6	0.6	0.9	0.8	0.8	0.8	0.7	NZL	0.7
Pays-Bas	NLD	2.1	1.9	1.4	1.0	0.9	1.2	1.5	1.8	2.4	2.7	3.0	2.6	NLD	2.6
Pologne	POL	9.3	7.0	4.4	2.1	2.1	2.5	3.0	3.5	3.8	3.3	2.9	2.1	POL	2.1
Portugal	PRT	3.7	3.9	3.8	3.6	4.2	5.6	6.1	7.6	9.1	8.3	7.1	6.1	PRT	6.1
Rép. slovaque	SVK	11.0	9.7	7.8	6.3	6.1	8.5	8.7	8.9	9.5	8.8	7.1	5.5	SVK	5.5
Rép. tchèque	CZE	4.2	3.9	2.8	2.2	2.1	3.2	2.8	3.0	3.1	2.7	2.4	1.7	CZE	1.7
Royaume-Uni	GBR	1.0	1.2	1.3	1.3	1.9	2.5	2.6	2.7	2.8	2.2	1.7	1.3	GBR	1.3
Slovénie	SVN	3.1	2.9	2.2	1.8	1.8	3.1	3.6	4.2	5.1	5.3	4.7	4.3	SVN	4.3
Suède	SWE	..	..	0.8	0.8	1.1	1.5	1.4	1.4	1.4	1.3	1.3	1.2	SWE	1.2
Suisse	CHE	1.7	1.6	1.5	1.1	1.2	1.7	1.8	1.6	1.6	1.9	1.9	1.9	CHE	1.9
Turquie	TUR	4.2	3.6	3.1	2.9	3.5	3.4	2.6	2.3	2.4	2.0	2.2	2.2	TUR	2.2
OCDE	OECD 26	1.8	1.6	1.4	1.3	1.8	2.6	2.6	2.7	2.8	2.6	2.3	2.1	OCDE 34	2.0
Afrique du sud	ZAF	15.2	13.4	12.9	11.3	11.8	14.0	14.7	14.5	14.2	14.4	14.3	15.6	ZAF	15.6
Colombie	COL	3.3	..	1.3	1.1	1.4	1.4	1.1	1.0	0.8	0.8	0.7	0.7	COL	0.7
Costa Rica	CRI	..	..	..	..	..	..	..	1.0	1.0	1.5	1.5	1.6	CRI	1.6
Féd. de Russie	RUS	2.8	3.0	2.4	2.2	2.4	2.2	2.1	1.7	1.7	1.4	1.5	1.6	RUS	1.6
Lituanie	LTU	4.4	2.6	1.4	1.3	3.3	7.4	8.0	6.6	5.1	4.8	3.9	2.7	LTU	2.7

Note : Du fait de la refonte de l'enquête, il y a des ruptures dans les séries de données chronologiques de l'Allemagne et du Portugal (2011). En 2006, la Norvège a changé la définition du chômage. En 2012, Israël a modifié la définition de la population active, qui inclut désormais l'ensemble de la population (y compris les personnes effectuant le service militaire obligatoire et les militaires de carrière) et pas seulement les civils. Les préfectures d'Iwate, de Miyagi et de Fukushima sont exclues des données japonaises portant sur 2011. En Nouvelle-Zélande, le personnel militaire a été inclus dans la population active en 2016. Les cellules précédant une rupture sont surlignées en gris et ne sont pas comparables avec les données des années suivantes. La moyenne OCDE est pondérée par la population ; sa série de données chronologiques exclut le Chili, l'Allemagne, Israël, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal, la Suède et la Suisse en raison de ruptures dans les séries de données chronologiques et/ou de données incomplètes pour ces pays. La moyenne OCDE pour la dernière année disponible exclut le Chili.

Source : « Statistiques de la population active », Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données), http://dx.doi.org/10.1787/lfs-lfs-data-fr.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677550

Pour en savoir plus :

OCDE (2017), *Perspectives de l'emploi de l'OCDE 2017*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/empl_outlook-2017-fr*.

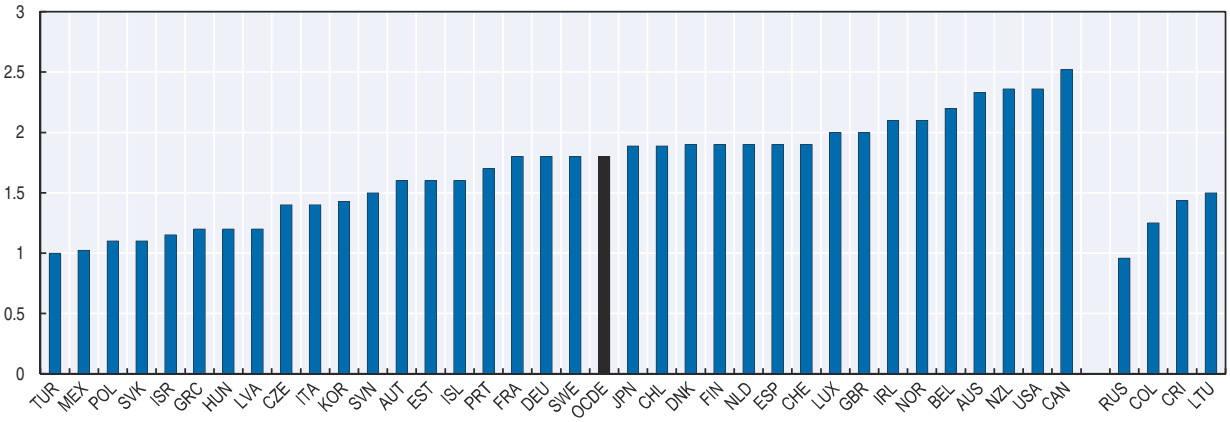
LOGEMENT : Pièces par personne

Définition

Cet indicateur évalue s'il y a ou non surpeuplement dans un logement. Il s'obtient en divisant le nombre de pièces du logement par le nombre d'occupants. Les pièces telles que la cuisine, l'arrière-cuisine/buanderie, la salle de bains, les toilettes, le garage, les pièces affectées à des consultations, le bureau et une boutique ne sont pas prises en compte. Les sources des données sont indiquées dans la note du graphique. Le graphique A.14 et le tableau A.8 indiquent les valeurs moyennes aux cours des périodes 2005-10 et 2011-15 en raison de séries de données chronologiques incomplètes dans plusieurs pays.

Graphique A.14. **Pièces par personne**

Nombre moyen, 2015 ou dernière année disponible



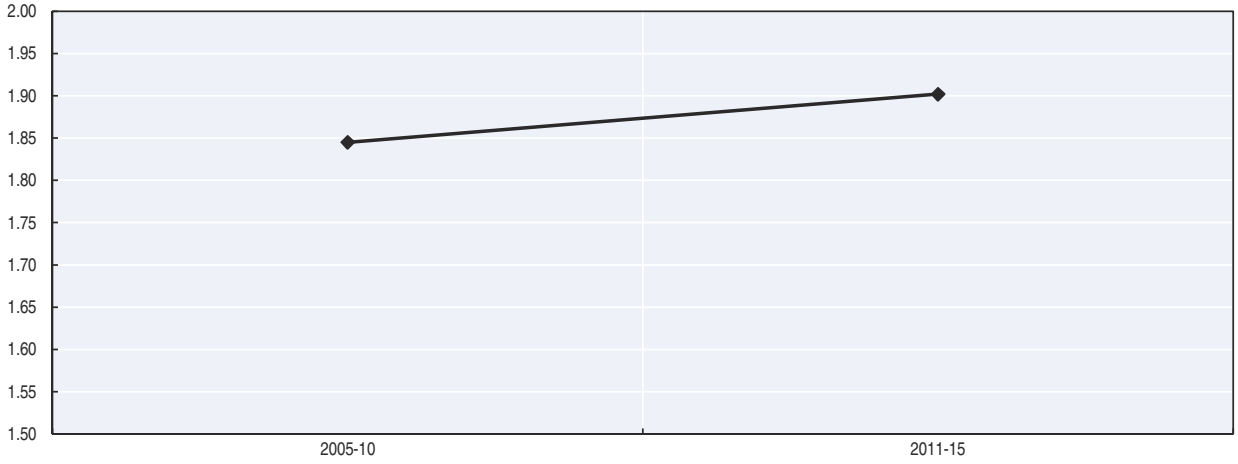
Note : 2016 est la dernière année disponible pour la Colombie, le Costa Rica, la Finlande, la Hongrie, la Lettonie et la Lituanie ; 2014 pour Israël et la Suisse ; 2013 pour le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Turquie ; 2011 pour l'Australie et le Canada ; 2010 pour la Corée. Les valeurs pour l'Australie, le Canada, le Chili, Israël, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis sont des calculs de l'OCDE basés sur les données nationales. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) pour les pays de l'Union européenne, la Norvège, la Suisse et la Turquie; *ABS Census of Population and Housing* pour l'Australie ; enquête nationale auprès des ménages pour le Canada ; *INE Census* pour le Chili; *Household and Multiple Purpose Survey* du Costa Rica pour les données datant d'avant 2010 et *National Household Survey* à partir de 2010 ; enquête israélienne sur les dépenses des ménages pour Israël ; *Housing and Land Survey* pour le Japon ; *Population and Housing Census* pour la Corée ; *INEGI Censo de Población y Vivienda et Encuesta Intercensal* 2015 pour le Mexique ; *Census of New Zealand* pour la Nouvelle-Zélande ; rapport statistique sur le revenu, les dépenses et la consommation des ménages de l'institut ROSSTAT pour la Fédération de Russie et *American Community Survey* pour les États-Unis.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677569

Graphique A.15. **Nombre de pièces par personne, moyenne OCDE**

Nombre moyen, OCDE 30



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population ; elle exclut le Chili, la Corée, la Slovénie, l'Espagne et le Royaume-Uni en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays.

Source : Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) pour les pays de l'Union européenne, la Norvège, la Suisse et la Turquie ; *ABS Census of Population and Housing* pour l'Australie ; enquête nationale auprès des ménages pour le Canada ; *INE Census* pour le Chili; enquête israélienne sur les dépenses des ménages pour Israël ; *Housing and Land Survey* pour le Japon ; *Population and Housing Census* pour la Corée ; *INEGI Censo de Población y Vivienda and Encuesta Intercensal* 2015 pour le Mexique ; *Census of New Zealand* pour la Nouvelle-Zélande ; *American Community Survey* pour les États-Unis.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677588*

Pour en savoir plus :

Balestra, C. et J. Sultan (2013), « Home Sweet Home: The Determinants of Residential Satisfaction and its Relation with Well-being », *Document de travail de l'OCDE sur les statistiques*, No. 2013/05, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5jzbcx0czc0x-en*.

Tableau A.8. **Pièces par personne**

Nombre moyen

		2005-10	2011-15		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	1.7	1.8	DEU	1.8
Australie	AUS	2.3	2.3	AUS	2.3
Autriche	AUT	1.7	1.6	AUT	1.6
Belgique	BEL	2.2	2.2	BEL	2.2
Canada	CAN	2.6	2.5	CAN	2.5
Chili	CHL	..	1.9	CHL	1.9
Corée	KOR	1.3	..	KOR	1.4
Danemark	DNK	1.9	1.9	DNK	1.9
Espagne	ESP	1.9	..	ESP	1.9
Estonie	EST	1.2	1.6	EST	1.6
États-Unis	USA	2.3	2.4	USA	2.4
Finlande	FIN	1.9	1.9	FIN	1.9
France	FRA	1.7	1.8	FRA	1.8
Grèce	GRC	1.2	1.2	GRC	1.2
Hongrie	HUN	1.0	1.2	HUN	1.2
Irlande	IRL	2.0	2.1	IRL	2.1
Islande	ISL	1.6	1.6	ISL	1.6
Israël	ISR	1.1	1.1	ISR	1.2
Italie	ITA	1.4	1.4	ITA	1.4
Japon	JPN	1.8	1.9	JPN	1.9
Lettonie	LVA	1.0	1.2	LVA	1.2
Luxembourg	LUX	1.8	2.0	LUX	2.0
Mexique	MEX	1.0	1.0	MEX	1.0
Norvège	NOR	2.0	2.0	NOR	2.1
Nouvelle-Zélande	NZL	2.3	2.4	NZL	2.4
Pays-Bas	NLD	2.0	2.0	NLD	1.9
Pologne	POL	1.0	1.1	POL	1.1
Portugal	PRT	1.4	1.6	PRT	1.7
Rép. slovaque	SVK	1.1	1.1	SVK	1.1
Rép. tchèque	CZE	1.3	1.4	CZE	1.4
Royaume-Uni	GBR	1.8	..	GBR	2.0
Slovénie	SVN	1.1	..	SVN	1.5
Suède	SWE	1.8	1.7	SWE	1.8
Suisse	CHE	1.8	1.9	CHE	1.9
Turquie	TUR	0.9	0.9	TUR	1.0
OCDE	OCDE 30	1.8	1.9	OCDE	1.8
Colombie	COL	1.1	1.2	COL	1.2
Costa Rica	CRI	1.1	1.2	CRI	1.4
Féd. de Russie	RUS	0.9	0.9	RUS	1.0
Lituanie	LTU	1.1	..	LTU	1.5

Note : Les valeurs pour l'Australie, le Canada, le Chili, Israël, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis sont des calculs de l'OCDE réalisés à partir de données nationales. La valeur de 2005-10 pour l'Australie se rapporte à la période 2009-10 ; la valeur de 2011-15 se rapporte à la période 2011-13 pour l'Estonie et la Suisse en raison de ruptures dans les séries de données chronologiques des années 2009 et 2014. La valeur de 2011-15 se rapporte à la période 2011-16 pour la Colombie, le Costa Rica, la Finlande, la Hongrie et la Lettonie. 2016 est la dernière année disponible pour la Colombie, le Costa Rica, la Finlande, la Hongrie, la Lettonie et la Lituanie ; 2014 pour Israël et la Suisse ; 2013 pour le Japon, la Nouvelle-Zélande et la Turquie ; 2011 pour l'Australie et le Canada ; 2010 pour la Corée et 2015 pour les autres pays. La moyenne OCDE est pondérée par la population ; sa série de données chronologiques exclut le Chili, la Corée, la Slovénie, l'Espagne et le Royaume-Uni en raison de données incomplètes. La moyenne de l'OCDE pour la dernière année disponible englobe tous les pays de l'OCDE.

Source : Statistiques de l'Union Européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) pour les pays de l'Union européenne, la Norvège, la Suisse et la Turquie; *ABS Census of Population and Housing* pour l'Australie ; enquête nationale auprès des ménages pour le Canada ; *INE Census* pour le Chili; *Household and Multiple Purpose Survey* du Costa Rica pour les données datant d'avant 2010 et *National Household Survey* à partir de 2010 ; enquête israélienne sur les dépenses des ménages pour Israël ; *Housing and Land Survey* pour le Japon ; *Population and Housing Census* pour la Corée ; *INEGI Censo de Población y Vivienda et Encuesta Intercensal 2015* pour le Mexique ; *Census of New Zealand* pour la Nouvelle-Zélande ; rapport statistique sur le revenu, les dépenses et la consommation des ménages de l'institut ROSSTAT pour la Fédération de Russie et *American Community Survey* pour les États-Unis.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677607

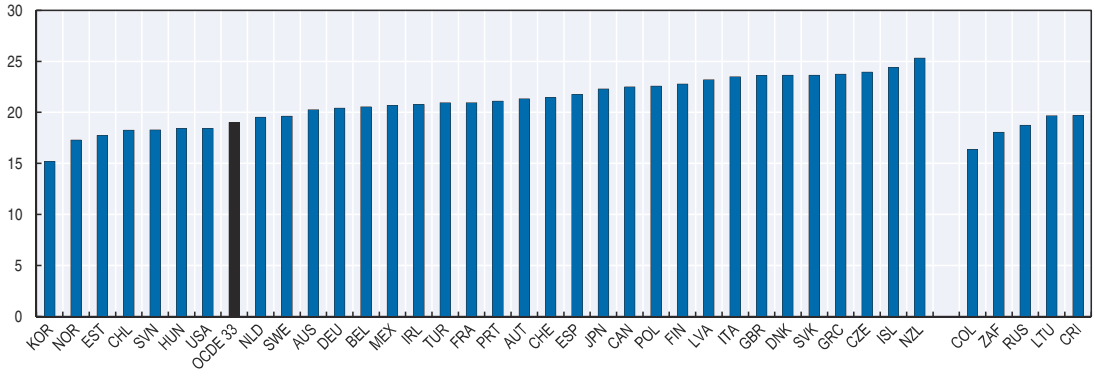
LOGEMENT : Accessibilité financière du logement

Définition

Le pourcentage du revenu disponible ajusté brut consacré au logement et à son entretien, au sens du Système de comptabilité nationale (SCN). Il tient compte du loyer effectif et du loyer imputé, des dépenses d'entretien et de réparation du logement (y compris les services divers), des factures d'eau, d'électricité, de gaz et autres sources d'énergie, ainsi que des dépenses d'ameublement, d'équipement et du budget consacré aux biens et services nécessaires à l'entretien courant du logement. Les dépenses sont exprimées en pourcentage du revenu disponible brut ajusté des ménages. Les charges au titre des intérêts et du principal d'un emprunt immobilier ne sont pas prises en compte dans cet indicateur. Les données renvoient aux ménages et aux institutions à but non lucratif fournissant des services aux ménages et sont issues de la Base de données de l'OCDE sur les comptes nationaux.

Graphique A.16. **Dépenses de logement des ménages**

En pourcentage du revenu disponible ajusté brut des ménages, 2015 ou dernière année disponible



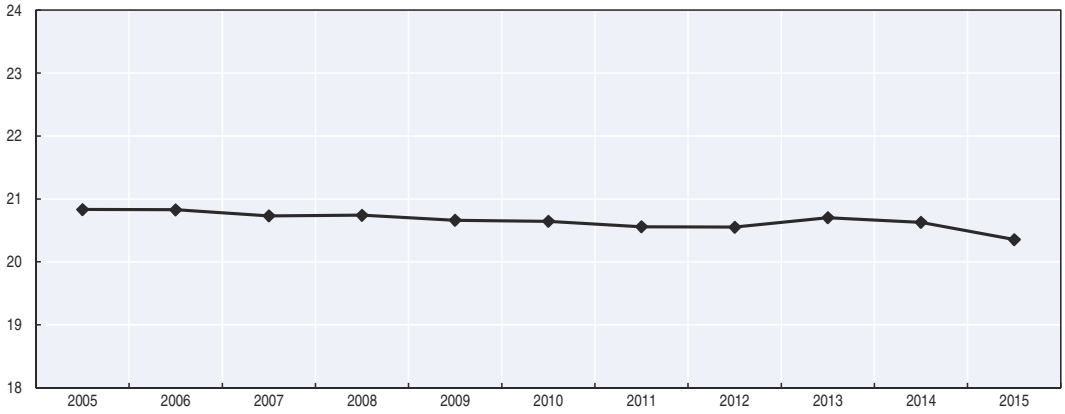
Note : 2016 est la dernière année disponible pour le Canada, le Danemark et le Royaume-Uni ; 2014 pour le Costa Rica, l'Islande, l'Italie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Fédération de Russie et l'Afrique du sud et 2013 pour la Suisse. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut Israël et le Luxembourg.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677626*

Graphique A.17. **Dépenses de logement des ménages, moyenne OCDE**

En pourcentage du revenu disponible ajusté brut des ménages, OCDE 26



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, l'Islande, Israël, l'Italie, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse et la Turquie en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677645*

Tableau A.9. **Dépenses de logement des ménages**

En pourcentage du revenu disponible ajusté brut des ménages

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	21.5	21.9	21.3	21.4	21.3	21.5	21.2	21.3	21.3	20.7	20.4	..	DEU	20.4
Australie	AUS	19.3	19.2	19.0	18.8	19.3	19.2	19.3	19.8	19.9	20.1	20.3	..	AUS	20.3
Autriche	AUT	20.0	19.9	19.5	19.7	19.8	20.2	20.6	20.6	21.1	21.0	21.3	..	AUT	21.3
Belgique	BEL	19.7	19.7	19.3	19.8	19.3	20.0	20.3	20.6	20.7	20.4	20.5	..	BEL	20.5
Canada	CAN	22.9	22.5	22.7	22.6	22.3	22.1	22.1	22.0	22.0	22.5	22.5	22.3	CAN	22.3
Chili	CHL	..	..	..	..	..	..	..	..	18.1	18.0	18.5	..	CHL	18.5
Corée	KOR	17.3	17.1	16.8	16.5	16.0	16.1	15.9	16.1	15.9	15.7	15.2	..	KOR	15.2
Danemark	DNK	23.3	23.2	23.4	23.6	23.0	23.5	23.6	23.8	24.1	23.8	23.6	23.5	DNK	23.5
Espagne	ESP	18.2	19.0	19.7	19.8	19.9	21.0	21.4	22.3	22.5	22.1	21.8	..	ESP	21.8
Estonie	EST	21.4	21.7	21.3	18.9	18.3	18.3	18.2	18.5	19.0	18.1	17.7	..	EST	17.7
États-Unis	USA	19.5	19.4	19.2	19.0	19.0	18.8	18.5	18.1	18.6	18.4	18.4	..	USA	18.4
Finlande	FIN	20.9	21.0	20.8	20.6	20.7	21.2	21.3	21.6	21.9	22.4	22.7	..	FIN	22.7
France	FRA	20.2	20.3	20.1	20.2	20.2	20.4	20.3	20.8	21.1	20.9	20.9	..	FRA	20.9
Grèce	GRC	19.7	19.2	19.2	20.6	20.6	22.3	23.4	25.0	24.8	23.6	23.7	..	GRC	23.7
Hongrie	HUN	18.9	19.1	19.6	20.1	20.8	21.4	20.6	20.7	19.7	18.4	18.4	..	HUN	18.4
Irlande	IRL	19.3	19.6	20.3	20.2	18.1	18.0	18.7	18.8	19.7	20.2	20.8	..	IRL	20.8
Islande	ISL	22.6	21.8	21.5	21.1	23.0	24.8	24.8	24.5	24.4	24.4	..	..	ISL	24.4
Israël	ISR	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	ISR	..
Italie	ITA	20.7	20.8	20.8	21.2	21.8	22.6	22.7	23.6	23.6	23.5	..	..	ITA	23.5
Japon	JPN	21.5	21.9	21.9	22.3	22.2	22.3	22.2	22.3	22.8	23.0	22.3	..	JPN	22.3
Lettonie	LVA	18.1	20.4	21.6	20.6	20.3	20.8	22.8	23.6	23.7	24.2	23.2	..	LVA	23.2
Luxembourg	LUX	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	LUX	..
Mexique	MEX	24.0	23.6	23.5	23.6	23.3	22.4	22.2	22.3	21.7	21.8	20.7	..	MEX	20.7
Norvège	NOR	17.6	19.3	18.5	18.4	17.9	18.7	18.0	17.7	17.7	17.3	..	..	NOR	17.3
Nouvelle-Zélande	NZL	25.8	25.6	25.0	25.4	25.0	24.9	24.7	25.2	25.6	26.2	..	..	NZL	26.2
Pays-Bas	NLD	19.1	18.7	18.4	18.5	18.3	18.5	18.4	18.8	19.2	19.1	19.5	..	NLD	19.5
Pologne	POL	22.2	22.0	21.8	21.8	22.6	22.7	23.4	22.6	22.0	22.8	22.6	..	POL	22.6
Portugal	PRT	16.2	16.5	16.9	17.1	17.3	17.8	18.7	19.8	20.0	20.9	21.1	..	PRT	21.1
Rép. slovaque	SVK	26.1	27.2	26.6	26.5	25.9	25.5	25.9	25.9	25.2	24.3	23.6	..	SVK	23.6
Rép. tchèque	CZE	23.6	23.5	23.7	24.2	24.7	25.3	25.2	25.1	25.2	24.0	24.0	..	CZE	24.0
Royaume-Uni	GBR	23.9	24.0	23.9	24.0	23.3	23.4	23.6	23.6	23.9	23.8	23.6	23.7	GBR	23.7
Slovénie	SVN	18.9	18.6	18.5	18.5	19.8	20.4	20.0	19.7	19.0	18.6	18.3	..	SVN	18.3
Suède	SWE	21.9	21.5	21.1	20.9	20.9	21.3	20.7	20.0	19.9	19.8	19.6	..	SWE	19.6
Suisse	CHE	22.2	22.0	21.6	22.2	21.8	22.2	22.0	21.7	21.5	..	..	..	CHE	21.5
Turquie	TUR	..	..	..	..	22.2	21.8	21.4	21.2	20.6	19.8	19.6	..	TUR	19.6
OCDE	OECD 26	20.8	20.8	20.7	20.7	20.7	20.6	20.6	20.6	20.7	20.6	20.4	..	OCDE 33	19.0
Afrique du sud	ZAF	..	..	..	19.9	19.6	19.4	19.1	18.9	18.5	18.0	..	..	ZAF	18.0
Colombie	COL	18.3	18.2	17.6	17.1	17.4	17.6	17.1	17.0	16.5	16.4	16.6	..	COL	16.6
Costa Rica	CRI	..	..	..	..	..	..	..	20.1	20.4	19.7	..	..	CRI	19.7
Féd. de Russie	RUS	..	..	..	..	..	..	19.8	20.2	19.4	18.7	..	..	RUS	18.7
Lituanie	LTU	17.5	17.3	18.1	17.6	17.5	17.2	18.9	19.7	19.6	19.9	19.7	..	LTU	19.7

Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population ; sa série de données chronologiques exclut le Chili, l'Islande, Israël, l'Italie, le Luxembourg, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse et la Turquie en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays. La dernière année disponible exclut Israël et le Luxembourg.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677664

Pour en savoir plus :

OCDE (2011b), « Conditions de logement », dans *Comment va la vie ? : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264121195-6-fr*.

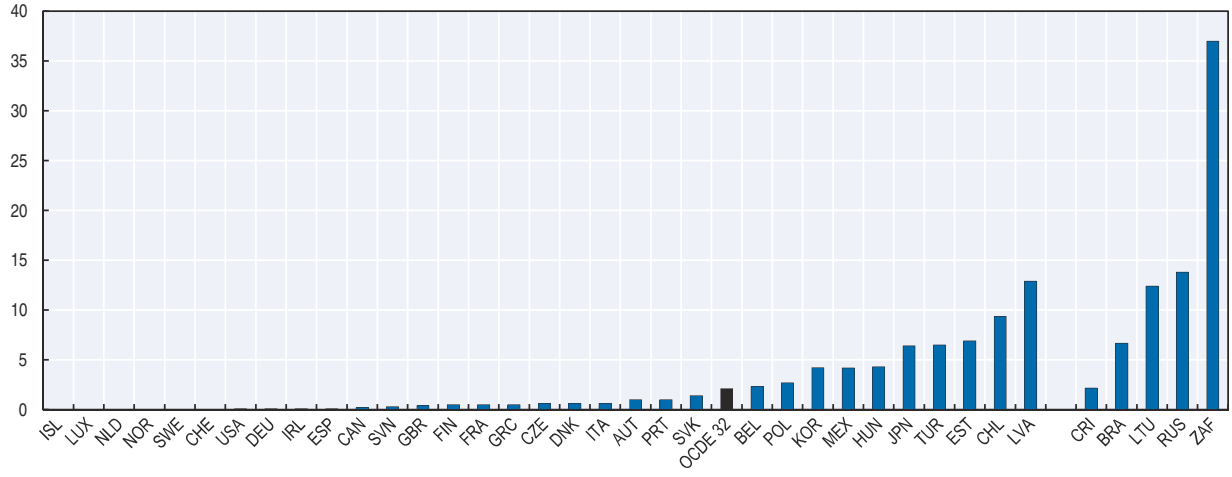
LOGEMENT : Équipements sanitaires de base

Définition

Cet indicateur correspond au pourcentage de la population vivant dans un logement dépourvu de WC intérieurs destinés au seul usage du ménage. Les WC extérieurs ne sont pas pris en compte. En revanche, ceux installés dans une salle de douche ou de bain le sont. Les sources des données sont indiquées dans la note du graphique. Le graphique A.18 et le tableau A.10 présentent les valeurs moyennes au cours des périodes 2005-10 et 2011-15 en raison de séries temporelles incomplètes dans plusieurs pays.

Graphique A.18. **Logements dépourvus d'équipements sanitaires de base**

Pourcentage de personnes vivant dans un logement dépourvu de WC intérieurs réservés au seul usage du ménage, 2015 ou dernière année disponible



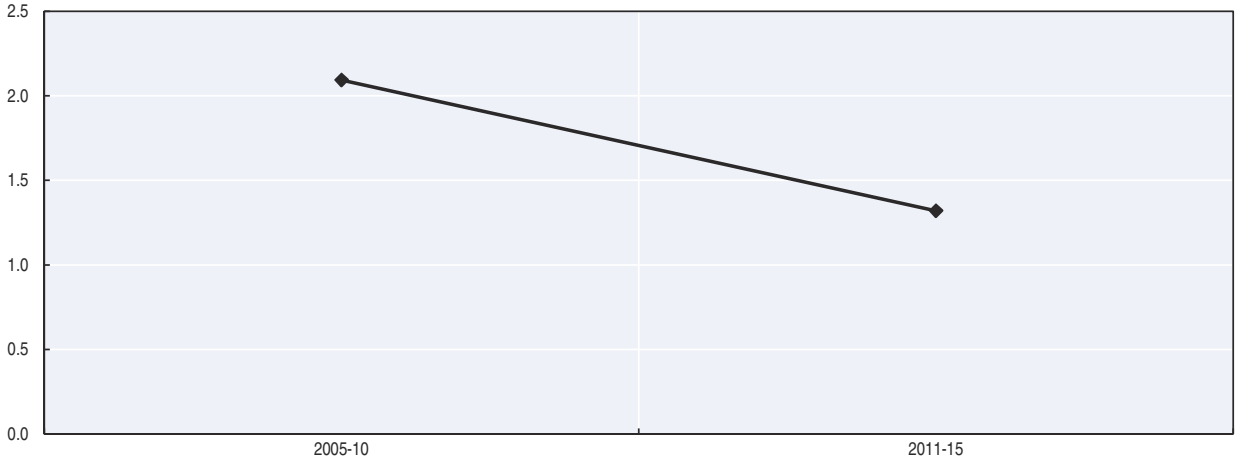
Note : 2016 est la dernière année disponible pour le Costa Rica, la Finlande, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie et l'Afrique du sud ; 2014 pour la Fédération de Russie ; 2013 pour les États-Unis ; 2010 pour la Corée et le Mexique ; 2001 pour le Chili et 1997 pour le Canada. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Australie, Israël et la Nouvelle-Zélande.

Source : « Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) », *http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/microdata/eu_silc* pour les pays de l'Union européenne, la Norvège, la Suisse et la Turquie ; *Universo do Censo Demográfico 2010* pour le Brésil; enquête canadienne sur l'équipement ménager pour le Canada ; *INE Censo* 2002 pour le Chili ; *Household and Multiple Purpose Survey* du Costa Rica pour les données datant d'avant 2010 et *National Household Survey* à partir de 2010 ; *Housing and Land Survey of Japan* pour le Japon ; *Population and Housing Census* pour la Corée ; *INEGI Censo de Población y Vivienda 2010* pour le Mexique ; rapport statistique sur le revenu, les dépenses et la consommation des ménages de l'institut ROSSTAT pour la Fédération de Russie et *American Community Survey* pour les États-Unis.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677683

Graphique A.19. **Logements dépourvus d'équipements sanitaires de base, moyenne OCDE**

Pourcentage de personnes vivant dans un logement dépourvu de WC intérieurs réservés au seul usage du ménage, OCDE 26



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population ; elle exclut l'Australie, le Canada, le Chili, Israël, le Japon, La Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays.

Source : « Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) », *http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/microdata/eu_silc* pour les pays de l'Union européenne, la Norvège, la Suisse et la Turquie ; enquête canadienne sur l'équipement ménager pour le Canada ; *INE Censo 2002* pour le Chili ; *Housing and Land Survey* pour le Japon ; *Population and Housing Census* pour la Corée ; *INEGI Censo de Población y Vivienda 2010* pour le Mexique et *American Housing Survey* pour les États-Unis.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677702*

Pour en savoir plus :

Balestra, C. et J. Sultan (2013), « Home Sweet Home: The Determinants of Residential Satisfaction and its Relation with Well-being », *Document de travail de l'OCDE sur les statistiques*, No. 2013/05, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5jzbcx0czc0x-en*.

OCDE (2011b), « Conditions de logement », dans *Comment va la vie ? : Mesurer le bien-être*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264121195-6-fr*.

Tableau A.10. **Logements dépourvus d'équipements sanitaires de base**

Pourcentage de personnes vivant dans un logement dépourvu de WC intérieurs réservés au seul usage du ménage

		2005-10	2011-15		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	1.3	0.4	DEU	0.1
Australie	AUS	..	..	AUS	..
Autriche	AUT	1.3	1.0	AUT	1.0
Belgique	BEL	0.8	2.0	BEL	2.3
Canada	CAN	..	..	CAN	0.2
Chili	CHL	..	..	CHL	9.4
Corée	KOR	5.8	..	KOR	4.2
Danemark	DNK	0.0	0.5	DNK	0.6
Espagne	ESP	0.2	0.1	ESP	0.1
Estonie	EST	14.1	8.8	EST	6.9
États-Unis	USA	0.1	0.1	USA	0.1
Finlande	FIN	0.8	0.6	FIN	0.5
France	FRA	0.9	0.5	FRA	0.5
Grèce	GRC	2.6	0.6	GRC	0.5
Hongrie	HUN	6.8	4.8	HUN	4.3
Irlande	IRL	0.4	1.8	IRL	0.1
Islande	ISL	0.4	0.0	ISL	0.0
Israël	ISR	..	..	ISR	..
Italie	ITA	0.2	0.7	ITA	0.6
Japon	JPN	6.4	..	JPN	6.4
Lettonie	LVA	18.8	14.9	LVA	12.9
Luxembourg	LUX	0.6	0.2	LUX	0.0
Mexique	MEX	5.5	..	MEX	4.2
Norvège	NOR	0.2	0.1	NOR	0.0
Nouvelle-Zélande	NZL	..	..	NZL	..
Pays-Bas	NLD	0.0	0.0	NLD	0.0
Pologne	POL	5.9	3.3	POL	2.7
Portugal	PRT	2.8	1.0	PRT	1.0
Rép. slovaque	SVK	0.9	1.2	SVK	1.4
Rép. tchèque	CZE	1.2	0.8	CZE	0.6
Royaume-Uni	GBR	0.7	..	GBR	0.4
Slovénie	SVN	1.0	0.5	SVN	0.3
Suède	SWE	0.0	0.0	SWE	0.0
Suisse	CHE	0.1	0.1	CHE	0.0
Turquie	TUR	13.2	8.2	TUR	6.5
OCDE	OCDE 26	2.1	1.3	OCDE 32	2.1
Afrique du sud	ZAF	41.3	38.0	ZAF	37.0
Brésil	BRA	6.7	..	BRA	6.7
Costa Rica	CRI	3.8	2.4	CRI	2.2
Féd. de Russie	RUS	18.8	14.8	RUS	13.8
Lituanie	LTU	20.6	14.2	LTU	12.4

Note : Pour la Suisse, la valeur de 2005-10 se rapporte à la période 2008-10 ; pour l'Autriche et la République slovaque, elle se rapporte à la période 2009-10. Pour l'Estonie, la valeur de 2011-15 se rapporte à la période 2011-13 en raison de ruptures dans les séries de données chronologiques des années 2008, 2009 et 2014 ; pour le Costa Rica, la Finlande, la Hongrie et la Lettonie, elle se rapporte à la période 2011-16. Pour le Brésil, le Canada et la Corée, les données se rapportent au pourcentage de ménages. Pour le Mexique, elles se rapportent au pourcentage de personnes vivant dans un logement privé sans toilettes ; celles pour la Fédération de Russie se rapportent au pourcentage de ménages ne disposant pas de WC dotés d'une chasse d'eau ; celles pour l'Afrique du sud se rapportent aux ménages ne disposant pas de WC dotés de chasse d'eau connectés à un réseau d'assainissement public ou à une fosse septique ; pour les États-Unis, les données se rapportent au pourcentage du total d'habitations occupées ne disposant pas de WC dotés d'une chasse d'eau. 2016 est la dernière année disponible pour l'Afrique du sud, le Costa Rica, la Finlande, la Hongrie, la Lettonie et la Lituanie ; 2014 pour la Fédération de Russie ; 2013 pour les États-Unis ; 2010 pour la Corée et le Mexique ; 2001 pour le Chili ; 1997 pour le Canada et 2015 pour tous les autres pays. La moyenne OCDE est pondérée par la population ; sa série de données chronologiques exclut l'Australie, le Canada, le Chili, Israël, le Japon, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni en raison de données incomplètes pour ces pays. La moyenne de l'OCDE pour la dernière année disponible exclut l'Australie, Israël et la Nouvelle-Zélande.

Source : « Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) », *http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/microdata/eu_silc* pour les pays de l'Union européenne, la Norvège, la Suisse et la Turquie ; *Universo do Censo Demográfico 2010* pour le Brésil; enquête canadienne sur l'équipement ménager pour le Canada ; *INE Censo 2002* pour le Chili ; *Household and Multiple Purpose Survey* du Costa Rica pour les données datant d'avant 2010 et *National Household Survey* à partir de 2010 ; *Housing and Land Survey of Japan* pour le Japon ; *Population and Housing Census* pour la Corée ; *INEGI Censo de Población y Vivienda 2010* pour le Mexique ; rapport statistique sur le revenu, les dépenses et la consommation des ménages de l'institut ROSSTAT pour la Fédération de Russie et *American Community Survey* pour les États-Unis.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677721

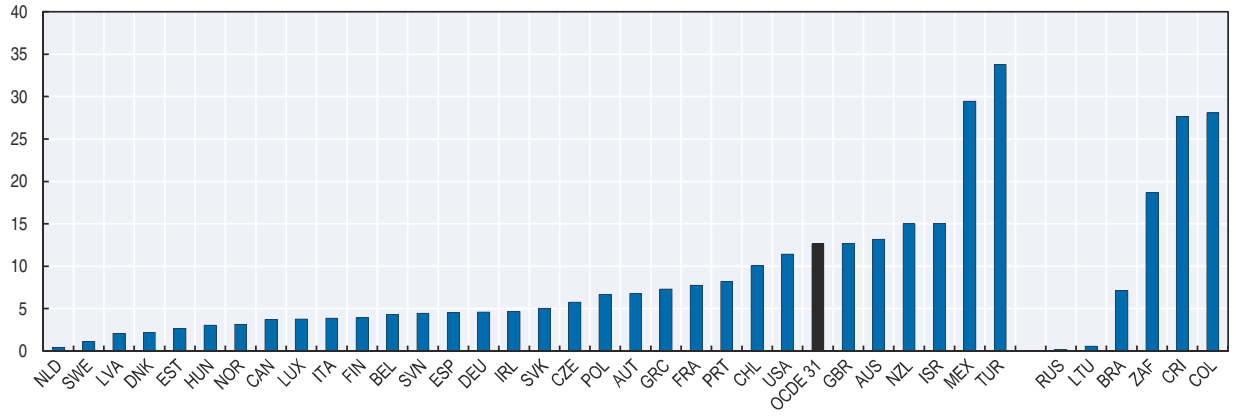
ÉQUILIBRE VIE PROFESSIONNELLE- VIE PRIVÉE : Durée du travail

Définition

Cet indicateur se rapporte au nombre de salariés qui travaillent habituellement au moins 50 heures par semaine, exprimé en pourcentage du nombre total de salariés, tous âges confondus. Les travailleurs indépendants ne sont pas pris en compte. Ce seuil de 50 heures a été retenu parce qu'après prise en compte du temps consacré aux trajets entre le domicile et le travail, au travail non rémunéré et à la satisfaction des besoins primaires (comme dormir et manger), les travailleurs qui travaillent régulièrement 50 heures ou plus par semaine ont vraisemblablement très peu de temps (une ou deux heures par jour) à consacrer à d'autres activités. En outre, dans les pays dotés d'une réglementation qui fixe une durée de travail maximale, cette durée est généralement limitée à 48 heures par semaine. Les données sont issues des enquêtes nationales sur la population active et sont globalement comparables entre pays.

Graphique A.20. **Salariés ayant une durée de travail très longue**

Pourcentage de salariés travaillant habituellement 50 heures ou plus par semaine, 2016 ou dernière année disponible



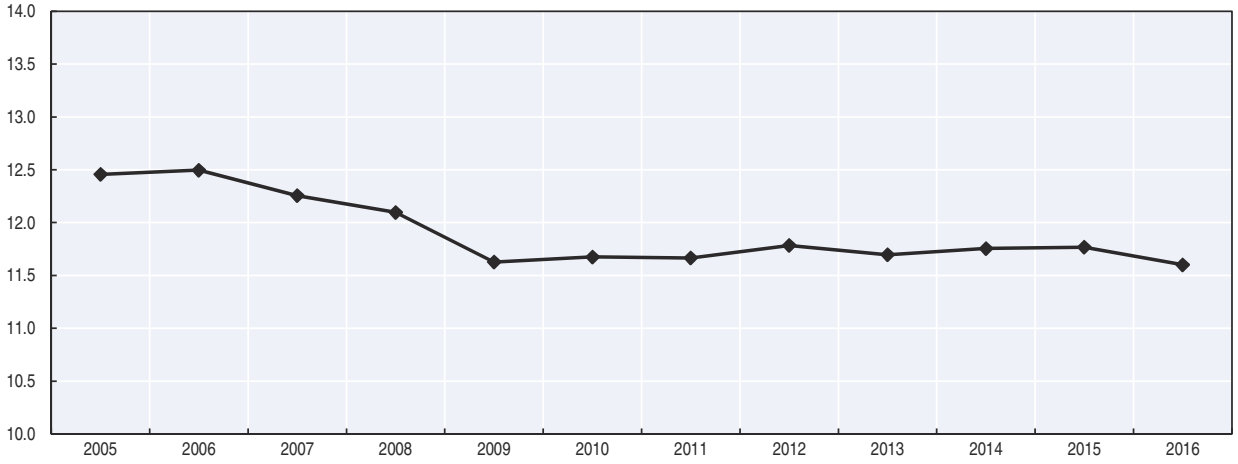
Note : Les données renvoient au pourcentage de salariés travaillant habituellement 50 heures par semaine ou plus, sauf pour la Fédération de Russie, où elles renvoient aux personnes travaillant 51 heures ou plus. Pour le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la République tchèque, la Finlande, la Hongrie, la Lettonie, le Mexique, le Portugal, la République slovaque, la Suède et la Turquie, seule l'activité principale est prise en compte ; pour tous les autres pays, toutes les activités sont inclues. Les salariés dont le nombre d'heures travaillées varie d'une semaine à l'autre ne sont pas pris en compte. Les heures supplémentaires ne sont pas comptées si elles ne sont pas contractuelles pour le Canada, le Chili, la Hongrie et la Norvège tandis qu'elles sont incluses lorsqu'elles sont régulières pour l'Australie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Fédération de Russie, la Suède, la Suisse, la Turquie et les États-Unis. La pause-déjeuner est exclue pour l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Estonie, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la République slovaque, la Slovénie, l'Espagne et le Royaume-Uni. Il n'y a pas de précisions pour le Brésil et 2015 est la dernière année disponible pour ce pays. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Islande, le Japon, la Corée et la Suisse.

Source : « Statistiques de la population active », Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/lfs-lfs-data-fr*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677740

Graphique A.21. **Salariés ayant une durée de travail très longue, moyenne OCDE**

Pourcentage de salariés travaillant habituellement 50 heures par semaine ou plus, OCDE 24



Note : Les données renvoient au pourcentage de salariés travaillant habituellement 50 heures par semaine ou plus, sauf pour la Fédération de Russie, où elles renvoient aux personnes travaillant 51 heures ou plus. Pour le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la République tchèque, la Finlande, la Hongrie, la Lettonie, le Mexique, le Portugal, la République slovaque, la Suède et la Turquie, seule l'activité principale est prise en compte ; pour tous les autres pays, toutes les activités sont inclues. Les salariés dont le nombre d'heures travaillées varie d'une semaine à l'autre ne sont pas pris en compte. Les heures supplémentaires ne sont pas comptées si elles ne sont pas contractuelles pour le Canada, le Chili, la Hongrie et la Norvège tandis qu'elles sont incluses lorsqu'elles sont régulières pour l'Australie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Fédération de Russie, la Suède, la Suisse, la Turquie et les États-Unis. La pause-déjeuner est exclue pour l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Estonie, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la République slovaque, la Slovénie, l'Espagne et le Royaume-Uni. Il n'y a pas de précisions pour le Brésil et 2015 est la dernière année disponible pour ce pays. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Islande, le Japon, la Corée et la Suisse.

Source : « Statistiques de la population active », Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/lfs-lfs-data-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677759*

Tableau A.11. **Salariés ayant une durée de travail très longue**

Pourcentage de salariés travaillant habituellement 50 heures par semaine ou plus

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	4.5	4.7	4.6	4.8	5.3	5.1	5.4	5.6	5.3	5.0	4.8	4.6	DEU	4.6
Australie	AUS	15.3	14.8	14.9	14.9	14.3	14.0	14.2	14.3	14.1	13.4	13.5	13.2	AUS	13.2
Autriche	AUT	11.0	10.7	10.8	10.5	9.5	9.0	8.7	8.5	7.6	7.3	7.2	6.8	AUT	6.8
Belgique	BEL	4.4	4.3	4.6	4.3	4.2	4.5	4.4	4.4	4.6	4.7	4.3	4.3	BEL	4.3
Canada	CAN	4.7	4.6	4.4	4.2	3.9	3.9	4.1	4.0	4.0	3.8	3.8	3.7	CAN	3.7
Chili	CHL	7.2	9.7	8.2	8.1	8.5	17.3	16.3	15.4	13.5	13.2	11.3	10.1	CHL	10.1
Corée	KOR	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	KOR	..
Danemark	DNK	5.7	5.5	2.5	2.2	1.9	2.0	2.0	2.1	2.0	2.2	2.5	2.2	DNK	2.2
Espagne	ESP	8.6	8.3	7.8	7.4	6.9	6.6	6.3	5.9	5.9	5.6	5.2	4.5	ESP	4.5
Estonie	EST	5.1	5.5	5.1	3.6	3.0	3.7	4.2	3.7	3.4	3.4	3.4	2.7	EST	2.7
États-Unis	USA	11.8	12.1	11.7	11.4	10.8	11.0	11.3	11.6	11.4	11.8	11.6	11.4	USA	11.4
Finlande	FIN	4.5	4.5	4.0	3.9	3.6	3.9	3.9	3.7	3.6	3.6	3.7	3.9	FIN	3.9
France	FRA	8.3	8.0	8.0	8.4	8.6	8.6	8.9	8.7	8.1	7.6	7.6	7.8	FRA	7.8
Grèce	GRC	6.6	6.0	5.6	5.6	5.6	5.1	5.2	5.6	6.1	6.4	6.5	7.3	GRC	7.3
Hongrie	HUN	4.6	4.4	4.3	3.9	3.4	3.2	3.1	2.9	3.2	3.8	3.8	3.0	HUN	3.0
Irlande	IRL	4.7	4.2	4.0	3.7	3.4	3.7	3.9	4.2	4.2	4.1	4.6	4.7	IRL	4.7
Islande	ISL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	ISL	..
Israël	ISR	22.0	21.9	22.9	21.2	18.8	19.1	17.8	19.0	16.1	14.8	15.1	15.0	ISR	15.0
Italie	ITA	5.4	5.8	5.4	5.3	4.6	4.6	4.0	3.7	3.6	3.8	3.9	3.9	ITA	3.9
Japon	JPN	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	JPN	..
Lettonie	LVA	11.5	11.5	8.3	5.8	4.6	2.5	2.3	2.6	2.3	2.5	2.4	2.1	LVA	2.1
Luxembourg	LUX	1.3	0.4	0.0	0.1	3.5	3.7	2.6	3.2	3.5	3.3	3.7	3.8	LUX	3.8
Mexique	MEX	29.2	29.4	29.2	29.4	29.1	29.4	28.7	29.0	29.0	28.8	29.6	29.5	MEX	29.5
Norvège	NOR	3.1	3.5	3.5	3.2	3.0	2.7	2.8	3.1	2.8	3.1	3.2	3.2	NOR	3.2
Nouvelle-Zélande	NZL	15.7	14.9	14.7	14.2	13.4	13.8	13.3	13.3	14.1	14.0	13.6	15.0	NZL	15.0
Pays-Bas	NLD	0.6	0.7	0.6	0.6	0.6	0.7	0.7	0.6	0.4	0.5	0.5	0.5	NLD	0.5
Pologne	POL	10.0	9.3	9.1	8.6	7.6	7.4	7.3	7.6	7.4	7.3	6.9	6.7	POL	6.7
Portugal	PRT	5.3	4.9	5.2	5.6	5.2	5.4	8.5	9.3	9.6	9.8	8.8	8.2	PRT	8.2
Rép. slovaque	SVK	6.3	6.9	7.1	7.1	5.7	5.4	6.1	6.5	7.0	6.2	5.6	5.0	SVK	5.0
Rép. tchèque	CZE	9.0	8.8	9.4	9.6	9.3	8.8	7.6	7.2	7.0	6.0	6.1	5.8	CZE	5.8
Royaume-Uni	GBR	13.0	12.6	12.7	12.6	12.0	11.8	12.2	12.4	12.8	13.0	13.0	12.7	GBR	12.7
Slovénie	SVN	8.5	7.8	7.7	8.2	6.8	6.1	5.6	5.7	5.6	5.5	5.4	4.5	SVN	4.5
Suède	SWE	1.2	1.2	1.1	1.1	1.2	1.3	1.2	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	SWE	1.1
Suisse	CHE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	CHE	..
Turquie	TUR	..	49.7	47.4	46.2	45.3	45.6	46.1	43.3	40.9	39.2	36.7	33.8	TUR	33.8
OCDE	OCDE 34	12.5	12.5	12.3	12.1	11.6	11.7	11.7	11.8	11.7	11.8	11.8	11.6	OCDE 31	12.6
Afrique du sud	ZAF	..	..	..	23.8	20.7	19.5	19.2	18.7	18.5	18.1	18.4	18.7	ZAF	18.7
Brésil	BRA	15.5	15.0	14.5	13.8	12.5	..	10.7	10.4	9.5	8.5	7.1	..	BRA	7.1
Colombie	COL	37.1	..	36.5	34.4	33.6	35.0	35.4	34.3	33.4	30.6	29.2	28.1	COL	28.1
Costa Rica	CRI	..	..	..	..	..	32.8	28.1	26.5	27.0	27.1	28.6	27.6	CRI	27.6
Féd. de Russie	RUS	0.3	0.2	0.2	0.3	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	RUS	0.2
Lituanie	LTU	1.4	1.2	1.2	1.3	0.8	0.6	0.5	0.4	0.2	0.5	0.6	0.6	LTU	0.6

Note : Les données renvoient au pourcentage de salariés travaillant habituellement 50 heures par semaine ou plus, sauf pour la Fédération de Russie, où elles renvoient aux personnes travaillant 51 heures ou plus. Pour le Canada, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, la République tchèque, la Finlande, la Hongrie, la Lettonie, le Mexique, le Portugal, la République slovaque, la Suède et la Turquie, seule l'activité principale est prise en compte ; pour tous les autres pays, toutes les activités sont inclues. Les salariés dont le nombre d'heures travaillées varie d'une semaine à l'autre ne sont pas pris en compte. Les heures supplémentaires ne sont pas comptées si elles ne sont pas contractuelles pour le Canada, le Chili, la Hongrie et la Norvège tandis qu'elles sont incluses lorsqu'elles sont régulières pour l'Australie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Fédération de Russie, la Suède, la Suisse, la Turquie et les États-Unis. La pause-déjeuner est exclue pour l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Estonie, la France, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la République slovaque, la Slovénie, l'Espagne et le Royaume-Uni. Il n'y a pas de précisions pour le Brésil et 2015. En raison d'une refonte de l'enquête, il y a une rupture des séries de données chronologiques en 2010 pour le Chili ainsi qu'en 2011 pour l'Allemagne et le Portugal. En Norvège, on a modifié en 2016 la définition du chômage. En 2012, Israël a modifié la définition de la population active, qui inclut désormais l'ensemble de la population (y compris les personnes effectuant le service militaire obligatoire et les militaires de carrière) et pas seulement les civils. Les cellules précédant une rupture sont surlignées en gris et ne sont pas comparables avec les données des années suivantes. La moyenne OCDE est pondérée par la population ; sa série de données chronologiques exclut le Chili, l'Allemagne, l'Islande, Israël, la Japon, la Corée, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal, la Suisse et la Turquie en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays. La dernière année disponible exclut l'Islande, le Japon, la Corée et la Suisse.

Source : « Statistiques de la population active », *Statistiques de l'OCDE sur l'emploi et le marché du travail* (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/lfs-lfs-data-fr*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677778

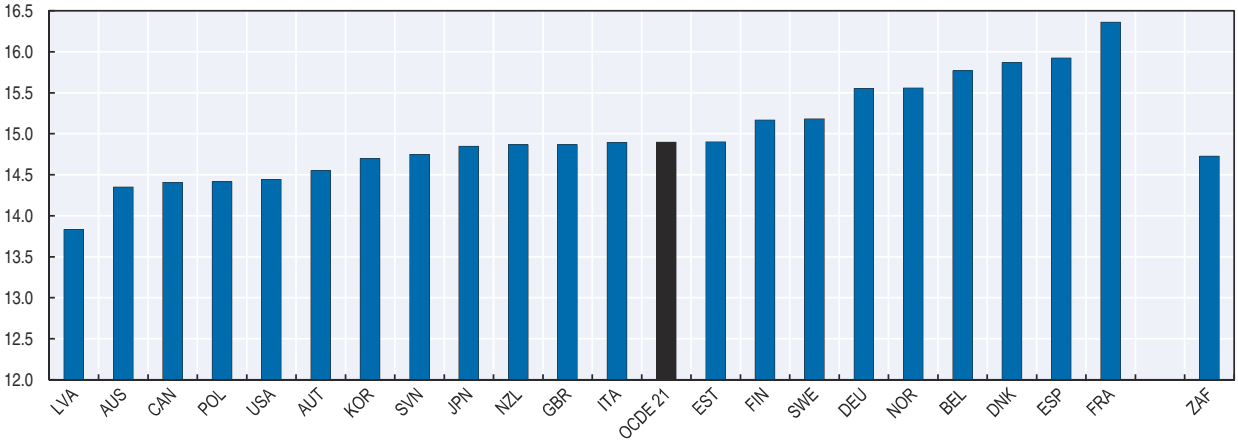
ÉQUILIBRE VIE PROFESSIONNELLE-VIE PRIVÉE : Temps de loisir

Définition

Cet indicateur correspond au nombre d'heures que les personnes occupant un travail à temps plein consacrent aux loisirs et aux activités personnelles. Les valeurs présentées se rapportent à une journée représentative et ne concernent que les salariés à temps plein, l'objectif étant qu'elles puissent être plus facilement comparées entre des pays qui n'ont pas le même taux d'emploi. Elles sont recueillies par l'intermédiaire d'enquêtes nationales sur l'emploi du temps nécessitant que les participants tiennent un journal de leurs activités pendant une ou plusieurs journées représentatives au cours d'une période donnée. La définition du « temps consacré aux loisirs et aux activités personnelles » englobe des activités telles que dormir, manger, se laver, faire du sport, rencontrer des amis ou des proches, ainsi que le temps consacré aux trajets liés à ces activités. Dans le cas de certains pays et de certaines catégories d'activités, la possibilité de comparer ces enquêtes est limitée. Les données présentées ici ont été harmonisées a posteriori par le secrétariat de l'OCDE. Elles sont issues des enquêtes européennes harmonisées sur l'emploi du temps, de la base de données d'Eurostat sur l'emploi du temps, de microdonnées accessibles au public provenant d'enquêtes nationales sur l'emploi du temps et de tableaux compilés par les offices nationaux de la statistique.

Graphique A.22. **Temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles**

Heures par jour, personnes occupant un emploi à temps plein, dernière année disponible



Note : Les données se rapportent à 2016 pour les États-Unis, 2014-15 pour le Royaume-Uni ; 2011 pour le Japon, 2010 pour le Canada, la Norvège et l'Afrique du sud ; 2009-10 pour l'Estonie, la Finlande, la France, la Nouvelle-Zélande et l'Espagne ; 2009 pour la Corée ; 2008-09 pour l'Autriche et l'Italie, 2006 pour l'Australie, 2005 pour la Belgique, 2003-04 pour la Pologne, 2001-02 pour l'Allemagne, 2001 pour le Danemark et 2000-01 pour la Slovénie et la Suède. Les données ont été normalisées à 1 440 minutes par jour : en d'autres termes, s'agissant des pays pour lesquels la somme des différentes utilisations du temps n'était pas égale à 1 440 minutes, les minutes manquantes ou excédentaires (environ 30-40 minutes en général) ont été réparties proportionnellement sur l'ensemble des activités. Les données relatives à la Hongrie, à l'Irlande, au Portugal, à la Turquie et à l'Afrique du Sud ont été exclues parce qu'elles englobaient également les travailleurs à temps partiel. Les échantillons d'enquêtes incluent les personnes de 12 ans et plus en Nouvelle-Zélande, de 15 et plus en Autriche, au Canada, au Danemark, en Finlande, en France, en Italie, au Japon, en Espagne et aux États-Unis, de 20 à 74 ans en Belgique, en Allemagne, en Norvège, en Pologne, en Slovénie, en Suède et de 20 ans et plus en Corée. L'enquête ne comportant pas de questions spécifiques visant à distinguer les personnes employées à temps plein pour le Canada, le Japon, la Corée et les États-Unis, on les a définies sur la base du nombre minimum d'heures de travail par semaine, qui est fixé respectivement à 30, 35, 36 et 35. La moyenne OCDE est pondérée par la population ; elle exclut le Chili, la République tchèque, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, Israël, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, le Portugal, la République slovaque, la Suisse et la Turquie.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir de l'application en ligne liée aux Enquêtes européennes harmonisées sur l'emploi du temps (*www.tus.scb.se*); de la base de données d'Eurostat (*http://appsso.Eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?Dataset=tus_00selfstat& lang=fr*) ; et de microdonnées accessibles au public provenant d'enquêtes nationales sur l'emploi du temps et de tableaux compilés par les offices nationaux de la statistique.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677797

Tableau A.12. **Temps consacré aux loisirs et aux occupations personnelles**

Heures par jour, personnes occupant un emploi à temps plein, dernière année disponible

		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	15.6
Australie	AUS	14.4
Autriche	AUT	14.6
Belgique	BEL	15.8
Canada	CAN	14.4
Chili	CHL	..
Corée	KOR	14.7
Danemark	DNK	15.9
Espagne	ESP	15.9
Estonie	EST	14.9
États-Unis	USA	14.4
Finlande	FIN	15.2
France	FRA	16.4
Grèce	GRC	..
Hongrie	HUN	..
Irlande	IRL	..
Islande	ISL	..
Israël	ISR	..
Italie	ITA	14.9
Japon	JPN	14.9
Lettonie	LVA	13.8
Luxembourg	LUX	..
Mexique	MEX	..
Norvège	NOR	15.6
Nouvelle-Zélande	NZL	14.9
Pays-Bas	NLD	..
Pologne	POL	14.4
Portugal	PRT	..
Rép. tchèque	CZE	..
Rép.slovaque	SVK	..
Royaume-Uni	GBR	14.9
Slovénie	SVN	14.8
Suède	SWE	15.2
Suisse	CHE	..
Turquie	TUR	..
OCDE	OCDE 21	14.9
Afrique du sud	ZAF	14.7

Note : Les données se rapportent à 2016 pour les États-Unis, 2014-15 pour le Royaume-Uni ; 2011 pour le Japon, 2010 pour le Canada, la Norvège et l'Afrique du sud; 2009-10 pour l'Estonie, la Finlande, la France, la Nouvelle-Zélande et l'Espagne; 2009 pour la Corée ; 2008-09 pour l'Autriche et l'Italie, 2006 pour l'Australie, 2005 pour la Belgique, 2003-04 pour la Pologne, 2001-02 pour l'Allemagne, 2001 pour le Danemark et 2000-01 pour la Slovénie et la Suède. Les données ont été normalisées à 1 440 minutes par jour : en d'autres termes, s'agissant des pays pour lesquels la somme des différentes utilisations du temps n'était pas égale à 1 440 minutes, les minutes manquantes ou excédentaires (environ 30-40 minutes en général) ont été réparties proportionnellement sur l'ensemble des activités. Les données relatives à la Hongrie, à l'Irlande, au Portugal, à la Turquie et à l'Afrique du Sud ont été exclues parce qu'elles englobaient également les salariés à temps partiel. Les échantillons d'enquêtes incluent les personnes de 12 ans et plus en Nouvelle-Zélande, de 15 et plus en Autriche, au Canada, au Danemark, en Finlande, en France, en Italie, au Japon, en Espagne et aux États-Unis, de 20 à 74 ans en Belgique, en Allemagne, en Norvège, en Pologne, en Slovénie, en Suède et de 20 ans et plus en Corée. L'enquête ne comportant pas de questions spécifiques visant à distinguer les personnes employées à temps plein pour le Canada, le Japon, la Corée et les États-Unis, on les a définies sur la base du nombre minimum d'heures de travail par semaine, qui est fixé respectivement à 30, 35, 36 et 35. La moyenne OCDE est pondérée par la population ; elle exclut le Chili, la République tchèque, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, Israël, le Luxembourg, le Mexique, les Pays-Bas, le Portugal, la République slovaque, la Suisse et la Turquie.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir de l'application en ligne liée aux Enquêtes européennes harmonisées sur l'emploi du temps (*www.tus.scb.se*), de la base de données d'Eurostat (*http://appsso.Eurostat.ec.europa.eu/nui/show.do?Dataset=tus_00selfstat& lang=fr*) et de microdonnées accessibles au public provenant d'enquêtes nationales sur l'emploi du temps et de tableaux compilés par les offices nationaux de la statistique.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933677816

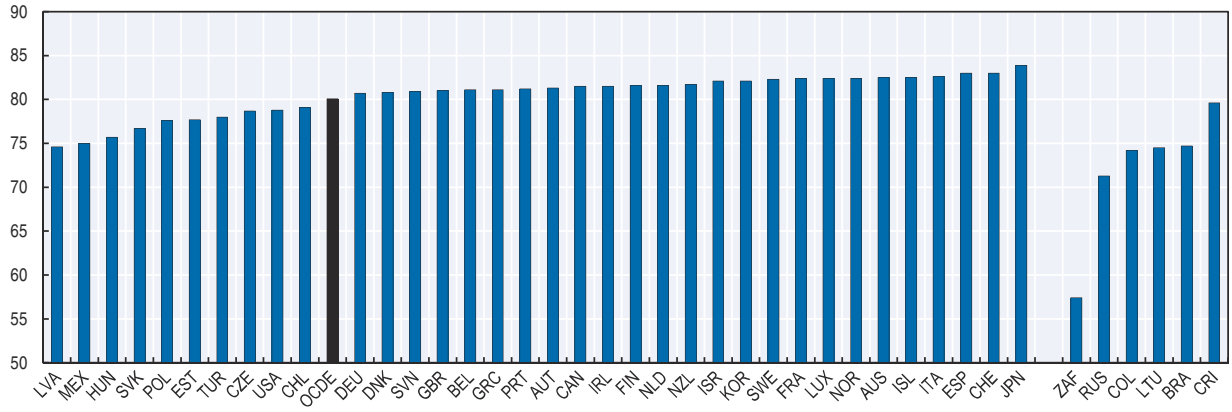
ÉTAT DE SANTÉ : Espérance de vie

Définition

Cet indicateur correspond au nombre d'années moyen pendant lequel une personne née aujourd'hui peut espérer vivre compte tenu des taux de mortalité par âge prévalant au moment de la mesure. Pour la population dans son ensemble, elle correspond à la moyenne pondérée de l'espérance de vie des hommes et de l'espérance de vie des femmes. Les données sont issues de statistiques nationales officielles et de calculs d'Eurostat, compilés par l'OCDE et regroupés dans la Base de données de l'OCDE sur la santé.

Graphique A.23. **Espérance de vie à la naissance**

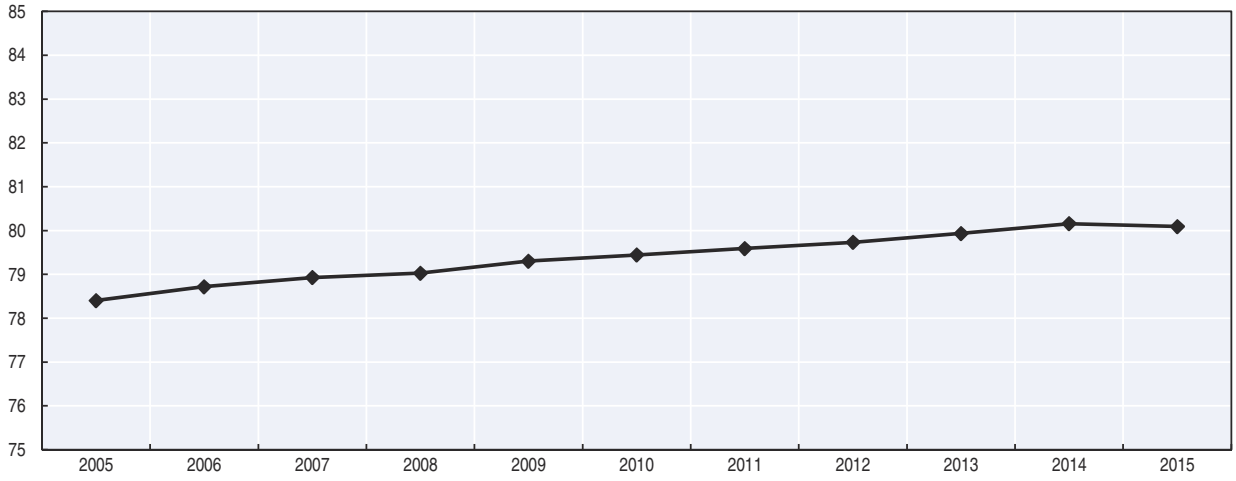
Années, 2015 ou dernière année disponible



Note : Pour le Canada, la dernière année disponible est 2012. La moyenne OCDE est pondérée par la population.
Source : « État de santé », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT*.
StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677835*

Graphique A.24. **Espérance de vie à la naissance, moyenne OCDE**

Années, OCDE 27



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population ; elle exclut la Belgique, le Canada, la Hongrie, Israël, le Luxembourg, la Pologne, la Slovénie et la Turquie en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays.
Source : « État de santé », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT*.
StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677854*

Tableau A.13. **Espérance de vie à la naissance**

Années

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	79.4	79.8	80.1	80.2	80.3	80.5	80.5	80.6	80.6	81.2	80.7	DEU	80.7
Australie	AUS	80.9	81.1	81.4	81.5	81.6	81.8	82.0	82.1	82.2	82.4	82.5	AUS	82.5
Autriche	AUT	79.4	80.0	80.3	80.5	80.4	80.7	81.1	81.0	81.2	81.6	81.3	AUT	81.3
Belgique	BEL	79.1	79.5	79.9	79.8	80.1	80.3	80.7	80.5	80.7	81.4	81.1	BEL	81.1
Canada	CAN	80.1	80.4	80.4	80.6	80.8	81.0	81.3	81.5	..	..	..	CAN	81.5
Chili	CHL	77.6	78.0	77.5	78.1	78.2	78.0	78.7	78.7	79.5	79.7	79.1	CHL	79.1
Corée	KOR	78.2	78.8	79.2	79.6	80.0	80.2	80.6	80.9	81.4	81.8	82.1	KOR	82.1
Danemark	DNK	78.3	78.4	78.4	78.8	79.0	79.3	79.9	80.1	80.4	80.8	80.8	DNK	80.8
Espagne	ESP	80.3	81.1	81.2	81.5	81.9	82.4	82.6	82.5	83.2	83.3	83.0	ESP	83.0
Estonie	EST	72.9	73.1	73.2	74.2	75.2	75.9	76.4	76.5	77.3	77.2	77.7	EST	77.7
États-Unis	USA	77.6	77.8	78.1	78.1	78.5	78.6	78.7	78.8	78.8	78.9	78.8	USA	78.8
Finlande	FIN	79.1	79.5	79.6	79.9	80.1	80.2	80.6	80.7	81.1	81.3	81.6	FIN	81.6
France	FRA	80.4	81.0	81.2	81.4	81.5	81.8	82.3	82.1	82.3	82.8	82.4	FRA	82.4
Grèce	GRC	79.7	79.9	79.7	80.3	80.4	80.7	80.8	80.7	81.4	81.5	81.1	GRC	81.1
Hongrie	HUN	73.0	73.5	73.6	74.2	74.4	74.7	75.0	75.2	75.7	75.9	75.7	HUN	75.7
Irlande	IRL	79.0	79.3	79.7	80.2	80.3	80.8	80.8	80.9	81.1	81.4	81.5	IRL	81.5
Islande	ISL	81.6	81.2	81.5	81.7	81.8	82.0	82.4	83.0	82.1	82.9	82.5	ISL	82.5
Israël	ISR	80.2	80.6	80.6	81.0	81.5	81.7	81.7	81.8	82.1	82.2	82.1	ISR	82.1
Italie	ITA	80.9	81.4	81.5	81.6	81.7	82.1	82.3	82.3	82.8	83.2	82.6	ITA	82.6
Japon	JPN	82.0	82.4	82.6	82.7	83.0	82.9	82.7	83.2	83.4	83.7	83.9	JPN	83.9
Lettonie	LVA	70.6	70.6	70.8	72.0	72.6	73.0	73.7	73.9	74.1	74.3	74.6	LVA	74.6
Luxembourg	LUX	79.5	79.4	79.5	80.6	80.7	80.7	81.1	81.5	81.9	82.3	82.4	LUX	82.4
Mexique	MEX	74.0	74.1	74.2	74.1	74.0	74.1	74.2	74.4	74.6	74.8	75.0	MEX	75.0
Norvège	NOR	80.3	80.6	80.6	80.8	81.0	81.2	81.4	81.5	81.8	82.2	82.4	NOR	82.4
Nouvelle-Zélande	NZL	79.8	80.1	80.3	80.5	80.7	80.8	81.0	81.2	81.4	81.5	81.7	NZL	81.7
Pays-Bas	NLD	79.5	79.9	80.3	80.5	80.8	81.0	81.3	81.2	81.4	81.8	81.6	NLD	81.6
Pologne	POL	75.1	75.3	75.4	75.7	75.8	76.5	76.8	76.9	77.1	77.7	77.6	POL	77.6
Portugal	PRT	78.2	79.0	79.2	79.5	79.7	80.0	80.6	80.5	80.8	81.2	81.2	PRT	81.2
Rép. slovaque	SVK	74.2	74.4	74.5	75.0	75.3	75.6	76.1	76.2	76.5	76.9	76.7	SVK	76.7
Rép. tchèque	CZE	76.1	76.7	77.0	77.3	77.4	77.7	78.0	78.2	78.3	78.9	78.7	CZE	78.7
Royaume-Uni	GBR	79.2	79.5	79.7	79.8	80.4	80.6	81.0	81.0	81.1	81.4	81.0	GBR	81.0
Slovénie	SVN	77.4	78.3	78.3	79.1	79.3	79.8	80.1	80.2	80.4	81.2	80.9	SVN	80.9
Suède	SWE	80.7	81.0	81.1	81.3	81.5	81.6	81.9	81.8	82.0	82.3	82.3	SWE	82.3
Suisse	CHE	81.4	81.7	82.0	82.2	82.3	82.6	82.8	82.8	82.9	83.3	83.0	CHE	83.0
Turquie	TUR	73.1	73.4	73.7	73.9	74.1	74.3	74.6	74.6	78.0	78.0	78.0	TUR	78.0
OCDE	OCDE 27	78.4	78.7	78.9	79.0	79.3	79.4	79.6	79.7	79.9	80.2	80.1	OCDE	80.1
Afrique du sud	ZAF	51.6	51.6	52.0	52.6	53.5	54.4	55.3	56.1	56.7	57.2	57.4	ZAF	57.4
Brésil	BRA	71.8	72.1	72.4	72.7	73.0	73.3	73.6	73.8	74.1	74.4	74.7	BRA	74.7
Colombie	COL	72.3	72.5	72.7	72.9	73.1	73.3	73.5	73.6	73.8	74.0	74.2	COL	74.2
Costa Rica	CRI	78.1	78.2	78.3	78.5	78.6	78.7	78.9	79.1	79.2	79.4	79.6	CRI	79.6
Féd. de Russie	RUS	65.7	66.9	67.7	68.1	68.8	69.0	69.8	70.2	70.7	70.9	71.3	RUS	71.3
Lituanie	LTU	71.3	71.1	70.9	71.8	72.9	73.3	73.7	74.0	74.1	74.7	74.5	LTU	74.5

Note : Il y a une rupture dans les séries de données chronologiques en 2007 pour le Canada, 2008 pour la Slovénie, 2009 pour Israël et la Pologne, 2011 pour la Belgique, 2012 pour la Hongrie et le Luxembourg, 2013 pour la Turquie et 2014 pour la Fédération de Russie. Les cellules précédant une rupture sont surlignées en gris et ne sont pas comparables avec les données des années suivantes. La moyenne OCDE est pondérée par la population ; sa série de données chronologiques exclut la Belgique, le Canada, la Hongrie, Israël, le Luxembourg, la Pologne, la Slovénie et la Turquie en raison de ruptures dans les séries de données chronologiques et/ou de données incomplètes pour ces pays. La moyenne pour la dernière année disponible englobe tous les pays de l'OCDE.

Source : « État de santé », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677873*

Pour en savoir plus :

OCDE (2017), *Panorama de la santé 2017 – Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/health_glance-2017-fr*.

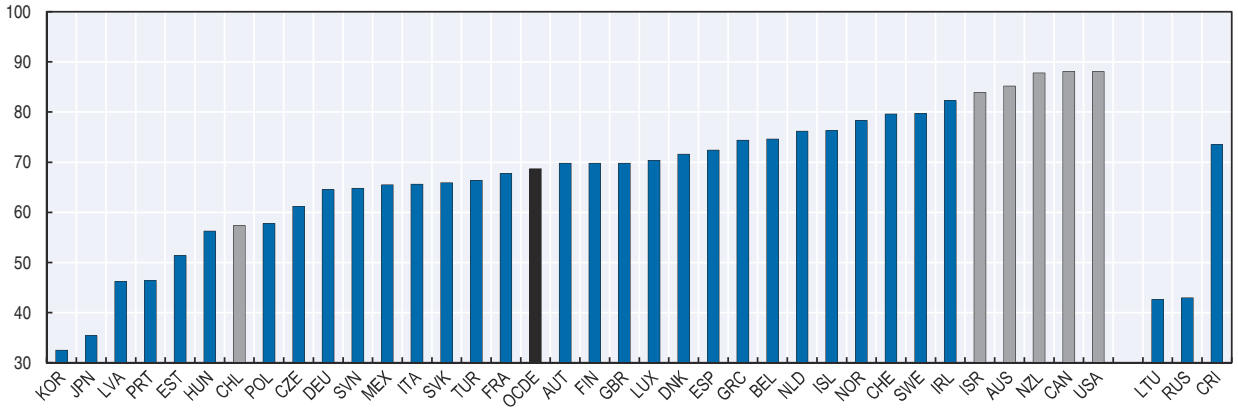
ÉTAT DE SANTÉ : État de santé perçu

Définition

Cet indicateur correspond au pourcentage de la population de 16 ans et plus déclarant être en « bonne » ou en « très bonne » santé. L'indicateur est obtenu à partir de la question « Quel est votre état de santé en général ? », les ménages interrogés ayant, dans la plupart des pays, le choix entre des réponses de type : « très bon/bon/moyen/mauvais/très mauvais ». Des différences dans la méthode de mesure utilisée par les pays (au niveau de l'échelle de réponse utilisée, par exemple) peuvent limiter la comparabilité des données entre pays, comme l'explique la note du graphique A.25. Les données font partie de la base de données de l'OCDE sur la santé et sont recueillies dans le cadre de l'Enquête européenne harmonisée sur les revenus et les conditions de vie (EU-SILC), d'enquêtes générales auprès des ménages ou d'entretiens plus précis sur la santé réalisés dans le cadre d'enquêtes nationales officielles dans divers pays.

Graphique A.25. **État de santé perçu**

Pourcentage d'adultes s'estimant en « bonne » ou « très bonne » santé, 2015 ou dernière année disponible



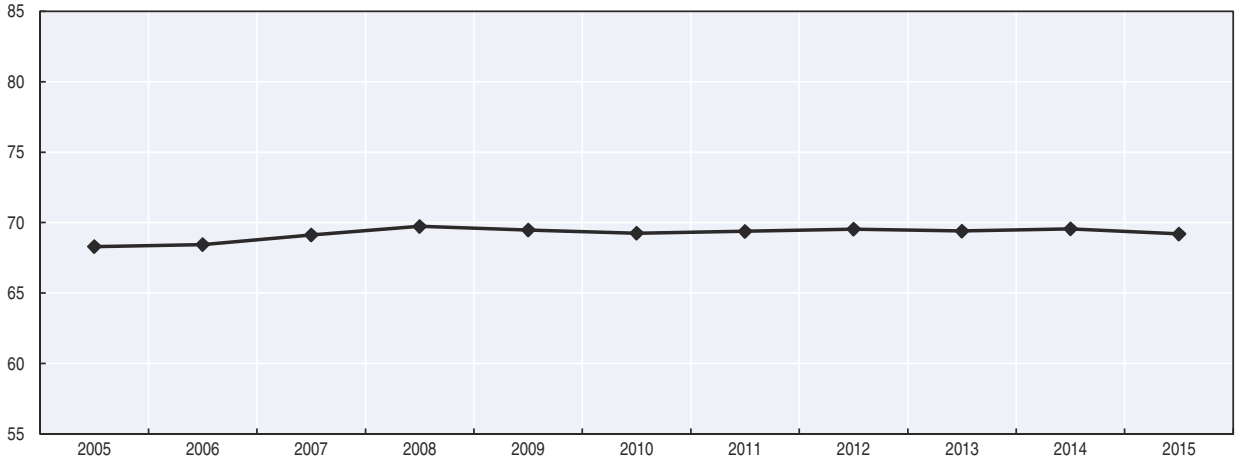
Note : Les adultes sont, en général, définis comme les personnes âgées de 16 ans et plus. Les données pour l'Australie, le Canada, le Costa Rica, le Chili, le Japon, la Corée, la Lituanie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Fédération de Russie, la Turquie et les États-Unis englobent les personnes âgées de 15 ans et plus ; les données pour Israël englobent les personnes âgées de 20 ans et plus. La dernière année disponible est 2016 pour la Nouvelle-Zélande ; 2014 pour l'Australie et le Canada ; 2013 pour le Japon et 2006 pour le Mexique. Les données pour l'Australie, le Canada, le Chili, Israël, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis (indiquées en gris) ne peuvent pas être directement comparées à celles des autres pays en raison de différences au niveau des échelles de réponse utilisées, susceptibles d'entraîner un biais par excès des estimations. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données d'« État de santé », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT* et calculs de l'INEC basés sur *National Health Survey* pour le Costa Rica.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677892*

Graphique A.26. **État de santé perçu, moyenne OCDE**

Pourcentage d'adultes s'estimant en « bonne » ou « très bonne » santé, OCDE 32



Note : Les adultes sont, en général, définis comme les personnes âgées de 16 ans et plus. Les données pour l'Australie, le Canada, le Costa Rica, le Chili, le Japon, la Corée, la Lituanie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Fédération de Russie, la Turquie et les États-Unis englobent les personnes âgées de 15 ans et plus ; les données pour Israël englobent les personnes âgées de 20 ans et plus. On a estimé la série de données chronologiques de la moyenne OCDE en interpolant les points de données manquants dans les séries de données chronologiques de certains pays ; dans ces cas, les données manquantes ont été remplacées par la moyenne de l'année précédente et de l'année suivante la plus proche. Les pays n'ont été inclus dans la moyenne OCDE que si les séries de données chronologiques contenaient au moins 3 points de données et qu'au moins l'un d'entre eux se rapportait à 2014 ou 2013. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili et la Suisse (en raison de ruptures dans les séries de données chronologiques) et le Mexique (où seuls deux points de données sont disponibles).

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données d'« État de santé », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677911*

Tableau A.14. **État de santé perçu**

Pourcentage d'adultes se déclarant en « bonne » ou « très bonne » santé

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		2005 ou année la plus proche	2015 ou dernière année disponible
Allemagne	DEU	60.1	60.5	59.8	64.5	65.2	65.2	64.8	65.4	64.9	65.2	64.5	..	DEU	60.1	64.5
Australie	AUS	..	..	84.9	..	..	..	85.4	..	..	85.2	..	..	AUS	84.9	85.2
Autriche	AUT	71.7	72.0	72.3	70.0	70.0	69.6	69.4	70.0	68.6	69.5	69.8	..	AUT	71.7	69.8
Belgique	BEL	73.1	74.3	74.0	73.9	73.5	73.0	73.5	74.5	74.3	75.0	74.6	..	BEL	73.1	74.6
Canada	CAN	88.4	..	88.2	88.1	88.5	88.1	88.2	88.8	88.7	88.1	..	..	CAN	88.4	88.1
Chili	CHL	..	52.6	..	..	59.1	..	..	..	64.5	..	57.4	..	CHL	64.5	57.4
Corée	KOR	43.9	..	..	43.7	44.8	37.6	36.8	33.3	35.1	32.5	32.5	..	KOR	43.9	32.5
Danemark	DNK	76.6	75.0	75.3	74.2	72.3	71.0	70.8	70.7	71.7	72.4	71.6	..	DNK	76.6	71.6
Espagne	ESP	66.8	67.7	67.5	72.4	70.6	71.8	75.3	74.3	71.6	72.6	72.4	..	ESP	66.8	72.4
Estonie	EST	53.8	53.2	53.3	54.5	51.5	52.7	51.8	52.4	53.4	51.8	51.4	..	EST	53.8	51.4
États-Unis	USA	88.4	88.2	87.9	87.8	87.9	87.6	87.3	87.5	87.5	88.1	88.1	..	USA	88.4	88.1
Finlande	FIN	68.5	68.7	68.3	68.6	68.9	68.3	68.8	67.1	64.6	69.2	69.8	..	FIN	68.5	69.8
France	FRA	68.7	69.3	71.1	69.1	68.6	67.3	67.6	68.1	67.2	68.1	67.8	..	FRA	68.7	67.8
Grèce	GRC	77.4	76.7	76.6	76.0	75.3	75.5	76.4	74.9	73.9	73.5	74.4	..	GRC	77.4	74.4
Hongrie	HUN	45.3	48.0	46.6	55.1	55.9	55.0	55.9	57.6	56.9	57.5	56.3	..	HUN	45.3	56.3
Irlande	IRL	82.7	83.1	84.0	84.3	83.1	82.8	83.2	82.7	82.0	82.5	82.3	..	IRL	82.7	82.3
Islande	ISL	79.5	80.9	79.2	80.5	80.3	77.8	77.6	76.8	76.6	76.1	76.3	..	ISL	79.5	76.3
Israël	ISR	77.3	78.9	79.1	79.7	79.8	81.1	81.5	83.5	80.0	84.3	83.9	..	ISR	77.3	83.9
Italie	ITA	58.1	56.8	63.4	63.5	63.7	66.7	64.6	68.4	66.1	67.9	65.6	..	ITA	58.1	65.6
Japon	JPN	..	..	32.7	..	..	30.0	..	..	35.4	..	..	..	JPN	32.7	35.4
Lettonie	LVA	35.0	40.4	42.5	43.5	46.0	47.8	46.0	46.7	45.2	45.8	46.2	..	LVA	35	46.2
Luxembourg	LUX	73.6	74.2	74.4	74.0	73.9	75.3	72.5	73.8	71.9	72.8	70.4	..	LUX	73.6	70.4
Mexique	MEX	65.6	65.5	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	MEX	65.6	65.5
Norvège	NOR	77.0	74.4	76.4	76.6	76.5	76.7	73.2	78.7	76.0	78.5	78.3	..	NOR	77	78.3
Nouvelle-Zélande	NZL	..	..	89.7	..	..	..	..	89.3	89.5	91.4	88.9	87.8	NZL	89.7	87.8
Pays-Bas	NLD	76.3	76.8	76.3	77.3	77.6	78.0	76.3	75.6	75.6	77.3	76.2	..	NLD	76.3	76.2
Pologne	POL	54.3	54.5	56.8	57.7	56.1	57.8	57.6	57.7	58.3	58.1	57.8	..	POL	54.3	57.8
Portugal	PRT	45.8	48.0	45.8	48.3	47.7	49.2	49.7	48.0	46.1	45.9	46.4	..	PRT	45.8	46.4
Rép. slovaque	SVK	52.0	52.0	52.9	59.6	61.9	63.5	63.2	65.7	65.9	64.7	65.9	..	SVK	52	65.9
Rép. tchèque	CZE	58.9	59.2	61.2	61.4	61.3	62.2	59.4	60.4	59.6	60.7	61.2	..	CZE	58.9	61.2
Royaume-Uni	GBR	74.8	76.6	77.4	79.2	78.2	79.4	77.5	74.7	73.7	70.0	69.8	..	GBR	74.8	69.8
Slovénie	SVN	53.6	56.3	57.8	58.8	59.7	59.6	60.4	63.1	64.8	64.8	64.8	..	SVN	53.6	64.8
Suède	SWE	75.6	75.9	77.6	78.4	79.7	80.0	79.9	80.9	81.1	80.1	79.7	..	SWE	75.6	79.7
Suisse	CHE	..	..	84.0	81.3	80.9	81.5	81.2	81.9	80.7	79.3	79.6	..	CHE	81.3	79.6
Turquie	TUR	..	63.4	66.8	68.0	65.1	66.0	67.2	68.6	67.8	68.1	66.4	..	TUR	63.4	66.4
OCDE	OCDE 32	68.3	68.4	69.1	69.7	69.5	69.3	69.4	69.5	69.4	69.6	69.2	..	OCDE	68.1	68.7
Costa Rica	CRI	..	73.5	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	LTU	42.4	42.6
Féd. de Russie	RUS	..	..	..	..	..	..	..	38.1	..	39.1	..	43.0	RUS	38.1	43.0
Lituanie	LTU	42.4	43.3	48.5	48.3	48.0	50.2	43.9	44.3	46.1	44.9	42.6	..			

Note : Les adultes sont, en général, définis comme les personnes âgées de 16 ans et plus. Les données pour l'Australie, le Canada, le Costa Rica, le Chili, le Japon, la Corée, la Lituanie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Fédération de Russie, la Turquie et les États-Unis englobent les personnes âgées de 15 ans et plus ; les données pour Israël englobent les personnes âgées de 20 ans et plus. Les données pour l'Australie, le Canada, le Chili, Israël, la Nouvelle-Zélande et les États-Unis ne peuvent pas être directement comparées à celles des autres pays parce que des différences au niveau des échelles de réponse peuvent entraîner un biais par excès des estimations. La moyenne OCDE est pondérée par la population et sa série de données chronologiques a été estimée en remplaçant les points de données manquants par la moyenne de l'année précédente et de l'année suivante dans les séries de données chronologiques de chaque pays. Les pays ont été inclus dans la moyenne OCDE que si les séries de données chronologiques contenaient au moins 3 points de données et qu'au moins l'un d'entre eux se rapportait à 2014 ou 2013. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, la Suisse (en raison de ruptures dans les séries de données chronologiques) et le Mexique (pour lequel seuls deux points de données sont disponibles).

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données d'« État de santé », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT* et calculs de l'INEC basés sur *National Health Survey* pour le Costa Rica.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677930*

Pour en savoir plus :

OCDE (2017), *Panorama de la santé 2017 – Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/health_glance-2017-fr*.

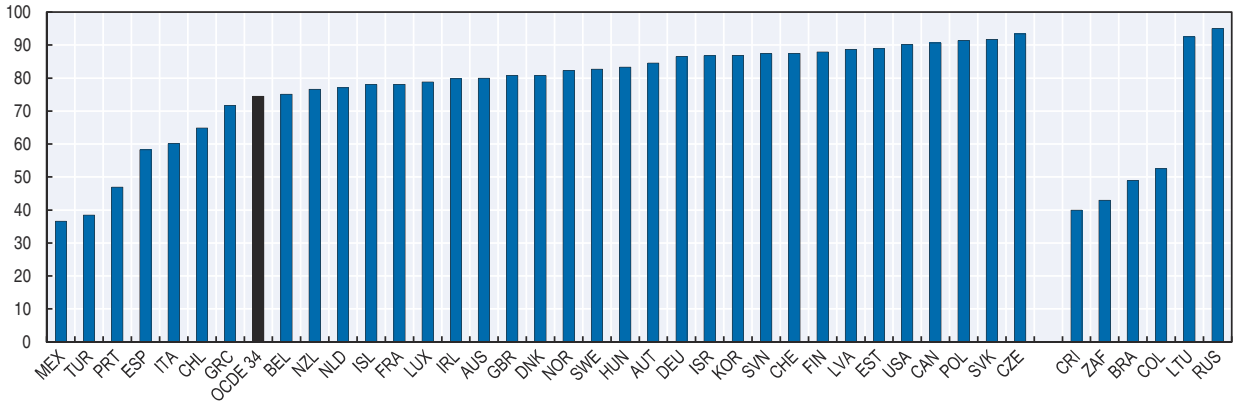
ÉDUCATION ET COMPÉTENCES : Niveau d'études

Définition

Cet indicateur correspond au nombre d'adultes âgés de 25 à 64 ans titulaires au minimum d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire par rapport à la population du même âge. Il faut entendre par « deuxième cycle du secondaire au minimum » un niveau supérieur ou égal au niveau 3 de la Classification internationale type de l'éducation (CITE 2011). Cette définition englobe à la fois i) la filière dite « générale », souvent conçue pour préparer les élèves à la poursuite de leurs études à un niveau supérieur ; et ii) la filière dite « professionnelle », axée sur l'enseignement et la formation professionnels (EFP). Cet indicateur est calculé à partir des données recueillies dans le cadre du questionnaire annuel de l'OCDE sur les catégories nationales des niveaux de formation (CNNF) et des enquêtes nationales sur la population active.

Graphique A.27. **Adultes en âge de travailler titulaires d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire au minimum**

Pourcentage d'adultes de 24 à 64 ans titulaires d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire au minimum, 2016 ou dernière année disponible



Note : Les données sont compilées conformément à la classification CITE de 2011 pour tous les pays à l'exception de l'Afrique du sud, où elles sont basées sur la classification CITE-97. La dernière année disponible est 2015 pour le Brésil, le Chili, l'Irlande, la Fédération de Russie et l'Afrique du sud. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Japon.

Source : « Panorama de l'éducation : niveau de formation et situation au regard de l'emploi», Panorama de l'éducation (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EAG_NEAC*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677949*

Tableau A.15. **Adultes en âge de travailler titulaires d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire au minimum**

Pourcentage d'adultes de 24 à 64 ans titulaires d'un diplôme du deuxième cycle du secondaire au minimum

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	83.1	83.2	84.4	85.3	85.5	85.8	86.3	86.3	86.3	86.9	86.8	86.5	DEU	86.5
Australie	AUS	65.0	66.7	68.2	69.9	71.0	73.2	74.1	76.4	75.7	77.1	79.0	79.9	AUS	79.9
Autriche	AUT	76.9	80.1	79.9	80.9	81.6	82.4	82.4	82.9	83.0	83.9	84.6	84.5	AUT	84.5
Belgique	BEL	66.1	66.9	68.0	69.6	70.6	70.5	71.3	71.6	72.8	73.6	74.7	75.1	BEL	75.1
Canada	CAN	85.2	85.5	86.5	87.0	87.5	88.3	88.6	89.0	89.5	90.0	90.4	90.6	CAN	90.6
Chili	CHL	..	..	..	..	56.5	..	57.7	..	61.4	..	64.9	..	CHL	64.9
Corée	KOR	75.5	76.7	77.9	79.1	79.9	80.4	81.4	82.4	83.7	85.0	85.8	86.9	KOR	86.9
Danemark	DNK	81.0	81.6	74.3	73.8	74.8	75.6	76.9	77.9	78.3	79.6	80.4	80.7	DNK	80.7
Espagne	ESP	48.8	49.7	50.6	51.1	51.6	52.9	54.0	54.7	55.5	56.6	57.4	58.3	ESP	58.3
Estonie	EST	88.7	88.3	88.8	88.3	88.7	89.1	89.0	89.9	90.5	88.1	88.6	88.9	EST	88.9
États-Unis	USA	87.8	87.8	87.9	88.7	88.6	89.0	89.3	89.3	89.6	89.6	89.5	90.1	USA	90.1
Finlande	FIN	78.8	79.6	80.5	81.1	82.0	83.0	83.7	84.8	85.9	86.5	87.2	87.9	FIN	87.9
France	FRA	66.8	67.4	68.5	69.6	70.3	70.8	71.6	72.5	74.8	77.3	77.5	78.1	FRA	78.1
Grèce	GRC	57.7	59.2	60.1	61.3	61.5	62.7	64.6	65.8	67.2	68.3	70.2	71.7	GRC	71.7
Hongrie	HUN	76.4	78.1	79.2	79.7	80.6	81.3	81.8	82.1	82.5	83.1	83.2	83.4	HUN	83.4
Irlande	IRL	64.5	66.3	67.7	69.5	71.2	72.8	73.6	74.6	76.7	78.8	79.8	..	IRL	79.8
Islande	ISL	68.2	68.7	69.2	69.1	70.0	70.7	70.8	70.8	72.2	73.3	74.7	78.0	ISL	78.0
Israël	ISR	78.9	..	80.4	81.2	81.8	82.1	83.0	84.5	85.0	85.4	85.5	86.8	ISR	86.8
Italie	ITA	50.1	51.3	52.3	53.3	54.3	55.2	56.0	57.2	58.2	59.3	59.9	60.1	ITA	60.1
Japon	JPN	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	JPN	..
Lettonie	LVA	84.4	84.1	84.6	85.9	86.8	88.6	87.9	89.1	89.4	86.7	87.8	88.7	LVA	88.7
Luxembourg	LUX	65.9	65.5	65.7	67.9	77.3	77.7	77.3	78.3	80.5	82.0	74.6	78.8	LUX	78.8
Mexique	MEX	28.2	29.0	29.6	29.9	31.3	32.1	33.1	34.0	34.8	35.1	35.7	36.6	MEX	36.6
Norvège	NOR	77.2	78.9	78.9	80.7	80.7	80.6	81.9	82.1	82.4	81.9	82.4	82.2	NOR	82.2
Nouvelle-Zélande	NZL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	74.1	74.7	76.6	NZL	76.6
Pays-Bas	NLD	71.8	72.4	73.2	73.3	73.4	73.0	72.3	73.4	75.8	75.9	76.4	77.1	NLD	77.1
Pologne	POL	85.1	85.8	86.3	87.1	88.0	88.5	88.9	89.6	90.1	90.5	90.8	91.3	POL	91.3
Portugal	PRT	26.5	27.6	27.5	28.2	29.9	31.9	35.0	37.6	40.0	43.3	45.1	46.9	PRT	46.9
Rép. slovaque	SVK	87.9	88.8	89.2	89.9	90.9	91.0	91.3	91.7	91.8	90.8	91.3	91.7	SVK	91.7
Rép. tchèque	CZE	89.9	90.3	90.5	90.9	91.4	91.9	92.3	92.5	92.8	93.2	93.2	93.4	CZE	93.4
Royaume-Uni	GBR	66.8	70.9	72.2	71.6	73.7	75.1	76.8	78.1	79.2	79.2	79.6	80.7	GBR	80.7
Slovénie	SVN	80.3	81.6	81.8	82.0	83.3	83.3	84.5	85.0	85.5	85.7	86.8	87.3	SVN	87.3
Suède	SWE	83.6	84.1	84.6	85.0	85.7	86.3	87.0	87.5	88.2	81.6	82.0	82.7	SWE	82.7
Suisse	CHE	85.2	85.4	86.0	86.8	86.9	85.0	84.8	85.7	86.4	87.2	87.3	87.4	CHE	87.4
Turquie	TUR	28.1	29.1	29.6	30.3	31.1	31.2	32.1	33.9	34.8	35.6	37.0	38.5	TUR	38.5
OCDE	OCDE 32	..	..	..	..	..	..	..	..	..	73.5	73.9	74.6	OCDE 34	74.5
Afrique du sud	ZAF	..	..	..	37.2	38.5	39.4	40.2	27.3	41.8	43.0	43.0	..	ZAF	43.0
Brésil	BRA	..	..	36.8	38.8	40.7	..	43.3	45.0	46.4	47.4	48.9	..	BRA	48.9
Colombie	COL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	52.0	50.4	52.5	COL	52.5
Costa Rica	CRI	35.1	35.7	37.0	38.1	38.9	36.9	37.4	39.1	40.3	40.5	39.4	39.9	CRI	39.9
Féd. de Russie	RUS	90.5	91.2	92.4	93.1	93.2	93.9	94.0	94.3	94.7	94.8	94.9	..	RUS	94.9
Lituanie	LTU	87.5	88.3	88.9	90.6	91.3	91.9	92.9	93.3	93.4	91.2	91.4	92.5	LTU	92.5

Note : Les données sont compilées conformément à la classification CITE de 2011 tout au long de la période pour l'Autriche, le Brésil, le Canada, la Colombie, le Costa Rica, l'Estonie, la France, la Hongrie, l'Islande, la Corée, la Lettonie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal, la Fédération de Russie et les États-Unis ; depuis 2013 pour le Chili et depuis 2014 pour l'Australie, la Belgique, la République tchèque, le Danemark, la Finlande, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Luxembourg, la Lituanie, le Mexique, les Pays-Bas, la Pologne, la République slovaque, la Slovénie, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Turquie, le Royaume-Uni ; les données sont basées sur CITE-97 pour l'Afrique du Sud. Les cellules précédant une rupture sont surlignées en gris et ne sont pas comparables avec les données des années suivantes. Pour le Royaume-Uni, les données sur les personnes titulaires au minimum d'un diplôme du cycle du secondaire comprennent l'assimilation d'un nombre suffisant de programmes et de normes qui se classerait individuellement comme l'assimilation des programmes du cycle du secondaire intermédiaire (en 2016, 16 % des personnes âgées de 25 à 64 ans faisaient partie de ce groupe). La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Japon pour la dernière année disponible. S'agissant de la Fédération de Russie, les valeurs pour 2005-09 ont été fournies par le Service fédéral des statistiques de l'État russe (Rosstat).

Source : « Panorama de l'éducation : niveau de formation et situation au regard de l'emploi », Statistiques de l'OCDE sur l'éducation (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EAG_NEAC* et Service fédéral des statistiques de l'État russe (Rosstat).

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677968*

Pour en savoir plus :

OCDE (2017), *Regards sur l'éducation 2017 – Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, *http:dx.doi.org/10.1787/eag-2017-fr*.

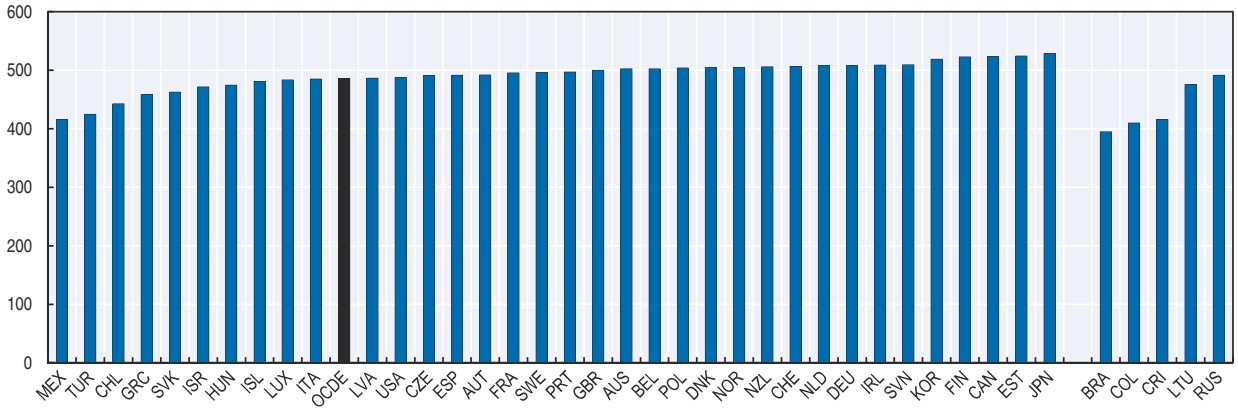
ÉDUCATION ET COMPÉTENCES: Compétences cognitives à 15 ans

Définition

Cet indicateur porte sur les données recueillies au moyen du Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA) coordonné par l'OCDE. Les compétences, évaluées séparément dans chacune des trois disciplines, sont mesurées sur une échelle normalisée de telle manière que 500 représente la moyenne de l'OCDE. Les données présentées ici correspondent au score moyen issu de l'évaluation des trois disciplines.

Graphique A.28. **Compétences cognitives des élèves de 15 ans**

Scores moyens en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences, 2015



Note : Les scores PISA en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences sont mesurés sur une échelle normalisée de telle manière que la moyenne de l'OCDE soit égale à 500. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données de « Résultats du PISA 2015 (Volume I) : L'excellence et l'équité dans l'éducation », Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264267534-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933677987*

Tableau A.16. **Compétences cognitives des élèves de 15 ans**

Scores moyens en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences, 2015

		2015
Allemagne	DEU	508
Australie	AUS	502
Autriche	AUT	492
Belgique	BEL	503
Canada	CAN	523
Chili	CHL	443
Corée	KOR	519
Danemark	DNK	504
Espagne	ESP	491
Estonie	EST	524
États-Unis	USA	488
Finlande	FIN	523
France	FRA	496
Grèce	GRC	458
Hongrie	HUN	474
Irlande	IRL	509
Islande	ISL	481
Israël	ISR	472
Italie	ITA	485
Japon	JPN	529
Lettonie	LVA	487
Luxembourg	LUX	483
Mexique	MEX	416
Norvège	NOR	504
Nouvelle-Zélande	NZL	506
Pays-Bas	NLD	508
Pologne	POL	504
Portugal	PRT	497
Rép. slovaque	SVK	463
Rép. tchèque	CZE	491
Royaume-Uni	GBR	500
Slovénie	SVN	509
Suède	SWE	496
Suisse	CHE	506
Turquie	TUR	425
OCDE	OCDE	486
Brésil	BRA	395
Colombie	COL	410
Costa Rica	CRI	416
Féd. de Russie	RUS	492
Lituanie	LTU	475

Note : Les scores PISA en compréhension de l'écrit, en mathématiques et en sciences sont mesurés sur une échelle normalisée de telle manière que la moyenne de l'OCDE soit égale à 500. La moyenne OCDE est pondérée par la population.
Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données de « Résultats du PISA 2015 (Volume I) : L'excellence et l'équité dans l'éducation », Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264267534-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678006*

Pour en savoir plus :

OCDE (2016), *Résultats du PISA 2016 (Volume I) : L'excellence et l'équité dans l'éducation*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264267534-fr*.

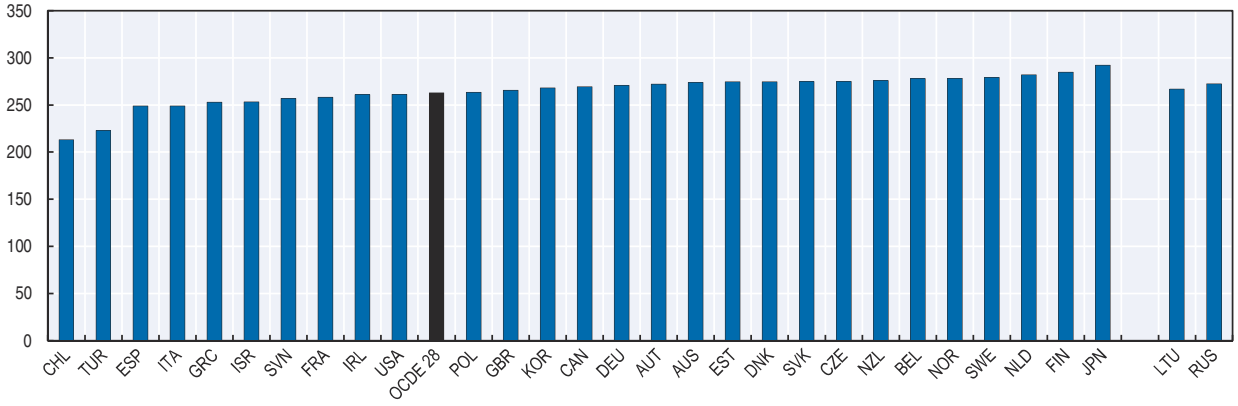
ÉDUCATION ET COMPÉTENCES : Compétences des adultes

Définition

Cet indicateur correspond à la compétence moyenne des adultes en littératie et numératie. Elle est calculée d'après les données recueillies au moyen de l'Évaluation des compétences des adultes, réalisée par l'OCDE dans le cadre du PIAAC. Cet indicateur porte sur les adultes de 16 à 65 ans. Le PIAAC repose principalement sur une évaluation directe des compétences essentielles en traitement de l'information – littératie, numératie et capacité à résoudre des problèmes dans des environnements à forte composante technologique. Dans chacun de ces domaines, la compétence est considérée comme un continuum d'aptitudes impliquant la maîtrise de tâches de traitement de l'information de plus en plus complexes. Les scores des pays sont mesurés sur une échelle normalisée de telle manière que 500 représente la moyenne de l'OCDE dans chaque domaine.

Graphique A.29. **Compétences de la population adulte âgée de 16 à 65 ans**

Scores moyens en littératie et en numératie, vers 2012



Note : S'agissant de l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la République tchèque, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Corée, les Pays-Bas, la Pologne, la Fédération de Russie, la République slovaque, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis, les données se rapportent à 2011-12, à 2012 pour la France et 2014-15 pour le Chili, la Grèce, Israël, la Lituanie, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie et la Turquie. Les données pour la Belgique se rapportent à la Flandre ; pour le Royaume-Uni, elles se rapportent à l'Angleterre et à l'Irlande du nord et pour la Fédération de Russie, elles ne comprennent pas la municipalité de Moscou. Dans chaque domaine, les résultats sont représentés sur une échelle de 500 points. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut la Hongrie, l'Islande, la Lettonie, le Luxembourg, le Mexique, le Portugal et la Suisse.

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données de « L'importance des compétences : Nouveaux résultats de l'évaluation des compétences des adultes », Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264259492-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678025*

Tableau A.17. **Compétences de la population adulte âgée de 16 à 65 ans**

Scores moyens en littératie et en numératie, vers 2012

		Autour de 2012
Allemagne	DEU	271
Australie	AUS	274
Autriche	AUT	272
Belgique	BEL	278
Canada	CAN	269
Chili	CHL	213
Corée	KOR	268
Danemark	DNK	275
Espagne	ESP	249
Estonie	EST	275
États-Unis	USA	261
Finlande	FIN	285
France	FRA	258
Grèce	GRC	253
Hongrie	HUN	..
Irlande	IRL	261
Islande	ISL	..
Israël	ISR	253
Italie	ITA	249
Japon	JPN	292
Lettonie	LVA	..
Luxembourg	LUX	..
Mexique	MEX	..
Norvège	NOR	278
Nouvelle-Zélande	NZL	276
Pays-Bas	NLD	282
Pologne	POL	263
Portugal	PRT	..
Rép. slovaque	SVK	275
Rép. tchèque	CZE	275
Royaume-Uni	GBR	266
Slovénie	SVN	257
Suède	SWE	279
Suisse	CHE	..
Turquie	TUR	223
OCDE	OCDE 28	263
Fédération de Russie	RUS	273
Lituanie	LTU	267

Note : S'agissant de l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la République tchèque, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Corée, les Pays-Bas, la Pologne, la Fédération de Russie, la République slovaque, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis, les données se rapportent à 2011-12, à 2012 pour la France et 2014-15 pour le Chili, la Grèce, Israël, la Lituanie, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie et la Turquie. Les données pour la Belgique se rapportent à la Flandre ; pour le Royaume-Uni, elles se rapportent à l'Angleterre et à l'Irlande du nord et pour la Fédération de Russie, elles ne comprennent pas la municipalité de Moscou. Dans chaque domaine, les résultats sont représentés sur une échelle de 500 points. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut la Hongrie, l'Islande, la Lettonie, le Luxembourg, le Mexique, le Portugal et la Suisse.

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données de « L'importance des compétences : Nouveaux résultats de l'évaluation des compétences des adultes », Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264259492-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678044*

Pour en savoir plus :

OCDE (2016), *L'importance des compétences : Nouveaux résultats de l'évaluation des compétences des adultes*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264259492-fr*.

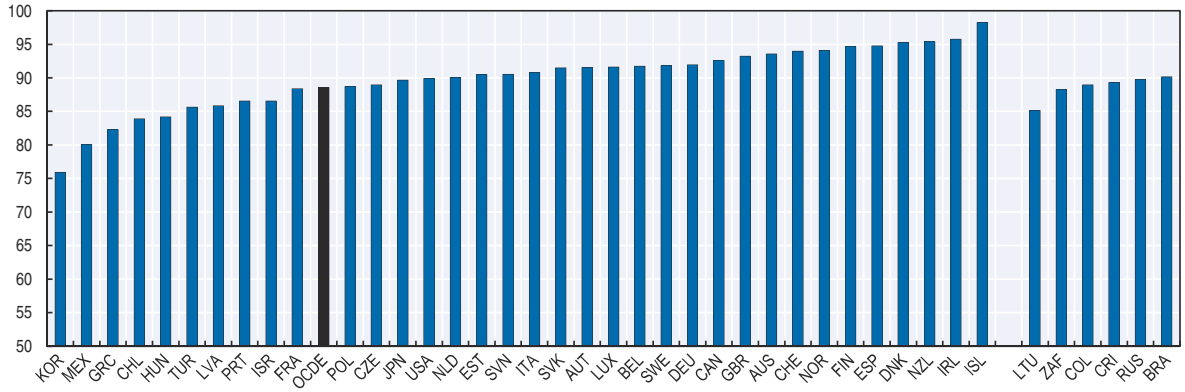
LIENS SOCIAUX : Soutien social

Définition

Cet indicateur correspond au pourcentage de personnes déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter en période difficile. Il repose sur la question d'enquête suivante : « si vous étiez en difficulté, avez-vous ou non des proches ou des amis sur lesquels vous savez pouvoir compter à chaque fois que vous avez besoin d'eux ? » et indique le pourcentage de l'échantillon ayant répondu par l'affirmative. Les valeurs correspondent à des moyennes sur trois ans. Celles-ci proviennent du sondage Gallup World Poll, effectué chaque année auprès d'environ 1 000 personnes dans chaque pays. L'échantillon est défini a priori de manière à être représentatif de la population nationale âgée de 15 ans et plus (zones rurales comprises) ; les données de l'échantillon ont été pondérées par la population au moyen de coefficients de pondération fournis par Gallup.

Graphique A.30. **Soutien social**

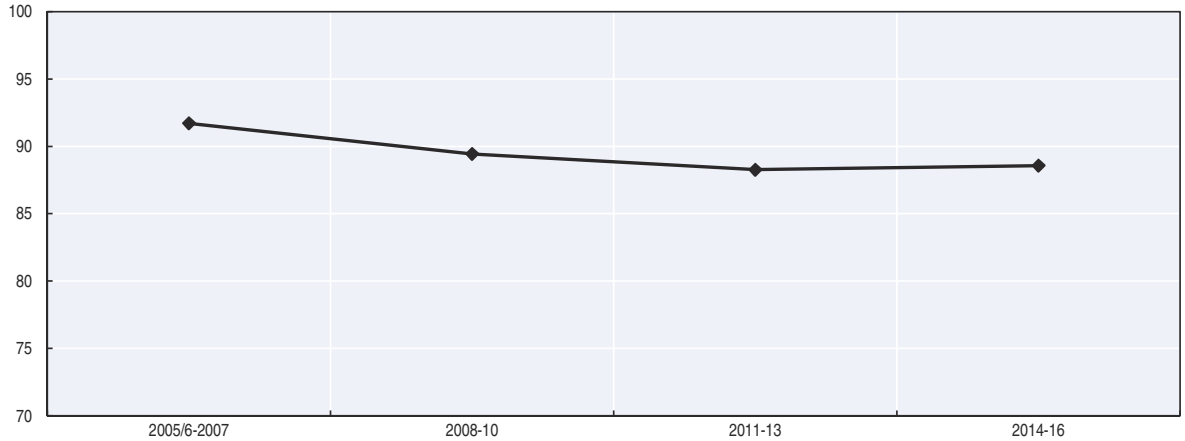
Pourcentage de personnes déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter en période difficile, moyenne de 2014-16 ou dernière période disponible



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population.
Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données du Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678063

Graphique A.31. **Soutien social, moyenne OCDE**

Pourcentage de personnes déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter en période difficile, OCDE 33



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Islande ainsi que le Luxembourg en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays.
Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données du Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678082

Tableau A.18. **Soutien social**

Pourcentage de personnes déclarant avoir des proches ou des amis sur qui compter en période difficile

		2005/6-2007	2008-10	2011-13	2014-16		Dernière période de trois ans disponible
Allemagne	DEU	94.1	92.5	93.1	92.0	DEU	92.0
Australie	AUS	96.2	94.8	94.4	93.6	AUS	93.6
Autriche	AUT	91.6	91.5	94.0	91.5	AUT	91.5
Belgique	BEL	92.3	92.3	92.2	91.7	BEL	91.7
Canada	CAN	95.8	94.2	93.4	92.6	CAN	92.6
Chili	CHL	81.8	82.5	84.2	83.9	CHL	83.9
Corée	KOR	78.1	77.8	78.2	75.9	KOR	75.9
Danemark	DNK	95.9	95.2	95.4	95.3	DNK	95.3
Espagne	ESP	95.2	93.3	93.1	94.8	ESP	94.8
Estonie	EST	85.4	86.2	87.7	90.5	EST	90.5
États-Unis	USA	95.5	92.6	91.5	89.9	USA	89.9
Finlande	FIN	95.6	93.8	92.7	94.6	FIN	94.6
France	FRA	93.7	92.7	92.0	88.4	FRA	88.4
Grèce	GRC	81.5	82.6	78.0	82.3	GRC	82.3
Hongrie	HUN	92.5	89.2	88.7	84.2	HUN	84.2
Irlande	IRL	96.4	97.1	96.3	95.7	IRL	95.7
Islande	ISL	..	97.6	96.6	98.3	ISL	98.3
Israël	ISR	88.3	88.1	89.5	86.6	ISR	86.6
Italie	ITA	90.7	86.4	89.2	90.8	ITA	90.8
Japon	JPN	93.0	88.8	90.8	89.7	JPN	89.7
Lettonie	LVA	82.5	80.0	81.3	85.8	LVA	85.8
Luxembourg	LUX	..	94.3	90.7	91.6	LUX	91.6
Mexique	MEX	87.8	86.8	76.3	80.1	MEX	80.1
Norvège	NOR	94.4	93.1	92.8	94.1	NOR	94.1
Nouvelle-Zélande	NZL	95.6	95.6	94.5	95.4	NZL	95.4
Pays-Bas	NLD	93.9	94.3	93.0	90.1	NLD	90.1
Pologne	POL	89.5	91.6	89.4	88.7	POL	88.7
Portugal	PRT	89.7	85.5	84.6	86.5	PRT	86.5
Rép. slovaque	SVK	93.3	89.6	88.9	91.5	SVK	91.5
Rép. tchèque	CZE	87.6	90.3	88.1	89.0	CZE	89.0
Royaume-Uni	GBR	97.3	95.5	93.8	93.2	GBR	93.2
Slovénie	SVN	93.0	90.8	92.2	90.5	SVN	90.5
Suède	SWE	92.8	92.0	91.1	91.8	SWE	91.8
Suisse	CHE	94.2	93.2	94.4	94.0	CHE	94.0
Turquie	TUR	79.9	72.7	73.4	85.6	TUR	85.6
OCDE	OCDE 33	91.7	89.4	88.3	88.6	OCDE	88.6
Afrique du sud	ZAF	84.3	86.6	86.7	88.3	ZAF	88.3
Brésil	BRA	88.0	89.2	90.2	90.1	BRA	90.1
Colombie	COL	89.7	88.3	90.3	88.9	COL	88.9
Costa Rica	CRI	91.8	90.6	89.0	89.3	CRI	89.3
Féd. de Russie	RUS	85.6	87.0	85.2	89.8	RUS	89.8
Lituanie	LTU	86.7	81.5	84.0	85.1	LTU	85.1

Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et englobe tous les pays de l'OCDE pour la dernière année disponible ; elle exclut l'Islande et le Luxembourg pour toutes les autres années en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays.
Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données du Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678101*

Pour en savoir plus :

Scrivens, K. et C. Smith (2013), « Four Interpretations of Social Capital: An Agenda for Measurement », *Document de travail de l'OCDE sur les statistiques*, No. 2013/06, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5jzbcx010wmt-en*.

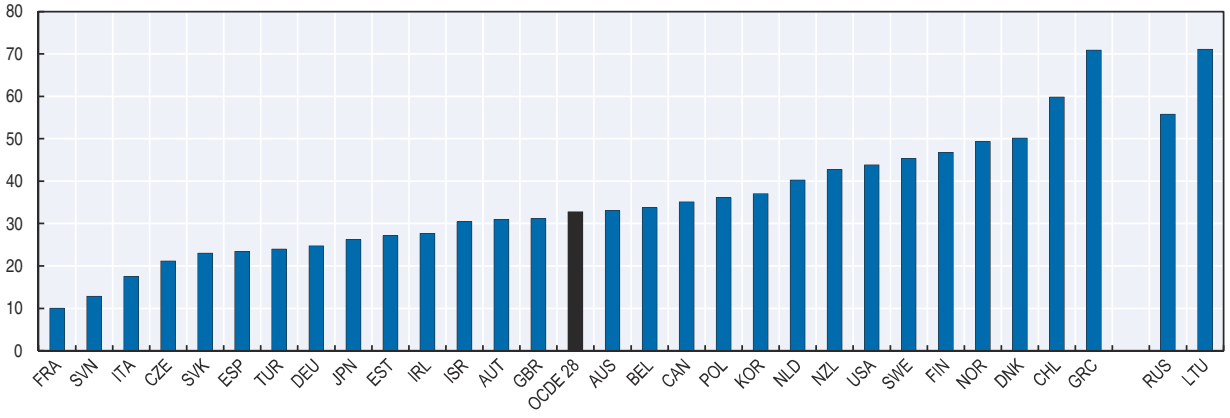
ENGAGEMENT CIVIQUE ET GOUVERNANCE : Avoir son mot à dire concernant l'action des pouvoirs publics

Définition

Cet indicateur évalue le sentiment des personnes sur la réactivité des instances politiques aux demandes des citoyens. Il prend en compte le pourcentage des adultes âgés de 16 à 65 ans qui sont en désaccord ou totalement en désaccord avec l'affirmation: « les personnes comme moi n'ont pas voix au chapitre quant à l'action publique », les réponses s'établissant sur une échelle graduée de 1 à 5 (de 1 pour « totalement d'accord » à 5 pour « totalement en désaccord »). Les données ont été recueillies par l'intermédiaire de l'Évaluation des compétences des adultes, réalisée par l'OCDE dans le cadre du PIAAC.

Graphique A.32. **Avoir son mot à dire concernant l'action des pouvoirs publics**

Pourcentage des personnes âgées de 16 à 65 ans qui ont le sentiment d'avoir leur mot à dire concernant l'action des pouvoirs publics, vers 2012



Note : S'agissant de l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la République tchèque, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Corée, les Pays-Bas, la Pologne, la Fédération de Russie, la République slovaque, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis, les données se rapportent à 2011-12, à 2012 pour la France et 2014-15 pour le Chili, la Grèce, Israël, la Lituanie, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie et la Turquie. Les données pour la Belgique se rapportent à la Flandre ; pour le Royaume-Uni, elles se rapportent à l'Angleterre et à l'Irlande du nord et pour la Fédération de Russie, elles ne comprennent pas la municipalité de Moscou. La moyenne de l'OCDE est pondérée par la population et exclut la Hongrie, l'Islande, la Lettonie, le Luxembourg, le Mexique, le Portugal et la Suisse.

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données de l'« Enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes » (base de données PIAAC), *www.oecd.org/site/PIAAC/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678120

Tableau A.19. **Avoir son mot à dire concernant l'action des pouvoirs publics**

Pourcentage des personnes âgées de 16 à 65 ans qui ont le sentiment d'avoir leur mot à dire concernant l'action des pouvoirs publics, vers 2012

		Autour de 2012
Allemagne	DEU	24.7
Australie	AUS	33.0
Autriche	AUT	31.0
Belgique	BEL	33.8
Canada	CAN	35.1
Chili	CHL	59.8
Corée	KOR	37.0
Danemark	DNK	50.1
Espagne	ESP	23.4
Estonie	EST	27.2
États-Unis	USA	43.8
Finlande	FIN	46.8
France	FRA	10.0
Grèce	GRC	70.9
Hongrie	HUN	..
Irlande	IRL	27.7
Islande	ISL	..
Israël	ISR	30.4
Italie	ITA	17.6
Japon	JPN	26.3
Lettonie	LVA	..
Luxembourg	LUX	..
Mexique	MEX	..
Norvège	NOR	49.4
Nouvelle-Zélande	NZL	42.7
Pays-Bas	NLD	40.3
Pologne	POL	36.1
Portugal	PRT	..
Rép. slovaque	SVK	23.0
Rép. tchèque	CZE	21.2
Royaume-Uni	GBR	31.2
Slovénie	SVN	12.9
Suède	SWE	45.3
Suisse	CHE	..
Turquie	TUR	24.0
OCDE	OCDE 28	32.8
Fédération de Russie	RUS	55.8
Lituanie	LTU	71.1

Note : S'agissant de l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la République tchèque, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Corée, les Pays-Bas, la Pologne, la Fédération de Russie, la République slovaque, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis, les données se rapportent à 2011-12, à 2012 pour la France et 2014-15 pour le Chili, la Grèce, Israël, la Lituanie, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie et la Turquie. Les données pour la Belgique se rapportent à la Flandre ; pour le Royaume-Uni, elles se rapportent à l'Angleterre et à l'Irlande du nord et pour la Fédération de Russie, elles ne comprennent pas la municipalité de Moscou. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut la Hongrie, l'Islande, la Lettonie, le Luxembourg, le Mexique, le Portugal et la Suisse.
Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données de l'« Enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes » (base de données PIAAC), *www.oecd.org/site/PIAAC/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678139

Pour en savoir plus :

OCDE (2016), *L'importance des compétences: Nouveaux résultats de l'évaluation des compétences des adultes*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264259492-fr*.

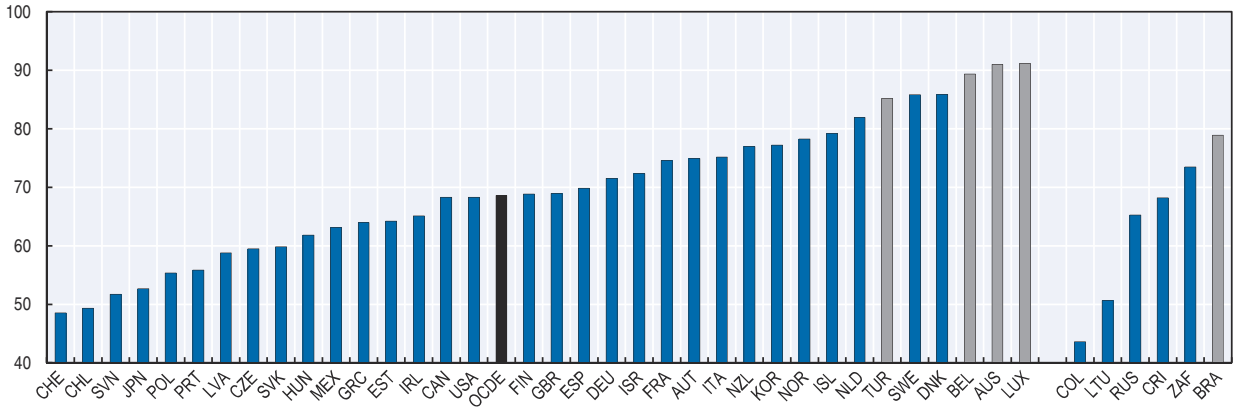
ENGAGEMENT CIVIQUE ET GOUVERNANCE : Participation électorale

Définition

Cet indicateur mesure le nombre de votants à un scrutin national en pourcentage de la population inscrite. Les caractéristiques institutionnelles des systèmes électoraux étant très variables d'un pays à l'autre et d'un type d'élection à l'autre, ces indicateurs portent sur les scrutins nationaux (soit parlementaires ou présidentiels) qui attirent le plus grand nombre d'électeurs dans chaque pays. En Australie, en Belgique, au Brésil, au Luxembourg et en Turquie, le vote est obligatoire. La population inscrite est celle inscrite sur les listes électorales. Les données sur la participation électorale sont recueillies par les offices nationaux de la statistique et les organismes nationaux chargés de l'organisation des élections et compilées par l'Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA).

Graphique A.33. **Participation électorale**

Pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales, dernière année disponible



Note : Les élections nationales prises en compte sont les élections législatives, sauf au Brésil, en Finlande, en France, en Corée, au Mexique, en Pologne, en Fédération de Russie et aux États-Unis, où seules les élections présidentielles sont retenues. En Australie, en Belgique, au Brésil, au Luxembourg et en Turquie, indiqués en gris sur le graphique, le vote est obligatoire. 2017 est la dernière année disponible pour la France, la Corée, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ; 2016 pour l'Australie, l'Islande, l'Irlande, la Lituanie, la République slovaque, l'Espagne et les États-Unis ; 2015 pour le Canada, le Danemark, l'Estonie, la Grèce, Israël, la Pologne, le Portugal, la Suisse et la Turquie ; 2014 pour la Belgique, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, la Hongrie, le Japon, la Lettonie, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie, l'Afrique du Sud, la Suède ; 2013 pour l'Autriche, le Chili, la République tchèque, l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège et 2012 pour la Finlande, le Mexique et la Fédération de Russie. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) (2017), *www.idea.int* ; registre du Tribunal suprême électoral du Costa Rica et Office fédéral de la statistique (OSF) pour la Suisse.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678158

Graphique A.34. **Participation électorale, moyenne OCDE**

Pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales, OCDE 29



Note : Les élections nationales prises en compte sont les élections législatives, sauf au Brésil, en Finlande, en France, en Corée, au Mexique, en Pologne, en Fédération de Russie et aux États-Unis, où seules les élections présidentielles sont retenues. Les élections ayant rarement lieu chaque année, on calcule la moyenne de l'OCDE sur des périodes de quatre ans. Cela nécessite d'exclure l'Autriche, la Finlande, l'Italie, le Luxembourg et le Mexique du calcul de cette moyenne. Le Chili est également exclu car l'obligation d'aller voter a été abandonnée depuis 2012, d'où une rupture dans la série de données chronologiques.

Source : Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) (2017), *www.idea.int* ; registre du Tribunal suprême électoral du Costa Rica et Office fédéral de la statistique (OSF) pour la Suisse.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678177*

Tableau A.20. **Participation électorale**

Pourcentage de votants au sein de la population inscrite sur les listes électorales

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	77.7	..	..	..	70.8	..	..	..	71.5	..	..	..	..	DEU	71.5
Australie	AUS	..	..	94.8	..	..	93.2	..	..	93.2	..	..	91.0	..	AUS	91.0
Autriche	AUT	..	78.5	..	78.8	..	..	..	..	74.9	..	..	..	..	AUT	74.9
Belgique	BEL	..	..	91.1	..	..	89.2	..	..	..	89.4	..	..	..	BEL	89.4
Canada	CAN	..	64.7	..	59.5	..	..	61.1	..	..	..	68.3	..	..	CAN	68.3
Chili	CHL	87.7	..	..	..	87.7	..	..	..	49.4	..	..	..	..	CHL	49.4
Corée	KOR	..	..	63.0	..	..	..	..	75.8	..	..	..	..	77.2	KOR	77.2
Danemark	DNK	84.5	..	86.6	..	..	..	87.7	..	..	..	85.9	..	..	DNK	85.9
Espagne	ESP	..	..	..	75.3	..	..	68.9	..	..	..	73.2	69.8	..	ESP	69.8
Estonie	EST	..	..	61.9	..	..	..	63.5	..	..	..	64.2	..	..	EST	64.2
États-Unis	USA	..	..	..	70.3	..	..	..	66.7	..	..	..	68.3	..	USA	68.3
Finlande	FIN	..	74.1	..	..	..	..	..	68.9	..	..	..	..	..	FIN	68.9
France	FRA	..	..	84.0	..	..	..	..	80.4	..	..	..	..	74.6	FRA	74.6
Grèce	GRC	..	..	74.1	..	70.9	..	..	62.5	..	..	63.9	..	..	GRC	63.9
Hongrie	HUN	..	67.6	..	..	..	64.4	..	..	..	61.8	..	..	..	HUN	61.8
Irlande	IRL	..	..	67.0	..	..	..	69.9	..	..	..	..	65.1	..	IRL	65.1
Islande	ISL	..	..	83.6	..	85.1	..	..	..	81.4	..	..	79.2	..	ISL	79.2
Israël	ISR	..	63.6	..	..	64.7	..	..	67.8	..	..	72.3	..	..	ISR	72.3
Italie	ITA	..	83.6	..	80.5	..	..	..	..	75.2	..	..	..	..	ITA	75.2
Japon	JPN	67.5	..	..	..	69.3	..	..	59.3	..	52.7	..	..	..	JPN	52.7
Lettonie	LVA	..	61.0	..	..	..	64.7	59.5	..	..	58.8	..	..	..	LVA	58.8
Luxembourg	LUX	..	..	..	..	90.9	..	..	..	91.2	..	..	..	..	LUX	91.2
Mexique	MEX	..	58.6	..	..	..	..	..	63.1	..	..	..	..	..	MEX	63.1
Norvège	NOR	77.4	..	..	..	76.4	..	..	..	78.2	..	..	..	..	NOR	78.2
Nouvelle-Zélande	NZL	80.3	..	..	79.5	..	..	74.2	..	..	77.0	..	..	..	NZL	77.0
Pays-Bas	NLD	..	80.4	..	..	..	75.4	..	74.6	..	..	..	..	81.9	NLD	81.9
Pologne	POL	51.0	..	..	..	..	55.3	..	..	..	..	55.3	..	..	POL	55.3
Portugal	PRT	64.3	..	..	..	59.7	..	58.0	..	..	..	55.8	..	..	PRT	55.8
Rép. slovaque	SVK	..	54.7	..	..	..	58.8	..	59.1	..	..	..	59.8	..	SVK	59.8
Rép. tchèque	CZE	..	64.5	..	..	..	62.6	..	..	59.5	..	..	..	..	CZE	59.5
Royaume-Uni	GBR	61.4	..	..	..	..	65.8	..	..	..	..	66.1	..	68.9	GBR	68.9
Slovénie	SVN	..	..	..	63.1	..	..	65.6	..	..	51.7	..	..	..	SVN	51.7
Suède	SWE	..	82.0	..	..	..	84.6	..	..	..	85.8	..	..	..	SWE	85.8
Suisse	CHE	..	..	48.3	..	..	..	49.1	..	..	..	48.5	..	..	CHE	48.5
Turquie	TUR	..	..	84.3	..	..	..	87.6	..	..	..	85.2	..	..	TUR	85.2
OCDE	OCDE 29	71.5				70.0				69.1					OCDE	68.6
Afrique du sud	ZAF	..	..	..	..	77.3	..	..	..	..	73.5	..	..	..	ZAF	73.5
Brésil	BRA	..	83.3	..	..	..	78.5	..	..	..	78.9	..	..	..	BRA	78.9
Colombie	COL	..	40.5	..	..	..	43.8	..	..	..	43.6	..	..	..	COL	43.6
Costa Rica	CRI	..	65.2	..	..	..	69.1	..	..	..	68.2	..	..	..	CRI	68.2
Féd. de Russie	RUS	..	..	..	69.7	..	..	..	65.3	..	..	..	..	..	RUS	65.3
Lituanie	LTU	..	..	..	48.6	..	..	..	52.9	..	..	..	50.6	..	LTU	50.6

Note : Les élections nationales prises en compte sont les élections législatives, sauf au Brésil, en Finlande, en France, en Corée, au Mexique, en Pologne, en Fédération de Russie et aux États-Unis, où seules les élections présidentielles sont retenues. En Australie, en Belgique, au Brésil, au Luxembourg et en Turquie, indiqués en gris sur le graphique, il est obligatoire d'aller voter. 2017 est la dernière année disponible pour la France, la Corée, les Pays-Bas et le Royaume-Uni ; 2016 pour l'Australie, l'Islande, l'Irlande, la Lituanie, la République slovaque, l'Espagne et les États-Unis ; 2015 pour le Canada, le Danemark, l'Estonie, la Grèce, Israël, la Pologne, le Portugal, la Suisse et la Turquie ; 2014 pour la Belgique, le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, la Hongrie, le Japon, la Lettonie, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie, l'Afrique du Sud, la Suède ; 2013 pour l'Autriche, le Chili, la République tchèque, l'Allemagne, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège et 2012 pour la Finlande, le Mexique et la Fédération de Russie. En Australie, en Belgique, au Brésil, au Luxembourg et en Turquie le vote est obligatoire. Au Chili, le vote obligatoire a été abandonné en 2012. Les cellules précédant une rupture sont surlignées en gris et ne sont pas comparables avec les données des années suivantes. La moyenne OCDE est pondérée par la population et sa série de données chronologiques, calculée sur des périodes de quatre ans, exclut l'Autriche, le Chili, la Finlande, l'Italie, le Luxembourg et le Mexique, mais elle englobe tous les pays de l'OCDE pour la dernière année disponible.

Source : Institut international pour la démocratie et l'assistance électorale (IDEA) (2017), *www.idea.int*, registre du Tribunal suprême électoral du Costa Rica et Office fédéral de la statistique (OSF) pour la Suisse.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678196

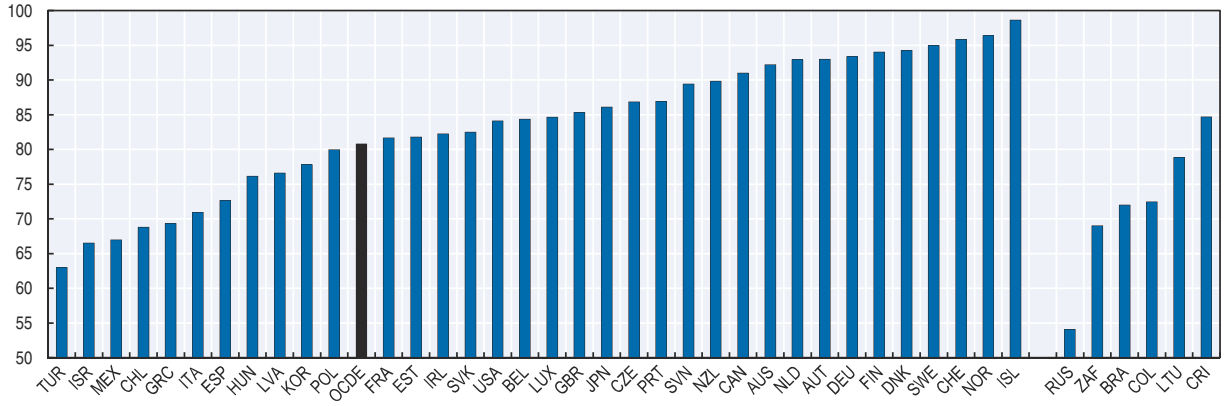
QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT : Qualité de l'eau

Définition

Cet indicateur rend compte de la perception des individus au sujet de la qualité de l'eau là où ils vivent. Il repose sur le nombre de personnes qui répondent par l'affirmative à la question : « êtes-vous satisfait de la qualité de l'eau dans la ville ou le quartier où vous résidez ? ». Les valeurs correspondent à des moyennes sur trois ans. Celles-ci proviennent du sondage Gallup World Poll, effectué chaque année auprès d'environ 1 000 personnes dans chaque pays. L'échantillon est défini a priori de manière à être représentatif de la population nationale âgée de 15 ans et plus (zones rurales comprises) ; les données de l'échantillon ont été pondérées par la population au moyen de coefficients de pondération fournis par Gallup.

Graphique A.35. **Satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau**

Personnes satisfaites en pourcentage de la population totale, moyenne de 2014-16 ou dernière période disponible



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population.
Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données du Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678215

Graphique A.36. **Satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau, moyenne OCDE**

Pourcentage de personnes satisfaites au sein de la population totale, OCDE 33



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Islande et le Luxembourg en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays.
Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données du Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.
StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678234

Tableau A.21. **Satisfaction à l'égard de la qualité de l'eau**

Pourcentage de personnes satisfaites au sein de la population totale

		2005/6-07	2008-10	2011-13	2014-16		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	91.5	94.3	94.5	93.4	DEU	93.4
Australie	AUS	86.6	90.9	91.7	92.2	AUS	92.2
Autriche	AUT	94.7	94.9	95.1	93.0	AUT	93.0
Belgique	BEL	82.8	85.0	82.0	84.4	BEL	84.4
Canada	CAN	87.5	88.7	89.4	91.0	CAN	91.0
Chili	CHL	83.7	84.3	76.4	68.8	CHL	68.8
Corée	KOR	75.2	80.5	77.6	77.8	KOR	77.8
Danemark	DNK	95.1	96.6	95.0	94.3	DNK	94.3
Espagne	ESP	74.9	78.8	78.7	72.7	ESP	72.7
Estonie	EST	62.8	66.4	74.7	81.8	EST	81.8
États-Unis	USA	84.9	88.4	85.9	84.1	USA	84.1
Finlande	FIN	92.9	93.1	94.0	94.0	FIN	94.0
France	FRA	80.5	83.4	81.6	81.7	FRA	81.7
Grèce	GRC	66.5	66.8	65.3	69.3	GRC	69.3
Hongrie	HUN	75.3	82.0	76.6	76.2	HUN	76.2
Irlande	IRL	86.9	87.0	85.4	82.2	IRL	82.2
Islande	ISL	..	96.9	97.5	98.6	ISL	98.6
Israël	ISR	57.6	57.7	65.0	66.5	ISR	66.5
Italie	ITA	76.2	79.5	76.6	70.9	ITA	70.9
Japon	JPN	75.3	83.0	85.6	86.1	JPN	86.1
Lettonie	LVA	64.1	64.5	71.5	76.6	LVA	76.6
Luxembourg	LUX	..	90.6	86.5	84.7	LUX	84.7
Mexique	MEX	73.0	68.4	71.6	67.0	MEX	67.0
Norvège	NOR	93.9	95.3	95.8	96.4	NOR	96.4
Nouvelle-Zélande	NZL	89.7	87.3	88.4	89.8	NZL	89.8
Pays-Bas	NLD	92.2	93.6	92.2	93.0	NLD	93.0
Pologne	POL	66.2	77.0	76.8	80.0	POL	80.0
Portugal	PRT	86.3	88.7	86.3	86.9	PRT	86.9
Rép. slovaque	SVK	78.0	86.0	82.5	82.5	SVK	82.5
Rép. tchèque	CZE	78.1	89.0	83.4	86.9	CZE	86.9
Royaume-Uni	GBR	91.8	93.3	93.8	85.3	GBR	85.3
Slovénie	SVN	85.0	87.3	87.8	89.4	SVN	89.4
Suède	SWE	94.8	96.1	95.9	95.0	SWE	95.0
Suisse	CHE	95.7	96.1	94.5	95.9	CHE	95.9
Turquie	TUR	58.6	56.2	61.8	63.0	TUR	63.0
OCDE	OECD 33	79.9	82.6	82.4	80.8	OCDE	80.8
Brésil	BRA	78.4	78.3	71.2	72.0	BRA	72.0
Colombie	COL	78.3	74.8	73.8	72.5	COL	72.5
Costa Rica	CRI	85.6	88.8	88.6	84.7	CRI	84.7
Danemark	ZAF	74.5	66.1	60.5	69.0	ZAF	69.0
Féd. de Russie	RUS	30.4	43.3	47.7	54.1	RUS	54.1
Lituanie	LTU	59.6	67.6	67.9	78.9	LTU	78.9

Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population ; sa série de données chronologiques exclut l'Islande et le Luxembourg en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays, mais englobe tous les pays de l'OCDE pour la dernière période disponible.

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données du Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678253*

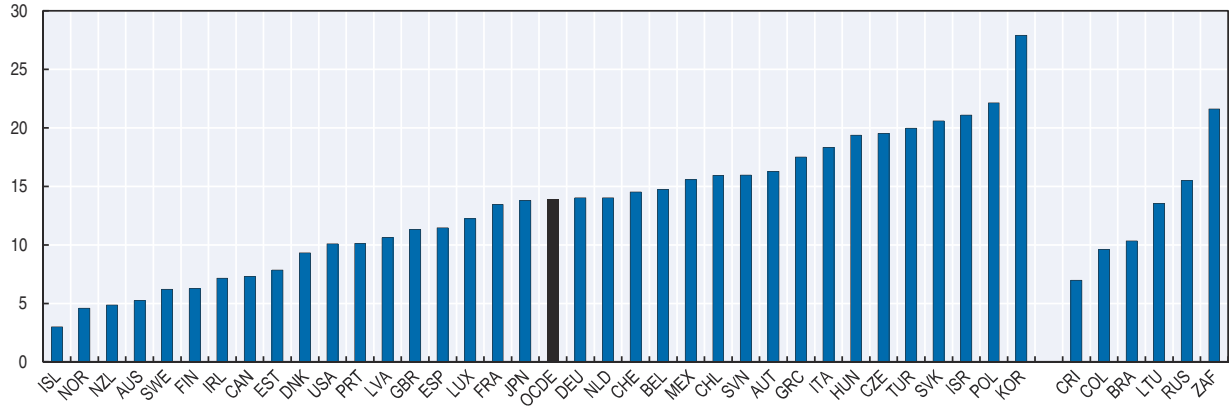
QUALITÉ DE L'ENVIRONNEMENT : Qualité de l'air

Définition

Cet indicateur mesure l'exposition moyenne de la population dans son ensemble à la pollution de l'air extérieur par des particules fines de diamètre inférieur à 2.5 microns ($PM_{2.5}$). Les valeurs correspondent à des moyennes sur trois ans. Les estimations sous-jacentes des concentrations de $PM_{2.5}$ sont tirées de van Donkelaar et al. (2016) et basées sur des observations satellitaires et un modèle de transport chimique calibré avec des mesures au sol sur l'ensemble de la planète en utilisant la régression géographiquement pondérée à une résolution de 0.01°. L'avantage de cette méthode hybride est d'être disponible pour des zones qui ont une densité insuffisante de stations de surveillance au sol ; en outre, elle facilite la comparabilité entre différentes zones dont les estimations sont calculées uniquement à partir de relevés de stations au sol. Même si les observations satellitaires sont moins précises que la surveillance *in situ*, les deux sources de données sont complémentaires. Les estimations comprennent les particules émises à la fois par des sources naturelles et anthropogéniques. L'exposition de la population est calculée en pondérant les concentrations avec la population dans chacune des cellules de la grille de données sur les concentrations, la sur/sous-estimation de l'exposition étant possible dans certaines zones. Les données sous-jacentes sur la population, Gridded Population of the World, version 4 (GPWv4) sont tirées du Socioeconomic Data and Applications Center (SEDAC) de la NASA. Les géométries frontières sous-jacentes sont tirées du Global Administrative Unit Layers (GAUL) élaboré par la FAO et la Classification territoriale de l'OCDE, lorsqu'elles sont disponibles.

Graphique A.37. **Exposition à la pollution de l'air par les particules fines ($PM_{2.5}$)**

Exposition aux concentrations de $PM_{2.5}$ pondérée par la population, microgrammes par mètre cube, moyenne mobile sur 3 ans, 2013



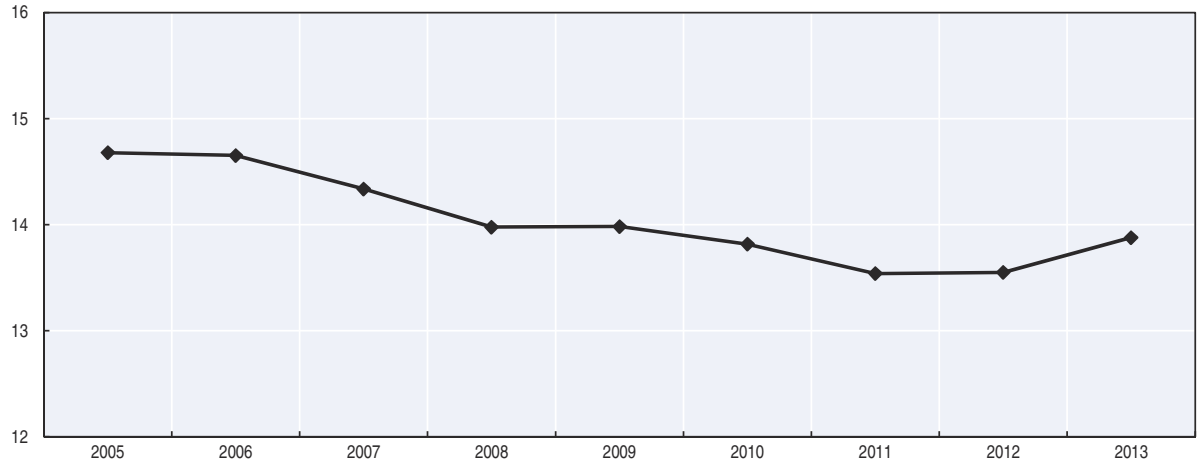
Note : Les valeurs sont des moyennes mobiles à 3 ans. Les valeurs de 2013 sont interpolées à partir des estimations pour 2012, 2013 et 2015, celles pour 2014 n'étant pas disponibles. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir de la « Base de données de l'OCDE sur l'exposition à la pollution de l'air », *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EXP_PM2_5*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678272

Graphique A.38. **Exposition à la pollution de l'air par les particules fines, moyenne OCDE ($PM_{2.5}$)**

Exposition aux concentrations de $PM_{2.5}$ pondérée par la population, microgrammes par mètre cube, moyenne mobile sur 3 ans



Note : Les valeurs sont des moyennes mobiles à 3 ans. Les valeurs de 2013 sont interpolées à partir des estimations pour 2012, 2013 et 2015, celles pour 2014 n'étant pas disponibles. La moyenne OCDE est pondérée par la population.
Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir de la « Base de données de l'OCDE sur l'exposition à la pollution de l'air », *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EXP_PM2_5*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678291

Tableau A.22. **Exposition à la pollution de l'air par les particules fines ($PM_{2.5}$)**

Exposition aux concentrations de $PM_{2.5}$ pondérée par la population, microgrammes par mètre cube, moyenne mobile sur 3 ans

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	14.6	14.4	14.1	13.6	14.7	14.8	14.8	13.9	14.0	DEU	14.0
Australie	AUS	5.7	5.7	5.4	5.4	5.1	5.1	4.9	5.1	5.2	AUS	5.2
Autriche	AUT	16.9	16.6	15.9	15.4	15.9	15.9	15.5	16.2	16.3	AUT	16.3
Belgique	BEL	15.9	15.4	15.2	14.5	15.6	15.5	15.5	14.6	14.7	BEL	14.7
Canada	CAN	8.4	8.1	7.5	7.0	7.0	6.9	7.1	7.1	7.3	CAN	7.3
Chili	CHL	16.8	16.5	16.3	15.8	15.3	15.5	15.5	15.7	16.0	CHL	16.0
Corée	KOR	26.8	27.2	27.3	27.6	27.0	25.5	23.0	24.7	27.9	KOR	27.9
Danemark	DNK	10.8	10.9	10.2	9.5	9.5	10.6	10.2	9.7	9.3	DNK	9.3
Espagne	ESP	12.7	12.6	13.1	12.3	11.6	11.2	11.4	11.5	11.5	ESP	11.5
Estonie	EST	9.8	9.9	9.3	9.0	9.7	9.8	9.3	8.4	7.9	EST	7.9
États-Unis	USA	11.7	11.5	10.7	10.2	9.7	9.8	9.9	9.9	10.1	USA	10.1
Finlande	FIN	8.0	7.7	7.5	7.4	8.1	8.3	7.6	6.9	6.2	FIN	6.2
France	FRA	14.2	14.4	14.3	13.8	13.6	13.5	13.5	13.7	13.4	FRA	13.4
Grèce	GRC	15.9	16.5	17.7	18.2	19.5	18.4	17.7	17.0	17.5	GRC	17.5
Hongrie	HUN	20.4	20.0	17.7	17.0	18.8	20.4	19.6	18.6	19.4	HUN	19.4
Irlande	IRL	6.9	7.4	7.7	7.5	7.1	6.8	6.8	7.3	7.1	IRL	7.1
Islande	ISL	3.3	3.1	3.2	3.2	3.3	3.4	3.3	3.2	3.0	ISL	3.0
Israël	ISR	16.1	17.9	19.5	20.1	20.0	18.8	18.9	19.3	21.1	ISR	21.1
Italie	ITA	17.3	17.0	16.9	17.1	17.2	17.2	16.7	17.4	18.3	ITA	18.3
Japon	JPN	15.3	15.6	15.9	15.4	14.7	13.6	12.2	12.6	13.8	JPN	13.8
Lettonie	LVA	12.0	12.2	11.5	11.0	12.2	12.4	12.0	10.9	10.6	LVA	10.6
Luxembourg	LUX	12.9	13.0	12.7	11.6	12.2	12.3	12.5	12.2	12.2	LUX	12.2
Mexique	MEX	16.7	16.5	15.1	15.1	14.6	15.2	15.6	16.6	15.6	MEX	15.6
Norvège	NOR	5.9	5.7	5.8	5.8	5.7	5.9	5.4	5.3	4.6	NOR	4.6
Nouvelle-Zélande	NZL	5.2	5.0	4.8	4.7	4.7	4.8	4.8	4.9	4.9	NZL	4.9
Pays-Bas	NLD	15.5	15.0	14.8	14.3	15.2	15.2	15.3	13.9	14.0	NLD	14.0
Pologne	POL	23.1	23.1	21.4	20.4	23.2	24.7	24.3	21.9	22.1	POL	22.1
Portugal	PRT	12.3	12.7	12.4	11.4	10.6	10.8	10.3	10.4	10.1	PRT	10.1
Rép. slovaque	SVK	22.3	21.7	19.2	18.5	20.3	21.9	21.2	20.2	20.6	SVK	20.6
Rép. tchèque	CZE	20.4	20.1	18.4	18.0	20.2	20.9	20.5	19.2	19.5	CZE	19.5
Royaume-Uni	GBR	11.9	12.0	12.3	12.1	11.8	11.3	11.2	11.7	11.3	GBR	11.3
Slovénie	SVN	16.8	16.3	15.6	15.0	15.3	15.4	14.7	15.4	16.0	SVN	16.0
Suède	SWE	7.6	7.5	7.3	7.0	7.3	7.7	7.0	6.5	6.2	SWE	6.2
Suisse	CHE	14.7	14.6	14.8	14.5	14.3	13.7	14.0	14.7	14.5	CHE	14.5
Turquie	TUR	17.8	18.3	20.1	20.3	22.1	20.1	19.7	18.3	20.0	TUR	20.0
OCDE	OCDE	14.7	14.7	14.3	14.0	14.0	13.8	13.5	13.6	13.9	OCDE	13.9
Afrique du sud	ZAF	20.2	19.5	19.1	19.1	20.4	20.3	19.9	19.5	21.6	ZAF	21.6
Brésil	BRA	10.5	10.5	10.0	9.7	9.5	9.7	10.1	9.8	10.3	BRA	10.3
Colombie	COL	10.3	10.4	9.4	9.1	9.0	8.8	9.6	9.1	9.6	COL	9.6
Costa Rica	CRI	5.7	6.2	6.6	6.4	5.1	3.9	4.2	5.5	7.0	CRI	7.0
Féd. de Russie	RUS	14.9	14.8	14.9	15.2	16.6	16.2	15.6	15.0	15.5	RUS	15.5
Lituanie	LTU	14.2	14.8	14.0	13.2	14.6	14.9	14.9	13.5	13.6	LTU	13.6

Note : Les valeurs sont des moyennes mobiles à 3 ans. Les valeurs de 2013 sont interpolées à partir des estimations pour 2012, 2013 et 2015, celles pour 2014 n'étant pas disponibles. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir de la « Base de données de l'OCDE sur l'exposition à la pollution de l'air », *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EXP_PM2_5*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678310

Pour en savoir plus :

Mackie, A., I. Haščič et M. Cárdenas Rodríguez (2016), « Exposition de la population aux particules fines : méthodologie et résultats pour les pays de l'OCDE et du G20 », *Travaux de l'OCDE sur la croissance verte*, No. 2016/02, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5jlsqs8g1t9r-en*.

OCDE (2017), *Indicateurs de croissance verte 2017*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264268586-en*.

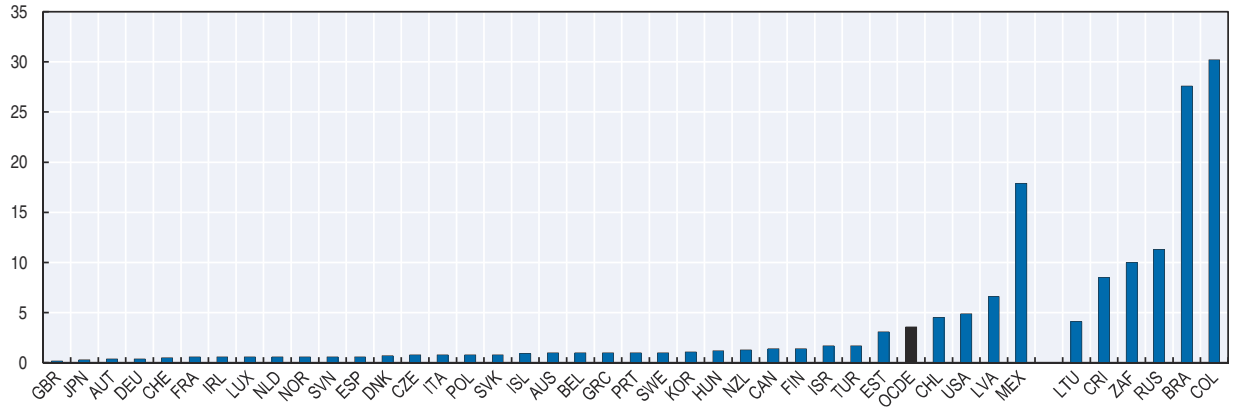
SÉCURITÉ DES PERSONNES : Homicides

Définition

Cet indicateur renvoie aux décès qui, d'après les registres officiels de décès, résultent d'une agression (ICD-10 code: X85-Y09, Y87.1). Il est présenté sous la forme d'un taux normalisé selon l'âge pour pouvoir comparer les données entre les pays ayant une pyramide des âges différente et est exprimé pour 100 000 habitants. Les valeurs correspondent à des moyennes sur trois ou quatre ans car elles ne sont pas disponibles chaque année dans tous les pays de l'OCDE. Les statistiques relatives aux causes de décès proviennent des registres d'état civil des pays ; elles sont compilées par les autorités nationales et regroupées par l'OMS. Seules les causes de décès médicalement constatées sont indiquées. Les données présentées ici peuvent être consultées dans la base de données de l'OCDE sur les causes de mortalité.

Graphique A.39. **Mortalité par homicide**

Taux normalisé selon l'âge, pour 100 000 habitants, 2014 ou dernière année disponible



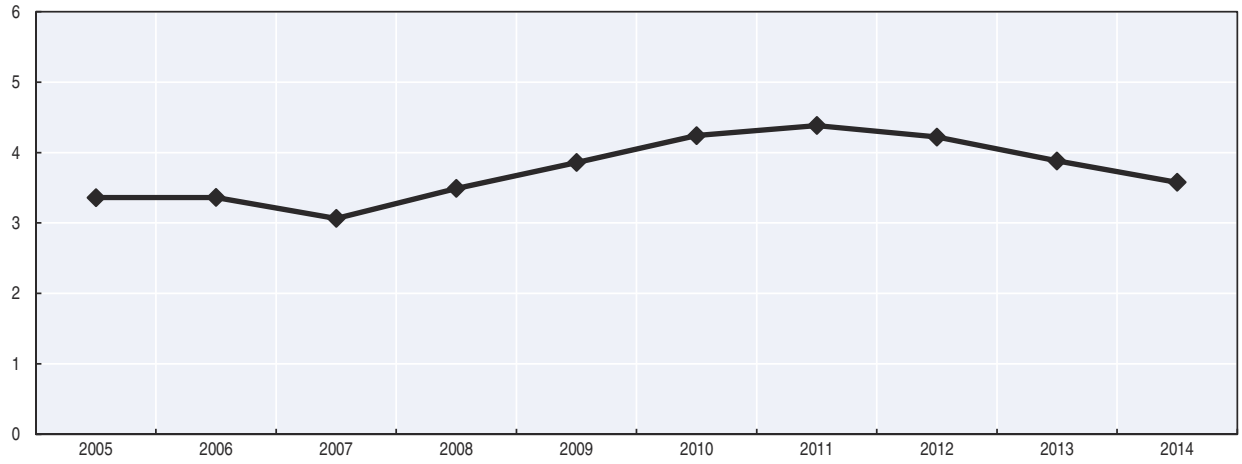
Note : 2015 est la dernière année disponible pour la République tchèque, la Hongrie, l'Islande, la Lituanie, les Pays-Bas, la Slovénie, la Suède ; 2013 pour la Colombie, la France, l'Irlande, la Corée, la Suisse, la Turquie, le Royaume-Uni ; 2012 pour le Canada, l'Italie, la Nouvelle-Zélande ; et 2011 pour la Fédération de Russie. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données d'« État de santé: Causes de la mortalité », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678329*

Graphique A.40. **Mortalité par homicide, moyenne OCDE**

Taux normalisé selon l'âge, pour 100 000 habitants, OCDE 34



Note : On a estimé la série de données chronologiques de l'OCDE en interpolant les points de données manquants dans les séries de données chronologiques. Pour chaque pays, les données manquantes ont été remplacées par la moyenne de l'année précédente ou suivante la plus proche. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Irlande en raison de ruptures dans la série de données chronologiques de ce pays.

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données d'« État de santé: Causes de la mortalité », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678348*

Tableau A.23. **Mortalité par agression**

Taux normalisé selon l'âge, pour 100 000 habitants

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	0.5	0.6	0.6	0.5	0.5	0.6	0.5	0.5	0.5	0.4	..	DEU	0.4
Australie	AUS	..	1.2	1.0	1.2	1.2	1.1	1.1	1.3	1.0	1.0	..	AUS	1.0
Autriche	AUT	0.8	0.8	0.6	0.6	0.7	0.5	0.5	0.4	0.4	0.4	..	AUT	0.4
Belgique	BEL	1.5	1.4	1.5	1.2	1.2	1.1	1.3	1.1	1.0	1.0	..	BEL	1.0
Canada	CAN	1.7	1.5	1.5	1.7	1.7	1.5	1.5	1.4	..	..	..	CAN	1.4
Chili	CHL	5.8	5.5	4.5	4.2	5.2	4.4	4.4	3.8	3.7	4.5	..	CHL	4.5
Corée	KOR	1.8	1.6	1.5	1.4	1.4	1.2	1.1	1.1	1.1	..	..	KOR	1.1
Danemark	DNK	1.0	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8	0.8	0.3	0.4	0.7	..	DNK	0.7
Espagne	ESP	0.9	0.8	0.7	0.8	0.7	0.7	0.7	0.6	0.6	0.6	..	ESP	0.6
Estonie	EST	9.0	7.2	6.9	6.5	5.9	4.5	4.7	4.8	3.9	3.1	..	EST	3.1
États-Unis	USA	6.0	6.0	6.0	5.7	5.4	5.2	5.1	5.3	5.1	4.9	..	USA	4.9
Finlande	FIN	1.9	2.0	2.2	2.2	1.9	1.9	1.8	1.4	1.5	1.4	..	FIN	1.4
France	FRA	0.7	0.7	0.6	0.7	0.8	0.6	0.6	0.6	0.6	..	..	FRA	0.6
Grèce	GRC	1.0	0.8	1.1	1.3	1.4	1.4	1.6	1.5	1.3	1.0	..	GRC	1.0
Hongrie	HUN	1.9	1.9	1.7	2.0	1.4	1.4	1.5	1.3	1.2	0.9	1.2	HUN	1.2
Irlande	IRL	0.9	0.9	1.0	0.9	1.0	0.8	0.6	0.8	0.6	..	..	IRL	0.6
Islande	ISL	1.0	0.3	0.6	0.3	0.3	0.6	0.9	0.3	0.9	0.3	0.9	ISL	0.9
Israël	ISR	3.3	3.4	2.2	2.1	2.1	2.2	2.3	1.8	1.8	1.7	..	ISR	1.7
Italie	ITA	..	0.9	0.9	0.8	0.8	0.7	0.7	0.8	..	..	..	ITA	0.8
Japon	JPN	0.5	0.5	0.4	0.4	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	0.3	..	JPN	0.3
Lettonie	LVA	10.2	9.6	8.5	7.8	6.4	6.3	6.0	6.1	5.6	6.6	..	LVA	6.6
Luxembourg	LUX	1.5	1.4	1.2	1.1	0.9	2.1	0.4	0.2	0.2	0.6	..	LUX	0.6
Mexique	MEX	11.0	11.3	8.8	14.0	18.4	23.4	25.3	23.4	20.3	17.9	..	MEX	17.9
Norvège	NOR	0.7	1.0	0.7	0.6	0.6	0.7	2.3	0.6	1.0	0.6	..	NOR	0.6
Nouvelle-Zélande	NZL	1.7	1.5	1.3	1.3	1.9	1.2	1.2	1.3	..	..	..	NZL	1.3
Pays-Bas	NLD	1.1	0.8	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.9	0.8	0.7	0.6	NLD	0.6
Pologne	POL	1.5	1.5	1.4	1.2	1.1	0.9	1.0	0.9	1.1	0.8	..	POL	0.8
Portugal	PRT	..	..	1.0	1.4	1.0	1.2	0.9	1.1	0.9	1.0	..	PRT	1.0
Rép. slovaque	SVK	1.6	..	..	1.2	1.1	1.2	..	1.0	1.2	0.8	..	SVK	0.8
Rép. tchèque	CZE	0.9	1.0	1.0	0.7	0.8	0.8	0.8	0.8	0.9	0.7	0.8	CZE	0.8
Royaume-Uni	GBR	0.4	0.4	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3	0.2	0.2	..	..	GBR	0.2
Slovénie	SVN	1.1	0.6	1.0	0.6	0.5	0.4	0.9	0.7	0.9	0.9	0.6	SVN	0.6
Suède	SWE	0.9	0.9	1.2	0.8	0.9	1.0	0.8	0.7	0.8	0.8	1.0	SWE	1.0
Suisse	CHE	0.9	0.6	0.6	0.6	0.7	0.5	0.5	0.5	0.5	..	..	CHE	0.5
Turquie	TUR	..	..	..	..	1.7	1.5	1.2	1.3	1.7	..	..	TUR	1.7
OCDE	OCDE 34	3.4	3.4	3.1	3.5	3.9	4.2	4.4	4.2	3.9	3.6	..	OCDE	3.6
Afrique du sud	ZAF	11.9	11.8	12.3	11.2	10.9	10.3	9.9	9.9	9.6	10	..	ZAF	10.0
Brésil	BRA	24.7	25.3	24.1	24.5	25.4	25.5	25.2	26.7	26.6	27.6	..	BRA	27.6
Colombie	COL	47.6	44.2	38.9	40.1	44.4	40.7	35.3	33.1	30.2	..	..	COL	30.2
Costa Rica	CRI	7.4	7.8	5.8	8.4	9	10.2	9	7.3	7.4	8.5	..	CRI	8.5
Féd. de Russie	RUS	25	20.2	17.6	16.3	14.6	12.8	11.3	..	..	..	..	RUS	11.3
Lituanie	LTU	9.4	7.8	7.3	7.6	6.1	5.5	5.1	4.3	4.7	3.7	4.1	LTU	4.1

Note : 2015 est la dernière année disponible pour la République tchèque, la Hongrie, l'Islande, la Lituanie, les Pays-Bas, la Slovénie, la Suède ; 2013 pour la Colombie, la France, l'Irlande, la Corée, la Suisse, la Turquie, le Royaume-Uni ; 2012 pour le Canada, l'Italie, la Nouvelle-Zélande ; 2011 pour la Fédération de Russie. Il y a une rupture dans les séries de données chronologiques de 2010 pour l'Irlande. Les cellules précédant une rupture sont surlignées en gris et ne sont pas comparables avec les données des années suivantes. La série de données chronologiques de l'OCDE a été estimée en interpolant les points de données manquants dans les séries de données chronologiques ; dans ces cas, les données manquantes ont été remplacées par la moyenne de l'année précédente ou suivante la plus proche. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Irlande en raison de ruptures dans la série de données chronologiques de ce pays, mais elle englobe tous les pays de l'OCDE pour la dernière année disponible.

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données d'« État de santé : Causes de la mortalité », *Statistiques de l'OCDE sur la santé* (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_STAT*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678367*

Pour en savoir plus :

Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (UNODC) (2013), *Rapport de l'Institut national de statistique et de géographie du Mexique et de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, http://unstats.un.org/unsd/statcom/doc13/2013-11-CrimeStats-f.pdf*.

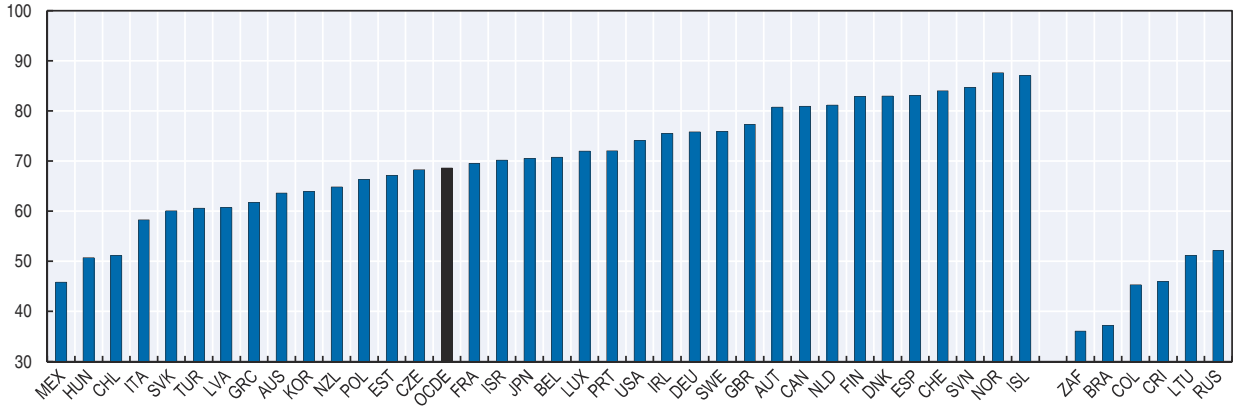
SÉCURITÉ DES PERSONNES: Se sentir en sécurité la nuit

Définition

Cet indicateur correspond au pourcentage de personnes qui répondent par l'affirmative à la question : « vous sentez-vous en sécurité lorsque vous marchez seul(e) la nuit dans votre ville ou votre quartier ? ». Les valeurs correspondent à des moyennes sur trois ans ; celles-ci proviennent du sondage Gallup World Poll, effectué chaque année auprès d'environ 1 000 personnes dans chaque pays. L'échantillon est défini a priori de manière à être représentatif de la population nationale âgée de 15 ans et plus (zones rurales comprises) ; les données de l'échantillon ont été pondérées par la population au moyen de coefficients de pondération fournis par Gallup.

Graphique A.41. **Sentiment de sécurité éprouvé en marchant seul la nuit**

Pourcentage de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules le soir dans la ville ou le quartier où elles vivent, moyenne de la période 2014-16

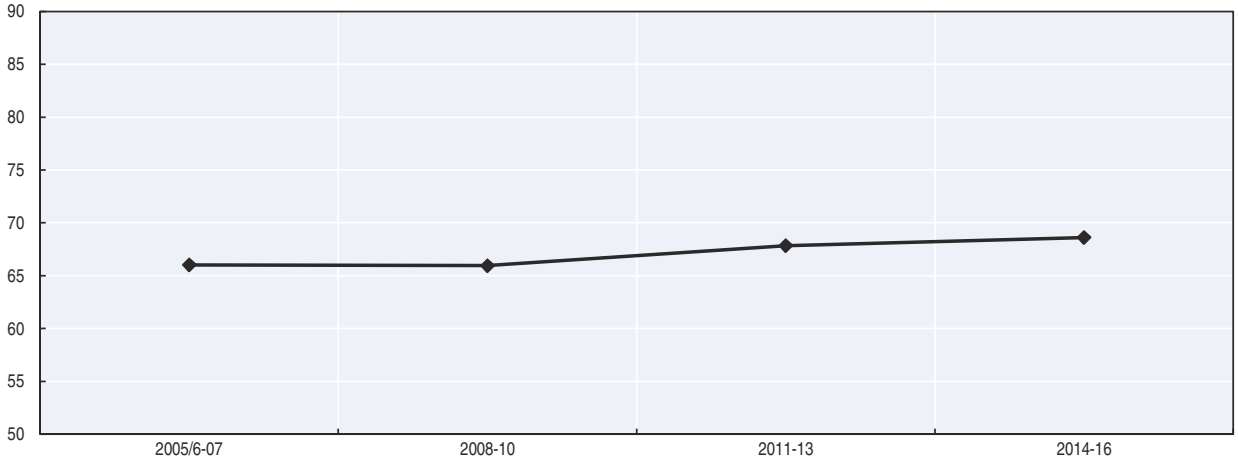


Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population.
Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données du Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678386

Graphique A.42. **Sentiment de sécurité éprouvé en marchant seul la nuit, moyenne OCDE**

Pourcentage de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules le soir dans la ville ou le quartier où elles vivent, OCDE 33



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Islande ainsi que le Luxembourg en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays.
Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données du Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678405

Tableau A.24. **Sentiment de sécurité éprouvé en marchant seul la nuit**

Pourcentage de personnes déclarant se sentir en sécurité lorsqu'elles marchent seules le soir dans la ville ou le quartier où elles vivent

		2005/6-07	2008-10	2011-13	2014-16		Dernière période de trois ans disponible
Allemagne	DEU	73.5	73.0	77.4	75.9	DEU	75.9
Australie	AUS	62.8	63.4	65.3	63.6	AUS	63.6
Autriche	AUT	74.7	77.2	82.9	80.7	AUT	80.7
Belgique	BEL	68.6	65.5	64.1	70.7	BEL	70.7
Canada	CAN	77.2	77.1	79.8	80.9	CAN	80.9
Chili	CHL	39.0	44.7	53.8	51.1	CHL	51.1
Corée	KOR	60.6	58.9	59.6	63.9	KOR	63.9
Danemark	DNK	83.6	81.0	79.3	83.0	DNK	83.0
Espagne	ESP	64.6	65.3	73.6	83.1	ESP	83.1
Estonie	EST	55.8	60.1	60.5	67.2	EST	67.2
États-Unis	USA	75.1	76.6	74.5	74.1	USA	74.1
Finlande	FIN	78.5	76.7	78.6	82.9	FIN	82.9
France	FRA	69.5	63.8	65.6	69.6	FRA	69.6
Grèce	GRC	60.5	55.7	50.8	61.8	GRC	61.8
Hongrie	HUN	58.9	56.2	54.5	50.7	HUN	50.7
Irlande	IRL	70.7	66.3	71.8	75.5	IRL	75.5
Islande	ISL	..	77.4	78.8	87.0	ISL	87.0
Israël	ISR	71.2	67.1	64.9	70.2	ISR	70.2
Italie	ITA	60.0	58.7	60.2	58.3	ITA	58.3
Japon	JPN	62.5	68.7	71.4	70.6	JPN	70.6
Lettonie	LVA	47.1	48.6	54.1	60.7	LVA	60.7
Luxembourg	LUX	..	75.6	69.7	72.0	LUX	72.0
Mexique	MEX	56.7	48.6	50.2	45.9	MEX	45.9
Norvège	NOR	85.2	81.4	86.8	87.7	NOR	87.7
Nouvelle-Zélande	NZL	60.6	59.6	65.6	64.8	NZL	64.8
Pays-Bas	NLD	73.4	73.0	78.9	81.2	NLD	81.2
Pologne	POL	63.8	61.2	65.2	66.3	POL	66.3
Portugal	PRT	64.0	62.7	63.4	72.1	PRT	72.1
Rép. slovaque	SVK	47.0	49.2	57.1	60.1	SVK	60.1
Rép. tchèque	CZE	53.0	58.2	60.6	68.3	CZE	68.3
Royaume-Uni	GBR	62.4	66.8	73.1	77.4	GBR	77.4
Slovénie	SVN	79.4	80.6	83.5	84.7	SVN	84.7
Suède	SWE	70.7	70.9	78.7	75.9	SWE	75.9
Suisse	CHE	77.3	76.5	77.6	84.0	CHE	84.0
Turquie	TUR	50.7	51.3	56.3	60.6	TUR	60.6
OCDE	OCDE 33	66.0	66.0	67.8	68.6	OCDE	68.6
Afrique du sud	ZAF	36.6	23.9	28.2	36.1	ZAF	36.1
Brésil	BRA	37.8	39.7	40.1	37.3	BRA	37.3
Colombie	COL	53.9	44.2	46.2	45.3	COL	45.3
Costa Rica	CRI	49.7	42.6	50.6	45.9	CRI	45.9
Féd. de Russie	RUS	27.3	36.8	40.6	52.2	RUS	52.2
Lituanie	LTU	32.3	33.1	45.3	51.2	LTU	51.2

Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population ; sa série de données chronologiques exclut l'Islande ainsi que le Luxembourg en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays. La moyenne OCDE pour la dernière période disponible englobe tous les pays de l'OCDE.

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données du Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678424

Pour en savoir plus :

OCDE (2011d), « Sécurité des personnes », dans *Comment va la vie ? : Mesurer le bien-être,* Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264121195-13-fr*.

BIEN-ÊTRE SUBJECTIF : Satisfaction à l'égard de la vie

Note spéciale: s'agissant de cet indicateur, les informations sur les niveaux actuels (graphique A.43) sont basées sur les estimations des Offices nationaux de statistiques, effectuées à partir des enquêtes nationales qui reposent sur des questions très similaires. Les informations sur les variations au cours du temps (graphique A.44) proviennent du Gallup World Poll, cette source permettant d'accéder à des séries de données chronologiques plus longues et d'un éventail plus complet de pays susceptibles d'être évalués sur une base comparable. Pour plus de précisions, veuillez vous reporter aux définitions données ci-dessous.

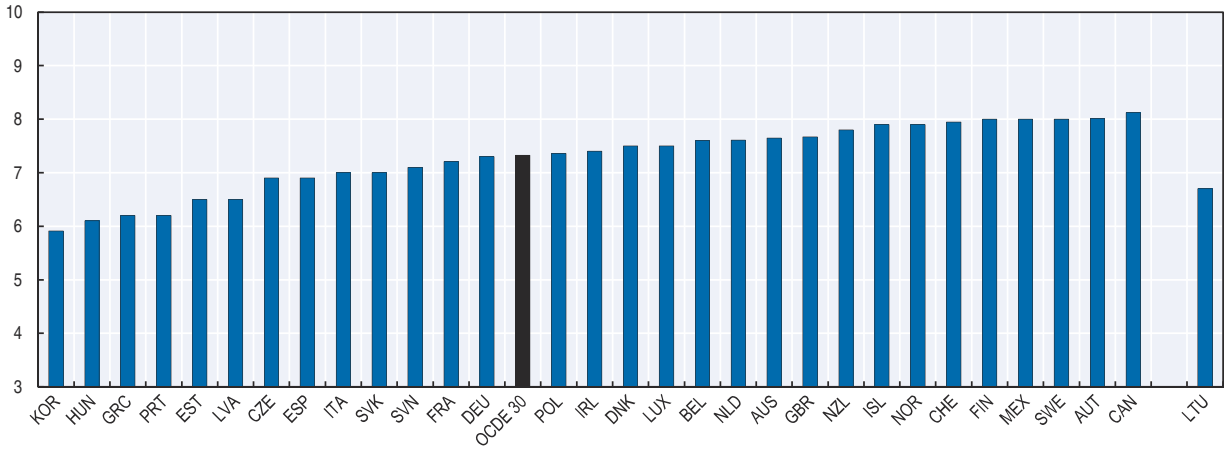
Niveaux actuels

Définition

Cet indicateur correspond à un score moyen sur une échelle comportant 11 points. Cet indicateur repose sur une question d'enquête globalement conforme aux recommandations des lignes directrices de l'OCDE sur la mesure subjective du bien-être (OCDE, 2013) – « Dans l'ensemble, êtes-vous actuellement satisfait de votre vie en général ? » –, à laquelle les personnes interrogées sont invitées à répondre sur une échelle graduée de 0 (« pas satisfait du tout ») à 10 (« totalement satisfait »). Les données pour l'Europe sont issues du module ad hoc sur le bien-être ajouté à la vague 2013 de l'enquête EU-SILC, à l'exception de la Finlande, de la Hongrie, de l'Italie, de la Slovénie et de la Suisse pour lesquels on prend en compte les SILC nationales du fait d'une fréquence plus élevée des enquêtes. L'EU-SILC est une enquête nationalement représentative, qui repose sur des échantillons de grande taille (d'environ 4 000 personnes dans les États membres les plus petits à 16 000 dans les plus grands) et portant sur tous les membres âgés de 16 ans au moins que comporte un ménage. Les données relatives à l'Australie sont issues de l'enquête sociale générale de l'*Australian Bureau of Statistics*, celles relatives au Canada de l'Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de Statistique Canada, celles relatives à l'Italie de l'enquête multifonctionnelle sur les ménages d'ISTAT, celles relatives au Mexique de l'enquête nationale sur les dépenses des ménages d'INEGI, celles relatives à la Nouvelle-Zélande de l'enquête sociale générale de *Statistics New Zealand* et celles relatives au Royaume-Uni de l'enquête annuelle sur la population de l'ONS. Les données relatives à l'Australie, au Canada, à la Corée, au Danemark, à la France, à la Hongrie, à la Nouvelle-Zélande et aux Pays-Bas se rapportent à la population de 15 ans et plus ; celles relatives au Mexique se rapportent aux personnes de 18 à 70 ans.

Graphique A.43. **Satisfaction à l'égard de la vie**

Valeurs moyennes sur une échelle graduée de 0 à 10, 2013 ou dernière année disponible



Note : Les données se rapportent à 2016 pour l'Autriche, la Hongrie, l'Italie, la Corée, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie et le Royaume-Uni ; à 2015 pour le Canada, le Danemark, la France, la Pologne et la Suisse et à 2014 pour l'Australie et le Mexique. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, Israël, le Japon, la Turquie et les États-Unis.

Source : Eurostat (2017), « Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) », *http://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions/overview* pour les pays de l'Union européenne à l'exception de l'Autriche, de la Hongrie, de la Pologne, de la Slovénie et de la Suisse, pour lesquels les SILC nationales sont prises en compte en raison d'une fréquence plus élevée des enquêtes ; *Australian Bureau of Statistics*, enquête sociale générale de 2014, *www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/mf/4159.0#Anchor3* pour l'Australie; Statistiques Autriche ; Statistiques Canada ; enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de 2015, *www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV.pl?Function=getSurvey&SDDS=3226* pour le Canada ; Danmark Statistik, *http://dst.dk/en/Statistik/dokumentation/documentationofstatistics/quality-of-life-indicators*; INSEE, Statistiques sur les ressources et les conditions de vie, *www.insee.fr/fr/metadonnees/source/s1220#consulter*; ISTAT, enquête multifonctionnelle sur les ménages de 2016; INEGI, enquête nationale sur les dépenses des ménages (BIARE-ENGASTO) 2014, *www.inegi.org.mx/inegi/contenidos/investigacion/Experimentales/Bienestar/default.aspx* for Mexico; Statistics New Zealand, enquête sociale générale de 2016, *www.stats.govt.nz/browse_for_stats/people_and_communities/Households/nzgss_HOTP2014/Tables.aspx* ; enquête annuelle de 2016 sur la population de l'ONS pour le Royaume-Uni.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678443*

Tableau A.25. **Mesures de la satisfaction à l'égard de la vie par les offices nationaux de statistiques**

Valeurs moyennes sur une échelle graduée de 0 à 10

		2013 ou dernière année disponible
Allemagne	DEU	7.3
Australie	AUS	7.6
Autriche	AUT	8.0
Belgique	BEL	7.6
Canada	CAN	8.1
Chili	CHL	..
Corée	KOR	5.9
Danemark	DNK	7.5
Espagne	ESP	6.9
Estonie	EST	6.5
États-Unis	USA	..
Finlande	FIN	8.0
France	FRA	7.2
Grèce	GRC	6.2
Hongrie	HUN	6.1
Irlande	IRL	7.4
Islande	ISL	7.9
Israël	ISR	..
Italie	ITA	7.0
Japon	JPN	..
Lettonie	LVA	6.5
Luxembourg	LUX	7.5
Mexique	MEX	8.0
Norvège	NOR	7.9
Nouvelle-Zélande	NZL	7.8
Pays-Bas	NLD	7.6
Pologne	POL	7.4
Portugal	PRT	6.2
Rép. slovaque	SVK	7.0
Rép. tchèque	CZE	6.9
Royaume-Uni	GBR	7.7
Slovénie	SVN	7.1
Suède	SWE	8.0
Suisse	CHE	7.9
Turquie	TUR	..
OCDE	OCDE 30	7.3
Lituanie	LTU	6.7

Note : Les données se rapportent à 2016 pour l'Autriche, la Hongrie, l'Italie, la Corée, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie et le Royaume-Uni ; à 2015 pour le Canada, le Danemark, la France, la Pologne et la Suisse et à 2014 pour l'Australie et le Mexique. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, Israël, le Japon, la Turquie et les États-Unis.

Source : Eurostat (2017), « Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC) », *http://ec.europa.eu/eurostat/web/income-and-living-conditions/overview* pour les pays de l'Union européenne à l'exception de l'Autriche, de la Hongrie, de la Pologne, de la Slovénie et de la Suisse, pour lesquels les SILC nationales sont prises en compte en raison d'une fréquence plus élevée des enquêtes ; Australian Bureau of Statistics, enquête sociale générale de 2014, *www.abs.gov.au/ausstats/abs@.nsf/mf/4159.0#Anchor3* pour l'Australie; Statistiques Autriche ; Statistiques Canada ; enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes de 2015, *www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV.pl?Function=getSurvey&SDDS=3226* pour le Canada ; Danmark Statistik, *http://dst.dk/en/Statistik/dokumentation/documentationofstatistics/quality-of-life-indicators*; INSEE, Statistiques sur les ressources et les conditions de vie, *https://www.insee.fr/fr/metadonnees/source/s1220#consulter*; ISTAT, enquête multifonctionnelle sur les ménages de 2016; INEGI, enquête nationale sur les dépenses des ménages (BIARE-ENGASTO) 2014, *www.inegi.org.mx/inegi/contenidos/investigacion/Experimentales/Bienestar/default.aspx* for Mexico; Statistics New Zealand, enquête sociale générale de 2016, *www.stats.govt.nz/browse_for_stats/people_and_communities/Households/nzgss_HOTP2014/Tables.aspx* ; enquête annuelle de 2016 sur la population de l'ONS pour le Royaume-Uni.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678462*

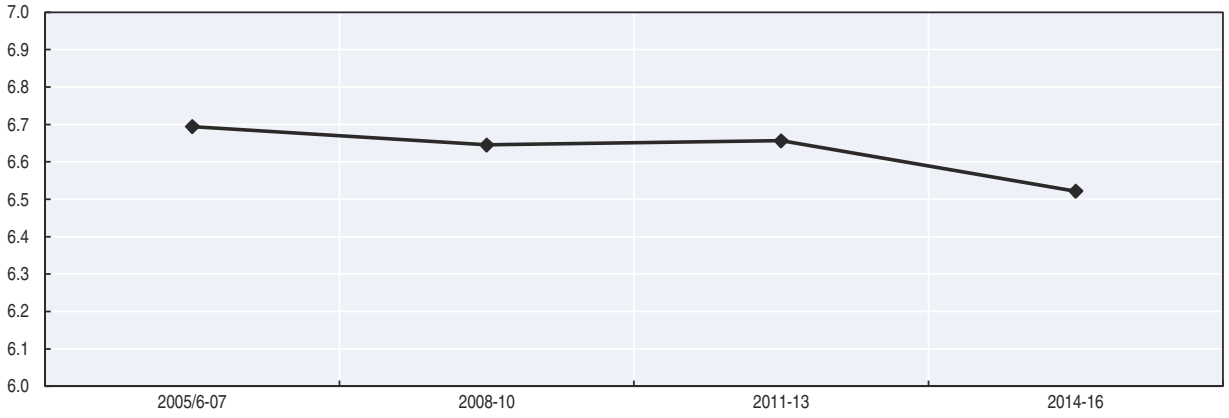
VARIATIONS DANS LE TEMPS

Définition

Cette section est consacrée au score moyen de satisfaction à l'égard de la vie basé sur l'« échelle de Cantril » provenant du Gallup World Poll. Dans cette enquête, il est demandé aux personnes interrogées d'imaginer une échelle comportant des barreaux numérotés de 1 à 10, 10 correspondant à la meilleure vie possible pour eux et 0 à la pire vie possible (c'est-à-dire l'« échelle de Cantril ») et d'indiquer ensuite à quel niveau de l'échelle ils se situent. Le Gallup World Poll est effectué chaque année auprès d'un échantillon d'environ 1 000 personnes par pays et les valeurs correspondent à des moyennes sur trois ans. L'échantillon est défini a priori de manière à être représentatif de la population nationale de 15 ans et plus (zones rurales comprises) ; les données de l'échantillon ont été pondérées par la population au moyen de coefficients de pondération fournis par Gallup.

Graphique A.44. **Satisfaction à l'égard de la vie, moyenne OCDE**

Valeurs moyennes sur une échelle graduée de 0 à 10, OCDE 33



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Islande et le Luxembourg en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays.

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données du Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678481

Tableau A.26. **Mesures de la satisfaction à l'égard de la vie à partir du Gallup World Poll**

Valeurs moyennes sur une échelle graduée de 0 à 10

		2005/6-07	2008-10	2011-13	2014-16
Allemagne	DEU	6.5	6.6	6.8	7.0
Australie	AUS	7.3	7.4	7.3	7.3
Autriche	AUT	7.1	7.3	7.5	7.0
Belgique	BEL	7.2	7.0	7.1	6.9
Canada	CAN	7.4	7.5	7.5	7.3
Chili	CHL	5.9	6.3	6.6	6.7
Corée	KOR	5.5	5.7	6.3	5.9
Danemark	DNK	7.9	7.8	7.6	7.5
Espagne	ESP	7.1	6.6	6.3	6.4
Estonie	EST	5.4	5.3	5.4	5.6
États-Unis	USA	7.3	7.2	7.1	6.9
Finlande	FIN	7.7	7.5	7.4	7.5
France	FRA	6.8	6.7	6.8	6.4
Grèce	GRC	6.3	5.9	5.1	5.2
Hongrie	HUN	5.1	4.8	4.8	5.3
Irlande	IRL	7.1	7.3	6.9	7.0
Islande	ISL	..	6.9	7.5	7.5
Israël	ISR	7.0	7.3	7.3	7.2
Italie	ITA	6.7	6.5	6.0	5.9
Japon	JPN	6.4	5.9	6.1	5.9
Lettonie	LVA	4.7	4.9	5.1	5.9
Luxembourg	LUX	..	7.0	7.1	6.9
Mexique	MEX	6.6	6.9	7.2	6.6
Norvège	NOR	7.4	7.6	7.7	7.5
Nouvelle-Zélande	NZL	7.5	7.3	7.2	7.3
Pays-Bas	NLD	7.5	7.6	7.5	7.4
Pologne	POL	5.7	5.8	5.8	6.0
Portugal	PRT	5.4	5.3	5.1	5.2
Rép. slovaque	SVK	5.3	6.1	5.9	6.1
Rép. tchèque	CZE	6.5	6.2	6.5	6.6
Royaume-Uni	GBR	6.9	7.0	6.9	6.7
Slovénie	SVN	5.8	6.0	6.0	5.8
Suède	SWE	7.3	7.4	7.5	7.3
Suisse	CHE	7.5	7.5	7.8	7.5
Turquie	TUR	5.2	5.3	5.2	5.5
OCDE	OCDE 33	6.7	6.6	6.7	6.5
Afrique du sud	ZAF	5.1	5.1	4.6	4.8
Brésil	BRA	6.5	6.8	7.0	6.6
Colombie	COL	6.1	6.3	6.5	6.4
Costa Rica	CRI	7.3	7.2	7.2	7.1
Féd. de Russie	RUS	5.1	5.4	5.5	6.0
Lituanie	LTU	5.9	5.4	5.6	5.9

Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Islande et le Luxembourg en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays.

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données du Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678500*

Pour en savoir plus :

OCDE (2013), *Principes directeurs pour la mesure du bien-être subjectif*, *www.oecd.org/fr/statistiques/oecd-guidelines-on-measuring-subjective-well-being-9789264191655-en.htm*

© OCDE 2018

Annexe en ligne : Ressources nécessaires au bien-être futur

Guide du lecteur

Cette annexe uniquement en ligne donne des informations détaillées sur les définitions, les niveaux et (lorsqu'elles sont disponibles) les séries de données chronologiques depuis 2005 pour chacun des indicateurs principaux du bien-être futur figurant dans l'édition 2017 de Comment va la vie ?. Ces indicateurs englobent les stocks de capital (généralement exprimés sur une base par habitant), les flux (par exemple les investissements et les amortissements exerçant une influence sur ces stocks) et les risques actuels susceptibles d'influer négativement sur ces stocks à l'avenir. L'éventail des mesures des ressources naturelles, humaines, économiques et sociales (ou « capital »), conjugué aux statistiques présentées dans l'Annexe en ligne : le bien-être actuel, contribuent à l'analyse du chapitre 1 et aux profils nationaux présentés au chapitre 5. Un tableau de bord des ressources et des risques pour le bien-être futur, situé à la troisième page de chacun des profils nationaux, inclut les indicateurs tirés à la fois de cette annexe et de l'annexe en ligne sur les indicateurs du bien-être actuel ; la raison est que, dans certains cas (par exemple l'exposition à la pollution de l'air extérieur, les compétences cognitives à l'âge de 15 ans, les compétences à l'âge adulte, le chômage à long terme, l'espérance de vie à la naissance, la patrimoine net des ménages et la participation électorale) les mêmes indicateurs sont pertinents à la fois pour les résultats du bien-être actuel et les ressources qui contribuent au maintien du bien être au fil du temps.

Tout au long de cette annexe, lorsque les données antérieures ne peuvent être utilisées à des fins de comparaison en raison de ruptures dans les séries de données chronologiques, celles-ci sont surlignées en gris. Les données manquantes sont indiquées comme suit: « .. ». Les codes ISO3 sont employés dans les graphiques et les tableaux et, lorsque la moyenne OCDE ne peut être calculée pour tous les pays de l'OCDE, le nombre de pays compris est spécifié à la suite des labels OCDE. Tous les indicateurs sont basés sur des données qui ont été actualisées pour la dernière fois au cours de la semaine allant du 24 au 31 juillet 2017.

Les données statistiques concernant Israël sont fournies par et sous la responsabilité des autorités israéliennes compétentes. L'utilisation de ces données par l'OCDE est sans préjudice du statut des hauteurs du Golan, de Jérusalem-Est et des colonies de peuplement israéliennes en Cisjordanie aux termes du droit international.

Table des matières

Guide du lecteur 433

CAPITAL NATUREL : Émissions de gaz à effet de serre dues à la production intérieure 436
Définition 436
Pour en savoir plus : 438

CAPITAL NATUREL : Émissions de CO2 dues à la consommation intérieure 439
Définition 439
Pour en savoir plus : 441

CAPITAL NATUREL : Superficie forestière 442
Définition 442
Pour en savoir plus : 443

CAPITAL NATUREL : Ressources en eau de source renouvelables 444
Définition 444
Pour en savoir plus : 445

CAPITAL NATUREL : Prélèvements d'eau douce 446
Définition 446
Pour en savoir plus : 447

CAPITAL NATUREL : Espèces menacées 448
Définition 448
Pour en savoir plus : 449

CAPITAL HUMAIN : Niveau d'étude des jeunes adultes 450
Définition 450
Pour en savoir plus : 450

CAPITAL HUMAIN : Espérance d'éducation 452
Définition 452
Pour en savoir plus : 453

CAPITAL HUMAIN : Prévalence du tabagisme 454
Définition 454
Pour en savoir plus : 455

CAPITAL HUMAIN : Prévalence de l'obésité 456
Définition 456
Pour en savoir plus : 457

RESSOURCES ÉCONOMIQUES: Actifs fixes nets 458
Définition 458
Pour en savoir plus : 460

RESSOURCES ÉCONOMIQUES: Formation brute de capital fixe 461
Définition 461
Pour en savoir plus : 462

RESSOURCES ÉCONOMIQUES: Valeur financière nette de l'économie dans son ensemble 463
Définition 463
Pour en savoir plus : 465

RESSOURCES ÉCONOMIQUES: Droits de propriété intellectuelle. 466
Définition 466
Pour en savoir plus : 467
RESSOURCES ÉCONOMIQUES: Investissement dans la recherche-développement . . . 468
Définition 468
Pour en savoir plus : 470
RESSOURCES ÉCONOMIQUES: Dette des ménages 471
Définition 471
Pour en savoir plus : 472
RESSOURCES ÉCONOMIQUES: Situation financière nette de l'économie totale . . . 473
Définition 473
Pour en savoir plus : 475
RESSOURCES ÉCONOMIQUES: Levier du secteur bancaire 476
Définition 476
Pour en savoir plus : 478
CAPITAL SOCIAL : Confiance envers autrui 479
Définition 479
Pour en savoir plus : 480
CAPITAL SOCIAL : Confiance envers la police. 481
Définition 481
Pour en savoir plus : 482
CAPITAL SOCIAL : Confiance envers l'administration nationale 483
Définition 483
Pour en savoir plus : 485
CAPITAL SOCIAL : Engagement des parties prenantes à l'égard des autorités publiques 486
Définition 486
Pour en savoir plus : 487
CAPITAL SOCIAL : Bénévolat dans des organisations 488
Définition 488
Pour en savoir plus : 489

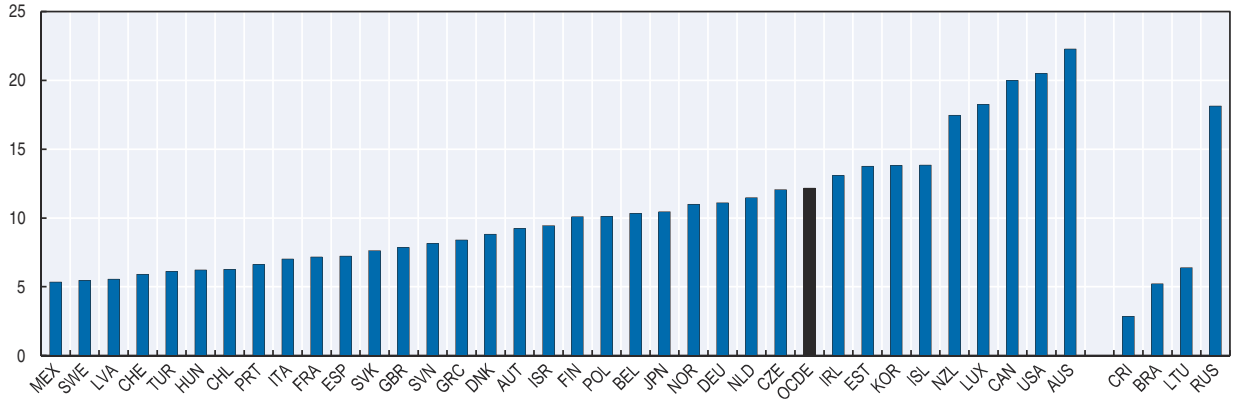
CAPITAL NATUREL : Émissions de gaz à effet de serre dues à la production intérieure

Définition

Cet indicateur porte sur les émissions anthropiques de six types de gaz à effet de serre – dioxyde de carbone (CO_2, dont les émissions dues à la consommation d'énergie et à des procédés industriels tels que la fabrication de ciment) ; méthane (CH_4, dont les émissions dues aux déchets solides, au bétail, à l'extraction de houille et de lignite, aux rizières, à l'agriculture et aux fuites des gazoducs) ; hémioxyde d'azote (N_2O) ; hydrofluorocarbures (HFC) ; hydrocarbures perfluorés (PFC) ;et l'hexafluorure de soufre (SF_6) – pondérés par leur « potentiel de réchauffement ». Il est exprimé en tonnes par habitant en équivalent CO_2. Ces émissions sont des flux qui entraînent une augmentation des concentrations de gaz à effet de serre (GES) dans l'atmosphère (réduisant ainsi le stock de capital naturel). Les données présentées, qui sont issues de la Base de données de l'OCDE sur les statistiques de l'environnement, ont été compilées à partir des rapports nationaux d'inventaires présentés en 2014 au titre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), ainsi que des réponses au questionnaire de l'OCDE sur l'état de l'environnement. Elles correspondent aux émissions directes brutes, hors émissions et absorptions liées à l'utilisation des terres, au changement d'affectation des terres et à la foresterie.

Graphique A.45. **Émissions de gaz à effet de serre dues à la production intérieure**

Tonnes par habitant, en équivalent CO_2, 2015 ou dernière année disponible



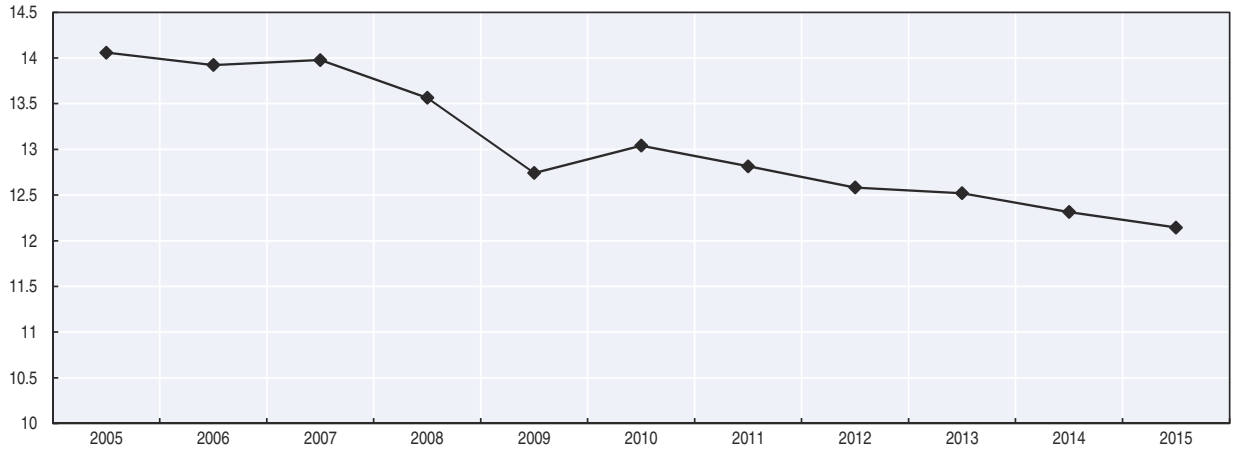
Note : 2014 est la dernière année disponible pour Israël; 2013 pour le Chili, la Corée et le Mexique et 2012 pour le Brésil et le Costa Rica. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : « Émissions de gaz à effet de serre par source », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/data-00594-fr*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678519

Graphique A.46. **Émissions de gaz à effet de serre dues à la production intérieure, moyenne OCDE**

Tonnes par habitant, en équivalent CO_2



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population.
Source : « Émissions de gaz à effet de serre par source », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/data-00594-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678538*

Tableau A.27. **Émissions de gaz à effet de serre dues à la production intérieure**

Tonnes par habitant, en équivalent CO_2

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015		2015
Allemagne	DEU	12.0	12.1	11.8	11.9	11.1	11.5	11.4	11.5	11.7	11.2	11.1	DEU	11.1
Australie	AUS	25.8	25.7	25.6	25.2	24.9	24.4	24.1	23.8	23.0	22.4	22.3	AUS	22.3
Autriche	AUT	11.3	10.9	10.5	10.4	9.6	10.2	9.9	9.5	9.5	9.0	9.2	AUT	9.2
Belgique	BEL	13.8	13.5	13.1	13.0	11.7	12.1	11.0	10.7	10.7	10.1	10.3	BEL	10.3
Canada	CAN	22.9	22.4	22.8	21.9	20.4	20.5	20.5	20.5	20.6	20.4	20.0	CAN	20.0
Chili	CHL	5.1	5.1	5.6	5.6	5.3	5.4	5.9	6.1	6.3	..	..	CHL	6.3
Corée	KOR	11.6	11.6	11.9	12.1	12.1	13.2	13.7	13.7	13.8	..	..	KOR	13.8
Danemark	DNK	12.4	13.8	12.9	12.1	11.6	11.6	10.6	9.7	10.0	9.3	8.8	DNK	8.8
Espagne	ESP	10.1	9.7	9.7	8.9	8.0	7.7	7.6	7.5	6.9	7.0	7.2	ESP	7.2
Estonie	EST	14.2	13.7	16.5	14.9	12.5	15.8	15.9	15.1	16.6	16.0	13.8	EST	13.8
États-Unis	USA	24.7	24.3	24.4	23.5	21.8	22.4	21.7	20.8	21.1	21.1	20.5	USA	20.5
Finlande	FIN	13.2	15.3	15.0	13.4	12.6	14.1	12.6	11.5	11.6	10.8	10.1	FIN	10.1
France	FRA	9.1	8.9	8.7	8.5	8.1	8.2	7.7	7.7	7.6	7.1	7.2	FRA	7.2
Grèce	GRC	12.3	11.9	12.1	11.8	11.1	10.6	10.4	10.1	9.0	8.7	8.4	GRC	8.4
Hongrie	HUN	7.5	7.4	7.2	7.1	6.5	6.5	6.4	6.1	5.8	5.9	6.2	HUN	6.2
Irlande	IRL	16.9	16.4	15.7	15.1	13.7	13.5	12.6	12.7	12.6	12.5	13.1	IRL	13.1
Islande	ISL	13.0	14.5	14.9	15.8	15.0	14.6	13.8	13.9	13.9	13.7	13.8	ISL	13.8
Israël	ISR	10.5	10.5	10.7	10.8	10.0	10.2	10.2	10.8	9.8	9.4	..	ISR	9.4
Italie	ITA	9.9	9.7	9.5	9.2	8.2	8.4	8.1	7.7	7.2	6.9	7.0	ITA	7.0
Japon	JPN	10.9	10.8	11.1	10.4	9.8	10.2	10.6	10.9	11.1	10.7	10.4	JPN	10.4
Lettonie	LVA	5.0	5.3	5.6	5.4	5.2	5.8	5.6	5.6	5.5	5.5	5.6	LVA	5.6
Luxembourg	LUX	28.1	27.3	25.7	25.0	23.5	24.2	23.5	22.4	20.9	19.6	18.3	LUX	18.3
Mexique	MEX	5.7	5.9	6.1	6.3	6.1	6.1	..	..	5.3	..	..	MEX	5.3
Norvège	NOR	11.9	11.8	12.1	11.6	10.9	11.3	10.9	10.7	10.5	10.4	11.0	NOR	11.0
Nouvelle-Zélande	NZL	20.0	19.7	19.0	18.8	18.1	17.9	17.8	18.1	17.9	17.8	17.5	NZL	17.5
Pays-Bas	NLD	13.1	12.8	12.7	12.6	12.2	12.9	12.0	11.7	11.6	11.1	11.5	NLD	11.5
Pologne	POL	10.4	10.8	10.8	10.6	10.1	10.5	10.5	10.3	10.3	10.0	10.1	POL	10.1
Portugal	PRT	8.2	7.7	7.5	7.2	6.9	6.6	6.5	6.3	6.2	6.2	6.6	PRT	6.6
Rép. slovaque	SVK	9.6	9.5	9.2	9.3	8.5	8.6	8.4	8.0	7.9	7.5	7.6	SVK	7.6
Rép. tchèque	CZE	14.3	14.4	14.5	13.9	13.0	13.2	13.0	12.7	12.3	12.0	12.1	CZE	12.1
Royaume-Uni	GBR	11.6	11.5	11.2	10.8	9.8	9.9	9.1	9.3	9.0	8.3	7.9	GBR	7.9
Slovénie	SVN	10.2	10.3	10.3	10.6	9.6	9.6	9.6	9.3	8.9	8.1	8.1	SVN	8.1
Suède	SWE	7.4	7.4	7.1	6.8	6.3	6.9	6.4	6.0	5.8	5.6	5.5	SWE	5.5
Suisse	CHE	7.4	7.3	7.0	7.1	6.8	6.9	6.4	6.5	6.6	6.0	5.9	CHE	5.9
Turquie	TUR	4.9	5.2	5.6	5.5	5.6	5.6	5.9	6.0	5.8	5.9	6.1	TUR	6.1
OCDE	OCDE	14.1	13.9	14.0	13.6	12.7	13.0	12.8	12.6	12.5	12.3	12.1	OCDE	12.1
Brésil	BRA	4.7	4.8	4.7	4.8	4.7	4.9	5.1	5.2	..	..	..	BRA	5.2
Costa Rica	CRI	2.6	..	..	..	..	2.8	..	2.8	..		..	CRI	2.8
Féd. de Russie	RUS	17.4	18.0	18.1	18.3	17.4	18.2	18.6	18.9	18.4	18.4	18.1	RUS	18.1
Lituanie	LTU	6.8	6.9	7.6	7.4	6.1	6.4	6.6	6.6	6.3	6.3	6.4	LTU	6.4

Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : « Émissions de gaz à effet de serre par source », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/data-00594-fr*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678557

Pour en savoir plus :

OCDE (2012), *Perspectives de l'environnement de l'OCDE à l'horizon 2050 : Les conséquences de l'inaction*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/env_outlook-2012-fr*.

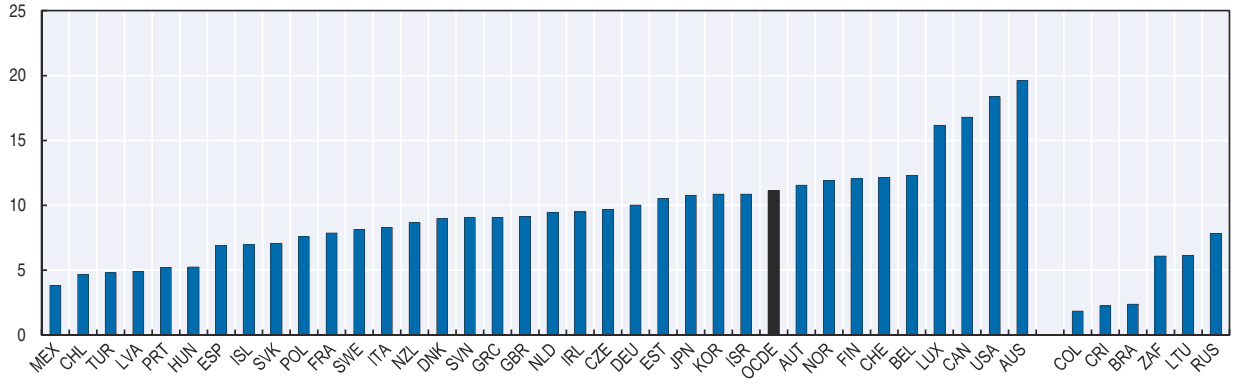
CAPITAL NATUREL : Émissions de CO_2 dues à la consommation intérieure

Définition

En complément des « Émissions de gaz à effet de serre dues à la production intérieure », on prend également en compte les émissions de CO_2 résultant de la *consommation* intérieure. Cet indicateur est une estimation des émissions totales de dioxyde de carbone (CO_2) liées à la consommation intérieure, incluant à la fois le CO_2 émis et consommé à l'intérieur du pays ainsi que celui émis à l'extérieur et contenu dans les importations. Les émissions incorporées dans la consommation intérieure d'un pays entraînent une hausse des concentrations de GES même lorsque les émissions de la production intérieure n'augmentent pas. Cet indicateur est calculé à partir de la base de données de l'édition 2015 des *Tableaux entrées-sorties internationaux* (ICIO), conjuguée aux statistiques de l'AIE sur les émissions de CO_2 résultant de la combustion de carburants et des statistiques d'autres secteurs. On obtient les valeurs par habitant en divisant le CO_2 incorporé dans la demande finale par les données de population du pays, informations disponibles dans les *Perspectives de la population mondiale de l'ONU : révision de 2015*, fichier POP/1-1. Les données qui sont tirées des Bases de données de l'OCDE pour l'analyse structurelle (STAN) sont compilées selon la méthodologie détaillée dans Wiebe and Yamano (2016).

Graphique A.47. **Dioxyde de carbone incorporé dans la demande finale intérieure**

Tonnes par habitant, 2011



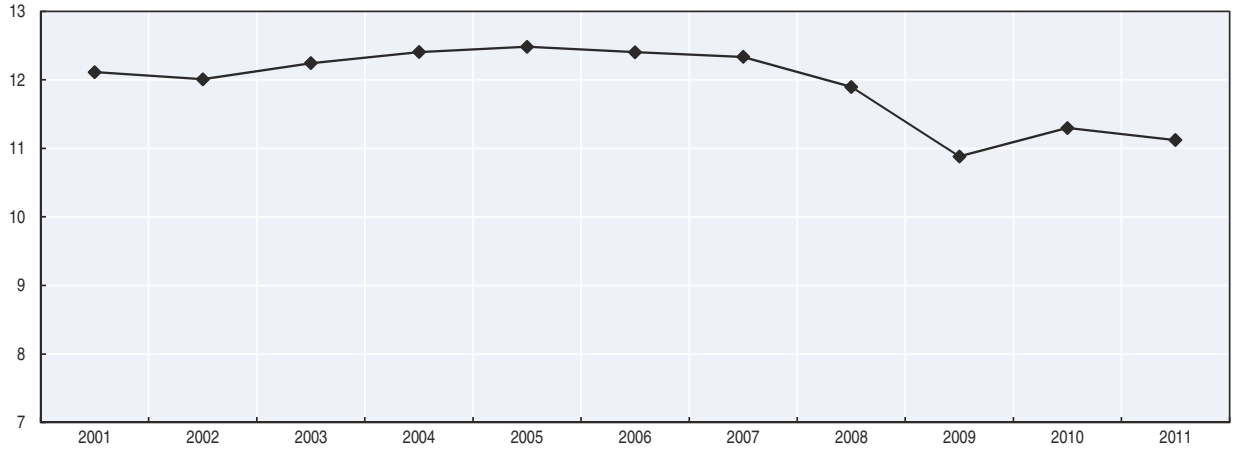
Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : « Émissions de dioxyde de carbone incorporées dans les échanges internationaux, 2015 », *Analyse structurelle (STAN), bases de données, http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IO_GHG_2015.*

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678576

Graphique A.48. **Dioxyde de carbone incorporé dans la demande finale intérieure, moyenne OCDE**

Tonnes par habitant, 2011



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population.
Source : « Émissions de dioxyde de carbone incorporées dans les échanges internationaux, 2015 », Analyse structurelle (STAN), bases de données, *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IO_GHG_2015*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678595*

Tableau A.28. **Dioxyde de carbone incorporé dans la demande finale intérieure**

Tonnes par habitant, 2011

		2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011		2011
Allemagne	DEU	11.9	11.2	11.6	11.2	11.0	11.1	10.7	10.8	10.0	10.1	10.0	DEU	10.0
Australie	AUS	17.0	18.0	18.9	19.9	20.2	19.9	20.4	19.8	19.4	19.3	19.6	AUS	19.6
Autriche	AUT	11.6	12.0	12.1	12.0	11.9	11.3	11.3	11.4	10.4	11.2	11.6	AUT	11.6
Belgique	BEL	11.8	11.4	12.0	12.2	12.2	12.2	11.5	13.0	11.3	12.3	12.3	BEL	12.3
Canada	CAN	15.6	15.7	16.7	16.8	17.1	17.3	17.8	17.3	16.3	16.9	16.8	CAN	16.8
Chili	CHL	3.1	3.3	3.3	3.5	3.6	3.6	4.0	4.2	3.8	4.3	4.7	CHL	4.7
Corée	KOR	9.2	9.4	9.3	9.6	10.0	10.5	10.7	10.5	9.7	10.7	10.9	KOR	10.9
Danemark	DNK	11.9	12.3	12.5	12.8	11.7	12.5	12.3	11.7	10.6	9.7	9.0	DNK	9.0
Espagne	ESP	7.8	8.1	8.5	9.0	9.4	9.4	9.6	8.7	7.4	7.1	6.9	ESP	6.9
Estonie	EST	11.7	11.8	13.0	11.3	12.2	12.0	13.2	12.3	9.6	10.8	10.5	EST	10.5
États-Unis	USA	21.6	21.4	21.5	21.9	21.9	21.6	21.2	20.0	18.3	19.0	18.4	USA	18.4
Finlande	FIN	14.5	15.5	15.9	15.3	13.7	14.1	13.9	13.2	12.6	12.7	12.0	FIN	12.0
France	FRA	8.3	8.0	8.6	8.7	8.7	8.6	8.6	8.7	8.0	8.1	7.9	FRA	7.9
Grèce	GRC	10.1	10.7	11.2	11.6	11.1	11.0	11.7	11.5	10.5	9.7	9.1	GRC	9.1
Hongrie	HUN	6.8	7.1	7.3	7.4	6.8	6.5	6.2	6.2	5.6	5.5	5.3	HUN	5.3
Irlande	IRL	12.7	12.2	12.2	12.7	13.4	13.8	14.7	13.6	11.2	10.6	9.5	IRL	9.5
Islande	ISL	10.1	9.9	10.6	11.3	13.0	14.8	13.9	10.2	7.2	7.2	7.0	ISL	7.0
Israël	ISR	11.9	11.7	11.4	11.3	10.7	10.5	11.0	10.8	10.2	10.7	10.9	ISR	10.9
Italie	ITA	9.3	9.2	9.7	9.9	9.8	9.6	9.4	9.1	8.2	8.4	8.3	ITA	8.3
Japon	JPN	10.8	10.8	10.9	11.1	11.1	10.8	10.8	10.4	9.7	10.2	10.8	JPN	10.8
Lettonie	LVA	4.3	4.5	5.3	5.2	5.4	5.9	6.6	6.1	4.5	4.7	4.9	LVA	4.9
Luxembourg	LUX	15.9	15.3	16.5	17.1	19.4	17.8	17.3	18.3	14.1	16.4	16.2	LUX	16.2
Mexique	MEX	3.7	3.6	3.6	3.7	3.8	3.9	4.0	3.9	3.5	3.7	3.8	MEX	3.8
Norvège	NOR	11.5	11.0	11.9	11.7	11.5	11.8	11.9	11.9	10.6	11.9	11.9	NOR	11.9
Nouvelle-Zélande	NZL	8.1	8.3	9.0	9.3	10.2	9.6	9.8	9.4	8.2	8.6	8.7	NZL	8.7
Pays-Bas	NLD	11.1	10.9	11.2	10.9	10.3	10.3	10.2	10.4	10.0	10.2	9.5	NLD	9.5
Pologne	POL	7.6	7.3	7.1	7.0	7.2	7.5	7.5	7.9	7.3	7.8	7.6	POL	7.6
Portugal	PRT	7.0	7.2	6.8	7.0	7.5	6.8	6.6	6.5	6.0	5.5	5.2	PRT	5.2
Rép. slovaque	SVK	7.6	7.8	7.3	7.2	7.4	7.2	7.5	7.8	7.4	7.4	7.1	SVK	7.1
Rép. tchèque	CZE	11.7	12.0	11.6	11.4	10.8	10.8	10.6	10.7	9.9	10.5	9.7	CZE	9.7
Royaume-Uni	GBR	11.4	11.3	11.5	11.8	11.9	11.9	11.9	11.0	9.5	9.8	9.1	GBR	9.1
Slovénie	SVN	9.7	8.6	9.7	9.7	9.3	9.6	10.0	10.4	8.8	9.0	9.1	SVN	9.1
Suède	SWE	8.0	8.6	9.2	8.9	8.8	8.7	8.9	8.4	6.9	8.5	8.1	SWE	8.1
Suisse	CHE	12.6	11.5	11.2	11.2	12.0	11.6	11.7	11.7	11.1	12.0	12.2	CHE	12.2
Turquie	TUR	2.9	3.1	3.4	3.7	4.0	4.3	4.7	4.6	4.1	4.5	4.8	TUR	4.8
OCDE	OCDE	12.1	12.0	12.2	12.4	12.5	12.4	12.3	11.9	10.9	11.3	11.1	OCDE	11.1
Afrique du sud	ZAF	4.9	4.9	5.5	5.9	5.8	5.9	6.2	6.4	6.2	6.3	6.1	ZAF	6.1
Brésil	BRA	1.7	1.6	1.5	1.6	1.6	1.7	1.9	2.1	1.9	2.3	2.4	BRA	2.4
Colombie	COL	1.6	1.6	1.5	1.5	1.5	1.6	1.6	1.7	1.6	1.7	1.9	COL	1.9
Costa Rica	CRI	2.0	2.1	1.9	1.9	1.9	2.0	2.1	2.2	1.8	2.1	2.3	CRI	2.3
Féd. de Russie	RUS	5.2	5.4	5.6	6.1	6.0	6.8	7.5	7.5	6.9	7.4	7.8	RUS	7.8
Lituanie	LTU	4.4	4.4	5.0	5.1	5.4	5.9	6.2	6.3	5.4	6.0	6.1	LTU	6.1

Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : « Émissions de dioxyde de carbone incorporées dans les échanges internationaux, 2015 », Analyse structurelle (STAN), bases de données, *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=IO_GHG_2015*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678614*

Pour en savoir plus :

Wiebe, K. et N. Yamano (2016), « Estimations des émissions de CO_2 incorporées dans la demande finale et les échanges en utilisant le TIES 2015 de l'OCDE : méthodologie et résultats », *Documents de travail de l'OCDE sur la science, la technologie et l'industrie*, No. 2016/05, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5jlrcm216xkl-en*.

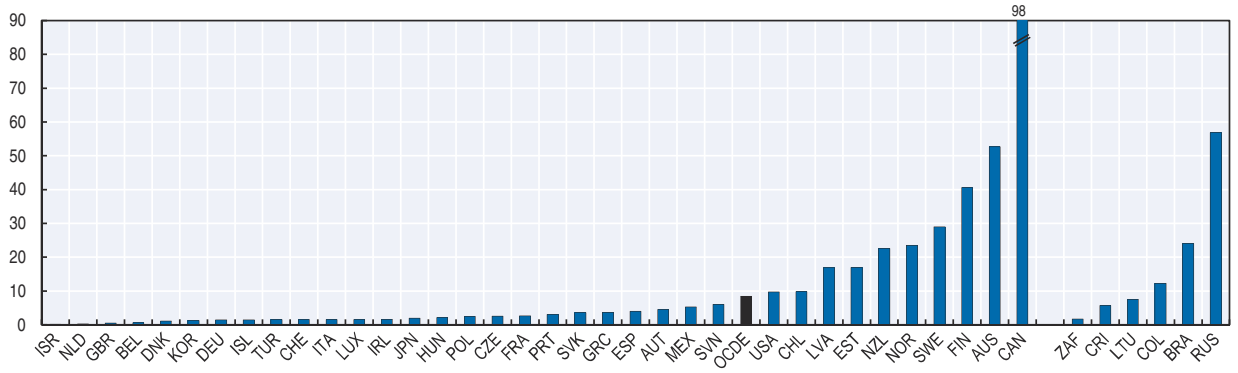
CAPITAL NATUREL : Superficie forestière

Définition

Cet indicateur correspond au stock de forêts et terrains boisés, exprimé en kilomètres carrés pour 1 000 habitants. Il tient compte des terrains boisés d'une superficie supérieure à 0.5 hectare, comportant un couvert arboré de plus de 10 % ou des arbres susceptibles d'atteindre ce seuil in situ. Les terrains boisés ou les forêts essentiellement destinés à un usage agricole ou utilisés à des fins d'aménagement urbain ou de loisir sont exclus. Les données présentées ici sont issues de la Base de données de l'OCDE sur les statistiques de l'environnement, qui contient des données fournies par la CEE-ONU et des données issues de l'Évaluation des ressources forestières mondiales de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Pour réaliser son évaluation, la FAO fait appel aux rapports nationaux établis par les correspondants nationaux et à la télédétection.

Graphique A.49. **Superficie forestière**

Kilomètres carrés pour 1 000 habitants, 2014



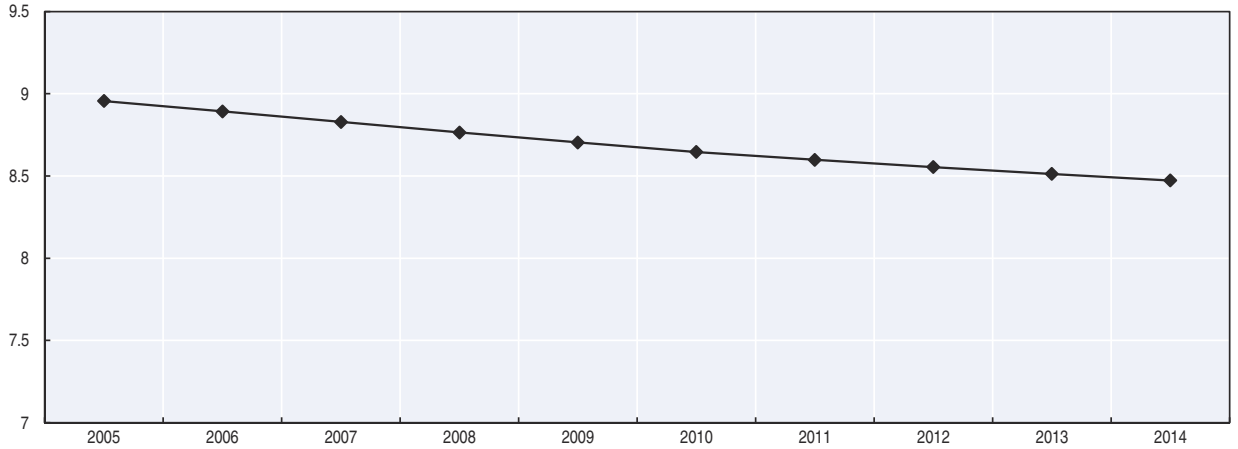
Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir de « Ressources en sols », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?Datasetcode=LAND_USE.*

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678633*

Graphique A.50. **Superficie forestière, moyenne OCDE**

Kilomètres carrés pour 1 000 habitants



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir de « Ressources en sols », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?Datasetcode=LAND_USE.*

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678652*

Tableau A.29. **Superficie forestière**

En kilomètres carrés pour 1 000 habitants

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014		2014
Allemagne	DEU	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	1.4	DEU	1.4
Australie	AUS	63.0	61.5	60.0	58.5	57.0	55.6	54.8	54.0	53.3	52.7	AUS	52.7
Autriche	AUT	4.7	4.7	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.6	4.5	AUT	4.5
Belgique	BEL	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	0.6	BEL	0.6
Canada	CAN	107.8	106.6	105.3	104.1	102.9	101.8	100.7	99.6	98.5	97.5	CAN	97.5
Chili	CHL	10.0	9.9	9.8	9.7	9.6	9.5	9.6	9.7	9.7	9.8	CHL	9.8
Corée	KOR	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.2	1.2	KOR	1.2
Danemark	DNK	1.0	1.0	1.0	1.0	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	1.1	DNK	1.1
Espagne	ESP	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	3.9	4.0	ESP	4.0
Estonie	EST	16.6	16.7	16.7	16.7	16.7	16.8	16.8	16.9	16.9	17.0	EST	17.0
États-Unis	USA	10.3	10.2	10.2	10.1	10.0	10.0	9.9	9.8	9.8	9.7	USA	9.7
Finlande	FIN	42.2	42.1	41.9	41.8	41.6	41.4	41.2	41.0	40.7	40.5	FIN	40.5
France	FRA	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	2.6	FRA	2.6
Grèce	GRC	3.4	3.4	3.4	3.4	3.5	3.5	3.5	3.6	3.6	3.7	GRC	3.7
Hongrie	HUN	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.1	2.1	2.1	2.1	HUN	2.1
Irlande	IRL	1.7	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	IRL	1.6
Islande	ISL	1.2	1.3	1.3	1.3	1.3	1.3	1.4	1.4	1.4	1.5	ISL	1.5
Israël	ISR	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	ISR	0.2
Italie	ITA	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	ITA	1.5
Japon	JPN	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	2.0	JPN	2.0
Lettonie	LVA	14.8	15.0	15.3	15.5	15.8	16.0	16.3	16.5	16.7	16.9	LVA	16.9
Luxembourg	LUX	1.9	1.9	1.8	1.8	1.7	1.7	1.7	1.6	1.6	1.6	LUX	1.6
Mexique	MEX	6.1	6.0	5.9	5.8	5.7	5.6	5.5	5.4	5.4	5.3	MEX	5.3
Norvège	NOR	26.1	25.9	25.6	25.4	25.0	24.7	24.4	24.1	23.8	23.5	NOR	23.5
Nouvelle-Zélande	NZL	24.6	24.3	24.0	23.7	23.5	23.2	23.0	22.9	22.7	22.6	NZL	22.6
Pays-Bas	NLD	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	0.2	NLD	0.2
Pologne	POL	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	2.4	POL	2.4
Portugal	PRT	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	3.1	PRT	3.1
Rép. slovaque	SVK	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	3.6	SVK	3.6
Rép. tchèque	CZE	2.6	2.6	2.6	2.6	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	2.5	CZE	2.5
Royaume-Uni	GBR	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	0.5	GBR	0.5
Slovénie	SVN	6.2	6.2	6.2	6.1	6.1	6.1	6.1	6.0	6.0	6.0	SVN	6.0
Suède	SWE	31.2	31.0	30.8	30.5	30.2	29.9	29.7	29.4	29.2	28.9	SWE	28.9
Suisse	CHE	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.5	1.5	1.5	CHE	1.5
Turquie	TUR	1.6	1.6	1.6	1.6	1.6	1.5	1.5	1.5	1.5	1.5	TUR	1.5
OCDE	OCDE	9.0	8.9	8.8	8.8	8.7	8.6	8.6	8.6	8.5	8.5	OCDE	8.5
Afrique du sud	ZAF	1.9	1.9	1.9	1.8	1.8	1.8	1.8	1.7	1.7	1.7	ZAF	1.7
Brésil	BRA	26.9	26.5	26.1	25.8	25.4	25.1	24.8	24.5	24.3	24.0	BRA	24.0
Colombie	COL	13.9	13.7	13.4	13.2	13.0	12.8	12.6	12.5	12.4	12.2	COL	12.2
Costa Rica	CRI	5.9	5.8	5.8	5.8	5.8	5.7	5.7	5.7	5.7	5.7	CRI	5.7
Féd. de Russie	RUS	56	57	57	57	57	57	57	57	57	57	RUS	57
Lituanie	LTU	6.3	6.4	6.6	6.7	6.8	6.9	7.1	7.2	7.3	7.5	LTU	7.5

Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir de « Ressources en sols », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?Datasetcode=LAND_USE*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678671

Pour en savoir plus :

OCDE (2017), *Indicateurs de croissance verte 2017*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264268586-en*.

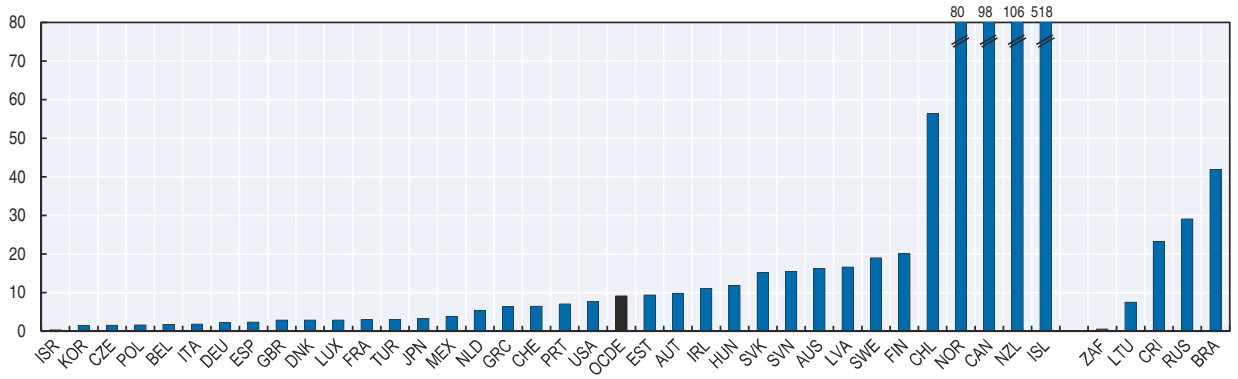
CAPITAL NATUREL : Ressources en eau de source renouvelables

Définition

Cet indicateur correspond à la disponibilité annuelle moyenne à long terme du stock d'eau douce renouvelable, exprimé en mètres cubes par habitant. Il se rapporte au volume total des eaux de ruissellement et de recharge des eaux souterraines provenant exclusivement des précipitations tombées sur un territoire et le volume des eaux de surface et souterraines provenant de territoires voisins. Il fait partie des indicateurs de l'OCDE sur la croissance verte et les données sont issues de la *Base de données de l'OCDE sur les statistiques de l'environnement*.

Graphique A.51. **Ressources en eau de source renouvelables**

1 000 m^3 par habitant, moyenne annuelle à long terme



Note : Les valeurs relatives au Royaume-Uni n'englobent que l'Angleterre et le Pays de Galles. La moyenne annuelle à long terme se rapporte à la période 1961-90 pour l'Autriche ; elle exclut les eaux souterraines et comprend les estimations pour la Belgique. Les données se rapportent à la période 1971-2004 pour le Canada ; 2000-14 pour le Chili ; 1974-2012 pour la Colombie ; 1990-2014 pour le Costa Rica ; les 20 dernières années pour la République tchèque ; les 30 dernières années (incluant seulement les données sur l'eau de source de surface) pour l'Estonie ; 1981-2010 (incluant les entrées et les sorties, ces dernières étant calculées en utilisant le débit des eaux de surface prenant leur source en France mais dont l'embouchure se trouve dans un autre pays) pour la France ; 1993-2013 pour l'Allemagne ; 1971-2000 pour la Hongrie ; 2000-13 pour Israël ; 1971-2006 pour le Japon ; 1974-2003 pour la Corée ; 2005-13 pour la Lettonie ; 2000-14 pour la Lituanie ; 1981-2010 pour les Pays-Bas ; 1951-2014 pour la Pologne ; 1971-2000 pour la Slovénie ; 1990-2009 pour la Suède ; 1981-2010 pour la Suisse et 1980-2011 pour la Turquie. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : « Eau : Ressources en eau douce (moyenne annuelle à long terme) », *Statistiques de l'OCDE sur l'environnement* (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=WATER_RESOURCES*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678690

Tableau A.30. **Ressources en eau de source renouvelables**

1 000 m^3 par habitant, moyenne annuelle à long terme

		Moyenne annuelle à long terme
Allemagne	DEU	2.3
Australie	AUS	16.2
Autriche	AUT	9.8
Belgique	BEL	1.8
Canada	CAN	97.6
Chili	CHL	56.4
Corée	KOR	1.5
Danemark	DNK	2.9
Espagne	ESP	2.4
Estonie	EST	9.4
États-Unis	USA	7.7
Finlande	FIN	20.1
France	FRA	3.0
Grèce	GRC	6.3
Hongrie	HUN	11.9
Irlande	IRL	11.1
Islande	ISL	518.2
Israël	ISR	0.3
Italie	ITA	1.9
Japon	JPN	3.3
Lettonie	LVA	16.6
Luxembourg	LUX	2.9
Mexique	MEX	3.9
Norvège	NOR	80.1
Nouvelle-Zélande	NZL	105.6
Pays-Bas	NLD	5.4
Pologne	POL	1.6
Portugal	PRT	7.1
Rép. slovaque	SVK	15.2
Rép. tchèque	CZE	1.5
Royaume-Uni	GBR	2.9
Slovénie	SVN	15.5
Suède	SWE	19.0
Suisse	CHE	6.4
Turquie	TUR	3.0
OCDE	OCDE	9.1
Afrique du sud	ZAF	0.6
Brésil	BRA	41.9
Costa Rica	CRI	23.3
Féd. de Russie	RUS	29.1
Lituanie	LTU	7.5

Note : Les valeurs relatives au Royaume-Uni n'englobent que l'Angleterre et le Pays de Galles. La moyenne annuelle à long terme se rapporte à la période 1961-90 pour l'Autriche ; elle exclut les eaux souterraines et comprend les estimations pour la Belgique. Les données se rapportent à la période 1971-2004 pour le Canada ; 2000-14 pour le Chili ; 1974-2012 pour la Colombie ; 1990-2014 pour le Costa Rica ; les 20 dernières années pour la République tchèque ; les 30 dernières années (incluant seulement les données sur l'eau de source de surface) pour l'Estonie ; 1981-2010 (incluant les entrées et les sorties, ces dernières étant calculées en utilisant le débit des eaux de surface prenant leur source en France mais dont l'embouchure se trouve dans un autre pays) pour la France ; 1993-2013 pour l'Allemagne ; 1971-2000 pour la Hongrie ; 2000-13 pour Israël ; 1971-2006 pour le Japon ; 1974-2003 pour la Corée ; 2005-13 pour la Lettonie ; 2000-14 pour la Lituanie ; 1981-2010 pour les Pays-Bas ; 1951-2014 pour la Pologne ; 1971-2000 pour la Slovénie ; 1990-2009 pour la Suède ; 1981-2010 pour la Suisse et 1980-2011 pour la Turquie. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : « Eau : Ressources en eau douce (moyenne annuelle à long terme) », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=WATER_RESOURCES*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678709*

Pour en savoir plus :

OCDE (2017), *Indicateurs de croissance verte 2017*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264268586-en*.

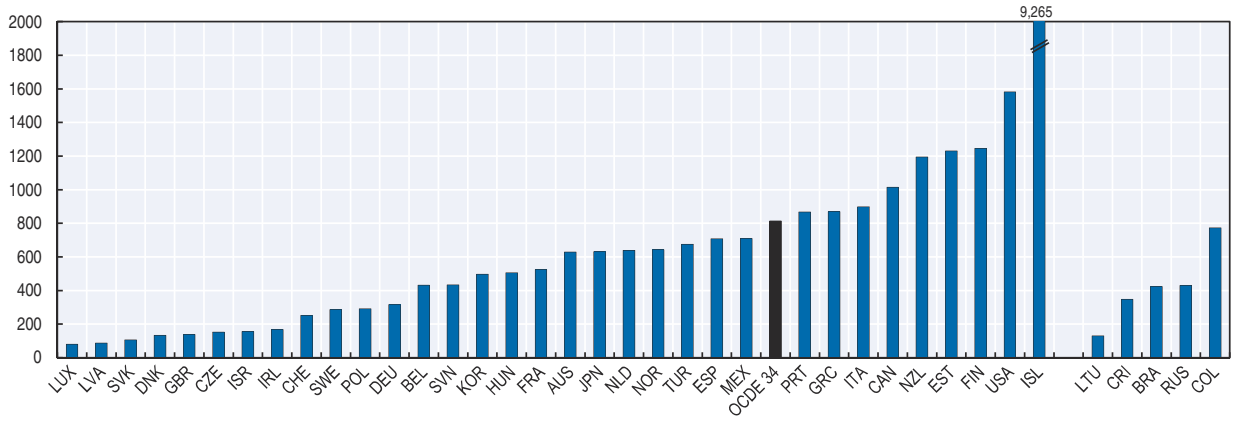
CAPITAL NATUREL : Prélèvements d'eau douce

Définition

Cet indicateur correspond aux prélèvements bruts d'eau souterraine ou de surface, exprimés en mètres cubes par habitant. Il inclut les prélèvements d'eau destinés à des usages agricoles (irrigation, etc.) et industriels (refroidissement, procédés industriels, etc.), ainsi qu'à l'approvisionnement public. Ces prélèvements sont un flux qui réduit les ressources d'eau de source disponibles. Pour certains pays, les données renvoient aux autorisations de prélèvements plutôt qu'aux prélèvements effectifs. Cet indicateur fait partie des indicateurs de l'OCDE sur la croissance verte et les données sont issues de la Base de données de l'OCDE sur les statistiques de l'environnement.

Graphique A.52. **Prélèvements d'eau douce**

En mètres cubes par habitant, 2015 ou dernière année disponible



Note : 2016 est la dernière année disponible pour la Fédération de Russie ; 2014 pour le Costa Rica, le Danemark, l'Islande, Israël, la Corée, le Mexique, l'Espagne et la Turquie ; 2013 pour la Belgique, le Canada, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ; 2012 pour le Brésil, la Colombie, la Hongrie, le Japon, les Pays-Bas, la Suisse ; 2011 pour l'Australie ; 2010 pour la Nouvelle-Zélande, la Suède et les États-Unis ; 2009 pour l'Irlande ; 2008 pour l'Italie ; 2007 pour la Norvège et le Portugal ; 2006 pour la Finlande et 2005 pour l'Islande et la Corée. Les valeurs relatives au Royaume-Uni n'englobent que l'Angleterre et le Pays de Galles. La moyenne de l'OCDE est une estimation basée sur des imputations et exclut le Chili car il n'y a pas d'informations disponibles pour ce pays.

Source : « Eau : Prélèvements d'eau douce », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=WATER_ABSTRACT* et l'Agence fédérale de gestion de l'eau de la Fédération de Russie.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678728*

Tableau A.31. **Prélèvements d'eau douce**

En mètres cubes par habitant

		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	314
Australie	AUS	629
Autriche	AUT	..
Belgique	BEL	431
Canada	CAN	1 015
Chili	CHL	..
Corée	KOR	498
Danemark	DNK	133
Espagne	ESP	708
Estonie	EST	1 232
États-Unis	USA	1 582
Finlande	FIN	1 246
France	FRA	524
Grèce	GRC	869
Hongrie	HUN	506
Irlande	IRL	167
Islande	ISL	9 265
Israël	ISR	155
Italie	ITA	898
Japon	JPN	631
Lettonie	LVA	87
Luxembourg	LUX	80
Mexique	MEX	709
Norvège	NOR	643
Nouvelle-Zélande	NZL	1 195
Pays-Bas	NLD	640
Pologne	POL	292
Portugal	PRT	868
Rép. slovaque	SVK	106
Rép. tchèque	CZE	152
Royaume-Uni	GBR	138
Slovénie	SVN	433
Suède	SWE	287
Suisse	CHE	252
Turquie	TUR	676
OCDE	OCDE 34	812
Brésil	BRA	424
Colombie	COL	773
Costa Rica	CRI	348
Féd. De Russie	RUS	430
Lituanie	LTU	131

Note : 2016 est la dernière année disponible pour la Fédération de Russie ; 2014 pour le Costa Rica, le Danemark, l'Islande, Israël, la Corée, le Mexique, l'Espagne et la Turquie ; 2013 pour la Belgique, le Canada, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni ; 2012 pour le Brésil, la Colombie, la Hongrie, le Japon, les Pays-Bas, la Suisse ; 2011 pour l'Australie ; 2010 pour la Nouvelle-Zélande, la Suède et les États-Unis ; 2009 pour l'Irlande ; 2008 pour l'Italie ; 2007 pour la Norvège et le Portugal ; 2006 pour la Finlande et 2005 pour l'Islande et la Corée. Les valeurs relatives au Royaume-Uni n'englobent que l'Angleterre et le Pays de Galles. La moyenne de l'OCDE est une estimation basée sur des imputations et exclut le Chili car il n'y a pas d'informations disponibles pour ce pays.

Source : « Eau : Prélèvements d'eau douce », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=WATER_ABSTRACT* et l'Agence fédérale de gestion de l'eau de la Fédération de Russie.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678747*

Pour en savoir plus :

OCDE (2017), *Indicateurs de croissance verte 2017*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264268586-en*.

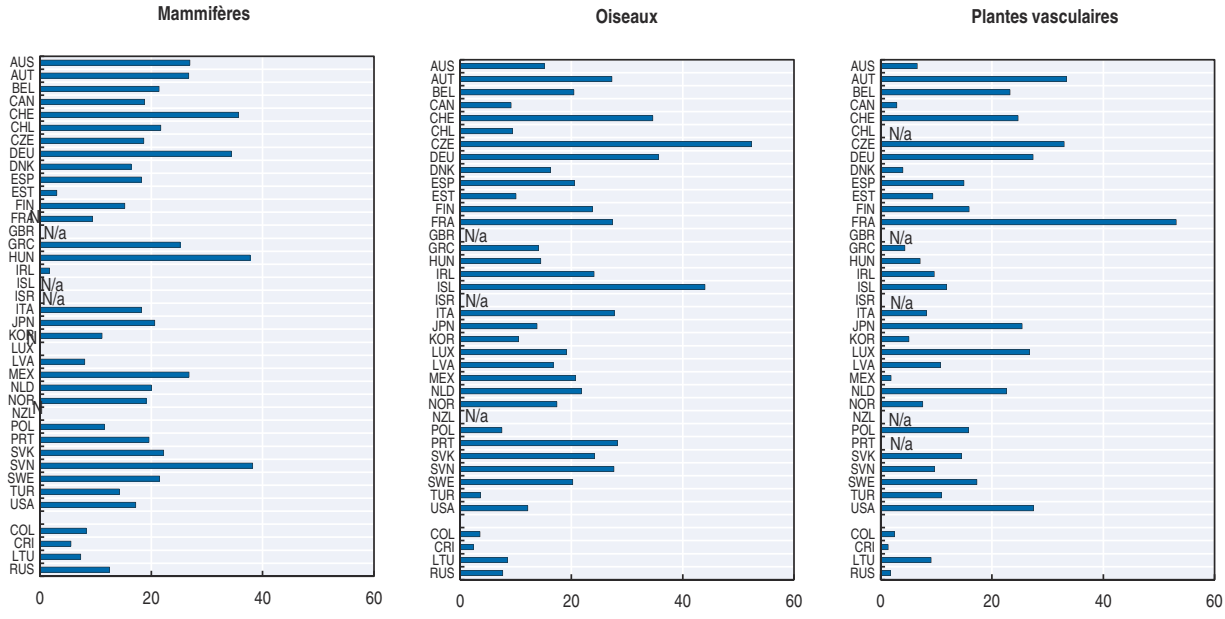
CAPITAL NATUREL : Espèces menacées

Définition

Cet indicateur renvoie au pourcentage de mammifères, oiseaux et plantes vasculaires considérés comme en danger critique, en danger ou vulnérables – en d'autres termes aux espèces végétales et animales en danger d'extinction ou vraisemblablement en passe de l'être, selon les catégories et critères de la liste rouge de l'union internationale pour la conservation de la nature (UICN). Les données présentées ici se rapportent au pourcentage d'espèces menacées par rapport à l'ensemble des espèces connues (au lieu de ne tenir compte que des espèces indigènes) et excluent les poissons, les reptiles, les amphibiens, les invertébrés et les champignons. Les espèces menacées représentent un risque pour le stock de biodiversité d'un pays. Elles se rapportent à la dernière année pour laquelle des données sont disponibles, c'est-à-dire, pour la majorité des pays, à la fin des années 2000. Elles sont issues des indicateurs de l'OCDE sur la croissance verte, qui font partie de la Base de données de l'OCDE sur les statistiques de l'environnement. Les données sur l'état des espèces menacées reposent essentiellement sur les réponses transmises par les pays dans le cadre de l'Assurance qualité annuelle (AQA) des données de référence de l'OCDE sur l'environnement. Elles ont été harmonisées par le Groupe de travail sur l'information environnementale (GTIE) de l'OCDE.

Graphique A.53. **Espèces menacées**

En pourcentage de l'ensemble des espèces connues, dernière année disponible



Note : Les espèces « menacées » englobent les espèces « en danger », « en danger critique » et « vulnérables », c'est-à-dire les espèces qui sont en danger d'extinction et celles qui le seront vraisemblablement à court terme. Les données présentées ici se rapportent à la dernière année pour laquelle des données sont disponibles, c'est-à-dire, pour la majorité des pays, à la fin des années 2000.

Source : « Biodiversité : Espèces menacées », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=WILD_LIFE*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678766

Tableau A.32. **Espèces menacées**

En pourcentage de l'ensemble des espèces connues, dernière année disponible

		Mammifères	Oiseaux	Plantes vasculaires
Allemagne	DEU	34.4	35.6	27.4
Australie	AUS	26.9	15.1	6.6
Autriche	AUT	26.7	27.3	33.4
Belgique	BEL	21.4	20.5	23.3
Canada	CAN	18.8	9.2	2.9
Chili	CHL	21.7	9.4	..
Corée	KOR	11.2	10.5	5.1
Danemark	DNK	16.4	16.3	4.0
Espagne	ESP	18.3	20.5	15.0
Estonie	EST	3.1	10.1	9.4
États-Unis	USA	17.2	12.2	27.5
Finlande	FIN	15.3	23.8	15.9
France	FRA	9.5	27.4	53.1
Grèce	GRC	25.2	14.1	4.4
Hongrie	HUN	37.8	14.5	7.1
Irlande	IRL	1.8	24.1	9.6
Islande	ISL	..	44.0	11.9
Israël	ISR	..	..	..
Italie	ITA	18.3	27.7	8.2
Japon	JPN	20.6	13.9	25.4
Lettonie	LVA	8.1	16.7	10.8
Luxembourg	LUX	..	19.1	26.8
Mexique	MEX	26.8	20.7	1.9
Norvège	NOR	19.1	17.4	7.6
Nouvelle-Zélande	NZL	..	..	..
Pays-Bas	NLD	20.0	21.8	22.6
Pologne	POL	11.6	7.5	15.8
Portugal	PRT	19.6	28.2	..
Rép. slovaque	SVK	22.2	24.2	14.6
Rép. tchèque	CZE	18.7	52.4	33.0
Royaume-Uni	GBR	..	..	..
Slovénie	SVN	38.2	27.6	9.7
Suède	SWE	21.5	20.2	17.3
Suisse	CHE	35.7	34.6	24.7
Turquie	TUR	14.3	3.7	11.0
Colombie	COL	8.4	3.6	2.5
Costa Rica	CRI	5.6	2.4	1.4
Féd. de Russie	RUS	12.5	7.7	1.8
Lituanie	LTU	7.4	8.5	9.1

Note : Les espèces « menacées » englobent les espèces « en danger », « en danger critique » et « vulnérables », c'est-à-dire les espèces qui sont en danger d'extinction et celles qui le seront vraisemblablement à court terme. Les données présentées ici se rapportent à la dernière année pour laquelle des données sont disponibles, c'est-à-dire, pour la majorité des pays, à la fin des années 2000.

Source : « Biodiversité : Espèces menacées », Statistiques de l'OCDE sur l'environnement (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=WILD_LIFE*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678785*

Pour en savoir plus :

OCDE (2017), *Indicateurs de croissance verte 2017*, Études de l'OCDE sur la croissance verte, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264268586-en*.

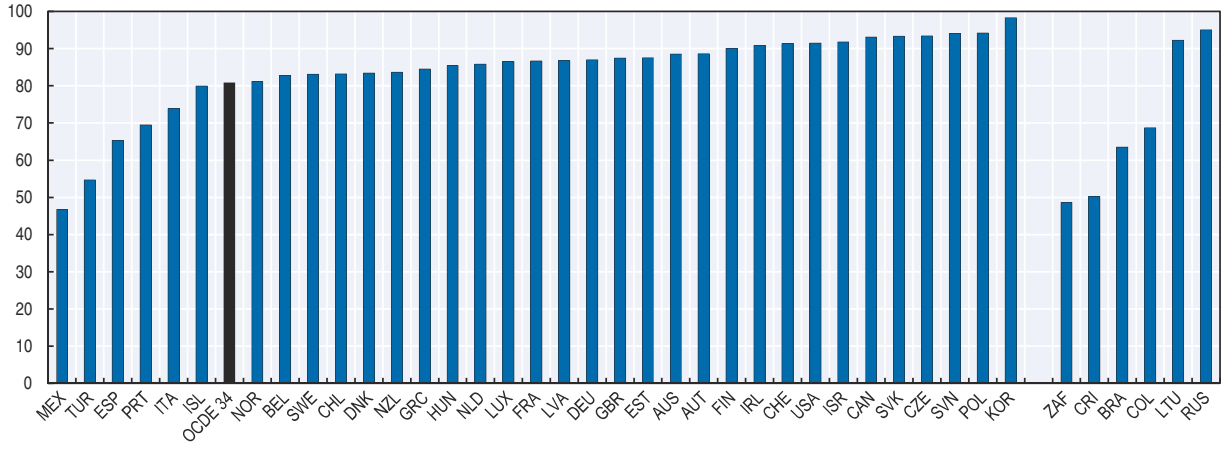
CAPITAL HUMAIN : Niveau d'étude des jeunes adultes

Définition

Cet indicateur correspond au pourcentage d'adultes âgés de 25 à 34 ans titulaires au minimum d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire par rapport à la population du même âge. Alors que le niveau d'étude de l'ensemble de la population appréhende un aspect important du stock de capital humain d'un pays, l'indicateur de niveau d'étude des jeunes adultes est préféré, car il cible le renouvellement de ce stock, c'est-à-dire les jeunes adultes sortant du système éducatif pour entrer sur le marché du travail. Il faut entendre par « deuxième cycle du secondaire au minimum » un niveau supérieur ou égal au niveau 3 de la Classification internationale type de l'éducation (CITE 2011). Cette définition englobe à la fois i) la filière dite « générale », souvent conçue pour préparer les élèves à la poursuite de leurs études à un niveau supérieur ; et ii) la filière dite « professionnelle », axée sur l'enseignement et la formation professionnels (EFP). Cet indicateur est calculé à partir des données recueillies dans le cadre du questionnaire annuel de l'OCDE sur les catégories nationales des niveaux de formation (CNNF) et des enquêtes nationales sur la population active.

Graphique A.54. **Niveau d'étude des jeunes adultes, personnes âgées de 25 à 34 ans**

Pourcentage d'adultes âgés de 25 à 34 ans titulaires au minimum d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, 2016 ou dernière année disponible



Note : Les données sont compilées conformément à la classification CITE 2001 pour tous les pays à l'exception de l'Afrique du sud, où elles l'ont été selon la classification CITE 97. 2015 est la dernière année disponible pour le Brésil, le Chili, l'Irlande, la Fédération de Russie et l'Afrique du sud. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Japon.

Source : « Panorama de l'éducation : niveau de formation et situation au regard de l'emploi », Statistiques de l'OCDE sur l'éducation (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EAG_NEAC*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678804

Pour en savoir plus :

OCDE (2017), *Regards sur l'éducation 2017 – Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, *http:dx.doi.org/10.1787/eag-2017-fr*.

Tableau A.33. **Niveau d'étude des jeunes adultes, personnes âgées de 25 à 34 ans**

Pourcentage d'adultes âgés de 25 à 34 ans titulaires au minimum d'un diplôme du deuxième cycle de l'enseignement secondaire

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	84.1	84.0	85.0	85.8	86.0	86.5	86.8	86.8	86.9	87.3	87.3	87.0	DEU	87.0
Australie	AUS	78.6	80.1	81.4	82.5	82.9	84.8	84.4	86.6	85.7	86.7	88.1	88.6	AUS	88.6
Autriche	AUT	85.6	87.0	86.5	87.5	88.1	87.8	88.0	88.4	89.1	90.0	90.0	88.6	AUT	88.6
Belgique	BEL	80.9	81.6	81.6	83.1	83.1	82.1	81.9	81.9	81.7	82.3	82.5	82.8	BEL	82.8
Canada	CAN	90.8	91.0	91.3	91.8	91.8	92.1	92.4	92.2	92.5	92.6	93.3	93.1	CAN	93.1
Chili	CHL	..	..	..	..	74.5	..	76.9	..	80.0	..	83.2	..	CHL	83.2
Corée	KOR	97.3	97.4	97.5	97.6	97.6	97.8	98.0	98.2	98.3	98.3	98.3	98.3	KOR	98.3
Danemark	DNK	87.4	88.4	80.6	78.9	79.7	79.6	80.3	81.7	81.9	82.2	83.6	83.4	DNK	83.4
Espagne	ESP	64.5	64.8	65.4	65.7	64.6	65.3	65.4	64.9	64.7	65.6	65.6	65.3	ESP	65.3
Estonie	EST	87.3	87.4	86.0	84.9	85.7	86.5	85.8	86.6	87.8	86.9	87.7	87.5	EST	87.5
États-Unis	USA	86.7	87.0	87.1	88.1	88.3	88.4	89.0	89.3	89.4	90.0	90.5	91.5	USA	91.5
Finlande	FIN	89.4	89.6	90.0	90.1	90.4	90.8	90.2	90.0	90.8	90.2	89.5	90.1	FIN	90.1
France	FRA	81.5	82.2	82.7	82.8	83.8	83.8	83.3	83.3	85.3	86.7	86.5	86.7	FRA	86.7
Grèce	GRC	74.4	75.6	75.5	75.1	75.2	75.5	76.9	79.4	81.1	81.7	83.6	84.5	GRC	84.5
Hongrie	HUN	85.0	85.6	85.3	85.6	86.0	86.3	87.3	87.5	87.3	87.0	86.0	85.5	HUN	85.5
Irlande	IRL	81.1	82.5	83.6	84.7	85.4	85.6	84.9	85.9	86.8	90.1	90.8	..	IRL	90.8
Islande	ISL	70.9	70.4	70.6	71.5	71.6	73.6	74.2	74.2	72.5	73.8	75.2	80.0	ISL	80.0
Israël	ISR	85.5	..	85.4	87.5	87.4	88.1	89.7	90.3	90.7	90.8	91.2	91.8	ISR	91.8
Italie	ITA	65.9	67.1	68.2	68.9	70.3	71.0	71.3	71.8	72.7	73.8	74.4	73.9	ITA	73.9
Japon	JPN	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	JPN	..
Lettonie	LVA	80.4	79.3	80.4	80.9	80.7	83.7	82.8	85.4	86.7	83.6	84.9	86.7	LVA	86.7
Luxembourg	LUX	76.5	78.3	77.1	79.4	83.8	84.0	83.4	86.1	86.0	86.9	84.5	86.6	LUX	86.6
Mexique	MEX	33.7	34.3	34.8	35.1	36.9	38.3	39.7	41.5	42.9	43.8	45.0	46.7	MEX	46.7
Norvège	NOR	83.5	83.3	83.1	84.0	83.6	82.9	83.8	82.1	82.3	81.4	81.3	81.2	NOR	81.2
Nouvelle-Zélande	NZL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	81.1	81.0	83.7	NZL	83.7
Pays-Bas	NLD	81.3	81.5	82.6	82.4	82.4	82.7	81.7	83.3	84.8	85.2	85.6	85.8	NLD	85.8
Pologne	POL	92.0	92.1	92.1	92.8	93.5	93.6	94.0	94.4	94.2	94.2	93.9	94.2	POL	94.2
Portugal	PRT	42.8	44.1	44.4	46.7	48.2	52.1	55.7	57.9	60.8	64.7	66.7	69.5	PRT	69.5
Rép. slovaque	SVK	92.8	94.1	94.0	94.5	94.8	94.1	94.0	94.1	94.1	92.5	92.8	93.4	SVK	93.4
Rép. tchèque	CZE	93.9	94.2	94.2	94.2	94.2	94.2	94.3	93.7	94.4	94.6	93.7	93.4	CZE	93.4
Royaume-Uni	GBR	73.1	78.5	80.0	80.3	81.7	82.9	84.3	84.8	86.1	86.2	86.2	87.5	GBR	87.5
Slovénie	SVN	91.2	91.5	92.3	92.4	93.5	93.5	94.0	94.2	94.5	93.9	94.1	94.1	SVN	94.1
Suède	SWE	90.6	90.7	91.0	91.2	91.1	90.8	90.9	90.8	91.4	81.8	82.3	83.1	SWE	83.1
Suisse	CHE	89.8	89.2	89.7	90.3	90.0	87.8	88.0	88.8	89.8	90.5	91.0	91.4	CHE	91.4
Turquie	TUR	36.8	38.3	39.3	40.3	41.6	42.2	43.5	45.9	47.7	49.5	52.1	54.7	TUR	54.7
OCDE	OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	79.4	80.0	80.7	OCDE 34	80.8
Afrique du sud	ZAF	..	..	..	44.4	46.1	46.5	47.2	30.4	48.5	49.9	48.7	..	ZAF	48.7
Brésil	BRA	..	..	47.2	49.8	52.5	..	56.7	59.1	60.8	61.8	63.5	..	BRA	63.5
Colombie	COL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	67.4	66.9	68.7	COL	68.7
Costa Rica	CRI	38.5	38.4	41.0	42.0	43.7	44.9	45.5	47.9	47.8	48.4	48.6	50.2	CRI	50.2
Féd. de Russie	RUS	92.2	92.1	93.0	93.6	93.5	94.0	94.1	94.4	94.8	95.0	95.0	..	RUS	95.0
Lituanie	LTU	86.8	85.7	85.6	87.0	87.8	88.3	89.6	89.9	90.4	88.4	89.7	92.2	LTU	92.2

Note : Les données sont compilées conformément à la classification CITE 2011 tout au long de la période pour l'Autriche, le Brésil, le Canada, la Colombie, le Costa Rica, l'Estonie, la France, la Hongrie, l'Islande, la Lettonie, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, le Portugal, la Fédération de Russie et les États-Unis ; depuis 2013 pour le Chili et 2014 pour l'Autriche, la Belgique, la République tchèque, le Danemark, la Finlande, l'Allemagne, la Grèce, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Luxembourg, la Lituanie, le Mexique, les Pays-Bas, la Pologne, la République slovaque, la Slovénie, l'Espagne, la Suède, la Suisse, la Turquie et le Royaume-Uni. Les données se rapportent au CITE 97 pour tous les autres pays. Les cellules précédant une rupture sont surlignées en gris et ne sont pas comparables avec les données des années suivantes. Pour le Royaume-Uni, les données sur les personnes titulaires au minimum d'un diplôme du cycle du secondaire comprennent l'assimilation d'un nombre suffisant de programmes et de normes qui se classerait individuellement comme l'assimilation des programmes du cycle du secondaire intermédiaire (en 2016, 16 % des personnes âgées de 25 à 64 ans faisaient partie de ce groupe). La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Japon. S'agissant de la Fédération de Russie, les valeurs pour 2005-09 ont été fournies par le Service fédéral des statistiques de l'État russe (Rosstat).

Source : « Panorama de l'éducation : niveau de formation et situation au regard de l'emploi », Statistiques de l'OCDE sur l'éducation (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=EAG_NEAC* ; Service fédéral des statistiques de l'État russe (Rosstat).

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678823*

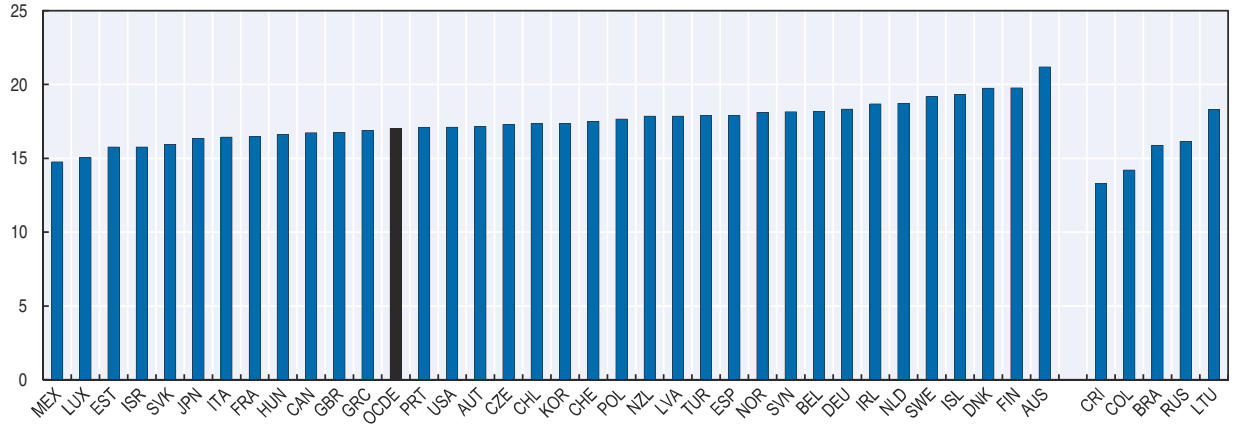
CAPITAL HUMAIN : Espérance d'éducation

Définition

Cet indicateur correspond à la durée moyenne pendant laquelle un enfant de 5 ans peut espérer être scolarisé avant son 39e anniversaire, si les taux de scolarisation ne varient pas au cours des 34 prochaines années. Il est calculé en fonction des conditions de scolarisation du moment et s'obtient en additionnant le taux de scolarisation net de chaque année à compter du 5e anniversaire. D'une certaine manière, cet indicateur donne une mesure précise de l'évolution du niveau d'éducation à l'avenir, c'est-à-dire lorsque les enfants atteindront l'âge adulte. Les données sont basées sur le recueil conjoint effectué chaque année par l'UEO (UNESCO, OCDE et Eurostat) de données sur les systèmes éducatifs.

Graphique A.55. **Nombre d'années escomptées dans le système éducatif**

Nombre moyen d'années pendant lequel un enfant de 5 ans peut espérer suivre une scolarité et des études (avant son 39e anniversaire), 2015



Note : Les données se rapportent à 2014 pour la Grèce et le Japon. Les données pour le Canada excluent la petite enfance et l'éducation post-secondaire non tertiaire. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données d'OCDE (2017), *Regards sur l'éducation 2017 – Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, *http:dx.doi.org/10.1787/eag-2017-fr*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678842

Tableau A.34. **Nombre d'années escomptées dans le système éducatif**

Nombre moyen d'années pendant lequel un enfant de 5 ans peut espérer suivre une scolarité et des études (avant son 39e anniversaire)

		2015
Allemagne	DEU	18.3
Australie	AUS	21.2
Autriche	AUT	17.1
Belgique	BEL	18.2
Canada	CAN	16.7
Chili	CHL	17.3
Corée	KOR	17.4
Danemark	DNK	19.7
Espagne	ESP	17.9
Estonie	EST	15.8
États-Unis	USA	17.1
Finlande	FIN	19.8
France	FRA	16.5
Grèce	GRC	16.9
Hongrie	HUN	16.6
Irlande	IRL	18.7
Islande	ISL	19.3
Israël	ISR	15.8
Italie	ITA	16.4
Japon	JPN	16.4
Lettonie	LVA	17.9
Luxembourg	LUX	15.1
Mexique	MEX	14.8
Norvège	NOR	18.1
Nouvelle-Zélande	NZL	17.8
Pays-Bas	NLD	18.7
Pologne	POL	17.7
Portugal	PRT	17.1
Rép. slovaque	SVK	15.9
Rép. tchèque	CZE	17.3
Royaume-Uni	GBR	16.8
Slovénie	SVN	18.1
Suède	SWE	19.2
Suisse	CHE	17.5
Turquie	TUR	17.9
OCDE	OCDE	17.0
Brésil	BRA	15.9
Colombie	COL	14.2
Costa Rica	CRI	13.3
Féd. de Russie	RUS	16.1
Lituanie	LTU	18.3

Note : Les données se rapportent à 2014 pour la Grèce et le Japon. Les données pour le Canada excluent la petite enfance et l'éducation post-secondaire non tertiaire. La moyenne OCDE est pondérée par la population.
Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données d'OCDE (2017), *Regards sur l'éducation 2017 – Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, *http:dx.doi.org/10.1787/eag-2017-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678861*

Pour en savoir plus :

OCDE (2017), *Regards sur l'éducation 2017 – Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, *http:dx.doi.org/10.1787/eag-2017-fr*.

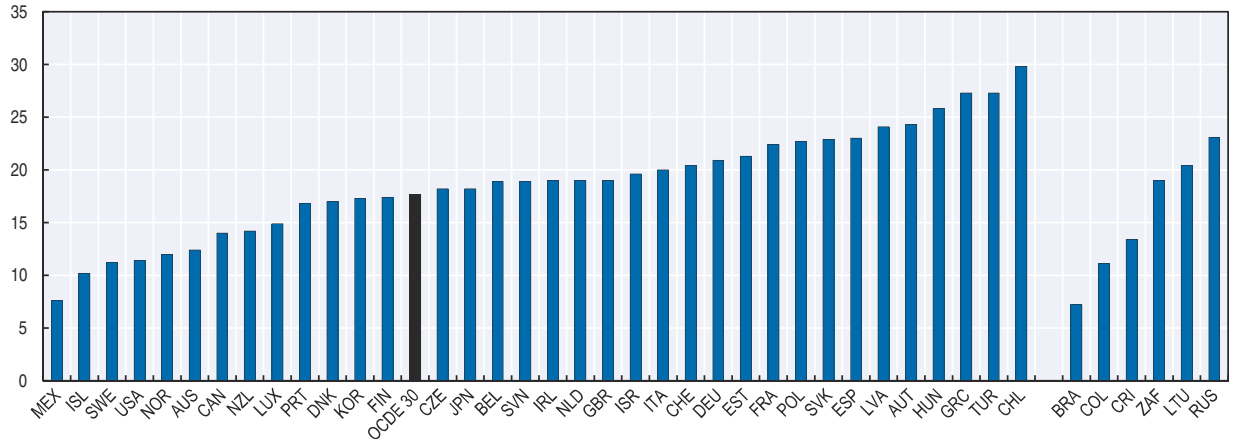
CAPITAL HUMAIN : Prévalence du tabagisme

Définition

Cet indicateur correspond à la proportion de la population de 15 ans et plus déclarant fumer quotidiennement. On prend en compte le tabagisme car il représente un risque pour la santé future, ce qui est un aspect important du capital humain. Cet indicateur se prête mal à des comparaisons internationales parce que les habitudes en matière de consommation de tabac ne sont pas évaluées selon la même méthode dans les enquêtes de santé menées dans les différents pays de l'OCDE. Par exemple, il existe des différences selon les pays au niveau de la formulation des questions et des possibilités de réponse proposées aux sondés, de même qu'au niveau des méthodes de recueil des données. À cela s'ajoute que les campagnes de collecte menées dans les pays de l'OCDE sont périodiques plutôt qu'annuelles. Les données sont issues d'enquêtes nationales par entretien sur la santé, d'enquêtes sur la santé et autres enquêtes auprès des ménages et sont compilées dans la Base de données de l'OCDE sur les statistiques sur la santé.

Graphique A.56. **Prévalence du tabagisme quotidien**

Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus déclarant fumer quotidiennement, 2016 ou dernière année disponible



Note : 2015 est la dernière année disponible pour le Brésil, la Colombie, le Costa Rica, la République tchèque, la Finlande, le Japon, la Corée, le Mexique, l'Afrique du sud, la Suisse et les États-Unis ; 2014 pour l'Autriche, la Belgique, le Canada, la France, la Grèce, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la Slovénie, l'Espagne, la Turquie et le Royaume-Uni ; 2013 pour l'Allemagne ; 2012 pour la Suisse et pour 2009 pour le Chili. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut la Chili, la Finlande, l'Irlande, le Mexique et les Pays-Bas.

Source : « Déterminants non médicaux de la santé », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_LVNG*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678880

Tableau A.35. **Prévalence du tabagisme quotidien**

Pourcentage de la population âgée de 15 ans et plus déclarant fumer quotidiennement

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		2005 ou année la plus proche	2016 or latest available
Allemagne	DEU	23.2	..	..	..	21.9	..	..	..	20.9	..	..	..	DEU	23.2	20.9
Australie	AUS	..	..	16.9	..	..	15.4	..	..	13.0	..	..	12.4	AUS	16.9	12.4
Autriche	AUT	..	23.2	..	..	..	..	..	..	..	24.3	..	..	AUT	23.2	24.3
Belgique	BEL	..	..	..	20.5	..	..	..	..	..	18.9	..	..	BEL	20.5	18.9
Canada	CAN	17.3	..	18.2	17.5	16.2	16.3	15.7	16.1	14.9	14.0	..	..	CAN	17.3	14.0
Chili	CHL	..	..	..	..	29.8	..	..	..	..	..	..	..	CHL	..	29.8
Corée	KOR	25.9	..	24.0	26.3	25.6	22.9	23.2	21.6	19.9	20.0	17.3	..	KOR	25.9	17.3
Danemark	DNK	26.0	25.0	24.0	23.0	19.0	20.9	..	..	17.0	17.0	17.0	..	DNK	20.9	17.0
Espagne	ESP	..	26.4	..	..	26.2	..	23.9	..	..	23.0	..	..	ESP	26.2	23.0
Estonie	EST	..	27.8	..	26.2	..	26.2	..	26.0	..	22.1	..	21.3	EST	27.8	21.3
États-Unis	USA	16.9	16.7	15.4	16.5	16.1	15.1	14.8	14.2	13.7	12.9	11.4	..	USA	16.9	11.4
Finlande	FIN	21.8	21.4	20.6	20.4	18.6	19.0	17.8	17.0	15.8	15.4	17.4	..	FIN	..	17.4
France	FRA	..	25.9	..	26.2	..	23.3	..	24.1	..	22.4	..	..	FRA	25.9	22.4
Grèce	GRC	..	40.0	..	39.7	31.9	..	..	..	..	27.3	..	..	GRC	31.9	27.3
Hongrie	HUN	..	..	..	..	26.5	..	..	..	..	25.8	..	..	HUN	26.5	25.8
Irlande	IRL	..	..	24.0	..	..	..	..	..	..	..	19.0	19.0	IRL	..	19.0
Islande	ISL	19.2	18.8	19.0	17.6	15.4	14.2	14.3	13.8	11.4	12.6	10.9	10.2	ISL	13.7	10.2
Israël	ISR	..	19.5	..	18.7	..	18.5	..	..	16.2	17.1	..	19.6	ISR	19.5	19.6
Italie	ITA	22.3	23.0	22.4	22.4	23.3	23.1	22.5	22.1	21.1	19.7	19.8	20.0	ITA	22.3	20.0
Japon	JPN	24.2	23.8	24.1	21.8	23.4	19.5	20.1	20.7	19.3	19.6	18.2	..	JPN	24.2	18.2
Lettonie	LVA	..	..	..	27.9	..	..	..	..	..	24.1	..	..	LVA	27.9	24.1
Luxembourg	LUX	23.0	21.0	21.0	20.0	19.0	18.3	16.9	16.8	15.7	15.3	15.0	14.9	LUX	23	14.9
Mexique	MEX	..	13.0	..	..	7.6	..	8.9	11.8	..	..	7.6	..	MEX	..	7.6
Norvège	NOR	25.0	24.0	22.0	21.0	21.0	19.0	17.0	16.0	15.0	13.0	13.0	12.0	NOR	25	12.0
Nouvelle-Zélande	NZL	22.5	20.7	18.1	..	..	..	..	16.3	15.6	15.7	15.0	14.2	NZL	22.5	14.2
Pays-Bas	NLD	25.2	25.2	23.1	23.3	22.6	20.9	20.8	18.4	18.5	19.1	19.0	..	NLD	..	19.0
Pologne	POL	..	..	..	..	23.8	..	..	..	..	22.7	..	..	POL	23.8	22.7
Portugal	PRT	..	18.6	..	..	..	..	..	..	..	16.8	..	..	PRT	18.6	16.8
Rép. slovaque	SVK	..	..	..	..	19.5	..	..	..	..	22.9	..	..	SVK	19.5	22.9
Rép. tchèque	CZE	24.3	23.4	24.0	21.8	23.8	22.8	21.7	22.9	22.2	22.3	18.2	..	CZE	24.3	18.2
Royaume-Uni	GBR	24.0	22.0	21.0	21.0	21.0	20.0	20.0	20.0	19.0	19.0	..	..	GBR	24	19.0
Slovénie	SVN	..	..	18.9	..	..	..	..	..	..	18.9	..	..	SVN	18.9	18.9
Suède	SWE	15.7	15.2	13.8	14.6	14.0	13.6	13.1	12.8	10.7	11.9	11.2	..	SWE	15.7	11.2
Suisse	CHE	..	..	20.4	..	..	..	..	20.4	..	..	..	..	CHE	20.4	20.4
Turquie	TUR	..	33.4	..	27.4	..	25.4	..	23.8	..	27.3	..	..	TUR	33.4	27.3
OCDE	OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..		OCDE 30	22.2	17.7
Afrique du sud	ZAF	22.0	..	..	..	..	20.3	..	19.8	..	..	19.0	..	ZAF	22	19.0
Brésil	BRA	..	15.7	15.6	14.8	14.3	14.1	13.4	12.1	11.3	8.7	7.2	..	BRA	..	7.2
Colombie	COL	15.0	..	..	..	..	12.9	..	12.1	..	..	11.1	..	COL	15	11.1
Costa Rica	CRI	17.7	..	..	..	..	15.4	..	14.5	..	..	13.4	..	CRI	17.7	13.4
Féd. de Russie	RUS	..	..	..	..	33.8	..	25.7	..	24.2	22.0	..	23.1	RUS	..	23.1
Lituanie	LTU	24.5	..	..	..	..	..	..	..	..	20.4	..	..	LTU	24.5	20.4

Note : S'agissant de la Nouvelle-Zélande, il y a une rupture dans les séries de données chronologiques en 2006 ; en 2009 pour la Grèce ; en 2010 pour le Danemark ; en 2013 pour le Brésil, l'Islande et les Pays-Bas ; en 2015 pour la Finlande, l'Irlande et le Mexique. Les cellules précédant une rupture sont surlignées en gris et ne sont pas comparables avec les données des années suivantes. La moyenne OCDE est pondérée par la population ; elle exclut le Chili, la Finlande, l'Irlande, le Mexique et les Pays-Bas pour « 2005 ou l'année la proche disponible » et « 2015 ou la dernière année disponible » en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays ou de ruptures dans celles-ci.

Source : « Déterminants non médicaux de la santé », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_LVNG*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678899

Pour en savoir plus :

OCDE (2017), *Panorama de la santé 2017 – Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/health_glance-2017-fr*.

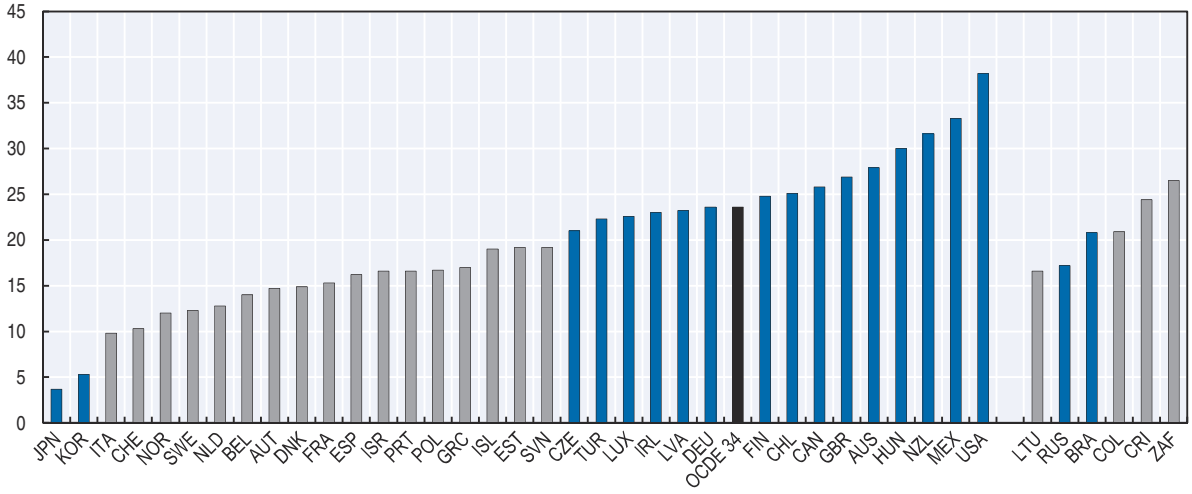
CAPITAL HUMAIN : Prévalence de l'obésité

Définition

Cet indicateur correspond à la proportion de personnes de 15 ans et plus qui remplissent les critères de l'obésité, c'est-à-dire celles ayant un indice de masse corporelle (IMC) supérieur ou égal à 30. On prend en compte l'obésité car elle représente un risque pour la santé future et le capital humain. L'IMC rapporte le poids d'un individu à sa taille (poids sur taille au carré, le poids étant exprimé en kilogrammes et la taille en mètres). Il est possible que la classification de l'obésité retenue ici ne soit pas adaptée à tous les groupes ethniques, dont certains peuvent être exposés à un même risque à partir d'un IMC plus faible ou plus élevé. Les données présentées sont issues de sources différentes selon les pays (voir la note du tableau A.38): dans certains pays, elles proviennent d'informations autodéclarées extraites d'enquêtes par entretien sur la santé (très différentes les unes des autres en termes de formulation des questions et d'échelles de réponse), tandis que dans d'autres, elles correspondent à des mesures effectuées directement (selon des méthodes diverses) dans le cadre d'examens médicaux. En général, les IMC calculés dans le cadre d'examens médicaux sont plus fiables et plus élevés que ceux estimés à partir d'enquêtes par entretien. Les données sont issues de la Base de données de l'OCDE sur les statistiques sur la santé.

Graphique A.57. **Prévalence de l'obésité**

En pourcentage de la population de 15 ans et plus, 2016 ou dernière année disponible



Note : 2015 est la dernière année disponible pour l'Islande, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Corée, les Pays-Bas, la Norvège, la Suède et le Royaume-Uni ; 2014 pour l'Australie, l'Autriche, la Belgique, la Colombie, le Costa Rica, le Danemark, la France, la Grèce, la Hongrie, la Lituanie, le Luxembourg, la Pologne, le Portugal, la Slovénie, l'Afrique du sud, l'Espagne, les États-Unis ; 2013 pour le Brésil, le Canada ; 2012 pour l'Allemagne et la Suisse ; 2011 pour la Finlande et la Turquie ; 2010 pour la République tchèque ; 2009 pour le Chili. Les données pour l'Australie, le Brésil, le Canada, le Chili, la République tchèque, la Finlande, l'Allemagne, la Hongrie, l'Irlande, le Japon, la Corée, la Lettonie, le Luxembourg, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Fédération de Russie, la République slovaque, la Turquie, le Royaume-Uni et les États-Unis proviennent d'examens médicaux. S'agissant de tous les autres pays (indiqués en gris), les données sont tirées d'enquêtes sur des entretiens de santé. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut la République slovaque.

Source : « Déterminants non médicaux de la santé », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_LVNG* et INE pour la valeur de 2014 de l'Espagne.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678918*

Tableau A.36. **Prévalence de l'obésité**

En pourcentage de la population de 15 ans et plus

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		2005 ou année la plus proche	2016 ou dernière année disponible
Allemagne	DEU	..	..	..	..	..	..	..	23.6	..	..	..	..	DEU	..	23.6
Australie	AUS	..	..	24.6	..	..	..	28.3	..	..	27.9	..	..	AUS	24.6	27.9
Autriche	AUT	..	12.4	..	12.8	..	..	..	..	..	14.7	..	..	AUT	12.4	14.7
Belgique	BEL	..	..	..	14.0	..	..	..	..	13.7	14.0	..	..	BEL	14	14.0
Canada	CAN	23.7	..	..	24.2	..	25.4	..	..	25.8	..	..	..	CAN	23.7	25.8
Chili	CHL	..	..	..	..	25.1	..	..	..	..	..	..	..	CHL	..	25.1
Corée	KOR	3.5	..	3.9	3.7	3.8	4.1	4.3	4.6	4.7	4.3	5.3	..	KOR	3.5	5.3
Danemark	DNK	11.4	..	..	..	..	13.4	..	..	14.2	14.9	..	..	DNK	11.4	14.9
Espagne	ESP	..	14.9	..	15.7	15.7	..	16.6	..	..	16.2	..	..	ESP	14.9	16.2
Estonie	EST	..	15.9	..	18.0	..	16.9	..	19.0	..	19.5	..	19.2	EST	15.9	19.2
États-Unis	USA	..	35.1	..	34.3	..	36.1	..	35.3	..	38.2	..	..	USA	35.1	38.2
Finlande	FIN	..	..	..	..	..	..	24.8	..	..	..	..	..	FIN	..	24.8
France	FRA	..	10.5	..	12.2	..	12.9	..	14.5	..	15.3	..	..	FRA	10.5	15.3
Grèce	GRC	..	16.4	..	17.6	17.3	..	..	..	..	17.0	..	..	GRC	16.4	17.0
Hongrie	HUN	..	..	..	..	28.5	..	..	..	..	30.0	..	..	HUN	28.5	30.0
Irlande	IRL	..	..	23.0	..	..	..	..	..	..	..	23.0	..	IRL	23	23.0
Islande	ISL	..	..	20.1	20.1	..	21.0	..	22.2	..	..	19.0	..	ISL	..	19.0
Israël	ISR	..	12.1	..	13.8	..	15.7	..	..	15.7	17.8	..	16.6	ISR	12.1	16.6
Italie	ITA	9.9	10.2	9.9	9.9	10.3	10.3	10.0	10.4	10.3	10.3	9.8	..	ITA	9.9	9.8
Japon	JPN	3.9	3.4	3.3	3.4	3.9	3.5	4.1	3.6	3.7	3.9	3.7	..	JPN	3.9	3.7
Lettonie	LVA	..	..	..	..	..	..	..	..	..	20.6	..	23.2	LVA	20.6	23.2
Luxembourg	LUX	18.6	20.4	20.0	20.3	22.1	22.5	23.5	23.0	22.7	22.6	..	..	LUX	22.1	22.6
Mexique	MEX	30.2	30.0	..	..	..	..	..	32.4	..	..	..	33.3	MEX	30.2	33.3
Norvège	NOR	9.0	..	..	10.0	..	..	..	10.0	..	..	12.0	..	NOR	9	12.0
Nouvelle-Zélande	NZL	..	..	26.5	..	27.8	..	..	28.6	30.8	29.9	30.7	31.6	NZL	..	31.6
Pays-Bas	NLD	10.7	11.3	11.2	11.1	11.8	11.4	11.4	12.0	11.1	13.3	12.8	..	NLD	..	12.8
Pologne	POL	..	..	..	16.4	15.8	..	..	..	..	16.7	..	..	POL	16.4	16.7
Portugal	PRT	..	15.4	..	..	..	..	..	..	..	16.6	..	..	PRT	15.4	16.6
Rép. slovaque	SVK	17.6	..	..	16.9	..	..	..	..	..	..	..	..	SVK	17.6	..
Rép. tchèque	CZE	17.0	..	..	22.0	..	21.0	..	..	..	..	..	..	CZE	17	21.0
Royaume-Uni	GBR	23.2	23.9	24.0	24.5	23.0	26.1	24.8	24.7	24.9	25.6	26.9	..	GBR	23.2	26.9
Slovénie	SVN	..	..	16.4	16.8	..	..	..	..	..	19.2	..	..	SVN	16.4	19.2
Suède	SWE	10.9	9.0	10.6	10.3	10.9	11.3	11.0	11.8	11.7	12.2	12.3	..	SWE	10.9	12.3
Suisse	CHE	..	..	8.1	8.1	..	..	..	10.3	..	..	..	..	CHE	8.1	10.3
Turquie	TUR	..	..	..	..	..	..	22.3	..	..	..	..	..	TUR	..	22.3
OCDE	OCDE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	OCDE 27	21.5	23.8
Afrique du sud	ZAF	..	..	..	33.0	..	..	..	..	..	26.5	..	..	ZAF	33.0	26.5
Brésil	BRA	..	..	..	..	..	..	..	..	20.8	..	..	..	BRA	..	20.8
Colombie	COL	12.7	..	..	17.8	..	..	..	..	..	20.9	..	..	COL	12.7	20.9
Costa Rica	CRI	..	..	..	..	..	..	..	..	..	24.4	..	..	CRI	..	24.4
Féd. de Russie	RUS	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	17.2	RUS	..	17.2
Lituanie	LTU	16.0	..	..	..	..	..	..	..	..	16.6	..	..	LTU	16.0	16.6

Note : S'agissant du Luxembourg, il y a une rupture dans les séries de données chronologiques en 2009 ; en 2014 pour les Pays-Bas et en 2015 pour l'Islande. Les cellules précédant une rupture sont surlignées en gris et ne sont pas comparables avec les données des années suivantes. Les données pour l'Australie, le Brésil, le Canada, le Chili, la République tchèque, la Finlande, l'Allemagne, la Hongrie, l'Irlande, le Japon, la Corée, la Lettonie, le Luxembourg, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Fédération de Russie, la République slovaque, la Turquie, le Royaume-Uni et les États-Unis proviennent d'examens médicaux. S'agissant de tous les autres pays, les données sont tirées d'enquêtes sur des entretiens de santé. La moyenne OCDE est pondérée par la population ; elle exclut le Chili, la Finlande, l'Allemagne, l'Islande, les Pays-Bas, la Nouvelle-Zélande, la République slovaque et la Turquie en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays ou de ruptures dans celles-ci.

Source : « Déterminants non médicaux de la santé », Statistiques de l'OCDE sur la santé (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=HEALTH_LVNG*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678937*

Pour en savoir plus :

OCDE (2017), *Panorama de la santé 2017 – Les indicateurs de l'OCDE*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/health_glance-2017-fr*.

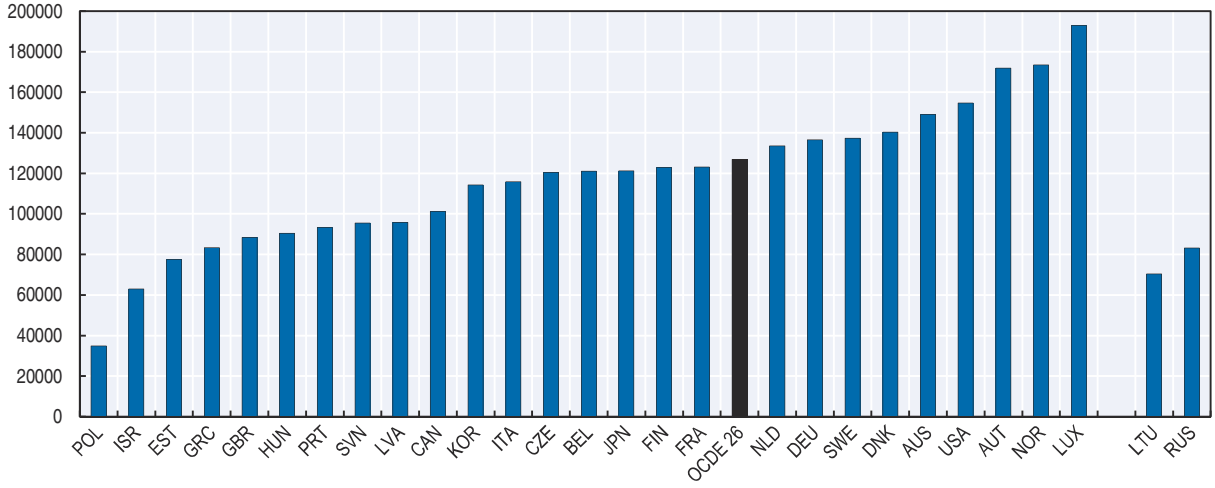
RESSOURCES ÉCONOMIQUES: Actifs fixes nets

Définition

Cet indicateur se rapporte à la valeur, à prix constants, du stock d'actifs fixes nets d'un pays, tels que les logements, les bâtiments, les bâtiments non résidentiels, les infrastructures ainsi que les machines et équipements. Les stocks sont corrigés de façon à tenir compte de la baisse de leur valeur résultant de la dégradation physique ainsi que de l'obsolescence ou des dommages accidentels normaux. Le calcul de ces actifs s'effectue selon la méthode d'inventaire permanent à partir des flux d'investissement antérieurs. Ils sont présentés en dollars US par habitant, aux PPA de 2010 du PIB. Les données se rapportent à l'économie totale, au sens du système de comptabilité nationale (SCN) 2008.

Graphique A.58. **Actifs fixes nets**

USD aux PPA de 2010, par habitant, 2015 ou dernière année disponible



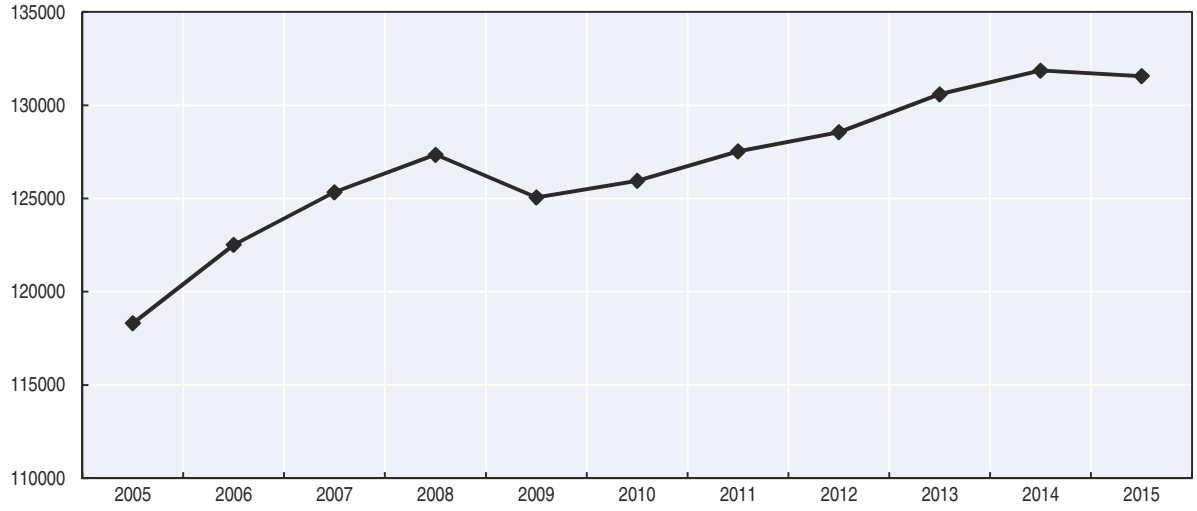
Note : 2016 est la dernière année disponible pour le Canada, la République tchèque, la Finlande et la France ; 2014 pour la Belgique, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Norvège, la Pologne et le Portugal. Les parités de pouvoir d'achat (PPA) se rapportent au PIB et sont fixées à 2010 pour permettre des comparaisons entre les valeurs de différentes années. Les stocks d'actifs fixes nets sont corrigés des dégradations, de l'obsolescence et des dommages accidentels normaux. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Chili, l'Islande, l'Irlande, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la République slovaque, l'Espagne, la Suisse et la Turquie.

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données de « 9B. Comptes de patrimoine des actifs non financiers », Comptes nationaux annuels (base de données), *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE9B*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678956*

Graphique A.59. **Actifs fixes nets, moyenne OCDE**

USD aux PPA de 2010, par habitant, OCDE 18



Note : Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont celles du PIB. La moyenne OCDE est pondérée par la population ; elle exclut la Belgique, le Chili, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, la Lettonie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, l'Espagne, la Suisse et la Turquie en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays.
Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données de « 9B. Comptes de patrimoine des actifs non financiers », Comptes nationaux annuels (base de données), *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE9B*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933678975*

Tableau A.37. **Actifs fixes nets**

USD aux PPA de 2010, par habitant

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	116 498	119 644	124 924	129 097	129 114	130 660	133 826	135 857	136 674	137 268	136 602	..	DEU	136 602
Australie	AUS	126 223	128 365	129 945	127 966	130 472	127 225	129 017	134 685	138 956	145 354	149 014	..	AUS	149 014
Autriche	AUT	145 761	149 265	154 312	159 255	161 254	164 984	167 427	169 265	171 076	171 865	171 953	..	AUT	171 953
Belgique	BEL	109 245	112 786	115 511	119 873	118 226	118 572	119 744	120 264	119 786	121 109	..	..	BEL	121 109
Canada	CAN	76 267	81 384	83 476	86 183	88 690	88 686	89 600	92 767	92 581	95 146	98 676	101 138	CAN	101 138
Chili	CHL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	CHL	..
Corée	KOR	74 651	80 137	87 546	93 879	96 405	100 684	105 621	108 209	110 435	113 653	114 212	..	KOR	114 212
Danemark	DNK	137 789	144 791	148 763	146 607	136 543	136 736	139 441	138 555	138 594	139 554	140 276	..	DNK	140 276
Espagne	ESP	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	ESP	..
Estonie	EST	56 914	63 017	69 059	68 224	67 066	66 261	67 227	70 341	75 553	77 540	..	..	EST	77 540
États-Unis	USA	146 082	151 862	153 044	153 571	148 073	148 026	148 498	149 301	152 877	154 862	154 699	..	USA	154 699
Finlande	FIN	112 243	116 883	122 543	127 078	123 538	120 505	122 087	124 855	123 678	122 779	121 013	122 851	FIN	122 851
France	FRA	105 218	108 971	112 913	114 390	115 516	118 038	121 244	122 285	122 800	122 935	122 317	123 130	FRA	123 130
Grèce	GRC	81 647	86 099	88 000	89 240	87 830	86 035	82 723	81 457	83 605	83 411	..	..	GRC	83 411
Hongrie	HUN	82 169	86 655	88 415	90 315	90 649	90 662	91 243	90 822	90 667	90 423	..	..	HUN	90 423
Irlande	IRL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	IRL	..
Islande	ISL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	ISL	..
Israël	ISR	56 595	57 526	59 191	60 101	58 088	58 948	61 405	62 631	63 204	64 191	62 972	..	ISR	62 972
Italie	ITA	108 730	111 174	113 773	115 903	115 691	118 461	121 316	120 736	118 604	117 021	115 850	..	ITA	115 850
Japon	JPN	109 731	112 874	115 885	118 330	114 962	116 743	117 986	118 326	121 725	122 752	121 260	..	JPN	121 260
Lettonie	LVA	86 180	106 040	113 861	113 000	98 799	99 331	104 005	110 602	111 536	95 844	..	..	LVA	95 844
Luxembourg	LUX	178 799	173 541	179 670	182 975	185 210	183 059	182 544	185 465	187 038	188 898	192 891	..	LUX	192 891
Mexique	MEX	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	MEX	..
Norvège	NOR	..	..	..	..	..	..	..	162 432	165 352	173 423	..	..	NOR	173 423
Nouvelle-Zélande	NZL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	NZL	..
Pays-Bas	NLD	128 847	131 398	133 847	136 796	140 761	142 128	141 460	139 229	137 225	135 748	133 493	..	NLD	133 493
Pologne	POL	26 622	26 860	28 987	29 658	29 805	30 847	31 892	32 324	33 553	34 819	..	..	POL	34 819
Portugal	PRT	89 166	91 269	92 556	96 749	95 932	97 888	99 888	95 317	91 432	93 314	..	..	PRT	93 314
Rép. slovaque	SVK	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	SVK	..
Rép. tchèque	CZE	108 996	113 177	118 133	122 140	118 948	120 420	122 044	120 078	118 788	118 116	119 634	120 453	CZE	120 453
Royaume-Uni	GBR	80 060	81 420	84 092	86 953	85 133	83 645	84 320	85 065	86 242	86 708	88 430	..	GBR	88 430
Slovénie	SVN	85 076	88 055	91 197	93 866	91 507	94 314	95 600	96 310	96 244	95 689	95 533	..	SVN	95 533
Suède	SWE	112 526	116 805	121 938	127 014	126 684	129 246	131 613	132 864	134 592	136 687	137 391	..	SWE	137 391
Suisse	CHE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	CHE	..
Turquie	TUR	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	TUR	..
OCDE	OCDE 18	118 311	122 520	125 341	127 347	125 058	125 948	127 525	128 561	130 591	131 861	131 561		OCDE 26	126 840
Féd. de Russie	RUS	..	..	..	..	..	..	77 114	78 932	85 974	83 392	83 102	..	RUS	83 102
Lituanie	LTU	53 771	59 138	64 557	62 558	62 014	61 602	62 958	65 201	67 994	70 404	..	..	LTU	70 404

Note : Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont les PPA du PIB. La moyenne OCDE est pondérée par la population ; sa série de données chronologique exclut la Belgique, le Chili, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, la Lettonie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, l'Espagne, la Suisse et la Turquie en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays. Pour la dernière année disponible, la moyenne OCDE exclut le Chili, l'Islande, l'Irlande, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la République slovaque, l'Espagne, la Suisse et la Turquie.

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir des données de « 9B. Comptes de patrimoine des actifs non financiers », Comptes nationaux annuels (base de données), *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE9B*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933678994

Pour en savoir plus :

Lequiller, F. et D. Blades (2014), *Understanding National Accounts: Second Edition*, Éditions OCDE, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264214637-en*.

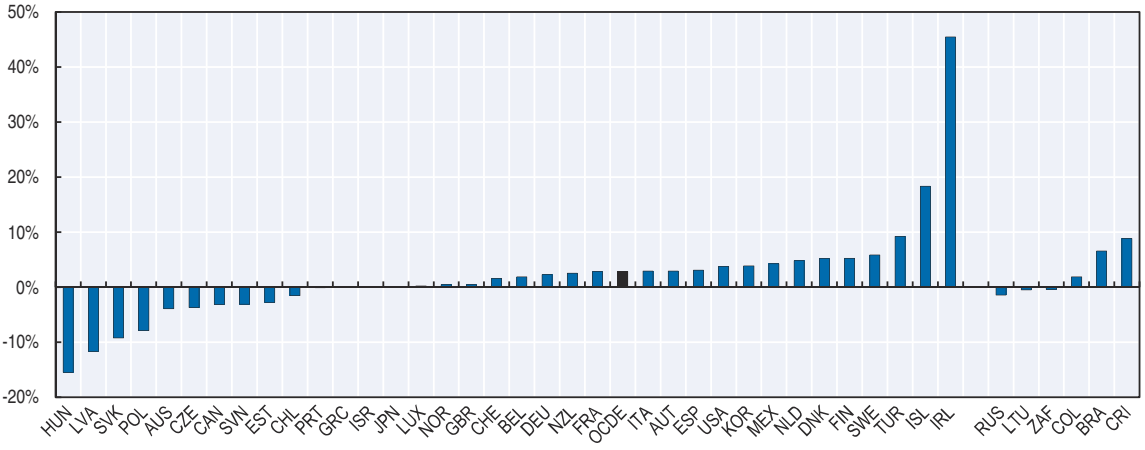
RESSOURCES ÉCONOMIQUES: Formation brute de capital fixe

Définition

Cet indicateur mesure les dépenses totales, aux prix constants, consacrées aux bâtiments et machines (c'est-à-dire les investissements dans des logements, des bâtiments et autres structures, du matériel de transport, d'autres machines et équipements, des ressources cultivées et des actifs fixes incorporels) effectuées par un pays, conformément à la définition du Système de comptabilité nationale (SCN) 2008. Ces dépenses constituent un flux qui s'ajoute au stock de capital économique d'un pays.

Graphique A.60. **Formation brute de capital fixe**

Taux de croissance en glissement annuel, 2016 ou dernière année disponible



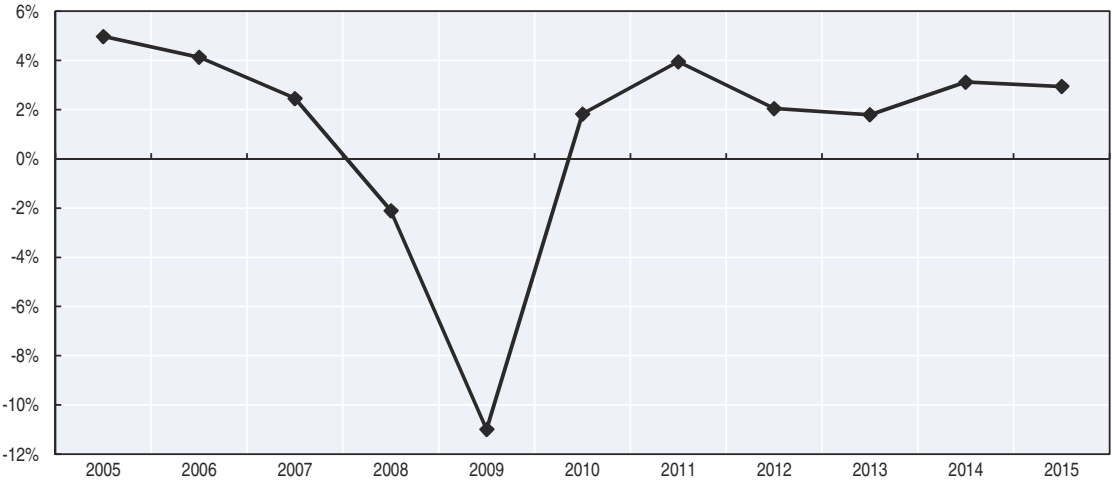
Note : 2015 est la dernière année disponible pour l'Australie, la Colombie, le Costa Rica, Israël, le Japon, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Turquie et les États-Unis ; 2014 pour l'Afrique du sud et 2011 pour le Brésil. La moyenne OCDE est la moyenne pondérée par la population des dépenses totales dédiées aux bâtiments et aux machines aux prix constants.

Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679013*

Graphique A.61. **Formation brute de capital fixe, moyenne OCDE**

Taux de croissance en glissement annuel



Note : La moyenne OCDE est la moyenne pondérée par la population des dépenses totales dédiées aux bâtiments et aux machines aux prix constants.

Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679032*

Tableau A.38. **Formation brute de capital fixe**

Taux de croissance en glissement annuel

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	0.7%	7.5%	4.1%	1.5%	-10.1%	5.4%	7.2%	-0.7%	-1.1%	3.4%	1.7%	2.2%	DEU	2.2%
Australie	AUS	9.3%	5.1%	9.5%	2.1%	2.1%	3.8%	11.0%	2.8%	-1.4%	-2.9%	-3.9%	..	AUS	-3.9%
Autriche	AUT	0.2%	1.1%	4.6%	1.4%	-7.3%	-2.1%	6.7%	1.4%	2.2%	-0.9%	0.7%	3.4%	AUT	3.4%
Belgique	BEL	6.1%	2.0%	6.8%	1.9%	-6.6%	-0.8%	4.2%	0.2%	-1.6%	5.0%	2.5%	1.9%	BEL	1.9%
Canada	CAN	9.1%	6.3%	3.2%	1.6%	-11.3%	11.5%	4.6%	4.9%	1.3%	0.9%	-4.6%	-3.1%	CAN	-3.1%
Chili	CHL	23.5%	6.0%	10.6%	18.5%	-13.3%	13.1%	16.1%	11.3%	3.3%	-4.8%	-0.8%	-0.8%	CHL	-0.8%
Corée	KOR	2.0%	3.6%	5.0%	-0.9%	0.3%	5.5%	0.8%	-0.5%	3.3%	3.4%	3.8%	..	KOR	3.8%
Danemark	DNK	5.9%	13.7%	0.7%	-2.5%	-13.0%	-5.7%	0.4%	3.7%	2.7%	3.5%	2.5%	5.6%	DNK	5.6%
Espagne	ESP	7.5%	7.4%	4.4%	-3.9%	-16.9%	-4.9%	-6.9%	-8.6%	-3.4%	3.8%	6.0%	3.1%	ESP	3.1%
Estonie	EST	15.3%	22.9%	10.3%	-13.1%	-36.7%	-2.7%	34.4%	12.7%	-2.8%	-8.1%	-3.3%	-2.8%	EST	-2.8%
États-Unis	USA	5.6%	2.2%	-1.2%	-4.8%	-13.1%	1.1%	3.7%	6.3%	3.0%	4.2%	3.7%	..	USA	3.7%
Finlande	FIN	3.2%	1.3%	10.0%	0.3%	-12.5%	1.1%	4.1%	-1.9%	-4.9%	-2.6%	0.7%	7.2%	FIN	7.2%
France	FRA	2.9%	3.6%	5.5%	0.9%	-9.1%	2.1%	2.1%	0.2%	-0.8%	0.0%	1.0%	2.8%	FRA	2.8%
Grèce	GRC	-11.9%	19.4%	15.9%	-7.2%	-13.9%	-19.3%	-20.5%	-23.5%	-8.4%	-4.6%	-0.2%	0.1%	GRC	0.1%
Hongrie	HUN	3.6%	0.7%	4.2%	1.0%	-8.3%	-9.5%	-1.3%	-3.0%	9.8%	9.9%	1.9%	-15.5%	HUN	-15.5%
Irlande	IRL	16.8%	7.2%	0.0%	-11.6%	-16.9%	-15.0%	3.7%	11.9%	-5.7%	18.3%	32.9%	45.4%	IRL	45.4%
Islande	ISL	32.0%	23.4%	-11.2%	-19.0%	-47.8%	-8.6%	11.6%	5.3%	2.2%	16.0%	17.8%	22.7%	ISL	22.7%
Israël	ISR	2.1%	7.2%	11.0%	3.6%	-2.2%	10.1%	13.8%	3.6%	4.5%	0.0%	0.1%	..	ISR	0.1%
Italie	ITA	1.7%	3.2%	1.6%	-3.1%	-9.9%	-0.5%	-1.9%	-9.3%	-6.6%	-2.3%	1.6%	2.9%	ITA	2.9%
Japon	JPN	3.1%	0.4%	-1.9%	-3.8%	-9.7%	-1.6%	1.7%	3.5%	4.9%	2.9%	0.1%	..	JPN	0.1%
Lettonie	LVA	20.4%	15.1%	22.5%	-9.1%	-33.3%	-19.8%	24.0%	14.4%	-6.0%	0.1%	-1.8%	-11.7%	LVA	-11.7%
Luxembourg	LUX	-1.0%	3.3%	12.5%	11.9%	-12.4%	3.5%	13.7%	6.1%	-2.5%	5.6%	-0.9%	0.2%	LUX	0.2%
Mexique	MEX	5.9%	8.7%	6.0%	5.0%	-9.3%	1.3%	7.8%	4.8%	-1.6%	3.0%	4.2%	..	MEX	4.2%
Norvège	NOR	12.0%	9.1%	11.7%	0.9%	-6.8%	-6.7%	7.4%	7.6%	6.3%	-0.7%	-3.8%	0.3%	NOR	0.3%
Nouvelle-Zélande	NZL	5.7%	-1.7%	7.8%	-7.2%	-10.2%	3.7%	6.0%	5.1%	9.8%	6.8%	2.5%	..	NZL	2.5%
Pays-Bas	NLD	3.1%	7.2%	6.5%	4.1%	-9.2%	-6.5%	5.6%	-6.3%	-4.3%	2.3%	11.0%	5.3%	NLD	5.3%
Pologne	POL	8.3%	15.4%	19.0%	8.8%	-2.7%	0.0%	8.8%	-1.8%	-1.1%	10.0%	6.1%	-7.9%	POL	-7.9%
Portugal	PRT	0.1%	-0.8%	3.1%	0.4%	-7.6%	-0.9%	-12.5%	-16.6%	-5.1%	2.3%	4.5%	0.1%	PRT	0.1%
Rép. slovaque	SVK	16.5%	9.1%	8.9%	1.6%	-18.7%	7.2%	12.7%	-9.0%	-0.9%	1.2%	16.9%	-9.3%	SVK	-9.3%
Rép. tchèque	CZE	6.4%	5.9%	13.5%	2.5%	-10.1%	1.3%	0.9%	-3.1%	-2.5%	3.9%	9.0%	-3.7%	CZE	-3.7%
Royaume-Uni	GBR	3.5%	3.2%	5.7%	-6.5%	-15.2%	5.0%	1.9%	2.3%	3.2%	6.7%	3.4%	0.5%	GBR	0.5%
Slovénie	SVN	3.5%	10.2%	12.0%	7.0%	-22.0%	-13.3%	-4.9%	-8.8%	3.2%	1.4%	1.0%	-3.1%	SVN	-3.1%
Suède	SWE	5.1%	9.3%	8.1%	0.6%	-13.4%	6.0%	5.7%	-0.2%	0.6%	5.5%	7.0%	5.3%	SWE	5.3%
Suisse	CHE	3.2%	4.7%	4.9%	0.7%	-7.5%	4.4%	4.3%	2.9%	1.1%	2.8%	1.6%	2.4%	CHE	2.4%
Turquie	TUR	19.6%	15.4%	5.5%	-2.7%	-20.5%	22.5%	23.8%	2.7%	13.8%	5.1%	9.2%	..	TUR	9.2%
OCDE	OCDE	5.0%	4.1%	2.5%	-2.1%	-11.0%	1.8%	3.9%	2.0%	1.8%	3.1%	2.9%	..	OCDE	2.4%
Afrique du sud	ZAF	11.0%	12.1%	13.8%	12.8%	-6.7%	-3.9%	5.7%	3.6%	7.6%	-0.4%	..	..	ZAF	-0.4%
Brésil	BRA	2.3%	6.1%	12.0%	12.7%	-1.9%	17.8%	6.6%	..	..	..	..	..	BRA	6.6%
Colombie	COL	13.2%	18.1%	14.4%	9.9%	-1.3%	4.9%	19.0%	4.7%	6.8%	9.8%	1.8%	..	COL	1.8%
Costa Rica	CRI	4.6%	7.7%	19.0%	9.7%	-12.6%	4.3%	3.2%	9.9%	-0.3%	3.3%	8.8%	..	CRI	8.8%
Féd. de Russie	RUS	10.2%	17.9%	21.1%	9.7%	-14.7%	6.4%	9.2%	7.0%	0.8%	-1.3%	-10.4%	-1.4%	RUS	-1.4%
Lituanie	LTU	11.5%	19.6%	22.3%	-4.0%	-38.9%	1.5%	20.1%	-1.8%	8.3%	3.7%	4.7%	-0.5%	LTU	-0.5%

Note : La moyenne OCDE est la moyenne pondérée par la population des dépenses totales dédiées aux bâtiments et aux machines aux prix constants.

Source : Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679051*

Pour en savoir plus :

Lequiller, F. et D. Blades (2014), *Understanding National Accounts: Second Edition*, Éditions OCDE, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264214637-en*.

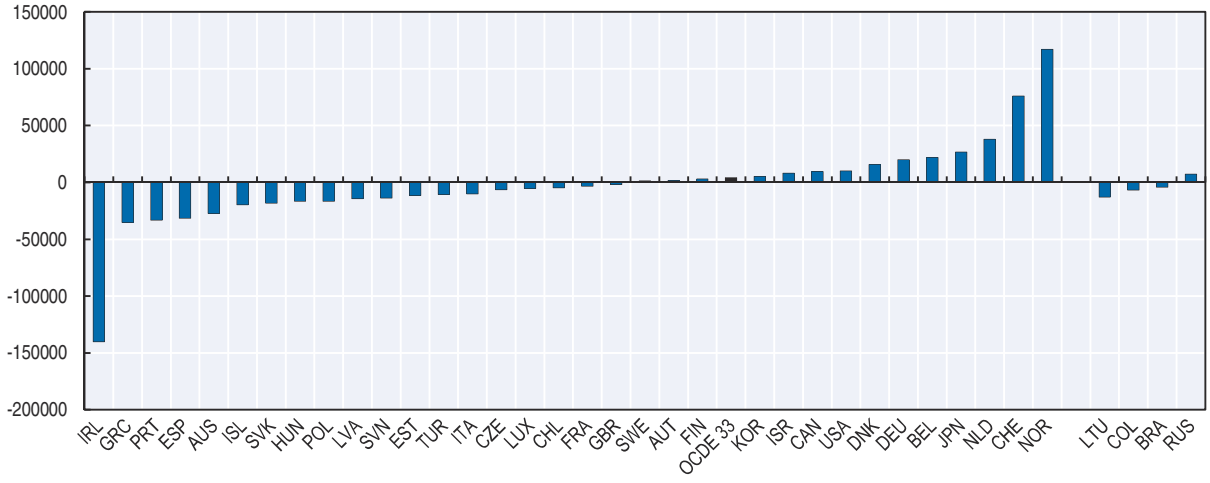
RESSOURCES ÉCONOMIQUES: Valeur financière nette de l'économie dans son ensemble

Définition

Cet indicateur correspond à la valeur totale des actifs financiers à laquelle on soustrait la valeur totale des passifs. Elle est exprimée par habitant. Les actifs et les passifs intérieurs s'annulant mutuellement, cette mesure appréhende la situation extérieure nette d'un pays par rapport au reste du monde. Ce stock englobe l'or monétaire, le numéraire et autres formes de dépôts, les titres de dette, les crédits, les participations et les prêts, les parts de fonds d'investissement, les assurances, pensions et garanties standards et autres comptes à recevoir/à payer. Les instruments négociables sont enregistrés à leur valeur marchande courante, tandis que les autres instruments sont évalués à leur valeur nominale ou comptable. Les données ont été converties en USD au moyen des PPA courantes du PIB.

Graphique A.62. **Valeur financière nette de l'économie dans son ensemble**

USD aux PPA courantes, par habitant, 2016 ou dernière année disponible

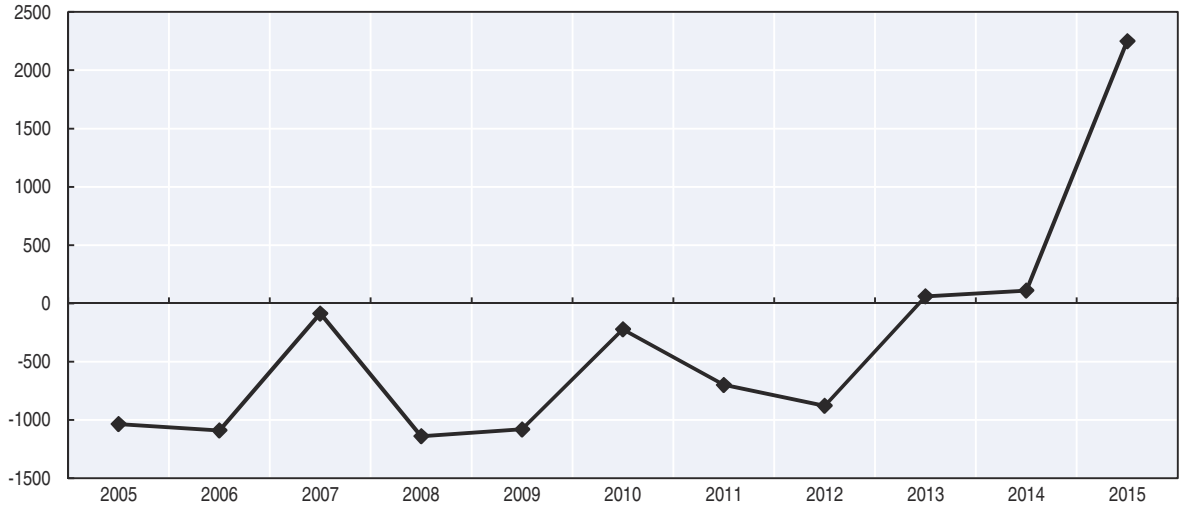


Note : 2015 est la dernière année disponible pour l'Australie, le Canada, le Chili, la Colombie, la Grèce, l'Islande, Israël, la Corée, la Lituanie, la Fédération de Russie, la République slovaque, la Suisse, la Turquie et les États-Unis ; 2014 pour le Japon et 2009 pour le Brésil. Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont les PPA du PIB. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Mexique et la Nouvelle-Zélande.
Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933679070

Graphique A.63. **Patrimoine financier net de l'économie par habitant, moyenne OCDE**

USD aux PPA courantes, par habitant, OCDE 30



Note : Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont les PPA du PIB. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Japon, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Turquie en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays.
Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679089*

Tableau A.39. **Valeur financière nette de l'économie dans son ensemble**

USD aux PPA courantes, par habitant

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	3 622	-1 143	84	5 393	6 468	6 634	8 379	11 441	11 674	16 315	20 377	20 003	DEU	20 003
Australie	AUS	-18 727	-20 291	-21 275	-21 983	-23 835	-22 229	-23 497	-23 472	-25 130	-25 472	-27 361	..	AUS	-27 361
Autriche	AUT	-4 291	-4 873	-3 828	-4 130	-2 062	-2 175	-851	-1 481	620	1 092	1 644	1 622	AUT	1 622
Belgique	BEL	11 978	12 047	16 436	18 812	23 509	23 441	27 759	22 405	22 351	22 682	22 050	21 848	BEL	21 848
Canada	CAN	-4 595	-1 591	-4 602	-3 600	-5 485	-7 258	-7 109	-7 557	-311	866	9 570	..	CAN	9 570
Chili	CHL	-3 459	-2 207	-846	-2 956	-1 914	-2 271	-2 752	-3 322	-3 231	-3 378	-4 668	..	CHL	-4 668
Corée	KOR	..	..	..	-2 267	-2 875	-3 595	-2 197	-2 365	-900	2 109	5 315	..	KOR	5 315
Danemark	DNK	1 276	-150	-2 266	-2 123	1 028	5 240	11 762	15 847	17 107	20 286	15 638	15 609	DNK	15 609
Espagne	ESP	-15 815	-20 642	-25 589	-26 128	-29 228	-27 324	-28 928	-29 375	-30 036	-32 046	-31 379	-31 667	ESP	-31 667
Estonie	EST	-13 981	-14 134	-15 670	-17 077	-16 490	-15 504	-13 132	-13 140	-13 864	-13 287	-11 804	-11 580	EST	-11 580
États-Unis	USA	3 841	6 336	10 580	5 962	7 332	8 965	6 832	7 287	8 228	6 808	10 122	..	USA	10 122
Finlande	FIN	-5 074	-4 677	-10 335	-1 080	-1 730	3 787	4 155	5 469	1 652	857	2 984	2 975	FIN	2 975
France	FRA	223	-342	-886	-3 270	-2 462	-2 968	-3 931	-3 576	-1 982	-3 665	-3 519	-3 494	FRA	-3 494
Grèce	GRC	-19 412	-26 702	-31 033	-28 081	-31 661	-28 264	-19 808	-30 000	-30 030	-34 880	-35 131	..	GRC	-35 131
Hongrie	HUN	-16 943	-18 864	-18 107	-20 999	-23 710	-23 291	-24 102	-21 585	-20 376	-19 672	-17 028	-16 690	HUN	-16 690
Irlande	IRL	-18 696	-11 403	-14 665	-42 147	-48 148	-49 248	-62 526	-63 663	-63 364	-82 963	-142 217	-140 296	IRL	-140 296
Islande	ISL	-40 399	-57 060	-59 839	-315 118	-264 777	-239 509	-211 260	-144 281	-128 979	-114 274	-19 606	..	ISL	-19 606
Israël	ISR	-3 882	583	428	2 571	1 960	3 382	5 815	6 819	7 549	8 593	8 074	..	ISR	8 074
Italie	ITA	-3 850	-6 143	-8 515	-7 575	-6 386	-6 974	-6 674	-9 055	-9 721	-9 475	-9 958	-10 031	ITA	-10 031
Japon	JPN	10 826	13 848	15 922	16 839	18 348	18 920	20 643	23 426	25 106	26 763	..	..	JPN	26 763
Lettonie	LVA	-8 045	-11 167	-13 811	-16 964	-17 608	-17 828	-17 900	-17 325	-18 121	-15 347	-14 298	-14 502	LVA	-14 502
Luxembourg	LUX	22 652	70 667	6 473	34 591	22 201	-50 245	-47 164	-38 885	-50 009	-28 017	-5 602	-5 490	LUX	-5 490
Mexique	MEX	1 893	2 133	2 248	2 363	2 935	..	..	..	..	..	..	..	MEX	..
Norvège	NOR	25 816	29 957	27 400	34 070	42 336	49 712	54 912	60 688	85 010	110 003	122 308	117 048	NOR	117 048
Nouvelle-Zélande	NZL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	NZL	..
Pays-Bas	NLD	-12 443	-11 198	-12 200	-4 902	-1 347	1 463	7 570	15 591	19 285	36 435	38 073	37 926	NLD	37 926
Pologne	POL	-6 493	-8 180	-9 586	-10 707	-11 874	-13 520	-13 996	-15 413	-16 848	-17 565	-16 553	-16 657	POL	-16 657
Portugal	PRT	-15 902	-19 558	-22 805	-25 331	-28 585	-28 538	-26 975	-30 827	-32 459	-33 905	-33 264	-33 293	PRT	-33 293
Rép. slovaque	SVK	-6 356	-8 592	-9 416	-10 236	-12 325	-13 516	-14 563	-15 502	-17 103	-19 658	-18 398	..	SVK	-18 398
Rép. tchèque	CZE	-5 887	-6 823	-7 857	-8 531	-9 886	-10 537	-10 843	-10 219	-8 076	-7 460	-6 497	-6 452	CZE	-6 452
Royaume-Uni	GBR	-1 987	-3 884	-3 135	3 247	-3 635	-1 422	-2 163	-8 378	-6 324	-7 179	-1 927	-1 899	GBR	-1 899
Slovénie	SVN	-2 731	-4 501	-7 587	-11 935	-12 330	-13 634	-13 869	-15 050	-14 866	-15 817	-13 856	-13 825	SVN	-13 825
Suède	SWE	-7 173	-5 992	-3 478	-6 399	-4 705	-5 483	-6 677	-6 597	-2 655	509	1 277	1 253	SWE	1 253
Suisse	CHE	50 682	58 463	70 906	59 372	68 380	71 947	78 829	82 776	75 696	78 101	76 023	..	CHE	76 023
Turquie	TUR	..	..	..	..	..	-18 624	-14 761	-19 241	-15 966	-11 023	-10 653	..	TUR	-10 653
OCDE	OECD 30	-1 035	-1 090	-86	-1 140	-1 080	-223	-699	-879	60	110	2 250	..	OECD 33	4 157
Brésil	BRA	-3 792	-3 850	-4 468	-2 860	-4 222	..	..	..	..	..	..	..	BRA	-4 222
Colombie	COL	-1 866	-1 973	-2 101	-2 454	-2 407	-2 583	-2 793	-2 936	-3 603	-5 073	-6 809	..	COL	-6 809
Féd. de Russie	RUS	..	..	..	..	..	..	1 940	1 638	1 549	5 770	7 163	..	RUS	7 163
Lituanie	LTU	-6 739	-8 243	-10 780	-10 620	-10 515	-11 116	-11 757	-12 744	-12 472	-13 126	-13 005	..	LTU	-13 005

Note : Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont les PPA du PIB. La moyenne OCDE est pondérée par la population ; sa série de données chronologique exclut le Japon, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Turquie en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays. Pour la dernière année disponible, la moyenne OCDE exclut le Mexique et la Nouvelle-Zélande.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679108*

Pour en savoir plus :

Lequiller, F. et D. Blades (2014), *Understanding National Accounts: Second Edition*, Éditions OCDE, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264214637-en*.

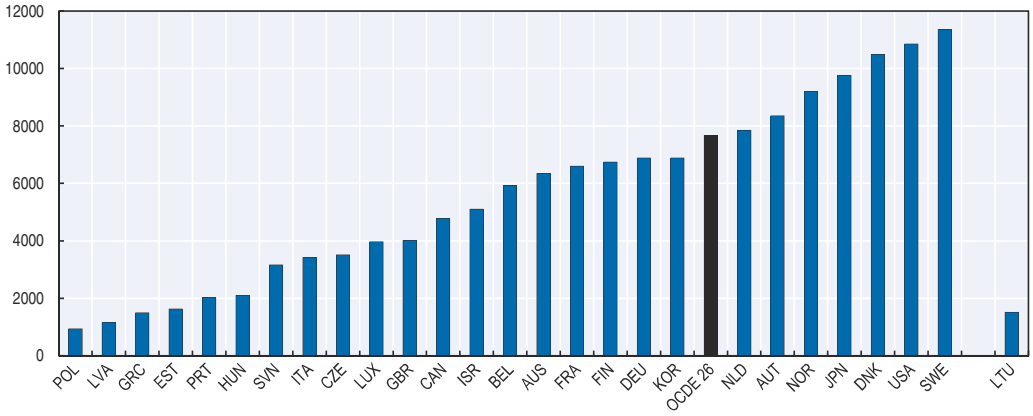
RESSOURCES ÉCONOMIQUES: Droits de propriété intellectuelle

Définition

Les produits de la propriété intellectuelle (recherche-développement, logiciels et bases de données, prospection minière et évaluation, œuvres récréatives, littéraires ou artistiques originales) correspondent à une mesure du capital intellectuel d'un pays. Les données sont présentées en dollars US par habitant, aux prix de 2010, aux PPA du PIB et se rapportent à l'économie totale, au sens du système de comptabilité nationale (SCN) 2008. On calcule les actifs selon la méthode de l'inventaire permanent, à partir des flux d'investissement antérieurs.

Graphique A.64. **Droits de propriété intellectuelle**

USD aux PPA de 2010, par habitant, 2016 ou dernière année disponible



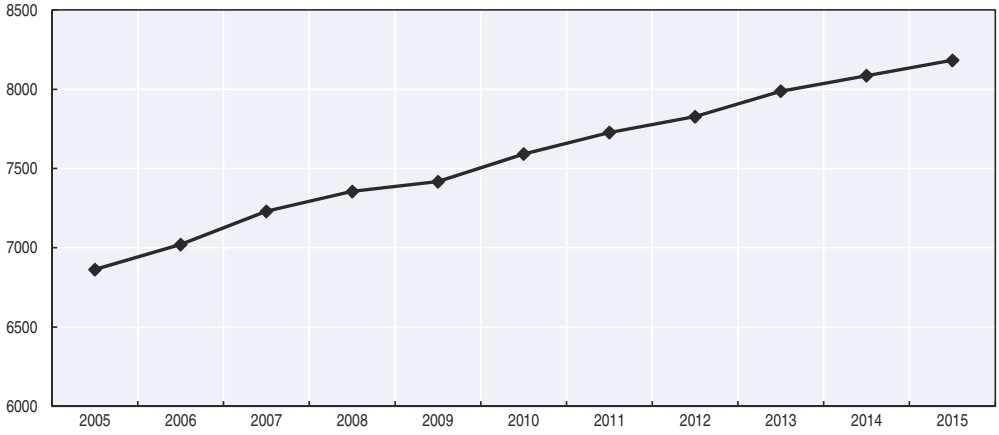
Note : 2016 est la dernière année disponible pour le Canada, la République tchèque, la Finlande et la France ; 2014 pour la Belgique, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Norvège, la Pologne et le Portugal. Les parités de pouvoir d'achat (PPA) se rapportent au PIB et sont fixées à 2010 pour permettre des comparaisons entre les valeurs de différentes années. La moyenne OCDE est pondérée par la population ; elle exclut le Chili, l'Islande, l'Irlande, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la République slovaque, l'Espagne, la Suisse et la Turquie.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933679127

Graphique A.65. **Droits de propriété intellectuelle, moyenne OCDE**

USD aux PPA de 2010, par habitant, OCDE 18



Note : Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont les PPA du PIB. La moyenne OCDE est pondérée par la population ; elle exclut la Belgique, le Chili, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, la Lettonie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, l'Espagne, la Suisse et la Turquie en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933679146

Tableau A.40. **Droits de propriété intellectuelle**

USD aux PPA de 2010, par habitant

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	5 485	5 643	5 769	5 992	6 042	6 213	6 479	6 634	6 690	6 809	6 884	..	DEU	6 884
Australie	AUS	4 983	5 150	5 357	5 396	5 613	5 600	5 824	6 131	6 230	6 323	6 342	..	AUS	6 342
Autriche	AUT	5 769	5 989	6 246	6 492	6 618	6 836	7 223	7 525	7 931	8 181	8 355	..	AUT	8 355
Belgique	BEL	4 468	4 568	4 692	4 871	5 057	5 191	5 419	5 569	5 707	5 920	..	..	BEL	5 920
Canada	CAN	4 145	4 421	4 600	4 705	4 839	4 804	4 822	4 790	4 859	4 912	4 847	4 780	CAN	4 780
Chili	CHL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	CHL	..
Corée	KOR	3 760	4 039	4 334	4 588	4 794	5 064	5 402	5 828	6 233	6 668	6 887	..	KOR	6 887
Danemark	DNK	8 221	8 518	8 720	9 032	9 560	9 784	10 075	10 132	10 225	10 326	10 497	..	DNK	10 497
Espagne	ESP	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	ESP	..
Estonie	EST	522	662	812	992	1 109	1 194	1 294	1 505	1 563	1 625	..	..	EST	1 625
États-Unis	USA	9 158	9 294	9 553	9 733	9 850	10 114	10 236	10 350	10 592	10 679	10 855	..	USA	10 855
Finlande	FIN	6 580	6 864	7 076	7 492	7 680	7 847	7 812	7 644	7 390	7 213	6 921	6 743	FIN	6 743
France	FRA	5 457	5 540	5 566	5 630	5 743	5 839	5 954	6 059	6 165	6 264	6 382	6 597	FRA	6 597
Grèce	GRC	1 436	1 531	1 636	1 700	1 701	1 683	1 642	1 526	1 516	1 493	..	..	GRC	1 493
Hongrie	HUN	1 422	1 529	1 615	1 718	1 810	1 904	1 910	1 946	1 953	2 097	..	..	HUN	2 097
Irlande	IRL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	IRL	..
Islande	ISL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	ISL	..
Israël	ISR	5 147	5 110	5 208	5 393	4 905	4 903	4 943	5 005	5 051	5 106	5 108	..	ISR	5 108
Italie	ITA	3 314	3 353	3 377	3 401	3 363	3 507	3 448	3 364	3 357	3 363	3 418	..	ITA	3 418
Japon	JPN	8 396	8 697	9 067	9 066	9 037	9 235	9 450	9 500	9 696	9 799	9 768	..	JPN	9 768
Lettonie	LVA	715	727	743	731	798	846	918	1 013	1 026	1 156	..	..	LVA	1 156
Luxembourg	LUX	3 402	3 165	3 494	3 535	3 779	3 976	3 896	3 913	3 832	3 830	3 968	..	LUX	3 968
Mexique	MEX	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	MEX	..
Norvège	NOR	..	..	..	..	..	..	..	8 312	8 661	9 192	..	..	NOR	9 192
Nouvelle-Zélande	NZL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	NZL	..
Pays-Bas	NLD	6 491	6 695	6 880	7 000	7 097	7 223	7 333	7 384	7 459	7 649	7 853	..	NLD	7 853
Pologne	POL	499	528	545	593	632	685	718	785	857	935	..	..	POL	935
Portugal	PRT	1 316	1 295	1 414	1 615	1 772	1 904	2 048	2 120	2 010	2 031	..	..	PRT	2 031
Rép. slovaque	SVK	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	SVK	..
Rép. tchèque	CZE	2 491	2 655	2 813	2 919	2 956	2 913	2 896	2 998	3 061	3 132	3 338	3 515	CZE	3 515
Royaume-Uni	GBR	4 238	4 229	4 279	4 294	4 147	4 116	4 094	4 085	4 068	4 014	4 012	..	GBR	4 012
Slovénie	SVN	2 805	2 844	2 796	2 862	2 863	3 040	3 049	3 170	3 099	3 120	3 166	..	SVN	3 166
Suède	SWE	9 949	10 106	10 548	10 745	10 483	10 617	10 806	10 905	10 986	11 174	11 359	..	SWE	11 359
Suisse	CHE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	CHE	..
Turquie	TUR	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	TUR	..
OCDE	OCDE 18	6 863	7 021	7 230	7 356	7 417	7 591	7 727	7 828	7 988	8 086	8 183	..	OCDE 26	7 668
Lituanie	LTU	687	764	872	1 010	1 176	1 238	1 271	1 347	1 413	1 513		..	LTU	1 513

Note : Les parités de pouvoir d'achat (PPA) sont les PPA de PIB. La moyenne OCDE est pondérée par la population ; sa série de données chronologique exclut la Belgique, le Chili, l'Estonie, la Grèce, la Hongrie, l'Islande, l'Irlande, la Lettonie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, l'Espagne, la Suisse et la Turquie en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays. Pour la dernière année disponible, la moyenne OCDE exclut le Chili, l'Islande, l'Irlande, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la République slovaque, l'Espagne, la Suisse et la Turquie.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir des Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), *http://dx.doi.org/10.1787/na-data-fr*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933679165

Pour en savoir plus :

Lequiller, F. et D. Blades (2014), *Understanding National Accounts: Second Edition*, Éditions OCDE, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264214637-en*.

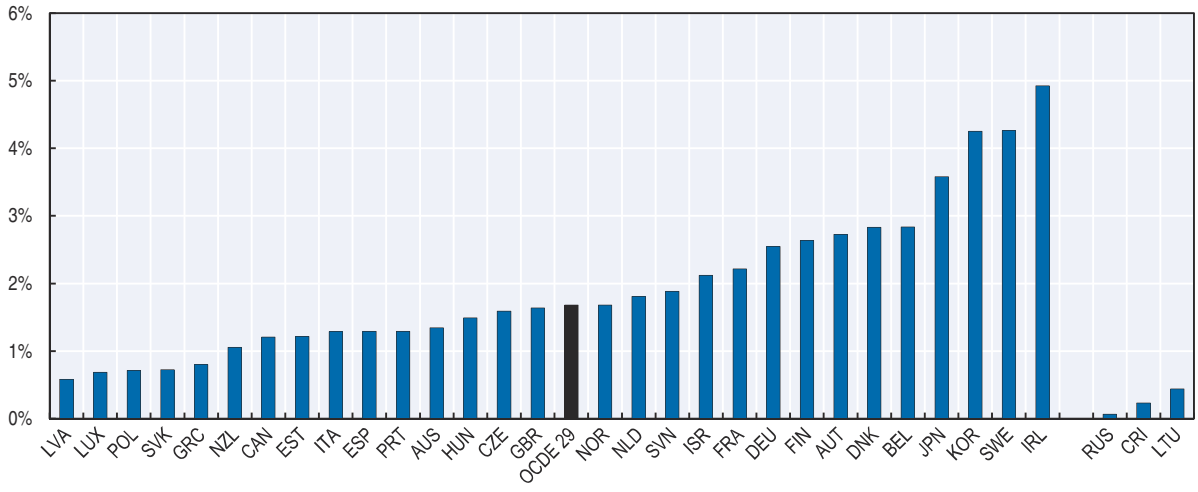
RESSOURCES ÉCONOMIQUES: Investissement dans la recherche-développement

Définition

Cet indicateur se rapporte aux dépenses effectuées par les producteurs résidents au titre de travaux de création entrepris de façon systématique en vue d'accroitre la somme des connaissances, y compris sur l'homme, la culture et la société, et de permettre l'utilisation de cette somme de connaissances pour concevoir de nouvelles applications. La recherche-développement est considérée comme de la formation de capital, sauf s'il est clair que l'activité ne procure aucun avantage économique à son propriétaire, auquel cas elle est traitée en consommation intermédiaire. Les investissements dans la recherche-développement sont exprimés en pourcentage du PIB et constituent un flux qui s'ajoute au stock des actifs intellectuels d'un pays.

Graphique A.66. **Investissement dans la recherche-développement**

En pourcentage du PIB, 2015 ou dernière année disponible



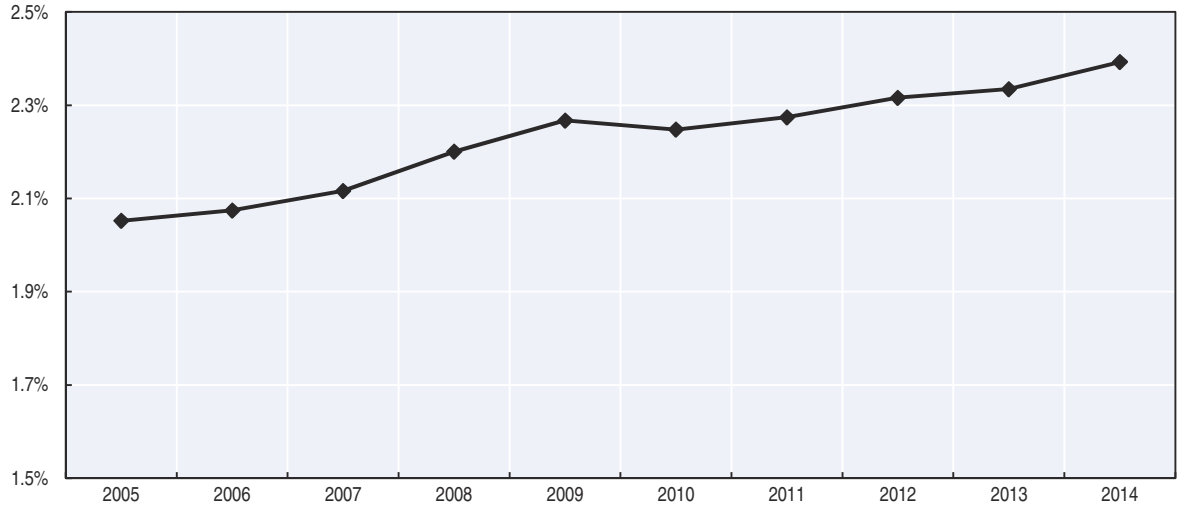
Note : 2016 est la dernière année disponible pour la République tchèque, la Finlande et la Fédération de Russie ; 2014 pour le Danemark, l'Estonie, l'Allemagne, l'Irlande, la Lettonie, la Norvège, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, l'Espagne et la Suède ; 2013 pour le Costa Rica, l'Italie et la Lituanie. La moyenne OCDE est pondérée par les parts du PIB et exclut le Chili, l'Islande, le Mexique, la Suisse, la Turquie et les États-Unis.

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir de données de « 8A. Formation de capital par activité ISIC rev4 », Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE8A* ; Service fédéral des statistiques de l'État russe (Rosstat).

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679184*

Graphique A.67. **Investissement dans la recherche-développement, moyenne OCDE**

En pourcentage du PIB, OCDE 28



Note : La moyenne OCDE est pondérée par les parts du PIB ; sa série chronologique exclut le Chili, l'Islande, l'Italie, le Mexique, la Suisse, la Turquie et les États-Unis.

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir de données de « 8A. Formation de capital par activité ISIC rev4 », Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE8A* ; Service fédéral des statistiques de l'État russe (Rosstat).

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679203*

Tableau A.41. **Investissement dans la recherche-développement**

En pourcentage du PIB

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	2.2%	2.2%	2.2%	2.3%	2.5%	2.4%	2.4%	2.6%	2.5%	2.5%	..	..	DEU	2.5%
Australie	AUS	1.3%	1.3%	1.4%	1.4%	1.4%	1.3%	1.4%	1.4%	1.3%	1.3%	1.3%	..	AUS	1.3%
Autriche	AUT	1.9%	2.1%	2.1%	2.2%	2.3%	2.3%	2.4%	2.5%	2.7%	2.7%	2.7%	..	AUT	2.7%
Belgique	BEL	1.9%	1.9%	1.9%	2.0%	2.1%	2.1%	2.2%	2.2%	2.3%	2.5%	2.8%	..	BEL	2.8%
Canada	CAN	1.5%	1.4%	1.3%	1.4%	1.4%	1.3%	1.3%	1.2%	1.3%	1.2%	1.2%	..	CAN	1.2%
Chili	CHL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	CHL	..
Corée	KOR	2.8%	2.8%	3.0%	3.2%	3.4%	3.6%	3.7%	4.0%	4.2%	4.4%	4.3%	..	KOR	4.3%
Danemark	DNK	2.3%	2.3%	2.3%	2.6%	2.8%	3.0%	2.8%	2.8%	2.8%	2.8%	..	..	DNK	2.8%
Espagne	ESP	0.9%	1.0%	1.0%	1.1%	1.2%	1.3%	1.3%	1.3%	1.3%	1.3%	..	..	ESP	1.3%
Estonie	EST	0.7%	0.7%	0.8%	0.9%	1.1%	1.0%	1.1%	1.3%	1.3%	1.2%	..	..	EST	1.2%
États-Unis	USA	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	USA	..
Finlande	FIN	3.4%	3.4%	3.4%	3.7%	3.8%	3.8%	3.5%	3.2%	3.1%	3.0%	2.8%	2.6%	FIN	2.6%
France	FRA	2.0%	2.0%	2.0%	2.0%	2.2%	2.2%	2.2%	2.2%	2.3%	2.2%	2.2%	..	FRA	2.2%
Grèce	GRC	0.8%	0.7%	0.8%	0.9%	0.8%	0.7%	0.7%	0.8%	0.8%	0.8%	0.8%	..	GRC	0.8%
Hongrie	HUN	0.7%	0.9%	0.9%	0.9%	1.0%	1.1%	1.0%	1.0%	1.3%	1.3%	1.5%	..	HUN	1.5%
Irlande	IRL	3.3%	3.0%	2.9%	3.0%	4.2%	4.3%	4.7%	5.6%	4.4%	4.9%	..	..	IRL	4.9%
Islande	ISL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	ISL	..
Israël	ISR	3.1%	2.9%	2.8%	2.9%	2.8%	2.6%	2.4%	2.4%	2.3%	2.2%	2.1%	..	ISR	2.1%
Italie	ITA	1.1%	1.1%	1.1%	1.2%	1.3%	1.3%	1.3%	1.3%	1.3%	..	..	..	ITA	1.3%
Japon	JPN	3.2%	3.3%	3.4%	3.5%	3.4%	3.3%	3.3%	3.3%	3.4%	3.5%	3.6%	..	JPN	3.6%
Lettonie	LVA	0.6%	0.6%	0.5%	0.5%	0.6%	0.7%	0.8%	0.6%	0.6%	0.6%	..	..	LVA	0.6%
Luxembourg	LUX	0.5%	0.5%	0.5%	0.5%	0.7%	0.8%	0.7%	0.7%	0.7%	0.7%	0.7%	..	LUX	0.7%
Mexique	MEX	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	MEX	..
Norvège	NOR	1.2%	1.2%	1.4%	1.4%	1.5%	1.6%	1.5%	1.6%	1.6%	1.7%	..	..	NOR	1.7%
Nouvelle-Zélande	NZL	1.1%	1.1%	1.1%	1.1%	1.2%	1.2%	1.1%	1.0%	1.1%	1.1%	1.1%	..	NZL	1.1%
Pays-Bas	NLD	1.8%	1.7%	1.6%	1.6%	1.7%	1.7%	1.8%	1.8%	1.8%	1.8%	1.8%	..	NLD	1.8%
Pologne	POL	0.5%	0.5%	0.5%	0.6%	0.6%	0.6%	0.6%	0.7%	0.7%	0.7%	..	..	POL	0.7%
Portugal	PRT	0.7%	0.9%	1.1%	1.4%	1.5%	1.5%	1.5%	1.4%	1.3%	1.3%	..	..	PRT	1.3%
Rép. slovaque	SVK	0.6%	0.5%	0.5%	0.5%	0.6%	0.6%	0.6%	0.6%	0.7%	0.7%	..	..	SVK	0.7%
Rép. tchèque	CZE	1.1%	1.1%	1.1%	1.1%	1.2%	1.2%	1.3%	1.5%	1.5%	1.5%	1.5%	1.6%	CZE	1.6%
Royaume-Uni	GBR	1.4%	1.4%	1.5%	1.7%	1.6%	1.7%	1.7%	1.6%	1.6%	1.6%	1.6%	..	GBR	1.6%
Slovénie	SVN	1.5%	1.5%	1.4%	1.5%	1.7%	1.9%	1.9%	2.0%	2.0%	2.0%	1.9%	..	SVN	1.9%
Suède	SWE	3.7%	3.6%	3.7%	3.7%	3.8%	3.8%	3.7%	3.6%	3.9%	4.3%	..	..	SWE	4.3%
Suisse	CHE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	CHE	..
Turquie	TUR	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	TUR	..
OCDE	OCDE 28	2.1%	2.1%	2.1%	2.2%	2.3%	2.2%	2.3%	2.3%	2.3%	2.4%	..	..	OCDE 29	1.7%
Costa Rica	CRI	..	..	..	..	..	..	..	0.3%	0.2%	..	..	..	CRI	0.2%
Lituanie	LTU	0.2%	0.3%	0.4%	0.6%	0.7%	0.6%	0.6%	0.5%	0.4%	..	..	..	LTU	0.4%
Féd. de Russie	RUS	..	..	..	..	..	..	..	..	0.0%	0.1%	0.1%	0.1%	RUS	0.1%

Note : S'agissant de l'Espagne, les valeurs pour 2013-14 sont des estimations ; pour la Grèce, celles portant sur la période 2011-15 sont des valeurs préliminaires. La moyenne OCDE est pondérée par les parts du PIB ; sa série chronologique exclut le Chili, l'Islande, l'Italie, le Mexique, la Suisse, la Turquie et les États-Unis en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays. Pour la dernière année disponible, la moyenne OCDE exclut le Chili, l'Islande, le Mexique, la Suisse, la Turquie et les États-Unis.

Source : Calculs de l'OCDE réalisés à partir de données de « 8A. Formation de capital par activité ISIC rev4 », Statistiques de l'OCDE sur les comptes nationaux (base de données), *http://stats.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=SNA_TABLE8A* ; Service fédéral des statistiques de l'État russe (Rosstat).

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679222*

Pour en savoir plus :

Lequiller, F. et D. Blades (2014), *Understanding National Accounts: Second Edition*, Éditions OCDE, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264214637-en*.

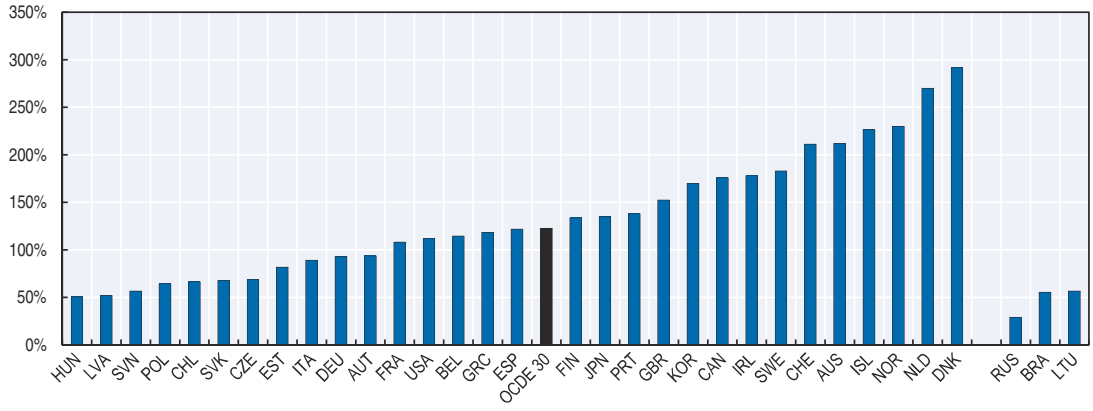
RESSOURCES ÉCONOMIQUES: Dette des ménages

Définition

Cet indicateur correspond à l'encours total de la dette des ménages en pourcentage de leur revenu disponible. Elle s'obtient en additionnant les éléments de passif tels que les prêts, les titres de dette autres que les produits financiers dérivés, et les autres comptes à payer. Pour la majorité des ménages, elle se compose principalement d'emprunts immobiliers et autres types de passif, tels que les lignes de crédit, les cartes de crédit et les autres formes de crédit à la consommation (prêts souscrits pour l'achat d'une voiture ou prêts étudiants, par exemple). Lorsqu'elle atteint des niveaux insoutenables, la dette des ménages représente un risque pour le système économique.

Graphique A.68. **Dette des ménages**

En pourcentage du revenu disponible net des ménages, 2015 ou dernière année disponible



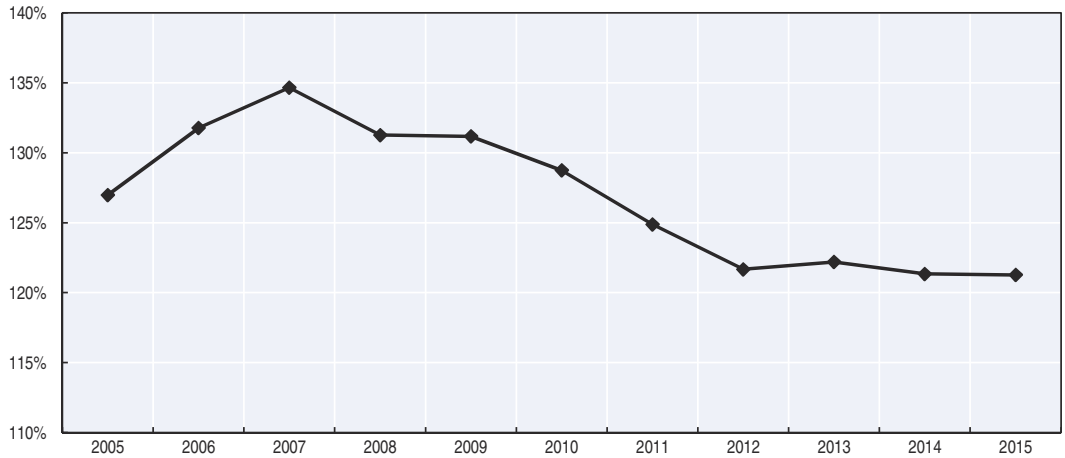
Note : 2016 est la dernière année disponible pour le Canada, le Danemark, la Finlande, l'Islande, les Pays-Bas, la Norvège, le Portugal, la Suède et le Royaume-Uni ; 2014 pour le Brésil et l'Islande. La moyenne OCDE est pondérée par le revenu disponible net des ménages et exclut Israël, le Luxembourg, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Turquie.

Source : Tableau de bord financier (base de données), *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679241*

Graphique A.69. **Dette des ménages, moyenne OCDE**

En pourcentage du revenu disponible net des ménages, 2015 ou dernière année disponible, OCDE 28



Note : La moyenne OCDE est pondérée par le revenu disponible net des ménages ; elle exclut l'Islande, Israël, la Corée, le Luxembourg, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Turquie en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays.

Source : Tableau de bord financier (base de données), *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679260*

Tableau A.42. **Dette des ménages**

En pourcentage du revenu disponible net des ménages, 2015 ou dernière année disponible

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	108%	106%	103%	99%	100%	98%	96%	95%	94%	94%	93%	..	DEU	93%
Australie	AUS	190%	194%	196%	191%	198%	198%	196%	196%	197%	204%	212%	..	AUS	212%
Autriche	AUT	87%	89%	89%	90%	90%	94%	93%	91%	91%	91%	94%	..	AUT	94%
Belgique	BEL	80%	83%	87%	89%	90%	95%	102%	104%	107%	111%	114%	..	BEL	114%
Canada	CAN	140%	144%	152%	157%	165%	166%	170%	171%	169%	172%	175%	176%	CAN	176%
Chili	CHL	46%	49%	57%	58%	59%	59%	59%	58%	60%	63%	66%	..	CHL	66%
Corée	KOR	..	..	..	143%	148%	152%	158%	159%	160%	163%	170%	..	KOR	170%
Danemark	DNK	282%	299%	325%	340%	340%	326%	320%	314%	306%	303%	293%	292%	DNK	292%
Espagne	ESP	128%	144%	154%	150%	145%	148%	142%	141%	134%	128%	122%	..	ESP	122%
Estonie	EST	70%	93%	104%	101%	108%	106%	93%	86%	85%	82%	82%	..	EST	82%
États-Unis	USA	135%	140%	143%	136%	134%	128%	120%	115%	116%	113%	112%	..	USA	112%
Finlande	FIN	99%	109%	115%	117%	118%	120%	123%	125%	124%	126%	130%	134%	FIN	134%
France	FRA	88%	94%	97%	99%	104%	108%	107%	103%	104%	106%	108%	..	FRA	108%
Grèce	GRC	68%	74%	83%	87%	88%	105%	112%	120%	122%	118%	119%	..	GRC	119%
Hongrie	HUN	50%	57%	65%	79%	80%	85%	78%	67%	61%	57%	51%	..	HUN	51%
Irlande	IRL	200%	224%	234%	230%	240%	233%	236%	221%	216%	198%	178%	..	IRL	178%
Islande	ISL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	226%	..	..	ISL	226%
Israël	ISR	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	ISR	..
Italie	ITA	71%	76%	80%	82%	87%	90%	90%	92%	91%	90%	89%	..	ITA	89%
Japon	JPN	134%	135%	130%	129%	128%	127%	127%	125%	128%	131%	135%	..	JPN	135%
Lettonie	LVA	55%	75%	86%	77%	85%	89%	84%	71%	64%	57%	52%	..	LVA	52%
Luxembourg	LUX	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	LUX	..
Mexique	MEX	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	MEX	..
Norvège	NOR	167%	198%	207%	207%	206%	212%	216%	220%	222%	225%	221%	230%	NOR	230%
Nouvelle-Zélande	NZL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	NZL	..
Pays-Bas	NLD	257%	260%	265%	274%	287%	294%	288%	287%	281%	276%	276%	270%	NLD	270%
Pologne	POL	25%	31%	39%	51%	53%	57%	60%	58%	60%	62%	64%	..	POL	64%
Portugal	PRT	136%	141%	146%	149%	151%	154%	155%	156%	150%	149%	143%	138%	PRT	138%
Rép. slovaque	SVK	30%	33%	39%	42%	41%	45%	50%	55%	59%	64%	68%	..	SVK	68%
Rép. tchèque	CZE	39%	44%	53%	59%	60%	62%	65%	66%	68%	67%	69%	..	CZE	69%
Royaume-Uni	GBR	157%	168%	173%	169%	161%	156%	157%	152%	150%	152%	150%	152%	GBR	152%
Slovénie	SVN	40%	45%	52%	53%	56%	59%	58%	60%	59%	58%	57%	..	SVN	57%
Suède	SWE	147%	154%	157%	158%	163%	171%	168%	167%	170%	172%	178%	183%	SWE	183%
Suisse	CHE	188%	188%	182%	181%	185%	190%	195%	197%	198%	203%	211%	..	CHE	211%
Turquie	TUR	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	TUR	..
OCDE	OCDE 28	127%	132%	135%	131%	131%	129%	125%	122%	122%	121%	121%	..	OCDE 30	123%
Brésil	BRA	..	..	..	..	..	43%	49%	53%	56%	55%	..	..	BRA	55%
Féd. de Russie	RUS	..	..	..	..	..	..	23%	27%	30%	31%	29%	..	RUS	29%
Lituanie	LTU	26%	42%	57%	58%	57%	56%	50%	47%	50%	53%	57%	..	LTU	57%

Note : La moyenne OCDE est pondérée par le revenu disponible net des ménages de chaque pays ; sa série de données chronologique exclut l'Islande, Israël, la Corée, le Luxembourg, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Turquie en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays. Pour la dernière année disponible, la moyenne de l'OCDE exclut Israël, le Luxembourg, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Turquie.

Source : Tableau de bord financier (base de données), *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933679279

Pour en savoir plus :

Lequiller, F. et D. Blades (2014), *Understanding National Accounts: Second Edition*, Éditions OCDE, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264214637-en*.

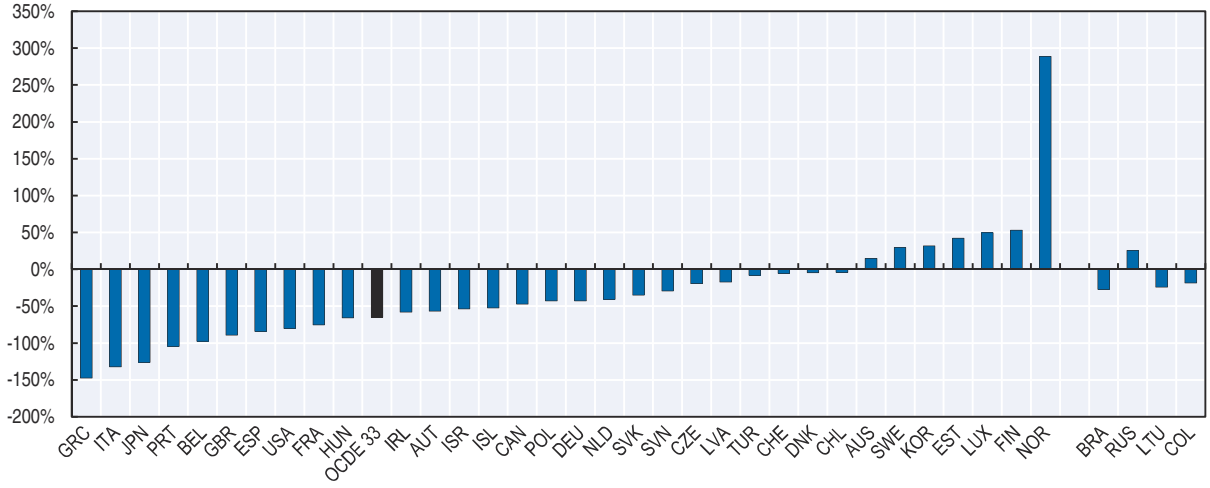
RESSOURCES ÉCONOMIQUES: Situation financière nette de l'économie totale

Définition

Cet indicateur se rapporte à la valeur totale des actifs financiers des administrations à laquelle on soustrait la valeur totale de leurs passifs, en excluant les engagements au titre des pensions. Les administrations publiques se composent de l'administration centrale, de l'administration des états fédérés et des collectivités locales, de même que des administrations de sécurité sociale. Conformément à la pratique usuelle, la valeur financière nette des administrations publiques est exprimée ici en pourcentage du PIB. Le SCN 2008 définit comme suit les actifs financiers des administrations publiques : numéraire et dépôts ; les titres de dette et les crédits ; les participations et les parts de fonds d'investissement ; les systèmes d'assurance, de pensions et garanties standard ; les produits financiers dérivés et les stock-options des salariés ; les autres comptes à recevoir. L'or monétaire et les droits de tirage spéciaux (DTS) en font partie dans un très petit nombre de pays, comme les États-Unis, le Japon et le Royaume-Uni. Les passifs correspondent aux engagements totaux inscrits dans le compte de patrimoine financier des administrations publiques. Pour faciliter la comparaison entre les pays de l'OCDE, cet indicateur exclut les passifs au titre des pensions (il représente donc la situation nette financière « ajustée » des administrations publiques), car les pratiques en matière de comptabilisation des engagements au titre des pensions imputables aux administrations publiques diffèrent selon les pays. Dans ces conditions, la situation nette financière et la valeur nette financière ajustée des administrations publiques (c'est-à-dire « ajustée » afin d'exclure les engagements au titre des pensions) sont différentes pour l'Australie, le Canada, les États-Unis, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Une situation nette financière négative des administrations publiques, lorsqu'elle atteint des niveaux négatifs excessifs, peut représenter un risque pour la viabilité économique d'un pays.

Graphique A.70. **Situation nette financière ajustée des administrations publiques**

En pourcentage du PIB, 2016 ou dernière année disponible



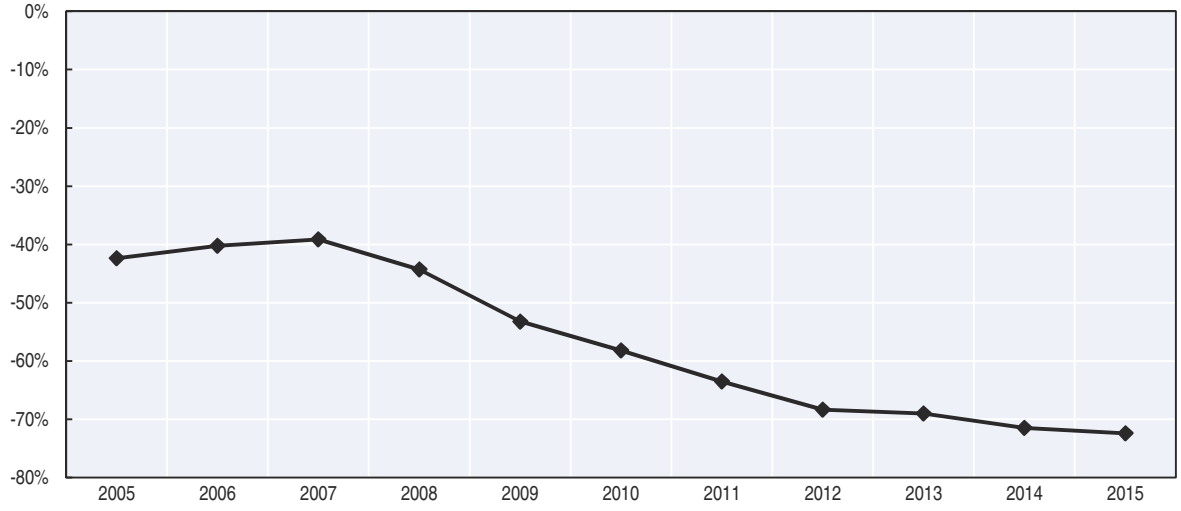
Note : 2015 est la dernière année disponible pour l'Autriche, la République tchèque, l'Estonie, la France, l'Allemagne, l'Islande, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la Fédération de Russie, la République slovaque, la Suisse et la Turquie. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut le Mexique et la Nouvelle-Zélande.

Source : Tableau de bord financier (base de données), *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS.*

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679298*

Graphique A.71. **Situation financière nette ajustée des administrations publiques, moyenne OCDE**

En pourcentage du PIB, OCDE 31



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Turquie en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays.

Source : Tableau de bord financier (base de données), *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679317*

Tableau A.43. **Situation financière nette ajustée des administrations publiques**

En pourcentage du PIB

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	-48%	-47%	-42%	-43%	-48%	-49%	-50%	-50%	-46%	-46%	-43%	..	DEU	-43%
Australie	AUS	27%	29%	30%	30%	27%	22%	16%	14%	15%	13%	14%	15%	AUS	15%
Autriche	AUT	-45%	-42%	-40%	-44%	-50%	-51%	-53%	-58%	-57%	-59%	-57%	..	AUT	-57%
Belgique	BEL	-89%	-80%	-74%	-76%	-83%	-81%	-83%	-92%	-90%	-100%	-98%	-98%	BEL	-98%
Canada	CAN	-31%	-27%	-24%	-23%	-29%	-31%	-34%	-35%	-31%	-31%	-30%	-47%	CAN	-47%
Chili	CHL	-7%	0%	7%	17%	6%	2%	5%	2%	2%	1%	1%	-4%	CHL	-4%
Corée	KOR	..	..	..	31%	33%	32%	31%	31%	32%	31%	30%	32%	KOR	32%
Danemark	DNK	-9%	-1%	5%	7%	6%	3%	-1%	-7%	-4%	-5%	-5%	-5%	DNK	-5%
Espagne	ESP	-29%	-22%	-17%	-22%	-34%	-40%	-48%	-59%	-70%	-82%	-82%	-84%	ESP	-84%
Estonie	EST	32%	31%	28%	26%	29%	36%	33%	31%	31%	31%	42%	..	EST	42%
États-Unis	USA	-46%	-45%	-44%	-50%	-62%	-69%	-75%	-79%	-80%	-80%	-79%	-80%	USA	-80%
Finlande	FIN	56%	67%	70%	50%	60%	62%	49%	49%	53%	54%	54%	53%	FIN	53%
France	FRA	-41%	-36%	-32%	-43%	-50%	-55%	-60%	-67%	-66%	-74%	-76%	..	FRA	-76%
Grèce	GRC	-83%	-86%	-81%	-91%	-103%	-92%	-73%	-105%	-125%	-136%	-148%	-148%	GRC	-148%
Hongrie	HUN	-44%	-51%	-53%	-51%	-59%	-61%	-62%	-70%	-70%	-71%	-67%	-66%	HUN	-66%
Irlande	IRL	-6%	-1%	0%	-12%	-25%	-48%	-62%	-79%	-81%	-80%	-58%	..	IRL	-58%
Islande	ISL	-9%	3%	9%	-10%	-23%	-33%	-49%	-51%	-50%	-48%	-52%	..	ISL	-52%
Israël	ISR	-55%	-45%	-45%	-49%	-54%	-50%	-52%	-55%	-54%	-55%	-54%	..	ISR	-54%
Italie	ITA	-96%	-92%	-89%	-92%	-103%	-101%	-96%	-112%	-118%	-130%	-132%	..	ITA	-132%
Japon	JPN	-65%	-66%	-73%	-83%	-96%	-104%	-116%	-119%	-117%	-115%	-126%	..	JPN	-126%
Lettonie	LVA	5%	4%	4%	1%	-7%	-14%	-15%	-12%	-14%	-14%	-17%	..	LVA	-17%
Luxembourg	LUX	49%	52%	55%	51%	56%	51%	45%	50%	51%	50%	50%	..	LUX	50%
Mexique	MEX	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	MEX	..
Norvège	NOR	122%	135%	140%	124%	154%	164%	160%	169%	208%	249%	285%	289%	NOR	289%
Nouvelle-Zélande	NZL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	NZL	..
Pays-Bas	NLD	-30%	-27%	-24%	-23%	-28%	-32%	-37%	-40%	-40%	-44%	-42%	-41%	NLD	-41%
Pologne	POL	-23%	-21%	-16%	-16%	-21%	-27%	-30%	-35%	-38%	-42%	-42%	-43%	POL	-43%
Portugal	PRT	-56%	-55%	-55%	-60%	-70%	-71%	-67%	-91%	-99%	-109%	-109%	-105%	PRT	-105%
Rép. slovaque	SVK	-10%	-15%	-14%	-15%	-22%	-28%	-33%	-31%	-33%	-35%	-35%	..	SVK	-35%
Rép. tchèque	CZE	11%	12%	15%	6%	1%	-6%	-9%	-17%	-18%	-20%	-20%	..	CZE	-20%
Royaume-Uni	GBR	-26%	-27%	-28%	-33%	-43%	-50%	-65%	-68%	-66%	-78%	-79%	-89%	GBR	-89%
Slovénie	SVN	9%	10%	18%	7%	2%	1%	-2%	-9%	-15%	-23%	-26%	-29%	SVN	-29%
Suède	SWE	7%	17%	21%	15%	23%	24%	27%	29%	29%	28%	28%	30%	SWE	30%
Suisse	CHE	-13%	-9%	-8%	-9%	-6%	-9%	-8%	-6%	-6%	-1%	-5%	..	CHE	-5%
Turquie	TUR	..	..	..	..	..	-19%	-17%	-17%	-14%	-14%	-8%	..	TUR	-8%
OCDE	OCDE 31	-42%	-40%	-39%	-44%	-53%	-58%	-64%	-68%	-69%	-71%	-72%	..	OCDE 33	-65%
Brésil	BRA	..	..	..	..	-30%	-29%	-27%	-27%	-24%	-27%	..	..	BRA	-27%
Colombie	COL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	-17%	-19%	COL	-19%
Féd. de Russie	RUS	..	..	..	..	..	..	22%	21%	22%	25%	26%	..	RUS	26%
Lituanie	LTU	9%	11%	11%	7%	-3%	-13%	-21%	-26%	-26%	-25%	-24%	..	LTU	-24%

Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population ; sa série de données chronologique exclut la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, Suisse et la Turquie en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays. Pour la dernière année disponible, la moyenne OCDE exclut le Mexique et la Nouvelle-Zélande.

Source : Tableau de bord financier (base de données), *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679336*

Pour en savoir plus :

Lequiller, F. et D. Blades (2014), *Understanding National Accounts: Second Edition*, Éditions OCDE, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264214637-en*.

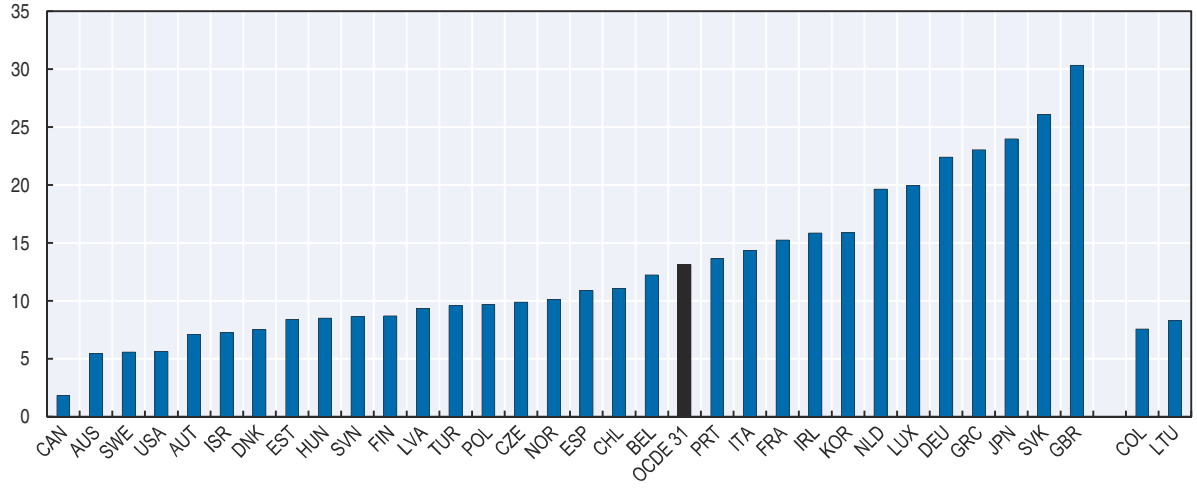
RESSOURCES ÉCONOMIQUES: Levier du secteur bancaire

Définition

Cet indicateur correspond au rapport entre certains actifs financiers de ce secteur (c'est-à-dire les prêts, le numéraire et dépôts, les titres autres que les actions, à l'exception des produits financiers dérivés, tels que comptabilisés à l'actif des comptes de patrimoine financier) et leurs fonds propres (actions et autres participations, à l'exception des parts d'OPCVM, telles que comptabilisées au passif du compte de patrimoine financier). Le secteur bancaire se compose de la banque centrale (s121) et autres sociétés de dépôts (s122), ainsi que des autres intermédiaires financiers, à l'exception des compagnies d'assurance et des fonds de pension (s123). Cette définition peut cependant varier un peu selon les pays, en particulier : en Australie, au Canada, en Islande, en République slovaque, au Royaume-Uni et en Suisse, où les « autres intermédiaires financiers » peuvent englober les auxiliaires financiers (s124). Pour tous les pays de l'OCDE sauf l'Australie et Israël, les données sont non consolidées. On considère qu'un levier élevé du secteur bancaire est un facteur de risque car il peut augmenter l'exposition aux risques et aux ralentissements cycliques de l'économie.

Graphique A.72. **Levier du secteur bancaire**

Ratio des actifs sélectionnés par rapport aux fonds propres des banques, 2016 ou dernière année disponible



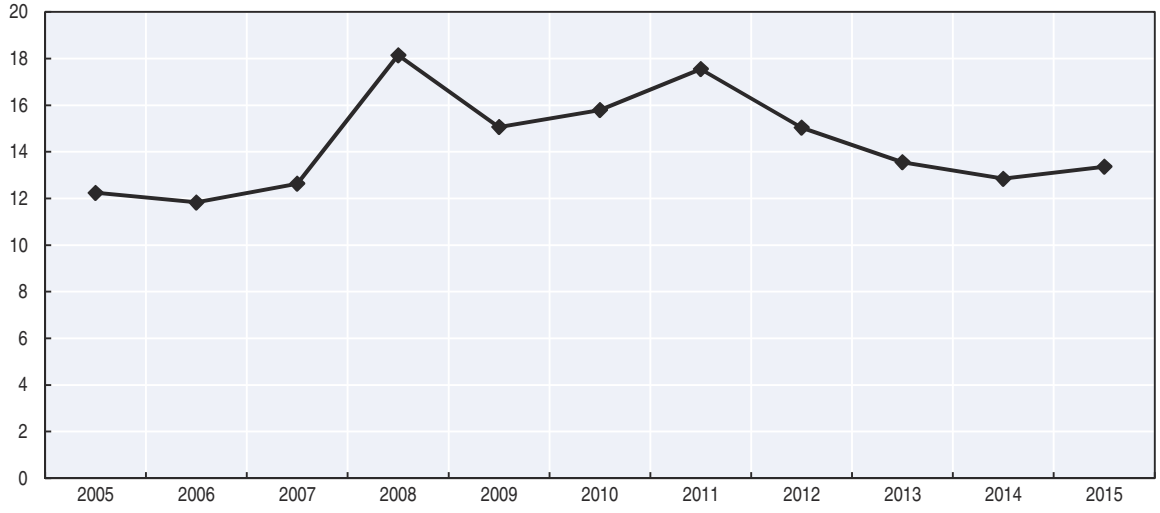
Note : 2015 est la dernière année disponible pour l'Autriche, la Colombie, l'Estonie, la France, l'Allemagne, l'Irlande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, la Lituanie, le Luxembourg, la République slovaque, la Turquie et le Royaume-Uni ; 2014 pour la République tchèque. La moyenne de l'OCDE est pondérée par la population et exclut l'Islande, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Suisse.

Source : Tableau de bord financier (base de données), *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS.*

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679355*

Graphique A.73. **Levier du secteur bancaire, moyenne OCDE**

Ratio des actifs sélectionnés par rapport aux fonds propres des banques, OCDE 29



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population ; elle exclut la République tchèque, l'Islande, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et la Turquie en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays.
Source : Tableau de bord financier (base de données), *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679374*

Tableau A.44. **Levier du secteur bancaire**

Ratio des actifs sélectionnés par rapport aux fonds propres des banques

		2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	17.4	14.9	14.8	27.2	22.0	23.1	24.9	22.9	20.8	20.6	22.4	..	DEU	22.4
Australie	AUS	3.9	3.8	3.9	6.6	5.2	5.6	6.2	5.6	4.9	5.1	5.3	5.5	AUS	5.5
Autriche	AUT	9.6	9.2	7.5	10.5	7.9	7.0	8.3	7.5	7.2	7.5	7.1	..	AUT	7.1
Belgique	BEL	14.6	13.2	13.3	24.3	18.7	15.9	17.5	14.0	12.8	12.2	12.4	12.2	BEL	12.2
Canada	CAN	2.0	1.9	1.9	2.5	2.2	1.9	2.0	2.0	1.9	1.9	2.1	1.8	CAN	1.8
Chili	CHL	9.8	8.4	9.7	11.0	9.8	6.3	7.8	8.5	8.9	10.0	10.1	11.1	CHL	11.1
Corée	KOR	..	..	..	18.7	13.2	12.7	13.9	12.8	12.8	14.9	15.4	15.9	KOR	15.9
Danemark	DNK	7.2	8.0	10.5	16.6	10.7	10.2	10.4	12.4	10.7	8.9	7.7	7.5	DNK	7.5
Espagne	ESP	9.5	8.5	10.2	18.4	13.4	16.1	15.5	16.8	11.5	9.6	10.9	10.9	ESP	10.9
Estonie	EST	3.6	8.1	8.2	7.4	9.7	8.5	8.8	8.1	6.7	7.1	8.4	..	EST	8.4
États-Unis	USA	6.7	6.5	7.7	9.2	7.3	6.8	7.2	6.1	5.9	5.8	5.9	5.6	USA	5.6
Finlande	FIN	6.6	6.6	7.8	9.4	8.5	9.8	12.9	12.3	9.0	9.6	8.4	8.7	FIN	8.7
France	FRA	10.4	9.5	13.3	22.7	15.7	15.8	21.2	17.8	15.5	16.4	15.2	..	FRA	15.2
Grèce	GRC	5.0	4.3	4.2	17.2	12.8	25.6	56.4	12.5	11.4	15.1	21.3	23.0	GRC	23.0
Hongrie	HUN	7.1	6.8	7.7	13.3	11.1	11.9	12.3	12.3	12.4	13.4	10.9	8.5	HUN	8.5
Irlande	IRL	13.9	14.6	17.6	26.8	19.1	17.9	12.4	10.6	8.2	8.7	15.9	..	IRL	15.9
Islande	ISL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	ISL	..
Israël	ISR	11.6	12.0	11.9	28.6	5.1	5.1	9.5	7.9	7.5	7.8	7.3	..	ISR	7.3
Italie	ITA	4.3	3.9	6.1	20.9	15.8	22.8	40.0	34.0	23.0	18.2	14.3	..	ITA	14.3
Japon	JPN	11.5	12.9	16.9	23.9	22.5	26.2	26.1	21.7	21.9	20.2	24.0	..	JPN	24.0
Lettonie	LVA	12.5	13.3	12.4	12.9	11.5	11.1	9.8	9.1	8.3	8.4	9.3	..	LVA	9.3
Luxembourg	LUX	29.2	28.1	28.3	21.8	18.4	21.3	23.3	21.8	20.0	18.8	20.0	..	LUX	20.0
Mexique	MEX	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	MEX	..
Norvège	NOR	16.7	18.9	23.6	29.9	26.3	23.2	23.0	16.8	13.4	11.8	10.1	10.1	NOR	10.1
Nouvelle-Zélande	NZL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	NZL	..
Pays-Bas	NLD	14.9	15.6	13.4	22.8	19.8	19.5	20.9	19.7	19.2	19.4	19.5	19.6	NLD	19.6
Pologne	POL	5.0	4.0	4.1	8.3	6.7	6.5	8.6	7.2	6.2	6.8	9.1	9.7	POL	9.7
Portugal	PRT	10.9	9.4	9.8	16.9	15.1	16.8	20.4	15.9	15.6	14.1	15.8	13.6	PRT	13.6
Rép. slovaque	SVK	285.1	218.8	41.3	33.6	36.6	28.9	22.6	19.5	16.2	20.6	26.1	..	SVK	26.1
Rép. tchèque	CZE	12.0	12.4	11.5	12.5	10.8	8.8	10.4	9.8	10.2	9.9	..	..	CZE	9.9
Royaume-Uni	GBR	40.1	43.8	49.4	51.6	48.0	45.1	38.9	35.9	35.0	31.9	30.3	..	GBR	30.3
Slovénie	SVN	11.9	11.9	11.3	12.7	12.0	11.6	13.3	14.3	11.5	9.6	8.8	8.6	SVN	8.6
Suède	SWE	5.3	5.1	6.1	12.3	8.0	6.9	7.9	6.9	5.8	5.4	5.7	5.6	SWE	5.6
Suisse	CHE	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	CHE	..
Turquie	TUR	..	..	..	..	..	4.1	6.5	5.3	7.9	7.0	9.6	..	TUR	9.6
OCDE	OCDE 29	12.2	11.8	12.6	18.1	15.1	15.8	17.5	15.0	13.6	12.8	13.4	..	OCDE 31	13.1
Colombie	COL	..	..	..	..	..	..	..	..	..	..	7.6	..	COL	7.6
Lituanie	LTU	7.9	9.1	9.9	12.7	9.8	7.5	7.9	7.6	7.6	7.9	8.3	..	LTU	8.3

Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population ; sa série de données chronologique exclut la République tchèque, l'Islande, la Corée, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et la Turquie en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays. Pour la dernière année disponible, la moyenne OCDE exclut l'Islande, le Mexique, la Nouvelle-Zélande et la Suisse.

Source : Tableau de bord financier (base de données), *http://dotstat.oecd.org/Index.aspx?DataSetCode=FIN_IND_FBS*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679393*

Pour en savoir plus :

Lequiller, F. et D. Blades (2014), *Understanding National Accounts: Second Edition*, Éditions OCDE, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264214637-en*.

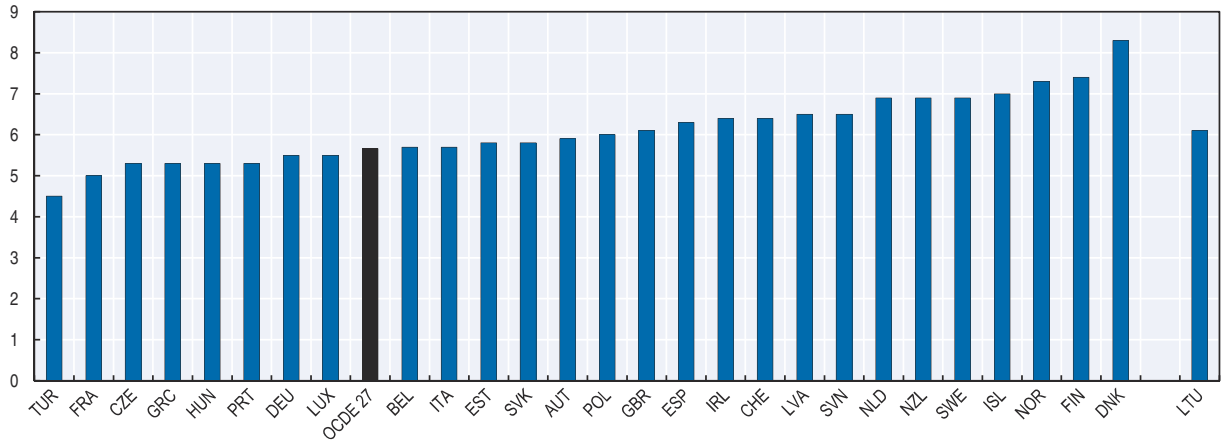
CAPITAL SOCIAL : Confiance envers autrui

Définition

La confiance envers autrui (également appelée confiance « interpersonnelle » ou « généralisée ») appréhende l'un des aspects essentiels du stock de capital social d'un pays. Cet indicateur est mesuré à partir de la question d'enquête suivante : « Diriez-vous que l'on peut faire confiance à la plupart des gens ou qu'il faut être très prudent dans ses relations avec les autres ? » Les personnes interrogées sont invitées à répondre sur une échelle comportant 11 points, de 0 (« vous n'avez confiance en personne ») à 10 (« La plupart des gens sont dignes de confiance »). Les données pour les pays européens ont été recueillies dans le cadre du module ad hoc sur le bien-être ajouté à la vague 2013 de l'enquête EU-SILC (Eurostat, 2015). L'EU-SILC est une enquête nationalement représentative de la population âgée de 16 ans et plus. Les données pour la Nouvelle-Zélande ont été fournies par Statistics New Zealand.

Graphique A.74. **Confiance interpersonnelle**

Moyenne, sur une échelle allant de 0 (« vous n'avez confiance en personne ») à 10 (« la plupart des gens sont dignes de confiance »), 2013.



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population ; elle exclut l'Australie le Canada, le Chili, Israël, le Japon, la Corée, le Mexique et les États-Unis.

Source : Eurostat (2015), Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC), *http://appsso.Eurostat.ec.europa.eu/nui/ show.do?Dataset=ilc_pw03&lang=fr* et Statistics New Zealand, rapport personnalisé et agréé par Statistics New Zealand pour réutilisation dans le cadre de la licence Creative Commons Attribution 3.0 Nouvelle-Zélande (reçu le 20 avril 2017).

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679412*

Tableau A.45. **Confiance interpersonnelle**

Moyenne, sur une échelle allant de 0 (« vous n'avez confiance en personne ») à 10 (« la plupart des gens sont dignes de confiance »), 2013

		2013
Allemagne	DEU	5.5
Australie	AUS	..
Autriche	AUT	5.9
Belgique	BEL	5.7
Canada	CAN	..
Chili	CHL	..
Corée	KOR	..
Danemark	DNK	8.3
Espagne	ESP	6.3
Estonie	EST	5.8
États-Unis	USA	..
Finlande	FIN	7.4
France	FRA	5.0
Grèce	GRC	5.3
Hongrie	HUN	5.3
Irlande	IRL	6.4
Islande	ISL	7.0
Israël	ISR	..
Italie	ITA	5.7
Japon	JPN	..
Lettonie	LVA	6.5
Luxembourg	LUX	5.5
Mexique	MEX	..
Norvège	NOR	7.3
Nouvelle-Zélande	NZL	6.9
Pays-Bas	NLD	6.9
Pologne	POL	6.0
Portugal	PRT	5.3
Rép. slovaque	SVK	5.8
Rép. tchèque	CZE	5.3
Royaume-Uni	GBR	6.1
Slovénie	SVN	6.5
Suède	SWE	6.9
Suisse	CHE	6.4
Turquie	TUR	4.5
OCDE	OCDE 27	5.7
Lituanie	LTU	6.1

Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population ; elle exclut l'Australie, le Canada, le Chili, Israël, le Japon, la Corée, le Mexique et les États-Unis.

Source : Eurostat (2015), Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC), *http://appsso.Eurostat.ec.europa.eu/nui/ show.do?Dataset=ilc_pw03&lang=fr*, rapport personnalisé et agréé par Statistics New Zealand pour réutilisation dans le cadre de la licence Creative Commons Attribution 3.0 Nouvelle-Zélande (reçu le 20 avril 2017).

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933679431

Pour en savoir plus :

OCDE (2017), *Lignes directrices de l'OCDE sur la mesure de la confiance*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264278219-en*.

Scrivens, K. et C. Smith (2013), « Four Interpretations of Social Capital: An Agenda for Measurement », *Document de travail de l'OCDE sur les statistiques*, No. 2013/06, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5jzbcx010wmt-en*.

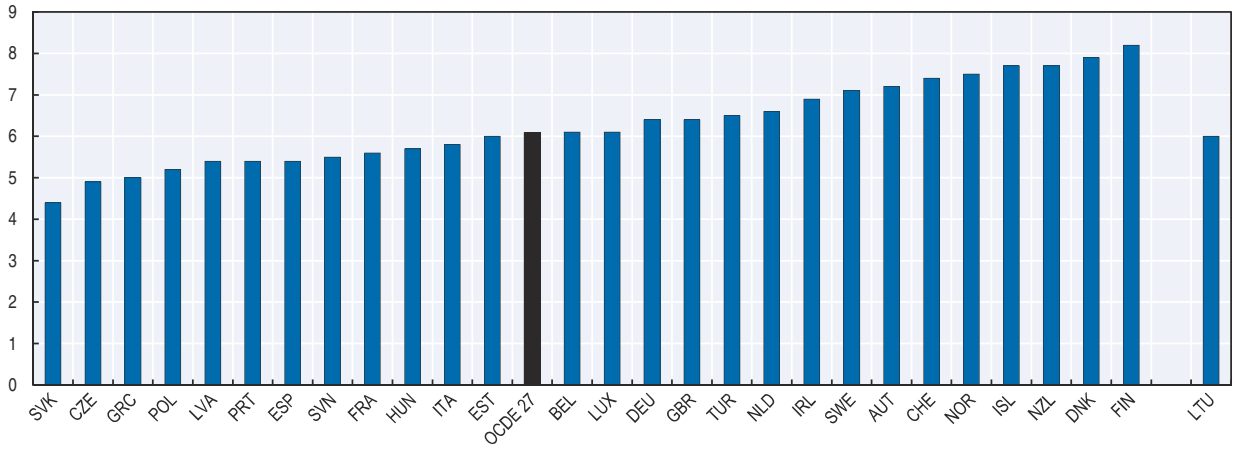
CAPITAL SOCIAL : Confiance envers la police

Définition

La confiance des personnes envers les institutions publiques est également importante car elle conditionne leur volonté de coopérer entre elles à la réalisation d'objectifs communs. Cet indicateur est mesuré à partir de la question d'enquête suivante : « Dans quelle mesure faites-vous confiance aux institutions nationales suivantes… la police ». Les personnes interrogées sont invitées à répondre sur une échelle comportant 11 points, allant de 0 (« vous n'avez absolument aucune confiance envers la police »), à 10 (« vous avez totalement confiance envers la police »). Cet indicateur est conforme aux recommandations des *Lignes directrices de l'OCDE sur la mesure de la confiance* et il se rapporte aux trois institutions (c'est-à-dire le parlement, la police et la fonction publique) que ces principes recommandent de prendre en compte lorsque l'on mesure la confiance envers le système politique (qui comprend le gouvernement, les parties politiques et le parlement), la confiance envers le système judiciaire (qui comprend la police, l'armée et les tribunaux) et la confiance envers les institutions publiques non politiques (qui comprennent la fonction publique). Les données pour les pays européens ont été recueillies dans le cadre du module ad hoc sur le bien-être ajouté à la vague 2013 de l'enquête EU-SILC (Eurostat, 2015). L'EU-SILC est une enquête nationalement représentative de la population âgée de 16 ans et plus. Les données pour la Nouvelle-Zélande ont été fournies par Statistics New Zealand.

Graphique A.75. **Confiance envers la police**

Moyenne, sur une échelle allant de 0 (« absolument aucune confiance ») et 10 (« totalement confiance »), 2013



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Australie, le Canada, le Chili, Israël, le Japon, la Corée, le Mexique et les États-Unis.

Source : Eurostat (2015), Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC), *http://appsso.Eurostat.ec.europa.eu/nui/ show.do?Dataset=ilc_pw03&lang=fr* et Statistics New Zealand, rapport personnalisé et agréé par Statistics New Zealand pour réutilisation dans le cadre de la licence Creative Commons Attribution 3.0 Nouvelle-Zélande (reçu le 20 avril 2017).

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679450*

Tableau A.46. **Confiance envers la police**

Moyenne, sur une échelle allant de 0 (« absolument aucune confiance ») et 10 (« totalement confiance »), 2013

		2013
Allemagne	DEU	6.4
Australie	AUS	..
Autriche	AUT	7.2
Belgique	BEL	6.1
Canada	CAN	..
Chili	CHL	..
Corée	KOR	..
Danemark	DNK	7.9
Espagne	ESP	5.4
Estonie	EST	6.0
États-Unis	USA	..
Finlande	FIN	8.2
France	FRA	5.6
Grèce	GRC	5.0
Hongrie	HUN	5.7
Irlande	IRL	6.9
Islande	ISL	7.7
Israël	ISR	..
Italie	ITA	5.8
Japon	JPN	..
Lettonie	LVA	5.4
Luxembourg	LUX	6.1
Mexique	MEX	..
Norvège	NOR	7.5
Nouvelle-Zélande	NZL	7.7
Pays-Bas	NLD	6.6
Pologne	POL	5.2
Portugal	PRT	5.4
Rép. slovaque	SVK	4.4
Rép. tchèque	CZE	4.9
Royaume-Uni	GBR	6.4
Slovénie	SVN	5.5
Suède	SWE	7.1
Suisse	CHE	7.4
Turquie	TUR	6.5
OCDE	OCDE 27	6.1
Lituanie	LTU	6.0

Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Australie, le Canada, le Chili, Israël, le Japon, la Corée, le Mexique et les États-Unis.

Source : Eurostat (2015), Statistiques de l'Union européenne sur le revenu et les conditions de vie (EU-SILC), *http://appsso.Eurostat.ec.europa.eu/nui/ show.do?Dataset=ilc_pw03&lang=fr* et Statistics New Zealand, rapport personnalisé et agréé par Statistics New Zealand pour réutilisation dans le cadre de la licence Creative Commons Attribution 3.0 Nouvelle-Zélande (reçu le 20 avril 2017).

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679469*

Pour en savoir plus :

OCDE (2017), *Lignes directrices de l'OCDE sur la mesure de la confiance*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264278219-en*.

Scrivens, K. et C. Smith (2013), « Four Interpretations of Social Capital: An Agenda for Measurement », *Document de travail sur les statistiques*, No. 2013/06, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/5jzbcx010wmt-en*.

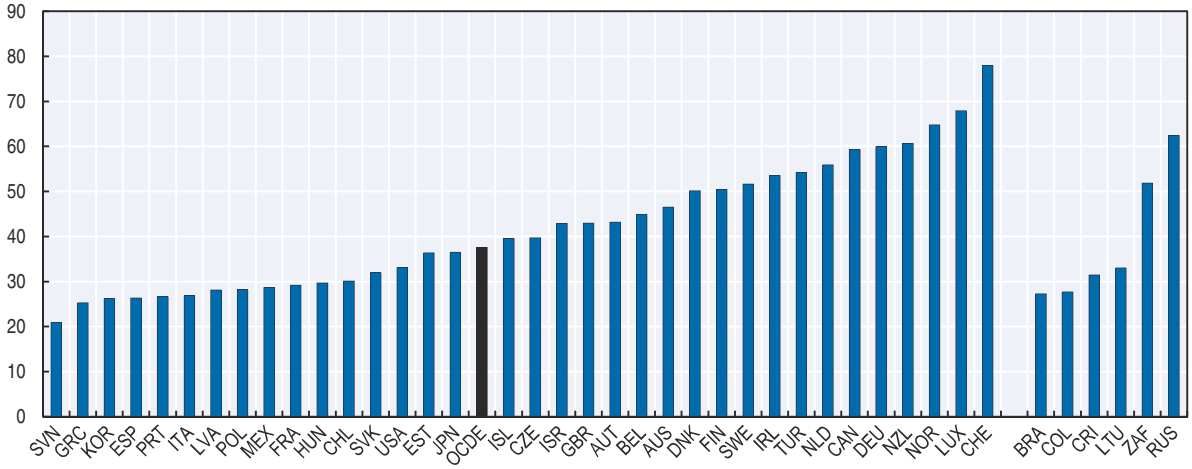
CAPITAL SOCIAL : Confiance envers l'administration nationale

Définition

Cet indicateur est mesuré à partir de la question d'enquête suivante : « avez-vous confiance dans les entités suivantes ? (…) l'administration nationale ? ». Les données présentées ici correspondent au pourcentage de personnes de l'échantillon répondant par l'affirmative à cette question (les autres réponses possibles étant « non » et « je ne sais pas »). La moyenne sur une période de trois ans est retenue pour cet indicateur. Selon les *Lignes directrices de l'OCDE sur la mesure de la confiance*, il conviendrait que l'évaluation de la confiance dans l'administration nationale tienne compte du système politique (qui inclut le gouvernement, les partis politiques et le parlement), la confiance dans le système judiciaire (qui inclut la police, l'armée et les tribunaux) et la confiance dans les institutions non politiques (qui incluent la fonction publique). Les données idéales couvriraient chacun de ces éléments institutionnels. Toutefois, à partir des données actuellement disponibles, la confiance envers les administrations nationales est appréciée de façon sélective, les séries de données chronologiques étant disponibles pour tous les pays de l'OCDE. Elles proviennent du sondage Gallup World Poll, conduit chaque année auprès d'environ 1 000 personnes dans chaque pays. L'échantillon est défini a priori de manière à être représentatif de la population nationale de 15 ans et plus (zones rurales comprises) ; les données de l'échantillon ont été pondérées par la population au moyen de coefficients de pondération fournis par Gallup.

Graphique A.76. **Confiance envers les administrations nationales**

Proportion de la population répondant par l'affirmative à la question : avez-vous confiance envers l'administration nationale ? Moyenne 2014-16

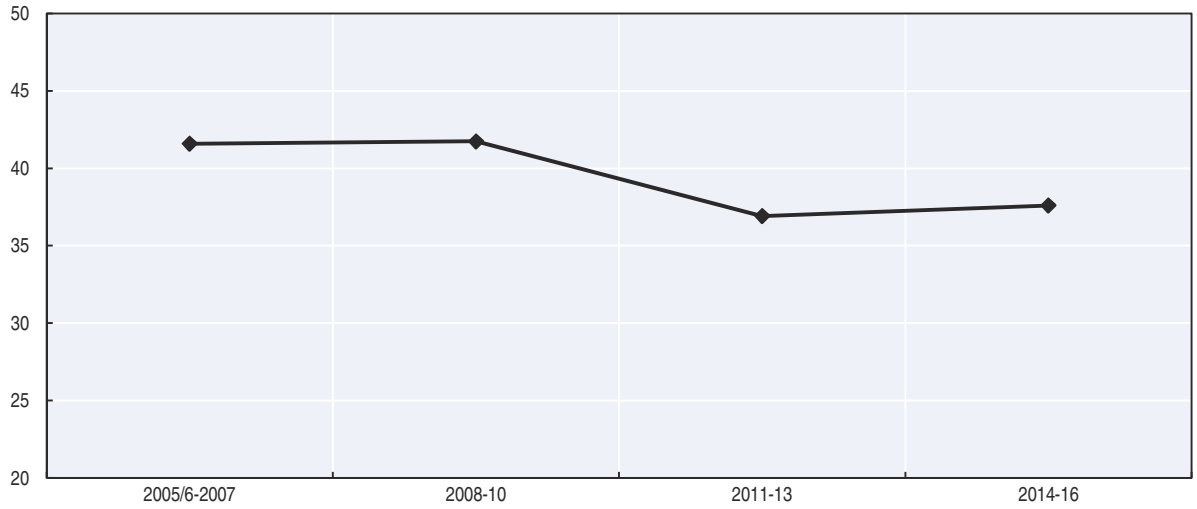


Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population.
Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir du Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933679488

Graphique A.77. **Confiance envers l'administration nationale, moyenne OCDE**

Proportion de la population répondant par l'affirmative à la question : avez-vous confiance envers l'administration nationale ? OCDE 33



Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut l'Islande et le Luxembourg en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir du Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679507*

Tableau A.47. **Confiance envers l'administration nationale**

Proportion de la population répondant par l'affirmative à la question : avez-vous confiance envers l'administration nationale ?

		2005/6-2007	2008-10	2011-13	2014-16		Dernière année disponible
Allemagne	DEU	33.6	45.4	50.0	60.0	DEU	60.0
Australie	AUS	52.9	62.7	46.9	46.5	AUS	46.5
Autriche	AUT	49.7	41.0	40.0	43.2	AUT	43.2
Belgique	BEL	57.7	40.0	42.8	44.9	BEL	44.9
Canada	CAN	54.0	58.3	52.8	59.3	CAN	59.3
Chili	CHL	50.4	48.6	32.4	30.1	CHL	30.1
Corée	KOR	23.3	28.9	28.7	26.2	KOR	26.2
Danemark	DNK	63.1	62.6	46.6	50.2	DNK	50.2
Espagne	ESP	50.2	43.6	27.7	26.4	ESP	26.4
Estonie	EST	43.1	27.8	31.7	36.4	EST	36.4
États-Unis	USA	47.6	43.4	34.0	33.1	USA	33.1
Finlande	FIN	75.8	59.3	52.8	50.4	FIN	50.4
France	FRA	34.3	44.3	40.4	29.2	FRA	29.2
Grèce	GRC	43.4	27.6	14.8	25.3	GRC	25.3
Hongrie	HUN	30.5	22.6	29.9	29.7	HUN	29.7
Irlande	IRL	63.3	38.0	38.7	53.5	IRL	53.5
Islande	ISL	..	23.8	35.7	39.5	ISL	39.5
Israël	ISR	28.0	34.6	35.5	42.9	ISR	42.9
Italie	ITA	27.1	36.6	22.9	26.9	ITA	26.9
Japon	JPN	29.5	24.8	25.3	36.5	JPN	36.5
Lettonie	LVA	28.6	14.5	17.7	28.1	LVA	28.1
Luxembourg	LUX	..	79.6	75.0	67.9	LUX	67.9
Mexique	MEX	42.2	41.1	38.0	28.7	MEX	28.7
Norvège	NOR	68.3	54.1	66.3	64.8	NOR	64.8
Nouvelle-Zélande	NZL	60.6	55.2	59.8	60.7	NZL	60.7
Pays-Bas	NLD	54.5	62.7	57.4	55.9	NLD	55.9
Pologne	POL	12.8	31.7	23.5	28.2	POL	28.2
Portugal	PRT	45.2	28.9	20.7	26.7	PRT	26.7
Rép. slovaque	SVK	16.3	30.9	31.0	32.0	SVK	32.0
Rép. tchèque	CZE	27.6	33.3	20.6	39.7	CZE	39.7
Royaume-Uni	GBR	42.9	40.4	42.3	42.9	GBR	42.9
Slovénie	SVN	47.8	35.0	19.4	21.0	SVN	21.0
Suède	SWE	50.1	57.0	61.5	51.6	SWE	51.6
Suisse	CHE	63.2	57.8	77.0	77.9	CHE	77.9
Turquie	TUR	57.7	57.2	55.5	54.2	TUR	54.2
OCDE	OCDE 33	41.6	41.7	36.9	37.6	OCDE	37.6
Afrique du sud	ZAF	63.1	52.6	52.1	51.8	ZAF	51.8
Brésil	BRA	36.2	48.3	43.1	27.3	BRA	27.3
Colombie	COL	49.7	54.2	36.5	27.7	COL	27.7
Costa Rica	CRI	41.2	47.2	28.8	31.5	CRI	31.5
Féd. de Russie	RUS	37.2	54.1	44.0	62.5	RUS	62.5
Lituanie	LTU	23.7	13.4	23.7	33.0	LTU	33.0

Note : La moyenne OCDE est pondérée par la population ; sa série de données chronologiques exclut l'Islande et le Luxembourg pour toutes les autres années en raison de séries de données chronologiques incomplètes pour ces pays. Pour la dernière année disponible, la moyenne de l'OCDE englobe tous les pays de l'OCDE.

Source : Calculs réalisés par l'OCDE à partir du Gallup World Poll, *www.gallup.com/services/170945/world-poll.aspx*.

StatLink *http://dx.doi.org/10.1787/888933679526*

Pour en savoir plus :

OCDE (2017), *Lignes directrices de l'OCDE sur la mesure de la confiance*, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264278219-en*.

González, S., L. Fleischer et M. Mira d'Ercole (2017), « Governance statistics in OECD countries and beyond: What exists, and what would be required to assess their quality? », *Documents de travail sur les statistiques*, No. 2017/03, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/c0d45b5e-en*.

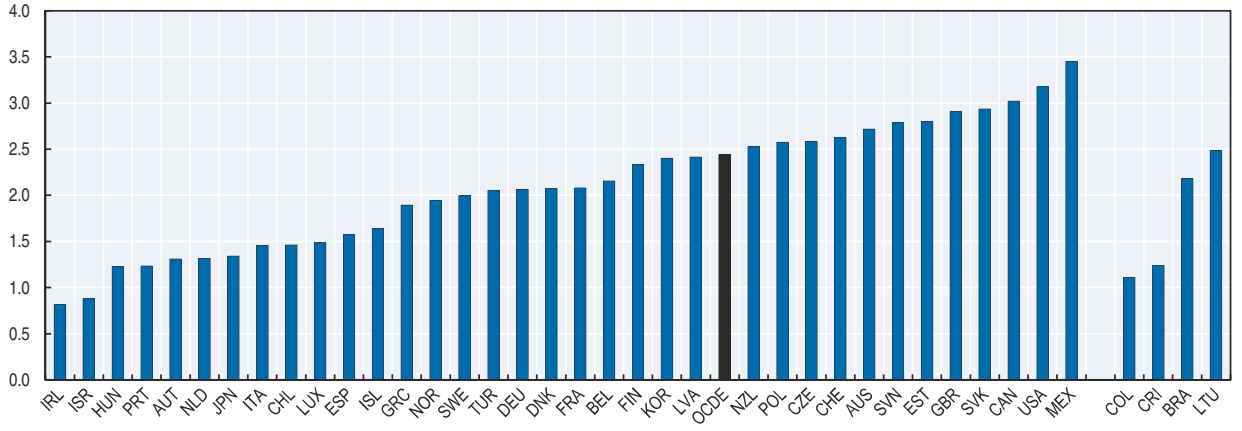
CAPITAL SOCIAL : Engagement des parties prenantes à l'égard des autorités publiques

Définition

Cet indicateur mesure l'implication des parties prenantes à l'égard des autorités publiques dans la formulation de la législation primaire et de la réglementation subordonnée ; il est pris en compte, car l'existence de mécanismes d'engagements et de consultations officielles avec les parties prenantes représente un levier essentiel au moyen duquel les États peuvent renforcer la légitimité des institutions publiques. Pour obtenir cet indicateur, la moyenne simple est calculée à partir de deux indicateurs composites (couvrant respectivement la législation primaire et la réglementation subordonnée) qui mesurent quatre aspects de l'engagement des parties prenantes : i) l'obligation systématique d'impliquer les parties prenantes ; ii) la méthode de consultation appliquée ; iii) ; la transparence (cette notion se rapporte aux principes de transparence de l'administration, par exemple à la question de savoir si les décisions de l'administration sont rendues publiques et iv) la supervision et la qualité du contrôle, qui correspond à l'existence d'organes de supervision et d'informations consultables publiquement sur les résultats de l'engagement des parties prenantes. Le score maximum de chacun des aspects est 1 et le score agrégé maximum de l'indicateur composite est 4. L'engagement des parties prenantes est calculé à partir des réponses de l'enquête 2014 de l'OCDE sur les indicateurs réglementaires ; les personnes interrogées étaient des fonctionnaires des pays de l'OCDE. Les scores relatifs à la législation primaire se rapportent exclusivement au processus de formulation de celle-ci initié par le pouvoir exécutif. S'agissant des États-Unis, il n'y pas de scores relatifs à la loi primaire, car elle est initiée par le congrès comme au Brésil, au Costa Rica et en Colombie. Dans la majorité des pays, la plus grande partie de la législation primaire est initiée par l'exécutif, à l'exception du Mexique et de la Corée, où une plus grande proportion de ces lois émane du parlement ou du congrès (respectivement 90.6 % et 84 %).

Graphique A.78. **Participation des parties prenantes à l'élaboration de la législation primaire et de la réglementation subordonnée**

Échelle de 0 à 4, 2014



Note : S'agissant de la Lettonie et de la Lituanie, les données se rapportent à 2016 et à 2015 pour le Brésil, la Colombie et le Costa Rica. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : Indicateurs de l'OCDE sur la politique et la gouvernance réglementaire (iREG), *www.oecd.org/gov/regulatory-policy/indicators-regulatory-policy-and-governance.htm*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933679545

Tableau A.48. **Participation des parties prenantes à l'élaboration de la législation primaire et de la réglementation subordonnée**

Échelle de 0 à 4

		2014
Allemagne	DEU	2.1
Australie	AUS	2.7
Autriche	AUT	1.3
Belgique	BEL	2.2
Canada	CAN	3.0
Chili	CHL	1.5
Corée	KOR	2.4
Danemark	DNK	2.1
Espagne	ESP	1.6
Estonie	EST	2.8
États-Unis	USA	3.2
Finlande	FIN	2.3
France	FRA	2.1
Grèce	GRC	1.9
Hongrie	HUN	1.2
Irlande	IRL	0.8
Islande	ISL	1.6
Israël	ISR	0.9
Italie	ITA	1.5
Japon	JPN	1.3
Lettonie	LVA	2.4
Luxembourg	LUX	1.5
Mexique	MEX	3.5
Norvège	NOR	1.9
Nouvelle-Zélande	NZL	2.5
Pays-Bas	NLD	1.3
Pologne	POL	2.6
Portugal	PRT	1.2
Rép. slovaque	SVK	2.9
Rép. tchèque	CZE	2.6
Royaume-Uni	GBR	2.9
Slovénie	SVN	2.8
Suède	SWE	2.0
Suisse	CHE	2.6
Turquie	TUR	2.1
OCDE	OCDE	2.4
Brésil	BRA	2.2
Colombie	COL	1.1
Costa Rica	CRI	1.2
Lituanie	LTU	2.5

Note : S'agissant de la Lettonie et de la Lituanie, les données se rapportent à 2016 et à 2015 pour le Brésil, la Colombie et le Costa Rica. La moyenne OCDE est pondérée par la population.

Source : Indicateurs de l'OCDE sur la politique et la gouvernance réglementaire (iREG), *www.oecd.org/gov/regulatory-policy/indicators-regulatory-policy-and-governance.htm*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933679564

Pour en savoir plus :

Indicateurs de l'OCDE sur la politique et la gouvernance réglementaire (iREG), *www.oecd.org/gov/regulatory-policy/indicators-regulatory-policy-and-governance.htm*.

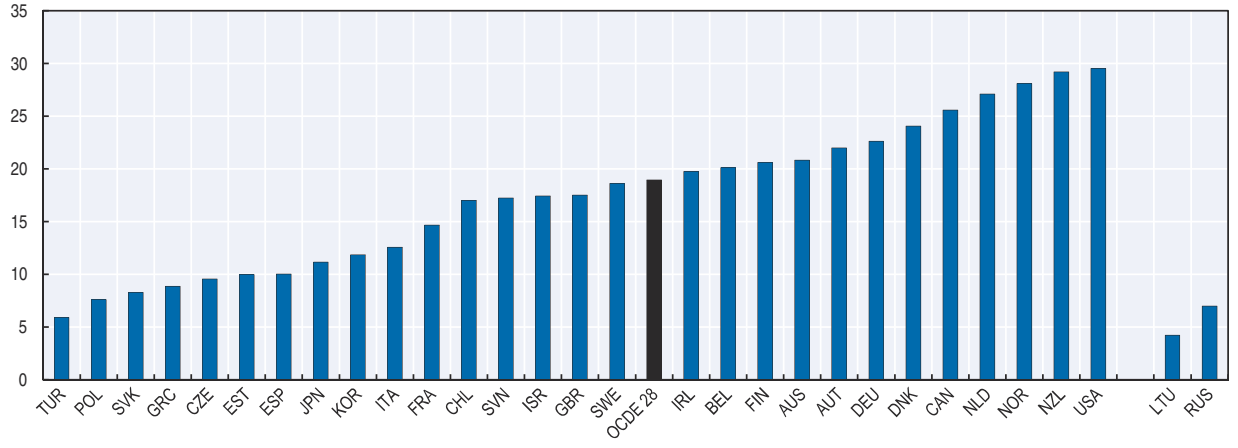
CAPITAL SOCIAL : Bénévolat dans des organisations

Définition

Le bénévolat constitue un investissement dans le capital social. Cet indicateur repose sur la question suivante : « au cours des 12 derniers mois, combien de fois avez-vous exercé une activité bénévole, notamment un travail non rémunéré au service d'une organisation caritative, d'un parti politique, d'un syndicat ou d'une organisation à but non lucratif ? ». Les catégories de réponses possibles étaient « jamais », « moins d'une fois par mois », « moins d'une fois par semaine, mais au moins une fois par mois », « au moins une fois par semaine, mais pas tous les jours » et « tous les jours ». Les données présentées ici se rapportent au pourcentage d'adultes âgés de 16 à 65 ans qui ont déclaré avoir exercé une activité bénévole au service d'une organisation au moins une fois par mois au cours de l'année précédente. Le recueil des données a été effectué au moyen de l'Évaluation des compétences des adultes, réalisée par l'OCDE dans le cadre du PIAAC.

Graphique A.79. **Participation au bénévolat formel**

Pourcentage de la population d'âge actif déclarant avoir exercé une activité bénévole au moins une fois par mois au cours de l'année précédente, autour de 2012



Note : S'agissant de l'Australie, de l'Autriche, de la Belgique, du Canada, de la République tchèque, du Danemark, de l'Estonie, de la Finlande, de l'Allemagne, de l'Irlande, de l'Italie, du Japon, de la Corée, des Pays-Bas, de la Pologne, de la Fédération de Russie, de ,la République slovaque, de l'Espagne, de la Suède, du Royaume-Uni et des États-Unis, les données portent sur 2011-12, 2012 pour la France et 2014-15 pour le Chili, la Grèce, Israël, la Lituanie, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie et la Turquie. Les données pour la Belgique se rapportent à la Flandre ; pour le Royaume-Uni, elles se rapportent à l'Angleterre et à l'Irlande du nord et pour la Fédération de Russie, elles ne comprennent pas la municipalité de Moscou. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut la Hongrie, l'Islande, la Lettonie, le Luxembourg, le Mexique, le Portugal et la Suisse.

Source : Calculs OCDE à partir des données de l'Enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes (base de données PIAAC), *www.oecd.org/site/PIAAC/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933679583

Tableau A.49. **Participation au bénévolat formel**

Pourcentage de la population d'âge actif déclarant avoir exercé une activité bénévole au moins une fois par mois au cours de l'année précédente, autour de 2012

		Autour de 2012
Allemagne	DEU	22.6
Australie	AUS	20.8
Autriche	AUT	22.0
Belgique	BEL	20.1
Canada	CAN	25.6
Chili	CHL	17.0
Corée	KOR	11.8
Danemark	DNK	24.1
Espagne	ESP	10.0
Estonie	EST	10.0
États-Unis	USA	29.5
Finlande	FIN	20.6
France	FRA	14.7
Grèce	GRC	8.9
Hongrie	HUN	..
Irlande	IRL	19.7
Islande	ISL	..
Israël	ISR	17.4
Italie	ITA	12.6
Japon	JPN	11.1
Lettonie	LVA	..
Luxembourg	LUX	..
Mexique	MEX	..
Norvège	NOR	28.1
Nouvelle-Zélande	NZL	29.2
Pays-Bas	NLD	27.1
Pologne	POL	7.6
Portugal	PRT	..
Rép. slovaque	SVK	8.3
Rép. tchèque	CZE	9.6
Royaume-Uni	GBR	17.5
Slovénie	SVN	17.2
Suède	SWE	18.6
Suisse	CHE	..
Turquie	TUR	5.9
OCDE	OCDE 28	18.9
Féd. de Russie	RUS	7.0
Lituanie	LTU	4.2

Note : S'agissant de l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la République tchèque, le Danemark, l'Estonie, la Finlande, l'Allemagne, l'Irlande, l'Italie, le Japon, la Corée, les Pays-Bas, la Pologne, la Fédération de Russie, la République slovaque, l'Espagne, la Suède, le Royaume-Uni et les États-Unis, les données se rapportent à 2011-12, à 2012 pour la France et 2014-15 pour le Chili, la Grèce, Israël, la Lituanie, la Nouvelle-Zélande, la Slovénie et la Turquie. Les données pour la Belgique se rapportent à la Flandre ; pour le Royaume-Uni, elles se rapportent à l'Angleterre et à l'Irlande du nord et pour la Fédération de Russie, elles ne comprennent pas la municipalité de Moscou. La moyenne OCDE est pondérée par la population et exclut la Hongrie, l'Islande, la Lettonie, le Luxembourg, le Mexique, le Portugal et la Suisse.
Source : Calculs OCDE à partir des données de l'Enquête de l'OCDE sur les compétences des adultes (base de données PIAAC), *www.oecd.org/site/PIAAC/*.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888933679602

Pour en savoir plus :

OCDE (2016), L'importance des compétences : Nouveaux résultats de l'évaluation des compétences des adultes, Éditions OCDE, Paris, *http://dx.doi.org/10.1787/9789264259492-fr*.

ORGANISATION DE COOPÉRATION ET DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUES

L'OCDE est un forum unique en son genre où les gouvernements œuvrent ensemble pour relever les défis économiques, sociaux et environnementaux que pose la mondialisation. L'OCDE est aussi à l'avant-garde des efforts entrepris pour comprendre les évolutions du monde actuel et les préoccupations qu'elles font naître. Elle aide les gouvernements à faire face à des situations nouvelles en examinant des thèmes tels que le gouvernement d'entreprise, l'économie de l'information et les défis posés par le vieillissement de la population. L'Organisation offre aux gouvernements un cadre leur permettant de comparer leurs expériences en matière de politiques, de chercher des réponses à des problèmes communs, d'identifier les bonnes pratiques et de travailler à la coordination des politiques nationales et internationales.

Les pays membres de l'OCDE sont : l'Allemagne, l'Australie, l'Autriche, la Belgique, le Canada, le Chili, la Corée, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Islande, Israël, l'Italie, le Japon, la Lettonie, le Luxembourg, le Mexique, la Norvège, la Nouvelle-Zélande, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République slovaque, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Slovénie, la Suède, la Suisse et la Turquie. L'Union européenne participe aux travaux de l'OCDE.

Les Éditions OCDE assurent une large diffusion aux travaux de l'Organisation. Ces derniers comprennent les résultats de l'activité de collecte de statistiques, les travaux de recherche menés sur des questions économiques, sociales et environnementales, ainsi que les conventions, les principes directeurs et les modèles développés par les pays membres.

ÉDITIONS OCDE, 2, rue André-Pascal, 75775 PARIS CEDEX 16
(30 2017 01 2 P) ISBN 978-92-64-29183-6 – 2018

Comment va la vie ? 2017

MESURER LE BIEN-ÊTRE

Comment va la vie ? dresse un inventaire des perspectives et des freins au bien-être de la population dans les 35 pays de l'OCDE et dans 6 pays partenaires. En se basant sur 50 indicateurs, ce rapport met en évidence les résultats du bien-être présent et les ressources nécessaires pour le bien-être futur, ainsi que les changements observés depuis 2005. Durant cette période, certains aspects de la vie se sont améliorés de manière significative, alors que d'autres restent à la traîne.

Cette quatrième édition examine les différentes facettes des inégalités, démontrant que les lacunes dans les réalisations et opportunités des personnes ont un impact direct sur les différentes dimensions du bien-être. Elle révèle des disparités dans tous les pays de l'OCDE et décompose les résultats en fonction de l'âge, du sexe et du niveau d'études. Elle met également en évidence les nombreux freins au bien-être auxquels sont confrontés les immigrés lorsqu'ils essaient de s'adapter dans leur nouveau pays. Le rapport examine aussi le point de vue des citoyens sur les institutions, dévoilant les écarts entre les pouvoirs publics et les gens qu'ils servent. Enfin, à travers 41 fiches, il dresse un bilan pays par pays, identifiant les forces, défis et changements du bien-être au fil du temps.

Comment va la vie ? fait partie de l'Initiative du vivre mieux de l'OCDE, qui présente une série d'études et d'analyses sur le bien-être et sa mesure et comprend le site web interactif de l'Index du vivre mieux.

Veuillez consulter cet ouvrage en ligne : ***http://dx.doi.org/10.1787/how_life-2017-fr***.

Cet ouvrage est publié sur OECD iLibrary, la bibliothèque en ligne de l'OCDE, qui regroupe tous les livres, périodiques et bases de données statistiques de l'Organisation.
Rendez-vous sur le site ***www.oecd-ilibrary.org*** pour plus d'informations.

éditionsOCDE
www.oecd.org/editions

THE LONDON BOOK FAIR WINNER
INTERNATIONAL EXCELLENCE Awards 2017
IN PARTNERSHIP WITH THE PUBLISHERS ASSOCIATION

ISBN 978-92-64-29183-6
30 2017 01 2 P

9 789264 291836